



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

17^e Législature — 4^e session

Vol. 2 – Séances du 3 mars au 4 avril 1931

1930-1931

Texte établi par Jocelyn Saint-Pierre, Josée Levasseur,
Donald Chouinard et Maria Buttazzoni

Orateur : l'honorable Télesphore-Damien Bouchard

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

17e Législature – 4e session

Vol. 2 - Séances du 3 mars au 4 avril 1931

1930-1931

Séance du mardi 3 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)¹ pour **l'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 225 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.

**Loi des cités et villes,
article 571c**

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 202 modifiant l'article 571c de la loi des cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sociétés
agricoles et laitières**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 64 modifiant la loi des sociétés agricoles et laitières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sociétés
coopératives agricoles**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 65 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des abeilles

L'honorable M. Godbout (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 66 modifiant la loi des abeilles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des sociétés d'agriculture

L'honorable M. Godbout (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 67 modifiant la loi des sociétés d'agriculture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi du régime des eaux courantes

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 229 modifiant la loi du régime des eaux courantes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Aide aux victimes
de la conflagration à Terrebonne**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 234 modifiant la loi 13 George V, chapitre 7, relativement aux victimes de la conflagration à Terrebonne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Assemblées des compagnies

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) pour **l'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 235 modifiant la loi des compagnies de Québec relativement aux assemblées.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Demandes de documents:

**Rapport du bibliothécaire
de la Législature**

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du bibliothécaire de la Législature de Québec, janvier à décembre 1930. (Document de la session no 53)

Questions et réponses:

Chemins de colonisation

M. Guertin (Hull): 1. Combien y a-t-il de milles de chemins de colonisation de première classe

dans la province, tel que défini par le chapitre 76 des Statuts refondus de Québec, 1925, loi concernant les chemins de colonisation?

2. Même question pour les chemins de deuxième classe.

3. Même question pour les chemins de troisième classe.

4. À quelle date le lieutenant-gouverneur en conseil a-t-il préparé ces listes?

5. Combien de milles de chemins ont été transférés de la première à la deuxième classe, par arrêté en conseil depuis la confection de la dernière liste?

6. Même question pour les chemins de la deuxième à la troisième classe.

7. Combien y a-t-il, dans chacun des comtés de Hull, Papineau et Pontiac, de milles de chemins: *a.* de la première classe; *b.* de la deuxième classe; *c.* de la troisième classe?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. 1,641.42 milles.

2. et 3. Depuis l'organisation du département de la Voirie, c'est ce dernier département qui s'occupe des chemins pour la construction desquels il y a une contribution locale ou municipale, le département de la Colonisation se chargeant des chemins de première classe dans les régions de colonisation.

4. 29 octobre, 1930.

5. et 6. Répondu par 2 et par 3.

7. Chemins de première classe: dans Hull, 24.77; dans Papineau, 18.22; et dans Pontiac, 12.88.

Immigration et émigration en provenance des États-Unis

Un député pour M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Quel est le nombre de résidents de la province de Québec qui ont traversé les lignes à différents endroits de la province: *a.* en 1928; *b.* en 1929; *c.* en 1930; pour émigrer aux États-Unis?

2. Quel est le nombre d'anciens résidents de la province qui ont traversé les lignes à différents endroits de la province: *a.* en 1928; *b.* en 1929; *c.* en 1930 pour revenir demeurer dans cette province?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. Le gouvernement l'ignore.

2. Le gouvernement l'ignore. Il sait cependant que, par les soins du service du rapatriement, 628 personnes ont été rapatriées en 1928, 851 en 1929, et 4,319 en 1930.

Construction de route à Saint-Tharcissius de Matapédia

M. Renaud (Laval): 1. À quelle date et à qui le contrat de construction de la route entre les lots 35 et 36 des rangs 4 et 5, canton Blais, Saint-Tharcissius, comté de Matapédia, a-t-il été accordé?

2. À quel prix?

3. Cette route est-elle terminée et dans l'affirmative, combien a-t-elle coûté au gouvernement?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. Le département n'a pas accordé de contrat pour une route entre les lots 35 et 36 des rangs 4 et 5 de Blais, mais un contrat a été accordé, le 10 septembre 1930, à M. Adélard Bélanger, pour la construction d'une route entre les lots 35 et 36 des rangs 3 et 4 de Blais.

2. \$11,400.

3. Non, et le département n'a encore rien payé.

Alfred Roy

M. Guertin (Hull): 1. M. Alfred Roy, d'Amos, comté d'Abitibi, a-t-il été à l'emploi du gouvernement durant l'année 1930?

2. Dans l'affirmative, quels étaient: *a.* ses fonctions; *b.* son salaire?

3. Combien cet employé a-t-il reçu comme dépenses de voyage durant chaque mois de l'année 1930?

4. Est-il encore à l'emploi du gouvernement?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. Oui.

2. *a.* Inspecteur pour travaux de drainage; *b.* \$125.00 par mois.

3. Du 3 mai au 27 juin 1930, \$384.60; du 1^{er} au 30 juillet, \$302.25; du 4 au 30 août, \$230.70; du 2 au 29 septembre, \$201.90; du 1^{er} au 28 octobre, \$182.60; du 4 au 29 novembre, \$143.25. Dans ces montants, sont comprises certaines dépenses de bureau.

4. Non.

Distribution de perdrix à des institutions de charité

M. Guertin (Hull): 1. Quelles sont les institutions de charité auxquelles les perdrix, saisies dans le district de Hull, ont été distribuées dans chacune des causes mentionnées à la réponse du 26 février dernier?

2. Combien ont été distribuées à chacune d'elles dans chaque cas?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. et 2. Hospice Saint-Antoine: deux boîtes contenant des lièvres, des perdrix, de la venaison et du poisson; Refuge de Sœurs Bonneau: une boîte de perdrix et de venaison; Frères Saint-Jean de Dieu: une boîte de perdrix.

Taxe sur les corporations

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) dont elle a été saisie jeudi le 19 février dernier: Que le bill 53 modifiant la loi de la taxe sur les corporations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le comité se forme immédiatement en ledit comité.

En comité³:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): J'ai déjà présenté cette mesure. Il s'agit d'exempter de la taxe les compagnies qui ont des chemins de fer pour des fins d'exploitation forestière. Mon honorable ami de Trois-Rivières avait des objections. Jusqu'ici, ces compagnies devaient payer au gouvernement une somme de \$30 du mille annuellement, tout comme les compagnies de transport ferroviaire qui doivent payer cette somme parce qu'elles voient des voyageurs payants.

M. Duplessis (Trois-Rivières)⁴: Je ne voudrais pas que les compagnies qui ont des arranges de taxes fussent exemptées de les payer.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce qu'il y a des compagnies intéressées par ce bill?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il y a la compagnie Singer, qui possède un chemin de fer exclusivement à l'usage de son entreprise forestière. Cette loi a pour but d'aider la compagnie Singer. En autant que je sache, une seule compagnie a demandé une exemption, soit la Singer Company Limited, qui exploite un moulin à Thurso, dans le comté de Papineau. La compagnie de machines à coudre Singer a construit un chemin de fer pour

transporter le bois dont elle a besoin pour sa propre utilisation, et ce chemin de fer se rend dans les bois à partir de Thurso.

M. Guertin (Hull): Quelle est la longueur de ce chemin de fer?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Vingt à vingt-cinq milles.

M. Lahaie (Papineau): Pour l'information de l'opposition, je dirai que la compagnie Singer a bâti ce chemin de fer pour le développement de ses concessions. Le chemin de fer traverse trois villages et n'accepte aucun passage payant. La compagnie a d'importantes limites sur la Gatineau.

M. Guertin (Hull): C'est une erreur. Cette région doit avoir besoin de ce chemin de fer. Pourquoi la population ne l'utiliserait-elle pas?

On m'a dit que le chemin de fer de la compagnie Singer traverse le territoire de trois ou quatre villages qui ont grandement besoin de ce moyen de communication, mais que la compagnie refuse de transporter autre chose que ses propres matériaux. La compagnie Singer ne transporte pas de passagers, ce qui est malheureux pour les gens de ces villages.

Il s'objecte parce que ladite compagnie traverse trois villages sans prendre aucun voyageur. Il tente de démontrer que des conditions désavantageuses sont faites aux habitants de ces milieux.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il ne peut en être autrement, dit-il, car cette compagnie ne fait pas de transport public; elle s'occupe seulement d'exploitation forestière. Je n'ai jamais entendu parler d'une telle démarche, mais, si la Chambre le désire, je n'ai aucune objection à communiquer avec la compagnie pour voir si elle ne pourrait pas s'arranger pour transporter des passagers et des marchandises dans la région. À ce que je sache, il serait difficile d'adapter l'équipement de la compagnie pour pouvoir offrir le service dont on parle.

La province ne peut pas forcer la compagnie à transporter des passagers, puisqu'elle opère sur son propre territoire. Toutefois, si elle décidait de le faire, la loi que l'on veut faire passer actuellement ne s'appliquerait plus.

M. Crépeau (Sherbrooke): A-t-elle reçu des subsides en terres?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Non.

M. Renaud (Laval): C'est un chemin de fer privé?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Oui.

M. Duplessis (Trois-Rivières) estime que les pouvoirs accordés vont trop loin et il suggère que la période d'exemption de taxe à cette compagnie soit limitée.

M. Guertin (Hull): C'est bien assez que l'on puisse forcer la compagnie à aider les colons d'une région avec son chemin de fer sans lui accorder une exemption de taxe. Nous demandons à grands cris des chemins de fer dans d'autres parties de la province.

La compagnie Singer exploite nos richesses naturelles. Elle devrait être forcée à faire du voiturage public. L'honorable ministre devrait suspendre son bill et demander à la compagnie de faire le transport des passagers.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) répond qu'il fera tout son possible pour donner suite à cette demande. Je n'ai aucune objection, dit-il, à demander cela à la compagnie, mais les citoyens de la région ne l'ont jamais demandé, eux. Le jour où la compagnie transportera des passagers et des marchandises, elle retombera sous la loi ordinaire.

M. Guertin (Hull): Qui a demandé l'exemption?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): L'ingénieur et les avocats de la compagnie. Nous avons fait examiner la demande par nos avocats et ils nous ont dit que la compagnie avait raison de ne pas payer de taxe comme une compagnie de chemin de fer ordinaire.

M. Guertin (Hull): Quels sont les avocats?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Je crois que c'est Brown & Montgomery.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Un chemin de fer constitue un danger pour le feu. Il faut y aller avec précaution. Toutes les précautions devraient être prises pour prévenir les feux dans les forêts que traversent les locomotives des compagnies. Il

s'oppose également à ce qu'il appelle les pouvoirs excessifs que demande le ministre dans ce cas-ci. D'un autre côté, le gouvernement pourrait limiter l'exemption. On ne devrait pas accorder une exemption de taxe perpétuelle à la compagnie.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Nous prenons toutes les précautions quant aux dangers d'incendie des chemins de fer. La compagnie est intéressée elle-même dans ce cas-ci à prévenir le feu. Il l'assure que ces précautions sont les mêmes que celles que l'on trouve habituellement dans les projets de loi de ce genre. Je puis assurer à mon honorable ami de Trois-Rivières que nous n'exempterons la compagnie de la taxe qu'en autant qu'elle ne transportera pas de passagers et de marchandises.

Il ajoute qu'il n'a aucune objection à demander à la compagnie si elle consentirait à faire du voiturage public. Nous pourrions passer cette loi en comité et, avant la troisième lecture, je saurai de la compagnie si elle veut faire du transport public.

M. Guertin (Hull): J'espère que la réponse de la compagnie sera favorable.

M. Dansereau (Argenteuil): Nous avons dans mon comté une compagnie minière qui possède un chemin de fer et ne transporte pas de passagers.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Cette compagnie ne nous a pas fait de demande. Toutes les compagnies qui ne font pas de voiturage public seront exemptées de taxe.

M. Guertin (Hull): Il n'y a que l'autre qui a demandé une faveur? Est-ce que la compagnie Singer est la seule?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Je considère que c'est un droit et non une faveur.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, la loi qui existait était injuste. L'honorable ministre admet que la loi du gouvernement est injuste.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Les conditions ont changé. La loi est ancienne et lorsqu'elle a été passée, il n'y avait pas de ces chemins de fer privés.

M. Renaud (Laval): C'est raisonnable.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement⁵.

Décisions de l'Orateur:

Impression et distribution du texte de résolutions

M. l'Orateur: Je vais rendre ma décision sur l'objection soulevée, le 24 février 1931, par le représentant de Trois-Rivières, lorsque le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur) a proposé que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 232 relatif à la construction de certains ponts dans la province.

Objection a été faite à la motion parce que le projet de résolutions qu'elle mentionne n'est pas imprimé, ni distribué en français et en anglais, en conformité avec l'article 440 du Règlement de cette Chambre.

Voici la décision à laquelle j'en suis venu: l'article 440 du Règlement de la Chambre se lit comme suit: "440. Les projets de résolutions qui doivent être examinés en comité plénier sont imprimés et distribués en français et en anglais avant d'être renvoyés au comité." Il s'agit pour moi de décider si la motion de l'honorable ministre constitue un renvoi actuel des résolutions à un comité plénier. Si j'en viens à une conclusion affirmative, le point d'ordre aura été soulevé avec droit; si je conclus négativement, le point d'ordre devra être renvoyé et la Chambre pourra procéder sur la motion du représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur).

La difficulté soulevée par ce point d'ordre est plus apparente que réelle. Elle procède du fait que l'on est généralement sous l'impression qu'il existe en permanence, durant toute session, un comité plénier qui prend en considération toutes les affaires de la même nature que celle mentionnée dans la motion qui fait l'objet du présent point d'ordre.

Or, nos règlements décrètent clairement qu'un comité plénier spécial et temporaire doit être formé pour chaque affaire que la Chambre veut étudier en comité général de ses membres, moins celles du ressort du comité des subsides et de celui des voies et moyens, qui sont des comités permanents.

À la page 79 du Règlement, on lit la note suivante:

"2. Il y a trois classes de comités pléniers: le comité des *subsides* et le comité des *voies et moyens*, qui connaissent de certaines matières de finances, et

les comités *pléniers en général*, qui connaissent de toutes les autres matières et qu'on appelle aussi comités *généraux*. Le comité des subsides et le comité des voies et moyens sont permanents: ils durent tout le temps de la session; les autres comités pléniers sont spéciaux et temporaires: chacun de ceux-ci prend fin avec l'étude de l'affaire qui lui a été renvoyée."

Qu'est-ce qu'un comité plénier? Un comité plénier, c'est tous les membres de la Chambre siégeant dans la Chambre même, sous la présidence d'un membre autre que l'Orateur, pendant une de ses séances alors qu'elle est suspendue.

Si l'on réfère à Cushing, on constate que pour instituer (appoint) un comité plénier, la Chambre doit décider: 1^o Qu'un sujet particulier sera soumis à la considération d'un comité de toute la Chambre, et 2^o Qu'à un jour spécifié ou immédiatement, elle se constituera en comité de toute la Chambre pour prendre en considération ce sujet particulier. Quand ces deux conditions sont remplies le comité plénier spécial et temporaire est créé.

S'il pouvait y avoir quelque doute à ce sujet, il serait dissipé par la dernière phrase du numéro 1970 de Cushing: "Cette dernière résolution est équivalente en même temps à la nomination des membres constituant un comité élu et à l'ordre établissant le temps et le lieu où il siégera."

Notre article 272 reproduit sous une autre forme le numéro 1970 de Cushing: "Un comité plénier est institué par une résolution portant que la Chambre se formera, immédiatement ou à une date définie, en comité plénier pour prendre en considération quelque sujet déterminé." Le comité plénier est donc constitué dès que la résolution est adoptée, qu'il se mette en fonction immédiatement ou à une date future seulement. Comme un comité plénier ne peut pas être institué sans qu'une affaire ne lui soit renvoyée, il s'ensuit donc que dès qu'il est institué, le renvoi de l'affaire qui lui est ou lui sera soumise a eu lieu.

Dans le cas actuel, ce sont des résolutions qui feront l'objet de l'étude du comité plénier qu'on propose d'instituer. Comme l'article 440 exige que le projet de résolutions qui doivent être considérées par un comité plénier soit imprimé avant d'être renvoyé à un comité de cette nature, il est clair que le comité plénier ne peut pas être institué avant que cette formalité ne soit remplie, du moment que la Chambre n'est pas unanime à laisser se continuer l'usage établi de n'exiger l'impression des résolutions que lors de l'ouverture de la séance du comité plénier.

Il faut distinguer entre la formation de la Chambre en comité plénier et l'institution ou la création du comité plénier. Il n'est pas nécessaire que

la Chambre se forme actuellement en comité plénier pour qu'un comité plénier soit institué, l'article 272 déjà cité décrète qu'un comité plénier est institué alors que la Chambre ne doit se former en comité plénier qu'à une date future.

Quant au renvoi de l'affaire, il doit nécessairement avoir lieu avant la formation définitive du comité plénier. La note 3 de l'article 272 l'établit clairement. "3. Avant de se former en comité pour prendre une affaire en considération, la Chambre doit d'abord décider de renvoyer cette affaire à un comité plénier et fixer un temps auquel la Chambre se formera en comité pour examiner cette affaire. Bourinot, troisième édition, page 517; Cushing, 9ème édition, numéro 1970; Desjardins, Décisions des Orateurs de Québec, page 876."

Le renvoi a donc nécessairement lieu avant la formation de la Chambre en comité. Cela est tellement vrai que, quand la résolution comportant la formation en comité plénier à une date future, comme c'est le cas de celle que nous étudions actuellement, vient comme ordre du jour, l'Orateur ne peut pas proposer que la Chambre se forme en comité, mais il est astreint par le Règlement à ne soumettre que la motion: Que je quitte maintenant le fauteuil, et ce, pour que la Chambre se trouve suspendue pendant que siégera le comité institué.

Quand la Chambre a ordonné de se former en comité à une date future, écrit Bourinot, le greffier lit l'ordre quand il est atteint, et l'Orateur posera alors la question formelle: "Il est proposé que je quitte maintenant le fauteuil." Cette disposition est reproduite par notre article 273. Je ne puis admettre que c'est au moment où l'Orateur quitte le fauteuil que l'affaire ou les résolutions sont envoyées au comité plénier.

Il est vrai que la pratique constante depuis de très nombreuses années a été de n'exiger l'impression des résolutions qu'avant leur première lecture en comité plénier, mais, devant une règle aussi formelle que celle édictée par l'article 440, je crois devoir suivre le principe cité à la page 308 de Bourinot qui veut qu'une règle formelle ou simple ordre temporaire de la Chambre prévalent invariablement sur les usages et les précédents.

Pour ces diverses raisons, je maintiens le point d'ordre qui a été soulevé en faisant remarquer toutefois que ma décision ne changera rien, en pratique, dans l'expédition des affaires de même nature que celle mentionnée dans la motion de l'honorable ministre, car rien dans nos règlements ne force le proposeur d'une résolution décrétant une dépense quelconque ou une imposition de charges

publiques à ne proposer sa motion qu'à un jour ultérieur, comme cela doit être fait en Angleterre en vertu de l'article 71 des Ordres permanents, et au Parlement canadien, par l'article 77 des règlements de la Chambre des Communes. Ces dispositions n'existent pas dans nos règlements.

Comme rien n'empêche l'honorable ministre de proposer, dès que ses résolutions seront imprimées, que la Chambre se forme immédiatement en comité, il pourra le faire à la prochaine séance, s'il le juge à propos, de la même façon qu'il aurait pu le faire si le point d'ordre n'était pas maintenu.

Loi de la gazoline

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 modifiant la loi de la gazoline soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des liqueurs alcooliques

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 176 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

Adopté.

En comité⁶:

Voix à droite: Expliquez-vous.

M. Renaud (Laval): Les liqueurs vont-elles coûter meilleur marché si nous votons ce bill?

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'empêcher l'arrestation sans mandat en vertu de la loi des liqueurs de Québec. En 1929, la loi des liqueurs a été amendée de façon à permettre l'arrestation sans mandat d'un violateur de la loi, du moment qu'il sera conduit immédiatement devant le magistrat. Je sais que quelques amis de la droite vont dire que mon projet aurait pour effet de rendre illusoire la loi des liqueurs. Il (M. Duplessis) estime que le mandat d'arrestation est absolument nécessaire dans ces cas.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Vu que le premier ministre, qui agit comme trésorier, est absent, nous pourrions suspendre cette discussion. Cette loi intéresse son département. Je demande la remise de l'étude du bill à une prochaine séance.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Comme l'honorable ministre des Terres et Forêts est sans mandat pour discuter cette loi, je n'ai pas d'objection.

(Rires)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

Demandes de documents:**Listes de paye des travaux de voirie
de Saint-Norbert, Berthier**

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toutes les listes de paye du département de la Voirie, concernant les travaux exécutés dans la paroisse de Saint-Norbert, comté de Berthier, sous la direction ou la surveillance de M. Édouard-Charles Lafrenière, de ladite paroisse, et cela, à partir du 31 décembre 1928 au 24 janvier 1931.

Je ne veux pas faire de débat, mais je demanderai à l'honorable ministre de la Voirie de bien vouloir produire ces listes dès qu'il le pourra.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous sommes à les préparer. La copie des listes de paye sera prête bientôt.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

La motion est adoptée.

**Route
Montréal-Mont-Laurier**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin) dont elle a été saisie mardi le 24 février dernier:

Que, vu le besoin dans lequel se trouvent les colons des régions de colonisation du nord de

Montréal, vu l'importance qu'il y a d'établir une grande voie de communication directe entre Montréal et la région de l'Abitibi et de rendre ainsi plus facile l'exploitation de la forêt qui recule vers le nord, vu aussi le manque, dans la région ouest de la province, d'un parc où le public puisse aller pêcher et chasser, cette Chambre invite le gouvernement à prolonger immédiatement la route Montréal-Mont-Laurier jusqu'à la principale route est-ouest de l'Abitibi et à créer sur le parcours de cette nouvelle route un parc réservé comme endroit de pêche et de chasse pour les citoyens de la province.

M. Tremblay (Maisonneuve): Il y a longtemps que cette route est réclamée. Je suis convaincu, dit-il, que mon collègue de Montréal-Laurier veut se faire du capital politique à la dernière minute.

Si le député de Montréal-Laurier est sincère, qu'il présente un bill au lieu d'une motion! Il y a assez longtemps que Montréal attend cette route, de même que le nord de la province.

M. Poulin (Montréal-Laurier): L'honorable député me dira-t-il quand la ville de Montréal a fait pareille demande?

M. Tremblay (Maisonneuve): Toutes les municipalités intéressées l'ont réclamée. Je veux montrer que le gouvernement n'a pas fait son devoir envers le Nord-Ouest de notre province. Nous aurions une population de 50,000 âmes dans cette partie de Québec si les colons avaient eu les mêmes avantages qu'ils ont trouvés dans le Nord-Ouest de l'Ontario.

(À ce moment des débats, M. Paul Mercier, député de Saint-Henri à la Chambre des communes, paraît sur le parquet de l'Assemblée et prend un siège à droite du fauteuil présidentiel. M. Mercier est accompagné de son collègue provincial l'honorable M. Alfred Leduc).

M. Duplessis (Trois-Rivières) va saluer le distingué visiteur.

M. Tremblay (Maisonneuve): Si le gouvernement ne s'éveille pas, Toronto aura tout le trafic de la Baie-James et du nord de notre province. Le gouvernement de Québec devrait s'occuper de la région tout de suite. Il serait mieux écouté aux prochaines élections.

M. Renaud (Laval): Nous la bâtirons, nous autres.

M. Guertin (Hull): Je partage l'avis de mon honorable ami de Maisonneuve. Je suis heureux de voir l'honorable député de l'Abitibi (M. Authier) à son siège. Il a été un des premiers colons de l'Abitibi et il a fait tout son possible. La région espérait avoir un chemin de fer. Le projet a failli. On demande maintenant une route carrossable. La charte de l'Abitibi Southern est périmée. C'est sans doute pour cela que nous voyons sur le *Feuilleton* un projet d'une compagnie de chemin de fer nommée Montreal North-Western. L'Abitibi peut être un pays de progrès ou il ne l'est pas. S'il est un pays de progrès, pourquoi ne pas lui donner les moyens de se développer? Il (M. Guertin) demande la construction d'une voie carrossable puisqu'on ne peut construire un chemin de fer. Pourquoi lui refuser des voies de communication faciles, une route la reliant à Montréal? S'il ne l'est pas, pourquoi leurrer davantage la province en clamant un développement fictif?

Le journal de l'Abitibi, la *Gazette du Nord*, nous disait ceci, le 20 février dernier: "Le député de l'Abitibi a prouvé au député de Hull, chiffres en main, que l'agriculture est en progrès." Dans le même journal, un notaire demande de l'argent à prêter à 8 % pour des cultivateurs de l'Abitibi. J'ai ici une liste de propriétés qui seront vendues demain, le 4 mars, à Amos.

Il y a sur cette liste 564 propriétés qui seront vendues parce que les taxes ne sont pas payées. Il est temps de poser des actes. Sur cette liste, je vois un certain nombre de propriétés appartenant au député de l'Abitibi. Si le représentant même de ce comté croit qu'il vaut mieux vendre les propriétés pour les taxes, voilà un progrès. Il est temps que le gouvernement agisse, si l'on veut sauver ce district de colonisation.

Il est temps de hâter cette route si l'on ne veut pas que d'autres habitants de l'Abitibi abandonnent leurs terres. Je suis en faveur de cette motion, mais je préférerais, comme l'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay), que le gouvernement présentât un projet pour assurer la construction d'une route jusqu'à l'Abitibi et même le Temiscamingue.

(Applaudissements à gauche)

M. Smart (Westmount): Je suis en faveur de la construction d'un chemin de fer reliant Montréal à l'Abitibi. Il s'élève contre les affirmations du député de Hull (M. Guertin) selon lesquelles la charte de la Southern Abitibi Railway Company est échue parce que la compagnie n'a pas entamé les travaux de construction du chemin de fer. Il fait aussi remarquer qu'il y a un projet de loi à l'étude devant la Chambre

visant à incorporer la Montreal North-Western Railway Company, et il cite le préambule de ce projet de loi, où il est dit que la charte de la Southern Abitibi Railway Company est échue. Il n'en est rien.

Je ne possède pas de parts dans la Southern Abitibi Railway Company. J'ai cependant fait ce que je pouvais pour persuader le gouvernement de venir en aide à ce projet qui, je crois, est dans l'intérêt de la province et, en particulier, du district de l'Abitibi.

Je pourrais dire, en tant que membre du comité des chemins de fer, que je sais que les promoteurs de ce chemin de fer ont déboursé jusqu'à \$250,000 pour ce projet et qu'ils possèdent l'une des plus belles collections de photographies aériennes de la route projetée qu'on n'ait jamais réalisées. J'ajouterais que les promoteurs ont un relevé, conforme à la loi, relativement aux dépenses engagées, et j'affirme que la charte n'est pas échue, pour les raisons qu'on a avancées.

Cette compagnie est prête à aller de l'avant et à construire cette route, malgré le refus persistant du gouvernement de lui accorder une aide financière.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pourquoi mon honorable ami ne s'adresse-t-il pas au gouvernement fédéral et ne revient-il pas nous voir par la suite?

M. Smart (Westmount): Une compagnie a obtenu une charte, mais elle n'a pas réalisé son entreprise. Elle est anxieuse cependant de bâtir ce chemin de fer. Je crois qu'une demande d'aide financière a été présentée au gouvernement fédéral. Mais je dirai une chose. Si le gouvernement provincial était venu en aide à la compagnie, la route serait aujourd'hui terminée, et un nouveau district riche en ressources naturelles serait devenu accessible, ce qui aurait profité à Hull, à Ottawa, à Maniwaki et aux districts de l'Abitibi.

Il (M. Smart) ne comprend pas comment le gouvernement a pu faire preuve de tant d'apathie dans cette histoire, considérant que la région de l'Abitibi a tant besoin de nouveaux moyens de communication, soit de chemins de fer et de routes. La Chambre de commerce de Montréal et d'autres organismes importants ont appuyé le projet de la Southern Abitibi Railway Company.

Il y aurait des avantages considérables pour la région d'Abitibi à posséder un chemin de fer. Quoique absolument en faveur de la route projetée, je crois que le besoin premier du district de l'Abitibi est une liaison ferroviaire avec Montréal, Hull et Ottawa.

M. Authier (Abitibi): M. l'Orateur, j'ai constaté avec plaisir que l'honorable député de Maisonneuve était favorable à la construction d'une route jusqu'aux confins du Nord-Ouest de la province. Je ne m'associe pas aux reproches qu'il a adressés au gouvernement, car ils sont immérités. L'honorable député de Hull est oppositionniste envers et contre tous. Lorsqu'il nous a fait l'honneur d'une visite, il a parlé de notre région en termes tels que le porte-parole de son parti a cru devoir consacrer une partie de son discours à lui répondre. L'Abitibi continuera de grandir. L'honorable député de Hull est scandalisé du fait que 500 lots seront vendus demain à Amos. Il y a dans l'Abitibi 12,500 propriétés. Il n'est pas étonnant de voir 564 propriétaires qui ne peuvent, ou préfèrent ne pas payer leurs taxes.

Qu'il y ait un certain nombre de lots sur lesquels les propriétaires n'ont payé que \$10 à l'agent des terres et dont ils veulent se départir au lieu de payer des taxes, il n'y a pas de quoi se scandaliser. À Montréal il se vend un grand nombre de propriétés pour non-paiement de taxes. Cela ne veut pas dire que Montréal est en péril. Sur 1,700 lots de colonisation vendus l'an dernier, 774 ont été achetés dans l'Abitibi. J'aurai l'occasion au cours de la session de reparler de la région de l'Abitibi.

Le gouvernement a ouvert l'Abitibi à la colonisation après qu'il eut reçu des centaines de demandes de colons. Les colons se dirigeaient vers l'Abitibi longtemps avant cela, depuis l'établissement du chemin de fer Transcontinental. Le sol de cette région assure depuis 15 ans un établissement sûr à ceux qui veulent s'établir sur des terres neuves. Le sol de l'Abitibi a attiré depuis 15 ans 45 % de ceux qui ont acheté des terres de colonisation. Nous avons 20 paroisses d'organisées et une douzaine en voie d'organisation. Je référerai mon honorable ami de Hull à une brochure publiée par le missionnaire-colonisateur qui donne des chiffres précis sur la population et la production de la terre et de la forêt de l'Abitibi.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que dans cette brochure on ne constate pas une diminution de population depuis trois ans? Les chiffres de l'auteur accusent un recul sur les dernières années.

M. Authier (Abitibi): Oui, dans certains villages. Les ouvriers de nos scieries ont été forcés de nous quitter. Il est vrai que la production forestière ne sera que d'un tiers de l'ordinaire, cette année-ci, mais cela n'est pas dû à la région de l'Abitibi, mais à la crise mondiale. Les gros villages

ont perdu un peu de leur population à cause de l'industrie minière qui a le plus souffert de la crise. Au point de vue agricole, l'Abitibi est en progrès. Le nombre des colons qui demeurent sur leurs lots a augmenté depuis trois ans. Mais Mgr Rhéaume a été obligé de créer cinq nouvelles missions, car le nombre de colons a augmenté depuis trois ans, dans notre région. La valeur de la production agricole et de la production de l'industrie laitière a aussi augmenté dans l'Abitibi.

L'Abitibi est une belle région agricole, affectée peut-être comme tout le reste du pays par la crise économique actuelle et la mévente des papiers et des bois à papier. Il n'y a pas de doute que les conditions s'amélioreront encore au cours de l'année qui commence. Je suis de ceux qui se réjouissent de voir un député de Montréal réclamer une route carrossable pour relier la métropole à l'Abitibi. Si le vœu exprimé par le député de Montréal-Laurier (M. Poulin) se réalise, nous aurons une route qui ira au-delà de Hearst et aura une longueur de 700 ou 800 milles.

Selon le projet actuel, une route de quelque 140 milles serait construite, qui assurerait à la région un bon réseau de transport. La nouvelle route pourrait faire partie de la route transcanadienne promise par le premier ministre du Canada, le très honorable M. Bennett. Cette route relierait la métropole ainsi que la capitale fédérale au Nord-Ouest du Québec et au nord-Ontarien par la ligne la plus courte et la plus directe.

Il suffirait de relier les tronçons des routes déjà existantes sur une distance d'une centaine de milles, pour compléter le réseau de Montréal à l'Abitibi et de l'Abitibi vers le nord. La construction de cette route compléterait un grand circuit de routes carrossables dans la province, en passant par le Témiscamingue, Rouyn, l'Abitibi, le grand lac Victoria, la vallée de la Gatineau et le pays de Mgr Labelle, les Laurentides.

Les raisons qui militent en faveur de la construction de cette route sont les suivantes: ouvrir un grand territoire forestier, une région fertile et un merveilleux coin de pays au point de vue touristique, sans oublier les avantages miniers probables. La mine Simcoe a produit toute l'année et produira encore davantage cette année-ci. On ne peut oublier les grandes possibilités qu'offre l'Abitibi, surtout au point de vue touristique. La route a été promise d'une façon tellement certaine par M. Bennett, au cours de la dernière campagne, qu'il ne peut plus maintenant se dérober.

La route transcontinentale passera sûrement par Ottawa, mais il faudra qu'elle passe ensuite par

la vallée de la Gatineau, afin que l'on puisse obtenir le concours des villes du nord de l'Ontario. J'ai eu le plaisir d'accompagner le député libéral aux communes de Témiscamingue-Nord, M. Joseph Bradette, qui est venu à Québec en rapport avec ce projet qui, s'il était appliqué, nous donnerait une bonne partie de cette route dans Québec. Il venait solliciter des adhésions à ce projet.

On oublie parfois la géographie exacte de l'Abitibi. Notre région est sur la même ligne que Toronto. Je suis de tout cœur avec le projet de route qui est devant nous. Lorsque nous sommes allés ouvrir cette région, on nous a promis un chemin de fer reliant notre région à Montréal. La guerre est venue. Sir Wilfrid Laurier avait perdu le pouvoir en 1911. Ses successeurs ont terminé le Transcontinental tant bien que mal, mais nous n'avons pas de voie ferrée reliant l'Abitibi à Montréal et Ottawa.

Une compagnie de chemin de fer, l'Abitibi Southern, s'est dite anxieuse, selon l'opposition, de construire ce chemin de fer, mais la compagnie demande des subsides trop élevés du gouvernement. Le gouvernement de Québec a eu raison de demander la contribution de l'autorité fédérale pour la construction de ce chemin de fer.

En attendant l'avènement du chemin de fer, il (M. Authier) suggère de relier la route de l'Abitibi par la vallée de la Gatineau, soit une centaine de milles. Notre système actuel de routes nous a coûté près de \$100,000,000. Ajoutez-en un et vous le complétez admirablement. Ce million pourrait être trouvé en prenant, par exemple, une petite partie sur le budget de la colonisation et de la voirie.

Il suggère au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté) de consacrer à l'œuvre 5 % de son budget et au ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) d'y consacrer 2 %, pendant six ans, pour mener cette entreprise à bonne fin. Avec cela, dans cinq ans, la route sera construite.

Espérons que de nouvelles compagnies se formeront pour mener à bien l'entreprise de l'Abitibi Southern. En attendant, j'espère que le gouvernement nous donnera une route carrossable. Ce n'est pas un projet bien coûteux. Il y a 100 milles de route à construire sur un terrain sablonneux. J'ai confiance que le vœu exprimé par le député de Montréal-Laurier (M. Poulin) sera écouté par le gouvernement. (Applaudissements à droite)

M. Blain (Montréal-Dorion): Je dois féliciter l'honorable député de l'Abitibi (M. Authier) pour les renseignements qu'il nous a donnés. J'approuve entièrement la motion de l'honorable député de

Montréal-Laurier réclamant une route et un parc national. J'ai eu l'occasion de dire que la province de Québec était la moins pourvue en parcs de sanctuaires pour les oiseaux et les gibiers à plumes et à poil.

Il dit qu'il se demande pourquoi les colons ont quitté le district et qu'il doute que le sol soit aussi fertile qu'on le dit, et il a bien peur que les sommes considérables versées pour le développement de l'Abitibi n'aient pas pleinement rapporté. Je crois que, si Montréal et Québec avaient plus de voies de communication avec l'Abitibi, le commerce de ces deux villes en bénéficierait.

L'Abitibi est-il aussi prospère qu'on veut nous le faire croire? On nous dit dans une brochure que la population de la région est de 20,000 âmes. Il y a quelques années, le ministre de la Colonisation nous a dit que cette population était de 22,000. Il met en doute la fertilité du sol abitibien et proteste contre une déclaration du *Soleil*. Un nommé Pierre Saurel m'a reproché, dans *Le Soleil*, d'avoir douté de la fertilité du sol de l'Abitibi. Ce n'est pas ma faute si le degré de température n'est pas le même que dans les autres centres de notre province, notamment Montréal. Il y a de grandes variations entre le climat de l'Abitibi et celui de Montréal.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les *Relations des Jésuites* nous disent que les Jésuites récoltaient à la Baie-James.

M. Blain (Montréal-Dorion): Qu'on aide les colons de l'Abitibi, très bien, mais il est permis de constater le chiffre que nous coûte l'Abitibi. Si nous avons pris de mauvaises méthodes, que ceux qui les ont choisies en prennent la responsabilité. L'on peut cependant faire quelque chose pour aider ces colons. Il n'y a pas de doute qu'un meilleur égouttement est possible et désirable. À date, nous avons beaucoup dépensé pour l'Abitibi et les résultats n'ont pas été ce que l'on espérait.

M. Authier (Abitibi): La température moyenne mensuelle de l'Abitibi est la même que celle de Cap-Rouge. Si l'honorable député veut comparer les bulletins des stations météorologiques de l'Abitibi et de Cap-Rouge, il verra que la différence n'est que de deux ou trois points. L'Abitibi n'est qu'à 100 milles au nord de Québec et est sur le même degré de latitude que Roberval. Je n'admets pas que c'est la fin du monde.

M. Blain (Montréal-Dorion): J'ai comparé l'Abitibi avec la région de Montréal.

M. Authier (Abitibi): Oui, mais on peut faire de la colonisation avec le climat de Cap-Rouge.

M. Blain (Montréal-Dorion): Faute d'un point, Martin perdit son âne. Je crois que ce qui a manqué à l'Abitibi, c'est un chemin de fer. Il proteste contre la pénurie de chemins de fer dans certaines régions du Québec. Cette région est bien mal desservie. Le gouvernement aurait dû insister beaucoup pour obtenir d'Ottawa des octrois plus élevés pour la construction de chemins de fer.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le Transcontinental a précédé le colon dans l'Abitibi. Il existait avant que les colons viennent s'établir en Abitibi.

M. Blain (Montréal-Dorion): Nous prétendons que nous n'avons pas notre part des chemins de fer en cette province, et c'est là une des causes des malaises de l'Abitibi. Le gouvernement devrait communiquer avec Ottawa pour que le gouvernement fédéral contribue à amener le chemin de fer jusque dans le district.

L'honorable M. Laferté (Drummond): M. l'Orateur, j'ai écouté avec intérêt les discours qui ont été prononcés. Un jour ou l'autre, il sera nécessaire de rapprocher l'Abitibi du marché de Montréal. Tôt ou tard, le raccordement de cette région avec Montréal devra se faire. Cela permettra à nos infatigables colons de trouver un débouché plus facile vers le Nord. Le projet d'un chemin de fer n'a pu être réalisé bien que la Législature ait accordé une charte à une compagnie pour la construction d'une voie ferrée. Les circonstances ont été défavorables. Un jour ou l'autre, il faudra relier cette région lointaine par un chemin de fer.

Ce qui est vrai pour le chemin de fer s'applique aussi à la voie carrossable de l'Abitibi. Aujourd'hui, on demande une route carrossable. On s'est étonné que cette question ait été soulevée en Chambre par voie de motion, et on a reproché au député de Montréal-Laurier (M. Poulin) d'avoir procédé par une motion. Je crois qu'il a eu raison. C'est une procédure fréquente, suivie avant l'introduction d'un bill qui vient plus tard.

En principe, le gouvernement de Québec est favorable à cette route, surtout si M. Bennett tient sa promesse de construire une route transcontinentale et utilise les routes que la province de Québec a faites. Nous serions heureux si le gouvernement fédéral voulait l'utiliser pour la route Trans-Canada.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement provincial a-t-il fait des représentations au gouvernement fédéral à ce sujet?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est le gouvernement fédéral qui a promis cette route Trans-Canada.

L'honorable M. Laferté (Drummond): L'honorable député de l'Abitibi a admirablement répondu aux observations faites à propos de sa région.

Dans son rapport annuel, le missionnaire-colonisateur de l'Abitibi déclare que, si l'industrie du bois et l'industrie minière souffrent de la crise, l'industrie agricole est en plein progrès. Le mouvement s'est accéléré et il y a eu dépression dans les centres industriels seulement. L'Abitibi ne rétrograde pas. Le gouvernement a eu soin des colons de cette région.

Dans sa motion, l'honorable député de Montréal-Laurier a réclamé un parc national. J'ai déjà dit que le gouvernement étudiait ce projet et nous espérons qu'il pourra être réalisé.

(Applaudissements à droite)

Le temps n'est pas venu d'en établir un dans cette région trop lointaine. On a encore parlé dans ce débat du parc de la Montagne Tremblante. Nous y avons songé afin de donner à la métropole ce magnifique territoire, mais la chose devra se faire plus tard.

Pour le moment, nous sommes convaincus qu'il vaut mieux conserver ce paradis de chasse et de pêche pour la protection du gibier. Quand le temps sera venu, nous nous ferons un plaisir de donner suite à la motion du représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin).

M. Poulin (Montréal-Laurier): Je n'ajouterai qu'un mot. Je regrette que l'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay) ait vu un intérêt politique dans ma motion. Il faut remarquer que, dès 1927, je proposai la construction de cette route Montréal-Abitibi. Le gouvernement comme toujours tiendra les promesses qu'il a faites à l'Abitibi. J'ai confiance qu'après tous les discours que nous avons entendus, les projets que je demande dans ma motion seront en voie de réalisation avant longtemps.

La motion est adoptée.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 45**Montreal & North-Western
Railway**

M. Authier (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 constituant en corporation The Montreal & North-Western Railway soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Subsides

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) pour **l'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, une loi des salaires raisonnables a été passée en 1908, mais elle n'a jamais été appliquée depuis 21 ans, car le gouvernement a passé un ordre en conseil en vertu duquel les entrepreneurs peuvent violer cette même loi. Je pourrais citer de nombreux exemples pour montrer que l'on s'est moqué de la classe ouvrière.

Ainsi, à Joliette, le gouvernement est à faire construire un palais de justice. L'entrepreneur, grâce à la porte que lui a ouverte l'ordre en conseil, ne paie pas de salaires raisonnables.

En conséquence, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), l'amendement⁷ suivant: Que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

Tout en étant prête à voter les subsides nécessaires à Sa majesté, cette Chambre:

a. Regrette que le gouvernement ait toujours négligé d'adopter les mesures nécessaires pour assurer un juste salaire aux ouvriers;

b. Déclare inefficace et illusoire l'arrêté adopté par le Conseil exécutif, le 24 avril 1929, et approuvé le même jour par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour donner effet à une résolution de l'Assemblée législative, en date du 14 avril 1908, relativement aux salaires des ouvriers;

c. Invite le gouvernement de cette province à adopter des mesures appropriées et efficaces pour assurer un juste salaire aux ouvriers employés à l'exécution des travaux publics de cette province et à

remplir sans plus de délai la promesse faite dans le discours du trône du 3 mars 1908, de demander aux deux Chambres "de voter une loi assurant un salaire convenable aux ouvriers qui exécutent des contrats publics ou des travaux subventionnés par l'État."

Pour bien montrer de quelle sorte de sollicitude le gouvernement fait preuve envers les ouvriers, j'attirerai l'attention de la Chambre sur l'arrêté, qui définissait les clauses du salaire raisonnable, le 24 avril 1929, lorsque le gouvernement, à l'instigation du ministre du Travail d'alors, M. Galipeault, adoptait un décret ministériel dans le but apparent, mais non évident comme on le verra, d'établir une loi des salaires raisonnables. Pour montrer comment le gouvernement s'occupe des ouvriers, je ferai constater dans ce débat l'impéritie et l'incurie extraordinaires qui ont présidé à la rédaction de cet arrêté ministériel.

Il (M. Duplessis) lit le préambule: "Justes salaires dans les contrats du gouvernement provincial. Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 24 avril 1929, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 24 avril 1929, concernant une résolution de l'Assemblée législative au sujet du salaire des ouvriers."

Il est déclaré dans un rapport de l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail, daté le 30 avril 1929: "Qu'on remarque bien que l'arrêté ministériel approuvé par le Conseil exécutif et le lieutenant-gouverneur, le 24 avril 1929, était basé sur (sic) un rapport présenté le 30 avril, soit six jours après par le ministre du Travail." Une telle célérité de la part du gouvernement est vraiment extraordinaire, puisqu'il adoptait l'arrêté basé sur un rapport présenté six jours après.

L'arrêté ministériel continue comme suit: "Suivant une résolution adoptée par l'Assemblée législative le 14 avril 1908, il a été résolu: Que tous les contrats du gouvernement devraient contenir des conditions nécessaires pour prévenir les abus qui peuvent se présenter dans les sous-contrats et qu'on devrait faire tous les efforts possibles pour payer aux ouvriers les gages courants, dans la localité où l'ouvrage se fait, tels que payés aux ouvriers compétents, et cette Chambre concourt cordialement dans cette politique et croit que c'est le devoir du gouvernement de donner effet immédiat à cette résolution."

Cette résolution du 14 avril parle de façon vague et indéfinie, pour se matérialiser 21 ans après dans un arrêté ministériel.

Et cette résolution a été présentée en 1908 par le premier ministre actuel, ce qui veut dire que le

gouvernement a attendu 21 ans pour tenir sa promesse; il a attendu que la promesse devienne en âge de majorité.

On répondra peut-être que le premier ministre actuel ne traduisait alors que son opinion pure et simple. Car il fut un temps où Sir Lomer Gouin et le premier ministre actuel ne voyaient pas les choses du même angle. Je me rappelle que le premier ministre actuel présentait des motions et posait des questions pour savoir quelle politique le gouvernement voulait suivre.

Mais non, car cette résolution était comprise dans le discours du trône de l'année 1908, qui disait: "Mon gouvernement vous demandera de voter une loi assurant un salaire convenable aux ouvriers qui exécutent des contrats publics ou des travaux subventionnés par l'État."

Et c'est 21 ans plus tard que le gouvernement adoptait enfin cette mesure par arrêté ministériel. Mais cet arrêté est illusoire et du pur camouflage. Il n'a rien de défini ni de final. C'est un monument de choses indéfinies, d'incohérence, d'incohésion et d'incertitude. Ainsi, on n'y trouve pas même un iota qui établisse un salaire quelconque, comme base minime. Et l'on trouve, en plus, cet article.

"Les pouvoirs du ministre du Travail, en vertu des présentes, ne seront pas exercés à l'égard d'un ou de plusieurs employés s'il est établi à sa satisfaction qu'une convention écrite existe et est en vigueur entre l'entrepreneur et la classe d'employés à laquelle appartiennent ce ou ces employés, fixant les taux des salaires, les conditions de travail supplémentaire et les heures de travail."

Ainsi, il suffit qu'un patron impose aux ouvriers un engagement écrit pour obtenir du travail, à n'importe quel prix, pour que l'arrêté reste inutile et inopérant. Et c'est ce qui arrive, notamment à Joliette, où les ouvriers qui travaillent pour des entrepreneurs à des travaux commandités par le gouvernement n'ont pas reçu les salaires mentionnés dans l'échelle des salaires établie dans le contrat.

Mais il est temps que ces attermoissements, ces palinodies et ces tergiversations avec les ouvriers prennent fin. On s'est plaint à plusieurs reprises du fait que les entrepreneurs ne payaient pas les salaires fixés dans le contrat; mais il n'y avait rien à faire car les entrepreneurs s'étaient arrangés d'avance par des écrits, de façon à ne pas avoir à tenir compte de la loi, puisque l'arrêté ministériel comportait une clause qui permettait à l'entrepreneur de violer la loi même. L'entrepreneur pouvait dire en effet, à l'ouvrier: "Acceptez par écrit mes conditions, ou vous n'aurez pas d'ouvrage."

Il faut donc conclure qu'il faut au premier ministre un délai de 21 ans pour remplir une promesse. À 21 ans, on devient majeur, et il en est ainsi des promesses du gouvernement. C'est seulement aujourd'hui, avec des élections en vue, que le premier ministre se met soudainement à penser aux classes ouvrières. Il s'est avéré dans le passé que lorsque des contrats ont été accordés par le gouvernement et que les ouvriers engagés pour y travailler se sont plaints qu'ils ne recevaient pas un salaire raisonnable, le gouvernement n'a rien fait.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je ne sais si l'honorable député de Trois-Rivières veut que le gouvernement intervienne dans tous les contrats publics passés en notre province ou simplement dans les contrats du gouvernement. Je déclare à la Chambre que, depuis que j'ai l'honneur d'être ministre des Travaux publics et du Travail, la clause des salaires raisonnables a été insérée dans tous nos contrats et elle a été respectée.

Les entrepreneurs s'y sont conformés. L'honorable député de Trois-Rivières dit que l'ordre en conseil dont il a parlé ne mentionne pas l'échelle des salaires raisonnables. Mais pourquoi fixer longtemps d'avance les salaires à payer? Le gouvernement ne spécifie pas dans ces contrats quel sera le salaire, car ce serait aux dépens de l'ouvrier; il spécifie que des salaires raisonnables payés seront ceux en vigueur au temps de la construction.

Dans la construction de la prison des femmes à Québec, nous avons fait afficher sur le chantier les salaires raisonnables et nous avons basé l'échelle sur celle des ouvriers de Québec. Si les entrepreneurs ne paient pas de salaires raisonnables, nous retenons les fonds nécessaires et nous payons les ouvriers nous-mêmes.

L'honorable député de Trois-Rivières invite le gouvernement à payer des salaires raisonnables. C'est ce que nous faisons, et il n'y a rien devant la Chambre qui justifie sa motion. Nous n'avons pas reçu de plainte, et chaque fois que nous en recevons, nous faisons faire une enquête. Si l'ouvrier n'avait pas été satisfait, nous aurions eu des plaintes, mais aucune infraction ne nous a été signalée.

Quant au cas de Joliette dont l'honorable député a parlé, nous faisons enquête. Je sais qu'il y a eu des plaintes à Joliette et que des ouvriers se sont plaints. Nous avons envoyé un de nos officiers pour faire enquête et, si la loi des salaires raisonnables n'a pas été respectée, nous verrons à ce que l'entrepreneur rembourse la différence. Le département agira en conformité du rapport qui sera soumis par l'officier chargé de se renseigner. Si les

entrepreneurs n'ont pas d'entente particulière avec leurs ouvriers et si ces derniers ne sont pas satisfaits, l'autorité agira en conséquence. Nous leur ferons rendre justice.

Les fonds sont encore entre nos mains, et nous pourrions réserver le montant dû aux employés. Le salaire convenu entre l'entrepreneur et le salarié sera payé. S'il n'y a pas eu entente entre l'entrepreneur et l'ouvrier, dans le cas cité par le représentant de Trois-Rivières, le gouvernement a les fonds pour indemniser l'ouvrier à même ce qui revient à l'entrepreneur.

Je le répète, nous réglons ces questions au fur et à mesure qu'elles se présentent. Quant aux ententes écrites entre le patron et l'ouvrier, si ce dernier se déclare satisfait de travailler pour tel prix, même si c'est inférieur à l'échelle des salaires, il n'a pas à se plaindre.

Le représentant de Trois-Rivières a fait allusion aux conditions existantes il y a 20 ans. On n'aurait pu imposer aux ouvriers, il y a 20 ans, ce que l'on impose aujourd'hui au capital et au travail. Je soumets que cette motion n'est pas étayée. Je répète qu'il n'y a aucun fait pour établir la motion de l'honorable député de Trois-Rivières et je crois qu'elle devrait être rejetée.

(Applaudissements à droite)

M. Blain (Montréal-Dorion): Le gouvernement a annoncé la loi des salaires raisonnables en 1908, mais tout en est resté là jusqu'en 1929.

Dans le discours du trône prononcé en 1908, on promettait une loi du salaire minimum qui n'a jamais été adoptée. Mais la loi actuelle est inefficace, et la preuve, c'est que les ouvriers se sont plaints non seulement à Joliette, mais aussi à d'autres endroits. Je sais ce qui se passe à Joliette. On ne paie pas de salaires raisonnables à la construction du palais de justice.

M. Dugas (Joliette): L'honorable député sait-il quels salaires sont payés à Joliette, pour cette construction?

M. Blain (Montréal-Dorion): Non, je ne le sais pas. Le député de Joliette devrait au moins savoir ce qui se passe chez lui sans avoir à le demander aux autres.

M. Dugas (Joliette): Comment mon honorable ami peut-il dire, alors, que l'on ne paie pas de salaires raisonnables?

(Rires)

M. Blain (Montréal-Dorion): Je suis allé à Joliette et je sais que le contrat a été donné à un boucher qui ne connaît pas l'échelle de salaires et qui ne cherche qu'à retirer des profits de l'entreprise. Il ne pense qu'à faire de l'argent.

M. Dugas (Joliette): L'honorable député de Montréal-Dorion sait-il quel profit cet entrepreneur fait?

M. Blain (Montréal-Dorion): Tous les avocats de Joliette, sauf le député de Joliette, admettent que les salaires payés ne sont pas des salaires raisonnables. J'ai appris que l'on payait des salaires inférieurs à l'échelle des salaires raisonnables par le témoignage des avocats de Joliette. Je voterai pour l'amendement et je déclare qu'il était temps que, dans cette Chambre, l'on démontrât que l'ouvrier est lurré par le gouvernement.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) déclare au représentant de Trois-Rivières que la copie de l'arrêté en conseil a été corrigée quant aux erreurs de dates.

M. Duplessis (Trois-Rivières) répond qu'il a lui-même l'original et que la copie ne fait que le reproduire fidèlement quant aux erreurs de dates.

M. Dugas (Joliette): M. l'Orateur, l'honorable député de Montréal-Dorion a parlé d'une chose qu'il ne connaît pas. Je ne veux pas intervenir entre l'honorable ministre des Travaux publics (M. Francoeur) et les entrepreneurs, mais les salaires payés au palais de justice de Joliette sont plus élevés que les salaires payés sur les autres chantiers à Joliette.

(Applaudissements)

S'il avait pris des renseignements, s'il avait consulté un autre avocat que celui qui prépare actuellement sa candidature, il aurait constaté qu'au palais de justice de Joliette, le salaire des ouvriers est de 50 sous à \$2⁸ plus élevé que sur aucun autre chantier de Joliette. L'honorable député de Montréal-Dorion s'est fait renseigner par un avocat qui mousse sa candidature oppositionniste aux prochaines élections à Joliette. Il a eu une information fausse et erronée.

Il (M. Dugas) donne des cas où des ouvriers sont venus lui demander de les faire entrer au service des entrepreneurs, ce qu'il a fait. Ce n'est que quand un avocat leur a offert de les faire payer plus cher que des difficultés sont nées.

M. Blain (Montréal-Dorion): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. L'honorable député n'a pas le droit d'employer une pareille expression.

Voix à droite: Ça chauffe.

M. Dugas (Joliette): Je la retire et je vais déclarer que mon honorable ami a reçu une information qui n'est pas basée sur les faits. Les ouvriers qui travaillent sur le chantier du gouvernement sont satisfaits de leur salaire. Certains d'entre eux l'étaient jusqu'au moment où un avocat leur a dit: "Confiez-moi votre cause et je vous ferai payer plus cher."

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable député nous dira-t-il quand des ouvriers sont allés au bureau de cet avocat?

M. Dugas (Joliette): Il y en a qui devaient y aller encore cet après-midi.

(Applaudissements à droite)

Une ou des voix de l'opposition demande(nt) le vote sur l'amendement.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Duplessis, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 7.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bédard, Bernard, Bissonnet, Casgrain, Charbonneau, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dufour, Dugas, Farand, Francoeur, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Laperrrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Samson, Thisdel, Thurber, Turcotte, 41.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

M. Guertin (Hull): M. l'Orateur, avant que la Chambre ne se forme en comité des subsides, j'ai l'honneur de proposer un nouvel amendement.

M. l'Orateur suppléant: Je demande pardon à l'honorable député de Hull, mais il ne peut proposer un nouvel amendement quand la Chambre en a rejeté un sur la motion pour aller en subsides. J'invite l'honorable député à attendre à la prochaine séance pour présenter sa motion.

M. Guertin (Hull): Très bien.

En comité⁹:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) pour **l'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante mille dollars soit ouvert à sa Majesté pour la protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pose une série de questions.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) répond obligeamment.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quels sont les moyens de protection du gouvernement?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Nous avons 4,000 hommes qui représentent le corps des combattants. Nous avons du matériel. Ces hommes ont des canots...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous avez des tours d'observation, un système de téléphone. Combien avez-vous de tours?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Nous avons 14 tours en bois et 40 en fer. Nous avons 950 à 1,000 milles de lignes téléphoniques. Il existe six compagnies et quelques associations de protection contre le feu, qui se protègent elles-mêmes et auxquelles le gouvernement accorde certains subsides qui se chiffrent à environ \$23,000 annuellement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Payez-vous ces compagnies?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je ne saurais préciser. Je ne saurais dire dans quelles proportions elles sont payées.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'instar de certaines compagnies, le gouvernement a-t-il fait des chemins? La protection des forêts est un problème très important. Dans la vallée du Saint-Maurice, il y a un chemin que la compagnie Wayagamack a bâti. Est-ce que le gouvernement en a bâti, des chemins?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): La Wayagamack en a construit un beau, mais surtout pour fins d'exploitation forestière. La compagnie n'a pas bâti ce chemin uniquement pour la protection des

forêts. C'est un chemin qui rend de grands services. La compagnie Brown a aussi bâti un beau chemin. La construction de ces chemins est coûteuse. Construire des chemins pour la protection serait trop dispendieux. Notre système est suffisamment efficace. Il n'est pas nécessaire pour le gouvernement de construire de beaux chemins en plein bois. Le gouvernement a d'autres moyens de dépenser son argent où il sera mieux placé que là. Il en est de même de l'aviation pour la protection qui est trop dispendieuse, excepté en cas d'urgence.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On a parlé de construire des chemins. Le département est routinier. Il n'y a pas de meilleur moyen pour transporter les gardes-feux que de leur donner un chemin. Est-ce que tous les moyens de protection qui existent aujourd'hui n'existaient pas il y a six ou sept ans? Tous les moyens employés aujourd'hui l'étaient il y a six ans.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): En nombre moindre cependant. Nous avons fait des progrès. Il y avait des tours, des téléphones, mais il y en avait moins. Nos hommes avaient moins d'appareils pour combattre les feux de forêt. Le gouvernement occupe ses gardes-feux, quand il n'y a pas d'incendie, à faire construire des sentiers en forêt, qui servent non seulement aux gardes-feux, mais à la population de l'endroit. Nous avons adopté un meilleur système de permis de circulation.

Ce ne fut pas facile de contrôler les voyages en forêt. Il a fallu d'abord une campagne d'éducation intensive pour faire accepter cette idée-là par le public qui est habitué à circuler librement dans les forêts de sa province. Le travail éducatif effectué par le gouvernement, les associations forestières et l'Association forestière canadienne a permis à l'opinion publique de s'ajuster.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Avez-vous des radios?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Pas encore, mais nous faisons des expériences. Le ministère procède à l'heure actuelle à l'essai de la radio comme moyen de protection des forêts, une compagnie ayant soumis une offre en ce sens.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que le ministère des Terres et Forêts aurait dû consacrer une partie de son budget à construire des chemins en forêt pour faciliter l'exploitation. Cette année, il y a

moins de travail dans les chantiers. Si le gouvernement avait utilisé l'argent du chômage pour construire des chemins en forêt, il aurait donné du travail aux cultivateurs qui sont habitués à travailler dans les chantiers. Il aurait retenu et employé dans la forêt un grand nombre de gens qui s'y trouvaient et qui sont venus ensuite compliquer la situation dans les villes.

Revenant à la protection des forêts, je crois que le gouvernement a retardé. Il est au pouvoir depuis 33 ans, et ce n'est qu'en 1924 que l'on s'est organisé pour prévenir la destruction des forêts par le feu. Le gouvernement doit porter le blâme de ne pas avoir organisé la protection assez tôt. Car il y a à peine sept ans que ces systèmes de protection ont été adoptés. Pourtant, il y a longtemps que le téléphone, les canots, les tours existent. Le téléphone a été inventé avant 1923.

Et, faute d'organisation et de prévoyance, le gouvernement a perdu par les feux de forêt des millions et des millions. Nous avons constaté que l'incurie du gouvernement a été cause de feux de forêt qui ont fait perdre des millions en 1922 et 1923. À cause de l'inertie et de l'insouciance du gouvernement, avant 1924, nous avons eu des désastres à déplorer. Conduisons-nous de façon à les éviter dans l'avenir.

J'ai obtenu la production des ordres en conseil, et leur lecture m'a confirmé dans l'idée que c'est plutôt le désordre en conseil, et qu'il se commet de graves abus dans le département. Il (M. Duplessis) dit qu'il n'a pas le temps de lire tous les arrêtés, mais qu'il en mentionnera un, qui a été adopté le 30 janvier 1931, au sujet de la compagnie Brompton Pulp and Paper d'East Angus. Il lit l'arrêté ministériel suivant:

Ordre en conseil en date du 30 janvier 1931, approuvé le 31 janvier 1931, O.C. no 277. Concernant la réduction de certaines réclamations contre la Compagnie Brompton Pulp and Paper pour arbres coupés sans autorisation par exception à l'article 12 des règlements.

L'honorable ministre des Terres et Forêts, dans un mémoire en date du 30 janvier 1931, expose: Qu'au cours de ses opérations pendant la saison 1924-1925, la compagnie Brompton Pulp and Paper a fait couper par ses ouvriers et entrepreneurs, d'après les comptages effectués par les officiers du ministère des Terres et Forêts, 6,996 arbres, d'un diamètre inférieur à celui fixé par l'article 12 des règlements;

Que cette coupe a été faite dans les cantons d'Adstock et de Winslow;

Qu'en vertu de la loi, une pénalité de \$3 est exigible pour chaque arbre abattu, sans autorisation, à un diamètre inférieur à l'article 12 des règlements;

Qu'à l'époque où ces coupes ont été effectuées, un arrêté ministériel portant le no 591, permettant dans les rangs IV et V du canton de Coleraine, une coupe par exception;

Que, subséquemment dans les cantons de Lambton et d'Adstock, la coupe d'épinette, de sapin et de peuplier était autorisée jusqu'à sept pouces de diamètre par arrêté ministériel du 4 décembre, portant le no 1989;

Qu'en 1927, un arrêté portant le no 1469, autorisait la même compagnie à exploiter de la même façon que l'arrêté no 1989;

Que ces arrêtés, rédigés d'après les constatations faites par les officiers du service forestier, considèrent comme recommandable, du point de vue sylvicole, une coupe par exception au règlement 12;

Que des rapports subséquents aux opérations de 1924-1925 ont établi qu'un certain nombre d'arbres, parmi les arbres du délit, avaient été abattus pour ouvrir des chemins et généralement pour exploiter la forêt, et que les opérations n'avaient pas été faites dans le dessein malicieux de compromettre l'existence de la forêt;

Que le maintien de notre réclamation totale serait préjudiciable aux ouvriers qui ont travaillé aux exploitations de 1924-1925 et qui étaient sous l'impression qu'ils pouvaient, dans les cantons de Lambton et Astock, couper par exception à l'article 12 des règlements, comme dans le canton de Coleraine.

En conséquence, l'honorable ministre recommande que notre réclamation contre la Brompton Pulp and Paper soit réduite des deux tiers.

La Brompton Pulp avait coupé en 1924-1925 6,996 arbres en bas du diamètre fixé par la loi. Cette compagnie devait payer \$3 d'amende par arbre, soit environ \$20,000. Le 30 juin 1931, sept ans après, le gouvernement a passé un ordre en conseil réduisant l'amende au tiers. La Brompton Pulp ne paiera plus que \$6,000. C'est un encouragement à la dilapidation. Ainsi donc, des \$20,000 que le gouvernement a dû percevoir pour violation de la loi, \$14,000 ont été remis en cadeau, soit \$14,000 perdus pour la province. Et ce n'est là qu'une transaction.

L'affaire est arrivée en 1924-1925. Le gouvernement a dû s'en apercevoir alors. Mais naturellement la compagnie a dû demander l'absolution. En 1929, il y avait une élection partielle dans Compton, le comté de la Brompton où le

gouvernement voulait faire élire un ministre. La compagnie Brompton a un moulin dans Compton, à East Angus. Elle est venue demander l'absolution et on lui coupe son amende au tiers. Le gouvernement a d'ailleurs attendu les résultats d'East Angus pour agir.

La compagnie a fait son devoir et je me rappelle que les gérants donnaient instruction aux ouvriers de voter pour le candidat du gouvernement. East Angus a si bien répondu à l'attente du gouvernement qu'au lieu de la majorité libérale précédente de 200 voix, ce fut une majorité conservatrice de 80 voix.

Mais depuis, il a fallu régler. Car, depuis des années, le département des Terres s'ingénie à fabriquer des arrêtés en violation de la loi. Celle-ci est faite pour protéger la forêt, assurer sa survie, permanente et régulière, qui prend au bas mot 50 années. Et la forêt est essentielle, pour régulariser les cours d'eau et pour le développement de nombreuses industries. Or, le gouvernement a réglé en donnant \$14,000 en prime à la violation de la loi. Est-ce de la bonne administration?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Mon honorable ami de Trois-Rivières nous a reproché de ne pas avoir utilisé l'argent du chômage pour construire des chemins dans le but de protéger la forêt. Je crois qu'il y a de meilleurs moyens de protéger notre forêt. Je me demande si Ottawa nous l'aurait permis.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, et l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (M. Francoeur) nous l'a dit.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Eh bien, je ne critique pas la loi fédérale, mais je doute que nous aurions pu utiliser cet argent du chômage pour de tels chemins. Si le gouvernement avait employé l'argent du chômage à faire construire des chemins à travers la forêt, l'argent eût été mal employé. Nous avons des sentiers pour nos gardes-feux.

Mon honorable ami de Trois-Rivières dit que nous ne sommes organisés que depuis 1924. Nous avions déjà un système de protection. Nous l'avons amélioré. Quant à l'ordre en conseil passé en faveur de la compagnie Brompton, il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, pour le cabinet, il y est tellement habitué.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

La violation de la loi a été rapportée au département qui a pris des mesures en conséquence. La discussion s'est prolongée, car la compagnie prétendait que les "jobbers" seuls étaient responsables. Les "jobbers" de la compagnie ont coupé des arbres en bas du diamètre. Il s'en est suivi toute une série de discussions.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quels étaient les avocats de la compagnie?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Je n'ai pas transigé avec les avocats, mais les gérants de la compagnie. Il (l'honorable M. Mercier fils) dit qu'il a négocié directement avec la compagnie, d'abord avec J. A. Bothwell et, après le décès de celui-ci, avec son successeur. Après enquête, nous avons découvert qu'il y avait eu des permissions spéciales. Il y avait eu des arbres renversés. Nous avons donc fait une proportion et nous avons remis une partie de l'amende. Ce sont les "jobbers" qui auraient été obligés de payer. Nous avons le droit de remettre une partie de l'amende. L'honorable député ne nous le contestera pas?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne nie aucun droit au gouvernement, sauf celui de remettre des arrérages. Non, vous n'avez pas le droit de passer des arrêtés pour sanctionner une violation de la loi, ce que vous faites d'ailleurs dans 99 % des cas. Vous avez le droit de passer des arrêtés pour prévoir certains cas, mais pas pour régler des arrérages dus en vertu d'une loi existante.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Chaque fois que les "jobbers" couperont du bois qui n'aura pas le diamètre voulu, ils seront obligés de payer. Je n'hésite pas à dire que si des "jobbers" avaient des excuses raisonnables, je serais heureux de leur donner le bénéfice du doute. Nos officiers font des enquêtes et nous jugeons en toute équité. Sont-ce des arrérages? La question était en litige. Nous l'avons réglée dès qu'il a été possible avec la compagnie Brompton.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre sait que les "jobbers" coupent du bois en bas du diamètre sur l'ordre des compagnies. L'honorable ministre n'ignore pas, et il sait que je le sais, que le gouvernement, pour obéir au désir de l'honorable premier ministre et non du ministre des Terres, voulait faire payer l'amende à la Canadian International Paper Company pour avoir fait la même

chose que la Canada Power & Paper Company, à qui on ne faisait pas payer d'amende. Mais le gouvernement s'est trouvé en face de "jobbers" qui étaient ses amis et il n'a pas forcé l'International à payer. Je ne lui en fais pas le reproche, mais je crois que la Canadian International Paper et M. Graustein ont bien fait de tenir tête au gouvernement, qui agissait ainsi parce que l'International ne voulait pas monter le prix de son papier.

Il (M. Duplessis) félicite le gouvernement d'avoir abandonné sa politique d'intimidation et de menaces comme il l'avait fait pour l'International Paper, pour la forcer à violer une loi fédérale sur les "combines". Le ministre sait qu'il y a eu enquête devant le Sénat américain, enquête à laquelle M. Graustein était présent, et où M. Graustein et sa compagnie ont été accusés d'avoir contrevenu à la loi Sherman ainsi qu'à la loi canadienne sur les coalitions. C'est M. Graustein lui-même qui l'a déclaré devant le comité du Sénat américain. On nous force la main dans la province de Québec pour violer la loi. Nous avons été forcés d'agir comme nous l'avons fait et on veut nous intimider, dans la province de Québec, et c'est le procureur général du Québec qui nous demande de violer non seulement une loi des États-Unis, mais également une loi canadienne. Il n'y a pas de contradiction entre le fait que le premier ministre serait allé se jeter aux genoux de M. Graustein, et qu'il l'a menacé, car ce sont deux événements successifs. Et M. Graustein a fait une bonne action en résistant au procureur général de la province de Québec qui voulait lui faire violer la loi fédérale.

Et cette politique du premier ministre a été la cause du malaise actuel. Je ne fais pas de reproche au ministre des Terres et Forêts qui est un bon garçon, car c'est le premier ministre qui conduit son département. Et le ministre des Terres et Forêts sait bien que je le sais et que je sais ce que je dis.

Le premier ministre doit porter la plus grande responsabilité de ces abus et de la crise actuelle, car il a voulu prendre pour lui trop de ministères. Depuis des années, le conseil des ministres et le département des Terres et Forêts se sont ingéniés à violer la loi. Il n'y a pas seulement l'arpenteuse de la pruche et les insectes qui gaspillent nos forêts, il y a aussi des insectes d'appétit vorace qui mangent les crédits des Terres. Et l'incurie qui règne dans le ministère est telle que nos ressources forestières ne rapportent pas 60 % de ce qu'elles devraient rapporter, faute de contrôle efficace.

J'ai confiance en l'honorable ministre des Terres et Forêts, qui est loyal. Je voudrais qu'il

réorganise complètement son département. Il y a là des compétences que l'on n'utilise pas. Il y en a d'autres qui s'en vont parce qu'elles ne sont pas payées. Nous n'avons pas de contrôle sur la perception des droits de coupe. Nous aurons l'occasion d'en reparler. Ce soir, nous n'avons fait qu'un peu de défrichement. Nous avons par exemple une École de génie forestier, pour faire des experts, mais les ingénieurs qui en sortent sont des parias dans leur profession. Ils ne peuvent exercer leurs attributs sans être chaperonnés par des étrangers. C'est tout de même mieux qu'autrefois alors que seuls les étrangers avaient charge d'inspecter nos forêts.

Il (M. Duplessis) annonce en souriant au ministre des Terres et Forêts que ce ne sont là que des remarques préliminaires. Il déplore la ruine de notre domaine forestier dans une trentaine d'années. Trente ans, c'est beaucoup dans la vie d'un homme, c'est trop pour un gouvernement, mais c'est peu dans la vie d'un peuple. Le gouvernement devra s'attacher à garder ce qui nous reste de forêts, tâcher de réparer un peu du mal qu'il a fait et empêcher s'il se peut le désastre qui s'annonce. J'espère que les remarques que j'ai faites de bonne foi seront accueillies de même et que l'honorable ministre prendra des mesures pour assurer une meilleure protection de nos richesses forestières.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Je ne veux pas répondre à tout ce soir. Il y a un point que je veux élucider. C'est la légende de la Canadian International. Le premier ministre a déjà répondu à l'accusation des menaces contre l'International. Il n'y a pas eu d'intimidation et l'honorable premier ministre l'a dit en cette Chambre. Lorsque nous discuterons les subsides du service forestier, nous reviendrons sur tous ces sujets.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue pour la première fois.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. En l'absence de M. Taschereau, retenu à Montréal, M. Mercier dirige la Chambre, selon *Le Devoir* et *Le Soleil*, dans leur édition du 4 mars 1931, respectivement aux pages 1 et 3.

2. Selon *Le Canada* du 4 mars 1931, à la page 3, M. Houde était absent.

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

4. Selon *The Gazette* du 4 mars 1931, à la page 1, en l'absence de M. Houde, M. Duplessis est leader de l'opposition.

5. Alors que les autres journaux placent cette discussion en deuxième lecture, *L'Événement* du 4 mars 1931, à la page 10, indique qu'elle a lieu en comité plénier et que l'Orateur suppléant, M. Irénée Vautrin, est au fauteuil.

6. Voir note 3.

7. Selon *The Montreal Daily Star* du 4 mars 1931, à la page 19, "Maurice Duplessis, leader de l'opposition par intérim, surprend les députés du gouvernement en proposant l'amendement suivant à la résolution: que la Chambre se forme en comité des subsides".

8. *Le Soleil* du 4 mars 1931, à la page 19, parle de \$2.50.

9. Le comité se réunit sous la présidence de M. Dugas (Joliette). M. Henri Kieffer, le chef du service de la protection des forêts, vient prendre place à côté de M. Mercier, selon *L'Événement* du 4 mars 1931, à la page 10.

Séance du mercredi 4 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 132 reconnaissant The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 93 modifiant la charte de la cité de Montréal;

- bill 150 autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jackwood.

**Responsabilité civile
en matière de radiodiffusion**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 231 concernant la responsabilité civile en matière de radiodiffusion.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Nombre d'automobiles de touristes

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Quel est le nombre d'automobiles de touristes qui ont traversé les lignes à différents endroits de la province: *a.* en 1928; *b.* en 1929; *c.* en 1930?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

<i>Points d'entrée</i>	<i>a. en 1928</i>	<i>b. en 1929</i>	<i>c. en 1930</i>
Abercorn	24,382	25,977	22,423
Armstrong	14,007	15,896	16,190
Athelstan .....	.....	485	683
Beebe Jct	5,285	5,854	5,997
Cantic (Lacotte Jct)	6,906	5,795	32,387
Clarenceville	1,357	1,355	1,697
Comins Mills	10,312	16,774	11,549
Covey Hill	1,912	1,289	1,231
Cross Point	1,100	3,350	5,000
Dundee	10,932	16,378	22,519
Escourt	47	12	14
Franklin Centre	1,188	987	1,191
Frelisghburg	15,896	17,290	15,148
Frontier (Hemmingford)	865	512	421
Hemmingford	5,649	5,493	6,005
Herdman	8,336	8,261	9,825
Herreford Road	31,413	30,427	42,539
Highwater	24,675	23,268	26,132
Hull	17,000	30,000	35,000
Lacolle	71,147	91,710	67,543
Mansonville	3,952	3,612	6,018
Matapédia	2,400	7,500	10,000
Montréal	191	255	255
Noyan	10,312	16,733	14,629
Philipsburg	1,047	55,079	72,597
Pointe-Fortune	15,000	16,200	18,000
Rivière-Beaudette	50,000	64,800	72,000
Rock-Island	79,336	81,468	80,409
Stanhope	31,778	30,389	32,089
Sainte-Agnès-de-Dundee	80	117	135
Saint-André Road (Henrysburg)	7,778	11,297	18,677
Saint-Armand	4,126	6,170	4,300
Saint-Camille	60	141	.....
Saint-Pamphile .....	.....	9	344
Saint-Régis	14,003	17,796	17,143
Sainte-Rose-du-Dégelé ...	2,300	7,500	9,000
Saint-Zacharie	1,515	1,301	1,310
Trout River	27,507	31,495	30,732

**Paiements de la Beauharnois Light,
Heat & Power Company à la province**

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. Depuis le 1^{er} janvier 1928, combien la Beauharnois Light, Heat & Power Company a-t-elle payé à la province, à quelque titre que ce soit?

2. Ces paiements ont-ils été faits à l'échéance ou après?

3. Ladite compagnie doit-elle à la province?

4. Dans l'affirmative: *a.* quelle somme; *b.* pourquoi?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. \$500,000 à titre de cautionnement; \$60,200 à titre de loyers et honoraires.

2. À l'échéance.

3. Non.

4. Répondu par 3.

Paiements de la Beauharnois Electric Company Limited à la province

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. Depuis le 1^{er} janvier 1928, combien la Beauharnois Electric Company, Limited, a-t-elle payé à la province, à quelque titre que ce soit?

2. Ces paiements ont-ils été faits à l'échéance ou après?

3. Ladite compagnie doit-elle à la province?

4. Dans l'affirmative: *a.* quelle somme; *b.* pourquoi?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Rien.

2. Répondu par 1.

3. Non.

4. Répondu par 3.

Paiements de la Beauharnois Power Syndicate à la province

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. Depuis le 1^{er} janvier 1928, combien la Beauharnois Power Syndicate a-t-elle payé à la province, à quelque titre que ce soit?

2. Ces paiements ont-ils été faits à l'échéance ou après?

3. Ladite compagnie doit-elle à la province?

4. Dans l'affirmative: *a.* quelle somme; *b.* pourquoi?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Rien.

2. Répondu par 1.

3. Non.

4. Répondu par 3.

Paiements de la Beauharnois Power Corporation à la province

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. Depuis le 1^{er} janvier 1928, combien la Beauharnois Power

Corporation, a-t-elle payé à la province, à quelque titre que ce soit?

2. Ces paiements ont-ils été faits à l'échéance ou après?

3. Ladite compagnie doit-elle à la province?

4. Dans l'affirmative: *a.* quelle somme; *b.* pourquoi?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Rien.

2. Répondu par 1.

3. Non.

4. Répondu par 3.

Paiements de la Marquette Investment Corporation à la province

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. Depuis le 1^{er} janvier 1928, combien la Marquette Investment Corporation a-t-elle payé à la province, à quelque titre que ce soit?

2. Ces paiements ont-ils été faits à l'échéance ou après?

3. Ladite compagnie doit-elle à la province?

4. Dans l'affirmative: *a.* quelle somme; *b.* pourquoi?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Rien.

2. Répondu par 1.

3. Non.

4. Répondu par 3.

Demandes de documents:

Assurance obligatoire sur les automobiles

M. Cantin (Saint-Sauveur)¹ propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Power), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personne depuis le 1^{er} janvier 1929, suggérant l'établissement de l'assurance obligatoire sur les automobiles ou d'autres modifications à la loi des véhicules-moteurs.

Cette question n'est pas nouvelle. Cependant, le problème auquel elle touche est important. L'automobile a pris un essor considérable. Le nombre d'automobiles a grandement augmenté et il ne faut pas oublier qu'il est question de vies

humaines. Une foule de gens qui n'en ont pas les moyens pourtant possèdent une automobile. Survient un accident où il y a des victimes. Ces dernières, généralement, ne peuvent être indemnisées parce que les propriétaires de la machine, cause de l'accident, n'ont pas le sou.

Les Législatures provinciales du Canada ont approuvé des lois à chaque session pour amender les lois existantes se rapportant à la circulation sur les routes. Des lois ont été faites pour protéger la vie des citoyens. On a fait des législations pour protéger les ouvriers contre les risques d'accidents inhérents à l'industrie. Si les gouvernements ont reconnu la nécessité de légiférer sur les questions ouvrières, ils devraient se faire un devoir de légiférer pour protéger le public et sa propriété contre les accidents d'auto.

M. l'Orateur, l'automobile présente un problème sur lequel nous devons nous arrêter. Depuis 1925, ce problème est impérieux. De ce problème est né un droit que nous avons à exercer, un devoir que nous avons à accomplir: celui de protéger le piéton et l'automobiliste lui-même contre les risques du voiturage automobile. Il s'agit de protéger le piéton d'abord et l'automobiliste ensuite. Nous devons voir à ce que la vie du piéton soit plus protégée contre les dangers de l'automobile. Les piétons devraient recevoir toutes les garanties nécessaires que leur vie et leur propriété seront protégées contre les risques de l'automobiliste.

Il s'est fait très peu, de ce côté, sur le continent nord-américain. Dans certains États de la république américaine, on a créé une commission pour étudier le problème du piéton et de l'automobiliste. Le premier État qui ait prêté une attention toute spéciale au problème est le Massachusetts, où une commission a été formée spécialement pour étudier la question. Cette commission était chargée de créer une législation qui rencontrerait les vues du piéton et de l'automobiliste. Le 1^{er} janvier 1927, l'État du Massachusetts a passé une loi d'assurance obligatoire pour les automobilistes sur la vie d'autrui. L'État du Massachusetts oblige tous les automobilistes à souscrire une assurance après un premier accident. Cette mesure énergique a eu ce bienheureux résultat de faire réaliser aux pouvoirs publics qu'il était nécessaire de donner plus de garanties de sécurité au public.

En premier lieu, elle a été qualifiée de mesure extrême, mais, dans la suite, tous les pouvoirs publics ont compris qu'il était temps de faire un pas en avant, de manière à donner plus de sécurité au public en

général. Cette mesure est connue sous le nom de l'American Association Automobile Bill. D'autres États, la plupart des États américains, ont étudié la loi du Massachusetts, et on a fini par condenser dans un fascicule la législation établie dans cet État. Elle a été adoptée dans la suite par 14 États.

Cette loi comprend les mesures de protection suivantes: l'automobiliste qui a eu un accident doit fournir une police de garantie, donc assurance obligatoire, et il doit fournir la preuve qu'il a satisfait aux exigences de la loi et payé les dommages. D'après une des clauses de ce bill, l'automobiliste trouvé coupable d'avoir causé un accident doit fournir une police de garantie et donner la preuve qu'il s'est rendu au jugement porté contre lui du fait de son accident, avant de pouvoir renouveler sa licence. C'est-à-dire qu'il doit s'assurer pour obtenir le permis nécessaire à la conduite d'un véhicule-moteur. Depuis, 22 États ont adopté quelque chose d'équivalent à l'American Automobile Bill.

Jusqu'à ces dernières années, au Canada, on n'avait pas jugé le moment venu d'étudier cette question. Rien ne fut fait jusqu'en 1930. Avant la session de 1930, la Législature d'Ontario a nommé une commission royale sous la présidence du juge Hawkins, qui a étudié l'opportunité d'une semblable législation. La commission a visité plusieurs centres américains afin de faire enquête. Elle a entendu des témoins. Elle a constaté que le public réclamait une protection plus grande contre les dangers de l'automobile.

Elle a compris que chez le public en général, on réclamait une protection plus grande contre les accidents d'automobile, on voulait plus de sécurité sur nos grandes routes. Le public en général, au Canada et surtout dans Québec, endosse le point de vue de la commission ontarienne. Il (M. Cantin) cite plusieurs extraits du rapport de cette commission. Le rapport de la commission parle du problème de la conviction légale des automobilistes étrangers qui sont les auteurs d'accidents. Aux États-Unis, la législation est presque uniforme dans les divers États.

Nous sommes aujourd'hui obligés de nous rendre à l'évidence; chez nous, il y a trop de facilité pour obtenir une licence d'automobiliste. Cela s'applique non seulement à Québec, mais à toutes les provinces. Nombre de gens qui ne sont pas aptes à conduire obtiennent leur licence. Nous avons trop de chauffeurs incompetents. Je crois qu'il est de mon devoir de demander au gouvernement s'il n'y aurait pas moyen de rendre cet examen plus sévère que dans le passé. Il y a un trop grand nombre de sourds

et de myopes, trop de personnes qui souffrent de maladies nerveuses, des ivrognes qui conduisent des autos dans la province de Québec et sont la cause d'accidents.

Si une législation restrictive était faite, on constaterait sûrement une diminution du nombre des accidents, à brève échéance. Si nous étions plus sévères dans l'émission des permis, nous verrions dans une année ou deux que le nombre d'accidents aurait déchu. Une mesure de ce genre épargnerait bien des vies. Il est temps plus que jamais de se demander s'il ne serait pas à propos de changer notre législation et d'étudier quelles seraient les meilleures mesures à adopter. Nous devrions montrer plus de sévérité à l'égard de ces personnes qui constituent un danger pour la circulation. Il est temps de se demander quelle législation nous devrions adopter à ce sujet-là.

Actuellement, au Québec, une clause de la loi permet au ministre de rescinder le permis d'un automobiliste imprudent. Cela est bien, mais il (M. Cantin) voudrait rendre la loi encore plus sévère. Il y a chez nous des gens qui n'ont pas les moyens de prendre le risque de tuer quelqu'un, n'étant pas solvables et conduisant des autos qui ne sont pas payées. On a entendu des critiques contre la loi du Massachusetts. On critiquait les taux d'assurance sur les autos. Le trust des assurances y faisait des profits exorbitants, avec le résultat que les puissances d'argent se sont coalisées pour combattre l'assurance obligatoire. Quelques-uns considèrent l'assurance obligatoire comme une punition contre les automobilistes. Tel n'est pas le cas.

Le problème le plus important est de protéger l'ensemble de la population, et les automobilistes qui ont réglé seulement le premier paiement de leur voiture ne devraient pas avoir le droit de s'élancer sur les routes et de tuer des gens, et ceux-ci devraient être en position d'offrir au moins une compensation financière. Les clubs automobiles sont contre l'assurance obligatoire chez nous, mais il m'a fait plaisir de constater que les ouvriers syndiqués ont inclus dans leurs récentes demandes au gouvernement l'assurance obligatoire pour les autos. Ceux qui n'ont pas d'automobile veulent être protégés. Il est temps de leur fournir cette protection. Un homme pauvre qui est la victime d'un accident impliquant la voiture d'un autre homme pauvre reste sans recours.

À l'heure actuelle, 40 % à 45 % des propriétaires d'automobile font assurer leur véhicule dans cette province, tandis qu'en Angleterre², cette moyenne est de 85 % au moins, et aux États-Unis, 50 %. Il n'y

a pas de raison pour cette situation si ce n'est qu'en Europe, à cause de la densité de la population, les risques d'accidents sont plus nombreux, et on a jugé bon de protéger le piéton et l'automobiliste contre ces dangers. On trouvera peut-être étrange que je me prononce en faveur de l'assurance obligatoire pour les automobilistes. Si je parle ainsi, c'est parce que je suis convaincu qu'un grand nombre d'automobilistes n'ont pas les moyens de prendre un risque en ne faisant pas assurer leur véhicule.

Il y a aussi des piétons auxquels il faut penser. Plusieurs avocats pourraient dire à cette Chambre qu'à maintes reprises ils ont dû déconseiller à des clients de poursuivre, parce que ceux qui leur avaient causé des dommages conduisaient une automobile qui n'était pas payée. Il y a chez nous des personnes qui n'ont pas les moyens de prendre le risque de tuer quelqu'un quand elles ne sont pas solvables et que leur voiture n'est même pas payée.

Il (M. Cantin) cite l'exemple de l'Angleterre, qui vient de favoriser l'assurance obligatoire. Il explique que non seulement les automobilistes du pays seront obligés de s'assurer, mais les touristes qui franchiront les frontières le seront aussi. Quant aux taux d'assurance, il fait remarquer que de puissantes organisations se sont coalisées pour faire régner dans le public l'opinion que cette législation ne serait pas sage.

C'est dans Québec où l'on assure le moins. Dans la ville même, il y avait, en 1930, 125 taxis qui n'avaient aucune assurance contre les accidents. Si je parle des taxis, c'est qu'ils renforcent mon argument car ils parcourent les rues de Québec, exposant la vie des citoyens. Ils constituent une menace contre la vie et la propriété d'autrui.

Il y a encore un grand nombre de camions qui circulent dans les centres urbains et qui n'ont pas d'assurance. Des personnes se permettent de conduire le véhicule d'un ami, et ils ne sont pas responsables des accidents qu'ils causent.

Une personne conduit une auto, tue quelqu'un, un père de famille. Son auto n'est pas payée. N'est-il pas juste que devant pareille situation nous ayons une législation qui, au moins, empêchera cette personne de conduire de nouveau une auto sans avoir fourni une police de garantie? Il faut essayer d'améliorer nos lois de manière à protéger la masse des citoyens en cette province.

Il (M. Cantin) termine en priant le gouvernement de légiférer le plus tôt possible et d'obliger le chauffeur à prendre une assurance contre les accidents. Il suggère une police de \$5,000 sur la vie

d'autrui et de \$1,000 sur la propriété. Il calcule que le taux par automobile sous un système d'assurance obligatoire serait de \$20 par année. Il conclut en demandant au gouvernement de légiférer pour forcer les automobilistes, non seulement de la province, mais aussi ceux qui nous visitent, à prendre une assurance contre les accidents. Il faut protéger l'automobiliste contre lui-même, et le piéton contre l'automobiliste. Il faut protéger l'automobiliste qui s'assure contre celui qui ne s'assure pas.

S'il n'y a pas moyen de légiférer pour donner l'assurance obligatoire, que le gouvernement se montre plus sévère dans l'activité (sic) des permis, qu'il exige une police de celui qui a déjà eu un accident et qu'il refuse le permis à celui qui n'a pas satisfait au jugement rendu contre lui à la suite d'un accident! Enfin, il voudrait sévir davantage contre les chauffeurs qui abusent des liqueurs alcooliques. Il réclame un examen plus sévère de la part des autorités provinciales en ce qui concerne les personnes faisant usage de boissons alcooliques et qui font application pour obtenir un permis de conduire.

(Applaudissements)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La question est importante et intéressante. Le représentant de Saint-Sauveur (M. Cantin) s'est bien débrouillé dans ce dossier. M. l'Orateur, malgré toute la sympathie que j'ai pour mon honorable ami le député de Saint-Sauveur, je ne crois pas que le temps soit venu d'avoir l'assurance obligatoire pour les autos et de l'imposer dans notre province. Il est vrai que certains États l'ont adoptée, mais l'opinion publique est loin d'être satisfaite dans les États où elle est en vigueur. La loi n'a pas eu le temps de faire ses preuves. Dans Ontario, on fait l'essai d'une demi-mesure. Je crois que la province de Québec doit attendre.

Je m'accorde avec l'honorable député pour déplorer les accidents et l'imprudence des chauffeurs. Je suis prêt à reconnaître qu'il y a trop de conducteurs inhabiles et que les examens pour l'octroi de permis de conduire ne sont pas assez sévères. Les examens devraient être plus sévères. Quelque chose sera fait dans ce sens. Il est étonnant comme les gens n'observent pas les règlements, soit pour la vitesse, le maintien des freins en bon ordre, l'allumage des phares, etc. et ce sont les principales causes des accidents. Le nombre d'automobilistes qui dépassent la limite de vitesse ou qui conduisent la nuit sans allumer leurs phares est incroyable.

L'on croit que l'assurance obligatoire coûterait \$20 ou \$30 par automobiliste. L'assurance ne

coûterait pas \$20 comme on l'a dit, mais bien \$30. Et, comme il y a au Canada 1,200,000 autos, cela ferait un déboursé de \$36,000,000 pour le contribuable, et \$5,000,000 pour la province de Québec, à \$30, et \$3,000,000, à \$20.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Mais il y a déjà un grand nombre de propriétaires d'autos qui sont assurés.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Sans doute, 75 % des propriétaires d'autos sont assurés; mais l'application d'une loi aussi draconienne dans Québec pèserait surtout sur les cultivateurs, les ouvriers qui se servent d'automobiles, mais n'ont point les moyens de payer de lourdes primes d'assurance. L'assurance obligatoire atteindrait surtout ceux qui n'ont pas les moyens de s'assurer, car l'automobile est devenue un moyen de transport populaire pour l'ouvrier et le cultivateur.

Il resterait que l'assurance obligatoire serait trop onéreuse pour les automobilistes qui n'ont pas le moyen de la payer. Car tout automobiliste a évidemment intérêt à s'assurer, et s'il ne le fait pas, c'est parce qu'il n'en a pas le moyen. Je ne pense pas que ce soit le moment d'imposer une telle obligation à la population de la province. Bon nombre de propriétaires d'automobiles détiennent maintenant une assurance automobile. Il s'agit de ceux qui peuvent se le payer, et la loi obligatoire aura pour effet d'imposer un fardeau à la classe moyenne, étant donné qu'aujourd'hui toutes les classes de la société utilisent l'automobile.

Je crois qu'il vaut mieux attendre, avant de leur imposer cette charge, de voir les résultats de la législation mitigée de l'Ontario et comment les lois des États-Unis se sont appliquées à la situation.

La motion est adoptée.

Charte de Montréal

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), que le rapport du comité des bills privés sur le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal ne soit pas considéré maintenant, mais reste déposé sur la table de cette Chambre jusqu'au 4 mars prochain.

Je proteste contre le retrait du bill de Montréal. En qualité de député de Montréal, dit-il, je suis opposé au retrait du bill.

Je ne veux pas prononcer un discours...

M. Blain (Montréal-Dorion): Je soulève un point d'ordre. La motion de l'honorable député de Montréal-Mercier ne peut être discutée, car elle est hors d'ordre. La motion est irrégulière parce qu'elle est rédigée dans la forme négative, en violation de l'article 141 du Règlement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas la motion négative qui est devant la Chambre, mais le rapport du comité des bills privés, et je crois que l'honorable député de Montréal-Mercier peut parler sur la motion pour que le rapport du comité soit adopté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je considère que la motion, telle que présentée, est hors d'ordre.

M. l'Orateur: Je suis obligé de déclarer hors d'ordre la motion de l'honorable député de Montréal-Mercier. Mais la Chambre doit prendre en considération le rapport du comité des bills privés qui contient le bill de Montréal. Cependant, l'honorable député de Montréal-Mercier doit donner avis.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Amenez-le donc, le bill, et nous allons le discuter.

M. l'Orateur: Si la Chambre est unanime, elle peut discuter le rapport du comité qui contient la suggestion du retrait des amendements à la charte de la cité de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si l'honorable chef de l'opposition est prêt à discuter le retrait du bill de Montréal, nous le discuterons quand il le voudra.

Voix à gauche: Non, non.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne veux pas dire aujourd'hui, mais quand l'opposition voudra discuter le retrait de cet important projet de loi, nous n'avons aucune objection.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable chef de l'opposition discutera la question quand la proposition sera dans l'ordre.

M. l'Orateur déclare que la motion est irrégulière parce que, proposant de garder le rapport sur le bureau de la Chambre jusqu'au 4 mars 1931, elle se trouve à n'avoir aujourd'hui ni objet ni raison d'être.

Une ou des voix demande(nt) alors quoi faire avec le rapport du comité des bills privés relatif au bill de Montréal. Des deux côtés, on voudrait discuter la question, mais le faire selon les règlements.

M. l'Orateur indique la voie à suivre: présenter un avis de motion que, à tel jour fixé, la Chambre adoptera ou refusera le bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'amuse à narguer le premier ministre, rédacteur de la motion. Le premier ministre, dit-il, pourrait se reprendre et présenter une autre motion.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) allègue qu'on peut fort bien la laisser sur la table.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Elle sera fort bien là.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Amenez-le donc, le bill de Montréal, et nous allons le discuter tout de suite, sans aucun retard, du moment que vous me laisserez parler.

Code civil, article 1530

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 199 modifiant l'article 1530 du Code civil.

Adopté.

En comité⁴:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 1530 du Code civil est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"S'il s'agit d'un animal atteint de tuberculose, l'action rédhibitoire est considérée intentée dans un délai raisonnable si elle l'est dans les quatre-vingt-dix jours de la livraison et, dans ce cas, la preuve que l'animal n'en était pas atteint au moment de la livraison incombe au vendeur."

M. Dugas (Joliette) suggère de modifier le Code civil de manière à étendre à 90 jours le délai accordé à celui qui achète sans le savoir un animal tuberculeux. Le projet de loi donnerait à l'acheteur un délai de 90 jours pour inscrire sa réclamation

contre le vendeur lors de la réaction à la tuberculine de ses animaux. Je voudrais que le Code civil concorde avec cette loi, afin d'éviter des procès et de protéger les cultivateurs.

M. Renaud (Laval): Je n'ai aucun intérêt dans ce projet. Je ne crois pas cependant qu'il soit d'intérêt général et je considère que nous ne devrions pas l'adopter. L'amendement comporte de graves inconvénients pour les cultivateurs qui ne sont pas encore obligés de faire subir à leurs troupeaux l'épreuve de la tuberculine. Pareille mesure serait préjudiciable à l'agriculture. Car, bien que l'on veuille viser le commerçant par cette mesure, il ne faut pas oublier que c'est le cultivateur qui élève les troupeaux de bestiaux et vend les animaux au commerçant. Si donc un animal est déclaré tuberculeux, le commerçant ne perd rien puisqu'il peut revenir sur le cultivateur qui lui a vendu l'animal.

M. Dugas (Joliette): Nous avons eu des statistiques, l'an dernier. Sur 1,800 têtes, on en a trouvé 1,100 qui souffraient de tuberculose dans le comté de Laval-Deux-Montagnes, et elles ont été abattues. Si les propriétaires avaient eu 90 jours de délai pour faire des réclamations, cela les aurait aidés.

M. Renaud (Laval): Les statistiques ne sont pas plus belles dans les autres comtés, Châteauguay entre autres. Au Lac-Saint-Jean par exemple, on n'a trouvé que des animaux atteints. Le gouvernement a été obligé d'arrêter l'inspection.

L'honorable M. Moreau (Lac Saint-Jean): Au Lac-Saint-Jean, la moyenne des animaux abattus a été de 4 %.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le projet est demandé par les éleveurs eux-mêmes, et il constitue une protection pour les acheteurs contre certains vendeurs qui ne sont pas tous honnêtes.

M. Renaud (Laval) trouve étrange que le ministre n'ait pas présenté ce bill lui-même. Pourquoi, dit-il, l'honorable ministre de l'Agriculture ne l'a-t-il pas présenté lui-même, si le bill est si bon?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le projet n'eût pas été meilleur, et l'honorable député de Laval ne me rendra pas jaloux de l'honorable député de Joliette que je félicite de s'intéresser à la classe agricole.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Si la chose est telle que l'honorable député de Joliette la dénonce, le gouvernement est responsable de n'avoir pas agi plus tôt. Le gouvernement aurait dû agir plus tôt, afin d'assurer aux cultivateurs la protection que l'on dit nécessaire.

Le gouvernement doit être censuré pour une telle négligence et pour avoir fait perdre ainsi aux acheteurs, qui sont les cultivateurs, des sommes importantes. On a posé à la vertu tantôt sur un autre projet (le bill de Montréal), mais ces affaires-là, cela se règle à deux. Nous en parlerons bientôt, et les habits ôtés (sic)!

(Petits murmures à droite)

Je ne vois pas pourquoi l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Godbout), qui est si compétent, n'a pas agi plus tôt.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai dit que les éleveurs demandaient eux-mêmes cette protection et c'est la pratique suivie. Tous les vendeurs ne sont pas aussi honnêtes les uns que les autres. Il s'agit surtout de protéger l'acheteur et de le faire entrer en possession de son argent; et, pour cela, il faut un délai de 90 jours. Dans le cas de vendeurs honnêtes, leurs animaux sont vendus sujets à l'épreuve de la tuberculine avant le départ de chez lui et, ensuite, arrivé chez l'acheteur. Il (l'honorable M. Godbout) cite le cas de vendeurs de Châteauguay qui ont agi ainsi. Il croit que le bill est parfaitement dans l'ordre.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): L'honorable député de Joliette nous a montré l'an dernier qu'il avait des statistiques ne visant que certains comtés. L'ancien ministre de l'Agriculture a montré les mêmes dispositions l'an dernier. Je répète que le gouvernement est coupable de n'avoir pas agi assez tôt.

M. Dugas (Joliette): L'an dernier, j'ai obtenu une expression d'opinion de la Chambre et, cette année, je présente le projet qui s'ensuit.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous savons que, si l'honorable député de Joliette est le parrain de ce bill, c'est l'honorable ministre de l'Agriculture qui en est le père. Il (M. Sauvé) veut savoir sur quelle base le délai de 90 jours a été établi. Il croit que le cas prévu est mieux couvert par le Code civil que par le bill actuel. L'article que l'on trouve dans le Code est plus favorable que celui qui est suggéré par le représentant de Joliette (M. Dugas).

M. Dugas (Joliette): Il faut 60 jours pour que l'animal réagisse, et une trentaine de jours, pour les épreuves et les procédures.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je récusé la paternité de ce projet, mais je répète qu'il est de nature à protéger les éleveurs. Quant au délai de la réaction d'un animal atteint de la tuberculose, on l'a établi de la façon suivante: on fait subir à l'animal une première épreuve. La réaction peut se produire au bout de quelques jours, mais la deuxième épreuve étant nécessaire, il faut attendre 60 jours. La preuve de la tuberculose ne peut être faite en moins de 60 jours.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, si le délai est indéfini, pourquoi voter cette loi? Le remède est pire que le mal.

M. Renaud (Laval): C'est encore un embarras que l'on crée aux cultivateurs.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité fait rapport qu'il a étudié le bill et qu'il l'a adopté sans amendement.

M. Dugas (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 225 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le Conseil attend le bill et il conviendrait de l'adopter. Si l'opposition n'a pas d'objection, nous pourrions adopter ce bill qui a été discuté au comité, car nous aurons demain une sanction de bills par le lieutenant-gouverneur.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'objecte à la demande. C'est un bill extraordinaire, dit-il. Ce bill, dont le premier ministre est le parrain, a été discuté hier en comité des bills publics en l'absence du premier ministre, son parrain. M. le président, dit-il en souriant, il s'est passé un incident hier au comité des bills publics lors de l'étude de ce bill. J'ai défendu l'honorable premier ministre.

(Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (Souriant)
Ah! Ah!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Je crois que vous vous entraîniez plutôt pour être premier ministre.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Voici ce qui est arrivé. L'honorable premier ministre était absent du comité et l'avocat d'une compagnie a proposé des amendements à ce bill. J'ai fait observer que l'honorable premier ministre était absent. (Souriant) J'ai défendu le premier ministre en suggérant de l'attendre pour poursuivre l'étude du projet de loi en question. J'ai défendu les droits du premier ministre. Or, l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault), qui remplaçait l'honorable premier ministre et qui présidait le comité, a laissé proposer les amendements et a déclaré: "Ça ne fait rien."

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) rit de la boutade.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je disais à l'honorable ministre de la Voirie que pareil geste manquait de courtoisie pour le premier ministre, parrain du bill. Et, comme nous respectons la volonté de ceux qui présentent les bills, je tiens à ce que le premier ministre soit mis au courant de la question. Nous discuterons le bill plus tard.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous ne devriez pas me défendre, puisque vous le regrettez. S'il y a des discussions, nous attendrons.

(Rires)

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 9 heures**Remboursement de droits:****The St. Annunciation Russian Greek Orthodox Church of Montreal**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. McDonald), que les droits ordinaires payés par les promoteurs pour le bill 131 constituant en corporation St. Annunciation Russian Greek Orthodox Church of Montreal leur soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

Charte d'Asbestos

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 143 concernant la corporation du village d'Asbestos.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Crépeau (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 91 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Charte de Verdun

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 91 modifiant la charte de la cité de Verdun. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Dépôt de documents:**Incendie à Saint-Guillaume d'Upton, comté de Yamaska**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 18 février 1931, pour la production d'une copie de toute correspondance depuis le premier janvier 1929, entre le gouvernement et toutes personnes concernant une enquête par la Commission des incendies sur un incendie dans la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, comté de Yamaska. (Document de la session no 54)

Acquisition de ponts

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 25 février 1931, pour la production d'une copie de toute correspondance depuis 1927, entre le gouvernement et toute personne relativement à l'acquisition des ponts Bélair et David, dans les comtés de Terrebonne et Laval, ainsi que du pont Bellefeuille, dans les comtés de Deux-Montagnes et Laval, et tout autre dans l'Île Jésus et l'Île de Montréal. (Document de la session no 55)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 12 modifiant la loi de la prévention des incendies;

- bill 14 modifiant les lois concernant l'organisation des départements;

- bill 20 modifiant la loi de la chasse;

- bill 50 modifiant l'article 7 de la loi de la division territoriale;

- bill 62 concernant la construction d'un édifice pour divers services de l'administration, à Québec;

- bill 135 concernant l'évaluation des propriétés de The Shawinigan Water and Power Company et de Laurentide Company Limited, pour fins scolaires, à Grand'Mère;

- bill 175 modifiant la loi des compagnies de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 82 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal;
- bill 92 concernant la succession de feu Arthur Roy;
- bill 98 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;
- bill 137 concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Trois-Rivières.

Commission métropolitaine de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 82 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Succession Arthur Roy

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 92 concernant la succession de feu Arthur Roy. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Charte de Trois-Rivières

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 98 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 137 concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Trois-Rivières. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 58 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté.

En comité⁵:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 400 de la loi des cités et villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 102), tel que modifié par la loi 19 George V, chapitre 35, section 3, est de nouveau modifié en en retranchant les mots: "Cet avis doit contenir une copie du règlement", dans les quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explications.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le premier article vise l'affichage des règlements nouveaux ou modifiés et nous est demandé par des municipalités. Cela a été recommandé par l'Union des municipalités. À l'heure actuelle, il faut afficher tout le règlement, qui est souvent très long, à la porte de l'église paroissiale dans certaines municipalités. La présente mesure a pour but de permettre aux municipalités de poser un seul avis disant que tel règlement a été approuvé au conseil.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 456, le suivant:

"456a. À l'expiration du terme mentionné dans tout contrat intervenu entre le conseil et une compagnie d'utilité publique, concernant l'électricité fournie pour l'éclairage, la chaleur et la force motrice par telle compagnie à la municipalité qui en fait elle-même la distribution à ses contribuables, la Commission des services publics de Québec, sur requête à cet effet, peut ordonner que le contrat soit prolongé ou renouvelé à tels termes, prix et conditions qu'elle détermine. Le présent article ne s'applique pas lorsque la compagnie d'utilité publique a elle-même un système de distribution de l'électricité dans la municipalité."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le second article a trait à l'éclairage d'une ville. Cette clause a trait à cette situation qui se produit à l'expiration d'un contrat d'éclairage dans les municipalités. Si l'entente n'est pas renouvelée, il arrive que le pouvoir est enlevé, d'où résultent de graves inconvénients. Si un contrat expire et que l'on ne s'entend pas, avant que l'on en vienne à signer un nouveau contrat, la Commission des services publics

déterminera les conditions dans lesquelles l'éclairage pourra être continué. Lorsque le contrat expirera, la ville et la compagnie seront soumises aux conditions temporaires fixées par la Commission des services publics en attendant la signature d'un nouveau contrat. Nous voulons empêcher qu'une ville soit plongée dans l'obscurité.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) croit que cette clause pourra s'appliquer à Montréal et il exprime certains doutes. À Montréal, dit-il, nous étudions actuellement le renouvellement du contrat pour l'éclairage avec la Montreal Light, Heat & Power Co. Le dossier était entre les mains de la Commission. Est-ce que le bill affectera la cité de Montréal?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si vous avez des doutes, je n'ai aucune objection à ajouter au bill que ceci n'affectera pas Montréal. Il n'y a rien de nature à violer les droits de la métropole dans ce bill.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Nous avons des ententes spéciales à Montréal. La chartre municipale permet à la ville de développer de l'électricité, et peut-être qu'en de telles circonstances le projet de loi pourrait s'appliquer à Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois que cela protégerait Montréal, mais je suis prêt à exempter Montréal.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je n'ai pas pu étudier le bill. Je n'étais pas ici hier. Pour hier, j'étais en bonne compagnie⁶.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Je suis prêt à comparer mon écart au vôtre.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le peuple jugera.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): En attendant le jugement du peuple. Le cas qui pourrait se présenter à Montréal est prévu dans ce bill: je l'ai fait dans l'intérêt de la métropole et, si elle n'en veut pas, nous allons rayer son nom de ce bill.

Encore une fois, cette clause a des avantages. Si votre contrat avec la compagnie expirait et que le pouvoir électrique vous était enlevé, il serait avantageux qu'une autorité puisse intervenir.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est parce que j'ai certains soupçons que je demande ces renseignements; mais je ne suis pas autorisé à me prononcer au nom de Montréal. Je préférerais consulter M. Laurendeau, avocat de la ville, car j'ai des soupçons.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons dissiper vos soupçons et suspendre l'étude du bill.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Dissipons. À Montréal, en attendant le renouvellement du contrat, nous acceptons les conditions anciennes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Justement. Vous ne pourriez faire cela si la compagnie ne voulait pas et, pour vous donner de la lumière, nous autorisons la Commission des services publics à régler les conditions en attendant le renouvellement du contrat. Nous vous donnons une protection.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je ne sais comment cela se dit en latin, mais je crains les Grecs et leurs présents.
(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Ça se dit en grec et non en latin.

M. Tremblay (Maisonnette): M. le président, je considère...

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Inutile, c'est réglé. L'étude du bill est ajournée.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Code municipal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 57 modifiant le Code municipal.

Adopté.

En comité⁷:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 90 du Code municipal est modifié en y ajoutant, après le premier alinéa, le suivant:

"Il est cependant loisible au conseil de comté de décréter, par résolution, que la nomination du préfet aura lieu dans le cours du mois de juin de chaque année."

M. Blain (Montréal-Dorion) n'aime pas ça, dit-il.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 293 dudit code est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Nonobstant les dispositions du présent article et de l'article 296, le ministre des Affaires municipales, sur telle preuve qu'il juge suffisante de l'incapacité d'une municipalité de se munir des bulletins prévus à l'article 296, peut autoriser cette municipalité à employer des bulletins de vote de telle forme et à telles conditions qu'il détermine."

Une ou des voix de l'opposition s'opposent à cet article.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cet amendement nous est demandé par l'Union des municipalités. Dans certaines régions, comme la Gaspésie par exemple, les imprimeries sont éloignées et il est bien difficile de faire préparer des bulletins. Ce bill permettrait d'en préparer à la machine à écrire suivant une forme déterminée.

M. Blain (Montréal-Dorion) prétend qu'on laissera un peu trop d'autonomie aux municipalités.

M. Tremblay (Maisonnette) craint les manœuvres électorales avec une telle mesure. On veut faire voter les gens comme cela se faisait pendant la guerre. Il cite le cas qui s'est présenté dans son comté, en 1927, où il aurait été joué alors que 17 bulletins auraient été placés dans les urnes avant qu'un seul voteur n'ait pénétré dans le "poll". Ces bulletins, dit-il, étaient des bulletins imprimés... du gouvernement. Je m'objecte à cet article. J'ai passé à travers une élection municipale où les bulletins étaient imprimés par le gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Comment... des bulletins du gouvernement?
(Rires)

L'opposition a tort d'y voir une manœuvre électorale alors qu'il s'agit tout simplement de se rendre aux désirs de la population.

M. Blain (Montréal-Dorion): C'était la multiplication des pains.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il y avait de l'enthousiasme dans ce coin-là.

M. Guertin (Hull): L'honorable premier ministre a-t-il copie de la résolution de l'Union des municipalités approuvant le projet?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne l'ai pas ici, mais je vous la donnerai demain.

M. Tremblay (Maisonnette): Rapportons donc progrès.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Si nous rapportons progrès, nous ne ferons pas beaucoup de progrès.

L'étude de l'article 2 est suspendue.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. L'article 324 dudit code est modifié en remplaçant le mot "deux", dans la deuxième ligne, par le mot "cinq"."

M. Tremblay (Maisonnette): Ça, c'est correct.

L'article 3 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill⁸, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Pouvoirs spéciaux de certaines corporations

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 225 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du

budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'hydroplans (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932", rapportée du comité des subsides et lue une première fois vendredi le 27 février dernier, et dont l'adoption avait été remise, soit maintenant lue une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La cartographie forestière n'était pas nécessaire. Cette dépense est pratiquement inutile et la somme mentionnée pourrait être employée à meilleur escient. Le gouvernement a accordé, sans soumissions, des contrats pour \$3,000,000⁹ à diverses compagnies qui ont fait du service d'hydroplanes. De plus, des contrats ont été accordés à des étrangers, une compagnie française entre autres, pour photographier la province de Québec. Cette compagnie vient de se fusionner avec une autre canadienne-française qui a à sa tête un arpenteur détenteur de contrats pour une valeur de \$100,000 par année. C'est du favoritisme.

Par ailleurs, confier la cartographie comme on l'a fait à une compagnie étrangère, c'est un manque de prudence. Ce n'est pas seulement une mauvaise pratique d'un point de vue financier, c'est dangereux au point de vue protection que de permettre la photographie des côtes par des étrangers. Je dis que c'est une erreur. Le département des Terres ne devrait pas permettre à des étrangers de venir photographier notre province, spécialement nos côtes. On devrait employer à ce travail des compagnies canadiennes de chez nous.

Il y a dans le département des Terres un homme extraordinaire qui bénéficie d'avantages merveilleux. Cet homme doit posséder un pouvoir occulte et irrésistible. M. Henri Bélanger, depuis sept ou huit ans, a reçu pour arpentage la somme de \$1,000,000, et sans soumissions. Il a organisé la Quebec Aerial Service et, pour la première année d'opération seulement, il a reçu du département la somme de \$222,000. Le département donne des contrats à M. Bélanger pour des travaux d'arpentage et du service d'aéroplanes. C'est trop de favoritisme. Il doit y avoir d'autres arpenteurs.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je n'éprouve pas les appréhensions que mes amis de la gauche n'éprouvent peut-être pas mais manifestent en cette Chambre, parce que des étrangers photographient notre province. L'honorable député de Trois-Rivières n'a pas atteint au pathétique de son collègue de Hull qui, l'an dernier, parlait

d'espionnage et de compagnies étrangères. Cette compagnie aérienne française est devenue, en 1927, une compagnie canadienne dans laquelle il y a des Français et aussi des Canadiens. La compagnie a établi les bases d'une bonne organisation. La compagnie a des capitaux importants d'engagés et possède des aérodromes et des appareils comme il n'y en a pas dans tout le pays. La compagnie a un aérodrome à Pointe-aux-Trembles qui est supérieur à tous ceux du Canada, sauf à ceux du gouvernement fédéral, qui possède beaucoup d'équipement et d'appareils.

Comment se fait-il que le gouvernement fédéral, qui est le gardien du sol national, n'a pas hésité à confier à cette compagnie des contrats importants? Malgré des discours enflammés du député de Hull, l'an dernier, le gouvernement fédéral n'a pas hésité à encourager cette compagnie si dangereuse, à lui accorder des contrats importants et à reconnaître ses appareils et ses pilotes. L'opposition s'est montrée pathétique, mais cependant cela n'a pas empêché le gouvernement fédéral de faire des affaires avec la compagnie.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): L'honorable ministre devient pathétique à son tour.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oh non! Je ne suis pas capable d'égaler mes amis de la gauche sur ce point.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est que vous n'êtes pas assez convaincu.

M. Guertin (Hull): À quelle date le gouvernement fédéral a-t-il accordé ces contrats?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Lorsque l'honorable député de Hull parlait en cette Chambre, l'an dernier, le gouvernement donnait des contrats.

M. Guertin (Hull): Le gouvernement King, alors.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le gouvernement Bennett a continué ces contrats. En quoi consistent ces travaux? Il s'agit de cartographie.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ça rappelle la cartomancie.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Mon honorable ami est plus fort que moi là-dessus.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il a prédit la défaite du gouvernement provincial.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Il a prédit bien des choses qui ne sont pas arrivées. L'honorable chef de l'opposition est plus fort que moi en cartomancie.

M. Blain (Montréal-Dorion): Alors, il faut donner carte blanche.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
(Souriant) Mon honorable ami ne peut rien me donner de blanc.

M. Blain (Montréal-Dorion): (Souriant) Non, mais je peux vous donner du Blain.
(Rires)

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Nous sommes donc à faire une carte parfaite de la province. C'est un travail délicat, difficile, qui réclame des experts et des appareils de grande valeur.

Les critiques ne sont ni raisonnables ni justifiées. Je suis arrivé à la conclusion que le meilleur système ne consiste pas à faire des appels d'offres, et je ne vois pas de raison de critiquer, à moins qu'on ne fasse la preuve que le travail est de qualité inférieure, alors que le travail est de première qualité et que le gouvernement permettra bientôt à la population d'obtenir des cartes détaillées du territoire provincial.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Et que le ministre est content.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous devriez employer des compagnies canadiennes, et il y a d'autres compagnies que celles avec qui le gouvernement fait affaire qui pourraient faire de la photographie aérienne.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Il n'y a que trois compagnies dans tout le Canada pour faire ce travail et la province en emploie deux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La compagnie Fairchild.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
L'honorable député de Trois-Rivières sait-il que la compagnie Fairchild est américaine?

M. Duplessis (Trois-Rivières): La compagnie Fairchild a à sa tête M. Wilson, un des plus grands experts forestiers.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
L'honorable député de Trois-Rivières ne peut dire que M. Wilson est Canadien?

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Wilson demeure à Grand'Mère.

M. Power (Québec-Ouest): J'ai été longtemps dans le commerce du bois et je puis déclarer que M. Wilson est américain.

M. Tremblay (Maisonneuve) pose une question.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Cinquante-cinq pour cent du capital de la Compagnie est canadien et 75 % des employés sont Canadiens français. Mon honorable ami de Trois-Rivières, je lui en rends le témoignage, a toujours un bon mot pour s'en tirer, et il en a de très bons. Mais la Compagnie aérienne franco-canadienne a 55 % de ses actions détenues par des Canadiens français. Quant à M. Henri Bélanger, il est Canadien, personne n'en peut douter, et l'opposition nous demande justement d'encourager des Canadiens.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour M. Bélanger, tout va pour "le mieux"!

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Honni soit qui mal y pense.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le commandant Quedrue¹⁰ n'est pas le factotum de la Compagnie aérienne franco-canadienne?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
M. Quedrue demeure ici depuis 20 ans et, pendant la guerre, il a commandé des navires anglais. Nous faisons affaire avec M. Ravit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et le ministre en est ravi...

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
(Souriant) Oui.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) suggère que, comme il y avait deux ou trois compagnies au

Canada qui font ce genre de travail, il aurait été préférable que le gouvernement propose une mesure pour les encourager toutes, ce qui favoriserait un meilleur développement du talent dans ce domaine au pays et permettrait d'obtenir un meilleur service. Je crois que l'honorable ministre des Terres et Forêts devrait encourager toutes les compagnies. Il sait qu'il y a eu des plaintes et il devrait se montrer généreux pour toutes les compagnies. M. Bélanger est sans doute un homme compétent, mais il y en a d'autres. Comme le député de Trois-Rivières vient de le dire, pour M. Bélanger, tout va pour "le mieux".

Adopté sur division. La résolution est lue une deuxième fois.

Loi des unités sanitaires

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 74 modifiant la loi des unités sanitaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Nous voulons que le secrétaire de la municipalité où il y a une unité sanitaire fasse partie du bureau de direction, en l'absence de l'officier médical.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les municipalités paient une taxe pour les unités sanitaires?

L'honorable M. David (Terrebonne): Ce n'est véritablement pas une taxe, car les municipalités demandent elles-mêmes la création d'unités sanitaires. Ce sont les citoyens qui, de leur plein gré, se taxent pour avoir une unité sanitaire dans leur localité. Nous avons actuellement 23 unités couvrant 29 comtés. La population de Québec a donné un bel exemple en se taxant volontairement pour soutenir ces unités. L'exemple de Québec est maintenant suivi par les provinces de l'Ouest.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lutte contre la tuberculose

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 73 modifiant la loi de la préservation de l'enfance contre la tuberculose soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

En comité¹¹:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. La loi de la préservation de l'enfance contre la tuberculose (Statuts refondus, 1925, chapitre 186*b*, tel qu'édicte par la loi 20 George V, chapitre 83, section 1) est modifiée en y ajoutant après l'article 4 le suivant:

"4*a*. Nonobstant les dispositions de toutes lois existantes, les commissions scolaires des municipalités habitées par des pupilles d'âge scolaire sont tenues d'admettre ceux-ci aux écoles, au même titre que tout autre enfant domicilié dans lesdites municipalités. Une compensation déterminée par le secrétaire de la province peut néanmoins être versée par le Service provincial d'hygiène à chaque commission scolaire intéressée pour l'instruction desdits pupilles."

L'honorable M. David (Terrebonne): Le bill a pour but de permettre le placement des enfants dans les écoles en vertu du système Grancher. Quelques inspecteurs d'écoles ont refusé, sans mauvaise volonté, de recevoir des enfants parfaitement sains dans leurs écoles. La loi remédie à cela et exige que les écoles reçoivent ces enfants moyennant rémunération qui leur sera payée par le gouvernement.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de l'hygiène publique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹²:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 61 de la loi de l'hygiène publique de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 186) est remplacé par le suivant:

"61. Lorsque, après enquête, il a été établi par le directeur du Service provincial d'hygiène:

"1° Qu'il y a nécessité ou avantage pour deux ou plusieurs municipalités, ou parties de municipalités différentes, vu leur situation géographique et leur développement futur, d'avoir en commun des services de drainage, ou d'approvisionnement, ou de distribution d'eau, soit en partie ou en totalité, ou de relier deux ou plusieurs de ces systèmes, et ce, pour des fins de santé ou de salubrité publique, ou pour des fins d'économie; ou

"2° Qu'une partie quelconque du territoire habité d'une municipalité n'a pas de système ou réseau de drainage ou de distribution d'eau, ou ne bénéficie pas d'une façon efficace et satisfaisante des systèmes ou réseaux existants; ou

"3° Que les services de drainage et de distribution d'eau dans une municipalité sont devenus insuffisants pour la protection du public et de la propriété, ou pour les fins de santé et de salubrité publique.

Le directeur, une ou plusieurs de ces municipalités, ou un électeur propriétaire foncier intéressé peuvent s'adresser à la Commission des

services publics de Québec, qui, après enquête et après avis du directeur du Service provincial d'hygiène, prescrit les mesures nécessaires, choisit les sources d'approvisionnement d'eau, détermine la nature des travaux à être exécutés, soit qu'il s'agisse de constructions nouvelles, de modifications, d'améliorations, d'extensions ou de raccordements, en ordonne l'exécution, fixe le délai et le mode de leur exécution, rend tous les ordres nécessaires, et, sans restreindre la généralité des termes ci-dessus, dans le cas du paragraphe 1, ordonne que l'exécution, l'entretien et l'opération des travaux soient faits en commun par toutes les municipalités intéressées ou en tout ou en partie par une seule municipalité, ou que les ouvrages existants dans une ou plusieurs de ces municipalités soient utilisés, ou que le service soit fourni en tout ou en partie par une municipalité à l'autre ou aux autres, et établit la répartition du coût des travaux et des frais d'entretien et d'opération et le mode de paiement, ou fixe l'indemnité, périodique ou non payable pour l'usage des ouvrages ou pour le service fourni par une municipalité à une ou d'autres municipalités."

L'honorable M. David (Terrebonne): Le projet permet à plusieurs municipalités de s'entendre pour construire un système d'aqueduc et d'égout. Il y a deux municipalités, Saint-Lambert et Montréal-Sud, qui veulent s'entendre dans ce but.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet donne des pouvoirs considérables.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je l'admets, mais lorsqu'il s'agit de la santé publique, il faut cela. D'un autre côté, la Commission des services publics réglera toutes les conditions de l'entente.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On donne à la Commission des services publics le pouvoir de marier deux, trois, quatre municipalités.

L'honorable M. David (Terrebonne): Cependant, le directeur du Service d'hygiène fera enquête et prévientra les erreurs. Je crois que, dans l'intérêt de la santé publique, nous devrions adopter ce projet.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 87, le suivant:

"87a. Pour les désinfections microbiennes, et pour les désinfections connexes, opérées notamment pour la dératisation et pour la destruction d'insectes, les méthodes prescrites par les règlements provinciaux d'hygiène doivent être employées."

M. Blain (Montréal-Dorion): Un mot d'explication sur l'article 2.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il s'agit de la désinfection des services publics en question.

Il est interdit d'employer le cyanogène ou ses composés, à moins d'un permis spécial que pourront accorder soit les médecins officiers municipaux de santé, soit les officiers médicaux des unités sanitaires, soit les inspecteurs régionaux d'hygiène, après s'être bien assurés de la compétence des opérateurs et aux conditions déterminées par le Service provincial d'hygiène.

Par exemple pour tuer les rats, il y a un procédé nouveau. Il faut certaines protections.

M. Blain (Montréal-Dorion): Ça ne fera pas disparaître les chats?

L'honorable M. David (Terrebonne): Oh! Non, ils seront encore utiles pour les rats.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que cela vise les remèdes de l'abbé Warré?

(Rires)

L'honorable ministre sait-il quels sont les directeurs de cette compagnie?

L'honorable M. David (Terrebonne): Non, mais je vais examiner cela.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal, article 408

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 222 modifiant l'article 408 du Code municipal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il y a augmentation de \$8,000.

M. Blain (Montréal-Dorion): Pourquoi?

L'honorable M. David (Terrebonne): Cela est dû au fait que le nombre des Écoles normales a augmenté et que des cours spéciaux de pédagogie ont été donnés dans la province. Le nombre des Écoles normales a augmenté et les dépenses ne peuvent aller qu'en augmentant.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien y a-t-il d'Écoles normales dans la province?

L'honorable M. David (Terrebonne): Vingt-neuf.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspecteur des écoles supérieures protestantes, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation spéciale à l'enseignement protestant dans la province, pour être appliquée tel que recommandé par une résolution du comité protestant du Conseil de l'instruction publique (paiement sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles des sourds-muets et des aveugles: Institut catholique pour garçons, Montréal, \$25,000; Institut catholique pour filles, Montréal, \$25,000; Institut Nazareth, Montréal, \$25,000; Institut McKay, Montréal, \$4,600; "Montreal Ass'n for the Blind", \$8,000; "Quebec Ass'n for the Blind", \$2,500, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du français, par des spécialistes français, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, tel qu'approuvé par un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin, 1932.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles dans les municipalités pauvres, spécialement dans les centres de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des instituteurs porteurs d'un diplôme d'école normale, pour les garçons de dix à dix-huit ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour enseignement du dessin dans les écoles primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour instituteurs à la retraite, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour fonds de pension des instituteurs, au lieu des retenues sur l'allocation de l'éducation supérieure en vertu des S.R., 1925, chapitre 133, article 542, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour association des instituteurs protestants, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comité protestant du Conseil de l'instruction publique, aide supplémentaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Ajournement

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un grand jour demain.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Comment cela?

M. Blain (Montréal-Dorion): Nous sommes à la veille d'une grande fête (la fête du premier ministre).

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous devrions ajourner.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Très bien.

La séance est levée à 10 h 50.

NOTES

1. Selon *Le Soleil* du 5 mars 1931, à la page 22, M. Cantin a parlé pendant plus d'une heure.

2. *Le Soleil* du 5 mars 1931, à la page 22, parle de l'Europe.

3. Selon *Le Devoir* du 5 mars 1931, à la page 2, M. Taschereau défend cette motion qu'il avait écrite de sa main lorsqu'elle avait été présentée par M. Plante, ainsi que M. Duplessis l'avait "malicieusement" fait observer dans le temps.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

5. Voir note 4.

6. MM. Taschereau et Houde étaient tous deux absents la veille.

7. Voir note 4.

8. Selon *L'Événement* du 5 mars 1931, à la page 8, le projet de loi est adopté, sauf deux articles.

9. *Le Devoir* du 5 mars 1931, à la page 2, parle de \$2,000,000.

10. Selon *Le Devoir* du 5 mars 1931, à la page 2, il s'agit de Maurice Quedrue, ancien commandant de navire français.

11. Le comité se réunit sous la présidence de M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent).

12. Voir note 11.

Séance du jeudi 5 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

**Poursuite contre
J. B. Verdon en vertu
de la loi des véhicules automobiles**

M. Guertin (Hull): 1. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes ou des représentations concernant J. B. Verdon, poursuivi au sujet des articles 26 et 27 de la loi des véhicules automobiles?

2. Dans l'affirmative: *a.* quand; *b.* de qui?

3. Quelle était la nature de ces plaintes et de ces représentations?

4. Qu'a décidé le gouvernement à ce sujet?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. *a.* Le 27 décembre 1930; *b.* de J.-E.-C. Bumbray, avocat, Montréal.

3. Au sujet de la visibilité des plaques à une distance de 100 pieds.

4. Le gouvernement considère que ces dispositions de la loi sont explicites et d'exécution facile.

**Montants versés par les contribuables
et les institutions scolaires pour fins d'éducation**

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Sur les \$16,687,297 qui, d'après l'*Annuaire statistique de Québec*, 1930, page 119, forment, pour l'année 1919-1920, les contributions générales scolaires payées par les contribuables et les institutions scolaires indépendantes subventionnées, quelles sommes d'argent les contribuables et les dites institutions scolaires indépendantes ont-ils payées: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans la cité de Québec; *c.* dans le reste de la province?

2. Même question pour les \$19,771,508 de l'année 1920-1921.

3. Même question pour les \$21,367,788 de l'année 1921-1922.

4. Même question pour les \$22,135,158 de l'année 1922-1923.

5. Même question pour les \$24,141,063 de l'année 1923-1924.

6. Même question pour les \$25,209,251 de l'année 1924-1925.

7. Même question pour les \$25,016,896 de l'année 1925-1926.

8. Même question pour les \$25,823,855 de l'année 1926-1927.

9. Même question pour les \$26,729,566 de l'année 1927-1928.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'état financier des corporations scolaires et les *Statistiques de l'enseignement* contiennent certains détails au sujet des questions ci-dessus, mais, comme il y a plusieurs institutions indépendantes d'enseignement de Québec et de Montréal qui ne font pas de rapport, il nous est impossible de fournir une réponse adéquate à ces questions.

**Montants versés par le gouvernement
pour fins d'éducation**

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Dans les \$19,201,406 qui, d'après l'*Annuaire statistique de Québec*, 1930, page 119, forment le grand total des contributions scolaires pour l'année 1919-1920, quel est le pourcentage des contributions scolaires payées par les contribuables et les institutions indépendantes comparativement aux sommes payées par le gouvernement: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans la cité de Québec; *c.* dans le reste de la province?

2. Même question pour les \$22,122,978 de l'année 1920-1921.

3. Même question pour les \$23,972,197 de l'année 1921-1922.

4. Même question pour les \$25,396,269 de l'année 1922-1923.

5. Même question pour les \$27,917,738 de l'année 1923-1924.

6. Même question pour les \$28,980,668 de l'année 1924-1925.

7. Même question pour les \$28,816,441 de l'année 1925-1926.

8. Même question pour les \$29,807,608 de l'année 1926-1927.

9. Même question pour les \$30,881,878 de l'année 1927-1928.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'état financier des corporations scolaires et les *Statistiques de l'enseignement* contiennent certains détails au sujet des questions ci-dessus, mais comme il y a plusieurs institutions indépendantes d'enseignement de Québec et de Montréal qui ne font pas de rapport, il nous est impossible de fournir une réponse adéquate à ces questions.

Montants payés pour arpentage

M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis le 1^{er} janvier 1920 jusqu'au 18 février 1931: *a.* combien la province a-t-elle payé ou dépensé, à même le crédit du département des Terres et Forêts, pour arpentage; *b.* quel est le montant total de tous les contrats intervenus entre la province et toute personne, compagnie ou corporation, au sujet d'arpentages; *c.* tous les contrats ont-ils été accordés sans demande de soumissions?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. \$3,871,110.52.
2. \$3,472,158.95.
3. Oui.

Motions des députés:

**Anniversaire de l'honorable premier ministre,
M. Taschereau, Montmorency¹**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Un long séjour comme ministre dans le gouvernement de cette province, 17 années déjà, m'a fait échoir une tâche fort difficile, mais dont on s'acquitte toujours avec plaisir. D'autres de mes collègues l'auraient accomplie peut-être en des termes plus appropriés et auraient exprimé plus habilement les sentiments que nous partageons tous. Ils me permettront de dire qu'ils ne sauraient y apporter plus de sincérité, de loyauté et d'admiration. M. l'Orateur, après une carrière longue et réussie au service de sa chère province, l'honorable premier ministre célèbre aujourd'hui le 64^e anniversaire de sa naissance. Je sais, en me levant pour le féliciter, me faire l'interprète de tous mes collègues du cabinet et de cette Chambre, qu'ils siègent à droite ou à gauche.

Membre du Barreau de cette province depuis 42 ans, député à l'Assemblée législative depuis 30 ans, ministre depuis un quart de siècle, premier ministre depuis 12 années, voilà une carrière

remarquable qui suffirait à elle seule pour assurer à l'honorable représentant de Montmorency l'admiration de ses concitoyens.

Pour nous du Parti libéral dont il est le chef distingué, nous lui avons donné le meilleur de nous-mêmes en loyauté et dévouement, parce que nous avons une confiance absolue dans son expérience, sa sagesse, son jugement, sa prévoyance et son courage. Nous lui avons voué davantage: un sentiment de profonde amitié et de franche camaraderie.

Un esprit de travail, d'activité et d'entreprise et, il me permettra bien de le lui dire, une audace qui va jusqu'à la témérité ont fait de lui un véritable chef d'État dont l'autorité incontestée s'est affirmée en maintes circonstances pour le grand bien de sa province.

Traditionaliste par conviction, il a non seulement écrit de l'histoire en marge du beau nom qu'il porte si dignement, mais il a su se faire le défenseur infatigable des meilleures traditions de sa race. Fortement attaché à celles de la famille et connaissant toutes les compensations qu'elle apporte, il a donné à son pays des fils qui lui font honneur.

M. le premier ministre, vous nous permettez d'associer, dans notre pensée et l'expression de ces sentiments, la digne compagne qui, dans votre foyer, vous seconde si bien, et vous voudrez bien lui transmettre l'hommage de notre profond respect et de notre admiration.

Au nom de mes collègues et membres de cette Chambre, je vous offre nos meilleurs vœux de longue vie, de santé et bonheur pour vous et tous les vôtres. Au nom de cette Assemblée que vous dirigez et au nom du Parti libéral, je vous offre l'hommage de notre loyal attachement, le plus profond et le plus sincère.

Nous formulons de tout cœur le souhait que vous puissiez continuer à nous diriger, de façon à parfaire la tâche que vous vous êtes tracée et à laquelle inlassablement vous vous êtes attaché: conserver à notre province le rang qui lui revient et la rendre encore plus belle, plus prospère et plus heureuse.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis heureux de me lever pour seconder une proposition de mon ami l'honorable ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils), avec lequel je n'ai pas souvent le plaisir de m'accorder, et surtout pour dire à l'honorable premier ministre ce que ses adversaires politiques pensent de lui personnellement à l'extérieur du monde politique. Quelqu'un a affirmé que vieillir, c'est encore le meilleur moyen qu'on ait trouvé pour vivre longtemps. Et tous souhaiteront au premier ministre longue vie. Ses adversaires peuvent

avoir leur opinion sur le premier ministre en tant qu'homme public, mais ils se plaisent à reconnaître à l'homme privé de belles qualités. Je crois que la principale caractéristique du premier ministre actuel de notre province comme le ministre des Terres et Forêts l'a si bien dit, est son activité inlassable, son amour dévorant et sa puissance de travail sans bornes. Son activité se manifeste dans tous les domaines. Sans oublier leurs convictions, des adversaires peuvent reconnaître le mérite où il est.

On ne peut que rester confondu quand on sait que le premier ministre est à la fois président du Conseil exécutif et procureur général, charges déjà très lourdes et très importantes. Mais, en plus, le premier ministre préside également au ministère des Affaires municipales, dont l'importance s'accroît de jour en jour, à mesure que le gouvernement contrôle toutes les activités des municipalités de la province. C'est pourquoi, lorsqu'il s'est agi de nommer un trésorier provincial, ministre dont la besogne est ardue et absorbante, puisqu'il lui incombe de découvrir des surplus, la population s'est demandé si le premier ministre ne taxait pas trop lourdement sa capacité de travail en assumant une telle charge. Mais le public s'est rappelé que le gouvernement, à la veille des élections seulement, n'imposait pas de nouvelles taxes. Il était dès lors évident que la nomination du premier ministre comme trésorier provincial ne taxait pas sa capacité de travail.

(Rires)

Chacun se plaît en outre à reconnaître dans le premier ministre un avocat remarquable. Pendant les 42 années où le premier ministre a été avocat, il est devenu l'un des membres les plus éminents du Barreau canadien et, en politique, il a connu le succès, succès qui peut très bien être attribué tant à son habileté qu'à son amour du travail. Je le félicite d'être un des plus brillants avocats non seulement de la province, mais de tout le pays. Je crois que ses succès sont plutôt dus à ses talents et son habileté qui le caractérisent qu'au mérite de la cause qu'il a défendue. Ils lui ont permis de gagner pendant de nombreuses années des mauvaises causes.

(Rires)

Le premier ministre est un modèle, non au point de vue politique, mais par son amour du travail. Et le meilleur souhait qu'on puisse faire à son fils, l'honorable député de Bellechasse, c'est une carrière aussi brillante que celle de son père qui a donné de si beaux exemples à la jeunesse de notre province, lui enseignant l'amour du travail. Je suis particulièrement sensible à l'honneur qui m'est donné d'offrir mes vœux de bonheur au représentant

de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), car c'est sans doute la dernière occasion que j'ai de lui offrir mes souhaits comme premier ministre. J'offre à l'honorable premier ministre mes vœux les plus sincères de bonheur et de prospérité. Souhaitons que longtemps encore nous puissions lui souhaiter longue vie comme chef de l'opposition.

(Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Applaudissements)² Je ne sais trop comment vous remercier, mes chers collègues, de cette manifestation amicale, de cette marque de sympathie si cordiale que j'apprécie si hautement. Elle n'est pas nouvelle, cependant. Tous les ans, vous me témoignez votre amitié.

En voyant cette gerbe de fleurs que vous venez de m'offrir, je sais qu'il y a une rose de plus que l'année dernière, ce qui me rappelle que j'ai vieilli d'un an. Si vous continuez, elle sera trop lourde pour moi. Il y a deux occasions où l'on côtoie les fleurs: quand on les donne et quand on les reçoit. On les donne au printemps de la vie et on les reçoit au commencement de l'automne. J'en ai reçu au printemps, mais je me demande si ce n'est pas à l'automne qu'il est plus agréable d'en recevoir.

(S'adressant à l'honorable M. Mercier fils) Je vous remercie, mon cher collègue, de vos amicales paroles qui s'adressaient surtout aux membres de la Chambre, mais qui ont été entendues par un autre auditoire auquel j'aurais peut-être voulu cacher mon âge. Je remercie du fond du cœur mon bon ami l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) pour ses bonnes paroles. Il ne respecte pas toujours nos principes et nos projets, mais, du moins, il respecte le vieil âge. C'est un sentiment très louable. Celui qui respecte le vieillard sait aussi respecter autre chose. Il (M. Duplessis) a été assez bon pour me souhaiter une longue vie heureuse. J'en suis profondément touché et je pense que son souhait va se réaliser. Si Dieu me prête encore plusieurs années, je serai toujours au service de ma province et de mon foyer.

Je tiens à exprimer ma gratitude à l'honorable ministre des Terres et Forêts pour les bonnes paroles qu'il a adressées à la reine de mon foyer. Si j'ai pu marcher dans la vie et travailler avec tant de plaisir pour ma province, je le dois au foyer si heureux que la Providence m'a donné et j'en souhaite autant à tous les députés de cette Chambre. Je continuerai de donner à Québec, dit-il, le meilleur de mon esprit et de mon cœur.

(Applaudissements)

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'hydroplans, (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932", rapportée du comité des subsides et lue une première fois, vendredi le 27 février dernier, lue une deuxième fois mercredi le 4 mars courant, et dont l'adoption avait été remise, soit maintenant adoptée.

La résolution est adoptée.

École polytechnique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 41 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir le paiement du capital et de l'intérêt du ou des emprunts contractés par la corporation de l'École polytechnique, n'excédant pas en tout cinq cent mille dollars, mentionnés dans l'article 6a de la loi 57 Victoria, chapitre 23, tel qu'édicte par la loi qui accompagne la présente résolution, pourvu que la corporation assure ses édifices pour les trois quarts de leur valeur et transporte au gouvernement les polices constatant ces assurances, et à toutes autres conditions qu'il fixera.

Il s'agit de permettre à l'École de consolider sa dette qui est de \$500,000 et de garantir le paiement du fonds d'amortissement.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) et **M. Duplessis (Trois-Rivières)** posent des questions.

L'honorable M. David (Terrebonne) donne des explications.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 41 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Aide aux victimes de la conflagration à Terrebonne

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 234 modifiant la loi 13 George V, chapitre 7, relativement aux victimes de la conflagration à Terrebonne soit maintenant lu une deuxième fois.

À la suite de la conflagration qui dévasta Terrebonne en 1923, des maisons ont été construites par la municipalité, pour les ouvriers. À cause de la crise, la maison Moody a dû diminuer ses activités et les ouvriers n'ont pu rencontrer leurs paiements. Une somme de \$5,000 a été donnée par le ministre des Travaux publics pour effectuer un règlement. La présente loi a pour but de ratifier le règlement passé et de valider la mesure prise par le conseil qui a versé cette somme au fonds des sinistrés. Actuellement, il y a \$15,000 de dus. Le gouvernement a donné \$15,000 à la ville de Terrebonne pour les victimes de cette conflagration, payable \$5,000 par an.

Le gouvernement a fait un octroi de \$5,000 en 1929. Une partie de la somme a été employée pour l'organisation d'un service de protection contre l'incendie. Mais le gouvernement n'a pas fait de

paiements subséquents parce que le règlement passé par le conseil a été attaqué. Le conseil veut rendre l'argent aux sinistrés et la somme utilisée sera prise à même le fonds du département des Travaux publics pour la protection contre l'incendie. Le règlement municipal avait été attaqué devant les tribunaux à cause de ce virement de fonds.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si la ville de Terrebonne avait eu la protection tarifaire, cela l'aurait aidée aussi bien que la protection pour le feu.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je suis pour la protection tarifaire si elle protège 95 % de la population, même si 5 % en souffre. Mais je ne suis pas en faveur de la protection qui permet à 5 % de s'enrichir et est un fardeau pour 95 % des consommateurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes prêts à aider Terrebonne à se tirer d'embarras.

M. Guertin (Hull) signale le danger que présente un tel principe. Il ne s'oppose pas à ce que l'on vienne en aide aux municipalités, mais désire que l'on ne fasse pas d'exceptions. Il s'élève contre les sous-ministres qui conseillent aux municipalités de ne pas s'occuper des députés locaux en telle ou telle occasion. Cette loi, demande-t-il, est-elle analogue à la loi des logements ouvriers?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette loi ne s'applique pas du tout.

M. Guertin (Hull): D'où est venue l'inspiration pour cette loi?

L'honorable M. David (Terrebonne): L'inspiration est venue d'en haut et ce fut une bonne inspiration.

M. Guertin (Hull): Le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Taschereau) était-il favorable à ce projet? C'est lui qui l'a inspiré?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Si c'est le ministre des Affaires municipales qui a approuvé le projet, l'inspiration n'est pas venue d'en haut.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Arrivé à son siège quelques minutes en retard) Le Très-Haut se sert d'étranges médiums.

L'honorable M. David (Terrebonne): Les membres du conseil municipal de Terrebonne sont venus me voir à plusieurs reprises à ce sujet.

M. Guertin (Hull) parle de logements insalubres et déplore que le gouvernement ne vienne pas en aide à Aylmer. Un traitement similaire, dit-il, aurait dû être accordé à la ville d'Aylmer, qui a été partiellement détruite par un incendie en 1920.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ça va beaucoup mieux, à Aylmer.

M. Guertin (Hull): Non. Je considère que le gouvernement devrait aider davantage la ville d'Aylmer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Devons-nous faire un débat sur Aylmer à propos de Terrebonne?

Je n'ai pas d'objection à parler d'Aylmer, au contraire. Mais, que l'honorable député de Hull fasse une motion et nous aurons le bilan d'Aylmer.

M. Guertin (Hull): Je répète que l'on devrait s'occuper davantage de la ville d'Aylmer.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier pour étude au cours de la présente séance.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 234 modifiant la loi 13 George V, chapitre 7, relativement aux victimes de la conflagration à Terrebonne.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Que les octrois que la ville de Terrebonne reçoit du gouvernement de la province à titre de protection contre l'incendie, pourront être appliqués, en tout ou en partie, au profit des victimes de la conflagration du premier décembre 1922.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 234 modifiant la loi 13 George V, chapitre 7, relativement aux victimes de la conflagration à Terrebonne.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 234 modifiant la loi 13 George V, chapitre 7, relativement aux victimes de la conflagration à Terrebonne.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 170 modifiant la loi du Barreau;
- bill 181 modifiant l'article 361 du Code de procédure civile;
- bill 195 modifiant la loi des cités et villes relativement à la présentation des candidats;
- bill 200 modifiant l'article 2 de la loi des cités et villes.

Déclarations des compagnies et des sociétés

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 237 modifiant la loi des déclarations des compagnies et des sociétés soit maintenant lu une deuxième fois.

Lorsque les femmes sont venues au comité des bills publics l'autre jour, elles nous ont dit que l'amende imposable aux hommes qui ne font pas la déclaration exigée par la loi était de \$100, tandis que

l'amende imposable aux femmes était de \$200. Pour nous conformer à la théorie moderne, nous mettons les femmes sur le même pied que les hommes. Il s'agit d'uniformiser à \$100.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:

Manoir de Montebello

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personne, depuis le 1^{er} janvier 1920, concernant le manoir de Montebello.

Le manoir de Montebello, la plus belle relique du système seigneurial canadien de jadis, doit rester cher au cœur de tout Canadien français à plus d'un titre. Il a été bâti sur la seigneurie de la Petite-Nation par la Compagnie des Cent-Associés, puis a appartenu à Mgr de Laval et au Séminaire de Québec. En 1801, il devint la propriété de M. Joseph Papineau³, puis de son fils Louis-Joseph Papineau, le plus grand tribun canadien-français, l'un des plus généreux défenseurs de nos libertés, le fondateur du Parti libéral actuel dont le premier ministre est le représentant officiel, qui naquit, vécut et mourut au manoir de Montebello dans la demeure de ses ancêtres.

Dans le manoir de Montebello vécut aussi Napoléon Bourassa, l'un des plus grands artistes dont notre race puisse s'enorgueillir. Il y avait son atelier; il y construisit une chapelle. Et ce manoir, situé merveilleusement sur la rive de l'Outaouais, reste sans contredit le plus beau monument d'une époque splendide de notre histoire.

Aujourd'hui, le manoir est devenu un club appartenant à la compagnie Lucerne-in-Québec. Pour être membre du club, il faut payer \$2,500. Sans cela, impossible d'aller visiter ce manoir et le tombeau de Louis-Joseph Papineau, impossible d'aller visiter et d'admirer l'atelier de Napoléon Bourassa, impossible d'aller se retremper à ce monument historique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. Beatty⁴, du C.P.R., n'est-il pas président de cette compagnie?

M. Blain (Montréal-Dorion): Oui, maintenant.

L'honorable M. David (Terrebonne): Vous dites que la propriété appartenait à la famille Papineau...

M. Blain (Montréal-Dorion): Je le crois.

L'honorable M. David (Terrebonne): À quelle branche?

M. Blain (Montréal-Dorion): Je ne le sais pas.

L'honorable M. David (Terrebonne): La branche américaine, je crois.

M. Blain (Montréal-Dorion): Or, le 23 septembre 1929, la famille Papineau fut acculée à la vente par licitation, et le manoir Montebello était vendu par licitation forcée au prix de \$70,000. Quelque temps après, une délégation composée de citoyens importants se présentait chez le premier ministre pour lui demander d'intervenir et de faire acheter le manoir Montebello par la province. Et le premier ministre répondit: "Je crois que vous appelez le médecin bien trop tard. Cette affaire de Montebello me cause beaucoup d'ennuis. Je vais démissionner comme directeur de Lucerne-in-Québec." Un délégué lui répondit: "On n'exige pas cela de vous. S'il est vrai que les membres du ministère acceptent d'être directeurs de grandes compagnies commerciales pour mieux défendre les intérêts canadiens-français, le cas de Montebello exige que vous reteniez votre poste de directeur."

Le 17 décembre 1929, le Cercle catholique des voyageurs de commerce de Hull avait demandé au premier ministre de ne pas laisser tomber le manoir de Montebello entre des mains étrangères et, en 1924, le district de Hull lui avait présenté la même

requête qui n'avait pas été prise sérieusement en considération. Et le premier ministre répondait le 31 octobre 1929: "Le manoir a été vendu par licitation; le gouvernement ne pouvait pas l'acheter, car la Législature n'avait ni autorisé l'achat de cette propriété, ni voté le montant nécessaire pour en faire l'acquisition." Le premier ministre a aussi répondu dans une autre lettre, à peu près dans les mêmes termes et ajoutait: "Il est réellement malheureux que cette question n'ait pas été reprise au cours de la dernière session où il aurait été possible de faire quelque chose. J'en suis chagrin, car je sais que beaucoup des nôtres s'intéressent à la conservation du manoir." (17 septembre 1929)

Le premier ministre ne peut invoquer comme excuse qu'on n'ait pas fait plus tôt les représentations nécessaires au gouvernement. Car, dès 1920, une requête avait été présentée au gouvernement, et de nombreuses requêtes se sont suivies de 1920 à la date de la vente, le 23 septembre 1929. À toutes les requêtes, on n'a répondu que par des zéros. Comme dit Topaze⁵, c'étaient tous des zéros.

Au début de l'année 1920, la famille Papineau fait savoir au gouvernement par M. Walter Molson que le manoir de Montebello, sa merveilleuse bibliothèque, son ameublement et ses dépendances doivent être mis en vente par licitation, afin de protéger les intérêts de certains héritiers mineurs. Il se produisit alors un grand émoi dans la région de Montréal à l'idée que cette propriété historique par excellence pût passer en des mains étrangères. La famille a été priée instamment de surseoir à la vente afin d'y intéresser les autorités provinciales.

Le 10 février 1920, MM. Alexandre Lacoste⁶, l'abbé Lionel Groulx, Victor Morin, l'abbé Adélard Desrosiers, Louis-Olivier Taillon, ancien premier ministre, le sénateur Raoul Dandurand⁷, le sénateur Frédéric-Liguori Béique⁸, J. Disaillon, Anatole Vanier, président de l'A.C.J.C., Henri Gérin-Lajoie⁹, Émile Hébert, du Pacifique Canadien, et Joseph Quintal, président de la Chambre de commerce de Montréal, présentent une requête à Sir Lomer Gouin pour que la province fasse œuvre patriotique en acquérant le manoir et son contenu, à titre de propriété nationale. Il allait être vendu par licitation.

Le 23 février 1920, Sir Lomer Gouin envoya M. A.-T. Charron, actuellement assistant sous-ministre de l'Agriculture à Ottawa, précédemment à l'emploi de feu Joseph-Édouard Caron, pour visiter le domaine au nom du gouvernement. M. Charron fit rapport à l'honorable M. Caron, ancien ministre de

l'Agriculture, que le manoir devrait être conservé intact à cause de sa valeur historique et de la beauté incomparable du site, mais ne pouvait être utilisé comme ferme expérimentale.

Le 21 juillet 1920, la supérieure générale des Sœurs Grises de la Croix d'Ottawa suggère au gouvernement (M. Taschereau, premier ministre) de convertir le manoir en musée. En 1921, un syndicat, ayant à sa tête M. Walter Molson, a fait l'offre au premier ministre de vendre à la province la propriété.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Dans quel mois de 1921?

M. Blain (Montréal-Dorion): En novembre 1921. Le 19 février 1922, le gouvernement est officiellement informé par Walter Molson and Co. que la famille Papineau, qui évaluait la propriété de Montebello à \$100,000, consentirait à la vendre à la province pour \$65,000, et la bibliothèque, pour \$6,000. Il y avait une condition, c'était que le tout serait entretenu et considéré comme propriété nationale et la chapelle devait être préservée.

Et M. Molson ajoutait: "Allez-vous, Monsieur, laisser échapper de nos mains ce dernier manoir seigneurial resté intact avec tout ce qu'il contient et les souvenirs qui s'y rattachent? C'est la souveraineté morale et intellectuelle de la province de Québec se dressant là en face de l'Ontario, à deux pas de la capitale." Cette information était donnée au premier ministre au moment même où M. le sénateur Louis-Olivier David et M. le juge Gonzalve Désaulniers menaient une vigoureuse campagne de presse, dans le *Canada*, journal ministériel, contre la disparition des livres de la fameuse bibliothèque de Louis-Joseph Papineau, offerte en bloc au gouvernement depuis plusieurs mois au prix de \$4,000. Et, le 4 mars 1922, la fameuse bibliothèque tombait sous le marteau de l'encanteur. Livres, journaux, pamphlets, manuscrits de la période de nos luttes constitutionnelles, collections de raretés à nulle autre pareille furent éparpillés aux quatre vents du ciel. Le premier ministre Taschereau ayant refusé d'agir et d'acheter la bibliothèque au prix de \$4,000 pour la province, les bibliophiles américains accoururent à Montréal pour acheter les meilleures pièces inscrites au catalogue de vente. Cette vente rapporta \$10,000.

Et, le 21 mars 1922, 15 jours après la dispersion de la bibliothèque, la loi 12 George V, chapitre 30, donnant naissance à la Commission des monuments historiques était sanctionnée, ce qui rassura un peu le public qui croyait que le

gouvernement, pris de honte ou de remords, voulait au moins sauvegarder la demeure et la tombe de Papineau.

Le 27 mars 1922, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal émet le vœu que le gouvernement provincial achète le manoir et l'affecte à la création d'un musée régional à la mémoire du patriote Louis-Joseph Papineau.

Le 12 mai 1923, une centaine de personnes, l'élite du monde social et intellectuel de Montréal, envoient une requête au secrétaire provincial pour lui rappeler délicatement les activités de son honorable père pour conserver vivant chez le peuple le souvenir des périodes difficiles de notre histoire.

Le 23 juin 1924, les comtés de Papineau, de Labelle, de Hull et de Deux-Montagnes envoient chacun une requête au premier ministre Taschereau. Ces requêtes portent les signatures de curés, marguilliers, maires, conseillers municipaux, descendants des anciennes familles établies dans la région par les soins de la famille Papineau. Une autre requête fut adressée à l'honorable premier ministre, signée par de nombreux personnages. Il (M. Blain) lit tous les noms. Le dernier est celui de Mlle Idola Saint-Jean¹⁰.

(Applaudissements)¹¹

Une voix: Qu'est-ce qu'elle a dit?

M. Blain (Montréal-Dorion): Mais ces requêtes, comme toutes les précédentes, sont restées lettre morte. De son côté, le 16 juin 1924, l'Union Saint-Joseph du Canada, conseil no 15, Buckingham, Québec, demandait au gouvernement provincial d'acheter le manoir pour le garder comme monument historique. Comment, après tant de requêtes, de demandes, le premier ministre pouvait-il alléguer qu'on aurait dû en parler plus tôt? Qu'est-ce que le gouvernement provincial a fait alors de toutes ces requêtes autorisées?

Après neuf années d'attente vaine, la famille Papineau a été acculée à une licitation, et la Cour a fixé la date de la vente au 23 septembre 1929, à un prix minimum de \$70,000, plus les frais. À cette nouvelle, l'honorable Thomas Chapais¹², le grand historien de nos luttes constitutionnelles, dans une lettre pressante au premier ministre, l'invite à faire son devoir, c'est-à-dire assurer la propriété du manoir à la province. La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, la Société Saint-Jean-Baptiste de Hull, le Conseil central des syndicats catholiques nationaux de l'archidiocèse d'Ottawa, dans les huit jours qui ont précédé la vente, ont écrit dans le même

sens au premier ministre, (16, 21 et 23 septembre). Le 17 septembre 1929, le Cercle catholique des voyageurs de commerce de Hull avait aussi écrit au premier ministre dans le même sens.

Ainsi donc, le premier ministre avait été prié de tous les côtés, et depuis neuf ans, d'agir et d'acheter, et la bibliothèque et le manoir. Mais le premier ministre a toujours fait la sourde oreille. Le 23 septembre 1929, le manoir, ses dépendances, la seigneurie de la Petite-Nation étaient vendus aux enchères et devenaient la propriété d'un syndicat de financiers américains représentés à la vente par un M. Saddlemire, le seul enchérisseur, au prix de \$71,030.

Le 4 octobre suivant, le Syndicat obtenait ses lettres patentes de Québec. Et le syndicat affichait aussitôt le nom du premier ministre à la tête de la direction de leur entreprise commerciale couvrant 80 milles carrés, dont le manoir de Montebello. Et le manoir de Montebello a été transformé en club pour les seigneurs de Lucerne-in-Québec, avec salle de danse, taverne, rendez-vous de fins de semaine. Le 18 octobre 1929, MM. Victor Morin et W. D. Lighthall, deux des membres de la Commission des monuments historiques de la province de Québec, expriment leur regret que le manoir de Montebello n'ait pu être acquis au domaine national pour en assurer la parfaite conservation. Ils sont d'avis que l'occupation de cette propriété par des étrangers est de nature à en modifier essentiellement le caractère.

M. A.-T. Charron, sous-ministre de l'Agriculture, déplore que le manoir ne soit pas aux mains de l'État. La Canadian Historical Association, fédération de toutes les sociétés historiques des neuf provinces du Canada, le 30 novembre 1929, exprime son étonnement et trouve tout à fait regrettable que l'on n'ait fait aucune démarche pour garder au pays le manoir historique de Montebello.

Et, il faut ajouter aussi les protestations de M. Rodolphe Lemieux, des sénateurs Belcourt et Poirier, du juge Thibodeau Rinfret, de Sir Robert Borden, de M. Charles Marclé, de M. J. De L. Taché, bibliothécaire à Ottawa.

Et l'on peut lire les édifiantes réclames de Lucerne-in-Québec que l'hôtellerie "has inviting nooks where intimate friends may enjoy their tête-à-tête". En fait, la chambre où mourut Papineau est l'un de ces petits salons particuliers. Et ce domaine historique est maintenant fermé à quelques riches Américains car, pour y pénétrer, il faut être membre du club au coût de \$2,500. Et l'on se sert de la sépulture de Papineau comme réclame commerciale, au point qu'aux funérailles du sénateur Dessaulles¹³,

la famille Papineau réunie a protesté contre la profanation qui est faite de la sépulture de Papineau, cette publicité de la dernière inconvenance.

Et, ce qui impressionne mal l'opinion publique, c'est que l'honorable premier ministre a été nommé directeur de Lucerne-in-Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Quels étaient les autres directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): Nommez-les tous.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Pourquoi me nommer en particulier?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Est-ce qu'on ne pourrait pas connaître toute la liste des autres directeurs?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nommez donc tous les directeurs. Pourquoi nommer seulement mon nom?

M. Blain (Montréal-Dorion): Parce que c'était au premier ministre qu'on s'était adressé pour que la province conservât le manoir. Les autres directeurs n'étaient pas premiers ministres. Je les nommerai tout à l'heure. Dans ses annonces, la compagnie Lucerne-in-Québec dit que les membres du club ont 80,000 acres à leur disposition pour faire la chasse et la pêche.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Combien d'acres appartenaient à la famille Papineau? Il me semble que la compagnie en a acheté d'autres propriétés.

M. Blain (Montréal-Dorion): D'après le rapport de M. Charron, il y avait 700 acres de terre autour du manoir. Le reste a été acquis de résidents de l'endroit.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
C'est ce que je pensais.

M. Blain (Montréal-Dorion): La compagnie montre tous les avantages qu'offrent le club et l'hôtellerie, des sports, des amusements de toutes sortes. Et l'on danse sur la tombe de Papineau, l'on a fait un club et des salons où tout est permis dans l'atelier de Napoléon Bourassa, dans la demeure de Papineau, pour les week-ends des Américains.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Et, autres choses aussi que je n'ose dire ici.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): N'oubliez pas les noms des directeurs.

M. Blain (Montréal-Dorion): Les directeurs étaient l'honorable sénateur Frédéric-Liguori Béique, M. Sothermayer, M. Edward Wentworth Beatty, l'honorable Louis-Alexandre Taschereau, Sir Charles Gordon¹⁴, Sir Herbert Holt, etc. Oh! J'admets que ce sont des financiers éminents.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas moi!

M. Blain (Montréal-Dorion): M. Sothermayer ayant voulu faire de Lucerne un Coney Island, il a été remplacé par l'honorable M. Charles Dunning¹⁵. Je n'insisterai pas davantage. L'honorable Adélard Turgeon¹⁶, président de la Commission des monuments historiques, a lui-même protesté en 1924. Le bureau de direction comprenait des noms considérables; et d'ailleurs, M. Saddlemire n'a pas suivi les intentions des directeurs. Il a fait de Montebello une sorte de Parc Dominion. Les journaux ont jeté les hauts cris, mais le manoir historique est devenu un endroit où l'on s'amuse à l'américaine.

Et c'est dans Lucerne-in-Québec, dont le premier ministre est directeur, qu'on travaillait le dimanche, malgré la loi, pour traiter la transformation. On y a vu profaner le tombeau de Papineau pendant que l'on y travaillait. On en a enfoncé la porte. On a jeté les murs par terre pour, d'après les annonces, faire des petits salons. On y danse à côté de l'endroit où les membres de la famille Papineau sont enterrés. C'est presque une violation de domicile.

Enfin, comme l'a dit l'honorable sénateur Chapais, notre grand historien, et c'est par cela que je termine, on y profane un sanctuaire historique des plus précieux.

(Applaudissements à gauche)

M. Lahaie (Papineau) félicite son collègue de Montréal-Dorion (M. Blain) d'avoir attiré l'attention de la Chambre sur ce sujet, et il fait remarquer que dans la grande campagne de publicité, on a annoncé le "manoir historique de Montebello". De plus, tous les citoyens peuvent se rendre sur les lieux. Personne n'a jamais été empêché de visiter le tombeau de Papineau. Il n'est pas à ma connaissance que le tombeau de Papineau est profané. Grâce à l'organisation de la compagnie de Lucerne, ce manoir

historique est connu maintenant dans le monde entier.

La population de la région est heureuse que l'on ait réussi à attirer des touristes de ce côté. Toute la population du comté de Papineau a été satisfaite de cette transformation et de la transaction qui a donné du relief au manoir Papineau. Montebello n'a pas tout perdu de son cachet historique. On a dépensé \$1,000,000 déjà pour le plus grand bénéfice du comté et on en dépensera encore pour embellir. En conclusion, j'espère qu'il se fera d'autres organisations comme celle-ci pour rendre notre province plus intéressante encore.

(Applaudissements à droite)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'aurais désiré avoir plus de temps à ma disposition pour mieux préparer certaines remarques que je veux faire au sujet du manoir de Montebello, au point de vue historique. Je laisserai de côté le fait que l'honorable premier ministre ait été directeur de la compagnie Lucerne-in-Québec pendant quelque temps. Je tenais seulement à signaler l'esprit inquiétant qui a présidé à cette profanation. Nous savons quel rôle a joué Papineau, dans la province et dans le pays, quelles batailles il a soutenues pour nos droits, et quelle vénération notre race a gardée pour Papineau, malgré les écarts qu'il a pu commettre.

Lorsque le manoir historique a été transformé, la Société des sites et monuments historiques existait. Le président avait demandé au gouvernement de préserver ce monument où nous pouvions aller retremper notre patriotisme. Un bâtiment tel que la vieille maison Papineau devrait être préservé, non pas pour les touristes américains, mais pour les Canadiens français.

Mais le gouvernement provincial a passé outre, ainsi qu'aux recommandations de personnages distingués qui voulaient garder à notre province ce témoignage d'un temps héroïque, afin que non seulement les touristes, mais tous ceux de notre race puissent aller s'y inspirer, réchauffer leur patriotisme et puiser le courage nécessaire pour les luttes qui s'annoncent.

Je le répète, l'absence d'initiative du gouvernement à ce sujet montre qu'il existe un état d'esprit qui jette l'anxiété chez ceux qui parmi nous, et ils sont nombreux, restent encore imbus de sentiments patriotiques en cette province, grâce à Dieu.

Si nous ne prenons pas un soin jaloux pour conserver aux générations d'aujourd'hui et de demain quelques-uns de ces endroits historiques, témoins de la vie de nos grands hommes, où

pourront-elles aller puiser le courage? Si nous ne pouvons garder devant les yeux de nos enfants le témoignage des luttes des ancêtres, je crains que notre race perde peu à peu son caractère et ne puisse jouer le rôle qui lui est confié en ce pays. Elle communiera de moins en moins avec le passé et les ancêtres.

Si nous n'avons pas les lieux où l'histoire a été vécue, nous n'avons plus le souvenir de ces grandes âmes qui nous ont conquis nos libertés et d'autres dont nous jouirons. Et c'est cet état d'esprit que je trouve déplorable. Si les sites qui sont les témoignages de notre histoire disparaissent, si nous ne lisons plus l'histoire qu'à travers les manuels, sans aller retremper notre âme aux endroits où nos grands hommes ont vécu et combattu, nous aurons peine à en conserver le souvenir vivant.

Je félicite l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain) d'avoir soulevé cette question. Il n'y a peut-être pas d'endroit qui a un cachet plus historique que ce manoir de Montebello. Je regrette de ne pas trouver en ce moment les paroles qui conviennent. J'aurais voulu que les illustres personnages qui ont vécu dans ce manoir reçoivent du chef de l'opposition un hommage plus éloquent, par les sentiments tout au moins, que celui que je viens leur rendre. Il demande au gouvernement de ne plus répéter la même erreur dans des cas identiques, alors que le gouvernement sera appelé à protéger un endroit historique.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne):

M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (l'honorable M. Leduc), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

Questions et réponses:

Transactions bancaires du gouvernement

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. Quelles sommes d'intérêts le gouvernement a-t-il payées aux banques sur emprunts temporaires: *a.* en 1925-1926; *b.* 1926-1927; *c.* 1927-1928; *d.* 1928-1929; *e.* 1929-1930; *f.* depuis le 1^{er} juillet 1930?

2. Quelles sommes d'intérêts le gouvernement a-t-il payées aux banques sur les avances qu'elles lui ont faites: *a.* en 1925-1926; *b.* 1926-1927; *c.* 1927-1928; *d.* 1928-1929; *e.* 1929-1930; *f.* depuis le 1^{er} juillet 1930?

3. Quels taux d'intérêt les banques ont-elles chargés sur ces avances?

4. Quels taux d'intérêt les banques allouent-elles au gouvernement sur ses dépôts courants?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. *a.* \$103,082.19; *b.* \$13,630.51; *c.* \$18,287.58; *d.* \$4,098.36; *e.* \$904.20; *f.* \$1,233.

2. *a.* \$167,010.49; *b.* \$220,125.79; *c.* \$223,736.80; *d.* \$19,308.29; *e.* \$87,285.84; *f.* \$124,267.81.

3. 5 % à 5½ % par année.

4. 3 % par année.

Scellés au Département du trésor

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. Des scellés ont-ils été apposés sur certaines voûtes, chambres, bureaux ou pièces du Département du trésor, depuis le 1^{er} juillet 1929?

2. Dans l'affirmative: *a.* par qui; *b.* à la demande de qui; *c.* pour quels motifs?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui, sur la voûte.

2. *a.* par les inspecteurs; *b.* du sous-trésorier de la province; *c.* en attendant la vérification des valeurs mobilières.

Surintendant de l'Instruction publique

M. Blain (Montréal-Dorion): Le gouvernement a-t-il l'intention d'abolir la charge de surintendant de l'Instruction publique et de confier ces fonctions au secrétaire de la province?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Non. Le gouvernement n'y a jamais pensé.

Emprunts temporaires du gouvernement

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quels emprunts temporaires le gouvernement a-t-il contractés depuis le 1^{er} juillet 1920, avec indication dans chaque cas: *a.* du montant emprunté; *b.* de la date de l'emprunt; *c.* du banquier qui l'a consenti; *d.* de l'intérêt stipulé; *e.* de la date où il a été remboursé; *f.* des fins particulières pour lesquelles il a été contracté?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

(Voir le tableau à la page suivante)

<i>Montant</i>	<i>Date de l'emprunt</i>	<i>Banquier</i>	<i>Date des remboursements</i>	<i>Raison</i>
1,000,000	Juin 29, 1921	Banque de Montréal	Juil. 18, 1921	Dans chaque cas, ces emprunts ont été contractés pour faire face à l'insuffisance du revenu consolidé, provenant de dépenses au compte du capital pour lesquelles le droit d'emprunt n'a pas été exercé.
1,000,000	Juin 29, 1921	Banque de Montréal	Août 18, 1921	
1,000,000	Juin 27, 1924	Banque de Montréal	Juil. 8, 1924	
2,000,000	Juin 27, 1924	Banque de Montréal	Août 30, 1924	
2,000,000	Juin 27, 1924	Banque d'Hochelaga	Oct. 30, 1924	
1,000,000	Juin 30, 1925	Banque de Montréal	Juil. 7, 1925	
1,500,000	Juin 30, 1925	Banque de Montréal	Sept. 1, 1925	
2,000,000	Juin 30, 1925	Banque Canadienne Nationale	Sept. 30, 1925	
1,000,000	Nov. 7, 1925	Banque Canadienne Nationale	Janv. 7, 1926	
1,000,000	Nov. 7, 1925	Banque Canadienne Nationale	Fév. 8, 1926	
1,000,000	Nov. 7, 1925	Banque de Montréal	Janv. 7, 1926	
2,000,000	Nov. 7, 1925	Banque de Montréal	Fév. 8, 1926	
1,500,000	Juin 29, 1926	Banque de Montréal	Juil. 2, 1926	
3,500,000	Juin 29, 1926	Banque de Montréal	Juil. 9, 1926	
500,000	Juin 29, 1926	Banque de Montréal	Juil. 29, 1926	
4,000,000	Juin 29, 1926	Banque Canadienne Nationale	Juil. 9, 1926	
500,000	Juin 29, 1926	Banque Canadienne Nationale	Juil. 29, 1926	
2,000,000	Juin 29, 1927	Banque Canadienne Nationale	Juil. 4, 1927	
875,000	Juin 29, 1927	Banque Canadienne Nationale	Juil. 11, 1927	
500,000	Juin 29, 1927	Banque Canadienne Nationale	Juil. 13, 1927	
1,500,000	Juin 29, 1927	Banque de Montréal	Juil. 4, 1927	
875,000	Juin 29, 1927	Banque de Montréal	Juil. 13, 1927	
1,000,000	Juin 29, 1927	Banque de Montréal	Sept. 30, 1927	
2,500,000	Juin 30, 1928	Banque de Montréal	Juil. 6, 1928	
2,500,000	Juin 30, 1928	Banque Canadienne Nationale	Juil. 6, 1928	
1,000,000	Juin 29, 1929	Banque Canadienne Nationale	Juil. 2, 1929	
1,000,000	Juin 29, 1929	Banque de Montréal	Juil. 2, 1929	
3,000,000	Juin 30, 1930	Banque de Montréal	Juil. 3, 1930	

**Achat d'obligations de la province
par la Commission des liqueurs de Québec**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): À quelle date la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle acheté des obligations de la province pour une somme de \$1,243,906.25?

2. De qui a-t-elle acheté ces obligations et par l'intermédiaire de qui?

3. Quel prix a-t-elle payé pour chacune de ces obligations?

4. Quelles sont ces obligations?

5. La Commission est-elle encore en possession de toutes ces obligations?

6. Dans le cas où la Commission ne serait plus en possession de ces obligations: *a.* quand les a-t-elle vendues; *b.* à qui; *c.* à quel prix?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 10 février 1930, \$750,000 et 8 avril 1930, \$400,000.

2. \$750,000 de McLeod, Young, Weir, & Co., Montréal et \$400,000 de A. E. Ames & Co. Ltd., Montréal. Ces deux achats ont été autorisés par l'honorable A. R. McMaster, trésorier de la province.

3. \$750,000, à 107³/₁₆ et l'intérêt accru; \$400,000, à 110 et l'intérêt accru.

4. Obligations de la province de Québec à 5 % exemptes des droits sur les successions, dues le 15 mars 1943.

5. Non.

6. Ayant été achetées par le Département du trésor, des obligations nous ont été remises, pour le prix qu'elles ont coûté, le 12 mai 1930.

**A. P. B. Williams,
assistant-trésorier de la province**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Quelle était l'occupation de M. A. P. B. Williams avant de devenir l'assistant-trésorier de la province?

2. En quelle qualité M. Williams a-t-il reçu \$1,283.33 d'honoraires, du 1^{er} janvier 1930 au 31 janvier 1931, ainsi qu'il est dit dans une réponse du 18 février 1931?

3. En quels endroits et à quelles dates M. Williams a-t-il fait les voyages au sujet desquels la province lui a payé \$1,129.10 pour dépenses de voyage, du 1^{er} janvier 1930 au 31 janvier 1931?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Courtier de placements.

2. \$200, administration des licences de mariages; \$1,083.33, comme commissaire en vertu de la loi des droits sur les successions, S.R.Q., 1925, chapitre 29, article 14, paragraphe 10.

3. (Voir la liste ci-dessous)

Montréal, aller et retour:	10 au 13 janvier 1930
Montréal, aller et retour:	17 au 20 janvier 1930
Montréal, aller et retour:	24 au 27 janvier 1930
Montréal, aller et retour:	31 janvier au 3 février 1930
Montréal, aller et retour:	7 au 10 février 1930
Montréal, aller et retour:	14 au 17 février 1930
Montréal, aller et retour:	21 au 25 février 1930
Montréal, aller et retour:	28 février au 3 mars 1930
Montréal, aller et retour:	7 au 10 mars 1930
Montréal, aller et retour:	14 au 17 mars 1930
Montréal, aller et retour:	28 au 31 mars 1930
Montréal, aller et retour:	4 au 7 avril 1930
Montréal, aller et retour:	11 au 14 avril 1930
Montréal, aller et retour:	17 au 22 avril 1930
Montréal, aller et retour:	25 au 29 avril 1930
Montréal, aller et retour:	2 au 5 mai 1930
Montréal, aller et retour:	9 au 12 mai 1930
Montréal, aller et retour:	16 au 19 mai 1930
Montréal, aller et retour:	23 au 26 mai 1930
Montréal, aller et retour:	30 mai au 4 juin 1930
Montréal, aller et retour:	6 au 9 juin 1930
Montréal, aller et retour:	13 au 16 juin 1930
Montréal, aller et retour:	20 au 25 juin 1930
Montréal, aller et retour:	27 au 30 juin 1930
Montréal, aller et retour:	4 au 7 juillet 1930
Montréal, aller et retour:	11 au 14 juillet 1930
Montréal, aller et retour:	17 au 20 juillet 1930
Montréal, aller et retour:	25 au 28 juillet 1930
Montréal, aller et retour:	1 ^{er} au 4 août 1930
Montréal, aller et retour:	12 au 15 septembre 1930
Montréal, aller et retour:	19 au 22 septembre 1930
Montréal, aller et retour:	26 au 29 septembre 1930
Montréal, aller et retour:	3 au 6 octobre 1930
Montréal, aller et retour:	10 au 13 octobre 1930
Montréal, aller et retour:	17 au 20 octobre 1930
Montréal, aller et retour:	24 au 27 octobre 1930
Montréal, aller et retour:	31 octobre au 4 novembre 1930

Montréal, aller et retour:	14 au 17 novembre 1930
Montréal, aller et retour:	21 au 24 novembre 1930
Montréal, aller et retour:	28 nov. au 1 ^{er} décembre 1930
Montréal, aller et retour:	5 au 9 décembre 1930
Montréal, aller et retour:	12 au 15 décembre 1930
Montréal, aller et retour:	19 au 22 décembre 1930
Montréal, aller et retour:	23 au 29 décembre 1930
Montréal, aller et retour:	31 déc. 1930 au 12 janvier 1931
Montréal, aller et retour:	16 au 19 janvier 1931
Montréal, aller et retour:	23 au 26 janvier 1931

**Nombre d'agriculteurs
en 1930**

M. Blain (Montréal-Dorion): Combien y avait-il d'agriculteurs dans la province en 1930?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Cent quarante-trois mille deux cent cinquante-neuf, d'après les rapports municipaux reçus au cours de l'année 1930.

**Automobiles
au ministère de l'Agriculture**

M. Renaud (Laval): 1. Combien le ministère de l'Agriculture a-t-il dépensé à date pour achats, réparations et entretien d'automobiles?

2. Quel est le nombre d'automobiles appartenant au ministère de l'Agriculture?

3. Ces automobiles sont-elles réparées au garage de la pépinière de Deschambault?

4. Qu'ont coûté: *a.* l'entretien; *b.* les réparations pour l'exercice finissant le 30 juin?

5. Même question depuis le 1^{er} juillet 1930 à date?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. \$693,508.40 (depuis 1917).

2. 101.

3. Oui.

4. *a.* \$32,715.37; *b.* \$11,521.17.

5. *a.* \$31,230.30; *b.* \$9,484.78.

**Commission métropolitaine
de Montréal**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 82 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois.

Succession Arthur Roy

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 92 concernant la succession de feu Arthur Roy. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 137 concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Trois-Rivières. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada

M. Smart (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 132 reconnaissant The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Smart (Westmount) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 178 modifiant le Code de procédure civile relativement aux examens préliminaires.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 45

Code de procédure civile, examens préliminaires

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 178 modifiant le Code de procédure civile relativement aux examens préliminaires. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Ruisseau Jackwood à Saint-Jean

M. Bouthillier (Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jackwood.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bouthillier (Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Montréal

Un député pour M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 93 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous pouvons attendre le parrain du bill.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Qui est-il?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le Dr Lemieux (Gaspé).

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il est absent? Prière au *Soleil* de le mentionner¹⁷.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
C'est le mauvais exemple.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Importation des produits russes
et propagande bolchévique**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 26 février dernier, sur la motion proposée le même jour par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David):

Que cette Chambre, dans le but de protéger le développement rationnel de nos ressources naturelles et, par là, nos ouvriers et nos cultivateurs, exprime le vœu que le gouvernement fédéral prohibe l'importation en Canada des produits russes qui font concurrence à ceux de notre pays;

Que cette Chambre exprime également l'opinion que la propagande bolchévique en Canada est de nature à nuire à l'esprit d'ordre et de respect des lois civiles et religieuses qui caractérise notre population.

M. Blain (Montréal-Dorion): La motion présentée l'autre jour par l'honorable secrétaire provincial (M. David) a deux objets: prévention de l'importation des produits russes, et expression d'opinion au sujet de la propagande bolchévique en Canada.

Il y aurait beaucoup à dire à ce sujet, mais nous devons avant tout jeter un regard de ce côté-ci de la frontière pour voir s'il n'y a pas un peu de responsabilité de votre part.

À Montréal, nous avons vu arriver le charbon, les fourrures et le bois russes. Le bois passait par Sorel et était dirigé vers Portland. C'est à l'aide d'un tarif spécial sur les chemins de fer que l'on a favorisé l'entrée du bois russe au pays, pendant qu'un tarif élevé était maintenu sur le bois de notre province. Cela s'est fait avec la bienveillance de la Commission des chemins de fer. Certaines compagnies ont favorisé l'entrée du bois russe, comme, par exemple, la Northern Development.

Cette propagande russe a été entreprise en vertu du plan quinquennal qui réussira certainement si tous les pays n'imitent pas l'exemple du Canada qui vient de prendre une attitude ferme sur cette question. C'est par suite du "dumping" que l'on a privé nos propres ouvriers d'aller dans les chantiers au cours de l'hiver dernier. Si nous favorisons cette politique, il arrivera que nous aurons un trop grand

nombre de sans-travail parmi lesquels il sera facile de faire de la propagande. Il faut toujours se souvenir que "ventre affamé n'a point d'oreilles".

Il nous faut faire face à ce plan, afin que notre population ouvrière ne soit pas portée à suivre la politique de Lénine et de Trotsky qui veulent se mettre dans la tête que l'ouvrier peut se passer du capitaliste.

Y a-t-il du bolchévisme chez nous? Je le crois car nous avons eu des manifestations à Montréal. Heureusement, les autorités ont su sévir à temps, et j'espère qu'elles continueront à faire leur devoir, et à déporter les étrangers qui viennent semer la discorde chez nous. Y a-t-il une semence de bolchévisme et d'où vient-elle? Je n'hésite pas à déclarer que quand les gouvernements ne font pas leur devoir et n'appliquent pas les lois avec justice, ils font une semence de bolchévisme.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Le gouvernement d'Ontario fait-il son devoir?

M. Blain (Montréal-Dorion): Je ne fais pas le procès d'Ontario.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Il y a des bolchévistes en Ontario?

M. Blain (Montréal-Dorion): Oui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Alors!

M. Blain (Montréal-Dorion): En Russie, on s'est plaint du tsarisme qui maltraitait le paysan. Dans notre province, le gouvernement faisait appel au bolchévisme, par exemple au Lac-Saint-Jean, lorsqu'il laissait une compagnie puissante violer la propriété privée, et qu'au lieu de défendre la propriété, il légalisait cette violation. Si les cultivateurs de cette région n'obtiennent pas raison, ils finiront par faire une semence de bolchévisme.

En Russie, si une personne murmure, elle est emprisonnée. Ici, le gouvernement fait appel au bolchévisme quand il arrête les gens sans mandat dans les propriétés privées, perquisitionne en pleine nuit chez les gens honnêtes, quand il abolit les libertés populaires et quand il se sert de sa population pour des fins arbitraires et de fanatisme politique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
On entre dans les "polls".
(Rires)

M. Blain (Montréal-Dorion): On pénètre chez un citoyen assez respectable pour ne pas se servir de la boisson de la Commission des liqueurs.

(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est de l'eau de Rita.

M. Blain (Montréal-Dorion): C'est plutôt de l'eau de Riga. Je conseillerais à ceux qui ne peuvent digérer ces remarques d'en prendre un peu.

(Rires)

Des gens ont été emprisonnés pendant plusieurs années à cause des amendements apportés à l'*habeas corpus*.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, un membre de la Chambre n'a pas le droit de discuter une loi sans en demander le rappel. Que l'honorable député procède régulièrement!

M. Blain (Montréal-Dorion): Je dis que l'*habeas corpus* a été supprimé. C'est un fait. La police est plus active dans ces cas. On la trouve aussi quand il y a des élections. Vingt meurtriers manquent à l'appel et on ne les a pas retrouvés. Dans ces cas, il y a des rumeurs qui font tort à des personnes respectables, et nous entendons certains murmures. Si nous ne voulons pas de bolchévistes dans cette province, traitons les gens avec justice et donnons l'exemple.

Je propose en amendement, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), que la motion en discussion soit amendée en retranchant tous les mots après "cette Chambre", dans la première ligne de ladite motion, et en y ajoutant les mots suivants: "désireuse de protéger le développement rationnel de nos ressources naturelles et, par là, nos ouvriers et nos cultivateurs, et, de plus, exprimant l'opinion que la propagande bolchévique en Canada est de nature à nuire à l'esprit d'ordre et de respect des lois civiles et religieuses qui caractérise notre population, approuve et félicite le gouvernement fédéral actuel d'avoir prohibé l'importation en Canada des produits russes qui font concurrence à ceux de notre pays."

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) veut ajouter sa voix à celle des Canadiens français qui ont parlé de la menace russe. Si les conditions sont aussi mauvaises en Russie que le démontrent les débats sur la question, elles ne sont sûrement pas aussi mauvaises au Québec, comme le député de

Montréal-Dorion veut le faire croire à la Chambre. Heureusement qu'ici, la population est protégée contre la propagande bolchévique, grâce à ses traditions et à ses idéaux.

Sur la question en discussion, tout le Canada doit présenter un front uni, afin d'être prêt à rencontrer la menace bolchévique, tant sur le plan social, économique et religieux, car nous devons tous nous entendre au sujet de ce complot national qui vise à créer un désordre économique et à troubler les systèmes gouvernementaux et économiques qui n'épousent pas les idées de la junte russe. Le grand pays moscovite est entre les mains d'une petite bande, et c'est fort possible qu'un grand tort soit causé, à moins que le reste du monde civilisé ne réussisse à détruire les idées de la junte. Il faut que le reste du monde se ligue pour l'empêcher d'atteindre son but, qui est la désorganisation économique de l'univers pour servir ses fins.

Je félicite l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) d'avoir fait un magistral exposé de la question. Il est le premier ministre au Canada à avoir fait preuve d'une telle initiative. Si des actions étaient prises à Ottawa, la province et l'Assemblée législative pourraient prendre le crédit pour avoir indiqué au gouvernement fédéral la direction à suivre.

Le député de Montréal-Dorion (M. Blain) a tiré un parallèle entre la situation russe et Québec. Je ne crois pas non plus que la population l'appuiera dans cette proposition. Personnellement, j'ai plus confiance au sens de la tradition et au désir de tranquillité de la population que j'en ai pour les idées du député de Montréal-Dorion (M. Blain). Je ne puis croire, comme le député de Montréal-Dorion, que l'inondation du Lac-Saint-Jean peut constituer une semence de bolchévisme, et je crois que tous les cultivateurs, indemnisés largement, sont très satisfaits.

Parfois, l'opposition emploie des moyens de combat qui peuvent être de nature à soulever les passions populaires, au point d'allumer le flambeau du bolchévisme dans notre province. Cette menace dont le député de Montréal-Dorion a peur n'est qu'un cauchemar qui existe dans son imagination. C'est justement grâce à la tranquillité, à la tradition respectueuse envers nos lois de la population que des compagnies sont venues s'établir ici; et cependant, le député de Montréal-Dorion a osé comparer la population du Lac-Saint-Jean à des semeurs de bolchévisme.

Le député de Montréal-Dorion a aussi parlé de l'application de la loi des liqueurs pour la

critiquer. Il a oublié de songer à quelles sortes de personnes cette loi doit s'appliquer. La comparaison était absolument déplacée. Il y a quelque chose de plus dangereux que les craintes vaines énoncées par le député de Montréal-Dorion (M. Blain).

Parlant de l'éducation des classes ouvrières, les ouvriers, rappelle-t-il, sont bien disposés à la recevoir. Pour enrayer le bolchévisme, je crois à la suggestion de M. le chevalier Pierre Beaulé¹⁸, de Québec, à l'effet de favoriser la création d'écoles sociales et la tenue de conférences publiques de sociologie pour instruire le peuple, et afin que les ouvriers comprennent bien les méfaits du socialisme rouge. C'est en donnant à l'ouvrier une saine éducation sociale qu'on le prémunira contre les idées malsaines et les menées soviétiques.

Il s'associe donc aux deux orateurs pour soutenir la motion du secrétaire de la province (l'honorable M. David) au nom de la minorité anglaise.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): La Chambre ne peut que se rallier à l'acte courageux du premier ministre R. B. Bennett, lorsqu'il a fait adopter un décret pour interdire les importations russes au Canada. Il en félicite le gouvernement d'Ottawa. Il est plutôt étrange que le secrétaire provincial (l'honorable M. David) présente cette motion alors que le gouvernement Bennett décide, ou a décidé, d'adopter le décret interdisant les produits de la Russie.

Il (M. Gault) ne peut pas comprendre comment un seul membre de l'Assemblée législative puisse trouver une erreur dans l'amendement suggéré visant à remercier le premier ministre fédéral pour avoir accompli ce que l'honorable M. David a demandé dans sa motion.

L'action d'Ottawa indique que le gouvernement de Bennett est bien en vie et veille aux meilleurs intérêts du pays et qu'il est prêt à prendre des mesures immédiates pour protéger le Canada. Ceci indique que le Parti conservateur est conscient des besoins du pays et qu'il est prêt à poser les actions nécessaires.

Il parle de la révolution russe et des principes qui l'ont amenée. Il est difficile de connaître les conditions russes, mais il est clair que le peuple russe vit sous des lois sévères et rigoureuses et qu'il était très mal rémunéré pour son travail. Alors que la Russie travaille contre le système capitaliste et qu'elle essaie même d'agiter les gens d'autres pays, note-t-il, elle irait jusqu'à faire des emprunts auprès de ces pays.

Mais je ne croyais pas, dit-il, que de tels emprunts seraient judicieux en raison du fait que le gouvernement soviétique a répudié toutes ses dettes avant d'accéder au pouvoir. Le système russe est appelé à échouer, étant donné qu'aucun pays ne peut rester longtemps au pouvoir en niant Dieu et l'autorité divine.

Il reproche au gouvernement son attitude au sujet de la propagande russe et insiste pour que le gouvernement administre ses lois de façon à rendre justice à tous.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La motion principale est sur l'ordre du jour depuis le 30 janvier et l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) l'a soumise officiellement à la Chambre le 26 février. Je tiens à rendre hommage à l'honorable secrétaire provincial.

Il a été le premier à soulever la question dans toutes les Législatures du pays et à présenter une motion pour demander à Ottawa de mettre un ban sur le "dumping" russe. Le secrétaire provincial l'a fait de telle magistrale façon que toute la presse du pays, à quelque parti qu'elle appartienne, l'a louangé hautement.

Il a exposé le problème russe sans y mettre d'esprit de parti. Je regrette que l'honorable député de Montréal-Dorion ait introduit un ressentiment politique et de la partisanerie dans le débat. C'est vraiment dommage que le député de Montréal-Dorion n'ait pas suivi le bon exemple du secrétaire provincial.

Le secrétaire provincial, le premier dans toutes les Législatures du dominion, a eu le courage de soulever la question russe. Il l'a fait sans partisanerie, en bon Canadien et en bon Québécois, et le député de Montréal-Dorion viendrait maintenant lui enlever tout le mérite de sa motion pour le reporter sur M. Bennett, alors que le secrétaire provincial a présenté sa motion le 30 janvier, longtemps avant l'ordre en conseil, dont il connaissait le contenu seulement d'après les journaux et dont il ne connaissait pas la portée exacte.

Le secrétaire provincial a été le premier à parler de la question russe et le député de Montréal-Dorion voudrait maintenant que l'on dise merci à M. Bennett, parce que, ces jours derniers, le premier ministre canadien a mis le ban sur les produits russes? Dans l'autre Chambre, au Conseil législatif, l'un des nôtres, M. John Hall Kelly, avant M. Bennett, a soulevé la question et elle a fait l'objet d'une discussion auparavant.

Pour ma part, je ne veux pas que cette Chambre enlève au secrétaire provincial le mérite d'avoir présenté sa motion en adoptant un amendement détruisant la motion principale.

Je me demande même si on peut, suivant les règles de la procédure, amender une motion qui est au *Feuilleton* depuis le 30 janvier, alors qu'Ottawa a pris action il y a quelques jours à peine. On dit que M. Bennett a prohibé l'importation du bois russe, je n'ai pas vu, l'ordre en conseil; je ne sais pas à quels produits il s'applique. Est-ce pour longtemps, je ne le sais pas.

M. Blain (Montréal-Dorion): *Le Soleil* l'a dit.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Toutefois, si le député de Montréal-Dorion veut retirer son amendement, nous allons adopter la motion du secrétaire provincial. Le député de Montréal-Dorion pourra ensuite présenter une motion après l'adoption de celle du secrétaire provincial pour remercier M. Bennett d'avoir interdit l'entrée des produits russes au Canada, à la demande du secrétaire provincial (l'honorable M. David) et nous voterons pour cette motion.

Si M. Bennett a prohibé l'importation des produits russes, il a bien fait. Je le félicite de cela d'abord et, ensuite, d'avoir considéré la motion du secrétaire provincial; mais, dans le cas actuel, je n'ai aucune hésitation à dire que je voterai contre l'amendement du député de Montréal-Dorion.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'avoue que l'honorable secrétaire provincial a mis dans ce débat un ton louable et n'a pas parlé de politique, comme l'affirme le premier ministre. La chose m'a étonné ainsi que toute la province, mais sa motion était bel et bien politique. Il a voulu devancer l'attitude de M. Bennett afin de pouvoir le blâmer, ou s'arroger le mérite d'avoir provoqué l'embargo. Le commentaire qui a suivi était certainement de nature à démontrer que le gouvernement voulait retirer un avantage politique du fait que l'embargo sur les importations russes, imposé par le gouvernement conservateur de l'honorable R. B. Bennett, a été annoncé quelques heures seulement après le discours du secrétaire de la province.

Il est remarquable que les ministres n'ont jamais senti le besoin de parler de cette question au temps du gouvernement King, alors que le mal existait tout de même. Et la motion du secrétaire provincial avait tellement un but politique que *La*

Tribune de Sherbrooke, journal du président du Conseil législatif et journal qui émerge au budget de la province, proclamait, le lendemain de l'adoption de l'arrêté ministériel fédéral, que M. Bennett avait été obligé de se rendre à la suggestion du secrétaire provincial.

Si ça n'est pas de la politique, qu'est-ce donc alors? Et le gouvernement savait bien que lors même que le secrétaire provincial ne parlerait pas politique, ses journaux, gavés de l'argent des contribuables pour vanter le gouvernement, s'en serviraient pour ces fins de "politicaillerie". Le premier ministre a félicité, dans un article de journal, l'honorable M. Bennett pour ce qu'il a fait. Pourquoi ne pas le faire ici?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis prêt à le faire.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Faites-le maintenant! Si M. Bennett a du mérite, que le premier ministre ait donc le courage et la loyauté de l'admettre carrément!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas tout de suite. Retirez d'abord l'amendement, votez sur la motion et présentez une motion pour remercier M. Bennett, et nous allons féliciter Ottawa. Je suis prêt à le faire, mais je ne veux pas que la motion disparaisse.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Et il vient nous dire ensuite qu'il ne fait pas de politique. Il a la plus belle occasion de faire preuve de largeur d'esprit, de prouver sa reconnaissance envers le gouvernement fédéral. Le secrétaire provincial a eu tout le crédit qu'il méritait et sa large publicité dans les journaux. L'embargo est ordonné par Ottawa, donc la motion n'a plus sa raison d'être.

S'il (l'honorable M. David) mérite qu'on le félicite pour avoir présenté la motion et si le gouvernement fédéral agit sur cette motion, qu'on lui rende justice, mais qu'on rende aussi justice à M. Bennett. Il ne reste plus qu'à le remercier, si l'on est sincère, d'avoir interdit l'entrée des produits russes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre était tellement intéressant, dit-il, qu'il ne peut pas résister au désir de parler après lui et de dire à la Chambre ce que le premier ministre voulait dire et qu'il n'a pas dit. Le premier ministre a déclaré que le secrétaire provincial a fait une chose merveilleuse,

qu'il a réclamé l'embargo sur les produits russes et que M. Bennett s'est rendu à sa demande. Mais alors, si tel est le cas, s'il convient de remercier l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David) d'avoir demandé l'embargo, il faut davantage remercier M. Bennett qui, lui, l'a imposé. Et, ce disant, je suis la politique du premier ministre.

Il a tant dit que l'opposition n'a aucun mérite à penser, que tout ce qui compte, ce sont les actions, qu'il ne doit pas rester surpris qu'aujourd'hui nous lui disions: le secrétaire provincial a pensé à l'embargo, mais c'est M. Bennett qui l'a imposé.

D'après le premier ministre et ses journaux, le secrétaire provincial aurait sauvé la race et la province. Alors, s'il a pensé à sauver la race et la province, il lui faut reconnaître qu'en action, c'est M. Bennett qui les a sauvées. Que le gouvernement soit donc sincère et, s'il remercie celui qui a voulu nous sauver, à ce qu'il prétend, qu'il remercie celui qui nous a sauvés en fait, comme le gouvernement du Québec voulait être remercié pour ses actions.

C'est le premier ministre qui veut faire de la politique. Lorsque la loi des pensions de vieillesse a été discutée en Chambre, l'opposition a présenté une motion pour demander au gouvernement King d'amender la loi. Or, le premier ministre a fait rejeter cette mesure parce qu'elle visait un gouvernement libéral.

Le secrétaire provincial a découvert, le 30 janvier dernier, que des produits russes avaient été importés dans la province. Il est vrai que la chose existe depuis deux ans et qu'il est donc en retard de deux ans. Mais c'est déjà une amélioration sensible.

Il a oublié de dire que, bien avant le 30 janvier, le gouvernement Bennett avait prévu cette mesure, puisque, à la session spéciale de l'automne dernier, il s'est fait autoriser à l'adopter par arrêté ministériel.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non. C'est M. King.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est aujourd'hui la fête du premier ministre. Il a eu beaucoup d'émotions et il n'est donc pas surprenant qu'il souffre un peu d'amnésie. Et je ne voudrais pas en un si beau jour lui causer de la peine. Mais la mesure en question a été adoptée à la session spéciale, et MM. Lapointe et Bureau lançaient d'amers reproches au gouvernement qui avait assez de prévoyance pour prendre les mesures nécessaires.

Le premier ministre a reçu des roses, et je ne voudrais pas, le jour de sa fête, mettre une épine dans

son bouquet; ne lui causons pas de peine. Il (M. Duplessis) suggère de disposer de l'amendement pour remercier Ottawa, ensuite il est prêt à voter une motion pour féliciter le secrétaire de la province d'avoir présenter la motion.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande que la motion du secrétaire de la province (l'honorable M. David) soit adoptée et, ensuite, l'opposition pourra présenter sa motion de remerciements à M. Bennett et la Chambre votera en faveur.

Les députés de l'opposition ne veulent pas.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Gault, Guertin, Houde, Renaud, Tremblay, 8.

Contre: MM. Bastien, Bédard, Bernard, Charbonneau, Cohen, David, Desmarais, Dillon, Dugas, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Wolfe), McDonald, Mercier fils, Paquet, Plante, Power, Savoie, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 30.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Bédard, Bernard, Charbonneau, Cohen, David, Desmarais, Dillon, Dugas, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Wolfe), McDonald, Mercier fils, Paquet, Plante, Power, Savoie, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Tremblay¹⁹, Turcotte, Vautrin, 31.

Contre: MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Gault, Guertin, Houde, Renaud, 7.

Ainsi, la motion est, en conséquence, adoptée.

Loi des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) appelle la prise en considération en comité plénier du bill 176 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il n'y a pas quorum en Chambre²⁰.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Les gens de la droite ne sont pas à leur place. Que *Le Soleil* reproduise.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) ajourne le débat²¹.

La séance est levée à 10 h 30.

NOTES

1. Au commencement de la séance, à l'occasion du 64^e anniversaire du premier ministre Taschereau, lequel est né le 5 mars 1867, un panier contenant 64 roses rouges est déposé sur son pupitre et, selon *Le Soleil* du 6 mars 1931, à la page 11, "la Chambre entière unit ses applaudissements" en son honneur. Quant au *Devoir* du 6 mars 1931, à la page 1, ce dernier précise que: "Après les souhaits présentés en Chambre, M. Taschereau a été l'objet d'une manifestation à son bureau, la séance close. Les députés lui ont offert un riche écrin garni de couverts en argent."

2. Selon *L'Événement* du 6 mars 1931, à la page 10, M. Taschereau est l'objet d'une longue ovation lorsqu'il se lève, et on sent qu'il est sous le coup d'une vive émotion.

3. Joseph Papineau (1752-1841), père de Louis-Joseph Papineau, député montréalais de 1792 à 1804 et de 1809 à 1814. Il appuya le parti canadien.

4. Sir Edward Wentworth Beatty (1877-1943), avocat et administrateur des chemins de fer. Premier canadien de naissance à devenir le président du Canadian Pacific Railway Company en 1918.

5. Personnage de Marcel Pagnol dans la pièce du même nom. Dès les années 1920, Pagnol triomphe au théâtre avec plusieurs pièces à succès dont *Topaze*, une comédie satirique en quatre actes qui fut créée à Berlin avant d'être interprétée par André Lefaur, à Paris, en 1928.

6. Alexandre Lacoste (1842-1923), juge en chef de la Cour du banc du roi pour la province de Québec.

7. Raoul Dandurand (1861-1942), avocat, nommé sénateur en 1898. Il fait partie du cabinet libéral de Mackenzie King (1921-1942) et représente le Canada à la Société des Nations (1924-1930).

8. Il s'agit de Frédéric-Liguori Béique (1845-1933), nommé sénateur libéral en 1902.

9. Henri Gérin-Lajoie (1859-1936), spécialisé comme avocat-conseil en matière de propriété industrielle.

10. Idola Saint-Jean (1880-1945) fut une militante féministe, politicienne, actrice et enseignante. Figure marquante de la lutte pour le droit de vote des femmes au Québec.

11. "légers", ajoute *L'Événement* du 6 mars 1931, à la page 10.

12. Thomas Chapais (1858-1946), historien, sénateur et conseiller législatif.

13. Le député parle de M. Georges-Casimir Dessaulles (1827-1930), nommé sénateur libéral en 1907.

14. Sir Charles Blair Gordon (1867-1939), banquier et fabricant. En 1904, il supervise la mise en place de la Dominion Textiles dont il devient le président en 1909. Directeur de la Banque de Montréal en 1913 et président en 1927.

15. Charles Avery Dunning (1885-1958), député libéral à la Chambre des communes de 1926 à 1940. Ministre des Chemins de fer et Canaux de 1926 à 1929, et ministre des Finances et Receveur général, de 1929 à 1939.

16. Adélard Turgeon (1863-1930), député libéral dans Bellechasse, ministre puis conseiller législatif et président du Conseil législatif jusqu'à sa mort.

17. Selon *Le Soleil* du 6 mars 1931, à la page 11, "M. Houde, qui par hasard ou par accident, était en Chambre hier, a tenu à attirer tous les regards sur sa personne. Tout l'après-midi, il s'est promené de long en large, afin que l'on ne perdît pas un seul de ses mouvements."

18. Pierre Beaulé (1872-1957), syndicaliste, ouvrier de la chaussure de la ville de Québec, premier président de la Confédération des travailleurs

catholiques du Canada (CTCC) en 1921. Il représente la CTCC à quelques reprises aux conférences de l'Organisation internationale du travail à Genève.

19. *Le Soleil* du 6 mars 1931, à la page 1, fait grand cas du fait que le député de Maisonneuve ait voté en faveur de la motion, contre son groupe parlementaire.

20. Le journaliste du *Soleil* du 6 mars 1931, à la page 11, ajoute que "M. Irénée Vautrin, l'Orateur suppléant de la Chambre, qui présidait, nous assura cependant que le quorum était parfait."

21. "Comme les ministériels ne forment pas quorum ou à peine, le premier ministre ajourne le débat", selon *Le Devoir* du 6 mars 1931, à la page 2. *The Chronicle Telegraph* du 6 mars 1931, à la page 3, ajoute que "Plusieurs députés qui jouissaient d'une relâche dans le hall se sont dépêchés d'entrer dans la Chambre, mais M. Taschereau a proposé que le comité rapporte progrès."

Séance du vendredi 6 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Droit de vote
des femmes**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 203 modifiant la loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Transactions bancaires
du gouvernement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) complète la réponse qu'il a faite, jeudi le 5 mars courant, à une question du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) au sujet des emprunts temporaires. L'intérêt stipulé a été le suivant:

c. Emprunts: 20 juin 1921	6 %
Emprunts: 27 juin 1924 et 29 juin 1929...	5½ %
Balance:	5 %

**P. Nolin, commis
à la Commission des liqueurs**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. M. Philias Nolin, de Lévis, a-t-il été commis à l'entrepôt de la Commission des liqueurs?

2. Dans l'affirmative, à quelle date a-t-il été nommé à cette position?

3. A-t-il été suspendu de ses fonctions et, dans l'affirmative, à quelle date et pour quelles raisons?

4. A-t-il été réinstallé et, dans l'affirmative, quand et pourquoi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
1. Pas commis, mais contremaître.
2. Le 15 mars 1923.

3. Non.

4. Répondu par 3.

**Réceptions au restaurant au Pied-du-Courant
de la Commission des liqueurs**

M. Tremblay (Maisonnette): Quelles sont les personnes que la Commission des liqueurs a nourries au restaurant qu'elle maintient au Pied-du-Courant, à Montréal, lequel restaurant, d'après les réponses données en cette Chambre le 6 février 1929, le 11 février 1930, et le 18 février 1931, a coûté \$9,708.19 et n'a rien rapporté depuis le 1^{er} mai 1927 au 18 février 1931.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Durant l'heure du lunch, la Commission sert gratuitement le thé et le café à tous ses employés qui désirent en avoir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les électeurs vont passer par là.

Une voix: Pour prendre de l'eau de Rita.

Une voix fredonne Rio Rita¹.

**Loi des cités et villes,
article 571c**

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 202 modifiant l'article 571c de la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Sociétés agricoles et laitières

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 modifiant la loi des sociétés agricoles et laitières soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but du projet est de réduire de 40 à 10 le nombre de membres nécessaires pour la fondation d'une société agricole ou laitière et de réduire le nombre des directeurs de 10 à 5. Le projet accorde en plus aux aviculteurs les moyens de former des coopératives. Il y a quelques autres modifications au sujet des statistiques.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne vois pas pourquoi on change la loi.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Dans certains districts judiciaires, c'est nécessaire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je profite de l'occasion pour signaler le fait que le gouvernement a bien retardé pour présenter cette mesure qui aurait pu être bien utile aux éleveurs de volaille, et j'espère que cette fois il se montrera généreux.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): De grands progrès ont été réalisés dans l'élevage de la volaille, même dans cette loi. Ce n'est pas la première année que le gouvernement s'en occupe, au contraire. Le gouvernement a aidé l'aviculture dans le passé et il est disposé à faire encore davantage dans l'avenir pour encourager les éleveurs de volaille.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je recommande à l'attention de l'honorable ministre de l'Agriculture, la Société d'aviculture du comté de Trois-Rivières, qui mériterait d'attirer les bonnes grâces du gouvernement qui ne s'en est jamais occupé.

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pouvoirs spéciaux de certaines corporations

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité plénier pour étudier le bill 225 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le projet de loi vise uniquement à régler la situation des entreprises de services publics au sujet de leurs lignes de transmission et de leur équipement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je trouve ce projet assez extraordinaire car, selon moi, il change et porte atteinte à nos lois d'enregistrement. Cette loi accorde des avantages très considérables aux compagnies de transmission téléphonique. Elle épargne aux compagnies l'obligation d'enregistrement. Le bill, tel qu'il est imprimé, comporte un effet rétroactif. Le bill peut donc affecter des droits acquis.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

En quoi le bill a-t-il un effet rétroactif?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans le deuxième article. Je suggérerais que le bill soit amendé pour protéger les droits acquis.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je n'ai aucune objection. Nous allons ajouter au projet: "La présente loi n'affectera pas les droits acquis"³.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

Cet amendement est adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

(Souriant) Si vous aviez commencé par cela, nous nous serions entendus plus vite. Le bill est très simple. Nous avons des compagnies de téléphone et de télégraphe, etc., qui ont des lignes de transmission qu'elles doivent faire enregistrer et qui placent des poteaux dans les rues et sur les routes. Seulement, si ces poteaux sont placés dans des rues non cadastrées, nous disons qu'il ne sera pas nécessaire de donner les numéros de cadastres, attendu qu'ils n'existent pas. Les compagnies, à l'avenir, devront donner le numéro du cadastre lorsqu'il existera tout simplement. Il y a des avocats de Québec, de Montréal et même de Trois-Rivières qui considèrent qu'il faut modifier la loi dans ce sens.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Il n'y a pas d'avocats à Trois-Rivières.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Eh bien, j'en connais un, moi.
(Rires)

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que ce bill ne pourrait pas être rédigé en bon français?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Il y a peut-être des gens qui ne le comprendraient pas.
(Rires)

M. Blain (Montréal-Dorion): Parce que l'on parle de lignes, les rédacteurs du bill ont écrit des phrases de 10 lignes; ça devient essoufflant.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sociétés des coopératives agricoles

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but du projet est de permettre la création de sociétés coopératives de moins de 25 membres, avec l'approbation du ministre de l'Agriculture, sur recommandation du comité de coopération du Conseil de l'agriculture. Cet amendement à la loi a été demandé à la suggestion des pomiculteurs.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.
Adopté.

En comité⁴:

M. Blain (Montréal-Dorion): Quel sera le minimum des membres?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Nous pourrions fixer un minimum de 5 membres, mais ce n'est pas nécessaire. Ce sont les producteurs eux-mêmes qui demandent cela. Il est parfois difficile de réunir 25 cultivateurs intéressés à la même culture, dans une localité.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre (l'honorable M. Godbout) a déjà assez de besoin sans se charger de ces questions. Il pourrait se dispenser d'intervenir. Il devrait léguer ses pouvoirs entièrement, dans ce cas-ci, au comité coopératif du Conseil d'agriculture.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La loi antérieure était ainsi rédigée. Seul le nombre est changé. Le comité n'a pas lui-même le pouvoir d'autoriser la formation de coopératives; cela est du ressort du ministre.

Ce n'est pas pour créer des embarras aux coopératives que le ministre demande ce privilège que la loi de 1930 lui conférerait déjà.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous devrions fixer un nombre de membres.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ces coopératives doivent-elles venir en concurrence avec la grande coopérative qui a remporté tant de succès sous d'autres ministres? Il me semble que le projet est présenté pour faire sauver, par les petites, la grande coopérative qui est un fiasco.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Au contraire, les coopératives locales ne feront pas de concurrence à la Coopérative fédérée, mais elles pourront même s'y affilier si elles le désirent.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des chemins de fer

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 190 modifiant l'article 177 de la loi des chemins de fer de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Ce projet est-il imprimé en bon français?

M. Blain (Montréal-Dorion): Oui. Il mérite même un prix pour cela.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Blain (Montréal-Dorion) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des abeilles

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 modifiant la loi des abeilles soit maintenant lu une deuxième fois.

Actuellement, un pomiculteur ne peut arroser son verger quand il est en fleurs, afin de ne pas nuire aux abeilles. Par cet amendement, le pomiculteur pourra arroser certains pommiers qui sont attaqués par les insectes avant de fleurir, même si les arbres voisins le sont.

L'honorable M. David (Terrebonne): Ça n'affecte pas la pomme d'Adam!
(Rires)

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des sociétés d'agriculture

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 modifiant la loi des sociétés d'agriculture soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi oblige les sociétés à faire leur rapport annuel le 1^{er} mars. Nous voulons amender la loi pour que le rapport soit fait le ou avant le 1^{er} février.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lutte contre la tuberculose

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 73 modifiant la loi de la préservation de l'enfance contre la tuberculose soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la chasse

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 227 modifiant l'article 4 de la loi de la chasse soit maintenant lu une deuxième fois.

Notre but, dit-il, est de prohiber l'usage de certains engins de chasse.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que l'on va prohiber les bombes pour les marsouins?

M. Blain (Montréal-Dorion): Il n'est pas question des bombes lacrymogènes?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Non.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) et **M. Blain (Montréal-Dorion)** s'objectent parce qu'ils n'ont pas eu l'opportunité de lire le texte qui vient d'être déposé.

M. Blain (Montréal-Dorion): C'est le bill des enfants juifs fréquentant les écoles protestantes. Les députés n'ont pas même pu lire ledit bill. Je demande un peu de temps pour l'étudier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous pourriez peut-être écouter les remarques de l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) et proposer l'ajournement du débat.

M. Blain (Montréal-Dorion): Nous voulons avoir le temps d'étudier le bill et de réfléchir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas nous qui vous empêcherons de réfléchir.

L'honorable M. David (Terrebonne): Ce projet est basé sur une entente conclue entre les protestants et les juifs. Personne n'aura d'objection au principe du bill. Nous pourrions prendre les articles qui ne

sont pas contentieux. Je n'ai aucune objection à en remettre l'étude à la semaine prochaine.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles publiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles publiques rurales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des S.R., 1925, chapitre 133, articles 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices, un traitement annuel d'au moins deux cent vingt-cinq dollars, \$125,000; d'au moins deux cent cinquante dollars, \$60,000; d'au moins deux cent soixante-quinze dollars, \$30,000; d'au moins trois cent vingt-cinq dollars, \$10,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière à être fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour musée scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour rapports du département (Instruction publique) annuel, financier et statistique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour conférences pédagogiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour gratifications aux instituteurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités les plus méritantes, sujet au rapport des inspecteurs, arrêté ministériel 759 du 2 déc. 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement (provenant autrefois du fonds des écoles élémentaires), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi du Mérite scolaire, 18 George V, chapitre 46, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Centralisation des écoles protestantes rurales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Monument national, Montréal, sous le contrôle de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, sujet à un arrêté ministériel et aux conditions de l'arrêté ministériel no 187, du 29 mai 1896, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour archives de la province de Québec, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat

de vaccin pour Québec et Montréal, y compris cinq cents dollars pour inspection, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitement de l'Orateur du Conseil législatif, S.R., 1925, chapitre 3, article 13, amendé par 18 George V, chapitre 12, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Je (l'honorable M. Taschereau, Montmorency) propose de siéger dans la soirée, dit-il, pour avancer la besogne.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'aurais accepté une séance en soirée, dit-il, si j'en avais reçu un avis du gouvernement, mais je préfère que l'ajournement habituel jusqu'à mardi après-midi soit ordonné.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) acquiesce.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 18. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement, dépenses contingentes, etc. (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-deux mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, S.R., 1925, chapitre 3, article 92, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille neuf cent soixante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des Statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement, S.R., 1925, chapitre 10, article 36, tel que modifié par la loi 16 George V, chapitre 14, section 16, (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mlle Marie-Régina Drolet, par résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Barreau de la province de Québec: aide à la publication des rapports judiciaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour officier spécial, côte nord du Saint-Laurent, traitement et dépenses de voyage (arrêté ministériel no 51 du 31 janvier 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société d'archéologie et de numismatique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Royal Military College of Canada Rifle Association, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour directeur de

bourses pour aider les élèves à suivre des cours additionnels en Europe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour conservatoire Lasalle de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour archives de la province de Québec, impression, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité France-Amérique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Comité France-Amérique, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour fondation Strathecona, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Last Post Fund - quatrième de dix versements annuels - (O.C. 1264 - 1928), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Maison des étudiants canadiens à Paris, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour musée Laurier à Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société Provancher d'histoire naturelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des maréchaux-ferrants de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 5 heures⁵.

NOTES

1. Selon *La Presse* du 7 mars 1931, à la page 39, c'est lorsque M. Godbout propose des amendements à la loi des sociétés agricoles que l'on entend fredonner "Ri-ri-ta".

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

3. En fait, l'amendement consiste à introduire un nouvel article au projet de loi, qui devient l'article 2.

4. Voir note 2.

5. Quatre heures quarante-cinq, selon *L'Action catholique* du 7 mars 1931, à la page 16.

Séance du mardi 10 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi de la
division territoriale**

M. Lemieux (Gaspé) demande la permission de présenter le bill 204 modifiant la loi de la division territoriale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Expliquez.

M. Lemieux (Gaspé): L'an dernier, la Législature a divisé le comté de Gaspé en deux. La paroisse de Saint-Maurice¹ devait faire partie de Gaspé-Nord et non de Gaspé-Sud, comme il est dit par erreur dans la loi. Le but du projet est de corriger cette erreur.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi
des licences**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 69 modifiant la loi des licences.

La loi des permis abolira certaines taxes, comme la taxe sur la vente de la poudre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Synode de Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 239 modifiant la loi 31 Victoria, chapitre 38, constituant en corporation le synode du diocèse de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Droits sur les successions

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 71 modifiant la loi des droits sur les successions.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Expliquez.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce projet a été annoncé dans le discours du trône et a pour but de diminuer les droits sur les successions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
asiles d'aliénés**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 238 modifiant la loi des asiles d'aliénés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Prêts agricoles dans
Pontiac, Hull et Papineau**

M. Guertin (Hull): 1. Combien de demandes d'emprunt ont été faites à la Commission du prêt agricole, dans les comtés de Pontiac, Hull et Papineau, depuis la mise en opération de la loi du prêt agricole jusqu'au 31 décembre 1930?

2. Combien de ces demandes d'emprunt ont été accordées et effectuées, et pour quel montant, pour chacun des trois comtés sus-mentionnés?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement n'a pas les données suffisantes pour répondre à cette question, le Prêt agricole relevant du gouvernement fédéral.

Inondation du Lac-Saint-Jean

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Le gouvernement a-t-il payé, depuis la réponse du 28 février 1930, quelque somme d'argent pour dommages causés par l'inondation du Lac-Saint-Jean, au printemps de 1928?

2. Dans l'affirmative: *a.* à qui; *b.* dans quelles paroisses?

3. Quel montant total le gouvernement se trouve-t-il ainsi à avoir payé par suite de cette inondation: *a.* en indemnités pour dommages causés; *b.* en frais de toute nature pour la commission du Lac Saint-Jean; *c.* en dépenses d'autre nature?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Non.

**Versements des municipalités
en vertu de la loi des bons chemins**

M. Blain (Montréal-Dorion): Des 500 municipalités qui n'avaient pas payé leurs intérêts dus en vertu de la loi des bons chemins, d'après les *Journaux de l'Assemblée législative* (1928, pages 67 à 70; 1929, pages 99 et 100; 1930, pages 128 à 130), combien ont dû être poursuivies par le gouvernement de la province?

2. Quelles sommes totales, pour chaque année depuis la mise en vigueur de la loi des bons chemins, ont été réclamées par le gouvernement des municipalités qui refusaient de payer leurs intérêts?

3. Quelles sommes totales ont été perçues de la sorte, chaque année, des municipalités poursuivies?

4. Quels étaient les frais d'avocats et les honoraires de cour, pour chaque année, ainsi chargés aux municipalités poursuivies?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Cinq municipalités.

2. En 1918: \$13,571.16; en 1924: \$43,620.44; en 1925: \$52,758.16; en 1926: \$2,483.09; en 1927: \$4,046.26; en 1928: \$3,670.63.

3. En 1918: \$13,571.16; en 1924: \$14,968.28; en 1925: \$67,525.38; en 1926: \$9,060.72; en 1927: \$17,298.99; en 1928: \$4,159.32; en 1929: \$504.

4. En 1918: \$301.60; en 1924: \$375.45; en 1925: \$683.50; en 1926: \$241.26; en 1927: \$202.25; en 1928: \$228.05.

Route Senneterre-Mont-Laurier

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Le ministre de la Voirie a-t-il reçu en 1929 une délégation relativement aux projets de route Senneterre-Mont-Laurier?

2. Dans l'affirmative, à quelle date?

3. Le ministre de la Voirie a-t-il approuvé ce projet?

4. Dans l'affirmative, qu'a-t-il fait relativement à cette question?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. Dans le cours de l'automne 1929.

3. Le ministre de la Voirie s'est montré sympathique au projet.

4. Aucun travail n'a encore été entrepris.

**Macurban Asphalt Ltd.
et loi des compagnies**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. À quelle date la Macurban Asphalt Limited a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 103 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. 1^{er} octobre 1930.

2. *a.* John I. MacDonald, E.-H. Falardeau et Thos F. Spellane; *b.* 2020 Avenue Union, Montréal; 9 rue Duquette, Montréal; 43 Avenue Arlington, Westmount.

**Contrats à
l'Amiesite Asphalt Ltd.**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Depuis la réponse du 4 février 1930, combien de contrats le gouvernement ou le ministère de la Voirie a-t-il accordés à l'Amiesite Asphalt Ltd.?

2. Quel a été dans chaque cas: *a.* la date du contrat; *b.* le prix du contrat; *c.* le nom de la route; *d.* la nature des matériaux employés?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. et 2. Aucun contrat n'a été accordé par le ministère de la Voirie à l'Amiesite Asphalt Ltd.

**Contrats à la
Macurban Asphalt Ltd.**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Depuis la réponse du 4 février 1930, combien de contrats le gouvernement ou le ministre de la Voirie a-t-il accordé à Macurban Asphalt Ltd.?

2. Quel a été dans chaque cas: *a.* la date du contrat; *b.* le prix du contrat; *c.* le nom de la route; *d.* la nature des matériaux employés?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. et 2. Les contrats accordés à Macurban Asphalt Ltd., depuis la réponse du 4 février 1930, sont mentionnés dans l'état produit sur le bureau de la Chambre, documents de la session no 49, le 24 février 1931.

**Amiesite Asphalt Ltd.
et loi des compagnies**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. À quelle date Amiesite Asphalt Limited a-t-elle déposé

la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 103 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. 1^{er} octobre 1930.

2. *a.* John I. McDonald, Armand Sicotte, Thos. F. Spellane; *b.* 2020 Avenue Union, Montréal; 745 Davaar Avenue, Outremont; 43 Avenue Arlington, Westmount.

Refus de demandes d'emprunt des municipalités

M. Blain (Montréal-Dorion): Le gouvernement estime-t-il toujours qu'il n'est pas dans l'intérêt public de donner les noms des municipalités auxquelles il a refusé des demandes d'emprunt, comme l'indiquait sa réponse en date du 28 février 1930 (*Journaux de l'Assemblée législative*, 1930, page 171)?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, plus que jamais.

Sommes versées à l'Institut scientifique franco-canadien

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Outre les sommes de \$1,500 et de \$5,000 que l'Institut scientifique franco-canadien a reçues du gouvernement en 1929-1930 et en 1930-1931, ainsi qu'il appert à la réponse du secrétaire de la province inscrite aux *Journaux de l'Assemblée législative* du 27 janvier 1931, page 116, l'Institut scientifique franco-canadien a-t-il reçu les \$5,000 qui paraissent lui avoir été payés en 1926-1927 (page 378 des *Comptes publics*); les \$6,500 qui paraissent lui avoir été payés en 1927-1928 (page 346 des *Comptes publics*); les \$8,500 qui paraissent lui avoir été payés en 1928-1929 (page 356 des *Comptes publics*) et les \$4,000 qui paraissent lui avoir été payés en 1929-1930 (page 401 des *Comptes publics*)?

2. Qui a été secrétaire de l'Institut scientifique franco-canadien depuis sa fondation?

3. Quelle somme le secrétaire a-t-il reçue chaque année?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Oui. Ces sommes ont été payées à même l'octroi fédéral accordé à la province de Québec pour favoriser l'enseignement technique au Canada (Statuts révisés, 1927, chapitre 193).

2. M. Édouard Montpetit. Depuis 1926.

3. \$600 par année.

Sommes versées à Édouard Montpetit

M. Tremblay (Maisonnette): 1. M. Édouard Montpetit, secrétaire de l'Université de Montréal, est-il directeur ou professeur à l'École des hautes études commerciales de Montréal et, si oui, quelles sommes a-t-il reçues chaque année à ce sujet?

2. M. Édouard Montpetit est-il directeur ou professeur à l'École polytechnique de Montréal et, si oui, quelles sommes a-t-il reçues chaque année à ce sujet?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Professeur, et ses appointements depuis 1910 ont été les suivants: 1910-1911, \$1,500; 1911-1912, \$1,800; 1912-1913, \$1,800; 1913-1914, \$1,800; 1914-1915, \$1,800; 1915-1916, \$2,400; 1916-1917, \$3,000; 1917-1918, \$3,000; 1918-1919, \$3,000; 1919-1920, \$3,000; 1920-1921, \$3,000; 1921-1922, \$3,000; 1922-1923, \$3,000; 1923-1924, \$3,000; 1924-1925, \$3,333.33; 1925-1926, \$3,500; 1926-1927, \$3,500; 1927-1928, \$3,500; 1928-1929, \$3,500; 1929-30, \$3,500; 1930-1931, \$3,500.

2. Professeur depuis 1911, et ses appointements depuis cette date ont été les suivants: 1911-1912, \$48; 1912-1913, \$130; 1913-1914, \$95; 1914-1915, \$115; 1915-1916, \$102.60; 1916-1917, \$134.70; 1917-1918, Rien; 1918-1919, Rien; 1919-1920, \$200.50; 1920-1921, Rien; 1921-1922, \$136.50; 1922-1923, \$132.60; 1923-1924, \$143; 1924-1925, \$84.50; 1925-1926, \$280; 1926-1927, \$270; 1927-1928, \$150; 1928-1929, \$430; 1929-1930, \$570.

Déstitution de É. Richer, employé du gouvernement

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. M. Édouard Richer, de Sainte-Thérèse, a-t-il été à l'emploi du gouvernement comme émetteur ou percepteur en vertu de la loi des véhicules automobiles durant l'année 1930?

2. Dans l'affirmative, quand a-t-il reçu sa nomination?

3. Avait-il fourni des cautions et, si oui, un M. Guidoz, marchand de pianos de Sainte-Thérèse, est-il l'une des cautions?

4. Ledit Edmond Richer a-t-il été destitué et, si oui, quand et pourquoi?

5. A-t-il fait un rapport de tout l'argent qu'il a reçu dans l'exercice de ses fonctions?

6. Est-il encore à l'emploi du gouvernement et dans l'affirmative, depuis quand et quelles sont ses fonctions?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. Le 20 mai, 1929.

3. Un seul cautionnement; d'une compagnie de garantie, suivant la loi.

4. Oui, le 29 octobre 1930, parce qu'il ne s'était pas conformé aux règlements du bureau du revenu, concernant les émissions et les remises des perceptions faites.

5. Non.

6. Non.

Saisies de liqueurs enivrantes à Joliette

M. Renaud (Laval): 1. Les liqueurs enivrantes saisies chez Louis Sylvestre, entrepreneur de chemins, le 31 janvier 1931, lors des élections municipales à la mairie de la ville de Joliette, ont-elles été saisies par les autorités fédérales ou par la Commission des liqueurs de Québec?

2. Quelle quantité de liqueurs enivrantes a été ainsi saisie?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Cette saisie n'a pas été faite par des inspecteurs de la Commission des liqueurs de Québec.

2. Le gouvernement l'ignore.

Code de procédure civile, examens préalables

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 178 modifiant le Code de procédure civile relativement aux examens préalables. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Loi des liqueurs alcooliques

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 176 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous allons adopter ce projet en comité sur division.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous vous l'expliquerons en troisième lecture.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Taschereau (Bellechasse): La loi actuelle décrète que toute personne qui se trouve sans excuse légitime dans un endroit où il se vend des liqueurs sans permis commet une offense et que cette personne peut être arrêtée sans mandat, du moment qu'on la conduit devant un magistrat sans délai. Si cette personne est trouvée coupable, elle est condamnée à \$100 d'amende, pour la première offense, et à un mois d'emprisonnement, pour récidive.

L'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) veut faire abolir ces dispositions de la loi. Tel est le but de son projet. Il ne faut pas confondre la liberté avec la licence, et la licence doit disparaître pour que nous puissions conserver la liberté.

Le député de Trois-Rivières trouve étrange que les inculpés trouvés dans un débit clandestin commettent une infraction aux yeux de la loi; deuxièmement, il trouve étrange que s'ils s'y trouvent, ils peuvent être arrêtés par un officier de police sans mandat en main. Cependant, si on ne procède pas ainsi, je considère que c'est tolérer le "blind pig" et le vice, que d'en permettre l'entrée. En ce qui concerne le premier point, je pense, dit-il, que le fait de permettre l'entrée dans les débits clandestins assure l'existence de tels débits, engendrant ainsi des foyers de désordre de tout acabit et des maisons malfamées. Quant à l'arrestation sans mandat, elle est la conséquence de l'offense, et la Chambre s'est montrée bien avisée en adoptant cette disposition. Il serait bien inutile de s'attendre à des arrestations s'il fallait obtenir des mandats. La révocation du pouvoir facultatif de faire des arrestations sans mandat rendrait à peu près impossible toute arrestation dans un tel cas.

Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) veut faire amender la loi pour rendre le mandat obligatoire avant toute arrestation. Bien entendu, le

député de Trois-Rivières travaillait sur la base d'un malentendu lorsqu'il croyait qu'en rétablissant l'*habeas corpus* et en interdisant les arrestations sans mandat, il aiderait la cause de l'ordre et des droits civils. Je crois que la Chambre ne devrait pas adopter une telle suggestion, car elle rendrait la loi pénale sur la fréquentation des débits clandestins pratiquement illusoire, car on se trouve à fournir une clientèle aux violateurs de la loi, on encourage les débits clandestins et, si aucune punition n'est infligée à ceux qui les fréquentent, ce commerce n'en sera que plus florissant. La législation actuelle est sage et elle n'est que la conséquence logique des premières dispositions de la loi des liqueurs. Si l'on adoptait le projet de l'honorable député de Trois-Rivières, il serait inutile de rechercher les violateurs de la loi.

L'expérience a démontré en effet qu'on ne pouvait enrayer efficacement la plaie des débits clandestins qu'en frappant directement la clientèle qui les fréquente. Et, d'autre part, il était impossible de contrôler cette clientèle interlope avec la nécessité des arrestations avec mandat. Il serait illusoire de dire que c'est une offense si l'on ne peut arrêter l'individu. Dans un endroit où l'on vend des liqueurs, il peut y avoir des étrangers dont on ne sait ni le nom ni l'adresse. Comment alors attendre pour aller chercher un mandat?

Si la loi est abrogée, chaque fois que les policiers auront à faire une descente, ils devront se rendre au palais de justice pour obtenir un mandat. Il deviendrait pratiquement impossible pour les agents de la Commission des liqueurs du Québec d'appliquer la loi s'ils étaient obligés d'obtenir en premier un mandat avant d'arrêter les personnes se trouvant dans un débit clandestin. Les fouilles et les arrestations sans mandat sont justifiées. Sans cette prérogative, les agents de la Commission des liqueurs du Québec éprouveraient beaucoup de difficulté à bâtir des preuves contre les personnes se trouvant dans un débit clandestin. Si un mandat devenait nécessaire, aucune procédure ne pourrait être inscrite sans que les agents n'aient d'abord obtenu des renseignements fiables justifiant la descente et la perquisition, et l'arrestation éventuelle des occupants. Il serait pratiquement impossible d'arrêter les habitués d'un tel établissement, que la Commission avait été en bonne voie d'éliminer de la province.

Pourquoi ne pas demander de mandat lors de l'arrestation de ceux qui fréquentent ces maisons de débauche dans les grandes villes? Il va sans dire que cela rendrait impossible toute action policière. Pendant que les agents de la paix sont à chercher des

mandats, les débits ont toute chance de se vider. Pour mener à bien les fins de la loi, si l'on ne veut pas que la loi reste lettre morte, il faut de toute nécessité que la police ait la permission de faire l'arrestation sans mandat.

Cette disposition, qui permet les arrestations sans mandat, n'est pas d'ailleurs propre à la loi des liqueurs, mais à une foule de Statuts criminels fédéraux. Si mon savant confrère, pardon, si mon ami l'honorable député de Trois-Rivières consulte l'article 648 du Code criminel, il constatera que le Code permet à un agent de la paix, ou à tout autre individu, l'arrestation sans mandat de tout homme surpris en flagrant délit de commettre un acte criminel. Lorsqu'il s'agit de la loi des liqueurs, seul un agent peut opérer une arrestation. Pourquoi l'offense commise contre la loi des liqueurs n'entraînerait-elle pas l'arrestation sans mandat?

Il y a plus. Je crois que ce serait se départir de la règle générale du droit commun que de dire qu'une personne qui se trouve dans un endroit où l'on vend illégalement des liqueurs et prise en flagrant délit de crime ne peut être arrêtée sans mandat. La Chambre aurait tort de ne pas s'en tenir au Code criminel qui, depuis 1896, contient les mêmes dispositions que la loi des liqueurs. Le privilège accordé à la Commission des liqueurs n'est donc pas exorbitant comme le prétend le député de Trois-Rivières et ce n'est pas quelque chose de nouveau au Canada.

L'on prétendra qu'il s'agit là d'offenses criminelles très graves comme meurtres, vols, etc. Or, parmi les actes criminels où l'on peut arrêter sans mandat, il en est de beaucoup moins graves que ceux prévus par la loi des liqueurs. Ainsi, on peut arrêter sans mandat les personnes qui fréquentent les maisons de jeux, de paris, de débauche, ainsi qu'en témoigne l'article 228, et personne ne trouve qu'il s'agit d'un privilège extraordinaire; celui qui crée une nuisance publique, d'après l'article 221; celui qui est présent dans un bureau d'agiotage, article 223; celui qui a en sa possession des liqueurs alcooliques dans le voisinage d'un endroit où se font des travaux publics (article 150 de la loi des cités et villes); celui qui se rend coupable de vagabondage, article 238; et nombre d'autres cas qu'il serait trop long d'énumérer. Tous les crimes cités ne sont sûrement pas plus considérables que ceux commis contre la loi des liqueurs. Si on abolissait la loi actuelle, ce serait contrevenir aux dispositions statutaires. Il ne s'agit donc pas en la présente occurrence de restreindre la liberté individuelle, mais d'assurer l'exécution d'une loi nécessaire pour l'ordre public.

L'honorable député de Trois-Rivières a invoqué la liberté des citoyens. Je le répète, il ne peut être question de restreindre la liberté de l'individu qu'en ne modifiant pas cette loi; mais, en ne permettant les arrestations que seulement lorsque les agents ont un mandat, nous encouragerions les gens à fréquenter les débits clandestins. C'est restreindre la liberté de mettre un homme en prison s'il viole la loi, mais ce serait encourager la violation de la loi que de restreindre les droits de la justice et de la société. La loi, telle quelle est, peut présenter des inconvénients. Elle n'est pas parfaite, mais c'était tout ce qu'il était possible de faire, compte tenu des circonstances, et c'était la meilleure arme contre les débits clandestins et leurs habitués. C'est pourquoi je propose que le projet de l'honorable député de Trois-Rivières ne soit pas lu une troisième fois et qu'il soit renvoyé à six mois.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je félicite l'honorable député de Bellechasse. Il (M. Taschereau) fait preuve de beaucoup de talent et d'érudition dans son argumentation pour une mauvaise cause. Il est assidu et travailleur en cette Chambre. Mais je crois que l'honorable député, qui tient sans doute à conserver son mandat et son talent, va, d'ici peu, présenter lui-même une mesure contre les arrestations sans mandat. Il devrait favoriser la présente mesure qui a pour but de rétablir les mandats d'arrestation. Je crois que dans l'étude d'une loi qui tend à abolir les mandats d'arrestation, il ne faut pas oublier que la liberté individuelle et la liberté des personnes sont deux choses sacrées qui doivent être défendues par tous les moyens légaux. Elles ne doivent pas être sacrifiées. Cependant, elles ont toutes deux été menacées par les dispositions de la loi concernant les boissons alcooliques à laquelle je m'oppose, dit-il. Les arrestations sans mandat ne devraient plus être tolérées.

L'honorable député de Bellechasse (M. Taschereau) est professeur de droit criminel à l'Université Laval. Il est probable qu'en qualité de professeur il doit oublier le parti politique pour n'enseigner à ses élèves que de saines doctrines. Il enseigne sans doute à ses élèves, par exemple, le grand principe du droit que personne ne peut être condamné sans être entendu et qu'on ne doit mettre personne en accusation sans qu'il sache d'abord de quoi il est accusé dans un dossier criminel dans le mandat qui précède la plainte. C'est aussi le droit de la personne arrêtée de connaître les accusations portées contre elle.

Celui qui est accusé fausement et malicieusement a le droit de connaître celui qui lui a causé du tort, soit par une fausse délation, soit sur une plainte injuste et mal fondée, afin de le poursuivre pour compensation. Or, avec le système d'arrestations sans mandat, l'inculpé ne peut connaître ni le délateur, ni l'accusateur, ni même pourquoi on le conduit au cachot. Un autre principe fondamental du droit commun veut que tout accusé soit présumé innocent tant qu'aucune preuve n'a pas été produite contre lui. Or, avec l'arrestation sans mandat, la présomption légale disparaît en faveur de l'accusé, car on le jette en prison sans motif légal, sans que rien n'ait été allégué contre lui.

Mon honorable ami le député de Bellechasse affirme que les arrestations sans mandat ne sortent pas de la règle générale. C'est le contraire qui est vrai. Le point de vue du député de Bellechasse va à l'encontre, jusqu'à un certain point, du principe que c'est à la couronne de prouver la culpabilité d'une personne arrêtée; c'est contre la présomption de l'innocence. Ainsi, le meurtrier lui-même ne peut être arrêté sans mandat, sauf dans le cas de flagrant délit. L'accusé, en effet, est présumé innocent tant qu'aucune preuve n'est alléguée contre lui. C'est la jurisprudence britannique qui présume l'innocence d'une personne jusqu'à la preuve de sa culpabilité. Avec les arrestations sans mandat, on suppose que la personne arrêtée est coupable et qu'elle a la charge de prouver son innocence.

Toute législation qui est basée sur le mépris de la liberté individuelle est mauvaise. Si, comme le prétend l'honorable député de Bellechasse: "Il ne faut pas confondre la licence avec la liberté", on n'a pas le droit non plus, sous le prétexte de réprimer une licence, d'abolir les droits élémentaires de l'individu. Mais la plus dangereuse des licences, c'est la licence au point de vue législatif. Il faut respecter la liberté individuelle ou alors il vaut mieux ne pas faire de législation du tout.

Le député de Bellechasse demande comment les agents, s'ils ne connaissent pas les accusés, pourront arrêter avec mandat. Il sait pourtant bien qu'on peut émettre des mandats contre une personne inconnue du moment que l'offense y est mentionnée de même que le nom du plaignant et que la loi le dit en toutes lettres. Mais, dans ce dernier cas, l'accusé connaît alors ce dont on l'accuse et la personne qui l'accuse, en sorte qu'il lui reste un recours pour obtenir justice contre celui qui le persécuterait.

En réalité, notre loi des liqueurs est une loi extraordinaire qui ne vient pas du gouvernement actuel, mais qui remonte à Pierre le Grand et au tsar

Alexandre 1^{er} de Russie, ainsi que le faisait remarquer un journal (*Le Devoir*). C'est une mesure bolchéviste. Le gouvernement semble s'inspirer de la Russie pour obtenir une source de revenus.

L'honorable député de Bellechasse dit que mon projet aurait pour but d'encourager les "blind pigs". C'est une étrange conclusion. La loi est extraordinaire. Le gouvernement provincial a fait disparaître tous nos brefs de prérogative qui représentent la synthèse des libertés populaires. Du moins, il faudrait rendre nécessaire d'avoir des mandats pour procéder à des arrestations.

Cette loi accorde trop de privilèges aux agents de la Commission. La question sur la définition d'un délit clandestin selon la présente législation relève des employés de la Commission des liqueurs et peut donner lieu de du chantage, à de la malveillance et à toutes sortes de malhonnêteté et de canaillerie. La liberté personnelle du sujet et celle dont il jouit à l'égard de son foyer sont deux institutions chères aux Canadiens, dont la loi ne tient pas compte. Non seulement cette loi abolit les grandes libertés et sauvegardes de l'individu, mais elle permet à un employé de la Commission des liqueurs de violer le domicile de n'importe quel citoyen.

Il peut envahir le domicile à toute heure du jour et de la nuit, perquisitionner dans toute la maison, traîner les occupants au cachot sans avoir eu soin d'un simple mandat et, le lendemain, les remettre en liberté sans qu'aucune plainte n'ait été formulée. Une pareille loi permettant l'arrestation sans mandat est une prime au chantage, à l'intimidation et à la malhonnêteté. Ainsi, au cours d'une lutte électorale, un individu peut faire venir un policier de la Commission, l'envoyer au domicile d'un adversaire, le faire arrêter ainsi que toutes les personnes qui s'y trouvent à toute heure du jour et de la nuit, et ce, sans plainte, sans mandat. Un mouchard peut arrêter des adversaires politiques sous prétexte qu'ils sont dans un endroit où il se consomme des liqueurs. Le mandat est le seul élément qui permet aux citoyens d'avoir justice devant une cour. Avec les arrestations sans mandat, le député de Bellechasse s'égare de la bonne voie, car, si son argument est accepté, ce sera la fin de ce qui a toujours été sacré dans tous les pays britanniques: l'inviolabilité de la maison et de la liberté personnelle des citoyens.

La loi de la Commission des liqueurs du Québec est une loi extraordinaire, mais elle n'a pas un seul élément qui offre des résultats extraordinaires, comme celui qui permet les

arrestations sans mandat dans les cas entrepris sous son égide. Je sais qu'il se trouve à la Commission des liqueurs des officiers de valeur, des gens de confiance, des gens honnêtes, en règle générale, mais il y a aussi parmi les agents, malheureusement, un grand nombre de mouchards, de gens sans foi ni honneur ni réputation, sans principes ni conscience, qui déshonorent la Commission et qui sont la cause de nombreux abus et qui, selon le jugement de l'honorable juge Tellier de la Cour d'appel, ne sont pas croyables sous serment et rendent des témoignages indignes de gardiens de la paix. Et c'est à ces gens que l'on donne l'autorisation de violer le domicile, d'arrêter les gens, de les conduire au cachot, sans plainte et sans mandat.

Je dis que c'est une loi rétrograde, une loi liberticide, une loi arriérée et qui met nos cultivateurs et nos ouvriers à la merci de toutes les pratiques éhontées du chantage le plus répugnant. Afin de prévenir le chantage, et bien d'autres abus, je demande le maintien de l'ancienne loi d'après laquelle on ne pouvait arrêter les gens dans les débits clandestins sans avoir de mandat. La loi des liqueurs n'est pas une loi libérale et je considère que mon projet devrait être adopté sans délai.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

M. l'Orateur, la loi des liqueurs a été établie il y a une dizaine d'années dans Québec. Elle a donné satisfaction et le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) a tort de faire une sortie aussi violente contre elle. Notre loi a montré ce qu'elle vaut, à un point tel qu'elle a été copiée dans la plupart des autres provinces du pays par la suite.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Pardon?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je

dis qu'elle a été copiée par la plupart des provinces. Elle n'est donc pas aussi mauvaise que le député de Trois-Rivières semble le croire. La seule question qui en est ressortie fut de savoir comment l'appliquer. Actuellement, il s'agit de simplement appliquer la loi des liqueurs. Une personne qui est arrêtée sans mandat doit être présentée devant un juge sur-le-champ.

L'honorable député de Bellechasse a parfaitement démontré les conséquences du projet à l'étude au point de vue légal. Il a placé les faits devant la Chambre. J'admets qu'en règle générale il faut un mandat pour arrêter quelqu'un. Mais il y a des exceptions et l'honorable député de Bellechasse les a

mentionnées. Dans ce cas, il s'agit aussi de gros bon sens. On arrête un homme sans mandat lorsqu'il est pris en flagrant délit de commission d'un acte criminel.

Par exemple, une personne qui a commis une infraction criminelle, si l'agent qui le sait doit trouver un magistrat pour obtenir une plainte et prendre un mandat, cette personne a amplement le temps de se sauver. Est-il possible de prévoir que lorsque les policiers ont fait une descente et ont vu des habitués, ils auraient dû se rendre à un palais de justice pour obtenir un mandat? Si vous êtes obligé de courir à la cour pour obtenir un mandat afin d'arrêter quelqu'un pris dans un "blind pig", lorsque vous reviendrez, il ne sera plus là sûrement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il courra lui aussi.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il courra et on ne le retrouvera plus. Quoi qu'en dise mon honorable ami de Trois-Rivières, notre loi des liqueurs est bonne et elle a promu la tempérance chez nous. Elle a fait disparaître un grand nombre de débits clandestins. Nous avons un bon système qui encourage la tempérance dans la province. Nous avons établi des endroits où les liqueurs peuvent être obtenues, nos propres magasins de la Commission des liqueurs, et nous accordons des permis aux tavernes et aux hôtels. Les débits clandestins sont apparus. Je ne pense pas, dit-il, qu'existe le danger décrit par le député de Trois-Rivières pour les agriculteurs et les ouvriers, à l'effet que les agents de la Commission fassent irruption dans leur domicile. Je ne crois pas que les débits clandestins existent en campagne, quoiqu'il y en ait quelques-uns à Montréal et à Québec, et ils prospèrent après les heures d'ouverture des tavernes. Le gouvernement veut mettre un frein à de telles pratiques. Les débits clandestins et les fournisseurs illicites qui se répandent partout dans la province, particulièrement dans les grandes villes, deviennent une véritable menace. Si les mandats allaient demeurer nécessaires, la plupart des habitués de ces établissements échapperaient à la sanction prévue par la loi.

La loi proposée par le député de Trois-Rivières est contraire à l'ordre public, et aussi à la tempérance. Le gouvernement a régi le débit des alcools et les débits clandestins qui sont contraires à la paix publique. Si l'on veut l'observance de la loi, il faut conserver l'arrestation sans mandat dans certains cas spécifiés. Le gouvernement n'aime pas l'idée

d'arrêter des gens sans mandat, mais il y a des circonstances où c'est nécessaire, lorsque des mandats ne peuvent pas être produits à l'avance.

En 1928, la Législature a ajouté un amendement pour permettre l'arrestation de l'homme qui consommait des liqueurs dans un endroit non licencié et qui ne pouvait pas justifier de manière satisfaisante la raison de sa présence à cet endroit. C'était peut-être extraordinaire, mais les circonstances pour lesquelles la loi devait être traitée étaient extraordinaires également. En 1929, la loi a été amendée pour permettre d'arrêter ces personnes par un agent, sans que ce dernier ait un mandat en main. Pour émettre un mandat, il faut une plainte. Il faut donc le nom de l'individu. On n'a pas toujours un juge sous la main pour lui faire signer le mandat d'amener.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait signe que non.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les descentes se font pendant la nuit lorsque les juges ne sont pas disponibles. Mon honorable ami pense-t-il que, si des agents découvrent un "blind pig" la nuit, les gens qui s'y trouvent attendront au lendemain pour être arrêtés parce que les agents trouveront le palais de justice fermé la nuit? Que voulons-nous?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il suffit d'un juge de paix.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il faudra le trouver, la nuit. Ce sera encore plus difficile. Nous n'en connaissons pas qui travaillent la nuit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Montrant les doigts de sa main) Il y en a comme cela.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je crois que l'honorable député de Bellechasse a eu raison de dire que l'amendement de l'honorable député de Trois-Rivières encouragerait les "blind pigs". Quant aux domiciles des citoyens, ils ne seront pas violés. Les endroits où il se vend des liqueurs sans permis se trouvent surtout dans les villes et sont bien connus.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Si ces endroits sont connus, que l'honorable ministre porte plainte, alors. Pourquoi alors ne pas les faire disparaître?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous ne connaissons pas d'avance les noms de ceux qui vont fréquenter les "blind pigs"; on n'émet pas de mandats en blanc! Ça ne peut exister si on ne connaît pas l'offense qui a été commise.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous les connaissez; alors, faites-les disparaître et personne ne les fréquentera plus! On peut émettre des mandats contre des personnes inconnues.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il n'y a qu'à Montréal où l'on donne des mandats en blanc². Il y a eu une exception récemment, mais c'est une pratique irrégulière. Je considère que le projet devrait être rejeté. L'adoption du projet de loi du député de Trois-Rivières va seulement promouvoir de manière considérable les activités des débits, des bars clandestins et d'autres endroits similaires. La loi ne devrait pas être changée. Il se déclare favorable au renvoi à six mois.

(Applaudissements à droite)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis un peu embarrassé de parler après l'honorable député de Bellechasse, qui est professeur de droit criminel à l'Université Laval, car je ne fais que sortir de l'Université. J'espère que les "blind pigs" n'existeront jamais dans les campagnes comme l'a laissé entendre l'honorable ministre de la Voirie, mais cela peut arriver et alors il faut assurer la protection des cultivateurs. Je suis heureux de dire qu'il n'y a pas de ces établissements dans mon comté.

Je veux protester, dit-il contre les pouvoirs extraordinaires que la loi des liqueurs donne aux agents qui s'attaquent aux établissements clandestins. La loi actuelle ouvre la porte aux abus de la part des agents de la Commission des liqueurs, et il serait préférable de revenir à l'ancienne pratique. La loi présente existe pour les villes comme pour les campagnes, et les cultivateurs sont en butte à toutes sortes d'attaques de la part des agents de la Commission des liqueurs. Si la loi était amendée, ceci obligerait les agents de la Commission des liqueurs de s'assurer des faits, avant de procéder à l'arrestation des gens qu'ils pensent être coupables d'une infraction à la loi des liqueurs. Je crois que la Chambre devrait adopter le projet de loi de l'honorable député de Trois-Rivières, car tôt ou tard, il faudra empêcher l'arrestation sans mandat. Bien que je veuille que la loi soit respectée, je suis d'avis, dit-il, que c'est possible de la faire sans mettre en danger le droit de la population.

(Applaudissements à gauche)

M. Cantin (Saint-Sauveur): L'honorable député de Deux-Montagnes est bien chanceux de pouvoir dire qu'il n'y a pas de "blind pigs" dans son comté. Je n'ai pas été capable d'en dire autant l'an dernier, lorsque j'ai eu le courage de dire qu'il y avait des débits clandestins à Montréal, Québec et même à Trois-Rivières et à d'autres endroits, et de prendre ma position sur la question de permettre aux tavernes de rester ouvertes une heure de plus le soir pour la vente de la bière. Ceux qui veulent examiner les effets de cette loi constateront que ces effets ont été heureux, car les "blind pigs" ouvrent quand les tavernes ferment. Nous ferions un pas en arrière si nous adoptions le bill du député de Trois-Rivières.

Il souligne la nécessité de mesures strictes pour combattre les activités des débits clandestins et autres nuisances similaires dans les villes et ailleurs dans la province. Le gouvernement a pris le seul moyen à sa disposition pour faire respecter la loi. Les débits clandestins vendent de l'alcool frelaté, et proclamer que les arrestations ne peuvent pas se faire sans mandat va aider ces débits. Dans les centres importants, l'arrestation sans mandat s'impose en certains cas. Ce n'est pas le temps quand un "blind pig" s'ouvre à minuit de courir chez un magistrat chercher un mandat pour arrêter des indésirables. C'est bien le cas de faire une loi d'exception pour les personnes qui fréquentent ces établissements.

Le projet de l'honorable député de Trois-Rivières est une mauvaise loi. Il se dit assuré que si la loi du député de Trois-Rivières était adoptée, le nombre des "blind pigs", où l'on vend de la mauvaise boisson, serait multiplié par 10 en six mois dans des centres populeux comme Montréal, Québec, Sherbrooke et Trois-Rivières, et ce n'est pas une exagération. Laissons les officiers de la Commission arrêter sans mandat ceux qui fréquentent les "blind pigs"!

Les oppositionnistes ont voulu suggérer que le gouvernement emploierait des mouchards dans le temps des élections. Il y en a dans toutes les polices et ils sont nécessaires. Le peuple le comprend. On ne peut citer d'exemples comme ceux-là dans la ville de Québec. C'est une mauvaise tactique que de le prétendre. Il peut arriver des cas particuliers où des agents ont été trop loin, mais, en règle générale, cette loi est nécessaire et évite de nombreux abus. Je ne crois pas, dit-il, que le danger est aussi grand que le laisse entendre le député de Trois-Rivières. En face des dangers du projet, qui rendra inefficace le travail de la police, j'approuve les paroles de l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault) et du député de Bellechasse pour le renvoi du bill à six mois.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Authier, Bédard, Bergeron, Bernard, Bullock, Cantin, Casgrain, Charbonneau, Côté, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dufour, Dugas, Farand, Francoeur, Frigon, Gauthier, Grant, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac Saint-Jean), Papineau, Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Power, Rochette, Savoie, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Turcotte, 44.

Contre: MM. Bercovitch, Blain, Cohen, Duplessis, Fisher, Gault, Guertin, Houde, Sauvé, Tremblay, 10.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, adopté.

La motion principale, ainsi amendée, est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

Importation des produits russes et propagande bolchévique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), la motion suivante: "Que cette Chambre a appris avec plaisir que le gouvernement du Canada avait, par arrêté pris le 27 février 1931, prohibé l'importation au Canada des produits russes qui font concurrence à ceux de notre pays et réalisé ainsi le vœu exprimé dans une motion que le secrétaire de la province a, le 30 janvier 1931, déposée sur le bureau de cette Chambre au nom du gouvernement du Québec."

M. l'Orateur, je n'ai que quelques mots à ajouter. Il y a quelques semaines, le Conseil législatif a adopté à l'unanimité une motion que j'ai présentée moi-même en cette Chambre, priant le gouvernement fédéral de défendre l'entrée des produits russes au Canada et demandant aussi d'éliminer la propagande bolchévique au Canada. Avant la discussion de ma motion initiale à la Chambre basse, dit-il, le 5 mars, l'honorable Frank Carrell avait présenté et débattu une motion similaire à la Chambre haute. Le Conseil législatif a adopté cette motion à l'unanimité après un magnifique discours de l'honorable sénateur Chapais qui terminait ses remarques par le cri *Caveant consules*³!

Suite à cela, le gouvernement fédéral a annoncé un embargo sur les produits russes. Subséquemment, cette Chambre a adopté la même proposition. Le but de ma motion d'aujourd'hui est d'exprimer la gratitude de cette Chambre au

gouvernement fédéral qui a donné suite à ma motion du 30 janvier⁴ dernier et de permettre à la Chambre de connaître les faits.

(Applaudissements à droite)

M. Dugas (Joliette): M. l'Orateur, la motion qui a été proposée par l'honorable secrétaire provincial demandait au gouvernement fédéral de combattre la propagande bolchévique.

Il (M. Dugas) propose en amendement, appuyé par le représentant de Napierville-Laprairie (M. Charbonneau), que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants: "que le gouvernement du Canada soit prié d'accorder son attention à la deuxième partie de la motion du 30 janvier 1931 et soit prié aussi de prendre les moyens nécessaires pour enrayer la propagande russe dans notre pays".

M. Casgrain (Témiscouata): Je considère que l'amendement de mon honorable ami de Joliette ne va pas encore assez loin. Je propose en sous-amendement, appuyé par le représentant de Matane (M. Bergeron), que l'amendement en discussion soit amendé en y ajoutant les mots suivants: "qu'il plaise au gouvernement du Canada d'édicter ou prendre à ce sujet les mesures nécessaires dans le plus bref délai possible".

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je réclame, dit-il, les amendements et sous-amendements. Je reconnais l'écriture du secrétaire provincial. C'est sans doute par humilité qu'il a confié cet amendement et ce sous-amendement à deux jeunes collègues. La question russe est plus sérieuse que les membres de la droite ne paraissent le croire et on devrait la discuter sans se permettre de telles farces. Nous avons depuis quelque temps un drôle de spectacle. L'autre jour, le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Perrault) a présenté une motion, et aussitôt le premier ministre s'est levé pour amender sa motion. Cet après-midi, le secrétaire provincial présente une motion, et aussitôt le député de Joliette (M. Dugas) y présente un amendement et le député de Témiscouata (M. Casgrain) présente un autre amendement à l'amendement, le tout fait d'ailleurs pour l'apparence, puisque la source est unique.

On a dit que le désordre est un effet de l'art, mais pas chez le gouvernement. En sommes-nous rendus à voir un gouvernement discuter une question aussi grave avec aussi peu de sérieux? C'est regrettable que le gouvernement traite ce très sérieux problème à la légère. Il est évident que le

gouvernement fait de la politique avec une question d'une si grande importance pour les gens de la province. Ceci est moins surprenant lorsqu'on se rappelle les événements survenus l'autre jour, lorsque la première motion David avait été présentée.

Il y a évidemment désaccord du côté ministériel. Il regrettait cette malheureuse division. M. l'Orateur, c'est la première fois que nous avons le spectacle de trois membres de la droite différant d'opinions avec un membre du gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Est-ce que ça arrive dans l'opposition⁵?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Chez nous, ça s'explique, car nous avons la liberté de pensée. Le secrétaire provincial demandait à la Chambre, il y a quelques jours, de supplier le gouvernement fédéral d'imposer l'embargo sur les produits russes. Or, le gouvernement fédéral avait déjà décrété l'embargo. La motion devenait donc ridicule et illogique. Aussi, comme le gouvernement fédéral avait devancé la motion, que la chose demandée était devenue chose accomplie, l'opposition a proposé un amendement logique: que la Chambre approuve et félicite le gouvernement fédéral d'avoir imposé l'embargo. Jeudi dernier, l'opposition a été assez conséquente dans sa conduite. Et nous avons vu alors jusqu'où allait la reconnaissance du gouvernement.

L'opposition, par un amendement où elle se déclarait contre l'entrée des produits russes et contre les doctrines bolchéviques, a remercié M. Bennett. L'opposition voulait que le gouvernement fédéral reçoive le crédit. Le gouvernement, lui, a refusé carrément. Il a refusé car ça venait de l'opposition. Je regrette, dit-il, que le gouvernement refuse de montrer de la gratitude. Il a tout simplement manqué de politesse, de logique et de courtoisie. Et comme l'opposition, par son amendement, avait nettement manifesté qu'elle réprouvait l'entrée des produits et la propagande bolchévique, elle ne pouvait logiquement, en votant pour la motion David, demander à M. Bennett de faire ce pour quoi elle lui adressait des félicitations.

Aujourd'hui, l'honorable secrétaire présente une autre motion qui est pratiquement similaire à l'amendement de l'opposition, quoique le texte soit différent. L'honorable M. David revient sur le sujet et se dit content. Le gouvernement, après avoir refusé de remercier et d'approuver le gouvernement fédéral pour son geste sauveur, a des remords tardifs et il vient non pas tant offrir des remerciements à Ottawa, mais se congratuler lui-même.

La motion dit en effet que la Chambre a appris avec plaisir que le gouvernement du Canada avait, par arrêté pris le 27 février 1931, prohibé l'importation au Canada des produits russes qui font concurrence à ceux de notre pays et réalisé ainsi le vœu exprimé dans une motion que le secrétaire de la province a, le 30 janvier 1931, déposée sur le bureau de cette Chambre au nom du gouvernement de Québec. Mais pourquoi n'exprime-t-il pas dans sa motion des remerciements au gouvernement d'Ottawa?

L'honorable M. David (Terrebonne): Mon honorable ami de Trois-Rivières ne devrait pas parler comme cela. Il n'en a pas le droit. Qu'il lise donc ma motion.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais il n'y a pas que le secrétaire provincial qui a demandé l'embargo et la lutte contre le bolchévisme. L'honorable secrétaire provincial a oublié le vœu exprimé de l'honorable M. Chapais, les déclarations de l'opposition réclamant l'embargo. Bien avant lui, notre clergé, nos financiers, nos corps publics l'avaient réclamé. Mais, de ceux-là, il n'est pas du tout question. Le secrétaire provincial s'attribue tout le mérite. La motion présentée devant la Chambre ne remercie pas le gouvernement fédéral, mais présente simplement un bouquet à l'honorable secrétaire provincial. Évidemment, le secrétaire provincial a des émotions. Il souffre d'un excès d'humilité, étant donné qu'il a seulement mentionné sa propre motion initiale.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable député de Trois-Rivières ne pèche jamais sur ce point.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le secrétaire provincial est expert en pareil cas. Il devrait y avoir de l'humilité du côté droit de la Chambre, parce que des ministres s'y trouvent. Il y a un proverbe qui dit: *Medeci, cura te ipsum*⁶.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il y en a un autre...

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Arrangez-vous pour que l'on vous comprenne.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement ne traite pas la question sérieusement et, comme je l'ai dit, il a même oublié qu'il devait remercier le gouvernement fédéral. Le député de Joliette

(M. Dugas) et le député de Témiscouata (M. Casgrain) ont présenté un amendement et un sous-amendement visant sans aucun doute à embarrasser la gauche. Ainsi, il ne devrait pas y avoir de malentendu. En tout cas, alors que le premier ministre et le secrétaire provincial parlent et, au lieu de faire comme des gens polis, refusaient de remercier le gouvernement fédéral, ce dernier agissait. Le gouvernement fédéral a fait son devoir.

Le secrétaire provincial s'élève avec raison contre la propagande des théories communistes. Mais la prédication de pareilles théories subversives est en violation des lois. Qui doit voir au respect des lois dans cette province, si ce n'est d'abord le procureur général lui-même? Le procureur général devrait essayer de débarrasser la province des bolchévistes au lieu d'essayer de transférer la responsabilité sur les épaules du gouvernement fédéral.

Le secrétaire provincial n'a donc pas confiance dans son collègue le premier ministre qui est en même temps le procureur général, ou plutôt, il a plus confiance au gouvernement fédéral. On le dirait! Je ne le lui reproche pas d'ailleurs, mais c'est une curieuse manière de s'occuper de cette question importante.

Comment se fait-il que le premier ministre qui, il y a quatre jours, refusait d'approuver le gouvernement fédéral, disait: "Nous ne savons pas si cette mesure d'embargo a été adoptée?" Aujourd'hui, il paraît l'avoir appris vite. Néanmoins, pour ma part, j'appuie la motion, quoiqu'elle soit bien tardive.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): La manœuvre peut être habile. Demain, on dira ou on pourra dire dans les journaux de la province que l'opposition n'est pas conséquente dans ses votes, que les membres de l'opposition ont été obligés de voter contre les principes soutenus sur leur parole. Mais, à l'analyse de tous les faits, il est possible de voir aisément que les membres du gouvernement, pas ceux de la gauche, ont été pris par surprise.

L'autre jour, le gouvernement a appuyé la motion du secrétaire provincial (l'honorable M. David). L'opposition a voté contre la motion de l'honorable secrétaire provincial parce qu'elle était inutile depuis qu'Ottawa avait déjà passé un ordre en conseil. En réalité, nous avons demandé à la Chambre, par le biais de l'amendement Blain, de voter pour remercier le premier ministre du Canada et son cabinet parce que de tels remerciements étaient mérités, et nous voulions être logiques. Le gouvernement a refusé de le faire d'une manière décisive. Parce qu'il a refusé de rendre hommage au

secrétaire provincial, l'amendement a échoué, comme nous le savons déjà.

Le gouvernement a eu une attitude illogique sur une question des plus importantes. Maintenant, on essaie une autre manœuvre, avec le même résultat en vue, mais d'une manière si maladroite qu'il a fallu un amendement et un sous-amendement pour compléter l'idée sous-jacente.

Aujourd'hui, le gouvernement nous arrive avec un certain air de malice, avec une autre motion. Voilà qu'après avoir voté contre notre amendement, le secrétaire provincial propose une motion de félicitations. Puis, avec des airs de jeunes débutants de la saison...

(Rires)

... voilà que deux jeunes députés croient devoir proposer un amendement et un sous-amendement afin de solliciter une propagande antisoviétique de la part de l'honorable Bennett. Ainsi, on exécute tout simplement une petite manœuvre politique pour jouer avec une question de la plus haute gravité, inspirée par le secrétaire provincial qui veut tempérer ses félicitations par une demande. Ça paraîtra mieux dans les journaux à la solde du gouvernement. Ni le gouvernement ni les débutants n'ont le droit de faire du capital politique avec une aussi grave question.

Aujourd'hui cependant, afin que le gouvernement ne rende pas notre position incompréhensible, nous allons voter pour la motion afin que le premier ministre ne puisse faire dire par les journaux à sa solde, à même l'argent du peuple, que l'opposition a voté contre l'embargo et pour la propagande bolchévique. Et ici, je tiens à faire remarquer que la *Gazette*, journal autrefois sérieux, devenue maintenant plus ministérielle que le *Canada*, ne pourra plus affirmer, dans un titre avec des lettres hautes comme ça, une pareille fausseté.

La *Gazette* a prétendu que les houdistes, non pas l'opposition, car ces messieurs ont la démangeaison qui s'appelle l'antihoudisme, les gens qui en sont atteints se grattent parfois jusqu'au sang, la *Gazette* a prétendu, dis-je, que nous étions contre l'embargo sur les produits russes. Cependant, l'amendement du député de Montréal-Dorion (M. Blain) contenait toute la question relative à la motion du secrétaire provincial. C'est du dernier ridicule. Puis-je me permettre d'ajouter qu'après une pareille aventure, désormais, ce journal ne pourra plus être considéré comme un journal vraiment sérieux, et ceux qui comptaient sur ce journal pour en obtenir des nouvelles sérieuses sauront qu'ils ne peuvent plus s'y fier et iront ailleurs?

Vous ne pouvez pas vous y fier. L'évidence c'est qu'il y avait un titre flamboyant à la grandeur de la page qui déclarait ce qui était exactement le contraire de ce qui est dans le texte du rapport qui indiquait ce qu'était l'attitude de l'opposition.

En dépit de ces manœuvres, nous tenons à remercier l'honorable Bennett et nous voterons pour la motion, l'amendement et le sous-amendement, ne serait-ce que pour voir passer à la postérité ce monument d'indélicatesse et d'impolitesse de la part d'un gouvernement libéral et parce qu'ils concrétisent ce qui avait été présenté l'autre jour par le député de Montréal-Dorion (M. Blain).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. l'Orateur, il est malheureux que la discussion ait pris cette mauvaise tournure. Je regrette certains aspects de la discussion qui ont émané en regard de la situation russe. C'est exactement ce que j'espérais éviter lorsque la deuxième motion de M. David a été présentée.

Voilà une motion sur laquelle les deux côtés de la Chambre auraient dû s'entendre et sur laquelle ils devraient s'unir à titre d'exemple à la population. Au sujet d'une telle chose, je suis d'avis que tous les citoyens de la province doivent s'unir. Les bolchévistes, pour les appeler par leur nom, seront sûrement heureux de voir comment cette question a été traitée par certaines personnes dans la Législature provinciale. Personne dans l'opposition, pas plus que de notre côté, ne veut permettre l'invasion de nos marchés par les produits russes. Nous sommes tous d'accord pour travailler contre le communisme. Entendons-nous donc.

Dans la motion initiale du secrétaire provincial, on demandait à Ottawa d'interdire la concurrence coûteuse faite aux Russes et de mettre un frein à la propagande russe, et il était certain qu'aucun membre de l'opposition n'admettrait que de telles mesures devraient être adoptées. Mais, l'autre jour, l'opposition a fait une fausse manœuvre. Elle a voulu faire disparaître la motion de l'honorable secrétaire provincial en suggérant une motion de félicitations pour remercier le gouvernement fédéral pour le décret, qui aura supplanté la motion initiale dans son ensemble.

L'honorable chef de l'opposition rit. C'est qu'il ne fait que de s'en apercevoir. Nous avons dit l'autre jour à l'opposition: "Adoptez la motion David et nous adopterons ensuite une motion de remerciements à Ottawa." On n'a pas voulu. C'est ce que le gouvernement fait actuellement et il est logique avec lui-même.

Aujourd'hui, on nous reproche de ne pas remercier M. Bennett. L'honorable secrétaire provincial (M. David) exprime la satisfaction de la Chambre de la décision du gouvernement fédéral. Cela devrait suffire. Cependant, il faut noter que dans l'arrêté en conseil, Ottawa mentionne seulement une chose, les importations russes, et ne fait aucune référence au dernier point de la motion de l'honorable secrétaire provincial. Ottawa n'a pas traité de la propagande bolchévique au pays, qui forme la seconde partie de la motion initiale. C'est à cela que le secrétaire provincial l'invite et, à sa motion, deux députés veulent ajouter une demande au gouvernement fédéral pour qu'il fasse cesser la propagande bolchévique. Tel est le but de l'amendement de l'honorable député de Joliette (M. Dugas). Nous espérons que la Chambre sera unanime.

L'honorable député de Trois-Rivières a fait de l'esprit. Il en a beaucoup. Mais qu'il prenne garde! L'esprit que l'on veut avoir gêne celui qu'on a...

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) C'est justement ce que je pense en écoutant l'honorable premier ministre dans le moment.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Oh! Je ne fais pas d'esprit. Entendons-nous pour demander au gouvernement fédéral, tout en le remerciant et le félicitant, de nous aider à enrayer le bolchévisme chez nous. Je le répète, il faut faire cesser la propagande bolchévique. Il y a un moyen qui est des plus nécessaires et il s'agit d'une démarche radicale. Seules les autorités du fédéral peuvent s'occuper de ce problème.

Et le meilleur moyen serait de déporter tous ces immigrés, fauteurs de doctrines malsaines. Ce serait tant pis pour leur pays, mais tant mieux pour nous. Montréal, par exemple, est remplie d'étrangers qui empoisonnent l'esprit de notre population et qui malheureusement s'implantent. Le plus rapidement ils seront déportés, le mieux ce sera pour le pays et pour nous-mêmes.

Et, comme procureur général, je serais heureux de m'entendre à ce sujet avec le ministre de la Justice à Ottawa. Je vais me mettre sans tarder en rapport avec pour lui offrir mes meilleurs efforts et mon entier concours pour débarrasser la province et Montréal de l'élément rouge, de ces indésirables qui sont ici, afin d'enrayer le mal à ses débuts. J'invite le gouvernement fédéral à se joindre à nous. Toutes les compétences dont dispose le gouvernement provincial seront mises à la disposition du gouvernement fédéral à Ottawa, afin de s'assurer de

la déportation de cet élément connu sous le nom de rouges et de communistes ayant prêté allégeance à des pays étrangers.

On m'a cité un discours rempli des pires blasphèmes à l'adresse de tout ce que nous respectons, qui a été prononcé ces jours derniers à Montréal, lors d'une assemblée, par un nommé Morin, un Canadien français. Il a profané et foulé aux pieds tout ce que nous avons de plus cher. Il faut que cela cesse et mettre bon ordre à cela.

M. Blain (Montréal-Dorion): Quel Morin?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne le sais pas. Ce que je sais, c'est que ce n'est pas mon confrère M. l'avocat Morin, de Saint-Joseph-de-Beauce.

L'honorable chef de l'opposition déclare qu'il appuiera la motion de l'honorable secrétaire provincial. Tant mieux si nous sommes d'accord. Il (l'honorable M. Taschereau) invite l'opposition à intervenir auprès d'Ottawa où elle a plus de chances que le gouvernement libéral. La motion présentée devant la Chambre et l'amendement et le sous-amendement remercient M. Bennett et lui demandent d'agir rapidement et efficacement pour arrêter la propagande.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je considère que cette discussion est hors d'ordre, comme le sait le gouvernement. Les députés n'ont pas le droit de faire référence pendant un débat à un débat antérieur à la même session.

L'opposition a proposé l'autre jour ce que le gouvernement propose aujourd'hui. Ce qui est demandé dans la deuxième motion David et son amendement se trouve dans mon propre amendement, qui a été rejeté par les libéraux la semaine dernière. L'amendement présenté et voté par l'opposition mentionnait en toutes lettres que la Chambre réprouvait, et l'entrée des produits russes et la propagande bolchévique. Cet amendement de jeudi dernier ne détruisait pas mais complétait et mettait à point la motion David. Aucun des principes présentés par le secrétaire provincial ne seront retirés par l'amendement à la motion.

La motion d'aujourd'hui devrait faire mention de l'opinion des conservateurs qui est contre le bolchévisme. On doit insister auprès d'Ottawa pour l'extradition des communistes.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):
L'invitation du premier ministre, au sujet de la

déportation des éléments rouges, est importante. Il (M. Houde) pense qu'il est préférable de clarifier la situation. Je voudrais que l'on tienne compte d'une chose. Je voudrais que les journaux qui ne sont pas à la solde du gouvernement disent demain que dès la session spéciale du Parlement fédéral, au mois de septembre dernier, bien avant le secrétaire provincial, le gouvernement Bennett avait songé à la lutte contre le bolchévisme et qu'il s'était fait autoriser à révoquer toute entente commerciale avec un pays non signataire du traité de Versailles, ce qui pourvoyait précisément au cas de la Russie.

M. Bennett a utilisé son pouvoir. Dès lors, le premier ministre du Canada songeait à la politique adoptée récemment. Et, quand le secrétaire provincial a exposé sa motion, le gouvernement fédéral avait déjà agi. Par conséquent, il est à noter que l'honorable secrétaire provincial était quatre ou cinq mois en retard par rapport aux autorités fédérales avec sa motion de l'autre jour en pensant bannir les produits russes.

Le premier ministre a cité des auteurs. Mais, sans tenir à faire des citations, je lui dirai: "Rendez à César ce qui est à César." L'auteur de cette sentence vaut bien le premier ministre. Il est bon et juste que l'on sache que c'est le gouvernement fédéral qui a décidé l'embargo contre les produits russes et qui y avait songé. Tout en laissant à l'honorable secrétaire provincial son crédit, nous devons donner le sien à l'honorable Bennett.

On a parlé des éléments communistes. Le leader de la droite a parlé de la situation de Montréal. Je déplore avec lui l'assemblée à laquelle il a fait allusion et les paroles qui ont été prononcées. C'est un fait que s'il y a des éléments communistes, ils doivent être plus nombreux qu'ailleurs, et je fais remarquer qu'en dépit de la situation assez difficile de l'hiver que nous venons de passer, l'ordre n'a cessé de régner dans la métropole. Je tiens à dire tout de suite au premier ministre que la population de Montréal reste hostile à ces menées communistes.

Le premier ministre se dit prêt à se débarrasser de ces éléments. Il a offert son concours, comme procureur général. Je lui offre mon concours le plus entier et le plus complet, comme maire de Montréal, ainsi que celui du conseil municipal de Montréal pour débarrasser la province des éléments étrangers communistes ou réduire à l'inaction les communistes qui voudraient s'agiter, si le premier ministre veut se montrer sérieux.

Si la question du bolchévisme est réglée, si la province est débarrassée de tous ces éléments dangereux, dans bien des cas contre les lois de notre

pays, ainsi, bien d'autres problèmes se trouveront réglés par le fait même.

(Applaudissements à gauche)

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande que les deux amendements soient traduits en anglais⁷.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre l'adopte.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre l'adopte.

Et, alors, la motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Taxe sur les corporations

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 modifiant la loi de la taxe sur les corporations soit maintenant lu une troisième fois.

M. Guertin (Hull) demande que les résidants de Chénéville, Montpellier, etc., puissent monter sur les convois qui traversent ces régions, car actuellement la compagnie refuse de les transporter.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): J'ai dit à la Chambre que je demanderais à la compagnie intéressée, la compagnie Singer, si elle consentirait à transporter des passagers sur son chemin de fer. Elle m'a répondu que, d'après la charte qu'elle détient, la compagnie Singer ne peut accepter de voyageurs sur ses convois et n'est pas outillée pour cela. De plus, la compagnie ne traverse pas le village, comme le prétendait l'autre jour le député de Hull. Cette compagnie fait l'exploitation de bois franc et non de bois de pulpe.

M. Guertin (Hull): On aurait dû pourvoir à cette situation en lui accordant une charte. Je ne veux pas faire des faveurs aux compagnies qui maltraitent les hommes dans leurs chantiers.

Il (M. Guertin) fait une sortie contre la compagnie Singer qui fait travailler ses hommes de chantier dans des conditions absolument antihygiéniques.

Il lit et produit un grand nombre de lettres d'hommes de chantier employés à Chénéville, à Montpellier et autres endroits, dans lesquelles ces derniers prétendent travailler 17 heures par jour, vivre dans des camps inhabitables et n'avoir aucune

protection hygiénique. Il a reçu une lettre d'un homme de chantier qui raconte sa vie dans un camp. La lettre est écrite sur une feuille de calendrier.

Je demande au ministre des Terres et Forêts et au secrétaire provincial de faire intervenir les officiers du service d'hygiène et de faire des représentations auprès des compagnies intéressées pour qu'elles améliorent leurs camps et que leurs employés soient mieux traités.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Mon département, dit-il, a envoyé des inspecteurs faire enquête. Mon honorable ami de Hull a raison. Il est vrai qu'il y a des chantiers mal tenus. Ce ne sont pas des chantiers de compagnies mais de sous-entrepreneurs. Il ne s'agissait pas des camps de la compagnie Singer, mais de "jobbers".

M. Guertin (Hull): Les compagnies ne paient pas les "jobbers" suffisamment. Voilà pourquoi il y a des chantiers mal tenus.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je regrette que les compagnies ne dirigent pas elles-mêmes leurs travaux.

M. Tremblay (Maisonnette): Je connais la question, car j'ai grandi dans les chantiers. L'honorable ministre devrait forcer les compagnies à donner aux "jobbers" de meilleures conditions de travail pour leurs hommes. Il suggère que les sous-entrepreneurs soient tenus aussi responsables que les compagnies qui les emploient.

Dans bien des cas, la compagnie traite bien son personnel, donne un service de première classe, mais, qu'elle accorde des sous-contrats, et c'est alors que les hommes des chantiers travaillent dans ces conditions pénibles. Le mal vient des sous-entrepreneurs.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): À la suite de plaintes reçues, des inspecteurs ont visité les chantiers et les compagnies accusées ont promis d'améliorer les milieux où doivent vivre les bûcherons à l'époque de la coupe du bois.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 50

Charte de Trois-Rivières

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 98 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois.

M. Grant (Champlain) propose que lesdits amendements soient adoptés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les libéraux ont jadis réclamé la disparition du Conseil. Nous sommes en faveur de son maintien. Mais, parfois, ce serait mieux qu'il n'existât pas. J'avais fait inscrire dans le bill de Trois-Rivières un amendement par lequel la ville était autorisée à payer une pension annuelle de \$5,000 à Mme Bettez. M. Bettez, pendant 15 ans maire de Trois-Rivières, est mort dans l'exercice de ses fonctions. Il est mort dans un état de pauvreté. C'était un adversaire politique. Mais il y a une question de justice. On s'est autorisé du principe d'autonomie pour faire disparaître mon amendement. On a dit que le conseil de ville de Trois-Rivières n'avait pas demandé cette autorisation.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) grille une cigarette.

M. Tremblay (Maisonnette): M. l'Orateur, est-ce qu'il est permis de fumer dans cette salle?

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) cache sa cigarette.

M. l'Orateur: Je ne vois personne qui fume.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'adresse au premier ministre pour faire rétablir son amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous n'avez pas l'habitude de vous adresser à moi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de rendre justice à quelqu'un et cela est en dehors de la politique. J'ai confiance dans l'esprit de justice du premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas de la justice, c'est une marque de reconnaissance.

M. Grant (Champlain) prend la parole.
(Applaudissements à droite)

M. Tremblay (Maisonnette): C'est une assemblée de famille.

M. Grant (Champlain): Si le député de Trois-Rivières avait tenu à son amendement, il aurait été là pour le défendre. Il lui reproche son absence du Conseil législatif lorsque le bill de Trois-Rivières est venu devant lui. Au comité du Conseil, des procureurs de la ville ont répondu qu'ils n'étaient pas autorisés à soutenir cet amendement. Je connais la situation de Mme Bettez. Mais c'est un précédent à créer que d'autoriser la ville à lui accorder une pension de \$5,000.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Trois-Rivières a fait un appel qui m'est allé droit au cœur. Si mon honorable ami veut que nous amendions la loi des cités et villes en faisant une loi générale de ce qui est maintenant un cas particulier, pour accorder la même chose à toutes les municipalités, très bien. Mais seulement, je ne crois pas que nous puissions faire une exception, surtout quand les avocats de la ville ont dit qu'ils n'étaient pas autorisés à défendre l'amendement proposé. La chose n'a pas été recommandée par la ville de Trois-Rivières ni par ses procureurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste de nouveau. Il dit qu'il était en Chambre lorsque le bill fut passé au Conseil législatif.

Les résolutions sont adoptées sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Montréal

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 93 modifiant la charte de la cité de Montréal.

En comité⁸:

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) explique le projet au nom du député de Gaspé (M. Lemieux). M. Crépeau⁹ a donné sa démission au maire de

Montréal, sous considération qu'il aurait droit à une pension de retraite. Certains arrangements sont intervenus entre M. Crépeau et le maire de Montréal. Le conseil de ville de Montréal a adopté, par une forte majorité, une résolution par laquelle il disait accepter les conditions de l'arrangement mentionnées dans sa lettre. Il donne lecture de l'entente qui est intervenue.

M. Tremblay (Maisonnette) demande quelques explications. Ce serait onéreux pour Montréal que de changer de directeur de services municipaux tous les deux ans, s'il fallait chaque fois lui payer une pension.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): Il s'agit d'un cas spécial et le projet de loi n'affecte que M. Crépeau et non les autres directeurs des services municipaux qui pourraient quitter le service à l'avenir.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

M. Lemieux (Gaspé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Assemblées des compagnies

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 235 modifiant la loi des compagnies de Québec relativement aux assemblées soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique le projet.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932¹⁰.

M. Duplessis (Trois-Rivières)¹¹ demande au ministre s'il connaît un M. Arthur du Tremblay qui, vers 1916 ou 1917, aurait dû des sommes d'argent à la province. Il serait en difficulté avec le ministère pour un montant de \$10,000.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il y a actuellement des pourparlers qui durent depuis assez longtemps entre ce monsieur du Tremblay et le ministère, au sujet d'une somme approximative de \$300 pour infraction. Les pourparlers se poursuivront et on espère en venir à une entente. Tous les autres montants dus pour coupe de bois sur ses limites ont été payés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien la province a retiré pour infractions, en 1929?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dit qu'il donnera une réponse à la prochaine séance.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministère réuni en Conseil a violé plusieurs fois la loi en légalisant des illégalités commises par les compagnies relativement à la coupe des arbres. Il cite des cas en nommant les compagnies.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) réplique en interprétant de façon différente les articles de la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis 1920, la loi a été violée de façon répétée et dommageable pour notre patrimoine national. On a passé de nombreux arrêtés ministériels non autorisés par la loi pour violer précisément la loi. On a sanctionné la dilapidation de nos forêts par arrêtés ministériels. Depuis 10 ans, le gouvernement n'a pas collecté 40 % des amendes dues au ministère pour violation à la loi, qu'on aurait dû faire payer. Il n'y a pas de contrôle dans ce département. Les marchands de bois et les compagnies forestières font la pluie et le beau temps au département des Terres et Forêts. Parfois, c'était la Canada Power qui avait toutes les faveurs, tous les arrêtés ministériels ordonnant la violation

des lois. Puis, c'était alors le tour de l'International, et ainsi chacune, à son tour, avec le concours du ministère des Terres et Forêts, dilapidait notre domaine national. Le tout, aux dépens de la province qui payait.

La loi générale décrète quels doivent être les règlements de coupe. Ainsi, le sapin de moins de 10 pouces de diamètre et l'épinette de moins de sept pouces de diamètre ne doivent pas être coupés, et chaque arbre, ainsi coupé en violation de la loi générale, entraîne une amende de \$3. Cependant, le lieutenant-gouverneur en conseil a le droit, en vertu de l'article 69, 18 George V, chapitre 26, section 1, d'autoriser des coupes exceptionnelles, pourvu que cette autorisation soit précédée d'un inventaire et d'un plan d'amendement. Et l'accomplissement de ces deux conditions est essentiel pour justifier le ministère de permettre des coupes exceptionnelles.

Or, dans la plupart des cas, les ministres ont autorisé des coupes exceptionnelles et même des coupes à fleur de terre, sans inventaire ni plan d'aménagement. Certains arrêtés ministériels, arrêtés que le gouvernement n'a le droit de passer que sous les conditions susdites pour le présent et l'avenir, ont été passés avec effet rétroactif sans inventaire et sans plan d'aménagement, donc en marge, ou plutôt, en dépit de la loi. Or, comme toute coupe illégale faite sans les conditions essentielles préalables de l'inventaire et du plan d'aménagement comporte une amende de \$3 par arbre abattu, des centaines de milliers d'arbres ont été ainsi abattus contrairement à la loi. Non seulement l'arrêté ministériel était illégal, non seulement il autorisait la violation de la loi, mais il faisait par son effet rétroactif perdre des sommes considérables à la province. C'était en plus un encouragement officiel à violer la loi.

Et c'est grâce aux illégalités voulues, à la négligence et à l'incurie favorisées par le département des Terres et Forêts, que nous avons maintenant une crise économique du papier; et si notre domaine forestier a été dilapidé, c'est parce que l'on a poussé trop loin le déboisement. Nos forêts ont reculé par les coupes à ras de terre sans inventaire ni plan d'aménagement. Il y a aujourd'hui des forêts qui sont tellement éloignées que leur exploitation est devenue trop onéreuse. Et, à mesure que les compagnies violaient la loi, le gouvernement adoptait des arrêtés ministériels pour autoriser la violation de la loi. On les absout par un ordre en conseil.

Le gouvernement n'a pris aucune mesure nécessaire pour assurer le revenu intégral des droits de coupe et, depuis 10 ans, la province a perdu 40 % de nos droits de coupe, faute de surveillance et de

contrôle par le département. En 1931 même, on a violé la loi en permettant de dilapider la forêt en abandonnant des amendes dues pour violation de la loi. Je crois qu'il est temps que le ministère des Terres et Forêts change de politique. Le ministre autorise la dilapidation de notre domaine forestier qui est essentiel à la survivance de notre race, car c'est une de nos richesses les plus considérables.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Mon honorable ami revient avec l'idée que la forêt ne constitue pas un capital, mais un revenu. Il n'est pas exact de dire que nous avons perdu 40 % sur les droits de coupe. Mon honorable ami est dans l'erreur. Le gouvernement n'a rien perdu. Dans certains cas, nous avons pu être autorisés à remettre une certaine quantité de droits de coupe. Il s'agissait de conditions exceptionnelles. Mais, dans les cas ordinaires, nous avons perçu les droits.

D'autre part, les experts forestiers considèrent une forêt comme un champ de blé, non comme un capital. La récolte doit être faite à différentes périodes. Que la récolte se fasse tous les 5, 10 ou 20 ans¹², peu importe. La forêt se renouvelle environ tous les 60 ou 80 ans. L'expérience démontre que cette théorie est la bonne. C'est une récolte pure et simple. Si nous ne le faisons pas en temps opportun, nous perdons le bois qui n'est pas coupé quand il atteint sa maturité. La coupe aide à l'amélioration de la forêt.

Dans la région du Saint-Maurice, celle de l'honorable député de Trois-Rivières, l'incendie a tout ravagé, en 1921, et le peuplement est déjà avancé. La forêt s'est éloignée, mais pas tant que le dit mon honorable ami le député de Trois-Rivières. Il est vrai que les ressources forestières dans certains districts diminuent par suite de l'exploitation des grandes entreprises et de la colonisation progressive, mais, à bien d'autres endroits comme au Grand Lac Victoria, dans le nord de la Saint-Maurice et ailleurs, la coupe ne se fait pas plus loin des usines qu'il y a 70 ans. Année après année, avec le progrès de la science de la foresterie, les conditions de l'administration des forêts s'améliorent.

M. Duplessis (Trois-Rivières) veut savoir pourquoi la Compagnie internationale de papier au Nouveau-Brunswick a eu la permission de couper du bois dans la province à l'encontre des règlements, la permission ayant été accordée par décret. Le bois a été envoyé à l'usine de la compagnie à Dalhousie. La construction des usines dans d'autres provinces a été l'une des causes de la crise du papier journal, et il se

demande pourquoi le gouvernement, dans toute sa sagesse, n'a pas été en mesure de prévoir les événements et n'a pas essayé de prendre des dispositions avec les autres gouvernements provinciaux, lorsque ce gouvernement a négocié l'énergie hydroélectrique de la province de Québec. En raison de ce manque de prévision, le gouvernement du Québec a contribué à la construction d'usines dans d'autres provinces et a ainsi contribué à la crise du papier journal.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dit que la province ne peut pas contrôler la construction d'usines dans les autres provinces et il doute fortement que le gouvernement soit en mesure de le faire dans la province, étant donné que c'est une question de commerce.

Certaines usines de la province et à l'extérieur de la province se sont améliorées avec l'installation de plus grosses machines. Au sujet de la coupe au Québec par la Bathurst Company, le ministre a dit que cette compagnie avait une concession protégée depuis 30 ans, s'il s'en souvient bien.

M. Duplessis (Trois-Rivières) reconnaît que la province ne peut pas avoir le contrôle quant à la construction d'une nouvelle usine à l'extérieur de la province, mais qu'il pouvait négocier lorsque des faveurs étaient demandées à la province. Le ministère a prétendu que la loi des inventaires est une panacée.

Pourquoi les ordres en conseil sont-ils une violation de cette loi? Le ministère n'a pas le droit d'exempter les compagnies de la loi des inventaires et de donner une rétroactivité à ses arrêtés ministériels.

Il parle de la collection des amendes. Le fait de ne pas collecter ces amendes est encore pire que de ne pas collecter les droits de coupe. Le gouvernement a voulu fixer les prix du papier. Le général Hogarth, un député ontarien, a récemment blâmé le premier ministre (l'honorable M. Taschereau) pour la crise du papier journal, en raison des efforts du premier ministre et de l'ancien premier ministre Ferguson d'établir le prix du papier journal à \$55 la tonne.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que le général Hogarth, député ontarien, n'a pas dénoncé l'attitude prise par M. Ferguson pour fixer les prix du papier à \$55 la tonne comme une action en violation de la loi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Jamais de la vie. Jamais M. Ferguson et moi n'avons voulu fixer le prix du papier. Soyons sérieux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais oui. Vous avez essayé de le faire. Le premier ministre a déjà donné une entrevue sur ce point. Et puis il y a eu le discours du trône, dont on se souvient.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai jamais fixé de prix, ni M. Ferguson non plus.

M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste pour dire le contraire. D'ailleurs, M. Graustein, président de l'International Paper, n'a-t-il pas déclaré au comité du Sénat américain à Washington, qui enquêtait en vertu de la loi Sherman pour la violation de la loi des combines, que les premiers ministres des provinces de Québec et d'Ontario lui avaient forcé la main pour lui faire violer la loi des combines?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Soyons sérieux, soyons sérieux. Il insiste que lui et l'ancien premier ministre Ferguson n'ont jamais voulu établir de prix, mais qu'il y avait une compagnie de papier journal qui avait pris les choses en main.

M. Duplessis (Trois-Rivières) répète ce qu'a dit le député ontarien.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) lui dit que ce n'est pas ce qui avait été dit. Il demande au député de Trois-Rivières s'il a en main la déclaration de M. Graustein. Il veut que le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) présente le journal avec l'article qui y est publié.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne l'ai pas en main, en ce moment.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est plus facile d'affirmer quand on n'a rien en main.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est plus facile au premier ministre de nier, parce que je n'ai pas actuellement sous la main la déclaration. Il insiste que c'était ce qu'avait dit le général Hogarth.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) met en doute l'exactitude de la déclaration.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et il n'en reste pas moins que le premier ministre a dit ici, en Chambre, qu'il allait traiter certaines compagnies différemment et qu'un effort a été fait pour que l'International Paper subisse un traitement différent de celui accordé par les autorités canadiennes aux autres compagnies de papier. J'ai répondu alors qu'une pareille politique d'arbitraire allait inciter les compagnies à quitter la province. Et en 1920, la Canada Power a obtenu des droits de coupe exceptionnels, mais l'International, menacée par le premier ministre, n'en a pas obtenus. L'International, qui était ainsi maltraitée en comparaison de la Canada Power, a dit à ses "jobbers" de couper quand même le bois. Le gouvernement a voulu poursuivre et réclamer des amendes. Je serais curieux de savoir comment ça s'est réglé.

Or, l'International s'est tournée contre ses "jobbers" et les a tenus responsables, car elle leur avait donné des instructions en se fondant sur les déclarations faites par le ministère des Terres. Il y a eu invasion chez les ministres par les "jobbers", amis politiques du gouvernement, qui se trouvaient responsables. Alors, le gouvernement a tout réglé. Le gouvernement n'a pas insisté lorsque la compagnie a déclaré qu'elle allait transmettre les amendes à ses sous-traitants.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
C'est purement fictif.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le meilleur effort d'imagination serait d'imaginer que nous avons un bon gouvernement. Le vrai ministre des Terres et Forêts n'était pas le député de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), mais bien le premier ministre¹³.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre a prétendu que ni lui ni M. Ferguson n'étaient intervenus auprès de M. Graustein pour fixer les prix du papier à \$55. Est-ce vrai?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Cette convention a été fixée par les compagnies, dit-il. Ni moi ni M. Ferguson n'avons eu affaire à cela. M. Ferguson et moi, nous avons rencontré à Montréal les manufacturiers de papier groupés par l'Institute of Paper. Ces derniers ont dit que le prix du papier devait être baissé. Ils ont fondé l'Institut et ont fixé le prix de la tonne de papier à \$55. Ils n'ont pas pu tenir.

Ni moi ni M. Ferguson, cependant, n'avons demandé que le prix soit baissé et n'avons fait quoi

que ce soit pour forcer qui que ce soit à accepter \$55. Nous avons simplement dit que \$55 la tonne serait le prix le plus approprié pour que l'industrie du papier fût prospère.

Mais depuis, la situation a bien changé. La situation s'est améliorée cet hiver parce qu'il y avait plus d'efficacité dans la main-d'œuvre devenue plus abondante et cette dernière était payée moins cher. Les salaires dans les chantiers baissent; des hommes sont allés s'offrir pour travailler dans les chantiers, cette saison-ci, à bien meilleur compte. Les compagnies, au lieu de payer \$3 par jour, paient \$1. Elles ont mis en œuvre des machines qui donnent un meilleur rendement à un prix beaucoup plus économique. En plus, l'efficacité des moulins a augmenté par la diminution de la main-d'œuvre.

Aujourd'hui, à cause des conditions nouvelles, je suis d'avis que le prix du papier est profitable même à \$5 de moins qu'il y a deux ans, à \$50 la tonne, parce que le travail d'exploitation en forêt coûte moins cher. Nous avons fait cela dans le meilleur intérêt de la province. Toutefois, de nombreuses compagnies n'ont pas encore profité de la situation parce qu'elles ont sur les bras de grosses quantités de bois coupé les années dernières et qu'il leur faudra écouler. Et ce qui a empêché les compagnies de réduire les prix, c'est le fait qu'elles devaient faire face à une situation dans laquelle elles avaient de grandes quantités de papier journal produites à des prix élevés, dont les compagnies de papier journal devaient se débarrasser.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a-t-il donné une entrevue à un représentant du *Toronto Star*, en janvier dernier?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
La chose est possible, mais je ne m'en souviens pas.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il a paru dans le *Toronto Star* une entrevue où le premier ministre était censé dire que la situation de l'industrie du papier s'améliorait parce que les salaires baissaient. Ça me paraît à tout le moins une drôle de manière de régler la question des salaires.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Par esprit d'humanité, plusieurs compagnies qui n'avaient pas besoin de bois ont tout de même donné de l'ouvrage à leurs employés, mais à moitié prix, afin de les tenir employés durant l'hiver. Ces personnes, autrement, auraient chômé et, ainsi, elles ont évité la misère pour certains villages qui vivent de l'industrie forestière.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je me souviens qu'en Chambre, l'an dernier, le premier ministre a dit dans un moment d'humeur qu'il ne comprenait pas comment il se faisait que des compagnies pouvaient signer des contrats à \$50 la tonne pour cinq ans sans savoir ce que seront les droits de coupe. Il parle de l'incident Graustein.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il s'agissait de Hearst.

Il dit avoir dit à la Chambre l'année dernière que l'International Paper Company et le syndicat Hearst ont été audacieux en fixant le prix à \$55¹⁴ la tonne pour le papier journal et avaient eu tort de signer un contrat de cinq ans, alors qu'ils ne savaient pas quels seraient les droits de coupe dans la province de Québec. Ces droits de coupe ne sont pas définis par Statuts, mais par arrêtés en conseil qui peuvent varier du jour au lendemain.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre a changé joliment d'humeur depuis l'an dernier. Cette déclaration était quand même une menace déguisée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Si, et si j'avais été à la place de M. Graustein, en lisant pareille déclaration et connaissant bien le premier ministre...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous me connaissez mal.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre est un éternel incompris.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y en a qui sont trop compris.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): À tout événement, c'était dire à M. Graustein de monter ses prix sous danger de représailles.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce que c'était si mal? Si le chef de l'opposition avait été à ma place, ce qui ne lui arrivera jamais, il aurait fait la même chose.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre ne peut évidemment passer une

soirée sans être désagréable. Mais on se rappelle encore les grands discours, les fameux hommes de vision, les gigantesques usines, qui devaient rapporter de gros surplus à la province alors qu'en réalité lesdits surplus ne représentaient que notre capital gaspillé. Le gouvernement a laissé mouiller les stocks; il fallait pourtant payer de plus grosses sommes en dividendes, et c'est pourquoi l'on s'est lancé à corps perdu dans la surproduction exagérée qui a causé la crise actuelle, tout en invitant les employés à placer leurs épargnes dans le capital mouillé.

Ce qui est mal, c'est d'avoir laissé créer une concurrence tellement forte que les compagnies soient venues près de la banqueroute. On a laissé exposer des capitaux investis dans des compagnies de pulpe. Et c'est tellement vrai que d'ici à un mois, \$56,000,000 de capitaux des compagnies de Québec sont exposés grâce à l'incurie du gouvernement. Une compagnie qui, en achetant des filiales, leur avait garanti des dividendes de tant, ne peut plus remplir ses obligations. Ça, c'est grave. Et ce n'est pas notre faute ni celle de nos prédécesseurs. La crise de l'industrie du papier a été prédite année après année par mes prédécesseurs et mes collègues et moi-même, sans que le gouvernement ne considère ces avertissements.

M. Backus a failli, et je ne nommerai pas la compagnie qui pourrait être mise actuellement en faillite et dont le capital est de \$50,000,000 et plus. Ça c'est grave. Au lieu de blâmer le gouvernement, l'opposition a l'intention de l'aider à régler cette situation grave, le désastre, qu'il a provoquée par son incurie et son imprévoyance. Elle devra être réglée par les efforts de compétences économiques et cela d'ici à quelque temps.

Le gouvernement actuel s'est acharné, pour des fins de politique, à couper nos forêts; il a laissé les compagnies surcapitaliser, et partant, surproduire pour payer les dividendes; il a laissé aussi l'épargné (sic) s'engloutir dans ces compagnies sur du simple capital mouillé. Et telle est la situation dans la province. Le gouvernement devrait être tenu partiellement responsable de cette situation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis heureux, dit-il, que le chef de l'opposition soulève la question. C'est très beau de dire que c'est la faute du gouvernement, que la situation actuelle est due à l'incurie et à l'imprévoyance du gouvernement. Ce sont des mots stéréotypés de l'opposition. Mais allez donc voir aux États-Unis; la situation y est pire qu'ici. Vous verrez là des moulins qui ferment les

uns après les autres. Alors, ce n'est pas seulement ici que la crise mondiale du papier journal a frappé. La crise, de laquelle tellement de choses ont été dites par les membres de l'opposition, est générale. Le monde entier se débat dans une crise économique. Le gouvernement de Québec n'a aucun reproche à se faire.

On parle d'incurie, mais vous pouvez prendre connaissance du discours du trône que le lieutenant-gouverneur lisait il y a quatre ans¹⁵. Que disions-nous? Nous disions aux producteurs de papier: "Arrêtez, la surproduction arrive, prenez garde!" "Il est temps de cesser de produire." Le gouvernement a averti les compagnies de papier que leur production devait être conservée à un niveau peu élevé pour répondre aux besoins du marché. Cependant, il ne pouvait pas les empêcher de diviser leur stock, qui était leur propriété particulière.

On accuse le gouvernement de vendre des limites à bois. Depuis lors, le gouvernement a refusé à maintes reprises d'en vendre, afin de ne pas augmenter la production déjà assez considérable, et il a restreint le développement des moulins. À aucune il n'a donné la permission ou les moyens de surproduire. La St. Regis Lumber, qui voulait s'établir à Sillery, voulait doubler sa production; nous avons refusé de lui vendre une limite forestière. Même attitude pour le moulin de Dolbeau. De plus, le gouvernement n'a pas insisté pour que l'Ontario Paper Company aille de l'avant avec son moulin à la rivière aux Outardes. Nous avons ajourné par trois délais successifs la construction du moulin.

La province de Québec a fait tout ce qu'elle a pu faire. Mais la crise est générale. Le commerce n'est plus prospère, l'industrie non plus. Et puis, prenez les journaux: les propriétaires vont vous dire que l'annonce a diminué notablement. Un propriétaire de journal me disait qu'il a eu 1,000,000 de lignes d'annonces de moins cette année et que ceci représentait naturellement une diminution de la consommation du papier journal; alors, il est impossible de dire que la prévision avait été déficiente.

Mais la situation est-elle si mauvaise que cela? On nous reproche la surcapitalisation. Mais comment pouvions-nous empêcher la surcapitalisation? Tout allait bien, tout était prospère. On met de l'eau dans les stocks. Comment pouvons-nous empêcher cela?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): En dénonçant les coupables, les prospectus qui l'annonçaient.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Que ne l'avez-vous fait vous-mêmes?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Nous avons dénoncé les compagnies intéressées depuis des années à cor et à cri dans cette Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous l'avons fait autant que vous. Le gouvernement a tout fait pour empêcher la surproduction. La crise que nous traversons est générale. Le Canadien National annonce un déficit de \$40,000,000¹⁶ pour cette année et le Pacifique Canadien prévoit une forte diminution de ses recettes. L'orage passe au Québec comme sur le reste de l'univers. Il est très injuste de nous rendre responsables de la crise. Ni vous ni nous ne sommes responsables de la crise; faisons-y face sans nous jeter d'attaques!

Le gouvernement a fait ce qu'il a pu. Sachons endurer et courber la tête comme des hommes devant l'adversité pour ensuite reprendre la tâche dès qu'il se produira une accalmie. Quoi qu'il en soit, la situation n'est pas aussi mauvaise que ne le laisse entendre l'opposition à la population.

Des moulins à papier sont fermés aux États-Unis. Ce n'est pas un mal pour nous. Chaque moulin qui se ferme aux États-Unis signifie une fabrique qui s'ouvre et une augmentation de production chez nous. Je suis convaincu que, dans quelques années, la production sera ce qu'elle doit être véritablement dans notre province.

Alors que, sans aucun doute, une crise existe à l'échelle mondiale, ces conditions vont changer lorsque l'on reconnaîtra que la province de Québec a moins souffert que les autres provinces. Dans quelques années, quand la crise mondiale sera terminée, Québec redeviendra le centre mondial de production du papier en raison des bonnes conditions de travail, des bonnes ressources forestières et hydroélectriques. Le soleil brillera à nouveau au travers des nuages qui se dissiperont.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): La crise est générale. L'opposition est prête à prendre ses responsabilités, mais le gouvernement n'a pas le droit de favoriser des amis.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'opposition, comme autrefois, crie avec une variante. Au lieu de dire c'est la faute à Papineau, c'est la faute du gouvernement! Il faut être de meilleur compte et ne pas faire porter au gouvernement une responsabilité à laquelle il n'a rien eu à faire. Il demande à tout le monde, dit-il, de traverser la crise mondiale avec courage et non en jetant à tort et à travers la pierre aux hommes publics.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): On ne dira pas "c'est la faute à Papineau", mais c'est un fait que le problème provient largement des libéraux qui sont les successeurs de Papineau.

M. Duplessis (Trois-Rivières) annonce qu'il aura un amendement demain. Il répète ses accusations à l'égard du ministère des Terres et Forêts, qui n'a pas contrôlé la coupe de bois comme il aurait dû le faire. Il décrit la situation des diverses compagnies de papier dont il tient le gouvernement responsable.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre a dit: "Voyez donc les États-Unis, voyez les journaux, tout va mal"; mais il a oublié une chose révélatrice. C'est que la crise du papier dans la province de Québec est survenue alors que la Bourse montait, que les affaires étaient prospères et que l'optimisme régnait partout. La crise du papier journal est arrivée avant la crise mondiale, avant la chute du marché économique; alors, il doit y avoir une autre raison au problème actuel du papier journal. Et c'est pourquoi le gouvernement qui n'a pas su prévoir, qui a poussé sottement à la surcapitalisation et à la surproduction, doit porter sa pleine responsabilité.

Le premier ministre a dit que les moulins fermaient aux États-Unis. C'est vrai. Il a oublié que l'International Paper Company a fermé ses moulins à la suite d'une entente ici dans la province de Québec avec l'Institut du papier journal. À la suite de cette entente, l'International avait consenti à fermer ses moulins des États-Unis, mais il en résulte qu'en faisant cela, la compagnie a attiré plusieurs de son monde dans cette province et a produit sur une base de 125 % de la capacité ici, dans la province de Québec. Et naturellement, ça n'a fait qu'aggraver la crise au Canada au sujet du papier journal.

Et je le répète: la crise du papier a commencé ici dans notre province alors que tout allait bien. Depuis que le premier ministre a affirmé qu'il s'agit du début de la crise, la responsabilité du gouvernement est plus grande qu'il ne le pense. Le premier ministre suggère que la province accepte son sort d'une manière plus sereine, sans jeter le blâme sur le gouvernement. Le premier ministre demande que l'on cesse de dire qu'il est responsable de la crise. Mais qu'y pouvons-nous faire?

Qui a favorisé les combines en violation de la loi de surcapitalisation? Qui a entraîné la surproduction, qui a cédé à prix dérisoires d'immenses concessions forestières immédiatement

revendues au public sous forme de débentures, alors que les promoteurs encaissaient la grosse somme pour aller ensuite vivre sous des cieux plus doux? Qui sont ceux qui sont exposés maintenant, sinon les ouvriers qui ont mis leurs épargnes dans un capital mouillé au su et vu du gouvernement?

Certes, nous de l'opposition, qui n'avons aucune part de responsabilité dans la crise de l'industrie du papier journal, étant donné qu'à chaque année nous avons averti le gouvernement au sujet de sa politique désastreuse. Nous sommes prêts à prendre notre part de responsabilité pour régler le problème et nous sommes prêts à coopérer avec tous dans le but d'obtenir de bonnes conditions à nouveau.

La construction des usines de papier journal a eu lieu sous le régime actuel, car elles étaient pratiquement inconnues en 1897. Pourquoi a-t-on permis l'utilisation de capitaux trop importants? Les compagnies ont obtenu des limites forestières à prix très bas, elles ont émis des obligations et des actions privilégiées auprès du public, et elles ont gardé les actions ordinaires pour elles-mêmes pour pouvoir contrôler ces compagnies. Ces promoteurs n'ont rien perdu. Pour respecter l'utilisation de capitaux trop importants, les compagnies devaient surproduire.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Les prochains subsides étudiés seront ceux de la voirie.

M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est entendu que nous avons le droit de faire des références à des cas lorsque le prochain point sera soulevé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Si vous n'avez pas le droit, vous allez le prendre de toute façon.

La séance est levée à 11 h 35¹⁷.

NOTES

1. On trouve cette remarque dans *L'Événement* du 11 mars 1931, à la page 3: "Peut-être qu'on l'a ainsi nommée en l'honneur du nouveau député fédéral, M. Maurice Brasset? E.C."
2. *Le Soleil* du 11 mars 1931, à la page 13, rapporte ceci: "Le ministre de la Voirie fait évidemment allusion au récent vol de documents au comité du candidat antihoudiste à Montréal."
3. *Que les consuls prennent garde!* Premiers mots d'une formule qui se complète par: *ne quid detrimenti respublica capiat (afin que la république n'éprouve aucun dommage)*, et par laquelle le sénat romain, dans les moments de crise, accordait aux consuls les pleins pouvoirs. On l'emploie au figuré: *L'émeute gronde à nos portes!*
4. 5 mars, selon *The Gazette* du 11 mars 1931, à la page 1.
5. Dans *The Gazette* du 11 mars 1931, à la page 1, M. Taschereau dit plutôt: "Only the opposition differs."
6. Selon *L'Événement* du 11 mars 1931, à la page 8: Médecin, guéris-toi toi-même.
7. La chose est faite, selon *L'Action catholique* du 11 mars 1931, à la page 11. *The Chronicle Telegraph* du 11 mars 1931, à la page 1, rapporte que "some amusements was caused when the authors of the measure referred the question to the clerk of the House, and Mr. Fournier translated them".
8. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).
9. *L'Action catholique* du 11 mars 1931, à la page 11, précise que M. Jules Crépeau a démissionné après 42 ans à l'emploi de la ville.
10. M. G.-C. Piché, directeur du service forestier, occupe son fauteuil, près de M. Mercier, selon *Le Soleil* du 11 mars 1931, à la page 13.
11. Pendant que l'on discute, à un certain moment, on s'aperçoit qu'il n'y a plus quorum: Treize députés seulement sont dans la Chambre. La cloche sonne l'alarme, cinq ou six députés s'empressent de rentrer prendre leur siège tout en éteignant leur cigarette. Voir *L'Événement* du 11 mars 1931, à la page 8.
12. *L'Action catholique* du 11 mars 1931, à la page 11, parle plutôt de faire la récolte à tous les "50 ou 60" ans.
13. *The Gazette* du 11 mars 1931, à la page 15, ajoute que M. Duplessis dit cela à chaque fois que la Chambre étudie les estimés de ce département.
14. Chiffre du *Soleil* du 11 mars 1938, à la page 15: \$50
15. Trois ans, selon *Le Devoir* du 11 mars 1931, à la page 8.
16. Chiffre du *Soleil* du 11 mars 1931, à la page 3: \$42,000,000.
17. 11 h 45, selon *L'Action catholique* du 11 mars 1931, à la page 12.

Séance du mercredi 11 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 149 modifiant la charte de la ville de East Angus;

- bill 103 autorisant Albert-Pierre Frigon à exploiter une ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 144 ratifiant et confirmant le titre de Mount Sinai Sanatorium à l'immeuble qu'il possède en la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts.

Questions et réponses:

Emprunt du gouvernement

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. De quelle banque le gouvernement a-t-il emprunté, le samedi 30 juin 1930, les \$3,000,000 qu'il a remboursés le mardi 3 juillet 1930?

2. Où est localisée la succursale de cette banque où ledit emprunt a été contracté?

3. Par qui a été signé le document constatant ledit emprunt?

4. Quel a été le taux de l'intérêt stipulé?

5. Pour quel terme l'emprunt a-t-il été fait?

6. Quel numéro porte le mandat émis le 3 juillet 1930, pour rembourser ledit emprunt de \$3,000,000?

7. En tenant compte des mandats ou chèques émis, quelle était la balance du fonds consolidé du revenu: *a.* le 30 juin 1930; *b.* le 3 juillet 1930?

8. Quelle était la balance des fonds en fidéicommis: *a.* le 30 juin 1930; *b.* le 1^{er} juillet 1930; *c.* le 2 juillet 1930; *d.* le 3 juillet 1930?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. De la Banque de Montréal.

2. À Québec.

3. Par l'assistant-trésorier de la province et par l'auditeur de la province.

4. Cinq pour cent par année.

5. Trois jours.

6. Vingt-cinq.

7. *a.* Balance au débit \$504,910.18; *b.* accord des mandats en cours, et des chèques, non établi journellement. Balance de crédit, à l'exclusion des mandats en cours \$1,718,303.37.

8. *a.* \$6,107,796.26; *b.* \$6,107,796.26; *c.* \$6,134,026.38; *d.* \$6,142,746.44.

**Robertson & Janin Ltd.
et loi des compagnies**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. À quelle date la Robertson & Janin Limited a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 103 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Voir *Journaux de l'Assemblée législative* du 4 février 1930, page 85.

2. ...

**Achats d'obligations
de la province**

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. À quelle date le trésorier a-t-il racheté les obligations de la province, des bons du Trésor ou autres effets, depuis le 1^{er} janvier 1929, avec indication dans chaque cas: *a.* de l'obligation, du bon ou de l'effet racheté; *b.* du prix payé; *c.* de la partie à qui le prix a été payé?

2. À quelle date le lieutenant-gouverneur en conseil a-t-il approuvé chacun de ces rachats?

3. À quelle date chaque obligation, bon ou effet racheté a-t-il été annulé par l'auditeur?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. (Voir le tableau ci-dessous)

<i>a.</i>		<i>b.</i>		<i>c.</i>
<i>Description de l'obligation</i>		<i>Prix</i>		<i>À qui payé</i>
Emprunt 10 George V, chapitre 3; \$2,500,000 d'obligations, 6 %, dues le 1 ^{er} juin 1930:				
Janv. 21, 1929	\$ 1,000.00	100.50	A. E. Ames & Co. Ltd., Montréal	
Fév. 4, 1929	20,000.00	100.50	Banque de Nouvelle-Écosse, Québec	
Mars 1, 1929	2,500.00	100.375	W. C. Pitfield & Co. Ltd., Montréal	
Avril 2, 1929	500.00	100.25	Crédit Anglo-Français, ltée, Québec	
Juin 21, 1929	1,000.00	100.125	Bray, Caron & Dubé, ltée, Québec	
Juil. 2, 1929	300.00	100.00	Crédit Anglo-Français, ltée, Québec	
x Juil. 3, 1929	10,000.00	100.20	A. S. Law, Québec	
Juil. 16, 1929	1,000.00	100.00	Lagueux & Darveau, Québec	
Mars 3, 1930	5,000.00	100.00	Lagueux & Darveau, Québec	
Sept. 5, 1929	1,000.00	100.00	R. P. Landry, Québec	
Juin 1, 1930	100,100.00	100.00	Trésorier provincial, Québec	
xx Juin 1, 1930	2,332,100.00	100.00	Banque de Montréal, Québec	
Emprunt 10 George V, chapitre 6, modifié par 13 George V, chapitre 2, \$5,000,000 d'obligations, 5 %, dues le 5 mars 1943:				
xxx Juin 30, 1930	750,000.00	107.1875	McLeod Young, Weir & Co. Ltd., Montréal	
Juin 30, 1930	400,000.00	110.00	A. E. Ames & Co. Ltd., Montréal	
2.				
x Juin 19, 1928.				
xx Juin 19, 1928.				
Juin 19, 1929.				
Juin 5, 1930.				
xxx Juin 23, 1930.				
3.				
x Juil. 15, 1930,			Par les officiers du Département du trésor.	
xx	2,328,100.00		Annulées par la banque, aussitôt rachetées.	
	4,000,000.00		Non encore présentées à la banque pour rachat.	
xxx Janv. 23, 1931.				

Travaux de la Chambre:**Documents sur l'aviation**

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand le gouvernement a-t-il l'intention de produire certains documents sur l'aviation, documents demandés depuis longtemps?

M. Tremblay (Maisonnette): Le ministère est en l'air.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il doit y avoir une sanction de bill ce soir, à 6 heures moins le quart. J'espère que la Chambre ne m'en voudra pas si je lui demande de siéger vendredi après-midi et vendredi soir, de même que le lundi après-midi, pour avancer le travail de la session.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ah! On se prépare pour les élections!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Municipales? Vous voulez parler des vôtres. (Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Non, pas des miennes, mais des vôtres, celles dont vous avez peur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis en pourparlers avec le député de Trois-Rivières au sujet d'une machine à gagner les élections. (Souriant) Tant que les arrangements ne seront pas faits au sujet de la machine à gagner les élections, je ne puis en annoncer la date. (Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): La machine électorale du premier ministre n'existe plus. Nous l'avons brisée lors des élections de Montréal.
(Rires)

Dépôt de documents:

Travaux de voirie à Saint-Norbert de Berthier

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 3 mars 1931, pour la production d'une copie de toutes les listes de paye du département de la Voirie concernant les travaux exécutés dans la paroisse de Saint-Norbert, comté de Berthier, sous la direction ou la surveillance de M. Édouard-Charles Lafrenière, de ladite paroisse, et cela, à partir du 31 décembre au 2 janvier 1931. (Document de la session no 56)

Charte de Montréal¹

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), que le rapport fait à la Chambre, le 25 février 1931, par le comité permanent des bills privés en général sur le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, soit renvoyé audit comité avec instruction:

- a. d'entendre et de recevoir les représentations que pourra lui faire ou adresser toute partie intéressée à l'adoption de quelque disposition législative contenue dans ledit bill no 100;
- b. d'étudier ces représentations;
- c. de faire rapport de ses constatations, ainsi que de ses vues sur les représentations qui lui auront été faites ou adressées.

Il (M. Plante) se lève pour défendre sa motion.

M. Blain (Montréal-Dorion) soulève un point d'ordre. Je prétends que les promoteurs du bill ayant officiellement exprimé leur désir de retirer le projet de loi de Montréal, la Chambre n'a pas le droit de procéder à son élaboration. Il demande de renvoyer le bill pour étude au comité des bills privés. Voici quels sont les articles du Règlement sur ce point de discussion. Voici d'abord le grand article de loi général, 438: "Une fois présentés, les bills ne peuvent être modifiés, ou, retirés qu'avec l'autorisation de la Chambre." Donc, la Chambre a le droit de refuser le retrait d'un bill. Mais cet article général, qui s'applique et aux bills privés et aux bills

publics, est évidemment modifié par les articles qui suivent. Or, l'article 548 dit clairement ce qui suit: "La Chambre ne peut procéder à l'élaboration d'un bill privé quand les promoteurs de ce bill ont déclaré l'abandonner." L'article 549 dit ensuite: "D'autres personnes dont les droits ou les intérêts sont semblables à ceux des promoteurs ou qui ont la même qualité qu'eux, peuvent, sur une pétition exposant les motifs qui justifient leur intervention, être autorisées à continuer les procédures des promoteurs." Il n'y a pas de pétition devant la Chambre et, alors, il ne peut pas y avoir de discussion sur la mesure.

La motion de l'honorable député de Mercier est hors d'ordre. Un bill privé appartient essentiellement à ses promoteurs. Le promoteur du bill de Montréal est la cité de Montréal. Celle-ci, par ses représentants officiels, le conseil municipal et le comité exécutif, a déclaré l'abandonner. La Chambre ne peut donc procéder à l'étude du bill. En plus, comme personne ne peut avoir les mêmes droits et intérêts que la cité de Montréal, ni la même qualité pour continuer ce bill, il est clair que la Chambre ne peut étudier ce bill. Or, envoyer ce bill au comité des bills privés pour le discuter constitue l'élaboration du bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières) appuie le député de Montréal-Dorion. Il fait l'historique de l'affaire. On ne peut refuser la demande des promoteurs du bill. La Chambre devrait se rendre à leur demande. Cette question s'identifie à une procédure prise devant les tribunaux et qui peut être retirée à la demande du procureur. Le bill 100 a été introduit dans cette Chambre à la demande de la cité de Montréal, avec le chef de l'opposition à titre de parrain du projet de loi.

Au comité des bills privés, le projet de loi a été ajourné une couple de fois et, quand il est venu devant le comité, les promoteurs ont signé une déclaration dans laquelle ils retiraient la mesure. L'honorable chef de l'opposition, parrain du bill, a signé le désistement. Il s'agit d'un bill privé. Lorsque les promoteurs d'un projet de loi ou les plaignants d'une cause devant la cour expriment le désir de ne pas procéder, le projet de loi ou la cause sont automatiquement retirés en même temps. C'est le cas avec le projet de loi de Montréal.

Il cite l'opinion de plusieurs législateurs, dont Bourinot et Courchesne. Pourquoi retourner en comité? Selon les règlements de la Chambre, le comité n'a pas l'autorité de recevoir de pétitions autres que celles qui passent par la Chambre. Si le député de Montréal-Mercier (M. Plante) veut discuter du projet de loi, laissons-le présenter une pétition à la Chambre, pétition qui doit être rédigée en bonne et due forme

et être imprimée, que la Chambre peut accepter ou refuser, comme ce peut être le cas. Or, rien de tout cela n'a été fait. Le député de Montréal-Mercier (M. Plante) ne peut demander qu'on continue l'étude du bill. La motion de l'honorable député de Mercier est une substitution à l'autonomie de Montréal².

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le bill de la cité de Montréal a été présenté par le chef de l'opposition avant le jour de l'An. Le bill a subi sa deuxième lecture et, il y a quelque temps, l'honorable chef de l'opposition a déclaré devant le comité qu'il le retirait. Le comité des bills privés a fait rapport à la Chambre à cet effet. J'ai ici la lettre du greffier de la cité de Montréal dans laquelle on demande cette permission. Cependant, la pétition qui a été présentée n'est pas un désistement mais demande à la Législature la permission de retirer le bill en question. Alors, évidemment, Montréal a pensé que c'était à la Législature de régler la question.

Tout est fait en conformité avec l'article 438 du Règlement de la Chambre qui dit que les bills ne peuvent être retirés qu'avec la permission de cette Chambre. Et c'est ce que les députés sont appelés à décider. Nous avons ce rapport en main. L'attitude de la ville de Montréal est logique.

D'après le Règlement, la Chambre ne peut procéder à l'élaboration d'un bill contre le désir des promoteurs, mais l'article 549 permet à ceux qui ont des intérêts semblables à ceux des promoteurs de demander la reconsidération du projet de loi devant le comité.

Dans la motion Plante qui s'y rattache, on ne demande pas l'élaboration du bill ou l'étude du projet; on demande simplement la permission de le renvoyer au comité des bills privés pour lui permettre d'entendre les objections de ceux qui s'opposent au retrait du bill et espérer prendre eux-mêmes la place du promoteur initial, s'il y a lieu. La motion ne dit pas au comité des bills privés de faire plus que d'écouter les propositions qui sont formulées, s'il y a lieu, au sujet du projet de loi, parce qu'une clause, selon le Règlement de la Chambre, stipule que les parties ayant des intérêts similaires à ceux de la ville peuvent se substituer à la ville. Dans la suite, le comité pourra faire rapport à cette Chambre et dire: "Nous avons vu tel corps public, nous avons entendu les représentants de telle ou telle compagnie."

Le comité peut permettre à un autre député que le chef de l'opposition de se faire parrain du bill de Montréal. Est-ce que d'autres que les membres du conseil ont des intérêts dans le bill? C'est ce que nous

verrons. En autant que le point d'ordre est concerné, je soumets qu'il est mal fondé. Seule la Chambre a droit de permettre le retrait ou non de ce bill, ce que personne d'ailleurs n'a contesté jusque-là. Renvoyer le bill au comité n'est pas l'élaborer, mais décider simplement si quelqu'un veut ou non continuer le bill.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je crois que personne ne peut avoir dans ce bill des intérêts semblables à ceux des promoteurs, les membres du conseil de Montréal. Et personne ne peut se substituer au parrain, dans le cas de la ville de Montréal, parce que personne ne peut se qualifier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je veux ajouter quelque chose. Je ne veux pas discuter le projet de loi en détail. Il commence à éplucher le bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre n'a pas le droit de parler deux fois sur le point d'ordre et surtout en dehors du point d'ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'opposition, dit-il, ne regrettera pas de l'entendre.

M. Duplessis (Trois-Rivières) refuse au premier ministre le droit de parler.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je n'ai pas d'objection à ne pas parler deux fois sur le point d'ordre. Mais cela démontre les dispositions de mon honorable ami.

(Il s'assoit et rit)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) rappelle l'article 549 qui décreète que pour continuer un bill, au lieu du promoteur qui l'a abandonné, il faut avoir mêmes droits et intérêts et même qualité que le promoteur. Or, ce dernier, en l'occurrence, c'est la cité de Montréal représentée par ses échevins élus par la population de Montréal; et s'il en est qui sont intéressés dans ce bill, ce sont bien eux. Personne ne peut donc prétendre avoir même qualité que le conseil municipal et avoir dans ce bill autant d'intérêt que les représentants de la ville de Montréal. Il me semble que les règlements que nous avons devant nous sont assez clairs pour que la question soit bien comprise.

M. Plante (Montréal-Mercier): Le chef de l'opposition prétend que seuls les promoteurs sont maîtres de ce bill. Si tous les échevins étaient

favorables au retrait de cette mesure, très bien, mais le conseil n'a pas été unanime à demander le retrait du bill. Il dit que sa motion a été amenée dans le désir de protéger les intérêts des électeurs de la ville de Montréal qui sont représentés par les sept échevins qui se sont prononcés contre. À mon avis, dit-il, ce dernier geste a été dicté par des motifs politiques. Les échevins minoritaires du conseil municipal ont qualité pour demander de continuer le bill. Ceux-là ont droit d'être entendus au comité. L'article 549 prévoit des dispositions pour ce type de cas.

M. Blain (Montréal-Dorion): Ce ne sont pas les échevins, mais bien le conseil de ville, comme représentant officiel de la cité, qui est promoteur du bill au nom de la cité de Montréal. Depuis quand une minorité impose-t-elle ses vues à la majorité d'un conseil?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le seul et unique promoteur du bill est la cité de Montréal. C'est la ville de Montréal, par le biais de ses représentants élus, qui a choisi de retirer son projet de loi et qui va affirmer que personne ne peut être un substitut dans ce dossier. Or, comme l'article 549 dit qu'il faut avoir même qualité que le promoteur d'un bill pour continuer ce bill, personne n'osera prétendre avoir la qualité en l'occurrence. Les minorités n'ont jamais été capables de se substituer à la majorité. Le point d'ordre est bien soulevé.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable député de Trois-Rivières assimile la pétition de la cité de Montréal à une procédure judiciaire pouvant être retirée par le procureur. Si tel est le cas, à tout stade de la procédure, n'importe quel citoyen de Montréal a le droit de faire une motion et de demander que le bill ne soit pas retiré. Les citoyens de Montréal ont le droit de continuer le bill, car, depuis quand ceux qui délèguent des pouvoirs ne peuvent-ils exercer ces mêmes pouvoirs? En plus, l'introduction d'un bill équivaut à une requête où toute personne peut être entendue.

En conséquence, les personnes qui s'opposent au retrait du bill ont le droit d'être entendues au comité des bills privés. Au sujet du projet de loi de Montréal, la Chambre est toujours en période d'étude lorsqu'on permet à toutes les parties de formuler des propositions pour protéger leurs intérêts. Les intérêts généraux de la ville peuvent ne pas être lésés, mais ils peuvent aussi l'être et d'autres personnes peuvent demander de se substituer au promoteur du bill pour éviter d'être lésées dans leurs droits.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce qu'un citoyen quelconque peut descendre dans la salle du conseil et prendre part au débat?

L'honorable M. David (Terrebonne): La réponse est évidente. Mais tel n'est pas le cas ici. Si on assimile la procédure de la Chambre à celle de la cour, le même privilège existe pour les intéressés que pour les promoteurs.

M. Blain (Montréal-Dorion): Cela veut dire Montréal en tutelle.

L'honorable M. David (Terrebonne): Pas du tout. Les intérêts généraux de Montréal doivent prévaloir et les intéressés ont le droit de présenter une motion.

L'honorable M. Laferté (Drummond) lit deux articles du Règlement de la Chambre pour appuyer le député de Montréal-Mercier et montrer que la Chambre a droit de demander la reconsidération du bill. Il demande à l'Orateur de prendre une décision.

M. l'Orateur: D'après l'article 548, la Chambre ne peut procéder à l'élaboration du bill. Dans mon opinion, je ne crois pas qu'en adoptant la motion de l'honorable député de Montréal-Mercier (M. Plante), la Chambre consentirait à étudier le bill en question. La motion ne demande pas l'élaboration du bill, mais simplement de renvoyer ledit bill au comité des bills privés, afin de savoir si quelqu'un ayant qualité ou même intérêt que le promoteur, veut continuer le bill. Comme c'est là une question de fait et que l'Orateur ne peut décider d'avance si des personnes à venir et inconnues jusqu'ici ont ou non qualité pour se substituer à la ville de Montréal, les comités sont formés à cet effet et l'Orateur ne peut rejeter la motion. Le point d'ordre est en conséquence rejeté. La motion est dans l'ordre et la Chambre peut procéder dans l'étude de cette motion. Le député de Montréal-Mercier peut expliquer sa motion.

M. Plante (Montréal-Mercier): Je tiens à déclarer qu'en faisant cette motion, je n'avais de sentiment de haine pour personne et aucune animosité envers l'administration Houde, mais le désir de protéger les intérêts des citoyens de la métropole qui peuvent souffrir du retrait du projet de loi. Voici la situation. La cité de Montréal, par la voie de ses échevins, a présenté un bill. Le conseil municipal a consulté tous les corps publics avant de présenter ce bill, pour savoir s'il remplissait les

desiderata de la population. Or, voici que la cité décide de retirer le bill sans consulter de nouveau ces corps publics.

Je crois que ce n'est pas Montréal, mais le groupe qui mène à l'Hôtel de Ville qui a demandé le retrait du bill. Tout le monde ne voit pas d'un même œil qu'il soit retiré. Comme député représentant les citoyens de la cité de Montréal, je tenais à enregistrer une protestation et je tiens à exposer ce dernier geste, afin que d'autres puissent exprimer leurs points de vue devant la Chambre.

Je regrette l'attitude de l'opposition et j'assure la Chambre que je ne veux pas faire de politiquaillerie. Cependant, je crois qu'un projet de loi qui a été étudié pendant des mois, qui a été envoyé à des organismes publics et qui a été présenté, ne devrait pas être retiré sans raison et non pas pour la raison qu'a donnée le chef de l'opposition. Je veux savoir les raisons du retrait de ce bill. Si je suis bien informé, le maire de Montréal a déclaré qu'il ne viendrait pas continuer le bill de Montréal cette année parce que la Législature n'accorderait pas à la cité ce que celle-ci a droit de demander dans le projet de loi en question et parce qu'il n'avait pas de chance de le voir passer. Même dans ce cas, le chef de l'opposition devrait laisser à la Législature la responsabilité de contrevenir aux droits de la métropole, si elle en a le courage. Ce n'est pas une raison suffisante pour retirer un projet de loi de cette importance et priver Montréal de se faire entendre sur des clauses que des corps publics avaient jugées utiles à la population de la métropole.

Nous ne pouvons refuser de considérer ce bill. J'ai proposé cette motion parce que nous trouvons en effet certaines clauses dans le bill qui sont excessivement importantes. En ce qui me concerne, je vais travailler à faire adopter les clauses qui visent le bien-être des gens. Ainsi, on trouve la clause relative aux expropriations, une autre pour souscription à des hospices, un projet d'emprunt de \$7,000,000 pour travaux des chômeurs, pour la construction de conduits souterrains, dont on prend tant de soin en parole et dont on s'occupe si peu en fait, lorsqu'il est question du projet de loi devant la Chambre, des demandes de pensions, etc., dont l'ajournement nuirait aux intérêts des citoyens de Montréal.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je soulève un point d'ordre. Au lieu de discuter de sa motion, le député de Montréal-Mercier est en train de discuter les articles du bill de Montréal quand il n'y a aucune motion pour en demander le retrait. Le député de

Montréal-Mercier a droit de discuter s'il faut ou non renvoyer le bill au comité des bills privés, mais non pas la teneur du bill lui-même.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Oui. Nous avons le droit de savoir pourquoi on veut retirer le bill et nous devons considérer la raison.

M. Blain (Montréal-Dorion): Vous n'êtes pas l'Orateur. J'ai soulevé un point d'ordre sur lequel l'Orateur doit prendre une décision.

M. l'Orateur: Point d'ordre rejeté, car les remarques se rapportent à la motion. Le député de Montréal-Mercier a le droit de dire pourquoi il veut que le bill soit reconsidéré au comité.

M. Plante (Montréal-Mercier): Certains corps publics n'ont pas été consultés avant la demande de retrait de ce bill, et je prétends qu'ils ont été lésés dans leurs droits. À la réunion du comité des bills privés, le premier ministre a demandé au chef de l'opposition s'il y avait d'autres projets de loi à présenter relatifs au présent projet de loi de Montréal, et il a déclaré que si le bill était retiré, il ne viendrait pas devant la Législature avec un autre projet de loi.

Cependant, parlant au nom du président de l'exécutif de Montréal, Allan Bray a donné, le 28 février, une entrevue au *Star* de Montréal, à l'effet que les actions des députés libéraux de l'Assemblée législative retenaient des dépenses pour les travaux à Montréal. Il (M. Bray) a dit qu'à l'égard du retrait du projet de loi de Montréal, des projets de loi spéciaux devaient être présentés à Québec au comité, afin de s'occuper des plus importantes améliorations pour la métropole. Ceci allait à l'encontre des paroles précises du maire (M. Houde) formulées au comité des projets de loi privés relatifs au retrait du projet de loi, qui promettaient qu'il n'y aurait pas de projets de loi spéciaux et que, s'il y en avait, le comité s'y opposerait. C'était un cas de contradiction entre le maire et le conseiller Bray. À la lumière de ces énoncés contradictoires, la Chambre peut très bien se demander si elle ne devrait pas renvoyer le projet de loi au comité des projets de loi privés où il sera étudié d'une manière impartiale. Il (M. Plante) promet que la ville de Montréal peut s'attendre à un traitement impartial de la part de l'Assemblée législative du Québec.

Je suis prêt, dit-il, à appuyer les bonnes clauses du projet de loi et je promets de combattre toute tentative d'imposer des amendements contraires aux intérêts de la ville. Je suis très bien

disposé envers les autorités de Montréal et je suis prêt à demander à la droite de n'amender ou de ne rejeter aucune clause sans le consentement du conseil municipal de Montréal.

Je ne veux pas que l'opposition dise aux prochaines élections qu'ils n'ont pas présenté de projet de loi parce qu'ils craignaient sa réception. S'ils n'ont pas ce qu'ils veulent, ce n'est pas de la faute de l'Assemblée législative, puisqu'ils n'ont pas eu le courage de défendre leur point de vue. Je pense que le chef de l'opposition, en tant que maire de Montréal, devrait penser aux citoyens en premier, et il devrait se plaindre à l'Assemblée législative par la suite s'il n'a pas ce qu'il veut. La Chambre ne veut pas forcer la ville, mais elle a le droit de savoir ce que les citoyens pensent de ce qu'on leur demande.

Il y a des mesures qui pressent. Ne serait-il pas mieux aussi d'étudier la loi des expropriations, celle de la rue Rachel par exemple? Électeurs et propriétaires ne savent pas actuellement où ils en sont avec cette question. Les intéressés pourraient se présenter au comité des bills privés et apprendre combien ils auront à payer en vertu de cette loi. Le conseil attend sans doute, sachant qu'il y aura des élections le printemps prochain. Il (M. Plante) parle de l'importance de certaines mesures relatives au soulagement du chômage.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je remercie le député de Mercier (M. Plante) du noble effort qu'il a fait pour défendre la population et l'autonomie de Montréal, par sa motion qui viole précisément ladite autonomie de la cité de Montréal. Sans aucun doute, le député de Montréal-Mercier pense qu'il a autant le droit de parler au nom de la métropole que moi-même qui ai été élu par une majorité jamais obtenue à Montréal. En présentant cette motion, l'action du député de Montréal-Mercier a été guidée par les exigences politiques, et comme la majorité du conseil municipal de Montréal a voté pour le retrait du projet de loi et a représenté l'opinion de la majorité de la ville, le gouvernement devrait y consentir.

Il (M. Plante) voyait le débat comme un autre moyen d'ignorer le désir de la population de Montréal, comme l'exprimaient ses représentants élus, et de jouer à la politique avec une question très importante.

Le député de Montréal-Mercier a fait valoir que les corps publics avaient été consultés sur la rédaction du bill de Montréal et non sur le retrait. Toutefois, je tiens à déclarer la vérité. Les corps publics de Montréal n'ont pas été consultés avant la

présentation du projet de loi de Montréal. On les a avisés que le bill serait présenté, et on les a mis au courant afin de savoir ce qui en était. Ils ont simplement reçu une copie du bill, tout comme les autres intéressés, simplement pour les informer et pour les inviter à faire valoir leur point de vue, s'ils le voulaient.

Le député de Montréal-Mercier a parlé aussi de la nécessité d'une loi des expropriations. L'administration de Montréal a fait étudier cette question par une commission spéciale. Peut-on exiger que l'on fasse adopter par la Chambre une loi sur cette question même, avant que le travail d'étude ne soit fini, loi qui imposerait peut-être des taxes parce que prématurée? Le député de Montréal-Mercier est-il prêt à prendre pareille attitude devant ses électeurs? Il pourrait peut-être nous dire si la population serait prête à souffrir de nouvelles taxes. La question de l'expropriation, dont on a tellement parlé, est toujours à l'étude et elle ne va pas souffrir du retrait du projet de loi.

On peut dire la même chose d'une clause qui prévoit des travaux au montant de \$5,000,000 pour l'enfouissement des fils et l'éclairage des rues. Si la ville veut emprunter cet argent, elle n'a qu'à consulter et obtenir la permission des gens par les voies d'un référendum. Il n'est pas nécessaire d'avoir la permission de l'Assemblée législative pour aller de l'avant. Mais, comme ces travaux doivent être exécutés sur une période de 10 années, et que la somme de \$500,000 par année ne serait probablement pas entièrement dépensée, il n'y a pas urgence, car le revenu ordinaire de la ville pourrait y pourvoir pour une année. Après tout, c'est l'argent de la ville et non pas l'argent de la province qui serait dépensé. Les fonds généraux de la ville seraient en mesure de s'occuper de ce problème. La raison évoquée pour ajouter la clause au projet de loi était de rendre la tenue d'un référendum inutile. Le projet de loi a été rédigé en novembre, lorsque nous ne savions pas si le gouvernement provincial allait coopérer avec Ottawa et Montréal pour alléger le problème du chômage. Depuis lors, des fonds ont été votés, ce qui change les conditions au niveau matériel.

La vérité sur toute cette obstination étrange du gouvernement, c'est qu'on ne donne pas la raison véritable. Le député de Montréal-Mercier a bien dit qu'il accorderait son appui au maire de Montréal dans les demandes qu'il ferait au sujet du bill. Le député de Montréal-Mercier promet que la Chambre traitera le projet de loi d'une manière impartiale et équitable, mais il faut considérer la situation à la lumière du passé, lorsque l'autonomie de Montréal a

été piétinée à chaque occasion. Mais il n'a pas promis et n'a pas pu promettre que la Législature ne saboterait pas tout le bill, et ne violerait pas outrageusement l'autonomie de Montréal. Et il aurait raison de ne pas le promettre. On veut savoir pourquoi je réclame le retrait de ce bill. Je prétends que la Législature va saper de nouveau l'autonomie du conseil municipal de la métropole. Nous en avons encore la preuve dans le bill même de la Commission métropolitaine de Montréal, qui doit venir aujourd'hui même, où l'on s'aperçoit par la base même l'autonomie montréalaise en insérant de nouvelles clauses, comme il a été fait au Conseil législatif. C'est parce que l'Assemblée législative a dérobé Montréal de ses pouvoirs que le projet de loi n'est pas voulu, parce que le conseil municipal ne voulait pas perdre son autonomie. Ainsi, ce serait de l'imprévoyance pure et simple de la part de l'administration de Montréal de vouloir un traitement équitable de la part de l'Assemblée législative.

La vérité, c'est que le député de Montréal-Mercier ne représente pas les idées de ses électeurs, mais simplement les idées du premier ministre et de son cabinet. La vérité, c'est qu'on a changé de régime à Montréal. Ce qui trouble la conscience des dirigeants du Québec, c'est que leurs amis à Montréal ont été battus en avril de l'année dernière et qu'ils ont été remplacés par mes propres amis. Montréal a chassé les amis du gouvernement et il y a des bleus! Selon l'attitude du gouvernement, Montréal ne devrait pas avoir d'autonomie, étant donné que les députés de la région sont des conservateurs.

Je comprends maintenant les raisons pour lesquelles on s'oppose au retrait de ce bill. Et, quand j'ai dit que je n'irais pas mettre ma tête sur le billot, c'est que je savais fort bien que la Législature chercherait à saboter notre charte. Et j'ai préféré attendre la prochaine élection pour agir. La métropole est capable d'attendre quelques mois, lorsqu'il y aura un changement de gouvernement à Québec, comme ce qui est arrivé à Montréal.

Des députés ministériels rient.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): On rit à droite. Mais c'est un rire sous cape, ces derniers jours. Je le répète. Il va y avoir un changement de gouvernement sous peu et, par la suite, nous allons être traités de façon équitable, mais pas avant. Je félicite la droite d'avoir ce sourire des gladiateurs qui avant de mourir s'inclinaient devant César en disant: *Morituri te salutant.*

(Rires)

Le passé nous a appris que jamais la ville de Montréal n'est venue demander justice à cette Législature sans qu'on en ait profité pour violer son autonomie. Je répète que nous devons laisser à la population de Montréal les privilèges auxquels elle a droit. Chaque année, le bill de Montréal nous revient éclopé et c'est pour cette raison que nous voulons le retirer. Je connais, dit-il, les motifs qui animent la majorité de l'Assemblée législative. Je reconnais que l'argent doit être recueilli là où il y en a. Mais, sans aucun doute, les gens de Montréal qui sont prêts à payer ne doivent pas perdre leurs pouvoirs.

L'honorable M. David (Terrebonne): Dans les remarques que vient de faire le député de Sainte-Marie, je laisse de côté les prophéties, je ne trouve pas d'argument qui réponde à l'exposé si calme du député de Montréal-Mercier. Tout ceci est hors de question. La Chambre devrait prendre une décision au sujet du sort du projet de loi de Montréal qui lui était présentement soumis. Le maire de Montréal n'a donné aucune raison valable pour justifier le renvoi de la motion du député de Montréal-Mercier (M. Plante) qui est soumise à notre attention.

Les autorités municipales ont tout d'abord décidé qu'il était impossible de passer l'année 1931 sans pouvoir supplémentaire. Comme on l'a dit déjà, le bill de Montréal a été préparé au cours de l'automne avec un soin méticuleux par les échevins de Montréal, élus par le peuple, qui croyaient que les demandes contenues dans le bill étaient nécessaires à la population et qui, après mûre réflexion, ont décidé de venir à Québec ajouter des droits à la charte de leur cité. On a agi après une longue étude et sa rédaction a été très dispendieuse. On a décidé de présenter ce bill. Un mois ou deux se passent et rien n'arrive. Le chef de l'opposition est habile, très habile.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne fait pas de sous-amendement³.

(Rires)

L'honorable M. David (Terrebonne): Quels motifs allègue-t-on pour le retirer maintenant qu'il a subi sa première et deuxième lecture et qu'il a été renvoyé au comité des bills privés? On craint que la Législature n'entame, ne viole l'autonomie de Montréal. Le chef de l'opposition a été très clair, et il a décidé qu'il serait préférable de ne pas avoir de projet de loi pour qu'il n'y ait pas de discussion sur les politiques municipales. Ce n'est pas là la véritable raison de la décision de la majorité du conseil de

ville. Si le maire a convaincu ses collègues qu'il valait mieux ne pas soumettre le bill à l'attention des membres du comité, c'est parce qu'il a peur que la Chambre prenne l'occasion de discuter l'administration de la ville de Montréal, parce que ce n'est pas en accord avec les intérêts qu'il ne souhaite pas représenter.

Le maire de Montréal n'a pas voulu présenter son bill sous prétexte que le premier ministre ne rendrait pas justice. C'était un prétexte fallacieux, une querelle que le chef de l'opposition voulait faire sien avec le premier ministre, tout en privant Montréal de ses droits. Il est vrai que le premier ministre a dit que, depuis six mois, la ville a été mal administrée et que l'administration Houde était la plus pourrie à avoir gouverné Montréal; mais ceci ne voulait pas dire qu'il voulait punir la population parce qu'elle avait fait un mauvais choix.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Nous allons voir. Ne vous gênez donc pas. Il a dit que j'avais pourri la ville de Montréal en six mois.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je n'aurais pas osé le dire. La confession du maire est très précoce. Mais je suis convaincu qu'un tel sentiment de mesquinerie politique n'est jamais entré dans l'esprit du premier ministre. Et d'ailleurs, qu'il (M. Houde) soit tranquille, jamais le premier ministre n'a voulu violer l'autonomie municipale.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Mais ça va se faire tantôt dans cinq minutes.

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est très habile. On veut refuser au peuple de Montréal de venir dire ce dont il a besoin. Le chef de l'opposition (M. Houde) dit que, parce qu'il y a une querelle entre lui-même et le premier ministre, Montréal ne peut pas bien fonctionner. C'est la première fois que je vois faire de cette façon de la petite politique dans les affaires municipales de Montréal et c'est un chef de l'importance du chef de l'opposition qui le fait. C'est à cause du chef de l'opposition que le projet de loi a été retiré, pour des motifs politiques. Mais les intérêts des propriétaires de la métropole ne doivent pas être oubliés.

Pour ce qui est du projet de loi de Montréal, et je pense que je peux parler ici au nom des ministres et des députés de la droite, je prends l'engagement que, si le bill retourne au comité, la droite ne votera pas un seul amendement, que pas une clause de ce bill demandé par l'administration de

Montréal ne sera refusée, à moins que les échevins de Montréal ne la votent eux-mêmes. Ce gouvernement, en mettant les partis politiques de côté, se prépare à respecter le point de vue des résidents de la ville de Montréal, comme l'exprime ce projet de loi.

Le chef de l'opposition a été mal avisé et a permis qu'un esprit d'acrimonie entre en cause. Il (M. Houde) fait intervenir la politique au point de dire qu'il sera ostracisé en cette Chambre. Il (M. Houde) était certainement dans l'erreur en cherchant à faire croire que l'Assemblée législative serait contre la majorité des gens de Montréal pour des raisons politiques. La droite n'a jamais eu l'intention d'ostraciser Montréal et d'introduire de la politique dans ce bill.

Ce projet de loi contient des articles nécessaires pour remédier à certaines situations à Montréal; il faudrait que la Chambre les adoptât. Pourquoi ne pas procéder à l'étude de ce bill et les clauses qui sont utiles et nécessaires passeront? Nous assurons la gauche que nous ne ferons aucune objection qui ne soit pas légitime.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Mais ça va se faire dans cinq minutes.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le chef de l'opposition veut parler d'un amendement au bill de la Commission métropolitaine fixant le renvoi de tout employé aux deux tiers seulement des voix. Les clauses du bill sont nécessaires, par exemple la clause relative aux \$5,000,000 pour travaux d'enfouissement des fils.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Mais on va le demander ou on peut le demander aux contribuables par référendum.

L'honorable M. David (Terrebonne): La droite doit et va sauvegarder les intérêts des citoyens de Montréal. La droite croit que Montréal a besoin de cette législation et elle veut la donner sans parti pris, sans fanatisme. Il reproche encore à l'opposition de refuser au peuple de Montréal le droit qu'il a de venir devant la Législature faire valoir ses réclamations. Le peuple de Montréal, dit-il, a autant qu'autrefois droit à son bill, et il est malheureux que des questions politiques soient intervenues pour priver le peuple de Montréal de ses prérogatives. Je promets que le projet de loi sera traité équitablement par l'Assemblée législative et je le promets au nom du premier ministre lui-même.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je dois déclarer que j'ai entendu cet après-midi des énoncés de principes extraordinaires. Le 5 janvier, l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David) disait à Saint-Gabriel-de-Brandon⁴: "On m'accuse d'être trop souvent dans les nuages. Qu'importe si de là-haut je peux faire pleuvoir une pluie de faveurs sur cette province." Je remercie l'honorable secrétaire d'avoir daigné descendre des nuages pour daigner s'occuper des affaires de la métropole. C'est tellement peu son habitude que nous devons craindre cette condescendance et soupçonner quelque manœuvre. Il faut nous prémunir.

Quelque chose d'étrange se prépare et je crains que ce ne soit pas dans l'intérêt de la plus grande ville du Canada. De là-haut, le secrétaire provincial a proclamé que le déléguant pouvait remplacer le délégué. À ce compte, le détective Renaud pourrait remplacer tout le cabinet. C'est à quoi nous conduit un règlement aussi nouveau. Quand j'entends le secrétaire provincial donner des leçons à Montréal sur un ton quasi paternel, je me dis qu'il doit y avoir quelque chose qui s'en vient et qu'il est temps de nous garer pour la protection des citoyens de Montréal.

La métropole a tout à craindre. Et la chose est d'autant plus vraisemblable que, cet après-midi même, le gouvernement a l'intention de nous présenter des amendements au bill de la Commission métropolitaine, bill présenté par le député de Montréal-Mercier et qui sabote l'autonomie de Montréal. Après ça, on vient nous demander d'avoir confiance.

L'honorable secrétaire provincial affirme que le maire veut faire de la politique à l'Hôtel de Ville de Montréal. Ce ne serait assurément pas nouveau. Faisait-on autre chose sous le régime précédent, conduit en laisse par un politicien aujourd'hui disparu, alors que l'Hôtel de Ville était devenu l'apanage exclusif du gouvernement, où les gros amis du gouvernement faisaient la pluie et le beau temps, où le président de l'exécutif ne pouvait rien faire sans l'autorisation du premier ministre de cette province?

Et on dit qu'on ne faisait pas de politique. Qu'aurait-ce donc été alors si on avait fait de la politique? S'il y avait eu de la politique à l'Hôtel de Ville de la métropole, c'était sûrement à cause de l'exemple que donnaient les amis du gouvernement et ils devraient être les derniers à se plaindre. L'Hôtel de Ville était l'apanage du gouvernement provincial. Ce joug a été secoué et je crois qu'il faut éviter de s'y soumettre de nouveau. Conséquemment, je suis opposé à la motion.

On nous parle des expropriations dont le règlement est en préparation. En effet, nous en avons vu, des expropriations inutiles, trop coûteuses, ouverture de rues à travers des champs qui restaient déserts, expropriation d'un parc au coût de \$8,000,000. C'était le bon temps. Il convient, dans l'étude de cette présente motion, de se demander qui conduit les affaires de Montréal, la Législature de Québec ou le conseil municipal de Montréal? C'est la question en jeu.

On a présenté la motion actuelle par rancune politique. Le secrétaire provincial s'est engagé à ne rien refuser et à ne rien accepter qui ne soit préalablement refusé ou accepté par le conseil municipal. En réalité, on veut faire une sorte de procès politique, sous couleur d'étudier un bill au comité des bills privés. Le secrétaire provincial avec ses belles paroles et ses belles façons ne nous trompera pas. Il (l'honorable M. David) doit venir dans mon comté samedi prochain, il sera bien reçu. Les membres du conseil municipal de Montréal étaient les meilleurs juges du sort de leur projet de loi. Ils ont décidé de le retirer et la Chambre ne pouvait que se plier à leur volonté.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): La motion qui est devant nous nous demande simplement que le projet de loi soit retourné au comité des bills privés avec certaines instructions précises. La motion n'a pas pour but de renvoyer le bill de Montréal au comité pour étude, mais simplement pour permettre aux intéressés de faire valoir leurs représentations, s'il y a lieu. Certainement, on ne peut raisonnablement pas s'y opposer. Il est bien évident que le chef de l'opposition et ses collègues ne nous donnent pas les vraies raisons pour lesquelles ils veulent le retrait du bill 100.

Le chef de l'opposition, sous sa signature comme maire de Montréal, déclarait qu'il est dans l'intérêt de la cité et nécessaire pour la bonne administration de Montréal que sa charte fût amendée dans le sens du bill. Il (M. Houde) allègue sa crainte que le comité ne fasse des amendements au projet dont il était le parrain et dont il veut maintenant se désintéresser. Sur quoi sa crainte est-elle basée? Qu'est-ce qui la légitime? N'avons-nous pas passé le bill en première et deuxième lecture, approuvant par conséquent le principe?

Il (M. Vautrin) est d'accord avec le secrétaire provincial (l'honorable M. David) lorsque le premier ministre a déclaré que le chef de l'opposition avait pourri l'administration de Montréal en six mois. Il

n'y avait aucune raison de refuser de se présenter devant l'Assemblée législative avec des demandes légitimes. Le premier ministre n'est pas le seul à avoir déclaré que l'administration de Montréal est pourrie. Qui a lancé d'abord ce cri? N'est-ce pas le député de Maisonneuve (M. Tremblay) qui a dit la même chose?

M. Tremblay (Maisonneuve): Je soulève un point d'ordre. Je n'ai jamais prétendu que l'administration de Montréal était pourrie et je demande au député de Montréal-Saint-Jacques de retirer ses paroles.

(Rires)

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) veut passer outre.

M. Tremblay (Maisonneuve) insiste pour que le mot "pourrie" soit retiré.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Je vais citer un article de journal.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Quel journal?

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): *Le Canada*.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ah!

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) cite des articles de journaux.

M. Tremblay (Maisonneuve) insiste sur son point d'ordre.

M. l'Orateur: (Se tournant vers M. Vautrin) Je comprends que l'honorable député retire les paroles qu'il a prononcées.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) acquiesce de la tête. Il cite *Le Devoir*, le *Star* et *Le Canard*, tous deux amis du chef de l'opposition.

M. Tremblay (Maisonneuve): Est-ce que ce canard avait des ailes?

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Le *Montreal Star*, sous le titre "Un appel à l'action", accuse le chef de l'opposition de ne pas voir à l'administration de Montréal qui est en train de devenir un second Chicago. Il (M. Vautrin) parle de

gangsters, de mauvaises maisons, etc. Ce journal a appuyé avec ardeur M. Houde aux affaires municipales et provinciales depuis deux ans.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) manifeste.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) lui demande de l'écouter aussi poliment que lui-même l'a écouté, sans l'interrompre à toute minute.

(Applaudissements)

Le Devoir de Montréal parle de l'humiliation qu'il y a pour Montréal et les administrateurs de Montréal de voir un des fonctionnaires placés par eux partir pour le baigne. Il cite les articles du journal qui demandent qu'une commission s'occupe de la police dans le cadre d'une commission d'enquête parlementaire; cependant, Montréal n'a pas retiré son projet de loi jusqu'à tout récemment. Il s'agissait d'une affaire politique.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Ceci ne relève pas du tout du caractère de la motion. Le député de Montréal-Saint-Jacques n'a pas le droit, en parlant sur la présente motion, de faire une revue des affaires municipales de Montréal, comme il le fait, ou d'insulter le conseil municipal de Montréal.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): À une occasion, c'est le chef de l'opposition (M. Houde) lui-même qui a voulu, lors d'une séance du comité des bills privés, porter atteinte à l'autonomie de Montréal et il a voté contre l'autonomie de Montréal.

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) n'a pas le droit de faire référence à un débat qui a eu lieu devant le comité des bills privés.

M. l'Orateur renvoie le point d'ordre. Il soutient que cela empêcherait le débat si un orateur était retenu au point que le mentionne le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) et que la référence à la séance du comité des projets de loi privés n'avait été faite qu'en passant, qu'elle ne se rapportait pas à un débat antérieur et n'en citait pas un.

M. Blain (Montréal-Dorion) veut poser une question.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) s'y objecte⁵. Il parle d'une séance du comité en 1926.

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur rejette le point d'ordre.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Depuis le passage de la "Cédule B" en 1921, qui marque le début du régime Taschereau et qui fut votée à sa demande, et selon laquelle Montréal est maintenant administrée, jamais le premier ministre et la Chambre n'ont, les années suivantes, inséré d'amendements à la charte de Montréal, qui furent contraires à l'autonomie de Montréal.

On craint que nous sapions l'autonomie de Montréal. Si elle a été sapée dans le passé, c'est par la faute du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) et M. Bray, alors député, qui, un jour, en 1926⁶, par exemple, se sont opposés à certaines clauses d'un bill de Montréal. Ils ont présenté un amendement, amendement battu par le conseil de Montréal qui défendait le double mandat. MM. le député de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) et le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), en 1926, ont voté pour sauvegarder l'autonomie de Montréal alors que MM. Bray, Houde et Duranleau ont voté en faveur de l'amendement et contre l'autonomie de Montréal. Si le premier ministre l'avait accepté, le chef de l'opposition ne retirerait pas les honoraires qu'il a aujourd'hui.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Point d'ordre. Jamais je n'ai prononcé de telles paroles que le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) vient de citer au sujet du double mandat, et je prierais le député de retirer ce qu'il vient de dire.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) se laisse prier. Il veut continuer à lire des articles de journaux.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) insiste pour une décision⁷.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) cite *Le Devoir* de cette date dont un article tend à établir ce qu'il avait prétendu, dit-il, savoir: le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) aurait déjà protesté contre les doubles mandats et contre la volonté du conseil municipal de Montréal. Il (M. Vautrin) suggère au chef de l'opposition d'être plus explicite lorsqu'il parle d'atteinte à l'autonomie de Montréal. La façon dont se comporte actuellement le chef de l'opposition prouve qu'il veut tout simplement se faire du capital politique avec ce

projet de loi très important, cette année. Mais les citoyens de Montréal ont le droit de voir à ce que les clauses du présent bill soient étudiées.

Le chef de l'opposition a dit que les clauses du bill ne sont que des amendements de concordance. Toutefois, il y a la clause qui donne aux femmes mariées sous le régime de la séparation de biens le droit de vote. Si cette clause-là n'est pas votée cette année, les femmes seront encore privées de leur droit de vote lors des prochaines élections municipales, l'année prochaine.

Il (M. Vautrin) cite d'autres articles du bill qui ne sont pas des clauses de concordance. Pour ma part, je veux connaître l'opinion des intéressés de la ville de Montréal. Dans ce but, je seconde la motion proposée par mon collègue de Montréal-Mercier.

L'honorable M. Leduc (Montréal-Saint-Henri):

Comme membre de la commission et en considérant les intérêts importants en jeu dans ce projet de loi, je tiens à ce que le bill revienne devant le comité des bills privés, afin que les parties intéressées puissent présenter leur point de vue sur le sujet, et pour que toute cette question d'expropriation soit débattue. Il parle des expropriations, qu'il trouve trop onéreuses.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) pose une question.

L'honorable M. Leduc (Montréal-Saint-Henri):

C'est l'administration montréalaise actuelle qui, la première, a confié l'étude du problème des expropriations à une commission compétente.

M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne veux pas interrompre le député de Trois-Rivières, mais l'on serait mieux de suspendre la séance. De nombreux bills seront sanctionnés d'ici un quart d'heure.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ça ne presse pas. C'est à six heures moins quart. Pourquoi attendre? Il reste encore un quart d'heure et nous n'avons pas autre chose à entreprendre. Ça n'est pas fini. Vous avez commencé ce débat sans raison. Préparez-vous, nous allons voir qui est pourri, de vous ou de moi, et qui a desservi sa province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La Législature abuse de ses pouvoirs. L'attitude du gouvernement dans ce présent débat est condamnable. Je proteste

avec toute mon énergie contre l'animosité que les orateurs du gouvernement ont démontrée envers la ville de Montréal. Voici un bill que ses promoteurs abandonnent, que personne n'a le droit de reprendre et de continuer et qui ne sera pas continué. Pourquoi envoyer le bill devant le comité quand on connaît d'avance l'opinion du conseil de Montréal? Avec des motifs secrets, le gouvernement fait preuve d'un désintéressement total envers les intérêts des électeurs montréalais, qui ont été exprimés lors d'un vote majoritaire au conseil municipal de Montréal. Nous avons des lois très importantes à passer.

Le gouvernement est en retard dans sa législation, et la fin s'annonce. Il est regrettable qu'au lieu de consacrer la journée à l'étude des bills soumis, on a perdu tout un après-midi à discuter un bill qui n'est pas devant la Législature et que le promoteur ne veut plus soumettre, afin de faire de la politique inutile, stérile. C'est une autre atteinte à l'autonomie de Montréal, après plusieurs autres. Le gouvernement commet une erreur en violant l'autonomie de la métropole. Il l'a fait récemment en obligeant le conseil à soumettre les plans du tunnel au ministre de la Voirie.

D'ailleurs, l'attitude du gouvernement est contradictoire et des plus illogiques. Nous avons entendu des discours vibrants sur l'autonomie de Montréal. Placé entre Québec et la métropole, je suis bien placé pour juger. Le secrétaire provincial promet aux contribuables de n'adopter ou de ne refuser aucun amendement qui n'aura pas été ratifié ou rejeté par le conseil, afin de ne pas violer l'autonomie de Montréal. Que fait-il en ce moment? Il viole l'autonomie de Montréal, de ce même conseil municipal, au moment même où il prononce ces paroles et quand il veut forcer l'étude de ce bill, malgré la décision très claire du Conseil de le retirer.

Puisque le Conseil de ville, par une écrasante majorité, décide d'abandonner son bill, pourquoi vous obstinez-vous à le discuter? Que fait-on de cette opinion du conseil qui administre la métropole? On veut passer par-dessus; on veut s'en moquer. Le meilleur moyen de respecter l'autonomie de Montréal consiste à respecter la volonté du conseil municipal.

Les protestations sont vraies surtout quand elles constituent un fait qui les contredit de façon aussi flagrante. Et ce n'est pas la seule et la moindre contradiction. Nous avons entendu des députés ministériels affirmer que le conseil municipal de Montréal ne valait rien, n'avait pas la confiance du public, administrait mal. Et cependant, voici un ministre qui spécifiquement, officiellement, s'engage au nom de ses collègues du ministère et des députés

de la droite à n'adopter ou refuser les clauses que si elles ont été adoptées ou refusées par ledit conseil. On ne peut trouver preuve plus flagrante de mauvaise foi.

Aussi, l'opposition a-t-elle raison de concevoir des doutes sérieux, et de croire que, si le gouvernement veut presser Montréal sur son cœur, c'est pour mieux l'étouffer. Le gouvernement abuse de sa force lorsqu'il oblige Montréal à faire des dépenses pour défendre un bill qu'elle a décidé d'abandonner.

Il appartient à Montréal de régler ses propres affaires et non à la Législature. Et le gouvernement devrait cesser enfin de faire de la métropole la victime de ses machinations politiques. Le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) demandait quand le premier ministre s'était ingéré dans les affaires de Montréal. Mais le premier ministre faisait-il autre chose lorsqu'il a obligé la ville de Montréal, dès le début de cette session, à soumettre au ministère de la Voirie les plans d'un tunnel construit en plein Montréal, avec l'argent de Montréal? Chaque fois que la ville de Montréal est venue devant la Législature demander justice, elle a toujours été maltraitée et c'est avec raison qu'aujourd'hui elle est méfiante. Je regrette aussi l'animosité qu'on a manifestée de la part de la droite cet après-midi. Avant de guérir les autres, que le gouvernement commence donc à se guérir lui-même.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Adopté.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Non, non. Attendez ce qui va venir.

M. Tremblay (Maisonneuve) se lève. Il fait observer au premier ministre qu'il tient compte du désir exprimé auparavant au sujet des sanctions. Il ajourne le débat.

Du consentement unanime de la Chambre, il est ordonné que le débat soit suspendu.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 17 modifiant la loi de la gasoline;
- bill 41 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique;
- bill 52 modifiant le Code civil et le Code de procédure civile, relativement aux droits civils de la femme;
- bill 64 modifiant la loi des sociétés agricoles et laitières;
- bill 65 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles;
- bill 66 modifiant la loi des abeilles;
- bill 67 modifiant la loi des sociétés d'agriculture;
- bill 72 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec;
- bill 73 modifiant la loi de la préservation de l'enfance contre la tuberculose;
- bill 74 modifiant la loi des unités sanitaires;
- bill 140 constituant la Corporation de crédit et d'entrepasage (Credit & Warehousing Corporation);
- bill 141 constituant en corporation la congrégation des Ursulines de Québec;
- bill 146 modifiant la charte de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada;
- bill 174 modifiant l'article 398 du Code municipal;
- bill 225 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations;
- bill 227 modifiant l'article 4 de la loi de la chasse;
- bill 234 modifiant la loi 13 George V, chapitre 7, relativement aux victimes de la conflagration à Terrebonne.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 89 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;
- bill 145 concernant la succession de feu James McCready;
- bill 147 modifiant la charte de l'Association agricole des Cantons de l'est.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 89 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Succession James McCready

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 145 concernant la succession de feu James McCready. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Association agricole des Cantons de l'est

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 147 modifiant la charte de l'Association agricole des Cantons de l'est. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants, savoir:

- bill 3 modifiant la loi des subventions aux collèges classiques;

- bill 4 modifiant la loi des inhumations et des exhumations;
- bill 5 modifiant l'article 1317 du Code de procédure civile;
- bill 6 modifiant la loi autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie;
- bill 7 modifiant la loi concernant la construction d'une prison pour les personnes du sexe féminin dans le district de Québec;
- bill 8 concernant les chiens errants dans certains territoires non organisés en municipalité;
- bill 9 modifiant la loi relative à la radiodiffusion en cette province;
- bill 12 modifiant la loi de la prévention des incendies;
- bill 13 modifiant les articles 1220 et 2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec;
- bill 14 modifiant les lois concernant l'organisation des départements;
- bill 15 relatif à certains travaux autorisés dans le but de venir en aide aux chômeurs;
- bill 16 concernant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Terrebonne;
- bill 17 modifiant la loi de la gazoline;
- bill 18 modifiant la loi de la voirie;
- bill 19 modifiant la loi des jurés;
- bill 20 modifiant la loi de la chasse;
- bill 23 concernant la compétence de certaines cours dans le district judiciaire de Nicolet;
- bill 25 modifiant l'article 618 du Code de procédure civile;
- bill 28 modifiant la loi des employés publics;
- bill 29 modifiant la loi de tempérance de Québec;
- bill 37 modifiant la loi des assurances de Québec;
- bill 39 modifiant la loi de la voirie relativement aux expropriations;
- bill 40 concernant les bombes lacrymogènes;
- bill 41 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique;
- bill 42 modifiant la loi constituant en corporation la ville d'Isle Maligne;
- bill 43 autorisant un octroi au Conservatoire national de musique;
- bill 50 modifiant l'article 7 de la loi de la division territoriale;
- bill 51 modifiant l'article 29 du Code de procédure civile;
- bill 52 modifiant le Code civil et le Code de procédure civile, relativement aux droits civils de la femme;

- bill 60 modifiant la loi des pensions;
- bill 62 concernant la construction d'un édifice pour divers services de l'administration, à Québec;
- bill 64 modifiant la loi des sociétés agricoles et laitières;
- bill 65 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles;
- bill 66 modifiant la loi des abeilles;
- bill 67 modifiant la loi des sociétés d'agriculture;
- bill 72 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec;
- bill 73 modifiant la loi de la préservation de l'enfance contre la tuberculose;
- bill 74 modifiant la loi des unités sanitaires;
- bill 75 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;
- bill 76 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Gilbert Aubrey Barber à la pratique de la chirurgie dentaire;
- bill 77 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Roy au nombre de ses membres, après examen;
- bill 78 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Luther Hamilton Stilwell à la pratique de la chirurgie dentaire;
- bill 79 constituant en corporation la Congrégation de la Fraternité sacerdotale;
- bill 80 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson;
- bill 83 concernant la donation Cherrier-Sénécal;
- bill 84 concernant la succession de feu John Dwane;
- bill 85 concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve;
- bill 86 concernant les taxes scolaires protestantes de la ville de l'Île Dorval;
- bill 87 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Émile-A. Jeannotte à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen;
- bill 88 modifiant la constitution en corporation de l'hôpital de l'Enfant-Jésus;
- bill 89 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;
- bill 90 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;
- bill 91 modifiant la charte de la cité de Verdun;

- bill 92 concernant la succession de feu Arthur Roy;
- bill 95 abolissant certaines servitudes sur le lot no 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot no 149 du cadastre du village incorporé de la Côte-des-Neiges et leurs subdivisions;
- bill 96 ratifiant les règlements nos 166 et 167 de la ville d'Acton Vale;
- bill 97 modifiant la charte de la cité de Lachine;
- bill 98 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;
- bill 101 modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine;
- bill 102 ratifiant les règlements numéros 243 et 348 et certaines résolutions de la cité de Saint-Hyacinthe et certains actes passés par elle;
- bill 104 validant un acte de vente par Herménégilde Sicotte à Georges Rémillard et un acte de vente par Ernest Perras à Montreal Airdrome Limited;
- bill 105 constituant en corporation Barclays Trust Company of Canada;
- bill 106 constituant en corporation les Cisterciens de Val-d'Espoir;
- bill 107 constituant en corporation les Sœurs missionnaires du Christ-Roi, à Gaspé;
- bill 108 ratifiant le contrat passé entre la ville de Kénogami et les compagnies Price Brothers & Company Ltd. et The Kenogami Land Company Ltd., au sujet des taxes payables par ces deux compagnies, et autorisant la ville à faire certains travaux;
- bill 109 confirmant et ratifiant certaines résolutions adoptées par le conseil municipal et les commissaires d'écoles de la paroisse de Sainte-Foy, accordant une évaluation fixe pour fins de taxes à la Canadian Transcontinental Airways Limited, pendant un certain nombre d'années;
- bill 110 concernant le contrat de mariage de l'honorable John Hall Kelly et de dame Marie-Adèle Dionne;
- bill 113 modifiant la charte de la corporation de Notre-Dame-du-Chemin;
- bill 114 autorisant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-Montréal à contracter un emprunt et à vendre certains terrains formant partie du cimetière de la Côte-des-Neiges;
- bill 116 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 118 ratifiant et confirmant le titre de la cité du Cap-de-la-Madeleine à certains terrains;

- bill 119 ratifiant le titre de Canadian Copper Refiners Limited à une certaine propriété située dans la ville de Montréal-Est;
- bill 120 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains actes de vente et de transport et d'établissement de servitude en ce qui regarde certains emplacements de ladite ville;
- bill 121 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie;
- bill 122 constituant en corporation les Sœurs de Saint-Paul;
- bill 123 ratifiant le règlement no 55 du conseil de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et la résolution des commissaires d'écoles pour la même municipalité, en date du 31 octobre 1930;
- bill 124 ratifiant le règlement no 17 de la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution, en date du 4 novembre 1930, des commissaires d'écoles de la même municipalité;
- bill 126 ratifiant certains règlement, résolution et contrat faits et passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited;
- bill 127 ratifiant certaine résolution et certain contrat passés et faits entre la corporation scolaire de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited;
- bill 128 permettant à Antoun Georges Musakeby, alias Antoine Georges Massabky, de changer ses prénoms et nom de famille en ceux de Antoine Georges Massey;
- bill 129 modifiant la charte de la cité d'Outremont;
- bill 130 légalisant le changement de nom de Edward Spragge Winslow en celui de Edward Winslow-Spragge, déclarant que ce changement constitue un accomplissement de la volonté de William Thomas Henry Spragge et changeant le nom de famille d'autres personnes, de Winslow en celui de Winslow-Spragge;
- bill 133 changeant le nom de famille de John Gould Snasdell Taylor et d'autres personnes, de Taylor en celui de Snasdell-Taylor;
- bill 134 concernant la cité de Grand'Mère et pourvoyant à des commutations de taxes en faveur de certaines compagnies;
- bill 135 concernant l'évaluation des propriétés de The Shawinigan Water and Power Company et de Laurentide Company Limited, pour fins scolaires, à Grand'Mère;
- bill 136 modifiant la charte de la corporation du Collège commercial de Saint-Césaire;

- bill 137 concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Trois-Rivières;
- bill 138 constituant en corporation les Sœurs servantes de Notre-Dame, Reine du clergé;
- bill 140 constituant la Corporation de crédit et d'entreposage (Credit & Warehousing Corporation);
- bill 141 constituant en corporation la congrégation des Ursulines de Québec;
- bill 145 concernant la succession de feu James McCready;
- bill 146 modifiant la charte de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada;
- bill 147 modifiant la charte de l'Association agricole des Cantons de l'est;
- bill 170 modifiant la loi du Barreau;
- bill 174 modifiant l'article 398 du Code municipal;
- bill 175 modifiant la loi des compagnies de Québec;
- bill 178 modifiant le Code de procédure civile relativement aux examens préalables;
- bill 181 modifiant l'article 361 du Code de procédure civile;
- bill 195 modifiant la loi des cités et villes relativement à la présentation des candidats;
- bill 200 modifiant l'article 2 de la loi des cités et villes;
- bill 225 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations;
- bill 227 modifiant l'article 4 de la loi de la chasse;
- bill 234 modifiant la loi 13 George V, chapitre 7, relativement aux victimes de la conflagration à Terrebonne.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séances.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 9 h 10⁸

Commission métropolitaine de Montréal

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 82 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
M. l'Orateur...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. L'amendement apporté par le Conseil n'a pas été publié et, conséquemment, il ne peut être considéré par la Chambre, en vertu des articles 503 et 504 du Règlement, qui décrètent que "Toute procédure relative aux bills privés commence par une pétition, et toute pétition introductive de bill privé doit être annoncée par avis public", et que "L'avis doit exposer clairement et distinctement la nature et l'objet du bill projeté". Or, dans la *Gazette officielle*, il n'y a rien qui annonce un amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je pense que nous sommes d'accord, mais pas pour les mêmes raisons. Je constate en voyant le bill que l'amendement apporté par le Conseil est au sujet de l'emploi de certaines personnes et qu'il aurait pour effet d'enlever à la ville de Montréal le contrôle qu'elle a sur la Commission métropolitaine dans une haute mesure.

Lorsque la Commission métropolitaine a été fondée, il était compris que le conseil municipal de Montréal aurait la haute main sur cette Commission. L'amendement apporté par le Conseil législatif a été adopté sans opposition. Il était injuste.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ah! Que c'est bon!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Si le maire de Montréal est prêt à nous déclarer que Montréal est opposée à ces amendements du Conseil législatif, je suis disposé à demander à la Chambre de ne pas concourir dans cet amendement, ce qui oblige la Commission à obtenir une majorité des deux tiers des voix pour renvoyer un employé. Nous sommes prêts à le renvoyer.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):
M. l'Orateur, je n'ai jamais eu tant de plaisir, je n'ai jamais vu une si belle farce si bien jouée.

M. l'Orateur: Le mot "blague" n'est pas parlementaire. Je ferai remarquer au chef de l'opposition qu'il n'a pas le droit de prononcer ces paroles quand un ministre fait une déclaration. Je le rappelle à l'ordre et lui demande d'employer un langage plus parlementaire.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Laissez-moi dire que je n'ai jamais rien vu d'aussi sérieux.

(Rires)

Est-ce que le premier ministre peut me dire qui a proposé l'amendement et s'il ne l'a pas suggéré? Est-ce que le premier ministre peut dire qu'il n'a pas eu connaissance de l'attitude du Conseil législatif?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas eu connaissance, dit-il, de l'amendement apporté au conseil. Je dois dire que je ne l'ai pas suggéré; cependant, le directeur, M. le conseiller Gabias, m'avait averti qu'il allait faire partie du projet de loi présenté au Conseil. Nous pourrions l'adopter, mais nous ne voulons pas.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Eh bien, je crois que nous pouvons prendre cette attitude du gouvernement comme un résultat direct de la discussion de cet après-midi. N'eût été la lutte faite autour de l'autonomie du conseil de Montréal, nous n'aurions pas gagné notre point. Je remercie les honorables députés de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) et de Montréal-Mercier (M. Plante), tous ceux qui ont pris part à ce débat qui nous a valu de conserver notre autonomie et plus de respect pour les droits des citoyens de Montréal. Si nous n'avions pas protesté, l'amendement aurait passé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Maurice Gabias, président de la Commission métropolitaine, est-il le même homme que le gouvernement imposait à la ville de Trois-Rivières comme contrôleur?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. Gabias, c'est l'homme qui a sauvé Trois-Rivières. (Rires et applaudissements à droite)

M. Tremblay (Maisonneuve): À Trois-Rivières, on l'appelait M. Gaspillas.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Demain, je ferai motion pour que cette Chambre n'adopte pas les amendements du Conseil législatif.

Je propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Charte de Montréal

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de

Montréal-Mercier (M. Plante) dont elle a été saisie ce jour: que le rapport fait à la Chambre, le 25 février 1931, par le comité des bills privés en général sur le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, soit renvoyé audit comité avec instruction:

a. d'entendre et de recevoir les représentations que pourra lui faire ou adresser toute partie intéressée à l'adoption de quelques dispositions législatives contenues dans ledit bill no 100;

b. d'étudier ces représentations;

c. de faire rapport de ses constatations, ainsi que de ses vues sur les représentations qui lui auront été faites ou adressées.

M. Tremblay (Maisonneuve): M. l'Orateur, je n'avais pas l'intention de prendre part au débat. Je suis cependant dans l'obligation de faire des remarques. J'ai compris que c'était une question où il ne devait pas entrer de politique. L'honorable député de Montréal-Saint-Jacques s'en tenu exactement à cela.

(Rires)

On a même voulu faire des personnalités. L'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) s'est permis de dénaturer mes paroles et il a été obligé de les retirer. Il est vrai que j'ai différé d'opinion avec le maire de Montréal en certaines occasions, mais jamais ma liberté de parole n'a été entravée. En cela, dit-il, j'ai montré mon indépendance. Le député de Montréal-Saint-Jacques en a-t-il jamais fait autant avec son parti? Dans l'opposition à laquelle j'ai le plaisir d'appartenir, lorsque nous différons d'opinion, nous avons la liberté de parole.

Je "suis-tu-un" novice en politique, M. l'Orateur⁹. Le député de Montréal-Saint-Jacques a proclamé qu'il fallait mettre la politique de côté. Après avoir reproché à l'opposition d'obéir au souci électoral, il (M. Vautrin) s'est permis de faire de la politique et des personnalités à un point tel que l'Orateur a dû le rappeler à l'ordre. Il (M. Vautrin) a aussi déclaré que jamais le premier ministre et son gouvernement n'avaient attenté à l'autonomie de Montréal. Il s'est aussi vanté que toujours il avait pris fait et cause pour la défense de l'autonomie de Montréal. C'est ce que nous allons voir.

Le député de Montréal-Saint-Jacques s'est-il levé quand le gouvernement libéral enlevait le droit de vote aux citoyens de Montréal et mettait la ville en tutelle sous M. Décary? Le député de Montréal-Saint-Jacques n'a jamais protesté, même lorsque son parti a volé Montréal. Le député de Montréal-Saint-Jacques a oublié d'en parler. Il ne fait pas de politique. A-t-il oublié aussi ce fameux ancien maire de Montréal, alors futur conseiller législatif, et toutes

les dénonciations que celui-ci faisait contre le gouvernement provincial? Le député de Montréal-Saint-Jacques ne fait pas de politique.

Lorsque, l'an dernier, je croyais que c'était mon devoir, j'ai convoqué mes électeurs et je le leur ai dit, après avoir fait battre une administration néfaste, que la nouvelle administration ne remplissait pas toutes ses promesses. Je ne me suis pas jeté sur quelqu'un personnellement. J'étais jeune en politique et je ne savais pas qu'on pouvait tirer assez de ficelles pour faire retomber sur la nouvelle administration de Montréal les méfaits de l'ancienne.

On nous dit de ne pas obéir au souci électoral, alors je ne vais pas le faire, mais j'en ai eu la preuve lorsqu'on nous a parlé de l'expropriation de la rue Rachel, faite sous le régime Desroches et des amis et créatures du gouvernement provincial. Je sais que les propriétaires ont été trop grevés. Le député de Montréal-Saint-Jacques a oublié de nous dire ça. Il ne fait pas de politique. Je ne ferai pas de politique.

(Rires)

Qu'est-ce que le député de Montréal-Saint-Jacques dirait de l'attitude d'un gouvernement qui, après avoir nommé une commission d'hommes qualifiés pour trouver le meilleur mode d'administration pour Montréal, saboterait tout le rapport de cette commission en un tour de main? C'est pourtant ce qui est arrivé avec la charte de Montréal. Mais le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) avait oublié tout ça.

Il a oublié de dire également que la cédule B, qui forme la charte de Montréal, avait été à peine adoptée que le gouvernement actuel la bouleversait de fond en comble. D'après la cédule B, le conseil municipal constituait le corps législatif qui recommandait au comité exécutif les mesures à adopter et à exécuter. Or, sur une requête, non pas des échevins du conseil, non pas des contribuables, le gouvernement actuel a changé en un tour de main la teneur complète de la cédule B, et le comité exécutif devenait à la fois administrateur et législateur; et si le conseil négligeait d'adopter un rapport du comité, au bout d'un mois, le rapport était adopté automatiquement. Le député de Montréal-Saint-Jacques a oublié de dire ça. Il ne fait pas de politique.

Le secrétaire provincial s'est engagé à voter tout ce que la ville de Montréal demandera. Le secrétaire provincial est un homme sérieux, brillant avocat. Il n'a pas fait de politique cet après-midi, mais il a bien rasé d'en faire. Parlant au nom du ministère et des députés de la droite, il a donné sa

parole d'honneur de donner au conseil municipal tout ce que celui-ci voudrait. Pourquoi prendre des engagements? Pourquoi ne pas donner à la ville de Montréal ce qu'elle veut dès maintenant? J'en ai déjà entendu des promesses sur les tréteaux politiques. Nous en avons déjà vu, des promesses du premier ministre, par exemple à East Angus. Il ne s'est décidé à les tenir que deux ans plus tard, parce que les élections approchaient. Et c'est pourquoi je suis sur mes gardes. Je reviens, comme on dit en campagne électorale, à mes moutons. L'honorable député de Montréal-Saint-Jacques...

(Rires)

... ne fait pas de politique¹⁰.

(Rires)

C'est pourquoi il n'a pas parlé de la dernière administration civique ou du fait que M. Desroches, un grand garçon, et j'en parle en connaissance de cause, était un ami du gouvernement qui a joué avec la "chatte"¹¹ de Montréal tant qu'il a voulu. Je ne fais pas de politique comme ceux qui ont joué avec la charte de Montréal.

(La Chambre s'amuse)

Je n'ai pas parlé de la chatte.

(Rires)

Mais il (M. Desroches) a déjà déclaré devant 200 personnes: "Tremblay, il ne sera pas élu; j'ai fait tout ce qu'il y a moyen de faire avec l'organisation libérale de Montréal pour le battre." Ils ne faisaient pas de politique. Je "suis-t-arrivé"¹² le premier dans mon comté parce que j'ai eu la majorité. Après "leur-z-avouère" pris leurs argents!

Le député de Montréal-Saint-Jacques respecte l'autonomie et prétend que le gouvernement la respecte. Que faisait donc alors le député de Montréal-Saint-Jacques lorsque le gouvernement a imposé l'achat du parc Maisonneuve au coût de \$8,000,000? Que saisissait-il sur la dénonciation d'un ex-maire de Montréal, qui était parti avec un gros fusil pour chasser les voleurs du gouvernement et, au lieu de ça, est devenu conseiller législatif?

Et je ne l'invente pas, car c'est écrit dans les annales de ce gros chasseur du temps: "On a retiré aux Montréalais le droit de vote après leur avoir pris leur argent. Ce sont des bandits." Ce n'est pas moi qui ai dit ça. Tout le monde sait qui. Mais le député de Montréal-Saint-Jacques a oublié ça. Il ne fait pas de politique.

Il (M. Tremblay) décrit l'ancienne administration de Montréal et ce qu'il appelle l'ingérence du gouvernement. Il en veut au député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin). Je prendrai toujours mes responsabilités et je ne ferai pas de

personnalités. Jamais, je suis dans la guerre, je suis au combat. Je me servirai des armes de mes adversaires s'il le faut.

Avant l'annexion, Maisonneuve a été surtaxé pendant des années par les gens de Québec. J'aurais bien des choses à dire à ce sujet. Il (M. Tremblay) fait allusion ensuite à une attaque lancée contre lui par M. Delisle, de Chicoutimi. Je tiens auparavant à avertir ceux qui m'ont attaqué déloyalement. Je n'ai pas relevé l'attaque et je pourrais le faire. Car j'ai contre ceux qui m'ont attaqué quelque chose qui peut leur faire mal¹³.

(Rires à gauche)

Le gouvernement est devenu plein de sollicitude pour l'administration de Montréal. Mais qu'est-ce que le gouvernement faisait lors du désastre du Laurier Palace¹⁴ où 78 enfants ont été écrasés, étouffés, brûlés, parce que l'administration, composée des amis très chers du gouvernement, n'avait pas fait observer les règlements alors qu'il a été établi hors de tout doute que l'administration Desrochers était responsable?

Le député de Montréal-Saint-Jacques l'a oublié, car il y avait trop de victimes. Que faisait alors le gouvernement provincial? Le député de Montréal-Saint-Jacques n'en parle pas. Il ne fait pas de politique. Le blâme devrait être partagé par le gouvernement du Québec et l'administration municipale de l'époque.

Les agents de la police provinciale sont allés arrêter les gens à l'élection de la Pointe-aux-Tremblay. À la dernière élection municipale, dit-il, lorsque j'ai été candidat dans la circonscription d'Hochelaga, il y a eu une émeute lors d'une réunion. Quand M. Desroches faisait appel à l'émeute dans Hochelaga, quand M. Desroches faisait arrêter les gens sans mandat, au point que la ville sera appelée à payer des dommages, on n'a pas vu la police provinciale.

M. Desroches a félicité les émeutiers. Le régime de terrorisme a été tel, qu'il (M. Tremblay) a dû aller mettre sa famille en lieu sûr et qu'il a eu toutes les difficultés à se faire protéger. M. Desroches a refusé de le protéger, la célèbre police provinciale n'avait pas été dépêchée pour l'aider. Ceci allait trop loin pour un pays civilisé.

Tout cela se passait dans la métropole du Canada, sous l'administration de M. Desroches, l'ami du gouvernement. Je vais faire allusion à une chose à laquelle je n'aurais jamais voulu faire allusion, mais il faut bien savourer où le chat se cache. J'ai dû terminer ma campagne politique avec un constable, avec un pistolet en avant de moi et un pistolet en

arrière de moi. Le député de Montréal-Saint-Jacques s'est défendu de faire de la politique tout en critiquant l'administration actuelle. Ne se souvient-il pas de l'ancienne administration? Je ne veux pas blesser le député de Montréal-Saint-Jacques, car je sais qu'il ne fait pas de politique.

Mais quand ses amis faisaient payer à la ville de Montréal \$5,000,000 de trop pour l'achat de la Montreal Water and Power, a-t-il déjà oublié ça? Il va se noyer dans cet oubli, car il ne fait pas de politique. Pourquoi n'en parlait-il pas cet après-midi de cet attentat qu'un échevin a qualifié de hold-up contre le Trésor municipal? Il a oublié ça, ne faisant pas de politique. Curieuse manière pour le député de Montréal-Saint-Jacques d'avouer ses péchés. Il ne pourra obtenir l'absolution aux prochaines élections¹⁵.

Nos amis n'ont pas fait de hold-up de \$5,000,000. J'ai déjà dit à un moment donné qu'ils n'allaient pas assez vite à Montréal. J'ai parlé et depuis, ils ont accéléré le pas, et depuis ce temps-là, ça marche bien¹⁶.

En 1918, le député de Montréal-Saint-Jacques était de ce monde et les petits chars marchaient dans Montréal. Il savait que Montréal avait un contrat existant jusqu'à 1923, qui établissait les billets à six pour 25 cents, huit billets pour 25 cents pour les ouvriers durant les heures de presse, et 10 billets pour les enfants. Or, on a fait disparaître ce contrat pour imposer à Montréal un contrat onéreux, injuste, grâce aux amis du gouvernement sous la direction d'un que je ne nommerai pas parce qu'il est disparu.

Je vois le député de Laurier (M. Poulin) qui me regarde. Il s'en souvient, lui aussi. Car il lui a fait faire son catéchisme. De 1918 à 1923, Montréal a perdu \$7,000,000. Qu'est-ce que ça serait si l'administration actuelle faisait jamais une affaire pareille? Mais le député de Montréal-Saint-Jacques a oublié tout ça. Il ne fait pas de politique.

Et, grâce à ce néfaste contrat, la ville de Montréal doit payer 6 % sur le capital de la Compagnie des tramways. Encore, si le capital n'avait pas été mouillé; mais la ville s'est réveillée un matin et le capital de \$18,000,000 avait gonflé de \$18,000,000. La Montreal Tramways traite la population en la paquetant comme des sardines dans ses tramways.

Le député de Montréal-Saint-Jacques a parlé des expropriations et affirme qu'elles sont onéreuses. Les propriétaires de la rue Rachel le savent. Et ça a été fait sous l'administration Desroches. Chez nous, sous la même administration, une propriété de

\$6,000 a été payée \$22,000, et comme la ville n'avait besoin que de 10 pieds et que le propriétaire, ayant 12 pieds de disponibles, s'était fait payer \$22,000 pour déménager son moulin, ce propriétaire a empoché \$22,000 et n'a pas déménagé le moulin. C'est ça, des expropriations onéreuses.

Cette motion est une motion politique. Un autre que le député de Montréal-Mercier (M. Plante), qui a été remercié de ses services, aurait dû présenter la motion. Le député de Montréal-Mercier (M. Plante) a été malchanceux du commencement à la fin.

Ça fait trois semaines qu'il traîne avec sa motion sur le parquet de la Chambre. Il aurait dû dire: "Je ne suis pas pour mourir avec ça, je la passe à une autre." Si les promoteurs et le parrain du bill ont pensé qu'il était préférable de retirer le projet de loi, cela les regarde, c'est leur droit. Le bill est leur propriété. Des retraits de bills, il s'en fait à chaque session¹⁷.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) va prendre un verre d'eau.

M. Tremblay (Maisonnette) l'interpelle.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) veut se retirer.

M. Tremblay (Maisonnette): Il devrait savoir que je l'aime plus que ça et que je ne le lâcherai pas tout de suite.

Je suis pour l'autonomie de Montréal pas seulement à la "veuille" des élections mais en "toutes occasions", si Montréal a jugé à propos que leur bill n'avait plus sa raison d'être, ou si les circonstances voulaient qu'ils "vinssent" retirer le bill. Il dit qu'il connaît la responsabilité de ses paroles et qu'il n'a pas besoin de la "drouette" pour le lui rappeler¹⁸.

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: "Cette Chambre, désireuse de sauvegarder l'autonomie de la cité de Montréal, et vu l'abandon et le désistement annexés au rapport du comité des bills privés général fait à la Chambre le 25 février 1931, concernant le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, ordonne le retrait dudit bill."

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai une double raison de parler sur l'amendement de l'honorable député de Maisonnette. Je me rappelle

un récent discours du chef de l'opposition dans lequel il annonçait que lui et un certain nombre d'autres personnes appartenant à ma race et à ma religion devraient retourner en Palestine. Si je parle ce soir, c'est premièrement pour nier le fait que l'on m'a renvoyé en Palestine et pour affirmer ma présence ici, et que je suis toujours un citoyen de la province de Québec et de la ville de Montréal; et j'ai l'intention d'y rester en dépit des déportations prononcées par l'opposition. L'honorable chef de l'opposition n'a pas réussi à me renvoyer en Palestine, moi et mes compatriotes.

Je suis fier d'être Canadien et Montréalais. Je suis fier de la ville de Montréal et jaloux de sa réputation, que le chef de l'opposition n'a pas mise en valeur. C'est pour cela qu'il a à cœur, dit-il, l'intérêt de la métropole. Ma deuxième raison découle de la première, car je ne suis pas renvoyé en Palestine et je demeure un citoyen de Montréal désireux d'accomplir ce que je suis en mesure de faire pour améliorer la ville, désireux que les meilleurs intérêts de la ville soient protégés, et désireux que la réputation et le nom de Montréal demeurent inchangés.

(Applaudissements)

Il (M. Cohen) se déclare bien surpris des raisons alléguées par le maire de Montréal pour le retrait de son bill. Il rappelle que les autorités de Montréal ont préparé le projet de loi 100 pendant des mois, qu'il était très volumineux et qu'il a enfin été présenté devant la Chambre. Il dit qu'il ne doute pas que l'on ait fait appel aux meilleurs hommes du conseil municipal et aux meilleurs organismes publics pour les aider. Les membres de la Législature avaient hâte de voir les visages souriants des conseillers municipaux et de discuter avec eux des questions qui intéressent les citoyens de la métropole, mais un tel espoir a été brisé après la lecture de ce gros projet de loi et après plusieurs nuits blanches passées à essayer de le comprendre. Après avoir passé plusieurs semaines à préparer un bill au conseil de Montréal, on veut le retirer. Cela n'est pas logique et, de plus, le bill de Montréal était très important. Le promoteur s'est levé pour dire que le conseil avait décidé de ne pas honorer l'Assemblée législative d'une visite; alors, les législateurs ne pouvaient pas vérifier le travail monumental qui avait été fait.

Quelle raison a-t-on donnée? La seule raison fournie par le maire de Montréal et chef de l'opposition pour demander le retrait du bill a été la suivante: "J'ai peur que lorsque ce projet de loi, qui est issu des meilleurs cerveaux du conseil municipal,

avec la complicité de représentants d'organismes publics, sera présenté devant le comité des bills publics, certaines dispositions y seront rattachées." Le chef de l'opposition a peur du comité. Imaginez le maire de Montréal et chef de l'opposition admettre avoir peur. Le chef d'un million de personnes dire: "J'ai eu peur." Il craint que la députation n'accepte pas les clauses de son projet de loi. Il (M. Cohen) dit qu'il a toujours crédité le chef de l'opposition (M. Houde) pour être un politicien avisé, mais il craint devoir changer d'opinion maintenant.

Il (M. Cohen) demande depuis combien de temps que le chef de l'opposition (M. Houde) a peur. Le maire n'a pas coutume d'avoir peur, d'être si craintif en l'absence du premier ministre, de lui lancer des injures par la radio, comme lorsqu'il disait: "Es-tu là, Taschereau? M'entends-tu? Écoute ce que j'ai à te dire." Ce "tu" était un terme bien peu respectueux à l'adresse du premier ministre. Le chef de l'opposition n'était pas si timide. À la Législature, il a peur parce qu'il est en minorité. Ce n'est pas une bonne publicité pour Montréal que son maire ait peur, particulièrement lorsqu'il était aussi le chef d'un parti.

Montréal est trop importante pour être gouvernée par un homme qui a peur. Le chef de l'opposition sera toujours considéré comme un homme qui a peur. Ce n'est pas le devoir du chef de l'opposition d'avoir peur; il doit se battre en faveur de la législation qui est bonne et contre celle qui est mauvaise. Le chef de l'opposition sait depuis longtemps qu'il ne peut pas annuler les mesures du gouvernement et, cependant, le chef de l'opposition n'a pas eu peur de le faire jusqu'à présent.

Si le maire était le politicien éclairé qu'il est, il aurait été de l'avant avec le projet de loi. Le devoir du chef de l'opposition aurait dû être de se battre au comité pour son bill, même s'il avait couru à la défaite. Si le maire de Montréal avait maintenu le bill et défendu les articles contre lesquels le gouvernement se serait opposé, comme il l'appréhendait, il aurait été vaincu en luttant. Au lieu de cela, il vient dire: "J'ai peur, j'ai peur que le gouvernement mette de la politique dans le bill de Montréal."

M. le chef de l'opposition, vous avez laissé passer la plus belle occasion de votre vie pour votre prestige à Montréal et vous me désappointez. Il (M. Cohen) lui croyait plus de flair politique. Le maire aurait pu se battre pour un bill. Si le bill eût été modifié par le comité, comme vous auriez eu une belle occasion de partir en campagne en disant: "Vous voyez ce que l'on a fait du projet de loi. Le gouvernement a spolié l'autonomie de Montréal." S'il y a eu une atteinte à l'autonomie de Montréal,

ceci aurait été pour le maire la plus belle opportunité de retourner à Montréal et de dire haut et fort qu'il a été assez juste dans son point de vue du gouvernement de Québec, et il aurait été capable de demander aux organismes publics de Montréal de se joindre à lui pour renverser le gouvernement.

Non, il a eu peur! Le chef de l'opposition aurait pu se faire du capital politique de ce bill, si le gouvernement s'y était opposé, mais il a eu peur! Il (M. Houde) avait tout à gagner, quand même il aurait été battu, car les politiciens gagnent et les hommes d'État perdent. Si j'étais à sa place, je laisserais aller le bill au comité. Honorable chef de l'opposition, vous n'êtes pas le politicien averti que je croyais.

(Se tournant vers le député de Maisonneuve) Quant au député de Maisonneuve (M. Tremblay), j'ai trouvé difficile de suivre son histoire d'anciens faits et gestes, remontant jusqu'en 1918 pour régler le cas de la Compagnie des tramways, et ensuite l'histoire de ses malheurs lors des dernières élections municipales. Toutefois, j'ai noté que le député de Maisonneuve avait été plutôt superficiel au sujet de sa fameuse réunion à Maisonneuve, le 10 octobre dernier.

Je me rappelle un discours de l'honorable député de Maisonneuve où il disait: "J'ai fait mon possible pour renverser une mauvaise administration à Montréal. Mais je crains que la présente ne soit encore pire que l'ancienne." C'est suite à l'entente de la Montréal Water and Power Company que le député de Maisonneuve (M. Tremblay) a blâmé le gouvernement Taschereau.

Si le gouvernement du Québec est à blâmer pour l'entente de l'eau et de l'électricité et si les amis du député de Maisonneuve sont pires que ceux du gouvernement, je vous laisse le soin de juger par vous-mêmes du point de vue du député de Maisonneuve, au sujet de ses amis qui se trouvent maintenant au conseil municipal. Il (M. Tremblay) a accusé le régime Desroches de tous les crimes possibles. Maintenant, il appuie le même régime Houde. Si ce n'est pas un manque de consistance, qu'est-ce que c'est?

M. Tremblay (Maisonneuve): Je n'ai pas dit que c'était pire que l'ancienne administration. J'ai averti mes amis que nous avions un mauvais gouvernement et que nous n'en voulions pas un aussi pire.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'accepte la déclaration, mais je vais lire le rapport qui a été fait de ses paroles. Il veut citer un discours de journal.

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Le député de Montréal-Saint-Laurent n'a pas le droit de lire un article de journal pour contredire la déclaration formelle d'un député faite en Chambre et après qu'un collègue visé a fait une rectification. Ceci voudrait dire qu'après que le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen) ait accepté la déclaration du député de Maisonneuve (M. Tremblay), qu'il irait contredire le député de Maisonneuve (M. Tremblay), c'est-à-dire, refuser d'accepter son démenti.

L'article 245, sections 2, 3 et 4, porte qu'il est irrégulier de lire quoi que ce soit qui ne pourrait être dit; de lire un écrit ou un imprimé qui contredise un député, ou qui commente ou contredise des paroles prononcées en Chambre par un député.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): Je ne veux pas contredire la déclaration du député de Maisonneuve. Je veux lire certaines citations prises dans les journaux, qui vont peut-être confirmer le démenti fait par le député.

(Rires)

Je n'ai pas l'intention de mettre sa parole en doute.

M. l'Orateur renvoie le point d'ordre. Il décide que la Chambre devrait attendre pour écouter ce que le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen) était sur le point de dire. Le député de Maisonneuve (M. Tremblay) pourra s'objecter après la lecture de l'écrit.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) lit un journal de langue française pour montrer ce que le député de Maisonneuve (M. Tremblay) est sensé avoir dit: "Nous voulons bien jeter Taschereau dehors, mais nous ne voulons pas le remplacer par quelqu'un qui ferait pire."

M. Tremblay (Maisonneuve) (Se levant) proteste. Le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen), dit-il, n'a pas de raison suffisante de le signaler ainsi.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): Je vais le dire de cette façon, alors. Au moment où le député de Maisonneuve savait que l'ancienne administration de la ville n'était pas bonne, il a prononcé ces mots. Qu'avait-il en tête?

M. Tremblay (Maisonneuve) (Se levant) proteste de nouveau.

Des voix: À l'ordre!

Une voix: Avalez votre pilule.

M. Tremblay (Maisonneuve) quitte son siège et sort de la Chambre.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): Le député de Maisonneuve n'avait pas le droit de dire ce qu'il avait en tête, puisqu'il ne pouvait pas savoir. D'accord, je vais retirer mes paroles, je ne vais pas dire ce que le député pensait.

On a peut-être parlé politique au sujet du bill de Montréal. Peut-être que c'est vrai, mais il y a plusieurs types de politique. Il y a politique et politique. Quelle sorte de politique était-ce quand un médecin, visiteur des écoles, est mis à pied simplement parce qu'il est un adversaire ou qu'il est ami de l'administration de Québec? La politique est omniprésente et il est raisonnable de s'y attendre, mais ce qui cloche, c'est que le jeu politique concernant Montréal devrait se jouer d'un côté seulement. S'il est politique de présenter à la Chambre les griefs des citoyens de Montréal, eh bien, ça l'est. S'il est politique de présenter devant la Chambre les actions posées par une administration de la plus grande ville de la province, eh bien, ça l'est. S'il est politique de protéger le nom de Montréal à la Législature, alors soit. S'il est politique de souligner aux citoyens les actions posées par le maire et chef de l'opposition, qui se dit effrayé, soit.

On a fait aussi de la politique à l'Hôtel de Ville, lorsque les députés de Montréal-Mercier (M. Plante) et Gaspé (M. Lemieux) ont été remerciés de leurs services parce qu'ils étaient amis du gouvernement de Québec. C'était aussi de la politique lorsque le conseil municipal a passé une résolution remerciant le très honorable R. B. Bennett d'avoir imposé l'embargo sur les produits russes.

Nous l'avons fait et nous avons raison, parce que nous l'avons mis sur le *Feuilleton*. Les membres de l'opposition ont ri. Je sais que mes amis de l'opposition ne le croient pas, mais c'est bizarre qu'avant le 30 janvier, lorsque la motion a été mise au *Feuilleton*, nous n'ayons pas eu de nouvelles de M. Bennett, et M. Bennett n'a pas la réputation d'être discret.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen) enfreint le Règlement, car il se reporte à un débat antérieur. L'embargo des produits russes n'avait rien à voir avec la motion du bill de Montréal.

M. l'Orateur renvoie le point d'ordre du député de Montréal-Dorion (M. Blain). La relation, dit-il, est pertinente. Le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen) répond au député de Maisonneuve (M. Tremblay) qui a parlé tantôt même de l'affaire du Laurier-Palace.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): C'est seulement juste et équitable que les griefs des citoyens de Montréal soient entendus à l'Assemblée législative pendant la discussion de l'amendement de leur charte. Je propose le rejet de l'amendement proposé par le député de Maisonneuve.

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): La charte de Montréal n'appartient pas uniquement au conseil, mais à tous les citoyens. Il est nécessaire de considérer le projet de loi de Montréal à la lumière de l'important intérêt qu'il suscite. Ce projet de loi mérite sûrement d'être considéré, puisqu'on a mis des mois à le rédiger et que l'on avait jugé à propos de demander des amendements à la charte. L'impartialité et l'équité, dit-il, sont assurées aux parrains du projet de loi à l'Assemblée législative.

Je ne veux pas répéter tous les arguments qui ont été apportés en faveur de la motion de l'honorable député de Montréal-Mercier. Mais il y a une clause importante du bill qui, à elle seule, justifierait le renvoi du bill de Montréal au comité et que le bill fût reconsidéré. Je veux parler de la clause qui concerne le droit de vote aux femmes mariées sous le régime de la séparation de biens. Les femmes se sont présentées devant le comité de législation du conseil municipal, elles ont présenté leur cause, et elles ont reçu la garantie morale que la ville allait demander à l'Assemblée législative d'autoriser une modification. Maintenant, la garantie morale est expédiée. Si elles le pouvaient, les femmes elles-mêmes se seraient probablement organisées pour venir à la session pour demander les mesures réparatoires qui leur sont dues.

Ainsi, si le bill de Montréal n'est pas adopté, les femmes séparées de biens ne pourront pas voter. Si les femmes de Montréal avaient su, en effet, que le maire se désisterait de la demande faite en leur faveur, elles s'y seraient prises autrement. Elles se seraient occupées de présenter un bill spécial. La chose est maintenant impossible.

Quelques années auparavant, il (M. Dillon) a présenté un tel amendement devant l'Assemblée, pour le voir rejeté au Conseil législatif, mais il s'est battu contre l'adoption du projet de loi sans modification à l'Assemblée. Et, malgré l'échec de ses démarches, le résultat du vote a été assez serré. Cette

année, l'opposition du Conseil législatif aurait très bien pu être vaincue ou, encore, l'Assemblée aurait pu refuser de céder. Était-ce juste envers les femmes de ne pas leur donner la chance qu'on leur avait promise?

De plus, une autre clause du bill portait une demande relative à l'enfouissement des fils d'éclairage, des travaux de conduites souterraines au montant de \$5,000,000 et qui aurait donné du travail aux ouvriers. On aurait dû se hâter pour l'exécution de ces travaux. Il n'est donc que juste que le bill retourne au comité pour y être considéré.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de soulever un point d'ordre. L'amendement proposé par le député de Maisonneuve, qui veut faire ordonner par la Chambre le retrait du bill, ne cadre pas du tout avec la motion principale de l'honorable député de Montréal-Mercier à l'effet que le bill soit référé au comité. L'amendement de l'honorable député de Maisonneuve veut donc que le rapport du comité des bills privés soit adopté, et le bill retiré. Puisqu'un amendement doit être précédé par un avis de motion, il n'y a pas de raison pour que le sous-amendement ne le soit pas au même titre, puisqu'un amendement est souvent plus important que la motion elle-même. (Citant May, Desjardins et Bourinot) Appuyé par les articles 132 et 168 du Règlement, je soumets que l'amendement n'est pas dans l'ordre parce qu'il n'est pas précédé d'une motion.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'en est une bonne. Quelle belle manière!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous la savez meilleure que vous ne voulez la laisser croire.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Oui, elle est bonne.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si c'est accepté, ceci veut dire que le pouvoir de faire des amendements sera ignoré, puisque le premier ministre en a cité d'autres et qu'il croit lui-même qu'un avis de deux jours devrait être donné. M. l'Orateur, il y a un article du Règlement de la Chambre qui dit qu'un point d'ordre doit être soulevé dès qu'une infraction est commise. Il lit l'article 185: "Une violation de l'ordre ou du Règlement ne peut être signalée qu'à l'instant où elle se produit". L'article 159 section 7, dit qu'"Une motion d'amendement n'a pas besoin d'être annoncée, sauf dans les cas prévus par l'article 535, (lorsque la Chambre siège en comité plénier, ce qui n'était pas le cas)."

Autrement, il deviendrait impossible de présenter un amendement. De plus, il est immodéré de présenter le point d'ordre maintenant, parce que, suite à la présentation de l'amendement du député de Maisonneuve (M. Tremblay), il y a eu deux discours sur celui-ci. Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas soulevé un point d'ordre lorsque l'amendement a été présenté? Je soumets donc que rien ne motive plus le point d'ordre soulevé. L'amendement est parfaitement dans l'ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ça aussi c'en est une bonne.

M. l'Orateur: Je prends le point d'ordre en délibéré.

La séance est levée à 11 h 25¹⁹.

NOTES

1. Le débat a eu lieu devant un bon nombre des échevins de Montréal: MM. Bray, Weldon, Mathieu, Legault, Dupuis, Lamarre, Demers, Auger et Charbonneau étaient présents, selon *Le Devoir* du 12 mars 1931, à la page 1.

2. Selon *L'Événement* du 12 mars 1938, à la page 12, le Dr L.-J. Lemieux, représentant de notre province à Londres, entre dans la Chambre et occupe un fauteuil sur le parquet.

3. *Le Devoir* du 12 mars 1931, à la page 2, donne cette version: "Vous ne faites pas au moins de sous-amendement à la motion de M. Plante."

4. Granby, selon *L'Événement* du 12 mars 1931, à la page 2.

5. *L'Événement* du 12 mars 1931, à la page 12, rapporte qu'"il a d'ailleurs servi auparavant une rebuffade à M. Houde qui a voulu l'interrompre".

6. Selon *The Gazette* du 12 mars 1931, à la page 13, il s'agit de 1923.

7. Dans *L'Événement* du 12 mars 1931, à la page 12, il est écrit qu'il obtient cette décision en sa faveur.

8. 8 h 45, selon *L'Action catholique* du 12 mars 1931, à la page 10.

9. *Le Soleil* du 12 mars 1931, à la page 23, se plaint à rapporter phonétiquement les paroles de M. Tremblay.

10. "Je ne fais pas de politique" rapportent plutôt *L'Événement* du 12 mars 1938, à la page 12, et *La Patrie* du 12 mars 1931, à la page 4.

11. *L'Événement* du 12 mars 1931, à la page 3, écrit la "charte".

12. *Le Soleil* du 12 mars 1931, à la page 23, s'amuse encore à rapporter phonétiquement les paroles de M. Tremblay.

13. "bobo", selon *L'Événement* du 12 mars 1931, à la page 12, et *Le Soleil* et *L'Action catholique* du même jour, respectivement aux pages 23 et 10.

14. L'incendie est survenu le dimanche 9 janvier 1927.

15. *The Gazette* du 12 mars 1931, à la page 13, donne cette version "Why does not the member of St. James admit all the sins of his party? This is the season of repentance, and if he does not confess, how can he expect absolution?" Selon *Le Soleil* du 12 mars 1931, à la page 23, il parle de catéchisme, du carême et du temps de Pâques, de confession et de prédicateurs.

16. Il fait allusion "à la sortie qu'il fit dans le temps contre M. Houde, alors qu'il affirma que l'administration de Montréal, l'administration actuelle, ne faisait pas son devoir". Voir *Le Soleil* du 12 mars 1931, à la page 23.

17. Il a parlé pendant 1 heure, selon *L'Événement* du 12 mars 1931, à la page 12.

18. À nouveau, *Le Soleil* du 12 mars 1931, à la page 23, rapporte phonétiquement les paroles prononcées par M. Tremblay.

19. 11 h 45, selon *La Presse* du 12 mars 1931, à la page 9.

Séance du jeudi 12 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**The American Can
Company**

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Lemieux), que les articles 500, 506, 510, 511, 513, 514 et 516 du Règlement de cette Chambre soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de The American Can Company demandant la ratification du règlement no 1110 de la cité de Montréal, que la présente pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il soit permis de présenter le bill 152 concernant The American Can Company.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de The American Can Company demandant la ratification du règlement no 1110 de la cité de Montréal est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 152 concernant The American Can Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Oeuvres de
Notre-Dame-de-la-Merci**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par représentant de Bagot (M. Phaneuf), que les articles 500, 506, 510, 511, 513, 514 et 516 du Règlement de cette Chambre soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition des Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci demandant la ratification de contrats d'échange de certains immeubles avec la cité de Montréal et la radiation de certaines servitudes grevant les immeubles de la pétitionnaire, que la présente pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il soit permis de présenter le

bill 153 concernant les Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition des Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci demandant la ratification de contrats d'échange de certains immeubles avec la cité de Montréal et la radiation de certaines servitudes grevant les immeubles de la pétitionnaire est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 153 concernant les Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 179 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 235 modifiant la loi des compagnies de Québec relativement aux assemblées.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 20 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs de bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais. Il propose que cette Chambre adopte ledit rapport.

Le rapport est adopté.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 20 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs de bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais. Il propose que cette Chambre adopte ledit rapport.

Le rapport est adopté.

Questions et réponses:

Sommaire en vertu de la loi des compagnies

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Est-ce l'intention du gouvernement d'exiger de toutes les compagnies à fonds social le respect de l'article 103 ou de l'article 187 de la loi des compagnies, qui oblige au dépôt annuel d'un sommaire au bureau du secrétaire de la province?

2. Si oui, pourquoi?

3. Si non, pourquoi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, car ces deux articles ont été abrogés par la Législature (20 George V, chapitre 87, section 2) et deviendront inopérants par la mise en vigueur de cette loi.

Montants payés à Charles Lanctôt

M. Guertin (Hull): Du 1^{er} janvier 1920 au 1^{er} janvier 1931, quel montant total a été payé par la province pour toutes causes quelconques à M. Charles Lanctôt, actuellement assistant-procureur général de cette province?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Du 1^{er} janvier 1920 au 30 juin 1930: voir *Comptes publics*; du 1^{er} juillet 1930 au 1^{er} janvier 1931: honoraires dans diverses causes, \$8,800.

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur renvoie le point d'ordre.

Empiétements de Terre-Neuve sur le Labrador

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. Le gouvernement de la province s'est-il jamais adressé

aux tribunaux pour se protéger contre les empiétements du gouvernement de Terre-Neuve sur le territoire de la province communément appelé Labrador?

2. Qui a été chargé de cette poursuite?

3. Qu'en est-il résulté?

4. Combien la province a-t-elle payé à ce sujet?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. MM. J.-E. Bédard, c.r., Honoré Gervais, c.r., C.-E. Dorion, c.r., Aimé Geoffrion, c.r., et Charles Lanctôt, c.r.

3. À la suggestion de l'honorable ministre de la Justice, M. C.-J. Doherty, contenue dans une lettre datée le 15 juillet 1913, le gouvernement de Québec a consenti à laisser en suspens la cause du procureur général de Québec vs Grand River Pulp Company, en attendant la décision dans la cause des frontières du Labrador.

4. Voir les *Comptes publics*.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Quand nous demandons des renseignements d'une aussi grande importance, le premier ministre nous répond d'aller voir aux *Comptes publics*. Or, les *Comptes publics* sont un fouillis inextricable, sans nomenclature, sans précisions, où il est à peu près impossible de se retrouver. Par exemple, on trouve \$1,000 au nom de M. Charles Lanctôt, mais rien n'indique pourquoi il a reçu cette somme, ni quand, ni à quelle occasion. À mon humble avis, le gouvernement doit donner des réponses aux questions des députés, car autrement le contrôle de la dépense des deniers publics devient absolument illusoire. Les députés ont parfaitement le droit de demander de l'information et d'en recevoir du ministre responsable du ministère concerné et ils n'ont pas à passer par les *Comptes publics*, ce qui est le devoir du secrétaire du ministère.

M. l'Orateur: Tout député a le droit d'obtenir des renseignements au sujet d'une question au *Feuilleton*. En effet, le gouvernement doit répondre, mais la réponse une fois donnée, c'est au public à la juger. Je n'ai pas à apprécier la valeur de la réponse. Il renvoie le point d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien alors, si nous ne pouvons avoir de réponse maintenant, nous allons attendre la discussion des crédits du procureur général. (Pointant du doigt le premier

ministre) J'avertis le procureur général qu'il sera obligé de préciser sa réponse la prochaine fois que je vais lui demander des renseignements.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) sourit.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande si la réponse à l'article 22 du *Feuilleton*, où il demande si le gouvernement a entamé des négociations avec Terre-Neuve au sujet du Labrador, à quelle date, et quand le gouvernement a proposé à Terre-Neuve de soumettre l'affaire au Conseil privé, est prête.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La réponse n'est pas encore prête.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais la question est posée depuis un mois, déjà!

Écoles élémentaires de Montréal et de Québec

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. Quelle somme le gouvernement a-t-il payée aux commissions scolaires de Montréal pour leurs écoles élémentaires: *a.* en 1896; *b.* en 1897; *c.* en 1929; *d.* en 1930?

2. Quelle somme le gouvernement a-t-il payée aux commissions scolaires de Québec pour

leurs écoles élémentaires: *a.* en 1896; *b.* en 1897; *c.* en 1929; *d.* en 1930?

L'honorable M. David (Terrebonne): (Voir la liste ci-dessous)

	<i>Subvention annuelle</i>	<i>Retenues fonds de pension</i>	<i>Montant payé</i>
1. <i>a.</i>	\$19,681.64	\$ 3,382.50	\$16,299.14
<i>b.</i>	19,681.64	3,572.24	16,109.40
<i>c.</i>	71,686.16	65,615.70	6,070.46
<i>d.</i>	72,581.16	65,956.53	6,624.63
2. <i>a.</i>	5,878.66	198.34	5,680.32
<i>b.</i>	5,878.66	175.56	5,703.10
<i>c.</i>	10,425.48	5,298.41	5,127.07
<i>d.</i>	10,478.46	5,503.66	4,974.80

État des recettes et dépenses du 1^{er} juillet au 31 décembre 1930

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Quel est l'état des recettes et des dépenses du 1^{er} juillet 1930 au 31 décembre 1930?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Voir la liste ci-dessous)

Recettes du 1^{er} juillet au 31 décembre 1930

Puissance du Canada	\$ 1,157,898.51
Terres et Forêts	3,666,697.16
Mines, Pêches et Chasse	287,664.71
Administration de la justice	473,196.43
Timbres d'enregistrement	170,462.05
Licences	931,527.81
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente)	4,000,000.00
Loi des vues animées, revenu	15,314.24
Taxes sur les corporations commerciales	3,307,417.28
Droits sur les successions	3,341,040.71
Droits sur certains transports de propriétés	27,894.93
Taxe en vertu de 12 George V, chapitre 90 (saisie)	14,583.33
Taxes sur transferts d'actions, obligations, etc.	220,470.17
Loi des véhicules automobiles	493,055.14
Gazoline, droits et honoraires	3,027,118.10
Loi de la protection des édifices publics contre le feu, S.R.Q., 1925, chapitre 178, honoraires	144,766.37
Inspection des hôtels et des maisons de pension, honoraires	2,334.00
Loi des mécaniciens de machines fixes de Québec, honoraires	22,034.45
Commission des services publics de Québec, honoraires	8,626.30

*Recettes du 1^{er} juillet au 31 décembre 1930
(suite)*

Loi des détectives particuliers	\$ 1,034.00
Fonctionnaires publics, honoraires, etc.	198.45
Législation	2,796.26
Asiles d'aliénés	127,346.04
Écoles de réforme et d'industrie	11,300.78
Gazette officielle	27,028.42
Revenu casuel	115,627.81
Contributions au fonds de pension du service civil	45,614.44
Loi des assurances, revenu	15,596.52
Loi des compagnies de fidéicommiss, revenu	1,601.75
Travaux et édifices publics, loyer	537.30
Intérêt sur prêts et dépôts	242,212.83
Intérêts sur fonds placés en fidéicommiss	182,870.32
Intérêts sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	5,520.74
Primes, escompte et change	330.02
Taxes sur subvention de chemin de fer	12,516.69
Crédits pour la dette publique en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2	1,394.13
Intérêt des municipalités en vertu de la loi des bons chemins (13 George V, chapitre 34, articles 31 et 32)	279,991.05
Contributions municipales en vertu de 7 George V, chapitre 34, sections 59 et 63	5,448.05
Taxes en vertu de la loi de la prévention des incendies, S.R.Q., 1925, chapitre 180	12,375.63
 Recettes totales ordinaires	 \$22,407,442.92
 Fonds de l'assistance publique, revenu	 847,657.47
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements salubres	338,590.00
Endiguement des eaux du lac Kénogami	67.75
Timbres judiciaires, avances aux officiers publics	314.60
Loi des bons chemins, 1912	38,919.59
Paiements différés, La Banque d'Hochelaga, 14 George V, chapitre 3	125,000.00
Fonds en fidéicommiss	948,917.46
 Grand total	 \$24,706,909.79

Paiements du 1^{er} juillet au 31 décembre 1930

Dette publique	\$ 1,452,230.37
Législation	348,898.54
Gouvernement civil:	
Salaires des départements	962,585.66
Dépenses contingentes des départements	101,044.68
Administration de la justice	1,389,215.56
Instruction publique	2,742,066.18
Hygiène	368,012.77
Colonisation, etc.	1,338,139.89
Pêcheries, Chasse et Service d'enregistrement (cadastre)	417,795.89
Travaux publics et Travail:	
Ordinaires	1,448,566.89
Travail	140,702.66
Agriculture	1,512,622.74
Chemins et mines - Construction, réparation et entretien	5,759,604.73

*Paievements du 1^{er} juillet au 31 décembre 1930
(suite)*

Chemins et mines - Suppression des traverses à niveau.....	\$ 42,420.46
Chemins et mines - Nouveau pavage.....	1,979,117.78
Chemins et mines - Mines et comptes en suspens.....	252,610.61
Terres et Forêts.....	1,510,351.96
Asiles d'aliénés.....	723,880.93
Écoles de réforme et d'industrie.....	224,450.51
Institutions de bienfaisance.....	25,290.00
Charges sur le revenu.....	961,595.15
Services divers.....	493,947.81

Total des paiements ordinaires et extraordinaires..... \$24,195,151.77

Loi des bons chemins, 1912.....	1,937,781.84
Fonds de l'assistance publique.....	1,828,654.37
Palais de justice de Québec - Restauration et amélioration.....	322,796.56
Palais de justice de Québec - Ameublement.....	49,342.28
Prison: district de Montréal, aile.....	49,593.00
Construction du palais de justice et prison, Ville-Marie.....	56.40
Prison des femmes - Construction.....	14,108.30
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	40,202.02
Propriété pour la Commission des accidents du travail.....	316.72
Commission du prêt agricole canadien, capital-actions.....	33,396.00
Emprunts de la Puissance du Canada <i>re</i> logements salubres.....	338,590.00
Musée d'histoire naturelle, Québec - Construction.....	241,773.81
Musée d'histoire naturelle, Québec - Ameublement.....	2,609.75
Pont de Québec, construction d'une route carrossable.....	71,734.33
Emprunts temporaires.....	3,000,000.00
Fonds en fidéicommis.....	2,824,472.42

Grand total \$34,952,179.57

**Recettes ordinaires et paiements
ordinaires et extraordinaires**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. À quels chiffres se sont élevés la recette ordinaire et les paiements ordinaires et extraordinaires pour les six premiers mois de l'exercice en cours?

2. À quels chiffres se sont élevés les recettes et les paiements de toutes sortes pour la même période?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Recettes ordinaires, six mois au	
31 décembre 1930.....	\$22,407,442.92
Paiements ordinaires et	
extraordinaires, six mois au	
31 décembre 1930.....	24,195,151.77

2. Recettes totales, six mois au	
31 décembre 1930.....	\$24,706,909.79
Total des paiements, six mois	
au 31 décembre 1930.....	34,952,179.57

**Emprunt de la
Coopérative fédérée de Québec**

M. Renaud (Laval): 1. Le gouvernement ou l'un de ses membres ou l'un de ses ministères a-t-il garanti certaines sommes d'argent à la Coopérative fédérée de Québec, ou à un créancier ou à des créanciers de ladite Coopérative, ou à propos de transactions de ladite Coopérative?

2. Dans l'affirmative à qui dans chaque cas?
3. À quelle date dans chacun des cas?
4. Pour quelles fins dans chacun des cas?
5. À quel titre dans chacun des cas?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Le ministre de l'Agriculture a garanti un emprunt de \$500,000 conformément à la loi 20 George V, chapitre 7, section 3.

2. À la Banque Canadienne Nationale.

3. Le 14 février 1931.

4. et 5. Garantie donnée pour fins générales, en vertu de la loi 20 George V, chapitre 7, section 3.

Emmagasinage de produits agricoles

M. Smart (Westmount): 1. Sur le montant de \$500,000 voté pour la construction d'entrepôts pour l'emmagasinage des produits agricoles, tel qu'autorisé par la loi 20 George V, chapitre 7, section 2, quel est le montant total qui a été dépensé au 31 décembre 1930?

2. Où sont situés ces entrepôts, si on en a construit quelques-uns?

3. Quel est le coût de chacun de ces entrepôts?

4. Ces entrepôts sont-ils tenus au nom du gouvernement? Sinon, au nom de quelle personne ou de quelles personnes sont-ils tenus?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. 2. 3. et 4. Aucun montant n'a été dépensé pour la construction d'entrepôts, tel qu'autorisé par la loi 20 George V, chapitre 7, section 2.

Société coopérative fédérée

M. Smart (Westmount): 1. Sur le montant de \$750,000 voté par la loi 20 George V, chapitre 7, section 3, pour être prêté à la Société coopérative fédérée ou donné sous forme de garantie à ladite compagnie, quel est le montant: *a.* qui a été prêté ou *b.* pour lequel le ministre de l'Agriculture s'est porté garant, au 31 décembre 1930?

2. Dans l'affirmative, quelle garantie possède le gouvernement pour lesdites avances ainsi faites ou les montants pour lesquels il s'est porté garant?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 2. Aucun montant n'avait été prêté ou garanti au 31 décembre 1930, en vertu de la loi 20 George V, chapitre 7, section 3.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité¹:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il ne s'agit pas des prévisions budgétaires supplémentaires ordinaires qui viendraient après que les prévisions budgétaires ordinaires de l'exercice prenant fin le 30 juin 1932 auront été votées. Il s'agit d'un budget spécial, nécessaire à l'administration des services publics, pour rencontrer les dépenses urgentes encourues au cours de la session actuelle.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Y en aura-t-il un autre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Probablement.

M. Guertin (Hull): C'est une nouvelle méthode qui a été adoptée par l'administration. Un tel budget n'a jamais été présenté auparavant. Ainsi le gouvernement a abandonné les mandats spéciaux et il reconnaît la nécessité d'obtenir l'approbation de la Chambre pour toutes ses dépenses.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes de défrichement, de labour et de résidence, pendant la présente session de la Législature.

L'honorable M. Laferté (Drummond): La somme de \$45,000 est destinée au paiement de primes aux colons et, l'an dernier, la somme demandée était de \$200,000.

M. Blain (Montréal-Dorion): Si ça pressait tant que cela, nous aurions bien pu le passer hier.

M. Guertin (Hull): J'ai remarqué que cette année le gouvernement a émis moins de mandats spéciaux. Je comprends la manœuvre. Il a recours à une nouvelle méthode qui consiste à laisser les comptes en souffrance et à venir demander à la Chambre ensuite de les payer en votant un budget spécial supplémentaire. Le gouvernement laisse prendre les contrats et il arrive avec un but spécial.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): À chaque session il y a un budget supplémentaire. C'est la première fois qu'il y a un budget spécial.

M. Guertin (Hull): L'opposition n'a pas d'objection à voter ce montant à l'honorable ministre

de la Colonisation (l'honorable M. Laferté); cela ne l'empêche pas de critiquer et de parler du salaire des employés de la voirie. Il (M. Guertin) parle d'employés qui devraient attendre jusqu'à deux mois pour retirer leur salaire. Il parle de primes. Je demande au gouvernement d'amender sa loi des primes de défrichement et de labour pour que tous les colons puissent en bénéficier.

L'honorable M. Laferté (Drummond): L'honorable député sait que la chose coûterait cher.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le gouvernement est riche, il a des surplus.

(Rires)

Est-ce qu'il prévoit que \$45,000 seront suffisants?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je le crois.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que les colons sont satisfaits? Le ministre a-t-il reçu des plaintes? Comment sont distribuées les primes? Par qui sont recommandées les primes?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Ce sont nos instructeurs.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Faut-il être rouge ou bleu pour obtenir ces primes ou si tout le monde en a?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Le département ne tient pas compte des allégeances politiques dans la distribution des primes.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): A-t-on vu au cas du Dr Parrot, ancien député de Témiscouata? Est-il encore à l'emploi du gouvernement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il est régistrateur à la Rivière-du-Loup. Il a été nommé il y a cinq ou six ans.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Qui l'a recommandé à cette position?

M. Guertin (Hull): C'est pour sa bonne conduite.

M. Duplessis (Trois-Rivières): A-t-il été recommandé par l'influence de M. Jean-François Pouliot?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il lui faudrait, dit-il, référer aux filières pour pouvoir répondre. Il n'a été recommandé par personne.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Que disait de lui M. Pouliot?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il a prétendu bien des choses. Il serait assez difficile de se rappeler tout ce qui a été dit il y a cinq ans.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Mais le premier ministre doit s'en souvenir, car, si je ne me trompe, l'affaire lui avait causé quelques soucis assez grands pour qu'il en ait gardé mémoire. Le premier ministre doit se rappeler les accusations portées contre le Dr Parrot par M. Jean-François Pouliot, qui n'était pas député, mais qui l'est devenu par la suite? Bien qu'il ait été forcé de démissionner de la Législature, le premier ministre lui a trouvé un refuge au sein du gouvernement en tant que registraire dans le comté de Témiscouata. Pourquoi récompenser un député accusé si ouvertement par un député libéral d'avoir spéculé sur les lots de colonisation? C'est un scandale de plus au compte du gouvernement, ce qui n'est pas un crédit pour l'administration. Il (M. Houde) dit que le premier ministre s'entoure de cette classe d'individus pour répondre aux besoins du gouvernement. C'est parce que le Dr Parrot en savait trop long sur le gouvernement qu'il a été nommé et si bien récompensé. M. Pouliot l'a accusé d'avoir prévariqué comme député.

Le gouvernement semble avoir hâte d'enquêter sur les conditions administratives de Montréal et d'ailleurs. Le gouvernement prétend que j'ai pourri la ville de Montréal en six mois! Je crois que le gouvernement l'a fait en moins de temps; les scandales demeurent les mêmes. Eh bien! Nous allons faire l'enquête sur les affaires provinciales et nous allons voir où sont les prévaricateurs. Le gouvernement, lui, les place, et nous, quand nous trouvons à Montréal un coupable, il est mis dehors et il n'est pas récompensé. Qu'est-ce que le premier ministre a à dire?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. Parrot était député. Lorsque des accusations ont été portées contre lui, je l'ai invité à résigner son siège à la Législature et à se présenter devant ses électeurs pour qu'ils le jugent, mais rien n'indiquait si les accusations étaient fondées ou non. S'il y a eu des accusations portées par M. Pouliot contre le

Dr Parrot, est-ce que le chef de l'opposition prend toutes les accusations portées pour vraies? S'il fallait croire toutes les accusations qui sont portées contre quelqu'un, où irions-nous? Nous pouvons en trouver bien d'autres que celles portées contre le Dr Parrot. Si le chef de l'opposition veut enquêter ou veut porter des accusations contre le Dr Parrot, très bien. Il pourra le faire tant qu'il le voudra.

Quelques années après qu'il eut démissionné en tant que député de la Chambre, nous l'avons nommé régistrateur. Il s'est avéré l'un des meilleurs fonctionnaires de la province, et je ne peux pas comprendre pourquoi son nom est mentionné dans le point en débat. On n'a rien à reprocher à son travail comme tel. Il s'agit d'un vieux dossier et il y a eu deux élections dans Témiscouata depuis sa démission. Le peuple s'est prononcé; le gouvernement a été soutenu. Les choses en sont restées là. On ne devrait pas soulever une telle question devant le comité.

M. Guertin (Hull): Il s'est représenté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Au fédéral.

M. Guertin (Hull): Il s'est fait battre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il convient de rappeler comment les faits se sont passés. M. Parrot a été accusé de choses graves par M. Jean-François Pouliot. Il a été ensuite candidat libéral contre M. Jean-François Pouliot pour un siège au fédéral, et les électeurs ont élu l'accusateur et condamné l'accusé. À la suite de cette condamnation par les électeurs, pour récompenser M. Parrot, le gouvernement l'a nommé régistrateur en charge du bureau où les colons vont enregistrer leurs lettres patentes.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est la preuve patente que le Dr Parrot tient le gouvernement. M. Jean-François Pouliot m'a dit à moi-même que M. Parrot a été placé par le gouvernement parce qu'il en savait trop long sur le gouvernement. Ce gouvernement est beaucoup plus à plaindre que les gens sur qui il veut faire faire une enquête. Cela veut dire que le gouvernement, qui ramasse toutes sortes d'individus qui vont ramasser toutes sortes de vieilles choses, vieux chèques, etc., a été bien malchanceux. Le gouvernement a eu peur du Dr Parrot et il a encore peur de lui. Pour ma part, dit-il, je n'ai pas peur d'une enquête. J'ai hâte que les choses soient réglées.

Et je demanderais aux représentants des journaux qui vivent aux dépens des deniers publics comme *Le Soleil*, la *Gazette*, et une partie de *L'Événement*², - y en a-t-il d'autres? - de prendre bien note de mes paroles et de les rapporter, de renseigner le peuple.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pendant la présente session de la Législature.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Que l'on tienne compte des besoins de l'enseignement primaire supérieur dont on ne s'est pas encore occupé.

M. Guertin (Hull) soumet des objections.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
La session a commencé de bonne heure. Nous avons des obligations à rencontrer. À la fin, nous reviendrons avec un autre budget supplémentaire.

M. Guertin (Hull): Est-ce que, sur ces \$20,300, rien n'a été payé?

L'honorable M. David (Terrebonne): Ces montants se rapportent à des paiements actuellement dus.

M. Guertin (Hull) demande la liste.

L'étude de la résolution est suspendue.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pendant la présente session de la Législature.

L'honorable M. David (Terrebonne): Les salaires ont été augmentés de même que le nombre des inspecteurs. Il s'agit de payer les salaires des inspecteurs en vertu de la réorganisation de l'inspection qui a été faite tout dernièrement.

M. Blain (Montréal-Dorion): En 1925, une augmentation de salaire avait été votée pour les inspecteurs d'écoles. Mais ils n'en ont rien reçu et,

quatre ans plus tard, dit-il, il (M. Blain) intervenait pour réclamer justice, soit le versement d'une somme de \$88,000 due pour arrérages de salaires d'inspecteurs depuis 1925. Mais le gouvernement, au lieu de rembourser, a préféré faire voter \$118,000³ pour défrayer plus convenablement les dépenses de voyage qui, jusque-là, n'étaient remboursées que jusqu'à concurrence de \$300, puis de \$500. Mais les arrérages de salaires n'ont tout de même pas été payés. Les inspecteurs attendent encore.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je n'ai pas reçu, dit-il, une seule demande des inspecteurs. Après que la réorganisation a été faite, je n'ai eu aucune réclamation. Lors de leur congrès au mois de septembre, les inspecteurs d'écoles se sont déclarés parfaitement satisfaits de la réorganisation.

M. Blain (Montréal-Dorion): Celui qui dirait le contraire serait jeté à la porte.

M. Smart (Westmount) pose quelques questions à l'honorable secrétaire provincial.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le gouvernement devrait payer les arrérages dus aux inspecteurs. Le gouvernement a-t-il l'intention de les rembourser?

L'honorable M. David (Terrebonne): Non, le règlement était définitif. Les inspecteurs sont satisfaits et attendent patiemment.

M. Blain (Montréal-Dorion) cite un cas de misère d'un inspecteur malade à qui le gouvernement doit encore \$1,600 et qui a dû contracter des emprunts.

L'honorable M. David (Terrebonne): J'ai rencontré cet individu, dit-il, et l'on s'est arrangé à l'amiable.

M. Guertin (Hull) pose une question.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je représente le délégué en Chambre du surintendant de l'Instruction publique.

M. Guertin (Hull): On nous disait tantôt que ça pressait. Maintenant, ça n'est plus certain.

L'honorable M. David (Terrebonne): J'ai déjà répondu. La réorganisation a été faite après l'adoption du budget 1929-1930.

M. Guertin (Hull): Pourquoi n'a-t-on pas voté de mandats spéciaux? Ce nouveau budget est présenté avec une arrière-pensée que nous ne pouvons pas deviner.

M. Blain (Montréal-Dorion) cite certaines déclarations d'inspecteurs de 40 ans qui déclarent qu'ils sont pauvres et qu'ils se trouveraient sans pain si la maladie les immobilisait. Les inspecteurs, dit-il, ont été mis dans la position d'accepter ou de s'en aller.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le secrétaire provincial a dit qu'il représenterait, pour la discussion de ces articles, le surintendant de l'Instruction publique parce que ce dernier ne pouvait venir en Chambre.

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le secrétaire provincial aura-t-il alors l'obligeance de demander au surintendant du Conseil de l'Instruction publique ce qu'il pense de l'octroi de \$200 voté par la municipalité et la corporation de Sainte-Thérèse, octroi qui a servi à organiser une assemblée politique libérale et pour lancer de nouvelles vedettes?

L'honorable M. David (Terrebonne): Ce n'est pas ce qui est arrivé. Pas un cent de cet argent n'a servi à défrayer les dépenses de l'assemblée libérale récente. La municipalité a voté \$200 et tout lui a été remboursé.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est le surintendant de l'Instruction publique qui a renseigné l'honorable secrétaire provincial?

L'honorable M. David (Terrebonne): Non.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des commissions scolaires du comté de Terrebonne qui ont payé pour une assemblée.

L'honorable M. David (Terrebonne): Non. La municipalité a voté \$200 pour l'assemblée, mais l'argent a été remis intégralement. Quant aux corporations scolaires de la paroisse et de la ville de Sainte-Thérèse, elles ont adopté une résolution disant qu'elles auraient voté volontiers non pas seulement \$200, mais \$500 pour cette assemblée, et pour recevoir leur député si nous l'avions demandé. Mais pas un sou de ces argents n'a été dépensé et les corporations n'ont fait aucun déboursé.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Hé! Ce ne sont pas des rouges ordinaires.
(Rires)

L'honorable M. David (Terrebonne): Ce sont pourtant de bons conservateurs. Aucune somme n'a été votée à ma connaissance, dit-il.

M. Guertin (Hull): À votre connaissance.

L'honorable M. David (Terrebonne): Quelle finesse!
(Rires)

M. Guertin (Hull): (Avec une voix de stentor) À la demande de qui la résolution en question a-t-elle été passée?

L'honorable M. David (Terrebonne): Je l'ignore. (S'adressant au député de Trois-Rivières) J'ignore, dit-il, qu'une commission scolaire ait voté \$190 pour l'assemblée.

Des députés ministériels: Hou, hou⁴!

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Quel genre de chiens il faudrait faire venir pour empêcher les loups de hurler, comme en témoigne la manifestation présente?

M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste sur la contribution de la municipalité scolaire.

L'honorable M. David (Terrebonne) dit qu'il ne connaît pas de municipalité qui ait fait cette souscription.

M. le président: Adopté.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour conférences pédagogiques, pendant la présente session de la Législature.

M. Guertin (Hull) intervient.

M. le président rappelle les spectateurs à l'ordre.

M. Guertin (Hull): Qui a donné les conférences? Il veut avoir la liste de ces conférences pédagogiques.

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est le surintendant qui est au courant de cela. Ce montant de \$300 représente des dépenses de voyage pour un instituteur chargé de donner des conférences pédagogiques.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne doit pas y avoir de gros surplus si l'on est obligé de présenter un budget pour payer \$300.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Y a-t-il un petit morceau des \$300 pour M. Montpetit?

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement, pendant la présente session de la Législature.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que ça arrive tous les ans?

L'honorable M. David (Terrebonne): Tout dépend des conditions de l'année courante.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): L'année des élections, c'est plus fort.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent trente-huit dollars et vingt-cinq centins soit ouvert à Sa Majesté pour concours littéraires ou scientifiques, pendant la présente session de la Législature.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce pour un discours du député de Bagot?

L'honorable M. David (Terrebonne): Non.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau des statistiques de Québec, pendant la présente session de la Législature.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le département des statistiques possède-t-il les *Procès verbaux* de la

Chambre? Ce serait important. Il y a longtemps que nous parlons du Labrador. Le premier ministre affirme que la province de Québec n'avait pas à faire les procédures pour la possession du Labrador, mais que la chose relevait du gouvernement fédéral, et que notre province n'y avait qu'un intérêt éventuel. Or, le premier ministre n'a pas toujours partagé cette opinion, de même que le gouvernement de la province de Québec.

Si nous prenons l'*Annuaire des statistiques* de cette année, nous trouvons qu'il ne correspond pas au discours du trône du 3 mars 1908 de Sir Lomer Gouin alors qu'il était premier ministre et qui disait: "En s'adressant aux tribunaux pour protéger son territoire contre les empiètements des autorités de Terre-Neuve, mon gouvernement n'a pas cessé les négociations qu'il avait précédemment entamées relativement à la fixation de la frontière entre ce pays et le nôtre, et j'ai le plaisir de vous annoncer que le gouvernement de Terre-Neuve a accepté notre proposition de soumettre cette question à l'arbitrage du comité judiciaire du Conseil privé de Sa Majesté."

Et l'*Annuaire statistique* de 1930 poursuit: "En tenant compte du jugement du Conseil privé, il faut retrancher environ 112,000 milles carrés de cette superficie (la superficie de la province de Québec)."

Et alors? Est-ce que la province n'avait qu'un intérêt éventuel, comme a dit le premier ministre? Et quand on voit le gouvernement proclamer, dans le discours du trône, qu'il va prendre des procédures, le premier ministre, qui devait avoir lu le discours du trône de 1908, devait pourtant savoir qui a pris l'initiative; on sait avec quel succès.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il n'y pas de contradiction entre l'affirmation du premier ministre (l'honorable M. Taschereau) et le discours du trône du temps. Les deux concordent.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il y a plus. Je n'ai pas peur, peut-être par candeur, par innocence, quoi qu'en dise le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen), mais je n'ai pas peur, pas le moins du monde. Le premier ministre⁵ avec sa chevalerie ordinaire, car lorsqu'on porte un beau nom, noblesse oblige, a dit que M. Doherty avait charge du procès, que c'était un bleu. Il représentait le gouvernement fédéral. Le premier ministre lui attribue la perte du Labrador. Il a négligé de dire que M. Paradis, organisateur libéral du premier ministre, était allé lui organiser une réception triomphale à son retour d'Europe, d'où il devait nous rapporter le Labrador. Il a oublié que Me Aimé Geoffrion et

Charles Lanctôt ont représenté le gouvernement du Québec et que M. Geoffrion a plaidé la cause.

Comment se fait-il que le premier ministre, lui qui est entouré des lumières du Barreau et de la fleur de la police, ait commis l'imprudence de donner le soin du procès à un bleu? Eh non, ce n'est pas M. Geoffrion ni M. Lanctôt qui ont plaidé et perdu la cause de la province de Québec. Le premier ministre n'a pas perdu la cause, car il n'en perd jamais; à preuve, son point d'ordre d'hier qui était une merveille. Je tiens à signaler cette absence de loyauté du premier ministre qui jette sur le dos d'un bleu la responsabilité d'un procès perdu quand ce procès a été plaidé par quatre rouges et un bleu, alors que, d'après le discours du trône de 1908, le Labrador devait être acquis par négociations directes soit par Terre-Neuve, soit par Québec, à la demande même du gouvernement de Québec, ainsi que le discours du trône de 1908 en fait foi.

N'eût été M. Doherty, un bleu, on aurait conservé le Labrador, dit-on. C'est une injustice de mettre toute la faute sur M. Doherty. L'affaire a été un insuccès et on a blâmé seulement l'avocat bleu. J'aurai d'ailleurs l'occasion de revenir sur cette question plus tard. M. Lanctôt a été obligé de revenir ici à cause d'un deuil dans sa famille, mais, s'il y était resté, nous aurions probablement perdu plusieurs milles de terrain de plus.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il y aura d'autres occasions pour discuter de cette importante question.

M. Duplessis (Trois-Rivières) rappelle au premier ministre que s'il n'a pas voulu donner les renseignements demandés au sujet de la cause du Labrador, il devra les donner lors de la discussion des crédits.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. David (Terrebonne) demande à l'opposition d'adopter la résolution suspendue précédemment et qui se lit comme suit:

Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pendant la présente session de la Législature.

M. Duplessis (Trois-Rivières) rend au secrétaire provincial le témoignage qu'il présente ses projets de

loi et son budget clairement et répond de façon courtoise aux questions qu'on lui pose. Il pique le premier ministre qui l'a référé aux *Comptes publics*. Il (M. Duplessis) dit qu'il exigera des comptes du procureur général. L'opposition va obtenir du département du procureur général tous les renseignements qu'elle a demandés. Il parle des *Comptes publics* en général.

M. Blain (Montréal-Dorion) parle de la cour de pratique à Montréal.

M. Duplessis (Trois-Rivières) parle de l'Académie Lasalle à Trois-Rivières et demande au gouvernement de faire quelque chose pour cette institution. Elle obtient du succès pour tout ce qu'elle entreprend.

L'honorable M. David (Terrebonne) dit qu'il n'a jamais eu de demandes, mais qu'il prendrait une demande en considération.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) pose une question.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le gouvernement entend bien laisser le surintendant de l'Instruction publique absolument libre dans l'exercice de ses fonctions, comme il l'a d'ailleurs déclaré déjà.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) parle de l'importance de l'enseignement primaire supérieur.

L'honorable M. David (Terrebonne) accepte les suggestions.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 8. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pendant la présente session de la Législature.

9. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres pendant la présente session de la Législature.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas, dit-il, discuter ces crédits parce qu'il y a une entente entre le ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils) et moi-même à l'effet qu'il n'y aurait pas de discussion avant la semaine prochaine.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) insiste.

M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite l'honorable ministre de Terres pour sa courtoisie et sa politesse, sa façon précise de répondre aux questions de l'opposition. Il se dit prêt à voter les deux items. Il s'agit de \$30,000 dans le premier cas pour la protection des forêts, et de \$25,000 dans le second, pour service forestier et inspection des terres. Il pose quelques questions au sujet de ces subsides.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Mon honorable ami devrait adopter les deux items. Il s'agit là de salaires et autres dépenses incontrôlables qu'il faut rencontrer durant le cours de la session. Nos gardes-feux vont sur le terrain des colons pour les aider à brûler leurs abattis.

C'est pour les dédommager que je demande ce montant. Le fait de brûler les déchets en forêt présente de grands dangers et nous agissons de façon à éviter les incendies.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au ministre de me fournir une liste des salaires qui seront payés à même ce montant de \$30,000.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je vous fournirai cette liste avec plaisir et je verrai à ce qu'elle vous donne satisfaction.

M. Blain (Montréal-Dorion): Comment il se fait que le gouvernement présente un bill pour donner à Sa majesté les deniers requis pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement pendant la session?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce bill est connu au budget supplémentaire actuel.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) explique comment il se fait que le ministère des Terres demande des sommes supplémentaires.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Loi des mines

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 modifiant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁶:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il s'agit, dans la première clause, de piquetage. On veut le défendre lorsqu'il fait noir, pour éviter les accidents. Le premier amendement définit que lorsqu'un permis de prospection est périmé, il doit s'écouler un délai de 15 jours jusqu'à ce que ce "claim" puisse être piqueté de nouveau.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le bill comporte-t-il quelque chose pour amender la loi des mines relativement à la protection de l'ouvrier?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a une clause dans la loi ontarienne que nous n'avons pas chez nous. Toutefois, le gouvernement étudie actuellement la clause et verra s'il doit amender la loi des mines au cours de la session actuelle.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le président de la Commission des accidents du travail a déclaré le matin au comité que la loi minière de Québec devait être amendée pour devenir semblable à celle de l'Ontario. Québec est en retard dans ce domaine des mines. La législation ouvrière d'Ontario est plus avancée que la nôtre.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Cela est possible, mais ce n'est pas grâce au gouvernement ontarien que les mines ont été découvertes. Nécessairement, après la découverte purement par hasard de ces mines, le gouvernement a agi. Mon département, dit-il, a créé un bureau de géologues afin d'aider le développement minier. Le gouvernement provincial a des inspecteurs dans toutes les mines pour voir à la protection de la vie de

l'ouvrier. Mon honorable ami a tort de donner le crédit du développement minier d'Ontario au gouvernement de cette province. Les mines se sont développées ici surtout depuis la découverte de la mine Noranda. Le gouvernement de Québec a fait ce qu'il a pu. Il peut se faire que nous ayons de nouvelles dispositions à apporter à notre loi; nous les étudierons.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Y a-t-il une mine Stadacona dans la province?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il y a un terrain que l'on est à aménager, mais il n'est pas encore une mine.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): N'y avait-il pas un sénateur ou conseiller législatif qui était intéressé, ou directeur de cette mine, dont les parts ne valaient rien? Les directeurs de cette mine étaient des ministres et des amis du gouvernement. Dans un kiosque, à l'exposition annuelle et provinciale de Québec, apparaissait dans un cadre le portrait du frère du premier ministre à côté des parts de mines Stadacona, afin de faire valoir et vendre les parts de cette mine.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) répond qu'il avait entendu parler de cette mine, mais que cette affaire ne relevait pas du gouvernement.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): On commence par vendre les parts des amis et des ministres puis, après cela, que la mine aille où elle pourra. C'est comme ça que le gouvernement protège le peuple et l'épargne populaire. On endure ça dans la province de Québec, où le gouvernement emploie de tristes sires comme un nommé Wilson qui fouille dans les vieux chèques pour tâcher d'ennuyer ceux qui veulent défendre le peuple et la classe agricole, où le gouvernement emploie n'importe quel individu pour salir les députés de la gauche. Je n'ai volé personne.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Personne ne vous accuse d'avoir volé.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): On dit que Montréal a été pourrie en six mois. Pour la province, ça a pris un peu plus de temps, mais c'est bien pire. On veut des développements, j'en exige et j'en veux. Il y a assez longtemps que *Le Soleil* m'accuse, comme il l'a fait encore hier soir, d'être

un "bootlegger" sans le savoir. On va voir où sont les "bootleggers" et si on va promouvoir ici ceux qui ont fait perdre l'épargne populaire et qui s'acharment à poursuivre des gens qui n'ont rien pris, mais qui ont défendu les deniers du peuple. On a impressionné un homme parce qu'il portait son nom, dit-il.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) soulève un point d'ordre. Cette discussion ne relève pas du débat sur les mines. On est loin du bill, ainsi rendus avec les "bootleggers". Que le chef de l'opposition s'en tienne à la question!

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Non, je demande si ces gens qui ont placé de l'argent dans cette mine vont être remboursés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) insiste pour qu'on s'en tienne à la question. M. le président, je ferai remarquer que le chef de l'opposition est hors d'ordre. Parlons d'abord des mines; après cela, il dira ce qu'il voudra.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Attendez, je me fais la main. Il (M. Houde) parle de perte d'argent dans les mines.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement doit protéger l'épargne publique et empêcher qu'elle ne soit perdue dans des parts de mines qui ne valent rien.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il a souvent conseillé à la population de ne pas acheter de parts de mine comme étant une entreprise dangereuse et aléatoire pour le petit capital. Le gouvernement a tout fait pour protéger la population contre les achats de part de mines, il a protégé la population contre toutes les entreprises minières à leurs débuts parce que c'est un trop grand risque à courir. Je l'ai dit ici à chaque session et dans les brochures du ministère. Dans toutes ces brochures officielles, on a mis le public en garde contre les achats de parts des mines.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre avait conseillé au public de ne pas acheter les actions de l'Abana dont M. Galipeault était directeur. Le ministre s'est trompé. L'Abana, elle, a réussi. C'était justement une mine qui a payé.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mon ami n'est pas sérieux. On a réussi, tant mieux. Ceux qui veulent spéculer sont libres de le faire, mais on ne sait pas d'avance ce qui va arriver.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le cabinet aurait dû légiférer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On va dire: six heures.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Oui, une fois, il est six heures, une autre fois, c'est un point d'ordre pour m'empêcher de parler. Qu'à cela ne tienne, nous serons prêts au moment opportun. Je vais avoir mon tour.

(Rires)

Le premier ministre sait-il qu'il y a une certaine personne qui agit comme espion du procureur général adjoint, M. Charles Lanctôt, un nommé Paul-Émile Wilson, qui fait des recherches dans le but de m'incriminer? Il a été vu dans l'édifice du parlement. Il cherche dans les documents de la maison Maurice Bouliane, un courtier minier régional, un chèque donné par moi. Ses deux ans de condamnation ont été revus par la Cour d'appel. Il (M. Houde) ne craint rien de ces activités. C'est un beau sbire du gouvernement, ce nommé Wilson. Est-ce que le gouvernement a l'intention de prendre des procédures contre moi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne suis pas au courant. Le chef de l'opposition semble en connaître plus long que moi de cette affaire.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je le sais, je connais bien des petites affaires.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): En tout cas vos affaires ne vous mettent pas de bonne humeur ce soir.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 9 heures

Charte d'East Angus

M. Drouin (Québec-Est) propose, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 149 modifiant la charte de la ville de East Angus. Adopté.

En comité:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill doit être retiré.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Exploitation de carrières
par A.-P. Frigon**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 autorisant Albert-Pierre Frigon à exploiter une ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) dit que le développement de la carrière présente un danger, que la rue Sherbrooke pourrait être expropriée et c'était ce que la ville voulait éviter.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) suggère que le comité fasse rapport de l'état de la question et siège à nouveau.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Loi des mines

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 48 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

En comité⁷:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 94 de ladite loi, tel que modifié par la loi 19 George V, chapitre 26, section 6 est de nouveau modifié:

"a. En y ajoutant, après le mot "mine", dans la dixième ligne, les mots "et tous autres renseignements que le ministre juge à propos.";

"b. En y ajoutant l'alinéa suivant:

"Si elles en sont requises par le ministre, les mêmes personnes doivent transmettre à la fin de chaque mois ou de chaque trimestre un semblable état."

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La seconde clause permet au département d'exiger tous les renseignements et statistiques des compagnies de mines, aussi souvent que nécessaire. Le gouvernement provincial coopérera en cela avec Ottawa pour l'obtention de statistiques intéressantes pour le public.

Il dit avoir transmis régulièrement de l'information à la capitale au sujet des mines en fonction dans la province et que c'est pour cette raison qu'il est nécessaire d'obtenir plus de détails sur les régions minières individuelles. Ottawa émet des bulletins mensuels et veut que Québec aide à fournir des renseignements.

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève la question de Rouyn et de ses mines où, dit-il, des cultivateurs ont investi de l'argent.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il n'y a aucune relation entre le bill et Rouyn où il n'y a ni mines ni bureau-chef de compagnies de mines. Il est vrai que Rouyn a eu certaines difficultés financières, mais il faut espérer que les choses se rétabliront.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le ministre a dit que Rouyn a été bâti au mauvais endroit. On aurait dû le construire près de Montréal où la Commission métropolitaine aurait pu s'en occuper.

(Rires)

Noranda, lui, est-il à la bonne place? On aurait pu l'annexer. Je n'ai pas eu le plaisir de visiter Rouyn, c'était au temps où il s'est produit un changement dans Sainte-Marie.

Je tiens à protester contre cette situation qui résulte du fait que le sous-ministre des Affaires municipales a approuvé les obligations.

Dans de tels cas, dit-il, le public a toujours plus de confiance.

M. Duplessis (Trois-Rivières) parle de débetures qui mettraient l'épargne populaire en danger à Rouyn. Nous serions prêts à appuyer une mesure qui aurait pour effet de sauvegarder les intérêts des porteurs de débetures qui sont des ouvriers et des cultivateurs. Cette ville a été incapable de payer les coupons d'intérêt de ses obligations qui se chiffrent à \$550,000. La dette flottante de la ville est de \$160,000.

Le gouvernement a autorisé ces débetures et nombre d'ouvriers et d'agriculteurs de l'endroit en ont acheté sur la foi de la garantie morale que donnait le gouvernement. Car le gouvernement, lorsqu'il a créé le secrétariat des Affaires municipales, avait dit qu'il voulait ainsi empêcher les municipalités de faire des emprunts et des dépenses injustifiables et ruineuses.

Le gouvernement devrait prendre les moyens de remédier à cette situation, car les citoyens se sont basés sur le fait que les débetures portaient les initiales du sous-ministre des Affaires municipales et ils n'ont pas hésité à s'en porter acquéreurs.

On devrait rendre justice aux ouvriers et aux cultivateurs qui ont subi de lourdes pertes. Le gouvernement aurait dû garantir le prêt. Il (M. Duplessis) veut connaître les mesures que le gouvernement a prises ou a l'intention de prendre à ce sujet.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ceci est malheureusement arrivé et la ville s'est lourdement endettée. Cette ville s'est endettée particulièrement à cause de la construction de son aqueduc. Mon collègue fait erreur, car il n'y a aucun bureau-chef de compagnies minières à cet endroit. Le gouvernement n'a rien à voir dans cette question.

Peu importe ce qui pourrait avoir été fait au sujet de l'émission de débetures par la ville de Rouyn, ce n'étaient pas les affaires du gouvernement. Parce qu'il a été construit sur du roc, l'établissement des services publics a été coûteux, mais ça aussi ce n'était pas de la faute de Québec.

La ville de Rouyn s'est retrouvée temporairement dans l'impossibilité de faire face à ses engagements relatifs à l'émission des obligations en question. Le sous-ministre des Affaires municipales a approuvé le règlement du conseil concernant cette émission, mais il n'a pas garanti les obligations. Les obligations de la ville ont été envoyées au ministère des Affaires municipales pour examiner la légalité de leur émission. Il n'a jamais garanti de paiement si la ville était elle-même en difficulté.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Pourquoi le gouvernement n'a pas agi comme dans le cas des municipalités de l'île de Montréal, pour régler le dossier soit par le biais d'une commission métropolitaine ou par une annexion?

Étant donné que Noranda est une ville avoisinante plus prospère, pourquoi la ville de Rouyn n'y a pas été annexée, comme Montréal qui encadre certaines municipalités avoisinantes? Noranda devrait aussi encadrer Rouyn.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsque le ministère des Affaires municipales a été formé, le premier ministre a indiqué qu'il désirait que soient payées les obligations à coupons, et la population l'a cru lorsque le ministère a approuvé une émission. Cela signifiait que le ministère avait pris les mesures nécessaires pour protéger le public investisseur.

Le ministre des Affaires municipales devrait veiller à ce qu'une garantie totale soit donnée dans le cas de toute émission d'obligations par les municipalités de la province, et pas seulement une garantie légale de l'émission, qui n'est qu'une simple formalité.

De plus, il demande que le gouvernement agisse rapidement pour de tels cas, sinon le public pourrait ne plus faire confiance aux obligations municipales, ce qui pourrait entraîner des résultats graves. Nous serions prêts à collaborer d'une manière raisonnable avec le gouvernement et à appuyer une mesure qui aurait pour effet d'aider les porteurs de ces obligations qui sont des ouvriers et des cultivateurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas juste pour le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) de rendre le gouvernement responsable de ce qui est arrivé à Rouyn. Il est pratiquement impossible pour le gouvernement de garantir toutes les émissions d'obligations des municipalités de la province. L'émission en question était légale et valide, et c'était tout ce que pouvait garantir le gouvernement.

Si une municipalité n'est pas en mesure de faire face à ses propres obligations, c'est ses propres affaires. Le gouvernement prend toutes les précautions possibles pour qu'une telle chose n'arrive pas et nous ne pouvons pas en faire plus.

Le ministre des Affaires municipales donne des certificats lorsque les formalités ont été remplies. La signature du gouvernement sur une débeture ne vaut que quant à la légalité de règlement et à la légalité des formalités, mais n'est pas une garantie de

solvabilité. Cela a ajouté au crédit des municipalités. Si on veut dire au gouvernement: "Vous avez une obligation morale de rembourser les porteurs d'obligations", je ne suis pas prêt à faire payer les municipalités solvables pour celles qui sont insolvable.

Heureusement, les municipalités dont le crédit est moins bon sont le petit nombre. Est-ce au gouvernement de demander à la Législature d'aider à payer les dettes des municipalités? Le gouvernement a fait ce qu'il pouvait faire dans l'enquête de l'émission de prêts et il refuse d'octroyer plusieurs autres prêts demandés.

On nous reproche tout ce qui arrive de mal aujourd'hui. Si les gens ont perdu de l'argent dans les mines, qu'ils s'en prennent à eux! Le gouvernement a reconnu la situation difficile dans laquelle la ville de Rouyn se trouve. Il a offert de l'aide qui a été refusée. Nous sympathisons cependant avec ces malheureux et, pour démontrer cette sympathie, j'ai un projet.

Je me demande s'il ne faudra pas en venir à nommer un corps de banquiers, de courtiers, d'hommes d'affaires, etc., dont la fonction serait de s'enquérir de la solvabilité et du sérieux d'une émission de débentures et qui surveillerait ces émissions d'obligations, puisqu'on semble vouloir accuser le gouvernement.

Cela nous aiderait beaucoup. Si le gouvernement est pour recevoir des reproches, je demanderai à la Chambre de nous autoriser à former ce corps de banquiers ou d'hommes d'affaires qui donnera son approbation à toute émission de débentures.

Pour ce qui est de Rouyn, cette ville a poussé comme un champignon. Elle a trop escompté de l'avenir et traverse certaines difficultés, bien qu'elle soit encore prospère. Lorsque la ville a été établie, on espérait beaucoup de prospérité et certains événements ne se sont pas déroulés comme prévu. Nous avons mis nos officiers à sa disposition. On ne perdra pas \$500,000 à Rouyn. Rouyn a été placée dans une mauvaise position financière, mais nous l'avons aidée avec des octrois pour ses écoles l'an dernier.

Le gouvernement est prêt à l'aider encore. Devrons-nous faire un jour comme certaines parties des États-Unis et grouper les municipalités par zones pour qu'elles puissent se secourir les unes les autres en cas de problèmes financiers, une prime étant imputée sur chaque prêt pour couvrir les pertes sans qu'il en coûte trop cher à chacune? Peut-être. C'est un système à étudier.

Heureusement, dans notre province, il y a très peu de municipalités dont les conditions présentent cette menace. Avant de créer ces zones, j'y regarderai deux fois. Je le répète, nous ne pouvons cependant puiser dans les coffres de la province pour rembourser les porteurs d'obligations et payer les dettes des municipalités.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Garantisiez-les. La chose s'est faite dans l'Ontario.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Peut-être. Si cela est vrai, je ne suis pas prêt à dire que cela soit économiquement bon. Ce serait une erreur pour nous d'agir ainsi.

Quant à demander à la Chambre de payer les dettes de Rouyn, je ne suis pas prêt à le faire. J'ai vu les courtiers intéressés dans cette affaire. J'ai offert aux intéressés de Rouyn de les financer: convertir ses débentures en obligations à long terme, échapper les obligations, étendre le délai, diminuer les taux d'intérêt. On n'a pas encore accepté le projet. Si on accepte, j'en suis. Nous sommes disposés à faire ce qui est possible pour aider Rouyn, mais sans taxer le crédit des autres municipalités. J'hésiterais à demander à la province de payer les dettes de Rouyn.

Je voulais disculper le gouvernement de l'accusation lancée. Plusieurs vendeurs des débentures de Rouyn ont appliqué la signature du sous-ministre des Affaires municipales aux débentures qu'ils vendaient et plusieurs personnes ont cru que le gouvernement les garantissait. La signature du gouvernement a été exploitée par certains vendeurs de débentures municipales qui ont déclaré aux braves rentiers de la campagne que les obligations étaient garanties par la province, alors qu'ils savaient que cela est faux.

Comme je l'ai dit il y a un instant, puisque cette signature a été exploitée, nous verrons peut-être à créer un organisme, une commission indépendante de banquiers à laquelle les municipalités seront obligées de soumettre leurs émissions d'obligations et de débentures pour approbation. La Chambre s'éloigne de la question des mines... quoique le sujet est intéressant.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre dit qu'il n'y a pas de danger pour le capital ni pour la plus grande partie des intérêts des débentures de Rouyn. Je prends sa déclaration. Mais la ville de Rouyn a pourtant donné des revenus considérables à la province. Si le gouvernement prenait ces revenus pour aider Rouyn...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous avons donné à Rouyn plus que nous n'avons reçu.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Parlons des mines.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Il n'y en a pas à Rouyn même, et on est loin du bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est la population qui est minée⁸.
(Rires)

M. le président continue la lecture du bill.

M. Tremblay (Maisonneuve): Que le président lise plus fort.

Une voix: Plus fort.
(Rires)

M. le président lit.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska)
donne quelques explications.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"6. Nonobstant les dispositions du paragraphe 3 de l'article 12 de ladite loi des mines les droits exigibles sur les profits annuels des mines d'amiante, pour les années 1931 et 1932, sont ceux établis par les dispositions du paragraphe 1 dudit article 12."

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
Les temps sont difficiles pour les mines d'amiante. Nous voulons leur donner les mêmes droits que les autres mines.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça va mal. Les mines ne marchent pas. Le papier ne se vend pas. La situation agricole est mauvaise. La situation ouvrière également. Où est la prospérité du gouvernement?

M. Tremblay (Maisonneuve): M. le président!
(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
sourit.

M. Tremblay (Maisonneuve): L'honorable premier ministre trouve ça drôle.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Oh! Non, je ne perds pas un mot. Je bois, j'attends vos paroles. (Rires)

M. Tremblay (Maisonneuve): Je vais les prononcer assez "dispacées" pour que tous comprennent. Ce que j'avance, je peux le prouver. Il parle de motion. Il fait des menaces à tous les députés de parler plus fort.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
La motion, c'était hier; mais aujourd'hui, c'est la mi-carême!

M. Tremblay (Maisonneuve): L'honorable premier ministre ne sait pas de quoi je parle.
(Rires)

(Menaçant d'un doigt le ministre de la Voirie) Sur la grande route, je peux courir aussi fort que lui!

(Un page lui apporte un billet)

Tu le diras au gars qui l'a écrit, je ne comprends pas ce qui est écrit! Je ne veux pas faire de peine au ministre de la Voirie, mais en ce moment, je parle de la voirie. Le ministère de la Voirie n'est pas dirigé sur des bonnes décisions d'affaires.

M. Renaud (Laval) se tourne vers lui.

M. Tremblay (Maisonneuve): "Ane" minute!

M. le président (M. Cohen, Montréal-Saint-Laurent)⁹ rappelle à l'ordre. Il lui demande de revenir à la discussion du bill.

M. Tremblay (Maisonneuve): Quel est le numéro, M. le président?

M. Renaud (Laval) lui passe le bill.

M. le président (M. Cohen, Montréal-Saint-Laurent): Le débat est sur la clause 6 de la loi des mines.

L'article 6 est adopté.

L'article 7 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des syndicats professionnels

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 modifiant la loi des syndicats professionnels soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Loi de l'assistance publique¹⁰

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 228 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹¹:

L'honorable M. David (Terrebonne): Le but principal de la mesure est de donner au gouvernement une légère augmentation des pouvoirs quant au traitement des indigents, dans les régions de la province où l'hospitalisation n'est pas encore organisée, et aussi d'accorder au gouvernement le droit de payer plus généreusement que sa présente part des coûts de l'hospitalisation dans d'autres cas.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question.

L'honorable M. David (Terrebonne) dit qu'il a lu dans les journaux la possibilité d'une réorganisation, qu'on créerait probablement une commission pour soigner les alcooliques et les

épileptiques, mais il ne sait pas si un tel sujet ou un projet similaire sera traité lors de cette session ou de la prochaine.

M. Duplessis (Trois-Rivières) a compris que le but de cette politique n'était pas d'aider les hôpitaux privés. Il n'a rien contre cette politique en général, mais il y a des cas d'hôpitaux privés qui rendent des services et qui s'occupent de patients nécessiteux et qui, peut-être, devraient être subventionnés par le gouvernement.

L'honorable M. David (Terrebonne): Cela cadrerait mal avec la loi de l'assistance publique qui a pour but d'aider l'indigent. Il reconnaît que certains hôpitaux privés ont fait du bon travail en hospitalisant les pauvres, mais une subvention du gouvernement aiderait plutôt ces hôpitaux à fournir des chambres pour les malades privés. Il faudrait alors exiger que ces hôpitaux accordent un certain nombre de lits aux indigents; mais, là encore, il faudrait lourdement grever le budget de la province. Bien entendu, ceci pourrait être compensé en demandant un certain nombre de lits publics, mais le bureau d'aide sociale a beaucoup trop de travail présentement pour s'occuper de la question soulevée par le député de Trois-Rivières (M. Duplessis).

M. Duplessis (Trois-Rivières) attire l'attention de la Chambre sur le fait que l'article 11 va obliger les hôtelleries de campagne à payer la taxe sur les repas.

L'honorable M. David (Terrebonne) admet le bien-fondé des remarques du député de Trois-Rivières et promet de retirer cette clause, pour ne l'appliquer qu'à des hôtelleries comme le Manoir Richelieu et Lucerne-in-Québec.

M. Guertin (Hull) reproche à l'honorable secrétaire de faire la sourde oreille aux institutions qui demandent des octrois sans se ranger sous la loi de l'assistance. Il revendique une part pour l'hôpital Saint-Joseph de Maniwaki, qui est dans le besoin et se trouve dans une situation financière désespérée. Le gouvernement provincial a refusé de le subventionner. Le gouvernement semble vouloir exploiter les communautés religieuses.

Des députés protestent.

L'honorable M. David (Terrebonne): La demande de Maniwaki a été reçue et étudiée.

L'honorable député dit que nous semblons vouloir exploiter les communautés religieuses. L'honorable député de Hull n'a pas le droit d'employer ces paroles. Les communautés qui recevaient \$173,000 se voient attribuer maintenant au-delà de \$1,000,000. Sur l'ensemble de l'application de la loi, je ne reçois pas une seule plainte, mais des félicitations de la part des communautés. Tout le monde est satisfait, sauf les membres de la gauche.

M. Guertin (Hull) accuse le gouvernement¹².

Il (M. Guertin) rappelle les mérites des Sœurs Grises de la Croix qui dirigent cet hôpital. Le comté de Hull contribue pour \$800,000 à la loi et n'en reçoit que \$50,000. Et c'est ainsi que l'on impose des impôts au district de Hull, pour ensuite les distribuer dans d'autres districts de la province. On dira bien que d'autres octrois ont été faits depuis deux ans pour certaines institutions, mais tout ce que le gouvernement a fait a été de garantir le paiement du fonds d'amortissement et des intérêts, n'ayant pas versé un seul sou comptant.

C'est une injustice criante à l'égard de la cité de Hull et de tout le district environnant, et je désire protester avec toute l'énergie dont je suis capable contre de telles méthodes. Et, M. le président, quand j'accusais récemment le gouvernement d'avoir dépensé \$20,300 de moins que la province de l'Ontario l'année dernière pour des fins de charité, le secrétaire, au lieu de répondre à mes arguments, m'accusait à la radio d'avoir méconnu le mérite des communautés religieuses et d'avoir ainsi porté atteinte à la robe des sœurs et à la soutane des frères! Et dire, M. le président, que c'était une corporation municipale, la Commission scolaire de Sainte-Thérèse, qui payait le coût de la radio!

L'honorable M. David (Terrebonne): La municipalité de Sainte-Thérèse n'a rien payé. C'est moi qui ai payé de ma poche.

M. Guertin (Hull): Oui, après que nous eussions mis à jour tous les faits et que le secrétaire eut remboursé le montant souscrit par la municipalité. L'explication donnée par le secrétaire ne pouvait germer que dans son cerveau. Quelle comédie! En attendant le discours du secrétaire à la radio, j'ai pensé à des démêlés du gouvernement avec le clergé au sujet de la loi de l'assistance publique. Le gouvernement pose ensuite à la vierge offensée quand nous nous récrions contre certains de ses actes et, au lieu de répondre aux accusations que je portais contre le gouvernement, on prétend que j'ai manqué

de respect et de charité envers les communautés religieuses de la province.

Je lui déclare ce soir que ce n'est certes pas lui qui pourra donner à Aimé Guertin une leçon de morale ou de religion, pas plus qu'aucun membre du gouvernement qui, en 1923, lors de la mise en vigueur de la même loi que nous discutons présentement, faisait écrire par le premier ministre actuel au cardinal Bégin une lettre dans laquelle il insinua la formation d'un parti anticlérical à cause de l'opposition faite par le clergé au projet de loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Vous ne trouverez rien de cela dans la lettre. C'est le fruit de votre imagination.

M. Guertin (Hull): Je vous demande pardon.

Ce n'est pas le fruit de mon imagination et le premier ministre le sait fort bien. La lettre disait que "nous courons vers la formation d'un parti radical". Le gouvernement et particulièrement le secrétaire provincial semblent considérer le clergé comme leur rival dans cette province et à entendre les paroles de l'honorable secrétaire à la radio, il me rappelait cette parole fameuse que j'ai vue quelque part: "Il embrasse son rival pour mieux l'étouffer." Le premier ministre criait à la honte parce que j'avais prétendu en cette Chambre que nous sommes à la queue de la Confédération dans le domaine de la charité publique; et voilà, M. le président, que le secrétaire a avoué qu'il n'y a pas d'orphelinat ni d'hospice dans le district de Hull.

En effet, c'est honteux qu'il n'y ait pas d'hospice pour héberger nos pauvres vieillards à qui le gouvernement persiste à refuser la pension que les autres provinces paient aux leurs, et je dois dire, pour l'information de l'honorable secrétaire, qu'il ne semble pas connaître son propre département, puisqu'il a oublié que nous avons à Hull, depuis deux ans, un orphelinat déjà trop petit pour loger tous les orphelins de la région.

Il n'y a pas un hospice à l'ouest de Montréal. Honteux, je le répète, et à la queue de la Confédération, je le répète, quand le gouvernement force les citoyens d'une ville aussi importante que la ville de Hull à aller quémander dans la province voisine l'hospitalisation de ses indigents; quand le gouvernement, à cause de son oubli manifeste des classes humbles et pauvres, force les citoyens de la ville de Hull à se traîner aux genoux de la province de l'Ontario et à la prier de bien vouloir hospitaliser ses orphelins et ses vieillards, parce que le gouvernement de Québec refuse de donner à cette région les institutions dont elle a besoin.

J'invite le secrétaire de la province ou plutôt je le somme d'accorder un octroi spécial et immédiat à l'hôpital de Maniwaki et en plus de trouver d'autres arguments pour répondre à mes accusations que ceux dont il s'est servi à la radio à Sainte-Thérèse.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service forestier et inspection des terres, pendant l'exercice finissant le 30 juin 1932", rapportée du comité des subsides et lue deux fois, mardi le 10 mars courant, et dont l'adoption avait été remise à la prochaine séance, soit maintenant adoptée.

M. Guertin (Hull) se lève pour s'informer du ministre des Terres des raisons pour lesquelles il n'avait pas fourni les renseignements demandés sur certains lots du canton de Lytton dans la paroisse nouvelle de Saint-Jean-de-Vianney que son département refuse de transporter au département de la Colonisation, afin qu'ils soient ensuite transportés à certains colons qui les réclament.

Il est évident et je doute fort que les raisons pour lesquelles on refuse de se rendre à la demande des colons sont à l'effet de protéger un bien vieil ami du ministère qui a exploité la région et qui l'exploite encore. Je veux parler de la Gatineau Power Company, qui est maîtresse de toute la région et qui envoie notre électricité en Ontario, pour être ensuite revendue aux États-Unis.

En effet, la compagnie possède un petit pouvoir d'eau au sud desdits lots, localisés sur les bords de la rivière Gatineau¹³, et on ne veut pas les vendre, afin que la compagnie n'ait pas à payer de dommages au cas d'inondation. Le ministre des Terres et Forêts, dans le but de favoriser la Gatineau Power Company, a refusé que ces deux lots soient utilisés à des fins agricoles. Et c'est ainsi que l'intérêt des colons doit disparaître devant l'intérêt des compagnies américaines.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Les affirmations du député de Hull sont erronées et il parle en pure ignorance de cause. Il parle sans avoir vu les lots de colonisation dont il s'agit et sur des informations qui lui sont fournies par des gens qui, pour le moins, abusent de sa confiance. S'il avait vu personnellement les deux lots en question, il n'aurait pas fait les déclarations qu'il a faites. Le député de Hull a probablement recueilli ces informations à son

endroit habituel et celles-ci sont absolument inexactes. Sans aucun doute, le député a été très mal informé et il a permis à sa bonne volonté d'être trompée. Ces lots sont incultes d'après les informations au département et je répète que l'informateur du député de Hull est de mauvaise foi.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre veut-il que je lui donne le nom de mon informateur?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Qu'il le donne s'il le désire, je n'y tiens pas. Ceci ne va rien changer.

M. Guertin (Hull): C'est le curé de la paroisse. Et j'invite maintenant l'honorable secrétaire à se porter au secours du clergé accusé de mauvaise foi par le ministre des Terres!

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui et bien d'autres.

M. Guertin (Hull) proteste en disant que sa bonne foi était questionnée.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): J'accepte, dit-il, la déclaration du député, mais j'insiste sur le fait que le député de Hull n'a pas été bien informé et qu'il ne sait pas de quoi il parle.

M. Guertin (Hull) et des députés ministériels échanagent des paroles.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que ladite résolution soit adoptée.

La résolution est adoptée sur division.

Dépôt de documents:

Sociétés de secours mutuels

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les sociétés de secours mutuels, 1930 (Opérations de 1929). (Document de session no 57)

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).
2. Selon *Le Soleil* du 13 mars 1931, à la page 19, "Il pointe leurs représentants dans la galerie de la presse d'un doigt vengeur."
3. Chiffre de *La Presse* du 13 mars 1931, à la page 29: \$108,000.
4. C'est parce que M. Guertin a parlé avec une voix de stentor que les députés disent "hou", selon *Le Devoir* du 13 mars 1931, à la page 2.
5. *Le Soleil* du 13 mars 1931, à la page 19, écrit "qu'il attaque M. Taschereau et que cette attaque se fait alors que le premier ministre a dû quitter son siège depuis quelques instants, chose qui ne lui arrive que très rarement".
6. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi).
7. Le comité se réunit sous la présidence de M. Dugas (Joliette).
8. La version de *L'Événement* du 13 mars 1931, à la page 4: "C'est la population qui a les mines."
9. Nous déduisons que M. Dugas s'est fait remplacer par M. Cohen.
10. *The Herald* du 13 mars 1931, à la page 3, rapporte: "Après un bref moment d'hésitation, M. Houde a demandé d'entreprendre le débat sur le bill de Montréal, mais on l'ignore."
11. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis).
12. Le député de Hull crie "très fort" au dire du journaliste du *Soleil* du 13 mars 1931, à la page 19.
13. Selon *La Presse* du 13 mars 1931, à la page 29, il s'agit des lots 25 et 26.

Séance du vendredi 13 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 49 modifiant la loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 46 des accidents du travail, 1931.

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre:

- bill 201 modifiant le Code municipal relativement au drainage des terres.

Questions et réponses:**Tenue des livres et vérification des Comptes publics**

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. Le gouvernement a-t-il étudié ou fait étudier l'opportunité de changer sa tenue des livres ou son système de vérification des *Comptes publics*?

2. Si non, le gouvernement se propose-t-il de faire ou de faire faire cette étude?

3. Si ladite étude a été faite, qui l'a faite?

4. Si ladite étude doit être faite, qui la fera?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. et 2. Oui.

3. et 4. Honorable G. W. Scott et continue encore.

Balance du fonds consolidé du revenu

M. Duplessis (Trois-Rivières): En tenant compte des mandats émis et impayés, quelle était la balance du fonds consolidé du revenu le dernier jour

de: *a.* juin 1930; *b.* juillet 1930; *c.* août 1930; *d.* septembre 1930; *e.* octobre 1930; *f.* novembre 1930; *g.* décembre 1930; *h.* janvier 1931; *i.* février 1931?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Notre position envers les banques en ce qui concerne notre capital ainsi que nos recettes ordinaires et nos dépenses combinées sont comme suit:

<i>a.</i>	\$504,910.18:	Débit.
<i>b.</i>	\$1,919,282.65:	Débit.
<i>c.</i>	\$4,494,025.32:	Débit.
<i>d.</i>	\$5,878,699.15:	Débit.
<i>e.</i>	\$9,526,965.14:	Débit.
<i>f.</i>	\$10,789,850.45:	Débit.
<i>g.</i>	\$10,750,179.96:	Débit.
<i>h.</i>	\$9,176,887.41:	Débit.
<i>i.</i>	\$9,195,755.91:	Débit.

Gérant de la cité d'Arvida

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Le gouvernement sait-il si un ou des aubains ont été nommés à la charge de gérant de la cité d'Arvida?

2. Si oui, qui étaient ce ou ces gérants?

3. Existe-t-il d'autres municipalités de la province, où le système de gérant est appliqué, qui ait nommé un aubain à cette fonction et dans l'affirmative, quelle est ou quelles sont les municipalités?

4. Est-ce l'intention du gouvernement de supprimer ce pouvoir de nommer un aubain gérant d'une municipalité de la province?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 2. et 3. Le gouvernement l'ignore.

4. Ce pouvoir est accordé à la cité d'Arvida par la loi 16 George V, chapitre 78, section 36.

Renseignements sur Arvida

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Quelle fut, pour chaque année, depuis le 24 mars 1926 jusqu'au 1^{er} février 1931, la population totale de la cité d'Arvida?

2. Quelle fut l'évaluation foncière des biens immobiliers de la cité d'Arvida, pour chaque année depuis 1926?

3. Quelle somme globale représentaient, chaque année, les biens immobiliers exempts de taxes municipales?

4. À part les compagnies industrielles situées et opérant sur le territoire de la cité d'Arvida, combien de personnes, d'après les dernières statistiques reçues par le gouvernement, étaient: *a.* propriétaires; *b.* locataires?

5. Quelle somme globale représentaient, chaque année, les biens immobiliers sujets aux taxes municipales?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

- | | | |
|----|---------------------|----------------------|
| 1. | 1926..... | Pas de rapport |
| | 1927..... | 3,000 (approximatif) |
| | 1928..... | 3,500 |
| | 1929..... | 2,000 |
| | 1930..... | 2,000 |
| 2. | 1927..... | \$6,000,000 |
| | 1928..... | \$4,170,639 |
| | 1929..... | \$4,177,131 |
| | 1930..... | \$4,176,931 |
| 3. | 1927..... | Pas de rapport |
| | 1928..... | \$245,000 |
| | 1929..... | \$112,051 |
| | 1930..... | \$112,051 |
| 4. | <i>a.</i> 1927..... | Pas de rapport |
| | 1928..... | 40 |
| | 1929..... | 43 |
| | 1930..... | 46 |
| | <i>b.</i> | Pas de rapport |
| 5. | 1927..... | \$6,000,000 |
| | 1928..... | \$3,924,739 |
| | 1929..... | \$4,065,080 |
| | 1930..... | \$4,064,880 |

Échevins d'Arvida

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Le gouvernement sait-il qui a été élu, le 1^{er} février 1931, comme échevin de la cité d'Arvida, à la première élection générale tenue en vertu de la loi 16 George V, chapitre 78?

2. Cet échevin est-il un aubain ou un sujet britannique?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Monsieur Joseph-Louis Fay.
2. Canadien français, sujet britannique.

Vérification des comptes d'Arvida

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Le rapport des vérificateurs des comptes de la municipalité d'Arvida a-t-il été transmis chaque année, depuis

1926, au ministre des Affaires municipales, avec le certificat du trésorier de la municipalité?

2. À quelle date, chaque année?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. Le 22 novembre 1928, pour la période du 1^{er} avril 1927 au 30 juin 1928; Le 7 novembre 1929, pour la période du 1^{er} juillet 1928 au 30 juin 1929; Le 3 octobre 1930, pour la période du 1^{er} juillet 1929 au 30 juin 1930.

Demande de délai d'Arvida

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Le ministre des Affaires municipales a-t-il reçu quelque demande de délai additionnel, en vertu de l'article 70 de la loi constituant la cité d'Arvida, pour l'accomplissement de quelque disposition de la loi des cités et villes?

2. Si oui: *a.* à quelle date; *b.* sur quels points; *c.* quelle fut la réponse dans chaque cas, affirmative ou négative?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. et 2. Non.

Route Saint-Eustache-Lachute

M. Savoie (Nicolet): 1. La route Saint-Eustache-Lachute est-elle entretenue cet hiver par le gouvernement?

2. Dans l'affirmative, à la demande de qui?

3. Dans la négative, le gouvernement a-t-il autorisé quelqu'un à entretenir ladite route? Et si oui, qui a-t-il autorisé?

4. Le gouvernement a-t-il reçu des protestations contre l'entretien de cette route, cet hiver?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. et 2. Cette route n'est pas dans le circuit régulier des chemins d'hiver entretenus par le département de la Voirie. À la demande de MM. Eugène Bellefeuille, G. Dansereau et du Dr Pager, le 13 janvier 1931, le département de la Voirie a consenti à faire passer sur cette route un chasse-neige, mais cela, sans nuire aux opérations régulières du département.

3. Répondre aux nos 1 et 2.

4. Non.

Route Montréal-Sainte-Rose

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le département de la Voirie a-t-il reçu des plaintes depuis le

1^{er} janvier 1931, au sujet de la façon dont la route Montréal-Sainte-Rose est entretenue?

2. Dans l'affirmative, à quelle date et de qui ces plaintes ont-elles été reçues?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Non.

2. Répondu au no 1.

Concession de terres dans Gaspé

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Le ministre de la Colonisation a-t-il concédé une étendue de terre, dans le comté de Gaspé, en vertu de la loi 19 George V, chapitre 5?

2. Si oui, combien d'acres?

3. La concession a-t-elle été faite aux religieux cisterciens directement ou à quelque personne en fidéicommis, et dans ce dernier cas, à qui?

4. Quelles ont été les conditions de cet octroi pour fins d'agriculture et de colonisation?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. Oui.

2. 1,800.

3. En fidéicommis à la corporation épiscopale de Gaspé.

4. Les révérends pères sont tenus de fonder et de maintenir un établissement de leur ordre, de construire les édifices nécessaires, de recruter des orphelins et des jeunes gens pour leur procurer l'enseignement agricole, de défricher et de mettre en culture, dans un délai de cinq ans, une proportion égale au cinquième de l'étendue des terres octroyées.

Motions des députés:

Club Abitibi Fish and Game

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), que cette Chambre exprime le vœu que le bail consenti par le gouvernement au Club Abitibi Fish and Game, pour les droits de pêche ou de chasse, sur les lacs Des Ormeaux, Barbue, Victoria, des Rats et autres dans les cantons de Northfield et Hincks du comté de Hull, ne soit pas renouvelé à son expiration le 31 décembre prochain.

La politique du gouvernement est de louer les lacs à des clubs, avec la seule restriction que les

colons riverains pourront y faire la pêche pour subvenir à leurs besoins. Pourquoi priver les gens qui habitent certaines régions d'un amusement légitime ou d'un gagne-pain appréciable? J'ai déjà protesté contre cet état de choses. La réserve qui a été créée pour les entreprises privées s'avère nuisible, non seulement pour les intérêts de la communauté là-bas, qui pourrait probablement utiliser les droits de pêche et de chasse en ces temps de chômage, mais elle est aussi nuisible pour le tourisme. Si ce district était ouvert au public, en vertu des règlements des permis de chasse et de pêche du gouvernement, les colons et plusieurs visiteurs pourraient en profiter. Ceci aiderait l'industrie du tourisme de manière considérable.

Les touristes américains qui s'y rendent pendant l'été, et l'automne aussi, sont attirés par les histoires de chasse et de pêche miraculeuses dans les collines de la Gatineau, seulement pour s'apercevoir que partout où ils vont pour pratiquer leur sport, ils entrent sans autorisation dans les réserves privées. Les citoyens de notre province et les touristes sont affectés par la location des lacs à des clubs. Au surplus, en réservant ainsi à quelques individus la jouissance des lacs et des rivières ainsi que des forêts, on enlève au tourisme des territoires intéressants et attrayants. Un grand nombre de touristes ne veulent plus venir dans la province parce qu'ils n'ont pas la chance de chasser ou de pêcher, alors que les citoyens de leur propre province ne reçoivent aucun traitement favorable.

Il (M. Guertin) voudrait que tous les lacs où convergent de bonnes routes soient laissés libres à tous les citoyens. Ces locations de lacs constituent des mesures vexatoires d'un autre âge. Le maintien de réserves fermées est un privilège désuet offert aux dépens des droits de la population. Elles attentent à la liberté des citoyens de cette province et, encore une fois, elles nuisent à l'industrie du tourisme. Par cette politique de location de lacs et de rivières, le gouvernement veut faire des revenus, mais c'est au détriment de tous les habitants de cette province qui devraient avoir le droit de jouir des privilèges de la chasse et de la pêche.

Une grande partie des lacs et des rivières de la Gatineau sont actuellement loués. Il (M. Guertin) cite une série de lettres d'Américains qui aimeraient à venir pêcher et à chasser dans sa région, mais qui ne peuvent le faire à moins de verser une souscription généreuse pour faire partie d'un club locataire. Ils ont été très mal reçus par les membres et les employés du club lorsqu'ils sont venus pêcher dans le district. Il parle d'une pétition qui a été adressée au ministre de la Colonisation et des

Pêcheries (l'honorable M. Laferté), signée par la plupart des gens de la région intéressée, pour protester contre la location des lacs et des rivières. Des citoyens des cantons de Northfield et Hincks se plaignent des clubs qui s'y trouvent. Il exprime le vœu que la droite se rende à sa demande et que le bail mentionné dans sa motion ne soit pas renouvelé. Il exprime aussi l'espoir que le ministre échangera sa politique de location des lacs et des rivières.

L'honorable M. Laferté (Drummond) demande au député de Hull (M. Guertin) la date de l'une de ces lettres.

M. Tremblay (Maisonneuve): L'honorable ministre n'est donc pas à la date.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je suis toujours à la date même le soir de la mi-carême.
(Rires)

M. Guertin (Hull) insiste pour que le gouvernement change toute sa politique en rapport avec les locations de lacs à des clubs.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que le débat soit ajourné.
Adopté. Le débat est ajourné.

Remboursement de droits:

Collège commercial de Saint-Césaire

M. Bernard (Rouville) propose, appuyé par le représentant d'Abitibi (M. Authier), que, vu que le bill 136 modifiant la charte de la corporation du Collège commercial de Saint-Césaire, a pour objet de favoriser l'instruction, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.
Adopté.

Code de procédure civile, article 931

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 182 modifiant l'article 931 du Code de procédure civile.

En comité¹:

M. Duplessis (Trois-Rivières): On sait ce qui se produit dans les campagnes au cours de la saison du tourisme. Beaucoup d'automobilistes étrangers viennent dans la province de Québec; certains manquent de prudence et causent des dommages à la propriété de nos gens. Le recours que nous avons dans ces cas-là paraît illusoire. À l'avenir, un étranger qui cause un accident sera obligé de fournir immédiatement une garantie avant de partir et en attendant le procès qui doit régler cette question, s'il y a des dommages.

On dira peut-être que cette loi aura pour effet de décourager les touristes. L'argument est peu sérieux. Les cultivateurs se sont plaints avec raison de certains visiteurs. Nous devons les protéger. L'expérience démontre que, dans bien des cas, les accidents sont survenus dans la province lorsque la partie fautive était un étranger, et malheureusement, l'agriculteur qui avait subi les dommages restait dans le pétrin parce que l'auto de l'étranger avait traversé la frontière. Les touristes désirables sont ceux qui veulent respecter les lois de la province et qui respectent les biens et les vies.

Le Code de procédure civile consacre aussi le principe de la saisie-arrêt avant que jugement ait été rendu, mais il n'y a pas de solution pratique lorsqu'un automobiliste étranger commet des dommages à une propriété ou à une personne, car lorsque son auto traverse dans une autre province ou passe la frontière, il était pratiquement impossible d'obtenir compensation. C'est un moyen extraordinaire donné pour pourvoir à une situation extraordinaire. Ma loi répond au vœu de la population rurale et de la population urbaine en même temps qu'elle consacre un principe. Il (M. Duplessis) formule l'espoir que la Chambre partagera ses vues.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dit ne pas partager l'opinion de son ami le député de Trois-Rivières. Il me semble que nous ne devrions pas adopter maintenant cette législation. Si le propriétaire de l'automobile a causé des dommages, s'il est de bonne foi, il va rester; s'il se sauve, c'est qu'il ne veut pas payer les dommages; or, la loi actuelle, il me semble, couvre les cas d'accidents en permettant l'arrêt de ceux qui quittent la province pour échapper à leurs créanciers. Il cite des articles de loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La jurisprudence maintient que ce n'est pas le cas. Une automobile est un véhicule très rapide et, même si l'automobiliste quitte les lieux de l'accident après avoir donné son nom et son numéro d'immatriculation au moment de

l'accident, cela ne veut pas dire qu'il tente de fuir ses responsabilités. De par sa nature, l'automobile est faite pour faire de la vitesse, et c'est ce que les tribunaux soutiennent.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Une telle mesure serait trop radicale et elle n'est pas nécessaire selon le contrôle actuel de la circulation sur les routes. Cette loi ne serait pas opportune, car elle entraverait la circulation des touristes venant des États-Unis pour lequel l'on fait beaucoup de publicité. Le tourisme est une source considérable de revenus chez nous. On évalue à 700,000 le nombre des voitures américaines qui entrent ici chaque année. L'an dernier, d'après les chiffres, les touristes américains ont laissé une somme de \$68,000,000 dans notre province.

Si nous adoptions ce projet de loi et si l'on permet à un cultivateur de faire arrêter un touriste et de saisir son automobile pour l'écrasement de quelques poules, on voit d'ici la campagne aux États-Unis que l'on fera contre Québec, déjà jalousee. Les gens sont avertis de ne pas venir ici. Québec dépense de fortes sommes d'argent chaque année pour inciter les touristes à venir au Québec, en envoyant des centaines de milliers de dépliants. Si l'on passe une telle loi, qui n'existe ni aux États-Unis ni dans une autre province canadienne, on réussira tout simplement à faire mettre Québec au ban de l'industrie touristique.

Vous allez ruiner les efforts que nous avons faits pour attirer les étrangers. Des journaux aux États-Unis ont déjà commencé à parler de ce projet et se sont inquiétés, et dès qu'il aura été passé, les journaux américains annonceront la chose. Nous avons déjà commencé à voir une campagne menée dans les autres provinces contre Québec. Ce sera bien pire. On dira: "N'allez pas dans Québec, on va saisir votre automobile pour \$5."

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Américain paiera les cinq dollars.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pourquoi alors cette loi? Est-ce que le mal que l'on veut empêcher n'en apportera pas un autre plus grand? On veut guérir un mal peu considérable par un remède qui nous sera fort coûteux. On créera une mauvaise réputation à notre province en appliquant une saisie possible contre des étrangers qui nous visitent. Les plaintes sont d'ailleurs peu nombreuses. En outre, il y a peut-être des gens qui vont prendre intérêt à faire des causes. Nous n'avons pas d'intérêt, nous, à ruiner l'industrie du tourisme.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le ministre envisage la question à un mauvais point de vue. Il s'agit de protéger les citoyens de la province de Québec qui, souvent, sont victimes de l'audace de certains chauffeurs étrangers et doivent subir des pertes considérables parce que les touristes, coupables d'accidents, se sauvent. Ne sacrifions pas les nôtres, nos cultivateurs, aux étrangers. Le recours actuel est illusoire. Il n'y a rien d'extraordinaire dans le projet de l'honorable député de Trois-Rivières. Les Américains eux ne se gênent pas pour passer des lois contre les étrangers. Notre loi sera bien moins sévère encore que la leur. Il fait référence aux lois de certains États des États-Unis, comme par exemple le Vermont. Il mentionne le cas d'un Montréalais qui conduisait au Vermont et qui a été impliqué dans un accident. Son automobile a été saisie, l'homme a même été mis en prison et son épouse a été obligée de quitter Montréal pour le faire sortir de prison.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Vous parliez l'autre jour de pont à péage aux États-Unis. Ne croyez-vous pas que cette loi empêchera le tourisme de venir chez nous à plus fort titre que les ponts à péage?

M. Blain (Montréal-Dorion): Pas du tout.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Vous n'êtes pas conséquent.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Les Américains se sont habitués aux ponts à péage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): dit quelques mots.

M. Blain (Montréal-Dorion): Qu'est-ce que le premier ministre a dit?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je parle à mon voisin.
(Rires)

M. Blain (Montréal-Dorion): Nous avons une infinité de touristes. Les cas d'accident sont nombreux où il n'y a pas eu de recours possibles. On prenait le numéro de la licence, mais l'automobiliste s'en allait.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Même avec votre loi, vous ne pourrez avoir que le numéro.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas un compliment pour le gouvernement, si les lois ne garantissent rien.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je me demande si l'honorable député de Trois-Rivières atteindra le but proposé avec son amendement. Je ne le crois pas, parce qu'il ne s'agit pas d'une dette due au-delà de \$5, mais de dommages causés. Par l'article 955 je crois que nous avons le moyen de régler le cas prévu par l'honorable député de Trois-Rivières.

M. Cantin (Saint-Sauveur): Aujourd'hui, presque tous les automobilistes ont une assurance.

M. Blain (Montréal-Dorion): Les polices d'assurance américaines ne sont pas en vigueur au Canada. La mesure proposée par le député de Trois-Rivières est une bonne législation, qui reçoit l'appui non seulement des régions rurales, mais aussi des associations automobiles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le ministre confond le droit de saisie-arrêt avant jugement avec le droit de saisie conservatoire. Je suis pour la protection du touriste. Il dit qu'il veut attirer et accroître le mouvement touristique dans la province, mais, tout d'abord, il veut assumer son devoir envers la population et il trouve injuste qu'un automobiliste n'ait pas de ressources lorsqu'il est victime d'un accident causé par un autre automobiliste venant de l'extérieur de la province.

J'aime mieux protéger la population agricole. Quand il s'agit de taxer et de créer des revenus, le gouvernement n'hésite pas à imposer des taxes aux touristes américains, notamment par ses ponts à péage. Mais, quand il s'agit de protéger les nôtres contre les étrangers et d'aider les ouvriers et les cultivateurs, il craint de déplaire aux étrangers, aux Américains surtout. Vous prétendez que nous devons éviter de nuire au tourisme. Pourtant, les péages sont aussi désagréables aux Américains que le besoin de se soumettre aux lois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Soyons sérieux, ne dites pas ce que vous venez de prétendre; vous pouviez vous mettre au-dessus de moyens comme ceux-là pour promouvoir votre bill!

M. Blain (Montréal-Dorion): Je proposerais que les ministres qui ne s'entendent pas démissionnent.
(Rires)²

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre prétend que cette loi n'est pas sérieuse quand elle est réclamée par les clubs automobiles, les cultivateurs et les ouvriers.

La loi qui est proposée a été demandée par un grand nombre de Canadiens qu'il préfère aux touristes américains et, si le gouvernement fait la sourde oreille à ces demandes, ce n'est pas de sa faute.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le député de Trois-Rivières est meilleur avocat que cela.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le premier ministre défendait une meilleure cause, il ne parlerait pas ainsi. J'ai soumis une loi réclamée par la province. Le gouvernement peut la rejeter, il est en majorité.

Mais la force n'est pas le droit. L'honorable ministre de la Voirie dit qu'il vient 700,000 automobiles à chaque saison du tourisme. Il nous faut donc nous protéger, puisque ce sont en somme 700,000 dangers.

M. Lemieux (Wolfe): Je félicite le député de Trois-Rivières pour son bill, mais j'estime que le bill doit être rejeté parce que la loi de mon honorable ami, dit-il, n'est pas aussi opportune que cela. Il est prouvé que 80 % des automobilistes étrangers détiennent des polices d'assurance contre les accidents.

Lorsqu'un accident se produit et que les voitures restent en panne, on peut toujours avoir tous les recours légaux contre leurs propriétaires. Chaque fois qu'un accident s'est produit, les accidentés ont été indemnisés. À ma connaissance, tous les dommages qui ont été causés par des automobilistes étrangers ont été payés, dans les Cantons-de-l'Est.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le comité se lève.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, se lève sans faire rapport.

Loi de l'assistance publique

M. Bédard (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 179 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne): La loi proposée est déjà couverte par une loi existante.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc., pendant la présente session de la Législature.

L'honorable M. Laferté (Drummond): À cause du chômage, nous n'avons pas voulu arrêter plusieurs des travaux en cours.

M. Blain (Montréal-Dorion): La session du chômage n'a eu lieu qu'en septembre.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les montants ont été payés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec quoi?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Avec les fonds.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais il n'y en avait pas. Il s'agit d'inspecteurs, dans cet item. Ces inspecteurs ont-ils visité le palais de justice de Québec?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): L'item a rapport à l'inspection de ponts. Il s'agit de couvrir certains frais contractés depuis le mois de juillet dernier.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À quoi sert de voter? C'est payé. Je félicite l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) de sa

franchise. Faute avouée est à moitié pardonnée, mais il ne faut pas recommencer. En tout cas, le gouvernement est extraordinaire. Le trésorier fait publier dans les journaux du 30 juin un surplus de \$5,000,000. Quelques jours plus tard, il ne reste pas assez de ce montant pour payer \$4,900.

M. Blain (Montréal-Dorion): Comment cela se fait-il? Y a-t-il eu un "hold-up" dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet?

(Rires)

Les livres du gouvernement sont un véritable casse-tête.

M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Blain (Montréal-Dorion): L'on joue avec les chiffres et c'est de cette façon que l'on se constitue un surplus.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous parlez de nos surplus. Voici: si, sur le surplus, nous prenons immédiatement \$2,500,000 pour payer nos obligations, ce montant est bien dans le revenu. Il s'offre à discuter la question avec l'opposition quand bon lui semblera.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas prolonger le débat. J'ai beaucoup de sympathie pour le ministre des Travaux publics. Il est le successeur de votre prédécesseur. C'est peut-être le meilleur ministre du cabinet.

Voix à droite: Parce que c'est un vieux garçon.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le ministre nous dise donc que la position dans laquelle il se trouve est fausse. Nous comprendrons.

(Rires)

M. le président: Adopté?

Voix à gauche: Non!

M. Guertin (Hull): Quel progrès a été accompli en matière de construction d'un nouveau palais de justice à Hull? Il insiste pour que les travaux commencent sans plus tarder, et cela, afin de donner du travail aux chômeurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Y a-t-il 2,500 chômeurs à Hull?

M. Guertin (Hull) répond.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'aimerais mieux une réponse que tout ça!

M. Guertin (Hull) parle du pont à Hull, à la Pointe-Gatineau. Le contrat a été accordé il y a une semaine seulement, malgré la prévalence du chômage.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Les travaux à ce pont sont commencés depuis le 2 mars³. Les architectes sont présentement embauchés pour les plans du nouveau palais de justice de Hull, dont il obtiendra des renseignements définitifs d'ici quelques jours. Il dit qu'il a demandé à l'architecte de hâter les plans de construction.

M. Guertin (Hull) remercie et félicite le ministre des Travaux publics du renseignement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, pendant la présente session de la Législature.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il s'agit de travaux d'entretien et de construction de quelque 40 ponts-routes depuis le 1^{er} juillet 1930.

M. Duplessis (Trois-Rivières) veut avoir une liste des ponts dont il s'agit.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prisons: entretien et réparations, pendant la présente session de la Législature.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il s'agit de réparations.

M. Blain (Montréal-Dorion) parle du palais de justice de Québec.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il n'y a qu'une somme de \$733 pour ameublement dans la vieille partie de la bâtisse.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues une première fois.

**Mise en conserves
du poisson**

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 230 concernant la mise en conserves du poisson et d'autres produits de la mer.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:**L'honorable M. Laferté (Drummond)** propose:

1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'édicter, modifier et abroger des règlements concernant la mise en conserves du poisson, des mollusques et des crustacés et concernant également l'inspection des fabriques de mise en conserves du poisson, des mollusques et des crustacés et de ces produits de la mer destinés au marché.

2. Que les règlements visés par la résolution précédente pourront prévoir l'émission de permis au coût n'excédant pas un dollar, leur renouvellement ainsi que l'imposition de pénalités pour infractions aux dispositions de ces règlements.

3. Que les dépenses occasionnées pour la mise à exécution de ces règlements seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

4. Que ces règlements et les modifications qui pourront y être apportées entreront en vigueur quinze jours après leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Il a déjà existé une loi fédérale semblable à celle-ci qui fut déclarée anticonstitutionnelle et *ultra vires* parce que le droit de réglementer les pêcheries appartient aux provinces. Québec veut maintenant prendre pour elle-même cette même loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières) regrette à ce sujet de constater que les pêcheries ne s'améliorent pas vite.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Oui, mais le département s'améliore comme tout le gouvernement.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il va s'améliorer longtemps avant d'être bon. Il parle de l'état malheureux de l'industrie du saumon, et il demande que des efforts plus importants soient déployés pour promouvoir la conservation du saumon.

M. Duplessis (Trois-Rivières) exprime un commentaire favorable au sujet du sous-ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries qui est un expert en la matière. Il veut savoir si le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Laferté) ne se sent pas comme s'il avait eu un vote de défiance, étant donné que la division des mines a été transférée de son ministère au ministère de la Voirie (l'honorable M. Perrault). Il n'y a aucun lien entre les routes et les mines; alors, pourquoi les mines ont été transférées à un autre ministère?

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 230 concernant la mise en conserves du poisson et d'autres produits de la mer.

L'honorable M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 230 concernant la mise en conserves du poisson et d'autres produits de la mer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de documents:

Aviation

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 10 février 1931, pour la production d'une copie de toute correspondance avec le gouvernement de cette province, un de ses membres ou employés ainsi que tout document et de tout jugement des tribunaux, relativement à l'aviation en cette province. (Document de la session no 58)

Albert Nault

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 10 février 1931, pour la production d'une copie de toute correspondance, lettres, télégrammes, etc. entre monsieur Albert Nault, colon de Ville-Marie, et le gouvernement ou aucun de ses membres, spécialement l'honorable premier ministre. (Document de la session no 59)

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 50

Annexion de municipalités de Beauce à Dorchester

M. Fortin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 186 détachant certaines municipalités du district électoral de Beauce et les annexant au district électoral de Dorchester pour les fins électorales.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Fortin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Synode de Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 239 modifiant la loi 31 Victoria, chapitre 38, constituant

en corporation le synode du diocèse de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi électorale

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Guertin (Hull): Quel est le principe de la loi?

M. Blain (Montréal-Dorion): Saper l'autonomie de Montréal!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela ne presse pas: il n'y aura pas d'élections avant deux ans. C'est un bill important. La loi n'a été distribuée que cet après-midi et elle est trop grosse de conséquences pour venir à une séance de vendredi soir. Elle doit être retardée pour s'assurer de l'attention d'un grand nombre de députés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) insiste pour le faire adopter en seconde lecture. Je ne sais pas si nous aurons des élections ce printemps. Mes arrangements ne sont pas encore terminés. Le principe du bill est la nomination d'un officier pour préparer les listes électorales dans Montréal.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'avertis le gouvernement que nous nous opposons fortement à ce bill et que nous le combattons avec vigueur. Au nom de ses collègues de la gauche, nous tenons à protester énergiquement contre les principes de la loi, si le gouvernement est encore capable d'en introduire dans ses lois, et nous demandons qu'elle soit référée au comité des bills publics.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité⁴:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation et aide à la colonisation⁵, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Guertin (Hull): C'est la coutume de garder un article de chaque département jusqu'au dernier jour de la session.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Assemblées des compagnies

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 235 modifiant la loi des compagnies de Québec relativement aux assemblées. Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le bill a pour objet de faire concorder la loi provinciale avec la loi fédérale.

Les articles 1 à 7 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières) ne veut pas étudier ce crédit.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) acquiesce.

Il propose: Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932⁶.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Tous ces montants concernent des ajustements de comptes.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'étonne que l'on ait adjoint les mines à la voirie. En raison du développement remarquable de l'industrie minière du Québec, au cours des dernières années, le ministère des Mines devrait être complètement séparé du ministère de la Voirie et être sous la direction d'un ministère distinct, comme le bureau sera en place avant la fin de la session. En Ontario, il y a un ministère séparé pour les mines.

Une grande partie du développement efficace des ressources minières du Québec est impossible dans les conditions actuelles. Le sous-ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, M. L.-A. Richard, serait qualifié pour s'occuper du portefeuille des mines.

Je suis satisfait, dit-il, que la main-d'œuvre soit séparée des travaux publics et je me demande pourquoi les affaires municipales ne seraient pas reliées aux travaux publics. Le développement hydroélectrique de la province, en raison de son importance depuis les dernières années, devrait être séparé de la forêt et placé sous la direction spéciale d'un ministre.

En général, il devrait y avoir plus de concordance dans le regroupement des services. On devrait faire un rajustement des ministères, y ajouter un ministère de l'industrie et du commerce sans nécessairement ajouter au nombre des ministres sans portefeuille, et sans travail... afin qu'il y ait plus de travail pour le cabinet, et ce, dans l'intérêt de la province.

Encore une fois, je suis d'avis qu'un rajustement s'impose. Je crois que le ministère de la Voirie et celui des Mines sont incompatibles.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le député de Trois-Rivières répète ce qu'il a souvent fait remarquer: l'incompatibilité entre le département des Mines et celui de la Voirie.

M. Guertin (Hull): Comment il se fait que le montant voté soit régulièrement de \$10,000 pour remboursement de dépôts aux compagnies, sans un cent de moins ou de plus?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il y a toujours pour plus de \$10,000 de remises à faire.

La résolution est adoptée.

Le comité discute des passages à niveau.

M. Guertin (Hull): Le gouvernement fédéral a l'intention de voter un certain montant pour l'élimination de passages à niveau. Est-ce que le ministère a eu des informations?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non. Je l'ai su par les journaux. Quand nous avons des travaux à exécuter aux passages à niveau, nous nous adressons à la Commission des chemins de fer. Je crois cependant que le fonds fédéral est à la veille d'être épuisé. J'ai compris que l'on était pour le restaurer. Le fonds initial était de \$4,000,000. Pour la suppression des traverses à niveau, le gouvernement fédéral fournit 40 %, le gouvernement provincial, 30 %, et la municipalité intéressée, 30 %⁷. Dans l'espace de deux ans, 29 traverses à niveau ont disparu.

M. Guertin (Hull) pose quelques questions. Les électeurs vont faire un changement aux prochaines élections.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les électeurs de Hull feront certainement un changement. (Rires)

M. Guertin (Hull)⁸: Faites bien attention. C'est aujourd'hui un vendredi 13, et c'est malchanceux de rire du peuple. En ce jour fatidique, l'opposition découvre que les *Comptes publics* sont mal faits. C'est un signe précurseur du désastre qui attend le gouvernement aux élections prochaines. (Rires)

Le débat se poursuit sur les crédits budgétaires.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions neuf cent dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins, S.R., 1925, chapitre 91, article 74, tel qu'amendé par 18 George V, chapitre 35, section 65, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Trop de nos grandes routes sont poussiéreuses.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est là évidemment un grave inconvénient, et c'est pour y parer que l'on demande l'argent pour construire des revêtements là où la chose est possible.

M. Guertin (Hull) pose une question.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Au cours de l'année 1931, le ministère va continuer son travail au revêtement des routes et, au cours du prochain exercice, nous entretiendrons 13,600⁹ milles de chemins et nous continuerons à en construire moyennant une contribution de 50 %.

M. Duplessis (Trois-Rivières) réclame des signaux lumineux.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ça coûterait de \$12 à \$15 par signe et nous en avons 20,000 d'installés sur nos routes. L'entretien des chemins d'hiver fait des dommages de 40 % à nos routes. Les chemins étant découverts par les "Snogo", la gelée pénètre et fait éclater le bitume. Le chemin de la montée de Sainte-Rose n'est pas encore accepté.

M. Blain (Montréal-Dorion) pose une question.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) répond.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas, dit-il, adopter l'item de \$5,917,000 ce soir, parce qu'il n'y a pas d'autre item à discuter pour ce département. Ce premier montant (\$5,917,000) est trop indigeste pour un seul coup. Les items devraient être subdivisés. J'aimerais cela voir le premier ministre dans l'opposition. Je vais le voir d'ailleurs. Le premier ministre sera chef de l'opposition l'année prochaine.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous ne me verrez jamais chef de l'opposition.

(Désignant les tribunes du public) L'année prochaine, je serai ici et vous serez en haut dans la galerie.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'aimerais à savoir quand seront produits les documents sur l'aviation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les documents sur l'aviation, ils ont été produits cet après-midi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils ont été produits d'une drôle de manière.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Par avion.
(Rires)

La séance est levée à 11 heures¹⁰.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi).

2. *L'Événement* du 14 mars 1931, à la page 4, rapporte que "Le député de Montréal-Dorion lance cette boutade parce que le ministre de la Voirie et le ministre des Travaux publics ont semblé différer d'opinion."

3. *The Chronicle-Telegraph* du 14 mars 1931, à la page 3, donne une tout autre version: "La construction du pont va sûrement commencer le 2 avril".

4. Voir note 1.

5. Selon *Le Devoir* du 14 mars 1931, à la page 3, il s'agit du dernier crédit proposé par le ministre de la

Colonisation. *L'Événement* du 14 mars 1931, à la page 3, ajoute que "la gauche ne veut pas procéder." Ce crédit reviendra en Chambre jeudi le 2 avril.

6. *L'Événement* du 14 mars 1931, à la page 4, signale que "le lieutenant-colonel J.-L. Boulanger prend place à côté de l'honorable M. Perrault."

7. 30 % de la compagnie de chemin de fer, selon *L'Événement* du 14 mars 1931, à la page 4.

8. *Le Soleil* du 14 mars 1931, à la page 31, met ces paroles dans la bouche de M. Duplessis.

9. Chiffre de *L'Événement* du 14 mars 1931, à la page 4: 43,600 milles.

10. 10 h 40, selon *L'Événement* du 14 mars 1931, à la page 4.

Séance du lundi 16 mars 1931

Présidence de I. Vautrin¹

La séance est ouverte à 3 h 25.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

**Code de procédure civile,
articles 196 et 217**

M. Taschereau (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 206 modifiant les articles 196 et 217 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Admission des femmes
à l'étude et à la pratique du droit**

M. Drouin (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 207 modifiant la loi du Barreau relativement à l'admission des femmes à l'étude et à la pratique du droit.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Usage d'automobile
au département de la Voirie**

M. Guertin (Hull): 1. Combien est alloué pour usage d'automobile aux employés du département de la Voirie se servant de leurs propres autos dans l'accomplissement de leurs fonctions ordinaires?

2. Même question pour le département de la Colonisation.

3. Même question pour le département du procureur général.

4. Même question pour le département des Terres et Forêts.

5. Même question pour le département du secrétaire.

6. Même question pour le département de l'Agriculture.

7. Même question pour le département des Travaux publics.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. \$0.05, \$0.07, \$0.07½ du mille.

2. \$0.10 par mille sur les grandes routes et \$0.15 et \$0.20 par mille sur les chemins non améliorés. Allocation fixe de \$720 par année pour certains chefs de districts.

3. Rien.

4. Les montants payés par le ministère des Terres et Forêts varient suivant les conditions qui existent dans chaque endroit, la nature des routes parcourues dans les différents districts sous régie, le genre de travail et les difficultés qui se rencontrent sur le terrain.

Une indemnité est accordée de \$0.10 à \$0.20 du mille, avec ou sans allocation spéciale mensuelle. Cette allocation, lorsqu'elle est accordée, va de \$10 à \$25. Lorsque le trajet parcouru par l'officier est sur des chemins parallèles aux chemins de fer, cette allocation au mille n'est que de \$0.04.

Dans d'autres cas où il n'est pas accordé d'indemnité suivant le millage, une allocation mensuelle est consentie à certains officiers obligés de se procurer des voitures lourdes, et de faire du transport de matériel et d'équipes. Dans ces cas où l'on doit tenir compte à la fois du dur usage imposé aux machines et de la dépréciation qui en résulte, l'allocation est de \$10, à \$15, \$20 et \$25 par mois, et pour deux catégories particulières d'officiers obligés de parcourir de longs trajets, de \$50 et \$60.

Pour ce qui regarde le service de la protection, les allocations ne sont payées que durant la saison de prévention, c'est-à-dire, quatre ou six mois au plus. Quant aux allocations spéciales consenties par le service forestier, leur durée n'est que de six mois au plus par an.

Tous les autres frais contingents sont à la charge du propriétaire de machine, et le ministère n'encourt aucune autre dépense et n'assume aucune responsabilité.

5. Service provincial d'hygiène: officiers médicaux et inspecteurs sanitaires, allocation annuelle de \$720; infirmières des unités sanitaires, allocation annuelle de \$600; autres officiers \$0.10 du mille.

Instruction publique: inspecteurs d'écoles, \$0.12 du mille.

6. Agronomes: \$0.12 par mille pour les premiers 900 milles par mois; \$0.10 pour tout millage subséquent; \$0.15 par mille dans les districts d'Abitibi et de Témiscamingue.

Instructeurs (sans restriction): \$0.12 du mille.

7. \$0.10 par mille.

Ameublement du palais de justice de Québec

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. L'ameublement de l'ancienne partie du palais de justice de Québec a-t-il été renouvelé en entier?

2. Qu'a-t-on fait de l'ancien ameublement de cette partie du palais de justice?

3. Le gouvernement a-t-il fait des avances pour le renouvellement de cet ameublement, depuis le 31 décembre 1930, alors que les avances précédemment faites s'élevaient à \$109,845.08?

4. Qui a fait ou fourni cet ameublement nouveau?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): 1. Non.

2. Une partie a été utilisée pour meubler les bureaux temporaires pendant les réparations, et la balance, mise en réserve. Lorsque les réparations ont été terminées, une grande partie des meubles a été utilisée pour les bureaux du palais de justice; une autre partie a servi à meubler, suivant les demandes, les palais de justice ruraux, et le reste est maintenant en réserve pour répondre aux demandes.

3. Aucune avance n'a été faite.

4. J.-A. Bernard; A. Deslauriers, limitée; Brunelle & Bouchard, limitée; Cie de Marbre et de Pierre, limitée; Marceau & Fils, limitée; Gauthier et Frère, enr.; Offices Specialty Mfg. Co.; The C. L. Turnbull Co., Ltd.; Henri Duclos, limitée; La Cie Paquet, limitée; Goulet & Bélanger, limitée; C.-Aug. Labrecque; Dominion Rubber Co. Ltd.; Myrand & Pouliot, limitée; Marier & Tremblay, limitée; Jos. Villeneuve, limitée; A.-A. Falardeau; Lewis Bros., Limited; Cyrille Duquet, limitée; Jules Gauvin, enr.; L.-Alex. Cardinal; Alyre Prévost.

Agence G.-H. Rioux

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Le gouvernement a-t-il utilisé, depuis le 18 mars 1930, les services de l'agence G.-H. Rioux ou du dénommé G.-H. Rioux?

2. Si oui, quelles sommes le gouvernement a-t-il payées à date à ladite agence ou audit G.-H. Rioux?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. Rioux n'est plus à l'emploi de la province depuis le 1^{er} janvier 1930 et l'agence à la tête de laquelle il était n'existe plus. En outre, il n'est pas dans l'intérêt de la justice de faire connaître les noms de ces

détectives dans les investigations criminelles, non plus que la nature et l'étendue de leurs services.

Agent général de la province en Belgique

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Le gouvernement a-t-il l'intention d'amender la loi des agents généraux de manière à augmenter le traitement de l'agent général de la province dans le royaume de Belgique?

2. Quand le gouvernement a-t-il l'intention de pourvoir au remplacement de l'ancien agent général de la province en Belgique?

3. Le gouvernement a-t-il reçu des candidatures pour ce poste?

4. Le gouvernement a-t-il l'intention de changer le lieu de résidence de l'agent général de la province en Belgique de manière à le fixer en dehors de Belgique et dans l'affirmative, où veut-il fixer ce lieu de résidence?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. Non.

2. L'agence est exercée, depuis la mort de M. Langlois par M. D. de Bellefroid d'Oudoumont à la satisfaction du gouvernement.

3. Non.

4. Non.

Pont à Saint-Gédéon, Lac-Saint-Jean

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes au sujet du travail de construction d'un pont à Saint-Gédéon, Lac-Saint-Jean, au moyen d'un octroi de \$4,000 d'argent du chômage?

2. Dans l'affirmative, de quelle nature sont ces plaintes?

3. Qui sont les signataires de ces plaintes? Si assermentées, devant quel magistrat l'ont-elles été?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): 1. Oui.

2. Des journaliers se plaignant qu'ils n'avaient été employés que quelques jours et remplacés par des cultivateurs. Ils demandaient au comité du chômage d'intervenir auprès de la municipalité, ce qui a été fait.

3. Une anonyme. Une autre signée par MM. Philippe Savard, Philippe Côté, Edmour Audet, Paul Bouchard, Charles Harvey. Pas assermentées.

P. E. Wilson

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. M. P. E. Wilson est-il à l'emploi du gouvernement de la province?

2. Dans l'affirmative, depuis quand?

3. Quelles sont ses fonctions?

4. Quel est son salaire?

5. Combien ledit P. E. Wilson a-t-il reçu du gouvernement en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement, depuis qu'il est au service du gouvernement jusqu'à date pour les divers emplois qu'il a occupés?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. Le 15 décembre 1926.

3. Inspecteur au service du transfert des valeurs et des licences de courtiers dans toute la province.

4. \$2,400.

5. Jusqu'au 30 juin 1930, voir *Comptes publics*; depuis le 1^{er} juillet 1930: \$450 pour dépenses de voyage relatives à ses inspections, en outre de son salaire.

**Pont
de Québec**

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Combien a coûté, à la date du 31 décembre 1930, le chemin carrossable du pont de Québec?

2. Le montant de \$400,000, voté en 1929, sera-t-il suffisant?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): 1. \$400,000.

2. Oui.

Demande et dépôt de documents:**Montants
payés aux journaux**

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), qu'il soit mis devant cette Chambre un état démontrant: 1. Depuis la réponse du 24 mars 1930 jusqu'au 30 juin 1930 inclusivement, quels sont les noms des journaux, personnes et compagnies auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicités, d'impression et de reliure.

2. Combien, au cours de ladite période, le gouvernement a-t-il payé ou avancé à chacun: *a.* pour frais d'impression et de reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour autres frais divers.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date de ce jour, pour production d'un état démontrant: 1. Depuis la réponse du 24 mars 1930 jusqu'au 30 juin 1930 inclusivement, quels sont les noms des journaux, personnes et compagnies auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure. 2. Combien, au cours de ladite période, le gouvernement a-t-il payé ou avancé à chacun: *a.* pour frais d'impression et de reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour autres frais divers. (Document de la session no 60)

**Charte
d'East Angus**

M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 149 modifiant la charte de la ville de East Angus.

Adopté.

En comité²:

M. Drouin (Québec-Est) donne quelques explications au député de Trois-Rivières (M. Duplessis). La majorité des contribuables, dit-il, a voté pour le décret visant à dépenser l'argent destiné aux travaux publics, mais, en matière de valeur, il n'y a pas eu d'appui suffisant.

Cependant, lorsque le projet de loi était devant le comité des projets de loi privés, aucune objection n'a été formulée de la part de ceux qui étaient contre cette dépense.

M. Duplessis (Trois-Rivières) exprime quelques craintes relativement à la clause qui veut que la loi entre en vigueur lorsque approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil. Pourquoi ça?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Parce que nous voulons permettre aux intéressés de venir devant nous s'ils ont objection au bill. Vous avez l'air d'en avoir donc bien peur du lieutenant-gouverneur en conseil!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'en ai pas peur, mais je le redoute.

(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous avez tort. C'est à peu près ce que nous avons de meilleur dans la province.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): À peu près, oui...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le lieutenant-gouverneur en conseil agit tout simplement comme le comité des bills publics et discute toutes les questions qui lui sont soumises à leur mérite. (Souriant) Dans 25 ou 30 ans, quand vous serez ici, vous verrez comment ça se passe et comme je dis la vérité.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Sur le même ton) Il n'y a pas de doute que nous serons là avant 30 ans, car nous allons être élus aux prochaines élections pour une quarantaine.

(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est-à-dire que vous allez sûrement faire une sainte quarantaine après l'appel au peuple.

(Rires)

Les articles 1 à 4, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The American Can Company

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 concernant The American Can Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 concernant les Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explications. (Rires)³

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demandes de documents:

Infractions aux règlements des terres et forêts, 1926-1927

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} janvier 1926, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier 1927, concernant le département des Terres et Forêts et se rapportant à toutes remises ou réductions, partielles ou totales, des amendes ou pénalités pour infractions aux lois et règlements affectant ledit département.

Adopté.

Infractions aux règlements des terres et forêts, 1927-1929

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} janvier 1927, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier 1929, concernant le département des Terres et Forêts et se rapportant à toutes remises ou réductions, partielles ou totales, des amendes ou pénalités pour infractions aux lois et règlements affectant ledit département.

Adopté.

Infractions aux règlements des terres et forêts, 1929-1931

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} janvier 1929, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier 1931, concernant le département des Terres et Forêts et se rapportant à toutes remises ou réductions, partielles ou totales, des amendes ou pénalités pour infractions aux lois et règlements affectant ledit département.

Adopté.

Motions des députés:

Violation de la loi du dimanche

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) appelle la motion du député de Trois-Rivières (M. Duplessis): Que cette Chambre exprime l'avis que la violation répétée ou générale de la loi du dimanche, outre qu'elle contribue, dans l'industrie, à amener la surproduction, est propre, toujours, à diminuer le respect des autorités et des lois, tant civiles que religieuses, et à favoriser la propagande des idées bolchéviques; que cette Chambre remercie le gouvernement de s'être rendu à la demande qui lui avait été faite de veiller à l'observance de ladite loi, et d'avoir nommé deux inspecteurs pour cette fin; que, de plus, elle estime que le gouvernement devrait nommer autant d'inspecteurs qualifiés et raisonnablement rémunérés qu'il en est besoin pour faire respecter cette loi fondamentale, et qu'elle invite respectueusement le gouvernement à poursuivre les transgresseurs avec plus de rigueur que jamais.

M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il discutera sa motion plus tard.

Remboursement de droits:

Hôpital de l'Enfant-Jésus

M. Drouin (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Samson),

que, vu que le bill 88 modifiant la constitution en corporation de l'hôpital de l'Enfant-Jésus a pour objet l'expansion d'œuvre de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à partir du mardi 17 mars courant, la Chambre tienne deux séances tous les jours, excepté le samedi et le dimanche: la première de trois à six heures du soir, la seconde de huit heures et demie à l'ajournement, et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement relatives aux séances du mardi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est l'habitude à Ottawa d'ajourner à 11 heures du soir, et je pense qu'il sera assez tard pour la Chambre avec deux séances par jour. Nous devrions faire de même comme limite de la deuxième séance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je sais que l'on agit ainsi à Ottawa, mais la session est beaucoup plus longue là-bas. D'ailleurs, nous ajournons rarement après 11 heures... Ce sont les gens qui ne sont pas mariés qui demandent à aller se coucher le plus tôt. Les affaires de la province seront suffisamment avancées par les séances supplémentaires pour permettre l'ajournement à l'heure proposée. Il vaut mieux ne pas mentionner d'heure. Cette demande est venue trop tard. Elle aurait dû être faite au commencement de la session.

(Rires)

La motion est adoptée.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc., pendant la présente session de la Législature, (Travaux publics)", rapportée du comité des subsides

et lue une première fois, vendredi le 13 mars courant, et dont la deuxième lecture avait été remise, soit maintenant lue une deuxième fois.

Ladite résolution est lue une deuxième fois, et adoptée sur division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, pendant la présente session de la Législature", rapportée du comité des subsides et lue une première fois, vendredi le 13 mars courant, et dont la deuxième lecture avait été remise, soit maintenant lue une deuxième fois.

Ladite résolution est lue une deuxième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prisons: entretien et réparations, pendant la présente session de la Législature", rapportée du comité des subsides et lue une première fois, vendredi le 13 mars courant, et dont la deuxième lecture avait été remise, soit maintenant lue une deuxième fois.

Ladite résolution est lue une deuxième fois, et adoptée sur division.

Code municipal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 57 modifiant le Code municipal.

Adopté.

En comité⁴:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 293 dudit Code est modifié, en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Nonobstant les dispositions du présent article et de l'article 296, le ministre des Affaires municipales, sur telle preuve qu'il juge suffisante de l'incapacité d'une municipalité de se munir des bulletins prévus par l'article 296, peut autoriser cette municipalité à employer des bulletins de vote de telle forme et à telles conditions qu'il détermine."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Les petits villages n'ont pas tous un imprimeur qui peut fournir le travail rapidement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La mesure va trop loin en permettant au ministre des Affaires municipales de permettre les bulletins de vote à son goût. Je crains que cela ne mène à des abus; cependant, je ne veux pas mettre en doute la bonne foi de quiconque. Un mauvais précédent est en train de s'établir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La tendance des municipalités est de substituer le bulletin secret au vote ouvert. On n'a pas pu avoir d'élections dans plusieurs municipalités des Îles de la Madeleine, à Sainte-Anne-des-Monts et sur la Côte-Nord, par suite de l'absence d'imprimeurs pour imprimer les bulletins de vote. Les bulletins en question sont autorisés par le ministère des Affaires municipales, et ils sont seulement sanctionnés dans les cas où les municipalités n'auraient pas accès à des bulletins de vote imprimés.

M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère d'insérer dans la loi que ces bulletins devront être semblables aux bulletins de vote réguliers.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

approuve la proposition. Ces bulletins de vote devront être écrits à la machine à écrire⁵.

M. Duplessis (Trois-Rivières) est d'accord.

L'article 2 est amendé et se lit désormais comme suit:

"2. L'article 293 dudit Code est modifié, en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Nonobstant les dispositions du présent article et de l'article 296, le ministre des Affaires municipales, sur telle preuve qu'il juge suffisante de l'incapacité d'une municipalité de se munir des bulletins prévus par l'article 296, peut autoriser cette municipalité à employer des bulletins de vote écrits à la dactylographie."

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 3 à 8 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 58 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen⁶.

Fraudes relatives aux valeurs mobilières

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 49 modifiant la loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930.

Adopté.

En comité⁷:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le marché boursier s'est dit être lui-même en faveur d'un système plus rigoureux pour inspecter les courtiers et les maisons de courtage.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce projet de loi va trop loin. La loi de la radio, quand le gouvernement va-t-il l'étudier?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Demain.

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Département du trésor

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 59 modifiant la loi du département du trésor.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra ordonner au trésorier de la province de distraire, chaque année, du fonds consolidé du revenu, les sommes nécessaires pour former des fonds d'amortissement suffisants pour payer les intérêts annuels et rembourser, à son échéance, le capital de tout emprunt de la province fait par émission d'obligations remboursables à une date déterminée, ou, selon le cas, suffisants pour payer à leur échéance les intérêts annuels et rembourser la partie du capital de tout emprunt de la province, fait par émission d'obligations rachetables par séries, aux différentes époques auxquelles cette partie du capital est remboursable.

2. Que les versements annuels destinés à chacun de ces fonds, ainsi que les intérêts annuels qu'ils produisent, devront être placés ou déposés par le trésorier de la province, sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil.

Tous les emprunts qui ont été faits par la province pourvoient à un fonds d'amortissement. Certains autres, faits en 1894, 1896, 1897 et 1918, ne comportent pas ce fonds que le gouvernement veut établir. Nous voulons créer un fonds d'amortissement et, à cette fin, distraire chaque année des revenus de la province le montant requis pour payer les obligations sur les emprunts qui se chiffrent à \$17,000,000. Ces obligations sont réparties entre un certain nombre d'années à venir. Il y a sept emprunts pour lesquels le Trésor n'a pas constitué jusqu'ici de fonds d'amortissement. Ainsi, il y aura échéance d'une émission en 1934 d'une somme de \$2,920,000. Si un fonds d'amortissement est créé cette année, lorsque l'échéance viendra, le gouvernement

disposera alors d'une somme suffisante pour rencontrer l'échéance.

M. Guertin (Hull): Si le gouvernement n'a pas pourvu au fonds d'amortissement de ces sept emprunts, en établissant le fonds d'amortissement nécessaire, ce fonds était soustrait aux dépenses et, ainsi, le gouvernement enflait indûment ses surplus. La nouvelle loi ne sera pas une amélioration, car elle permettra au gouvernement de n'affecter au fonds nécessaire pour le remboursement des obligations contractées que la somme qu'il lui plaira. Le gouvernement pourra ainsi se construire des surplus fictifs, rien qu'en négligeant d'attribuer les sommes nécessaires au fonds d'amortissement.

Je suggère, dit-il, qu'on inscrive dans le bill que le gouvernement devra chaque année placer un montant fixe au fonds d'amortissement, de façon à garantir le remboursement régulier, afin d'enlever un argument électoral aux amis de la droite. La province saura aussi à quoi s'en tenir sur sa dette et la qualité des surplus qu'on lui présente.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La somme versée chaque année au fonds d'amortissement dépendra des revenus.

M. Guertin (Hull): Si le montant fixe nécessaire pour rencontrer les charges des obligations dépasse la somme que versera le gouvernement au fonds d'amortissement, il dépassera en même temps les revenus.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne vois dans cette mesure qu'un tour de comptabilité. Le présent bill servira uniquement au gouvernement à se fabriquer des surplus fictifs. Car son but est de soustraire le gouvernement à l'obligation de déposer chaque année les fonds suffisants pour amortir les obligations contractées, suivant les dispositions de l'article 19, S. R. (1909) 805: "Le fonds consolidé du revenu est également chargé des emprunts et autres dettes déjà contractées, ou qui peuvent l'être en vertu d'une loi de la Législature, par le gouvernement de la province au moyen de l'émission d'obligations provinciales ou autrement, ainsi que des intérêts de ces obligations, emprunts ou dettes et des fonds d'amortissement créés pour leur extinction."

À cette obligation bien claire, bien définie de constituer un fonds d'amortissement pour toute obligation contractée, le gouvernement veut substituer une mesure qui lui permettra de placer au fonds d'amortissement les sommes qu'il lui plaira,

insuffisantes ou non, et qui, à un moment donné, lui permettront de transformer en un surplus fictif un déficit réel. Car le gouvernement ne versera au fonds d'amortissement, non pas le montant net, fixe et nécessaire pour rencontrer les obligations, mais la somme qu'il jugera utile à ses intérêts. Il est temps que le gouvernement montre enfin à la province le véritable état financier où elle se trouve.

On sait quels trucs emploie le gouvernement pour fabriquer des surplus. Ainsi, le 30 juin 1930, le jour de la fermeture de l'année fiscale, le gouvernement a emprunté une somme de \$3,000,000 qu'il a mise au crédit. C'est grâce à cette somme empruntée qu'il a présenté un soi-disant surplus aux électeurs. Or, deux jours plus tard, le 3 juillet, le gouvernement remboursait le \$3,000,000 une fois l'exercice financier clos. Il est facile, de cette façon, de fabriquer des surplus de comptabilité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répond que le point de vue ne peut pas être accepté et que les membres de l'opposition ne semblent pas avoir compris la nature des résolutions. Le député de Trois-Rivières n'a pas compris le bill. Tous les emprunts de la province sont déjà garantis pour échéance par un fonds d'amortissement propre à chaque emprunt, sauf sept emprunts, et la loi actuelle a pour but de pourvoir à la création d'un fonds d'amortissement pour ces sept emprunts. La plupart de ces emprunts ont été contractés sous le régime conservateur. Il ne s'agit pas des autres emprunts.

De plus, des \$17,000,000 d'obligations du gouvernement, \$5,000,000 ont déjà été retirés du marché, de sorte qu'il ne reste plus que \$12,000,000 pour lesquels il faut pourvoir à un fonds d'amortissement. La loi n'empêche pas l'application de la loi, chapitre 19. Ce fonds d'amortissement sert à racheter des obligations, principalement des obligations de la province de Québec.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill est de portée générale et il permettra au gouvernement de diminuer tous les fonds d'amortissement sur tous les emprunts, lorsque la chose sera utile pour fins politiques. Je demande au premier ministre, dit-il, si la province a des valeurs déposées au Sun Trust.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit qu'il ne le croit pas. Ses obligations sont déposées au Royal Trust, à la Banque Canadienne Nationale et au Crédit général du Canada. L'an dernier, elles étaient dans les voûtes du parlement, mais le gouvernement a décidé de les poser en mains tierces à cause des dangers d'incendie.

M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il pose la question parce que la ville de Trois-Rivières, en 1918, a payé \$275,000 pour la Paige Royal Co., qui n'est jamais venue à Trois-Rivières et n'y a jamais dépensé un sou. Cette compagnie s'est présentée devant le conseil municipal de Trois-Rivières, lui promettant de construire une usine et d'employer plusieurs milliers de personnes à Trois-Rivières, si le conseil voulait garantir des obligations de \$250,000.

Le conseil a garanti les obligations que la compagnie a transmises au Sun Trust. Mais la compagnie n'a jamais établi de manufacture, employé un enfant, ni planté un clou à Trois-Rivières, et la ville a été obligée de payer quand même.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il arrive des choses à Trois-Rivières qui n'arrivent jamais ailleurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, et c'était cependant au temps du collègue du premier ministre, sous le règne de l'ancien ministre de la Voirie, M. Tessier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'était avant le déluge.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées sur division.

Département du trésor

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 59 modifiant la loi du département du trésor.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) donne des explications sur un crédit de \$10,000 pour les mines, telles que promises vendredi dernier au député de Hull (M. Guertin).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions neuf cent dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins, S.R., 1925, chapitre 91, article 74, tel qu'amendé par 18 George V, chapitre 35, section 65, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement présente mal ses crédits. Il présente ainsi un montant global de près de \$6,000,000, sans détails, sans explications. Il proteste contre la rondeur du montant. Cet article devrait être divisé comme dans les autres départements. Dans quel sens doit s'interpréter cette loi? Le département a-t-il le pouvoir de dépenser de grosses sommes pour la construction des chemins, par arrêtés en conseil ou doit-il faire voter ses crédits par la Chambre comme les autres départements?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il s'agit surtout de l'entretien, qui coûte environ \$450 par mille de chemin. Le budget de la voirie a toujours été présenté de la même façon. Ce montant de \$5,917,000 est à peine nécessaire à \$450 du mille pour 13,400 milles de routes entretenues. Quant à la construction, elle dépend des montants statutaires ou encore de sommes votées par ordre en conseil. En vertu de la loi actuelle de la voirie de 1922, le département a dépensé, l'an dernier, une somme de \$3,000,000 de plus que les crédits autorisés par la Législature.

M. Guertin (Hull): On donne une mauvaise interprétation à la loi de la voirie. Il demande si un amendement a été passé⁸. La loi de la voirie, article 74, donne au gouvernement le droit de dépenser par arrêtés ministériels tout l'argent qu'il voudra pour l'entretien des chemins.

En 1929, le ministre de la Voirie s'est fait autoriser à dépenser \$17,000,000 pour construction et entretien. Le ministre dit que la somme de \$5,917,000 n'est que pour l'entretien. Si tel est le cas, point n'était besoin de venir devant la Chambre. Il (M. Guertin) estime que cette façon de procéder est anticonstitutionnelle.

Selon les *Comptes publics*, le ministère a consacré des sommes considérables sans avoir demandé au préalable l'autorisation de la Chambre, c'est-à-dire au moyen de mandats spéciaux. Le gouvernement a dépensé sous le même titre beaucoup plus que ce montant de \$5,917,000 ces dernières années. C'était une atteinte aux droits des élus. Les méthodes utilisées au ministère constituent une insulte pour les élus, en ce sens que l'argent a été utilisé sans avoir obtenu l'autorisation de la Chambre. Les fonds publics peuvent être utilisés de trois manières seulement.

La première est par le vote de la Chambre sur des budgets, la deuxième est par le vote de la Chambre permettant au gouvernement de dépenser un certain montant à des fins précises, et la troisième est au moyen de mandats spéciaux, qui peuvent être utilisés seulement pour des projets urgents. Les députés ont le devoir de voter chaque crédit portant une fin explicite et déterminée, pour les besoins de l'exercice en cours, et de contrôler les dépenses faites.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le gouvernement a respecté ce système en utilisant la deuxième manière mentionnée par le député de Hull (M. Guertin). Par exemple, deux ans auparavant, la Chambre a voté jusqu'à \$17,000,000 pour les routes; cette somme devait servir pour le revêtement, l'élargissement des routes, etc.

M. Guertin (Hull): L'Assemblée législative n'a jamais eu une telle intention et elle n'a jamais voulu donner carte blanche au gouvernement, sur la manière de dépenser l'argent.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) (En riant) explique, que la Chambre ait voulu le faire ou non, qu'elle l'a certainement fait, et l'année précédente aussi, par l'entremise d'un projet de loi sur les routes où elle avait prévu d'autres dépenses. Il en est résulté que ce n'était plus nécessaire de voter chaque année dans les budgets le total des dépenses pour les routes, étant donné que la Chambre avait confié au gouvernement des sommes précises destinées à des projets routiers précis, et surtout, ceci avait été autorisé dans les budgets. La plupart des dépenses critiquées par le député de Hull ont été faites en vertu de la loi sur les bonnes routes.

M. Guertin (Hull): Le ministre de la Voirie est sans aucun doute un bon avocat, mais il va devoir travailler fort pour me convaincre que la manière

dont son ministère a utilisé l'argent de la province sur les routes est constitutionnelle. Il (M. Guertin) a fouillé dans les chiffres du ministère aussi loin que 1923, dans l'espoir de soutenir son affirmation.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) parle.

M. Drouin (Québec-Est) pose quelques questions.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) énumère les détails désirés par le député de Québec-Est.

(Une panne d'électricité survient à 5 h 45)⁹.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 50

Questions et réponses:

Épreuve de la tuberculine

M. Renaud (Laval): 1. De quelle date à quelle date, ou de quelles dates à quelles dates, le gouvernement de cette province a-t-il fait subir aux troupeaux l'épreuve de la tuberculine et dans quels comtés?

2. Combien d'animaux ont ainsi subi l'épreuve de la tuberculine dans chacun des comtés?

3. Combien d'animaux ont été condamnés dans chacun de ces comtés?

4. Quel est le montant de l'indemnité que le gouvernement a accordée à ceux dont les animaux avaient été condamnés?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Du 23 avril 1923 à ce jour.

2. et 3. - Comtés: - Bovins éprouvés: - Tuberculeux: Abitibi, 4,146, 130; Argenteuil, 11,663, 34; Arthabaska, 16,026, 218; Bagot, 4,689, 85; Beauce, 8,134, 195; Beauharnois, 1,599, 53;

Bellechasse, 9,648, 606; Berthier, 5,372, 43; Bonaventure, 240, 12; Brome, 424, 25; Chambly, 2,365, 157; Champlain, 3,780, 51; Charlevoix, 702, 36; Châteauguay, 839, 27; Chicoutimi, 6,429, 1,009; Compton, 541, 83; Deux-Montagnes, 22,801, 357; Dorchester, 16,187, 734; Drummond, 13,419, 373; Frontenac, 9,606, 176; Gaspé, 83; Hochelaga, 2,912, 34; Hull, 2,515, 13; Huntingdon, 94, 2; Iberville, 3,546, 64; Jacques-Cartier, 2,668, 288; Joliette, 7,018, 116; Kamouraska, 11,954, 477; Labelle, 3,220, 32; Lac-Saint-Jean, 19,132, 1,516; Laprairie, 1,225, 12; L'Assomption, 11,431, 522; Laval, 2,703, 426; Lévis, 12,049, 723; L'Islet, 3,813, 36; Lotbinière, 7,342, 58; Maisonneuve, 297, 62; Maskinongé, 1,544, 16; Matane, 3,655, 194; Matapédia, 1,718, 93; Mégantic, 26,487, 225; Missisquoi, 5,648, 149; Montcalm, 2,445, 36; Montmagny, 10,370, 425; Montmorency, 1,785, 107; Napierville, 698, 5; Nicolet, 11,514, 98; Papineau, 7,971, 92; Portneuf, 4,795, 73; Québec, 435, 25; Richelieu, 3,758, 21; Richmond, 8,550, 678; Rimouski, 7,288, 71; Rouville, 3,578, 117; Saguenay, 558, 27; Shefford, 7,466, 466; Sherbrooke, 86, 13; Stanstead, 204, 30; Soulanges, 188, 1; Saint-Hyacinthe, 735, 51; Saint-Jean, 921, 38; Témiscouata, 10,414, 66; Terrebonne, 13,376, 579; Témiscamingue, 2,468, 29; Trois-Rivières et Saint-Maurice, 6,785, 18; Vaudreuil, 228, 3; Verchères, 2,847, 25; Wolfe, 13,179, 139; Yamaska, 5,029, 132; Abattoirs, 239, 29. Total des bovins éprouvés, 397,774; Total des bovins tuberculeux, 12,856.

4. Aucune indemnité n'a été payée.

Fermes à vendre

M. Blain (Montréal-Dorion): Combien, d'après les renseignements les plus complets et les plus récents obtenus par le ministère de l'Agriculture, y aurait-il de fermes à vendre actuellement dans la province?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le ministère de l'Agriculture n'a pas fait d'enquête, depuis l'an dernier, à ce sujet. Il a constaté que beaucoup de cultivateurs, qui offraient leurs fermes à vendre, demandaient des prix trop élevés ou étaient sous l'impression que le gouvernement désirait les acheter.

L'Assomption et Argenteuil érigés en zones contre la tuberculose bovine

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. À quelle date le gouvernement a-t-il envoyé à Ottawa les listes-requêtes des comtés de L'Assomption et d'Argenteuil

demandant que lesdits comtés soient érigés en zones contre la tuberculose bovine?

2. À quelle date le gouvernement, soit directement ou par ses agronomes, avait-il reçu lesdites listes-requêtes?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Les listes-requêtes des cultivateurs des comtés d'Argenteuil et de L'Assomption ont été transmises au ministre fédéral de l'Agriculture en même temps que les demandes officielles de création de zones pour ces comtés soit le 7 février 1930, pour Argenteuil, et le 10 octobre 1930 pour L'Assomption.

2. Le 20 décembre 1927 pour Argenteuil, et le 13 mai 1930 pour L'Assomption.

Montants versés à la Société coopérative fédérée des agriculteurs

M. Renaud (Laval): 1. Depuis le 4 avril 1930 le gouvernement ou l'un de ses membres ou l'un de ses ministres, a-t-il promis certains montants d'argent à la Société coopérative fédérée des agriculteurs?

2. Dans l'affirmative, quel montant?

3. Pour quelles fins?

4. À quelle date?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Oui.
2. et 3. \$84,488.17, représentant 1 % du chiffre des ventes pour l'année 1929; \$72,185.85, représentant 1 % du chiffre des ventes pour l'année 1930; \$69,051.59, en remboursement de diverses réclamations.

4. Promis au cours de 1929 et 1930, mais confirmés par lettre le 13 février 1931.

Achat de beurre ou de fromage de la Nouvelle-Zélande ou de l'Australie par la Société coopérative fédérée

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): 1. Durant les trois dernières années la Société coopérative fédérée a-t-elle acheté du beurre ou du fromage fabriqué en Nouvelle-Zélande ou en Australie?

2. Dans l'affirmative, quelle quantité dans chaque cas?

3. Quelle quantité de beurre avions-nous le 31 décembre 1928, et quelle en était la valeur?

4. Même question pour le 31 décembre 1929.

5. Même question pour le 31 décembre 1930.

6. Combien de livres de fromage avions-nous, le 31 décembre 1929, et quelle en était la valeur?

7. Même question pour le 31 décembre 1929.
8. Même question pour le 31 décembre 1930.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 2. Le gouvernement l'ignore.

3. 4. 5. 6. 7. et 8. Ces questions ne sont pas suffisamment explicites.

Argent pour fins agricoles

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Le montant de \$50,000 autorisé par la loi 17 George V, chapitre 2, pour fins agricoles a-t-il été entièrement payé par le trésorier au ministre de l'Agriculture?

2. La Coopérative fédérée a-t-elle bénéficié, directement ou indirectement, de quelque somme que ce soit à même ce montant?

3. Si oui, pour quelles fins, à quelles conditions et sous quel contrôle?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Non.
2. et 3. Non.

Cantonnier de Sainte-Geneviève-de-Batiscan

M. Guertin (Hull): 1. Qui est cantonnier de Sainte-Geneviève-de-Batiscan?

2. À quelle date a-t-il été nommé et quel est son salaire?

3. Combien de temps a-t-il travaillé en 1930 et de quelle date à quelle date?

4. Même question pour 1931.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

1. Aucun cantonnier n'a encore été nommé pour 1931 à Sainte-Geneviève de Batiscan.

2. En 1930, le cantonnier a été M. Albert Saint-Arnaud, nommé le 18 février 1930, au salaire de \$0.30, \$0.40 ou \$0.50 de l'heure, suivant qu'il aurait travaillé seul, avec une voiture et un cheval, ou avec une voiture et deux chevaux. Cette échelle de salaires a été portée à \$0.35, \$0.45 et \$0.55 à partir du premier août 1930.

3. 1,732 heures; du 14 avril au 26 novembre.

4. Répondu au no 1.

Emprunt de la Société coopérative fédérée des agriculteurs

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Le ministre de l'Agriculture a-t-il reçu de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec

une demande d'emprunt, suivant l'autorisation de la loi 20 George V, chapitre 7, article 3?

2. Si oui, quelle fut la réponse du ministre et sur quelles raisons s'appuyait-elle?

3. Si non, quelle attitude entend prendre le ministre de l'Agriculture pour aider financièrement cette société?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Oui.
2. et 3. Un emprunt de \$500,000 a été garanti.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité¹⁰:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions neuf cent dix-sept mille dollars, soit ouvert à Sa Majesté, pour Construction, réparation et entretien des chemins, S.R., 1925, chapitre 91, article 74, tel qu'amendé par 18 George V, chapitre 35, section 65, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1932¹¹.

M. Crépeau (Sherbrooke) demande de pousser plus activement les travaux de la route Québec-Chicoutimi.

M. Drouin (Québec-Est) appuie la remarque du député de Sherbrooke (M. Crépeau). Il demande au ministre de la Voirie quand sera terminée la route du Lac-Saint-Jean¹².

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous sommes aussi désireux que vous de la voir terminée. Ces travaux procèdent suivant le budget voté. Cette route qui passe par les montagnes est très dispendieuse. Actuellement, le ministère a déjà dépensé \$412,000.12¹³ en 1929, et \$200,000, l'an dernier. Il espère terminer cette route au cours de la prochaine saison.

Si les travaux ne sont pas complètement terminés cette année-ci, nous croyons que la route sera certainement très passable. Il en sera de même de la route Québec-Chicoutimi où des sommes considérables ont aussi été dépensées. Cette route sera terminée probablement cet été.

M. Duplessis (Trois-Rivières) remercie le gouvernement et le prie de pousser les travaux le plus rapidement possible.

M. Crépeau (Sherbrooke): Quand le gouvernement va-t-il procéder avec la route "Derby Ligne" qui passe à Waterville?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les citoyens de Waterville doivent s'entendre.

M. Crépeau (Sherbrooke): Le contrat a été donné, on a commencé à construire la route en la faisant dévier hors du village. L'élection de Compton est arrivée, on a fait des instances auprès du ministre, les travaux ont été arrêtés. L'élection fédérale est arrivée, les travaux ont repris de nouveau et on a arrêté de nouveau les travaux une fois les élections terminées. Peut-il être certain que les travaux vont reprendre une fois de plus, lorsque ce sera le temps des élections provinciales? Est-ce que les travaux vont reprendre avant la prochaine élection?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les travaux ont été simplement suspendus en attendant l'entente avec le conseil municipal. Il est nécessaire de transiger avec la municipalité de Waterville, et j'espère, dit-il, que ce sera possible d'obtenir rapidement un accord.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La discussion entre le député de Hull et le ministre m'a intéressé, dit-il. Elle a fait naître en moi l'idée de voir les Statuts. La loi de la voirie dit que "travaux d'entretien" signifient la conservation de la chaussée dans un état propice à la circulation, à l'exception de l'hiver et du temps où les routes sont closes à la circulation, et la réparation des ornières, l'huilage, le renouvellement des revêtements. Il demande les raisons de la séparation de deux articles du budget - l'un de \$3,000,000, et l'autre de \$6,000,000, en chiffres ronds - qui désignent apparemment la même chose.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La séparation existe à cause du Statut spécial qui autorise le département à dépenser les \$17,000,000 votés en 1929 pour le resurfage des routes, à être utilisés sur une période de six ans prenant fin le 30 juin 1935. En réalité, ce n'était pas nécessaire d'inscrire des postes de \$17,000,000 au budget, comme ceci a été fait cette année pour \$2,833,000, mais ce poste a été inséré à titre indicatif pour la Chambre. Le député de Trois-Rivières a

parfaitement raison de dire qu'on n'avait pas besoin de cette loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ceci retire le contrôle de la Chambre au sujet des dépenses, même si le gouvernement est tenu responsable des dépenses. Je pourrais peut-être donner la vraie raison de la division. C'est pour soustraire les crédits de la voirie à l'inspection et à l'étude de la Chambre. C'est un moyen d'échapper au contrôle de la Chambre. Une autre raison, c'est que ça paraît bien en temps d'élections. Il n'était pas nécessaire d'obtenir un crédit spécial pour le resurfage des routes, comme celui qui a été voté en 1929, car, conformément à la loi générale des routes du Québec, ce travail routier était pris en charge par les conditions générales de la construction relatives à l'entretien et à la réparation. Ces fonds ont été créés à des fins électorales pour que le gouvernement puisse donner une bonne impression en montrant combien il dépensait pour les régions rurales. Il prédit la défaite du gouvernement. Le gouvernement ne sera pas réélu aux prochaines élections.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) La deuxième partie de votre discours est-elle plus vraie que vos prédictions au sujet des élections? (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais, puisque le ministre dit que la nouvelle loi n'est pas nécessaire, pourquoi alors avoir fait perdre le temps de la Chambre et occasionner des frais de toutes sortes? Pourquoi le gouvernement a voté \$17,000,000 en 1929 pour l'entretien des routes, lorsqu'en 1927 la loi des bons chemins avait été modifiée, en donnant au ministre de la Voirie le pouvoir d'entreprendre ou de refuser la réparation et l'entretien des routes améliorées?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ceci semble être bien aux oreilles des électeurs de dire que le gouvernement a accepté de dépenser \$17,000,000 pour la réparation et l'entretien des routes, mais ça ne paraît pas très bien aux yeux des contribuables qui s'aperçoivent que le même gouvernement ne peut pas respecter sa parole ou que le gouvernement décide d'agir autrement, selon les votes qu'il reçoit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a un article dangereux dans la loi: le ministre, à sa seule discrétion, peut annuler un contrat conclu entre le gouvernement et une municipalité, par conséquent un

contrat bilatéral, relativement à l'entretien des routes. C'est une épée de Damoclès continuellement suspendue au-dessus de la tête des électeurs, et c'est commode en temps d'élections et même entre les élections. Les politiques relatives aux routes ne devraient pas être sujettes aux règlements. Lorsque le gouvernement a annoncé sa politique relative à l'entretien et à la réparation des routes, il a passé un contrat bilatéral avec les municipalités, qui devrait être respecté.

La loi de 1929 pour la dépense de \$17,000,000 est de nature à donner au gouvernement des moyens d'intimidation et de favoritisme extrêmes. Si le gouvernement actuel revient après les élections, ce qui est peu probable, mais supposons qu'il revienne, ceci voudrait dire que le gouvernement serait capable d'annuler des contrats et d'imputer les coûts aux municipalités.

Le département a procédé illégalement dans le passé, en annulant certains contrats bilatéraux, et on a infligé des fardeaux trop lourds à certaines municipalités. De plus, le crédit de la voirie est global, et la Chambre n'a aucun contrôle sur le détail. C'est parce que le ministère de la Voirie vise plus au patronage qu'à l'intérêt de la province. Il y a eu trop de patronage dans le passé et la loi de la voirie n'a pas été suivie à la lettre. C'est malheureux que le ministère considère la construction et l'entretien des routes du point de vue du favoritisme. Il demande le pourquoi de l'augmentation de \$917,000 du crédit de cette année.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) nie d'abord qu'il s'agisse d'un contrat bilatéral. Les contrats ont été renouvelés à chaque année et, de plus, dit-il, mon département n'a pas passé de contrats avec les municipalités. Il s'agit tout simplement d'une entente verbale. Nous nous sommes chargés seuls des chemins améliorés et le gouvernement a pris l'entretien des chemins à sa charge, mais sans contrat. Le gouvernement reste libre d'abroger ou de continuer sa politique, selon son gré.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La parole du gouvernement ne vaut-elle pas un contrat?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La menace de l'épée de Damoclès n'est pas si terrible que cela.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement s'est vanté de veiller à l'entretien des routes et ceci l'a mené à faire des contrats; mais la façon de le faire laisse au gouvernement des pouvoirs d'intimidation.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il n'est jamais arrivé que le gouvernement ait remis à une municipalité qui a moins de 5,000 âmes l'entretien d'un chemin, car la loi ne nous le permet pas. Il est arrivé une fois qu'un chemin ait été mis hors de service par une inondation, et, dans ce cas, nous avons demandé à la municipalité de le réparer.

M. Crépeau (Sherbrooke): Lennoxville.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ah! C'est le chemin qui a déboulé. Le chemin avait été emporté. Ce n'était pas un problème d'entretien seulement, mais d'un nouveau droit de passage, et il était sûrement raisonnable que la municipalité le fournisse. La raison de l'augmentation, c'est que la longueur et le nombre des chemins entretenus vont croissant.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Parce qu'ils sont mal faits. Ainsi, à Pointe-du-Lac, le chemin a été construit en 1916; il a été bien fait, il est encore bon; il est permanent, on peut dire. Entre Berthier et Montréal, il est mauvais en permanence. Alors que les routes ont été désignées comme étant des routes permanentes, la seule chose qui soit permanente à leur sujet, c'est le coût pour les réparer à tous les deux ou trois ans. Le gouvernement ne pratique pas la permanence du bien, mais seulement la permanence du mal. Le gouvernement prétend faire des chemins permanents; mais il n'y a qu'une chose absolument permanente avec le gouvernement, c'est la taxe.

(Rires)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Certaines sections de la route en question sont en ciment et d'autres sections sont en macadam. S'il fallait construire avec des matériaux permanents, bitume, asphalte, béton, ciment, les 40,000 milles de chemins de la province, il en coûterait plusieurs centaines de millions, au moins deux ou trois fois les coûts actuels, et ça conduirait la province à la banqueroute. Voilà pourquoi de nombreuses routes sont construites en gravier qui coûte déjà joliment cher.

La quantité de milles de chemins de gravier a augmenté considérablement. L'entretien devient de plus en plus onéreux de ce fait et à cause de la plus grande intensité du trafic, surtout des camions et des autobus; on gâte nos grandes routes plus vite. Le problème a pris de l'ampleur chaque année depuis les 10 dernières années environ. Nous avons au-delà de 11,000 milles de chemins en gravier, soit au-delà de 80 %.

Il (l'honorable M. Perrault) explique son point de vue sur ce qu'est une route permanente. Plusieurs routes permanentes devaient être resurfacées, mais ce n'est pas une condition unique au Québec. La Californie et New York ont voté des centaines de millions de dollars pour refaire lesdites routes permanentes. L'État de New York a dépensé cette année \$25,000,000 pour reconstruire des routes permanentes qui avaient été construites cinq ans auparavant. Une route permanente était touchée par la densité de la circulation et, en raison des conditions routières qui ne sont jamais les mêmes, une route ne peut pas réellement être permanente.

M. Duplessis (Trois-Rivières) rappelle ici une déclaration du prédécesseur du ministre actuel, feu M. Perron: "Si les politiques précédentes du gouvernement au sujet des routes avaient été maintenues, elles auraient ruiné la province."

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mon prédécesseur n'a pas dit cela; c'est dénaturer le sens de ses paroles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre se rappelle-t-il que, durant l'hiver de 1922, au Cercle universitaire, M. Perron, alors ministre de la Voirie, a dit publiquement à des ingénieurs: "Si encore, on avait eu en travaux 50 % de l'argent dépensé pour les routes, ç'aurait été un succès."

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) lui demande de fournir la date du discours en question et d'indiquer les journaux qui l'ont cité.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre a plus de mémoire pour autres choses parfois. Combien a coûté l'entretien l'an dernier?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les coûts ont nécessairement été touchés par les conditions climatiques. Le coût d'entretien moyen en 1930 a été de \$464.75 du mille. Cependant, la circulation plus intense a fait augmenter ce coût. Ceci comprend l'augmentation du salaire des patrouilleurs. L'an dernier, nous avons entretenu 11,950 milles et nous en aurons 13,400 cette année.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que l'entretien va coûter plus cher cette année?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Cela dépend entièrement des sections de route. Je

crois que le prix sera à peu près le même que l'an dernier¹⁴, malgré une augmentation du prix des matériaux. Il peut y avoir une variante et celle-ci peut dépendre de bien des choses, principalement de la température et de la condition du trafic. L'an dernier, nous avons aussi payé 50 cents de plus par jour à nos cantonniers.

M. Crépeau (Sherbrooke): Est-ce que les chemins entretenus l'hiver coûtent plus cher l'été suivant?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les chemins entretenus l'hiver coûtent de 25 % à 40 %¹⁵ plus cher d'entretien, l'été suivant, que les chemins que l'on ne découvre pas durant la saison froide. La chose est avantageuse, surtout pour les gens des villes et les industries de camionnage.

M. Crépeau (Sherbrooke): Est-ce bien nécessaire?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les gens les réclament. Nous nous rendons à leur demande.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) attire l'attention du gouvernement sur les inconvénients que comporte l'entretien de certains chemins d'hiver pour les cultivateurs. Il pose quelques questions au sujet de chemins d'hiver dans le comté de Deux-Montagnes. L'entretien d'hiver de la route Lachute-Montréal a été demandé par MM. Georges Dansereau, député d'Argenteuil, Ernest de Bellefeuille, ex-candidat libéral lors de l'élection partielle, et le Dr Pagé, de Saint-Hermas.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ces trois messieurs se sont présentés au département comme porte-parole des paroisses intéressées. D'ailleurs, aucune protestation n'a été élevée contre l'entretien d'hiver.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Au contraire, les municipalités et les cultivateurs ont protesté contre cet entretien d'hiver, d'abord parce que la route était tellement raclée qu'ils ne pouvaient se servir de leurs traîneaux pour y voyager, sauf en allant sur le bord du fossé. En plus, l'entretien d'hiver ne se trouvait qu'à servir à quelques-uns et était nuisible à la majorité des cultivateurs. En fait, les municipalités ont adopté des résolutions contre cette initiative.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je n'ai rien su de l'affaire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le nettoyage à la charrue a eu pour effet de repousser la neige sur les bords, où elle formait de véritables remparts. Lors de la récente bordée de neige, la poudrerie a comblé la tranchée formée par ces remparts et, comme le déblaiement a été abandonné par le département, les cultivateurs ont dû se battre des chemins avec autant de difficulté qu'en pleine forêt.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je n'avais pas promis l'entretien régulier de la route, mais seulement que la charrue y passerait quand elle ne serait pas occupée à l'entretien des routes régulièrement entretenues par le département. Dans le cas présent, la charrue était occupée ailleurs. La population avait demandé cet entretien et nous l'avons accordé à ces conditions.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Puisque le département ne pouvait assurer le déblaiement au lendemain des tempêtes de neige et que le déblaiement de cette route ne servait qu'à quelques-uns, il aurait dû le prévoir.

M. Guertin (Hull) parle du coût de l'entretien et des salaires payés aux cantonniers. Le salaire de \$3.50, \$3.00 et \$2.50 par jour dans les campagnes est insuffisant. Le salaire actuel de \$0.25 l'heure est trop bas.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les salaires payés aux journaliers, aux cantonniers et aux aides-cantonniers sont de \$2.50, \$3.00 et \$3.50 par jour. Dans la plupart des cas, les personnes employées sur les routes sont des cultivateurs qui gagnent déjà leur vie sur leur terre. Ce ne sont pas à proprement parler des ouvriers. J'estime que ces cultivateurs sont heureux des salaires que nous payons. Pour la campagne, ce salaire est suffisant.

M. Guertin (Hull): La plupart des cantonniers sont des ouvriers qui demeurent dans les villages. J'insiste de nouveau pour les salaires raisonnables.

M. Gagnon (Kamouraska): Les cultivateurs employés dans les chemins sont satisfaits des salaires. Ils seraient les premiers à protester contre l'élévation de ces derniers, comme le veut le député de Hull. Les salaires payés en campagne actuellement sont très suffisants. Nos cultivateurs ne

peuvent pas payer aussi cher que les salaires payés par le ministère de la Voirie à leurs aides, étant donné le bas prix auquel se vendent les produits de la ferme. Or, si on augmentait le salaire des cantonniers, les cultivateurs auraient beaucoup de difficulté à obtenir de la main-d'œuvre. Je crois que nous aurions tort de suivre la politique prêchée par le député de Hull. Pour obtenir l'équilibre économique, il ne faut pas, à mon avis, augmenter les salaires.

M. Guertin (Hull) félicite le député de Kamouraska. Il cite une déclaration du député de Matane (M. Bergeron).

M. Bergeron (Matane): J'ai dit que les ouvriers de Matane étaient satisfaits de la législation ouvrière et que les cultivateurs se trouvaient bien des salaires payés par le ministère de la Voirie. C'est à la demande des députés de Matane et de Kamouraska que les salaires des cantonniers ont été augmentés l'an dernier. Payer \$0.40 dans un comté va inciter les agriculteurs à quitter leur ferme.

M. Guertin (Hull) refuse d'être converti. C'est une très belle propagande électorale. Mais les autres députés ne pourront pas dire à leurs électeurs qu'ils ont obtenu eux-mêmes cette augmentation. Le député de Kamouraska (M. Gagnon) ne fera pas ces déclarations lorsque les élections approcheront. S'il les fait, il y aura alors un nouveau député en Chambre. Le député de Kamouraska peut bien penser ce qu'il veut, il connaît cependant les faits.

M. Bergeron (Matane): Nous avons été appuyés par tous les députés libéraux.

M. Gagnon (Kamouraska): Un ouvrier à \$0.25 de l'heure à la campagne est aussi bien qu'un ouvrier de la ville de Hull à \$0.40 de l'heure. J'invite l'honorable député de Hull à venir discuter cette question dans mon comté.

M. Lamoureux (Iberville) appuie le député de Kamouraska. Ce que nous voulons, ce sont des chemins. Plus ça coûtera cher, moins nous en aurons. D'ailleurs, il ne faut pas oublier que le coût de la vie a baissé considérablement depuis un an. Plus les salaires payés en campagne sont élevés, plus les cultivateurs ont de peine à avoir d'employés, qui préfèrent aller travailler aux routes au lieu de travailler sur la terre. L'opposition crée une mauvaise impression dans le pays et elle ne devrait pas oublier que quelqu'un devra payer les salaires.

M. Guertin (Hull): Je ne suis pas d'accord, dit-il, avec les députés des régions rurales. (Parlant des salaires versés en Ontario) Dans cette province, il y a beaucoup plus de routes améliorées, malgré les salaires plus élevés. Les salaires sont trop bas au Québec, et s'ils étaient un peu plus élevés, il y aurait moins de danger de communisme au Québec.

Des députés ruraux rient.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre de la Voirie a déclaré il y a quelques instants que les travaux de la voirie n'avaient rien à faire avec les travaux du chômage. Or, l'on sait qu'une bonne part de l'argent voté par le gouvernement fédéral et donné à nos campagnes par le comité du chômage est ou sera employée pour la construction de chemins.

Le ministère de la Voirie ménage donc 50 %, étant donné que, d'après la loi des chemins, le gouvernement provincial contribue 50 % à la construction des chemins et la municipalité fournit le reste. Or, le gouvernement se sert de la loi du chômage et de l'argent du gouvernement fédéral de telle façon qu'il garde, au détriment des municipalités, les 25 % donnés par le gouvernement fédéral. Ce n'est pas là, je crois, l'esprit de la loi du chômage.

En effet, sur les chemins construits en vertu de la loi du chômage, la municipalité continue à payer la même proportion de 50 %. Mais le gouvernement provincial, au lieu de payer 50 %, en vertu de la loi de la voirie, ne paie que 25 %. La part du gouvernement fédéral formait le reste. Il eût été logique que le gouvernement provincial, au lieu de mettre dans ses coffres les 25 % du fédéral, les donnât aux municipalités qui, elles, n'auraient eu alors à payer que 25 %.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il est impossible de le faire, parce que ces routes ne font pas partie du programme ordinaire de mon ministère.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est peu vraisemblable que le gouvernement fédéral ait passé sa loi pour permettre au gouvernement provincial d'encaisser et ainsi de diminuer sa contribution normale. On répondra que le principe de la loi fédérale était de faire contribuer les trois corps publics, mais chacun admettra que si quelqu'un devait bénéficier avant tout de l'exemption, c'était d'abord la municipalité.

La voirie dépensera quand même son budget et, de plus, le gouvernement contribue \$2,830,000 comme part du gouvernement provincial. En fin de

compte, ce n'est pas le gouvernement fédéral qui règle la question au chômage qu'il devait résoudre, mais ce sont les municipalités et le gouvernement provincial.

M. Bennett avait promis de résoudre la question du chômage, mais il a payé 25 % et ce sont les deux autres parties qui paient le reste. Il a trouvé le tour de faire payer les autres. Le ministère provincial de la Voirie devrait payer les salaires établis par la législation fédérale.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): L'honorable député de Deux-Montagnes a déjà apporté des arguments plus sérieux. Il dit que le gouvernement devrait tout payer de la construction des chemins. Nous ne pouvons rien changer à la loi du gouvernement fédéral. C'est lui qui nous a imposé cette loi pour régler le chômage. Toutefois, ce sont les provinces et les municipalités qui paient. L'argent destiné au chômage n'a rien à voir avec les dépenses du ministère de la Voirie.

M. Lamoureux (Iberville) et l'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le gouvernement provincial n'en construira pas moins autant de chemins que d'habitude et il y contribuera pour un montant égal à celui des années passées. On peut demander aussi que le gouvernement paie tout.

M. Blain (Montréal-Dorion): Pourtant, d'après votre discours de samedi dans mon comté, à vous entendre, c'était le gouvernement provincial qui avait tout fait.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le gouvernement fédéral n'a pas fait grand-chose. Il a dit seulement aux municipalités: Nous allons fournir 25 %, vous payerez 50 %, et le gouvernement provincial paiera le reste.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il vous a fait marcher, en tout cas, sans compter les 25 %.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est le ministère de la Voirie qui bénéficie dans un cas comme dans l'autre. Le ministre a dit qu'il était habitué à plus de sérieux de ma part: c'est que, depuis quelques jours, j'ai beaucoup écouté à la radio. Il (M. Sauvé) continue à défendre sa théorie.

M. Tremblay (Maisonnette): demande des explications sur une somme de \$124,389 payée à MM. Tessier et Fages, courtiers en assurance.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'était pour payer les assurances des employés de la voirie. Au temps où j'étais ministre de la Colonisation, dit-il, il n'y avait pas de telles assurances pour les employés de ce département. Je ne sais pas si cette pratique d'assurer les employés est suivie dans les autres départements.

M. Tremblay (Maisonneuve) demande si ces assurances n'étaient pas données d'abord pour donner de la besogne à certains amis du gouvernement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) (Narquois) demande à l'honorable M. Perrault si le ministre, quand il donne des contrats à des garages, favorise plutôt les libéraux ou s'il donne le patronage indistinctement, sans favoritisme politique.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Personnellement, je l'ignore, dit-il.

(L'incendie qui fait rage à Limoilou distrair nos députés: on court aux fenêtres.)

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question relativement au fonds du chômage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les montants que le Québec devra verser au fédéral pour sa contribution à l'assistance chômage ne sont pas inclus dans le budget, mais si, à la fin de la session, le gouvernement s'aperçoit qu'il n'a pas les fonds suffisants pour rencontrer les \$2,830,000 de sa contribution en vertu de la loi du chômage, il présentera un bill spécial soit au nom du trésorier, soit au nom du ministère des Travaux publics, pour rencontrer cette dépense.

M. Guertin (Hull) parle du patronage du ministère de la Voirie dans l'achat des matériaux et des outils, notamment dans sa région. On traverse Hull et on va acheter chez des marchands d'Ottawa. Le ministère a acheté chez des marchands de l'Ontario alors qu'il y avait des firmes à Hull qui paient des taxes à la province, desquelles le ministère peut obtenir toutes les fournitures nécessaires. Pourquoi encourager les marchands d'Ottawa plutôt que ceux de Hull? Si l'on en fait une affaire de patronage, il y a, à Hull, des marchands qui sont de très bons libéraux et qui sont négligés, on ne sait pourquoi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): S'ils sont de bons libéraux, ils sont contre le Québec.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les instructions étaient d'acheter le plus possible dans la province.

M. Guertin (Hull): Au garage du ministère de la Voirie à Aylmer, il n'y a pas un seul employé de la région; ce sont tous des gens de l'extérieur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande à l'honorable ministre de la Voirie s'il savait que les employés de son ministère s'étaient donné le mot pour accorder tout le patronage aux libéraux?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) suggère au député de Deux-Montagnes de donner des cas, en exemple, au lieu de parler en général.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) mentionne le cas d'un garagiste à Saint-Eustache qui a perdu son patronage à cause des dernières élections partielles à Deux-Montagnes.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Adopté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, non. C'est un item de \$5,000,000.

L'étude de la résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. Vingt députés sur 85 sont présents, selon *L'Événement* du 17 mars 1931, à la page 3.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Cantin (Saint-Sauveur).

3. On sait que le président n'a pas le droit de discuter de son siège, signale *L'Événement* du 17 mars 1931, à la page 4.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

5. Selon *The Chronicle Telegraph* du 17 mars 1931, à la page 3, "les bulletins de vote devront être tapés à la machine".

6. On remet l'étude à une prochaine séance parce que M. Houde n'est pas à son siège, selon *Le Soleil* du 20 mars 1931, à la page 21.

7. Voir note 4.

8. "Le ministre doit courir trois ou quatre fois à la bibliothèque et fouiller dans les Statuts refondus", selon *Le Devoir* du 20 mars 1938, à la page 2.

9. Cinq heures trente, selon *Le Devoir* du 17 mars 1931, à la page 2.

10. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bédard (Québec).

11. Le lieutenant colonel J.-L. Boulanger a de nouveau pris place à côté de son chef, selon *L'Événement* du 17 mars 1931, à la page 4.

12. *Le Devoir* du 17 mars 1931, à la page 2, est le seul journal qui rapporte que M. Drouin s'informe de la route Québec-Saint-Jérôme.

13. Chiffre du *Devoir* du 17 mars 1931, à la page 2: \$414,000. Chiffre du *Soleil* du 17 mars 1931, à la page 21: \$414,012.

14. Dans *Le Soleil* du 17 mars 1931, à la page 21, on écrit: "L'entretien des routes a aussi coûté plus cher l'an dernier [...]."

15. Chiffre du *Devoir* du 17 mars 1931, à la page 2: 30 %.

Première séance du mardi 17 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ratification d'une vente de la cité de Montréal à Henry Birks & Sons Ltd.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), que les articles 500, 506, 510, 511, 513, 514 et 516 du Règlement de cette Chambre soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Henry Birks & Sons Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant l'acte de vente entre Henry Birks & Sons Limited et la cité de Montréal passé devant Jean Beaudoin, N.P., le 26 juillet 1930, que la présente pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill 154 ratifiant un acte de vente et cession par la cité de Montréal à Henry Birks & Sons Limited et déclarant fermée une certaine lisière de terrain.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Henry Birks & Sons Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant l'acte de vente entre Henry Birks & Sons Limited et la cité de Montréal passé devant Jean Beaudoin, N.P., le 26 juillet 1930, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 154 ratifiant un acte de vente et cession par la cité de Montréal à Henry Birks & Sons Limited et déclarant fermée une certaine lisière de terrain.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 11 modifiant les articles 2174*a* et 2175 du Code civil;

- bill 239 modifiant la loi 31 Victoria, chapitre 38, constituant en corporation le synode du diocèse de Montréal.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 56 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à l'inspection des syndicats autres que les caisses populaires;

- bill 177 modifiant le Code municipal relativement aux taxes;

- bill 193 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à la création de certains fonds;

- bill 202 modifiant l'article 571*c* de la loi des cités et villes.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 198 modifiant le Code de procédure civile relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari*.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 34 modifiant la loi des syndicats professionnels.

Décisions de l'Orateur:

Avis de motion
préalable au retrait d'un bill

M. l'Orateur rend la décision suivante relativement au point d'ordre soulevé, mercredi le 11 mars courant, par l'honorable M. Taschereau, sur l'amendement de M. Tremblay proposant que la Chambre ordonne le retrait du bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, bill mentionné dans le rapport du comité permanent des bills publics en général, présenté le 25 février dernier, cet amendement ayant été proposé à la motion de M. Plante, demandant de renvoyer de nouveau ce bill audit comité.

Suivant avis qu'il a donné, M. Plante propose:

Que le rapport fait à la Chambre, le 25 février 1931, par le comité permanent des bills privés en

général sur le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, soit renvoyé audit comité avec instruction:

a. d'entendre et de recevoir les représentations que pourra lui faire ou adresser toute partie intéressée à l'adoption de quelque disposition législative contenue dans ledit bill no 100;

b. d'étudier ces représentations;

c. de faire rapport de ses constatations, ainsi que de ses vues sur les représentations qui lui auront été faites ou adressées.

M. Tremblay propose en amendement:

Que tous les mots après le mot "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, désireuse de sauvegarder l'autonomie de la cité de Montréal, et vu l'abandon et le désistement annexés au rapport du comité des bills privés en général fait à la Chambre, le 25 février 1931, concernant le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, ordonne le retrait dudit bill."

Objection est faite par l'honorable M. Taschereau que cet amendement n'est pas dans l'ordre, en raison du fait qu'il devrait être précédé d'un avis parce qu'il amende une instruction en la convertissant en une proposition nouvelle.

Objection est faite par M. Duplessis au droit de soulever le point d'ordre ci-dessus, à ce moment, parce que ce droit serait contraire à l'article 185 du Règlement de la Chambre décrétant qu'une violation de l'ordre ou des règlements ne peut être signalée qu'à l'instant où elle s'est produite.

Il me faut d'abord décider la question soulevée par M. Duplessis.

L'article 185 ne s'applique pas au cas actuel qui est une objection de procédure parlementaire. L'article 185 s'applique dans les cas seulement où la question d'ordre est soulevée pour empêcher un député de s'écarter de la question, de causer du désordre ou d'employer des expressions antiparlementaires. Si l'on consulte Cushing dans toute la sous-section comprenant les numéros 1457 jusqu'à 1471, inclusivement, publiés aux pages 567 à 572 de la 9^e édition, et traitant d'une question d'ordre, nulle part on ne voit qu'une question d'ordre ou de violation de règlements, dans le sens de la procédure, doit être soulevée au moment précis où le manquement à l'ordre, dans le sens d'ordonnance, se produit. Au contraire, on verra dans cet auteur que lorsque le mot "ordre" est pris dans le sens de décorum, le "breach of order" ou la violation de l'ordre doit être signalée au moment où le député

s'écarte de la question, brise le décorum ou emploie des expressions antiparlementaires. (Bourinot, 485, 486, May, 349)

Je ne puis admettre la théorie que, cette expression étant employée dans le sens de procédure, un député ne puisse pas signaler un manquement à la procédure et aux règlements parlementaires lorsqu'il s'aperçoit qu'une question ou une motion est contraire aux règlements de la Chambre, même s'il n'a aperçu cette irrégularité que subséquemment à l'instant même où le manquement à la procédure a originé. Ce serait admettre qu'une question irrégulière ou hors d'ordre deviendrait régulière tout simplement par le fait qu'on aurait manqué de signaler l'irrégularité dès sa première origine.

L'esprit de cette clause, c'est qu'un député doit s'objecter à un manquement à l'ordre ou aux règlements pendant que la violation de l'ordre ou des règlements existe; il ne peut plus s'objecter quand la violation de l'ordre ou du règlement a cessé.

Je renvoie donc l'objection soulevée par M. Duplessis.

Me référant au point d'ordre soulevé par l'honorable M. Taschereau, à l'effet que la motion en amendement devrait être précédée d'un avis, j'ai à décider si cet amendement est de nature à convertir la motion principale en une question nouvelle.

Un avis de motion est nécessaire dans le cas d'une résolution contenant une instruction parce qu'une motion de cette nature est considérée comme une motion de fond (substantive motion) qui exige toujours un avis préalable.

Ces résolutions comportant une instruction sont tellement de la nature d'une motion de fond qu'il a été décidé qu'un amendement ne faisant qu'étendre l'instruction devrait être lui-même précédé d'un avis de motion. May écrit qu'un avis de motion est en outre nécessaire quand l'amendement comporte une proposition entièrement nouvelle à celle faite par la motion principale. La raison de la nécessité de cet avis provient du fait qu'une motion en amendement changeant la nature de la motion principale est considérée comme une nouvelle motion de fond (substantive motion) exigeant la formalité d'un avis préalable. Voici ce qu'écrit May: "Un avis est nécessaire, non seulement dans les cas d'une instruction, mais aussi dans les cas d'amendements à une instruction, lesquels, s'ils sont agréés, agrandiraient la portée de l'instruction, ou convertiraient cette instruction en une proposition nouvelle. Dans le cas d'une instruction à un comité ayant à considérer un bill privé, un amendement ne peut pas même être proposé, sans avis, pour changer

la forme d'une instruction impérative qui se trouve à l'affiche des avis en une instruction simplement permissive." (May, pages 482, 483)

L'amendement proposé par M. Tremblay est-il une motion amendant une instruction et la convertissant en une proposition nouvelle?

La motion principale qui est complexe peut se diviser en deux motions: une de renvoi à un comité permanent, et l'autre d'instruction. À mon sens, la motion d'instruction est la plus importante des deux, et le renvoi au comité n'a lieu que secondairement pour permettre à la Chambre de se renseigner sur l'opportunité qu'elle pourrait avoir de poursuivre l'étude du bill 100 en entendant des témoins.

L'amendement de M. Tremblay faisant disparaître tous les mots dans la motion principale après le mot "Que", il s'ensuit que les deux questions de la motion principale sont amendées en les faisant disparaître complètement.

La question d'instruction qui est pour moi la plus importante des deux est-elle changée en une question nouvelle? Il ne peut y avoir aucun doute à ce sujet, car le pouvoir d'entendre et de recevoir des représentations au comité des bills privés est remplacé par un ordre de retrait dudit bill.

Pour ces raisons, je crois que l'amendement de M. Tremblay portant sur une instruction et changeant cette instruction en une question tout à fait nouvelle devrait être précédé d'un avis de motion, et je maintiens le point d'ordre soulevé par l'honorable M. Taschereau.

M. Blain (Montréal-Dorion) en appelle à la Chambre de la décision de l'Orateur, vu l'importance de la question.

M. l'Orateur: Appelez les membres.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bercovitch, Bullock, Cantin, Caron, Casgrain, Cohen, Côté, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Drouin, Dufour, Dugas, Farand, Fortin¹, Francoeur, Grant, Laferté, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Power, Rochette, Samson, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Turcotte, Vautrin, 47.

Contre: MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Fisher, Gault, Guertin, Renaud, Sauvé, Tremblay, 9.

La motion est adoptée. Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Corporation des obligations municipales ltée

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Quelle sanction le gouvernement a-t-il appliquée contre la Corporation des obligations municipales limitée, dont il est question aux pages 372 et 373 des *Journaux de l'Assemblée législative* de 1930, pour ne pas avoir transmis au bureau du secrétaire de la province, entre le 30 décembre 1924 et le 28 avril 1928, le sommaire exigé par la loi des compagnies?

2. Quelle action le gouvernement a-t-il prise contre la même compagnie, pour ne pas avoir mentionné d'autre nom de directeur, dans le sommaire déposé le 29 juin 1929, que le nom de René Dupont?

3. Quand cette action a-t-elle été prise?

4. En vertu de quelle loi et contre qui?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Aucune, car beaucoup de compagnies, même de bonne foi, omettent de faire ce rapport.

2. Le fait qu'il n'y a eu qu'un directeur ne donne lieu à aucune procédure pénale.

3.

4.

Contrats à la compagnie Adélarde Deslauriers ltée

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Quels sont les contrats accordés jusqu'à date par le gouvernement à la compagnie Adélarde Deslauriers Limitée, et quel montant a été payé dans chaque cas, y compris les "extras"?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Depuis la réponse apparaissant aux *Journaux de l'Assemblée législative* du 4 février 1930, au Musée provincial; restauration du palais de justice de Québec; ameublement du palais de justice, Québec.

Au Musée provincial,	
Montant payé.....	\$196,166.78
Restauration du palais de justice, Québec,	
Montant payé.....	97,377.70
Ameublement du palais de justice, Québec,	
Montant payé.....	31,094.14

**Montant versé
à la compagnie Le Soleil Itée**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelles sommes le gouvernement a-t-il payées à la compagnie "Le Soleil limitée", depuis le 6 mars 1930 au 30 juin 1930: *a.* pour impression et reliure; *b.* pour annonce et publicité; *c.* pour autres fins?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

<i>Impression et reliure</i>	<i>Annonces et publicité</i>	<i>Autres frais</i>
<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>
\$97,310.82	\$455.45	\$288.95

**Dettes flottantes
des municipalités scolaires**

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Combien de résolutions de municipalités scolaires pour consolidation de dettes flottantes ont été soumises, à chaque année, à l'approbation du gouvernement, depuis le 22 mars 1928?

2. *a.* Combien ont été approuvées totalement; *b.* combien partiellement chaque année?

3. Pour quels montants chaque année?

4. Pour combien d'années étaient faites ces consolidations dans chaque cas?

L'honorable M. David (Terrebonne):

1.	Du 22 mars au 1 ^{er} juillet 1928	2
	Du 1 ^{er} juil. 1928 au 1 ^{er} juil. 1929.....	16
	Du 1 ^{er} juil. 1929 au 1 ^{er} juil. 1930.....	8
	Du 1 ^{er} juil. 1930 à date	5
2.	<i>a.</i> Du 22 mars 1928 au 1 ^{er} juil. 1929.....	2
	Du 1 ^{er} juil. 1928 au 1 ^{er} juil. 1929.....	16
	Du 1 ^{er} juil. 1929 au 1 ^{er} juil. 1930.....	8
	Du 1 ^{er} juil. 1930 à date.....	4
	<i>b.</i> Une en 1930.	
3.	Du 22 mars au 1 ^{er} juillet 1928	\$ 16,844.25
	Du 1 ^{er} juil. 1928 au 1 ^{er} juil. 1929.....	458,875.00
	Du 1 ^{er} juil. 1929 au 1 ^{er} juil. 1930.....	71,700
	Du 1 ^{er} juil. 1930 à date	189,900
4.	Du 22 mars au 1 ^{er} juillet 1928	2 pour 40 ans
	Du 1 ^{er} juil. 1928 au 1 ^{er} juil. 1929.....	3 pour 40 ans
		4 pour 30 ans
		1 pour 28 ans
		1 pour 25 ans
		2 pour 24 ans

Du 1 ^{er} juil. 1928 au 1 ^{er} juil. 1929.....	2 pour 20 ans
	1 pour 12 ans
	1 pour 10 ans
	1 pour 5 ans
Du 1 ^{er} juil. 1929 au 1 ^{er} juil. 1930.....	1 pour 30 ans
	1 pour 25 ans
	1 pour 22 ans
	2 pour 20 ans
	1 pour 17 ans
	1 pour 16 ans
	1 pour 13 ans
Du 1 ^{er} juil. 1930 à date.....	1 pour 40 ans
	1 pour 25 ans
	1 pour 23 ans
	2 pour 20 ans

**Affiliation de l'École des hautes études
commerciales à l'Université de Montréal**

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. À quelle date a paru l'avis dans la *Gazette officielle de Québec* établissant l'approbation par le gouvernement de l'affiliation de l'École des hautes études commerciales à l'Université de Montréal?

2. Cette approbation a-t-elle été donnée après la recommandation de chacun des deux comités de l'instruction publique?

3. Quelles ont été les conditions de cette affiliation?

4. Les biens de l'École des hautes études commerciales demeurent-ils la propriété de la Corporation des écoles techniques ou professionnelles?

L'honorable M. David (Terrebonne):

1. L'affiliation de l'École des hautes études commerciales de Montréal à l'Université Laval de Montréal fut autorisée par la loi 4 George V, chapitre 27, (février 1914). L'arrêté ministériel approuvant cette affiliation date du 6 avril 1915; il fut publié à la *Gazette officielle de Québec*, le 10 avril 1915 (page 1015). En vertu de la charte de l'Université de Montréal le 14 février 1920 (10 George V, chapitre 38, article 7), l'École des hautes études est devenue affiliée à la nouvelle université.

2. Oui. Elle fut recommandée par le comité protestant du Conseil de l'instruction publique le 25 septembre 1914, et par le Comité catholique du même Conseil, le 3 février 1915.

3. L'École accepte tous les règlements généraux de l'Université tels qu'approuvés par Rome à la date de l'affiliation ou qui le seront dans la suite. L'École accepte en particulier: *a.* de faire ratifier par le chancelier de l'université la nomination de son directeur et de tous ses professeurs; *b.* de faire

contresigner tous ses diplômes par le recteur et le secrétaire général de l'université; c. de convoquer le recteur à toutes les réunions de sa commission d'études, dite conseil de perfectionnement, où il aura voix consultative. L'Université maintient de son côté les articles de sa charte relatifs à la représentation de l'École dans son sénat académique et sa commission des études, avec droit de délibération dans cette dernière.

4. Oui.

Scellés au département du Trésor

M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis le 1^{er} janvier 1924 jusqu'au 1^{er} février 1931: 1. Des scellés ont-ils été apposés sur des voûtes, chambres, bureaux ou pièces du département du Trésor?

2. Dans l'affirmative: a. par qui; b. à la demande de qui; c. pour quels motifs; d. à quelle date; e. pendant combien de temps dans chaque cas?

3. Où sont actuellement déposées les valeurs mobilières du gouvernement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Voir réponse dans les *Journaux de l'Assemblée législative* du 5 mars 1931.

2. a. b. c. Voir réponse dans les *Journaux de l'Assemblée législative* du 5 mars 1931. d. 2 juillet 1930 au 14 juillet 1930.

3. The Royal Trust Company et "Le Trust Général du Canada".

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit de deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-routes (Travaux publics), pendant la présente session de la Législature, rapportée du comité des subsides et lue deux fois, mardi le 16 mars courant, et dont l'adoption avait été remise, soit maintenant adoptée.

M. Crépeau (Sherbrooke) pose une question.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Une partie de ce crédit a déjà été dépensée.

M. Duplessis (Trois-Rivières) attire l'attention de la Chambre sur le fait que le ministre a admis qu'une certaine partie de l'argent a déjà été utilisée. Le gouvernement a une drôle de façon de procéder.

Elle est irrégulière. C'est une dépense illégale dont le gouvernement est pleinement conscient. Il dénonce ce qu'il appelle être une atteinte aux droits des députés. Le gouvernement n'a pas le droit de dépenser l'argent de la province sans autorisation de la Chambre. Nous protestons énergiquement contre ce mépris des prérogatives de la Chambre.

La résolution est adoptée sur division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose: Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions neuf cent dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins, S.R., 1925, chapitre 91, article 74, tel qu'amendé par 18 George V, chapitre 35, section 65, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1932.

M. Blain (Montréal-Dorion) demande le montant du contrat pour les réparations à la montée de Sainte-Rose, si les travaux sont terminés, et si des soumissions ont été demandées.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ces travaux ont été exécutés par un M. O'Connor, au coût de \$124,000 pour l'élargissement, de \$95,000 pour le revêtement, sans compter les frais d'expropriation.

M. Blain (Montréal-Dorion) demande à voir le contrat.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) lui envoie.

M. Blain (Montréal-Dorion): À la page 255 des *Comptes publics*, édition française, il appert qu'un montant de \$124,000 a été payé à Tessier, Fages & Cie, sous le chapitre des assurances diverses. Ce montant a sans doute été payé après enquête des prix auprès des différentes compagnies?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je ne suis pas prêt à dire ça. Ce montant représente des primes d'assurance prises avec La Prévoyance.

Avant de faire arrangement avec cette compagnie, le ministère s'est enquis des prix et les a trouvés raisonnables.

M. Blain (Montréal-Dorion): Qui sont Tessier, Fages & Cie?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je ne sais pas.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le ministre en est-il certain?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je ne sais pas si c'est une compagnie à société à fonds social ou en commandite.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je veux le savoir.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je ne comprends pas ce que le député de Montréal-Dorion veut savoir. Ça me paraît une chose tout à fait ordinaire.

M. Blain (Montréal-Dorion): Si le ministre veut me donner \$124,000 par année, je m'en vais appeler ça une chose tout à fait ordinaire.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La marge de profit est minime là-dessus.

M. Blain (Montréal-Dorion): Si la marge de profit est si minime, je trouve que ces gens montrent beaucoup de persévérance, puisqu'ils apparaissent chaque année dans les *Comptes publics* pour le même montant.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est une agence d'assurances.

M. Blain (Montréal-Dorion) veut savoir qui est agent entre le ministère et la compagnie d'assurances qui fait affaire avec le premier ministre. Il doit y avoir un nom responsable.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Puisque mon honorable ami veut absolument m'atteindre par sa question, je vais vous le dire, moi. C'est la maison Tessier et Fages. M. Tessier est le fils de M. le notaire Cyrille Tessier, et je n'ai aucune objection à dire que M. Fages est mon gendre. Ce bureau d'assurance reçoit sa part raisonnable

d'affaires tout comme les autres courtiers en assurance et je n'ai aucune cachette à faire. Qu'est-ce qu'il y a là qui ne soit pas légitime? Il a le droit de gagner sa vie tout comme n'importe qui. Je le dis tout carrément, dit-il, puisque l'intention du député était d'atteindre le premier ministre. Le député doit être content, il a atteint son but! Je l'en remercie. Il n'y avait aucune question de patronage.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Tessier et Fages ne sont pas les seuls à avoir obtenu des contrats d'assurance du gouvernement.

M. Blain (Montréal-Dorion): Alors qu'il n'y a peut-être rien de mal, il s'agit tout de même d'une mauvaise affaire. Comment, sur un montant global de \$144,000, la province verse \$124,000 à une seule agence, alors que les autres courtiers en assurance n'ont pratiquement rien. Et le premier ministre trouve que c'est un traitement juste à l'égard des autres? Il ne faut pas tout donner au même. C'est pour des motifs de patronage. Je suis, dit-il, contre la même pratique générale adoptée par divers ministères de l'administration au sujet des assurances.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais les autres agents ont leur part, et ça apparaît à d'autres pages des *Comptes publics*.

M. Blain (Montréal-Dorion): Mais Tessier, Fages & Cie figure aussi aux autres pages. Et quels sont les directeurs de La Prévoyance? Est-ce que M. Du Tremblay n'en est pas le président?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les contrats d'assurance patronale ne peuvent être divisés. Il s'agit de l'assurance des employés du département qui n'a pas d'intérêt à répartir ses assurances entre plusieurs compagnies. Il n'y a pas lieu de se scandaliser. La Prévoyance ne garde pas tout le montant pour elle; elle pratique la réassurance dans les autres compagnies.

M. Bastien (Berthier): La commission touchée par l'agent est de 7½ % du montant de la prime et le risque de l'assurance patronale est indivis.

M. Blain (Montréal-Dorion): N'y aurait-il pas moyen de les diviser par régions ou classes?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Difficilement, il n'y a pas d'intérêt à le faire. C'est préférable de concentrer les affaires d'assurances au

lieu de les diviser, comme pour d'autres dossiers. Quand j'ai pris le département, dit-il, j'ai essayé de diviser entre plusieurs compagnies le risque de l'assurance patronale, mais je n'ai pu y réussir. Les taux auraient été beaucoup plus élevés. L'expérience m'a appris que ce n'était pas la meilleure méthode.

M. Blain (Montréal-Dorion): Les taux ne sont-ils pas différents pour chaque classe?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): On obtient un meilleur taux en traitant avec un seul.

M. Crépeau (Sherbrooke) demande au ministre les explications promises sur la route d'Ascot. Le ministre a demandé des soumissions pour un chemin de tel type, et on a fait le chemin d'une tout autre façon, à un prix bien plus élevé. La municipalité d'Ascot a fait elle-même ce chemin, et il a coûté \$2,000 au lieu des \$6,000 demandés par le département.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pendant l'été, le département de la Voirie assure 25,000 à 30,000 employés qui travaillent aux travaux de voirie, et ce, pour une prime de \$125,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je désire attirer l'attention du ministre sur le coût des autos du département: \$29,481, entretien et réparation en dehors du garage; \$72,490, atelier et réparation des outillages; \$212,054, garages du département, achat de pièces, etc.; \$211,097, outillages, achats et frais de transport; \$173,217, automobiles, camions, etc. Cela fait \$700,000 en un an. Il critique l'extravagance dont, selon lui, les *Comptes publics* ont fait preuve quant aux réparations de garages et des réparations d'automobiles, etc. alors que le coût des nouvelles voitures et des nouveaux camions est excessif.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous avons acheté pour plus de \$400,000 de nouveaux camions et de nouvelles automobiles, l'an dernier, ce qui fait que les coûts d'entretien devront forcément augmenter.

M. Fisher (Huntingdon) demande si le montant supplémentaire de \$917,000 du budget va servir à augmenter les subventions accordées aux municipalités.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il ne sera pas utilisé à cette fin, mais il servira à entretenir les nouvelles routes.

M. Fisher (Huntingdon): Plusieurs routes sont en mauvais état et certaines municipalités n'en ont même pas. Il veut que plus d'argent aille aux municipalités.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il sera impossible de répondre à toutes les demandes des municipalités déposées auprès du gouvernement, sans dépenser au moins \$10,000,000 de plus.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Y a-t-il bien des rouges? Ce sont tous des rouges, je présume.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Des rouges et des bleus. Ces travaux sont exécutés sous la juridiction des municipalités.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Sauf au temps des élections municipales et autres, alors que les rouges sont préférés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si les octrois sont accordés selon les vœux des municipalités?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Quels vœux?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce ne sont pas des souhaits de bonne année. Je veux savoir si le département respecte les préférences des conseils municipaux pour tel ou tel rang.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le département a respecté ordinairement les vœux des municipalités, mais il y a des exceptions. De plus, il n'est pas au courant des faits révélés par le député de Deux-Montagnes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les vœux des municipalités ne sont pas toujours respectés quand il s'agit de construction de routes. Il cite le cas d'un rang de son comté, où l'on a préféré passer outre aux recommandations du conseil de comté, à l'avantage du comté du secrétaire provincial.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) ne s'en souvient pas.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) lit la correspondance échangée entre son département et les conseils de comté.

M. Guertin (Hull) reproche au département d'acheter ses camions sans demander de soumissions et d'encourager les marchands des grandes villes, au lieu de les acheter dans les localités où doivent travailler les employés de la voirie.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Cela se pratique déjà et l'on achète n'importe où à prix égal.

M. Guertin (Hull): Quelles machines le département de la Voirie a à sa disposition pour l'entretien des routes d'hiver?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il y a deux machines Sicard, trois Snowgo, etc., soit une dizaine environ.

M. Guertin (Hull): Est-ce qu'elles donnent un bon service?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui, mais les gens deviennent de plus en plus difficiles. Aussitôt qu'il y a une tempête de neige, il faut répondre partout à la fois.

M. Guertin (Hull): Il n'y a pas eu de difficultés avec les machines américaines?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui, avec des chasse-neige.

M. Guertin (Hull): Malgré le fait qu'il y avait de la bonne machinerie canadienne sur le marché, le gouvernement a voulu favoriser quelques amis en achetant de la machinerie fabriquée aux États-Unis. Le ministre emploie sept chasse-neige américains "Snowgo" et trois machines canadiennes "Sicard", les premiers achetés par des agents de la province. Il s'étonne que le département donne la préférence aux machines américaines alors que les machines canadiennes sont disponibles et, ainsi que *L'Événement* l'a prouvé, ont été d'un service excellent.

Dans un article paru dans *Le Devoir*, nous en voyons la preuve concluante. Une tempête de neige s'est abattue sur la région de Montréal et, sur la route de Laprairie, deux machines américaines tant favorisées par le gouvernement sont restées non seulement prises dans la neige, mais ont bloqué la circulation à au moins une cinquantaine d'autos. Et ainsi, nous voyons les deux chasse-neige de marque américaine préférés par le département de la Voirie à

d'excellentes machines canadiennes; nous voyons ces deux chasse-neige, les premiers à se prendre dans les bancs de neige. Et il a fallu la machine canadienne Sicard pour déprendre tout le monde et rétablir la circulation aux automobiles en deux heures de temps. Le gouvernement devrait acheter des produits faits au Canada, dans la mesure du possible.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est, dit-il, la politique de son ministère.

M. Guertin (Hull): La politique suivie par le gouvernement est absolument fausse. Pourquoi ne pas employer des machines canadiennes qui ont fait leurs preuves là où les machines américaines ont failli? Pourquoi aller chercher des machines fabriquées dans des régions où il y a peu de neige et qui ne sont pas faites pour les conditions d'ici? Il y a là un favoritisme² inexplicable et je demande au gouvernement d'adopter une politique plus canadienne et plus logique.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il n'est pas ici question de politique. Et dans les expressions du député de Hull, je reconnais un article de journal, presque mot à mot. Je regrette que le député de Hull me force à faire du tort à M. Sicard, mais ce n'est pas moi qui l'ai voulu. Tout d'abord, la machine Sicard n'est pas fabriquée ici. Il n'est pas vrai de dire que la machine de M. Sicard, un produit de Montréal, est de fabrication canadienne. C'est un wagon "four-wheel drive" américain, et le moteur du chasse-neige est aussi américain. Il ne fabrique à Montréal que l'éventail et les cylindres hélicoïdaux, copiés sur la Snowgo et assemblés ici. Les trois quarts des pièces de la machine Sicard viennent des États-Unis. Et puis, les machines américaines sont faites là où il y a de la neige. En Californie, il y a des endroits où il y a 25 pieds de neige et où c'est pire qu'ici. On ne peut pas dire que c'est une machine canadienne.

La première machine pratique pour enlever la neige qui soit parue sur le marché était la Snowgo. Nous avons dû l'acheter. C'est lorsque cette machine est venue ici que M. Sicard a construit sa machine. Il l'a offerte au département et nous en avons acheté une à l'automne de 1928. De plus, le ministère de la Voirie, après avoir comparé les divers modèles de machines, est arrivé à la conclusion que la Sicard ne donnait pas entière satisfaction par rapport au travail à effectuer. Il l'a améliorée de beaucoup dans le cours de l'été suivant et nous en avons acheté deux. Nous avons encouragé les machines américaines

parce qu'à l'heure actuelle elles sont les meilleures sur le marché, mais, dès que les machines canadiennes pourront être produites de manière satisfaisante, le ministère de la Voirie sera très heureux d'en acheter.

Avec la seule machine "Sicard", nous n'aurions pas pu entretenir nos chemins, étant donné que le ministère entretient 250 milles de routes de plus cet hiver que l'an dernier. Nous voulons bien encourager les manufacturiers canadiens, à condition qu'ils vendent des produits canadiens, et qui donnent satisfaction.

Le député de Hull fait une bien mauvaise critique, en me forçant à faire une si défavorable publicité à la machine Sicard. Ce matin³ encore, nous sommes avisés qu'une des trois machines Sicard est en mauvais état et que sa réparation nécessitera trois semaines de travail. La Snowgo est encore la meilleure machine sur le marché. Quand M. Sicard nous présentera une machine fabriquée au Canada et qu'elle donnera le rendement qu'on est en droit d'en attendre, le département en achètera alors.

M. Guertin (Hull): C'est une machine canadienne qui a déblayé en janvier dernier la route de Laprairie, à la satisfaction des employeurs. L'assertion du ministre de la Voirie sur la première machine Sicard est assez étrange. Cette machine a été achetée en 1928. Or, en 1927, le conseil municipal de Laprairie a adopté une résolution où il vante la machine Sicard en des termes les plus élogieux et déclare que cette machine a maintenu la route en parfait état durant tout l'hiver, et le conseil recommande fortement l'emploi de la machine Sicard. Il fait la lecture d'une lettre du conseil municipal de Laprairie qui fait l'éloge de la machine Sicard.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il peut arriver qu'une machine Sicard ait donné satisfaction, mais en général, elle n'a pas donné satisfaction au département. C'est peut-être correct pour la municipalité, mais notre ministère ne la trouve pas satisfaisante, et je pense que nous avons plus d'expérience qu'eux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) et M. Guertin (Hull) font observer que les déclarations du conseil municipal de Laprairie, qui, lui, est directement intéressé au bon fonctionnement de ces machines, a son importance. D'ailleurs, une bonne partie de la machine Sicard est fabriquée à Montréal. En plus, le ministre déclare que la construction des machines est

actuellement dans une période d'expérimentation. Alors, pourquoi ne pas encourager les débuts d'une industrie canadienne au lieu d'encourager les compagnies étrangères rivales, au détriment d'une industrie naissante canadienne? Est-ce ainsi qu'on arrivera à faire une industrie puissante chez nous?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il ne s'agit pas d'encourager des constructeurs de machines canadiennes ou américaines, mais de l'entretien des chemins. Il répond au député de Hull qu'il ignore combien de machines M. Sicard a vendues ailleurs qu'au département, mais la Snowgo donne un rendement plus régulier.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) est d'accord avec le point de vue du député de Hull (M. Guertin) au sujet de l'achat de déneigeuses canadiennes. Il ajoute quelques considérations et exprime le vœu que le département donne son encouragement à la compagnie canadienne.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre (l'honorable M. Perrault) a accordé des entrevues au cours desquelles il aurait prétendu avoir dépensé plusieurs millions en travaux de voirie pour remédier au chômage. En vertu de quelle loi ces dépenses ont été faites?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il s'est autorisé, dit-il, de la loi des \$17,000,000 pour cette dépense.

M. Duplessis (Trois-Rivières) parle de l'emploi des crédits de la voirie pour fins électorales. Il signale la coïncidence entre l'exécution de certains travaux de voirie et la tenue des élections de juillet dernier, dans différents comtés. Il pose une question au ministre de la Voirie au sujet de Charlevoix où des travaux routiers ont été exécutés pour soulager le chômage. Il y a eu des élections fédérales dans Charlevoix en juillet dernier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): L'honorable député doit le savoir. Cet item-là n'est pas compris dans mon budget.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est préférable. Il trouve singulière la conduite du gouvernement. Il est temps de faire disparaître la loi de voirie qui est devenue inutile.

M. Blain (Montréal-Dorion) pose une question.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La réfection de la route entre le pont Viau et le pont David a coûté \$30,000 le mille, ce qui, ajouté au coût de la construction initiale de la route en 1914, fait \$46,000 le mille.

M. Blain (Montréal-Dorion) signale comme une erreur le fait de n'avoir pas élargi la route au-delà de 22 pieds, quand le département a 66 pieds à sa disposition. Il demande au ministre de ne pas répéter la même erreur avec l'élargissement de la montée Saint-Martin.

Il (M. Blain) rappelle au ministre son discours de samedi soir à l'école Saint-Arsène. Le ministre a dit alors que la voirie avait coûté en Ontario \$32,000 le mille, en Colombie anglaise, \$23,000, à comparer à \$6,000 dans la province. Le ministre a-t-il perdu \$40,000 dans ses calculs?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il s'agit d'un prix moyen.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas le prix qui est moyen, c'est l'argument qui est moyen.

M. Crépeau (Sherbrooke): Quand on compare le prix dans les différentes provinces, il ne faut pas oublier que les routes d'Ontario sont plus larges que les nôtres. De plus, tous les chemins ontariens sont permanents, ce qui n'est pas le cas dans notre province.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande que la Chambre ne siège pas ce soir, en sympathie pour la population irlandaise dont c'est la fête.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) y est opposé.

L'étude de la résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 222 modifiant l'article 408 du Code municipal;
- bill 237 modifiant la loi des déclarations des compagnies et des sociétés.

Dépôt de documents:

Rapatriement dans la province

L'honorable M. Laferté (Drummond) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur le rapatriement dans la province de Québec, 1930. (Document de la session no 61)

La séance est levée à 6 heures⁴.

Deuxième séance du 17 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 45.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Quartier Saint-Laurent, Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 242 concernant le lot no 710 du cadastre du quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commission des services publics

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 27 modifiant la loi de la Commission des services publics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:**Sommes versées à l'Université de Montréal**

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Le gouvernement a-t-il versé quelque somme à l'Université de Montréal, en vertu de la loi 10 George V, chapitre 8? Laquelle?

2. A-t-il versé ces sommes en cinq versements annuels, suivant cette loi, ou, suivant la loi 11 George V, chapitre 3, lui a-t-il remis le total de l'octroi en un seul paiement?

3. Mêmes questions pour les octrois autorisés en faveur de l'Université Laval et de l'Université McGill, par la dernière loi mentionnée.

4. Y a-t-il eu quelque condition imposée au versement de ces octrois? Si oui, lesquelles?

5. Le gouvernement a-t-il versé quelque somme à l'Université de Montréal en vertu de la loi 19 George V, chapitre 3?

6. Pour quelle date le gouvernement a-t-il promis la somme d'un million, que cette loi l'autorise à verser à l'Université de Montréal?

7. Quelles sont les conditions, telles que prévues cette fois par la loi 19 George V, chapitre 3, que le gouvernement a posées, à l'octroi de ce million?

8. Est-ce que quelqu'une de ces conditions prévoit l'autorisation ou la défense, pour les membres du personnel de l'Université de Montréal, de participer à la politique active?

9. Même en l'absence de toute promesse ou de tout versement fait jusqu'ici en vertu de la loi 19 George V, chapitre 3, le gouvernement voit-il quelque objection à ce que des membres du personnel de l'Université de Montréal s'occupent activement de politique: *a.* en faveur du gouvernement actuel; *b.* contre le gouvernement actuel?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui. \$200,000.

2. Deux versements: l'un de \$200,000, tel qu'indiqué dans la réponse au no 1; l'autre de \$800,000 en obligations de 5½ %.

3. \$1,000,000 d'obligations à 5½ % à chaque université, en un seul versement.

4. Conditions *re* Université de Montréal: "Pour aider à l'établissement d'une université. Conditions *re* universités McGill et Laval: "Pour être appliqué au développement de l'Éducation en général."

5. Oui, \$1,000,000.

6. Payé, 21 juin 1929, \$500,000; payé, 19 octobre 1929, \$200,000; payé, 10 mai 1930, \$100,000; payé, 16 juillet 1930, \$200,000.

7. Pour aider à son établissement, et à la reconstruction de ses bâties.

8. Non.

9. Aucune objection pour ou contre le gouvernement; le gouvernement croit à la liberté de pensée sur les questions politiques.

Exploitation de carrières**par A.-P. Frigon**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 autorisant Albert-Pierre Frigon à exploiter une ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal, taxes

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 177 modifiant le Code municipal relativement aux taxes.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fonds des syndicats coopératifs

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 193 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à la création de certains fonds.

Adopté.

En comité:

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) explique les grandes lignes du bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce projet permet au gouvernement d'examiner les livres des différents syndicats, afin d'exercer un contrôle sur eux.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): Ce bill a été demandé par 23 personnes représentant un certain genre d'assurance.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les syndicats intéressés ont été encouragés par le gouvernement.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): La mesure est dans l'intérêt du gouvernement. Il s'enquiert de quels syndicats il s'agit. Est-ce qu'il n'y a pas eu des pertes d'argent considérables affectant un ministre, un député, et qu'on veuille par cette loi parer à cela? Je comprends que le gouvernement, qui n'est pas satisfait de la législation à Montréal, a cependant oublié de présenter une mesure de législation parce qu'il y a eu des scandales. Il demande au gouvernement de se montrer plus sévère pour ces syndicats. Il y a eu des abus qui se sont glissés dans le passé.

Des députés ministériels protestent.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Certains de ces syndicats de prêts dont il est question sont formés pour faire l'usure, pour pressurer les gens, et prêtent à des taux usuraires. Est-ce que le secrétaire provincial n'est pas actionnaire ou président de l'un de ces syndicats présentement en mauvaise situation financière?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) et des députés: Non⁵.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Alors, le secrétaire provincial a été directeur de ces syndicats!

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): Non.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Non.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) invite le chef de l'opposition à prouver ce qu'il avance.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je n'ai pas actuellement ma documentation, qui est à Montréal et, si l'on veut ajourner le débat, j'aurai

d'ici peu ce qu'il me faut pour prouver ce que j'avance. J'ai l'habitude de faire la preuve de ce que j'avance.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je demanderais à l'honorable chef de l'opposition de nous dire dans quel syndicat l'honorable secrétaire provincial a été actionnaire.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il y a un syndicat de failli à Montréal.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) et M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): Non, nommez-le si vous le connaissez.

Des voix à droite: Oui, nommez-le.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je n'ai pas le nom ce soir. Il y a deux syndicats. Je ferai des recherches. Je vais consulter mes dossiers.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nommez les deux.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Prouvez ce que vous avancez maintenant.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'accepte le défi, dit-il, et j'ai des documents pour établir qu'un syndicat a failli et que des amis du gouvernement ont profité de leur position pour faire de l'argent et pour faire perdre des sommes importantes au public. Que l'on fasse des recherches pour retracer les coupables! Peut-être que les coupables seront découverts. Et si on les trouve, j'espère que l'on ne fera pas comme à la suite de certaines enquêtes.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Nommez-les.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Rapportez progrès sur ce bill, et dès que j'aurai les documents, je donnerai les renseignements voulus d'ici quelques jours⁶, avant la fin de la session. Je viendrai pour faire plaisir au député de Montréal-Saint-Louis. Mais à la condition que le gouvernement donne suite à l'affaire.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) demande de procéder immédiatement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose d'aller jusqu'à la fin de la session.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je suis prêt à demander au promoteur du bill, au député de Montréal-Saint-Laurent, de rapporter progrès et de remettre la considération du bill, à condition que le chef de l'opposition nous donne les informations dont il parle dès demain.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Pas demain, peut-être, mais d'ici la fin de la session.

Voix à droite: Oh! Oh!

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Selon moi, le chef de l'opposition a avancé des faits qu'il est incapable de prouver. J'affirme que l'honorable secrétaire de la province n'a jamais été ni président ni directeur d'un de ces syndicats. Puisque le chef de l'opposition s'engage à fournir la preuve que le secrétaire de la province a fait partie d'un de ces syndicats, qu'il mette son siège en jeu en tant que député de Montréal-Sainte-Marie comme preuve de sa bonne foi et qu'il demande une enquête.

(Applaudissements à droite)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) dit qu'il fait référence au projet de loi en question.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Mon défi inclut aussi tout projet de loi touchant le syndicat, en ce qui concerne l'honorable secrétaire provincial.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'accepte le défi du député de Montréal-Saint-Louis si les députés de la droite veulent m'accorder une enquête judiciaire présidée par trois juges: l'un choisi par le gouvernement, le second choisi par l'opposition, et le troisième choisi par les deux premiers et qui fassent enquête dans tous les départements et particulièrement sur cette affaire de ce soir. Dans ce cas, je suis prêt à apporter ici des affirmations sur tous les départements de la province. Je vais être prêt à porter plainte contre le ministre pour les conditions déjà expliquées.

Je demande une enquête judiciaire, mais je m'opposerai à une enquête parlementaire parce que je n'ai pas assez confiance en certains membres du gouvernement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): C'est très bien. Je suis prêt à accepter un tel tribunal. Si j'ai quelque chose à y voir, j'irai plus loin que ça. Demandez une enquête judiciaire devant trois juges

et choisissez vous-mêmes ces trois magistrats si vous le désirez, et essayez ensuite de prouver ce que vous venez d'avancer. Mais, par exemple, mettez votre siège de Montréal-Sainte-Marie en jeu sur votre parole d'honneur comme député. Que le chef d'opposition tienne sa promesse! Et si l'honorable député est dans l'erreur et ne prouve pas que le secrétaire provincial faisait partie du syndicat, qu'il donne à cette Chambre la promesse qu'il résignera comme chef!

(Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je propose que le comité rapporte progrès sur ce bill et demande la permission de siéger de nouveau. J'espère que l'honorable chef de l'opposition sera en position, lors de la prochaine séance, pour établir ce qu'il a dit tantôt. Il a déclaré que l'honorable secrétaire provincial faisait partie de certain syndicat et il a prétendu qu'il n'avait pas confiance dans une enquête parlementaire et dans les membres de la droite. Mais je lui dirai que nous, de la droite, pouvons marcher le front haut devant le chef de l'opposition. Notre dossier peut se comparer avantageusement au sien. La droite n'a pas à se préoccuper de l'opinion de l'opposition sur la vertu et l'honneur de la droite.

(Applaudissements)

Il a insinué toutes sortes de choses, il y a quelques instants. Il est toujours facile de faire des insinuations, il est habituellement difficile de les prouver et parfois, ceci nécessite du courage. Lorsque le chef de l'opposition se sert de l'insinuation, il n'emploie pas l'arme des braves.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'ai autant de courage que le premier ministre.

Une voix à droite: Au radio!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Peut-être, mais j'ai quelque chose, Monsieur, que vous ne savez pas et que vous ne pouvez pas comprendre.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Et que je ne voudrais pas avoir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Non, parce que vous n'êtes pas capable de le porter longtemps.

(Applaudissements)

Dans la mesure où les syndicats sont concernés, on nous reproche d'avoir fait perdre de

l'argent par le fait de ces syndicats. On ne peut nous en tenir responsables. Cela est peut-être arrivé dans certains cas, et c'est pour cette raison que nous présentons le bill en question. Le gouvernement n'a pas manqué à son devoir, car nous n'avions pas le droit d'enquêter. Et aussitôt que le mal a été signalé, nous avons pris les mesures nécessaires et nommé des inspecteurs, et même nous avons obtenu l'annulation de chartes, au besoin. S'il y a eu des pertes, c'est parce que l'inspection manquait et qu'alors il nous manquait les pouvoirs nécessaires.

Étant donné que les syndicats ont été créés par le gouvernement, il est de son devoir de veiller au bon déroulement de ses affaires... de là la force du projet de loi à l'étude. Nous voulons permettre l'inspection de certains syndicats, afin qu'il n'y ait pas de fraude. Dans le passé, nous n'avions sur eux aucun contrôle et nous ne pouvions contrôler les abus. Nous voulons maintenant contrôler les abus. J'invite le chef de l'opposition à donner des renseignements.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre se dit anxieux que l'enquête soit faite et il a dit qu'il attendait les déclarations du chef de l'opposition pour la faire. Mais le chef de l'opposition a raison de ne pas se fier à l'enquête parlementaire. L'opposition n'a pas confiance en l'enquête parlementaire et en la police provinciale, car les témoins seraient assignés par la police provinciale, et l'on a déjà eu la preuve que, loin d'aller chercher les témoins, elle servait plutôt à les éloigner. Il faut donc une enquête judiciaire, mais non une enquête parlementaire. Pourquoi ne fait-il pas l'enquête recommandée par le grand jury de Québec il y a plus d'un an?

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Code civil,
articles 2174a et 2175**

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 11 modifiant les articles 2174a et 2175 du Code civil.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Synode de Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 239 modifiant la loi 31 Victoria, chapitre 38, constituant en corporation le synode du diocèse de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Prêts agricoles

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 240 de l'aide aux cultivateurs relativement aux prêts agricoles.

Adopté.

Loi des licences

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 69 modifiant la loi des licences.

Adopté.

**Commission
des services publics**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 27 modifiant la loi de la Commission des services publics.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions neuf cent dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins, S.R., 1925, chapitre 91, article 74, tel qu'amendé par 18 George V, chapitre 35, section 65, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1932⁷.

M. Tremblay (Maisonneuve) signale un important contrat du ministère de la Voirie pour plus de \$300,000 accordé à MM. Laurendeau et Marchessault. Le nommé Adélard Laurendeau qui figure aux *Comptes publics* est-il l'ancien député de Maisonneuve?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui.

M. Tremblay (Maisonneuve) pose une question concernant M. Marchessault, ancien chef de police de Maisonneuve.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui. Le ministère était seulement intéressé à obtenir de bons résultats pour ses contrats et ceci a été obtenu grâce à MM. Laurendeau et Marchessault.

M. Tremblay (Maisonneuve): M. Laurendeau était un ancien peintre en bâtiment habitué à peindre les chars du Canadien Pacifique. Il serait plus qualifié pour peindre le palais de justice de Québec en rouge flamboyant. Il est devenu député, puis entrepreneur. Tous deux se sont enrichis et ont quitté leur quartier prolétarien pour demeurer dans des districts plus cossus. Ces messieurs ne sont pas qualifiés pour faire des chemins, et le département de la Voirie devrait refuser de leur accorder des contrats pour au-delà de \$300,000. Ce sont de bons serviteurs du régime libéral, je le veux bien, et je sais qu'ils viendront travailler contre moi aux prochaines élections, comme ils l'ont fait dans le passé, mais leurs calculs seront déjoués et ils verront leur échapper la victoire.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) fait remarquer à son collègue qu'il est sorti du sujet. Il le remercie cependant de ses conseils. MM. Marchessault et Laurendeau sont de bons contracteurs au service de son département depuis six à huit ans.

M. Blain (Montréal-Dorion): Quelle compétence pouvaient bien avoir ces deux messieurs dans les travaux de voirie?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. Laurendeau a à son emploi l'un des meilleurs ingénieurs de voirie.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le coût de construction de la voirie a été doublé précisément parce que le gouvernement entraînait des amis politiques absolument ignorants en construction de voirie à construire des chemins aux dépens des contribuables.

M. Crépeau (Sherbrooke): Les comparaisons pour le coût des chemins entre les diverses provinces sont enfantines et hors de sens commun. Chacun imagine volontiers qu'une route percée dans les Rocheuses, en plein roc, coûtera plus cher qu'une route dans Québec, tracée dans le beau terrain.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) et **M. Duplessis (Trois-Rivières)** signalent que les routes ontariennes sont plus larges, sans détours dangereux, avec un pavage supérieur, contrairement à ce qu'on trouve dans la province de Québec. Mais, disent-ils, le ministre ne tient pas compte de cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) parle du comté de Deux-Montagnes.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) parle de Maisonneuve, d'amiesite, de produits patentés. Il reproche au ministre d'avoir préféré des matériaux nullement supérieurs à d'autres, moins dispendieux. Il prie le ministre de ne pas tromper le peuple en disant à la radio que nos chemins coûtent moins cher qu'ailleurs.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): J'ai cité les statistiques fédérales du temps, soit de 1923, publiées par Ottawa et je les ai citées intégralement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de quelle autorité, demande-t-il, le ministre pourra employer de l'argent pour les expropriations?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ces frais sont avec les frais de construction.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) et **M. Duplessis (Trois-Rivières)** lui demandent sur quoi les statistiques fédérales sont fondées et si elles ont tenu compte des différences de régions, de main-d'œuvre, etc.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Les salaires payés aux ouvriers de voirie dans l'Ontario sont supérieurs à ceux payés dans la province de Québec. En Ontario, les salaires sont de 40 à 50 sous l'heure.

M. McDonald (Pontiac): Le chef de l'opposition a-t-il des preuves de ce qu'il avance? Il demande au chef de l'opposition s'il savait personnellement si de tels salaires sont versés en Ontario.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est mon information.

M. McDonald (Pontiac): Votre information est erronée.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Quels sont, alors, les salaires payés en Ontario?

M. McDonald (Pontiac): Les salaires payés dans l'Ontario sont les mêmes que ceux payés ici.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): On m'a dit ce que j'avance⁸. Je tire mon information du député de Hull.

M. McDonald (Pontiac): On vous a trompé.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je prends la parole du député de Pontiac (M. McDonald).

M. Guertin (Hull): Les salaires payés en Ontario sont supérieurs à ceux payés dans Québec.

M. McDonald (Pontiac) affirme ce qu'il a affirmé tantôt.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Motions des députés:

Fêtes des Irlandais

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous devons quelque chose à nos compatriotes irlandais. Nous allons nous mêler à eux à l'occasion de leur fête nationale. Les Irlandais sont d'excellents citoyens. Ils sont venus parmi nous au cours d'une période bien sombre. Au nom des députés de la droite, je vais leur souhaiter une joyeuse fête. Je suis heureux de le faire en mon nom et en celui du gouvernement. Je demande au chef de l'opposition de se joindre à nous.

(Applaudissements)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je suis du même avis que le premier ministre. Je suis heureux de me joindre au premier ministre de la province pour saluer les vainqueurs d'une lutte huit fois séculaire. J'en suis d'autant plus heureux que je n'ai pas souvent l'occasion de seconder les vœux qu'il exprime.

(Rires et applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il fallait que nous parlions des Irlandais pour nous mettre d'accord.

(Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'exprime seulement le regret que la Chambre ne se soit pas ajournée plus tôt pour exprimer à nos compatriotes nos bons souhaits et le sentiment de notre admiration.

La séance est levée à 11 h 20.

NOTES

1. *L'Événement* du 18 mars 1931, à la page 3, relate que M. Fortin "arbore une magnifique cravate rouge". *Le Soleil* du 18 mars 1931, à la page 19, rapporte que le "député de Beauce, qui vient d'être très malade, avait repris son siège et paraissait aussi bien que possible dans les circonstances".

2. Dans *La Presse* du 18 mars 1931, à la page 10, on rapporte qu'"il a produit une intéressante documentation en faveur de ses avancés".

3. Dans *Le Devoir* du 21 mars 1931, à la page 8, il dit plutôt "cette année".

4. Après la séance, M. Irénée Vautrin, Orateur suppléant de la Chambre, a donné un dîner aux députés et aux représentants de la galerie de la presse, tel qu'indiqué dans *Le Devoir* du 18 mars 1931, à la page 2.

5. M. David, mis en cause, est absent à ce moment, selon *Le Devoir* du 18 mars 1931, à la page 2.

6. Dans *The Gazette* du 18 mars 1931, à la page 1, on dit "at the next sitting".

7. *Le Soleil* du 18 mars 1931, à la page 19, écrit que "M. J.-L. Boulanger, sous-ministre du département, occupait un siège tout près de celui du ministre pour lui donner tous les renseignements nécessaires".

8. Dans *Le Soleil* du 20 mars 1931, à la page 19, on rapporte que M. Houde parle anglais.

Première séance du mercredi 18 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 54 modifiant la loi électorale de Québec.

**Loi
des assurances**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 68 modifiant la loi des assurances de Québec pour certaines fins.

Il s'agit de permettre aux compagnies d'assurer les enfants de un an à 10 ans dans la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Attributions
des conseils de comté**

M. Casgrain (Témiscouata) demande la permission de présenter le bill 208 modifiant le Code municipal relativement aux attributions des conseils de comté.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
véhicules automobiles**

M. Dugas (Joliette) demande la permission de présenter le bill 205 modifiant l'article 41 de la loi des véhicules automobiles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Exemptions de taxes

M. Fortin (Beauce) demande la permission de présenter le bill 209 modifiant le Code municipal relativement à certaines exemptions de taxes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commission des services publics

M. Bédard (Québec-Comté) demande la permission de présenter le bill 210 modifiant l'article 28 de la loi de la Commission des services publics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Motions des députés:

**Retour du député
de Compton, M. McMaster¹**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il me fait plaisir de souhaiter la bienvenue parmi nous à notre ancien collègue, et je suis sûr que tous les membres de cette Chambre seront heureux de le revoir à son poste, après une si longue absence.

(Applaudissements)

Je suis sûr que les députés sont heureux de le voir revenu à la santé. Je souhaite qu'il soit rétabli parfaitement, de conserver sa santé pour longtemps et d'être longtemps au milieu de nous, afin qu'il puisse mettre au service de cette province sa belle intelligence et toutes les belles qualités que nous nous plaçons à lui reconnaître.

(Applaudissements)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je suis heureux de seconder les paroles du premier ministre et d'apporter les vœux de l'opposition au député de Compton. J'espère que nous aurons le plaisir de voir encore longtemps dans la politique active notre honorable collègue de Compton, sinon, à la droite de cette Chambre, du moins, à gauche.

(Rires et applaudissements)

M. McMaster (Compton): (Applaudissements) C'est un grand plaisir pour moi de revenir dans cette Chambre et de constater la sympathie qui m'est manifestée par le chef du gouvernement et par le chef de l'opposition, de même que par tous mes collègues. Je vous remercie sincèrement de vos bons souhaits.

(Applaudissements)

Questions et réponses:

Fermes à vendre

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pour combien de fermes à vendre le ministre de l'Agriculture a-t-il mis en 1930 leurs propriétaires en communication avec des acheteurs possibles?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les renseignements demandés ont déjà été donnés le 24 février 1931, en réponse à une interpellation de M. Blain.

Montant versé à The Gazette Printing Company Ltd.

M. Crépeau (Sherbrooke): À quelle date ont été payées les diverses sommes que la *Gazette* ou The Gazette Printing Company Limited a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-1930, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Assemblée législative, 1930: 10 février, \$1,516.02; 30 juin, \$669.75; 30 juin, \$969.45. Élections: - 1929: 17 juillet, \$30; 1930: 11 juin, \$45. Dépenses contingentes: - Département du secrétaire provincial, 1930: 15 janvier, \$255. Administration de la justice: - greffier de la paix, Québec, 1930: 9 avril, \$90; greffier des appels, Montréal, 1929: 21 novembre, \$12; shérif, Montréal, 1930: 27 juin, \$2500; Divers, justice: 1929: 12 août, \$40.20. École des beaux-arts de Montréal, 1929: 13 décembre, \$250. Hygiène publique de Québec, 1929: 17 octobre, \$9. Travaux publics et Travail, 1929: 15 août, \$12; 15 mai, \$12. Agriculture, 1929: 11 septembre, \$2.25; 18 décembre, \$9; 18 décembre, \$36; 1930: 15 janvier, \$350; 15 janvier, \$9. Voirie et Mines, 1929: 12 juillet, \$12; 10 août, \$27; 19 septembre, \$12.30; 8 octobre, \$11.10; 30 septembre, \$11.40; 4 octobre, \$11.40; 6 novembre, \$21; 12 novembre, \$10.50; 1930: 8 janvier, \$9; 5 avril, \$9; 28 mai, \$12.60; 18 juin, \$11.40; 1929: 11 juillet, \$40.86; 7 août, \$1,355.28; 12 août, \$157.13; 4 septembre, \$42.87; 11 septembre, \$4.18; 26 septembre, \$14.58; 26 octobre, \$0.95; 7 novembre, \$7,114.95; 25 novembre, \$83.33; 1930: 30 avril, \$37.25; 28 mai, \$9,886.01; 18 juin, \$9,734.37; 30 juin, \$21,980.24. Terres et Forêts, 1929: 9 décembre, \$250; 1930: 10 janvier, \$9; 13 mai, \$5; 26 mai, \$89.95. Colonisation,

Chasse et Pêcheries, 1929: 17 décembre, \$18; 23 décembre, \$9; 27 décembre, \$9. Bureau du revenu, 1929, 5 juillet, \$100.80. Timbres, licences, etc., 1929: 13 août, \$229.38; 1930: 11 janvier, \$202.17. Agent général de la province à Londres, 1929: 14 décembre, \$9. Commission des eaux courantes de Québec, 1930: 19 février, \$600.75.

Écoles d'arts et métiers

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Dans combien de municipalités scolaires le gouvernement a-t-il organisé jusqu'ici des écoles d'arts et métiers prévues par la loi 18 George V, chapitre 47, article 3?

2. Quelles sont, dans chaque cas, ces municipalités scolaires et ces écoles d'arts et métiers?

3. Dans combien de municipalités scolaires le gouvernement a-t-il l'intention d'organiser de ces écoles d'arts et métiers?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Dans 17 municipalités.

2. Coaticook, Joliette, Lachine, Lévis, Montréal, Québec, Rivière-du-Loup, Rock Island, Sainte-Agathe-des-Monts, Saint-Georges de Beauce, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Jérôme, Sainte-Thérèse, Sherbrooke, Trois-Rivières, Warwick.

3. Le gouvernement considérera les demandes qui lui seront faites.

Éducation à Arvida

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Le système d'éducation de la cité d'Arvida a-t-il été approuvé par le surintendant de l'Instruction publique?

2. Comment a été organisé ce système scolaire?

3. En quoi consiste-t-il?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Oui.

2. De la même manière que dans les autres municipalités scolaires de la province.

3. Répondu par 2.

Création de zones contre la tuberculose bovine

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Des agronomes du gouvernement ont-ils recueilli ou recueillent-ils actuellement des signatures des cultivateurs des comtés de Deux-Montagnes et de Terrebonne aux fins d'obtenir l'érection desdits comtés en zones contre la tuberculose bovine?

2. Dans l'affirmative, où en sont-ils avec ce travail?

3. Cesdits agronomes ont-ils fait rapport au gouvernement?

4. Dans l'affirmative quel est ce rapport?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Oui.

2. Dans Terrebonne, les requêtes demandant l'établissement d'une zone sont signées par les paroisses de Sainte-Anne-des-Plaines, Sainte-Thérèse, Saint-Janvier, Sainte-Sophie (New Glasgow), partie de Saint-Jérôme, partie de la paroisse de Terrebonne, partie de Sainte-Agathe et partie de Saint-Faustin; dans Deux-Montagnes, les requêtes sont signées pour Saint-Augustin, Sainte-Scholastique, Saint-Benoît, Saint-Placide, Saint-Eustache, Saint-Hermas et Saint-Canut.

3. Oui.

4. Voir réponse 2.

Commission des écoles catholiques de Montréal, emprunts

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Est-ce que la Commission des écoles catholiques de Montréal a utilisé les pouvoirs accordés par la loi 19 George V, chapitre 47, aux fins de réduire le montant des amortissements annuels sur les emprunts au total de \$9,477,000, mentionnés dans cette loi?

2. Si oui, quelle somme le trésorier de la cité de Montréal a-t-il remboursée en conséquence à la Commission des écoles catholiques de Montréal?

3. Quel était le montant total des amortissements annuels, nécessaires au remboursement de ces divers emprunts avant le 1^{er} juillet 1929?

4. Quel est le montant total de ces amortissements annuels depuis l'émission de nouvelles obligations en vertu de cette loi?

5. Le ministre des Affaires municipales a-t-il approuvé l'émission de nouvelles obligations en vertu de cette loi?

6. Si oui, pour quel montant, à quel taux, pour quelle échéance et à quelles conditions?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. La loi 19 George 5, chapitre 47, a été appliquée.

2. Le trésorier de la cité de Montréal a remboursé conformément aux dispositions de cette loi la somme de \$1,320,109.54.

3. Montant total des amortissements annuels nécessaires au remboursement de ces divers emprunts avant le 1^{er} juillet 1929, \$195,731.64.

4. Montant total des amortissements annuels sur ces divers emprunts basés sur 40 ans, \$76,536.47.

Il est à remarquer qu'aucune émission de nouvelles obligations en vertu de cette loi n'a été faite. Le premier renouvellement ne requerra l'émission de nouvelles obligations pour une période de 20 ans que le 1^{er} février 1943.

5. et 6. Répondu par le no 4.

Demande et dépôt de documents:

Montants payés à Le Soleil Itée

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), qu'il soit mis devant cette Chambre un état démontrant à quelle date ont été payées les diverses sommes que la compagnie Le Soleil limitée a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-1930 avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production d'un état démontrant à quelle date ont été payées les diverses sommes que la compagnie Le Soleil limitée a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-1930 avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé (Document de la session no 62)

Loi électorale

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 54 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 58 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté.

En comité²:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette loi-ci ne s'appliquera pas à Montréal, qui a une charte spéciale, afin de couvrir tout doute possible.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) et **M. Duplessis (Trois-Rivières)** font quelques objections.

Les articles 1 à 7 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Accidents du travail³

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 46 des accidents du travail, 1931.

Adopté.

En comité⁴:

M. Duplessis (Trois-Rivières): La Chambre ne peut adopter en comité plénier un bill du gouvernement qui engage les fonds de la province, sans avoir au préalable adopté les résolutions qui doivent précéder ce bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La Chambre n'adoptera pas le bill en comité plénier mais se contentera d'étudier les différentes clauses qui ne se rapportent pas aux résolutions.

M. le président lit les articles.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait quelques observations.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. L'employeur dont l'industrie est mentionnée dans la cédule 2 est personnellement tenu de payer la compensation."

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) suggère un nouveau paragraphe à l'article 4.

M. Duplessis (Trois-Rivières) désire quelques explications.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) présente, dit-il, un amendement suggéré par les commissaires de la Commission des accidents du travail et c'est tout ce qu'il en connaît.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait quelques observations.

M. Guertin (Hull) fait quelques objections.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) dit qu'il ne tient pas du tout à ce que l'ajouté passe. Il vaudrait peut-être mieux que la clause 4 soit adoptée telle que rédigée. Il retire son amendement.

L'article 4 est adopté.

L'article 5 est adopté.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"6. 1. Les accidents survenus en dehors de la province donnent aussi droit aux compensations prévues par la présente loi, mais seulement dans les cas suivants, savoir:

"a) Lorsque l'employeur a une place d'affaires ou une entreprise dans la province et lorsque l'ouvrier y a sa résidence et son lieu ordinaire de travail, pourvu que l'emploi en dehors de la province n'ait pas excédé six mois et qu'il ait été la continuation immédiate d'un emploi dans la province au service du même employeur;

"b) Lorsque l'ouvrier, ayant sa résidence dans la province, est obligé, par la nature de son emploi dans une entreprise de transport par terre, d'exécuter son travail dans et en dehors de la province;

"c) Lorsque l'ouvrier, ayant sa résidence dans la province, est obligé, par la nature de son emploi dans une entreprise de transport par eau, d'exécuter son travail dans et en dehors de la province, pourvu que:

"(i)" Le vaisseau à bord duquel l'ouvrier est employé soit enregistré dans un port canadien; et que

"(ii)" L'accident soit arrivé dans les eaux territoriales du Canada.

"2. Lorsqu'une compensation est due à l'occasion d'un accident survenu en dehors de la province, l'employeur est tenu de la payer personnellement, à moins qu'il n'ait versé au fonds d'accident sa cotisation déterminée par le montant total des salaires payés par lui aux ouvriers engagés dans

l'entreprise dans laquelle l'ouvrier travaillait lorsque l'accident s'est produit. L'entreprise exploitée en dehors de la province par un employeur qui n'a pas ainsi versé sa contribution est censée être comprise dans la cédule 2."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le paragraphe 2 a pour effet de faire disparaître pratiquement la cédule 1.

L'article 6 est adopté.

Le comité étudie l'article 7, qui se lit comme suit:

"7. 1. Lorsque l'ouvrier ou ses dépendants ont droit à une compensation en vertu de la loi du lieu de l'accident et, en outre, à une compensation en vertu de la présente loi, ils sont tenus d'opter entre la loi du lieu de l'accident et celle de la province et de donner avis de leur option. À défaut de faire cette option et d'en donner avis, ils sont présumés avoir renoncé à toute compensation en vertu de la présente loi.

"2. Dans les trois mois de l'accident, ou dans les trois mois du décès si l'accident est suivi de mort, ou dans tel autre délai que la commission peut accorder avant ou après l'expiration de ces trois mois, un avis de cette option doit être donné à la commission."

M. Duplessis (Trois-Rivières): La clause 7 devrait être corrigée.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): L'étude du bill, dit-il, a été complétée au comité des bills publics et je ne crois pas qu'il faille l'amender.

L'article 7 est adopté.

Le comité étudie l'article 8, qui se lit comme suit:

"8. La commission peut accorder à un dépendant qui n'a pas sa résidence en Canada, pour tenir lieu de la compensation, telle somme qu'elle juge convenable, et, selon le cas, payer cette somme à même le fonds d'accident ou d'ordonner à l'employeur de la payer."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec un pareil article, la commission pourra donner à un résident étranger plus qu'à un résident de la province. La loi devrait laisser à l'ouvrier son recours contre un accidenté en vertu du droit commun.

L'article 8 est adopté.

Le comité étudie l'article 9, qui se lit comme suit:

"9. 1. Quand un ouvrier subit un accident au cours de son emploi dans des circonstances telles qu'il en résulte pour lui ou pour ses dépendants un droit d'action contre une personne autre que son employeur, cet ouvrier ou ses dépendants, s'ils ont droit à une compensation en vertu de la présente loi, peuvent, à leur option, réclamer cette compensation ou exercer ce droit d'action.

"2. Si la somme adjugée et perçue à la suite d'une action est inférieure au montant de la compensation à laquelle l'ouvrier ou ses dépendants ont droit en vertu de la présente loi, cet ouvrier ou ses dépendants reçoivent compensation pour la différence.

"3. Si l'ouvrier ou ses dépendants choisissent de réclamer la compensation en vertu de la présente loi, l'employeur tenu personnellement de payer cette compensation, ou la commission si la compensation est payable à même le fonds d'accident, selon le cas, sont de plein droit subrogés aux droits de l'ouvrier ou de ses dépendants et peuvent personnellement, ou aux nom et lieu de l'ouvrier ou de ses dépendants, exercer tout recours que de droit contre la personne responsable; et tout montant ainsi recouvré par la commission fait partie du fonds d'accident.

"Les ententes ou compromis qui peuvent intervenir entre les parties relativement à cette action ou au droit d'action sont nuls et de nul effet, jusqu'à ce qu'ils aient été approuvés et ratifiés par la commission.

"4. L'option entre les recours ci-dessus doit être exercée et avis de cette option doit être donné conformément aux dispositions de l'article 7.

"5. Dans le cas du paragraphe 1 du présent article, nulle action ne peut être intentée contre un employeur qui exploite une industrie comprise dans la cédule 1 par un employeur qui exploite une autre industrie de la même cédule 1, ou par un ouvrier de celui-ci ou par un dépendant de cet ouvrier; mais la commission peut, s'il est établi à sa satisfaction que l'ouvrier d'un employeur qui exploite une industrie comprise dans l'une quelconque des classes de la cédule 1 a été blessé ou tué par la négligence d'un employeur d'une autre classe de la même cédule 1 ou par celle de son ouvrier, faire payer la compensation accordée en pareil cas par la classe à laquelle appartient l'employeur en dernier lieu mentionné.

"6. Lorsqu'un ouvrier a droit à l'option prévue par le paragraphe 1 du présent article, la commission peut, dans des cas spéciaux et urgents, même si l'ouvrier n'a ni exercé son option ni fait sa

réclamation, fournir à cet ouvrier l'assistance médicale et chirurgicale que requiert son état; et la dépense encourue à cette fin constitue une réclamation privilégiée, prenant rang immédiatement après les frais de justice, contre la somme qui sera adjugée, si une action est ensuite instituée."

M. Duplessis (Trois-Rivières): La clause enlève, dans certains cas, à l'ouvrier le droit d'exercer deux recours quand il en a l'occasion.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Cette clause a été abondamment discutée en comité et adoptée telle quelle. On en est venu à la conclusion que la clause donnait toute justice à l'ouvrier. L'on devrait s'attacher à ne rien modifier de ce qui s'est fait au comité.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet article enlève à l'ouvrier le droit de bénéficier de la poursuite sous le droit commun. À supposer qu'en vertu du droit commun la poursuite occasionnée au sujet de son accident produise \$2,000 de plus que le montant alloué par la commission, il perdra \$2,000. Pourtant, c'est bien lui qui a été accidenté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La chose n'arrive que tous les cinq ans.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La chose est d'occurrence beaucoup plus fréquente, et d'ailleurs, ce n'est pas une raison pour enlever les droits à quelqu'un parce qu'il n'a ce droit que tous les cinq ans. Il (M. Duplessis) annonce qu'il va présenter un amendement à cet article, afin de donner à l'accidenté le surplus produit par la poursuite judiciaire, au-delà de l'allocation.

L'article 9 est adopté.

Les articles 10 à 13 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 14, qui se lit comme suit:

"14. L'ouvrier qui reçoit, en vertu de la présente loi, une rente hebdomadaire ou d'autres paiements périodiques, est déchu de son droit à cette rente ou à ces paiements s'il cesse de résider dans la province, à moins que l'expert ne certifie que l'incapacité de travail résultant de l'accident est probablement d'une nature permanente.

"Sur ce certificat de l'expert, la commission peut ordonner qu'il soit payé à cet ouvrier, tous les

trois mois, le montant accumulé de cette rente ou de ces paiements, sur preuve faite en la matière prescrite par les règlements, de son identité et de la continuation de l'incapacité de travail pour laquelle il reçoit une compensation."

M. Guertin (Hull) et M. Duplessis (Trois-Rivières): Une pareille disposition est injuste. Si un ouvrier doit changer de climat pour se guérir, la commission le punira pour tenter de se guérir. C'est une drôle de façon de protéger l'ouvrier.

M. Guertin (Hull): L'on devrait faire une exception pour l'accidenté qui changerait de climat sur les conseils de son médecin.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) appuie son collègue de Hull. Il demande au ministre des Travaux publics et du Travail d'amender l'article de façon à couvrir le cas soumis.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) refuse. Les commissaires ne croient pas nécessaire d'apporter un tel amendement.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): La Chambre devrait considérer attentivement les amendements qui sont présentés. Il suggère de suspendre l'étude de cet article. Lorsqu'une mesure de cette importance est présentée, le gouvernement devrait tendre une oreille plus attentive et compréhensive aux suggestions de l'opposition.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) n'est guère favorable à cette proposition. Si l'on fait toutes sortes de changements à tort et à travers dans la loi, on risque de changer aussi le principe du bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition réclame une loi plus juste pour l'ouvrier. Nous sommes en faveur du principe de la loi. Mais rendons-la la plus juste possible.

Il conseille au ministre des Travaux publics de ne pas faire en sorte de préférer la commission à la députation. Pourquoi tant se presser? S'il faut prendre deux semaines, prenons-les. Il y a 22 ans que les ouvriers attendent cette loi réclamée par l'opposition, nous pourrions bien consacrer 22 heures à l'étude de cette loi à la Chambre. Après 22 ans d'essai en matière de lois du travail, et particulièrement à l'égard de la loi sur les accidents du travail, le gouvernement devrait avoir hâte de donner aux travailleurs de la province une loi qui

protégera entièrement leurs intérêts. L'opposition est prête à discuter du sujet de la manière la plus équitable possible et elle a raison de vouloir compter sur le même état d'esprit de la part de la droite.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les ouvriers et les organisations ouvrières ont assisté, au comité, à la discussion de cette clause et ils n'ont soumis aucun amendement. Ils se sont déclarés satisfaits. Pourquoi demander et apporter de nouvelles modifications? Le député de Trois-Rivières veut bien s'appliquer le mérite de la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous n'avons pas à discuter à qui revient le mérite de la loi. Nous discuterons cela au cours de la prochaine campagne.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les ouvriers ont demandé la loi de l'Ontario. Nous la leur avons donnée avec certains amendements qui s'imposaient. Les ouvriers se sont déclarés satisfaits.

M. Duplessis (Trois-Rivières) rapporte une déclaration de M. Beaulé² dans laquelle ce dernier disait au comité de s'en rapporter à la députation.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) croit prudent de se mettre à l'abri, lui et son groupe. Il ne voudrait pas, dit-il, que l'on interprêtât leurs paroles comme une marque d'opposition au bill.

L'article 14 est adopté.

Le comité étudie l'article 15, qui se lit comme suit:

"15. Les accidents survenus le ou après le 1^{er} septembre 1931 sont régis par la présente loi et les compensations qu'elle prévoit tiennent lieu de tous les droits, recours et droits d'action, de quelque nature qu'ils soient, de l'ouvrier ou de ses dépendants, contre l'employeur de cet ouvrier, à raison de tel accident subi le ou après le 1^{er} septembre 1931 par le fait ou à l'occasion de son travail pour l'employeur, et nulle action à ce sujet n'est reçue devant aucune cour de justice."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a de bonnes choses dans le projet de loi présenté. Malheureusement, leur bon effet a été détruit par d'autres caractéristiques, particulièrement au sujet du pouvoir de la commission. Il est évident que la loi devrait venir en vigueur avant le 1^{er} septembre, soit le 1^{er} mai prochain au plus tard, afin de protéger les

patrons et les ouvriers. D'après Me Saint-Laurent, 90 % des contrats d'assurance expirent au mois de mai. Aussi, en plaçant la mise en vigueur de la loi au 1^{er} mai, on éviterait beaucoup d'embarras. Et puis, ça rassurerait les ouvriers, car il est déjà arrivé que l'on ait retardé la mise en vigueur d'une loi pour laisser passer les élections et que l'on ait par la suite chambardé la loi.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Nous avons adopté le 1^{er} septembre et les ouvriers ont accepté le 1^{er} septembre. La loi sera difficilement applicable avant le 1^{er} septembre. Le projet de loi a été examiné attentivement par le comité des projets de loi d'intérêt public lorsque toutes les parties ont été représentées et ça ne fonctionnera que si des amendements sont apportés maintenant. D'ailleurs, si au comité l'idée d'une application immédiate de la loi a été exprimée, on n'a pas insisté, réalisant que la chose était impossible. Le délai entre la date actuelle et le 1^{er} septembre n'est pas trop long pour permettre la mise en marche de l'organisme nécessaire à l'opération de la loi. Il faut donner le temps à la commission de s'organiser. De plus, il y a des intérêts parfaitement respectables qui nécessitent qu'un délai soit accordé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre sait que le gouvernement a déjà retardé la mise en vigueur de certaines lois à la veille d'élections et qu'il a changé ces lois après les élections.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): À plusieurs reprises, le gouvernement a remis la mise en vigueur de lois à une date ultérieure. Lorsque le gouvernement juge qu'il est à propos de retarder l'adoption des lois, il a recours à des délais. Lorsque la législation aide le gouvernement, la mise en vigueur est immédiate. C'est notamment le cas pour le projet de loi électorale pour enlever à Montréal une autre partie de son autonomie, en lui enlevant le contrôle dans la préparation des listes électorales. Non seulement on y décrète que la loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, mais qu'elle aura effet rétroactif pour l'année 1930. Mais, pour la loi des accidents qui aiderait les ouvriers, on retarde.

Dans le passé, des lois ont été passées et, après les élections, elles ont été modifiées du tout au tout. L'ouvrier en a souffert et nous voudrions éviter dans les circonstances un retard qui pourrait être fatal. L'opposition a hâte que la loi sur les accidents de travail soit en vigueur, et ce, avant les prochaines élections. Sinon, il craint que le gouvernement

retarde par la suite sa mise en vigueur, s'il a la chance de le faire. Le refus du gouvernement d'avancer la date de l'opération est un abus de confiance envers les travailleurs de la province.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Certains intéressés nous ont demandé de retarder davantage, même des ouvriers, mais ils n'ont pas insisté. La loi de l'Ontario a été adoptée à la demande des diverses organisations syndicales, et je crois qu'il serait préférable de lui donner un essai équitable.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (D'un ton déterminé) La loi n'est pas encore passée. Je répète, dit-il, que l'opposition veut souligner son désaccord quant au délai dans la mise en vigueur de la mesure.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Oh! Je suis habitué à la majorité de la Chambre, et malheureusement je pense que ça ne sera pas long. En tout cas, le gouvernement a fait preuve de mauvaise volonté à l'égard de la classe ouvrière qui a manifesté clairement ses désirs et ses craintes sur ce point.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les ouvriers n'ont pas insisté.

M. Guertin (Hull): Les ouvriers n'ont pas insisté dans le désir légitime qu'ils avaient de ne pas perdre ce qu'ils gagnent par la nouvelle loi.

L'article 15 est adopté.

Les articles 16 à 20 sont adoptés.

Le comité étudie le premier paragraphe de l'article 21, qui se lit comme suit:

"21. 1. L'employeur doit, dans les huit jours qui suivent un accident subi par un ouvrier à son emploi, si cet accident rend l'ouvrier incapable de gagner son salaire intégral ou nécessite l'assistance médicale, donner un avis par écrit à la commission indiquant:

"[...]"

M. Guertin (Hull) demande que le délai de huit jours accordé au patron pour faire rapport de l'accident à la commission soit réduit à trois jours seulement.

L'article 21 est adopté sans modification.

Le comité étudie l'article 22, qui se lit comme suit:

"22. 1. Un ouvrier qui réclame une compensation, ou à qui une compensation est due en vertu de la présente loi, doit, à la demande de son employeur, se soumettre à l'examen d'un médecin dûment qualifié, choisi et payé par cet employeur; il doit en outre, s'il en est requis par la commission, se soumettre à l'examen de l'expert choisi par celle-ci.

"2. L'ouvrier n'est tenu de se soumettre à l'examen demandé par son employeur que si cet examen est fait conformément aux règlements."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ceci veut dire que le travailleur perdra deux jours et il devra être payé pour son temps selon la demande. Un homme de Trois-Rivières peut être appelé par la commission à se rendre à Montréal pour être examiné. Pourquoi perdrait-il deux jours de salaire à un moment où il a le plus besoin de son argent?

Il demande que chaque fois que la commission ordonne à l'accidenté d'abandonner son travail pour aller se faire examiner par un médecin dans une autre ville, ou même de passer une journée à l'hôpital, la commission soit tenue de payer à l'ouvrier le salaire qu'il perd et ses frais de voyage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il ne faut pas surcharger trop l'industrie.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): C'est la loi de l'Ontario. Les travailleurs ne l'ont pas demandé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce serait juste que les ouvriers soient dédommagés. Ils le réclament d'ailleurs. L'Union catholique de Trois-Rivières a passé une résolution à cet effet.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La commission n'a pas le droit d'obliger un ouvrier à se déplacer. La commission ordonnera toujours que l'ouvrier soit examiné chez lui.

Il n'y a rien dans la section qui nécessite qu'un homme doive se rendre à Montréal ou à Québec pour se faire examiner.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La commission l'a déjà fait. Il n'y a rien qui dit qu'on ne peut pas lui ordonner de le faire. La commission aura le droit de faire transporter l'ouvrier de ville en ville. Si le gouvernement ne veut pas accepter ma réclamation, qu'il en porte la responsabilité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis convaincu, dit-il, que la commission procédera à l'examen dans la ville où habite le travailleur et que, si une interprétation de la loi est demandée à cet égard, on statuera en ce sens.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Inscrivez-le à la loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Tout le monde est l'ami d'un travailleur ces jours-ci et la loi devrait être plus généreuse. Nous avons adopté la loi d'Ontario. Nous avons même fait une loi plus généreuse que la loi d'Ontario pour l'ouvrier en permettant le choix du médecin, lorsqu'il est en état de prendre une décision. Par conséquent, dans certains cas, la commission ou l'employeur aura à payer pour deux médecins.

De plus, le gouvernement ne sera pas marié au texte de la loi. Si, dans une année ou deux, on se rend compte que certaines clauses devraient être changées, le gouvernement amendera encore la loi. Bien plus, nous obligeons l'employeur à payer dès le premier jour de la maladie résultant d'un accident quand cette maladie dure plus de sept jours, tandis que l'Ontario ne le fait pas. Cette simple clause coûtera \$1,000,000 de plus par an aux industriels de Québec.

Il ne faut pas pousser la générosité trop loin, afin de ne pas nuire à l'industrie de notre province en ce sens qu'elle coûte tellement cher que les employeurs préfèrent aller s'installer ailleurs. Le gouvernement veut suivre le plus possible la loi de l'Ontario, mais il ne veut pas que l'industrie soit mise, ici, sur un pied d'infériorité à celle de l'Ontario par suite d'obligations trop onéreuses. Nous ne voulons pas agir de manière à pousser ceux qui se trouvent au Canada à préférer l'Ontario au Québec.

Tâchons de conserver la loi de l'Ontario. Que l'on fasse un essai loyal de la loi telle quelle, avec le moins de changements possible et, si on s'aperçoit ensuite qu'il y a lieu d'apporter des amendements, on le fera. Améliorons-la quand c'est possible, mais encore une fois, sans grever l'industrie.

M. Guertin (Hull) appuie la réclamation du député de Trois-Rivières. Je pourrais citer plusieurs cas d'ouvriers de Hull qui ont dû aller à Montréal subir leur examen. La commission pourra bien avoir un jour une mentalité de patron et d'industriel. Actuellement, l'ouvrier n'est pas représenté dans la commission. Il faut songer à ce qui peut arriver. Parfois des ouvriers subissent des accidents ailleurs

que dans les grands centres, et l'on devrait dans ce cas payer le salaire de la journée perdue, en plus des frais de voyage.

L'article 22 est adopté.

Les articles 23 à 25 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 26, qui se lit comme suit:

"26. Si, lors de l'accident, l'ouvrier était âgé de moins de 21 ans et si la révision prévue ci-dessus a lieu plus de six mois après l'accident, le montant des paiements hebdomadaires peut être porté à la somme à laquelle l'ouvrier aurait eu droit, si son salaire moyen au moment de l'accident avait été égal au salaire qu'il eût probablement gagné à la date de cette révision s'il n'avait pas subi cet accident."

M. Guertin (Hull) demande si la loi couvre le cas d'un apprenti qui subirait un accident. Cet apprenti aura-t-il toujours une indemnité due à sa condition d'apprenti ou bien l'indemnité augmentera-t-elle quand sa période d'apprentissage sera terminée?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): La loi pourvoit à cette éventualité.

L'article 26 est adopté.

Les articles 27 à 42 sont adoptés.

Le comité étudie le premier paragraphe de l'article 43, qui se lit comme suit:

"43. 1. En déterminant le montant des rentes hebdomadaires ou mensuelles, la commission doit déduire l'équivalent de ce que l'employeur paye à l'ouvrier pendant son incapacité de travail sous forme de compensation, rente ou allocation."

Le premier paragraphe de l'article 43 est amendé et le mot "indemnité" est ajouté après le mot "rente".

L'amendement est adopté.

L'article 43, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 44 à 51 sont adoptés.

Le comité étudie le premier paragraphe de l'article 52, qui se lit comme suit:

"52. 1. Il est établi une commission appelée "Commission des accidents du travail de Québec" ou "Quebec Workmen's Compensation Commission", constituée en corporation revêtue de tous les droits et pouvoirs appartenant en général aux corporations, ayant son siège social en la cité de Québec, et composée de trois membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, dont l'un comme président reçoit un traitement annuel de dix mille dollars, et les deux autres, chacun un traitement annuel de huit mille dollars à compter du premier septembre 1931."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le nombre des commissaires devrait être porté de trois à cinq, car trois hommes ne pourront jamais accomplir la besogne qu'on leur confie. La nouvelle loi va demander du travail considérable en introduisant une caisse d'assurance gouvernementale. Les ouvriers et les patrons devraient être représentés à la commission par au moins un membre de chaque partie.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): En Ontario, trois commissaires administrent la loi des accidents et elle donne entière satisfaction selon les informations que j'ai reçues. Si plus tard, il y a lieu, on augmentera le nombre des commissaires par un amendement qui sera soumis à la Chambre.

M. Tremblay (Maisonnette): Est-ce que l'employeur et l'employé sont représentés dans la commission ontarienne? Le ministre ne s'est pas informé?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) l'ignore.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En rendant permanent le poste de commissaire vous entérinez le principe que les travailleurs et les employeurs n'ont pas à être représentés à la commission où ils étaient les seules parties intéressées.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le fait de rendre permanents les membres de la commission ne veut pas dire que leur nombre ne va jamais augmenter.

M. Tremblay (Maisonnette): L'honorable ministre n'a pas l'intention de changer la représentation avant la mise en vigueur de la loi?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les ouvriers se sont déclarés satisfaits de la

commission. S'il y a lieu de faire des changements plus tard, nous les ferons.

L'article 52 est adopté.

Les articles 53 et 54 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 55, qui se lit comme suit:

"55. Le quorum de la commission est de deux membres et elle décide à la majorité des voix. S'il y a partage des voix, le président a un vote prépondérant. Cependant l'opinion du président prévaut en toute question qui, de son avis, est une question de droit."

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'article 55 va trop loin.

L'article 55 est adopté.

L'article 56 est adopté.

Le comité étudie le premier paragraphe de l'article 57, qui se lit comme suit:

"57. 1. Les séances de la commission sont tenues au siège social où dans n'importe quel endroit de la province, à tel temps qu'elle juge à propos, et les commissaires conduisent leurs procédures de la manière qui leur semble la plus convenable à l'accomplissement de leurs devoirs et la prompt expédition des affaires."

[...]

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande que dans chaque centre industriel il y ait un bureau de renseignements pour les accidentés où les ouvriers pourront se rendre pour la préparation de leurs réclamations.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): La suggestion du député de Trois-Rivières (M. Duplessis) a du bon et la commission l'étudiera.

L'article 57 est adopté.

Les articles 58 à 61 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 62, qui se lit comme suit:

"62. Dans les cas de contestation concernant une réclamation pour compensation ou d'une autre affaire quelconque, la commission peut adjuger à la

partie qui réussit le montant de frais qu'elle croit raisonnable, et sa décision pour le paiement par un employeur de la somme ainsi adjugée, déposée au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Québec et homologuée en la manière prescrite par l'article 64, devient un jugement final et sans appel de ladite cour et est exécutoire en conséquence."

M. Duplessis (Trois-Rivières): La clause 62 devrait disparaître, afin d'éviter des frais à l'ouvrier. Avec des pouvoirs supplémentaires accordés au comité, l'homologation devrait être entièrement abolie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois, au contraire, préférable de garder la clause qui ne présente pas d'inconvénients et dont la disparition pourrait, au contraire, créer des ennuis. C'est là l'avis des officiers en loi. Le comité n'a pas de fonction juridictionnelle, pas plus que la Commission de la fonction publique. Conformément à la Constitution, il était alors nécessaire d'obtenir une sanction de la Cour supérieure avant que sa décision puisse être en vigueur. Je suis d'accord avec le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) que la Cour supérieure devra sanctionner les décisions de la commission.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si la Cour supérieure refuse, dans un tel cas, serait-il possible d'aller en appel contre la Cour supérieure?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Tous les jugements de la Cour supérieure sont sujets à un appel et rien dans la loi ne dit le contraire.

M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère au premier ministre de communiquer avec les autorités du fédéral dans le but de dissiper tout doute à ce sujet. Pour assurer la constitutionnalité de la loi, le gouvernement devrait négocier avec le gouvernement fédéral pour obtenir une entente satisfaisante à ce sujet. Sinon, toutes sortes de complications pourraient s'ensuivre. Que le gouvernement s'adresse à Ottawa pour que les décisions de la commission ne puissent être renversées par un juge de la Cour supérieure et pour demander d'accorder à la commission le pouvoir de rendre des jugements exécutoires, à condition qu'ils soient homologués par la Cour supérieure. Il est inutile de soumettre les causes à la Cour supérieure, si la commission a les pouvoirs d'une Cour supérieure. Si la commission n'a pas les pouvoirs,

alors il faudrait y pourvoir. Le gouvernement pourrait demander à Ottawa de nommer commissaires des juges, sur la recommandation du lieutenant-gouverneur en conseil. De cette façon, on éviterait des dépenses et des ennuis possibles et probables aux ouvriers.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les juristes les plus importants de la province ont été consultés à ce sujet et le projet de loi résulte de leur accord général. Aller à Ottawa est toujours un processus dangereux, tout particulièrement dans ce cas-ci. Obtenir un changement de conditions voudra nécessairement dire amender l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, et je suis, dit-il, contre tout changement à la Constitution du pays.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien alors. C'est exactement ce qu'il faut faire en entrant en contact avec Ottawa.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Moins nous toucherons à notre Constitution, surtout en ce qui regarde la législation, et mieux ce sera. Si nous modifions l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, particulièrement pour des sujets importants comme l'administration de la justice, je ne sais pas ce qui va arriver.

Il réaffirme l'attitude qu'il a prise comme champion de notre Constitution. Nous de Québec, nous ne sommes pas prêts à mettre toutes nos destinées entre les mains des provinces sœurs. C'est maintenant moins que jamais le temps d'y toucher alors que l'on entend des bruits et des murmures dans certaines provinces. Je sais qu'il se fait un fort mouvement au Canada, pas dans Québec, heureusement, mais dans d'autres provinces, pour que le Canada puisse modifier lui-même sa propre Constitution sans se rapporter au Parlement britannique.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il en existe actuellement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas du tout, le gouvernement d'Ottawa ne peut pas modifier lui-même l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, mais il y a un mouvement important qui a commencé à revendiquer que le Canada soit capable d'amender sa Constitution. Pour ma part, et je pense que je peux parler au nom de la province, je regarde ce type de mouvement avec prudence et je vais seulement être d'accord avec ce mouvement, pourvu

qu'il y ait d'importantes restrictions. Sinon, de permettre aux autorités fédérales de modifier notre Constitution pourrait toucher nos droits dans certains champs d'action importants, comme par exemple l'éducation et le droit civil. Mais, avant d'adhérer au mouvement, nous devons y regarder deux fois. Je crois que nous devons agir avec encore plus de prudence et éviter tout ce qui pourrait risquer d'y porter atteinte.

M. Duplessis (Trois-Rivières) convient que les parties contractantes devraient être consultées. Ceci a été l'attitude du Parti conservateur, mais, malheureusement, des amis politiques fédéraux du premier ministre ne pensent pas comme lui et sont revenus d'une conférence impériale en proclamant qu'ils avaient gagné le droit d'amender la Constitution sans demander l'avis de l'Angleterre. Je demande seulement que cette loi accorde toutes les garanties possibles à l'effet qu'elle occupera une place permanente dans nos législations. Mon but en faisant cette demande, c'est d'obtenir une loi plus efficace.

L'article 62 est adopté.

Les articles 63 à 72 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 48 modifiant la loi des mines de Québec;
- bill 53 modifiant la loi de la taxe sur les corporations;
- bill 93 modifiant la charte de la cité de Montréal;
- bill 199 modifiant l'article 1530 du Code civil;
- bill 230 concernant la mise en conserves du poisson et d'autres produits de la mer;
- bill 235 modifiant la loi des compagnies de Québec relativement aux assemblées.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 18 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 55.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège:

Brefs de prohibition et de *certiorari*

M. Duplessis (Trois-Rivières) se plaint que le bill 198 modifiant le Code de procédure civile relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari*, bien qu'il ait été rapporté par le comité des bills publics en général à la première séance du 17 mars, n'a pas encore été inscrit sur le *Feuilleton* pour étude en comité plénier suivant les prescriptions de l'article 461 du Règlement.

Il soulève une question de privilège. J'avais un bill pour rétablir le bref de *certiorari* dans la loi des liqueurs. Il a été rejeté par le comité des bills publics, mais il aurait dû être inscrit au *Feuilleton* du jour et je ne le vois pas.

Or, l'inscription dans ce cas est prévue par l'article 196 du Règlement de la Chambre, par Bourinot et par Courchesne. Ce projet de loi devrait encore figurer sur l'ordre du jour.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

En vertu de l'article 2, le comité a rapporté à la Chambre que le bill avait été rejeté et la Chambre a adopté le rapport à cet effet.

En conséquence, le bill doit être biffé du *Feuilleton* parce qu'il a été rejeté. Si le député veut que son bill revienne au *Feuilleton*, il n'a qu'à faire une motion pour demander à la Chambre de le ressusciter.

M. Blain (Montréal-Dorion) appuie la requête du député de Trois-Rivières. Tout bill public renvoyé par un comité doit être inscrit au *Feuilleton*. La Chambre seule a le droit de renvoyer un bill public.

M. l'Orateur se réserve d'examiner la question en délibéré.

Questions et réponses:**Déficit du fonds
consolidé du revenu**

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel était le déficit du fonds consolidé du revenu, quand le gouvernement a contracté son emprunt temporaire de \$3,000,000 le 30 juin 1930?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'y avait pas de déficit dans le fonds consolidé du revenu au 30 juin 1930.

Accidents du travail

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 46 des accidents du travail, 1931.

Adopté.

En comité⁶:

Les articles 73 à 76 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 1 de l'article 77, qui se lit comme suit:

"77. 1. La commission peut:

"a) Modifier la classification des industries mentionnées dans la cédule 1; supprimer une industrie d'une classe quelconque et la transférer, en tout ou en partie, dans une autre classe, en former une classe spéciale ou la soustraire à l'opération de la présente loi;

"b) Établir d'autres classes d'industries comprenant toute industrie faisant actuellement partie de la cédule 2, ou qui n'est pas comprise dans une des classes de la cédule 1;

"c) Ajouter à l'une quelconque des classes de la cédule 1 toute industrie qui n'y est pas mentionnée."

M. Duplessis (Trois-Rivières): La commission ne devrait pas avoir le pouvoir de transférer une industrie d'une classe à une autre ou d'une cédule à une autre.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il s'agit de la même provision que celle qui se trouve dans la loi de l'Ontario. Si cette section était modifiée, il faudra changer plusieurs autres sections.

L'article 77 est adopté.

Les articles 78 à 79 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 80, qui se lit comme suit:

"80. 1. La commission peut, à la demande d'un employeur, ajouter à la cédule 1, pour telle période de temps et à telles conditions qu'elle détermine, une industrie quelconque, une partie d'industrie, un département de travail, ou un service que cet employeur exploite.

"2. La commission peut également, à la demande d'un employeur, ajouter à la cédule 2, pour telle période de temps et à telles conditions qu'elle détermine, une industrie quelconque, une partie d'industrie, un département de travail, ou un service, non compris dans la cédule 1, que cet employeur exploite."

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'on donne certains pouvoirs à la commission, mais l'on autorise en même temps à les violer.

M. Blain (Montréal-Dorion) trouve qu'elle accorde des pouvoirs extraordinaires, discrétionnaires, et d'une trop grande étendue.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): L'article en question est basé sur la loi de l'Ontario, et s'il faut le modifier, les articles qui suivent devront nécessairement subir le même sort.

L'article 80 est adopté.

Les articles 81 à 95 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 96, qui se lit comme suit:

"96. Lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil est d'opinion que le montant disponible dans le fonds d'accident, y compris les réserves mais à l'exclusion toutefois du fonds spécial, est devenu insuffisant pour faire les paiements de compensation au fur et à mesure qu'ils deviennent échus, et de manière à ne pas obérer injustement à l'avenir les employeurs d'une classe d'industries en particulier en mettant à leur charge des paiements qui sont dus à raison d'accidents ayant eu lieu les années précédentes, il peut requérir la commission de faire une cotisation supplémentaire pour la somme qui, dans son opinion, doit être ajoutée au fonds d'accident.

"Sur cette réquisition, la commission procède immédiatement à faire une cotisation supplémentaire en la manière prévue par la présente loi pour les autres cotisations supplémentaires."

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande d'éviter les influences politiques.

L'article 96 est adopté.

Les articles 97 à 105 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 106, qui se lit comme suit:

"106. 1. Les employeurs qui exploitent les industries comprises dans l'une des classes quelconques de la cédule 1 peuvent se former en une association pour la prévention des accidents et peuvent faire des règlements à cette fin.

"2. La commission peut, si elle est d'avis que l'association ainsi formée représente suffisamment les employeurs dans les industries de cette classe, approuver ces règlements qui, après leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, deviennent obligatoires pour tous les employeurs dans les industries comprises dans ladite classe.

"3. Lorsque l'association, en vertu de ses règlements, nomme un inspecteur pour la prévention des accidents, la commission peut, selon qu'elle le croit juste, payer en tout ou en partie le salaire de cet inspecteur soit à même le fonds d'accidents, soit à même telle partie du fonds qui est au crédit de l'une ou de plusieurs des classes d'industries mentionnées dans la cédule 1.

"4. La commission peut, dans tous les cas et à sa discrétion, contribuer aux dépenses de cette association au moyen d'un octroi spécial.

"5. Les sommes ainsi payées par la commission sont prélevées par voie d'addition à la cotisation imposée à la classe affectée.

"6. Le mot "classe" dans le présent article, comprend les sous-classes, ou telle partie d'une classe, ou tel nombre de classes, ou parties de classes d'industries de la cédule 1 que la commission peut approuver."

M. Guertin (Hull) exprime sa crainte que les hommes et les enfants peuvent être l'objet de discrimination de la part des employeurs, de manière à diminuer les cotisations. Ce serait bien si des inspecteurs étaient nommés pour inspecter les usines et voir à l'application des règlements en matière de sécurité.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) signale que l'article 106 prévoit que les employeurs qui exploitent une entreprise dans n'importe quelle classe de l'industrie doivent se regrouper en association

pour la prévention des accidents et établissent des règlements à cette fin. La commission peut approuver les règlements, et lorsqu'ils sont approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, ces règlements s'appliquent à tous les employeurs dans leurs classes respectives de l'industrie. Il est dans l'intérêt de chaque classe de prévenir les accidents afin de maintenir les évaluations à un niveau peu élevé.

M. Guertin (Hull): Une association pourrait établir des règles inconnues de la commission, où, par exemple, les hommes mariés ne pourraient pas être embauchés. Il demande de biffer toute cette section qui permet à diverses industries et à une classe d'employeurs de s'associer pour la prévention d'accidents, car il craint que les industries s'entendent parfois au point de vue sélection du travail. La loi par ailleurs assure amplement à la commission les pouvoirs nécessaires. Il suggère de laisser l'organisme créé par la loi des établissements industriels faire la visite des usines et ateliers et se charger de la prévention.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): La clause devrait rester telle que rédigée. Cette partie de la loi repose sur l'article 114 de la loi de l'Ontario et elle a été réclamée par les intéressés.

M. Guertin (Hull) demande que l'on lise les cédules "industries" pour lesquelles les employés sont tenus de contribuer au fonds d'accidents.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Cela serait utile, puisque la commission a le pouvoir d'interposer les diverses classes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) consent à ce que le président du comité lise la nomenclature des industries.

M. Guertin (Hull) déclare qu'il est satisfait.

L'article 106 est adopté.

Les articles 107 à 115 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 1 de l'article 116, qui se lit comme suit:

"116. 1. Nonobstant l'article 52, les commissaires nommés en vertu des dispositions de l'article 2 de la loi de la Commission des accidents de travail (18 George V, chapitre 80) sont les commissaires chargés d'administrer la présente loi."

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) présente un amendement qui décrète que les commissaires resteront en fonction durant bonne conduite.

Le paragraphe 1 de l'article 116 est amendé et se lit désormais comme suit:

"116. 1. Nonobstant l'article 52, les commissaires nommés en vertu des dispositions de l'article 2 de la loi de la Commission des accidents de travail (18 George V, chapitre 80) sont les commissaires chargés d'administrer la présente loi et ils demeurent en fonction durant bonne conduite et ne peuvent être destitués que conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 54.

L'amendement est adopté.

L'article 116, ainsi amendé, est adopté.

L'étude de l'article 117 est suspendue.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 46 des accidents du travail, 1931.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose 1. Que le gouvernement de la province et une commission permanente de ce gouvernement, engagée dans une industrie prévue par la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront considérés comme employeurs au même titre que les particuliers et soumis aux dispositions de ladite loi qui accompagne les présentes résolutions, quand ils exploiteront une industrie énumérée dans les cédules 1 ou 2 de ladite loi.

2. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à payer annuellement à la Commission des accidents du travail de Québec, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas cent mille dollars à titre de contribution à ses dépenses.

3. Que, si le 1^{er} septembre 1931, ou ultérieurement, la commission n'a pas les fonds nécessaires pour payer les compensations ou les dépenses prévues par la loi qui accompagne les présentes résolutions, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, chaque fois que la commission lui en fera la demande, autoriser le trésorier de la province à lui avancer à même le fonds consolidé du revenu les sommes requises, et que les sommes ainsi avancées seront remboursées au trésorier de la province par la commission et seront versées au fonds consolidé du revenu.

4. Que, jusqu'au 1^{er} septembre 1931, les traitements des commissaires, continués en fonction en vertu de l'article 116 de la loi qui accompagne les présentes résolutions et de leurs remplaçants, ainsi que les dépenses de logement et d'ameublement de la commission seront à la charge du gouvernement de la province et seront payés à même le fonds consolidé du revenu; et que à compter de cette dernière date, ces traitements et ces dépenses seront payés à même le fonds d'accident, tel que prévu par ladite loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-il vrai que les journaux ont cité le premier ministre un jour en disant qu'il a des doutes sur les résultats de la nouvelle loi du ministre des Travaux publics, que la loi actuelle n'est pas bonne? Je ne sais si le premier ministre a changé d'idée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M'avez-vous entendu vous-même?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, on me l'a rapporté! Pourquoi le gouvernement veut-il la changer si elle est satisfaisante et pourquoi ne pas l'avoir fait avant, si elle ne l'est pas?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas cela que j'ai dit. On vous a mal renseigné ou, si c'est cela que vous avez compris, votre radio devait être en mauvais état.

(Rires)

Le gouvernement a introduit la nouvelle mesure selon les besoins des travailleurs de la province. J'ai dit, et je n'ai pas d'objection à redire, que notre loi de 1928 était bonne, et elle a bien fonctionné et j'y crois encore. Il est possible que la loi actuelle pèse plus lourdement que l'autre sur les épaules de l'industrie. Notre loi de 1928 était bonne et, quand nous l'avons adoptée, nous avons déclaré que nous en ferions un essai loyal. Nous l'avons fait.

Les ouvriers considéreraient que la loi ontarienne remplirait mieux leurs vus. Les travailleurs nous demandent de leur donner la loi qui est appliquée en Ontario.

Cette loi est-elle supérieure à celle de 1928? Je n'en suis pas sûr. En tout cas, les ouvriers nous l'ont demandée et Québec s'empresse de la leur donner et ça nous fait plaisir. Nous verrons si elle sera meilleure. J'espère qu'elle fonctionnera très bien. Si elle n'est pas satisfaisante, nous allons la changer...

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi de 1928 n'a pas donné satisfaction.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): En 1928, nous avons fait une loi et nous avons dit aux ouvriers: "Si vous n'êtes pas satisfaits, nous la changerons." C'est ce que nous faisons. Les lois comme les gouvernements sont perfectibles, de même que le député de Trois-Rivières.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une confession! Mais le gouvernement ne s'est pas beaucoup perfectionné depuis 33 ans.

M. Blain (Montréal-Dorion): Quand on regarde le gouvernement, on a envie d'aller "à confesse".

(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si vous alliez "à confesse" aussi souvent que vous nous regardez, vous seriez un bon chrétien!

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement fait des expériences avec l'indemnisation des accidents du travail aux dépens du peuple. En 1928, nous avons protesté contre la nouvelle loi. L'opposition a réclamé à plusieurs reprises la loi d'Ontario, l'Orateur de la Chambre (l'honorable M. Bouchard) l'a aussi réclamée, et le gouvernement s'y est toujours opposé en disant qu'elle n'était pas adéquate pour le Québec.

On ne nous l'a pas donnée et 52,000 ouvriers, pendant deux ans, ont été obligés de s'y soumettre et ils ont souffert de l'inertie du gouvernement. Ces ouvriers devraient jouir de la loi actuelle au moins depuis deux ans. La loi du premier ministre n'a donc pas donné satisfaction au premier ministre, puisqu'il l'amende.

Il demande si le gouvernement accordera une pension aux commissaires?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le gouvernement considère cette question et il est probable qu'il accordera la pension plus tard.

M. Guertin (Hull): Nous aurons un changement de gouvernement au cours de l'année, et le nouveau gouvernement va augmenter le nombre des membres de la commission de trois à cinq et il va permettre aux syndicats et aux employeurs d'être représentés. Les prochains administrateurs verront à rendre justice à l'ouvrier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Très bien alors, la question est réglée!

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

M. Guertin (Hull) propose en amendement, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay), que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant prête à voter des subsides au gouvernement de Sa Majesté, est d'avis que le salaire de 25 cents l'heure, ou moins, payé par le gouvernement à certains de ses employés, particulièrement à ceux qui travaillent sur les routes, est insuffisant et devrait être immédiatement augmenté;

"De plus, cette Chambre réproche les méthodes régulières de paie suivies par le ministère de la Voirie, par lesquelles les employés sont payés mensuellement et à la fin du mois qui suit celui durant lequel ils ont été employés, ces employés étant ainsi obligés d'attendre jusqu'à deux mois avant de toucher leur salaire;

"Et, en conséquence, cette Chambre demande l'adoption immédiate d'un système de paie semi-mensuelle, les salaires devant être versés aussitôt que possible après la fin de la période."

Plusieurs voix: Drop.

M. Guertin (Hull): Le gouvernement s'empresse de rejeter ma motion qui vise à la protection de la classe ouvrière. Le ministère de la Voirie ne paie pas raisonnablement ses ouvriers. C'est à peu près la même chose pour tous les départements.

Actuellement, l'ouvrier reçoit sa paie à la fin du mois qui suit le mois de son travail. Ainsi, l'employé de la voirie recevra à la fin de février ce qu'il gagne dans le mois de janvier. C'est là un grave inconvénient pour l'ouvrier. Il donne lecture d'une lettre d'un scieur de bois à l'emploi des Terres et Forêts qui se plaint de ce retard.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est un homme de chantier qui écrit bien.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Vous devriez le payer.

M. Guertin (Hull): Le premier ministre a une drôle de mentalité; il a l'air de croire que les mesureurs de bois ne savent pas écrire. C'est une bonne note en sa faveur.

M. Fortin (Beauce): Ce n'est pas un scieur de bois.

M. Guertin (Hull): Le député de Beauce relève de maladie: laissons-le tranquille. Il donne lecture d'une autre lettre d'un employé qui se plaint d'être payé longtemps après son travail. Le salaire de \$2.50 est insuffisant, puisque ça ne fait que \$750 par année. Les statistiques officielles démontrent qu'il en faut bien davantage à une famille pour vivre. Il réfère à l'encyclique de Léon XIII (*Rerum novarum*), Charles Antoine et autres, à l'appui de sa thèse.

Il reproche au gouvernement de spéculer sur le travail de l'ouvrier et de donner un mauvais exemple aux industriels qui seront tentés de le copier, afin d'épargner quelques sous au détriment du travailleur.

Référant à la convention conservatrice de Québec, il rappelle qu'une résolution a été adoptée afin d'assurer à l'ouvrier un salaire raisonnable. Assurer un juste salaire à l'employé, c'est donner à la masse du peuple un pouvoir d'achat plus considérable et régler un peu la dépression économique actuelle. C'est apporter aussi un remède à la désertion du sol car, si le campagnard gagne un bon salaire, il ne sera pas tenté de se rendre à la ville.

Il reproche à la droite de donner des salaires de \$10 par semaine à des messagers qui ont charge de famille. Il proteste contre un conférencier qui, à

L'heure provinciale, se déclarait contre le salaire minimum des hommes.

Il dénonce le département de la Voirie d'avoir accordé un contrat sans soumission à un contracteur qui a payé des salaires de 20 sous de l'heure et qui a remis ses obligations de façon fort dispendieuse pour la province. Il s'agit d'une question libre, et il invite les députés de la droite à se prononcer librement⁷ sur cette question de salaire, et il espère que la députation approuve cette motion qui n'est pas une motion de censure.

M. Delisle (Chicoutimi): Mon collègue de la gauche oublie bien des éléments dans ses considérations. Et le premier, c'est qu'un grand nombre des employés ne sont pas des chefs de famille, mais des jeunes gens qui travaillent sur les routes de colonisation et qui ordinairement travaillent sur des fermes et qui prennent quelques semaines pour se faire un salaire additionnel.

L'honorable député quand il parle de salaires de 25 cents semble les appliquer à tous les ouvriers. C'est une tactique de l'opposition que de prétendre que les ouvriers de la province ne reçoivent pas un salaire raisonnable par les divers départements, mais on leur a répondu et leurs prétentions n'ont pas tenu. Dans les quartiers ruraux, les cultivateurs sont satisfaits du salaire payé par le ministre de la Voirie à ceux qui travaillent aux routes. Le salaire est de 20 sous l'heure. Les colons sont aussi satisfaits de ce qu'ils perçoivent parce qu'il ne faut pas oublier qu'en travaillant à bâtir des chemins, travail pour lequel ils sont payés, ils contribuent en même temps à améliorer leur propriété et, en définitive, travaillent pour eux-mêmes. Les colons sont contents de recevoir 20 sous de l'heure pour ce type de travail. Les assertions faites par le député de Hull ne sont pas véridiques.

Il y a quelques années, le ministère des Travaux publics a construit un palais de justice à Chicoutimi et on a payé de beaux salaires. Les ouvriers ont reçu un salaire raisonnable, \$5 ou \$6 par jour dont ils étaient amplement satisfaits.

Le député de Hull a parlé d'exode causé par les petits salaires. Il y a un autre moyen de garder les fils de cultivateurs sur la terre que d'augmenter les salaires aux ministères de la Voirie et de la Colonisation: c'est d'améliorer la situation du cultivateur. Un meilleur moyen est utilisé par le gouvernement pour que la population agricole reste sur ses terres: il s'agit d'instruire les cultivateurs aux méthodes agricoles scientifiques, qui seront plus rentables et leur fera aimer le sol. C'est d'ailleurs ce

que fait le gouvernement. Je tenais à mettre au point les déclarations du député de Hull.

Il (M. Guertin) est toujours en train de laisser croire que les travailleurs de la province reçoivent des salaires de crève-faim. Le gouvernement sait payer des salaires raisonnables aux ouvriers de la province. Les cultivateurs sont heureux des salaires qu'ils peuvent gagner à la voirie dans les périodes où ils n'ont rien à faire sur leurs fermes. Les cultivateurs et les colons de chez nous sont satisfaits de travailler pour les salaires qui leur sont payés.

(Applaudissements)

M. Guertin (Hull): Un autre député battu aux prochaines élections.

(Rires)

M. Tremblay (Maisonnette): J'ai l'honneur de proposer l'ajournement du débat. L'honorable premier ministre a l'habitude de me refuser quand je demande l'ajournement. J'espère qu'il va m'exaucer ce soir.

(Rires)⁸

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai tellement hâte de vous entendre que je n'ai pas le courage de vous exaucer.

(Rires)

M. Tremblay (Maisonnette): La motion qui est devant nous est des plus importantes. Elle intéresse le capital humain. Le règlement de la question du chômage réside dans l'augmentation des salaires. Si on augmente les salaires, le nombre des heures de travail sera diminué et, partant, la production. Il votera en faveur de la motion du député de Hull (M. Guertin).

M. Gagnon (Kamouraska): Je partage l'opinion du député de Chicoutimi (M. Delisle) sur les salaires payés par les ministères de la Voirie et de la Colonisation. Ces deux ministères ne sont pas destinés à faire vivre la classe ouvrière et ne constituent pas une industrie, et les ouvriers de la campagne sont satisfaits des argents qui sont dépensés pour améliorer la voirie et la Colonisation. Les sommes votées pour les travaux ont été définies et le gouvernement a payé des salaires de façon à faire travailler le plus de monde possible. L'an dernier, il aurait voté en faveur d'une augmentation de cinq sous pour ces ouvriers, mais, cette année, les conditions économiques ne le justifient pas.

Ce ne sont pas les hauts salaires qui font le bonheur du peuple. Malgré les unions ouvrières aux

États-Unis, nos voisins ont des millions de chômeurs. Si nous payons 25 cents de l'heure, un plus grand nombre d'ouvriers toutefois y seront employés. Je prierais nos amis de l'opposition de demander au gouvernement d'Ottawa de faire monter le prix du beurre, par exemple, s'ils veulent que les ouvriers soient payés à des salaires plus élevés. Mais je crois que plus nous élèverons les salaires, plus nous augmenterons le chômage. Attendons donc que les conditions s'améliorent.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je félicite l'honorable député de Hull d'avoir amené cet amendement. On a soutenu que les salaires de 20 ou 25 cents de l'heure, payés par le gouvernement dans les campagnes et les régions de colonisation, étaient amplement suffisants, parce qu'ils étaient destinés aux cultivateurs et aux colons, et que ces derniers n'avaient pas besoin de gagner plus cher pour arriver dans leurs affaires. Je prends toutefois que si le gouvernement ajoutait quelques cents de plus aux 25 cents par heure, aux salaires des travailleurs, il aiderait singulièrement à alléger la situation économique présente qui, on en conviendra, n'est pas tout à fait rose, et la crise serait réglée plus tôt, en augmentant la circulation de l'argent et en gardant sur leurs terres des centaines d'hommes qui, aujourd'hui, déménagent en ville car ils y reçoivent des salaires présentement plus élevés. Par la suite, ils deviennent un fardeau pour les villes, lorsqu'ils ne se tournent pas carrément vers le crime pour subvenir à leurs besoins.

Deux écoles d'économistes offrent des solutions différentes à la crise actuelle. Les uns voient dans l'économie la solution de la crise, tandis que les autres prétendent qu'il faut maintenir l'organisme économique en maintenant de bons salaires et en continuant la dépense dans des mesures raisonnables et, évidemment, et en réduisant le nombre d'heures de travail. Henri Ford partageait cette dernière théorie et l'on sait qu'il en a fait un véritable succès. Il prétendait que, lorsque l'ouvrier reçoit de bons salaires, il consomme davantage, il peut payer de meilleurs prix aux marchands. Ces derniers achètent davantage du fabricant. La consommation augmente, le bien-être se multiplie et l'activité économique se maintient. Avec cette politique, le rajustement économique serait accéléré et assurerait davantage l'avenir des Canadiens français, dont les racines sont dans le sol et sur les fermes.

Or, ce principe peut s'appliquer ailleurs. Nous subissons présentement une crise agricole qui nécessitera sans doute des ajustements parfois pénibles. Car on

ne peut tout modifier instantanément. Le prix de vente des denrées agricoles n'est pas équivalent aux prix payés par les cultivateurs pour les autres marchandises. Aussi, si les salaires payés en campagne aux cultivateurs pour les travaux de voirie étaient plus élevés, la classe agricole y trouverait un appoint précieux qui l'aiderait à traverser plus facilement et plus vite la crise dont elle souffre.

Le député de Chicoutimi (M. Delisle) a parlé des jeunes gens de 17 et 18 ans qui travaillent sur les chemins à raison de \$2.50 par jour et qui sont satisfaits. Mais on semble oublier un fait important. Il est évident que, vu les familles nombreuses de nos campagnes, les cadres de la paroisse sont rapidement débordés. Nombre de fils d'agriculteurs, soit par goût, soit par nécessité, sont forcés d'exercer leurs activités en dehors de l'agriculture. Or, il faut que ces jeunes gens puissent s'établir. Plus tôt on les aidera à se faire un foyer, plus tôt on augmentera la puissance de notre race, et moins les villes draineront la population de nos campagnes. Et c'est là que la question du 25 cents de salaire a plus d'importance qu'on ne semble le croire.

Nous n'avons pas à compter sur l'immigration pour la survivance et la puissance de notre race. Nous ne devons pas davantage compter sur les villes. Je l'ai déjà déclaré et redit. Ce n'est pas dans les villes que se trouve la survivance de notre race. Ce n'est pas à Montréal ou d'autres villes que la race subsistera, mais sur la terre, au foyer des ancêtres, là où les familles nombreuses s'épanouissent à l'aise dans une atmosphère morale et physique saine, loin de la contamination stérilisante des villes.

L'augmentation de la natalité est un point important à considérer. Et c'est pourquoi le gouvernement doit songer à aider ces jeunes gens de 17 et 18 ans, leur permettre de bâtir leur avenir et, en même temps, leur foyer. Et pour cela, il faut qu'il n'y ait pas trop de différence entre les prix payés dans l'usine des villes et les prix payés dans les campagnes. La disparité trop marquée de ces salaires entraîne puissamment plus que toute autre cause le campagnard vers la ville. Quand ce ne serait que pour favoriser la fondation de foyers plus nombreux dans les campagnes, que pour favoriser une diminution dans la migration vers la ville, le gouvernement devrait songer à payer un peu plus afin d'assurer un résultat si important.

Et ce n'est pas une raison à apporter que parler du luxe, surtout avec des salaires de 25 cents. C'est comme s'il fallait condamner tout progrès, toute amélioration dans les conditions de vie, surtout pour des travaux qui ne durent que quelques mois de

l'année. On parle de \$2.50 par jour. Si l'employé du département de la Voirie gagnait cela beau temps mauvais temps, ce serait encore acceptable, mais on ne tient pas compte que ces gens travaillent à peine six mois par année. À Montréal, nous payons 40 cents de l'heure.

M. Authier (Abitibi) fait une remarque au sujet de la disparité des salaires. Les statistiques industrielles de Québec prouvent que le salaire moyen de l'ouvrier est de \$900.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le danger est d'autant plus grand qu'il y a une trop grande disparité entre les salaires payés aux ouvriers des usines, etc., et aux employés des divers ministères.

M. Delisle (Chicoutimi): Le cultivateur a d'autres revenus. Les cultivateurs et les colons qui travaillent à la voirie ou à la colonisation n'ont pas que ce moyen de gagner leur vie.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il y a un danger. Beaucoup de jeunes gens ne veulent pas ou ne peuvent pas cultiver. Comment va-t-on les garder sur la terre, leur permettre de faire des économies? Il faut faire cesser l'afflux de nos ruraux vers nos villes, ce qui ne fait de bien ni à la race ni aux villes. Ils iront dans les grands centres, travailler s'il y a de l'ouvrage, ou aggraver la situation. Ces ruraux viennent augmenter le nombre des chômeurs et y trouver, dans la misère, le chemin du crime et du malheur. Les gens qui sont arrêtés ne sont pas tous des bandits. Mais plusieurs recourent à des expédients. Dans combien de cas lamentables de criminels ne trouve-t-on pas le pauvre enfant de campagne laissé seul dans la ville et à qui la faim, le manque de surveillance ont attiré la honte et le malheur? On ne le redira jamais trop.

Gardons nos ruraux à la campagne, la grande source vivifiante de notre race, qui, par ses traditions, ses vertus ancestrales, sa force, nous sauvera et nous donnera notre puissance. Aussi, s'il est possible de fixer à la campagne un plus grand nombre de nos ruraux, par des salaires plus élevés, le gouvernement ne doit pas hésiter. La nécessité d'attirer les jeunes vers les terres est le seul moyen d'assurer le progrès de la province, dont l'industrie de base a toujours été l'agriculture.

La question que nous discutons doit être au-dessus de la politique. Ce n'était pas une question relative au Parti libéral ou conservateur, mais bien une question de coopération visant à trouver une

solution à un grave problème. On doit étudier le principe de l'amendement du député de Hull. L'argent devrait circuler davantage. Plus l'argent circulera, plus la province sera prospère. Nous avons un devoir impérieux, nous, de la province de Québec, d'aider nos concitoyens et particulièrement cette fine fleur de la jeunesse. C'est sur la terre et au foyer des ancêtres que notre race se perpétuera. Sacrifions des surplus s'il le faut, mais tâchons d'atteindre ce but.

(Applaudissements)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska)
(Applaudissements) lit la motion du député de Hull: "Cette Chambre, tout en étant prête à voter des subsides au gouvernement de Sa Majesté, est d'avis que le salaire de 25 cents l'heure, ou moins, payé par le gouvernement à certains de ses employés, particulièrement à ceux qui travaillent sur les routes, est insuffisant et devrait être immédiatement augmenté;

"De plus, cette Chambre réproouve les méthodes régulières de paie suivies par le ministère de la Voirie, par lesquelles les employés sont payés mensuellement et à la fin du mois qui suit celui durant lequel ils ont été employés, ces employés étant ainsi obligés d'attendre jusqu'à deux mois avant de toucher leur salaire;

"Et, en conséquence, cette Chambre demande l'adoption immédiate d'un système de paie semensuelle, les salaires devant être versés aussitôt que possible après la fin de la période."

L'honorable député de Hull nous cite un grand nombre d'autorités à l'appui du salaire raisonnable. Il est incontestable que l'ouvrier a droit à un salaire raisonnable; la droite comme la gauche admet cela. C'est parfaitement juste. Mais quels sont les travaux que la voirie a à faire exécuter? Est-ce une industrie? Sont-ce des ouvriers proprement dits qui les exécutent? Non, ce sont des cultivateurs.

Si le gouvernement a un bout de route à construire, il le fait. Si les travaux durent de mai à octobre, c'est autant de pris, mais ensuite c'est fini. Quand les travaux sont finis, le cultivateur retourne à sa terre. Les membres de l'opposition ont parlé de salaires versés en région du point de vue de la grande ville. Quel salaire payons-nous pour un journalier? \$2.50, \$3.00, \$3.50 s'il a un cheval, \$4.50 s'il se sert de deux chevaux. On a parlé de 40 cents par heure à Montréal, \$4 par jour. On ne peut prétendre que le cultivateur, qui gagne \$2.50 par jour sur la route, ne gagne pas autant que l'ouvrier de ville à \$4! L'honorable chef de l'opposition ne croit-il pas que l'ouvrier vit mieux avec \$3.50 à la campagne qu'avec \$4 à Montréal?

La construction des routes n'est pas une industrie, parce que ceux qui travaillent sur les routes ne sont pas des ouvriers dans le sens habituel du terme. Les travaux de construction et d'entretien sur les routes sont faits par des cultivateurs. Les cultivateurs ne travaillent pas aux routes lors des périodes de semailles, de récolte, etc. Ils y travaillent quand il ne reste plus rien à faire sur leur terre. Ces gens-là ne sont pas des ouvriers, mais des cultivateurs. Les salaires payés en campagne par le ministère sont si populaires et les gens ont tellement hâte de construire des routes que le gouvernement ne peut suffire aux demandes.

Il dépense actuellement \$12,000,000 par an et il pourrait en dépenser \$20,000,000⁹. Ces gens reçoivent ainsi un supplément des ministères de la Voirie et de la Colonisation. Ce n'est pas leur gagne-pain ordinaire. C'est un moyen, il me semble, de les garder sur la terre. Les autres employés de notre département sont des journaliers résidant dans les villages. Il faut tenir compte de la nature des gens qui travaillent pour nous et de la nature des travaux exécutés. Sans doute, l'ouvrier a droit à un salaire raisonnable. Mais il ne faut pas oublier non plus que les travaux de voirie sont avant tout des travaux occasionnels, et une sorte d'aide et de surplus pour le cultivateur.

On a parlé de circulation de l'argent. Le ministère de la Voirie en met énormément en circulation! On ne doit pas en conséquence envisager la question comme s'il s'agissait d'un ouvrier gagnant sa vie uniquement par ces travaux. Le député de Hull (M. Guertin) n'a pas bien formulé sa question lorsqu'il a classé les agriculteurs qui travaillent temporairement sur les routes comme des ouvriers. Ils travaillent seulement sur les routes lorsqu'ils n'ont rien d'autre à faire. Le gouvernement s'est montré en faveur de salaires raisonnables, il y a bien longtemps, pour les travaux qui concernaient les agriculteurs saisonniers, mais il ne peut pas être blâmé lorsqu'il permet simplement aux agriculteurs et à leurs fils de construire leurs propres routes pendant leur temps libre, à 25 cents de l'heure.

Quant à la date de paie, le député de Hull a fait erreur quand il a prétendu que le gouvernement ne paie que tous les mois.

Il y a quatre districts pour le règlement des comptes. Les ouvriers sont payés périodiquement une fois par mois suivant un système de rotation par district. L'honorable député suggère que nous payions tous les 15 jours. Cela nécessiterait une dépense de \$60,000 par année de plus en employés pour faire les 80,000 chèques de paie.

Il y a quelque chose à considérer en rapport avec l'augmentation des salaires. Nous les avons augmentés, l'an dernier. L'entretien va coûter \$6,000,000 en 1931.

Je crois que les cultivateurs seraient opposés à l'augmentation des salaires parce que les salaires payés sur les routes sont d'ailleurs un barème pour eux selon lequel ils peuvent se procurer des employés de ferme. Je viens de la campagne. Je rencontre des cultivateurs et je sais comment cela se passe.

M. Guertin (Hull) demande le vote¹⁰.

L'amendement est mis aux voix, et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Guertin, Houde, Renaud, Tremblay, 5.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bernard, Bouthillier, Bullock, Charbonneau, Delisle, Dillon, Farand, Fortin, Francoeur, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Laperrière, Leduc, Lemieux (Wolfe), Lortie, Marchand, McDonald, Mercier (fils), Messier, Moreau (Lac Saint-Jean), Perrault, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Samson, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 38.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte. En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité¹¹:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions neuf cent dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins, S.R., 1925, chapitre 91, article 74, tel qu'amendé par 18 George V, chapitre 35, section 65, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1932.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Nous n'allons pas en discuter maintenant! Il est trop tard. L'opposition n'a pas fait d'obstruction jusqu'ici, et il est injuste d'obliger sept ou huit députés à continuer un écrasant labeur jusqu'aux petites heures du matin.

Des voix de l'opposition: Il n'est pas juste d'obliger les députés de l'opposition à travailler constamment jour et nuit.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) pense que c'est le moment ou jamais.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) soulève ici la question des trois séances par jour.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'y aura pas de séance samedi, bien que l'avis de motion mentionne cette journée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons voter l'item et, si vous désirez revenir en comité, nous y reviendrons.

M. Guertin (Hull) proteste.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) proteste.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) suggère de remettre à plus tard un autre item pour permettre que des suggestions supplémentaires soient faites. Voulez-vous passer l'item des mines?

M. Guertin (Hull): Nous ne sommes pas prêts. Des questions intéressantes seront encore soulevées en rapport avec l'autre item.

Il menace de faire de l'obstruction. Il veut faire ajourner le débat. L'item est tellement important, dit-il, qu'il faut plus de temps pour en discuter.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On en a discuté pendant six séances. Je propose de discuter au moins une demi-heure.

M. Guertin (Hull) refuse. C'est toujours la même chose, le gouvernement présente des petites affaires pendant les premières semaines de la session, puis il veut accélérer les dossiers à la fin.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'opposition ne veut pas travailler au début de la session. Il (l'honorable M. Taschereau) refuse de céder le point.

M. Guertin (Hull): Ça ne servira à rien de siéger toute la nuit, car l'item ne va pas passer. De plus, si le premier ministre persiste, il va y avoir de l'hostilité dans l'air. Le gouvernement a plusieurs

députés et il peut siéger par équipes, alors que nous sommes seulement cinq présentement.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je ne voudrais pas engager l'opposition, mais il est plus que probable que demain tout le monde sera d'accord au sujet de l'item de la voirie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
On votera sur l'item demain.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à minuit trente minutes.

6. Voir note 2.

7. Selon *Le Soleil* du 19 mars 1931, à la page 26, M. Guertin discute de sa motion pendant une heure.

8. Il est 11 h 10, selon *Le Soleil* du 19 mars 1931, à la page 26.

9. Chiffre de *The Gazette* du 19 mars 1931, à la page 13: \$25,000,000.

10. Les membres de l'opposition ne sont que trois. Or, on sait que cinq députés doivent se lever pour réclamer et obtenir un vote. "Heureusement, MM. Tremblay et Renaud viennent reprendre leur siège" ajoute *L'Événement* du 19 mars 1931, à la page 10.

11. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi).

NOTES

1. "Il occupe son siège pour la première fois de la session", rapporte *L'Événement* du 19 mars 1931, à la page 10, et "en raison d'une grave maladie qui le força à abandonner son portefeuille", ajoute *Le Soleil* du 19 mars 1931, à la page 26.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

3. *Le Soleil* du 19 mars 1931, à la page 3, rapporte que "Les galeries, tant du côté des femmes que du côté des hommes, étaient bondées."

4. Sous la présidence de M. Vautrin. *The Chronicle Telegraph* du 19 mars 1931, à la page 3, rapporte que M. Vautrin a été remplacé dans l'après-midi par M. Cohen, mais on ne sait pas à quel moment exact.

5. Pierre Beaulé (1872-1957), syndicaliste, ouvrier de la chaussure de la ville de Québec, premier président de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) en 1921. Il représente la CTCC à quelques reprises aux conférences que l'Organisation internationale du travail tient à Genève.

Première séance du jeudi 19 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Fermeture d'une ruelle
de la Côte Saint-Louis**

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), que les articles 500, 506, 510, 511, 513, 514 et 516 du Règlement de cette Chambre soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'Institut de Notre-Dame du Bon-Conseil de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la fermeture d'une partie de la ruelle, etc., et que la présente pétition soit maintenant lue et reçue et qu'il soit permis de présenter le bill 155 concernant la fermeture d'une partie de la ruelle située en arrière de certains lots du boulevard Saint-Joseph et faisant partie du lot no 329, subdivision 286, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de l'Institut de Notre-Dame du Bon-Conseil de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la fermeture d'une partie de la ruelle, etc. est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Plante (Montréal-Mercier) demande la permission de présenter le bill 155 concernant la fermeture d'une partie de la ruelle située en arrière de certains lots du boulevard Saint-Joseph et faisant partie du lot no 329, subdivision 286, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-

neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 154 ratifiant un acte de vente et de cession par la cité de Montréal à Henry Birks & Sons Limited, et déclarant fermée une certaine lisière de terrain.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 152 concernant The American Can Company;

- bill 153 concernant les Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci;

- bill 185 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'imposition de certaines taxes.

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre:

- bill 44 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la création de la division d'enregistrement de Jonquière.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 151 constituant en corporation Montreal & North-Western Railway.

Décisions de l'Orateur

Inscription au *Feuilleton*

M. l'Orateur rend la décision suivante sur la question soulevée par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) à la deuxième séance d'hier, mercredi.

Se levant, au cours de la deuxième séance du 18 mars, avant de passer aux affaires du jour, M. Duplessis se plaint du fait que le bill no 198 n'a pas encore été inscrit sur l'ordre du jour, et ce, contrairement à l'article 116 du Règlement de la Chambre.

Il s'agit d'abord pour moi de décider du droit que pouvait avoir M. Duplessis de soulever cette question à ce moment.

Je crois que M. Duplessis ne pouvait alors se lever pour débattre cette question comme point

d'ordre. L'article 185 du Règlement décrète qu'une violation de l'ordre ou du Règlement ne peut être signalée qu'à l'instant où elle se produit.

Par la décision que j'ai rendue à la première séance du 17 mars, j'ai interprété cet article en émettant l'opinion qu'il signifiait qu'on pouvait soulever un point d'ordre sur une violation du Règlement de la Chambre tant et aussi longtemps qu'elle durait. Dans le cas actuel, la violation du Règlement n'a duré que tant et aussi longtemps qu'a duré la première séance qui a suivi le rapport du comité élu qui avait été chargé du bill no 198, car l'article 116, cité par M. Duplessis, se lit comme suit: "Les bills rapportés par les comités élus sont inscrits au *Feuilleton* de la séance suivante."

Le droit de faire inscrire, par l'Orateur, le bill no 198 sur un point d'ordre s'est trouvé éteint avec la fin de la deuxième séance du 17 mars, le bill ayant été rapporté par le comité des bills publics à la première séance du 17 mars.

Je crois, cependant, que M. Duplessis avait le droit, au moment où il s'est plaint d'une violation du Règlement de la Chambre, de se lever sur une question de privilège et de demander une décision de l'Orateur sur le sujet de sa plainte.

Le bill no 198 est un bill public et devait être rapporté par le comité élu auquel il a été renvoyé, et inscrit au *Feuilleton* de la séance qui a suivi son rapport.

Les auteurs sont unanimes à déclarer qu'un comité élu n'a pas le droit de rejeter un bill public ni ordonner son retrait. Bourinot, page 660: "Every committee on a public bill is bound to report thereon, as the House alone has the power to prevent its passage or order its withdrawal".

Depuis plusieurs années, il a été de pratique constante de ne pas inscrire au *Feuilleton* de la séance suivante les bills publics désapprouvés par le comité auquel ils avaient été référés. Cette procédure, en contravention avec le Règlement de l'Assemblée, pouvait être régulière tant et aussi longtemps qu'elle se faisait avec le consentement unanime de la Chambre: "Du consentement de tous les députés présents, la Chambre peut faire tout acte qui est de sa compétence, nonobstant tout règlement ou usage contraire." (Reed, no 24).

Dans mon opinion, ce consentement peut être exprès ou tacite. Je ne crois pas, cependant, qu'un usage établi, par consentement unanime, puisse prévaloir à l'encontre d'une règle formelle du Règlement. Du moment qu'un député s'objecte à une procédure établie par l'usage, mais contraire au Règlement, c'est son privilège indiscutable de le faire, et l'Orateur doit faire observer le Règlement.

À l'avenir, à moins que la Chambre n'en ordonne autrement, les prescriptions de l'article 116 devront être mises en vigueur par l'officier chargé de préparer le *Feuilleton* de la Chambre.

Comme il n'y a aucun règlement permettant à l'Orateur d'ordonner en ce moment, la réinscription du bill no 198, qui est disparu du *Feuilleton* en vertu d'un usage établi par le consentement unanime de la Chambre, il pourra l'être sur motion à l'effet de fixer un autre jour pour sa prise en considération par un comité plénier. Il me semble que le bill no 198 doit, en ce moment, être assimilé à un bill public qui est disparu de l'ordre du jour quand un comité plénier, ne désirant pas procéder plus longtemps sur un bill soumis à sa considération, décide que le président quitte le fauteuil. Bourinot, à la page 667, indique la procédure à suivre pour faire revivre un bill disparu de l'ordre du jour par suite de cette décision ou du manque de quorum du comité plénier: "Consequently the bill may be subsequently revived by a motion, without notice, to fix another day for the committee, and the proceedings are resumed at the point where they were previously interrupted." (Voir aussi, sur la question de l'avis, Bourinot chapitre XVI, no XVIII, page 679).

Brefs de prohibition et de *certiorari*

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), que le bill 198 modifiant le Code de procédure civile, relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari*, soit inscrit au *Feuilleton* pour étude en comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Riant) Sur division.
(Rires)

M. l'Orateur: La motion sera-t-elle adoptée?
Adoptée sur division?

Adopté sur division.

Questions et réponses:

Préparation de la cause relative à la frontière du Labrador

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. Quelles sont les personnes, sociétés, compagnies ou corporations qui ont travaillé, à quelque titre que ce soit, dans l'intérêt de notre province, à la préparation de la cause

relative à la frontière du Labrador, laquelle cause a été jugée par le comité judiciaire du Conseil privé de Sa Majesté, en 1927?

2. Quelles sont les personnes qui sont allées à Londres pour surveiller les intérêts de notre province au sujet de ladite cause?

3. Quelles sont les personnes qui ont représenté ou surveillé les intérêts de notre province, à Londres, lors de l'audition de ladite cause devant le comité judiciaire du Conseil privé de Sa Majesté?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Les personnes suivantes: Sir Horace Archambault, M. L.-J. Cannon, c.r., Sir Lomer Gouin, l'honorable L.-A. Taschereau, c.r.; MM. Charles Lanctôt, c.r.; Aimé Geoffrion, c.r.; Jean Bouffard, c.r.; et Pierre-Georges Roy, archiviste, ont coopéré à la préparation de la cause avec les ministres de la Justice du Canada, les sous-ministres de la Justice l'honorable M. E. L. Newcombe, c.r., maintenant juge de la Cour Suprême, et M. W. Stuart Edwards, c.r., sous-ministre actuel de la Justice; M. C. P. Plaxton, c.r., des techniciens, des géographes, des archivistes et l'honorable Sir Charles Russell, à Londres.

2. L'honorable L.-A. Taschereau, c.r., M. Charles Lanctôt, c.r., et M. Aimé Geoffrion, c.r.

3. La province n'était pas partie à la cause devant le Conseil Privé mais M. Aimé Geoffrion et M. Maurice Alexander ont plus spécialement, comme avocats du Canada, représenté les intérêts de la province conjointement avec le très honorable H. P. Macmillan, c.r., (du Barreau Écossais), le très honorable C. J. Doherty, c.r., (du Barreau Canadien), M. H. Stuart Moore et M. C. P. Plaxton, c.r., (du Barreau Canadien), les autres avocats du Canada. M. Charles Lanctôt, c.r., a dû revenir au Canada avant l'audition.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est plus long que le discours du trône de 1908.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, mais c'est moins long que vos discours!

**Négociations avec Terre-Neuve
au sujet du Labrador**

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. Le gouvernement de la province a-t-il entamé des négociations avec le gouvernement de Terre-Neuve relativement à la fixation de la frontière entre Terre-Neuve et le Canada, dans le Labrador, et si oui, à quelle date?

2. Le gouvernement de la province a-t-il proposé au gouvernement de Terre-Neuve de soumettre à l'arbitrage du comité judiciaire du Conseil privé de Sa Majesté, la question de la fixation de cette frontière, et si oui, à quelle date?

3. Si une telle proposition a été faite, a-t-elle été acceptée par le gouvernement de Terre-Neuve? Dans l'affirmative, à quelle date?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 2. et 3. Le gouvernement de la province n'a pas entamé de négociations avec le gouvernement de Terre-Neuve relativement à la fixation des frontières entre le Canada et Terre-Neuve dans le Labrador.

Il appert de nos dossiers qu'à la suite de représentations faites par l'assistant-procureur général d'alors, M. J.-L. Cannon, c.r., au ministre de la Justice, le 16 novembre 1904, à l'occasion de la coupe de bois qui avait eu lieu sur les terres auxquelles la province de Québec prétendait avoir droit, le gouvernement du Canada a commencé des négociations avec le gouvernement de la Colonie de Terre-Neuve.

Le gouvernement du Canada a continué ces négociations jusqu'à ce qu'après bien des difficultés de la part du gouvernement de Terre-Neuve et des objections de la part de celui de Québec, qui désirait être admis à la référence devant le Conseil privé comme partie au litige, un arrêté en conseil eût été adopté par le gouvernement du Canada pour exprimer le consentement de ce gouvernement à ce que la question des frontières entre le Canada et Terre-Neuve fût déferée au Conseil privé.

Cet arrêté en conseil est en date du 12 juin 1919, et a été adopté sur un rapport du ministre de la Justice suppléant à cette époque.

Le gouvernement de la province de Québec a, au cours de ces négociations, insisté pour être reçu comme partie à l'arbitrage devant le Conseil privé. Le gouvernement du Canada par son ministre de la Justice n'a pu accéder à cette demande parce que le Canada seul avait la capacité requise pour représenter les provinces dans tout débat avec l'étranger ou avec les autres dominions.

Le 2 octobre 1912, le ministre de la Justice, l'honorable Charles J. Doherty, envoya une communication à Sir Lomer Gouin, alors premier ministre et procureur général, dans laquelle se trouve ce qui suit:

"While I fully recognize the interest of your Province in the case, I suppose it is clear that in any question affecting Canada, and especially one concerning its boundaries, the Federal Government

must necessarily deal with any outside Government and I am not sure that it is technically possible for the Provincial Government to be a party to these proceedings between the Dominion Government and that of Newfoundland. So far, however, as this Government is concerned, I do not see that it can have any objection to the Province being a party, if you think this necessary. In that case, your Government should, as it seems to me, at the proper time, make application to the Committee for leave to be added as a party.

"We shall, of course, be anxious in any case to have assistance from you in dealing with the matter and will give you every information of what is done. It is for this purpose that I am writing to let you know that I think it will now be necessary to enter into an Agreement with the Government of Newfoundland, settling the Question to be referred and the procedure to be followed, before the Privy Council."

Le 25 octobre 1912, l'honorable M. Doherty adressa une lettre à Sir Lomer Gouin, dans laquelle se trouve ce qui suit:

"Your remark as to naming some of the Counsels if the Committee declines to admit Quebec as a party seems to be not unreasonable, but I presume you would intend that some counsel named by the province would also be paid by the province."

Après cette lettre, les représentants du procureur général de la province continuèrent à coopérer avec les avocats du Canada pour arriver à une entente avec Terre-Neuve relativement à la rédaction de la soumission qui devait être faite au Conseil privé.

Lorsque, dans le discours du trône du 3 mars 1908, Son Honneur le lieutenant-gouverneur déclarait que son gouvernement n'avait pas cessé les négociations qu'il avait précédemment entamées relativement à la fixation de la frontière entre Terre-Neuve et le nôtre, il parlait des négociations avec le gouvernement du Canada dont il est question dans la présente réponse.

Construction de routes

M. Guertin (Hull): 1. Quels sont: *a.* les routes; *b.* les ponts, qui ont été construits entièrement aux frais du gouvernement dans le cours de l'année 1930 à l'exclusion des travaux de colonisation?

2. Quel est le coût dans chaque cas?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1*a.* (Voir le tableau à la colonne suivante)

1. <i>a.</i> Approches du pont de Montréal.....	\$936,020.28
Route Lévis-Fort Covington: section	
Contrecoeur-Sorel.....	11,849.79
Route Québec-Chicoutimi-tour du	
Lac-Saint-Jean-Québec:	
Section Québec-Lac-Saint-Jean	159,477.83
Section Petit-Saguenay à	
Grande-Baie.....	129,384.46
Section canton Kénogami.....	10,627.29
Section Saint-Alexis-de-la-Grande-	
Baie: chemin de la Batture.....	10,407.19
Route Saint-Siméon-Baie-Sainte-	
Catherine.....	8,922.26
Boulevard Perron:	
Section Cap-des-Rosiers: portage	
La Rancelle	33,110.31
Section Percé: chemin des Falls	34,079.77
Route Montréal-Hull-Pembroke:	
Approches du pont Lachapelle	20,638.59
Route Montréal-Mont-Laurier-	
Maniwaki-Hull:	
Approches du pont Viau	47,346.76
Route Buckingham-Mont-Laurier:	
Section Val-des-Bois à Mont-Laurier...	140,602.57
Route Fabre-Témiscaming.....	63,963.67
Route Saint-Tite-La-Tuque.....	60,821.14

b. Répondu par le département des Travaux publics.

2. Répondu au no 1*a.* Le montant mentionné pour chacune des routes énumérées dans la réponse 1*a.* est celui payé par le département de la Voirie durant l'année de calendrier 1930.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): 1.

a. Réponse à être donnée par le ministre de la Voirie.
b. Pont à Saint-Luc, comté Saint-Jean, sur rivière aux Iroquois. Pont sur Rivière Raquette à Sainte-Madeleine de Rigaud, comté de Vaudreuil. Pont du Canal, à Saint-Bruno, comté de Chambly, Site-Route Montréal-Saint-Hyacinthe. Pont Dupuis à Saint-Philippe, comté de Laprairie, Pont sur Rivière Esturgeon, à Sainte-Martine, comté Châteauguay, Site-Route Montréal.

2. \$19,806.72; \$5,938.10; \$5,800.00; \$7,717.00; \$7,854.00.

Octrois aux hôpitaux, institutions de bienfaisance ou maisons d'éducation

M. Guertin (Hull): 1. Quels sont les hôpitaux, les institutions de bienfaisance ou les maisons d'éducation auxquels le gouvernement, depuis le 1^{er} janvier 1930, a accordé ou promis d'accorder des

octrois pour constructions, agrandissement, amélioration, etc., avec entente que seuls les matériaux canadiens et la main-d'œuvre canadienne seront employés?

2. Quelle est l'entente écrite à cet effet?

3. Quel montant a été octroyé ou promis, et à quelle date dans chaque cas?

4. Quels sont les hôpitaux, les institutions de bienfaisance ou les maisons d'éducation auxquels le gouvernement, depuis le 1^{er} janvier 1930, a accordé ou promis d'accorder des octrois pour construction, agrandissement, amélioration, etc., sans entente que seuls les matériaux canadiens et la main-d'œuvre canadienne seront employés?

5. Quel montant a été octroyé ou promis, et à quelle date dans chaque cas?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Le gouvernement n'intervient pas dans les contrats accordés par les institutions d'hospitalisation, de charité ou scolaires, même quand il leur accorde des octrois.

2. 3. 4. et 5. Répondu par 1.

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à partir du vendredi 20 mars courant, la Chambre tienne trois séances tous les jours, excepté le dimanche: la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième, de trois à six heures de l'après-midi; et la troisième, de huit heures et demie à l'ajournement; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement relatives aux séances du mardi.

Ce n'est pas notre intention de faire siéger les députés le samedi, ni le lundi matin. Nous recommencerons lundi à trois heures.

Adopté.

Fonds des syndicats coopératifs

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 193 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à la création de certains fonds.

L'honorable M. David (Terrebonne) se lève sur une question de privilège. On a attiré mon attention sur certaines paroles prononcées par le chef de l'opposition, à mon égard, lors de l'étude de ce bill, et que les journaux ont rapportées. On lit, en effet, ce qui suit: "M. Houde attira l'attention du gouvernement sur le fait que certains de ces syndicats sont de véritables institutions à usure, pour pressurer les gens et que dans l'un de ces syndicats, présentement en mauvaise situation financière, le secrétaire provincial serait directeur et actionnaire". Et plus loin: "Certains de ces syndicats de prêts, dont il est question, sont formés pour faire l'usure et prêtent à des taux usuraires. Est-ce que le secrétaire provincial n'est pas directeur ou actionnaire de l'un de ces syndicats?"

Je tiens à déclarer que je n'ai jamais été, de près ou de loin, membre d'un syndicat du genre de ceux mentionnés dans le présent bill, je n'en ai jamais été ni actionnaire, ni directeur, ni même président. Je ne connais aucun des officiers ou actionnaires de ces syndicats et, de plus, je n'ai jamais pris part, soit directement, soit indirectement, en aucune façon et en aucun temps, aux affaires de ces syndicats et je n'en connais aucun membre.

(Applaudissements)

Adopté. La Chambre se forme en comité plénier.

En comité¹:

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Au sujet des paroles que j'ai prononcées mardi dernier en cette Chambre à l'occasion de ce bill, et au défi du député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), je cite *Le Devoir* parce que je crois qu'il a pris mes paroles *verbatim*. Il (M. Houde) cite un extrait du *Devoir* (cité plus haut).

Je reconnais que le député de Montréal-Saint-Louis a été d'une subtilité étonnante, l'autre jour, dans le défi qu'il m'a lancé et qu'il est capable d'utiliser la langue de la manière la plus efficace. Il a dit: "Si le chef de l'opposition peut prouver devant ses juges, ceux qu'il choisira, que le secrétaire provincial a fait partie d'un syndicat coopératif, ou était directeur de l'un de ces syndicats dont il est question dans cette loi, qu'il le fasse, mais s'il ne prouve pas ce qu'il avance, il devra démissionner." J'ai dit qu'il y avait de l'usure pratiquée par des syndicats et aussi par des compagnies, et l'une de ces compagnies est l'Industrial Loan and Investment Company. Le secrétaire provincial nie faire partie des syndicats visés dans le bill, mais il ne niera pas qu'il fait partie de cette compagnie usurière, l'Industrial Loan of Canada.

Cette firme fait de l'usure. Il (M. Houde) ajoute quelques mots.

(Protestations)

L'honorable M. David (Terrebonne): Il est souverainement injuste de citer devant la Chambre le nom d'une compagnie qui a rendu de nombreux services, principalement aux petites gens, aux petits commerçants, aux jeunes avocats, aux jeunes médecins et même à de jeunes commis de banque, et à plusieurs jeunes étudiants qui ont pu terminer leurs études avec son aide, et à beaucoup d'autres. La chose est injuste, surtout lorsque l'accusation portée contre moi par le chef de l'opposition est ravalée. De plus, cette compagnie n'a rien à faire avec les syndicats coopératifs ni avec le présent bill.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) murmure et interpelle le premier ministre.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le chef de l'opposition est habitué à la grossièreté, je le prierais de nous en dispenser cet après-midi.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je soulève un point d'ordre pour déclarer que l'honorable secrétaire provincial n'a pas le droit d'employer de pareilles expressions à l'égard du chef de l'opposition. Il n'a pas le droit de dire que le chef de l'opposition est habitué à la grossièreté. Il demande au ministre de retirer ses paroles qui ne sont pas parlementaires.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Laissez-le faire; il joue au monsieur.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je retire le mot grossièreté, mais je ne puis retirer la grossièreté du chef de l'opposition et je poursuis.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable ministre doit retirer son expression sans restriction.

L'honorable M. David (Terrebonne) retire ses paroles. Dans le cours de l'année 1926, j'ai été approché par les membres de l'Industrial Loan & Investment Company. J'en suis devenu membre. Et ces personnes étaient des citoyens éminents: MM. J.-P. Anglin, de la Anglin Norcross; E.-J. L'Espérance, de la compagnie d'assurance Imperial life, A.-J. Wood, de la Maple Leaf Milling Company, Dr Enright, Nathaniel Herson², Nathan Lande, Max Seigler, actuellement échevin au conseil municipal de Montréal, Jules Thibault, et un notaire de la firme Marler & Marler.

Ces messieurs avaient décidé de se former en association pour appliquer dans notre province le plan américain Morris, approuvé par Washington, qui, depuis 30 ans, a donné aux États-Unis des résultats excellents pour l'avantage de nombreuses personnes recevant de petits salaires. Et cette compagnie a fait beaucoup de bien. Le plan tel qu'il m'a été démontré avait pour objet de permettre, et il l'a fait souvent, à de jeunes avocats, de jeunes notaires, ou commis de banque et à de modestes employés de se sauver d'une misère profonde grâce à l'aide que l'Industrial Loan & Investment leur a apportée.

Quant à ce qui me touche personnellement, je n'ai rien à retirer, et je n'ai aucune excuse à présenter. Je n'ai à demander pardon à personne de m'être associé à cette compagnie. En 1928, la compagnie a fait des instances auprès des autorités fédérales, à Ottawa, et elle a obtenu une charte d'incorporation. Elle fut ainsi placée sous le contrôle de M. Finlayson, surintendant des assurances pour le dominion. Le bill a été présenté à Ottawa basé sur celui qu'elle avait introduit ici. Je n'ai rien eu à faire avec l'obtention de cette charte, car, à cette date, je n'en faisais plus partie: j'avais donné ma démission en 1927, comme directeur, parce que je ne pouvais pas assister aux réunions de l'exécutif de la compagnie, étant dans la politique active. Je n'avais pas assez de temps pour m'occuper des choses qui m'intéressaient. J'ai fourni ces explications supplémentaires parce que les actions de ceux qui sont en politique peuvent parfois être mal interprétées. Et cela démontre bien où l'on peut aller chercher des armes afin de détruire un adversaire pour de simples fins politiques.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Chez Vincent Lamarre.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je regrette infiniment que les affaires de cette compagnie n'aient pas marché aussi bien que je l'aurais désiré. Tout ce que j'ai fait, c'a été de donner mon opinion, il y a à peu près deux ans, lorsqu'un syndicat américain a voulu acheter le contrôle de cette compagnie. On a bien voulu me demander mon opinion. On vint me trouver et on me demanda de consentir à exposer à la personne qui travaillait à l'organisation de la compagnie que sa nationalité pourrait lui nuire et serait peut-être de nature à lui faire subir des poursuites si elle continuait ses opérations. Je n'ai pas voulu consentir à cette manœuvre. Dans le temps, les quelques actions que je détenais dans la compagnie étaient à la banque et en vente.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Étaient-elles payées?

L'honorable M. David (Terrebonne): Non, monsieur, en partie seulement. Je n'ai pas beaucoup d'argent et je n'ai pas le moyen d'en faire très vite. Je leur en dois encore.

Les députés ministériels applaudissent.

L'honorable M. David (Terrebonne): J'ai alors donné ma parole à MM. Seigler et Enright que je protégerais de mon vote celui qui avait mis tout son argent dans la compagnie dont les Américains voulaient prendre contrôle. C'est alors que l'on me déclara que mes actions et ma relation avec la compagnie pourraient être interprétées et que mon refus me vaudrait des attaques en Chambre et que ça serait très facile de faire mal paraître la chose. Et l'homme qui m'a dit cela était précisément celui qui voulait obtenir les actions de M. Lande et des autres, de manière à pouvoir vendre la compagnie aux Américains et à mettre une somme de \$60,000³ dans sa poche.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que les actions que vous possédiez ne vous avaient pas été données par M. Nathan Lande?

L'honorable M. David (Terrebonne): Non, en aucune façon.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je continue mon discours de tantôt... Est-ce que l'honorable secrétaire de la province doit quelque chose à la compagnie?

L'honorable M. David (Terrebonne): Puisque l'on veut entrer dans mes affaires privées, je dois \$853.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Dans un article qui paraît sur le *Canada* de ce matin, on m'attaque. Cet article est rédigé par M. Olivar Asselin, bien connu du premier ministre. Il porte encore au visage la marque de cette connaissance.

Une voix ministérielle: C'est salaud⁴.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ce doit être un député qui ne fait qu'un discours par année qui grogne ainsi. Cet article réfère à la cause de Maurice Bouliane: "Ce n'est pas d'ailleurs la seule

bonne œuvre "bleue" que Bouliane ait alimentée de l'argent des autres; s'il faut en croire la rumeur, cet argent passait librement de sa poche dans celle de Camillien, et par sommes assez respectables." Et le secrétaire provincial viendra dire ensuite que je n'ai aucune raison de pénétrer dans ses affaires privées! On agit de cette façon pour moi tous les jours. Eh bien, j'ai déclaré et je déclare que cela n'est pas et n'a jamais été, et jamais je n'ai eu un seul sou de Maurice Bouliane que je n'aie remis le lendemain ou quelques jours après.

On m'accuse d'entrer sur le terrain privé. Depuis un mois⁵, un agent du gouvernement, Paul-Émile Wilson, cherche dans mes affaires privées, dans les affaires de Terre Haute Lumber, etc., afin de trouver quelque chose contre moi. On ne se plaint pas. Cet individu est à l'emploi du gouvernement. Et le secrétaire provincial se plaint quand nous rappelons une transaction où son nom est mêlé et qui a fait perdre des milliers de dollars à la population parce que l'affaire est en faillite. Il (M. Houde) parle de la Municipal Service Corporation. Le secrétaire provincial a été directeur et ladite compagnie a fait perdre de l'argent à la population.

L'honorable M. David (Terrebonne): La compagnie en question n'a pas failli, mais elle est actuellement sous surveillance et en voie de réorganisation. D'ailleurs, cette compagnie avait comme directeurs des noms de citoyens éminents comme M. Belcourt et autres. Cette compagnie avait un but de la plus grande utilité pour le bien de la population. La raison d'être de cette compagnie était de développer des aqueducs. J'y suis entré et je regrette que les choses n'aient pas réussi.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): L'honorable ministre admet qu'il a été trompé.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je demande pardon.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il s'est trompé.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je n'ai pas été trompé, dit-il, en cette affaire. Si le chef de l'opposition y tient, j'admets volontiers que je me suis trompé.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Si on endure qu'un mécréant comme moi parle latin en cette Chambre, je dirai: *Humanum est errare*. Le

secrétaire provincial se plaint, mais pourquoi engager alors les officiers spéciaux du département pour fouiller dans mes affaires personnelles?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le comité de la Chambre n'a pas à s'enquérir des affaires de compagnies, mais bien des syndicats coopératifs. On s'éloigne complètement du bill en discussion.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ça commence à chauffer, hein!

(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

(Souriant) Oui, en effet, ça paraît et ça va chauffer plus que ça.

(Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ça va chauffer plus que ça, si on me laisse parler.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le premier ministre est intervenu pendant le discours du chef de l'opposition sur un point d'ordre ou est-ce qu'il est seulement intervenu?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Oui, c'est un point d'ordre. Le projet de loi devant nous concerne les syndicats coopératifs et le chef de l'opposition parle maintenant d'une organisation entièrement différente. L'opposition n'a pas le droit de discuter autre chose que la question des syndicats coopératifs. On se plaît à empoisonner l'opinion publique dans la radio et certains journaux malpropres.

(Applaudissements)

On a porté des accusations, l'autre soir. Des explications ont été demandées. Elles ont été données. Maintenant, nous discutons le bill des syndicats. Si le chef de l'opposition veut discuter autre chose, qu'il fasse une motion.

M. Blain (Montréal-Dorion): C'est le bâillon.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'affirmation du premier ministre signifie que tous les droits appartiennent aux ministres mais pas aux simples représentants du peuple. On veut bâillonner l'opposition. Le chef de l'opposition a le droit de répondre aux affirmations du secrétaire provincial.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il ne s'agit pas de bâillonner qui que ce soit, mais

simplement d'observer le Règlement de la Chambre. Nous sommes sur le bill des syndicats. Le chef de l'opposition engage la discussion sur une autre question. Que l'on s'en tienne au bill. Il rappelle les paroles du secrétaire provincial.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces paroles ne sont pas tout à fait exactes.

M. le président: Le secrétaire provincial ayant été attaqué personnellement, lorsque le bill a été étudié la semaine dernière, il avait droit de présenter son point de vue. Le chef de l'opposition a porté des accusations avant-hier. Aujourd'hui, l'honorable secrétaire provincial s'explique. Le chef de l'opposition ramène la discussion sur une compagnie non mentionnée au début. Cependant, l'honorable ministre veut bien donner de nouvelles explications. Alors, le chef de l'opposition entraîne le débat sur un nouveau sujet en citant des journaux et en mettant une autre personne en jeu. Il doit s'en tenir à la question. On ne peut pas laisser dériver le débat sur d'autres questions sauf ce qui a trait aux syndicats coopératifs qui font l'objet du bill. Il maintient le point d'ordre du premier ministre.

Les députés de l'opposition: Le bâillon, le bâillon.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Non, mais on est loin du bill.

Des voix à gauche murmurent.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je remercie le premier ministre d'avoir soulevé un point d'ordre.

(Manifestations dans les galeries)

M. le président: Je rappellerai à l'assistance dans les galeries qu'elle doit respecter les règlements et la dignité de la Chambre, même si quelques membres de cette Chambre ne veulent pas les respecter.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je vous remercie, M. le président, mais vos dernières paroles sont de trop.

M. le président: Ce n'est pas pour vous.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je remercie le premier ministre de me permettre de

prendre un peu de repos. Je vais continuer en attendant le prochain point d'ordre qui, sans doute, ne saurait tarder. D'après mes informations, le bureau légal dont fait partie le secrétaire provincial a encore quelque chose à faire avec l'Industrial Loan & Investment. Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen de savoir si le bureau Elliott & David a reçu de gros émoluments de l'Industrial Loan & Investment Company? L'associé du secrétaire provincial, M. Gordon Webster, probablement un cousin de l'honorable sénateur Lorne C. Webster, n'était-il pas l'avocat de cette compagnie?

L'honorable M. David (Terrebonne): L'insinuation n'est pas juste. M. Webster n'est pas le cousin de l'honorable sénateur Lorne C. Webster. Personnellement, dit-il, je n'ai eu rien à faire aux affaires de la compagnie, mais M. Webster seul s'en est occupé. Il n'est pas juste de lancer le nom de M. Webster dans ce débat simplement parce qu'il est membre de mon cabinet d'avocats. Je laisse à la Chambre le soin de juger de cette tactique. M. Webster n'est pas ici pour se défendre. Il me semble qu'on n'a pas le droit d'apporter le nom d'un avocat qui est absent.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce un point d'ordre?

L'honorable M. David (Terrebonne): Non, c'est une suggestion. La Chambre décidera.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (D'un ton allègre) Bon! M. le président, je recommence. Je disais donc que le bureau Elliott & David était le conseil légal de la compagnie Industrial Loan et a fait de l'argent que se partagent les partenaires. On peut faire aussi de l'argent vite comme ça.

L'honorable M. David (Terrebonne) proteste et déclare qu'il n'est pas riche. Mon bureau légal, dit-il, n'est pas pour moi une proposition payante bien qu'elle eût pu l'être si je n'étais pas dans la politique au service de ma province depuis 15 ans.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Partez tout de suite alors, avant l'élection. Le député de Montréal-Saint-Louis est très habile et il a bien saisi la nuance. C'est un député nuancé. Lors de la discussion précédente, j'avais prétendu que des compagnies font de l'usure dans la province et qu'une telle usure représente une atteinte à la loi fédérale, et j'ai aussi prétendu que des hommes politiques y

étaient intéressés. Je m'étais trompé de terme: j'avais parlé de syndicats. Mes accusations d'usure portées la semaine dernière contre des syndicats sont vraies. L'Industrial Loan of Canada fait de l'usure. Je demande au procureur général d'enquêter là-dessus.

Chaque année, le premier ministre savait qu'on a présenté des lois pour corriger ces abus qui pouvaient être prévenus. Je prétends que la législation que l'on apporte aujourd'hui est pour couvrir ces cas que le premier ministre trouve pénibles et auxquels il veut remédier. J'ai dit mardi que ces compagnies faisaient de l'usure, et il importe peu que ce soient des syndicats ou des compagnies comme l'Industrial Loan & Investment Company. Plusieurs de ces syndicats ont failli. Il y a d'autres enquêtes à faire, dans l'Hebrew Loan Syndicate par exemple, qui a fait perdre des sommes importantes à plusieurs Juifs. Je sais que le gouvernement veut apporter des projets de loi pour couvrir les syndicats en cause.

Le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen) est l'avocat de ces syndicats. Je ne le lui reproche pas, car il en a le droit incontestable. Mais, on peut se demander si le gouvernement n'a pas refusé d'agir parce que l'avocat de ces syndicats en faillite était un député libéral de cette Chambre. Au nom de ceux qui ont perdu de l'argent, je veux protester. Le premier ministre introduit de la législation, conçue pour protéger les Juifs, à la fin de la session. Au lieu de protéger le public, le procureur général attend fin de la session pour faire des lois.

Et c'est au nom de ceux qui ont perdu de l'argent et qui n'ont pas été suffisamment protégés que je tiens à protester contre ce passe-droit. On m'excusera si j'ai commis une erreur mardi dernier. Je ne fais pas la différence entre un syndicat protégé par un avocat qui est un député libéral de cette Chambre et une compagnie protégée par le procureur général, dont l'un fait l'usure et l'autre fait perdre de l'argent à la population.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): Je suis très flatté cet après-midi d'être associé au débat et de voir que le chef de l'opposition m'associe au secrétaire provincial dans le grand scandale qu'il (M. Houde) a découvert. Il déclare que je suis l'avocat de l'un de ces syndicats qui sont tombés en faillite. C'est vrai dans une certaine mesure. Ce syndicat est le Hebrew Loan Syndicate et mon bureau légal était son procureur. Mais il s'agit là purement de causes civiles, et comme je peux le dire sans me vanter que je n'ai pas plaidé une cause civile depuis 15 ans, on conviendra que personnellement j'y étais peu intéressé.

Dans le cas du Hebrew Loan Syndicate, les procédures ont été faites entièrement et exclusivement par l'un de mes associés, et j'espère que le bureau n'a pas perdu d'argent en accomplissant sa tâche. Je ne puis assurer la Chambre que non. Je tiens à dire que ce ne sont pas les avocats de mon étude qui ont protégé le syndicat. Je ne suis pas maire de Montréal, ni chef de l'opposition. Je dois gagner ma vie avec mon bureau d'avocats et, depuis 19 ans, j'y travaille pour gagner mon pain et j'y ai réussi.

Le Hebrew Loan Syndicate s'est trouvé dans des difficultés dues à une expansion trop considérable, au trop d'enthousiasme de la part de ses directeurs et il est allé en liquidation. Cette organisation n'a jamais été protégée par les avocats de mon étude. Au contraire, le syndicat s'est adressé à ses avocats alors qu'il était trop tard, comme c'est souvent le cas entre clients et avocats et pour le médecin.

Lorsque le syndicat est allé en banqueroute, il y eut une grande assemblée. Les actionnaires se sont réunis à la salle Prince-Arthur à Montréal où se trouvaient 2,000⁶ d'entre eux; et là, ils ont demandé unanimement au député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) d'accepter d'être l'inspecteur de la faillite, car il n'y avait été intéressé ni de près ni de loin. On a nommé quatre autres inspecteurs, dont moi-même. J'ai été appelé à être le cinquième inspecteur. Les inspecteurs se mirent à l'œuvre et, finalement, la liquidation a payé 30 cents dans la piastre aux actionnaires, et ce, tous frais payés et libres de dettes.

Ceux qui avaient acquis les biens en acceptant les dettes et la facture de mon propre cabinet d'avocats contre le syndic de faillite ne recevaient volontairement que le cinquième. Je laisse à la Chambre de décider si j'ai eu, oui ou non, quoi que ce soit à faire avec la protection du Hebrew Loan Syndicate ou si le député de Montréal-Saint-Laurent a quelque chose à se reprocher pour le rôle qu'il y a joué.

En tout cas, je suis heureux de constater que le député de Sainte-Marie a changé d'idée et qu'il prend maintenant la part des Juifs en Chambre. Je pense que le caractère de la saison l'a incité à changer d'idée et à s'en repentir, car il n'a pas été un bon ami des Juifs, surtout récemment, et je suis heureux de voir qu'il a du remords et je le félicite. Quand le temps viendra où je devrai être jugé par mes électeurs de Montréal, je me remettrai entre les mains des électeurs juifs en ce qui les concerne et je demande tout simplement au chef de l'opposition d'en faire autant.

(Applaudissements)

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Lorsque le chef de l'opposition est acculé, il a toujours recours à des faux-fuyants pour se défendre. Il dit toujours qu'il voulait dire quelque chose de totalement différent de ce qu'il a dit. Mardi, lors de la discussion du projet de loi, le chef de l'opposition a cru bon de faire certaines déclarations au sujet du secrétaire provincial, en reliant ce dernier aux syndicats coopératifs, et il a même ajouté que l'un de ces syndicats coopératifs où le secrétaire provincial était directeur était allé en banqueroute et que des gens avaient perdu de l'argent. Et, cette semaine, ce syndicat s'est mué en compagnie.

Je suis alors intervenu la semaine dernière dans la discussion parce que je savais qu'il était dans l'erreur. J'ai suggéré que, s'il avait quelque chose à dire, qu'il choisisse un tribunal de trois juges de son choix et présente les accusations. Maintenant, il prétend qu'il ne voulait pas dire cela. Le chef de l'opposition dit que je suis très subtil et que je sais nuancer les mots. Le chef de l'opposition est très subtil et il sait comment jouer avec les mots. Alors, pour lui répondre, je vais lui dire que, s'il n'avait pas été un tel "racketeer" des mots et un esprit étroit, de tels incidents n'auraient pas lieu.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Dans l'affaire du Hebrew Loan Syndicate, il y a eu beaucoup d'argent de perdu. Et je dirai au procureur général que c'est son devoir d'enquêter sur la disparition de certains billets du syndicat en faillite et certaines reconnaissances de dette.

Le gouvernement pourrait y envoyer son agent Paul-Émile Wilson qui est en train de fouiller dans mes affaires personnelles. Si l'enquête est bien menée, M. Wilson découvrira que chaque fois que certains directeurs ont enquêté, des documents ont disparu.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il a le nez assez long.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Pas assez long pour le premier ministre. Je déclare que des documents sont disparus, que les coffres-forts ont été ouverts, lorsque les créanciers du syndicat réclamaient leur dû, le tout au détriment de la population qui faisait affaire avec ce syndicat. Puisque le député de Montréal-Saint-Louis est inspecteur, il pourrait s'enquérir. Je suis prêt à fournir tous les renseignements au député de Montréal-Saint-Louis. Je détiens, dit-il, certains renseignements et je suis prêt à fournir des détails lorsque ce sera nécessaire afin de vérifier les faits.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Au sujet de la disparition de documents, est-ce que cela s'est produit après que les inspecteurs eurent été nommés?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Non, avant, mais vous avez été nommé pour enquêter sur ce qui s'est passé.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Vous ne savez pas si l'enquête n'a pas été faite?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): On a commencé des enquêtes pour la forme. Il n'y a pas eu de résultats. Je comprends que le député de Montréal-Saint-Louis ait employé le mot "racketeer", et que le mot lui vienne naturellement sur les lèvres. Son collègue, le député de Montréal-Saint-Laurent, en défend tous les jours et il défend même la plupart de ces gens.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): Un grand merci pour la publicité gratuite.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je n'ai pas de leçons à recevoir du député de Montréal-Saint-Louis sur les expressions que j'emploie. Et je me réserve d'en dire plus long en dehors de cette Chambre pour les chastes oreilles du député de Montréal-Saint-Laurent⁷. Que le député de Montréal-Saint-Laurent sache que je suis heureux qu'il me soit donné l'occasion de défendre l'argent des gentils comme des Juifs dans cette province, quand ces gens sont aux mains, non pas de "word racketeers", mais de "racketeers" tout court.

Les compagnies auxquelles je fais allusion ont prêté à des taux usuraires. Et, pour ne citer qu'un seul exemple, je dirai à la Chambre que pour obtenir \$250, un individu a été obligé de payer immédiatement \$75. Dans le rapport de la Great West, on voit que l'Industrial Loan est le principal agent pour le paiement des primes, ce qui signifie qu'elle a prêté aux détenteurs de polices pour continuer leurs polices. On prête ainsi à des taux usuraires qui se chiffrent jusqu'à 30 %, 40 % et même 50 %, et on utilise un système de polices d'assurance-vie pour aider ces pratiques usurières. C'est de l'usure et tellement peu compatible avec les fonctions d'un ministre, qu'il s'en est désintéressé! Et j'ajouterai que c'est aussi un moyen qui enrichit vite.

L'honorable M. David (Terrebonne) donne des explications sur les taux chargés par certaines compagnies. Il suggère au député de Montréal-

Sainte-Marie de lire la loi se rapportant aux syndicats et il verrait que les taux d'intérêt sont régis par une loi fédérale.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): La loi est inutile si elle n'est pas appliquée. Avec les explications qui nous sont données par le député de Montréal-Saint-Laurent, de Montréal-Saint-Louis et le secrétaire provincial, on serait porté à croire que c'est l'opposition qui faisait partie des compagnies. Il n'a jamais, dit-il, reçu un sou de Boulianne sans le remettre le jour même ou le lendemain. M. le président, si Maurice Boulianne, un bleu, avait été à la place du député de Montréal-Saint-Louis, il y a longtemps qu'il ne serait plus dans cette Chambre. S'il y avait eu des bleus intéressés dans cette affaire, le procureur général aurait bien su les trouver et les mettre en prison; mais on a deux poids et deux mesures, un plomb et une plume: Boulianne est un bleu et en prison, l'autre est un libéral et député de cette Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'autre soir, le chef de l'opposition était tout feu et tout flammes. Avec trop peu de bravoure, il jetait dans cette Chambre des insinuations contre le secrétaire provincial. Je suis heureux des déclarations et des explications de mon collègue (l'honorable M. David) fournies à la Chambre. Il complimente le secrétaire de la province pour sa franchise. L'accusation portée contre lui est du même genre que celles faites à la radio et par certains journaux malpropres.

Aujourd'hui, ce n'est plus le secrétaire provincial qui est attaqué, il dirige son artillerie contre les députés de Montréal-Saint-Louis et de Saint-Laurent. Je sais que tous deux sont très capables d'avoir soin d'eux-mêmes et de le faire très bien.

Nous sommes loin du bill. Revenons-y donc. Il y a deux bills devant la Chambre: l'un inscrit au nom du gouvernement pour lui permettre de faire l'inspection des syndicats, autres que les caisses populaires, et l'autre pourvoit à l'organisation des fonds. Nous avons eu énormément de difficultés dans le passé à faire la surveillance et à faire l'inspection sur ces syndicats. Le gouvernement, par la loi, veut avoir le droit de faire l'inspection de leurs livres et de les contrôler. L'an dernier, nous avons adopté une loi pour lui permettre de faire l'inspection des caisses populaires Desjardins, mais simplement à la requête de ces caisses. Cette année, il a été décidé de permettre une telle inspection, mais le gouvernement, dans leur cas, comme dans celui des

syndicats coopératifs agricoles, a décidé de ne pas insister, étant donné qu'ils sont contre le fait que le gouvernement ait de tels pouvoirs. Avons-nous bien fait? L'avenir nous le dira.

La loi a déjà donné de bons résultats. Nous voulons aujourd'hui l'examen des syndicats. Par les projets de loi actuels que nous discutons en ce moment, nous voulons épargner à la population les désastres comme ceux dont elle a été victime dans le passé. J'espère que la Chambre voudra les approuver.

Quant au Hebrew Loan Syndicate, il a été dit qu'il y avait certaines choses qui permettaient d'entreprendre certaines actions, et le gouvernement sera content d'obtenir de l'information pouvant aider à ce sujet. Le chef de l'opposition a déclaré avoir des documents en main. S'il avait quelque chose, il aurait dû en prévenir le procureur général. Je crois qu'il devrait nous en faire part. Je regrette que le chef de l'opposition n'ait pas suivi cette procédure comme c'était son devoir de le faire.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je n'ai mon information que depuis huit jours.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pense que l'information aurait dû être transmise à ce moment-là. Quant aux dénonciations du chef de l'opposition, je puis lui déclarer que j'accepterai avec reconnaissance tous les renseignements qu'il voudra me fournir. Vous auriez dû venir me trouver tout de suite et encore, actuellement, venez me voir et donnez-moi vos renseignements, confidentiellement si vous le désirez, et le procureur général enquêtera s'il y a lieu. Le leader de la gauche aurait pu tout de même nous fournir les renseignements qu'il possède plus tôt qu'il ne l'a fait.

Et je m'engage, devant cette Chambre, à ce que l'affaire soit poussée à fond et les coupables poursuivis aussitôt sans distinction de partis ou de personnes. Toute plainte sérieuse sera traitée immédiatement. Par le passé, nous avons enquêté dans chaque cas soumis et nous avons fait annuler plusieurs chartes. Je donnerai la liste des syndicats dont j'ai demandé l'annulation de la charte. Nous faisons cette année un bon pas. J'espère que nous pourrions mettre fin aux pertes subies par nos gens. J'en serai heureux.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre semble vouloir que l'opposition fasse le travail de la police provinciale et du procureur général. Ce n'est pas l'ouvrage de l'opposition de

faire la besogne du procureur général. Si les hommes dont c'est le devoir de protéger les citoyens s'appliquaient à faire observer les lois au lieu d'arrêter des hommes aussi respectables que le détective Lacasse à Québec, les choses iraient mieux. Nous avons droit de signaler des abus comme ceux dont a parlé le chef de l'opposition.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des cités et villes, article 571c

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 202 modifiant l'article 571c de la loi des cités et villes.

Adopté.

En comité⁸:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 571c de la loi des cités et villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 102), tel qu'édicte par la loi 17 George V, chapitre 33, section 1, est modifié en y ajoutant après les mots: "à l'enchère", dans la deuxième ligne, les mots: "à telles conditions et pour tel délai n'excédant pas vingt ans, quant au paiement du prix de vente, que le conseil détermine par résolution et qui sont mentionnés dans les avis de vente."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il y a un amendement. Il s'agit de logements ouvriers vendus pour les taxes. On met 20 ans au lieu de 10, parce que, autrement, les ouvriers n'achèteront pas les logements.

L'article 1 est modifié et le mot "dix" est remplacé par le mot "vingt".

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Accidents du travail

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill 46 des accidents du travail, 1931 rapportées le 18 mars courant du comité plénier.

Adopté sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 46 des accidents du travail, 1931.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 46 des accidents du travail, 1931.

Adopté.

En comité⁹:

Le comité étudie l'article 117, qui se lit comme suit:

"117. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi a été réclamée par le chef de l'opposition principalement, depuis des années. Les années passées, le gouvernement disait que ce serait une mauvaise loi. Il consent maintenant à la donner aux ouvriers. Nous sommes heureux que le gouvernement adopte les grandes lignes de ce que nous avons demandé. Comme nous l'étions, nous sommes encore en faveur de cette loi.

Au texte proposé, nous avons fait des suggestions que la droite a cru devoir écarter. J'espère que le gouvernement lui-même considère la demande de l'opposition. La province, dit-il, serait en meilleure posture si cela avait été fait auparavant.

Nous croyons que l'on n'aurait pas dû enlever à l'ouvrier son recours contre une tierce personne au bénéfice de la Commission, et nous protestons également contre la clause qui permet à la Commission de se substituer au père de famille. Nous insistons encore pour demander aux commissaires de payer le salaire d'un ouvrier à qui ils auront fait perdre une ou plusieurs journées de travail pour lui faire subir les examens médicaux. Il espère aussi que le gouvernement change la date de l'entrée en vigueur de la loi. Nous croyons que la loi devrait être appliquée dès le mois de mai prochain et que le gouvernement devrait augmenter l'effectif de la Commission de trois à cinq pour inclure un travailleur et un représentant de l'employeur. Les patrons et les ouvriers doivent avoir chacun un représentant dans la Commission. Nous enregistrons ces *desiderata*, mais nous ne voulons pas retarder l'adoption de la loi. Nous ne ferons pas de débat. Nous ne présenterons pas d'amendement que, par sa majorité, le gouvernement rejetterait.

Le gouvernement a présenté sa législation à la dernière minute. Cependant, de notre côté, nous avons procédé vite. Nous avons fait nos suggestions. Que le gouvernement assume ses responsabilités. Que le gouvernement, prenant comme exemple la diligence de l'opposition, fasse subir toutes les étapes à la loi le plus tôt possible et que la loi soit sanctionnée sans retard après avoir été approuvée par le Conseil législatif.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

D'après les remarques du député de Trois-Rivières, on dirait que nous sommes en train de passer notre première loi de réparation. Ce n'est pas la première loi de ce genre que le gouvernement fait. N'oublions pas que le gouvernement libéral a légiféré sur ce sujet en 1909 et en 1928. En 1909, le Québec avait adopté une loi sur les accidents du travail, la première en son genre sur le continent et, en 1928, de nouvelles conditions ont été apportées à la mesure. Le Parti libéral s'est occupé des besoins de l'ouvrier et y a pourvu par des mesures généreuses.

C'est donc la troisième législation que nous adoptons, et nous l'avons accordée pour répondre aux vœux des ouvriers qui la réclamaient de préférence à celle de 1928. D'ailleurs, nous avions voulu faire l'essai de la loi précédente. La loi de 1928 ne comportait pas l'assurance collective. Les ouvriers voulaient l'assurance collective, le gouvernement vient de la leur donner, elle est calquée sur celle de l'Ontario. Après tout, la loi sur les accidents de travail concerne les travailleurs, plus que tous les

autres intérêts, et il est clair que l'on considère la loi de l'Ontario comme étant la plus parfaite et le gouvernement s'en inspire. En 1928, le premier ministre a dit que si la loi qui était adoptée n'était pas satisfaisante, elle serait modifiée et il a gardé sa promesse. Il considère que la nouvelle loi est même supérieure à celle de l'Ontario. La classe ouvrière nous déclare qu'elle est satisfaite. Un chef ouvrier a dit récemment que notre loi est supérieure à la loi de l'Ontario. Au surplus, nous avons fait toute la diligence possible.

Notre loi n'est pas parfaite. Je n'ai jamais connu de loi parfaite. Dans tous les pays, on est à amender les lois qui ont été adoptées il y a des années. Il en sera de même pour la nôtre. Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) dit que la loi vient tardivement? Pas du tout. Elle vient au bon moment. Elle a été préparée avec beaucoup de soin et elle est aussi parfaite qu'une loi humaine peut l'être, et elle donnera une part de justice plus complète aux ouvriers. Le député de Trois-Rivières demande de mettre la loi en vigueur avant le 1^{er} septembre. La chose n'est pas possible.

L'article 117 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement.

Inspection des syndicats coopératifs

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 56 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à l'inspection des syndicats autres que les caisses populaires.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Drainage des terres

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 201 modifiant le Code municipal relativement au drainage des terres.

Adopté.

En comité¹⁰:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite la Chambre d'avoir choisi pour président le député de Chicoutimi, lui que j'ai toujours proclamé le champion de l'inondation du Lac-Saint-Jean. Comme nous étudions la loi du drainage, le député de Chicoutimi voudra sans doute faire le drainage des terres inondées... (Rires)

M. Dugas (Joliette) explique son bill.

Les députés de l'opposition suggèrent un amendement.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement.

M. Dugas (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Voies et moyens

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de la province pendant la présente session de la Législature, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province une somme n'excédant pas \$420,838.25.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose quelques questions au trésorier provincial.

L'honorable M. David (Terrebonne) prie le député de Trois-Rivières d'ajourner ses questions au moment où la Chambre se formera en comité des subsides.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que le palais de justice de Québec est terminé?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Ah! Oui, certainement! Il est terminé.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Les entrepreneurs sont riches, riches, riches! Quel air a-t-il, ce palais de justice?

M. Blain (Montréal-Dorion): Il doit avoir de la barbe.
(Rires)

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) s'offre à le faire visiter au chef de l'opposition.

M. Blain (Montréal-Dorion): À l'occasion de cet événement mémorable, je propose l'ajournement de la Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel est le coût total du palais de justice de Québec?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je vous le dirai quand nous étudierons les subsides.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'y a pas encore eu un sou de voté pour le palais de justice au cours de cette session. Nous allons prendre lundi le budget du ministre des Travaux publics.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre est obligé de nous le dire immédiatement. Nous avons droit de poser les questions que nous posons; et si le ministre ne veut pas nous donner les renseignements, nous allons établir qu'il est obligé de nous répondre. Il exige que le ministre des Travaux publics lui demande la permission de retarder sa réponse.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) se rend.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il n'y a rien de pire que deux vieux garçons qui se chamaillent. C'est pas drôle.
(Rires)

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Loi des subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 55 octroyant à Sa Majesté les deniers immédiatement requis pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province pendant la présente session de la Législature. Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions neuf cent dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins, S.R., 1925, chapitre 91, article 74, tel qu'amendé par 18 George V, chapitre 35, section 65, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1932.

M. Guertin (Hull) revient sur le sujet des salaires versés par le ministère. Il critique la manière dont les compagnies d'autobus ont été traitées.

M. Blain (Montréal-Dorion) et **M. Guertin (Hull)** font des objections, posent des questions.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) répond

M. Lamoureux (Iberville)¹¹: Comment le député de Hull (M. Guertin) peut-il poser en expert des travaux de voirie? Les cultivateurs considèrent que les employés ruraux de la voirie reçoivent un salaire raisonnable.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-il nécessaire de pondre un œuf pour savoir quand il est pourri?

M. Lamoureux (Iberville): Il y en a qui sont obligés de les manger.

(Rires et applaudissements)

L'étude de la résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Questions et réponses:

Sommes versées à *L'Abeille*, *L'Abeille et L'Érable*, ou *L'Abeille Enr.*

M. Crépeau (Sherbrooke): À quelles dates ont été payées les diverses sommes que *L'Abeille*, *L'Abeille et L'Érable*, ou *L'Abeille Enr.* a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-1930, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Agriculture:

1929	8 août.....	\$ 88.50
	28 août.....	550.32
1930	24 janvier	7.70
	5 avril	100.00

Voirie et Mines:

1930	22 mai	40.00
------	--------------	-------

Sommes versées à *L'Autorité Nouvelle* ou "*L'Autorité Company*"

M. Crépeau (Sherbrooke): À quelles dates ont été payées les diverses sommes que *L'Autorité*

Nouvelle ou "*L'Autorité Company*" a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-1930, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Élections:

1930	14 juin.....	\$ 15.00
------	--------------	----------

Dépenses contingentes:

Département du secrétaire provincial:

1929	30 juillet.....	150.00
1930	15 janvier	150.00

Travaux publics et Travail:

1929	1 ^{er} juillet.....	50.00
------	------------------------------	-------

École des beaux-arts de Montréal:

1930	19 avril.....	11.20
------	---------------	-------

Travaux publics et Travail:

1930	25 juin.....	75.00
------	--------------	-------

Agriculture:

1929	18 décembre.....	2.50
------	------------------	------

Voirie et Mines:

1929	12 juillet.....	5.00
	16 juillet.....	10.00
	10 août	15.00
	19 septembre.....	5.00
	8 octobre	5.00
	19 octobre	10.00
	6 novembre	8.75
	12 novembre	5.00
	5 décembre.....	10.00
	31 décembre.....	150.00
1930	17 janvier	5.00
	18 juin	10.00
	30 juin	100.00

Terres et Forêts:

1929	13 septembre.....	75.00
	16 novembre	3.75
1930	5 février	75.00

Colonisation, Chasse et Pêcheries:

1929	5 juillet.....	150.00
	21 décembre.....	2.50
1930	4 avril.....	150.00

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 19 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 9 h 05.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 142 modifiant la charte de l'Institut Fraser;
- bill 143 concernant la corporation du village d'Asbestos;
- bill 148 fusionnant le District of Bedford General Hospital et la Perkins Hospital Corporation sous le nom de Brome-Missisquoi-Perkins Hospital;
- bill 186 détachant certaines municipalités du district électoral de Beauce et les annexant au district électoral de Dorchester pour les fins électorales;
- bill 190 modifiant l'article 177 de la loi des chemins de fer de Québec.

Loi de l'assistance publique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 228 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Adopté.

Écoles d'agriculture et Société coopérative fédérée des agriculteurs

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour

prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 245 modifiant la loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Adopté.

Remboursement de droits:

Sœurs de Saint-Paul

M. Lemieux (Gaspé) propose, appuyé par le représentant de représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin), que, vu que le bill 122 constituant en corporation les Sœurs de Saint-Paul a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Cisterciens de Val-d'Espoir

M. Côté (Bonaventure) propose, appuyé par le représentant de représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin), que, vu que le bill 106 constituant en corporation les Cisterciens de Val-d'Espoir a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Les Sœurs missionnaires du Christ-Roi de Gaspé

M. Côté (Bonaventure) propose, appuyé par le représentant de représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin), que, vu que le bill 107 constituant en corporation les Sœurs missionnaires du Christ-Roi, à Gaspé, a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Congrégation de la Fraternité sacerdotale

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par représentant de Chicoutimi (M. Delisle),

que, vu que le bill 79 constituant en corporation la Congrégation de la Fraternité sacerdotale a pour objet une œuvre religieuse, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Commission métropolitaine de Montréal

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de Montréal-Mercier (M. Plante) dont elle a été saisie mercredi le 11 mars courant:

Que cette Chambre adopte maintenant les amendements apportés par le Conseil législatif au bill 82 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose en amendement, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Delisle), que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants: "Cette Chambre accepte les amendements du Conseil législatif avec les amendements suivants: 1. Le paragraphe 5 est retranché; 2. Le paragraphe 6 est retranché."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet amendement du Conseil législatif était une atteinte à l'autonomie de Montréal. On a prôné l'autonomie de la métropole et on la violait en même temps. Parmi ceux-là, il y avait le député de Montréal-Mercier, le parrain du bill de la Commission. L'amendement a été proposé et adopté au Conseil dans des conditions assez mystérieuses. Je me demande si le député de Montréal-Mercier (M. Plante) ne serait pas tenté d'insister pour que ce bill soit renvoyé au comité des bills privés pour enquête.

(Rires)

Au Conseil législatif, deux membres du gouvernement, les honorables MM. Pérodeau et Scott, étaient présents quand l'amendement a été voté et, cependant, cet amendement a été présenté par l'honorable M. Thériault. L'honorable député de Montréal-Mercier ou de Montréal-Saint-Jacques pourrait peut-être nous dire pourquoi les choses se sont passées ainsi? On a dit que M. Gabias, président de la Commission et représentant du gouvernement, avait présenté l'amendement.

Je trouve étrange que le député de Montréal-Mercier, parrain du bill en question n'ait pas proposé

lui-même le rejet des amendements du Conseil législatif, amendements en vertu desquels on aurait sapé l'autonomie de Montréal. On a craint la gauche et on a fait machine arrière. Il conviendrait que le député de Montréal-Mercier demande le renvoi du bill au comité pour enquêter là-dessus.

M. Plante (Montréal-Mercier): Je suis en faveur de l'autonomie de Montréal. Je comprends que l'honorable député de Trois-Rivières puisse être surpris que ce ne soit pas moi qui propose l'adoption de l'amendement quand je suis parrain du bill. Il n'y a rien d'étrange, dit-il, au sujet de mes actions; comme tous les députés libéraux de la métropole visent à préserver l'autonomie de Montréal, ce n'est pas important de savoir d'où vient la motion rejetant l'amendement. Il appartient cependant au député de Montréal-Saint-Jacques de présenter les motions qu'il veut. Pour ma part, je suis prêt à rejeter l'amendement. J'étais le parrain du bill à la Chambre basse, mais je n'avais pas charge de le conduire au Conseil, car le bill avait son parrain à la Chambre haute. Comme parrain du bill, je n'ai aucune hésitation à me prononcer en faveur de la motion du député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin).

M. Tremblay (Maisonnette): M. l'Orateur, l'honorable député de Trois-Rivières avait bien raison de s'intéresser à cette affaire, car il connaissait bien M. Gabias, en son temps contrôleur de l'administration de Trois-Rivières par la volonté unique du gouvernement qui a présenté l'amendement au Conseil. À Trois-Rivières, les contribuables s'étaient habitués à nommer M. Gabias, M. Gaspillas.

(Rires)

Les députés ministériels de Montréal refusent maintenant la responsabilité des amendements apportés par le Conseil législatif sur leur demande. Il est étrange que le parrain du bill ne sache pas ce qu'on fait de son bill. Le bill a été amendé au Conseil sur demande de M. Gabias, alors que les échevins montréalais, membres de la Commission métropolitaine, n'avaient pas été consultés. Heureusement, ces échevins représentaient les intérêts de Montréal et ils l'ont fait voir à M. Gabias. Il raille le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) et le député de Montréal-Mercier (M. Plante). Il répète quelques-unes des idées exprimées la semaine précédente en rapport avec le bill de Montréal. Malgré mes protestations, le gouvernement essaie toujours de détruire l'autonomie de Montréal.

M. l'Orateur: Adopté?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Non, non. Il (M. Houde) parle d'autonomie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous sommes opposés à l'amendement.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Oui... Quand les représentants de Montréal veulent retirer leur bill, on ne s'occupe pas de l'autonomie. Deux mesures pour la même question. Le député de Montréal-Saint-Jacques propose l'amendement au bill dont le député de Montréal-Mercier est le parrain. On ne veut pas violer l'autonomie de Montréal. Je sais d'avance que malgré le geste posé par le député de Mercier, on votera prochainement des mesures qui ont pour but d'atteindre l'autonomie de Montréal.

Le gouvernement parle de protéger l'autonomie de Montréal en raison de la venue des élections générales. Selon moi, le gouvernement veut adopter le projet de loi tel qu'amendé par le Conseil législatif, et la preuve de cela est que le projet de loi est inclus à la liste des projets de loi prévue pour la sanction royale, et qui a été donnée aux journalistes la semaine dernière. Il tient une copie de la liste que les membres de la Tribune de la presse ont reçue. Toutefois, le premier ministre a, de toute évidence, décidé de ne pas laisser la Législature trop diriger Montréal. Plus tard, on constatera, dans une autre loi, la sincérité du gouvernement quant aux droits existants de Montréal.

Je tiens, dit-il, à signaler à la Chambre un état de choses étonnant. Le premier ministre a déclaré que M. Gabias lui avait demandé de présenter un amendement. En dépit des protestations du premier ministre, M. Gabias a eu son approbation avant d'aller proposer un amendement au Conseil. Le leader de la droite voulait saboter l'autonomie de Montréal et devant les protestations de la gauche, il recule.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, j'ai dit que le bill était adopté en Chambre et que, s'il avait des amendements à proposer, il fallait aller les proposer au Conseil législatif.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est comme s'il avait dit: "Dérangez-moi pas, arrangez-vous avec le Conseil pour votre amendement." Après le résultat des votes obtenus des électeurs de Montréal l'année dernière, il était évident qu'ils voulaient préserver l'autonomie de leur ville. Le premier ministre ne s'était pas opposé à l'amendement avant qu'il n'aille au Conseil, voyant que deux de ses collègues du cabinet étaient membres

du Conseil législatif. Le respect de l'autonomie de Montréal est plutôt étrange de la part du gouvernement quand on sait qu'il n'a pas voulu tenir compte de la volonté du conseil municipal qui avait décidé de retirer son bill, et que la nouvelle loi électorale va enlever à Montréal une autre partie de son autonomie. Et nous verrons alors que les députés de Montréal-Saint-Jacques et Montréal-Mercier voteront avec le gouvernement pour enlever les dernières bribes d'autonomie à Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y avait autrefois à Québec un mendiant que les enfants poursuivaient pour le frapper dans le dos. Or, quand le bonhomme voyait venir des enfants dans la suite et qu'ils le regardaient, il leur disait: "Tu vas me toucher toi aussi."

(Rires)

C'est un peu la position du chef de l'opposition avec la question de l'autonomie de Montréal.

(Rires)

Il fait remarquer que, comme il l'a déclaré l'autre jour, il a demandé à la Chambre de répéter l'amendement. J'ai cru et je crois encore que cet amendement est mauvais, car on ne devrait pas enlever à Montréal son autonomie. Nous nous y sommes opposés, nous le sommes encore. Nous n'en voulons pas pour cette raison et non pour les motifs que nous prête l'opposition.

Montréal est le principal intéressé dans la Commission. L'idée était à l'effet que Montréal devrait contrôler la Commission métropolitaine, étant donné que la ville est le plus important contributeur. L'autonomie de Montréal, nous l'avons respectée autant que n'importe qui.

(Applaudissements)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Merci par anticipation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai besoin ni de vos reproches ni de vos remerciements.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Vous allez être obligé d'accepter les deux.

(Rires)

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre l'adopte.

La motion principale, ainsi amendée, est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

Il est résolu qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements au bill 82 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal avec des amendements.

Il est ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

The American Can Company

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 152 concernant The American Can Company.

Adopté.

En comité¹²:

M. Guertin (Hull) demande, si pour cette permission, il ne faudrait pas venir alors devant la Législature pour les balcons, également.

M. Blain (Montréal-Dorion): Aurons-nous un ministre des balcons¹³?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Quel sera le Roméo?

M. Tremblay (Maisonnette) se lève.

Un député: Le voilà.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) demande si cela respecte l'autonomie de Montréal d'avoir ses lois révisées à Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le problème concerne Montréal et non pas le gouvernement.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): La construction de deux ponts constitue une servitude par-dessus la rue, et une approbation est nécessaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il est habituel de demander l'approbation de l'Assemblée législative pour un passage supérieur.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Qu'en est-il des passages supérieurs pour les chemins de fer?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous allez le voir plus tard.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ratification d'une vente de la cité de Montréal à Henry Birks & Sons Ltd.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 ratifiant un acte de vente et de cession par la cité de Montréal à Henry Birks & Sons Limited et déclarant fermée une certaine lisière de terrain soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹⁴:

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande que la Chambre se prononce sur le bill de Montréal. D'après ce que m'a dit le député de Montréal-Saint-Laurent, le bill que l'on va étudier a le même objet que le bill de Montréal dans l'un de ses articles. Il ne peut y avoir deux bills qui portent sur le même sujet. Il faudrait décider du sort du deuxième.

M. Blain (Montréal-Dorion) soulève un point d'ordre.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): Le sujet n'apparaît pas dans le projet de loi de Montréal. Je ne blâme aucun député pour ne pas le savoir, puisque le projet de loi de Montréal est difficile à comprendre.

M. Tremblay (Maisonnette): Envoyez le bill de Montréal à Toronto!
(Rires)

M. Renaud (Laval): Changez le numéro.
(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Sur quel article, ce point d'ordre?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous êtes député depuis longtemps et vous ne connaissez pas l'article. Vous pourriez me donner cinq minutes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous vous donnerons encore 33 ans.
(Rires)

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Mount Sinai Sanatorium

L'ordre du jour appelle la prise en considération en comité plénier du bill 144 ratifiant et confirmant le titre de Mount Sinai Sanatorium à l'immeuble qu'il possède en la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose que l'ordre du jour soit révoqué.
Adopté. L'ordre est révoqué.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.
Adopté.

Accidents du travail

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 des accidents du travail, 1931, soit maintenant lu une troisième fois.

M. Guertin (Hull): On se dispute aujourd'hui le mérite de la nouvelle loi. On dit que l'opposition n'a rien eu à faire avec sa présentation. En 1928, le

gouvernement passait la loi des accidents du travail proclamée alors la meilleure des lois. Dès lors, l'opposition prévoyait que la loi ne donnerait pas satisfaction et proposait la loi ontarienne comme préférable, celle qu'on adopte aujourd'hui. Nous avons proposé neuf amendements à la loi qui était alors présentée.

Cette année, dans le débat sur le discours du trône, le premier ministre a dit qu'il n'était pas certain que la nouvelle loi était supérieure à la précédente. Tout de même, il consent à l'adopter. Il est vrai que nous avons eu des élections partielles. En 1928, on nous traitait de démagogues; aujourd'hui, afin de se cramponner au pouvoir, le gouvernement est prêt à accepter les mesures des démagogues qui, en 1928, d'après le gouvernement, étaient socialistes et bolchéviques. Et on adopte la nouvelle loi non pas par amour de l'ouvrier, mais par crainte de son vote hostile.

Il cite le compte rendu d'un journal de 1928, où le premier ministre déclarait l'assurance collective impraticable, où le ministre de la Voirie démontrait que la loi de 1928 était meilleure que la loi d'Ontario, où le ministre du Travail d'alors prétendait que la loi de 1928 était la meilleure de toutes les provinces. Le bon travail de l'opposition a réussi à convertir tous ces ministres, forcés d'admettre notre prétention de toujours: supériorité de la loi ontarienne devant la nôtre. La loi actuelle remplit les besoins que nous réclamons depuis longtemps. Nous avons demandé au gouvernement de faire des améliorations. On ne nous a pas écoutés. Il (M. Guertin) souligne les lacunes qu'il voit dans la loi actuelle et réclame de nouveau la pension aux veuves et aux orphelins. À partir de l'an prochain, c'est nous qui appliquerons la loi dont nous avons le mérite.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le député de Hull veut s'attribuer un mérite qu'il n'a pas. Le travail organisé de Québec est très satisfaisant et n'entretient pas les doutes du député de Hull. Ces sentiments des ouvriers à notre égard nous portent à croire que nous avons quelque mérite dans cette législation. Les ouvriers savent à qui ils la doivent. Comme auparavant, le gouvernement dans ce cas-ci a seulement eu hâte de satisfaire les aspirations légitimes de la population de la province, en particulier de la classe ouvrière.

L'honorable député de Hull a dit au début qu'il était favorable à la loi. Mais il a presque démontré le contraire dans la suite. Il (l'honorable M. Francoeur) rappelle les conditions selon lesquelles

les trois lois provinciales des accidents du travail ont été passées. Le député de Hull a rappelé qu'en 1928 il y avait eu divergence d'opinions sur la nouvelle loi. Ce qui divisait les opinions, c'était la question de l'assurance collective. À cette date, l'honorable premier ministre a dit: "Si l'assurance collective est préférable nous l'adopterons sans fausse honte."

Dans son long discours, l'honorable député de Hull ne dit pas qu'un chef du travail organisé a déclaré que notre loi était supérieure à celle de l'Ontario sur laquelle la nôtre a été calquée. Cela contredit tout de suite les allégations du député de Hull.

Certes, la loi n'est pas parfaite, aucune loi humaine ne l'est. Je m'accorde avec l'honorable député lorsqu'il dit que cette loi devra être amendée à un moment donné, comme c'est le cas pour d'autres projets de loi importants. Si l'honorable député de Hull veut réclamer tout le bénéfice de cette loi, je n'essaierai pas de le contredire: je ne pourrai pas le convaincre. Quant à nous, nous sommes satisfaits.

Il ne faut pas greffer, comme le député de Hull l'a fait, toute la question des lois sociales sur la question des accidents du travail. Ce n'est pas le temps; le gouvernement y verra en temps et lieu. L'honorable député a souligné le cas de mères nécessiteuses. Cette question est étudiée par la Commission des assurances sociales. Nous avons adopté la loi d'Ontario avec des amendements qui la rendent plus propre à notre province. Les ouvriers sont satisfaits. Que veut-on de plus? Les ouvriers ont déclaré partout que si cette loi est adoptée, c'est grâce à leurs réclamations.

Le gouvernement est satisfait de la loi. L'on est très exigeant en voulant prétendre que notre loi ne donne pas justice aux travailleurs. Si ces derniers viennent dans un an ou deux avec des amendements, nous les étudierons, ces amendements. Ce sont eux qui ont réclamé la loi actuelle. Nous ne pouvons pas nous attendre à des félicitations de la gauche, mais nous sommes satisfaits de l'appréciation des ouvriers.

M. Tremblay (Maisonneuve) fait valoir que l'opposition a contribué à la loi et il dit que seule la crainte de l'électorat à la veille des élections a donné lieu à la mesure qui a été prise. Si l'opposition n'avait pas été vigilante et s'il n'y avait pas eu des demandes répétées de la part des syndicats, le gouvernement aurait continué à refuser la justice aux travailleurs.

Il se demande si le gouvernement ne fera pas comme en 1926, alors qu'une loi adoptée n'avait pas été appliquée. Les élections de 1927 se sont faites sur

la promesse que les ouvriers auraient une nouvelle loi, celle d'Ontario. Le ministre n'a pas respecté les vœux des ouvriers en 1928, après leur avoir promis la loi actuelle. Retourné au pouvoir, au cours de la session de 1928, le gouvernement libéral se moquait de ses engagements et donnait une autre loi de demi-mesure qu'il corrige aujourd'hui en acceptant les principes jugés alors bolchéviques et socialistes. Le gouvernement a agi de manière déloyale à cette occasion.

Si l'opposition n'avait pas été vigilante, les ouvriers attendraient encore cette loi. Puissent-ils la voir appliquer même après les élections. Il (M. Tremblay) réclame la mise en vigueur de la loi au plus tôt. Il voit une insulte à la députation dans le fait de dire aux travailleurs: "Donnez-nous un ouvrier qualifié et nous le ferons ministre du Travail." Le premier ministre est très qualifié. Il est un homme supérieur, mais il n'a pas le droit d'insulter ses collègues.

M. l'Orateur: L'honorable député va trop loin.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je vais retirer mes paroles, mais, si vous avez écouté le premier ministre à la radio, vous avez dû ressentir l'insulte.

(Rires)

M. l'Orateur insiste.

M. Tremblay (Maisonneuve) retire ses paroles.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je ne veux pas continuer longuement le débat. Je veux seulement souligner quelques lacunes et quelques dangers. Je crois toutefois que la nouvelle loi donnera des résultats meilleurs que la précédente. Le ministre du Travail aime à répéter que l'opposition n'est pour rien dans la nouvelle loi. Mais la personne qui a dit ces paroles en a prononcées bien d'autres. Il rappelle le travail fait par l'opposition en 1927 et 1928 pour la législation. Il souligne les lacunes qu'il trouve dans la nouvelle loi. Il a toujours été en faveur des lois équitables et il croit que la loi est humaine et équitable pour les travailleurs et les employeurs, une condition qui est souhaitable.

Nous sommes satisfaits du travail que nous avons fait et nous sommes prêts à recommencer. Je veux mettre le mérite où il est. Le ministre des Travaux publics a dit à Saint-Arsène qu'il avait cédé aux ouvriers, mais non à l'opposition. Il a refusé tout mérite à l'opposition. Il nie au ministre le droit de se

vanter des lois de 1909 et de 1928. Qu'est-ce que le ministre a fait pour les ouvriers? En 1909, le ministre actuel des Travaux publics a voté contre cette prétendue bonne loi des accidents du travail; il a rejeté les amendements proposés par l'opposition. En 1928, il n'a pas pris part à un seul vote concernant la nouvelle loi. Il s'esquivaient pour ne voter sur aucun amendement, pas même sur le bill.

C'est que le ministre pensait comme nous et craignait de le dire hautement. Ce n'est pas à lui qu'il convient de dire: l'opposition n'a rien fait pour cette loi. C'est le thème de tous leurs discours. Je préviens nos amis de la droite qu'ils n'auront pas de succès en parcourant la province pour dire que nous n'avons rien fait. N'eût été notre constante vigilance, les ouvriers attendraient encore cette loi d'Ontario que nous réclamons depuis des années avec leurs organisations et que le gouvernement jugeait impraticable il y a deux ans à peine.

(Applaudissements à gauche)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):
(Applaudissements) Je crois que les députés de Maisonneuve (M. Tremblay) et de Montréal-Dorion (M. Blain) avaient raison en affirmant que, si l'opposition ne l'avait pas réclamée à chaque session pour les ouvriers, jamais nous n'aurions eu la présente législation.

Je me demande si les sentiments qui ont animé l'opposition, ne sont pas supérieurs à ceux qui animent nos principales plumes qui ridiculisent l'ouvrier. Il reproche à M. Olivar Asselin de se moquer de l'ouvrier, par exemple lorsqu'il affecte d'écrire le mot ouvrier avec plusieurs "r". Les sentiments de l'opposition à l'égard de la classe ouvrière sont d'un ordre plus élevé, et elle l'a prouvé en réclamant sans relâche depuis des années les améliorations qui se réalisent aujourd'hui par la nouvelle loi des accidents du travail.

Certaines gens en mal de flagornerie, pour servir des espérances politiques, sont allées jusqu'à nier à l'opposition la moindre part de mérite dans l'octroi d'une plus large mesure de justice pour les ouvriers. Et pourtant, nous n'avons qu'à invoquer le témoignage fourni par le premier ministre lors d'une délégation des représentants de l'Association des courtiers d'assurances, alors qu'on lui demandait les raisons du changement à la loi des accidents du travail:

"L'opposition, a-t-il répondu, a réclamé partout cette loi dans la province et a convaincu la population ouvrière que la loi ontarienne était préférable; nous avons dû accéder à la demande des ouvriers."

Le premier ministre accorde un certain crédit à l'opposition. Pourquoi le ministre ne ferait-il pas de même? Pourquoi alors certains personnages flagornent-ils les ministres, au point de nier la juste part de mérite qui revient à l'opposition? C'est vrai que les ouvriers ont réclamé une loi plus juste. Mais l'opposition n'a-t-elle pas fait sa part? Nous n'avons été d'ailleurs que le porte-parole de la population qui réclamait ces améliorations.

On a dit que la législation actuelle n'était pas complète. Et, en effet, aucune loi n'est parfaite. On commettra malheureusement encore des injustices contre les pères de famille nombreuse, on fera encore la sélection des travailleurs; trop souvent encore on sera tenté de n'engager le personnel ouvrier que pour ses capacités physiques, sans tenir compte si l'ouvrier est père de famille nombreuse et que, par suite, il devrait être encouragé davantage. Le temps est venu pour que les grandes familles reçoivent une allocation, étant donné qu'elles ne peuvent pas être à la charge de l'industrie.

Et j'attire l'attention du gouvernement sur le fait que la loi actuelle ne remplira pleinement sa fonction que si on y greffe une loi des allocations familiales et une loi de pensions pour les veuves et les orphelins. Car le fait que les responsabilités de l'employeur sont accrues fera que l'employeur cherchera à obtenir les services des ouvriers les mieux constitués physiquement et qui, en cas d'accident, ne lui entraîneront que les responsabilités les plus légères. Car le patron qui veut réaliser des profits plus substantiels prendra les mesures en conséquence.

Mais le gouvernement devra cependant se préoccuper surtout de l'ouvrier père de famille. Ce dernier ne présente pas toujours autant de capacités physiques que le célibataire, car la vie de famille, la maladie qui atteint sa femme et ses enfants peuvent lui causer du souci et du surmenage préjudiciables à l'exécution de son travail quotidien; mais il n'en reste pas moins que cet ouvrier est le plus grand actif de la race. Et pourtant, dans le cas de sélection du travail, cet ouvrier sera la première victime.

Et c'est là que le gouvernement devra intervenir par le moyen des lois sociales. Que notre gouvernement se hâte. Les deux lois des allocations familiales et des pensions pour les veuves et les orphelins sont ce complément logique et essentiel de la loi actuelle. Il faut songer en effet que nous, de race canadienne-française, ne devons compter que sur les berceaux pour garder à notre race sa force et sa puissance. Malheureusement, notre législation est loin de favoriser toujours la famille nombreuse. C'est

par les lois sociales que le gouvernement pourra compenser les déficiences qui existent dans d'autres domaines et il ne devra pas hésiter à y appliquer nos ressources.

Il est vraisemblable que l'industrie va s'effrayer de ces nouvelles charges. Mais il est clair que, si le patron doit payer plus cher pour les allocations familiales et les pensions aux veuves et aux orphelins, il en fera cependant porter le coût pour une bonne partie à tout le reste de la population, par une majoration sur le prix de vente de ses produits. Ainsi, le fardeau sera équitablement réparti. Je félicite tous les députés de la gauche qui ont réclamé une meilleure législation.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Applaudissements) Il est malheureux que l'on ait fait de cette question de la loi des accidents du travail une sorte de ballon qu'on s'est jeté à la tête. Si Québec est une province agricole, c'est aussi une province industrielle qui a un bel avenir. L'industrie joue un grand rôle dans le progrès général. Mais établissons les responsabilités. Faisons la part de chacun. Il y a la part de ceux qui ont la responsabilité du pouvoir, et la part de l'opposition qui critique. L'opposition a ses responsabilités qui ne sont pas celles du gouvernement. Elle a suggéré plusieurs modifications. Et disons-le tout de suite, c'est sa fonction. Si nous avions été à sa place, nous aurions fait comme elle et nous aurions relancé le gouvernement pour qu'il accorde aux ouvriers ce que nous lui donnons actuellement.

L'opposition veut s'approprier tout le mérite de la loi des accidents du travail. Jetons, si vous voulez, un regard en arrière. C'était en 1909, alors que j'avais l'honneur d'être ministre des Travaux publics. L'opposition oublie de dire que le gouvernement libéral, à la suite d'un rapport, préparait la première loi des accidents du travail qui ait été adoptée au Canada et la première loi sur le continent américain qui établissait la responsabilité patronale sans faute de l'ouvrier. Le gouvernement s'inspira de la loi française, de la loi belge et de la loi allemande. Même l'Angleterre ne l'avait pas encore. L'indemnité maximum était alors de \$1,200. Le chiffre était peut-être peu élevé, mais il fallait avancer prudemment, tout en se réservant de rendre la loi plus large et généreuse lorsque les conditions le permettraient. L'indemnité a été portée à \$2,500 puis à \$3,000.

Cette loi, qui était très bonne dans son principe, avait un défaut. La faiblesse de la loi de 1909 était d'entraîner pour l'ouvrier des frais légaux

légitimes mais tellement considérables parfois qu'il restait peu de chose à l'accidenté. Ça coûtait cher à l'ouvrier, surtout les frais d'avocat. Le gouvernement a encore amélioré cette loi. Et c'est alors qu'est née la loi de 1928. Elle n'a pas germé uniquement dans le cerveau du gouvernement. Cette loi fut longuement étudiée. Elle était l'œuvre d'une commission que nous avons nommée, composée d'hommes éminents.

M. Walter Mitchell avait été chargé de visiter les autres provinces, les États-Unis et l'Ontario, et d'examiner le mécanisme des diverses lois des accidents du travail et des systèmes d'assurances. Le rapport que nous avons eu recommandait finalement la loi que nous avons adoptée en 1928 comme la plus appropriée aux besoins de la province.

Nous avons décidé de changer ce système. Car nous avons dit dans le temps: "Voyons comment ce système va fonctionner et, s'il ne fait pas, nous le changerons." Le gouvernement a déclaré que cette loi serait mise à l'étude et qu'on en ferait un essai loyal.

Nous avons eu le grand avantage de bénéficier de l'expérience poursuivie depuis de nombreuses années en Ontario. Je le déclare: je ne sais pas encore très bien lequel des deux systèmes, celui de 1928 ou le système actuel, est le meilleur. L'avenir nous le dira. Nous avons pensé que la loi de 1928 serait la meilleure; les ouvriers préfèrent celle de 1931. Dans tous les cas, les ouvriers nous ont demandé la loi actuelle la croyant meilleure. Ils considèrent qu'elle répond à leurs besoins.

Nous la leur avons donnée avec plaisir. Elle comporte des charges plus grandes pour le patron. Les ouvriers ont demandé l'assurance collective et ils ont considéré que la loi ontarienne offre toutes les garanties possibles. Cette loi ontarienne, demandée par l'ouvrier, le gouvernement provincial l'a encore bonifiée. "La loi ontarienne est généreuse, celle de Québec l'est encore plus", disait récemment un chef ouvrier. Nous souhaitons qu'elle donne satisfaction.

Il faut songer non seulement à l'ouvrier, mais aussi, et dans son propre intérêt, à l'industrie. Nous avons rendu la loi encore plus large et plus généreuse. Elle pourrait peut-être l'être, mais il ne faut pas oublier que nous sommes les concurrents d'Ontario, province mieux favorisée que nous au point de vue industriel. C'est le désir que, dans notre province, le capitaliste industriel soit en aussi bonne situation qu'en Ontario, au point de vue de la loi des accidents du travail. Je voudrais que le capitaliste étranger puisse dire: "Je suis aussi bien dans Québec que dans Ontario avec la loi des accidents."

La province d'Ontario est mieux située que nous, sous le rapport du climat et les moyens de communication, et elle a une meilleure distribution industrielle. Notre loi est plus généreuse que la loi ontarienne.

Si Ontario a des avantages, nous en avons aussi qui compenseront: le travail et une main-d'œuvre meilleure, qui ne se trouve nulle part, et de grandes ressources en énergie électrique. Nous croyons que ces deux facteurs énormes favoriseront singulièrement notre développement industriel.

L'industrie est prête à venir s'établir chez nous, mais il ne faut pas que les taux d'assurance soient tellement disproportionnés à ceux des autres provinces pour que les industriels préfèrent aller s'établir ailleurs et surtout chez notre plus proche concurrente, l'Ontario. Québec est une province agricole, c'est vrai, mais elle a aussi un grand avenir industriel, si nous savons profiter de l'occasion. La nouvelle loi pèsera plus lourdement, peut-être, que celle de 1928, sur les épaules de l'industrie.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) pose une question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)¹⁵: Une des faiblesses de la loi de 1928, c'a été d'avoir permis à un trop grand nombre d'industriels de pourvoir eux-mêmes à leur propre assurance. C'est ce qui a entraîné dans une large mesure la sélection du travail, désavantage qui disparaît avec le système actuel. Il reste encore les industries de la cédule 2, qui pourvoient à leur propre assurance, mais c'est une faible minorité.

On s'informait du nombre d'enfants. Sans le système actuel, le patron n'a pas à considérer l'âge ou le nombre d'enfants des ouvriers, ni la condition de famille. Chaque classe est cotisée et paiera sa cotisation sans s'occuper de l'âge de l'ouvrier ou du nombre de sa famille.

Certaines compagnies vont être affectées par la loi actuelle. Sous la loi de 1928, 176 industriels des plus importants étaient leurs propres assureurs. Ils ne le sont plus. La plupart des "self-insurers" de 1928 sont sous la cédule 1. On m'informe qu'une seule compagnie, la Cie Price, considère que l'application de la nouvelle législation lui coûtera \$100,000 de plus par année, ce qui constitue un lourd fardeau pour l'industrie. Il faut donc y aller doucement.

M. Tremblay (Maisonnette): Ça va compenser un peu pour le Lac-Saint-Jean.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Dans quelle mesure cet accroissement de charge va-t-il affecter l'industrie, car notre loi est plus généreuse? C'est précisément là le problème. L'opposition crie bien fort, mais, si la loi est trop lourde, porte préjudice à l'industrie, c'est le gouvernement, ceux qui ont la responsabilité du pouvoir et de l'application des lois et ses résultats et non pas nos amis de la gauche, qui en porteront la responsabilité. Je suis prêt à déclarer que le gouvernement fera tout en son pouvoir pour améliorer le sort de la classe ouvrière. Notre loi sera mise à l'essai et Québec donnera tout ce qu'elle peut donner à l'ouvrier. S'il faut encore amender la loi plus tard, sans être une charge pour l'industrie, Québec le fera.

Mais, d'autre part, n'allons pas trop vite. Avant de sauter, le gouvernement veut savoir où il va tomber. L'opposition a voulu greffer sur cette loi toute la question des assurances sociales. On nous parle des assurances familiales et de la pension pour les veuves et les orphelins. Je tiens à déclarer qu'il n'est pas un problème devant lequel la province de Québec reculera.

La province de Québec n'est réfractaire à aucun progrès. Mais nous devons avancer avec la prudence nécessaire, et il n'est peut-être pas mauvais que nous laissions les autres faire les expériences, quitte à les imiter si elles sont fructueuses. Nous acceptons ce que nos voisins ont de bon. Ils nous ont rendu la politesse avec la loi des liqueurs.

Ce sont là d'ailleurs de grandes questions. Deux commissions, celles des pensions de vieillesse et de la loi des assurances sociales, sont actuellement à l'œuvre et feront rapport au gouvernement. Il convient d'être prudent quand on sait qu'en France, l'assurance sociale entraîne presque un désastre, que l'Angleterre, qui a ses lois sociales, se trouve dans une situation précaire avec le système de "dole". Le "dole" anglais pèse lourdement sur les épaules de la mère patrie. Le Dr Lemieux, lors d'une visite récente, nous disait que nombreux sont les capitalistes anglais désireux et anxieux de venir s'installer au Canada, dans la province de Québec, pour échapper à la "dole" d'Angleterre qui leur coûte trop cher, chez eux. Le peuple anglais est anxieux de savoir comment tout cela finira.

Nous ne reculerons devant aucun problème. Je demande d'étudier ces problèmes avec sérénité et calme, de ne pas y mettre d'animosité ni d'esprit de parti, pour le plus grand bien de la population. Unissons-nous pour donner la meilleure situation à la classe ouvrière.

Certes, la nouvelle loi est perfectible, comme le sont toutes les lois humaines. Cependant, qu'on la mette en vigueur telle quelle, puisque les ouvriers eux-mêmes l'ont demandée et qu'ils s'en sont déclarés satisfaits; et si, dans un an ou deux, il est jugé nécessaire d'y apporter des amendements, le gouvernement se rendra avec plaisir à la demande des ouvriers.

(Applaudissements à droite)

Des députés des deux côtés de la Chambre:
Adopté. Adopté.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides"

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions neuf cent dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins, S.R., 1925, chapitre 91, article 74, tel qu'amendé par 18 George V, chapitre 35, section 65, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1932¹⁶.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) parle d'un officier de vitesse qui arrêterait les bleus et laisserait passer les rouges, et qui ferait plus de vitesse que n'importe qui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'item n'est pas un officier de vitesse.
(Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): M. Asselin ne devrait pas me reprocher de faire travailler des parents pauvres à Montréal. Ça peut se produire ailleurs.

Des députés de l'opposition parlent.

M. Guertin (Hull) discute un item de \$20 pour du gravier pris par les employés du ministère sur la propriété d'une dame Campbell, près d'Ottawa.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) répond aux questions des députés de la gauche.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue une première fois.

M. Guertin (Hull) demande que la deuxième lecture soit remise à la prochaine séance.

La séance est levée à minuit quarante-cinq minutes.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).
2. Hershorn, selon *Le Soleil* et *The Gazette* du 20 mars 1931, respectivement aux pages 22 et 1.
3. Chiffre de *L'Action catholique* du 20 mars 1931, à la page 9 et de *La Presse* du même jour, à la page 29: \$600,000.
4. *La Patrie* du 20 mars 1931, à la page 9, rapporte le mot "salop".
5. Deux mois, selon *Le Devoir* du 20 mars 1931, à la page 2.
6. Chiffre de *L'Événement* du 20 mars 1931, à la page 8: 200.
7. Dans *The Herald* du 20 mars 1931, à la page 3, on indique plutôt le député de Montréal-Saint-Louis.
8. Voir note 1.
9. Voir note 1.
10. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi).

11. *L'Événement* du 20 mars 1931, à la page 8 signale que: "Ses réparties ont pour effet de dérider la Chambre, mais elles ne sont pas prononcées avec assez de vigueur pour atteindre clairement la tribune des journalistes."

12. Voir note 1.

13. Dans *L'Événement* du 20 mars 1931, à la page 8, on donne cette version: "Il demande si on va avoir le ministère des Balcons."

14. Voir note 1.

15. *L'Événement* du 20 mars 1931, à la page 8, fait référence "à une question de M. Houde que nous n'avons pas comprise".

16. Selon *L'Événement* du 20 mars 1931, à la page 8, "la majeure partie du débat roule autour d'une dame Campbell à qui la Voirie devrait une somme de 150 dollars pour charroyage de gravier". Dans *Le Soleil* du même jour, à la page 22, on écrit ceci: "M. Guertin fut encore debout, le toupet au vent, et, jusqu'à minuit et quarante minutes, il fit perdre le temps de la Chambre en discutant un item de \$20 sur \$5,917,000 pour du gravier pris par les employés du ministère sur la propriété d'une dame Campbell, près d'Ottawa."

Première séance du vendredi 20 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le trentième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 144 ratifiant et confirmant le titre de Mount Sinai Sanatorium à l'immeuble qu'il possède en la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts.

Examens médicaux de certains mineurs

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 246 modifiant la loi des mines de Québec relativement à certains examens médicaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Silicose

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 247 concernant la silicose.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'instruction publique, article 20

M. Blain (Montréal-Dorion) demande la permission de présenter le bill 211 modifiant l'article 20 de la loi de l'instruction publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des terres et forêts

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 250 modifiant la loi des terres et forêts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Rapatriement des Canadiens émigrés

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. La somme de \$50,000 autorisée par la loi 18 George V, chapitre 2, pour fins de rapatriement des Canadiens émigrés, a-t-elle été entièrement dépensée, chaque année, depuis 1928?

2. Combien de familles et combien de personnes ont été rapatriées en vertu de cette loi: *a.* en 1928; *b.* en 1929 et *c.* en 1930?

3. À combien par tête revenait le rapatriement?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. Sommes dépensées, année par année, pour le rapatriement: du 1^{er} avril au 31 décembre 1928: \$79,302.91; du 1^{er} janvier au 31 décembre 1929: \$105,047.77; du 1^{er} janvier au 31 décembre 1930: \$187,962.77.

2. Du mois d'avril 1928 au 31 décembre 1928, 115 familles agricoles, composées de 628 personnes. Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1929, 165 familles agricoles composées de 851 personnes. Du 1^{er} janvier 1930 au 31 décembre 1930, 347 familles agricoles composées de 1,708 personnes.

3. \$126.29 par tête pour la première année; \$124.61 par tête pour la deuxième année; \$110 par tête pour la troisième année.

Lot de Pabos, comté de Gaspé

M. Guertin (Hull): 1. Qui est actuellement propriétaire du lot no 30 du troisième rang de la seigneurie de Pabos, comté de Gaspé?

2. Ledit propriétaire a-t-il obtenu ce lot sur certificat de défrichement ou en payant une somme déterminée par acre?

3. Quelle somme totale ledit propriétaire a-t-il payée pour ce lot?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. Le gouvernement l'ignore.

2. et 3. Ce lot a été patenté par un ordre en conseil en date du 11 novembre 1919 en faveur de M. Robert Molloy, moyennant un prix additionnel de \$3 de l'acre, soit \$318.

Travaux routiers dans le canton Blais, comté de Matapédia

M. Guertin (Hull): 1. Quel a été le coût des travaux de la route entre les lots nos 35 et 36 des rangs 4 et 5 du canton Blais, comté de Matapédia, en septembre 1930?

2. Par qui ou sur la surveillance de qui ces travaux ont-ils été faits?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. Un contrat, au montant de \$11,400 a été accordé, le 10 septembre 1930, pour l'ouverture d'une route entre les lots 35 et 36 des rangs 3 et 4, mais, comme les travaux ont été faits en septembre et en octobre et qu'aucun montant n'a été payé, l'ouvrage n'étant pas terminé, le département n'a pas fait d'évaluation spéciale pour la partie des travaux exécutés en septembre.

2. Albert Francoeur.

Indemnisation des cultivateurs pour achat d'engrais chimiques

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 244 pour indemniser les cultivateurs de certaines pertes et aider à l'achat d'engrais chimiques.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget des Travaux publics se lisant comme suit: Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions neuf cent dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins, S.R., 1925, chapitre 91, article 74, tel qu'amendé par 18 George V, chapitre 35, section 65, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1932, rapportée du comité des subsides et lue une première fois, jeudi le 19 mars courant, et dont la deuxième lecture avait été remise à la prochaine séance, soit maintenant lue une deuxième fois.

Adopté. La résolution est lue une deuxième fois.

Création de la division d'enregistrement de Jonquière

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 44 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement à la création de la division d'enregistrement de Jonquière.

Adopté. Le comité se lève sans faire rapport¹.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²:

L'honorable M. David (Terrebonne) explique les différentes clauses.

M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Blain (Montréal-Dorion) font quelques observations.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'institutrice devrait avoir le droit de collecter les contributions afin de jouir de la commission qui est accordée.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Ladite loi est modifiée en y ajoutant après l'article 251, le suivant:

"251a. Les exemptions mentionnées dans le paragraphe 1^o et dans le paragraphe 2^o de l'article 251 ne s'appliquent pas aux personnes qui occupent, en vertu d'un titre autre que celui de propriétaire, des immeubles appartenant à Sa Majesté ou aux gouvernements fédéral ou provincial, lesquelles sont taxées comme si elles étaient les véritables propriétaires de ces immeubles et sont tenues au paiement des taxes foncières générales et spéciales."

M. Duplessis (Trois-Rivières) présente un amendement selon lequel les locateurs devraient seulement payer les taxes en proportion avec le montant versé pour la location des lieux.

L'honorable M. David (Terrebonne) accepte.

L'article 2 est amendé et les mots "proportionnellement au prix de location" sont ajoutés à la fin du paragraphe.

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 3 à 19 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la pêche

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 modifiant la loi de la pêche soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Laferté (Drummond): On a tort de parler contre la location des lacs. Actuellement, 549 lacs sont loués, dont 444 à des Canadiens et 246 à des Canadiens français.

M. Guertin (Hull) demande s'il n'arrive pas qu'un employé du ministère afferme un lac à son nom, mais en réalité pour le compte d'Américains.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce qu'un bail ne s'applique qu'à un lac ou cours d'eau? Il

demande si plusieurs lacs ne sont pas affermés à un seul lac; ainsi le Club Laurentien, propriété d'Américains, a le contrôle sur 150 lacs.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Il peut s'appliquer à plusieurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Des clubs américains possèdent jusqu'à 20 lacs, tandis que les Canadiens n'en possèdent qu'un seul par bail.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'est pas juste de fermer les lacs de cette province aux citoyens qui résident sur leurs bords.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le gouvernement fait erreur en louant nos lacs quand les autres provinces cherchent à se débarrasser de cet affermage. Le ministre (l'honorable M. Laferté) ne respecte pas sa promesse de ne pas renouveler les baux et de modifier sa politique de pêcheries et de location de nos lacs. On devrait laisser le peuple maître des richesses de notre province et on devrait lui permettre l'accès de nos lacs.

L'honorable M. Laferté (Drummond): La situation n'est pas si grave qu'on veut le faire croire et en réalité, le nombre des lacs affermés aux Américains est restreint comparé au nombre des lacs disponibles ou affermés à des Canadiens.

M. Fortin (Beauce): Tous les lacs des comtés de Beauce et de Dorchester sont libres et la conséquence, c'est qu'il n'y a plus de poisson. Si le gouvernement avait eu la prévoyance de louer ces lacs, nous pourrions y pêcher aujourd'hui. Prenez l'exemple du parc des Laurentides, où les lacs sont redevenus des plus giboyeux et partout une source de revenus. Avec la politique du député de Montréal-Dorion, on ruinerait la province.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je ne peux pas m'accorder avec le gouvernement parce que sa conduite est illogique. En Nouvelle-Écosse, les lacs sont libres et on y a mis des gardiens. Le gouvernement a dit qu'il reprendrait le contrôle de ces lacs si on n'agissait pas avec prudence. Pourquoi aurions-nous des richesses sans nous en servir dans notre province? Qu'on commence par s'occuper des permis si on ne veut pas perdre de revenus.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suggérerais au ministre des Pêcheries qu'il établisse un nombre

maximum de lacs qui pourraient être loués, une quinzaine par exemple.

M. Blain (Montréal-Dorion): En Gaspésie, toutes les rivières sont pratiquement afferméées à des clubs, et je me demande, dit-il, si la même situation n'existe pas sur la Côte-Nord.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est la protection des rivières qui assurera la survivance du saumon.

Si nous laissons les rivières libres, le saumon ne tardera pas à être détruit.

L'honorable M. Laferté (Drummond) ne donne pas d'explications sur ce point.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je ne sais pas si le ministre serait disposé à ajourner le débat. J'ai ici un document de 1819 fort intéressant à soumettre à la Chambre.

(La demande est refusée)

Il (M. Houde) lit son document, une lettre d'un vieux pêcheur qui proteste du fait que jusqu'ici les pêcheurs ont souffert des conditions de bail et de permis existants et dans la lettre, on fait référence au grand-père du premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous avez bien plus confiance en mon grand-père qu'en moi.

(Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le document auquel je viens de référer est une protestation à 100 ans de distance contre la politique suivie actuellement par le gouvernement.

(Applaudissements à gauche)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose en amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot

"maintenant" et en le remplaçant par les mots "dans six mois".

M. le président (M. Bouchard): Dans mon opinion les "non" l'emportent.

Les députés de l'opposition réclament le vote.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Duplessis, Frigon³, Gault, Guertin, Houde, Renaud, Sauvé, Smart, Tremblay, 10.

Contre: MM. Authier, Bastien, Bernard, Casgrain, Charbonneau, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Fortin, Gagnon (Kamouraska), Godbout, Grant, Laferté, Lemieux (Wolfe), Lortie, Mercier fils, Lapierre, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Power, Saurette, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 30.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Et la motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:

Indemnisation pour les troupeaux abattus à la suite de la tuberculisation

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance, etc., depuis 1929 inclusivement, entre le gouvernement et toute personne relativement à l'indemnité accordée aux cultivateurs dont les troupeaux ont été abattus à la suite de la tuberculisation.

Adopté.

Prime pour la production de beurre

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de

toute correspondance, etc., depuis 1929, entre le gouvernement et toute personne relativement à une prime pour la production du beurre dans les beurreries de la province.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 20 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Achat de la maison de S. Lafontaine

M. Guertin (Hull): 1. Le gouvernement a-t-il acheté ou a-t-il l'intention d'acheter d'un M. Samuel Lafontaine, de Matane, une maison privée?

2. Si oui, à quelles fins cette propriété servira-t-elle?

3. Quel prix le gouvernement a-t-il ou doit-il payer pour cette propriété?

4. Quelle est l'évaluation municipale de cette maison, y compris le terrain?

5. Quelle est l'évaluation des travaux de transformation à faire subir à cette bâtisse?

6. Qui a recommandé cette transaction?

7. À quelle date commenceront les travaux de réfection et d'aménagement?

8. Des soumissions seront-elles demandées pour ces travaux?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Non.

2. 3. 4. 5. 6. 7. et 8. Répondu par 1.

Sommes versées au *Bulletin de la ferme* ou au *Bulletin de la ferme Itée*

M. Crépeau (Sherbrooke): À quelles dates ont été payées les diverses sommes que le *Bulletin de la ferme* ou le *Bulletin de la ferme Limitée* a reçues

du gouvernement pendant l'exercice 1929-1930, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Agriculture:

1929	13 juillet.....	\$ 300.00
	23 juillet.....	365.00
	7 août.....	200.00
	1 ^{er} octobre.....	200.00
	9 octobre.....	387.08
	16 octobre.....	304.86
	29 novembre.....	317.72
	19 décembre.....	100.00
1930	21 janvier.....	300.00
	19 mai.....	286.70
	4 juin.....	8.00

Colonisation, Chasse et Pêcheries:

1929	2 octobre.....	34.57
	3 octobre.....	16.23
	30 octobre.....	17.65
	31 octobre.....	48.92
	31 octobre.....	116.55
	6 décembre.....	43.68
	12 décembre.....	44.17
	17 décembre.....	211.82

Services divers:

1930	23 avril.....	6,000.00
------	---------------	----------

Sommes versées au *Bulletin*, ou A.-P. Pigeon, ou A.-P. Pigeon Itée

M. Crépeau (Sherbrooke): À quelles dates ont été payées les diverses sommes que le *Bulletin*, ou A.-P. Pigeon, ou A.-P. Pigeon limitée a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-1930, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Impression et reliure pour les deux

Chambres de la Législature:

1930	1 ^{er} mai.....	\$4,392.45
	30 juin.....	7,282.49

Élections:

1929	17 juillet.....	10.00
1930	11 juin.....	15.00

*Dépenses contingentes:**Département du secrétaire provincial:*

1929	30 juillet.....	\$ 128.00
1930	24 avril.....	130.55

*Administration de la justice:**Greffier, Cour de circuit, Montréal:*

1929	30 septembre.....	162.80
	31 décembre.....	1,146.90
1930	31 mars.....	559.30
	30 juin.....	301.90

Greffier de la paix, Montréal:

1929	30 septembre.....	75.00
	31 décembre.....	35.00
1930	31 mars.....	162.50
	30 juin.....	70.00

Greffier des appels, Montréal:

1929	30 septembre.....	51.00
	31 décembre.....	93.50
1930	31 mars.....	226.50
	30 juin.....	119.00

Shérif, Montréal:

1929	26 septembre.....	14.00
1930	14 février.....	60.00
	28 mars.....	8.50

École des beaux-arts, Montréal:

1930	24 avril.....	15.00
------	---------------	-------

Agriculture:

1929	18 décembre.....	2.50
------	------------------	------

Voirie et Mines:

1929	12 juillet.....	9.00
	10 août.....	31.00
	4 septembre.....	50.00
	19 septembre.....	9.00
	4 octobre.....	31.00
	19 octobre.....	9.00
	6 novembre.....	10.00
	12 novembre.....	10.00
1930	28 mai.....	11.00

Terres et Forêts:

1929	24 septembre.....	100.00
------	-------------------	--------

Colonisation, Chasse et Pêcheries:

1929	5 septembre.....	150.00
	16 décembre.....	14.00

**Sommes versées
à La Riposte**

M. Crépeau (Sherbrooke): À quelles dates ont été payées les diverses sommes que *La Riposte* a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-1930, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):*Administration de la justice:**Shérif, Montréal:*

1929	30 décembre.....	\$ 45.00
------	------------------	----------

École des beaux-arts, Montréal:

1929	14 novembre.....	2.00
------	------------------	------

**Affiliation des écoles techniques
ou des écoles des beaux-arts
à l'Université de Montréal ou à l'Université Laval**

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce l'intention du gouvernement d'autoriser l'affiliation de l'une ou de l'autre des écoles techniques de la province, ou de l'une ou de l'autre des écoles des beaux-arts de Québec ou de Montréal à l'Université de Montréal, ou à l'Université Laval? Pourquoi?

2. Si oui, cette affiliation devra-t-elle être approuvée par le gouvernement, après recommandation de chacun des deux comités du Conseil de l'instruction publique?

3. Quelles en seront les conditions?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Cette question n'est pas à l'étude dans le moment.

2. et 3. Répondu par 1.

Maurice Alexander, avocat

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. Quelles sont les causes et procédures pour lesquelles M. Maurice Alexander, avocat, a reçu \$1,379.70, en 1925?

2. Combien a-t-il reçu pour chacune de ces causes et procédures?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Dans *re The United Manufacturing Co.* et *St. Maurice Power Co. Limited* et *The Attorney General of Quebec*, et dans *re The Dominion Government* et *The Attorney General of Quebec* et *The Nipissing Central Railway Co.*

2. 135 guinées dans chacune de ces causes.

Représentants canadiens aux conférences sur le Labrador

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. Quels sont les noms et adresses des personnes qui ont représenté le gouvernement de Québec et le gouvernement d'Ottawa aux deux conférences qui ont eu lieu au sujet des frontières du Labrador et à l'occasion desquelles la province a payé \$141.34 au Ritz-Carlton, de Montréal, et \$551.80 au Windsor Hotel, de Montréal (*Comptes publics* 1926-1927, p. 160)?

2. À combien se sont élevées les dépenses de chacune de ces personnes?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Il n'y a eu qu'une seule conférence et les personnes qui ont représenté le gouvernement d'Ottawa étaient: le très honorable M. H. P. Macmillan, le très honorable M. C. J. Doherty, M. W. Stuart Edwards, c.r., sous-ministre de la Justice, et M. C. P. Plaxton, c.r. Les personnes déléguées par le gouvernement de Québec pour agir comme avocats du Canada et qui ont pris part à cette conférence sont M. Charles Lanctôt, c.r. et M. Aimé Geoffrion, c.r. La province de Québec, ainsi que c'est l'usage, a payé les dépenses d'hôtellerie des représentants du Canada, ne résidant pas à Montréal, à l'Hôtel Windsor et les dépenses d'hôtellerie de M. Lanctôt, ainsi que les frais encourus pour la réception des représentants du Canada, ont été payés au montant indiqué à l'Hôtel Ritz-Carlton.

2. Il est impossible d'attribuer à chacune de ces personnes le montant des dépenses encourues.

Travaux pour contrer le chômage à Montréal

M. Poulin (Montréal-Laurier): 1. Dans la ville de Montréal: *a.* Quels sont les travaux qui ont été entrepris à date par la ville de Montréal pour remédier à la crise du chômage, sous l'empire des lois fédérale et provinciale du chômage; *b.* Quels sont les travaux qui, à date, ont été commencés et sont actuellement terminés, sous l'empire desdites lois; *c.* Quel est le coût approximatif de chacun de ces travaux?

2. Dans chaque entreprise commencée à date par la ville de Montréal pour venir en aide aux chômeurs, sous l'empire des lois fédérale et provinciale du chômage: *a.* Combien d'ouvriers ont été employés sur chaque entreprise; *b.* Quels sont les noms de ces employés; *c.* La ville de Montréal soumet-elle une liste de paye au gouvernement provincial ou à la Commission provinciale du chômage relativement à ces entreprises?

3. Quelles sommes d'argent ont été dépensées jusqu'à date par la ville de Montréal pour chaque entreprise commencée dans le but de venir en aide aux chômeurs, sous l'empire des lois fédérale et provinciale du chômage?

4. Quel est le montant total des sommes d'argent que la ville de Montréal a reçues, à date, pour l'exécution de ces entreprises sous l'empire des lois fédérale et provinciale du chômage: *a.* en secours direct; *b.* en secours indirect?

5. Quelles sont les institutions industrielles, manufacturières, de charité, philanthropiques ou autres, qui ont reçu, à date, de la ville de Montréal, des sommes d'argent pour remédier au chômage sous l'empire desdites lois?

6. Les travaux, entreprises, etc., que la ville de Montréal devait faire sous l'empire des lois fédérale et provinciale du chômage sont-ils tous commencés à date; et sinon, dans quelle proportion ces travaux, entreprises, etc., ont-ils été commencés?

7. À quelle date la ville de Montréal a-t-elle commencé des travaux, entreprises, etc., sous l'empire desdites lois, pour remédier au chômage dans les limites de son territoire?

8. Le gouvernement provincial a-t-il chargé quelqu'un de surveiller pour son compte les travaux entrepris par la ville de Montréal pour remédier au chômage sous l'empire des lois fédérale et provinciale du chômage?

9. La ville de Montréal a-t-elle tout l'argent nécessaire pour terminer les travaux commencés, sous l'empire desdites lois pour remédier au chômage; et sinon, la ville de Montréal a-t-elle fait une ou plusieurs demandes de montants additionnels pour terminer lesdits travaux?

10. Combien de chômeurs ont été secourus par la ville de Montréal sous l'empire desdites lois: *a.* En janvier, 1931; *b.* En février, 1931; *c.* En mars, 1931?

11. Étant donné le nombre de chômeurs, ainsi secourus par la ville de Montréal en janvier 1931 et en février 1931, et en mars 1931, combien de jours d'ouvrage ces ouvriers ont-ils reçu de la ville de Montréal?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

1. *a.* Ignore; *b.* Ignore; *c.* Ignore.

2. *a.* Ignore; *b.* Ignore; *c.* Cette liste est exigée, aucune reçue à date.

3. Ignore.

4. *a.* Montant autorisé \$450,000. Rapport pour \$396,000, dont \$64,000 maintenant payés et des comptes reçus récemment pour \$300,000; *b.* la ville

de Montréal est autorisée à dépenser \$3,500,000. Aucun compte reçu à date.

5. Conseil central de la Saint-Vincent-de-Paul.....	\$290,600.00
Montreal Council of Social Agencies.....	78,100.00
Federation of Jewish Philanthropies.....	<u>27,300.00</u>
Total	\$396,000.00

6. On l'ignore.

7. On l'ignore.

8. Non.

9. Ignore. Toutefois, la ville de Montréal a fait une demande pour une somme additionnelle pour \$500,000.

10. *a.* En travail, 43; en secours direct, 44,005; *b.* En travail, 645; en secours direct, 45,253; *c.* Pas de rapport.

Note: Ces chiffres, à la réponse 10, sont donnés d'après les rapports reçus et ne comprennent pas les repas et couchers gratuits.

11. Janvier	1,333
Février	4,578
Mars.....	Aucun rapport

Route de Drummondville à Montréal

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. La route de Drummondville à Montréal est-elle complètement gravelée?

2. Dans la négative, quelles sont les parties qui ne le sont pas et combien de milles dans chaque cas?

3. Des représentations ont-elles été faites au ministre de la Voirie à ce sujet et, dans l'affirmative, par qui et à quelle date?

4. Quelle a été la réponse du gouvernement?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

1. Oui.

2. 3. et 4. Répondu au no 1.

Octroi pour travaux de gravelage dans Bagot

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Le conseil de comté de Bagot a-t-il demandé l'an dernier un octroi de 50 % pour faire les travaux de gravelage,

dans les routes neuves situées dans les limites des municipalités de Saint-Simon et Saint-Liboire?

2. Dans l'affirmative, quand?

3. Qu'a répondu le gouvernement?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1.

Oui.

2. Par une résolution adoptée le 12 mars 1930.

3. Le département de la Voirie a répondu qu'il notait cette demande et verrait ce qui pourrait être fait lors de la distribution des octrois de voirie.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget des Travaux publics se lisant comme suit: Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions neuf cent dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins, S.R., 1925, chapitre 91, article 74, tel qu'amendé par 18 George V, chapitre 35, section 65, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1932, rapportée du comité des subsides et lue une deuxième fois à la première séance de ce jour, et dont l'adoption avait été remise à la prochaine séance, soit maintenant adoptée.

Adopté.

Loi de l'assistance publique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 228 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Que le droit prévu par les dispositions de l'article 1 de la loi 16 George V, chapitre 55, soit imposé sur le coût de chaque repas d'un dollar ou plus servi au public dans tous les hôtels et restaurants de la province, sauf ceux situés en dehors des cités et villes et offrant au public l'usage de moins de trente-cinq chambres.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 228 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 228 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi des cités et villes,
imposition de certaines taxes**

M. Casgrain (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 185 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'imposition de certaines taxes.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Casgrain (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Commission
des services publics**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 27 modifiant la loi de la Commission des services publics.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à

soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que les membres de la Commission des services publics de Québec demeureront en fonction durant bonne conduite, mais que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra les destituer sur une adresse conjointe du Conseil législatif et de l'Assemblée législative; et que, en cas de vacance parmi les membres par décès, destitution ou autrement, il pourra nommer une autre personne pour remplir toute telle vacance.

2. Que les membres de ladite Commission des services publics de Québec à l'exception du président, dont le traitement est déterminé par l'article 22 de la loi de la Commission des services publics de Québec (Statuts refondus, 1925) recevront annuellement une rémunération de sept mille dollars chacun.

La loi qui a créé la Commission des services publics a donné beaucoup de satisfaction. La commission est composée de trois membres, dont un président, nommés pour 10 ans. Mais l'œuvre imposée à la commission a pris une telle importance et exige tant de travail que le gouvernement a décidé de nommer ses commissaires en permanence de manière à les mettre entièrement à l'abri de toutes influences politiques ou autres et les placer sur le même pied que les juges et les magistrats.

De plus, le président et les deux commissaires devront donner tout leur temps au travail de la commission. Il estime préférable qu'il en soit ainsi. Le salaire des commissaires est augmenté de \$5,000 à \$7,000, et droit de pension à la retraite. Le président, M. Adrien Beaudry, avait été nommé pour 10 ans et il a été de nouveau choisi, le jour de la Saint-Patrice, pour un autre terme. La commission, étant assurée de l'avenir, pourra travailler avec plus de confiance.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est certain que la Commission des services publics a rendu des services. Le premier ministre dit qu'il est préférable que les commissaires soient nommés en permanence pour les soustraire aux influences politiques. Ça a pris énormément de temps. Je trouve étrange que l'on prenne cette décision si tard et je ne vois pas la nécessité de donner aux commissaires des mandats à vie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ce n'est pas nécessaire, mais c'est préférable, étant donné que c'est dans l'intérêt de la province de conserver de si bons hommes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement fait beaucoup de choses utiles à la veille des élections. On dirait qu'il a peur d'un changement. C'est que la droite, qui n'est pas bien certaine de revenir au pouvoir après la prochaine élection, désire avoir des amis en place. Au reste, j'estime que les nominations faites sont dignes des plus grands éloges. La nomination du président a été très heureuse.

Ne croyez-vous pas que les pouvoirs de la commission devraient être plus étendus, afin, par exemple, de pouvoir enquêter sur les taux de l'électricité à travers la province? La question est très importante.

M. Guertin (Hull) approuve l'augmentation du salaire des commissaires de \$5,000 à \$7,000, mais il prie le gouvernement de penser aussi au salaire des petits, des plus humbles employés civils, qui reçoivent seulement 25 cents de l'heure. Il y a de la discrimination entre les hauts fonctionnaires et les simples employés de la fonction publique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) se déclare sympathique à cette suggestion. La province de Québec est mieux placée que quiconque sous ce rapport, car elle suit la recommandation de la Commission des salaires minimum. Dans certains cas, les salaires ne sont pas élevés. C'est le désir du gouvernement de former une commission pour étudier la Commission du salaire minimum. Après ça, quelque chose de bénéfique pourrait arriver pour les employés.

En autant que le salaire des employés de la commission est concerné, il est satisfaisant pour eux et pour tous nos employés. Par suite de l'augmentation que nous avons accordée cette année, la liste de paye du service civil est augmentée de \$250,000 d'après un plan que les employés eux-mêmes ont approuvé. Nous avons une échelle de salaires satisfaisante et nous ne recevons aucune plainte actuellement.

Le gouvernement augmente non seulement les salaires de ses employés, mais il a encore pour eux une assurance de groupe dont il paye la prime et un fonds de pension. Comme par le passé, dit-il, j'apporterai une attention constante en aidant les employés dans leurs associations mutuelles, leur fonds de pension, etc. Nous nous intéressons

beaucoup au sort de nos employés, qui sont nos collaborateurs, et nous faisons tout pour l'améliorer. Je crois que nous donnons un bon traitement à tous nos employés.

M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère que la deuxième résolution soit modifiée afin de fixer le salaire des commissaires à \$7,000, sauf pour le président dont le salaire est déjà fixé.

M. Guertin (Hull) pose une question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le président de la commission a droit à une pension à sa retraite. Le gouvernement accordera prochainement une pension pour les deux autres commissaires, pas au cours de cette session toutefois.

La commission devra s'occuper des moyens de transport jusqu'au jour où le gouvernement nommera une commission des transports ou un autre organisme qui pourra s'occuper de cette importante question.

M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère la formation d'une commission spéciale de transport qui s'occupera des autobus, automobiles, tramways, etc. Il soulève la question de la vulgarisation de l'électricité à la campagne.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La commission est actuellement à s'occuper des taux d'électricité à la campagne. Nous voulons aider nos cultivateurs et surtout la petite industrie en vulgarisant l'usage de l'électricité. C'est là un problème très important.

Me sera-t-il permis d'exprimer une opinion personnelle au sujet de la campagne qui se poursuit à Québec actuellement autour de la municipalisation de l'électricité?

Les opinions sont partagées. Il y a des apôtres de la municipalisation et des adversaires de cette mesure. Ce serait une erreur, à mon avis, que d'avoir recours à ce système.

Si nous enlevons aux compagnies le pouvoir électrique dans les grands centres où elles peuvent se faire des revenus et où le débit est plus considérable, elles hésiteraient ensuite à étendre leurs services dans les campagnes où les débuts seraient très onéreux. Nous retarderons dans une très large mesure le développement de l'électricité à la campagne. Si l'on veut que les compagnies distribuent de l'électricité à des taux raisonnables dans les campagnes, il faut leur permettre d'en vendre dans les villes.

À cause des distances, la fourniture de l'électricité, d'éclairage et de force motrice dans les districts ruraux ne sera pas une proposition payante pour les compagnies, au moins pendant une couple d'années.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a touché un point important. Nous avons eu, à Trois-Rivières, la municipalisation. La question est très complexe. La municipalisation a réussi à certains endroits.

Je suis contre l'étatisation de nos ressources naturelles en principe, afin de ne pas paralyser l'industrie, et en faveur de la distribution de l'énergie électrique par les compagnies privées.

Le public a droit de réclamer contre les compagnies privées et surtout les trusts qui ont des taux trop élevés. Il faudrait que le gouvernement prenne le moyen de faire accorder des taux acceptables. Il y a une concurrence qui s'impose. Le gouvernement a prévenu la concurrence en permettant un trust.

Il parle d'exportation de l'énergie. Ne faisons pas un développement prématuré. Si le gouvernement y avait pensé, les revenus seraient plus grands. Il parle de la Gatineau Power et il reproche au gouvernement d'avoir récemment accordé des pouvoirs additionnels à la Beauharnois Power Company.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): La province a accordé 20,000 pieds cubes de débit additionnel à la compagnie, ce qui lui permet de développer 175,000 chevaux-vapeur de plus.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La dernière concession à la Beauharnois a pour but de permettre la fabrication de manganèse sur le bord du canal Beauharnois⁴. Tout le pouvoir est déjà vendu à des riches capitalistes anglais. L'honorable député dit que nous allons trop vite. Je ne le crois pas. Nous avons 12,000,000 de chevaux-vapeur possibles, mais il n'y en a pas encore 3,000,000 de développés. Le gouvernement a donc bien agi. Nous développons notre énergie qui est vendue au fur et à mesure.

M. Duplessis (Trois-Rivières) cite l'opinion de Me Geoffrion sur l'exportation de l'énergie électrique.

M. Samson (Québec-Centre): Je suis opposé à la municipalisation de la distribution de l'électricité à Québec.

Si l'on n'est pas satisfait des taux, la ville n'a qu'à s'adresser à la Commission des services publics qui a tous les pouvoirs pour faire droit à ses réclamations.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Cette question de l'exportation de l'électricité dans les autres provinces soulève un point de droit constitutionnel qui divise les autorités légales. Personnellement, je n'ai pas d'objection, dit-il, à cette exportation qui rapporte beaucoup et qui aide au développement des provinces sœurs.

Il serait anticonstitutionnel de défendre l'exportation de l'énergie dans une autre province. Ce que nous envoyons d'électricité nous est payé généreusement. Ces procédés ont d'ailleurs leur effet sur la bonne entente.

Nous ne pouvons d'ailleurs vivre comme Robinson Crusoe dans son île. En vendant de l'électricité à la province sœur, nous contribuons à la prospérité de l'Ontario, qui contribue à la nôtre, nous contribuons à la prospérité du Canada tout entier et, par ricochet, à la prospérité de notre province.

C'est un moyen de développer nos relations. Il y a là une question de patriotisme. Faudra-t-il arrêter à un moment donné? La question constitutionnelle est là. Si l'Ontario en a profité, tant mieux.

M. Guertin (Hull): L'électricité du Québec se rend en Ontario pour favoriser l'industrie dans cette province et pour fournir aux propriétaires de maisons de l'électricité à des taux inférieurs à ceux du Québec. Il parle des taux électriques dans les provinces.

Les cultivateurs ontariens paient deux sous et deux sous et demi et, à Ottawa, on paie l'électricité beaucoup moins cher qu'à Québec. La Commission des services publics pourrait être utilisée pour découvrir pourquoi les taux du Québec sont beaucoup plus élevés que ceux de l'Ontario, malgré le fait que la province du Québec permet l'exploitation de son énergie hydroélectrique.

La "Gatineau" a exporté 340,000⁵ chevaux-vapeur en Ontario, l'année dernière. Il ne restait qu'une belle chute dans ma région et la commission qui va l'exploiter annonce qu'elle a un contrat avec l'Ontario.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le député de Hull (M. Guertin) s'est trompé dans son calcul de la quantité de chevaux-vapeur exportés vers l'Ontario.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) ne partage pas l'opinion du député de Hull. Dans l'Ontario, les taux ne sont pas aussi bas qu'on le dit. Ils sont plus élevés qu'ici souvent, variant entre quatre cents et 14 cents. Il cite des endroits où l'on paie 14 et 16 sous⁶ du kilowatt-heure. Quand le député de Hull parle de ½ cent et de deux sous et demi dans la ville d'Ottawa, mon honorable ami fait allusion à des endroits spéciaux où il y a des conditions spéciales.

Dans les campagnes, dans la Gatineau par exemple, l'électricité se vend meilleur marché que par le passé. Le député de Hull oublie de dire qu'il y a des charges fixes, trois cents par 100 pieds cubes d'éclairage de plafond. Quand le montant de kilowatt consommé est petit, la charge fixe le double. Il n'y a pas d'endroit dans Québec où l'on paye 15 cents ou 14 cents du kilowatt-heure, comme dans Ontario.

M. Guertin (Hull): Je peux nommer des places où c'est moins cher que cela.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui, mais vous ne parlez jamais des endroits où c'est plus cher, par exemple.

M. Guertin (Hull) défie le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) et se fait passer le même rapport que celui cité par le ministre des Terres (l'honorable M. Mercier). Il énumère une série de villes où le prix de l'électricité est peu élevé. Il trouve de très nombreux taux d'un sou et demi, deux sous, et deux sous et demi. Dans sa propre circonscription, les rivières Gatineau et des Outaouais fournissent une bonne part de l'électricité qui a été contractée par la Commission hydroélectrique de l'Ontario. Le seul moyen d'obtenir la vérité dans toute cette affaire, c'est que le gouvernement nomme une commission qui s'occupera de faire enquête sur les taux de l'électricité dans les deux provinces et dans l'intérêt de notre province. Lorsqu'il sera peut-être possible de montrer que nous sommes les victimes, quelque chose sera fait. Je n'ai aucune hésitation à me déclarer moi-même en faveur de la détention publique de l'électricité et de son développement, comme en Ontario, afin que la population du Québec puisse en bénéficier sur les plans industriel et résidentiel, comme c'est le cas pour les industries et les personnes des provinces voisines.

M. Duplessis (Trois-Rivières) veut rectifier certaines déclarations du premier ministre. Nous

avons permis un développement trop rapide de nos pouvoirs d'eau dont une trop grande partie est exportée à notre détriment.

Il dit qu'en étant membre de la Confédération avec l'Ontario, le Québec veut être un bon voisin, mais pas jusqu'au point d'avoir ses ressources naturelles exploitées de manière à ne rien laisser au Québec. Il répète qu'il est contre l'étatisation, mais il est en faveur de l'industrie privée sous la garde de l'État.

Le gouvernement n'a pas été prévoyant en ne prenant pas d'ententes avec les provinces qui voulaient notre électricité. Le Québec pourrait obtenir d'autres avantages. Personnellement, il croit au développement des ressources hydroélectriques par des intérêts privés, mais ceci ne veut pas dire qu'il veut que les gens soient négligés et qu'ils aient à payer des taux excessifs.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 27 modifiant la loi de la Commission des services publics.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill 27 modifiant la loi de la Commission des services publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Indemnisation des cultivateurs pour achat d'engrais chimiques

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 244 pour indemniser les cultivateurs de certaines pertes et aider à l'achat d'engrais chimiques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose: Attendu qu'il est opportun de propager l'emploi des engrais chimiques et de la chaux;

Attendu qu'il est aussi opportun d'indemniser les propriétaires pour la perte de leurs animaux de race bovine abattus comme tuberculeux ou d'aider au remplacement de ces animaux ainsi abattus;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Qu'un montant de trois cent mille dollars sera affecté pour aider les cultivateurs de cette province à acheter ou transporter les engrais chimiques et la chaux nécessaires à l'augmentation du rendement de leurs terres et les indemniser de la perte de leurs animaux de race bovine abattus comme tuberculeux ou les aider à remplacer ces animaux ainsi abattus.

2. Que le trésorier de la province sera autorisé à verser cette somme de trois cent mille dollars au ministre de l'Agriculture, à même le fonds consolidé du revenu, sur arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Renaud (Laval) fait remarquer qu'il réclame cette dernière mesure depuis sept ans. La question de tuberculisation est étudiée depuis 1926. Nous avons demandé à cette époque que le gouvernement protège les cultivateurs. Je me réjouis qu'on se rende enfin à cette demande de l'opposition, mais je ne puis m'empêcher de dire qu'on y vient bien tardivement, puisque déjà 12,000 animaux ont été abattus dans la province. Si on considère que l'indemnisation est nécessaire aujourd'hui, on devrait indemniser ceux qui ont souffert de ces pertes dans le passé. Ce qui est juste maintenant l'était hier et il faudrait, en toute justice, rembourser les

cultivateurs qui ont été les pionniers dans cette politique de tuberculisation et dont plusieurs ont été ruinés.

Si le gouvernement avait voulu écouter nos conseils, la question serait réglée. Je blâme le gouvernement de ne faire qu'un demi-geste à la veille des élections. Si vous voulez faire un geste à la veille des élections, faites-le donc complet. Payez les animaux abattus depuis quatre ans. Que la loi soit rétroactive! Les indemnités versées par le gouvernement provincial devraient être rétroactives, afin d'indemniser ceux qui avaient déjà subi la perte de vaches et qui n'ont pas reçu d'indemnisation suffisante selon la loi du fédéral.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les cultivateurs traversent une crise et il est important de les aider à préserver leur capital et les aider à enrichir leurs terres. Le principe de la mesure n'a pas simplement pour but de dédommager les cultivateurs pour les animaux qui ont été abattus du fait de la tuberculisation, mais aussi de pourvoir à des octrois pour aider aux cultivateurs à fertiliser leurs terres avec des engrais chimiques.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que ce ne sont pas plutôt des engrais chimiques destinés au champ électoral?

(Rires)

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le principe du bill est unique. Il a pour but d'améliorer et de conserver le cheptel que nous possédons. Pour conserver notre cheptel au niveau actuel, il faut que le gouvernement aide aux cultivateurs à renouveler leurs animaux abattus parce qu'ils sont tuberculeux. Et, pour cela, il nous faut un terrain propre à sa conservation, d'où la nécessité de bons engrais pour fertiliser leurs terres.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La mesure a un double but: la santé publique et la santé économique du cultivateur.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'honorable député de Laval a parlé de tuberculisation et de pertes subies par les cultivateurs. On a crié fort, mais on ne peut, en justice, tenir le gouvernement provincial responsable des pertes subies par les cultivateurs. Je tiens cependant à déclarer immédiatement, et ceci, de la manière la plus catégorique, que jamais le gouvernement provincial n'a forcé un cultivateur à abattre ses bestiaux pour

fins de tuberculisation. Ceux qui désiraient faire subir à leurs animaux l'épreuve de la tuberculine se sont pourvus de la loi fédérale. Il y a deux systèmes de tuberculisation: celui du fédéral et le nôtre.

Il ne faut pas oublier en effet que les zones de tuberculisation ont été faites exclusivement sous l'autorité de la loi fédérale, et qu'en vertu de cette dernière, le cultivateur recevait les deux tiers du prix de l'animal abattu, lequel prix, en certains cas, représentait la valeur complète de l'animal. Tout ce que le gouvernement provincial a fait jusqu'ici, c'a été de mettre gratuitement des médecins vétérinaires à la disposition des cultivateurs qui le désiraient, et, sans vouloir forcer ces derniers à tuberculiniser, le gouvernement intervient pour les aider. Et l'on ne viendra tout de même pas prétendre que le gouvernement provincial est responsable pour ce service rendu aux cultivateurs, surtout quand il n'a jamais obligé un cultivateur à abattre un animal.

La loi a deux buts: premièrement, la santé publique qu'il faut protéger, et ensuite, la santé économique de la ferme, pour aider les agriculteurs et c'est dans ce deuxième but que le ministère provincial a travaillé, dans l'espoir de purifier les troupeaux en appliquant la loi fédérale. Voilà pourquoi nous avons fait de la propagande pour que la loi fédérale fût appliquée. Moi-même j'ai fait de la propagande. Le système fédéral est bon, je ne le critique pas, mais il est tout différent du nôtre.

M. Renaud (Laval): Le cultivateur n'était pas si libre que cela d'abattre ou non ses bestiaux. La ville de Montréal et d'autres cités ont exigé que le lait vendu aux contribuables dans la cité provienne de vaches tuberculinisées. Le cultivateur n'était donc pas libre de ne pas abattre ses bestiaux malades, et le gouvernement avait alors le devoir de s'y intéresser afin que l'abattage des animaux ne soit pas trop préjudiciable à l'agriculteur.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): On ne peut tenir le gouvernement provincial responsable d'une mesure municipale. Il faut être juste envers le gouvernement provincial qui n'a rien eu à faire avec l'abattage des troupeaux.

Le gouvernement présente actuellement une mesure pour assurer l'amélioration du cheptel, encourager l'agriculteur à l'épuration de ses troupeaux. Et, par cette mesure même, il aide puissamment à l'agriculteur, car l'animal malade, loin d'être une source de gains, est une source de pertes pour le cultivateur. Cet animal ne donne pas le rendement possible au point de vue laitier et

contamine le reste du troupeau. Le plus vite on aide l'agriculteur à s'en débarrasser, le plus on l'aide.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La tuberculisation a été faite pour l'hygiène publique, afin de tarir les sources de contagion tuberculeuse. Il appartenait au gouvernement d'y voir.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député de Laval voudrait que l'on donne un effet rétroactif à la loi. Le système est absolument impossible. Il ne faut pas oublier, en effet, que, depuis six ans, les cultivateurs des zones réservées qui ont utilisé la tuberculine et qui ont perdu des animaux ont été indemnisés quand ils pratiquaient la tuberculine.

D'ailleurs, les cultivateurs ont été souvent remboursés pour pleine valeur pour la perte des vaches tuberculeuses qui ont été abattues et même, dans certains cas, ils ont été payés au-delà de la valeur actuelle des vaches conformément à la loi. De plus, il serait très difficile d'atteindre les victimes et il serait difficile de déterminer qui a souffert de l'application de la loi fédérale dans le passé.

Ajoutons que le système de zones est tellement pratique que tous les cultivateurs veulent l'avoir. Nous ne fournissons pas de satisfaction aux demandes. Cet avantage est déjà une grande compensation. Les cultivateurs du Bas-du-Fleuve principalement sont en instances auprès du gouvernement. Les zones réservées sont utiles aux cultivateurs et donnent de la valeur à leurs troupeaux. Nous avons commencé à donner une indemnité à ceux qui ont fait la tuberculine en dehors des zones, mais je ne crois pas que nous puissions aller au-delà. Les records sont difficiles à établir. Le gouvernement fait tout ce qui est possible.

Le gouvernement avait pensé à la rétroactivité de notre loi, mais il a réalisé que cela est une chose impossible. Nous voulons encourager un meilleur élevage de bovins et la fertilité du sol. C'est le but de la loi. C'est la raison pour laquelle il accordera une prime de remplacement des animaux abattus, ce qui permettra aux agriculteurs d'améliorer leur cheptel en même temps que d'améliorer leur ferme.

M. Renaud (Laval): Le gouvernement n'est pas responsable des pertes subies par les cultivateurs, mais il n'en reste pas moins vrai que, sous prétexte de santé publique, les cultivateurs n'en ont pas moins subi des pertes pour au-delà de \$500,000.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La législation agricole actuelle ne cesse pas de m'étonner. Dans le

passé, l'opposition a fait maintes réclamations pour une mesure de cette nature, mais plus généreuse, et elle n'a pas été écoutée. Je n'hésite pas à déclarer que cette législation est présentée dans un but politique, car on n'est pas assuré que le cultivateur ait droit en justice à cette indemnité, et qu'on en tirera un capital politique au moment des élections. Le ministre de l'Agriculture n'est pas convaincu, mais il dit comme le premier ministre avec la loi du travail: On la demande, nous avons eu un avertissement salubre dans les élections partielles, nous allons accorder cette législation.

Au cours de l'élection partielle de Deux-Montagnes, les orateurs du gouvernement disaient dans leurs discours que le gouvernement allait indemniser les cultivateurs pour les pertes subies il y a six ans. Maintenant, on vient nous dire que la loi n'aura pas d'effet rétroactif. Le gouvernement n'est pas responsable, affirme le ministre de l'Agriculture. Mais tout le monde sait que l'on a réclamé l'abattage des animaux au nom de la santé publique. Pourquoi le cultivateur supporterait-il seul les sacrifices imposés pour le profit de toute la communauté? C'est peut-être le seul cas où l'on condamne des individus à subir des pertes au nom de l'intérêt général, sans indemnisation. Je pense au contraire que si les cultivateurs ont sacrifié leurs animaux pour l'intérêt public, ils avaient droit de croire qu'ils ne supporteraient pas seuls une perte consentie pour les autres.

Le gouvernement prétend que rembourser les cultivateurs depuis six ans est difficile. La rétroactivité pourrait être difficile, je l'admets, mais à qui la faute? Depuis combien d'années l'opposition n'a-t-elle pas réclamé justice? Pourquoi n'a-t-on pas écouté l'opposition? L'on n'a rien fait. Je félicite le gouvernement de sa mesure, bien que cette dernière soit présentée dans un but politique. La présente législation consacre un principe, elle est une amélioration sensible, je l'admets; mais elle ne comporte aucune précision. On vote \$300,000 et pas une clause pour dire combien le cultivateur recevra. En votant en faveur du projet de loi, je ne pense pas qu'il y aura une garantie au sujet de ce que recevront les cultivateurs. On devra donner une meilleure garantie.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) se dit surpris du plaidoyer fait par le député de Deux-Montagnes qui a prétendu que le gouvernement ne donne pas toute justice aux cultivateurs. L'honorable député comprend mal la justice. Il (M. Sauvé) sait que le gouvernement n'est pas responsable de l'abattage des animaux. En aucun cas le gouvernement n'a obligé un cultivateur à détruire son animal. Il ne doit rien en justice. Bien plus, le gouvernement a mis des vétérinaires

gratuitement au service des cultivateurs. Le gouvernement n'impose pas la tuberculisation des animaux aux cultivateurs, il cède à ses instances, car le cultivateur se rend compte qu'elle améliorerait ses troupeaux et que c'est dans son intérêt d'avoir un troupeau sain.

Au point de vue strictement économique, le cultivateur est mieux de se débarrasser d'un troupeau tuberculeux. Le gouvernement a été coupable seulement de mettre gratuitement à la disposition des cultivateurs des médecins vétérinaires. Depuis que les médecins vétérinaires ne sont plus à la disposition des cultivateurs pour la tuberculisation, les cultivateurs aujourd'hui protestent de partout et nous demandent de recommencer ce travail, et je dois dire que nous allons rétablir ce service éminemment utile et ceci va demander réflexion.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Questions et réponses:

Sommes versées à L'Événement ou La Cie de L'Événement

M. Crépeau (Sherbrooke): À quelles dates ont été payées les diverses sommes que L'Événement ou La Cie de L'Événement a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-30, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

*Impression et reliure pour les deux
Chambres de la Législature:*

1930	16 janvier	\$1,147.41
	18 mars	941.33
	24 avril	4,907.31
	30 juin	6,506.73

Dépenses contingentes:

Département du secrétaire provincial:

1929	30 juillet	250.00
	12 septembre	250.00
	12 décembre	250.00

*Administration de la justice:**Shérif, Québec:*

1929 16 septembre \$ 5.00

École des beaux-arts, Québec:

1929 12 décembre 4.20

Travaux publics et Travail:

1929 9 octobre 100.00

Agriculture:

1929 1^{er} août 500.00

23 août 586.67

5 septembre 250.00

12 octobre 250.00

15 octobre 201.26

2 novembre 200.00

16 décembre 450.00

19 décembre 36.00

1930 16 janvier 250.00

6 février 152.17

22 mars 4.00

12 avril 2.00

9 mai 350.00

Voirie et Mines:

1929 5 juillet 250.00

6 juillet 6.00

21 août 250.00

11 septembre 250.00

4 octobre 250.00

8 octobre 2.00

25 novembre 457.38

1930 8 janvier 12.00

14 février 200.00

25 février 1.75

12 mai 250.00

14 mai 100.00

18 juin 261.00

30 juin 500.00

Terres et Forêts:

1929 14 décembre 12.00

14 décembre 250.00

1930 28 février 200.00

1930 12 mai 150.00

30 juin 250.00

Colonisation, Chasse et Pêcheries:

1929 2 juillet 250.00

9 juillet 416.66

12 août 416.66

1929 12 septembre \$ 416.66

11 octobre 416.66

15 novembre 416.66

2 décembre 250.00

9 décembre 416.66

17 décembre 18.00

1930 13 janvier 416.66

4 février 416.66

25 février 250.00

3 mars 416.66

7 avril 416.66

8 mai 416.66

21 mai 5.00

22 mai 150.00

9 juin 416.66

Bureau du revenu:

1929 9 juillet 8.40

9 juillet 15.64

9 juillet 6.17

6 septembre 252.51

6 septembre 7.17

13 septembre 369.34

1930 16 janvier 8.75

20 juin 16.76

Divers en général:

1929 20 août 250.00

4 novembre 450.00

1930 11 février 250.00

21 mai 350.00

Commission des services publics, Québec:

1929 21 novembre 26.00

*Restauration et amélioration de l'ancienne
partie du palais de justice, Québec:*

1930 11 juin 17.25

Dépôt de documents:**Infractions aux règlements
des terres et forêts, 1929-1931**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 16 mars 1931, demandant la production de copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} janvier 1929, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier 1931, concernant le département des

Terres et Forêts et se rapportant à toutes remises ou réductions, partielles ou totales, des amendes ou pénalités pour infractions aux lois et règlements affectant ledit département. (Document de la session no 62)

**Infractions aux règlements
des terres et forêts, 1926-1927**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 16 mars 1931, demandant la production de copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} janvier 1926, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier 1927, concernant le département des Terres et Forêts et se rapportant à toutes remises ou réductions, partielles ou totales, des amendes ou pénalités pour infractions aux lois et règlements affectant ledit département. (Document de la session no 63)

**Infractions aux règlements
des terres et forêts, 1927-1929**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 16 mars 1931, demandant la production de copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} janvier 1927, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier 1929, concernant le département des Terres et Forêts et se rapportant à toutes remises ou réductions, partielles ou totales, des amendes ou pénalités pour infractions aux lois et règlements affectant ledit département. (Document de la session no 64)

**Revenus de licences pour
hôtels, magasins, etc.**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 2 avril 1930, pour la production d'un état démontrant ce qu'a rapporté: *a.* en 1920-1921; *b.* en 1921-1922; *c.* en 1922-1923; *d.* 1923-1924; *e.* en 1924-1925; *f.* en 1925-1926; *g.* en 1926-1927; *h.* en 1927-1928, chacune des sources de revenus comprises sous la rubrique générale "Licences: hôtels, magasins, etc.", tel qu'il appert à la page 8 des *Comptes publics* 1924-1925 et à la page 6 des *Comptes publics* de chacun des autres exercices. (Document de la session no 65)

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 20 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 50.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi
des pensions**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 243 modifiant la loi des pensions.

C'est seulement pour donner aux employés qui ont été nommés après 1916 les mêmes privilèges dont jouissent au point de vue des pensions, ceux qui ont été nommés avant cette année 1916.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a adopté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 132 reconnaissant The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec;
- bill 150 autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jackwood;
- bill 172 détachant certains lots du district électoral de Bellechasse et les annexant au district électoral de Dorchester, pour toutes les fins.

**The Ukrainian Greek Orthodox Church
of Canada**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 132 reconnaissant The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec. Lesdits amendements sont lus une première fois.

**Ruisseau
Jackwood à Saint-Jean**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 150 autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jackwood. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Lots de Bellechasse
annexés à Dorchester**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 172 détachant certains lots du district électoral de Bellechasse et les annexant au district électoral de Dorchester, pour toutes les fins. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Remboursement de droits:

**The Ukrainian Greek Orthodox Church
of Canada**

M. Smart (Westmount) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), que, vu que le bill 132 reconnaissant The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec a pour objet de favoriser la propagation d'un culte religieux et d'œuvres de bienfaisance, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Brome-Missisquoi-Perkins
Hospital**

M. Saurette (Missisquoi) propose, appuyé par le représentant de Napierville-Laprairie (M. Charbonneau), que, vu que le bill 148 fusionnant le District of Bedford General Hospital et la Perkins Hospital Corporation sous le nom de Brome-Missisquoi-Perkins Hospital a pour objet de favoriser une œuvre de bienfaisance publique, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce

bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.
Adopté.

**Ruisseau
Jackwood à Saint-Jean**

M. Bouthillier (Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Saurette), que, vu que le bill 150 autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jackwood a pour objet de favoriser l'hygiène publique et en même temps remédier au chômage, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.
Adopté.

**Indemnisation des cultivateurs pour
achat d'engrais chimiques**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 244 pour indemniser les cultivateurs de certaines pertes et aider à l'achat d'engrais chimiques.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose: Attendu qu'il est opportun de propager l'emploi des engrais chimiques et de la chaux;

Attendu qu'il est aussi opportun d'indemniser les propriétaires pour la perte de leurs animaux de race bovine abattus comme tuberculeux ou d'aider au remplacement de ces animaux ainsi abattus;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Qu'un montant de trois cent mille dollars, sera affecté pour aider les cultivateurs de cette province à acheter ou transporter les engrais chimiques et la chaux nécessaires à l'augmentation du rendement de leurs terres et les indemniser de la perte de leurs animaux de race bovine abattus comme tuberculeux ou les aider à remplacer ces animaux ainsi abattus.

2. Que le trésorier de la province sera autorisé à verser cette somme de trois cent mille dollars au ministre de l'Agriculture, à même le fonds consolidé du revenu, sur arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Renaud (Laval): De quelle manière seront distribués les \$300,000 mentionnés dans le bill?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les octrois de \$300,000 pour fertilisants seront distribués de telle façon que les cultivateurs apprendront à choisir de préférence les meilleurs engrais, par suite de l'importance plus substantielle de l'octroi. Ainsi, cet octroi sera à la fois éducationnel et d'un appoint utile et immédiat. Il sera donné au *prorata* des éléments fertilisants que comprendront les engrais achetés. Nous donnerons deux sous par livre d'azote parce que cette matière coûte plus cher. Nous donnerons un sou la livre pour la potasse et un sou pour le phosphate.

Pour le reste, nous croyons que la meilleure façon d'aider les cultivateurs à se procurer de bons animaux, c'est de leur donner un octroi sur chaque animal acheté dans la province de Québec pour remplacer celui qui a été abattu après l'épreuve de la tuberculisation. Le gouvernement encouragera ainsi l'élevage dans la province, et les cultivateurs qui ont perdu des animaux par la tuberculisation il y a quelques années et qui ont élevé de nouveaux troupeaux verront s'ouvrir un bon marché à leurs activités. Ainsi, ceux qui auront été les premiers à subir les pertes de la tuberculisation en seront indirectement remboursés par la vente de leurs troupeaux. L'on ne veut pas placer les cultivateurs sous l'assistance publique comme le voudrait l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) reproche au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) d'affirmer que donner un effet rétroactif à la loi et accorder l'indemnité demandée serait placer les cultivateurs sous l'assistance publique. Le mot est injurieux pour les cultivateurs, qui recevront seulement ce qu'ils méritent sous forme d'aide du ministère de l'Agriculture. Les améliorations que nous avons demandées, nous les avons demandées au nom de la justice pour les agriculteurs dont les vaches étaient malades. Ce ne sera pas un acte de charité. Les cultivateurs ne sont pas sous l'assistance publique. Ils sont supposés recevoir de l'aide à des fins agricoles.

Les cultivateurs ont droit à une indemnité, qu'on la leur donne. Et ils y ont droit en vertu des sacrifices qu'ils ont consentis pour la santé publique. La loi n'est pas seulement pour l'avancement agricole; elle tient aussi de l'hygiène, car on a réclamé l'abattage des animaux tuberculeux parce qu'ils étaient surtout un danger pour la population. Or, personne ne niera que le gouvernement est chargé de protéger la santé de la population. Il était donc du devoir du gouvernement d'indemniser les

cultivateurs qui se sacrifiaient dans l'intérêt général. Je tiens à protester énergiquement. Je défie, dit-il, le ministre de l'Agriculture d'aller dire dans les campagnes que rembourser les cultivateurs serait les placer sous la loi de l'assistance publique.

M. Renaud (Laval): Le moyen d'indemniser les cultivateurs est bien vague. Quelle est la garantie que le bill donne aux cultivateurs? Est-ce que cela va rester entièrement à la discrétion du ministre de l'Agriculture? Quel montant le ministre donnera pour l'achat d'animaux?

La loi représente un autre moyen pour exercer du favoritisme. C'est encore une affaire politique, une loi qui sera appliquée à la guise du ministre, et ce dernier peut payer le cultivateur qui est un libéral et ne pas payer celui qui est conservateur. Mettez donc un pourcentage dans la loi! De cette façon, nous saurons comment ça se passera. Les animaux ne sont ni rouges ni bleus une fois abattus.

(Rires)

Cette mesure, telle qu'elle est présentée, ne pourra pas satisfaire pleinement les cultivateurs. Si la mesure représentait quelque chose pour les intérêts agricoles, elle serait rétroactive.

M. Tremblay (Maisonnette) veut que le ministère accorde l'indemnité aux cultivateurs qui ont subi de très lourdes pertes pour un certain nombre d'années en arrière. Est-ce que le ministère a songé à ce point?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Dans le cas de la tuberculisation provinciale, nous pourrions difficilement indemniser le cultivateur pour la perte qu'il a faite. La chose est impossible, à cause du manque de statistiques quant au nombre d'animaux abattus dans certains cas.

M. Tremblay (Maisonnette): Je crois qu'il serait possible pour le gouvernement de rémunérer sur une certaine base le cultivateur qui a subi de très lourdes pertes pendant les quelques dernières années.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien d'animaux tuberculeux sont abattus chaque année?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le nombre varie chaque année. Dans le cas des animaux abattus à la suite de l'épreuve à la tuberculine par les officiers provinciaux, il peut y en avoir 800 à 900 chaque année. Dans le cas de l'application de la loi fédérale, le pourcentage est plus élevé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'intervention du gouvernement est absolument nécessaire dans le domaine des engrais chimiques?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je considère que c'est un des bons encouragements que nous puissions donner en l'accompagnant d'un système éducationnel.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) reproche au gouvernement d'arriver avec une mesure tardive, mais il est prêt à y donner son adhésion.

M. Dugas (Joliette): Ce reproche est immérité. Mon ami discute la loi en disant qu'elle arrive à la veille d'une élection et que c'est du capital politique. Le député de Deux-Montagnes veut se faire avec cela du capital politique. L'opposition n'a que des lieux communs à offrir comme protection contre la loi. Quand le gouvernement présente une loi, l'opposition dit: "Votre loi aurait dû venir plus tôt" ou: "Elle n'est pas généreuse". Pourquoi le gouvernement fédéral ne rémunère-t-il pas les cultivateurs qui ont perdu des animaux dans l'année qui a précédé l'établissement d'une zone? Pourquoi n'avoir pas demandé la rétroactivité depuis 1909 pour les ouvriers? Si le principe de la rétroactivité est correct pour l'Assemblée législative du Québec, c'est également vrai pour le gouvernement fédéral dont la loi permet de verser l'indemnisation à l'égard des vaches tuberculeuses.

L'opposition devrait diriger ses attaques vers le gouvernement fédéral qui est l'auteur de la loi de tuberculisation. Ce n'est pas au provincial à payer pour les pots cassés par le fédéral. La loi provinciale vient à son heure au moment où le gouvernement provincial peut l'accorder.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable député de Joliette est très habile. Il constate que je fais du capital politique. Qu'il ne soit pas inquiet. C'est une illusion d'optique de sa part. Il y a des gens qui sont tellement habitués à faire quelque chose qu'ils pensent que les autres font toujours la même chose lorsqu'ils agissent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris des remarques du député de Joliette. Il a voulu manifester une indépendance subite. Il a voulu prendre un moyen détourné pour faire un compliment au gouvernement fédéral, à savoir que le gouvernement provincial doit exiger d'un gouvernement au pouvoir depuis huit mois ce qu'un autre n'a pu faire en 10 ans.

(Rires)

Si la tuberculisation est nécessaire à la santé publique, le gouvernement ne doit pas hésiter à indemniser ceux qui ont subi des pertes dans le passé et qui ont été les pionniers de cette politique.

Le gouvernement provincial doit aussi assumer sa part de responsabilité. Avec son surplus annuel, pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas agi plus tôt en sachant très bien les conditions qui existaient depuis des années?

Il n'y a pas de tâche plus urgente pour le gouvernement provincial que la protection de la santé publique et, en matière de santé publique, le cheptel doit être protégé contre la tuberculose bovine. La responsabilité de la santé publique relève des autorités provinciales; par conséquent, le gouvernement provincial doit faire sa part en vue d'éliminer la tuberculose bovine. J'admets volontiers ne pas être expert en matière d'engrais chimiques, mais puisqu'il est entendu que les terres ont besoin de fertilisants, pourquoi le gouvernement a-t-il attendu si longtemps pour aider les cultivateurs?

M. Gagnon (Kamouraska) demande si c'est vrai que le gouvernement a fait son possible pour aider les cultivateurs au sujet des engrais.

M. Duplessis (Trois-Rivières) admet que quelque chose a été fait. Nos remarques ne sont pas dans le but de critiquer. La tâche est difficile. Le gouvernement annonce des surplus qui n'existent pas et fait des promesses nombreuses qu'il ne peut tenir. J'admets que le gouvernement se trouve dans une position difficile, étant donné que l'agriculture est dans une position difficile. Le ministre devrait mettre des garanties dans sa loi. Il suggère que le projet de loi soit amendé, afin d'éviter tout danger de partisanerie et que ce soit fait par le biais d'une clause, de façon que le ministre n'aura pas à choisir au sujet de ceux qui recevront l'indemnisation provinciale, mais qu'il soit tenu de verser telle indemnité.

M. Fisher (Huntingdon)⁷ dit qu'il représente le comté de Huntingdon qui a été le premier comté de la province à appliquer la tuberculisation. Les cultivateurs du comté ont perdu beaucoup d'argent et beaucoup de bétail. Ils n'ont reçu cependant aucune aide du gouvernement local, mais seulement d'Ottawa. Dans certains cas, des troupeaux entiers ont dû être abattus et les cultivateurs étaient aussi obligés de nettoyer leurs étables. Il dit qu'il a beaucoup de sympathie pour les cultivateurs de ces comtés qui n'ont pas encore entrepris cette tâche car les dépenses sont élevées.

Il déplore le fait que le bill actuel n'ait pas été présenté 10 ans auparavant. Il croit que la mesure actuelle est bonne. On dit que les membres de l'opposition sont des pessimistes parce qu'ils disent que les temps sont durs, mais c'est un fait que la province traverse une période très difficile; l'agriculture traverse une période très critique. On ne peut en blâmer sans doute le nouveau ministre de l'Agriculture pour les conditions actuelles, mais le blâme doit aller à ses prédécesseurs. La loi actuelle est présentée dans un but électoral.

Il fut un temps où Québec exportait du beurre en quantités considérables, mais les temps ont changé et les fermiers ont dû s'adapter en expédiant du lait et de la crème aux États-Unis et à Montréal, au lieu de fabriquer du beurre. Ils ont dû subir les conséquences néfastes du traité de la Nouvelle-Zélande qui a ruiné le marché des producteurs de lait de notre province. Mais le gouvernement de Québec n'a rien fait pendant cinq ans contre le traité de la Nouvelle-Zélande. S'il avait fait seulement la moitié des efforts pour persuader le gouvernement d'Ottawa de répudier ce traité de Nouvelle-Zélande qu'il en a fait pour les produits russes, nos cultivateurs ne seraient pas en si mauvaise situation. Le gouvernement n'est peut-être pas à blâmer directement, mais il est à blâmer indirectement. Le gouvernement devra rencontrer les agriculteurs à ce sujet, et je ne pense pas qu'il soit capable de leur prouver qu'il a fait son possible.

Je suis en Chambre, dit-il, depuis le début de la session, et jusqu'ici, je n'ai pas vu une seule mesure pour aider les cultivateurs. Il y a du chômage dans la province et qu'est-ce que le gouvernement a fait ce printemps pour donner du travail aux gens? C'est vrai que quelque chose a été fait pour aider les gens pendant les mois d'hiver, mais c'était comme si l'on volait Pierre pour payer Paul. Quant à donner du travail aux gens au printemps, le gouvernement n'a rien fait. Lorsque le gouvernement fera face aux électeurs aux prochaines élections, ses candidats vont découvrir ce qu'ils en pensent.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les remarques du député de Huntingdon sont peut-être très intéressantes, mais elles n'ont rien à voir avec le sujet présenté devant la Chambre. Je l'invite à s'en tenir à la question.

M. Fisher (Huntingdon): Nous parlons de la situation des agriculteurs. J'ai peut-être dit quelque chose que le gouvernement n'aime pas, mais si ce

que j'ai dit n'est pas dit ici, on le dira lors des tribunes populaires cet été.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les remarques peuvent très bien convenir; cependant, le député ne doit pas oublier le projet de loi.

M. Guertin (Hull): Le député de Huntingdon a droit de parler de toutes sortes de choses.

M. Tremblay (Maisonnette) et M. Duplessis (Trois-Rivières) appuient le député de Huntingdon.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Allez-y, puisque vous voulez retarder le travail de la session. Il y a tout le budget de l'agriculture pour discuter cela, et vous le discuterez. Allez-y donc!

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le député de Huntingdon ne fait pas actuellement perdre le temps de la Chambre. Je comprends que le premier ministre n'aime pas entendre parler l'honorable député et le voir debout, car il lui rappelle trop de choses désagréables, une grande défaite.

(Rires)

Ça choque le gouvernement de s'être fait battre dans Huntingdon.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si ça choque quand on se fait battre, vous devez avoir un drôle d'état d'âme.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne nous choque pas.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous êtes tellement habitués de vous faire battre que ça ne vous choque plus.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand nous avons perdu aux dernières élections, la province a payé son erreur assez cher pour nous porter à droite sous peu. Pour cette raison, les choses vont changer.

(Rires)

Nous allons gagner les prochaines élections.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous allez vous faire battre et roser comme il faut.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'invite le premier ministre à venir avec M. Gaby dans Trois-Rivières.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je vous invite à venir dans Montmorency, à Sainte-Anne-de-Beaupré. Venez voir Sainte-Anne: elle va opérer un miracle et faire de vous un libéral.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel miracle!

Il annonce qu'il ne fera pas d'obstruction pour l'adoption du bill.

L'opposition veut procéder avec célérité, dit-il, pour donner cette loi aux cultivateurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Sainte Anne commence à opérer.

(Rires)

M. Fisher (Huntingdon) dit qu'il ne va pas prendre plus de temps et qu'il va garder ses remarques éventuelles pour la période de discussion sur le budget du ministre de l'Agriculture, mais qu'entre-temps la léthargie du gouvernement est comparable à celle de Néron qui découvre que Rome brûle.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 244 pour indemniser les cultivateurs de certaines pertes et aider à l'achat d'engrais chimiques.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 244 pour indemniser les cultivateurs de certaines pertes et aider à l'achat d'engrais chimiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité:**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose d'étudier l'item des mines, \$385,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières) prie le gouvernement

de retarder cette étude. La gauche n'est pas prête.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Guertin (Hull) fait quelques observations.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)⁸: Il

y a une différence de \$5,000 avec l'an dernier. L'augmentation vient du nettoyage du musée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le musée est

terminé depuis combien de temps?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Depuis trois mois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien a-t-il

coûté?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Un million deux cent quatorze mille dollars.

M. Guertin (Hull) parle des femmes employées

au musée.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le

département emploie 210 femmes de peine à \$18 par mois.

M. Guertin (Hull): Ce salaire est insuffisant

en regard de l'échelle des salaires du fédéral.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Ces

dames sont satisfaites des salaires qu'elles reçoivent

de la province. Elles ne travaillent que d'une à deux heures par jour.

M. Guertin (Hull): Le ministre sait-il que les femmes de peine sont en train de se constituer en union?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je l'ignore.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'union matrimoniale.
(Rires)

M. Guertin (Hull): Est-ce que l'honorable ministre serait favorable à cette union?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Ça dépend quelle union.
(Rires)

L'honorable M. David (Terrebonne): Je le crois réfractaire, tout comme le député de Trois-Rivières.
(Rires)

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je n'y aurais pas objection.

M. Guertin (Hull): Je suis en correspondance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Vous n'avez pas le droit de parler de lettres sans les produire.

M. Tremblay (Maisonnette): parle de la protection à donner à ces femmes. Il s'apitoie sur le sort de l'une d'elles en ajoutant qu'il reviendra sur ce cas.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille deux cent soixante-quatre dollars et cinquante centins soit ouvert à Sa Majesté pour taxe d'eau sur les édifices parlementaires, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières) réclame la formation d'une commission d'embellissement pour Québec en tant que capitale de la province. Il parle de ce qui a été fait à Ottawa et à Washington. Le gouvernement devrait faire quelque chose pour la ville au sujet de son embellissement, particulièrement dû au fait qu'il bénéficie d'une exemption fiscale totale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Il y a un poste dans le budget pour l'embellissement de "Québec City".

L'honorable M. David (Terrebonne): Je suis content de l'entendre. Il y a trois ans, dans une conférence à Québec, je proposais la formation d'une commission d'embellissement pour la Vieille Capitale pour que son caractère historique soit préservé. Il n'y a nulle part ailleurs dans la province qui soit aussi français que la ville de Québec et je suis certain que lorsque viendra le temps, toute la Chambre votera sans hésitation en faveur d'un budget pour préserver cette caractéristique. En tant que ministre représentant le district de Montréal, je serais heureux que l'Assemblée législative adopte une clause spéciale pour Québec. Je crois savoir que si l'honorable premier ministre le suggérerait à la Chambre, celle-ci n'aurait pas d'objection à voter un montant pour cette commission. Nous devons nous efforcer de conserver à Québec son cachet. Je suis heureux qu'il y ait encore des questions sur lesquelles on puisse s'entendre.

(Rires)

M. Samson (Québec-Centre) est en faveur de cette commission visant à améliorer Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) accepte la suggestion. Je félicite mon collègue pour ses bons mots en faveur de la ville de Québec, mais je ne crois pas qu'il soit possible d'embellir Québec.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): On pourrait commencer par le gouvernement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureau de poste: traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles normales: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'embellissement des édifices et des terrains du parlement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au ministre de soigner le style de ses nouvelles constructions. L'apparence extérieure des édifices parlementaires n'est pas très attrayante. Les édifices parlementaires ne sont pas dans une condition des plus recommandables. Il suggère des améliorations pour la Chambre et la Tribune des journalistes. Il demande au ministre de donner des quartiers plus spacieux et confortables aux représentants des journaux qui doivent travailler dans un local très exigu. Les journalistes rendent un service précieux à la province et, cependant, ils travaillent tous entassés dans une petite pièce.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je suis absolument de l'avis de l'honorable député de Trois-Rivières. Il est vrai que les journalistes sont à l'étroit. Tous les bureaux de l'ancien parlement sont encombrés, mais il y a une foule de bureaux où nous devons placer quatre ou cinq employés. C'est justement pour cela que le gouvernement présente une mesure à cette session-ci pour la construction d'un édifice à 10 étages pour la fonction publique. Nous espérons décongestionner l'édifice central, donner plus de confort à la députation, aux journalistes et à nos employés. Quand cela sera fait, des dispositions seront prises pour certains services où les employés sont présentement entassés dans de petits bureaux, et quelque chose sera certainement fait pour les journalistes qui, le ministre l'admet, n'ont pas assez d'espace de travail.

M. Tremblay (Maisonnette) demande un *Hansard* pour Québec comme il en existe un à Ottawa. Puisqu'il n'y a pas de *Hansard*, pourquoi ne pas utiliser les cadeaux de la science et installer un système de radio en Chambre, de sorte que les journalistes pourraient rester assis bien

tranquillement dans leur chambre⁹ où ils pourraient écouter les discours et les débats des députés de la Chambre à la radio et prendre leurs notes là, sans avoir besoin de passer des heures assis sur un tabouret dans l'étroite tribune sise dans l'enceinte parlementaire¹⁰ et les clavigraphier de suite. Ce serait là du progrès. Ceci soulagerait les journalistes d'avoir à s'asseoir dans leur tribune et à écouter les discours d'une manière inconfortable. Les journalistes pourraient s'asseoir confortablement dans leur salle et faire leur travail comme il faut et effectivement, sans être obligés de faire pleurer les jeunes journalistes qui ne sont pas habitués aux discours électoraux à la veille des élections. Il se lance dans un long éloge de la radio.

Il y a un autre avantage, car les journalistes seraient non seulement aidés, mais le peuple y gagnerait aussi à être au courant de tout ce qui se passe et à entendre les discours de ses députés.

Ceci bénéficiera non seulement aux journalistes, mais aussi aux députés, particulièrement à ceux de l'opposition, car j'ai l'impression qu'à l'approche des prochaines élections, les rapports sont parfois teints. J'aimerais mieux que les journaux ne puissent pas interpréter les discours selon leur couleur politique.

Je suis certain que le ministre va prendre en considération ce que j'ai dit. La session est trop avancée pour commencer à utiliser le *Hansard* ou la radio. Cependant, à la prochaine session, je suis certain que le ministre des Travaux publics et du Travail va s'assurer qu'il y ait une radio pour tous les discours des députés.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Mais vous serez peut-être au pouvoir à la prochaine session.

M. Tremblay (Maisonnette): Lorsque nous serons au pouvoir, tout sera parfait. Nous allons voir au confort des journalistes et qu'ils n'aient pas à effectuer la lourde charge qui leur est imposée actuellement en restant à la tribune pour nous écouter. Ils seront assis très confortablement dans des locaux somptueux, où ils pourront entendre, à la radio, tout ce que nous disons et où ils pourront travailler sérieusement et ainsi prendre en considération les problèmes de la journée. Ils pourront alors avoir des opinions songées sur les problèmes de notre province. Il est trop tard pour l'instant, mais, supposons qu'accidentellement le gouvernement actuel revienne au pouvoir, est-ce que le ministre est prêt à promettre qu'il appliquera ce que je viens de suggérer?

M. Guertin (Hull): Il n'y a pas de danger pour que le gouvernement revienne au pouvoir...

M. Tremblay (Maisonneuve): Je le sais, je le sais très bien, mais supposons qu'il revienne accidentellement, est-ce que le ministre peut me donner cette garantie?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les suggestions de l'honorable député de Maisonneuve méritent une sérieuse considération. L'idée d'installer la radio au parlement mérite considération. Le député (M. Tremblay) se rend compte que cette année il est trop tard pour mettre son projet en pratique.

D'ailleurs, cette question de la radiodiffusion en est une pour mon collègue, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), qui a le dossier de la radio entre les mains.

M. Tremblay (Maisonneuve): J'y reviendrai.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À moins que ceci ne relève de l'autorité d'Ottawa.
(Rires)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 8. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École des hautes études commerciales: réparation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École technique de Hull: réparation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prison, Sweetsburg: réparation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Fermeture d'une ruelle de la Côte Saint-Louis

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 concernant la fermeture d'une partie de la ruelle située en arrière de certains lots du boulevard Saint-Joseph et faisant partie du lot no 329, subdivision 286, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. Selon l'article 288 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative, 1915*, à la page 84, lorsqu'une "motion proposant que le comité se lève sans faire rapport" est présentée, cette motion met fin aux délibérations du comité et écarte l'affaire dont il a été saisi.

Selon le paragraphe 1 du même article, "l'affaire écartée disparaît du *Feuilleton*, mais elle peut y être rétablie", ce qui n'est pas le cas présent, puisqu'il n'y a aucun ordre ultérieur afin que le comité siège, de nouveau, à une prochaine séance ou à toute autre séance ultérieure.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

3. *L'Événement* du 21 mars 1931, à la page 18, signale que "M. Frigon vote avec l'opposition."

4. Dans *Le Soleil* du 21 mars 1931, à la page 27, on écrit plutôt le canal "Soulanges".

5. Trois cent soixante mille chevaux-vapeur, selon *The Montreal Daily Star* du 21 mars 1931, à la page 1.

6. Dans *L'Action catholique* du 21 mars 1931, à la page 15, on parle de 14 et 15 sous.

7. "L'honorable M. David va s'asseoir à côté du chef intérimaire de l'opposition avec qui il cause", selon *L'Événement* du 21 mars 1931, à la page 18.

8. "M. Yvan Vallée, son sous-ministre, occupe un siège près de lui" indique *Le Soleil* du 21 mars 1931, à la page 27.

9. *Le Canada* du 21 mars 1931, à la page 3, parle plutôt de mettre la "radio dans leur salle de travail".

10. Le journaliste du *Soleil* du 21 mars 1931, à la page 27, rapporte: "Pour notre part, nous avouons que l'idée ne nous sourit pas. Pour rien au monde, nous ne voudrions être privé du spectacle amusant qu'offre le débit d'un discours par le député de Maisonneuve ou le nerveux député de Hull ou l'irascible chef de l'opposition!"

Première séance du vendredi 20 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le trentième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 144 ratifiant et confirmant le titre de Mount Sinai Sanatorium à l'immeuble qu'il possède en la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts.

Examens médicaux de certains mineurs

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 246 modifiant la loi des mines de Québec relativement à certains examens médicaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Silicose

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 247 concernant la silicose.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'instruction publique, article 20

M. Blain (Montréal-Dorion) demande la permission de présenter le bill 211 modifiant l'article 20 de la loi de l'instruction publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des terres et forêts

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 250 modifiant la loi des terres et forêts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Rapatriement des Canadiens émigrés

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. La somme de \$50,000 autorisée par la loi 18 George V, chapitre 2, pour fins de rapatriement des Canadiens émigrés, a-t-elle été entièrement dépensée, chaque année, depuis 1928?

2. Combien de familles et combien de personnes ont été rapatriées en vertu de cette loi: *a.* en 1928; *b.* en 1929 et *c.* en 1930?

3. À combien par tête revenait le rapatriement?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. Sommes dépensées, année par année, pour le rapatriement: du 1^{er} avril au 31 décembre 1928: \$79,302.91; du 1^{er} janvier au 31 décembre 1929: \$105,047.77; du 1^{er} janvier au 31 décembre 1930: \$187,962.77.

2. Du mois d'avril 1928 au 31 décembre 1928, 115 familles agricoles, composées de 628 personnes. Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1929, 165 familles agricoles composées de 851 personnes. Du 1^{er} janvier 1930 au 31 décembre 1930, 347 familles agricoles composées de 1,708 personnes.

3. \$126.29 par tête pour la première année; \$124.61 par tête pour la deuxième année; \$110 par tête pour la troisième année.

Lot de Pabos, comté de Gaspé

M. Guertin (Hull): 1. Qui est actuellement propriétaire du lot no 30 du troisième rang de la seigneurie de Pabos, comté de Gaspé?

2. Ledit propriétaire a-t-il obtenu ce lot sur certificat de défrichement ou en payant une somme déterminée par acre?

3. Quelle somme totale ledit propriétaire a-t-il payée pour ce lot?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. Le gouvernement l'ignore.

2. et 3. Ce lot a été patenté par un ordre en conseil en date du 11 novembre 1919 en faveur de M. Robert Molloy, moyennant un prix additionnel de \$3 de l'acre, soit \$318.

Travaux routiers dans le canton Blais, comté de Matapédia

M. Guertin (Hull): 1. Quel a été le coût des travaux de la route entre les lots nos 35 et 36 des rangs 4 et 5 du canton Blais, comté de Matapédia, en septembre 1930?

2. Par qui ou sur la surveillance de qui ces travaux ont-ils été faits?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. Un contrat, au montant de \$11,400 a été accordé, le 10 septembre 1930, pour l'ouverture d'une route entre les lots 35 et 36 des rangs 3 et 4, mais, comme les travaux ont été faits en septembre et en octobre et qu'aucun montant n'a été payé, l'ouvrage n'étant pas terminé, le département n'a pas fait d'évaluation spéciale pour la partie des travaux exécutés en septembre.

2. Albert Francoeur.

Indemnisation des cultivateurs pour achat d'engrais chimiques

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 244 pour indemniser les cultivateurs de certaines pertes et aider à l'achat d'engrais chimiques.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget des Travaux publics se lisant comme suit: Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions neuf cent dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins, S.R., 1925, chapitre 91, article 74, tel qu'amendé par 18 George V, chapitre 35, section 65, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1932, rapportée du comité des subsides et lue une première fois, jeudi le 19 mars courant, et dont la deuxième lecture avait été remise à la prochaine séance, soit maintenant lue une deuxième fois.

Adopté. La résolution est lue une deuxième fois.

Création de la division d'enregistrement de Jonquière

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 44 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement à la création de la division d'enregistrement de Jonquière.

Adopté. Le comité se lève sans faire rapport¹.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²:

L'honorable M. David (Terrebonne) explique les différentes clauses.

M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Blain (Montréal-Dorion) font quelques observations.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'institutrice devrait avoir le droit de collecter les contributions afin de jouir de la commission qui est accordée.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Ladite loi est modifiée en y ajoutant après l'article 251, le suivant:

"251a. Les exemptions mentionnées dans le paragraphe 1° et dans le paragraphe 2° de l'article 251 ne s'appliquent pas aux personnes qui occupent, en vertu d'un titre autre que celui de propriétaire, des immeubles appartenant à Sa Majesté ou aux gouvernements fédéral ou provincial, lesquelles sont taxées comme si elles étaient les véritables propriétaires de ces immeubles et sont tenues au paiement des taxes foncières générales et spéciales."

M. Duplessis (Trois-Rivières) présente un amendement selon lequel les locateurs devraient seulement payer les taxes en proportion avec le montant versé pour la location des lieux.

L'honorable M. David (Terrebonne) accepte.

L'article 2 est amendé et les mots "proportionnellement au prix de location" sont ajoutés à la fin du paragraphe.

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 3 à 19 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la pêche

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 modifiant la loi de la pêche soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Laferté (Drummond): On a tort de parler contre la location des lacs. Actuellement, 549 lacs sont loués, dont 444 à des Canadiens et 246 à des Canadiens français.

M. Guertin (Hull) demande s'il n'arrive pas qu'un employé du ministère afferme un lac à son nom, mais en réalité pour le compte d'Américains.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce qu'un bail ne s'applique qu'à un lac ou cours d'eau? Il

demande si plusieurs lacs ne sont pas affermés à un seul lac; ainsi le Club Laurentien, propriété d'Américains, a le contrôle sur 150 lacs.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Il peut s'appliquer à plusieurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Des clubs américains possèdent jusqu'à 20 lacs, tandis que les Canadiens n'en possèdent qu'un seul par bail.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'est pas juste de fermer les lacs de cette province aux citoyens qui résident sur leurs bords.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le gouvernement fait erreur en louant nos lacs quand les autres provinces cherchent à se débarrasser de cet affermage. Le ministre (l'honorable M. Laferté) ne respecte pas sa promesse de ne pas renouveler les baux et de modifier sa politique de pêcheries et de location de nos lacs. On devrait laisser le peuple maître des richesses de notre province et on devrait lui permettre l'accès de nos lacs.

L'honorable M. Laferté (Drummond): La situation n'est pas si grave qu'on veut le faire croire et en réalité, le nombre des lacs affermés aux Américains est restreint comparé au nombre des lacs disponibles ou affermés à des Canadiens.

M. Fortin (Beauce): Tous les lacs des comtés de Beauce et de Dorchester sont libres et la conséquence, c'est qu'il n'y a plus de poisson. Si le gouvernement avait eu la prévoyance de louer ces lacs, nous pourrions y pêcher aujourd'hui. Prenez l'exemple du parc des Laurentides, où les lacs sont redevenus des plus giboyeux et partout une source de revenus. Avec la politique du député de Montréal-Dorion, on ruinerait la province.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je ne peux pas m'accorder avec le gouvernement parce que sa conduite est illogique. En Nouvelle-Écosse, les lacs sont libres et on y a mis des gardiens. Le gouvernement a dit qu'il reprendrait le contrôle de ces lacs si on n'agissait pas avec prudence. Pourquoi aurions-nous des richesses sans nous en servir dans notre province? Qu'on commence par s'occuper des permis si on ne veut pas perdre de revenus.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suggérerais au ministre des Pêcheries qu'il établisse un nombre

maximum de lacs qui pourraient être loués, une quinzaine par exemple.

M. Blain (Montréal-Dorion): En Gaspésie, toutes les rivières sont pratiquement afferméées à des clubs, et je me demande, dit-il, si la même situation n'existe pas sur la Côte-Nord.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est la protection des rivières qui assurera la survivance du saumon.

Si nous laissons les rivières libres, le saumon ne tardera pas à être détruit.

L'honorable M. Laferté (Drummond) ne donne pas d'explications sur ce point.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je ne sais pas si le ministre serait disposé à ajourner le débat. J'ai ici un document de 1819 fort intéressant à soumettre à la Chambre.

(La demande est refusée)

Il (M. Houde) lit son document, une lettre d'un vieux pêcheur qui proteste du fait que jusqu'ici les pêcheurs ont souffert des conditions de bail et de permis existants et dans la lettre, on fait référence au grand-père du premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous avez bien plus confiance en mon grand-père qu'en moi.

(Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le document auquel je viens de référer est une protestation à 100 ans de distance contre la politique suivie actuellement par le gouvernement.

(Applaudissements à gauche)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose en amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot

"maintenant" et en le remplaçant par les mots "dans six mois".

M. le président (M. Bouchard): Dans mon opinion les "non" l'emportent.

Les députés de l'opposition réclament le vote.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Duplessis, Frigon³, Gault, Guertin, Houde, Renaud, Sauvé, Smart, Tremblay, 10.

Contre: MM. Authier, Bastien, Bernard, Casgrain, Charbonneau, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Fortin, Gagnon (Kamouraska), Godbout, Grant, Laferté, Lemieux (Wolfe), Lortie, Mercier fils, Lapierre, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Power, Saurette, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 30.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Et la motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:

Indemnisation pour les troupeaux abattus à la suite de la tuberculisation

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance, etc., depuis 1929 inclusivement, entre le gouvernement et toute personne relativement à l'indemnité accordée aux cultivateurs dont les troupeaux ont été abattus à la suite de la tuberculisation.

Adopté.

Prime pour la production de beurre

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de

toute correspondance, etc., depuis 1929, entre le gouvernement et toute personne relativement à une prime pour la production du beurre dans les beurreries de la province.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 20 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Achat de la maison de S. Lafontaine

M. Guertin (Hull): 1. Le gouvernement a-t-il acheté ou a-t-il l'intention d'acheter d'un M. Samuel Lafontaine, de Matane, une maison privée?

2. Si oui, à quelles fins cette propriété servira-t-elle?

3. Quel prix le gouvernement a-t-il ou doit-il payer pour cette propriété?

4. Quelle est l'évaluation municipale de cette maison, y compris le terrain?

5. Quelle est l'évaluation des travaux de transformation à faire subir à cette bâtisse?

6. Qui a recommandé cette transaction?

7. À quelle date commenceront les travaux de réfection et d'aménagement?

8. Des soumissions seront-elles demandées pour ces travaux?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Non.

2. 3. 4. 5. 6. 7. et 8. Répondu par 1.

Sommes versées au *Bulletin de la ferme* ou au *Bulletin de la ferme Itée*

M. Crépeau (Sherbrooke): À quelles dates ont été payées les diverses sommes que le *Bulletin de la ferme* ou le *Bulletin de la ferme Limitée* a reçues

du gouvernement pendant l'exercice 1929-1930, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Agriculture:

1929	13 juillet.....	\$ 300.00
	23 juillet.....	365.00
	7 août.....	200.00
	1 ^{er} octobre.....	200.00
	9 octobre.....	387.08
	16 octobre.....	304.86
	29 novembre.....	317.72
	19 décembre.....	100.00
1930	21 janvier.....	300.00
	19 mai.....	286.70
	4 juin.....	8.00

Colonisation, Chasse et Pêcheries:

1929	2 octobre.....	34.57
	3 octobre.....	16.23
	30 octobre.....	17.65
	31 octobre.....	48.92
	31 octobre.....	116.55
	6 décembre.....	43.68
	12 décembre.....	44.17
	17 décembre.....	211.82

Services divers:

1930	23 avril.....	6,000.00
------	---------------	----------

Sommes versées au *Bulletin*, ou A.-P. Pigeon, ou A.-P. Pigeon Itée

M. Crépeau (Sherbrooke): À quelles dates ont été payées les diverses sommes que le *Bulletin*, ou A.-P. Pigeon, ou A.-P. Pigeon limitée a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-1930, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Impression et reliure pour les deux

Chambres de la Législature:

1930	1 ^{er} mai.....	\$4,392.45
	30 juin.....	7,282.49

Élections:

1929	17 juillet.....	10.00
1930	11 juin.....	15.00

*Dépenses contingentes:**Département du secrétaire provincial:*

1929	30 juillet.....	\$ 128.00
1930	24 avril.....	130.55

*Administration de la justice:**Greffier, Cour de circuit, Montréal:*

1929	30 septembre.....	162.80
	31 décembre.....	1,146.90
1930	31 mars.....	559.30
	30 juin.....	301.90

Greffier de la paix, Montréal:

1929	30 septembre.....	75.00
	31 décembre.....	35.00
1930	31 mars.....	162.50
	30 juin.....	70.00

Greffier des appels, Montréal:

1929	30 septembre.....	51.00
	31 décembre.....	93.50
1930	31 mars.....	226.50
	30 juin.....	119.00

Shérif, Montréal:

1929	26 septembre.....	14.00
1930	14 février.....	60.00
	28 mars.....	8.50

École des beaux-arts, Montréal:

1930	24 avril.....	15.00
------	---------------	-------

Agriculture:

1929	18 décembre.....	2.50
------	------------------	------

Voirie et Mines:

1929	12 juillet.....	9.00
	10 août.....	31.00
	4 septembre.....	50.00
	19 septembre.....	9.00
	4 octobre.....	31.00
	19 octobre.....	9.00
	6 novembre.....	10.00
	12 novembre.....	10.00
1930	28 mai.....	11.00

Terres et Forêts:

1929	24 septembre.....	100.00
------	-------------------	--------

Colonisation, Chasse et Pêcheries:

1929	5 septembre.....	150.00
	16 décembre.....	14.00

**Sommes versées
à La Riposte**

M. Crépeau (Sherbrooke): À quelles dates ont été payées les diverses sommes que *La Riposte* a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-1930, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):*Administration de la justice:**Shérif, Montréal:*

1929	30 décembre.....	\$ 45.00
------	------------------	----------

École des beaux-arts, Montréal:

1929	14 novembre.....	2.00
------	------------------	------

**Affiliation des écoles techniques
ou des écoles des beaux-arts
à l'Université de Montréal ou à l'Université Laval**

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce l'intention du gouvernement d'autoriser l'affiliation de l'une ou de l'autre des écoles techniques de la province, ou de l'une ou de l'autre des écoles des beaux-arts de Québec ou de Montréal à l'Université de Montréal, ou à l'Université Laval? Pourquoi?

2. Si oui, cette affiliation devra-t-elle être approuvée par le gouvernement, après recommandation de chacun des deux comités du Conseil de l'instruction publique?

3. Quelles en seront les conditions?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Cette question n'est pas à l'étude dans le moment.

2. et 3. Répondu par 1.

Maurice Alexander, avocat

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. Quelles sont les causes et procédures pour lesquelles M. Maurice Alexander, avocat, a reçu \$1,379.70, en 1925?

2. Combien a-t-il reçu pour chacune de ces causes et procédures?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Dans *re The United Manufacturing Co.* et *St. Maurice Power Co. Limited* et *The Attorney General of Quebec*, et dans *re The Dominion Government* et *The Attorney General of Quebec* et *The Nipissing Central Railway Co.*

2. 135 guinées dans chacune de ces causes.

Représentants canadiens aux conférences sur le Labrador

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. Quels sont les noms et adresses des personnes qui ont représenté le gouvernement de Québec et le gouvernement d'Ottawa aux deux conférences qui ont eu lieu au sujet des frontières du Labrador et à l'occasion desquelles la province a payé \$141.34 au Ritz-Carlton, de Montréal, et \$551.80 au Windsor Hotel, de Montréal (*Comptes publics* 1926-1927, p. 160)?

2. À combien se sont élevées les dépenses de chacune de ces personnes?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Il n'y a eu qu'une seule conférence et les personnes qui ont représenté le gouvernement d'Ottawa étaient: le très honorable M. H. P. Macmillan, le très honorable M. C. J. Doherty, M. W. Stuart Edwards, c.r., sous-ministre de la Justice, et M. C. P. Plaxton, c.r. Les personnes déléguées par le gouvernement de Québec pour agir comme avocats du Canada et qui ont pris part à cette conférence sont M. Charles Lanctôt, c.r. et M. Aimé Geoffrion, c.r. La province de Québec, ainsi que c'est l'usage, a payé les dépenses d'hôtellerie des représentants du Canada, ne résidant pas à Montréal, à l'Hôtel Windsor et les dépenses d'hôtellerie de M. Lanctôt, ainsi que les frais encourus pour la réception des représentants du Canada, ont été payés au montant indiqué à l'Hôtel Ritz-Carlton.

2. Il est impossible d'attribuer à chacune de ces personnes le montant des dépenses encourues.

Travaux pour contrer le chômage à Montréal

M. Poulin (Montréal-Laurier): 1. Dans la ville de Montréal: *a.* Quels sont les travaux qui ont été entrepris à date par la ville de Montréal pour remédier à la crise du chômage, sous l'empire des lois fédérale et provinciale du chômage; *b.* Quels sont les travaux qui, à date, ont été commencés et sont actuellement terminés, sous l'empire desdites lois; *c.* Quel est le coût approximatif de chacun de ces travaux?

2. Dans chaque entreprise commencée à date par la ville de Montréal pour venir en aide aux chômeurs, sous l'empire des lois fédérale et provinciale du chômage: *a.* Combien d'ouvriers ont été employés sur chaque entreprise; *b.* Quels sont les noms de ces employés; *c.* La ville de Montréal soumet-elle une liste de paye au gouvernement provincial ou à la Commission provinciale du chômage relativement à ces entreprises?

3. Quelles sommes d'argent ont été dépensées jusqu'à date par la ville de Montréal pour chaque entreprise commencée dans le but de venir en aide aux chômeurs, sous l'empire des lois fédérale et provinciale du chômage?

4. Quel est le montant total des sommes d'argent que la ville de Montréal a reçues, à date, pour l'exécution de ces entreprises sous l'empire des lois fédérale et provinciale du chômage: *a.* en secours direct; *b.* en secours indirect?

5. Quelles sont les institutions industrielles, manufacturières, de charité, philanthropiques ou autres, qui ont reçu, à date, de la ville de Montréal, des sommes d'argent pour remédier au chômage sous l'empire desdites lois?

6. Les travaux, entreprises, etc., que la ville de Montréal devait faire sous l'empire des lois fédérale et provinciale du chômage sont-ils tous commencés à date; et sinon, dans quelle proportion ces travaux, entreprises, etc., ont-ils été commencés?

7. À quelle date la ville de Montréal a-t-elle commencé des travaux, entreprises, etc., sous l'empire desdites lois, pour remédier au chômage dans les limites de son territoire?

8. Le gouvernement provincial a-t-il chargé quelqu'un de surveiller pour son compte les travaux entrepris par la ville de Montréal pour remédier au chômage sous l'empire des lois fédérale et provinciale du chômage?

9. La ville de Montréal a-t-elle tout l'argent nécessaire pour terminer les travaux commencés, sous l'empire desdites lois pour remédier au chômage; et sinon, la ville de Montréal a-t-elle fait une ou plusieurs demandes de montants additionnels pour terminer lesdits travaux?

10. Combien de chômeurs ont été secourus par la ville de Montréal sous l'empire desdites lois: *a.* En janvier, 1931; *b.* En février, 1931; *c.* En mars, 1931?

11. Étant donné le nombre de chômeurs, ainsi secourus par la ville de Montréal en janvier 1931 et en février 1931, et en mars 1931, combien de jours d'ouvrage ces ouvriers ont-ils reçu de la ville de Montréal?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

1. *a.* Ignore; *b.* Ignore; *c.* Ignore.

2. *a.* Ignore; *b.* Ignore; *c.* Cette liste est exigée, aucune reçue à date.

3. Ignore.

4. *a.* Montant autorisé \$450,000. Rapport pour \$396,000, dont \$64,000 maintenant payés et des comptes reçus récemment pour \$300,000; *b.* la ville

de Montréal est autorisée à dépenser \$3,500,000. Aucun compte reçu à date.

5. Conseil central de la Saint-Vincent-de-Paul.....	\$290,600.00
Montreal Council of Social Agencies.....	78,100.00
Federation of Jewish Philanthropies.....	<u>27,300.00</u>
Total	\$396,000.00

6. On l'ignore.

7. On l'ignore.

8. Non.

9. Ignore. Toutefois, la ville de Montréal a fait une demande pour une somme additionnelle pour \$500,000.

10. *a.* En travail, 43; en secours direct, 44,005; *b.* En travail, 645; en secours direct, 45,253; *c.* Pas de rapport.

Note: Ces chiffres, à la réponse 10, sont donnés d'après les rapports reçus et ne comprennent pas les repas et couchers gratuits.

11. Janvier	1,333
Février	4,578
Mars.....	Aucun rapport

Route de Drummondville à Montréal

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. La route de Drummondville à Montréal est-elle complètement gravelée?

2. Dans la négative, quelles sont les parties qui ne le sont pas et combien de milles dans chaque cas?

3. Des représentations ont-elles été faites au ministre de la Voirie à ce sujet et, dans l'affirmative, par qui et à quelle date?

4. Quelle a été la réponse du gouvernement?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

1. Oui.

2. 3. et 4. Répondu au no 1.

Octroi pour travaux de gravelage dans Bagot

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Le conseil de comté de Bagot a-t-il demandé l'an dernier un octroi de 50 % pour faire les travaux de gravelage,

dans les routes neuves situées dans les limites des municipalités de Saint-Simon et Saint-Liboire?

2. Dans l'affirmative, quand?

3. Qu'a répondu le gouvernement?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1.

Oui.

2. Par une résolution adoptée le 12 mars 1930.

3. Le département de la Voirie a répondu qu'il notait cette demande et verrait ce qui pourrait être fait lors de la distribution des octrois de voirie.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget des Travaux publics se lisant comme suit: Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions neuf cent dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins, S.R., 1925, chapitre 91, article 74, tel qu'amendé par 18 George V, chapitre 35, section 65, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1932, rapportée du comité des subsides et lue une deuxième fois à la première séance de ce jour, et dont l'adoption avait été remise à la prochaine séance, soit maintenant adoptée.

Adopté.

Loi de l'assistance publique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 228 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Que le droit prévu par les dispositions de l'article 1 de la loi 16 George V, chapitre 55, soit imposé sur le coût de chaque repas d'un dollar ou plus servi au public dans tous les hôtels et restaurants de la province, sauf ceux situés en dehors des cités et villes et offrant au public l'usage de moins de trente-cinq chambres.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 228 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 228 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi des cités et villes,
imposition de certaines taxes**

M. Casgrain (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 185 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'imposition de certaines taxes.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Casgrain (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Commission
des services publics**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 27 modifiant la loi de la Commission des services publics.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à

soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que les membres de la Commission des services publics de Québec demeureront en fonction durant bonne conduite, mais que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra les destituer sur une adresse conjointe du Conseil législatif et de l'Assemblée législative; et que, en cas de vacance parmi les membres par décès, destitution ou autrement, il pourra nommer une autre personne pour remplir toute telle vacance.

2. Que les membres de ladite Commission des services publics de Québec à l'exception du président, dont le traitement est déterminé par l'article 22 de la loi de la Commission des services publics de Québec (Statuts refondus, 1925) recevront annuellement une rémunération de sept mille dollars chacun.

La loi qui a créé la Commission des services publics a donné beaucoup de satisfaction. La commission est composée de trois membres, dont un président, nommés pour 10 ans. Mais l'œuvre imposée à la commission a pris une telle importance et exige tant de travail que le gouvernement a décidé de nommer ses commissaires en permanence de manière à les mettre entièrement à l'abri de toutes influences politiques ou autres et les placer sur le même pied que les juges et les magistrats.

De plus, le président et les deux commissaires devront donner tout leur temps au travail de la commission. Il estime préférable qu'il en soit ainsi. Le salaire des commissaires est augmenté de \$5,000 à \$7,000, et droit de pension à la retraite. Le président, M. Adrien Beaudry, avait été nommé pour 10 ans et il a été de nouveau choisi, le jour de la Saint-Patrice, pour un autre terme. La commission, étant assurée de l'avenir, pourra travailler avec plus de confiance.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est certain que la Commission des services publics a rendu des services. Le premier ministre dit qu'il est préférable que les commissaires soient nommés en permanence pour les soustraire aux influences politiques. Ça a pris énormément de temps. Je trouve étrange que l'on prenne cette décision si tard et je ne vois pas la nécessité de donner aux commissaires des mandats à vie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ce n'est pas nécessaire, mais c'est préférable, étant donné que c'est dans l'intérêt de la province de conserver de si bons hommes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement fait beaucoup de choses utiles à la veille des élections. On dirait qu'il a peur d'un changement. C'est que la droite, qui n'est pas bien certaine de revenir au pouvoir après la prochaine élection, désire avoir des amis en place. Au reste, j'estime que les nominations faites sont dignes des plus grands éloges. La nomination du président a été très heureuse.

Ne croyez-vous pas que les pouvoirs de la commission devraient être plus étendus, afin, par exemple, de pouvoir enquêter sur les taux de l'électricité à travers la province? La question est très importante.

M. Guertin (Hull) approuve l'augmentation du salaire des commissaires de \$5,000 à \$7,000, mais il prie le gouvernement de penser aussi au salaire des petits, des plus humbles employés civils, qui reçoivent seulement 25 cents de l'heure. Il y a de la discrimination entre les hauts fonctionnaires et les simples employés de la fonction publique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) se déclare sympathique à cette suggestion. La province de Québec est mieux placée que quiconque sous ce rapport, car elle suit la recommandation de la Commission des salaires minimum. Dans certains cas, les salaires ne sont pas élevés. C'est le désir du gouvernement de former une commission pour étudier la Commission du salaire minimum. Après ça, quelque chose de bénéfique pourrait arriver pour les employés.

En autant que le salaire des employés de la commission est concerné, il est satisfaisant pour eux et pour tous nos employés. Par suite de l'augmentation que nous avons accordée cette année, la liste de paye du service civil est augmentée de \$250,000 d'après un plan que les employés eux-mêmes ont approuvé. Nous avons une échelle de salaires satisfaisante et nous ne recevons aucune plainte actuellement.

Le gouvernement augmente non seulement les salaires de ses employés, mais il a encore pour eux une assurance de groupe dont il paye la prime et un fonds de pension. Comme par le passé, dit-il, j'apporterai une attention constante en aidant les employés dans leurs associations mutuelles, leur fonds de pension, etc. Nous nous intéressons

beaucoup au sort de nos employés, qui sont nos collaborateurs, et nous faisons tout pour l'améliorer. Je crois que nous donnons un bon traitement à tous nos employés.

M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère que la deuxième résolution soit modifiée afin de fixer le salaire des commissaires à \$7,000, sauf pour le président dont le salaire est déjà fixé.

M. Guertin (Hull) pose une question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le président de la commission a droit à une pension à sa retraite. Le gouvernement accordera prochainement une pension pour les deux autres commissaires, pas au cours de cette session toutefois.

La commission devra s'occuper des moyens de transport jusqu'au jour où le gouvernement nommera une commission des transports ou un autre organisme qui pourra s'occuper de cette importante question.

M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère la formation d'une commission spéciale de transport qui s'occupera des autobus, automobiles, tramways, etc. Il soulève la question de la vulgarisation de l'électricité à la campagne.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La commission est actuellement à s'occuper des taux d'électricité à la campagne. Nous voulons aider nos cultivateurs et surtout la petite industrie en vulgarisant l'usage de l'électricité. C'est là un problème très important.

Me sera-t-il permis d'exprimer une opinion personnelle au sujet de la campagne qui se poursuit à Québec actuellement autour de la municipalisation de l'électricité?

Les opinions sont partagées. Il y a des apôtres de la municipalisation et des adversaires de cette mesure. Ce serait une erreur, à mon avis, que d'avoir recours à ce système.

Si nous enlevons aux compagnies le pouvoir électrique dans les grands centres où elles peuvent se faire des revenus et où le débit est plus considérable, elles hésiteraient ensuite à étendre leurs services dans les campagnes où les débuts seraient très onéreux. Nous retarderons dans une très large mesure le développement de l'électricité à la campagne. Si l'on veut que les compagnies distribuent de l'électricité à des taux raisonnables dans les campagnes, il faut leur permettre d'en vendre dans les villes.

À cause des distances, la fourniture de l'électricité, d'éclairage et de force motrice dans les districts ruraux ne sera pas une proposition payante pour les compagnies, au moins pendant une couple d'années.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a touché un point important. Nous avons eu, à Trois-Rivières, la municipalisation. La question est très complexe. La municipalisation a réussi à certains endroits.

Je suis contre l'étatisation de nos ressources naturelles en principe, afin de ne pas paralyser l'industrie, et en faveur de la distribution de l'énergie électrique par les compagnies privées.

Le public a droit de réclamer contre les compagnies privées et surtout les trusts qui ont des taux trop élevés. Il faudrait que le gouvernement prenne le moyen de faire accorder des taux acceptables. Il y a une concurrence qui s'impose. Le gouvernement a prévenu la concurrence en permettant un trust.

Il parle d'exportation de l'énergie. Ne faisons pas un développement prématuré. Si le gouvernement y avait pensé, les revenus seraient plus grands. Il parle de la Gatineau Power et il reproche au gouvernement d'avoir récemment accordé des pouvoirs additionnels à la Beauharnois Power Company.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): La province a accordé 20,000 pieds cubes de débit additionnel à la compagnie, ce qui lui permet de développer 175,000 chevaux-vapeur de plus.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La dernière concession à la Beauharnois a pour but de permettre la fabrication de manganèse sur le bord du canal Beauharnois⁴. Tout le pouvoir est déjà vendu à des riches capitalistes anglais. L'honorable député dit que nous allons trop vite. Je ne le crois pas. Nous avons 12,000,000 de chevaux-vapeur possibles, mais il n'y en a pas encore 3,000,000 de développés. Le gouvernement a donc bien agi. Nous développons notre énergie qui est vendue au fur et à mesure.

M. Duplessis (Trois-Rivières) cite l'opinion de Me Geoffrion sur l'exportation de l'énergie électrique.

M. Samson (Québec-Centre): Je suis opposé à la municipalisation de la distribution de l'électricité à Québec.

Si l'on n'est pas satisfait des taux, la ville n'a qu'à s'adresser à la Commission des services publics qui a tous les pouvoirs pour faire droit à ses réclamations.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette question de l'exportation de l'électricité dans les autres provinces soulève un point de droit constitutionnel qui divise les autorités légales. Personnellement, je n'ai pas d'objection, dit-il, à cette exportation qui rapporte beaucoup et qui aide au développement des provinces sœurs.

Il serait anticonstitutionnel de défendre l'exportation de l'énergie dans une autre province. Ce que nous envoyons d'électricité nous est payé généreusement. Ces procédés ont d'ailleurs leur effet sur la bonne entente.

Nous ne pouvons d'ailleurs vivre comme Robinson Crusoe dans son île. En vendant de l'électricité à la province sœur, nous contribuons à la prospérité de l'Ontario, qui contribue à la nôtre, nous contribuons à la prospérité du Canada tout entier et, par ricochet, à la prospérité de notre province.

C'est un moyen de développer nos relations. Il y a là une question de patriotisme. Faudra-t-il arrêter à un moment donné? La question constitutionnelle est là. Si l'Ontario en a profité, tant mieux.

M. Guertin (Hull): L'électricité du Québec se rend en Ontario pour favoriser l'industrie dans cette province et pour fournir aux propriétaires de maisons de l'électricité à des taux inférieurs à ceux du Québec. Il parle des taux électriques dans les provinces.

Les cultivateurs ontariens paient deux sous et deux sous et demi et, à Ottawa, on paie l'électricité beaucoup moins cher qu'à Québec. La Commission des services publics pourrait être utilisée pour découvrir pourquoi les taux du Québec sont beaucoup plus élevés que ceux de l'Ontario, malgré le fait que la province du Québec permet l'exploitation de son énergie hydroélectrique.

La "Gatineau" a exporté 340,000⁵ chevaux-vapeur en Ontario, l'année dernière. Il ne restait qu'une belle chute dans ma région et la commission qui va l'exploiter annonce qu'elle a un contrat avec l'Ontario.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le député de Hull (M. Guertin) s'est trompé dans son calcul de la quantité de chevaux-vapeur exportés vers l'Ontario.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) ne partage pas l'opinion du député de Hull. Dans l'Ontario, les taux ne sont pas aussi bas qu'on le dit. Ils sont plus élevés qu'ici souvent, variant entre quatre cents et 14 cents. Il cite des endroits où l'on paie 14 et 16 sous⁶ du kilowatt-heure. Quand le député de Hull parle de ½ cent et de deux sous et demi dans la ville d'Ottawa, mon honorable ami fait allusion à des endroits spéciaux où il y a des conditions spéciales.

Dans les campagnes, dans la Gatineau par exemple, l'électricité se vend meilleur marché que par le passé. Le député de Hull oublie de dire qu'il y a des charges fixes, trois cents par 100 pieds cubes d'éclairage de plafond. Quand le montant de kilowatt consommé est petit, la charge fixe le double. Il n'y a pas d'endroit dans Québec où l'on paye 15 cents ou 14 cents du kilowatt-heure, comme dans Ontario.

M. Guertin (Hull): Je peux nommer des places où c'est moins cher que cela.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui, mais vous ne parlez jamais des endroits où c'est plus cher, par exemple.

M. Guertin (Hull) défie le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) et se fait passer le même rapport que celui cité par le ministre des Terres (l'honorable M. Mercier). Il énumère une série de villes où le prix de l'électricité est peu élevé. Il trouve de très nombreux taux d'un sou et demi, deux sous, et deux sous et demi. Dans sa propre circonscription, les rivières Gatineau et des Outaouais fournissent une bonne part de l'électricité qui a été contractée par la Commission hydroélectrique de l'Ontario. Le seul moyen d'obtenir la vérité dans toute cette affaire, c'est que le gouvernement nomme une commission qui s'occupera de faire enquête sur les taux de l'électricité dans les deux provinces et dans l'intérêt de notre province. Lorsqu'il sera peut-être possible de montrer que nous sommes les victimes, quelque chose sera fait. Je n'ai aucune hésitation à me déclarer moi-même en faveur de la détention publique de l'électricité et de son développement, comme en Ontario, afin que la population du Québec puisse en bénéficier sur les plans industriel et résidentiel, comme c'est le cas pour les industries et les personnes des provinces voisines.

M. Duplessis (Trois-Rivières) veut rectifier certaines déclarations du premier ministre. Nous

avons permis un développement trop rapide de nos pouvoirs d'eau dont une trop grande partie est exportée à notre détriment.

Il dit qu'en étant membre de la Confédération avec l'Ontario, le Québec veut être un bon voisin, mais pas jusqu'au point d'avoir ses ressources naturelles exploitées de manière à ne rien laisser au Québec. Il répète qu'il est contre l'étatisation, mais il est en faveur de l'industrie privée sous la garde de l'État.

Le gouvernement n'a pas été prévoyant en ne prenant pas d'ententes avec les provinces qui voulaient notre électricité. Le Québec pourrait obtenir d'autres avantages. Personnellement, il croit au développement des ressources hydroélectriques par des intérêts privés, mais ceci ne veut pas dire qu'il veut que les gens soient négligés et qu'ils aient à payer des taux excessifs.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 27 modifiant la loi de la Commission des services publics.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill 27 modifiant la loi de la Commission des services publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Indemnisation des cultivateurs pour achat d'engrais chimiques

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 244 pour indemniser les cultivateurs de certaines pertes et aider à l'achat d'engrais chimiques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose: Attendu qu'il est opportun de propager l'emploi des engrais chimiques et de la chaux;

Attendu qu'il est aussi opportun d'indemniser les propriétaires pour la perte de leurs animaux de race bovine abattus comme tuberculeux ou d'aider au remplacement de ces animaux ainsi abattus;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Qu'un montant de trois cent mille dollars sera affecté pour aider les cultivateurs de cette province à acheter ou transporter les engrais chimiques et la chaux nécessaires à l'augmentation du rendement de leurs terres et les indemniser de la perte de leurs animaux de race bovine abattus comme tuberculeux ou les aider à remplacer ces animaux ainsi abattus.

2. Que le trésorier de la province sera autorisé à verser cette somme de trois cent mille dollars au ministre de l'Agriculture, à même le fonds consolidé du revenu, sur arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Renaud (Laval) fait remarquer qu'il réclame cette dernière mesure depuis sept ans. La question de tuberculisation est étudiée depuis 1926. Nous avons demandé à cette époque que le gouvernement protège les cultivateurs. Je me réjouis qu'on se rende enfin à cette demande de l'opposition, mais je ne puis m'empêcher de dire qu'on y vient bien tardivement, puisque déjà 12,000 animaux ont été abattus dans la province. Si on considère que l'indemnisation est nécessaire aujourd'hui, on devrait indemniser ceux qui ont souffert de ces pertes dans le passé. Ce qui est juste maintenant l'était hier et il faudrait, en toute justice, rembourser les

cultivateurs qui ont été les pionniers dans cette politique de tuberculisation et dont plusieurs ont été ruinés.

Si le gouvernement avait voulu écouter nos conseils, la question serait réglée. Je blâme le gouvernement de ne faire qu'un demi-geste à la veille des élections. Si vous voulez faire un geste à la veille des élections, faites-le donc complet. Payez les animaux abattus depuis quatre ans. Que la loi soit rétroactive! Les indemnités versées par le gouvernement provincial devraient être rétroactives, afin d'indemniser ceux qui avaient déjà subi la perte de vaches et qui n'ont pas reçu d'indemnisation suffisante selon la loi du fédéral.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les cultivateurs traversent une crise et il est important de les aider à préserver leur capital et les aider à enrichir leurs terres. Le principe de la mesure n'a pas simplement pour but de dédommager les cultivateurs pour les animaux qui ont été abattus du fait de la tuberculisation, mais aussi de pourvoir à des octrois pour aider aux cultivateurs à fertiliser leurs terres avec des engrais chimiques.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que ce ne sont pas plutôt des engrais chimiques destinés au champ électoral?

(Rires)

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le principe du bill est unique. Il a pour but d'améliorer et de conserver le cheptel que nous possédons. Pour conserver notre cheptel au niveau actuel, il faut que le gouvernement aide aux cultivateurs à renouveler leurs animaux abattus parce qu'ils sont tuberculeux. Et, pour cela, il nous faut un terrain propre à sa conservation, d'où la nécessité de bons engrais pour fertiliser leurs terres.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La mesure a un double but: la santé publique et la santé économique du cultivateur.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'honorable député de Laval a parlé de tuberculisation et de pertes subies par les cultivateurs. On a crié fort, mais on ne peut, en justice, tenir le gouvernement provincial responsable des pertes subies par les cultivateurs. Je tiens cependant à déclarer immédiatement, et ceci, de la manière la plus catégorique, que jamais le gouvernement provincial n'a forcé un cultivateur à abattre ses bestiaux pour

fins de tuberculisation. Ceux qui désiraient faire subir à leurs animaux l'épreuve de la tuberculine se sont pourvus de la loi fédérale. Il y a deux systèmes de tuberculisation: celui du fédéral et le nôtre.

Il ne faut pas oublier en effet que les zones de tuberculisation ont été faites exclusivement sous l'autorité de la loi fédérale, et qu'en vertu de cette dernière, le cultivateur recevait les deux tiers du prix de l'animal abattu, lequel prix, en certains cas, représentait la valeur complète de l'animal. Tout ce que le gouvernement provincial a fait jusqu'ici, c'a été de mettre gratuitement des médecins vétérinaires à la disposition des cultivateurs qui le désiraient, et, sans vouloir forcer ces derniers à tuberculiniser, le gouvernement intervient pour les aider. Et l'on ne viendra tout de même pas prétendre que le gouvernement provincial est responsable pour ce service rendu aux cultivateurs, surtout quand il n'a jamais obligé un cultivateur à abattre un animal.

La loi a deux buts: premièrement, la santé publique qu'il faut protéger, et ensuite, la santé économique de la ferme, pour aider les agriculteurs et c'est dans ce deuxième but que le ministère provincial a travaillé, dans l'espoir de purifier les troupeaux en appliquant la loi fédérale. Voilà pourquoi nous avons fait de la propagande pour que la loi fédérale fût appliquée. Moi-même j'ai fait de la propagande. Le système fédéral est bon, je ne le critique pas, mais il est tout différent du nôtre.

M. Renaud (Laval): Le cultivateur n'était pas si libre que cela d'abattre ou non ses bestiaux. La ville de Montréal et d'autres cités ont exigé que le lait vendu aux contribuables dans la cité provienne de vaches tuberculinisées. Le cultivateur n'était donc pas libre de ne pas abattre ses bestiaux malades, et le gouvernement avait alors le devoir de s'y intéresser afin que l'abattage des animaux ne soit pas trop préjudiciable à l'agriculteur.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): On ne peut tenir le gouvernement provincial responsable d'une mesure municipale. Il faut être juste envers le gouvernement provincial qui n'a rien eu à faire avec l'abattage des troupeaux.

Le gouvernement présente actuellement une mesure pour assurer l'amélioration du cheptel, encourager l'agriculteur à l'épuration de ses troupeaux. Et, par cette mesure même, il aide puissamment à l'agriculteur, car l'animal malade, loin d'être une source de gains, est une source de pertes pour le cultivateur. Cet animal ne donne pas le rendement possible au point de vue laitier et

contamine le reste du troupeau. Le plus vite on aide l'agriculteur à s'en débarrasser, le plus on l'aide.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La tuberculisation a été faite pour l'hygiène publique, afin de tarir les sources de contagion tuberculeuse. Il appartenait au gouvernement d'y voir.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député de Laval voudrait que l'on donne un effet rétroactif à la loi. Le système est absolument impossible. Il ne faut pas oublier, en effet, que, depuis six ans, les cultivateurs des zones réservées qui ont utilisé la tuberculine et qui ont perdu des animaux ont été indemnisés quand ils pratiquaient la tuberculine.

D'ailleurs, les cultivateurs ont été souvent remboursés pour pleine valeur pour la perte des vaches tuberculeuses qui ont été abattues et même, dans certains cas, ils ont été payés au-delà de la valeur actuelle des vaches conformément à la loi. De plus, il serait très difficile d'atteindre les victimes et il serait difficile de déterminer qui a souffert de l'application de la loi fédérale dans le passé.

Ajoutons que le système de zones est tellement pratique que tous les cultivateurs veulent l'avoir. Nous ne fournissons pas de satisfaction aux demandes. Cet avantage est déjà une grande compensation. Les cultivateurs du Bas-du-Fleuve principalement sont en instances auprès du gouvernement. Les zones réservées sont utiles aux cultivateurs et donnent de la valeur à leurs troupeaux. Nous avons commencé à donner une indemnité à ceux qui ont fait la tuberculine en dehors des zones, mais je ne crois pas que nous puissions aller au-delà. Les records sont difficiles à établir. Le gouvernement fait tout ce qui est possible.

Le gouvernement avait pensé à la rétroactivité de notre loi, mais il a réalisé que cela est une chose impossible. Nous voulons encourager un meilleur élevage de bovins et la fertilité du sol. C'est le but de la loi. C'est la raison pour laquelle il accordera une prime de remplacement des animaux abattus, ce qui permettra aux agriculteurs d'améliorer leur cheptel en même temps que d'améliorer leur ferme.

M. Renaud (Laval): Le gouvernement n'est pas responsable des pertes subies par les cultivateurs, mais il n'en reste pas moins vrai que, sous prétexte de santé publique, les cultivateurs n'en ont pas moins subi des pertes pour au-delà de \$500,000.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La législation agricole actuelle ne cesse pas de m'étonner. Dans le

passé, l'opposition a fait maintes réclamations pour une mesure de cette nature, mais plus généreuse, et elle n'a pas été écoutée. Je n'hésite pas à déclarer que cette législation est présentée dans un but politique, car on n'est pas assuré que le cultivateur ait droit en justice à cette indemnité, et qu'on en tirera un capital politique au moment des élections. Le ministre de l'Agriculture n'est pas convaincu, mais il dit comme le premier ministre avec la loi du travail: On la demande, nous avons eu un avertissement salubre dans les élections partielles, nous allons accorder cette législation.

Au cours de l'élection partielle de Deux-Montagnes, les orateurs du gouvernement disaient dans leurs discours que le gouvernement allait indemniser les cultivateurs pour les pertes subies il y a six ans. Maintenant, on vient nous dire que la loi n'aura pas d'effet rétroactif. Le gouvernement n'est pas responsable, affirme le ministre de l'Agriculture. Mais tout le monde sait que l'on a réclamé l'abattage des animaux au nom de la santé publique. Pourquoi le cultivateur supporterait-il seul les sacrifices imposés pour le profit de toute la communauté? C'est peut-être le seul cas où l'on condamne des individus à subir des pertes au nom de l'intérêt général, sans indemnisation. Je pense au contraire que si les cultivateurs ont sacrifié leurs animaux pour l'intérêt public, ils avaient droit de croire qu'ils ne supporteraient pas seuls une perte consentie pour les autres.

Le gouvernement prétend que rembourser les cultivateurs depuis six ans est difficile. La rétroactivité pourrait être difficile, je l'admets, mais à qui la faute? Depuis combien d'années l'opposition n'a-t-elle pas réclamé justice? Pourquoi n'a-t-on pas écouté l'opposition? L'on n'a rien fait. Je félicite le gouvernement de sa mesure, bien que cette dernière soit présentée dans un but politique. La présente législation consacre un principe, elle est une amélioration sensible, je l'admets; mais elle ne comporte aucune précision. On vote \$300,000 et pas une clause pour dire combien le cultivateur recevra. En votant en faveur du projet de loi, je ne pense pas qu'il y aura une garantie au sujet de ce que recevront les cultivateurs. On devra donner une meilleure garantie.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) se dit surpris du plaidoyer fait par le député de Deux-Montagnes qui a prétendu que le gouvernement ne donne pas toute justice aux cultivateurs. L'honorable député comprend mal la justice. Il (M. Sauvé) sait que le gouvernement n'est pas responsable de l'abattage des animaux. En aucun cas le gouvernement n'a obligé un cultivateur à détruire son animal. Il ne doit rien en justice. Bien plus, le gouvernement a mis des vétérinaires

gratuitement au service des cultivateurs. Le gouvernement n'impose pas la tuberculisation des animaux aux cultivateurs, il cède à ses instances, car le cultivateur se rend compte qu'elle améliorerait ses troupeaux et que c'est dans son intérêt d'avoir un troupeau sain.

Au point de vue strictement économique, le cultivateur est mieux de se débarrasser d'un troupeau tuberculeux. Le gouvernement a été coupable seulement de mettre gratuitement à la disposition des cultivateurs des médecins vétérinaires. Depuis que les médecins vétérinaires ne sont plus à la disposition des cultivateurs pour la tuberculisation, les cultivateurs aujourd'hui protestent de partout et nous demandent de recommencer ce travail, et je dois dire que nous allons rétablir ce service éminemment utile et ceci va demander réflexion.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Questions et réponses:

Sommes versées à L'Événement ou La Cie de L'Événement

M. Crépeau (Sherbrooke): À quelles dates ont été payées les diverses sommes que L'Événement ou La Cie de L'Événement a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-30, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

*Impression et reliure pour les deux
Chambres de la Législature:*

1930	16 janvier	\$1,147.41
	18 mars	941.33
	24 avril	4,907.31
	30 juin	6,506.73

Dépenses contingentes:

Département du secrétaire provincial:

1929	30 juillet	250.00
	12 septembre	250.00
	12 décembre	250.00

*Administration de la justice:**Shérif, Québec:*

1929 16 septembre \$ 5.00

École des beaux-arts, Québec:

1929 12 décembre 4.20

Travaux publics et Travail:

1929 9 octobre 100.00

Agriculture:

1929 1^{er} août 500.00

23 août 586.67

5 septembre 250.00

12 octobre 250.00

15 octobre 201.26

2 novembre 200.00

16 décembre 450.00

19 décembre 36.00

1930 16 janvier 250.00

6 février 152.17

22 mars 4.00

12 avril 2.00

9 mai 350.00

Voirie et Mines:

1929 5 juillet 250.00

6 juillet 6.00

21 août 250.00

11 septembre 250.00

4 octobre 250.00

8 octobre 2.00

25 novembre 457.38

1930 8 janvier 12.00

14 février 200.00

25 février 1.75

12 mai 250.00

14 mai 100.00

18 juin 261.00

30 juin 500.00

Terres et Forêts:

1929 14 décembre 12.00

14 décembre 250.00

1930 28 février 200.00

1930 12 mai 150.00

30 juin 250.00

Colonisation, Chasse et Pêcheries:

1929 2 juillet 250.00

9 juillet 416.66

12 août 416.66

1929 12 septembre \$ 416.66

11 octobre 416.66

15 novembre 416.66

2 décembre 250.00

9 décembre 416.66

17 décembre 18.00

1930 13 janvier 416.66

4 février 416.66

25 février 250.00

3 mars 416.66

7 avril 416.66

8 mai 416.66

21 mai 5.00

22 mai 150.00

9 juin 416.66

Bureau du revenu:

1929 9 juillet 8.40

9 juillet 15.64

9 juillet 6.17

6 septembre 252.51

6 septembre 7.17

13 septembre 369.34

1930 16 janvier 8.75

20 juin 16.76

Divers en général:

1929 20 août 250.00

4 novembre 450.00

1930 11 février 250.00

21 mai 350.00

Commission des services publics, Québec:

1929 21 novembre 26.00

*Restauration et amélioration de l'ancienne
partie du palais de justice, Québec:*

1930 11 juin 17.25

Dépôt de documents:**Infractions aux règlements
des terres et forêts, 1929-1931**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 16 mars 1931, demandant la production de copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} janvier 1929, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier 1931, concernant le département des

Terres et Forêts et se rapportant à toutes remises ou réductions, partielles ou totales, des amendes ou pénalités pour infractions aux lois et règlements affectant ledit département. (Document de la session no 62)

**Infractions aux règlements
des terres et forêts, 1926-1927**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 16 mars 1931, demandant la production de copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} janvier 1926, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier 1927, concernant le département des Terres et Forêts et se rapportant à toutes remises ou réductions, partielles ou totales, des amendes ou pénalités pour infractions aux lois et règlements affectant ledit département. (Document de la session no 63)

**Infractions aux règlements
des terres et forêts, 1927-1929**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 16 mars 1931, demandant la production de copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} janvier 1927, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier 1929, concernant le département des Terres et Forêts et se rapportant à toutes remises ou réductions, partielles ou totales, des amendes ou pénalités pour infractions aux lois et règlements affectant ledit département. (Document de la session no 64)

**Revenus de licences pour
hôtels, magasins, etc.**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 2 avril 1930, pour la production d'un état démontrant ce qu'a rapporté: *a.* en 1920-1921; *b.* en 1921-1922; *c.* en 1922-1923; *d.* 1923-1924; *e.* en 1924-1925; *f.* en 1925-1926; *g.* en 1926-1927; *h.* en 1927-1928, chacune des sources de revenus comprises sous la rubrique générale "Licences: hôtels, magasins, etc.", tel qu'il appert à la page 8 des *Comptes publics* 1924-1925 et à la page 6 des *Comptes publics* de chacun des autres exercices. (Document de la session no 65)

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 20 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 50.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi
des pensions**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 243 modifiant la loi des pensions.

C'est seulement pour donner aux employés qui ont été nommés après 1916 les mêmes privilèges dont jouissent au point de vue des pensions, ceux qui ont été nommés avant cette année 1916.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a adopté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 132 reconnaissant The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec;
- bill 150 autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jackwood;
- bill 172 détachant certains lots du district électoral de Bellechasse et les annexant au district électoral de Dorchester, pour toutes les fins.

**The Ukrainian Greek Orthodox Church
of Canada**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 132 reconnaissant The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec. Lesdits amendements sont lus une première fois.

**Ruisseau
Jackwood à Saint-Jean**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 150 autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jackwood. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Lots de Bellechasse
annexés à Dorchester**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 172 détachant certains lots du district électoral de Bellechasse et les annexant au district électoral de Dorchester, pour toutes les fins. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Remboursement de droits:

**The Ukrainian Greek Orthodox Church
of Canada**

M. Smart (Westmount) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), que, vu que le bill 132 reconnaissant The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec a pour objet de favoriser la propagation d'un culte religieux et d'œuvres de bienfaisance, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Brome-Missisquoi-Perkins
Hospital**

M. Saurette (Missisquoi) propose, appuyé par le représentant de Napierville-Laprairie (M. Charbonneau), que, vu que le bill 148 fusionnant le District of Bedford General Hospital et la Perkins Hospital Corporation sous le nom de Brome-Missisquoi-Perkins Hospital a pour objet de favoriser une œuvre de bienfaisance publique, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce

bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.
Adopté.

**Ruisseau
Jackwood à Saint-Jean**

M. Bouthillier (Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Saurette), que, vu que le bill 150 autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jackwood a pour objet de favoriser l'hygiène publique et en même temps remédier au chômage, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.
Adopté.

**Indemnisation des cultivateurs pour
achat d'engrais chimiques**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 244 pour indemniser les cultivateurs de certaines pertes et aider à l'achat d'engrais chimiques.
Adopté.

En comité:

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose: Attendu qu'il est opportun de propager l'emploi des engrais chimiques et de la chaux;

Attendu qu'il est aussi opportun d'indemniser les propriétaires pour la perte de leurs animaux de race bovine abattus comme tuberculeux ou d'aider au remplacement de ces animaux ainsi abattus;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Qu'un montant de trois cent mille dollars, sera affecté pour aider les cultivateurs de cette province à acheter ou transporter les engrais chimiques et la chaux nécessaires à l'augmentation du rendement de leurs terres et les indemniser de la perte de leurs animaux de race bovine abattus comme tuberculeux ou les aider à remplacer ces animaux ainsi abattus.

2. Que le trésorier de la province sera autorisé à verser cette somme de trois cent mille dollars au ministre de l'Agriculture, à même le fonds consolidé du revenu, sur arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Renaud (Laval): De quelle manière seront distribués les \$300,000 mentionnés dans le bill?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les octrois de \$300,000 pour fertilisants seront distribués de telle façon que les cultivateurs apprendront à choisir de préférence les meilleurs engrais, par suite de l'importance plus substantielle de l'octroi. Ainsi, cet octroi sera à la fois éducationnel et d'un appoint utile et immédiat. Il sera donné au *prorata* des éléments fertilisants que comprendront les engrais achetés. Nous donnerons deux sous par livre d'azote parce que cette matière coûte plus cher. Nous donnerons un sou la livre pour la potasse et un sou pour le phosphate.

Pour le reste, nous croyons que la meilleure façon d'aider les cultivateurs à se procurer de bons animaux, c'est de leur donner un octroi sur chaque animal acheté dans la province de Québec pour remplacer celui qui a été abattu après l'épreuve de la tuberculisation. Le gouvernement encouragera ainsi l'élevage dans la province, et les cultivateurs qui ont perdu des animaux par la tuberculisation il y a quelques années et qui ont élevé de nouveaux troupeaux verront s'ouvrir un bon marché à leurs activités. Ainsi, ceux qui auront été les premiers à subir les pertes de la tuberculisation en seront indirectement remboursés par la vente de leurs troupeaux. L'on ne veut pas placer les cultivateurs sous l'assistance publique comme le voudrait l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) reproche au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) d'affirmer que donner un effet rétroactif à la loi et accorder l'indemnité demandée serait placer les cultivateurs sous l'assistance publique. Le mot est injurieux pour les cultivateurs, qui recevront seulement ce qu'ils méritent sous forme d'aide du ministère de l'Agriculture. Les améliorations que nous avons demandées, nous les avons demandées au nom de la justice pour les agriculteurs dont les vaches étaient malades. Ce ne sera pas un acte de charité. Les cultivateurs ne sont pas sous l'assistance publique. Ils sont supposés recevoir de l'aide à des fins agricoles.

Les cultivateurs ont droit à une indemnité, qu'on la leur donne. Et ils y ont droit en vertu des sacrifices qu'ils ont consentis pour la santé publique. La loi n'est pas seulement pour l'avancement agricole; elle tient aussi de l'hygiène, car on a réclamé l'abattage des animaux tuberculeux parce qu'ils étaient surtout un danger pour la population. Or, personne ne niera que le gouvernement est chargé de protéger la santé de la population. Il était donc du devoir du gouvernement d'indemniser les

cultivateurs qui se sacrifiaient dans l'intérêt général. Je tiens à protester énergiquement. Je défie, dit-il, le ministre de l'Agriculture d'aller dire dans les campagnes que rembourser les cultivateurs serait les placer sous la loi de l'assistance publique.

M. Renaud (Laval): Le moyen d'indemniser les cultivateurs est bien vague. Quelle est la garantie que le bill donne aux cultivateurs? Est-ce que cela va rester entièrement à la discrétion du ministre de l'Agriculture? Quel montant le ministre donnera pour l'achat d'animaux?

La loi représente un autre moyen pour exercer du favoritisme. C'est encore une affaire politique, une loi qui sera appliquée à la guise du ministre, et ce dernier peut payer le cultivateur qui est un libéral et ne pas payer celui qui est conservateur. Mettez donc un pourcentage dans la loi! De cette façon, nous saurons comment ça se passera. Les animaux ne sont ni rouges ni bleus une fois abattus.

(Rires)

Cette mesure, telle qu'elle est présentée, ne pourra pas satisfaire pleinement les cultivateurs. Si la mesure représentait quelque chose pour les intérêts agricoles, elle serait rétroactive.

M. Tremblay (Maisonnette) veut que le ministère accorde l'indemnité aux cultivateurs qui ont subi de très lourdes pertes pour un certain nombre d'années en arrière. Est-ce que le ministère a songé à ce point?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Dans le cas de la tuberculisation provinciale, nous pourrions difficilement indemniser le cultivateur pour la perte qu'il a faite. La chose est impossible, à cause du manque de statistiques quant au nombre d'animaux abattus dans certains cas.

M. Tremblay (Maisonnette): Je crois qu'il serait possible pour le gouvernement de rémunérer sur une certaine base le cultivateur qui a subi de très lourdes pertes pendant les quelques dernières années.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien d'animaux tuberculeux sont abattus chaque année?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le nombre varie chaque année. Dans le cas des animaux abattus à la suite de l'épreuve à la tuberculine par les officiers provinciaux, il peut y en avoir 800 à 900 chaque année. Dans le cas de l'application de la loi fédérale, le pourcentage est plus élevé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'intervention du gouvernement est absolument nécessaire dans le domaine des engrais chimiques?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je considère que c'est un des bons encouragements que nous puissions donner en l'accompagnant d'un système éducationnel.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) reproche au gouvernement d'arriver avec une mesure tardive, mais il est prêt à y donner son adhésion.

M. Dugas (Joliette): Ce reproche est immérité. Mon ami discute la loi en disant qu'elle arrive à la veille d'une élection et que c'est du capital politique. Le député de Deux-Montagnes veut se faire avec cela du capital politique. L'opposition n'a que des lieux communs à offrir comme protection contre la loi. Quand le gouvernement présente une loi, l'opposition dit: "Votre loi aurait dû venir plus tôt" ou: "Elle n'est pas généreuse". Pourquoi le gouvernement fédéral ne rémunère-t-il pas les cultivateurs qui ont perdu des animaux dans l'année qui a précédé l'établissement d'une zone? Pourquoi n'avoir pas demandé la rétroactivité depuis 1909 pour les ouvriers? Si le principe de la rétroactivité est correct pour l'Assemblée législative du Québec, c'est également vrai pour le gouvernement fédéral dont la loi permet de verser l'indemnisation à l'égard des vaches tuberculeuses.

L'opposition devrait diriger ses attaques vers le gouvernement fédéral qui est l'auteur de la loi de tuberculisation. Ce n'est pas au provincial à payer pour les pots cassés par le fédéral. La loi provinciale vient à son heure au moment où le gouvernement provincial peut l'accorder.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable député de Joliette est très habile. Il constate que je fais du capital politique. Qu'il ne soit pas inquiet. C'est une illusion d'optique de sa part. Il y a des gens qui sont tellement habitués à faire quelque chose qu'ils pensent que les autres font toujours la même chose lorsqu'ils agissent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris des remarques du député de Joliette. Il a voulu manifester une indépendance subite. Il a voulu prendre un moyen détourné pour faire un compliment au gouvernement fédéral, à savoir que le gouvernement provincial doit exiger d'un gouvernement au pouvoir depuis huit mois ce qu'un autre n'a pu faire en 10 ans.

(Rires)

Si la tuberculisation est nécessaire à la santé publique, le gouvernement ne doit pas hésiter à indemniser ceux qui ont subi des pertes dans le passé et qui ont été les pionniers de cette politique.

Le gouvernement provincial doit aussi assumer sa part de responsabilité. Avec son surplus annuel, pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas agi plus tôt en sachant très bien les conditions qui existaient depuis des années?

Il n'y a pas de tâche plus urgente pour le gouvernement provincial que la protection de la santé publique et, en matière de santé publique, le cheptel doit être protégé contre la tuberculose bovine. La responsabilité de la santé publique relève des autorités provinciales; par conséquent, le gouvernement provincial doit faire sa part en vue d'éliminer la tuberculose bovine. J'admets volontiers ne pas être expert en matière d'engrais chimiques, mais puisqu'il est entendu que les terres ont besoin de fertilisants, pourquoi le gouvernement a-t-il attendu si longtemps pour aider les cultivateurs?

M. Gagnon (Kamouraska) demande si c'est vrai que le gouvernement a fait son possible pour aider les cultivateurs au sujet des engrais.

M. Duplessis (Trois-Rivières) admet que quelque chose a été fait. Nos remarques ne sont pas dans le but de critiquer. La tâche est difficile. Le gouvernement annonce des surplus qui n'existent pas et fait des promesses nombreuses qu'il ne peut tenir. J'admets que le gouvernement se trouve dans une position difficile, étant donné que l'agriculture est dans une position difficile. Le ministre devrait mettre des garanties dans sa loi. Il suggère que le projet de loi soit amendé, afin d'éviter tout danger de partisanerie et que ce soit fait par le biais d'une clause, de façon que le ministre n'aura pas à choisir au sujet de ceux qui recevront l'indemnisation provinciale, mais qu'il soit tenu de verser telle indemnité.

M. Fisher (Huntingdon)⁷ dit qu'il représente le comté de Huntingdon qui a été le premier comté de la province à appliquer la tuberculisation. Les cultivateurs du comté ont perdu beaucoup d'argent et beaucoup de bétail. Ils n'ont reçu cependant aucune aide du gouvernement local, mais seulement d'Ottawa. Dans certains cas, des troupeaux entiers ont dû être abattus et les cultivateurs étaient aussi obligés de nettoyer leurs étables. Il dit qu'il a beaucoup de sympathie pour les cultivateurs de ces comtés qui n'ont pas encore entrepris cette tâche car les dépenses sont élevées.

Il déplore le fait que le bill actuel n'ait pas été présenté 10 ans auparavant. Il croit que la mesure actuelle est bonne. On dit que les membres de l'opposition sont des pessimistes parce qu'ils disent que les temps sont durs, mais c'est un fait que la province traverse une période très difficile; l'agriculture traverse une période très critique. On ne peut en blâmer sans doute le nouveau ministre de l'Agriculture pour les conditions actuelles, mais le blâme doit aller à ses prédécesseurs. La loi actuelle est présentée dans un but électoral.

Il fut un temps où Québec exportait du beurre en quantités considérables, mais les temps ont changé et les fermiers ont dû s'adapter en expédiant du lait et de la crème aux États-Unis et à Montréal, au lieu de fabriquer du beurre. Ils ont dû subir les conséquences néfastes du traité de la Nouvelle-Zélande qui a ruiné le marché des producteurs de lait de notre province. Mais le gouvernement de Québec n'a rien fait pendant cinq ans contre le traité de la Nouvelle-Zélande. S'il avait fait seulement la moitié des efforts pour persuader le gouvernement d'Ottawa de répudier ce traité de Nouvelle-Zélande qu'il en a fait pour les produits russes, nos cultivateurs ne seraient pas en si mauvaise situation. Le gouvernement n'est peut-être pas à blâmer directement, mais il est à blâmer indirectement. Le gouvernement devra rencontrer les agriculteurs à ce sujet, et je ne pense pas qu'il soit capable de leur prouver qu'il a fait son possible.

Je suis en Chambre, dit-il, depuis le début de la session, et jusqu'ici, je n'ai pas vu une seule mesure pour aider les cultivateurs. Il y a du chômage dans la province et qu'est-ce que le gouvernement a fait ce printemps pour donner du travail aux gens? C'est vrai que quelque chose a été fait pour aider les gens pendant les mois d'hiver, mais c'était comme si l'on volait Pierre pour payer Paul. Quant à donner du travail aux gens au printemps, le gouvernement n'a rien fait. Lorsque le gouvernement fera face aux électeurs aux prochaines élections, ses candidats vont découvrir ce qu'ils en pensent.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les remarques du député de Huntingdon sont peut-être très intéressantes, mais elles n'ont rien à voir avec le sujet présenté devant la Chambre. Je l'invite à s'en tenir à la question.

M. Fisher (Huntingdon): Nous parlons de la situation des agriculteurs. J'ai peut-être dit quelque chose que le gouvernement n'aime pas, mais si ce

que j'ai dit n'est pas dit ici, on le dira lors des tribunes populaires cet été.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les remarques peuvent très bien convenir; cependant, le député ne doit pas oublier le projet de loi.

M. Guertin (Hull): Le député de Huntingdon a droit de parler de toutes sortes de choses.

M. Tremblay (Maisonnette) et M. Duplessis (Trois-Rivières) appuient le député de Huntingdon.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Allez-y, puisque vous voulez retarder le travail de la session. Il y a tout le budget de l'agriculture pour discuter cela, et vous le discuterez. Allez-y donc!

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le député de Huntingdon ne fait pas actuellement perdre le temps de la Chambre. Je comprends que le premier ministre n'aime pas entendre parler l'honorable député et le voir debout, car il lui rappelle trop de choses désagréables, une grande défaite.

(Rires)

Ça choque le gouvernement de s'être fait battre dans Huntingdon.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si ça choque quand on se fait battre, vous devez avoir un drôle d'état d'âme.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne nous choque pas.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous êtes tellement habitués de vous faire battre que ça ne vous choque plus.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand nous avons perdu aux dernières élections, la province a payé son erreur assez cher pour nous porter à droite sous peu. Pour cette raison, les choses vont changer.

(Rires)

Nous allons gagner les prochaines élections.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous allez vous faire battre et roser comme il faut.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'invite le premier ministre à venir avec M. Gaby dans Trois-Rivières.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je vous invite à venir dans Montmorency, à Sainte-Anne-de-Beaupré. Venez voir Sainte-Anne: elle va opérer un miracle et faire de vous un libéral.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel miracle!

Il annonce qu'il ne fera pas d'obstruction pour l'adoption du bill.

L'opposition veut procéder avec célérité, dit-il, pour donner cette loi aux cultivateurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Sainte Anne commence à opérer.

(Rires)

M. Fisher (Huntingdon) dit qu'il ne va pas prendre plus de temps et qu'il va garder ses remarques éventuelles pour la période de discussion sur le budget du ministre de l'Agriculture, mais qu'entre-temps la léthargie du gouvernement est comparable à celle de Néron qui découvre que Rome brûle.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 244 pour indemniser les cultivateurs de certaines pertes et aider à l'achat d'engrais chimiques.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 244 pour indemniser les cultivateurs de certaines pertes et aider à l'achat d'engrais chimiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité:**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose d'étudier l'item des mines, \$385,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières) prie le gouvernement

de retarder cette étude. La gauche n'est pas prête.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Guertin (Hull) fait quelques observations.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)⁸: Il

y a une différence de \$5,000 avec l'an dernier. L'augmentation vient du nettoyage du musée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le musée est

terminé depuis combien de temps?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Depuis trois mois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien a-t-il

coûté?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Un million deux cent quatorze mille dollars.

M. Guertin (Hull) parle des femmes employées

au musée.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le

département emploie 210 femmes de peine à \$18 par mois.

M. Guertin (Hull): Ce salaire est insuffisant

en regard de l'échelle des salaires du fédéral.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Ces

dames sont satisfaites des salaires qu'elles reçoivent

de la province. Elles ne travaillent que d'une à deux heures par jour.

M. Guertin (Hull): Le ministre sait-il que les femmes de peine sont en train de se constituer en union?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je l'ignore.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'union matrimoniale.
(Rires)

M. Guertin (Hull): Est-ce que l'honorable ministre serait favorable à cette union?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Ça dépend quelle union.
(Rires)

L'honorable M. David (Terrebonne): Je le crois réfractaire, tout comme le député de Trois-Rivières.
(Rires)

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je n'y aurais pas objection.

M. Guertin (Hull): Je suis en correspondance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Vous n'avez pas le droit de parler de lettres sans les produire.

M. Tremblay (Maisonnette): parle de la protection à donner à ces femmes. Il s'apitoie sur le sort de l'une d'elles en ajoutant qu'il reviendra sur ce cas.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille deux cent soixante-quatre dollars et cinquante centins soit ouvert à Sa Majesté pour taxe d'eau sur les édifices parlementaires, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières) réclame la formation d'une commission d'embellissement pour Québec en tant que capitale de la province. Il parle de ce qui a été fait à Ottawa et à Washington. Le gouvernement devrait faire quelque chose pour la ville au sujet de son embellissement, particulièrement dû au fait qu'il bénéficie d'une exemption fiscale totale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Il y a un poste dans le budget pour l'embellissement de "Québec City".

L'honorable M. David (Terrebonne): Je suis content de l'entendre. Il y a trois ans, dans une conférence à Québec, je proposais la formation d'une commission d'embellissement pour la Vieille Capitale pour que son caractère historique soit préservé. Il n'y a nulle part ailleurs dans la province qui soit aussi français que la ville de Québec et je suis certain que lorsque viendra le temps, toute la Chambre votera sans hésitation en faveur d'un budget pour préserver cette caractéristique. En tant que ministre représentant le district de Montréal, je serais heureux que l'Assemblée législative adopte une clause spéciale pour Québec. Je crois savoir que si l'honorable premier ministre le suggérerait à la Chambre, celle-ci n'aurait pas d'objection à voter un montant pour cette commission. Nous devons nous efforcer de conserver à Québec son cachet. Je suis heureux qu'il y ait encore des questions sur lesquelles on puisse s'entendre.

(Rires)

M. Samson (Québec-Centre) est en faveur de cette commission visant à améliorer Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) accepte la suggestion. Je félicite mon collègue pour ses bons mots en faveur de la ville de Québec, mais je ne crois pas qu'il soit possible d'embellir Québec.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): On pourrait commencer par le gouvernement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureau de poste: traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles normales: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'embellissement des édifices et des terrains du parlement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au ministre de soigner le style de ses nouvelles constructions. L'apparence extérieure des édifices parlementaires n'est pas très attrayante. Les édifices parlementaires ne sont pas dans une condition des plus recommandables. Il suggère des améliorations pour la Chambre et la Tribune des journalistes. Il demande au ministre de donner des quartiers plus spacieux et confortables aux représentants des journaux qui doivent travailler dans un local très exigu. Les journalistes rendent un service précieux à la province et, cependant, ils travaillent tous entassés dans une petite pièce.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je suis absolument de l'avis de l'honorable député de Trois-Rivières. Il est vrai que les journalistes sont à l'étroit. Tous les bureaux de l'ancien parlement sont encombrés, mais il y a une foule de bureaux où nous devons placer quatre ou cinq employés. C'est justement pour cela que le gouvernement présente une mesure à cette session-ci pour la construction d'un édifice à 10 étages pour la fonction publique. Nous espérons décongestionner l'édifice central, donner plus de confort à la députation, aux journalistes et à nos employés. Quand cela sera fait, des dispositions seront prises pour certains services où les employés sont présentement entassés dans de petits bureaux, et quelque chose sera certainement fait pour les journalistes qui, le ministre l'admet, n'ont pas assez d'espace de travail.

M. Tremblay (Maisonnette) demande un *Hansard* pour Québec comme il en existe un à Ottawa. Puisqu'il n'y a pas de *Hansard*, pourquoi ne pas utiliser les cadeaux de la science et installer un système de radio en Chambre, de sorte que les journalistes pourraient rester assis bien

tranquillement dans leur chambre⁹ où ils pourraient écouter les discours et les débats des députés de la Chambre à la radio et prendre leurs notes là, sans avoir besoin de passer des heures assis sur un tabouret dans l'étroite tribune sise dans l'enceinte parlementaire¹⁰ et les clavigraphier de suite. Ce serait là du progrès. Ceci soulagerait les journalistes d'avoir à s'asseoir dans leur tribune et à écouter les discours d'une manière inconfortable. Les journalistes pourraient s'asseoir confortablement dans leur salle et faire leur travail comme il faut et effectivement, sans être obligés de faire pleurer les jeunes journalistes qui ne sont pas habitués aux discours électoraux à la veille des élections. Il se lance dans un long éloge de la radio.

Il y a un autre avantage, car les journalistes seraient non seulement aidés, mais le peuple y gagnerait aussi à être au courant de tout ce qui se passe et à entendre les discours de ses députés.

Ceci bénéficiera non seulement aux journalistes, mais aussi aux députés, particulièrement à ceux de l'opposition, car j'ai l'impression qu'à l'approche des prochaines élections, les rapports sont parfois teints. J'aimerais mieux que les journaux ne puissent pas interpréter les discours selon leur couleur politique.

Je suis certain que le ministre va prendre en considération ce que j'ai dit. La session est trop avancée pour commencer à utiliser le *Hansard* ou la radio. Cependant, à la prochaine session, je suis certain que le ministre des Travaux publics et du Travail va s'assurer qu'il y ait une radio pour tous les discours des députés.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Mais vous serez peut-être au pouvoir à la prochaine session.

M. Tremblay (Maisonnette): Lorsque nous serons au pouvoir, tout sera parfait. Nous allons voir au confort des journalistes et qu'ils n'aient pas à effectuer la lourde charge qui leur est imposée actuellement en restant à la tribune pour nous écouter. Ils seront assis très confortablement dans des locaux somptueux, où ils pourront entendre, à la radio, tout ce que nous disons et où ils pourront travailler sérieusement et ainsi prendre en considération les problèmes de la journée. Ils pourront alors avoir des opinions songées sur les problèmes de notre province. Il est trop tard pour l'instant, mais, supposons qu'accidentellement le gouvernement actuel revienne au pouvoir, est-ce que le ministre est prêt à promettre qu'il appliquera ce que je viens de suggérer?

M. Guertin (Hull): Il n'y a pas de danger pour que le gouvernement revienne au pouvoir...

M. Tremblay (Maisonneuve): Je le sais, je le sais très bien, mais supposons qu'il revienne accidentellement, est-ce que le ministre peut me donner cette garantie?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les suggestions de l'honorable député de Maisonneuve méritent une sérieuse considération. L'idée d'installer la radio au parlement mérite considération. Le député (M. Tremblay) se rend compte que cette année il est trop tard pour mettre son projet en pratique.

D'ailleurs, cette question de la radiodiffusion en est une pour mon collègue, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), qui a le dossier de la radio entre les mains.

M. Tremblay (Maisonneuve): J'y reviendrai.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À moins que ceci ne relève de l'autorité d'Ottawa.
(Rires)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 8. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École des hautes études commerciales: réparation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École technique de Hull: réparation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prison, Sweetsburg: réparation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Fermeture d'une ruelle de la Côte Saint-Louis

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 concernant la fermeture d'une partie de la ruelle située en arrière de certains lots du boulevard Saint-Joseph et faisant partie du lot no 329, subdivision 286, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. Selon l'article 288 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative, 1915*, à la page 84, lorsqu'une "motion proposant que le comité se lève sans faire rapport" est présentée, cette motion met fin aux délibérations du comité et écarte l'affaire dont il a été saisi.

Selon le paragraphe 1 du même article, "l'affaire écartée disparaît du *Feuilleton*, mais elle peut y être rétablie", ce qui n'est pas le cas présent, puisqu'il n'y a aucun ordre ultérieur afin que le comité siège, de nouveau, à une prochaine séance ou à toute autre séance ultérieure.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

3. *L'Événement* du 21 mars 1931, à la page 18, signale que "M. Frigon vote avec l'opposition."

4. Dans *Le Soleil* du 21 mars 1931, à la page 27, on écrit plutôt le canal "Soulanges".

5. Trois cent soixante mille chevaux-vapeur, selon *The Montreal Daily Star* du 21 mars 1931, à la page 1.

6. Dans *L'Action catholique* du 21 mars 1931, à la page 15, on parle de 14 et 15 sous.

7. "L'honorable M. David va s'asseoir à côté du chef intérimaire de l'opposition avec qui il cause", selon *L'Événement* du 21 mars 1931, à la page 18.

8. "M. Yvan Vallée, son sous-ministre, occupe un siège près de lui" indique *Le Soleil* du 21 mars 1931, à la page 27.

9. *Le Canada* du 21 mars 1931, à la page 3, parle plutôt de mettre la "radio dans leur salle de travail".

10. Le journaliste du *Soleil* du 21 mars 1931, à la page 27, rapporte: "Pour notre part, nous avouons que l'idée ne nous sourit pas. Pour rien au monde, nous ne voudrions être privé du spectacle amusant qu'offre le débit d'un discours par le député de Maisonneuve ou le nerveux député de Hull ou l'irascible chef de l'opposition!"

Première séance du lundi 23 mars 1931

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 3 h 30¹.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Arrondissements scolaires

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 233 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux arrondissements scolaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Lucien Pinard, employé
de la Commission des liqueurs

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Lucien Pinard a-t-il été à l'emploi de la Commission des liqueurs de cette province?

2. Dans l'affirmative, quand est-il entré en fonction?

3. Quelles ont été ses fonctions?

4. Quel a été son salaire?

5. Combien de temps a-t-il exercé ses fonctions?

6. Combien ledit Lucien Pinard a-t-il reçu de la Commission des liqueurs en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement durant le temps qu'il a été au service de ladite Commission pour les divers emplois qu'il a occupés?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. En février 1925.

3. Avocat de la Commission des liqueurs de Québec dans les causes intentées contre elle.

4. Aucun salaire n'est attaché à cette position.

5. Depuis février 1925.

6. Honoraires judiciaires: \$14,950; extra-judiciaires: \$2,517.65; déboursés: \$1,982.66.

**Primes d'assurance payées
par les agents et les compagnies**

M. Guertin (Hull): 1. Quels sont: *a.* les agents (avec adresse); *b.* les compagnies à qui ont été payés les \$51,719.45 pour primes d'assurance, tel qu'il appert à la page 13 du rapport du ministre du Travail et des Travaux publics, 1930, dans tous les cas de la liste détaillée qui précède la récapitulation mentionnée à ladite page 13?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
(Voir le tableau ci-dessous)

<i>b.</i>	<i>a.</i>	
<i>Nom de la compagnie</i>	<i>Agent</i>	<i>Résidence</i>
Guardian Ass. Company	Allard, C.	Montréal
Atlas Ass. Company	Alarie, J.-B.-A.	Montréal
Queen Ins. Company	Angers, P.-A.	Beauceville
Essex & Suffolk Equit	Allen, G. E.	Trois-Rivières
Employers Liabilty	Belleau-Auger	Québec
Provident Ass. Company	Belleau-Auger	Québec
Ins. Company of Canada	Belleau-Auger	Québec
Prudential Ass. Company	Belleau-Auger	Québec
Neward Fire, Ins. Company	Belleau-Auger	Québec
Liverpool, London & Globe	Belleau-Auger	Québec
Cie des Ass. du Canada	Belleau-Auger	Québec

<i>b.</i>	<i>a.</i>	
<i>Nom de la compagnie</i>	<i>Agent</i>	<i>Résidence</i>
La Nationale de Paris	Belleau-Auger	Québec
Continental Ins. Company	Bergeron, F.-X.	Roberval
Fire Ass'n of Philadelphia	Boutin, P.-A.	Québec
Home Ins. Company	Boutin, P.-A.	Québec
National Union Fire	Boutin, P.-A.	Québec
Mount-Royal Ass.	Boutin, P.-A.	Québec
Royal Exchange Ins.	Boutin, P.-A.	Québec
La Prévoyance	Boutin, P.-A.	Québec
The Provident Ass.	Bernard, Ed.	Québec
Merchant Marine Ins.	Baxter	Trois-Rivières
Employers Liability	Baxter	Trois-Rivières
Dominion of Canada Ass.	Bégin, P.-P.	Québec
State Ass. Company	Bray, H.	Québec
Guardian Ass. Company	Bray, H.	Québec
Liverpool, London & Globe	Bray, H.	Québec
Employer's Liability	Bray, H.	Québec
Insurance Company of N.A.	Bray, H.	Québec
Atlas Ass. Company	Berthiaume, R.	Montréal
Western Ass. Company	Bickerdike, R.	Montréal
Mercantile Fire, Ins.	Beauchemin, M.	Montréal
Royal Ins. Company	Bouchard, Adj.	Roberval
Security Ins. Company	Bédard, R.	Québec
Union Ass. Company	Bernard, Albert	Montréal
Sun. Ins. Company	Caron, C.-E.	Trois-Rivières
Phoenix Ass. Company	Chevalier, J.-B.	Montréal
La Nationale de Paris	Clément, J.-B., inc.	Montréal
La Cie d'Ass. du Canada	Clément, J.-B., inc.	Montréal
Fire Ins. Company	Clément, J.-B., inc.	Montréal
American Equitable	Clément, J.-B., inc.	Montréal
Continental Ins. Company	Clément, J.-B., inc.	Montréal
Queensland Ins. Company	Côté, J.-B.	Montréal
Atlas Ass. Company	Crépault, Isidore	Montréal
London Underwriters	Conway & Conway	Sherbrooke
Globe Rutger Fire	Conway & Conway	Sherbrooke
National Fire Ins.	Clément, Melle C.	Montréal
Saint Paul Fire & Marine	Côté, G.-J. enr.	Québec
Union Ass. Society	Côté, S.-Z.	Rimouski
New Hampshire, Fire Ins.	Courteau, G.-J.	Montréal
British & European	Dechêne & Dechêne	Québec
Yorkshire Ins. Company	Desaulniers, J.	Montréal
Globe Rutger Fire Ins.	Deserres, J.-E.	Montréal
La Foncière	Deserres, J.-E.	Montréal
New Hampshire, Fire Ins.	DeGrandpré, R.	Montréal
Century Ins. Company	Demers, Albert	Québec
Phoenix Ass. Company	Delisle, J.-H.	Roberval
Continental Ins. Company	Demers, Albert	Québec
National Union Fire Ins.	Drouin & Drouin	Québec
Fire Ass. of Philadelphia	Drouin & Drouin	Québec
La Prévoyance	Duval, Jos.	Québec

<i>b.</i>	<i>a.</i>	
<i>Nom de la compagnie</i>	<i>Agent</i>	<i>Résidence</i>
Atlas Ass. Company	DeRouselle, A.	Montréal
Scottish National Union	Esinhart & Evans	Montréal
Western Ass. Company	Godin, Alfred	Québec
Phoenix Ass. Company	Gaudreau, L.-G.	Montréal
British Union Fire Ass.	Ginn, J.-O.	Richmond
Norwick Union Fire Ins.	Gordon Spohn & Co.	Montréal
Scottish Union National	Gomery, B.-V.	Montréal
Palatine Ins. Company	Gagnon, C.	Québec
Globe Rutger Fire Ins.	Gagnon & Cloutier	Québec
Security Ins. Company	Gagnon & Cloutier	Québec
Maryland Ins. Company	Gagnon & Cloutier	Québec
Stanstead Sherbrooke	Givernaud, inc.	Québec
Anglo Scottish G. Com.	Garneau, Ed.	Montréal
London Ass. Co.	Giroux & Côté	Québec
Sun Ins. Co.	Giroux & Côté	Québec
New Hampshire, Fire Ins.	Giroux & Côté	Québec
Yorkshire Ins. Co.	Giroux & Côté	Québec
Occidental Fire Ins.	Gauvin, Elz.	Québec
Franklin Fire Ins.	Garneau, R.	Québec
Maryland Ins. Company	Grenier, Gus.	Plessisville
Stanstead Sherbrooke	Grenier, Gus.	Plessisville
North British Mercantile	Grenier, L.-H.	Plessisville
Queen Ins. Co.	Grenier, L.-H.	Plessisville
Firemen's Fire Ins.	Gourdeau, F.-B.	Québec
L'Union Cie d'Ass.	Gagnon, J.-P.-A.	Montréal
Royal Ins. Co.	Gouin, A. J. & Cie.	Trois-Rivières
Yorkshire Ins. Co.	Gravel, A.-I. & Fils	Trois-Rivières
Royal Exchange Ass.	Gravel, A.-I. & Fils	Trois-Rivières
Occidental Fire Ins.	Howard, Tracy	Montréal
British Canadian Ins.	Hallé, J.-O.	Québec
La Prévoyance	Hamel, H.-P.	Québec
Hudson Bay Ins. Co.	Hébert, C.-D. & Fils	Trois-Rivières
Liverpool, London & Globe	Jacques, Nap.	Shawinigan
British Under. Agency	Jobin, A.-E.	Québec
Scottish Union & National	Jacobs, B. W.	Montréal
Scottish Union & National	Lamontagne, C.	Montréal
Guardian Ass. Co.	Langlois, H.-H.	Sherbrooke
Westchester Fire Ins.	Langlois, E.-J.	Montréal
Royal Exchange Ins.	Lachance, J.-Eug.	Québec
Ins. Company State Pens.	Lavoie & Lesage	Québec
British Colonial Fire Ins.	Lavoie & Lesage	Québec
London Lancashire Ins.	Legault, Alf.	Montréal
New Hampshire, Fire Ins.	Laviolette-Forget	Montréal
Royal Scottish	Laurent, J.	Montréal
Liverpool, London & Globe	Laurin, Cy.	Montréal
British Oak. Ins.	Leclerc, Eug., ltée	Québec
Queensland Ins. Co.	Leclerc, Eug., ltée	Québec
Quebec Fire Ins.	Leclerc, Eug., ltée	Québec
British Colonial Fire Ins.	Lemieux, Adj.-J.	Québec

<i>b.</i>	<i>a.</i>	
<i>Nom de la compagnie</i>	<i>Agent</i>	<i>Résidence</i>
St. Paul Fire & Marine	Lortie, Jean	Québec
Queensland Ins. Co.	Leblanc, O.	Montréal
British Colonial Ins.	Levasseur, P.-H.	Québec
Palatine Ins. Co.	Lewis-Appedale-Henson	Montréal
Canada Fire Ass.	Love, Alex.	Québec
Union Ass. Society	Mullins, J.-P.	Bromptonville
Cie d'Ass. Mont-Royal	Mullins, J.-P.	Bromptonville
Canada Ass. & Fire	Massey, G. M.	Québec
Scottish Union & National	Mahony, T. H. & Co.	Québec
Commercial Union Ass.	Marois & Beaudette	Montréal
London Lancashire Ins.	Massé, G.	Saint-Jean
London Canada Ass.	McOuat, J.	Brownsburg
British Colonial Ins.	Meunier, T.	Montréal
Phoenix Ass. Co.	Morin & Morin	Saint-Hyacinthe
Commercial Union Ass.	Marcotte, Arthur	Québec
Phoenix Ass. Co.	Marcotte, Arthur	Québec
Norwick Union Fire	Martel, J.-E.	Roberval
Rhode Island Ins.	Miville, J.-L.	Québec
New Hampshire Fire Ins.	Milot, J.-A.-F.	Louiseville
Commercial Union Ass.	Normandin, L.-P.	Montréal
Phoenix Ass. Co.	O'Halloran & Veautelet	Montréal
Hartford Fire Ins.	Philps	Huntingdon
Citizen Ins.	Philps	Huntingdon
Century Ins. Co.	Pouliot, D.-L., ltée	Québec
General Fire Corporation	Pouliot, D.-L., ltée	Québec
National Ben. Franklin	Pouliot, D.-L., ltée	Québec
Dominion Fire Ins.	Pouliot, D.-L., ltée	Québec
Firemen's Ins. Co.	Pouliot, D.-L., ltée	Québec
Quebec Fire Ins.	Pouliot, D.-L., ltée	Québec
New Hampshire Fire Ins.	Pagé, A.-H.	Knowlton
Cie d'Ass. Mont-Royal	Pagé, F.	Montréal
Quebec Fire Ins.	Poulin, Arthur	Québec
British General Ins.	Pratte & Côté	Québec
New York Underwriters	Pratte & Côté	Québec
Atlas Ass. Co.	Pratte & Côté	Québec
Autocar Fire & Acc.	Pratte & Côté	Québec
Scottish Metropolitan	Payette, F.	Sherbrooke
Western Ins. Co.	Payette, F.	Sherbrooke
Cie Trans-Canada	Pelland, J.-A.	Montréal
London Canada Ass.	Philbrick, E.-E.	Danville
La Prévoyance	Pigeon, J.-H.	Montréal
Queensland Ins. Co.	Paquet, A.-E.	Québec
Quinn Ins. Co.	Quinn Agency	Montréal
Mount Royal Ass.	Roy, J.-N.	Québec
State Ass. Co.	Roy, J.-N.	Québec
Liverpool, London & Globe	Reinhardt, L. A.	Québec
Northern Ass. Co.	Reid, F.-G.	Montréal
London Lancashire Ass.	Richard, L.-W.	Grand'Mère
Provident Ass. Co.	Rinfret, Rol.	Montréal

<i>b.</i>	<i>a.</i>	
<i>Nom de la compagnie</i>	<i>Agent</i>	<i>Résidence</i>
Union Ass. Co.	Rousseau, J.-E.	Trois-Pistoles
Globe Indemnity	Roy, J.-Eug. & Cie	Québec
Rhode Island Ass.	Roy, J.-Eug. & Cie	Québec
Cie d'Ass. du Canada	Rainville, Paul	Montréal
London Ass.	Raphael, H. W.	Montréal
Dominion of Canada G. Acc.	Roberts, E.	Montréal
Cie d'Ass. Générales	Racine, Pierre	Québec
North British & Mercantile	Scott, Art. E.	Québec
Phoenix Ass. Co.	Simard, Art., enr.	Montréal
London Ass. Co.	Starnes, H.-K.	Montréal
Security Ins. Co.	Starks, A.	Montréal
Liverpool, London & Globe	Spenard, Art.	Trois-Rivières
British America	Spenard, Art.	Trois-Rivières
General Fire Ins.	Spenard, Art.	Trois-Rivières
Cie d'Ass. Mont-Royal	Soc. d'administration	Montréal
Glens Falls Ins.	Tessier-Fages	Québec
Queens Ins. Co.	Tessier-Fages	Québec
Imperial Underwriters	Tessier-Fages	Québec
Scottish Canadian Ins.	Tessier-Fages	Québec
Imperial Ins. Co.	Tessier-Fages	Québec
La Prévoyance	Tessier-Fages	Québec
United British Ins.	Taskers	Montréal
Prudential Ass. Co.	Tremblay	Montréal
Queens Ins. Co.	Tourigny, Roger	Victoriaville
Ocean Acc. Gua.-Corp'n	Tremblay, Aug.	Victoriaville
Union Ass. Society	Véronneau, L.	Yamaska
Guardian Ass.	Vallée, J.-A.	Montréal
Quebec Fire Ins.	Vallerand, A.	Québec
Yorkshire Ins. Co.	Wickman & Wickman	Montréal
Great American Ass.	Wickman & Wickman	Montréal
Rochester Underwriters	Wickman & Wickman	Montréal
Commercial Union Ass.	Walker, G.-J.	Lachute
Security Ins. Co.	Walsh, M. J. & Sons	Montréal

Demande et dépôt de documents:

Aide à la colonisation et travaux de voirie dans le Témiscouata

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain) qu'il soit mis devant cette Chambre un état démontrant: quelle a été la somme globale des octrois accordés à chacune des municipalités du comté de Témiscouata pour aide à la colonisation, travaux de voirie ou autrement: *a.* en 1927; *b.* en 1928; *c.* en 1929; *d.* en 1930.

Adopté.

L'honorable M. Laferté (Drummond) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie d'un état démontrant: quelle a été la somme globale des octrois accordés à chacune des municipalités du comté de Témiscouata pour aide à la colonisation, travaux de voirie ou autrement: *a.* en 1927; *b.* en 1928; *c.* en 1929; *d.* en 1930. (Document de la session no 66)

Loi des pensions

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le

représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 243 modifiant la loi des pensions.

Adopté.

Loi de la division territoriale

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 204 modifiant la loi de la division territoriale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des syndicats professionnels

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 34 modifiant la loi des syndicats professionnels.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Quartier Saint-Laurent, Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 242 concernant le lot no 710 du cadastre du quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des assurances

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 modifiant la loi des assurances de Québec pour certaines fins soit maintenant lu une deuxième fois.

La clause principale touche l'assurance sur les enfants. Dans le projet de loi proposé, on permet une

police maximale de \$1,000 pour un enfant de 10 ans; le maximum actuel pour un enfant de 10 ans est de \$400. Étant donné que le dossier est important et qu'il serait souhaitable d'avoir l'opinion des compagnies d'assurances, je suggère que le projet de loi soit soumis au comité des projets de loi d'intérêt public.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Club Abitibi Fish and Game

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de Hull (M. Guertin) dont elle a été saisie vendredi le 13 mars courant:

Que cette Chambre exprime le vœu que le bail consenti par le gouvernement au Club Abitibi Fish and Game, pour les droits de pêche ou de chasse, sur les lacs Des Ormeaux, Barbue, Victoria, des Rats et autres dans les cantons de Northfield et Hincks du comté de Hull, ne soit pas renouvelé à son expiration le 31 décembre prochain.

L'honorable M. Laferté (Drummond): J'ai écouté avec beaucoup d'attention les remarques de l'honorable député de Hull. Le député de Hull est sorti des cadres de sa motion en critiquant la politique du gouvernement sur la location des lacs et rivières aux particuliers. La loi relative aux baux sera mise en vigueur avec encore plus de rigueur que dans le passé, si possible. La politique de louer des territoires n'est pas nouvelle, et nous avons bien l'intention de la suivre afin de protéger le public dans la mesure du possible. Elle remonte au régime conservateur de M. Mousseau en 1883. À cette époque, le gouvernement avait en vue d'apporter plus de revenus à la province. Elle a non seulement donné des revenus appréciables au Trésor, mais elle a en plus protégé le gibier et le poisson de la province.

Les particuliers à qui ces lacs et rivières sont loués maintiennent la richesse giboyeuse des terres de chasse et prennent des mesures pour garder les rivières poissonneuses, par des dépenses parfois fort considérables. La location des lacs est synonyme de protection. Le locataire d'un lac ou d'une rivière protège le poisson et, de plus, peuple les lacs d'alevins qui assurent la perpétuation de la race. Dans tous les baux que nous passons, il y a une clause pour la protection. On dit qu'il n'est pas juste de louer les principaux lacs et les principales rivières.

Malgré tous les baux que nous avons passés, il y a une quantité de lacs et rivières qui sont libres.

On prétend que le public n'a plus de lacs à sa disposition. On a reproché au gouvernement de priver nos habitants d'aller pêcher sur certains lacs. Il y a 549 lacs et rivières sous location, mais, rien que dans le Parc national des Laurentides de 4,000 milles carrés, il y a 1,500 lacs poissonneux où les amateurs peuvent faire la pêche. Ils ont à leur disposition 22 camps qui sont de véritables hôtelleries en pleine forêt. Nous avons l'intention d'ajouter à ce domaine royal d'autres régions dans le nord de Montréal. C'est mon intention de faire au lac Tremblant ce que nous avons fait dans le parc des Laurentides, une importante réserve nationale. J'espère qu'il sera bientôt possible d'avoir d'autres parcs nationaux répartis dans toutes les régions de la province où le public y aura toujours accès.

En plus, le département a pris des mesures qu'il fait observer de façon sévère, à l'égard des propriétaires et colons. Dans tous les contrats que nous passons, il y a une clause qui oblige d'ailleurs les locataires à laisser les propriétaires riverains et leur famille, qui ont besoin de nourriture, pêcher dans leurs lacs et chasser, et cette clause est respectée. Les locataires doivent aussi protéger leurs lacs et rivières. Ceci signifie la protection du public. Comme le public n'y a pas accès, nous ne sommes pas exposés à voir disparaître ces endroits où le poisson abonde.

Les touristes et ceux qui vont à la pêche sur les lacs loués dépensent des sommes d'argent importantes dans la province, pour acheter des provisions et payer les gardes et les guides. Je (M. Laferté) fais référence à un petit village où les sportifs dépensent annuellement entre \$15,000 et \$20,000 en achats de provisions en l'espace de quelques semaines, et personne voudrait que le gouvernement n'accordât plus de baux sur ces lacs. On évalue à \$5,000,000 les sommes dépensées chaque année par les locataires de clubs et de rivières. Ces clubs sont souvent le soutien de villages. Si nous voulions les faire disparaître, je crois que les citoyens de ces villages seraient les premiers à se plaindre.

Qu'arriverait-il si nos lacs et rivières étaient libres? Les lacs seraient bientôt vidés si l'on ouvrait tous les lacs et rivières de la province aux pêcheurs. Location veut dire protection. Ceci s'applique surtout aux rivières à saumon qui seraient vite dépeuplées si tout le monde y avait accès. Quelques années auparavant, dit-il, mon prédécesseur au ministère avait ouvert une rivière et, quelques années plus tard, les réserves du lac étaient épuisées. Je fais référence

particulièrement aux rivières à saumon. La protection du saumon dans ces rivières représente un approvisionnement en saumon pour la pêche commerciale. L'extermination du saumon, y compris les zones de reproduction dans la rivière, aurait comme conséquence qu'en très peu de temps, les pêcheurs qui vivent de la pêche commerciale perdraient leur travail. On en a une preuve dans le cas de la rivière Cap-Chat.

On a souvent attaqué la politique du gouvernement en affirmant que ces territoires et rivières étaient affermés aux étrangers. J'ai été au fond des choses. Mettons fin à une légende qui veut que tous nos lacs et rivières et les territoires de chasse soient loués à des Américains. Le département détient actuellement 549 baux pour location de lacs, dont 444 sont concédés à des Canadiens et 246 à des Canadiens français.

Le gouvernement, loin d'annuler les baux, va continuer cette politique pour la plus grande protection de nos forêts giboyeuses. Nous voulons continuer à protéger nos lacs et nos rivières dans l'intérêt des citoyens.

M. l'Orateur suppléant demande si la motion de M. Guertin sera adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) ne répond pas.

Des députés: Adopté. Adopté.

M. l'Orateur suppléant: Adopté.

La motion est adoptée².

Loi des licences

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 modifiant la loi des licences soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 22 de la loi des licences (Statuts refondus, 1925, chapitre 25), tel que modifié par la loi 20 George V, chapitre 24, section 2, est de nouveau modifié:

"a. En en retranchant les mots: "pourvu que le droit ne soit pas de moins de cinq dollars", dans les deuxième et troisième lignes du sous-paragraphe *d* du paragraphe 1°;

"b. En en retranchant les mots: "ni de moins de cinq dollars" dans la neuvième ligne du paragraphe 2°;

"c. En en retranchant les mots: "ni moins de cinq dollars", dans la troisième ligne du deuxième alinéa du paragraphe 3°;

"d. En en retranchant les mots: "ni être inférieur à cinq dollars", dans la onzième ligne du paragraphe 4°."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le gouvernement a l'intention de diminuer les taxes sur les maisons de pension, les hôtels de campagne, les distributeurs automatiques, etc.

D'après la loi actuelle, les hôtels de campagne doivent payer un droit de \$1 par chambre, et un minimum de \$5 même s'ils n'ont pas cinq chambres. Ce minimum est aboli. À l'avenir, les hôteliers qui placent moins de cinq chambres à la disposition des voyageurs paieront une taxe de \$1 par chambre, comme tous les autres hôtels.

M. Guertin (Hull): Quel nombre de votes le gouvernement espère-t-il retirer de cette mesure?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous n'en avons pas besoin, nous en avons amplement sans cela.

(Rires)

La même loi s'appliquera aussi aux maisons de pension et aux restaurants.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 47 de ladite loi est modifié en en retranchant le sous-paragraphe *c* du paragraphe 1."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Cette taxe n'a rapporté l'an dernier que \$250. Il ne vaut certainement pas la peine de l'imposer.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. L'article 92 de ladite loi est modifié en ajoutant au paragraphe 1 l'alinéa suivant:

"[[Les dispositions ci-dessus du présent article s'appliquent à toutes succursales établies dans cette province par un courtier, une société de courtiers ou une personne visées par lesdites dispositions, de même qu'à toutes compagnies ayant leur bureau-chef dans cette province et y faisant le commerce de courtier pour le compte ou le bénéfice d'un courtier, d'une société de courtiers ou d'une personne, dont la résidence ou la principale place d'affaires est en dehors de la province.]]"

L'étude de l'article 3 est suspendue.

Le comité propose un nouvel article 4, qui se lit comme suit:

"4. Les articles 100, 102 et 103 de ladite loi sont abrogés."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Cette clause abolit la taxe sur la vente de poudre à fusil; c'était une taxe imposée par l'ancien régime conservateur.

M. Tremblay (Maisonnette): S'agit-il de la poudre qui entrait dans la composition des bombes utilisées pour la chasse aux marsouins?

(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il y a de la poudre dans l'air³.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement va prendre la poudre d'escampette...

(Rires)

... aux prochaines élections. Les marchands n'auront plus besoin d'autorisation pour vendre cette poudre.

M. Guertin (Hull): C'est de la poudrerie ou de la poudre de riz.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Ne jetez pas de la poudre aux yeux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement est victime de pruderie!

Une voix à droite: Il n'est pas dans notre rôle de manier la poudrette.

Une voix dans les galeries: Voilà un débat saupoudré d'esprit.

Le nouvel article 4 est adopté.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. La section XIV de ladite loi comprenant les articles 118 à 122, inclusivement, est abrogée."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a une taxe imposée sur les distributeurs automatiques. Cette taxe nous a rapporté quelque mille dollars. Les distributeurs automatiques permis par la loi fédérale ne seront plus taxés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, depuis 1909 que la taxe est imposée, le gouvernement a retiré des revenus des "slot-machines"?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons fait une guerre à mort aux "slot-machines". Mais, il y a d'autres machines distributrices qui sont légales, quelques-unes pour la gomme; il y en a d'autres qui vous tirent l'horoscope moyennant cinq cents. C'est sans doute sur ces horoscopes que l'opposition se base pour gagner les élections.

(Rires)

Grâce à notre loi, vous pouvez faire cela sans avoir de droits à payer au gouvernement! Nous n'avons rien collecté des "slot-machines" depuis que la loi fédérale est en vigueur.

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) C'est extraordinaire comme nous avons de la misère à faire passer une loi pour abolir les taxes.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout comme le gouvernement King s'était basé sur son "five-cent speech". Ainsi, le régime s'est fait élire en 1897 en taxant le Parti conservateur de "taxeux" pour ces mêmes taxes qui ne représentent presque rien. En réalité, la réduction est de la poudre aux yeux.

L'article 5 est adopté.

L'article 6 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Travaux de la Chambre

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande l'ajournement au lendemain.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition est-il là?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est avec le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) ou le secrétaire provincial (l'honorable M. David)⁴.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité⁵:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prisons: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Le gouvernement ne peut adopter d'arrêtés ministériels qui viennent en contradiction avec les dispositions d'une loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières) parle de l'emprunt temporaire de \$3,000,000 contracté le 30 juin dernier, alors que les comptes de l'année se fermaient, et remboursé deux jours plus tard, alors que les comptes étaient fermés. De deux choses l'une dit-il: ou le gouvernement avait un surplus et alors il n'avait pas besoin d'emprunter les \$3,000,000. Et non seulement il n'en avait pas besoin, mais il n'y avait pas droit, car l'article 21 décrète que le gouvernement ne peut emprunter que pour couvrir un déficit. C'est donc preuve que le gouvernement a eu un déficit ou qu'il a agi illégalement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je vous savais de l'imagination, mais pas autant que cela.

(Rires)

Il n'y avait pas de déficit et il n'y avait rien d'illégal. Il promet de fournir toutes les explications à ce sujet lors de la discussion sur le budget.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec toute l'imagination que j'ai, je ne peux trouver bon le gouvernement actuel.

Il réclame l'aménagement du parterre devant le palais de justice de Trois-Rivières, aménagement promis deux fois par M. Galipeault et pas encore exécuté.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) promet d'y voir.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande des améliorations à la bibliothèque du palais de justice à Trois-Rivières.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) promet d'étudier la question.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au premier ministre ce qu'il entend faire avec la vieille prison et le palais de justice désaffectés de Sainte-Scholastique.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) dit qu'il n'a reçu aucune suggestion à ce sujet.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le terrain ne peut être employé à d'autres fins, sous peine d'avoir à le remettre au donateur. Une question de titres s'élèvera sur cette propriété si elle est employée à d'autres fins. Il promet au député de Deux-Montagnes de s'informer et de tenter d'obtenir des titres de cession définitifs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) promet de coopérer avec le gouvernement pour régler cette question et il suggère de remettre l'immeuble au donateur.

M. Tremblay (Maisonneuve): La droite pourrait en faire un local pour se réfugier après les élections.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ne gênez pas les choses.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prison, Rivière-du-Loup: réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932⁶.
Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi des établissements industriels, S.R., 1925, chapitre 182, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Guertin (Hull): Les rapports des inspecteurs des établissements industriels ne s'accordent pas du tout avec les rapports de la loi des accidents du travail. Les inspecteurs ont rapporté 1,343 accidents mortels et accidents graves. Or, la Commission des accidents du travail rapporte 2,927 cas d'incapacité permanente, et 19,850 cas d'accidents.

Il demande une surveillance plus étroite. Les établissements industriels de Hull n'ont pas eu la visite d'inspecteurs depuis plusieurs années. Il suggère que l'on se préoccupe davantage de faire respecter les lois dans l'industrie et exprime l'avis que tous les grands centres devraient avoir un inspecteur résidentiel.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les inspecteurs actuels travaillent consciencieusement et accomplissent leur tâche à la satisfaction du gouvernement provincial et du gouvernement fédéral. Ils font enquête quand des plaintes leur parviennent. Mon département, dit-il, prend toutes les mesures pour que les inspections soient faites régulièrement et on ne peut accuser le gouvernement de négligence. Je ne crois pas que la situation nécessite de nouvelles nominations.

M. Guertin (Hull): Le travail d'inspection des établissements industriels a été trop négligé dans le passé. Il réclame la nomination d'un plus grand nombre d'inspecteurs. Il veut que les inspecteurs soient mieux suivis. Si une inspection plus sévère était faite dans les usines, dit-il, les tragédies seraient beaucoup moins nombreuses.

Il soumet que le ministre des Travaux publics et du Travail a reçu de sévères reproches, au sujet du nombre de chômeurs, sur l'attitude du ministre à l'égard du problème du chômage.

L'étude de la résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Questions et réponses:**Fonds éducationnel**

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Le gouvernement a-t-il créé le fonds éducationnel prévu par la loi 16 George V, chapitre 45?

2. Ce fonds ne peut-il bénéficier qu'aux institutions d'enseignement primaire et d'enseignement universitaire?

3. Le gouvernement a-t-il l'intention d'en étendre l'application aux collèges classiques? Pourquoi?

4. Quelles sommes ont été perçues, chaque année depuis le 24 mars 1926, pour créer ce fonds éducationnel, en vertu de droits imposés: *a.* sur le bois destiné à la fabrication de la pulpe ou du papier; *b.* sur les revenus bruts du développement de l'énergie électrique servant à manufacturer les produits de la forêt; *c.* sur les forces hydrauliques possédées ou exploitées en vertu de titres de la couronne; *d.* sur toute compagnie d'utilité publique?

5. Ces sommes sont-elles sous la juridiction exclusive du gouvernement?

6. Est-ce l'intention du gouvernement d'en attribuer une partie ou la totalité aux comités catholique et protestant de l'instruction publique?

7. Quelles institutions enseignantes de la province ont bénéficié, chaque année depuis 1926, de ce fonds éducationnel?

8. Pour quels montants? À quelles conditions, pour quelles fins, dans chaque cas?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Non.

2. Voir section 7 de la loi ci-dessus.

3. Le gouvernement fera connaître ses intentions lorsque le fonds sera créé.

4. Rien.

5. Voir la loi ci-dessus.

6. Le gouvernement fera connaître ses intentions lorsque le fonds aura été imposé et prélevé.

7. Aucune.

8. Répondu par 7.

**Interdiction d'exporter
de l'énergie électrique**

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Est-ce l'intention du gouvernement de prohiber l'exportation de l'énergie électrique dans les autres provinces du Canada?

2. Quelle quantité d'énergie électrique est actuellement exportée de la province dans: *a.* la province d'Ontario; *b.* la province du Nouveau-Brunswick?

3. La permission d'exporter de l'énergie électrique dans les provinces voisines ne contribue-t-elle pas à attirer dans ces provinces voisines des capitaux et des industries qui, autrement, seraient tentés de se fixer dans notre province?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Le gouvernement fera connaître ses intentions en temps et lieu.

2. *a.* De l'usine des Quinze: 9,930 chevaux-vapeur (1930); de l'usine de Pagan: 102,040 chevaux-vapeur (1930); *b.* de l'usine de Mitis: 1,000 chevaux-vapeur (1926).

3. Cette question demande une expression d'opinion à laquelle le gouvernement n'est pas tenu de répondre. Voir article 565 du Règlement.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 23 mars 1931**Présidence de I. Vautrin**

La séance est ouverte à 8 h 50⁷.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la résolution du budget qui a été adoptée par le comité des subsides, vendredi le 20 mars 1931, à la troisième séance, et qui se lit comme suit: Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932, soit rescindée.

Adopté.

Questions et réponses:**Sommes versées au *Nouvelliste*
ou à la Cie de publication Le Nouvelliste ltée**

M. Crépeau (Sherbrooke): À quelles dates ont été payées les diverses sommes que *Le Nouvelliste* ou la Cie de publication Le Nouvelliste limitée a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-1930, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):*Administration de la justice:**Divers, Justice:*

1929	12 août.....	\$ 19.60
------	--------------	----------

Travaux publics et Travail:

1929	7 octobre	26.88
------	-----------------	-------

Voirie et Mines:

1929	7 septembre.....	200.00
------	------------------	--------

Terres et Forêts:

1929	26 septembre.....	122.40
	25 octobre	39.20
	26 novembre	78.40
1930	25 juin	15.12
	30 juin	20.00

Bureau du revenu:

1929	9 juillet	20.16
------	-----------------	-------

Commission des eaux courantes:

1930	17 avril.....	219.91
------	---------------	--------

**Sommes versées à *L'Éclaireur*
ou à *L'Éclaireur ltée***

M. Crépeau (Sherbrooke): À quelles dates ont été payées les diverses sommes que *L'Éclaireur* ou *L'Éclaireur* limitée a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-1930, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Voir la liste à la colonne suivante)

*Impression et reliure pour les deux
Chambres de la Législature:*

1929	19 août	\$ 2,000.00
	3 octobre	2,000.00

*Dépenses contingentes:**Département des Travaux publics et
du Travail:*

1929	23 juillet.....	12.00
	8 mai	4.00

Agriculture:

1929	1 ^{er} août	4.00
	4 novembre	70.20
	18 décembre.....	4.00
1930	8 janvier	99.95
	14 mai	51.84
	17 juin	445.42

Voirie et Mines:

1929	19 septembre.....	6.20
	25 novembre	7.00
	31 décembre.....	4.00
1930	17 avril.....	267.50

Terres et Forêts:

1929	26 novembre	4.00
------	-------------------	------

Colonisation, Chasse et Pêcheries:

1930	13 janvier	8.00
------	------------------	------

Archives provinciales:

1929	17 juillet.....	2,000.00
------	-----------------	----------

*Fonds pour promouvoir l'hygiène dans
certaines municipalités de la
province:*

1929	25 octobre	63.15
1930	21 janvier	1,285.60

**Sommes versées à *La Tribune*
ou à *La Tribune ltée***

M. Crépeau (Sherbrooke): A quelles dates ont été payées les diverses sommes que *La Tribune* ou *La Tribune* limitée a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-1930, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

*Impression et reliure pour les deux
Chambres de la Législature:*

1930	1 ^{er} mai	\$6,269.47
	30 juin	6,695.59

*Dépenses contingentes:**Département du secrétaire provincial:*

1929	29 juillet	120.00
------	------------------	--------

*Administration de la justice:**Shérif, district de Saint-François:*

1929	30 décembre	4.35
1930	30 juin	10.00

Divers, Justice:

1929	12 août	21.00
------	---------------	-------

Colonisation, Chasse et Pêcheries:

1929	9 décembre	5.00
------	------------------	------

Bureau du revenu:

1929	5 juillet	50.40
	29 juillet	259.04
	30 juillet	569.50
	13 août	254.09
	14 août	23.82
	14 août	638.26
	5 septembre	471.62
	10 septembre	101.52
	11 septembre	955.32
	13 septembre	52.96
	14 septembre	406.72
	3 octobre	206.22
	4 octobre	1,592.13
	16 octobre	123.15
	18 novembre	69.13
	26 novembre	73.41
	6 décembre	101.60
	30 décembre	158.12
1930	21 janvier	161.57
	4 février	470.91
	5 février	1,847.41
	7 février	3,039.70
	12 février	655.72
	25 février	615.59
	26 février	678.93
	27 février	18.59
	1 ^{er} mars	68.67

1930	19 mars	\$ 100.40
	20 mars	53.18
	28 avril	412.62
	29 avril	1,501.72
	9 mai	602.72
	9 mai	160.27
	4 juin	510.40
	5 juin	775.33

Timbres, licences, etc.:

1930	15 avril	310.75
	1 ^{er} mai	533.17
	5 juin	775.33

Loi des vues animées, Québec:

1930	20 février	5.00
------	------------------	------

Sommes versées au Canada ou à La Compagnie de publication du Canada ltée

M. Crépeau (Sherbrooke): À quelles dates ont été payées les diverses sommes que *Le Canada* ou La Compagnie de publication du Canada limitée a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-1930, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):*Élections:*

1929	17 juillet	\$ 20.00
1930	11 juin	30.00

*Dépenses contingentes:**Département du secrétaire provincial:*

1929	29 juillet	420.00
------	------------------	--------

*Administration de la justice:**Shérif, Montréal:*

1929	30 décembre	250.00
------	-------------------	--------

Divers, Justice:

1929	12 août	27.20
------	---------------	-------

Travaux publics et Travail:

1929	13 septembre	9.00
	13 septembre	9.00
	12 novembre	9.00

Agriculture:

1929	30 juillet	1,003.78
------	------------------	----------

Agriculture (suite):

1929	23 août.....	\$1,955.28
	25 septembre.....	1,937.60
	23 octobre.....	1,983.58
	25 novembre.....	150.00
	27 novembre.....	1,983.30
	18 décembre.....	18.00
	19 décembre.....	1,938.15
1930	27 janvier.....	1,989.70
	7 avril.....	2,032.57
	12 avril.....	1,983.34
	2 mai.....	1,914.37
	6 juin.....	1,900.43

Voirie et Mines:

1929	12 juillet.....	6.60
	10 août.....	28.00
	19 septembre.....	7.80
	4 octobre.....	16.40
1930	30 janvier.....	29.20
	22 mars.....	12.00
	28 mai.....	7.00
	18 juin.....	246.40
	30 juin.....	521.90

Voirie et Mines:

1929	22 juillet.....	1,891.60
	30 juillet.....	638.53
	24 août.....	638.34
	28 août.....	638.09
	11 septembre.....	636.78
	28 septembre.....	430.98
	5 octobre.....	422.98
	28 octobre.....	411.91
	5 novembre.....	411.57
	5 décembre.....	382.14
1930	8 janvier.....	380.30
	18 février.....	388.94
	18 février.....	554.74
	27 mars.....	379.45
	28 mai.....	469.44
	27 mai.....	545.78
	18 juin.....	545.06

Terres et Forêts:

1930	18 mars.....	12.00
------	--------------	-------

Colonisation, Chasse et Pêcheries:

1930	18 mars.....	18.00
------	--------------	-------

Bureau du revenu:

1929	5 juillet.....	56.00
1930	6 mars.....	18.00

*Commission des services publics,**Québec:*

1929	19 septembre.....	\$ 18.00
------	-------------------	----------

Commission des eaux courantes:

1930	21 février.....	7.50
------	-----------------	------

Agent général de la province à Londres:

1929	20 novembre.....	6.00
------	------------------	------

Agent général de la province en Belgique:

1929	29 novembre.....	12.00
------	------------------	-------

**Lots de Bellechasse
annexés à Dorchester**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 172 détachant certains lots du district électoral de Bellechasse et les annexant au district électoral de Dorchester, pour toutes les fins. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois.

**Code de procédure civile,
articles 196 et 217**

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 206 modifiant les articles 196 et 217 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi de l'instruction publique,
article 20**

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 211 modifiant l'article 20 de la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission des services publics

M. Bédard (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 210 modifiant l'article 28 de la loi de la Commission des services publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Attributions des conseils de comté

M. Casgrain (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 208 modifiant le Code municipal relativement aux attributions des conseils de comté soit maintenant lu une deuxième fois.

Les changements visent à se conformer au jugement récemment rendu par la Cour suprême du Canada.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Une très bonne loi, l'une des meilleures que vous ayez présentées.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

M. Casgrain (Témiscouata) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Casgrain (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des véhicules automobiles

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 205 modifiant l'article 41 de la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Exemptions de taxes

M. Fortin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 209 modifiant le Code municipal relativement à certaines exemptions de taxes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur

quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi des établissements industriels, S.R., 1925, chapitre 182, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Tremblay (Maisonnette) critique les inspecteurs et le sous-ministre Louis Guyon, et soutient qu'ils ont fait preuve d'incompétence ou de négligence. Il dit que des hommes dans les industries meurent en utilisant des machines à peindre, et ce, après trois ou quatre ans d'un tel travail. Lorsque des inspections étaient faites dans les grands ateliers, le contremaître recevait un appel l'avertissant qu'un inspecteur viendrait à une heure précise.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) demande que le député de Maisonnette (M. Tremblay) lui fournisse plus de détails parce qu'il n'est pas au courant de ces conditions. Il soutient que le sous-ministre travaille au sein du ministère depuis longtemps et qu'il le croit compétent.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois, dit-il, que le ministère devrait s'occuper lui-même du déneigement à partir du trottoir de Grande Allée devant les édifices législatifs. J'ai remarqué un poste de \$350 dans les *Comptes publics* qui aurait été versé à M. le juge Sévigny et je veux savoir si le juge faisait des travaux de déneigement.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Ce n'est pas le cas, dit-il, mais le poste est destiné à l'achat de livres que la Bibliothèque voulait acquérir et que le juge possédait.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel est le Moreau dont le nom apparaît dans les *Comptes*

publics. Est-il parent avec M. J. S. Moreau de Saint-Gervais?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Sirop d'érable!
(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement devrait faire une enquête sur les taux d'électricité dans les villes de la province et particulièrement ceux des villes de Québec et de Trois-Rivières. Je comprends, dit-il, que le gouvernement reçoit des taux préférentiels, particulièrement pour le palais de justice de Québec. Au palais de justice, ça n'a pas d'importance: la justice est aveugle.

(Rires)

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
Alors que les taux exigés du gouvernement sont généralement les mêmes que ceux exigés du consommateur ordinaire, le gouvernement a des taux réduits de la compagnie distributrice de l'électricité pour la consommation du palais de justice et du pont de Québec.

C'est conforme à la procédure habituelle dans le cas de gros utilisateurs. Le gouvernement n'a pas le pouvoir de demander une enquête.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a accordé sa clientèle à la firme locale de Marier et Tremblay, parce que l'un des membres de celle-ci s'est montré particulièrement coopératif lors des dernières élections.

Il parle des taux de la Quebec Power et dit que la ville de Québec avait fait appel à la Commission des services publics pour contester les taux actuels, mais qu'elle n'avait pas été capable d'obtenir satisfaction et qu'elle avait suggéré que le gouvernement fasse en sorte que les tarifs établis par la Quebec Power Company et la Shawinigan Power Company soient équitables.

Il réclame des pouvoirs plus étendus pour les corporations privées et les conseils municipaux qui veulent enquêter dans les livres des compagnies d'énergie électrique sur les taux de l'électricité. Le gouvernement devrait encourager davantage l'initiative privée en ce qui concerne l'électricité et ne pas donner de pouvoirs trop étendus à certaines compagnies.

Il avertit de nouveau le gouvernement de permettre avec prudence le développement des pouvoirs d'eau. Il pose une question concernant la loi de la radio.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
La loi de la radio viendra demain devant la Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On devait le faire la semaine dernière.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Il y a d'autres choses qui nous ont retenus, mais ça va bien.

M. Duplessis (Trois-Rivières) recommande l'économie dans l'entretien des édifices publics. Le gouvernement devrait suivre l'exemple du lieutenant-gouverneur actuel qui aurait dépensé \$30,000 ou \$35,000 de moins que son prédécesseur.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
Le gouvernement a un plus grand nombre d'édifices à entretenir, d'où la nécessité de faire voter une somme plus élevée à cette fin.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande si le M. Cauchon qui figure aux *Comptes publics* est celui qui a travaillé au palais de justice.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) répond dans l'affirmative.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre sait-il que des salaires de 30 sous de l'heure ont été payés?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
J'en ai entendu parler tout comme mon collègue.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que nous pensons tous deux de la même façon sur ce sujet?

(Rires)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les bureaux du gouvernement, Montréal: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Guertin (Hull): Il y a une grande disproportion entre le coût des divers bureaux. Les moins importants font plus de travail que les bureaux des grandes villes.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Les comparaisons pourraient être faites difficilement. D'ailleurs, le gouvernement fédéral, qui contribue pour 40 %, et le gouvernement de Québec sont satisfaits.

M. Guertin (Hull): À quels journaux sont distribuées les annonces?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Les annonces sont données aux journaux qui ont le plus de vente dans les milieux ouvriers et aux journaux ouvriers.

M. Guertin (Hull): Le plus gros montant a été donné à la *Gazette de Maniwaki* qui n'a de tirage que chez les cultivateurs de Maniwaki, une couple de cents environ, et ce n'est pas dans ce sa journal qui a la plus grande vente chez les ouvriers.

M. Authier (Abitibi) donne quelques explications sur le bureau d'Amos. Ces bureaux de placement, dit-il, font une excellente besogne dans sa région, notamment à Amos et à Rouyn.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce qu'il y a eu une délégation au sujet de la construction du chemin de fer à Chibougamau?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai reçu deux délégations à propos de ce chemin de fer. Il s'agit d'une voie ferrée de 200 milles de longueur qui coûterait \$15,000,000. On voudrait même se rendre à la Baie-d'Hudson. Comme l'opposition, on a beaucoup d'espérance! À la première délégation, j'ai suggéré de s'adresser à Ottawa pour savoir si le gouvernement fédéral est prêt à faire sa part. Je leur ai dit que le gouvernement était prêt à faire sa part si Ottawa faisait la sienne.

À la seconde, qui comprenait des représentants de propriétaires de mines, j'ai demandé si l'on était prêt à payer une partie du coût, car ce chemin de fer ne servira que pour les compagnies minières. Le sujet les intéressait beaucoup et ils espéraient en tirer profit. Il dit que les demandes d'aide sont supérieures à celles que le gouvernement espère honorer, mais, comme dans d'autres cas, le gouvernement est prêt à contribuer si le fédéral et les propriétaires de mines veulent faire leur part. Mais nous ne viendrons pas avec cette mesure au cours de la présente session.

M. Guertin (Hull) parle du chemin de fer Abitibi Southern. Il demande au gouvernement s'il ne croit pas que cette voie ferrée s'impose.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne le crois pas. Vous sautez d'un sujet à l'autre, ou plutôt, d'un chemin de fer à l'autre avec beaucoup de volubilité.

(Rires)

Les conditions qu'on nous a faites ne sont pas acceptables pour le moment. Le gouvernement en principe est prêt à faire sa part si le gouvernement fédéral est disposé lui aussi à aider une compagnie sérieuse qui s'intéresse à ce projet.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En 1916, Sir Lomer Gouin promettait un chemin de fer de Montréal à Amos. La promesse ne s'est jamais réalisée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Tâchez de toujours vous inspirer des discours de Sir Lomer; ils vous feront du bien. Il y a déjà un chemin de fer à Rouyn. Est-ce qu'un second s'impose pour le moment?

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 10 h 57.

NOTES

1. Il y a 18 députés à leur siège, selon *L'Événement* du 23 mars 1931, à la page 3.

2. La motion, selon *Le Devoir* du 24 mars 1931, à la page 2, est "adoptée, au grand amusement des galeries. M. Guertin rit sous cape et l'on s'aperçoit alors que la Chambre vient de voter précisément contre la politique prôchée par M. Laferté."

3. *L'Action catholique* du 24 mars 1931, à la page 10, ajoute ce commentaire: "La chasse en avion."

4. *Le Devoir* du 24 mars 1931, à la page 2, signale que les trois députés sont absents.

5. Sous la présidence de M. Authier. *Le Soleil* du 24 mars 1931, à la page 19, écrit que "M. Yvan Vallée, sous-ministre du département, a passé la journée en Chambre pour fournir à son chef tous les renseignements dont il pouvait avoir besoin."

6. *L'Événement* du 24 mars 1931, à la page 4, indique que la Chambre adopte \$50,000 pour palais de justice à Joliette. *Les Journaux de l'Assemblée législative* n'en font aucunement mention.

7. Dix-sept députés occupent leur siège, selon *L'Événement* du 24 mars 1931, à la page 4.

Première séance du mardi 24 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 35.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 204 modifiant la loi de la division territoriale;

- bill 205 modifiant l'article 41 de la loi des véhicules automobiles.

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre:

- bill 211 modifiant l'article 20 de la loi de l'instruction publique.

Construction de ponts

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 232 relatif à la construction de certains ponts dans la province.

Adopté.

Nomination et paiement
de certains officiers et employés

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 22 concernant la nomination et le paiement de certains officiers et employés.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer tous les officiers et employés nécessaires au bon fonctionnement de toute commission créée en vertu d'une loi générale ou d'une loi spéciale, lorsque la loi qui la crée n'y pourvoit pas; qu'il pourra également pourvoir à la rémunération de ces officiers et employés et que cette rémunération sera payable à même le fonds consolidé du revenu.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette résolution est trop vague. Il demande si les officiers de la Commission des assurances sociales sont inclus dans le projet de loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette commission est déjà couverte par un autre projet de loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette mesure aura pour effet de donner au lieutenant-gouverneur en conseil l'autorité d'annuler les décisions du Parlement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le projet de loi ne modifie aucunement les commissions déjà établies aux termes de la loi, mais il sera utilisé lorsqu'il deviendra nécessaire de créer ces commissions de façon périodique. C'est l'auditeur de la province qui en a fait la demande.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette mesure accorde au lieutenant-gouverneur en conseil carte blanche dans la nomination et le paiement des officiers de toute commission existante ou à être créée.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) obtient que la résolution soit adoptée à la prochaine séance.

Montreal & North-Western Railway

M. Authier (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 151 constituant en corporation The Montreal & North-Western Railway.

Adopté.

En comité¹:

M. Authier (Abitibi): Il y a eu de nombreuses chartes qui ont été accordées à des compagnies qui voulaient prolonger un certain chemin de fer de Montréal à l'Abitibi. Malheureusement, les années ont été difficiles. Les promoteurs sont MM. Jacques Hébert, courtier en valeurs immobilières, Errol Languedoc, avocat et conseil du roi, et William Bayliss, agent, tous de la cité de Montréal. Le projet des promoteurs est de construire un chemin de fer partant du nord de Montréal et se prolongeant par la voie la plus directe et la plus avantageuse jusqu'à des points de raccordement avec des lignes de chemin de fer actuelles.

Il explique l'importance d'un tel chemin de fer allant vers Amos, la capitale de l'Abitibi. Le chemin de fer passera sur la section transcontinentale et desservira Maniwaki, Mont-Laurier, Témiscamingue et Huberdeau où il sera relié au Canadien Pacifique. En raison de l'absence de ce chemin de fer, beaucoup d'activités commerciales s'effectuent en Ontario, au détriment de la province de Québec. La région du Nord-Ouest du Québec est riche à plusieurs égards et la construction d'un chemin de fer stimulerait le développement et l'exploitation de toutes ses ressources naturelles. Les développements faits dans l'Abitibi depuis une dizaine d'années ont donné des résultats satisfaisants. Avec une culture soignée et appropriée, on peut obtenir de très bons résultats dans l'Abitibi. Il fait allusion à une déclaration du député de Montréal-Dorion (M. Blain).

L'opposition critique le gouvernement sur sa politique d'accorder trop facilement des chartes de chemin de fer à des compagnies qui ne font rien ensuite et qui viennent renouveler leur charte tous les trois ou quatre ans.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question.

M. Authier (Abitibi): Le projet d'un chemin de fer existe depuis avant la guerre et le

gouvernement fédéral avait consenti à octroyer une subvention de \$1,000,000, mais la guerre a éclaté et le projet a été abandonné.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette charte remplacerait celle de la Southern Abitibi Railway? Est-elle expirée? Je ne suis pas certain, mais je crois que le projet a été abandonné et que sa période de cinq ans a pris fin. Le chemin de fer proposé est dans les intérêts de la colonisation et ouvrirait la porte à de riches ressources naturelles inexploitées.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je suis en faveur de la construction d'un chemin de fer entre Amos, Abitibi et Montréal. Nous devons venir au secours de l'Abitibi. Nous sommes en retard.

Cependant, j'entretiens des doutes, dit-il, au sujet de la ligne actuelle projetée. Tellement de choses ont été dites et si peu a été fait au sujet de la construction du chemin de fer dans le Nord-Ouest du Québec que mes doutes sont justifiés. J'aimerais bien que les chemins de fer n'existent pas uniquement sur papier, comme d'autres pour lesquels des chartes ont été accordées.

M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il est en faveur du projet mais il a des doutes sur sa réalisation. La politique de l'opposition est bien connue au sujet des chemins de fer. Ses membres ont toujours demandé que des moyens soient pris pour empêcher l'exploitation des ressources naturelles de l'Abitibi au profit de l'Ontario. Ce n'est pas la première fois que nous entendons parler de cette construction. Aussi loin que 1912², Sir Lomer Gouin déclarait au Monument National, à Montréal, que le gouvernement verrait lui-même à la construction d'un chemin se prolongeant jusqu'à la baie d'Hudson³ si cette voie n'était pas construite. Les ans se sont passés et cette promesse n'a pas été honorée pour l'instant. Des compagnies se sont formées, mais le chemin de fer ne s'est pas réalisé. Le premier ministre ne semble pas être en faveur des chemins de fer. Le projet de loi a été conçu de manière à donner avantage à la compagnie intéressée par ce chemin de fer, afin de lui permettre d'ignorer les obligations habituellement imposées sur les entreprises de ce genre. J'espère que les promoteurs actuels sont plus sérieux que leurs devanciers et qu'ils exécuteront leurs projets. Il demande que les promoteurs entourent les émissions de débentures pour la construction de la route de toutes les précautions nécessaires, afin de protéger l'épargne populaire, et ce, pour prouver leur bonne foi.

M. Authier (Abitibi): Ce sera quasiment impossible avant que la compagnie ne soit capable d'obtenir le capital nécessaire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Notre province est fort arriérée dans la construction ferroviaire et le gouvernement devrait s'y intéresser plus activement.

M. Guertin (Hull) parle de l'Abitibi Southern. Il demande si la compagnie en cause dans le nouveau projet de loi est plus sérieuse que la promotrice de l'Abitibi Southern? Il le demande au député d'Abitibi (M. Authier) qui est parrain du bill de l'Abitibi Southern.

M. Authier (Abitibi): C'est moi-même, dit-il.

M. Guertin (Hull) le prie de mettre les promoteurs en garde afin qu'ils ne fassent pas de cette initiative louable un ballon politique qui crèvera sans rien laisser, tout comme celui de l'Abitibi Southern.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien va coûter le nouveau chemin de fer?

M. Authier (Abitibi): Quarante mille dollars du mille. Le chemin de fer aura 250 milles. La corporation aura droit d'émettre des obligations pour un montant n'excédant pas \$50,000 par mille. Le capital initial de la compagnie sera de \$100,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce capital n'est pas suffisant, étant donné que le coût d'un chemin de fer est en moyenne de \$40,000 du mille.

M. Poulin (Montréal-Laurier) suggère un amendement afin d'exiger de la compagnie qu'elle commence les travaux d'ici 12 mois au lieu de 36.

L'amendement est rejeté.

M. Guertin (Hull): L'autre jour, en réponse à une question, le secrétaire provincial a dit que le gouvernement n'intervient pas à cet effet lorsque les subventions du gouvernement sont faites. Il se demande pourquoi il en a été décidé autrement et croit qu'il devrait y avoir une clause d'ordre général qui stipulerait que l'aide du gouvernement est destinée à la construction et que seulement la main-d'œuvre et les matériaux du Canada seront utilisés.

Les articles 1 à 9 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10.

Le comité ajoute ce troisième paragraphe dans l'article 10, qui se lit comme suit.

"Tous les matériaux qui seront employés dans la construction dudit chemin de fer et de ses embranchements seront autant que faire se peut, de provenance canadienne."

L'amendement est adopté.

L'article 10, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 12 à 21, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

Questions et réponses:

Commission des liqueurs de Québec

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans cette province, quelle est la valeur réelle de toutes les propriétés de la Commission des liqueurs de Québec et qui bénéficient: *a.* d'exemption de taxes municipales; *b.* d'exemption de taxes scolaires?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. La Commission des liqueurs à	
Montréal	\$1,269,683.40
La Commission des liqueurs à	
Québec	852,157.48

N. B. - Ces propriétés appartiennent au gouvernement et non à la commission; elles ne paient aucune taxe foncière ou scolaire, mais paient les taxes d'eau et taxes d'affaires.

Propriétés gouvernementales à Québec

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans la cité de Québec, quelle est la valeur réelle:

1. De toutes les propriétés appartenant à la province et qui bénéficient: *a.* d'exemption de taxes municipales; *b.* d'exemption de taxes scolaires?

2. De toutes les propriétés appartenant à la Commissions des liqueurs de Québec et bénéficient: *a.* d'exemption de taxes municipales; *b.* d'exemption de taxes scolaires?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. et 2. (Voir la liste ci-dessous)

Hôtel du Gouvernement.....	\$ 4,460,000.00
Annexe, rue Sainte-Julie	1,464,611.96
Les Serres.....	50,000.00
Palais de justice, Québec.....	3,217,439.00
Annexe, palais de justice de Québec.....	1,076,178.35
Commission des accidents du travail.....	75,000.00
Prison de Québec	965,000.00
Commission des liqueurs	852,157.48
École technique, boulevard Langelier, Québec.....	559,342.30
École technique Laval, chemin Sainte-Foy	260,000.00
École des arts et manufactures, rue Saint-Joachim.....	85,116.81
Musée provincial.....	1,500,000.00

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 24 mars 1931**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:**Corporation des écoles techniques ou professionnelles**

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. À quelle date la loi 7 George V, chapitre 49, créant la Corporation des écoles techniques ou professionnelles a-t-elle été mise en vigueur par proclamation?

2. À part les maires des cités de Québec, de Montréal et de Hull, quelles personnes composèrent cette corporation dès sa création, et depuis?

3. Quand expire le terme de cinq ans pour lequel des personnes furent nommées?

4. Est-ce l'intention du gouvernement de nommer de nouveau les mêmes personnes, sauf les maires de Québec, de Montréal et de Hull à la fin du terme de cinq ans?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Le premier novembre 1926, par proclamation publiée dans la *Gazette officielle*, le 23 octobre, page 3257.

2. Le secrétaire de la province; le directeur général de l'enseignement technique; le directeur de l'École des hautes études commerciales; un représentant des beaux-arts de Québec et Montréal: M. C. Maillard; un représentant de l'industrie et du commerce: M. E. McQuirk.

3. Le 1^{er} novembre 1931.

4. Oui, y compris les maires de Québec, de Montréal et de Hull.

Clause prohibant l'exportation d'énergie électrique

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Est-ce que toutes les ventes, tous les baux et toutes les concessions de forces hydrauliques dans lesquelles la province est intéressée et qui ont été consentis le ou après le 24 mars 1926, contiennent une clause prohibant l'exportation d'énergie électrique en dehors du Canada?

2. Cette clause a-t-elle été exigée dans tous les renouvellements de contrats, lors de l'expiration du terme du contrat originaire?

3. Est-ce que la dénonciation des contrats existants le 24 mars 1926, faite au ministre des Terres et Forêts, a eu pour effet de soustraire les intéressés à cette prohibition d'exporter?

4. Si oui, combien de compagnies se sont prévaluées de ce droit de dénonciation?

5. Lesquelles?

6. À quelle date dans chaque cas?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Oui.

2. Il n'y a pas eu de renouvellement.

3. Oui.

4. Une.

5. The Cedars Rapids Manufacturing Company.

6. 20 avril 1926.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les intentions du gouvernement seront connues en temps utile. L'Ontario obtient 9,330 chevaux-vapeur de l'installation Des Quinze, et 102,040, de l'installation

Paugan; d'autre part, le Nouveau-Brunswick obtient 1,000 chevaux-vapeur de l'installation Mitis.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que l'exportation de l'énergie électrique aux autres provinces ne contribue pas à attirer vers les provinces voisines le capital et les industries qui seraient intéressés à s'établir dans notre province, dans le cas contraire?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette question demande au gouvernement d'exprimer son opinion, ce qu'il n'est pas tenu de faire.

Beauharnois Light, Heat and Power Company

M. Tremblay (Maisonneuve): 1. À quelle date la Beauharnois Light, Heat and Power Company a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 103 ou à l'article 187 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Le 2 octobre 1930.

2. *a.* Hon. W. L. McDougald, Hon. P. Paradis, M. R.-O. Sweezy, M. R. A. C. Henry, M. H. B. Griffith, M. M. W. Wilson, M. Aimé Geoffrion, M. S. Godin, Jr., M. J. H. Gundy, M. G. H. Montgomery, M. A. F. White;

b. 360 Saint-Jacques-Ouest, Montréal; 17 Saint-Jacques, Québec; 660 Sainte-Catherine-Ouest, Montréal; 660 Sainte-Catherine-Ouest, Montréal; 660 Sainte-Catherine-Ouest, Montréal; 360 Saint-Jacques-Ouest, Montréal, 112 Saint-Jacques-Ouest, Montréal; 107 Craig-Ouest, Montréal; 360 Saint-Jacques-Ouest, Montréal; 26 King-Est, Toronto.

Beauharnois Power Corporation

M. Tremblay (Maisonneuve): 1. À quelle date la Beauharnois Power Corporation a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 103 ou à l'article 187 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Pas incorporée en vertu de la loi des compagnies de Québec (chapitre 223, S.R.Q., 1925).

2. ...

Marquette Investment Corporation

M. Tremblay (Maisonneuve): 1. À quelle date la Marquette Investment Corporation a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 103 ou à l'article 187 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Le 6 octobre, 1930.

2. *a.* R. O. Sweezy, R. W. Steele, F. S. Molson, H. B. Griffith, Henry Newman.

b. 660 Sainte-Catherine-Ouest, Montréal; 275 Saint-Jacques-Ouest, Montréal; 660 Sainte-Catherine-Ouest, Montréal, 660 Sainte-Catherine-Ouest, Montréal; 210 Saint-Jacques-Ouest, Montréal.

Beauharnois Electric Co. Ltd.

M. Tremblay (Maisonneuve): 1. À quelle date la Beauharnois Electric Co. Limited a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 103 ou à l'article 187 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Le 7 août, 1930.

2. *a.* R.-J. Beaumont, W. S. Hart, J. B. Challies, P. S. Gregory, Jas. Wilson;

b. Tous de Montréal.

Beauharnois Power Syndicate

M. Tremblay (Maisonneuve): 1. À quelle date la Beauharnois Power Syndicate a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 103 ou à l'article 187 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Pas incorporée en vertu de la loi des compagnies de Québec (chapitre 223, S.R.Q., 1925).

2. ...

Lots de Bellechasse annexés à Dorchester

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 172 détachant certains lots du district électoral de Bellechasse et les annexant au district électoral de Dorchester, pour toutes les fins.

M. Taschereau (Bellechasse) explique les amendements.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que cette Chambre adopte maintenant les amendements.

Adopté sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Loi de la division territoriale

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 204 modifiant la loi de la division territoriale.

Adopté.

En comité⁴:

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'an dernier, le gouvernement avait décidé de faire les élections et il avait ouvert de nouveaux comtés dans l'espoir de consolider sa situation chancelante. Saint-Maurice est un centre libéral. On a fait une erreur en l'oubliant, l'an dernier. Nous pouvons conclure que les divisions de l'an dernier étaient faites dans un but électoral. L'élection municipale de Montréal est venue bouleverser les projets d'élections du ministère.

L'on sait ensuite le résultat de l'élection au 29 juillet dernier. Aussi, le gouvernement se sent-il le besoin de refaire la besogne accomplie l'an dernier. Je ne puis accepter les amendements sans protester.

M. Lemieux (Gaspé): Aux dernières élections dans Gaspé-Nord, j'ai pris 70 polls sur 70.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

M. Lemieux (Gaspé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des véhicules automobiles

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 205 modifiant l'article 41 de la loi des véhicules automobiles.

Adopté.

En comité:

M. Dugas (Joliette): Ce bill a pour but de déterminer quelle vitesse un conducteur peut faire sur ce qu'on appelle improprement un boulevard de circulation. Un automobiliste n'aura pas à faire d'arrêt aux coins des rues débouchant sur les boulevards de circulation, par suite de l'adoption de cette mesure.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

M. Dugas (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de l'instruction publique, article 20

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 211 modifiant l'article 20 de la loi de l'instruction publique.

Adopté.

En comité:

Il s'agit d'ajouter le mot "légitime" aux ordres donnés au Conseil de l'instruction publique par le lieutenant-gouverneur en conseil. La Législature ne légifère pas seulement sur les cas présents, mais

aussi sur les cas futurs. Ce mot "légitime" se trouvait dans les lois de 1909 qui ont été révisées, mais il ne figure pas dans la révision de 1925, soit par oubli ou autrement de la part du commissaire spécial qui se trouvait être M. Charles Lanctôt.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'addition du mot "légitime" est absolument inutile car il s'agit des indications que peut donner le lieutenant-gouverneur en conseil au Conseil de l'instruction publique. Il est rendu inutile par d'autres clauses de la loi. Il s'agit là d'un pléonasme. J'ai parlé, dit-il, au directeur de l'enseignement et au secrétaire du comité catholique, et ils ne peuvent pas imaginer un cas où il serait nécessaire d'avoir le mot "légitime". L'amendement proposé est irraisonnable et injuste en ce qu'il suppose que le Conseil de l'instruction publique a accompli ou accomplira à l'avenir des actes illégitimes à lui imposés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Il est évident que le gouvernement n'a pas le droit de donner des ordres au comité catholique de l'instruction publique qui ne sont pas légitimes, car de tels ordres seraient *ultra vires* et hors de la compétence du Conseil exécutif. C'est la politique du gouvernement de ne pas s'ingérer dans les affaires du Conseil d'aucune façon et il a été démontré, à la suite d'une objection d'une source ministérielle, que considérer le Conseil capable d'émettre une instruction illégitime serait aussi absurde que de discréditer le roi pour un écart de conduite. Le gouvernement veut s'assurer que les pouvoirs et l'autorité du Conseil de l'instruction publique demeurent intacts.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Qui a demandé cet amendement?

M. Blain (Montréal-Dorion): Je le demande. N'importe quel député a le droit de demander qu'une loi soit amendée. Le Conseil de l'instruction publique est un auguste organisme et il peut déterminer ce qu'est une instruction légitime et licite.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce que le Conseil de l'instruction publique a été consulté?

M. Blain (Montréal-Dorion): À quel sujet? La loi ne dit pas qu'il est nécessaire de le consulter.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais est-ce que le Conseil de l'instruction publique l'a demandé?

M. Blain (Montréal-Dorion) dit que le Conseil ne lui a pas demandé et qu'il ne s'est pas informé, même par téléphone. Cependant, étant un conservateur, il veut conserver les anciens textes.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'inclusion du mot "légitime" ne signifie rien en soi. Pourquoi présumer que le lieutenant-gouverneur en conseil ordonnerait quelque chose d'illégal? Par la suite, on pourra dire que cet amendement a empêché le gouvernement de faire quelque chose de répréhensible qu'il avait envisagé. Ce serait ridicule et déraisonnable de dire, par exemple, que les juges doivent rendre des jugements légitimes ou légaux. L'amendement est une insulte pour les générations actuelles et futures.

Il propose que le comité se lève et que le bill soit déclaré non avenu, parce que ce mot ne donne aucune force à la loi.

M. Blain (Montréal-Dorion): Les juges sont assermentés.

L'honorable M. David (Terrebonne): Les ministres aussi, lorsqu'ils entrent en fonction. D'ailleurs, je n'admets pas qu'il y ait des hommes qui veuillent faire du Conseil de l'instruction publique un instrument politique. Nous nous sommes toujours efforcés de tenir l'instruction publique en dehors des partis politiques. Continuons donc.

M. Blain (Montréal-Dorion): Si le mot est un pléonasme, et on ne fait que redire ce qui existe déjà, si le gouvernement ne peut rien ordonner au conseil qui ne soit légitime, il ne peut alors y exister aucun mal à ce que le mot soit remis.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le mot "légitime" était superflu dans la première rédaction de la loi. C'est pourquoi ceux qui ont eu la charge de réviser les lois en 1909 ont décidé de l'enlever. On ne peut invoquer actuellement aucune raison pour modifier la loi. L'amendement n'est pas nécessaire puisqu'il sera de nul effet. Il n'ajoute rien, à mon avis. Qu'on me prouve qu'il ajoute quelque chose et je l'approuverai.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill du député de Montréal-Dorion (M. Blain) ne constitue pas une attaque contre le gouvernement, à moins que le gouvernement, qui connaît évidemment ses propres actes, n'estime que le mot "légitime" soit une réprobation de ses propres actes. D'ailleurs, il peut arriver qu'une loi soit mauvaise et que les ordres

légaux du lieutenant-gouverneur en conseil soient alors illégitimes. Et comme le conseil est chargé de protéger les droits des parents et de l'Église, qu'il est au-dessus de la politique, le mot "légitime" n'était pas inutile.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le comité plénier se lève.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, se lève sans faire rapport.

Manoir Montebello

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) appelle le débat sur l'affaire du manoir de Montebello⁵.

Le débat est remis à une séance ultérieure.

Charte de Montréal

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de Montréal-Mercier (M. Plante) dont elle a été saisie mercredi le 11 mars courant: Que le rapport fait à la Chambre, le 25 février 1931, par le comité permanent des bills privés en général sur le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, soit renvoyé audit comité avec instruction:

- a. d'entendre et de recevoir les représentations que pourra lui faire ou adresser toute partie intéressée à l'adoption de quelque disposition législative contenue dans ledit bill no 100;
- b. d'étudier ces représentations;
- c. de faire rapport de ses constatations, ainsi que de ses vues sur les représentations qui lui auront été faites ou adressées.

M. Crépeau (Sherbrooke) propose en amendement, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, désireuse de sauvegarder l'autonomie de la cité de Montréal, et vu l'abandon et le désistement annexés au rapport du comité permanent des bills privés en général fait à la Chambre, le 25 février 1931, concernant le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, ordonne le retrait dudit bill."

Des députés ministériels: Rejeté!

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste. L'opposition, dit-il, désire seulement défendre l'autonomie de la métropole avec cet amendement. La motion de l'honorable député de Sherbrooke est la consécration du principe de l'autonomie municipale et du respect des droits du promoteur. La cité de Montréal avait décidé de présenter un bill. Subséquemment, pour des raisons que la Chambre n'a pas à apprécier, car il s'agit d'un bill privé, propriété de son promoteur, la cité de Montréal a décidé de retirer son bill. Elle en avertit la Chambre, devant le comité des bills privés, par ses officiers compétents. Or, les règlements et la pratique s'accordent pour décider que la Chambre ne peut discuter un bill que son promoteur a déclaré abandonner.

La Chambre n'a rien d'autre à faire que d'intervenir. La droite a tort de vouloir réinstaller un bill que Montréal ne veut plus avoir. Je tiens à enregistrer ma protestation la plus énergique contre le geste de la députation de la droite. Au lieu de respecter l'autonomie de Montréal clairement manifestée par la décision du conseil municipal, le député de Montréal-Mercier, appuyé par le gouvernement, présente un amendement pour renvoyer le bill au comité des bills privés pour tout remettre en discussion. La motion initiale a été faite pour permettre aux membres de la droite d'attaquer l'administration de Montréal.

Contre cette requête du député de Montréal-Mercier, le député de Sherbrooke présente un amendement où il dit vouloir simplement sauvegarder l'autonomie de Montréal et, vu l'abandon et le désistement annexés au rapport du comité des bills privés en général fait à la Chambre, le 25 février 1931, concernant le bill de Montréal, ordonne le retrait du bill. Or, le gouvernement respecte l'autonomie de Montréal ou il ne la respecte pas. S'il la respecte, qu'il fasse droit au désir du conseil d'abandonner le bill et en ordonne le retrait.

Il regrette que la Chambre, simplement dans le but de jeter du discrédit sur l'administration de la métropole, ait permis de discuter cette motion du député de Montréal-Mercier (M. Plante) à laquelle on ne donnera aucune suite. La droite nous reproche fréquemment de critiquer les actes du ministère sous prétexte que nous faisons tort à la province. Vous nous donnez un bel exemple en critiquant le maire de Montréal parce qu'il est le chef de l'opposition.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Renaud, Sauvé Tremblay, 10.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bernard, Bissonnet, Bullock, Cantin, Caron, Casgrain, Charbonneau, Côté, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dugas, Farand, Francoeur, Gagnon (Kamouraska), Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreault (Rimouski), Papineau, Paquet, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Power, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Turcotte, Vautrin, 46.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Et le débat se continue sur la motion principale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition et le conseil municipal de Montréal ont décidé, au mois de décembre dernier, de présenter le bill de Montréal. Nous avons pensé à ce moment-là que le conseil municipal avait apporté beaucoup de travail et d'attention à ce sujet. Le projet est très volumineux. Il a été préparé à grands frais et avec beaucoup de soin. Le projet contenait plusieurs dispositions qui semblent avantager Montréal et aideraient la métropole à se développer. Ce projet de loi contient non seulement plusieurs dispositions qui avantageraient Montréal, mais aussi d'importantes dispositions qui seraient avantageuses pour les intérêts privés, pour les citoyens de la métropole et pour l'intérêt public en général.

Après le mois de janvier dernier, le conseil et l'honorable chef de l'opposition au comité des bills privés ont décidé de retirer ce bill. Maintenant, nous avons devant la Chambre une motion demandant que le bill retourne encore une fois au comité des bills privés pour que ceux qui ont des objections à son retrait puissent les faire connaître. Je pense qu'on nous rendra le témoignage que, depuis quelques années, nous avons toujours su respecter l'autonomie de Montréal et nous méritons d'être crédités en ce sens.

(Rires à gauche)

Des députés: Ça se voit!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pourquoi le maire de la ville de Montréal a-t-il décidé tout à coup de retirer ce projet de loi? Nous nous le demanderions encore si le chef de l'opposition, qui est maire de Montréal, n'avait déclaré lui-même que la cité de Montréal ne pourrait obtenir justice auprès du gouvernement de Québec et qu'il préférerait immoler ce bill plutôt que de risquer

de voir le gouvernement greffer des amendements au détriment de l'autonomie de Montréal.

Le chef de l'opposition a grand tort de parler ainsi. Cette déclaration et son attitude sont assez extraordinaires et injustifiées. Il connaissait le gouvernement; alors, pourquoi a-t-il présenté le bill? Lorsque le bill a été étudié par le conseil municipal de Montréal et qu'il a été adopté en première lecture ou en deuxième lecture ici, le chef de l'opposition et la ville savaient à quoi s'en tenir sur la députation libérale et savaient à ce moment-là si leurs craintes étaient fondées ou non. Je ne pense pas qu'il y avait raison d'avoir peur.

Cependant, si réellement le conseil de ville de Montréal et le chef de l'opposition entretiennent des craintes, je crois pouvoir dire au nom de mes collègues et de moi-même, et je crois que j'ai quelque autorité pour parler en leur nom, que, si le bill est présenté au comité des bills privés et qu'il y est étudié, nous ne grefferons pas un seul iota sur ce bill-là. De plus, j'affirme que nous allons l'étudier et adopter tout ce qui est selon nous dans les meilleurs intérêts de la ville. Je suis également prêt à déclarer devant la Chambre et ma province que je suis prêt à adopter tout ce qu'il y a sur ce bill et que nous retirerons toutes les dispositions auxquelles la ville de Montréal aura des objections. Mon collègue, le secrétaire provincial (l'honorable M. David), a fait une déclaration similaire, l'autre jour.

Je ne veux pas que le maire de Montréal, qui est aussi le chef de l'opposition, aille ensuite dans les faubourgs de Montréal soulever la population contre nous au cours de la prochaine campagne électorale en disant: "Nous avons si peu confiance en l'administration de Québec que nous n'avons pas voulu lui laisser étudier ce bill. Voyez, nous avons été obligés de retirer notre bill qui était nécessaire pour Montréal." Il a dit que s'il avait continué son bill en Chambre, il n'aurait pas obtenu justice et que le Parti libéral aurait violé l'autonomie de Montréal. Nous ne l'avons jamais fait et nous aurions été capables de rendre justice à qui de droit.

Maintenant, si Montréal veut encore retirer son bill, c'est son affaire, mais je tenais à faire cette déclaration devant la Chambre et toute la province, au nom du parti - et je crois avoir le droit de parler au nom du parti - que, si le projet de loi est présenté devant le comité des bills privés, nous ne grefferons pas un iota. Nous retirerons tout ce à quoi Montréal aura objection et nous donnerons la liberté d'examiner les clauses que Montréal veut soumettre. Si Montréal insiste sur le retrait, très bien, mais je veux faire cette déclaration devant la Chambre et la

province. Quant à nous, nous sommes disposés à étudier les clauses que l'on voudra faire accepter. Nous avons toujours respecté l'autonomie de Montréal et nous continuerons de le faire.

(Applaudissements)

M. Blain (Montréal-Dorion)⁶ demande la permission de poser une question.

(Il obtient la permission)

Lors de la loi de Montréal autorisant la construction de tunnels dans la métropole sous le canal Lachine, le premier ministre a parlé de son respect pour l'autonomie de Montréal. Ne se rappelle-t-il plus qu'il y a un mois, il violait l'autonomie de Montréal en obligeant la cité à soumettre les plans de son tunnel de la rue Wellington, alors que la province ne contribuait pas un sou? Le gouvernement avait insisté pour que les plans soient présentés au ministre de la Voirie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

On proteste, mais nous avons approuvé la loi relative aux tunnels de Montréal et voté une somme, alors que les plans pour les deux tunnels n'étaient pas même prêts; nous voulions aider les chômeurs et la ville de Montréal. L'opposition reproche elle-même au gouvernement de faire voter des projets de construction sans soumettre les plans définitifs à la Chambre⁷.

Quelques jours après, l'opposition n'avait pas voulu approuver les travaux de la prison des femmes à Québec sans avoir les plans. Nous ne voulions pas que vous puissiez aller à Montréal dire que nous avions retardé les travaux inutilement.

(Applaudissements)

Si vous avez d'autres questions à nous poser, allez-y. Je suis prêt à vous répondre.

(Rires)

M. Guertin (Hull): Québec n'a rien à faire avec Montréal, ce n'est pas à elle à dire où les poteaux ou les trottoirs seront situés. Pourquoi alors Montréal est-elle venue avec un bill à Québec? Me sera-t-il permis de faire certaines remarques au sujet de déclarations qui ont été faites? On semble vouloir soulever ce débat pour tenter de prouver qu'il y a de la politique dans l'administration de Montréal. Le conseil de ville de Montréal ayant décidé par une grande majorité le retrait de son bill, le gouvernement n'avait qu'une chose à faire: respecter cette décision, sans chicaner les autorités municipales sur l'opportunité de cette décision. Le

gouvernement voulait en réalité profiter du bill pour attaquer l'administration de Montréal.

Trop souvent, les législateurs de cette province se substituent aux conseils municipaux et, lorsque ces derniers veulent retirer un bill, on ne devrait pas hésiter à se rendre à leur demande. Le gouvernement prétend qu'on fait de la politique à Montréal avec cette question. Cependant, le premier ministre lui-même intervient dans les affaires des conseils municipaux pour se préparer des candidats. Il a exprimé son choix pour le candidat à la mairie de Maniwaki. Il lit un article du *Droit* où il est question de Hull et de Maniwaki.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je regrette d'avoir à soulever un point d'ordre. Que l'honorable député reste à Montréal!

(Rires)

Il lui demande de prendre un billet de retour vers le bill de Montréal. Si ce M. Legault dont vous parlez se présente contre vous, vous en serez probablement la première victime!

M. Guertin (Hull): Le Parti libéral n'a jamais rien fait autre chose que de la politique avec les conseils municipaux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Il lit la résolution. La motion présentée par le député de Montréal-Mercier (M. Plante) est illégale parce qu'elle contient trois instructions au comité, plutôt qu'une seule. May dit qu'un membre ne peut proposer plus qu'une instruction.

L'honorable M. David (Terrebonne): Est-ce qu'il ne veut pas dire qu'un député n'a pas droit de proposer trois instructions différentes?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Un député, dans sa motion, peut donner des instructions au comité; et d'ailleurs, dans le cas actuel, toutes les instructions se tiennent et n'en forment qu'une à proprement parler. Si mon honorable ami voit trois instructions différentes, il est fort dans sa table de multiplication.

(Rires)

M. Blain (Montréal-Dorion): Chacune des instructions ne vise qu'une chose à la fois.

M. l'Orateur: Je prends le point d'ordre en délibéré. Je rendrai, dit-il, ma décision à la prochaine séance.

**Écoles d'agriculture et
Société coopérative fédérée des agriculteurs**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 245 modifiant la loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose: Qu'un montant de sept cent mille dollars sera affecté à l'établissement, l'agrandissement, l'aménagement et l'outillage d'écoles d'agriculture dans la province de Québec, au lieu du montant de six cent mille dollars déjà accordé par la loi 20 George V, chapitre 7, section 1, et que le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avancer et payer à même le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence de cette somme de sept cent mille dollars, sur les certificats du ministre de l'Agriculture, les montants requis pour payer, en tout ou en partie, le coût des constructions ou défrayer celui des améliorations ci-dessus mentionnées.

Il (l'honorable M. Godbout) donne sur ce point des explications.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il s'agit d'augmenter de \$100,000 le montant de \$600,000 voté l'année dernière pour les mêmes fins. Nous voulons diffuser l'enseignement agricole pratique. Le gouvernement se propose, par cette résolution, d'affecter une somme de \$100,000 du \$700,000 pour la construction d'une école moyenne pratique d'agriculture à Sainte-Martine, dans le comté de Châteauguay.

Il y a actuellement trois écoles supérieures d'agriculture dans la province: l'une à Oka, l'autre à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, et l'autre à Sainte-Anne-de-Bellevue, le Collège Macdonald. Il y a une

école moyenne à Rimouski et il y aura une école à Sainte-Martine.

M. Renaud (Laval) parle de la loi des faillites en ce qui concerne les cultivateurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) partage son opinion sur cette question, mais lui demande d'attendre la discussion d'une motion inscrite à l'ordre du jour au sujet de cette loi. Je ne blâme pas le député d'en parler. Il est d'avis que c'est une mauvaise loi. C'est aussi mon opinion.

M. Duplessis (Trois-Rivières), M. Renaud (Laval) et M. Sauvé (Deux-Montagnes) entreprennent un débat.

M. Renaud (Laval): L'an dernier, le ministère de l'Agriculture s'était fait voter \$600,000. Cet argent n'a pas été dépensé. Si on vote le montant de \$700,000, qu'on le dépense pour le bien-être de l'agriculteur au lieu de crier qu'on l'aime! Le gouvernement devrait moins crier qu'il aime le cultivateur et lui voter plus d'argent.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La Chambre avait autorisé le ministère à retarder la construction de l'entrepôt, et le ministère a cru devoir attendre des circonstances plus favorables.

M. Duplessis (Trois-Rivières) se déclare favorable à la construction de cette école d'agriculture à Sainte-Martine, mais il croit qu'on aurait dû procéder par voie de bill spécial.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): On a procédé par résolution portant à \$700,000 un crédit de \$600,000 déjà voté, afin de pouvoir dépenser pour autres fins agricoles ce qui restera de cet argent, le cas échéant.

M. Blain (Montréal-Dorion): La Coopérative fédérée aura-t-elle un octroi cette année?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Non, et aucune demande dans ce sens n'a été faite.

M. Blain (Montréal-Dorion): La Coopérative a cependant un assez lourd déficit.

M. Renaud (Laval): Il y a non seulement une crise agricole, mais il y a aussi disparition presque complète du crédit agricole. Le gouvernement devrait

donner une aide plus prononcée à l'agriculture, même au risque de donner moins pour le reste. Il pourrait accorder des primes sur le beurre, le fromage, etc.

M. Lemieux (Wolfe): Si le crédit rural est entamé, la faute en est à la loi des faillites.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le plus grand protagoniste de la loi des faillites que condamne le gouvernement était M. Samuel Jacobs, député libéral, et la loi a été votée par le Parti libéral y compris M. A. McMaster, alors député.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 245 modifiant la loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 245 modifiant la loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Décisions de l'Orateur:

Amendement du député de Montréal-Mercier au bill 100 de Montréal

M. l'Orateur rend sa décision sur l'objection soulevée, ce jour, par le représentant de Trois-

Rivières (M. Duplessis) à la motion du représentant de Montréal-Mercier (M. Plante): Que le rapport fait à la Chambre, le 25 février 1931, par le comité des bills privés en général sur le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, soit renvoyé audit comité avec instruction:

- a. d'entendre et de recevoir les représentations que pourra lui faire ou adresser toute partie intéressée à l'adoption de quelques dispositions législatives contenues dans ledit bill no 100;
- b. d'étudier ces représentations;
- c. de faire rapport de ses constatations, ainsi que de ses vues sur les représentations qui lui auront été faites ou adressées.

M. l'Orateur: La motion, dit-il, est régulière. Un député ne peut pas proposer plusieurs motions portant des instructions, mais il peut proposer une motion donnant à un comité instruction de faire plusieurs choses. (Cf. May, 11 éd. p. 936, 943).

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vote.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bullock, Cantin, Caron, Casgrain, Charbonneau, Côté, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dufour, Farand, Francoeur, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Papineau, Paquet, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Power, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Turcotte, Vautrin, 46.

Contre: MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Renaud, Sauvé Tremblay, 10.

Ainsi, la motion est, en conséquence, adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 11 modifiant les articles 2174a et 2175 du Code civil;
- bill 24 concernant les écoles ménagères provinciales;
- bill 49 modifiant la loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930;
- bill 239 modifiant la loi 31 Victoria, chapitre 38, constituant en corporation le synode du diocèse de Montréal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, ses amendements aux amendements faits par le Conseil législatif au bill 82 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

Demandes de documents:

École no 4 d'Oka

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance entre toute personne et le gouvernement, depuis le 1^{er} janvier 1926 à date, au sujet de l'école no 4, municipalité d'Oka, comté de Deux-Montagnes.

Adopté.

Remboursement de droits:

Association agricole des Cantons de l'est

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), que, vu que le bill 147 modifiant la charte de l'Association agricole des Cantons de l'est, a pour objet de favoriser l'agriculture dans cette province, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Montreal & North-Western Railway

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill 151 constituant en corporation The Montreal & North-Western Railway.

M. Authier (Abitibi) propose que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

M. Authier (Abitibi) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour étudier de nouveau ce bill.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 concernant les Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Écoles ménagères

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 226 modifiant certaines lois concernant les écoles ménagères provinciales.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'ordre du jour soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit retiré.

M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère d'un ton moqueur que l'on renvoie le bill au comité des bills privés pour savoir pourquoi le promoteur retire le bill.

Adopté. Le bill est retiré.

Arrondissements scolaires

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 233 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux

arrondissements scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

Loi de l'assistance publique

M. Bédard (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 179 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bédard (Québec-Comté) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 24 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 45.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège:

Article du Canada

M. Tremblay (Maisonneuve): *Le Canada*, journal ministériel, a lancé ce matin une grande nouvelle: "M. William Tremblay, fonctionnaire municipal." Le journal a annoncé, dit-il, que je ne serai pas candidat aux prochaines élections. Cette nouvelle est fausse et a été lancée dans un but politique évident, pour faire croire que je ne resterai pas fidèle à mes électeurs.

Je tiens à avertir *Le Canada* que je me présenterai de nouveau à la prochaine élection, et

comme mes électeurs me connaissent, je serai élu et j'aurai encore l'honneur de siéger de nouveau dans cette Chambre l'an prochain. Si le premier ministre désire encore des candidats défaits, il n'a qu'à les présenter dans mon comté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je crois que les deux nouvelles sont erronées.

(Rires)

Asiles et autres institutions

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 45 concernant certains asiles et autres institutions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 45 concernant certains asiles et autres institutions.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les résolutions ne sont pas même encore imprimées.

Adopté.

Brefs de prohibition et de certiorari

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 198 modifiant le Code de procédure civile relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari*.

Ce projet de loi est la continuation de la politique de l'opposition et de ses efforts pour rétablir les brefs de prérogative disparus, tels que le *mandamus*, le *certiorari*, l'*habeas corpus*, etc. Nous avons à la tête de la province un gouvernement qui se vante d'être progressif. Mais, au point de vue législation, il est certainement le plus rétrograde que jamais nous ayons eu.

(Rires à droite)

Par les mesures adoptées ces dernières années, le gouvernement a aboli les brefs de prohibition et de *certiorari* dans certains cas, qui ont privé les citoyens ordinaires de la protection à

laquelle ils avaient droit. Ces brefs de prérogative avaient été gagnés de haute lutte par nos pères et nous avaient coûté des années d'efforts et de combats. Ils sont à la base de la liberté individuelle. Cependant, année après année, le gouvernement du Québec, qui se dit libéral, a privé les citoyens de la province de ces précieux privilèges. Le moyen le plus radical de faire disparaître ces brefs, c'est d'abroger les lois qui les concernent. Le gouvernement actuel les a abolis d'un trait de plume.

Le bref de prohibition est une prévention, une mesure en vertu de laquelle un citoyen, traduit illégalement devant les tribunaux, peut empêcher la continuation de procédures injustes et dommageables, et qui peuvent lui causer un mal irréparable dans ses biens comme dans sa réputation. C'est dire que le Code applique à l'organisme légal le principe qui veut qu'une once de prévention vaut mieux que 10 livres de guérison. Et le principe vaut pour la liberté, l'honneur et les biens d'un citoyen, qui peut, par le bref de prohibition, empêcher des injustices dont les conséquences ne pourront être complètement réparées. Et, dans le cas présent, il ne s'agit pas seulement de brefs de prérogative enlevés uniquement pour une loi, mais de libertés que l'on a supprimées dans leur application générale en pratique. Il convient que les citoyens arrêtés mal à propos puissent se servir du mode préventif. Je veux le rétablissement du bref de prohibition.

En ce qui concerne le bref de *certiorari*, il existe, mais il est entouré, hérissé de trop de formalités onéreuses et coûteuses qui constituent une entrave à la liberté des citoyens de cette province. C'est là un second moyen de faire disparaître une mesure. Les mesures rendent impossible la mise en pratique des brefs de prérogative. Ces deux brefs étaient des lois libérales au sens large du mot, mais qui ont été supprimées par le gouvernement actuel qui est un gouvernement "liberticide".

Auparavant, il suffisait d'une simple requête devant un juge de la Cour supérieure pour obtenir l'émission d'un bref de prohibition; maintenant, il faut soit l'autorisation du juge en chef ou du juge en chef suppléant, comme ça peut être le cas, ou en son absence, celle de deux juges. Il se peut, comme il arrive souvent, que le juge en chef ne soit pas disponible, et que les deux juges, lorsque nantis, ne peuvent pas s'entendre sur l'émission d'un bref. Alors, aucun recours n'est possible de cette manière. L'autorité du juge en chef n'est pas supérieure à celle d'un autre juge de la Cour supérieure, sauf au sujet de l'altération des registres. Pourquoi lui imposer ce travail?

On conçoit ce que ces restrictions amènent en pratique. On dira que les restrictions apportées avaient pour but de faire respecter certaines lois. Mais une loi basée sur la violation des brefs de prérogative, qui sont la base des libertés individuelles et la sauvegarde du citoyen, est une mauvaise loi qui engendrera la violation de la loi même qu'on veut faire observer. Car les lois ne seront respectées que si le peuple les juge respectables.

On affirmera également que ces brefs retardent les procédures. Tout d'abord, des procédures ne sont pas dilatoires tant qu'elles redressent des griefs et assurent la justice aux citoyens. Il est possible de dire que les changements de 1929 visaient à accélérer la procédure, mais il n'y a pas de procédure qui pourrait être considérée obligatoire lorsqu'il s'agit d'une arrestation illégale, ou de garantir justice à ceux qui ne l'ont pas eue en raison d'une erreur, comme cela arrive souvent. Et puis, comment se fait-il, puisque l'on prétexte la nécessité de faire observer la loi pour abolir les brefs de prérogative, que seule dans l'Empire britannique la province de Québec ait aboli pratiquement les brefs de prohibition et de *certiorari*? La loi est aussi bien observée ailleurs qu'ici, et pourtant, l'on n'a pas enlevé aux citoyens ces libertés essentielles. Je ne veux pas, dit-il, en faire une affaire politique. Je veux donner l'occasion au gouvernement de se reprendre et de rétablir ce qui faisait autrefois l'orgueil de notre province. Je veux que ce projet de loi puisse rétablir ces privilèges traditionnels.

M. Taschereau (Bellechasse): L'honorable député de Trois-Rivières a voulu faire croire que tous les brefs de prérogative ont été abolis et que la liberté des citoyens a été mise en péril. Lorsque la loi a été passée en 1929, ni le bref de prohibition, ni le bref de *certiorari* n'ont été complètement abolis, mais on a voulu protéger les citoyens. Je crois que l'on ne doit pas revenir sur les amendements parce qu'ils protègent la Législature et les citoyens. Le seul amendement apporté par la loi de 1929 a été celui exigeant l'avis au procureur général pour les émissions de brefs de prohibition et de *certiorari*. Ces amendements à la loi sont sages et ont pour but d'empêcher des abus.

Le bref de prohibition n'est pas aboli, mais seulement suspendu, lorsqu'il y a appel, car le bref de prohibition ne s'appliquait que là où le tribunal excédait sa juridiction. Du moment qu'il y a droit d'appel, les droits du citoyen sont sauvegardés. La liberté individuelle n'est pas détruite par la présente législation. Il n'est pas exact de dire que le citoyen

arrêté mal à propos ne peut plus avoir de recours. Le citoyen a tous les recours voulus en vertu de la loi. Tous les citoyens ont le droit d'aller en appel contre le jugement d'une cour de petite juridiction. Le bref de prohibition était un obstacle à la diligence de la justice.

Quant au bref de *certiorari*, le changement apporté est à l'effet que le procureur général soit avisé de l'action, et ceci semble raisonnable. Assurément, le procureur général devrait défendre en cour les lois adoptées par l'Assemblée législative lorsqu'elles sont attaquées au sujet de leur constitutionnalité. En pareil cas, la loi oblige le requérant à donner avis au procureur général.

Dans le cas de l'arrestation d'une personne, le bref de prohibition devra toujours être maintenu lorsqu'un tribunal inférieur excède ses compétences; le bref de prohibition ne s'applique alors que sur le droit et non sur le fait. Et autrefois, l'erreur sur le fait, tout comme aujourd'hui, ne pouvait être redressée que par l'appel. Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) a tort de dire que le bref de prohibition n'empêchait pas l'arrestation d'une personne. Le bref de prohibition n'a pas force de loi dans les cas où il y a appel seulement. De plus, les citoyens ont été protégés, car on leur a réservé un recours pour appeler d'un jugement.

Avant 1929, le bref de prohibition avait donné lieu d'ailleurs à des abus intolérables. Dès qu'une plainte était portée devant une cour criminelle, on n'avait qu'à aller en Cour supérieure et demander un bref de prohibition. Si la Cour supérieure refusait le bref, il y avait appel de ce refus à la Cour d'appel. Si le bref était accordé, puis rejeté, il y avait encore appel à la Cour supérieure, et le cas pouvait encore retourner en Cour d'appel, en sorte que les procédures étaient interminables.

Ce que le gouvernement veut, c'est empêcher les bandits et d'autres indésirables d'échapper à la justice en utilisant des moyens dilatoires. Il est nécessaire de protéger le gouvernement et la justice en général contre les abus du passé, lorsque les personnes de mauvaise réputation peuvent déjouer les fins de la loi pendant des mois et des années avec les brefs de prohibition et de *certiorari*. Dans le passé, les délais dans certaines causes étaient beaucoup trop longs, ils entraient la tâche des tribunaux. J'ai souvent entendu mon confrère, le député de Trois-Rivières, se plaindre de la lenteur de la justice; cependant, celui-ci ne veut pas d'amendements au Code, qui éviteraient des délais d'un an ou deux. Les amendements apportés à la loi en 1929 ont eu pour effet l'expédition plus rapide de

la justice et le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) ne devrait pas se plaindre de cela.

Contrairement à ce que dit l'honorable député de Trois-Rivières, l'*habeas corpus* n'a jamais été aboli par la loi des liqueurs. Les brefs de prohibition et de *certiorari* ont été abolis parce qu'il y avait appel. Ces deux types de brefs sont devenus inutiles. Il est toujours possible d'aller en appel à un tribunal supérieur. Le bill du député de Trois-Rivières (M. Duplessis) n'a pas sa raison d'être.

M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer que vous ne quittiez pas le fauteuil maintenant, mais dans six mois.

(Rires et applaudissements)

M. l'Orateur proteste avec véhémence. Il invite le député de Bellechasse à suivre la formule régulière, étant donné qu'il ne veut pas siéger pendant six mois.

M. Blain (Montréal-Dorion): M. l'Orateur, je ne vous souhaite pas qu'il vous arrive ce que l'honorable député de Bellechasse a proposé. L'honorable député a avoué que la loi avait pour but de protéger le gouvernement et non les gens. La loi qui a aboli pratiquement les brefs de prohibition et de *certiorari* résulte directement de l'élection dans la division de Sainte-Marie, lorsque le chef de l'opposition a été élu malgré les moyens pris pour le battre. Dans ce temps-là, le procureur général, ou plutôt son assistant, était désireux de mettre tous ses adversaires en prison, d'où les amendements de 1929. Et, pour obtenir ce résultat, il a dû recourir à l'abolition des procédures habituelles.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ces gens-là n'y sont pas tous encore.

M. Renaud (Laval): Il y en a aussi de l'autre bord qui vont y aller avant longtemps.

M. Blain (Montréal-Dorion): Que le procureur général fasse une enquête sur l'administration de la justice et il y en a un grand nombre qui vont y aller. On allègue les lenteurs dans l'administration de la justice. Parce que la loi est un processus lent, il faut la corriger afin que ces lenteurs ne dépendent pas des accusés ou de ceux qui doivent plaider. C'est bien l'organisme judiciaire qui est insuffisant.

Avec cette loi, le gouvernement, en 1929, est retourné à mille ans en arrière, au temps de Jean sans Terre, et il se dit toutefois libéral. La liberté du sujet est la base de tout le droit britannique, et il

appartenait à notre gouvernement libéral de la détruire. Le premier ministre se plaît à nous appeler "tories", dans le sens de gens durs et intransigeants. Mais c'est à la droite que l'on trouve les tories dans le sens que je viens de définir, au point que les journaux anglais ont dit que le premier ministre était un tory parfait.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Qu'est-ce que le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) pense de cela?

M. Blain (Montréal-Dorion): Le député de Montréal-Saint-Georges est conservateur et il ne suivra certainement pas les traces du premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nos honorables amis, le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) et le député de Montréal-Dorion (M. Blain), se sont faits les échos de ce que nous avons entendu au radio au cours du dernier mois. Ce n'était qu'une répétition de ce qui avait déjà été dit. Qu'avons-nous entendu à la radio contre ce misérable gouvernement qui abolissait toutes les prérogatives du citoyen, qui mettait tous les gens en prison, sans leur donner la chance de se défendre, qui sabotait nos libertés populaires? On en a souvent parlé de cette loi passée un vendredi: nous allons voir si ce sera mieux un mardi. Je me rappelle encore les paroles enflammées du chef de l'opposition qui a dit que les libertés n'existaient plus.

M. l'Orateur, au fait, nous avions presque à choisir entre deux maux: enlever un peu, oh! très peu de recours judiciaires, très peu de liberté au peuple, aux accusés, ou leur permettre de se promener en liberté pendant des mois et des années en attendant la condamnation qui les attendait. Nous avions à choisir. Il est possible maintenant que l'accusé ait un peu moins de chances, qu'il y ait un peu d'injustice dans certains cas; mais, dans 99 cas sur 100 dans les grandes villes, comme Montréal, qu'arrive-t-il?

Le bref de prohibition empêche d'exercer la justice contre le propriétaire d'une maison de jeux, de désordre, de débits clandestins, et la tenancière de maison de prostitution. Nous ne pouvions obtenir de résultats dans les cas de moralité en raison du fonctionnement du bref de prohibition et, à Montréal, cela prenait un ou deux ans avant qu'un cas ne soit décidé et, quand un bref de prohibition était obtenu, il n'y avait plus de témoins. Dès qu'un individu était arrêté, les brefs de prohibition pleuvaient et l'administration de la justice devenait impossible.

C'était prohibition après prohibition. Nous avons la responsabilité de l'administration de la justice pénale et il faut absolument mettre fin aux abus relatifs aux brefs de prérogative. Il vaudrait mieux avoir une légère, même une très légère diminution de l'application des brefs de prérogative protégeant les droits des citoyens, au lieu d'un effondrement complet de l'appareil judiciaire qui permet au brigandage de demeurer impuni dans la province.

Le bref de prohibition n'est pas aboli, mais ne s'applique pas lorsqu'il y a appel à une cour inférieure. D'ailleurs, dans tous les cas où il n'y a pas de bref de prohibition ou de *certiorari*, on dit: "Vous irez en appel et vous ferez valoir vos droits." Si l'accusé est dans son droit, la Cour d'appel va décider pour lui. Nous avons eu recours à cette mesure parce que nous ne voulions pas que les bandits et autres criminels puissent se promener en liberté pendant des années au défi de la loi et nous échappent; et nous avons réussi. C'est ce que nous voulons faire et c'est notre grand crime. C'est peut-être pour cela qu'il y en a qui crient aujourd'hui.

On a parlé de la loi ontarienne dont le député de Hull (M. Guertin) a parlé souvent. Cette province s'est protégée de la même manière que nous, au sujet de la loi sur les liqueurs. Ne réveillons pas le chat qui dort⁸...

(Rires)

L'honorable député de Trois-Rivières dit que la situation n'est pas la même en Ontario. Il lit des articles de loi ontariens.

La loi d'Ontario sur les liqueurs, dit-il, enlève aussi l'emploi de ces brefs, et personne ne crie là-bas. Ainsi, la province de Québec n'est pas la seule à avoir enlevé ces brefs. C'est la seule solution efficace à une situation impossible. La province d'Ontario a voulu se protéger comme Québec. Nous ne voulons pas d'entrave à la bonne administration de la justice criminelle dans les grands centres. Ce que nous avons voulu, c'est d'assurer l'efficacité de la justice dans les grandes villes et prévenir le banditisme. J'ai confiance que la Chambre, un mardi, approuvera encore cette loi, votée un vendredi, en 1929, bien avant que le chef de l'opposition ait crié à la radio que cette loi est mauvaise parce qu'elle a été passée un vendredi.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières) reprend la parole.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

On ne peut parler deux fois sur le même sujet.

M. Duplessis (Trois-Rivières) parle, dit-il, sur l'amendement du député de Bellechasse (M. Taschereau). Le premier ministre a déclaré que le bref de prohibition laissait les bandits en liberté. L'honorable premier ministre nous dit: "Nous désirons que les arrestations ne soient pas empêchées." Il n'y a rien dans la loi qui empêchait l'arrestation des bandits. Les brefs de prohibition et de *certiorari* n'ont jamais eu cet effet, car ces deux brefs ne peuvent être pris qu'après l'arrestation.

Le premier ministre veut empêcher les délais trop prolongés. Pour faire activer les causes, le moyen logique, c'est de nommer plus de magistrats et de fonctionnaires et plus de gens compétents, et non pas abolir les privilèges des citoyens. L'honorable premier ministre dit: "Depuis que nous avons adopté ces amendements, les bandits sont arrêtés." Est-ce que réellement les criminels sont tous arrêtés? Il est encore des bandits qui circulent et qui continuent de défier la loi. Est-ce que ça a empêché Renaud de sortir du pénitencier pour aller arrêter des citoyens honnêtes comme M. Lacasse et faire des actes de chantage honteux? Il dit que son projet de loi vise seulement à mettre un terme à une situation générale et non à une situation particulière.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les bandits de Montréal-Sainte-Marie ne sont pas encore en prison.

M. Blain (Montréal-Dorion) lui conseille d'enquêter sur la justice afin de l'épurer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En Ontario, les brefs de prérogative n'ont été rescindés que pour la loi des liqueurs, et non de façon générale. Dans la province de Québec, ce n'est pas la même chose. Les droits que je demande de rétablir ont une portée générale.

Ce sont deux articles du Code de procédure civile dont je veux le rétablissement. Je regrette que le premier ministre ait considéré le projet de loi au point de vue politique, au lieu du point de vue de l'intérêt général.

Si le premier ministre veut attacher le sort de son parti à des mesures liberticides qu'il a fait adopter depuis quelques années, s'il veut supprimer les garanties des citoyens, les citoyens en retour prendront la défense de leurs libertés les plus sacrées. Le premier ministre en subira les conséquences aux prochaines élections. On devrait entourer de plus de respect les libertés conquises par nos ancêtres au prix de luttes séculaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans six mois, nous serons au pouvoir, et nous rétablirons ces brefs.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bergeron, Bernard, Bullock, Caron, Charbonneau, Dansereau, Delisle, Desmarais, Dugas, Farand, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Power, Samson, Savoie, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Turcotte, Vautrin, 44.

Contre: MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Renaud, Sauvé Tremblay, 10.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, adopté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Il est ordonné que la Chambre se forme en comité plénier dans six mois.

Nomination et paiement de certains officiers et employés

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill 22 concernant la nomination et le paiement de certains officiers et employés, rapportée du comité plénier et lue deux fois ce jour.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette mesure accorde au gouvernement des pouvoirs trop importants. On passe par-dessus la tête des députés et du personnel des nombreuses commissions, en faveur du lieutenant-gouverneur. De plus, c'est l'ingérence de la politique dans les diverses commissions antérieures, catholiques, protestantes ou juives, existantes ou futures, qui doivent en être exemptes, tels la Commission des eaux courantes, la Commission provinciale de la censure et d'autres organismes. Le gouvernement ne devrait pas s'arroger le droit de s'ingérer dans les commissions scolaires. L'éducation est un domaine où la politique ne devrait jamais pénétrer.

Cette résolution veut dire de plus qu'au moyen de cette loi, le gouvernement pourra nommer et payer, au salaire qui lui plaira, tout officier de toute commission scolaire. C'est accorder des pouvoirs

illimités au lieutenant-gouverneur en conseil. Or, ce dernier n'a pas de pouvoir législatif, ni le pouvoir de voter les deniers, mais seulement celui d'exécuter les volontés de la Chambre telles qu'indiquées par cette dernière. Cette loi ouvre des horizons inquiétants sur les intentions du gouvernement, car elle n'est que l'avant-garde de projets de loi qui seront bientôt soumis à cette Chambre, et elle servira à toutes les nouvelles commissions qu'on veut instituer. Ce sera une intrusion politique de plus dans les commissions.

Avec cette loi, le gouvernement pourra nommer et payer à son gré les secrétaires des commissions scolaires catholiques et protestantes. C'est la consécration de la politique anticonstitutionnelle du gouvernement de nommer des commissions scolaires. Il y a assez longtemps que le gouvernement met de la politique dans les affaires éducationnelles. La présente loi aggrave encore la situation. Je dénonce cette tactique de toute l'énergie dont je suis capable. Il accuse le gouvernement de duplicité dans le dossier et il l'avise qu'un vote devra être pris avant que la mesure ne puisse être ajoutée à la législation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Mon collègue de la gauche, dit-il, exagère. L'honorable député n'a pas lu la résolution. Il est vrai qu'il est très occupé. Il aurait vu que la présente résolution stipule que le gouvernement aura droit de nommer et de payer des officiers et employés quand la loi créant une commission n'y pourvoira pas.

La loi peut s'appliquer aux autres commissions, car les lois qui les créent prévoient la nomination et la rémunération des officiers. Dans toutes les commissions, il existe une loi. Il n'y a actuellement que la Commission de censure des affiches de cinéma, etc., pour laquelle le cas n'a pas été réglé. Elle n'a pas sa loi spéciale pour pourvoir à la rémunération de son personnel et la loi n'a d'autre but que de régler ce cas. Aucune autre commission ne sera affectée. Cette loi a été demandée par l'auditeur de la province. Les dangers que le député de Trois-Rivières prévoit n'existent que dans son imagination.

M. Blain (Montréal-Dorion): La loi décrète que, si le gouvernement nommait prochainement une commission, il n'aura qu'à oublier de stipuler le montant des salaires et ne rien ajouter pour prévoir ces nominations d'officiers, pour appliquer la loi présente, à discrétion. C'est une nouvelle violation des prérogatives de la Chambre. On pourra le faire notamment dans la nouvelle loi des écoles juives, où il n'est pas question des salaires à payer. C'est une

autre des prérogatives de la Chambre qui disparaissent. Elle donne le blanc-seing au cabinet et c'est contraire à l'esprit parlementaire britannique. Nous votons d'avance un montant que nous ignorons. Ce serait un crime que de donner carte blanche à une affaire d'une telle importance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Les craintes de l'opposition sont chimériques. Les résolutions ne s'appliquent à aucune des commissions mentionnées par le député de Trois-Rivières. Je propose, dit-il, que cette Chambre adopte maintenant la résolution.

La résolution est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bergeron, Bernard, Bullock, Caron, Charbonneau, Cohen, Dansereau, Delisle, Desmarais, Dugas, Farand, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Power, Samson, Savoie, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Turcotte, Vautrin, 44.

Contre: MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Fisher, Gault, Guertin, Lafleur, Renaud, Sauvé Tremblay, 10.

Ainsi, la résolution est, en conséquence, adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

demande la permission de présenter le bill 22 concernant la nomination et le paiement de certains officiers et employés.

M. Guertin (Hull): Est-ce que le lieutenant-gouverneur a accepté cette résolution?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je l'ai déclaré pendant que vous dormiez tantôt!

Accordé. Le bill est lu une première fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande de remettre la deuxième lecture du bill à la prochaine séance.

Loi des pensions

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 243 modifiant la loi des pensions.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁹:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose: 1. Que les dispositions de la section I de la loi des pensions (Statuts refondus, 1925, chapitre 11) s'appliqueront aux ingénieurs et inspecteurs de divisions qui sont attachés au département de la Voirie et s'appliqueront également aux arpenteurs du service des arpentages dudit département.

M. Guertin (Hull) propose que tous les employés permanents du gouvernement jouissent de ces privilèges.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): J'étudierai, dit-il, la résolution afin de me rendre compte s'il y aurait moyen d'en étendre les cadres à d'autres employés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Où vont les argents des fonds de pension?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est un fonds spécial qui ne tombe pas dans le fonds consolidé. Je donnerai, dit-il, plus de précisions lors de la troisième lecture du bill.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose: 2. Que les officiers et employés visés par les articles 8 et 9 de ladite loi des pensions seront admis à bénéficier des bonifications et des concours mentionnés dans cesdits articles, même s'ils ont été nommés avant d'avoir atteint l'âge de trente ans.

Adopté.

3. Que la pension de tout fonctionnaire ou employé, nommé depuis le 21 décembre 1916, sera basée sur le nombre total d'années de service du fonctionnaire ou de l'employé, ainsi que sur la moyenne des traitements dont il aura joui pendant les trois dernières années qui auront précédé sa retraite; que la pension sera fixée à autant de cinquantièmes

du traitement moyen que le fonctionnaire ou l'employé aura d'années de service et que, sauf les dispositions de l'article 32 de ladite loi des pensions, tel que remplacé par la loi qui accompagne les présentes résolutions, la pension ne pourra en aucun cas excéder les trente-cinq cinquantièmes du traitement moyen.

Adopté.

4. Qu'un fonctionnaire ou un employé, nommé après le 21 décembre 1916, sera admis à bénéficier des bonifications et des concours mentionnés aux articles 8, 9 et 10 de ladite loi des pensions.

Adopté.

5. Qu'il sera fait, sur le traitement de tout fonctionnaire ou employé public à qui s'applique le paragraphe 2 de la section I de ladite loi des pensions, une retenue de cinq pour cent pendant les trois premières années, et de trois pour cent pendant les années suivantes de son service, et que cette retenue sera versée mensuellement au fonds consolidé du revenu.

Adopté.

6. Qu'à partir du premier jour du mois qui suivra la date du décès d'un fonctionnaire ou d'un employé public, la moitié de la pension que le défunt recevait, ou qu'il aurait été en droit de recevoir s'il avait été mis à sa retraite, sera payée à sa veuve sa vie durant et pendant viduité.

Adopté.

7. Que, si la femme d'un fonctionnaire ou d'un employé public meurt avant lui, ou si, lui ayant survécu, elle meurt ou contracte un nouveau mariage, la demi-pension sera payée à ceux des enfants de ce fonctionnaire ou de cet employé qui n'auront pas atteint l'âge de dix-huit ans, jusqu'à ce qu'ils aient atteint cet âge.

Adopté.

8. Que la demi-pension mentionnée dans les résolutions 6 et 7 sera payée par mensualités et à terme échu, et courra jusqu'au premier du mois qui suivra la date du mariage ou du décès de la veuve, ou la date à laquelle les enfants du défunt auront atteint l'âge de dix-huit ans.

Adopté.

9. Que les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions s'appliqueront aux fonctionnaires ou employés publics en retraite, aux veuves de ces fonctionnaires ou employés, ou aux enfants qui, à la date de l'entrée en vigueur de ladite loi recevront une pension ou une demi-pension en vertu du paragraphe 2 de la section I de ladite loi des pensions.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 243 modifiant la loi des pensions.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 243 modifiant la loi des pensions soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Silicose

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 247 concernant la silicose soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Examens médicaux de certains mineurs

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 246 modifiant la loi des mines de Québec relativement à certains examens médicaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Écoles ménagères

L'ordre du jour appelle la prise en considération en comité plénier d'un projet de résolution relative au bill 226 modifiant certaines lois concernant les écoles ménagères provinciales.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la résolution soit retirée.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): À la demande de qui?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est un bill du gouvernement.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le gouvernement peut retirer ses bills quand il le veut et Montréal ne peut pas?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Montréal est bien différent du gouvernement.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Cette politique me semble bien contraire à ce qui a été dit par la droite dans cette Chambre.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que le gouvernement va se retirer après le bill?

Adopté. La résolution est retirée.

La séance est levée à 11 h 25.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

2. 1916, selon *L'Action catholique* du 25 mars 1931, à la page 11.

3. Dans *The Montreal Daily Star* du 25 mars 1931, à la page 2, on mentionne plutôt "Abitibi".

4. Voir note 1.

5. Comme M. Dillon, qui avait ajourné le débat, est absent, la question est remise à plus tard, selon le journaliste du *Devoir* du 25 mars 1931, à la page 10.

6. "M. Blain pose une question que nous ne saisissons pas", écrit le journaliste de *L'Événement* du 25 mars 1931, à la page 8.

7. Il convient de noter que la Législature n'était pas appelée à voter une somme, mais à permettre à Montréal d'emprunter cette somme, ce qui fait tout de même une légère différence, note le journaliste du *Devoir* du 25 mars 1931, à la page 10.

8. *L'Événement* du 25 mars 1931, à la page 8 et *Le Soleil* du même jour, à la page 19, soulignent que M. Guertin dort.

9. *L'Événement* du 25 mars 1931, à la page 8, rapporte qu'il est 10 h 05 quand M. Houde fait son entrée dans la Chambre.

Première séance du mercredi 25 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Samuel Todd

M. Fisher (Huntingdon): 1. M. Samuel Godd a-t-il été à l'emploi du gouvernement en qualité de cantonnier dans le comté de Huntingdon?

2. Dans l'affirmative, quand est-il entré en fonction?

3. Quel était son salaire?

4. Est-il encore à l'emploi du gouvernement?

5. Sinon, pourquoi?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. M. Samuel Todd (et non pas Godd) a été à l'emploi du gouvernement en qualité de cantonnier dans le comté de Huntingdon.

2. Au printemps de 1927.

3. \$0.30, \$0.40 ou \$0.50 de l'heure, suivant qu'il travaillait seul, avec une voiture et un cheval ou avec une voiture et deux chevaux.

4. et 5. M. Samuel Todd était à l'emploi du gouvernement en 1930, comme aide-cantonnier.

Route
Huntingdon-Lacolle

M. Fisher (Huntingdon): Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer à élargir et repaver la route Huntingdon-Lacolle au cours de l'été prochain?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le département de la Voirie est disposé à continuer d'aider les municipalités à améliorer cette route.

Remboursement de droits:

Sœurs de Saint-Paul

M. Lemieux (Gaspé) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Côté), que, vu que

le bill 122 constituant en corporation les Sœurs de Saint-Paul a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits additionnels que les promoteurs du bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

The Ukrainian Greek Orthodox Church
of Canada

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 132 reconnaissant The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Montreal & North-Western
Railway

M. Authier (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 constituant en corporation The Montreal & North-Western Railway soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Nomination et paiement
de certains officiers et employés

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 concernant la nomination et le paiement de certains officiers et employés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Responsabilité civile en matière de radiodiffusion

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 231 concernant la responsabilité civile en matière de radiodiffusion soit maintenant lu une deuxième fois.

L'objet du bill est d'établir la responsabilité civile du propriétaire d'un radio transmetteur et de la personne qui l'utilise dans les cas de diffamation ou de dommages. Les deux principaux articles du bill stipulent que le propriétaire d'un appareil transmetteur est conjointement et solidairement responsable avec la personne qui parle et se rend coupable de diffamation. De plus, le projet de loi a pour but de forcer un propriétaire de poste émetteur à voir à ce que les émissions de son poste soient saines et lui donne aussi le pouvoir d'interrompre la conversation ou le discours s'il juge que l'orateur diffame son prochain ou lui lance des injures ou enfreint la loi.

Il n'y a rien de particulièrement nouveau dans le bill. La responsabilité civile est une chose qui existe déjà, mais il importe de l'appliquer de la façon prévue dans le bill. On a aujourd'hui un nouvel instrument de propagation. C'est la radio qui, comme la langue, est un instrument redoutable qui peut beaucoup servir à la propagation du bien comme du mal.

Le gouvernement n'entend pas entraver la liberté individuelle, mais simplement assimiler les émissions radiophoniques aux journaux, en ce sens qu'il pourra y avoir libelle à la radio comme il y a un libelle de presse. On ne pourra plus diffamer quelqu'un à la radio sans encourir les peines que cela peut comporter. Il cite un livre d'un professeur américain qui traite la question à fond. La radio peut servir souvent à diffuser la calomnie et ce professeur est d'avis que celui qui parle à la radio est responsable en justice du tort qu'il peut causer. Celui qui loue l'appareil est aussi responsable, quoique à un degré moindre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce projet de loi est extraordinaire. La liberté de parole existe et doit exister dans cette province. De plus, il est inopportun de présenter cette loi. D'ailleurs, la question de la radiodiffusion est actuellement pendante devant les tribunaux, quant à savoir si cette juridiction appartient au gouvernement fédéral ou au gouvernement provincial. Il s'étonne de voir le gouvernement du Québec passer des lois dans cette matière. La question de la radiodiffusion relève des

autorités fédérales. L'opposition désire autant que le gouvernement préserver l'autonomie des provinces, cependant, nous ne pouvons que constater, avec horreur, les nombreux conflits entre Ottawa et Québec causés par le premier ministre au cours des dernières années.

C'est de plus une loi prématurée car on devrait au moins attendre que le plus haut tribunal du pays ait porté son jugement sur la question qui lui a été soumise concernant la radio. Celui qui discute une cause pendante est coupable de mépris de cour. Il est gauche de faire une provocation à l'autorité fédérale, alors qu'on devrait user de conciliation. L'opposition proteste énergiquement contre les empiétements du pouvoir fédéral, mais le geste du gouvernement provincial est déplacé, parce qu'il nuit aux négociations que le gouvernement fédéral est obligé de poursuivre constamment avec les États-Unis.

Dans ces conditions, il est du devoir du procureur général de venir en aide au pouvoir fédéral au lieu de lui faire des menaces. La mesure est intempestive parce qu'elle est propre à créer un embarras inutile, tandis qu'il faudrait travailler à en hâter le règlement, pour ne pas amoindrir l'autorité du fédéral dans ses négociations avec les autres pays sur cette question. Il est malheureux que la question soit soulevée au moment où elle est *sub judice*.

La loi est inconstitutionnelle parce qu'elle signifie une ingérence du pouvoir provincial dans le contrôle des émissions. Cette loi veut dire que n'importe quel propriétaire d'un poste pourra interrompre une assemblée. Les propriétaires et les directeurs des stations de diffusion disposeront de pouvoirs extraordinaires, et ils auront tendance à ignorer l'autorité des palais de justice en subordonnant les tribunaux de la province au jugement des hommes qui n'auront pas les compétences nécessaires pour traiter les questions de libelle.

Ce bill est condamnable parce qu'il subordonne l'autorité judiciaire aux caprices d'un individu. L'on veut faire porter par des hommes incompetents des jugements qui sont du ressort des tribunaux de ce pays. Qui nous dit que les propriétaires et les directeurs des postes émetteurs sont capables de juger d'un libelle alors qu'ils auront à arrêter un orateur qui parlera au microphone?

Cette loi est une entrave à la liberté individuelle. Elle est digne du gouvernement actuel, mais elle est indigne des droits du peuple et de la liberté de parole. Elle est de plus inutile, puisque la responsabilité civile est déjà couverte par le Code civil.

En réponse au premier ministre, je dois dire que le bill actuel ne peut être comparé à la loi de presse. Les journaux de la province sont répandus dans la province de Québec. On peut délimiter la circulation d'un journal. Or, la radio est un instrument international. On ne peut pas calculer les dommages causés par un libelle à la radio dont le nombre des écouteurs est illimité.

Toute législation de notre part aura pour but en l'occurrence de susciter des obstacles considérables au règlement de la question qui est discutée. Si le gouvernement fait une législation de nature à nuire à l'autorité fédérale, il nuit à l'assainissement de la radio que l'on veut obtenir. Cette législation peut être aussi une cause de conflits entre le pouvoir central et celui de notre province. Par respect pour la liberté de parole, le gouvernement ne devrait pas passer cette loi et devrait avoir plus de respect pour les tribunaux et pour la justice organisée du pays.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je ne peux partager en aucune façon l'opinion de l'honorable député de Trois-Rivières. Il ne place pas la question sur son propre terrain. La question de responsabilité civile que nous discutons n'est pas actuellement devant les tribunaux fédéraux. Ce qui est en discussion à Ottawa est seulement une question de juridiction des deux pouvoirs, et non une question de responsabilité civile.

Que les tribunaux décident qu'Ottawa seul a le droit de juridiction en matière de radiophonie, cela ne peut pas nous empêcher de légiférer en matière de responsabilité civile et de faire adopter la présente loi. Québec a le droit de décréter que personne ne commettra de libelle à la radio ou en subira les conséquences, tout comme un journaliste est responsable de son écrit. La responsabilité civile dans la radio n'est que rationnelle, étant suivant les mêmes lignes que la responsabilité civile pour les articles libelleux dans les journaux.

Le député de Trois-Rivières a parlé de liberté de parole à la radio. Ce n'est pas entraver la liberté de parole que d'adopter cette loi. La liberté de parole est sacrée, mais il y a une différence entre elle et la licence, et c'est cette dernière à laquelle l'on veut mettre fin. Celui qui lancera des injures à la radio sera responsable devant ses pairs, comme celui qui écrit l'injure dans les journaux. Pourquoi quelqu'un pourrait-il injurier une personne à la radio plus qu'ailleurs? Le seul objectif du gouvernement est de mettre un terme aux paroles répréhensibles. Les propriétaires et directeurs des stations de diffusion, qui permettent la circulation de discours

diffamatoires sur leurs ondes, le font à leurs propres risques et doivent être prêts à en assumer les conséquences. La loi vient à son heure.

Mon ami dit qu'il s'agit d'un moyen international. Le téléphone? Le télégraphe? Est-ce qu'on a droit de s'en servir pour des libelles? La radio n'est pas plus internationale que le télégraphe ou le téléphone. Il n'y a pas de différence au point de vue de la responsabilité civile du libelle à la radio ou dans les journaux. Le gouvernement doit avoir le pouvoir d'empêcher de parler. Je dis, de plus, qu'il n'y a aucune cause pendante, donc aucun mépris de cour. En admettant même que la Cour se prononce en faveur d'Ottawa, cela ne nous empêche pas d'établir les responsabilités.

M. Blain (Montréal-Dorion): Cette loi est aussi inutile qu'une cinquième roue à une voiture. La loi n'est pas nécessaire pour se protéger contre le libelle, parce que le Code civil y pourvoit déjà et en rend passible de poursuite judiciaire toute personne qui s'en rend coupable, et les lois existantes de la province prévoient également la responsabilité civile.

Cette mesure est présentée en vue des élections seulement. Elle est stupide parce qu'elle établit un opérateur de radio juge du libelle, qu'il sera intéressé à trouver lorsqu'il s'agira d'un adversaire. De même que nous avons eu le "budget de la peur", de même nous avons la "loi de la peur", car la loi est faite de façon à empêcher l'adversaire de parler en interrompant la diffusion.

Il y a une cause pendante, c'est celle de la juridiction. N'est-il pas convenable même pour un gouvernement de suspendre toute législation tant qu'une cause n'est pas réglée devant les tribunaux? Pourquoi faire une différence entre le propriétaire d'un poste de radio et le propriétaire d'une salle? Est-ce qu'on va donner au propriétaire d'une salle le droit de faire évacuer la salle s'il craint un libelle? Le gouvernement, de plus, s'expose à avoir le désaveu du pouvoir fédéral; la chose est déjà arrivée.

Les employés d'un poste de radio se sont exposés. Ainsi, les mécaniciens et les électriciens pourront être responsables du libelle. Cette loi qu'on nous présente est ridicule, arbitraire, injuste et indigne de la largeur d'esprit qu'on doit trouver en cette Chambre. Il reproche au gouvernement de vouloir attenter à la liberté de parole.

En conséquence, M. l'Orateur, je propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il arrive précisément ce que nous attendions, un sursaut d'indignation du Parti conservateur. Nous avons entendu nos adversaires, pas ceux qui sont en Chambre, du moins en ce moment, dire des choses abominables à la radio et ils désirent actuellement que nous maintenions ces sortes de choses. Les stations ont diffusé de bonnes choses, mais elles en ont également diffusées de moins bonnes. Quand vous êtes au poste récepteur avec votre famille, vous vous sentez parfois humiliés devant les vôtres par les discours de gens qui se sentent en sûreté dans un grenier et devant un appareil de microphone.

C'est pour mettre un terme à cette pratique répréhensible que le projet de loi a été présenté. On ne respecte rien à la radio, ni la réputation, ni le passé, ni la vie privée. Ce sont ces gens-là, nos adversaires, qui ne veulent pas de la loi et qui veulent continuer le système.

Le gouvernement est prêt à accepter sa responsabilité civile en ce qui concerne la radio. Il est temps de prendre des mesures pour empêcher des abominations comme il s'en est commis à la radio, voilà quelque temps, par certains orateurs que connaît bien l'opposition. Ce sont ceux qui ont crié qui ne veulent pas la loi et ne veulent pas d'entraves à leurs paroles et la liberté de lancer l'injure.

J'en appelle à la députation libérale si nous n'avons pas entendu d'abominations. Nos adversaires veulent que les orateurs disent ce qu'ils voudront à la radio. Avec le système actuel, un bandit quelconque peut parler de n'importe quoi à la radio et lancer des injures contre un homme honnête.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il est entendu qu'ils sont de notre parti, les bandits.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Non, la même chose peut vous arriver de notre côté. C'est pour cela que le gouvernement veut un certain contrôle sur les émissions radiophoniques. Nous passons une loi spéciale pour établir la responsabilité civile à la radio, dans le but de protéger les propriétaires de poste et ne pas les exposer à des poursuites. Il rappelle un incident de la dernière lutte municipale de Québec.

Si on calomnie à la radio, on est responsable par le droit commun. Nous voulons que les gens soient au courant. Si des propriétaires de radio ne sont pas responsables, qui atteindra-t-on? C'est une protection pour le propriétaire que de pouvoir arrêter une émission, puisqu'il sera responsable conjointement avec l'orateur. La loi est donc à son avantage.

Je laisse au peuple et à la Chambre de juger l'attitude des conservateurs qui veulent disposer de la radio sans responsabilité civile dans cette affaire. Ce sont ceux qui ont crié qui ne veulent pas de la loi. L'administration libérale est prête à s'y soumettre. Si on ne veut pas de cette clause, nous allons l'enlever, mais ce ne serait pas juste. On dit qu'il y a une cause pendante. Il y en a une pour la juridiction en matière de radiodiffusion, mais non en matière de responsabilité civile. Nous défions le gouvernement fédéral de désavouer cette loi qui décrète la responsabilité civile de la radio, même si la Cour suprême lui donne juridiction sur les émissions.

Jamais le gouvernement fédéral ne désavouera cette mesure. La législation sur la responsabilité civile est du ressort exclusif de cette province. La décision de la Cour suprême n'affectera en rien la question de la responsabilité civile. D'ailleurs, sur le droit de contrôle, j'ai, dit-il, des autorités pour moi: M. Geoffrion et M. Rowell, qui ont déclaré que le contrôle de la radio relève des provinces et non du pouvoir central.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Tous les chefs politiques libéraux d'Ottawa sont contre l'attitude du premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Parlez au nom des conservateurs et non des libéraux. Vous vous trompez; bien plus, des conservateurs sont de notre avis.

(Rires)

Je crois que la mesure arrive à son heure, car elle ne préviendra pas la liberté de parole mais l'abus, et l'attitude de l'opposition me le démontre.

Je suis convaincu, dit-il, que les conservateurs voulaient s'emparer de la radio pour la prochaine élection. Ceux qui ont peur de la loi actuelle sont ceux qui veulent la liberté et la licence de tout salir. Nous ne la leur donnerons pas. Nous n'avons pas peur de nos responsabilités.

(Applaudissements à droite)

M. Guertin (Hull): Lorsque l'honorable premier ministre parle d'abominations, il réfère sans doute à un discours dans Montcalm où un orateur libéral comparait, comme l'on sait, l'opposition à certains oiseaux qui butinent sur les chemins après le passage des chevaux.

Le projet de loi a du bon, mais il va trop loin. On devrait laisser la loi suivre son cours dans les discours prononcés à la radio comme ailleurs. Nous voulons une loi plus conforme à nos traditions et à

l'esprit populaire. Je suggère qu'on exige plutôt une réparation à la radio.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement a trop laissé voir son intention qui est d'empêcher les conservateurs de parler et que la vérité ne soit dite à la radio. Le premier ministre sait que la responsabilité civile à la radio est déjà couverte par le Code civil, et cette mesure est présentée en vue des élections. Ce que le premier ministre veut, c'est un moyen d'interrompre un discours au moment opportun. Si des abominations ont été commises à la radio, pourquoi les victimes n'ont-elles pas usé de leur recours civil? Si le premier ministre a eu à se plaindre de libelles, pourquoi n'a-t-il pas poursuivi? La solidarité existe aussi en matière de délit.

On ne peut pas comparer le propriétaire d'un poste de radio au rédacteur d'un journal, parce que le premier est sous contrat et qu'il se doit de le respecter. L'éditeur d'un journal voit les articles avant de les publier et il peut juger s'ils sont diffamatoires ou non, tandis que le propriétaire d'une station de radio ne sait pas à l'avance ce qu'un orateur va dire. La personne lésée n'a aucun recours en dommage. Le premier ministre a d'ailleurs avoué que le but de la loi était de protéger le gouvernement contre les critiques de ses adversaires. Eh bien, que le premier ministre utilise les moyens ordinaires du recours en dommages!

Pourquoi fermer la bouche à un orateur avant qu'il ait prononcé les paroles libelleuses? Pourquoi cette législation? Pour empêcher certains orateurs d'exprimer leur opinion? Cette loi serait ridicule si on ne voyait pas percer l'intention du gouvernement. De plus, il n'y a pas de raison d'établir la responsabilité civile dans le domaine de la radio, étant donné que ce n'est pas un dossier provincial, mais international. Est-ce que les compagnies de téléphone et de télégraphe sont conjointement tenues responsables des injures et des diffamations qu'ils transmettent?

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi va au-delà de nos pouvoirs, étant donné que le dossier n'est pas de compétence provinciale. Le but véritable de la loi, ce n'est pas d'établir les responsabilités, mais c'est de permettre la fermeture d'une radio. C'est justement ce qui rend la loi inconstitutionnelle parce que l'on donne à l'individu le droit de fermer un instrument international et parce que le provincial n'a pas le droit de contrôler les émissions radiophoniques. Le but du gouvernement est purement politique et ne vise pas à protéger la morale ni à promouvoir l'éducation.

Les abominations qu'on reproche et dont a parlé le premier ministre n'attaquaient pas la morale ni l'ordre public, mais la personne sacro-sainte des ministres. Ceux-ci sont au-dessus de la morale. C'est une preuve de plus du mobile politique de la mesure. Le premier ministre défie le pouvoir fédéral. Quel beau geste que de lancer un défi à l'autorité supérieure, alors que la question de juridiction est soumise à la Cour suprême! Le gouvernement devrait s'élever au-dessus de la politique. L'attitude du premier ministre est répréhensible, impétueuse et regrettable, d'autant plus que le premier ministre sait que ses amis à Ottawa... comme l'honorable P. J. A. Cardin, lorsqu'il était ministre de la Marine, a nié les prétentions du gouvernement provincial dans le domaine de la radio. Il y a une correspondance qui démontre que le gouvernement provincial a tenté d'obtenir du pouvoir fédéral le droit de contrôle sur la radio.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit qu'il a parlé à l'honorable M. Cardin et à l'honorable M. Lapointe, l'année dernière, et qu'il a protesté contre la nationalisation de la radio.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'attitude du premier ministre n'a pas montré de bonnes tactiques ni même de bonnes politiques. Est-ce que le premier ministre dit qu'il n'est pas de bonne politique pour un procureur général de provoquer l'autorité supérieure, dans un conflit si important? Il déplore le fait que ce soit devenu une question politique et que le premier ministre ne se grandisse pas en envisageant la question au point de vue national.

L'honorable M. David (Terrebonne): Comment les autorités fédérales interviendraient-elles en matière civile? Le gouvernement de Québec peut parfaitement légiférer en matière civile et Ottawa ne désavouera pas cette loi.

Est-ce qu'il n'y a pas lieu d'intervenir pour empêcher la propagande antimorale, antisociale, antinationale et antipolitique? La loi aurait sa raison d'être, si elle réussissait à interdire à la radio les discours communistes qui sapent l'autorité et les fondements de la société.

M. Blain (Montréal-Dorion): Ce n'est pas la loi, ça.

L'honorable M. David (Terrebonne): Est-ce que le propriétaire ne doit pas avoir le droit d'interrompre l'émission de choses aussi dangereuses

qu'un discours qui attaque la moralité, le droit social et politique du pays, quand des appels antisociaux ou antinationaux sont faits? La question politique semble prédominer. Le but de la loi est de prévenir les attaques contre les principes moraux et sociaux de la province à la radio.

Il faut songer à ce qui peut arriver à l'avenir, au point de vue de la propagande russe par exemple. Dans quelques mois, Moscou va peut-être répandre sa propagande dans la province; ils utilisent la radio une heure par jour à cet effet.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le ministre prétend que le gouvernement a le droit de contrôler la radio de Moscou?

L'honorable M. David (Terrebonne): Un problème à la fois. Il faut regarder la question dans son ensemble. Au point de vue social, je crois qu'il est bon qu'une loi soit passée. Je pense que les propriétaires des stations de radio seront heureux d'avoir le droit d'arrêter les discours contre la moralité et en même temps ne pas devoir en assumer les dommages. Je crois aussi que les propriétaires seront satisfaits d'être protégés.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie)¹: Je n'ai que quelques mots à ajouter. Je prendrai l'argument le moins sérieux avancé, celui du secrétaire provincial quant à la propagande bolchévique. Si la propagande bolchévique à la radio inquiète tant le secrétaire provincial, et si elle doit être éliminée à la radio, c'est une raison de plus pour laisser la question au pouvoir fédéral, car la loi du premier ministre ne pourra rien pour remédier à ce mal en Ontario, dans les provinces de l'Ouest ou aux États-Unis. L'argument n'est pas sérieux.

Cette loi est une attaque nouvelle contre la liberté individuelle. Le premier ministre a la manie de passer une loi spéciale assez vite pour se protéger contre le libelle. Il va même assez loin. Il y a eu la loi spéciale passée pour mettre John H. Roberts² en prison pour un an, après la perpétration d'une infraction. Par cette législation, on emprisonnait un homme pour défendre le gouvernement. Il a compris que M. Roberts n'était plus un ennemi du gouvernement. Le secrétaire provincial l'a rencontré récemment. Le projet de loi est une attaque à la liberté individuelle et il tente d'empêcher les membres de l'opposition d'être entendus à la radio. On veut étouffer la voix de l'opposition aux prochaines élections.

Le premier ministre parle d'abominations proférées à la radio. S'il y en a un qui a fait des

abominations, c'est lui... Je n'en connais pas de pires que celles lancées par le premier ministre. N'est-ce pas lui qui a déclaré à Granby que le maire de Montréal avait "pourri" la métropole du Canada en six mois? Je dis qu'il n'y a pas en cette Chambre de diffamateur à la radio plus dangereux que le premier ministre lui-même. Il (l'honorable M. Taschereau) sait que ce n'est pas à lui qu'on tentera de fermer la bouche à la radio, lors de la prochaine campagne électorale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) soulève un point d'ordre.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le gouvernement a enlevé au peuple la protection que lui assuraient l'*habeas corpus*, le *mandamus*, le bref de *certiorari*, le bref de prérogative.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition est à discuter de *mandamus*.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est le moyen que le premier ministre a l'habitude de prendre quand mon discours le chauffe trop³.

(Rires)

Je le connais comme si je l'avais élevé. C'est une attaque à la liberté individuelle. On a supprimé toutes les libertés dans bien des cas. Cependant, si j'avais eu à faire son éducation, je lui aurais enseigné le respect de la liberté individuelle.

Il y a un conseiller législatif propriétaire d'un poste de radio. Est-ce qu'il va se tenir là pour se rendre compte si Camillien Houde parle contre le gouvernement? Il faudra une armée d'experts de toutes sortes pour pouvoir établir jusqu'à quel point Camillien Houde a le droit d'être désagréable au premier ministre.

La loi actuelle est réellement une prime à l'intimidation des propriétaires de station de radio, car une application sensée de la loi est impossible. Peut-on s'attendre que chaque propriétaire ait toujours à sa disposition des spécialistes pour détecter la diffamation?

Le gouvernement actuel se distingue, non pas par ses campagnes d'éducation populaire, mais par les procédés qu'il emploie et introduit dans la législation. Toute cette législation servira au lendemain des élections contre le gouvernement qui l'a passée. Il reconnaîtra son erreur. Je tiens à protester hautement contre cette nouvelle atteinte du gouvernement à la liberté individuelle.

(Applaudissements à gauche)

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Fisher, Gault, Guertin, Houde, Lafleur, Renaud, Sauvé, Smart, Tremblay. 12.

Contre: MM. Baillargeon, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bissonnet, Bouthillier, Bullock, Cantin, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Dansereau, David, Desmarais, Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Francoeur, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Godbout, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Papineau, Perrault, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Rochette, Saurette, Savoie, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Turcotte, Vautrin, 48.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Et la motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

Loi des pensions

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 243 modifiant la loi des pensions soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-

deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 68 modifiant la loi des assurances de Québec pour certaines fins;

- bill 242 concernant le lot no 710 du cadastre du quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 155 concernant la fermeture d'une partie de la ruelle située en arrière de certains lots du boulevard Saint-Joseph et faisant partie du lot no 329, subdivision 286, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis.

Les bills suivants ont été rapportés à la Chambre:

- bill 209 modifiant le Code municipal relativement à certaines exemptions de taxes;

- bill 210 modifiant l'article 28 de la loi de la Commission des services publics.

Les promoteurs des bills suivants ont exprimé le désir de les retirer:

- bill 206 modifiant les articles 196 et 217 du Code de procédure civile;

- bill 233 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux arrondissements scolaires.

Éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 32 concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont.

L'opposition s'y oppose.

L'honorable M. David (Terrebonne) consent à ce que le bill soit référé au comité permanent des bills publics en général, même avant la deuxième lecture.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) veut que la deuxième lecture soit votée immédiatement. Il offre à l'opposition un vote sur division.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que l'ordre de cette Chambre du mardi 24 février dernier, fixant la deuxième lecture du bill pour la prochaine séance, soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable

M. Taschereau), que le bill soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 25 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 35.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Dépenses de voirie dans Saint-Hyacinthe

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour la voirie dans le comté de Saint-Hyacinthe en 1930 et dans quelles municipalités?

2. Quel montant a été dépensé dans chaque cas et à quelles conditions?

3. Mêmes questions pour l'année 1929.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. 2. et 3. (Voir le tableau ci-dessous)

	Du 1 ^{er} juillet 1929 au 30 juin 1930		Du 1 ^{er} juillet 1930 au 24 mars 1931	
	Construction à 50 %	Réfection, drainage, entretien, aux frais du gouvernement	Construction à 50 %	Réfection, drainage, entretien, aux frais du gouvernement
Saint-Hyacinthe, cité .....	.....	.....	.....	\$ 68.74
La Providence, v.	\$ 766.78	\$ 437.40	.....	336.59
Saint-Denis.....	.....	55.16	.....	1,923.19
Saint-Joseph, v. ....	.....	1,914.35	.....	900.14
Sainte-Madeleine, v. ....	.....	256.90	.....	2,406.04
Saint-Charles-sur-Richelieu, v. ....	.....	782.15	.....	923.30
La Présentation, p.	9,449.08	1,579.01	.....	4,131.57
Saint-Barnabé, p.	519.25	373.75	.....	260.10
Saint-Charles-de-la-Rivière- Chambly, p. ....	.....	3,607.03	.....	2,191.32
Saint-Damase, p.	6,270.08	38,761.46	.....	15,549.67
Saint-Denis, p.	13,958.97	2,526.76	\$15,634.42	5,939.73
Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, p. .	6,531.25	38,456.01	.....	3,852.88
Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, p.	4,862.50	10,754.61	.....	4,526.52
Saint-Jude, p.	814.86	.....	.....	.....
Sainte-Marie-Madeleine, p.	6,744.68	11,899.67	.....	4,993.44
Saint-Thomas-d'Aquin, p.	6,568.00	4,264.12	.....	3,308.05
Saint-Bernard, p.	302.07	.....	.....	.....

Dépenses de voirie dans Bagot

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour la voirie dans le comté de Bagot en 1930 et dans quelles municipalités?

2. Quel montant a été dépensé dans chaque cas et à quelles conditions?

3. Mêmes questions pour l'année 1929.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. 2. et 3. (Voir le tableau à la page suivante)

	<i>Du 1^{er} juillet 1929 au 30 juin 1930</i>		<i>Du 1^{er} juillet 1930 au 24 mars 1931</i>	
	<i>Construction à 50 %</i>	<i>Réfection, drainage, entretien, aux frais du gouvernement</i>	<i>Construction à 50 %</i>	<i>Réfection, drainage, entretien, aux frais du gouvernement</i>
Saint-Nazaire-d'Acton, p.	\$ 500.00	\$ 350.29	\$ 500.00	\$ 989.71
Saint-Pie, p.	9,732.91	2,168.39	3,000.00	3,766.23
Saint-Dominique, v. ....	.....	2,561.46	.....	5,761.25
Saint-André-d'Acton, p. ....	.....	9,843.14	500.00	4,650.14
Saint-Liboire, v.	278.12	711.57	.....	712.23
Saint-Ephrem-d'Upton, p.	834.61	1,657.47	1,000.00	887.47
Saint-Hughes, p. ....	.....	7,476.26	.....	6,634.11
Acton Vale, v. ....	.....	2,658.63	.....	767.76
Sainte-Rosalie, p.	3,005.33	6,020.90	2,400.00	2,579.96
Sainte-Christine, p.	400.00	1,028.38	750.00	1,896.33
Saint-Théodore-d'Acton, p.	1,285.56	94.44	.....	305.13
Saint-Liboire, p.	11,593.86	3,824.22	1,000.00	2,897.15
Upton, v. ....	.....	3,099.04	.....	3,818.29
Saint-Simon, p. ....	.....	7,024.73	.....	3,722.25
Saint-Dominique, p. ....	.....	14,029.53	750.00	7,045.04
Saint-Hughes, v. ....	.....	715.49	.....	921.96
Saint-Pie, v. ....	.....	5,158.99	.....	472.18
Sainte-Hélène, p. ....	.....	627.20	.....	450.26
Sainte-Hélène, v. ....	.....	293.49	.....	234.75

**Dépenses de voirie
dans Drummond**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour la voirie dans le comté de Drummond en 1930 et dans quelles municipalités?

2. Quel montant a été dépensé dans chaque cas et à quelles conditions?

3. Mêmes questions pour l'année 1929.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. 2. et 3. (Voir le tableau ci-dessous)

	<i>Du 1^{er} juillet 1929 au 30 juin 1930</i>		<i>Du 1^{er} juillet 1930 au 24 mars 1931</i>	
	<i>Construction à 50 %</i>	<i>Réfection, élargissement, entretien, aux frais du gouvernement</i>	<i>Construction à 50 %</i>	<i>Réfection, élargissement, entretien, aux frais du gouvernement</i>
Saint-Edmond-de-Grantham, p. ....	.....	\$ 588.68	.....	\$ 532.59
Saint-Lucien, p.	\$ 505.75	106.52	\$ 800.00	966.34
Wickham-Ouest, v. ....	.....	1,422.69	.....	56.50
Wickham-Ouest, Drummondville, v.	468.97	913.42	1,980.11	1,007.40
Grantham, Notre-Dame-du-Bon-Conseil, p. ....	.....	23,528.19	.....	1,681.29
Saint-Cyrille, v.	748.00	6,760.63	300.00	9,588.76
Wickham, c.	1,890.86	3,610.96	3,699.35	3,866.95
Saint-Germain-de-Grantham, p. ....	.....	2,581.15	.....	2,109.15
Saint-Eugène-de-Grantham, p.	1,700.00	5,837.53	1,500.00	2,104.51
	1,019.83	7,303.82	1,159.06	17,295.50
	2,133.20	3,392.64	2,498.35	1,548.68

	Du 1 ^{er} juillet 1929 au 30 juin 1930		Du 1 ^{er} juillet 1930 au 24 mars 1931	
	Construction à 50 %	Réfection, élargissement, entretien, aux frais du gouvernement	Construction à 50 %	Réfection, élargissement, entretien, aux frais du gouvernement
Kingsey-Falls, v.	\$ 600.00	\$ 815.94	\$ 600.00	\$ 920.23
Kingsey-Falls, ..... ..	.....	2,401.18	1,402.57	3,504.36
Wendover & Simpson,	1,467.54	12,288.70	2,754.66	17,165.13
Durham,	500.00	2,475.70	750.00	1,236.75
Kingsey,	3,050.87	2,097.43	3,083.76	1,729.89
Durham-Sud, v.	165.52	284.28	75.00	251.03
Durham-Sud,	8,833.34	9,987.92	1,000.00	3,042.07
L'Avenir,	500.00	2,945.81	500.00	1,472.66
Saint-Joseph-de-Grantham, v.	819.66	12.50	.....	36.50
	Construction à 75 %		Construction à 75 %	
Saint-Eugène-de-Grantham, p.	\$ 1,416.35		\$ 783.27	
Saint-Germain-de-Grantham, p.	198.41		.....

J.-H. Laferté, employé surnuméraire du gouvernement

M. Guertin (Hull): 1. À quelle date M. J.-H. Laferté, qui apparaît aux *Comptes publics* (1930, page 325) à titre d'employé surnuméraire, a-t-il été à l'emploi du gouvernement de cette province?

2. Par qui a-t-il été recommandé pour obtenir cet emploi?

3. Quels sont: *a.* son âge; *b.* son lieu de résidence; *c.* ses fonctions; *d.* ses heures régulières de travail?

4. A-t-il suivi ces heures, et sinon, quelles furent ses absences et pour quelles raisons dans chaque cas?

5. Combien d'heures de travail a-t-il fournies au cours de chaque année depuis qu'il est à l'emploi du gouvernement?

6. Quelle somme globale le dénommé J.-H. Laferté a-t-il reçue, chaque année de calendrier, en traitement, salaire, rémunération, gratification, dépenses de voyage ou autrement, pour les divers emplois qu'il a occupés?

L'honorable M. Laferté (Drummond):

1. Après avoir fait des affaires florissantes comme marchand général à Amqui et avoir subi des pertes considérables, M. Joseph-H. Laferté, a obtenu un modeste emploi temporaire comme messenger, et ce, à la date du 6 mars 1930, avec un salaire de \$75 par mois, et ayant donné pleine et entière satisfaction à

ses chefs de branche, ces derniers ont fortement recommandé sa permanence; vu les faits ci-haut mentionnés, le Conseil exécutif de cette province, le 30 octobre 1930, l'a nommé permanent avec un salaire annuel de \$1,000.

2. Par son ancien député, M. Jos. Dufour, son député actuel, M. Oscar Drouin, et par son curé, M. l'abbé A.-A. Godbout, de Saint-François-d'Assise, Québec.

3. *a.* 53 ans; *b.* Québec; *c.* messenger; *d.* de neuf heures du matin à cinq heures du soir.

4. et 5. Il vient régulièrement au bureau; de plus, il se rend au bureau à 8 h 30 le matin, afin d'aider à la préparation et à la distribution de la malle et il n'a pas pris, l'été dernier, les vacances auxquelles il avait droit.

6. Depuis son entrée en fonction, il a retiré en tout et partout la somme globale de \$1,040 et n'a pas retiré un seul centin comme gratification, rémunération, dépenses de voyage ou autrement.

Mount Sinai Sanatorium

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 ratifiant et confirmant le titre de Mount Sinai Sanatorium à l'immeuble qu'il possède en la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fermeture d'une ruelle de la Côte Saint-Louis

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 155 concernant la fermeture d'une partie de la ruelle située en arrière de certains lots du boulevard Saint-Joseph et faisant partie du lot no 329, subdivision 286, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Plante (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Exemptions de taxes

M. Fortin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 209 modifiant le Code municipal relativement à certaines exemptions de taxes.

Il s'agit d'exempter de taxes les sociétés coopératives d'agriculture.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Code de procédure civile, articles 196 et 217

L'ordre du jour appelle la prise en considération en comité plénier du bill 206 modifiant les articles 196 et 217 du Code de procédure civile.

M. Taschereau (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), que l'ordre du jour soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

M. Taschereau (Bellechasse) propose que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

Droit de vote des femmes⁴

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 modifiant la loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité soit maintenant lu une deuxième fois.

(Applaudissements)

Des voix: Carried! Carried!

Des voix: Drop! Drop!

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Je veux remercier l'honorable premier ministre d'avoir permis que j'amène ce bill. Je suis fier, dit-il, d'avoir l'honneur d'être encore choisi pour présenter le projet de loi. Je demande à la Chambre de se prononcer une fois de plus sur le vote des femmes dans la province de Québec. Je n'ai pas d'excuse pour parler au nom des femmes de la province, dont je pense et je crois que leur opinion est partagée avec plusieurs, et qu'elles jouent un rôle important dans la vie de la province ainsi qu'à la maison. Tous les célibataires semblent être en faveur de ce bill. Il cite *L'Événement*, numéro publié au lendemain du vote de l'an dernier. D'après l'opinion exprimée par *L'Événement*, les dames ne voudraient pas exercer leur droit. C'est pour cette raison qu'on s'est prononcé contre ce droit, et pour que ce bill fût adopté en Chambre, il faudrait que la Législature se composât de célibataires et d'hommes mariés heureux en ménage!

Toutefois, le vote des femmes a fait du progrès à la Chambre depuis la présentation du premier projet de loi en 1927. Il y a eu un nombre constant de députés qui se sont ralliés au principe en question. À cette date, le bill remportait 13 voix; en 1928, il en obtenait 11, 16 en 1929, et 24, en 1930. Les votes à la Chambre indiquent une progression. On semble donc mieux disposé. J'exprime l'espoir que, cette année, cette gradation se changera en une victoire.

Cependant, je comprends que l'une des raisons avancées contre le droit de vote des femmes vient du fait que les députés sont encore sous l'impression que la femme de Québec n'est pas encore prête à assumer ses responsabilités électorales et que le mouvement en sa faveur n'a pas le support majoritaire des femmes de la province. Il n'y a aucun doute que c'est dû à l'hésitation des députés à promouvoir la législation nécessaire. Il n'est plus question à l'heure

actuelle de dire que la femme ne peut exercer son droit de vote en temps d'élections, ou de prétendre que les femmes sont indifférentes à cette mesure. On se demande seulement si c'est la majorité des femmes qui le demande. Il cite de nombreuses opinions publiées dans les journaux à ce sujet et aussi le point de vue de l'honorable Fernand Rinfret, pour démontrer qu'il est nécessaire de savoir si ce désir que les femmes ont de voter est maintenant général.

Mais les idées marchent cependant, elles font du chemin à chaque jour, comme le premier ministre l'a récemment remarqué et les problèmes deviennent de plus en plus difficiles à régler. Il y a 25 ans, aux États-Unis, Théodore Roosevelt se disait en faveur du suffrage féminin, mais il ajoutait que le temps n'était pas encore arrivé pour l'adoption de cette mesure. Depuis, on a donné le droit de vote aux femmes chez nos voisins. Nous sommes pratiquement les seuls à ne pas laisser voter les femmes.

En Angleterre, en Nouvelle-Zélande, en Australie, elles peuvent exercer ce droit depuis un grand nombre d'années. En 1918, Sir Robert Borden, appuyé par Sir Wilfrid Laurier, a donné le droit de vote aux élections fédérales aux Canadiennes. Toutes les provinces du Canada, l'Alberta, le Manitoba, la Colombie anglaise, la Saskatchewan ont accordé ce droit aux femmes, et même dans l'Afrique du Sud, cet exemple a été suivi. Sir Wilfrid Laurier et le sénateur Rodolphe Lemieux ont dit espérer qu'un jour Québec donnerait le droit de suffrage à sa population féminine.

L'argument avancé à l'effet que les femmes ne votent pas est facilement réfuté par les statistiques au sujet du vote des femmes enregistré lors des élections fédérales et dans une autre province. Les femmes canadiennes exercent leur droit de vote aux élections fédérales et elles sont heureuses de le faire. Il (M. Vautrin) réfère à des statistiques concernant la proportion des votes enregistrés dans les provinces d'Ontario et de Québec.

(Mlle Idola Saint-Jean l'applaudit dans la galerie)⁵.

Les femmes, dit-il, n'ont pas négligé leur droit de vote, pour le plus grand bien de la population de ce pays. L'homme, souvent, néglige de le faire. Personnellement, je crois que la manière dont les femmes ont montré leur disposition à exercer leur droit de vote au fédéral indique qu'elles sont prêtes à accepter de nouvelles obligations et à

travailler pour le bien-être du peuple et l'avancement de la province. Je pense que, si les femmes obtiennent le droit de vote au provincial, non seulement la province progressera sur les plans de la morale et de l'éducation, mais elles exerceront une influence sur le vote des hommes qui, jusqu'ici, est loin d'être généralisé. Les femmes, sans sacrifier leurs attributs spéciaux, pourraient exercer une influence importante et bénéfique sur la vie politique de la province.

On s'est demandé si ce ne serait pas éloigner la femme du foyer que de lui permettre de voter. Il cite deux opinions contraires de sénateurs français, dont l'un disait que la main de la femme est faite pour être baisée dévotieusement quand il s'agit de sa mère, ou amoureuxment, quand il s'agit de sa fiancée, mais pas pour porter un bulletin de vote. L'autre répondait que les mains de femmes qui peinent à l'usine peuvent porter ce bulletin et qu'elles y ont droit. Je demande aux femmes de prendre courage, car, un jour ou l'autre, elles obtiendront le droit de voter aux élections provinciales.

(Applaudissements)

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je félicite l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques de son intéressant plaidoyer en faveur de la cause féminine et les femmes qui ont choisi un tel champion. C'est avec les mêmes raisons que je me lève pour discuter la question, mais j'aurai des conclusions différentes. Je suis marié, dit-il, et heureux en ménage.

Il ne s'agit pas d'énumérer les qualités des femmes de cette province, ce qui rendrait la session très longue, mais il faut plutôt admirer leur persévérance parce qu'elles reviennent pour la cinquième fois devant la Chambre avec cette question.

(Rires)

Malgré ma grande admiration, dit-il, pour les femmes, dont les réalisations dans des domaines importants de la province méritent le plus grand éloge, je considère, dit-il, que le temps n'est pas venu pour leur accorder le privilège qu'elles désirent. L'année dernière, au lendemain du vote, les journaux disaient que c'était une victoire morale. Je souhaite encore aux femmes la même victoire morale qu'en 1930, soit 24 voix sur 44.

(Rires)

La Chambre s'est déjà prononcée à ce sujet à quatre reprises, et je crois que ceux qui sont en faveur du projet de loi devraient en donner les raisons, et que ceux qui s'y opposent ne devraient pas avoir à se justifier.

Il y a deux choses importantes à considérer. Premièrement, y a-t-il un mouvement populaire d'une telle importance dans la province qu'il pourrait justifier un changement aussi important et qu'il soit nécessaire d'établir le suffrage féminin? Deuxièmement, les résultats obtenus ailleurs sont-ils si importants pour que nous nous hâtons à prendre une décision? Considérons ces deux points. Je ne suis pas convaincu que le mouvement a une ampleur suffisante pour que nous nous déjugions. Elles devraient attendre encore un an. Je doute, à l'approche des élections générales, que les femmes soient en mesure d'exprimer leurs opinions.

C'est bien de parler des autres provinces et des autres pays qui ont accordé le droit de vote aux femmes. C'est leur décision. Cependant, les députés de l'Assemblée législative de Québec doivent tout d'abord considérer la mentalité de la province. Est-ce que les choses seraient mieux si les femmes avaient le droit de voter au Québec? Je ne le pense pas; malgré tout le respect et l'admiration que j'ai pour la gent féminine, je crois, dit-il, que rien n'indique la présence d'un mouvement en faveur du droit de vote des femmes dans la province. Les femmes, elles doivent avant cela démontrer les bons effets de leur vote dans les autres provinces. Il n'y a aucune raison de changer; on n'a pas prouvé encore que les affaires iraient mieux si les femmes avaient le droit de voter aux élections provinciales ou de siéger dans cette Chambre.

Il y a toutes sortes de rumeurs avec l'approche des élections. Même si nous avons des élections cette année, certains mécanismes spéciaux devaient être créés pour ajouter les noms des femmes sur les listes électorales. Elles ne pourront pas voter aux prochaines élections, alors pourquoi ne pas retarder la décision? Au cours des élections, les femmes auront la possibilité d'éveiller l'opinion publique, et, si c'est le cas, les nouveaux députés pourront leur donner la mesure qu'elles veulent. Les femmes seraient peut-être plus favorisées s'il se produisait un changement à la direction de cette province, comme le prétendent les députés de la gauche. Ainsi, il ne sert à rien d'amender cette question cette année-ci. Remettons donc la mesure à une autre session.

Je crois que l'une des principales raisons pour lesquelles ces dames voulaient le droit de vote, c'était afin d'obtenir l'amélioration du Code civil. Pendant cette session, un projet de loi est passé et il est devenu une loi. Elles ont obtenu ce qu'elles demandaient et elles se sont déclarées satisfaites. Alors, le motif principal pour lequel elles voulaient le droit de voter est disparu.

Pour ma part, je ne peux pas appuyer cette mesure.

J'ai l'honneur, en conséquence, de proposer en amendement, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Thisdel), que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

(Applaudissements)

M. Fisher (Huntingdon): Nous devons considérer sérieusement la question qui est devant nous. La loi de la province de Québec, dans la mesure où le droit de vote est concerné, classe les femmes dans la même catégorie que les personnes à l'esprit fragile, les personnes déclarées coupables d'une infraction, les personnes qui ne sont pas des sujets britanniques, les personnes âgées de moins de 21 ans, les communistes et les bolchévistes, etc., qui n'ont pas le droit de voter et qui critiquent l'existence d'une telle condition. Est-ce que c'est juste? Pourquoi considérer les femmes ainsi? Allons-nous laisser les femmes de la province dans cette position dégradante? Ou allons-nous les en sortir et les placer au même niveau que leurs sœurs des autres provinces du dominion? En leur accordant le droit de vote, nous ne créerons pas de précédent dans la province.

Au sujet du droit de vote, l'histoire nous dira que les femmes avaient le droit de voter de 1791 à 1867, et aucune preuve n'a été produite pour démontrer que leur droit de vote n'a pas été utilisé d'une manière intelligente. Ce n'est qu'en 1867, avec l'adoption de l'Acte de la Confédération de 1867, que les femmes se sont vu interdire le droit de vote, pour être serviles à l'homme, pour mener une vie misérable et à la charge de l'homme.

Selon les dernières statistiques disponibles, il y a dans la province de Québec près de 25,000⁶ femmes de plus que d'hommes. Est-ce que nous devons priver ces personnes de leur droit de franchise? Par conséquent, nous sommes gouvernés par la minorité, ce qui ne prédispose pas à un bon gouvernement. Un illustre homme d'État a dit que nous devons avoir un gouvernement du peuple, élu par le peuple et pour le peuple. Les dernières statistiques révèlent que la province compte plus d'hommes illettrés que de femmes illettrées. Allons-nous permettre aux hommes illettrés de dicter qui gouvernera, et refuser ce même droit aux femmes éduquées? Les femmes ont consacré beaucoup de temps à l'amélioration des conditions sociales et à la santé de leurs diverses collectivités. Elles ont beaucoup accompli en matière de bien-être des mères et des enfants. L'éducation des jeunes enfants a

toujours été la responsabilité des femmes, à la maison autant qu'à l'école, tandis que le père a tendance à négliger cet aspect de son devoir envers ses enfants. Les femmes ont démontré qu'elles étaient capables de réussir dans bien des domaines importants. Elles ne sont plus obligées de demeurer inactives et dépendantes. La bonne gestion d'un foyer exige du talent et de la sagesse utilisés de manière intelligente. Ce sont les femmes qui accomplissent cette tâche.

Il sied mal à la Chambre de se qualifier d'instrument vétuste d'une époque révolue, et il est tout aussi injuste de cataloguer les femmes de la province comme étant des êtres inadéquats, incapables, d'un jugement douteux et inférieures aux femmes des autres provinces du pays. Votre mère est une femme, la mienne aussi, c'est le cas pour chacun d'entre nous. Il n'y a pas de raison pour que la main qui berce les enfants du monde ne soit pas capable ou n'ait pas la permission de collaborer à la vie politique de la province. À mon avis, dans leur refus d'accorder le droit de vote aux femmes, les députés de cette Chambre causent non seulement du tort aux femmes, mais ils jettent le discrédit sur le sexe masculin. Nous, les citoyens de la province, sommes à la croisée des chemins. Quelle direction prendrons-nous? Irons-nous de l'avant sur la voie de l'équité et du progrès ou retournerons-nous à l'époque moyenâgeuse? Les femmes ont une grande perspective de la vie... elles sont généreuses et bienveillantes. Elles ne connaissent ni les préjugés ni l'étroitesse d'esprit; elles nous font profiter de leurs talents gratuitement et sans demander rien en retour. Pour ce qui est du droit de vote des femmes, la province est à la remorque de la Confédération, comme il a été déclaré en Chambre dernièrement. Je me prononce, dit-il, en faveur du bill.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

(Applaudissements, protestations)

Des députés: Oh! Oh!

Des députés: Ah! Ah!

(Coups sur les pupitres)

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Authier, Baillargeon, Bédard, Bergeron, Bernard, Blain, Bouthillier, Cantin, Caron, Casgrain, Charbonneau, Côté, Dansereau, Delisle, Desmarais, Dufour, Dugas, Duplessis, Farand, Fortin, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Godbout,

Grant, Guertin, Houde, Lamoureux, Laperrière, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Renaud, Samson, Saurette, Sauvé, Savoie, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 47.

Contre: MM. Bercovitch, Bissonnet, Bullock, Cohen, Crépeau, David, Dillon, Drouin, Fisher, Gault, Laferté, Lafleur⁷, Lahaie, Lapierre, Mercier fils, Papineau, Plante, Power, Smart, Tremblay, Vautrin, 21.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, adopté.

Et la motion principale ainsi amendée est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

Il est ordonné que le bill soit lu une deuxième fois dans six mois.

Loi des asiles d'aliénés

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 238 modifiant la loi des asiles d'aliénés soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi a trait à l'incarcération des malades et des formalités à remplir. Toute personne intéressée au bon ordre pourra s'adresser à un juge de la Cour supérieure pour obtenir un mandat pour faire incarcérer un aliéné quand les parents ne pourront ou ne voudront pas s'en occuper et le surintendant de l'institution pourra alors recevoir le patient.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des paratonnerres

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 modifiant la loi des paratonnerres soit maintenant lu une deuxième fois.

On enlève la taxe d'un dollar qui existait pour chaque sortie d'un paratonnerre.

M. Duplessis (Trois-Rivières) et **M. Blain (Montréal-Dorion)** se disent contents, malgré le fait que le gouvernement ait attendu si longtemps avant d'annuler cette taxe inutile et frustrante.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi du régime des eaux courantes

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 229 modifiant la loi du régime des eaux courantes soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet a pour but de permettre le passage de certaines lignes de transmission dans les villes.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande que la troisième lecture soit remise à la prochaine séance.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932⁸.

L'opposition reproche au gouvernement de n'avoir pas suffisamment protégé le public contre les exploitants.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je n'ai cessé, dit-il, de mettre les gens en garde par des communiqués aux journaux.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande des explications sur les perspectives d'exploitation minière dans la région de Chibougamau.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Cette région est très fortement minéralisée. Elle appartient à la formation précambrienne susceptible de donner des minéraux précieux. Des gisements intéressants ont été découverts et la région promet beaucoup. Pour aider à la prospection, le gouvernement a fait nettoyer les petits cours d'eau, de sorte que l'on peut se rendre d'Escalana à Chibougamau, par eau avec quelques portages. Le gouvernement a aussi fait construire un chemin d'hiver de 14 pieds de largeur dans la région du Lac-Saint-Jean pour conduire vers Chibougamau.

M. Duplessis (Trois-Rivières) parle de la construction d'un chemin de fer pour aider à l'expansion minière de la province. Il désire savoir s'il est vrai que le chemin de fer de Québec-Saguenay-Chibougamau est en mauvaises affaires.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je sais, dit-il, que les travaux sont suspendus, mais j'en ignore la raison.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministère des Mines a promis, quelques années auparavant, d'apporter de l'aide au développement d'une région qui s'avère une riche zone minière.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) allègue que le ministère a fourni de l'aide et que, selon les conditions, plusieurs mines ont été partiellement développées sans que les possibilités qu'offrait le district ne soient précisées. Il montre comment Québec contribue au développement minier. Elle est la seule province, à part l'Ontario, à avoir des

géologues à son service. Il parle des mines d'amiante. Il y a deux causes au marasme de l'industrie, à part la crise mondiale actuelle: le "dumping" de l'amiante russe et les taux de transport. Il en coûte moins cher de transporter une tonne d'amiante des monts Oural à New York que de Thetford Mines à Watertown, New York. Le gouvernement a réuni les propriétaires de mines d'amiante à Québec tout dernièrement pour essayer d'empêcher la grève des prix et pour que ceux-ci établissent une échelle de prix, de façon à ne pas être supplanté aux États-Unis par l'importation russe et sud-africaine. On a réglé la question de la classification des produits. Si on peut réussir à s'entendre sur les prix maintenant, on pourra faire face à la concurrence.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement ne donne pas assez d'appui au projet, eu égard à son importance. Croyez-vous que les conditions justifient l'aide du gouvernement dans le projet du chemin de fer qui assurera le transport nécessaire à ce district?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) relève certaines paroles du député de Trois-Rivières au sujet du chemin de fer de Chibougamau. On voudrait pousser ce chemin jusqu'à la baie d'Hudson. Le chemin de fer traverserait une région où la colonisation et le développement agricole sont pratiquement impossibles. Il ne vivrait que des entreprises minières. Je suis informé qu'Ottawa ne peut rien faire. Trois classes sont intéressées à la construction de ce chemin de fer: Ottawa, Québec et les intérêts miniers. J'ai aussi rencontré Sir Henry Thornton ainsi que les intérêts miniers dans cette région, et les deux parties ont déclaré ne pouvoir rien faire pour le moment. Les conditions économiques ne permettent pas la construction de ce chemin de fer. À la surface des terrains, on a trouvé du bon minéral, mais on n'est pas certain d'en trouver d'aussi bon à une plus grande profondeur.

Le projet peut coûter \$15,000,000⁹ pour lesquels on a demandé au gouvernement de garantir l'émission d'obligations. Je ne crois pas que la province devrait assumer un tel fardeau actuellement. Cela est impossible au gouvernement alors que les intéressés eux-mêmes ne sont pas sûrs du développement que prendra la région. Il faut avant tout que les propriétaires de mines aient eux-mêmes confiance en leurs affaires.

Les années deviendront meilleures et permettront que le gouvernement fédéral nous aide. Pour le moment, le projet est prématuré, mais Québec fera sa part lorsque le temps sera venu. Je crois qu'il serait sage d'attendre un peu plus tard

pour développer davantage ce réseau ferroviaire. On a déjà fait des dépenses considérables. Nous devons y regarder deux fois avant d'engager la province dans cette entreprise.

M. Smart (Westmount) présente un article tiré du *Toronto Star*, intitulé "Devancer le Québec", qui affirme que la province voisine se développe rapidement et attire vers Toronto une bonne partie des activités commerciales qui appartiennent, de bon droit, au Québec.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): L'Ontario n'a pas fait de travail routier pour tenter son coup. La politique du gouvernement était d'attendre et de s'assurer qu'il y aurait assez de minéraux pour justifier la mise en place d'une voie de circulation. La région de Chibougamau est prometteuse, mais rien de définitif n'est prouvé. Un chemin de fer est essentiel à la prospérité de son développement et le gouvernement est bien disposé; cependant, on croit que \$15,000,000 n'est pas une dépense justifiée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Questions et réponses:

Construction de la route Saint-Jean-Laprairie

M. Guertin (Hull): 1. Quand le gouvernement a-t-il pris à sa charge la construction de la route Saint-Jean-Laprairie?

2. Quelle est: *a.* sa longueur; *b.* sa largeur?

3. Combien a été dépensé chaque année pour la construction de cette route depuis qu'elle est à la charge du gouvernement?

4. Cette route est-elle terminée?

5. Sinon, quand le sera-t-elle et quelle est la longueur inachevée?

6. Combien a été payé ou est dû à chacun des propriétaires riverains pour les terrains achetés en vue de l'élargissement de cette route?

7. Y a-t-il des offres faites par le gouvernement à des propriétaires riverains et qui n'ont pas encore été acceptées?

8. Dans l'affirmative, quels sont ces propriétaires et le montant offert dans chaque cas?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Le gouvernement n'a pas pris à sa charge la construction de cette route, mais il en a pris l'entretien aux dates suivantes, dans les municipalités ci-après désignées: paroisse de Laprairie, 23 janvier 1924; conseil du comté de Saint-Jean (montée Fréchette), 19 mars 1925; paroisse de Saint-Jean, 4 février 1926.

2. *a.* 12.53 milles; *b.* le gouvernement est en train de l'élargir à 66 pieds entre les clôtures.

3. Répondu au no 1.

4. La construction de cette route est terminée. Le gouvernement a commencé à l'élargir en 1928.

5. Répondu au no 4.

6. Mmes E. Normandin, \$760.20; P. Boyer, \$266; Anat. Papineau, \$50; MM. Etienne Langlois, \$560; Jérémie Gagnon, \$500; Omer Moquin, \$23.50; Jos. Portugias, \$518.74; Armand Sénécal, \$122.12; Pierre Sénécal, \$682.20; Aimé Sénécal, \$1,005.60; Eugène Roy, \$1,138.04; Siméon Pagé, \$60; Armand Mailloux, \$157; John H. Wing, \$2,528.60; Thos. McDonnell, \$1,100; John Lécuyer, \$401.60; Aurèle Marcil, \$1,222; Henri Courville, \$1,200; Hector Thibodeau, \$200; Charles Lamarre, \$400; Hormisdas Demers, \$800; F. & S. Toupin, \$337; Léopold Moreau, \$1,000; Henri Dupuis, \$354; Philéas Lévesque, \$800; J.-A. Lussier, \$335; Louis Giroux, \$500; Sem. Dupuis, \$636; Armand Bourdeau, \$666; Jos. Bourdeau, \$1,970.80; Joseph Dupuis, \$46.20; Eugène Sénécal, \$4,927.40; Frs Amyot, \$968.38.

7. Oui.

8. MM. Alex Gagnon, \$250; Édouard Roy, \$50; Joseph Cayer, \$3,350; Léopold Raymond, \$4,000; Joseph Audette, \$3,000.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 25 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 9 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Construction de la route Saint-Jean-Rouses Point

M. Guertin (Hull): 1. Quand le gouvernement a-t-il pris à sa charge la construction de la route Saint-Jean-Rouses Point?

2. Quelles est: *a.* sa longueur; *b.* sa largeur?

3. Combien a été dépensé chaque année pour la construction de cette route depuis qu'elle est à la charge du gouvernement?

4. Cette route est-elle terminée?

5. Sinon, quand le sera-t-elle et quelle est la longueur inachevée?

6. Combien a été payé ou est dû à chacun des propriétaires riverains pour les terrains achetés en vue de l'élargissement de cette route?

7. Y a-t-il des offres faites par le gouvernement à des propriétaires riverains et qui n'ont pas encore été acceptées?

8. Dans l'affirmative, quels sont ces propriétaires et le montant offert dans chaque cas?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Le gouvernement n'a pas pris à sa charge la construction de cette route, mais il en a pris l'entretien le 19 mars 1925.

2. *a.* 21.43 milles; *b.* Le gouvernement est en train de l'élargir à 66 pieds entre les clôtures.

3. Répondu au no 1.

4. La construction de cette route est terminée. Le gouvernement a commencé à l'élargir en 1925.

5. Répondu au no 4.

6. Collège de Saint-Jean, \$125; Club Champlain, \$35; Alphonse Génier, \$200; F. Towner, \$376.51; E. Wagnard, \$6; Jos. O'Cain, \$209.40; Mme J.-A. Boulais, \$87; W. Roman, \$187.05; A. Lussier, \$68; G. Grenier, \$325; Lasnier & Galipeau, \$58.82; A. Racine, \$20; Algord Hébert, \$126.73; Henri Roman, \$296.70; Gustave Poirier, \$416.43; Commission scolaire de la paroisse de Saint-Jean, \$12; C. Poirier, \$333.25; Antoine Hébert, \$192.11; Gilles Hébert, \$385.55; E. Hébert, \$249.25; F. Poirier, \$246.70; O. Bisailon, \$169; dame veuve P. Langlois, \$35; A. Therrien, \$132; J. Thibodeau, \$54; Charles Lord, \$305.15; David Lord, \$56; P. Oligny, \$347; Léon Pinsonnault, \$762.02; Euclide Therrien, \$200; J.-B. et A. Richard, \$412.40; Denis Ménard, \$595.25; J.-B. Dubois, \$441.28; Charles Poirier, \$207.69; E. Forgues, \$197.35; dame veuve Jos. Harbec, \$706; Elgin Lord, \$357.75; Vincent Poirier, \$300.58; W.-E.-C. Nolet, \$310.48; A.-L. Boissonnault, \$150; A. Gagnon, \$1,362.36; Alb. Gagnon, \$312.10; Alf. Girardin, \$208.03; F. Landry,

\$224.38; H. Thibodeau, \$391.65; J.-M. Robert, \$204; Wilfrid Clément, \$119.72; Émile Clément, \$124.90; Jos. Clément, \$156.50; Mme J.-B. Savage, \$451.48; Damien Savage, \$230; H. Bisaillon, \$222.45; H.-J. Deneau, \$465; Wilfrid Bisaillon, \$407.30; Émile Perrier, \$305.35; Commission scolaire de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, \$89.37; P. Cloutier, \$225.75; F. Cloutier, \$265.95; A. Bisaillon, \$134.70; R. Poissant, \$1,301.90; F. Bisaillon, \$199.65; M. Tremblay, \$409.50; E. Girard, \$542.15; Mme O. Demers, \$198.85; J. Trahan, \$724.05; A. Regnier, \$108.60; F. Langlois, \$431.73; J. Poirier, \$390.20; J.-A. Martin, \$162; Mme E. DeRostaing, \$50; H. Grégoire, \$478; Félix Hébert, \$140; J.-C. Wilson, \$264; Mme A.-G. Boudreau, \$1,469.20; P.-E. Boudreau, \$10; Omer Boudreau, \$5; H. Robitaille, \$609.25; D. Correau, \$2,000; Pierre Trahan, \$570; C. Boucher, \$1,058.22; Mme M. Ménard, \$2,400; J.-H. Dion, \$30; A. Balthazard, \$386.60; M. Bourgeois, \$1,093.60; Art. Martin, \$925.95; Aldor Martin, \$1,039.95; J.-B. Roy, \$3,194.65; Delphis Blain, \$902; H. Deshaies, \$700; Lacoursière & Lamy, \$3,774.23; Mme M. Higgs, \$284; J. Grenon, \$604.15; N. Duquette, \$460.40; Alp. Olivier, \$527.95; A. Ménard, \$486.75; W. Brisbin, \$15; J.-M. Gauthier, \$392.50; W. Peters, \$82; H. Gauthier, \$200; Jos. Grenon, \$61.45; N. Gagnon, \$190.42; E. Duquette, \$652.12; O. Girard, \$256; Mme Adol. Gervais, \$199.30; V. Champagne, \$263; Jos. et Lena Landry, \$13; Adélard Martin, \$490.75; James Boyce, \$207.05; Jos. Plante, \$157.25; R. Bédard, \$168.90; R. Deschênes, \$167.20; A. Bouthillier, (*) \$12,232.50; Succ. Geo. Lord (*) \$484; E. Robinson (*) \$2,272.

7. Oui.

8. Victor Guertin, \$51; Club de Golf Saint-Jean, \$80; Mme Trefflé Côté, \$202; Chs. Hébert, \$515.

(*) En vertu d'un jugement de la Commission des services publics.

Hebrew Loan Syndicate

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. À quelle date le syndicat coopératif autrefois connu sous le nom "The Hebrew Loan Syndicate", a-t-il déposé, chaque année, chez le secrétaire de la province, une copie du compte rendu exigé par l'article 35 de la loi des syndicats coopératifs?

2. À quelle date cet ancien syndicat coopératif, constitué en corporation avec des pouvoirs plus étendus par la loi 18 George V, chapitre 119, a-t-il transmis, chaque année, au

département du secrétaire de la province, le sommaire exigé par l'article 187 de la loi des compagnies de Québec?

3. Quels étaient, chaque année, les nom et adresse des personnes qui étaient directeurs de la corporation nouvelle ou y occupaient une position solitaire?

4. Cette corporation est-elle maintenant liquidée? Si oui, a-t-elle laissé un déficit?

5. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes au sujet de cette corporation régie par la loi 18 George V, chapitre 119? Si oui, sur quoi portaient-elles et que demandaient-elles?

6. Le gouvernement a-t-il fait vérifier l'accomplissement des formalités plus haut mentionnées à la question no 1, avant de laisser la Législature accorder les pouvoirs plus étendus contenus à cette loi 18 George V, chapitre 119?

7. Si non, pourquoi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. et 2. Aucun dépôt du compte rendu n'a été fait chez le secrétaire de la province pendant que le syndicat a été régi par la loi des syndicats coopératifs de Québec, S.R.Q., 1909, articles 6762 à 6811, ni après qu'il est devenu régi par la loi des syndicats coopératifs de Québec, S.R.Q., 1925, chapitre 254, ni depuis qu'il a été régi par une charte spéciale, 18 George V, chapitre 119. Le gouvernement n'a aucun pouvoir en vertu de ces deux premières lois de forcer un syndicat à faire ledit dépôt, et toute personne peut poursuivre pour omission d'avoir fait le dépôt en vertu de la section 36 du 18 George V, chapitre 119, aucun pouvoir n'étant à ce sujet spécialement conféré au gouvernement.

3. Le gouvernement l'ignore.

4. Il y a eu des procédures en liquidation, mais le gouvernement ne sait pas si elles sont terminées.

5. Oui. Elles portaient sur l'administration généralement et sur l'impossibilité dans laquelle étaient les déposants de se faire rembourser. Dès les premières plaintes, le gouvernement a chargé un des substituts du procureur général à Montréal de faire les démarches et les procédures voulues pour sauvegarder les intérêts des déposants et de tous autres intéressés.

6. À l'époque où la Législature a été saisie du projet qui est devenu 18 George V, chapitre 119, le gouvernement n'avait aucun renseignement sur l'état des affaires de cette compagnie, et la loi ne lui donnait aucun recours pour se faire rendre compte.

7. ...

Commission des services publics

M. Bédard (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 210 modifiant l'article 28 de la loi de la Commission des services publics.

Adopté.

En comité¹⁰:

M. Duplessis (Trois-Rivières), M. Blain (Montréal-Dorion) et M. Sauvé (Deux-Montagnes) protestent contre le bill qu'ils trouvent injuste.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) et M. Duplessis (Trois-Rivières): Encore un bill général pour régler un cas particulier. La loi, telle que passée en 1929, est déjà mauvaise et il ne faut pas la rendre plus sévère. Laissons aux gens la liberté de se cotiser pour faire un voyage en automobile.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi n'aurait jamais dû être passée parce qu'elle favorise les trusts d'autobus. La loi existante va assez loin.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Par cette loi, on enlève à quatre personnes, quatre amis, la liberté de faire une promenade en taxi quand elles ne veulent pas prendre un autobus.

M. Bédard (Québec-Comté): La loi existe déjà. Cette loi a été demandée par les propriétaires d'autobus à qui certains chauffeurs de taxi ont fait une concurrence déloyale. Ces voituriers ne sont pas des voituriers de bonne foi et c'est ceux-là que la loi veut atteindre et faire disparaître. Les propriétaires d'automobiles ne pourront plus à l'avenir prendre des arrangements avec une personne, au lieu de charger tel ou tel prix par passager, afin de ne pas s'en tenir à la loi actuelle.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande au comité de rapporter progrès et demande la permission de siéger de nouveau pour étudier cette question.

M. Duplessis (Trois-Rivières) conseille au ministre de demander sans cérémonie le rejet du bill en question.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Loi des licences

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 69 modifiant la loi des licences.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹¹:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 92 de la loi des licences de Québec (Statuts refondus 1925, chapitre 25) s'appliqueront à toutes succursales établies dans cette province par un courtier, une société de courtiers ou une personne visés par lesdites dispositions, de même qu'à toutes les compagnies ayant leur bureau chef dans cette province et y faisant le commerce de courtier, pour le compte ou le bénéfice d'un courtier, d'une société de courtiers ou d'une personne, dont la résidence ou la principale place d'affaires est en dehors de la province.

La loi actuelle pourvoit à ce que les courtiers paient une licence de \$300. Il y a cependant une faille dans la loi actuelle. Elle n'atteint pas les courtiers de la province. L'article 92 de la loi prévoit un permis de \$2,000 pour chaque courtier dont la résidence ou la place d'affaires principale est à l'extérieur de la province et qui fait affaire dans la province par l'entremise d'un agent d'ici. Cette taxe fait l'objet de fraude, notamment de la part de propriétaires miniers; alors, un paragraphe a été ajouté à la section du projet de loi pour prévoir que la taxe s'applique aussi à toute compagnie dont le siège social se trouve dans la province et qui fait un travail de courtage dans la province pour le compte ou au profit d'un courtier de l'extérieur de la province.

Certains courtiers étrangers ont évité la taxe en établissant chez nous des succursales. Ceux que nous voulons atteindre ce sont les courtiers de mines qui nous viennent d'Ontario, de New York ou d'ailleurs et qui poussent comme des champignons et viennent tromper nos gens. Pour corriger ce défaut de la loi, un amendement obligera les courtiers étrangers qui opèrent chez nous sur la Bourse de

Montréal à payer une taxe de \$2,000. En exigeant cette somme, on garde loin de la frontière un nombre de courtiers indésirables. Tous les courtiers de la province qui font partie du Curb de Montréal, de la Bourse de Montréal et de l'Association des banquiers en obligations paieront \$300.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Que ferez-vous de tout cet argent?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous l'emploierons à de bonnes œuvres!

L'étude de la résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen de la résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

Prêts agricoles

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 240 de l'aide aux cultivateurs relativement aux prêts agricoles.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹²:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que le gouvernement soit autorisé à payer la différence, n'excédant pas un et demi (1½ %) pour cent, entre l'intérêt annuel de cinq (5 %) pour cent et celui chargé par la commission aux cultivateurs de la province sur le capital des prêts à eux faits ou qui leur seront faits en vertu des dispositions de la loi du prêt agricole canadien.

2. Que le trésorier de la province devra payer à qui de droit à même le fonds consolidé du revenu, sur demande du conseil provincial, la part contributoire du gouvernement sur ces versements.

Cette mesure sera d'un grand secours pour l'agriculture, car le taux de 6½ % est prohibitif. Nous

avons annoncé dans le discours du trône qu'en autant que notre province était concernée, nous verrions à ce que les cultivateurs puissent emprunter à 5 % au lieu de 6½ %. Le gouvernement absorbera cet intérêt. Jusqu'à date les prêts consentis aux cultivateurs dans la province de Québec, en vertu de la loi du prêt agricole, ont atteint la somme de \$2,200,000¹³, dont \$750,000¹⁴ n'ont pas été versés, faute de titres suffisants de la part des emprunteurs. Les prêts faits ou pour lesquels les paiements ont été faits s'élèvent à \$1,450,000¹⁵.

Par notre mesure, nous allons aider les cultivateurs à faire les emprunts dont ils ont besoin. Il y a 415 emprunteurs et 360 demandes devant la Commission du prêt agricole fédérale. Le 6½ % était trop élevé et la mesure du gouvernement aidera aux cultivateurs à développer leurs terres et à améliorer leur rendement agricole. La province de Québec s'est classée première parmi toutes les provinces emprunteuses selon la loi fédérale en matière de paiement de l'intérêt et du fonds d'amortissement.

M. Guertin (Hull) pose une question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'administration fédérale a nommé tous les membres de la Commission provinciale et son personnel, bien qu'Ottawa ait demandé à Québec d'une manière non officielle de faire des suggestions. Ce n'était pas nécessaire qu'Ottawa agisse ainsi.

M. Guertin (Hull): Le gouvernement aurait dû produire des statistiques l'an dernier. Le gouvernement devrait avoir un meilleur système que présentement. Je suis en faveur d'un crédit agricole et d'une réduction de taux, mais nous devrions emprunter nous-mêmes afin de sauver de l'argent. Le gouvernement provincial, qui vient de copier cinq ou six lois ontariennes, aurait dû copier la loi ontarienne du prêt agricole depuis longtemps. La loi ontarienne date de 1921 et, par son office, \$40,000,000 ont été prêtés aux cultivateurs à un taux de 5½ %.

La province de Québec n'a rien fait avant 1929, alors qu'elle s'est prévalu de la loi fédérale, système peu approprié à notre province, de l'avis même du premier ministre. La province aurait pu emprunter à 4½ % et prêter ensuite aux cultivateurs à 5 %. Le ½ % aurait suffi à défrayer les frais d'administration et la province n'aurait rien perdu, alors qu'avec la présente loi, la province perdra des sommes importantes. Le gouvernement a emprunté pour fins d'assistance publique; il aurait pu de même emprunter pour fins de prêt agricole. Il reproche à la

droite d'ignorer la Commission fédérale du crédit agricole et estime qu'il serait préférable d'adopter un autre système que celui présenté actuellement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Êtes-vous pour ou contre le projet de loi? Malgré tout ce que vous dites, je suis convaincu que vous allez voter en faveur de la loi. Vous parlez d'un bord et vous votez de l'autre!

M. Guertin (Hull): À défaut de mieux, on prend pire. Je suis en faveur du projet de loi; mais je ne vote pas pour le gouvernement, mais bien pour les agriculteurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement s'est rendu un peu tard et partiellement à une demande faite dans le passé. En 1930, M. Arthur Sauvé avait présenté une motion pour réduire le taux d'intérêt du prêt agricole à 4½ %, prêter sur 65 % de la valeur de la propriété, exempter l'emprunteur des frais d'enregistrement, examens, etc. Un ministre fédéral a amendé la motion de façon à inviter le gouvernement fédéral à réduire le taux d'intérêt.

La présente loi, cependant, est une amélioration sur l'ancienne loi, mais elle ne rencontrera pas tous les besoins des cultivateurs. Il reste cependant des inconvénients. Cette mesure n'est pas assez généreuse, car l'agriculteur sera encore obligé de payer 5 % et d'autres frais encourus par l'emprunt; les frais d'enregistrement, d'examen de titres, etc. Le gouvernement provincial n'a pas fait de démarches auprès du gouvernement fédéral pour réduire le taux d'intérêt.

Si on avait fait des démarches pour s'entendre avec Ottawa, on pourrait présenter une législation meilleure et plus sage. Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement conservateur, le premier ministre en a souvent parlé.

Il (M. Sauvé) exprime le désir que le Québec s'entende avec Ottawa afin d'obtenir de meilleures conditions, mais, selon ses informations, le gouvernement n'a jamais réalisé le désir de la Chambre à cet égard.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pensez-vous que le gouvernement d'Ottawa fera droit à nos demandes?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je comprends que le premier ministre attend plus du gouvernement fédéral actuel que du gouvernement King.

(Rires)

Il n'avait fait aucune démarche auprès de ce dernier. On devrait faire des démarches immédiatement. Ça vaut la peine d'essayer, maintenant qu'Ottawa a changé de gouvernement. Si on avait agi plus tôt, on serait en mesure de donner une plus grande justice aux cultivateurs. La mesure actuelle est une amélioration considérable, mais ne répond pas à toutes les demandes des agriculteurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La mesure n'est pas complète pour plusieurs raisons. La clause qui réfère tout au lieutenant-gouverneur en conseil est trop large et trop indéfinie. Elle devrait être plus précise sur les pouvoirs du gouvernement. Elle devrait dire que le lieutenant-gouverneur en conseil "prêtera" au lieu de "pourra prêter". Car, dans ce dernier cas, le gouvernement pourra faire de la discrimination entre rouges et bleus, favoriser le patronage politique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Riant) Nous allons la donner aux agriculteurs conservateurs pour qu'ils votent pour nous. Les emprunteurs n'auront qu'à se dire rouges.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les agriculteurs conservateurs ne se vendent pas. Les cultivateurs qui connaissent le gouvernement et sa politique vont certainement rougir, mais pas du même rouge dont parle le premier ministre.

Ils vont rougir de honte et non dans le sens politique. Le premier ministre s'est permis d'aller trop loin dans sa déclaration qui est injuste envers les agriculteurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne dis pas qu'ils vont se vendre, mais qu'ils seront tellement satisfaits du gouvernement qu'ils voteront pour nous.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les agriculteurs paient présentement pour l'imprévoyance du gouvernement qui est responsable en bonne partie de la présente crise agricole. Le gouvernement aurait dû instituer le prêt agricole au moment où la crise agricole s'annonçait à la suite de la surcharge des taxes de voirie.

Le gouvernement ne va pas assez loin. Il devrait faire plus pour les agriculteurs, par exemple accorder les frais d'enregistrement et d'inscription des prêts agricoles.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions. Lesdites résolutions sont lues deux fois.

Admission des femmes au Barreau

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que nous devons considérer ce soir le bill de l'admission des femmes au Barreau.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les femmes qui ont parrainé la mesure attendent qu'elle soit débattue. Du consentement des deux sexes...

(Rires)

... après consultation avec le député de Québec-Est (M. Drouin), le parrain du projet de loi, l'étude en est remise à demain après-midi.

Loi des assurances

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 68 modifiant la loi des assurances de Québec pour certaines fins.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le but principal était de permettre aux compagnies d'assurances de prendre des risques sur les enfants jusqu'à un maximum de \$1,000 pour un enfant de 10 ans, le maximum a été réduit à des montants moins élevés jusqu'à l'âge de un an. Le surintendant des assurances a rédigé le projet de loi pour répondre aux désirs des compagnies d'assurances.

M. Blain (Montréal-Dorion): On favorise les compagnies américaines. Pour permettre aux compagnies d'augmenter leurs affaires de cette manière, cette loi va donner un rude coup aux deux mutuelles canadiennes-françaises, les Artisans canadiens-français et l'Alliance nationale, qui sont en faveur des polices pour enfants. Le gouvernement devrait ajourner l'étude du bill pour entendre les réclamations de ces derniers.

Les articles 1 à 7 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Arrondissements scolaires

L'ordre du jour appelle la prise en considération en comité plénier du bill 233 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux arrondissements scolaires.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit retiré.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons vous laisser faire et ne pas traiter votre projet de loi de la même façon que vous avez traité celui de la ville de Montréal.

Adopté. Le bill est retiré.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité¹⁶:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Guertin (Hull) parle de vaisselle.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

Les revenus annuels des mines dans Québec ont été de \$532,000, en 1929, et de \$739,000, en 1930.

M. Guertin (Hull): Les minéraux du Québec sortent de la province en grande quantité, au lieu d'être manufacturés ici, comme l'amiante.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La situation du Canada est différente de celle des États-Unis; avec une population de 120,000,000 de personnes, il est possible de fabriquer l'amiante dans des conditions supérieures à celles du Canada qui compte une plus petite population.

M. Guertin (Hull): Le gouvernement aurait dû faire quelque chose pour encourager la fabrication du feldspath, qui se trouve en grande quantité dans la province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Si nous avons de bons gisements, ils seraient développés sans que le gouvernement n'ait subventionner les industries qui utilisent cette ressource minière.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois.

**Fermeture d'une ruelle
de la Côte Saint-Louis**

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 concernant la fermeture d'une partie de la ruelle située en arrière de certains lots du boulevard Saint-Joseph et faisant partie du lot no 329, subdivision 286, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 11 h 25¹⁷.

NOTES

1. *La Presse* du 25 mars 1931, à la page 21, rapporte que le chef de l'opposition vient d'arriver en Chambre.

2. Loi amendant les Statuts refondus, 1909, et pourvoyant à l'emprisonnement de John H. Roberts (13 George V, chapitre 18). Le 30 octobre 1922, John H. Roberts, éditeur d'un hebdomadaire à sensation *The Axe* publie des rumeurs insinuant que deux députés de l'Assemblée législative de Québec seraient impliqués dans le viol meurtrier en 1920 de Blanche Garneau, jeune femme d'un quartier ouvrier de Québec. Devant cet outrage au Parlement, le premier ministre Taschereau ordonne l'arrestation de Roberts par le sergent d'armes et sa comparution à la barre de l'Assemblée. Au refus de Roberts de nommer les deux députés, Taschereau, en sa capacité de procureur général, fait adopter un projet de loi condamnant l'éditeur à une année de prison. Cette loi fut sanctionnée le 29 décembre 1922. Ce précédent législatif et juridique soulève toute une polémique sur la question du libelle et la liberté de la presse. Voir *Débats de l'Assemblée législative*, 4e session, 15e législature, du 24 octobre au 29 décembre 1922.

3. *L'Événement* du 26 mars 1931, à la page 8, donne cette version: "Le premier ministre prend cette mesure quand mon discours ne va pas trop mal."

4. *Le Soleil* du 26 mars 1931, à la page 3, rapporte que "Exactement trente-neuf féministes militantes avaient envahi les galeries de la Chambre pour assister au trépas de leur enfant chéri." *The Gazette* du 26 mars 1931, à la page 1, signale la présence de Mme Pierre Casgrain, Mlle Idola Saint-Jean et Mme E. T. Sampson.

5. "M. Irénée Vautrin, député de Saint-Jacques, qui présentait le bill, a plaidé sa cause d'une façon habile, au point qu'une vieille dame, oubliant les règlements de la Chambre, s'est mise à frapper des mains. Mais comme elle était seule à manifester et que tous les députés riaient, elle cessa soudain, devint toute rouge, pendant qu'une collègue, d'un geste autoritaire et le regard comminatoire, lui intimait de se tenir tranquille", rapporte *Le Devoir* du 26 mars 1931, à la page 1.

6. Chiffre de *L'Événement* du 26 mars 1931, à la page 8: 50,000 femmes.

7. *Le Soleil* du 26 mars 1931, à la page 3, écrit que "M. P.-A. Lafleur quitta son siège en plein vote, manœuvre qui est absolument contraire au protocole parlementaire."

8. "M. A.-O. Dufresne directeur du service de mines occupe un fauteuil près de son chef" indique *Le Soleil* du 26 mars 1931, à la page 23.

9. Chiffre du *Soleil* du 26 mars 1931, à la page 23, \$16,000,000 alors que *Le Devoir* du 26 mars 1931, à la page 2, indique \$45,000,000.

10. Les sources ne précisent pas le nom du député qui a présidé le comité.

11. Voir note 10.

12. Voir note 10.

13. Chiffre de *The Gazette* du 26 mars 1931, à la page 15: \$2,800,000.

14. Chiffre de *The Gazette* du 26 mars 1931, à la page 15: \$700,000.

15. Chiffre de *The Gazette* du 26 mars 1931, à la page 15: \$1,500,000.

16. Voir note 10.

17. 11 h 20, selon *Le Soleil* du 26 mars 1931, à la page 23.

Première séance du jeudi 26 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le trente-troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 223 modifiant la loi 13 George V, chapitre 44.

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre:

- bill 32 concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont.

**Conversion de compagnies à fonds social
en sociétés coopératives
agricoles**

M. Charbonneau (Napierville-Laprairie) demande la permission de présenter le bill 212 concernant la conversion de certaines compagnies à fonds social en sociétés coopératives agricoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Évaluation
de lignes de transmission**

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 213 modifiant le Code municipal relativement à l'évaluation de lignes de transmission.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des cités et villes,
article 571c**

M. Guertin (Hull) demande la permission de présenter le bill 214 abrogeant l'article 571c de la loi des cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 27 modifiant la loi de la Commission des services publics;

- bill 36 modifiant la loi de la pêche;

- bill 47 modifiant la loi de l'instruction publique;

- bill 56 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à l'inspection des syndicats autres que les caisses populaires;

- bill 58 modifiant la loi des cités et villes;

- bill 177 modifiant le Code municipal relativement aux taxes;

- bill 185 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'imposition de certaines taxes;

- bill 193 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à la création de certains fonds;

- bill 201 modifiant le Code municipal relativement au drainage des terres;

- bill 202 modifiant l'article 571c de la loi des cités et villes;

- bill 244 pour indemniser les cultivateurs de certaines pertes et aider à l'achat d'engrais chimiques.

Il est ordonné que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 55 octroyant à Sa Majesté les deniers immédiatement requis pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province pendant la présente session de la législature, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a adopté sans amendement.

Questions et réponses:

**Montants versés
à Édouard Montpetit**

M. Tremblay (Maisonnette): 1. M. Édouard Montpetit, secrétaire de l'Université de Montréal, est-il encore à l'emploi du département des Terres et Forêts comme directeur de *L'Heure Provinciale* et, si

oui, quelles sommes a-t-il reçues comme tel depuis le 1^{er} juillet dernier?

2. M. Édouard Montpetit a-t-il obtenu un congé pour aller en Europe, au cours de l'été 1930 et, si oui, combien de temps a-t-il été absent?

3. À quelle date M. Édouard Montpetit a-t-il été nommé président de la Commission des assurances sociales et quelles sommes a-t-il reçues depuis comme tel?

4. La somme de \$4,000 que le gouvernement doit lui payer, comme président de la Commission des assurances sociales, comprend-elle ses dépenses de voyage et, si non, quelles sommes a-t-il reçues jusqu'à date comme dépenses de voyage?

5. La somme de \$4,000 que le gouvernement doit payer à M. Édouard Montpetit, comme président de la Commission des assurances sociales, est-elle une indemnité annuelle ou une indemnité globale?

6. Quel terme le gouvernement a-t-il fixé à la Commission des assurances sociales pour faire son rapport final?

7. M. Édouard Montpetit a-t-il été chargé de quelques missions en Europe, au cours de l'été dernier et, si oui, quelles sommes a-t-il reçues à ce sujet de la part du gouvernement?

8. M. Édouard Montpetit a-t-il été chargé par le gouvernement, ou par un de ses membres, de préparer, seul ou avec d'autres, un livre sur le parler des Canadiens français et, si oui, quelles sommes lui a été ou lui seront payées à ce sujet?

9. M. Édouard Montpetit a-t-il fait partie des jurys chargés de juger les concours pour les prix David et, si oui, quelles sommes a-t-il touchées à ce sujet?

10. À part les \$6,850 d'honoraires qu'il a reçus comme secrétaire de la Commission d'enquête sur les écoles catholiques de Montréal, ainsi qu'il appert à la page 329 des *Comptes publics* de 1928, M. Édouard Montpetit a-t-il touché d'autres sommes en cette qualité et, si oui, lesquelles?

11. Pour quel objet M. Édouard Montpetit a-t-il reçu les \$3,000 qui, à la page 498 des *Comptes publics* de 1925, paraissent lui avoir été payés pour transport en Europe?

12. Pour quel objet M. Édouard Montpetit a-t-il reçu les \$1,000 qui, à la page 214 des *Comptes publics* de 1930, paraissent lui avoir été payés pour dépenses à même le crédit de "Encouragement à l'agriculture en général"?

13. M. Édouard Montpetit qui, d'après les *Comptes publics* de 1928, page 348, aurait reçu \$1,200 pour conférences et dépenses de voyage *re*: éducation technique, est-il le même Édouard

Montpetit qui aurait touché en 1930, \$1,000 à même le crédit de "Encouragement à l'agriculture en général"?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1.

Oui. Son traitement: \$125 par mois et \$45 pour trois communications radiophoniques, au taux généralement établi de \$15 par communication.

2. Oui, pendant les vacances d'été. - Deux mois et demi, après avoir pris les dispositions nécessaires pour assurer le fonctionnement du service pendant son absence. M. Montpetit, au cours de ce séjour, a étudié le régime de la radio en Europe.

3. Le 25 septembre 1930, sans avoir sollicité de près ni de loin cette situation. - \$1,277.78.

4. Comme pour ses autres collègues, cette somme ne comprend pas ses dépenses de voyage. - \$337.50.

5. Comme pour ses collègues, une indemnité annuelle mais temporaire.

6. Aucun, à cause de l'étendue du travail et du territoire à parcourir, mais la composition de la Commission est une garantie qu'elle présentera les rapports sitôt l'enquête faite. La Commission est temporaire.

7. À la demande de la Société pour le développement de l'enseignement commercial de Montréal (lettre du colonel W. Bovey et de M. Henri Laureys). M. Montpetit a représenté le gouvernement de la province, à Copenhague, où se donnait un cours d'enseignement commercial. Il a profité de son séjour au Danemark pour étudier les méthodes agricoles de ce pays. M. Montpetit a aussi fait une leçon sur le Canada économique à l'École d'agriculture de Grignon, et participé au Congrès des sociétés normandes, à Alençon. - Il a reçu \$1,000.

8. Avec l'honorable juge Adjudant Rivard, Louis-J. Dalbis et M. L.-Philippe Geoffrion, M. Montpetit a été chargé d'écrire un ouvrage sur la défense de notre langue. M. Montpetit y a consacré plusieurs mois et a rédigé deux chapitres. Il n'a pas été payé pour ce travail.

9. Depuis la création du prix David, sauf un an. M. Montpetit a fait partie du jury sans aucun honoraire. Ce travail représente la lecture d'une soixantaine d'ouvrages, chaque fois, et l'assistance à plusieurs séances.

10. M. Montpetit n'a reçu aucune autre somme outre celle qui est indiquée et qui lui a été versée pour son travail de secrétaire pendant près de deux ans, le résumé de la preuve et la rédaction du rapport final.

11. Pour aller donner, à la demande de l'Université de Montréal, et sur l'invitation de l'Université de Paris, une série de cours en Sorbonne, sur l'évolution du Canada. Rien n'a été payé à M. Montpetit, pour le long travail de préparation de ces cours et l'œuvre de propagande canadienne-française en Europe.

12. La réponse est au no 7.

13. Oui. Pour ce qui est de 1930, voir réponse au no 7. Pour ce qui est de 1928, M. Montpetit a fait, sur invitation de l'Université de Bruxelles transmise à l'Université de Montréal, une série de cours de 10 leçons sur le Canada français. Ces cours ont eu lieu à l'Université de Bruxelles.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932", rapportée du comité des subsides et lue deux fois mercredi le 25 mars courant, soit maintenant adoptée. Ladite résolution est adoptée.

Loi du régime des eaux courantes

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 229 modifiant la loi du régime des eaux courantes soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Prêts agricoles

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill 240 de l'aide aux cultivateurs relativement aux prêts agricoles, lesquelles ont été lues deux fois mercredi le 25 mars courant. Lesdites résolutions sont adoptées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 240 de l'aide aux cultivateurs relativement aux prêts agricoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Responsabilité civile en matière de radiodiffusion

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 231 concernant la responsabilité civile en matière de radiodiffusion.

Adopté.

En comité¹:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Dans la présente loi:

"1° Les mots "avoir en sa possession" signifient être propriétaire, locataire, possesseur à quelque titre que ce soit, être en charge ou avoir le contrôle d'un radio-transmetteur qui est mis en service;

"2° Le mot "personne" comprend également une société ou une corporation;

"3° Le mot "radio-transmetteur" comprend tout appareil et ses accessoires pour la transmission sans fils des signaux électriques reproduisant la parole, le chant et la musique."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le projet de loi n'accorde aucun pouvoir extraordinaire aux propriétaires de station de radio, mais il s'agit d'établir les responsabilités. Il est dans l'intérêt du propriétaire d'un poste et pour sa protection de pouvoir interrompre une émission, lorsque cette émission est diffamatoire. Ce n'est pas un fardeau que la loi lui impose; au contraire, il sera heureux d'avoir un moyen en main de faire taire ceux qui lancent la boue ou l'injure calomnieuse à travers le microphone.

Des députés de la gauche: Un député de la droite veut empêcher ceux de la gauche de parler.

M. le président: À l'ordre! À l'ordre!

M. Blain (Montréal-Dorion): Qui va être juge? M. Du Tremblay va-t-il parcourir les assemblées où sa radio opère?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il aura quelqu'un de compétent.

M. Renaud (Laval): Tout le monde va être juge. Le gouvernement serait mieux d'avoir une commission composée d'hommes de loi qui visiteraient les stations pour juger de la nature des diffamations.

M. Blain (Montréal-Dorion) reproche au gouvernement de faire du propriétaire d'une station le censeur de tout et de n'importe quoi. Un mécanicien sans connaissance légale peut-il juger de ce qui est une diffamation? Cependant, le mécanicien qui est chargé d'une station peut interrompre une diffusion. Il trouve étrange que l'on donne au mécanicien, puis à celui qui a charge du poste émetteur, le droit d'interrompre une émission qu'il croira libelleuse.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le principe du bill qui est odieux et indigne, particulièrement lorsqu'il est présenté par le procureur général, parce que ce n'est pas bien que le procureur général donne un mauvais exemple au sujet de la répression de la liberté d'expression. C'est le contrôle de la liberté de parole confié à n'importe qui, compétent ou incompétent. Le mécanicien qui a charge du poste et qui doit surveiller l'émission peut être un parfait ignorant. S'il juge pourtant que telle parole peut être diffamatoire, il a le droit d'interrompre l'émission. N'a-t-on jamais vu une mesure aussi ridicule?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est de plus une législation anticonstitutionnelle.

M. Poulin (Montréal-Laurier) parle.

M. Blain (Montréal-Dorion) le réprimande.

M. Duplessis (Trois-Rivières): De plus, la loi est inutile, car n'importe qui peut se rendre en Ontario et diffuser un discours à la radio que tout le monde pourra entendre sur les ondes du Québec. On se plaint de la licence dans la radio. Le moyen de faire disparaître la licence, c'est de ne pas passer de mesure licencieuse. De plus, cette mesure est inconstitutionnelle et inexécutoire. Pourquoi établir un exemple en passant des lois qui sont au-delà de

nos compétences? J'ajoute que la question de la radio est pendante devant les tribunaux. Le gouvernement est coupable d'un outrage au tribunal, étant donné que la question de la constitutionnalité de la loi fédérale régissant la radio est devant le plus haut tribunal du dominion. C'est pour le moins curieux de voir que le gouvernement cherche à créer une telle loi. Il semble que le gouvernement désire anticiper le jugement de la Cour suprême. Que l'on attende donc la décision de cette cour. On dit qu'il s'agit de responsabilité civile. C'est jouer sur les mots. La juridiction est à la base du bill.

Il ne faudrait pas l'adopter à l'aube d'une conférence sur la radio entre le Canada et les États-Unis, car il est bien connu que les autorités canadiennes veulent demander au gouvernement américain de réorganiser la diffusion aux États-Unis pour favoriser la diffusion canadienne.

Il va y avoir une conférence interprovinciale. Il serait souhaitable que la prochaine conférence entre les provinces et le dominion portant sur la question de la radio se déroule dans l'harmonie; et pourtant, le premier ministre présente cette mesure controversée. On va passer, à la veille de cette conférence, une législation liberticide. Pourquoi? Le premier ministre est un bon avocat et aussi un savant légiste. Pourquoi fait-il ce geste? Est-ce parce qu'il est inquiet? Le premier ministre devrait conserver son talent à passer de meilleures lois.

(Rires)

Si nous appliquons la loi après les élections, car nous serons au pouvoir, le premier ministre sera le premier à se plaindre. La législation constitue l'âme populaire. La loi favorise le chantage de nature politique, elle attaque la liberté individuelle. Allons-nous instituer une loi qui est une prime à l'intimidation et au chantage politique? Je demande au premier ministre d'ajourner l'adoption de ce projet. Je demande que tout le dossier soit remis à plus tard, dit-il, afin de ne pas discréditer la province et la race.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il y a un autre aspect. C'est celui de la délation. On incite les gens à la délation avec cette loi que l'on présente; car toute personne, est-il dit dans le bill, qui a en sa possession un radio-transmetteur doit tenir un registre dans lequel elle inscrit les nom, prénom, occupation et résidence de la personne ou des personnes qui ont pris part à la radiodiffusion ainsi que l'heure à laquelle elle a commencé et celle à laquelle elle s'est terminée. C'est une indignité qui ne figure même pas dans la loi régissant les boissons alcooliques au

Québec et dont les dispositions ont été jugées radicales. Je me demande, dit-il, si le propriétaire qui loue la station à quelqu'un pour une diffusion sera tenu responsable dans l'éventualité d'une infraction à la loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Bien entendu, conformément à la loi, le propriétaire de la station a toutes les autorisations nécessaires pour mettre fin à un programme, s'il le juge offensant.

M. Tremblay (Maisonnette): Le gouvernement n'a pas réfléchi avant de présenter sa loi. L'opérateur dans une assemblée serait à la merci d'un mécanicien. Alors que l'opérateur d'une station de radio peut être un excellent technicien et tout connaître au sujet de la radio, on ne peut pas lui demander d'être en mesure de juger de la qualité des programmes et de déterminer si la diffusion était contraire ou non à la loi. Un autre aspect, c'est qu'avec tant de latitude, un opérateur pourrait mettre fin à tout programme du Canada ou des États-Unis sous n'importe quel prétexte. Cet aspect peut être aggravé par le fait que ledit opérateur peut avoir un penchant politique et qu'un ou plusieurs partis politiques pourraient en souffrir, particulièrement en période électorale. Si le gouvernement s'obstine à vouloir appliquer cette loi, il sera le premier à en souffrir. Je ne crois pas que la population de cette province soit mûre pour la dictature en matière de radiodiffusion et cette mesure est celle d'un dictateur. Dans le cas d'une station appartenant à un conservateur ou à un "houdiste", le propriétaire pourrait arrêter les annonceurs libéraux.

L'honorable M. Leduc (Montréal-Saint-Henri) demande s'il fait une distinction entre un "houdiste" et un conservateur.

M. Crépeau (Sherbrooke): N'y aurait-il pas moyen d'insérer une clause pour obliger les gens qui écoutent de fermer leur appareil, s'ils trouvent que tel propos qu'ils entendent est diffamatoire ou non favorable au gouvernement.

(Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes) reproche au gouvernement de constituer n'importe qui juge en diffamation. Laisser à une personne sans aucune qualification de définir la diffamation, c'est aller un peu loin. Il est extraordinaire de voir le gouvernement mettre la Chambre en branle pour

passer une telle législation. Je crois que l'on devrait retirer ce projet.

M. Crépeau (Sherbrooke): Dans le cas d'un opérateur qui ne comprend pas la langue de l'opérateur, qui est un Italien ou un Polonais et que son discours est diffamatoire, que va faire le propriétaire du poste? Si un discours était fait en hébreux, qui pourrait en juger?

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): Les Juifs sont très tempérés dans leurs discours.

(Rires)

Les Juifs sont trop prudents pour commettre une telle infraction.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Si l'on veut régler tous les cas, ce sera difficile. Le même raisonnement s'applique pour les vendeurs de journaux. Supposons qu'un vendeur canadien-français vende un journal juif dont il ne comprend pas le premier mot? Cependant, il est responsable devant la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet est inique et néfaste. Il viole les conventions entre les parties contractantes. En effet, le propriétaire de la station émettrice, qui a loué sa station à un tel, peut intervenir quand bon lui semble, empêcher l'autre partie de parler à son gré, avec ou sans raison, quand bon lui semblera. Bien pis, on va jusqu'à substituer le mécanicien, un employé, au tribunal. C'est lui qui, désormais, sera appelé à déterminer ce qui sera un libelle. On violera la liberté de parole au caprice de n'importe qui.

Qu'il y ait responsabilité civile à la radio, parfait. Elle existe déjà avec les moyens et les sanctions nécessaires, mais qu'on passe une loi pour des fins électorales honteuses, il y a de la marge. Le gouvernement n'a pas besoin de la radio. Il a assez de journaux pour se défendre. Il n'y a plus confiance. Le procureur général présente cette loi dans un but politique. C'est une loi de peur.

D'ailleurs, le premier ministre sait parfaitement que les programmes transmis par radio traversent les frontières, que l'on entend ici les stations américaines. Il y a actuellement une entente en préparation entre le fédéral et le gouvernement américain, afin de faire cesser tout programme qui peut être dommageable ou blessant à l'un ou l'autre pays. Et le premier ministre, au lieu d'aider le gouvernement fédéral dans une mesure si éminemment utile aux intérêts de la province, essaie

de la contrecarrer, de paralyser son action bienfaisante. Par sa loi, le procureur général va mettre le règlement de la question en danger.

D'un point de vue légal, mais aussi public, la radio appartient au domaine international et non pas provincial. Je dis qu'il est tout à fait regrettable et aussi dangereux, malheureusement, que le gouvernement envisage une telle loi. Le gouvernement rend un mauvais service à la race et à la province avec une telle législation. Si quelqu'un venait me consulter, je n'aurais pas la moindre hésitation à déclarer à mes clients de passer hardiment par-dessus cette loi, car je ne crains pas d'affirmer que c'est une loi *ultra vires* et anticonstitutionnelle.

Et puis, le premier ministre peut supposer qu'un citoyen aille à Hawkesbury, en Ontario, aille aux États-Unis et fasse des discours pour la province de Québec. Un député de cette Chambre pourra également prononcer un discours à Ottawa, dire ce qu'il voudra, et la loi sera inefficace. Les orateurs conservateurs iront dans d'autres provinces, si bon leur semble, faire leur discours et personne ne pourra les en empêcher! Quelle est l'autorité provinciale qui va régir ce cas? C'est une législation illusoire qui forcera les citoyens de notre province à sortir de Québec pour exercer la liberté de parole.

Verrons-nous, en 1931, les citoyens obligés de sortir de notre province pour faire entendre les accents de la liberté? Verrons-nous, en notre siècle, se renouveler les pires attentats contre la liberté de parole? Si cette mesure, dont je doute de la constitutionnalité, devient une loi, elle sera un témoignage de la tyrannie gouvernementale qui supprime le droit fondamental à la liberté d'expression. Ce n'est pas un beau spectacle pour la province lorsque le procureur général instaure une mesure qui nuit à la liberté d'expression.

La peur est mauvaise conseillère et le gouvernement a peur. Il veut se couvrir. Si le premier ministre a peur, qu'il ne le fasse donc pas voir! Qu'il ose donc se redresser et aller bravement à la bataille, sans recourir à ses lois aussi néfastes au point de vue racial et national! S'il a tant confiance dans l'excellence de son administration, qu'il la laisse donc critiquer par ses adversaires! Qu'il n'essaie donc pas de les empêcher d'exprimer leur opinion! Cette législation est une loi rétrograde qui provoquera des désastres.

M. Smart (Westmount): Cette loi est une entrave à la liberté de parole.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député parle de la liberté de parole. Il y a

une liberté qui est aussi sacrée que celle-là, c'est par exemple la liberté de la presse. La loi qui s'applique à la radio est, en principe, la même que celle qui s'applique à la presse. Nos amis de la gauche s'indignent; ils oublient que, quand il y a diffamation, ce n'est plus de la liberté de parole, mais un abus de la liberté de parole. Cette loi ne veut cependant pas dire la licence et le libelle. Elle ne pose aucune entrave à la liberté de parole.

Nous voulons tout simplement que celui qui se sert de la radio soit responsable de ce qu'il dit et que le propriétaire d'une station qui fait de l'argent en louant sa station doit aussi être tenu responsable de la diffamation. Le gouvernement veut que le propriétaire de radio soit protégé contre ces individus qui diffament ou calomnient tout le monde, que certains députés pourraient engager pour lancer des injures et leur conseiller la fuite.

Nous ne voulons pas qu'un bandit quelconque, qu'un médisant dise ce qu'il voudra à la radio de l'honorable député de Westmount, par exemple, et s'en tire comme cela, alors que demain il sera disparu aux États-Unis, ou ailleurs, très loin, hors des atteintes de la justice.

Dans un journal, le propriétaire est responsable de tout ce qui s'imprime. C'est le même principe dans le domaine de la radio. Nous ne voulons pas forcer les propriétaires de poste à arrêter les transmissions de discours, mais nous leur en donnons le droit, de façon à éviter les poursuites en dommages. Le pouvoir d'interrompre la transmission est le complément de ce projet de loi. Quand la loi sera passée, le propriétaire pourra interrompre cet orateur s'il tient des propos diffamatoires. Il pourra dire maintenant: "Arrêtez". S'il ne veut pas agir, il sera libre. Si l'honorable député de Westmount était propriétaire d'une radio, il serait le premier à nous féliciter. Nos adversaires s'y objectent parce que ça ne fera pas leur affaire de ne pouvoir dire tout ce qu'ils voudront.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cette clause, celle qui permet d'interrompre la transmission, n'est pas seulement le complément du bill, elle en est le but premier. Cette loi est absolument inutile, s'il ne s'agit que d'assurer un recours en cas de libelle. Car ce recours existe déjà.

Le propriétaire de la station émettrice est responsable et l'on peut le poursuivre, tout comme l'orateur qui a commis le libelle. Pourquoi donner un pouvoir arbitraire au propriétaire? Que le propriétaire exige une garantie de l'orateur et qu'il ne laisse pas parler les gens trop suspects.

Le premier ministre estime avoir été diffamé. Parmi ceux qui ont parlé contre le gouvernement, il y en avait qui pouvaient subir des actions en diffamation? En réalité, le gouvernement a peur que l'opposition dise la vérité au gouvernement, car la vérité peut avoir des aspects plutôt crus quelquefois, surtout si elle n'est pas jolie. Le gouvernement veut qu'on y mette la pédale douce, mais il doit se rappeler pourtant qu'il n'a pas toujours été une administration de pédales douces.

Ce dont on se plaint n'était pas de la diffamation, mais de la simple réplique. Le gouvernement nous parle de bandits, de sales individus qui salissent la réputation. Alors, comment se fait-il que le gouvernement, qui possédait les moyens de poursuivre pour libelle, en vertu de la loi existante, n'a jamais intenté une seule poursuite? Si les choses étaient si déplorables qu'il l'a dit, pourquoi n'a-t-il pas poursuivi? S'il est vrai que la réputation des ministres a été injustement attaquée, qu'attendaient-ils? Ceux qui se plaignent ne sont pas toujours polis non plus.

Et d'ailleurs, j'ai entendu des ministres laisser planer sur les adversaires des accusations bien plus graves que les franches attaques lancées par leurs adversaires. J'ai entendu un ministre, dans un discours, représenter le député de Hull comme dénonçant le clergé, alors que c'était tout le contraire qui était vrai. J'ai entendu le secrétaire provincial dire que c'était une honte que le député de Hull s'attaquât à la soutane du prêtre. Et l'on vient ensuite parler vertueusement de libelle et de diffamation.

Le premier ministre a déclaré: "Nous voulons nous protéger." C'est là le seul et véritable motif du gouvernement. Il a peur de ses adversaires et il le laisse voir. Les ministres ne pensent qu'à se protéger contre leurs adversaires, mais par des moyens trop radicaux. Ils craignent que les moyens qui existent soient inefficaces. Il n'est pas digne du gouvernement de faire passer une telle loi.

(Applaudissements à gauche)

M. Crépeau (Sherbrooke): Si le gouvernement veut rendre le propriétaire et les opérateurs des stations responsables, il devrait le faire pour le téléphone, le télégraphe, ceux qui installent des haut-parleurs et la compagnie qui fournit l'énergie électrique. Car, si l'on tient compte de la méthode de raisonnement du gouvernement, tous ces gens sont responsables. Le premier ministre dit que le but de la loi est de protéger les propriétaires de radio en leur fournissant le moyen d'interrompre la diffusion. Si l'on veut les protéger, pourquoi alors ne pas passer

une loi pour dégager leur responsabilité et ne tenir responsable que l'opérateur?

On ne peut assimiler la diffamation à la radio au libelle du journal. Dans le cas d'un article, le rédacteur, le secrétaire de rédaction a le temps de lire pour décider, après réflexion, s'il y a libelle ou non. Il n'en est pas de même du propriétaire d'un poste de radio. Et quelle sera l'application de la loi dans le cas de haut-parleurs installés dans une salle, ou à l'extérieur? Souvent, dans les villages, le marchand installe un haut-parleur pour irradier les discours prononcés dans une grande ville. Quelle sera la responsabilité de ce marchand? Pourquoi ne pas tenir responsable aussi la compagnie qui fournit le courant?

M. Renaud (Laval): Le gouvernement veut nous empêcher de dire la vérité à la radio, La droite dit: "L'opposition n'est pas forte, on va lui couper la radio." Mais elle va manquer son coup. On devrait se procurer chacun une radio. Nous allons nous acheter un poste émetteur et nous dirons ce que nous voudrons, c'est-à-dire la vérité. On ne pourra pas nous poursuivre. Si on nous poursuit, nous verrons.

Voix à droite: Adopté.

M. Renaud (Laval): Pas cette année.

M. Fisher (Huntingdon) invite le premier ministre à donner la définition du mot "diffamation". L'opérateur pourra entretenir telle opinion et un autre opérateur se faire une autre conception de la diffamation.

M. Guertin (Hull): Le premier ministre a de drôles de moyens de faire les élections et il est trop disposé à se moquer de la mentalité des électeurs. Le premier ministre lui-même n'a pas toujours été immaculé sous ce rapport: il a déjà comparé ses adversaires à de sales oiseaux qui descendent sur les routes après le passage des chevaux.

M. le président: Le député de Hull n'est pas dans l'ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) l'appuie.

M. Guertin (Hull): Le premier ministre prétend que nous n'avons pas les connaissances légales pour discuter son projet? Je n'entreprendrai pas, dit-il, de discuter légalité avec le procureur

général, mais il est une chose où le premier ministre ne m'enseignera rien, c'est la télégraphie. Et je lui dis qu'un télégraphiste n'a pas le droit de refuser une dépêche, quoi qu'il en dise. Comment un messenger va-t-il pouvoir discerner quand il sera temps d'arrêter un orateur à la radio?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Point d'ordre!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Hull répond au premier ministre.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il n'y a pas de point d'ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous devons discuter clause par clause.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes à étudier la clause 2 qui résume toutes les autres.

M. Guertin (Hull): Je disais donc que le premier ministre a commis lui-même des abus de langage et que je me souviens encore du châtiment.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): soulève un point d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les abus de langage du premier ministre ont été commis sous le manteau de son immunité parlementaire.

M. Guertin (Hull): Le premier ministre a parlé d'abominations à la radio. Lors du discours du premier ministre dans Montcalm, j'avais des parents des États-Unis en visite chez moi. Ils ont entendu le chef du gouvernement, le premier magistrat de cette province, et ils ont eu honte. Est-ce pour se corriger lui-même que le premier ministre présente ce bill? Qu'il y ait diffamation ou non, si le discours n'est pas au goût de l'opérateur, la diffusion sera interrompue. La loi aura pour effet pratique de supprimer les discours des conservateurs à la radio pendant la prochaine campagne électorale.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il ressort des paroles du premier ministre que la mesure est dirigée contre les conservateurs. Le chef de la droite disait tout à l'heure que ça ne ferait pas notre affaire. Nous sommes d'avance les coupables, les diffamateurs et les insulteurs. Et pourtant, si des abominations ont été commises à la radio, le ministère a fait sa grosse

part. Nous, les conservateurs, nous parlons différemment des autres orateurs. Si nous disons, par exemple, que le docteur Parrot s'est servi de son mandat pour voler la province, ce sera la vérité, mais ce sera une diffamation en vertu de la présente loi.

Mon collègue de Hull vient de rappeler les paroles prononcées par le leader libéral. Cependant, n'est-ce pas le secrétaire provincial qui a dit que le chef de l'opposition avait un programme dégoûtant? N'est-ce pas lui qui, dans l'élection de Deux-Montagnes, nous a comparés à des chacals qui attendent leurs cadavres pour en dévorer les entrailles, qui vivent en grugeant les charognes? Les ministres ne seront pas affectés par la loi. Ils pourront continuer à tenir leurs propos injurieux et personne n'interrompra ces messieurs.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 26 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 35.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Sommes versées à la municipalité de Saint-Laurent de Matapédia

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. Depuis le 1^{er} janvier 1929 jusqu'au 1^{er} janvier 1930, quelle somme le département de la Voirie a-t-il donnée à quelque titre que ce soit à la municipalité de Saint-Laurent, comté de Matapédia?

2. Même question pour 1928-1929.

3. Même question pour 1927-1928.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. 2. et 3. Le département de la Voirie n'a rien payé à la municipalité de Saint-Laurent durant ces périodes.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 46 des accidents du travail, 1931;
- bill 57 modifiant le Code municipal.

Accidents du travail

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 46 des accidents du travail, 1931. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Code municipal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 57 modifiant le Code municipal, soient lus une première fois à la prochaine séance.

Adopté.

Questions et réponses:

Montants versés à Charles Lanctôt

L'ordre du jour appelle la question suivante du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis): Combien M. Charles Lanctôt, actuellement assistant-procureur général, a-t-il reçu pour chacune des causes pour lesquelles le gouvernement lui a payé \$10,474.90 en 1928-1929; \$8,900 en 1927-1928; \$11,250 en 1926-1927; \$6,100 en 1925-1926; \$7,531.80 en 1924-1925; \$10,619.50 en 1923-1924; \$1,350 en 1922-1923; \$4,600 en 1921-1922?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de déposer sans la lire une réponse à la question du député de Trois-Rivières (M. Duplessis) parce qu'elle est très longue.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oh non! J'ai le droit d'avoir une réponse verbale et je la veux. Le premier ministre n'a pas eu tant de scrupules lorsqu'il s'est agi de sa réponse sur la question du Labrador.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La réponse couvre 15 grandes pages et va demander beaucoup de temps pour la lire et il ne convient pas de l'insérer dans le procès-verbal. J'insiste, dit-il, pour que la copie soit dactylographiée. Je propose que cette question soit convertie en motion.

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste, afin que la réponse soit insérée dans les procès-verbaux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose en amendement, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la question soit convertie en ordre de la Chambre pour production de document.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le vote.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

On ne devrait pas demander de vote sur une pareille question.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Baillargeon, Bercovitch, Bernard, Bouthillier, Caron, Casgrain, Cohen, Côté, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Drouin, Dufour, Dugas, Farand, Fortin, Francoeur, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Grant, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Marchand, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Papineau, Paquet, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Power, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thurber, Turcotte. 44.

Contre: MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Fisher, Gault, Guertin, Renaud, Sauvé, Smart, Tremblay, 10.

Ainsi, l'amendement, en conséquence, est adopté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Dépôt de documents:

Montants versés à Charles Lanctôt

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production d'un état indiquant: combien M. Charles Lanctôt, actuellement assistant-procureur général, a-t-il reçu pour chacune

des causes pour lesquelles le gouvernement lui a payé \$10,474.90 en 1928-1929; \$8,900 en 1927-1928; \$11,250 en 1926-1927; \$6,100 en 1925-1926; \$7,531.80 en 1924-1925; \$10,619.50 en 1923-1924; \$1,350 en 1922-1923; \$4,600 en 1921-1922. (Document de la session no 67)

Loi des licences

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 69 modifiant la loi des licences.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité²:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 92 de la loi des licences de Québec (Statuts refondus 1925, chapitre 25) s'appliqueront à toutes succursales établies dans cette province par un courtier, une société de courtiers ou une personne visés par lesdites dispositions, de même qu'à toutes les compagnies ayant leur bureau-chef dans cette province et y faisant le commerce de courtier pour le compte ou le bénéfice d'un courtier, d'une société de courtiers ou d'une personne, dont la résidence ou la principale place d'affaires est en dehors de la province.

Cependant les dispositions du présent article ne s'appliquent pas au courtier, à la société de courtiers ou à la personne qui:

a. est membre du Montreal Stock Exchange ou du Montreal Curb Market; ou,

b. est membre de la Investment Bankers Association of Canada.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 69 modifiant la loi des licences.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 69 modifiant la loi des licences.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Remboursement de droits:

Charte de Notre-Dame-du-Chemin

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen), que, vu que le bill 113 modifiant la charte de la corporation de Notre-Dame-du-Chemin a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs du bill ont payés leur soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Mount Sinai Sanatorium

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), que, vu que le bill 144 ratifiant et confirmant le titre de Mount Sinai Sanatorium à l'immeuble qu'il possède, en la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, a pour objet de favoriser une institution de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Admission des femmes au Barreau³

M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 207 modifiant la loi du Barreau relativement à l'admission des femmes à l'étude et à

la pratique du droit soit maintenant lu une deuxième fois.

Je serai bref, car j'ai parlé de cette question il y a un an seulement. La Législature, dit-il, n'a pas le droit d'interdire une profession à la femme qui désire gagner sa vie dans une carrière pour laquelle elle a du goût et des aptitudes. Il ne voit aucune raison pourquoi le gouvernement s'immiscerait dans la façon dont une femme peut choisir de gagner sa vie, si elle a le talent nécessaire. Il évoque les débats des années précédentes autour de l'admission des femmes au Barreau. En 1916, rappelle-t-il, l'honorable M. Cannon proposait ici la mesure que je soumetts à mon tour. C'est la deuxième fois que j'ai l'honneur de proposer cette mesure. L'an dernier, ce projet a été repoussé par une majorité de huit voix.

Je veux soumettre deux propositions principales: mon bill n'est pas une mesure de féminisme; deuxièmement, on n'a pas le droit d'empêcher une femme de se livrer à la pratique de la profession qui lui plaît. En étudiant cette question, il faut bien se souvenir qu'il ne s'agit pas d'une mesure de féminisme au point de vue de l'ordre public. Personne n'a le droit d'enlever à une jeune fille ou une femme le droit de choisir la carrière pour laquelle elle se sent des aptitudes.

Dans la plupart des pays civilisés du monde, on permet aux femmes de pratiquer le droit, même au Mexique, en Inde, en Égypte et au Japon. Dans ces pays, la femme a obtenu depuis longtemps ce droit réclamé par la femme canadienne. Presque tous les pays d'Europe, ainsi que la Grande-Bretagne, donnent à la femme le droit de porter la toge. Aux États-Unis⁴, en 65 endroits différents, on a accordé ce droit aux femmes. Dans toutes les autres provinces canadiennes, cet exemple a été imité, sauf dans l'Île-du-Prince-Édouard et dans Québec. Ce sont les deux seules provinces qui n'ont pas encore adopté cette coutume et où les femmes sont exclues de la profession. Je veux bien faire remarquer que ce n'est pas une raison, parce que les autres pays ont donné aux femmes le droit d'être avocates, que Québec, qui a ses traditions, doive faire la même chose. Il n'est pas toujours bon d'imiter les autres pays, mais la province de Québec devrait reconnaître ce droit aux femmes comme les autres ont bien voulu le reconnaître. C'est un droit que réclame la femme et rien ne s'oppose à son admission au Barreau.

La femme, dans nos Statuts, n'est pas nommément exclue de la pratique du droit. Les juges, cependant, ont décidé qu'elle ne serait pas admise. Il relate l'histoire de la lutte pour permettre

aux femmes d'être avocates qui s'est déroulée devant les cours, qui ont soutenu que la loi n'y pourvoyait pas, même si la loi du Barreau elle-même ne les excluait pas. Il rappelle le cas de Mme Langstaff qui désirait être admise à la pratique du droit après de solides études à l'Université de Montréal, mais dont la demande a été rejetée par la Cour supérieure et par la Cour d'appel. Il cite aussi quelques opinions de Mes Lucien Cannon et de feu Eugène Lafleur⁵. Me Lafleur, aujourd'hui décédé, un grand juriste, a fait une plaidoirie devant le conseil supérieur du Barreau de la province et prôné l'admission des femmes. Le conseil du Barreau a ensuite adopté une résolution par le vote de son président, Louis Saint-Laurent, c.r., par laquelle il déclarait qu'aucune objection ne pouvait être enregistrée contre l'admission des femmes au Barreau, à condition que la Législature modifie le Code civil en conséquence quant au statut de la femme.

Ici et dans d'autres pays, les femmes occupent des postes dans la plupart des industries importantes, dans les affaires et elles exercent des professions, incluant la médecine. Si les femmes ont le droit d'être sénateurs et conseillers législatifs, d'être médecins, d'enseigner aux enfants, de faire du commerce, alors, pourquoi ne pas leur permettre d'être avocates? Si la femme a le droit d'être sténographe, marchande publique, sénateur, conseiller législatif même, elle devrait aussi avoir le droit d'être avocate.

Pour le moment, nous discutons la question de principe. Une fois le principe admis, il sera effectivement très facile de modifier certains articles du Code civil. Le projet exige que la femme obtienne la permission de son mari, à défaut de celle d'un juge, avant d'étudier et de pratiquer le droit. La même chose existe pour la femme qui veut devenir marchande. La mesure est d'ordre purement juridique, elle n'est pas d'ordre féministe. C'en est une d'ordre professionnel. Il y a une différence entre le vote des femmes et l'admission au Barreau.

Ce sont MM. Poincaré, Deschanel et Bourgeois qui ont combattu pour l'admission de la femme au Barreau, en France. L'expérience a démontré ailleurs que la femme a autant que l'homme les aptitudes intellectuelles et physiques pour être avocate. Il n'y a aucune relation entre le suffrage féminin et le pouvoir de pratiquer le droit. Une mesure est d'ordre public, tandis que l'autre est d'ordre purement juridique et personnel.

Il cite l'opinion suivante de M. le juge Ferdinand Roy: "Une femme aurait tort de choisir cette carrière, mais est-ce suffisant pour lui fermer la

porte au nez?" D'où nous viendrait le droit de dire à la femme: "Vous êtes bonne pour certains travaux, mais vous n'avez aucun droit aux vocations supérieures." Avec M. Roy, je dis que les femmes qui voudraient pratiquer commettraient une erreur. Mais nous commettrions une injustice en les empêchant, par des moyens autres que la persuasion, de s'engager dans cette profession.

On aurait tort de ne pas amender le Code civil en ce sens car, au sujet des droits de la femme, ce code a été greffé d'amendements encore plus importants. Au cours de la présente session, le gouvernement a modifié le Code civil et le Code de procédure civile relativement au droit de la femme. Ces modifications ont une portée plus considérable que la mesure actuelle. Avons-nous le droit de refuser à une jeune fille ou à une femme le droit de choisir la carrière dans laquelle elle veut gagner sa vie? Je ne trouve aucune objection à ce que cette Législature modifie la présente loi, afin de permettre aux femmes de notre province de pratiquer le droit. La Législature ne peut plus refuser de rendre justice aux femmes de la province de Québec qui veulent gagner leur vie comme avocates.

Il demande donc l'adoption de sa loi.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je veux être bref. Hier, j'avais l'occasion de proposer le renvoi du bill du suffrage féminin, qui était devant nous, à six mois. Pour être logique, je dois me lever encore.

Une voix: Pas deux fois en deux jours!

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): La Chambre ne devrait pas se déjuger.

Une autre voix: Dommage, dommage!

Une autre voix: Et il est si jeune en plus!

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous devons continuer dans la même voie. Nous avons décidé que les femmes ne devaient pas avoir le droit de vote et le privilège de l'éligibilité; on ne peut aujourd'hui leur accorder le droit d'admission au Barreau. Le conseil du Barreau a laissé tout le fardeau de la décision sur les épaules du législateur provincial et il est maintenant seul juge.

Même si l'affaire a été parfaitement présentée, il n'est pas convaincu que le temps soit venu d'accorder aux femmes le droit d'être avocates. Le Barreau de Montréal, note-t-il, a adopté une résolution unanime contre l'admission des femmes au

Barreau. Quant à la résolution du Conseil général du Barreau, il faut noter que, même s'ils ont dit qu'il n'y a pas d'objection particulière, le fait est qu'ils ne se sont pas prononcés en faveur non plus. Il est du devoir de la Chambre de déclarer qu'une autre période de réflexion est nécessaire et, pendant ce temps, les femmes pourraient trouver des appuis. Quand bien même la Chambre adopterait le bill, ça ne voudrait pas dire qu'il passerait au Conseil législatif.

Mon collègue vient de citer M. le juge Ferdinand Roy. L'éminent magistrat n'hésite pas à affirmer que la femme ferait une très grande erreur en devenant avocate. Permettez-moi de dire que ce serait une plus grande erreur pour cette Chambre de fournir à la femme l'occasion de commettre cette erreur. Je crois que ce serait une grande erreur que de permettre aux femmes de commettre des erreurs!

Des députés rient.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les femmes ne sont pas interdites.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): La concurrence est trop ardue et ce serait un mauvais service que de laisser les femmes au Barreau. Nous sommes leurs tuteurs et nous devons les protéger quand elles sont en péril. Je crois qu'il est bon de donner aux femmes encore six mois pour réfléchir et nous permettre de les convaincre. (Rires) Nous avons le devoir de surveiller le peuple, y compris les femmes. Il faut aussi songer aux situations difficiles auxquelles les avocates devraient faire face. Voudront-elles accepter le bâtonnat? Voudraient-elles devenir juges? Non, car elles n'auraient pas le cœur assez dur pour condamner un meurtrier à l'échafaud. Quelle femme aurait le cœur assez dur pour condamner à mort un pauvre diable? Cette question est tellement importante. Donnons donc à ces dames une chance. Laissons-leur le temps de réfléchir davantage sur cette question pendant six mois et renvoyons le projet de loi pour cette période.

Il (M. Caron) propose en amendement, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Thisdel), que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

L'honorable M. David (Terrebonne): Je vois que, pour une seconde fois, l'exécuteur des hautes œuvres, en ce qui concerne les femmes, est le député des Îles-de-la-Madeleine! Ça me surprend car la

population des Îles-de-la-Madeleine ne pourrait pas oublier le rôle de Madeleine dans l'Histoire sainte. Je suis également sûr que, lorsque le député rend visite à ses électeurs, on ne peut pas dire qu'il s'embarque pour l'île de Cythère⁶. Comment le député des Îles-de-la-Madeleine peut-il entretenir des sentiments aussi injustes à l'égard de l'intelligence féminine? Puisque les femmes sont capables de pourvoir aux besoins des hommes dans toutes les circonstances de la vie, si leur dévotion et leur sublime abnégation sont acceptées chaque fois que le besoin s'en fait sentir, pourquoi les hommes leur refuseraient-ils le droit de gagner leur vie en pratiquant des professions dans lesquelles elles brilleraient plus manifestement? Dans plusieurs domaines requérant cervelle et intelligence, les femmes se sont montrées supérieures aux hommes. Je me fais donc l'interprète de toutes les femmes du monde pour remercier l'honorable député de la condescendance qu'il a montrée en voulant les empêcher de commettre une erreur.

(Rires)

Le député a de la pitié pour la femme juge qui aurait parfois le devoir de condamner à mort une malheureuse créature. C'est là un pauvre prétexte pour empêcher la femme d'être admise à porter la toge.

Je (l'honorable M. David) crois plutôt que les femmes seraient prêtes à accomplir leur devoir dans tous les domaines. Ce ne serait pas plus dur pour le cœur d'une femme de condamner un homme à mort que de le voir cloué au lit par la souffrance ou d'en prendre soin pendant son agonie. Elle y sera tout aussi à sa place qu'au chevet des mourants et des malades. Je n'ai pas l'intention, dit-il, de faire plus que quelques remarques ni ne pense faire changer un seul vote, mais je suggère aux députés de s'adapter aux conditions modernes.

La femme d'aujourd'hui, avec ses idées modernes, s'est outillée pour occuper n'importe quelle place dans la vie. Sa plus grande qualité est, bien sûr, son instinct maternel et son désir d'améliorer les conditions de vie et de promouvoir l'éducation. Ouvrons donc notre esprit au progrès. Prenons donc la condition de la femme dans le monde comme elle existe aujourd'hui, et tâchons de nous souvenir que nous devons nous accommoder des idées modernes quand elles n'ont rien de subversif et qu'elles n'entravent aucune de nos traditions. La vie moderne fait que les femmes travaillent dans de nombreux cas. Elles y sont forcées. Nos couvents eux-mêmes ont compris que la culture de la femme ne devait pas être ce qu'elle était il y a 25 ans, et les filles sont beaucoup plus instruites aujourd'hui qu'il y a 25 ou 30 ans. Dans ce temps-là, les filles quittaient le

couvent prêtes à entrer dans la cuisine et la maison et à rendre les services qu'on attendait d'elles. Aujourd'hui, la fille qui sort du couvent a le choix d'aller dans des écoles ménagères qui sont inscrites comme des cours postsecondaires, c'est-à-dire qu'on y enseigne ce que les jeunes filles n'ont pas appris au couvent, comme autrefois, à devenir de vraies ménagères. Elles apprendront à cuisiner si c'est ce qu'elles désirent faire, ou la couture, ainsi de suite, et il y a des écoles où elles peuvent se préparer pour occuper d'autres situations. Les femmes reçoivent une forme d'éducation qu'elles ne pouvaient recevoir autrefois. Les collèges et les universités admettent des femmes parmi leurs étudiants, et on peut dire que généralement elles y brillent plus que la plupart de leurs confrères masculins. Est-il possible, après qu'il leur a été permis d'obtenir des diplômes de toutes sortes, qu'elles soient empêchées de cueillir la récompense légitime de leurs efforts? Avons-nous le droit de limiter le champ où leurs activités s'exerceront? Ça serait l'injustice suprême.

Aujourd'hui, la situation est telle que la femme doit travailler. Allons-nous cependant limiter ce travail? Allons-nous dire à une jeune fille: "Ne vous préparez pas à une profession vers laquelle vos aspirations vous conduisent?" Soyons logiques. Nous acceptons sans réserve le principe qu'une femme doit travailler pour gagner sa vie, et puis, nous lui imposons des restrictions quant à l'étendue du choix de ses occupations, lui fermant les portes de certaines professions. Puisqu'on permet aux femmes de travailler, puisque la situation les force à travailler, doit-on leur permettre de faire seulement un travail ordinaire et non un travail au diapason de leur intelligence? Au nom de quel principe les femmes seraient-elles limitées dans leur travail? Puisque l'on permet à la femme de travailler, il faut lui donner les avantages que cela comporte. Il vaudrait mieux que la femme n'eût pas l'obligation de travailler. Elle a une fonction plus haute que celle-là! Certes, la femme garde toujours sa très noble et très admirable fonction de mère, mais, à moins qu'on ne l'empêche de travailler à l'extérieur, nous n'avons pas le droit de lui dire: "Tu travailleras à côté de l'homme, mais tu ne devras pas comme lui devenir avocate." Nous voulons que la femme soit supérieure, instruite; nous lui faisons suivre des cours complets. Nous n'avons pas le droit de dire à la femme: "Cultive ton intelligence, mais nous te fermerons la porte des professions libérales." Nous lui permettons, par exemple, de tenir un poste dans des bureaux, nous permettons à une jeune fille d'être conseil d'un avocat, mais non collaboratrice. Si nous voulons être

logiques, disons simplement à la femme qu'elle commet une erreur en se cultivant, en s'instruisant. Pour ma part, refuser aux femmes d'être avocate me paraît être une injustice criante contre laquelle je proteste. Très souvent, aujourd'hui l'homme n'occupe une position supérieure que parce que sa femme peut lui aider à la remplir. Aujourd'hui, beaucoup d'hommes dans les campagnes sont chefs de gare ou standardistes seulement parce que leurs femmes font le travail de premier ordre.

Une université fait d'une jeune fille une avocate, lui disant qu'elle n'est inférieure à personne dans sa profession, et le Barreau arrive et dit qu'elle ne peut pas pratiquer cette profession et qu'elle doit se mettre aux travaux du ménage. Après des études, on dira à la femme: "Vous n'êtes pas inférieure", mais le Barreau lui fermera ses portes. Il ne faut pas que les hommes disent aux femmes qu'elles doivent travailler, mais qu'il existe une barrière qu'elles ne peuvent pas franchir, au-delà de laquelle elles ne pourraient pas contrôler l'intelligence qu'elles ont reçue de Dieu et qu'elles ont développée en étudiant à l'université. C'est une grave injustice et, depuis les 10 dernières années, j'ai insisté au nom des femmes de ma province pour qu'on leur donne un travail digne de leur intelligence. Ce n'est pas à nous de mettre une barrière à l'exercice de leur intelligence, de leur dire qu'elles peuvent aller jusque-là et pas plus loin. On n'a pas le droit de condamner ainsi la femme à des travaux d'ordre inférieur. On lui permet de s'instruire, on doit également lui permettre de se servir de son intelligence. Je (l'honorable M. David) ne m'attends pas, par l'humble discours que je viens de prononcer, réussir à exercer une quelconque influence sur les députés de cette Chambre, mais j'ai parlé comme je le fais depuis 10 ans, car je tiens à exprimer mon opinion, à savoir que les femmes sont prêtes et qu'elles ont la capacité d'occuper n'importe quelle position du domaine de l'homme.

Le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron) a dit qu'il faut empêcher les femmes d'accepter des tâches trop difficiles, particulièrement dans les Cours de la province. Mais, quelqu'un peut-il sérieusement prétendre que les femmes, qui ont accepté les missions les plus sublimes dans pratiquement toutes les sphères de la vie, se déroberaient aux tâches les plus sérieuses de la magistrature? Sûrement pas. Je n'ai pas l'intention d'influencer l'opinion des autres députés, je l'admets, mais je désire satisfaire au moins ma propre conscience.

Quel que soit le sort du bill, j'aurai fait mon devoir en disant en cette Chambre que je reconnais à la femme les aptitudes intellectuelles et que je ne crains

pas sa concurrence. Si elle doit éclipser l'homme au Barreau, tant mieux pour la cause du droit! Je voulais exprimer mon opinion et déclarer par mon vote que la situation actuelle constitue une injustice. Que la Chambre accorde aux femmes le droit d'être avocates!

(Applaudissements)

M. l'Orateur appelle les députés à se prononcer sur la motion d'amendement.

Des voix: Laisser tomber!

D'autres voix: Adopté⁷!

La motion d'amendement est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Baillargeon, Bédard, Bergeron, Blain, Cantin, Caron, Côté, Dansereau, Delisle, Desmarais, Dufour, Dugas, Farand, Gagnon, Godbout, Grant, Laperrière, Leduc, Lemieux (Wolfe), Lortie Marchand, McDonald, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Perrault, Phaneuf, Piché, Saurette, Sauvé, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 34.

Contre: MM. Bastien, Bercovitch, Bernard, Bissonnet, Bouthillier, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Crépeau, David⁸, Dillon, Drouin, Duplessis, Fisher, Fortin, Francoeur, Gault, Gauthier, Laferté, Lahaie, Lapierre, Mercier fils, Papineau, Paquet, Plante, Poulin, Power, Renaud, Smart, Thurber, Tremblay, Vautrin, 32.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, adopté⁹.

La motion principale, ainsi amendée, est mise aux voix et adoptée.

Il est ordonné que le bill soit lu une deuxième fois dans six mois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 228 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec;

- bill 245 modifiant la loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Quartier Saint-Laurent, Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 242 concernant le lot no 710 du cadastre du quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité:

Le comité siège durant quelque temps.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 26 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 9 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 149 modifiant la charte de la ville de East Angus;
- bill 152 concernant The American Can Company;
- bill 154 ratifiant un acte de vente et de cession par la cité de Montréal à Henry Birks & Sons Limited, et déclarant fermée une certaine lisière de terrain.

Charte d'East Angus

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 149 modifiant la charte de la ville de East Angus. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Ratification d'une vente par la cité de Montréal à Henry Birks & Sons Ltd.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 154 ratifiant un acte de vente et de cession par la cité de Montréal à Henry Birks & Sons Limited, et déclarant fermée une certaine lisière de terrain. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

The American Can Company

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 152 concernant The American Can Company. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Questions et réponses:

Montant payé à la Coopérative fédérée de Québec

M. Renaud (Laval): 1. Quel montant global le gouvernement a-t-il payé à la Coopérative fédérée de Québec depuis 1920, à date, à quelque titre que ce soit?

2. Pour quelles fins ces divers montants ont-ils été versés dans chaque cas?

3. Quel montant global le gouvernement a-t-il payé à la Coopérative fédérée de Québec à quelque titre que ce soit, pendant le dernier exercice fiscal?

4. Pour quelles fins ces montants ont-ils été versés pour chaque cas?

5. Quel montant global le gouvernement a-t-il payé à la Coopérative fédérée de Québec, à quelque titre que ce soit pendant les premiers six mois de l'exercice en cours?

6. Pour quelles fins ces montants ont-ils été versés dans chaque cas?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. \$1,009,436.39.

2. Remboursement des dépenses *re*: fusion du Comptoir coopératif de Montréal, de la Coopérative centrale des agriculteurs de Québec, de la Société coopérative agricole des producteurs de semences de Québec en la Coopérative fédérée de Québec, \$2,630.40; propagande agricole, \$192,768.06; achat et construction d'entrepôts, \$81,660.83; ferme de multiplication des semences à Sainte-Rosalie, \$15,654.78; avance pour la Coopérative de lait et crème de Montréal, \$31,000; ouverture de nouveaux marchés, \$31,713.31; organisation d'un département pour fruits et légumes, \$28,108.45; station avicole de Princeville, \$12,483.20; publicité agricole, \$13,574.83; livres de comptabilité et vérification des comptes des coopératives affiliées, \$6,584.10; pour améliorer l'expédition du fromage d'exportation, \$27,000; encouragement à la fabrication du beurre pasteurisé, \$29,187.25; remboursement de primes aux fabricants de beurre et de fromage, \$45,488.25; différence sur beurre pasteurisé et beurre no 1, \$13,472.69; rapports éducationnels et classification du beurre et du fromage, \$14,660.96; film éducationnel, \$16,581.44; grains, patates, engrais, formoline, insecticides, etc., pour fermes et champs de démonstration et jardins scolaires, \$332,933.76; achat de graines de semences pour distribution aux colons, \$110,976.27; remboursement de sommes avancées à L.-O.

Masson, officier des pêcheries maritimes, pour son automobile, \$2,384.73; démonstration pour faire connaître le saumon de Gaspé, \$573.08.

3. \$116,065.49.

4. Propagande agricole, \$14,444.27; achat et construction d'entrepôts, \$14,728.17; vente de fruits et légumes classifiés, \$5,000; maintien d'une ferme de multiplication des semences à Sainte-Rosalie, \$1,401.64; pour améliorer l'expédition du fromage d'exportation, \$5,000; avance pour la Coopérative de lait et crème de Montréal, \$31,000; remboursement de primes aux fabricants de beurre et de fromage, \$6,000; encouragement à la fabrication du beurre pasteurisé, \$9,015.96; publicité, \$117.60; grains, patates, engrais, etc., pour fermes et champs de démonstration et jardins scolaires, \$26,178.51; achat de graines de semences pour distribution aux colons, \$2,258.92; remboursement de sommes avancées à L.-O. Masson, officier des pêcheries maritimes, pour son automobile, \$902.42.

5. \$84,278.24.

6. Propagande agricole, \$31,290.17; achat et construction d'entrepôt, \$5,999.32; ferme de multiplication des semences à Sainte-Rosalie, \$439.90; publicité agricole, \$3,984.05; livres de comptabilité pour coopératives affiliées, \$1,073.30; grains, engrais, etc., pour fermes et champs de démonstration, \$40,814.00; remboursement de sommes avancées à L.-O. Masson, pour son automobile, \$677.50.

Loi des cités et villes, article 571c

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 214 abrogeant l'article 571c de la loi des cités et villes.

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par représentant de Huntingdon (M. Fisher), que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

M. Guertin (Hull) propose que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

Enseignes lumineuses de liqueurs alcooliques

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 prohibant certaines enseignes lumineuses servant à

annoncer des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons reçu de la part des membres du clergé catholique et protestant et d'autres personnes beaucoup de protestations contre les affiches lumineuses annonçant l'alcool, érigées partout dans la province, dans les villes et les villages, à Québec particulièrement. Dans les grandes villes, elles sont sur les édifices les plus hauts.

Le gouvernement a jugé cette mesure nécessaire. La première chose que l'étranger apercevait, en arrivant par le fleuve, dès que le bateau avait contourné ce joyau de notre fleuve qu'est l'île d'Orléans, c'étaient ces enseignes lumineuses installées à la basse-ville. À lire les annonces lumineuses, on aurait pu juger par là que Québec était devenue le paradis terrestre des buveurs.

Le gouvernement abolit donc maintenant l'usage de ces enseignes lumineuses comme il a aboli, il y a deux ans, l'usage des enseignes d'alcool énormes le long des grandes routes provinciales, qui déguisaient le paysage et faisaient naître une très mauvaise impression dans l'esprit du touriste au sujet de notre province. L'Assemblée législative a bien fait de le faire, et maintenant, le gouvernement voudrait faire un autre pas en avant. La législation suit les lois similaires des autres provinces. Ce n'était pas très beau, par exemple, de voir en arrivant à Québec des affiches flamboyantes qui proclament les vertus de tel ou tel gin ou whiskey, ou d'une autre boisson.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le principe du bill est excellent. La Commission des liqueurs publie des annonces de spiritueux dans les journaux et revues. Une page pleine d'annonces de spiritueux ou de bière dans les journaux devrait être interdite et devrait disparaître. J'approuve le projet de loi actuel. Le gouvernement a fait un bon pas il y a deux ans; il continue aujourd'hui; il devrait aller plus loin en prohibant les annonces de liqueurs dans les journaux. Pourquoi permet-on à la Commission des liqueurs ou aux producteurs de vin et de bière de faire de la publicité?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La Commission des liqueurs n'annonce pas dans les journaux. Ce sont les propriétaires de distillerie et les commerçants qui donnent ces annonces. D'après la loi actuelle, on ne peut empêcher un vendeur d'annoncer ses liqueurs alcooliques dans les journaux. Les brasseurs auront seulement le droit d'annoncer leur nom et leur commerce.

Devrons-nous faire un pas de plus de ce côté et prohiber cette publicité dans les journaux, que font les compagnies? Peut-être que le gouvernement ira jusqu'à les défendre plus tard, mais la province se contentera de faire ce nouveau pas cette année-ci. Pour l'instant, nous devrions nous limiter aux sujets traités par le projet de loi. Ces affiches électriques n'avantagent pas la province. En tout cas, si la Commission annonçait, elle aurait tort et il n'y a pas besoin de loi pour l'en empêcher.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Certaines annonces du genre ne sont pas très gaies.

M. Renaud (Laval): (Riant) Moi, je ne trouve pas, surtout quand je vois sur les affiches un beau gros flacon de gin à quatre¹⁰ épaules comme ça. Il décrit le flacon d'un geste large et sympathique.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il serait préférable de n'accorder aucune publicité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La loi des liqueurs ne permet qu'une publicité très restreinte sur la devanture d'un établissement.

M. Smart (Westmount): Pourquoi les affiches non éclairées ne sont-elles pas interdites? On peut les voir le jour.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

C'est principalement les affiches électriques qui sont désagréables, mais, par la suite, il y aura peut-être d'autres lois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi y a-t-il une exception pour les brasseries?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il n'y avait pas d'interdiction à l'effet qu'une brasserie pose une affiche illuminée au-dessus de son établissement pour afficher le nom de la brasserie.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Sous la réserve des dispositions de l'article 8, il est interdit à toute personne, société ou corporation d'exposer ou de faire exposer une enseigne lumineuse, telle que définie par l'article 2, dans les limites d'une cité ou d'une ville."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi limiter l'application de cette loi aux cités et villes? Pourquoi les régions rurales sont-elles exemptées de l'application du présent projet de loi? Pourquoi ne pas les défendre partout?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'y en a pas ailleurs que dans les villes. Il y en avait sur les grandes routes et nous les avons fait enlever.

M. Renaud (Laval): Il n'y a pas une clause pour les voitures et le whiskey de contrebande?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Qu'est-ce que c'est?

M. Renaud (Laval): Le gouvernement le sait bien mieux que nous.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut être prudent. Le bill dit que l'on fera disparaître les lettres lumineuses, mais qu'arrivera-t-il si l'annonce consiste en un flacon sans légende?

Dans les enseignes lumineuses, il ne faudra pas défendre seulement les lettres, mais aussi les images. La représentation d'un flacon est aussi éloquente que la plus belle phrase.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Personne ne comprendra.
(Rires)

M. Renaud (Laval): Faudrait pourtant pas viser les bouteilles à l'eau de Vichy et les flacons d'eau de javel.
(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ni l'eau de Riga.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le premier ministre continue à parler comme ça, il va falloir quelqu'un pour lui fermer la radio, suivant sa propre loi.

M. Guertin (Hull): C'est une autre loi copiée sur celles d'Ontario, la dixième cette année.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9, qui se lit comme suit:

"9. La présente loi entrera en vigueur le premier jour de juillet 1932."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi le projet de loi ne sera-t-il en vigueur qu'à partir du mois de juillet 1932? Il suggère de ne pas retarder au 1^{er} juillet 1932 l'entrée en vigueur de la loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce délai a été accordé vu que certaines parties intéressées ont de gros contrats à Montréal principalement, signés à l'heure actuelle en rapport avec ces annonces. Il est seulement raisonnable de leur donner du temps pour permettre que les contrats soient échus. Si la nouvelle loi était appliquée immédiatement, les droits des intéressés seraient lésés. Il vaut mieux attendre l'expiration.

En appliquant la loi en 1932, nous croyons ne léser aucun droit. J'ai donné un avis en juillet dernier, dit-il, de ce qu'il adviendra à cet égard et un avis de deux ans est adéquat. Le projet de loi tel que rédigé donnera satisfaction à toutes les parties concernées.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose¹¹: 1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent

trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, école de médecine vétérinaire et école de laiterie de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Guertin (Hull) pose une question.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le budget a été augmenté de \$30,000 qui serviront à la construction d'une annexe à l'École d'agriculture d'Oka.

M. Guertin (Hull) veut savoir quels salaires sont versés et si le travail est effectué selon le contrat. Je le demande parce que j'ai des renseignements selon lesquels la main-d'œuvre effectuant des travaux de construction similaires avait été rémunérée à un taux scandaleux de 15 et 18 sous de l'heure. Le ministre devrait faire en sorte qu'on n'y paie pas des salaires de 15 et 18 sous de l'heure aux journaliers. Le gouvernement a le devoir d'intervenir.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est possible selon la classification de la main-d'œuvre, mais en règle générale, un taux horaire beaucoup plus supérieur a été versé. Je ne crois pas, dit-il, qu'il soit dans mes attributions de me mêler de ces choses, et d'ailleurs, même si les assertions du député de Hull sont vraies relativement aux salaires payés, ces salaires sont peut-être suffisants à cause des circonstances. C'est un moyen de donner de l'emploi à plus d'ouvriers au lieu de les laisser chômer.

Les sommes votées par le gouvernement pour des améliorations et la construction de nouvelles ailes à ces écoles sont des sommes définies. Les deux institutions ont préféré employer plus de personnes de la place, qui avaient besoin de travailler, en leur payant un salaire moindre, que d'employer moins de monde à un salaire plus élevé. Ce sont d'ailleurs les habitants de ces deux endroits qui ont prié les autorités de ces deux institutions d'agir ainsi, pour le plus grand bien de la communauté, alors que les cultivateurs traversaient la morte-saison.

M. Guertin (Hull): Dans les cas où l'argent du gouvernement a été utilisé pour des travaux de construction, une clause devrait être ajoutée pour le versement de salaires raisonnables et l'utilisation de main-d'œuvre et de matériel canadiens uniquement.

M. Renaud (Laval) parle de la distribution du lait dans les centres ainsi que des agronomes. Il avoue qu'il n'est pas défavorable aux agronomes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) suggère qu'on donne à l'agronome une terre dont il pourra surveiller les travaux, afin de démontrer par lui-même la méthode qu'il enseigne. Il veut que les agronomes exploitent eux-mêmes une ferme. Il ne s'attend pas qu'un agronome, qui agit à titre de professeur, accomplisse tout le travail d'un agriculteur et donne des cours après une journée de travail, mais il pourrait donner des cours pratiques à l'occasion.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): On a tort de dire que les agronomes ne sont pas versés en agriculture pratique. Les cultivateurs en sont satisfaits et sont contents de les demander. Ils sont utiles et même nécessaires à l'agriculture. Ils rendent des services signalés à la classe agricole. Je suis absolument satisfait, dit-il, de l'éducation théorique et pratique donnée aux agronomes sortis des écoles d'agriculture de la province de Québec. Il vaut mieux, dans l'état actuel de l'agriculture, que ces agronomes sortis de nos écoles fassent de l'enseignement agricole que de la culture. Un plus grand nombre de fermiers peuvent ainsi bénéficier de leurs connaissances. La preuve de la valeur de l'enseignement pratique qu'ils reçoivent a été donnée dans les résultats obtenus par les fermes de démonstration, depuis que ces fermes sont sous la direction d'agronomes.

Une autre preuve que les cultivateurs se rendent compte de la valeur des agronomes, c'est que le ministère de l'Agriculture ne peut suffire à toutes les demandes des cultivateurs qui veulent placer leurs exploitations sous la direction des agronomes provinciaux. Encore une autre preuve de la valeur scientifique de l'enseignement agricole et de la compétence pratique des agronomes a été donnée à la province au cours de l'hiver, alors que deux diplômés des écoles d'agriculture ont obtenu, le premier, la médaille d'or et le titre de lauréat du Mérite agricole, et que le second est arrivé bon deuxième.

M. Renaud (Laval) demande au ministre d'augmenter encore le traitement de ces techniciens, s'il y a lieu.

M. Sauvé (Deux-Montagnes)¹² pose une question.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) fait référence aux fermes de démonstration et au travail pratique qu'ils font pour les agriculteurs. En plus du \$4 l'acre que le gouvernement remet aux propriétaires de fermes de démonstration chaque

année, les propriétaires reçoivent de l'aide pour les travaux de drainage, au besoin, et pour les grains de semences de première qualité qui sont fournis jusqu'à ce que les fermes soient bien établies. Les fermes de démonstration sont au nombre d'environ 42¹³ dans notre province et elles donnent d'excellents résultats pratiques. La province compte 70 agronomes répartis dans tous les comtés agricoles.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quel sont les avantages, pour un cultivateur, de louer sa ferme pour démonstration?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le département, pas ses officiers, draine des terres, les engraisse, leur fait produire des graines de bonne qualité et donne des leçons pratiques. Ces fermes coûtent \$600 chacune au ministère.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) accepte l'énoncé du ministre à l'effet que les fermes de démonstration produisent des résultats magnifiques, qu'elles coûtent environ \$600 par année, ce qui est bien peu, et qu'il devrait donc y avoir plus de fermes de démonstration. Si les 70 agronomes avaient chacun une ferme, ça ne coûterait que \$42,000 à la province et les résultats seraient merveilleux.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Dans certains comtés, ce serait difficile.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) suggère que le ministère établisse une ferme de démonstration dans chaque comté. On devrait tenir en même temps des concours de fermes. Ces concours de fermes et les fermes de démonstration ne coûteraient que \$80,000.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) admet l'excellence de la suggestion. Le gouvernement organise aussi des concours de fermes qui coûtent environ \$3,500 à \$4,000 pour une période de cinq années et les résultats sont excellents. Ces concours intéressent une quarantaine de cultivateurs dans les districts où ils existent, sous la surveillance d'un agronome. Ils ont de bons résultats éducatifs. Il devrait y avoir plus de concours de la sorte.

Le gouvernement serait prêt à faire des concours de fermes et à avoir une ferme de démonstration dans chaque comté, qui marcherait de pair. Il approuve l'augmentation budgétaire accordée pour cette forme de services agricoles, particulièrement en ces temps de crise agricole. Ce n'est pas le coût qui fait reculer le département, mais

le manque d'officiers, d'hommes compétents pour s'en occuper.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien de districts comprennent une ferme de démonstration et ont un concours annuel?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il y a des districts qui ont des concours de fermes et des fermes de démonstration, une dizaine environ. Chaque comté possède un agronome, des spécialistes et des employés. L'an dernier, 467 cultivateurs se sont intéressés aux 14 concours de ferme qui ont été tenus. Il y aura de 20 à 25 concours de fermes cette année-ci.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il n'y a jamais eu de politique faite dans le choix des régisseurs de ferme de démonstration. Celui qui ferait de la politique avec ces fermes ferait la plus grande gaucherie, car celui qui dirige une telle ferme a une trop grosse affaire sur les bras pour s'occuper de politique partisane. J'en connais, des régisseurs de ferme, qui sont ce qui est convenu d'appeler de bons conservateurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je félicite l'honorable ministre. Les autres membres du cabinet pourraient prendre l'exemple sur le plus jeune ministre.

M. Tremblay (Maisonnette) fait des éloges au ministre de l'Agriculture et parle des bons résultats obtenus par le ministère dans l'amélioration de l'agriculture. Il félicite le ministre de l'Agriculture d'être aussi bien disposé envers les cultivateurs. Notre province est presque entièrement agricole et nous importons la pomme de terre en grande quantité. La pomme de terre de la Nouvelle-Écosse est toujours payée plus cher que celle de notre province. Comment il se fait que les patates des provinces voisines obtiennent un plus haut prix que les nôtres sur nos marchés?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La différence dans les prix vient dans la différence de classification. Les patates des autres provinces sont mieux classifiées que les nôtres. La prédication pourtant n'a pas manqué de la part des agronomes qui prêchent la classification des pommes de terre depuis 10 ans. Le jour où les agriculteurs s'en

préoccuperont davantage, la situation s'améliorera. Il ne faut pas oublier que, dans les provinces voisines, les cultivateurs se sont spécialisés dans la culture de la pomme de terre, tandis qu'ici, le cultivateur a surtout cultivé la patate comme un à-côté à son exploitation.

Cependant, on y vient maintenant, il y a amélioration. Les conditions ont changé cette année. Nos cultivateurs ont semblé mieux comprendre le besoin de la classification, et le gouvernement fera tout ce qu'il pourra faire pour aider le cultivateur à produire et à classer une pomme de terre qui ne le cède en rien, d'ailleurs, comme qualité et comme saveur, aux meilleures patates des provinces voisines. J'espère que la pomme de terre de Québec, qui a plus de valeur que celle d'en dehors, prendra sa place sur le marché de Montréal.

M. Renaud (Laval): L'éducation dans cette branche a fait défaut en dehors des grands centres.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'agronomie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Travaux de la Chambre:

Durée de la session

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il reste beaucoup de travail à faire si la Chambre veut proroger la semaine prochaine. Nous devrions siéger trois séances régulières samedi et trois séances régulières lundi, afin de terminer la session. Si nous ne pouvons finir jeudi prochain, le Jeudi saint, je suis

navré de dire que la Chambre devra alors ajourner pendant deux semaines et revenir pour terminer les affaires non résolues lundi le 13 avril, afin de permettre aux ministres d'assister à la conférence interprovinciale qui sera tenue à Ottawa le 7 avril, après Pâques, à laquelle je dois assister avec plusieurs de mes collègues. Je tenais à avertir la Chambre afin que les députés puissent arranger leurs affaires en conséquence.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si les affaires de la Chambre ne sont pas plus avancées, c'est de la faute du gouvernement et non celle de l'opposition. L'Assemblée législative a été retardée et des questions ont été inscrites sur l'ordre du jour, il y a quelques semaines, et elles n'ont pas encore été adressées. Il y aurait moyen de s'entendre. La gauche veut accélérer les affaires de la province, mais d'abord, en ce qui me concerne, je n'ai pas l'intention de passer les lois en vapeur et sans les étudier. L'opposition a l'intention d'examiner en profondeur tous les projets de loi qui seront présentés et de les étudier attentivement. Chaque loi sera étudiée comme il convient, car la Chambre n'a pas le droit de passer des lois importantes à la vapeur, uniquement pour finir la session deux ou trois jours plus tôt.

Il suggère plusieurs moyens permettant de rapidement mettre fin à la session. Si le gouvernement veut hâter la fin de la session et terminer avant Pâques, qu'il réponde donc aux questions posées par l'opposition au *Feuilleton* dès le début de la présente session, au lieu de renvoyer l'opposition consulter le fouillis des *Comptes publics*. Si, pour les crédits du procureur général, le premier ministre refuse de répondre aux questions du *Feuilleton* et veut nous référer aux *Comptes publics*, il peut s'attendre à ce que le député de Trois-Rivières les étudie attentivement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le travail occasionné par certaines questions telles qu'elles sont posées prendrait beaucoup de temps.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) et **l'honorable M. David (Terrebonne):** On pourra répondre à certaines questions demain, si elles sont modifiées un peu.

La séance est levée à 11 h 40.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Plante (Montréal-Mercier).
2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent).
3. Il est 3 h 40, selon *L'Événement* du 26 mars 1931, à la page 12.
4. Le texte de *La Presse* du 27 mars 1931, à la page 29, mentionne: "Les États-Unis où en 65 endroits différents..." et celui du *Soleil* du même jour, à la page 19, parle curieusement de 65 États américains.
5. *La Presse* du 27 mars 1931, à la page 29, donne plutôt les initiales C.-A. Lafleur.
6. L'île de Cythère, dans la mer Égée, est le lieu mythique de la naissance de Vénus. Un temple à la déesse en fit un célèbre lieu de pèlerinage en plus d'être un havre pour les navires en péril.
7. Selon *The Montreal Daily Star* du 27 mars 1931, à la page 16, le vote de l'amendement du député Caron fut accompagné de remarques d'un humour plus ou moins douteux.
8. Après le vote, un messenger a déposé une gerbe de fleurs sur le pupitre de l'honorable M. David qui était alors absent, selon *L'Événement* du 27 mars 1931, à la page 12. Dans *The Chronicle Telegraph* du 27 mars 1931, à la page 3, on écrit que "À son retour, M. David a été accueilli par des applaudissements et, en regardant ce qui lui était offert, il murmura: "Dites-le avec des fleurs".
9. Abel Vineberg écrit dans *The Montreal Gazette* du 27 mars 1931, à la page 1, qu'après un décompte serré de la part du greffier de la Chambre, on a pu entendre un soupir de soulagement d'un côté et ressentir un sentiment de résignation de l'autre.
10. *Le Soleil* du 27 mars 1931, à la page 19, indique "carré d'épaules".
11. L'honorable M. Godbout occupe le fauteuil de l'honorable M. Perrault avec M. J.-Antonio Grenier à sa droite, selon *L'Événement* du 27 mars 1931, à la page 12. M. Grenier est sous-ministre de l'Agriculture, ajoute *Le Soleil* du 27 mars 1931, à la page 3.
12. *L'Action catholique* du 27 mars 1931, à la page 8, rapporte que la question a été posée plutôt par M. Renaud.
13. Selon *The Gazette* du 27 mars 1931, à la page 2, il s'agit de 32 fermes de démonstration.

Première séance du vendredi 27 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi
des asiles d'aliénés**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 218 modifiant l'article 54 de la loi des asiles d'aliénés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
écoles de réforme**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 219 modifiant l'article 27 de la loi des écoles de réforme.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des écoles d'industrie,
article 18**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 220 modifiant l'article 18 de la loi des écoles d'industrie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de l'assistance publique,
article 34**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 221 modifiant l'article 34 de la loi de l'assistance publique de Québec

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Procédures
d'expropriation**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 236 modifiant la loi des cités et villes relativement aux procédures en expropriation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Emprunts de la Corporation
des écoles techniques ou professionnelles**

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Quels sont les divers emprunts dont la Corporation des écoles techniques ou professionnelles a assumé le paiement du capital et des intérêts?

2. À quelle date chaque emprunt a-t-il été assumé par la Corporation?

3. Pour quelle somme globale le crédit de la province se trouve-t-il ainsi engagé par suite des garanties données par la province pour ces emprunts?

L'honorable M. David (Terrebonne):

- | | |
|---|-----------|
| 1. École des hautes études commerciales | \$600,000 |
| École technique de Hull | 365,000 |
| École technique de Montréal | 700,000 |
| École technique de Québec | 500,000 |
| 2. Le 7 août 1928. | |
| 3. \$2,165,000. | |

**Montants payés relativement aux frontières du
Labrador, aux écoles juives et autres affaires**

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. À qui ont été payés les \$2,550 qui ont été avancés au département du procureur général en 1926-1927, relativement aux frontières du Labrador, aux écoles juives et autres affaires?

2. Combien a été payé dans chaque affaire?

3. Combien chaque personne qui a touché une partie de ces \$2,550 a-t-elle reçu?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 2. et 3. À l'honorable L.-A. Taschereau, pour rencontrer dépenses à Londres *in re*: Frontières du Labrador, \$1,500; à M. Charles Lanctôt, à compte honoraires et dépenses *in re*: écoles juives et commissaires des écoles protestantes, \$800; à M. G.-L. Dussault, pour rencontrer des dépenses se rapportant à la conférence, à Montréal, des avocats et autres *in re*: Canada et Terre-Neuve, \$250.

Henriette Michaud

M. Guertin (Hull): 1. Henriette Michaud est-elle ou a-t-elle déjà été à l'emploi du gouvernement de cette province?

2. Par qui a-t-elle été recommandée pour obtenir cet emploi?

3. Quelles ont été ses fonctions et ses heures régulières de travail durant tout le temps qu'elle a été à l'emploi du gouvernement?

4. A-t-elle suivi ses heures, et sinon, quelles furent ses absences et pour quelles raisons dans chaque cas?

5. Combien d'heures de travail a-t-elle fournies au cours de chaque année depuis qu'elle est à l'emploi du gouvernement?

6. Quelle somme globale Henriette Michaud a-t-elle reçue, chaque année de calendrier, en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement pour les divers emplois qu'elle a occupés?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): 1. Oui. Depuis 1919.

2. Par l'Orateur du temps.

3. Secrétaire de l'Orateur et commis, à l'Assemblée législative, et à l'heure actuelle, commis intermédiaire au département des Travaux publics; et ses heures de travail ont été celles fixées par le règlement du service civil.

4. Oui.

5. Les heures de travail exigées pour ses fonctions et le règlement.

6. Voir les *Comptes publics* annuels.

Maurice Bergeron

M. Guertin (Hull): 1. À quelles dates Maurice Bergeron qui apparaît aux *Comptes publics* (1930, page 104) à titre de commis supplémentaire, a-t-il été à l'emploi du gouvernement?

2. Par qui a-t-il été recommandé pour obtenir cet emploi?

3. Quels sont: *a.* son âge; *b.* son lieu de résidence; *c.* ses fonctions; *d.* ses heures régulières de travail, alors qu'il était au service du gouvernement?

4. A-t-il suivi ces heures, et sinon, quelles furent ses absences et pour quelles raisons dans chaque cas?

5. Combien d'heures de travail a-t-il données au cours de chaque année depuis qu'il est à l'emploi du gouvernement jusqu'à date?

6. Quelle somme globale le dénommé Maurice Bergeron a-t-il reçue chaque année de calendrier en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage pour les divers emplois qu'il a occupés?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. A été à l'emploi du gouvernement au cours du mois de mai 1930.

2. Le sous-secrétaire de la province.

3. *a.* 25 ans; *b.* Québec; *c.* commis supplémentaire; *d.* les heures déterminées par la loi.

4. A suivi ces heures réglementaires.

5. Répondu par 3.

6. En 1930, \$60.

Paul Bergeron

M. Guertin (Hull): 1. À quelles dates Paul Bergeron, qui apparaît aux *Comptes publics* (1930, page 104) à titre de commis supplémentaire, a-t-il été à l'emploi du gouvernement de cette province?

2. Par qui a-t-il été recommandé pour obtenir cet emploi?

3. Quels sont: *a.* son âge; *b.* son lieu de résidence; *c.* ses fonctions; *d.* ses heures régulières de travail, pour le temps qu'il a été au service du gouvernement?

4. A-t-il suivi ces heures, et sinon, quelles furent ses absences et pour quelles raisons dans chaque cas?

5. Combien d'heures de travail a-t-il fournies au cours de chaque année depuis qu'il est à l'emploi du gouvernement?

6. Quelle somme globale le dénommé Paul Bergeron a-t-il reçue chaque année de calendrier en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement pour les divers emplois qu'il a occupés?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Premier juillet 1927.

2. Par le Sous-secrétaire de la province.

3. *a.* 29 ans; *b.* Monument, comté de Québec; *c.* commis supplémentaire; *d.* les heures fixées par la loi.

4. A suivi ces heures.

5. Répondu par 3.

6. En 1927, \$506; en 1928, \$1,107.50; en 1929, \$942.25. Nommé permanent en juillet 1930, au service de l'enseignement ménager et des Écoles de coupe, au salaire annuel de \$2,200.

Primes d'assurance à divers agents

M. Guertin (Hull): Des \$51,719.45 mentionnés dans la réponse du 23 mars 1931, quel montant a été payé en primes d'assurance à chacun des agents énumérés, aux pages 351 et suivantes des *Journaux de l'Assemblée législative*, 1931?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Agent et primes: Allard, C., \$45; Allarie, J.-B.-A., \$356.35; Angers, P.-A., \$160; Allen, G.-E., \$45; Belleau & Auger, \$446, \$144, \$225, \$280, \$338, \$160, \$160, \$225.96; Bergeron, F.-X., \$80; Boutin, P.-A., \$403.50, \$115.50, \$93, \$90, \$180, \$1,442.02; Barnard, Ed., \$90; Baxter, \$45, \$25.45; Bégin, P.-P., \$162; Bray, H., \$180, \$300, \$140, \$160, \$320; Berthiaume, R., \$140; Bickerdike, R., \$72; Beauchemin, M., \$152.70; Bouchard, Adj., \$101.80; Bédard, R., \$70; Bernard, Albert, \$127.50; Caron, C.-E., \$45; Chevalier, J.-B., \$409; Clément, J.-E., inc., \$1,208.63, \$1,265, \$300, \$120, \$120; Côté, J.-B., \$65.96; Crépeau, Isidore, \$298; Conway & Conway, \$210; \$127.25; Clément, C., Mlle, \$90; Côté, G.-J. Ernest, \$867.62; Côté, S.-Z., \$684.63; Courteau, G.-J., \$70; Dechêne & Dechêne, \$385; Desaulniers, J., \$429; Deserres, J.-E., \$90, \$85; DeGrandpré, R., \$294; Delisle, J.-H., \$112; Demers, Albert, \$160, \$160; Drouin & Drouin, \$90, \$128; Duval, Jos., \$80; DeRousselle, \$40.50; Esinhart & Evans, \$210; Godin, Alfred, \$135.96; Gaudreau, L.-G., \$960; Ginn, J.-O., \$266; Gordon, Spohn & Co., \$140; Gommery, B.-V., \$210; Gagnon, C., \$117; Gagnon & Cloutier, \$90, \$96, \$144; Givernaud, inc., \$120; Garneau, Ed., \$225; Giroux & Côté, \$170, \$330, \$45, \$240; Gauvin, Elz., \$128; Garneau, R., \$187.25; Grenier, Gus., \$90, \$90; Grenier, L.-H., \$90, \$160; Gourdeau, F.-B., \$240; Gagnon, J.-P.-A., \$127.25; Gouin, A.-J., & Cie, \$114.53; Gravel, A.-I., & Fils, \$267.22, \$267.23; Howard, Tracy, \$225; Hallé, J.-O., \$146; Hamel, H.-P., \$51.20; Hébert, C.-D., & Fils, \$101.80; Jacques, Nap., \$254.50; Jobin, A.-E., \$80; Jacob, B.-W., \$210; Lamontagne, C., \$670; Langlois, H.-H., \$127.25; Langlois, E.-J., \$135; Lachance, J.-Eug., \$129; Lavoie & Lesage, \$465; \$540; Legault, Alf., \$645; Laviolette, Forget, \$70; Laurent, J., \$198; Laurin, Cy., \$135; Leclerc, Eug., ltée, \$371.93, \$533.60, \$90; Lemieux, J.-Alf., \$170; Lortie, Jean, \$207.15; Leblanc, O., \$135; Levasseur, F.-H., \$90; Lewis, Appedaile Henson, \$45; Love, Alex., \$285; Mullins, J. P., \$108, \$182; Massey, G. M., \$335; Mahoney, T.-H. & Co., \$90; Marois & Beaudet, \$217.63; Massé, G., \$70; McOuat, J., \$280; Meunier, T., \$350; Morin & Morin, \$814.50; Marcotte, Arthur, \$208, \$208; Martel, J.-E., \$240; Martville, J.-L., \$160; Milot, J.-A.-F., \$101.80; Normandin, L.-P., \$194.60; O'Halloran & Vautelet, \$60; Philps, \$217, \$180; Pouliot, D.-I., ltée, \$1,447.60, \$180, \$350, \$140, \$478, \$96; Pagé, A.-H., \$479.50; Pagé, F., \$1,190; Poulin, Arthur, \$208.73; Pratt & Côté, \$439, \$213, \$213, \$136; Payette, F., \$63.63, \$127.25;

Pelland, J.-A., \$560; Philbrick, E. E., \$294; Pigeon, J.-H., \$168; Paquet, A.-E., \$131.20; Quinn Agency, \$535; Roy, J.-N., \$630, \$270; Reinhart, L. A., \$753; Reid, F.-G., \$135; Ricard, L.-W., \$111; Rinfret, Rol., \$307.50; Rousseau, J.-H., \$613.10; Roy, J.-Eug., & Cie, \$360.97.; \$145.14; Rainville, Paul, \$168; Raphael, H. W., \$308; Roberts, E., \$126; Racine, Pierre, \$99; Scott, Art. E., \$554; Simard, Arthur, Enr., \$429; Starnes, H. K., \$217.50; Starks, A., \$210; Spénard, Art., \$224.82, \$224.80, \$224.82; Société d'administration, \$14.25; Tessier-Fages, \$300, \$1,416, \$157.50, \$157.50, \$127.25, \$77.50; Taskers, \$180; Tremblay, \$90, \$706; Tourigny, Roger, \$140; Tremblay, Aug., \$318.12; Véronneau, L., \$90; Vallée, J.-A., \$84; Vallerand, A., \$88; Wickham & Wickham, \$120, \$60, \$364; Walker G.-J., \$770; Walsh, N.-J., & Sons, \$2,800.

Travaux de la Chambre:**Modifications du Règlement,
article 458a****L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, l'ordre du jour étant lu, la résolution suivante: Que le Règlement de cette Chambre soit modifié en y insérant l'article suivant après l'article 458:

458a. Quand un comité, permanent ou spécial, demande dans son rapport à être libéré de l'obligation de continuer l'étude d'un bill, ce bill ne peut être inscrit au *Feuilleton* des affaires, à moins d'un ordre spécial de la Chambre.

Que ce nouvel article du Règlement entre en vigueur à l'ouverture de la prochaine session de la Législature.

À la suite de la décision que vous avez rendue, M. l'Orateur, nous avons mis fin à une coutume aussi vieille que la Législature au sujet des bills qui reviennent annulés des comités. À l'avenir, lorsqu'un bill sera rejeté par un comité, il ne pourra être réinscrit sur le *Feuilleton* qu'avec un ordre de la Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le comité des bills publics ne se compose que d'un nombre restreint de députés. L'opinion du comité peut éclairer la Chambre, mais elle ne devrait pas prévaloir.

M. Blain (Montréal-Dorion) émet quelques objections contre la motion.

M. Duplessis (Trois-Rivières), M. Guertin (Hull) et M. Sauvé (Deux-Montagnes) protestent contre la mesure. Ils estiment que les choses devraient être ce qu'elles sont actuellement et s'opposent au changement.

Ils veulent qu'on laisse aux députés l'occasion de se prononcer sur la décision d'un comité qui croit devoir rejeter un bill. Les comités, disent-ils, ne se composent que de quelques députés. Alors, pourquoi empêcher les autres députés d'étudier une mesure en Chambre et de se prononcer sur sa valeur?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que cette Chambre adopte maintenant ladite résolution.

Adopté sur division.

Subventions aux collèges classiques

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 61 modifiant les articles 3 et 5 de la loi des subventions aux collèges classiques.

Adopté.

Responsabilité civile en matière de radiodiffusion

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 231 concernant la responsabilité civile en matière de radiodiffusion.

Adopté.

En comité¹:

Le comité poursuit l'étude de l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Dans la présente loi:

"1° Les mots "avoir en sa possession" signifient être propriétaire, locataire, possesseur à quelque titre que ce soit, être en charge ou avoir le contrôle d'un radio-transmetteur qui est mis en service;

"2° Le mot "personne" comprend également une société ou une corporation;

"3° Le mot "radio-transmetteur" comprend tout appareil et ses accessoires pour la transmission sans fils des signaux électriques reproduisant la parole, le chant et la musique."

M. Blain (Montréal-Dorion): Je disais hier que ce bill allait trop loin, était une mesure radicale. L'employé qui sera à charge sera juge des paroles qui seront prononcées. Lorsqu'il sera question de choses politiques, il pourra paraître y avoir diffamation quand il n'y aura que simple réplique.

Les libéraux étaient aussi violents que les conservateurs dans leurs propos lors des campagnes électorales. Le premier ministre a dit que l'administration du maire Houde, à Montréal, était pourrie. Je dois relever une parole du député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen) qui disait hier que les Juifs ne tenaient pas de propos diffamatoires. Cependant, le député fédéral israélite libéral pour Cartier, M. Samuel Jacobs, disait dans un discours, que le maire de Montréal avait prostitué son mandat. Ailleurs, dans la synagogue Ben-David, il y avait trois députés juifs, le député de Montréal-Saint-Louis (M. Berchovitch), le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen) et le député de Montréal-Mercier (M. Plante).

(Rires)

Il (M. Blain) cite une déclaration qui a été faite à cet endroit. Ceci démontre que les deux côtés savent utiliser des mots violents à l'occasion. Les libéraux pourront continuer à tenir de tels propos, mais, nous, nous ne pourrions pas révéler au public que l'assistant-procureur général, par exemple, a sorti le bandit Renaud du pénitencier pour faire ses œuvres. Cette mesure est radicale, exagérée et inutile. Je prétends que le gouvernement n'aurait jamais dû présenter cette mesure, car elle n'est pas à l'honneur de la Législature. Ce bill est une honte pour le gouvernement.

M. Renaud (Laval): Un mot seulement: je ne connais pas ça, le diable²...

(Rires)

... mais je crois qu'on entravera la liberté de parole. La mesure est manifestement futile. Ce serait comme si on fermait la porte de l'étable, après que le cheval se soit enfui. Votre loi sera une farce publique. Elle ne guérira rien et n'empêchera rien. Si, par exemple, je veux dire des bêtises au premier ministre, on fermera la radio, mais on ne le fermera que lorsque j'aurai dit la bêtise. Quand même on fermera la radio alors, il sera trop tard, car tout le

monde le saura, l'aura entendu. Le premier ministre sera insulté.

Vous passerez pour des peureux et le mal aura été commis. N'ayez donc pas peur de nous rencontrer. Si on nous présentait une loi pour prévenir ces cas, très bien. Mais, avec cette mesure, le mal restera fait quand même. Il est incontestable qu'il ne sera pas possible de couper la radio avant que les mots offensants n'aient été prononcés, et alors pourquoi le faire?

Par conséquent, pourquoi présenter cette mesure devant la Chambre si ce n'est que pour des fins politiques? On peut affirmer, sans avoir peur de se contredire, que ce projet de loi est purement politique. Le bill n'a pas été fait pour empêcher le libelle, mais pour essayer de nous effaroucher. C'est l'autocratie qui va dire: "C'est nous autres qui menons."

Les députés au pouvoir reprochent à l'opposition d'avoir prononcé des discours diffamatoires. Permettez-moi de dire au premier ministre que tous les députés sont fautifs à cet égard. Comment cela peut-il être évité? Pourquoi ne pas laisser les gens juger des opinions et des attaques qui ont été faites? N'est-il pas vrai qu'une bonne bataille ne nuit pas à l'amitié de nos hommes publics? Pourquoi pas laisser le peuple se battre à son aise? On veut empêcher aussi les assemblées contradictoires. Mais y a-t-il quelque chose de plus beau, de plus canayen que de se rencontrer face à face, de se dire ses vérités?

(Rires)

N'est-il pas vrai qu'après ça, les orateurs se serrent la main et que tout le monde s'en va prendre un coup en famille? C'est pas pour le parti que je proteste contre ce bill, car je vais confier au premier ministre que plus il en passera de ces petits bills-là, et plus tôt nous arriverons au pouvoir. Le peuple commence à comprendre qu'on veut bâillonner l'opposition. Je ne peux pas concevoir que le premier ministre apporte des choses semblables devant la Chambre. C'est vrai que c'est dur parfois de se faire dire certaines choses.

Je ne suis pas instruit, je ne suis pas en faveur de l'injure. Mais il y a des choses qu'il faut dire. Mais, de là à donner mon approbation à des bills qui, comme me le dit mon bon ami, en arrière, ne valent pas 30 sous, des bills qui violent la liberté de parole, il y a une marge que je ne puis pas franchir. Si nous disons des diffamations, on usera des droits que donne la loi déjà existante et on nous poursuivra. C'est une honte pour notre province de recourir à une telle mesure.

Le Québec est la première province à faire appel à ce type de législation. C'est un mauvais exemple à donner. Et puis ça va nous faire une belle réclame à nous, les Canadiens français. On va dire dans les autres provinces que les Canadiens français ne savent pas se conduire sur les tréteaux politiques, qu'ils sont incapables de contrôler leur verve devant un microphone et que le premier ministre est obligé de passer des lois pour y voir.

Votre bill diminue le crédit de notre race et notre province. Et je suis certain que, si le gouvernement considère ce point, il arrivera à la conclusion que la meilleure chose à faire c'est de retirer cette mesure. Après 33 ans de pouvoir, le gouvernement doit admettre que son manteau est un peu sale. Il n'est pas parfait et il doit se préparer à faire face aux attaques. Si un gouvernement n'est pas capable d'endurer les coups, s'il a peur, qu'il plie bagage et s'en aille.

Des députés: (Riant) Bien! Bien!

M. Renaud (Laval): Je le sais bien que c'est bien et le premier ministre aussi le sait.

(Rires)

Je ne hais pas le premier ministre, moi!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je vous le rends bien.

M. Renaud (Laval): Oui, je ne vous hais pas. Nous ne sommes pas de la même politique, mais j'ai de l'estime pour lui. Quand je le regarde sur son portrait, je reconnais ses qualités et ses mérites, je connais ses activités.

(Applaudissements à droite)

Il est très actif et très intelligent; je ne crois pas qu'il persiste à soumettre ce bill à la Chambre. Et je lui demande pour le respect du Canadien français, pour l'honneur de Québec, de retirer son bill qui, en somme, ne vaut pas grand-chose.

(Applaudissements à gauche)

Encore une fois, la loi est mal faite, car elle n'empêche pas la diffamation. Une fois que l'injure est lancée dans la radio, tout le monde l'a entendue. Quand même le gérant ferme sa radio, il est trop tard. Quand l'enfant est fait, il faut bien l'élever.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): La mesure proposée n'ajoutera rien à ce qui est déjà prévu dans le Code civil au sujet de la responsabilité en matière de diffamation. Lorsque la télévision sera perfectionnée, je suppose que l'on va essayer

d'empêcher d'y montrer les caricatures. Cette mesure est prématurée, parce qu'une telle loi ne peut pas être établie alors que la question du contrôle de la radio est étudiée devant la Cour suprême. Si la Cour suprême se prononce contre la province du Québec, quelle sera alors la position du gouvernement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La question qui est devant les tribunaux touche le contrôle des heures, des stations, etc., et celle du projet de loi présenté à la Chambre touche au droit civil, sur laquelle la province a le droit de statuer. Il demande au député de Montréal-Saint-Georges s'il ne pense pas que le propriétaire d'un poste émetteur qui laisse quelqu'un parler à des millions de personnes ne devrait pas avoir la responsabilité de ce qui se dit chez lui.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Non!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si la province a juridiction, elle a droit de légiférer en matière de responsabilité. Or, la loi empiète sur une question actuellement soumise à la Cour suprême. La question actuellement soumise aux tribunaux est de savoir si la province de Québec ou le gouvernement fédéral a le contrôle des émissions, et le pouvoir de suspendre les émissions. Or, la présente loi présume que le gouvernement a le pouvoir de suspendre les émissions. C'est impoli, provocateur, indélicat de passer une législation contre laquelle nous protestons.

La question d'apprécier une parole diffamatoire est très difficile à établir. Même les cours ne s'entendent pas très bien, et l'on a vu des causes passer d'une cour à l'autre et subir des jugements contradictoires. Une des invraisemblances de la loi, c'est que l'on veut constituer un mécanicien, un messenger, des ignorants au point de vue légal, souvent des partisans politiques, n'importe qui, enfin, juge d'une diffamation, arbitre d'un libelle.

Le bill du premier ministre est néfaste au point de vue éducationnel. Il y a plus à gagner pour l'autonomie de la province avec une entente qu'avec la provocation. C'est dangereux de soulever cette question relative à la radio dans un esprit provocateur. Je suis certain que, si au lieu de provoquer le pouvoir central d'une manière si regrettable, la province avait essayé d'obtenir une entente à l'amiable, il ne serait pas nécessaire d'aller devant les tribunaux. Le premier ministre, s'il avait voulu, aurait dû s'entendre avec le gouvernement

fédéral. Le premier ministre est responsable de ce qui arrive. Quelles sont les chances de succès de la prochaine conférence interprovinciale si le premier ministre défie le gouvernement fédéral et fait appel aux tribunaux?

Je suis contre l'injure et l'insulte, mais une loi protectrice existe déjà et l'on devrait en user sans en faire une autre. Un adversaire n'a pas besoin de l'injure pour se faire un piédestal. Il y en a eu et il y en a encore de ceux-là du côté de la droite. Sommes-nous pour limiter des droits de la race pour défendre les ministres?

Est-il vrai que la réputation des ministres est si fragile qu'il faille violer la liberté de parole et le droit constitutionnel pour la défendre? Il parle de la victoire prochaine du Parti conservateur provincial. La province va juger le gouvernement et nous passerons bientôt à droite.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

parle avec le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) et rit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre ne devrait pas rire d'une chose aussi sérieuse. Il lui demande la raison de son sourire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne ris que de votre manie de terminer tous vos discours par ces chants de victoire.

(Rires)

Continuez de chanter victoire, nous vous attendons!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas fini. Le premier ministre préfère le chantage au chant, et c'est pour interrompre les chants qu'il passe cette mesure qui favorise le chantage politique.

(Rires)

Quoi qu'il en soit, j'espère que le gouvernement va s'amender et qu'il retirera cette mesure. Que le gouvernement s'élève donc un peu au nom de ce que nous avons de plus cher! Nous sommes à la veille de la Semaine sainte, c'est le temps de réfléchir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

C'est aussi le temps des retraites fermées.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement va faire une retraite fermée après les élections.

(Rires)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je m'explique difficilement tout ce tapage de l'opposition autour de cette question de radio. La gauche n'est pas sérieuse. Cette loi n'affecte pas notre race, ne ternit pas sa réputation, comme l'opposition le prétend, elle ne porte pas atteinte à la Constitution, ni à nos traditions, ni même à la religion, comme on l'a dit. Cette loi est bonne, c'est une loi présentée par le premier ministre, mais au nom de tout le gouvernement qui l'appuie.

Cette dernière n'est pas faite pour le gouvernement ou l'opposition, mais bien pour protéger tout le monde. Si la loi donne au gérant du poste ou à un autre employé le pouvoir de suspendre l'émission, c'est que c'est le seul moyen de contrôle et de censure, car si l'émission n'est pas suspendue, la parole est lancée et il est trop tard.

Pour ma part, je prends mes responsabilités. La loi est nécessaire et la province a le droit de l'imposer. On parle de droit de la race, de dictature, d'inconstitutionnalité. Qu'est-ce qu'il y a donc, en somme, dans cette mesure? Il s'agit simplement de prendre les mesures nécessaires contre la calomnie ou la diffamation. Elle permet que le propriétaire d'une radio ferme son appareil, s'il le veut, quand un orateur emploie l'injure. Le propriétaire d'un poste émetteur sera solidaire avec l'auteur du libelle qui se fera au microphone.

Cela n'a trait qu'à la responsabilité civile. Il n'y a aucune provocation à Ottawa ici et il n'y a aucun braconnage sur les réserves d'Ottawa. Il s'agit d'un article du Code civil. N'avons-nous pas le droit de nous protéger contre celui qui se sert de la radio pour l'injure? Nous protégeons légalement le propriétaire d'un poste qui doit avoir le droit sur sa propriété et la province a le droit de lui permettre de l'affirmer. Les gens qui se conduiront comme il faut seront bien traités. Cette loi contribuera à épurer nos mœurs politiques. Elle n'a rien d'inconstitutionnel.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Elle est inconstitutionnelle parce qu'elle permet au propriétaire du poste d'interrompre une émission interprovinciale, et cela est de la juridiction fédérale.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Si la faute se produit dans la province, la question doit être réglée dans la province.

Le propriétaire a droit de se protéger s'il le veut. Son microphone est sa chose et il en est le maître.

L'opposition semble considérer la mesure seulement comme un moyen pour protéger les ministres du cabinet et les membres du

gouvernement contre une attaque, sans vouloir considérer qu'ils vont eux-mêmes en bénéficier. La loi n'est pas faite pour protéger le gouvernement ni l'opposition, mais pour la population entière. C'est pour protéger toute la population contre toutes sortes de compagnies antisociales que cette loi est passée. Pourquoi nos adversaires en ont-ils tant peur?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne craignons pas le gouvernement, mais ceux qui auront intérêt à nous interrompre. Qui jugera du propos diffamatoire?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): On peut assez facilement juger de la diffamation. Le propriétaire pourra se protéger en employant un écouteur compétent pour contrôler les programmes. Nos amis ont tort de faire tant de bruit. Ce bill complète l'œuvre de l'action en dommages et c'est tout.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça complète l'œuvre du gouvernement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre dit que nous ne sommes pas sérieux. Il ajoute que ce n'est pas pour protéger le gouvernement. Le premier ministre disait le contraire, hier. Trois ministres ont pris part au débat et ils se sont contredits. L'un a apporté un argument en parlant de socialisme alors qu'il n'en est aucunement question. Les deux autres se contredisent. Le ministre de la Voirie contredit ce qu'affirme le premier ministre. L'un s'écrie que l'on ne veut pas protéger le gouvernement et l'autre déclare: "Nous voulons nous protéger." On veut épurer, dit-on, les recours électoraux. On n'épure pas des choses en y introduisant de la tyrannie.

Le présent bill anticipe sur une décision de la Cour suprême, puisqu'il oblige le gérant du poste à tenir des registres. C'est donc décider d'avance que la province a juridiction, tout comme c'est décider que la province doit contrôler les programmes alors que la question est encore à décider.

M. Renaud (Laval): Si vous étiez des agneaux sans tache, dit-il aux ministres, vous pourriez peut-être vous plaindre, mais ça n'est pas le cas. Je sais bien que le premier ministre est de première classe, quant à l'honnêteté, mais ça n'empêche pas qu'on entend dire partout: "C'est un joli celui-ci, et celui-là."

M. le président lui rappelle qu'on discute l'article 2.

M. Renaud (Laval) (Fronçant les sourcils) envoie promener le président.

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste contre l'article qui permet à toute personne de fermer l'appareil, donc de se constituer juge. Il est une heure passée.

M. Renaud (Laval): Qu'est-ce qu'on va faire?

Des députés ministériels: Adopté.

Des députés de l'opposition: Non, non.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

chacun des objets suivants: *a.* amélioration de la voirie; *b.* construction ou aide à la construction d'institutions de bienfaisance (hôpitaux, hospices, asiles, refuges, etc.)?

L'honorable M. David (Terrebonne): *a.* Rien; *b.* Le gouvernement, à même le fonds de l'assistance publique, a garanti l'intérêt et l'amortissement sur une somme de \$14,225,140 représentant la construction ou aide à la construction d'institutions de bienfaisance (hôpitaux, hospices, asiles, refuges, etc.).

La séance est levée à 1 h 05.

Dépôt de documents:

Services des assurances

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le document de la Chambre sur les compagnies d'assurances, 1930 (Opérations de 1929). Service des assurances, département du Trésor, province de Québec. (Document de la session no 68)

Demandes de documents:

Sommes payées à Charles Lanctôt

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé de toutes les sommes qui ont été payées par la province à M. Charles Lanctôt, actuellement assistant-procureur général, depuis le 30 juin 1917, pour quelque raison que ce soit, ainsi que copie de tout compte, pièce, arrêté en conseil, document, justifiant aucun des paiements qui lui ont été ainsi faits.

Adopté.

Questions et réponses:

Amélioration de la voirie et construction d'institutions de bienfaisance

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour quelle somme le crédit de la province est-il engagé dans

Deuxième séance du 27 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:

École no 4 d'Oka

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 27 mars 1931, pour la production d'une copie de toute correspondance entre toute personne et le gouvernement, depuis le 1^{er} janvier 1926 à date, au sujet de l'école no 4, municipalité d'Oka, comté de Deux-Montagnes. (Document de la session no 69)

Responsabilité civile en matière de radiodiffusion

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 231 concernant la responsabilité civile en matière de radiodiffusion.

Adopté.

En comité³:

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Dans la présente loi:

"1° Les mots "avoir en sa possession" signifient être propriétaire, locataire, possesseur à quelque titre que ce soit, être en charge ou avoir le contrôle d'un radio-transmetteur qui est mis en service;

"2° Le mot "personne" comprend également une société ou une corporation;

"3° Le mot "radio-transmetteur" comprend tout appareil et ses accessoires pour la transmission sans fils des signaux électriques reproduisant la parole, le chant et la musique."

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable juge Tellier⁴ de la Cour d'appel a déclaré récemment qu'il y a trop de lois pénales dans notre province. En effet, à chaque session, le gouvernement propose quantité de lois pénales. Or, la présente loi déclare ce qui suit: "Si l'infraction est commise par une société, chacun de ses membres, et si elle est commise par une corporation, le président, les directeurs et le gérant sont passibles de l'emprisonnement ci-dessus, à défaut du paiement de l'amende et des frais encourus." Ainsi donc, un membre d'une société qui se baladerait à l'étranger depuis six ou huit mois serait passible de l'amende et de la prison, parce que sa société aurait commis une infraction. Les lois pénales que l'on multiplie sans compter encouragent le mépris des lois par le peuple.

Ce bill va trop loin aussi en ce qui concerne les pénalités. Il semble pourtant que les taxes soient assez nombreuses dans la province sans que le gouvernement ne se serve de lois pénales pour augmenter ses revenus. La loi actuelle, inique et draconienne, va s'ajouter aux autres lois attentatoires à la liberté. Si les choses continuent au train actuel, bientôt il faudra payer l'amende pour regarder et une taxe pour marcher.

Je demande de nouveau au gouvernement de ne pas marcher plus avant avec cette législation malheureuse. Nous l'avons discutée. Le gouvernement a la force numérique qu'il ne faut pas confondre avec la force réelle; il a la quantité qu'il ne faut pas confondre avec la qualité, mais le peuple saura faire la différence entre la force et le droit. Qu'il vote donc sa loi et qu'il en porte l'entière responsabilité! Nous avons fait notre devoir de ce côté-ci de la Chambre.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 8 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Des députés ministériels: Adopté!

Des députés de l'opposition: Drop!

M. l'Orateur: Appelez les membres.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Authier, Bergeron, Bernard, Casgrain, Côté, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Drouin, Dufour, Dugas, Fortin, Francoeur, Grant, Laferté, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Wolfe), McDonald, Mercier fils, Messier, Paquet, Perrault, Plante, Samson, Taschereau (Montmorency), Turcotte, Vautrin, 31.

Contre: MM. Blain, Duplessis, Fisher, Gault, Guertin, Renaud, Sauvé, Tremblay, 8.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subventions aux collèges classiques

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 61 modifiant les articles 3 et 5 de la loi des subventions aux collèges classiques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: 1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder une somme de trois cent quinze mille dollars par année aux collèges classiques au

lieu de la somme de trois cent cinq mille dollars fixée par l'article 3 de la loi des subventions aux collèges classiques (Statuts refondus, 1925, chapitre 134), tel que modifié par les lois 17 George V, chapitre 40, section 1; 19 George V, chapitre 51, section 1, et 21 George V, chapitre (insérer ici le numéro du chapitre du bill no 61).

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra mettre annuellement à la disposition du comité protestant de l'instruction publique, pour distribuer aux écoles protestantes, une somme n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars, au lieu de la somme fixée par l'article 5 de ladite loi des subventions aux collèges classiques, tel que modifié par la loi 19 George V, chapitre 51, section 2.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 61 modifiant les articles 3 et 5 de la loi des subventions aux collèges classiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des asiles d'aliénés

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 218 modifiant l'article 54 de la loi des asiles d'aliénés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des écoles de réforme

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 219 modifiant l'article 27 de la loi des écoles de réforme soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des écoles d'industrie, article 18

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 220 modifiant l'article 18 de la loi des écoles d'industrie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁵:

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il y a sept de ces écoles dans notre province.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de l'assistance publique, article 34

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 221 modifiant l'article 34 de la loi de l'assistance publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Département du trésor

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 modifiant la loi du département du trésor soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Au fur et à mesure que les fonds seront disponibles, le gouvernement établira un fonds d'amortissement pour ces prêts qui s'élèvera à près de \$12,000,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a un danger que le gouvernement crée un surplus de cette manière.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, non, soyez sérieux.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Est-ce que le gouvernement peut acheter ou non ses propres obligations et couvrir les prêts en question avec le fonds d'amortissement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) ne croit pas que cela puisse se faire, que le revenu de la province puisse être utilisé pour couvrir un prêt comme le fonds d'amortissement, à moins que la loi ne prévoie une telle chose pour le prêt.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de quel droit le gouvernement soutire des sommes d'argent à la banque, autrement dit, donne des chèques sans fonds ainsi que la chose est arrivée l'an dernier? Il appert aux *Comptes publics* que le 30 juin, juste avant de fermer les comptes pour l'année 1930, le gouvernement a emprunté \$300,000 pour les remettre deux jours plus tard, alors que les comptes étaient fermés. Cet emprunt était illégal si, comme l'a dit le premier ministre, il n'y avait pas de déficit, car la loi ne permet de négocier des emprunts temporaires que s'il y a déficit. Si l'emprunt était légal, c'est donc qu'il y avait déficit.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le député de Trois-Rivières est à 100 lieues du débat actuel.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'an dernier, le gouvernement a soutiré pour \$2,000,000 à son compte de banque de façon illégale, car il n'avait pas rempli de formalités. Le gouvernement, dans le but d'afficher un surplus inexistant, a pris \$1,000,000 sur le revenu de 1931 pour le faire figurer au compte des revenus de 1930. Ce qui fait que, tout compte déduit de l'emprunt de \$3,000,000 placé au compte du crédit et du \$1,000,000 pris sur les opérations de 1931, la province a enregistré un déficit de \$1,000,000.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La banque honore ces chèques à cause du crédit de la province.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté sur division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Exemptions de taxes

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill 209 modifiant le Code municipal relativement à certaines exemptions de taxes.

M. Fortin (Beauce) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin), que l'ordre du jour soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

M. Fortin (Beauce) propose que le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier à la présente séance.

Adopté.

M. Fortin (Beauce) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté sur division.

M. Fortin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la radio

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 63 concernant la radio.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose: 1. Que le coût du permis requis en vertu des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, pour avoir en sa possession et mettre en service ou avoir en sa possession avec l'intention de mettre en service soit un radio-transmetteur, soit un radio-récepteur ou soit les deux, sera fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais ne devra pas excéder la somme de cent dollars pour un radio-transmetteur et vingt-cinq centins pour un radio-récepteur.

2. Que tous les techniciens, officiers et employés nécessaires à la mise à exécution de ladite loi pourront être nommés suivant les dispositions de la loi du service civil ou de la loi du service extérieur (Statuts refondus, 1925, chapitres 10 ou 10a).

3. Que les dépenses occasionnées par la mise à exécution de ladite loi seront payées par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu, sur certificat du ministre des Terres et Forêts.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre ne prétendra pas que la question actuelle ne touche pas celle qui est devant les tribunaux. Le premier ministre a lui-même porté la question devant la Cour d'appel; Ottawa l'a portée en Cour suprême. Devançant le jugement de ce tribunal, le chef du gouvernement de Québec veut légiférer sur cette question et il n'en a pas le droit.

Le gouvernement ne devrait pas apporter une loi lorsqu'il y a une clause pendante devant la Cour suprême du Canada. Avons-nous intérêt à mettre dans nos Statuts des lois qui préviennent un jugement de la cour? Je ne voudrais pas porter la responsabilité du premier ministre qui s'acharne dans son entêtement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
M. le président...

M. Blain (Montréal-Dorion): M. le président...

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)
et **M. Blain (Montréal-Dorion)** s'asseyent.

M. Blain (Montréal-Dorion) invite le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) à continuer.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)
ne semble pas vouloir.

M. Blain (Montréal-Dorion): C'est un de ces bills monstrueux auxquels on nous a accoutumés. Voici encore une petite taxe de 25 cents que nous impose le gouvernement "touche-à-tout". Le gouvernement multiplie ses efforts pour étouffer la liberté dans la province. Bientôt, on va adopter des lois qui vont interdire aux gens de marcher et de parler. Le projet de loi du ministre des Terres et Forêts n'est que le dernier lien d'une longue série de mesures oppressives. Le gouvernement a la maladie de tout contrôler, de tout régenter pour fins de parti. Il veut empêcher ses adversaires de parler et c'est pourquoi il a présenté sa loi de la radio. Il est actuellement dans la situation du plaideur qui devance le jugement du tribunal et s'empare de la province du voisin.

Le gouvernement va sans aucun doute forcer l'adoption de cette mesure, par la force du nombre, mais il devra obtenir l'approbation des gens aux urnes, et cela n'est pas gagné. Le gouvernement a tort de présenter une telle loi alors que la question de la juridiction de la radio, entre le fédéral et les provinces, est actuellement pendante devant les tribunaux, rien que pour l'entêtement du premier ministre. Et, bien avant d'obtenir l'opinion de ces tribunaux, le gouvernement cherche à obtenir l'autorité nécessaire pour contrôler les diffusions et les sources de revenus. On s'est habitué ici, dans la province de Québec, respectueuse des tribunaux, à voir le gouvernement donner l'exemple du mépris des tribunaux. Il devance actuellement, par ce projet de loi, le jugement de la Cour suprême et ensuite du Conseil privé. Je prétends qu'il fait fausse route. Le gouvernement va échouer parce qu'il est trop présomptueux.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Nos honorables amis de l'opposition sont encore plus nerveux sur les lois de la radio que sur toutes les autres pendant la session. Ils ont peur des effets de la décision du gouvernement à ce sujet. Au fait, leur attitude, si elle est guidée par des motifs politiques, n'est pas justifiée.

Il proteste que le député de Montréal-Dorion (M. Blain) lui a enlevé la parole de la bouche alors qu'il s'est levé avant lui, alors que lui-même était debout et avait déjà commencé à parler à la Chambre.

M. Blain (Montréal-Dorion) proteste. Il soulève un point d'ordre.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) lui répond.

(Rires)

M. Blain (Montréal-Dorion): Le ministre n'a pas raison. L'honorable ministre avait la parole par préséance. J'ai voulu céder la parole au ministre. Je me suis rassis, mais il n'a pas vu le signal du président du comité pour commencer, et alors j'ai pris la parole.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Est-ce que l'honorable député maintient son point d'ordre?

M. Blain (Montréal-Dorion): Je n'y tiens pas.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): L'opposition veut rendre la situation relative à la radio encore plus compliquée qu'elle ne l'est. Depuis quelques années, il y a un problème au sujet de la juridiction du gouvernement fédéral concernant plusieurs questions importantes pour la province.

Si l'on regardait les dossiers du gouvernement de plus près, on découvrirait que l'on a eu de la chance dans la revendication des droits provinciaux. On a obtenu la reconnaissance des droits provinciaux en matière d'aviation devant la Cour suprême, entre autres. Pour ce qui est du contrôle de la radio, l'attitude de Québec est logique. Depuis plusieurs mois déjà, nous avons désigné la position de Québec. Le gouvernement s'est placé dans une position qui le convainc qu'il a le droit de revendiquer la juridiction au nom de la province.

En matière de radiodiffusion, nous avons prétendu que notre province seule avait juridiction. Cependant, en voulant clarifier la situation, le gouvernement a voulu faire définir les droits de la province en matière de radiophonie, et nous avons soumis la question de juridiction au plus haut tribunal, à la Cour d'appel, compte tenu de l'attitude du gouvernement fédéral et qu'il s'agissait d'un contrôle absolu en matière de radiodiffusion. La décision d'agir ainsi respectait les lois et l'usage en vigueur.

Ottawa a porté sa cause à la Cour suprême. Le gouvernement ne veut nullement manquer d'égards au gouvernement fédéral ou à la Cour suprême. Je ne veux absolument pas discuter ce qui fait le sujet de la cause; cependant, la Cour suprême a rendu jugement en faveur des provinces en matière d'aviation et, aujourd'hui, nous avons posé le même principe en matière de radiodiffusion.

Entre-temps, il désire prendre les mesures nécessaires pour assurer le contrôle de la radiodiffusion. Nous avons inséré une clause qui

nous permet d'appliquer la loi lorsque les tribunaux se seront prononcés en faveur de la province de Québec. C'est l'unique raison du projet de loi. Dans sa volonté de revendiquer les droits de la province en matière de radiodiffusion, le Québec reçoit l'appui d'autres provinces canadiennes qui ont pris la même attitude. C'est bien d'avoir une loi avec laquelle il est possible de procéder, au lieu d'attendre jusqu'à la prochaine session de l'Assemblée législative. Le gouvernement pense que c'est une bonne chose à faire. Si la province de Québec ne passait pas de loi, elle se trouverait sans moyen de prendre immédiatement le contrôle de la radio, si entre deux sessions, la Cour suprême reconnaissait les droits de Québec, comme le gouvernement de Québec l'espère. Voilà tout. C'est une précaution que nous prenons. On ne saurait reprocher au gouvernement de vouloir revendiquer ses droits.

Provocation du gouvernement fédéral, dit mon ami de Trois-Rivières. Il n'y a pas de provocation envers Ottawa. L'opposition nous reproche de prendre une telle position, mais j'allègue que nous pensons avoir un droit à cet égard; nous le défendons, c'est tout. Nous affirmons avoir le contrôle de la radiodiffusion dans les limites de notre territoire. Je suis convaincu qu'Ottawa ne considère pas l'attitude de Québec comme une provocation.

Si nous n'avions pas été devant les tribunaux, comme on nous le reproche, nos amis de l'opposition l'auraient fait en donnant comme raison que nous négligeons de protéger les intérêts de la province devant la Cour suprême et peut-être le Conseil privé. La législation sera appliquée par le lieutenant-gouverneur en conseil seulement après que les cours auront donné leur jugement sur la question. Alors, on ne peut pas dire que nous n'avons pas eu recours aux tribunaux du pays; nous nous préparons en prévision de ce qui va arriver selon nous.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) se déclare heureux de constater qu'il n'est pas le benjamin de la Chambre, du moins dans cette discussion, si l'on peut en juger par l'argumentation du ministre. On agit par précaution, dit-on. C'est une précaution inopportune, car c'est préjuger de la cause et indisposer le tribunal par sa témérité. Il considère que le projet de loi est prématuré et, par conséquent, inadéquat.

L'honorable ministre avoue que la question est devant les tribunaux, mais que le gouvernement présente sa loi pour ne pas être pris au dépourvu lorsque jugement sera rendu. Quand l'opposition discute une loi, on l'accuse d'être nerveuse. La

nervosité dont nous faisons preuve est la marque de l'intérêt que nous portons à la province. L'opposition a raison d'être nerveuse devant les atteintes répétées aux droits de la population. Le projet de loi actuel est inopportun et provocateur et c'est mon devoir de protester contre cette nouvelle tentative du gouvernement. Je tiens à protester contre la présentation de cette mesure.

Des députés ministériels: Adopté, adopté!

M. Duplessis (Trois-Rivières): On dirait que le premier ministre s'applique à mettre la province de Québec dans une posture ridicule. C'est un défi lancé au pouvoir central et à la Cour suprême. De plus, cette nouvelle mesure est le complément de la loi de responsabilité civile en matière de radio qui vient d'être adoptée par la droite, malgré les protestations de l'opposition. On s'est donné le droit d'interrompre qui que ce soit au microphone. Maintenant, avec ce projet de loi, on veut donner les permis de station émettrice à qui l'on voudra et on s'arroge le droit d'annuler les permis de ceux qui le veulent.

L'attitude actuelle du gouvernement provincial est infiniment regrettable, surtout dans la situation présente, alors que le gouvernement fédéral est en pourparlers avec les États-Unis pour obtenir des programmes conformes à la mentalité canadienne. On tente de paralyser ses efforts. Le gouvernement fédéral était en droit de compter sur l'appui complet de toutes les provinces.

Je regrette qu'au lieu d'accorder cet appui, le premier ministre lance un défi au gouvernement central et à la Cour suprême. Ces deux éléments de législation ne constituent que de l'encouragement au chantage et à l'intimidation politiques, un appel au chantage politique et au non-respect de la liberté individuelle, de l'harmonie, et vont à l'encontre de la bienveillance qui devrait exister entre les provinces et le gouvernement fédéral, particulièrement lorsque nous sommes à la veille d'une conférence interprovinciale.

Peut-on s'attendre que le premier ministre de la province soit reçu amicalement lorsqu'il fait son possible pour exaspérer les autorités fédérales quelques jours auparavant? Lorsque le premier ministre de cette province participe à la conférence à Ottawa, il n'y va pas à titre de chef d'un parti politique, mais plutôt comme représentant de la province. Que le gouvernement élargisse donc un peu ses horizons, au lieu de se conduire au strict point de vue partisanerie, qu'il se rappelle son titre

de chef de cette province plutôt que celui de chef de parti. Le premier ministre a l'esprit bien étroit. Il agit continuellement à partir de considérations partisans mesquines, même dans le domaine de l'éducation.

Si le gouvernement continue à agir de cette façon dans les affaires fédérales et provinciales, comme pour celle qui est présentement devant la Cour suprême, il aura rendu le service le plus funeste à la province et à la race, un service qui va brimer nos libertés et, peut-être, notre système éducationnel. Le premier ministre devrait aller au-delà des considérations de la politique partisane.

Un député ministériel: Donnez-nous un exemple.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a deux ans, nous avons proposé une commission indépendante chargée des programmes, mais le gouvernement a refusé cette suggestion, car il voulait contrôler la radio pour ses seules fins du parti et il voulait mettre en veilleuse les idées de l'opposition.

L'honorable ministre des Terres (M. Mercier fils) allègue le jugement du Conseil privé dans la cause de l'aviation. Mais il sait parfaitement bien que les deux questions sont nettement différentes. Les avions peuvent être contrôlés parfaitement quant à leurs parcours, mais il en est tout autrement pour les ondes de radio. La radiodiffusion se base sur les longueurs d'ondes. Une fois lancées, personne ne peut les contrôler; elles ne connaissent de frontières ni provinciales ou interprovinciales, et personne ne peut les arrêter ou les retirer une fois lancées. La radiophonie est essentiellement internationale, tandis que l'aviation peut être provinciale.

Et puis, est-ce que le ministre des Terres et Forêts et le procureur général croient raisonnable de discuter une cause pendante devant la Cour suprême? Non seulement ils discutent cette cause, mais ils le font au mépris de la courtoisie judiciaire. Le gouvernement légifère avant qu'un jugement ne soit rendu par des tribunaux. Il envisage, d'une manière insultante, l'autorité judiciaire et le pouvoir fédéral. L'attitude du gouvernement est regrettable, et le premier ministre ainsi que ses collègues vont payer très cher cette politique imprudente et malheureuse. La province de Québec va subir un choc à son tour.

Il me semble que le procureur général devrait agir autrement. S'il persiste dans sa décision, le gouvernement et le premier ministre devront porter devant l'histoire une responsabilité que je ne voudrais pas porter et qu'ils vont regretter. Des conséquences déplorables pourront résulter de leur

initiative imprudente, car dans une législation où les fins éducationnelles peuvent être considérablement affectées, la politique du gouvernement de procéder par défis est mauvaise et dangereuse.

La radio ne peut pas être vue comme un sujet provincial; c'est une question interprovinciale et internationale.

Notre Constitution est fondée non seulement sur les textes de loi, mais aussi sur l'esprit de la loi, et il aurait été bien plus facile et profitable d'établir une entente par la conciliation dans une atmosphère calme. Nous pourrions de la sorte obtenir des garanties certaines, au lieu de traiter ces questions d'une manière qui peut entraîner des résultats désastreux pour nous.

Je dis que le premier ministre s'aventure sur un terrain dangereux. Si notre province perd des droits essentiels, le gouvernement en portera la lourde responsabilité par son entêtement intempestif, parce que je ne crains pas d'affirmer que le régime actuel est prêt à sacrifier des droits de la province pour des fins politiques. Il aurait pu laisser à d'autres le soin d'intervenir dans une cause pendante.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Partisanerie politique! L'honorable député de Trois-Rivières m'attaque personnellement. Je ne crains pas de dire que mes collègues sont en bloc derrière moi pour approuver cette loi et l'attitude que nous avons prise.

(Applaudissements à droite)

Je vais répondre. Fins politiques, partisanerie, ces mots résonnent étrangement dans la bouche du député de Trois-Rivières. S'il y a un homme à l'Assemblée législative qui saisit toutes les occasions pour tirer un avantage politique des mesures législatives et qui ramène tout à des fins politiques, c'est bien lui. Il sacrifierait nos lois et notre autonomie provinciales et tout ce que nous chérissons et qui nous est précieux, s'il pouvait en tirer un profit politique.

La députation et la population de la province ne penseront pas comme le député de Trois-Rivières. Depuis que la session est commencée, il fait preuve de l'étrouffement d'esprit la plus complète! Il ne fait que rabaisser à la partisanerie les mesures que nous présentons. Chaque fois qu'il discute une loi, il le fait simplement d'un point de vue partisan pour servir son parti.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, je pourrais soulever un point d'ordre et forcer le premier ministre à retirer ses paroles, mais je le

laisse faire. L'étroitesse d'esprit, ça le connaît. Que le premier ministre se fasse connaître!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Vous le laissez dire parce que c'est vrai. Je n'ai rien à retirer et je ne retirerai rien du tout, vous pouvez en être sûr. S'il fallait en croire l'opposition, nous sacrifierions tous nos droits. Partisanerie! À l'égard de la radio, il (M. Duplessis) dit, en effet: "Périssent les droits provinciaux!" Périssent l'autonomie de Québec et laissons périr tout ce que nous avons de plus cher si ça peut servir aux bleus!

(Applaudissements à droite)

S'il est un parti qui se soit toujours battu au Canada pour l'autonomie et le respect des droits provinciaux, c'est bien notre parti. Peu importe le parti qui a été au pouvoir à Ottawa, nous avons agi de la même manière. Quand nous combattons le gouvernement King, pour garder nos droits provinciaux, nous étions de grands hommes pour l'opposition. Aujourd'hui que nous continuons la lutte contre un gouvernement conservateur pour les mêmes droits, c'est une autre histoire. On nous accuse de détruire notre province. Nous sommes coupables de toutes les abominations. La race des pauvres va périr, nous allons créer des divisions et nous ne savons pas où nous allons. Le gouvernement de Québec passe des lois néfastes! Évidemment, l'opposition ne fait pas de politique.

Il (l'honorable M. Taschereau) raconte comment, grâce aux efforts du gouvernement, la province a gardé ses droits sur le contrôle de l'aviation. Le gouvernement veut aussi garder les droits de la province quant à la radio. Le dossier de la radiodiffusion, mon collègue (l'honorable M. Mercier fils) en a discuté à Ottawa avec l'honorable M. P.-J.-A. Cardin et il lui a dit: "La radiophonie appartient aux provinces comme l'aviation." Il revendiquait alors nos droits. Le gouvernement de King a dit non et nous sommes devant les tribunaux.

Nous sommes allés devant le plus haut tribunal, la Cour d'appel, pour établir si nous avions légalement le droit de faire ce que nous faisons présentement, mais - je ne le leur reproche pas - Ottawa a répondu qu'ils ne se présenteraient pas devant les plus hauts tribunaux de la province, mais devant la Cour suprême du Canada.

Le gouvernement provincial s'est rendu à sa demande. Nous avons renoncé à notre demande à la Cour d'appel et nous sommes allés à Ottawa; nous avons accepté les questions présentées par Ottawa sans changer un seul mot. Québec ira plaider sa cause. L'affaire est maintenant devant la Cour suprême.

Le gouvernement de King a dit que l'aviation relevait du fédéral et nous nous sommes battus sur ce point. La province de Québec a gagné son point pour l'aviation et elle espère faire juger par la Cour suprême que nous avons droit au contrôle de la radio comme nous avons droit au contrôle de l'aviation. La cause sera instruite au mois d'avril et, au mois de mai, nous aurons probablement un jugement. Si le jugement est rendu à la fin de ce mois et s'il est en notre faveur, nous voulons être prêts à organiser notre système de radio; c'est ce que prévoit le projet de loi. Il sera nécessaire d'être prêt pour répondre à la situation. Nous voulons entendre les nouvelles du Québec, comme nous voulons entendre les nouvelles du Canada.

Nous voulons garder le contrôle de la radio afin de donner une meilleure musique et qui sera conforme à notre population. Québec est jalouse de son autonomie et du respect de ses traditions; nous avons le droit de réglementer nos propres programmes et contrebalancer l'influence des programmes de jazz américains. Et Son Éminence le cardinal Rouleau⁶ exprimait, il y a seulement quelques semaines, le besoin d'orienter la radio dans ce sens et protestait contre ce jazz qui nous envahit.

Réussirons-nous? C'est ce que l'avenir dira. Détruire la province du Québec? Nous sommes si peu partisans qu'Ontario est avec nous et les avocats de cette province seront avec nous à la Cour suprême. L'Île-du-Prince-Édouard et d'autres provinces se sont jointes à nous pour défendre les mêmes droits ou entendent le faire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien, mais est-ce que l'Ontario a passé une loi comme celle-ci avant d'attendre la décision de la Cour suprême?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Non, mais elle a l'intention de le faire. Ce n'est pas la question. Cette loi ne doit pas entrer en vigueur, sauf par proclamation. Les autres provinces vont avoir leurs avocats pour les représenter et défendre leurs droits provinciaux devant la Cour suprême, elles vont plaider comme nous. Cependant, elles veulent rester dans la Confédération. Nous ne voulons pas laisser nos droits au pouvoir central. Est-ce que l'Ontario est sur le point de détruire la Confédération?

Devons-nous rester assis à ne rien faire? Ces messieurs de l'opposition veulent enlever tout ce qu'il y a de moyen aux provinces pour la radio comme ils l'ont fait pour l'aviation. L'opposition s'est montrée excessivement partisane sur la question de l'aviation. Elle a favorisé le point de vue d'Ottawa.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre au nom de l'opposition. Lorsque j'ai été insulté, j'ai laissé faire; mais je veux protester cette fois. Le premier ministre n'a pas le droit de dire que l'opposition a été favorable à l'attitude d'Ottawa en ce qui concerne l'aviation, parce que cela ne correspond pas aux faits. Je demande au premier ministre de retirer ses paroles, car l'opposition ne s'est pas prononcée contre les droits provinciaux en matière d'aviation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Est-ce un point d'ordre?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, c'est un point d'ordre et je demande au premier ministre de retirer ses paroles.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Quoi que vous pensiez, vous n'êtes pas toute l'opposition et je ne retirerai pas mes paroles. Je ne retire rien et je ne retirerai rien du tout, vous pouvez en être sûr! J'ai simplement fait une observation, une réflexion. Il n'y a aucune insinuation et l'opposition n'a pas insisté.

Je tiens à ajouter que cette loi ne sera pas mise en vigueur tant que la Cour suprême ne se sera pas prononcée. Si le jugement nous est favorable et nous donne le contrôle de la radio, nous allons le prendre et nous appliquerons notre loi. Si elle se prononce contre nous, nous n'allons pas appliquer la loi, nous déchirerons cette loi. Cependant, nous voulons être prêts à prendre le contrôle lorsque le moment sera venu, si le jugement est en notre faveur, et je déclare que la loi ne sera pas mise en vigueur tant que la Cour suprême ne se prononcera pas sur nos droits. Tout le Parti libéral appuie le ministre des Terres et Forêts.

Nous voulons rester dans la Confédération. Nous voulons nous unir aux autres provinces. Mais nous voulons conserver tous nos droits que nous avons reçus en 1867 à Ottawa, des droits reconnus par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. Ceux qui ont fait la Confédération nous ont réservé des droits pour nous. Québec n'entend pas céder au pouvoir central un seul de ses droits, ni même une parcelle. Elle les a toujours revendiqués et continuera de le faire.

Ceux qui pensaient, en 1867, qu'il était nécessaire que certaines choses soient préservées pour nous, des choses qu'ils jugeaient être chères et essentielles pour nous, pour la sauvegarde de tout ce que nous chérissons dans la province, trouveront que

le peuple du Québec, ainsi que moi-même et mes collègues, nous ne sommes pas là pour faire disparaître nos droits. Nous allons confirmer nos droits.

L'opposition crie au conflit avec Ottawa? Nous avons déjà eu une loi de radio en 1929 et elle n'a pas été désavouée par Ottawa. Elle n'a pas été attaquée par personne. Nous considérons que la radio est un puissant instrument d'éducation pour la population et également pour la diffusion de la musique et de conférences. La preuve de notre indépendance de partisanerie politique, c'est que nous avons donné des heures provinciales, quoique seulement deux heures par semaine, dont la tenue, le mérite et l'excellence contrastaient heureusement avec la musique qui nous vient d'ailleurs. Nos plus sévères critiques ne pourraient rien trouver de répréhensible.

Je défie qui que ce soit de trouver des critiques à relever dans ces heures provinciales. Depuis que nous avons inauguré *L'Heure provinciale*, nous avons eu des choses superbes. Jamais, au cours de ces heures d'émissions du gouvernement provincial, personne n'a même pu savoir que ces émissions étaient contrôlées par le gouvernement provincial. Jamais un mot n'a été prononcé pendant ces heures qui eût pu froisser les sentiments de quiconque de nos citoyens, d'une quelconque manière, peu importe la race ou la religion à laquelle ils peuvent appartenir. Jamais il n'y a été question de politique. Nous n'avons blessé personne.

Si le gouvernement de Québec établit son droit de contrôle de la radio, il suivra dans toutes circonstances la même attitude, et les citoyens de Québec, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, n'auront à se plaindre, pas plus qu'ils n'ont eu à se plaindre dans le passé. C'est notre but de donner à tous, à chaque race, la justice qui lui est due.

Ottawa n'a pas désavoué la loi provinciale de 1929 et je suis sûr qu'Ottawa ne désavouera pas davantage la nouvelle loi. Le député de Trois-Rivières prétend que nous défions Ottawa. J'ai dit que je défiais Ottawa de désavouer notre législation, mais il n'y a pas de danger que cela se produise. Ils peuvent seulement le faire pour son aspect légal.

Il (M. Duplessis) dit que nous allons à la conférence interprovinciale avec des cadeaux. Il ne sera pas du tout question de radio lors de cette conférence. Nous avons été invités à Ottawa pour simplement étudier les lois du Parlement anglais, eu l'égard à un amendement possible à l'Acte de l'Amérique britannique du Nord et il n'est pas question de la radio; lorsque nous serons là, nous n'aurons pas à discuter de cette question en aucune manière.

M. le président, je crois que la Chambre donnera son appui à ce projet qui consacre le principe de notre autonomie et qui entrera en vigueur si la décision de la Cour suprême nous est favorable. Ainsi, nous ne serons pas pris au dépourvu. Si ce jugement était défavorable, le lieutenant-gouverneur ne sanctionnera pas le bill et ce sera tout.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre, en marge des règlements de cette Chambre, a dit que j'étais un esprit étroit. Qui est étroit d'esprit dans cette Chambre: le député de Trois-Rivières, qui, fidèle à son travail en tant que membre de l'Assemblée législative, critique les projets de loi qui y sont présentés, lorsqu'il juge qu'ils sont contraires aux intérêts de la population, ou le premier ministre, qui ne supporte aucune forme de critique et qui se plaint lorsque les opinions diffèrent des siennes? Je laisse à ceux qui l'ont entendu le soin de juger qui est le plus étroit des deux en terme de partisanerie.

Le premier ministre se plaint de mes critiques qui ne sont cependant que sur 25 % des abus que son gouvernement a commis. Ses insultes et ses injures me laissent froid. Le premier ministre a choisi de m'attaquer personnellement et je ne le suivrai pas sur ce terrain, quoique j'aurais de bonnes raisons pour le faire. Il a même poussé la délicatesse jusqu'à déclarer: "Je ne respecte rien, je ne retirerai pas mes paroles", ceci avant que le président ait livré sa décision. Mais j'ajoute que le premier ministre n'a pas le droit d'anticiper la décision du président. Il n'avait pas le droit de parler ainsi. S'il ne me respecte pas, s'il ne respecte pas ses adversaires, il aurait dû au moins respecter le président et les règlements de la Chambre.

Depuis que je suis dans cette Chambre, je me suis toujours efforcé de respecter mes adversaires et je vais continuer à le faire. J'ai toujours respecté le premier ministre. Bien souvent j'aurais pu l'attaquer. Il y a bien des déclarations et accusations que j'aurais pu faire tout en restant droit et loyal et que je me suis exempté de faire par délicatesse. Si le premier ministre veut être indélicat, je suis prêt à le suivre sur ce terrain. Il est malheureux que le premier ministre de cette Chambre ait montré un tel manque de courtoisie.

(Le premier ministre sourit)

Le premier ministre peut rire, il ne rira pas tout le temps d'ici à la fin de la session, je lui en donne l'assurance.

J'ai déclaré que le premier ministre ne respecte pas la pratique légale, qui veut qu'on ne

discute pas une question soumise aux tribunaux. Je dis que le premier ministre fait une déclaration qui n'est pas conforme aux faits lorsqu'il dit que l'opposition a appuyé le gouvernement King dans la question de l'aviation. Lorsque cette question est venue, nous n'avons rien fait pour empêcher ou détourner le gouvernement de revendiquer les droits de la province. Sur la question de la radio, j'ai dit que le gouvernement mettait nos droits les plus essentiels en danger et qu'il eût mieux valu en venir à une entente que de chercher à lancer des défis.

Le procureur général veut être respecté. Or, la meilleure manière pour un parti d'obtenir justice et de faire respecter nos droits, c'est de respecter ceux de nos supérieurs. J'affirme que la loi de la radio de 1929 n'a aucune relation quelconque avec la loi actuelle. Et je dis que la vérité sera plus forte, malgré que le gouvernement cherche à l'étouffer. Il est vraiment beau, M. le président, de voir le premier ministre d'une province chercher à étouffer la liberté de parole et insulter ses adversaires qui ont eu l'imprudence d'être trop courtois.

Il y a bien des déclarations que j'aurais pu faire et qui n'auraient pas été agréables au premier ministre et que je n'ai pas faites par délicatesse. Le chef du gouvernement se plaint d'être attaqué. Bien des fois dans cette Chambre le premier ministre a attaqué le chef de l'opposition en son absence, et il n'a pas eu le courage de les lui dire en face lorsque le même chef était ici. Je l'ai laissé faire, mais si le premier ministre veut porter l'insulte, je vais le suivre et nous parlerons de la justice. Il va avoir peur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je n'ai pas peur de vous, vous ferez ce que vous voudrez.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais vous avez peur de la province. Vous avez également peur de la vérité, peur de nos critiques, et c'est la raison pour laquelle vous passez toutes ces petites lois qui sont comme la goutte d'eau qui fait renverser le vase. Il est significatif de constater que le premier ministre a perdu le sens du respect qu'il doit à ses adversaires. Il a aussi perdu le sens de ses devoirs. Il faut être rendu bien loin pour refuser de faire une enquête sur l'administration de la justice, demandée par le grand jury de Québec, pour ne répondre aux questions demandées par l'opposition que sous la menace de questions sur les *Comptes publics*, pour protéger son ami Charles Lanctôt.

Je pourrais questionner le droit du premier ministre de protéger son procureur général adjoint,

M. Charles Lanctôt contre les nombreuses accusations portées contre lui. C'est un refus qui ne place pas le procureur général à l'abri de tout soupçon. Je pourrais demander pourquoi un prisonnier de la prison Saint-Vincent-de-Paul a été libéré pour devenir un détective provincial, mais je ne vais pas le faire. Je vais m'abstenir de suivre cette trajectoire. Que le premier ministre amène ses lois pour étouffer la liberté de parole, il ne fera que faire déborder le vase déjà plein. Que le premier ministre soulève la question qu'il veut dans le but de maintenir son administration, ses lois ne feront qu'ajouter au courroux populaire.

Le premier ministre peut parler d'étroitesse d'esprit, mais ça n'a pas d'importance dans la discussion d'une affaire aussi importante que celle-ci, alors que nous défendons les intérêts de la province en matière éducative. Et mettant le premier ministre en garde, nous l'invitons à ne pas mettre en péril des droits primordiaux et à travailler plutôt à la cause de la bonne entente entre le pouvoir fédéral et les autorités provinciales, au lieu de lancer des défis. Le gouvernement libéral a ignoré toutes les règles parlementaires habituelles d'un gouvernement et les droits des gens.

(Applaudissements à gauche)

M. Tremblay (Maisonnette): Comment s'arrangeront les contribuables avec la nouvelle loi du gouvernement, s'ils devront payer à Ottawa ou à Québec, ou aux deux, ou ni à l'un ni à l'autre? Qu'arrivera-t-il si un citoyen dit: "Le gouvernement provincial n'a pas le droit de me charger quelque chose quand j'ai satisfait aux exigences du gouvernement fédéral?" Quels recours les autorités provinciales auront contre le propriétaire d'un poste récepteur qui, après avoir payé son tribut d'un dollar au gouvernement fédéral, refusera de verser les 25 sous de taxe que le gouvernement lui imposera?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Nous avons droit dans certains cas d'imposer une taxe sur des objets déjà taxés par le fédéral. Dans le cas qui nous occupe, il ne s'agit pas d'imposer une taxe tant que la décision de la Cour ne sera pas rendue. Il s'agit simplement de créer un organisme qui pourra prendre l'administration de la radio en main si la décision de la Cour suprême nous est favorable.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le ministre des Terres s'est montré très chatouilleux et le premier ministre, lui, est allé un peu plus loin que d'habitude. Le discours du premier ministre a été remarquable

par l'absence complète d'arguments. Il a parlé à côté de la question. Le chef du gouvernement nous dit: "Vous allez faire périr les droits provinciaux." L'opposition a déclaré que pour protéger ces droits, il convenait mieux d'attendre et de s'entendre avec le gouvernement fédéral. Nous avons toujours été en faveur de ces droits, quel que fût le gouvernement au pouvoir à Ottawa. Le premier ministre a dit que l'opposition combattait les droits provinciaux dans la cause de l'aviation et il savait qu'il ne disait pas la vérité sur l'opposition. C'est la tactique habituelle du gouvernement.

Le gouvernement passe une loi ce matin pour nous fermer la bouche. L'argument du premier ministre que nous allons détruire la province n'est pas sérieux. "Vous détruisez l'autorité", nous dit-on quand nous osons attaquer le gouvernement. "Vous voulez enlever à la province ses droits pour les donner à Ottawa", nous dit-on encore. Le gouvernement n'a pas le droit de dire que nous voulons sacrifier les droits de la province, parce que nous le blâmons de présenter cette loi quand la question de juridiction est pendante devant les tribunaux.

Que le premier ministre dise donc, s'il en est capable, sur quel acte, sur quelle motion, sur quel mouvement politique, de notre part, il peut appuyer son assertion. Mais nous ne nous plaignons pas. Je ne me suis pas plaint lorsque le gouvernement a bâillonné le chef de l'opposition par des points d'ordre pour l'empêcher de parler. Non, M. le président, nous ne sommes pas aussi chatouilleux que les ministres. Nous sommes capables de porter les coups et nous les portons loyalement.

(Applaudissements à gauche)

Nous n'avons pas peur d'en recevoir. Nous n'avons pas besoin de loi pour nous protéger. Parlez contre nous, mais laissez-nous dire de vous ce que nous en pensons. Le ministre est habitué de violer les libertés les plus sacrées. Le gouvernement veut le contrôle de la radio, le contrôle de la parole à la radio et dans les assemblées publiques, le contrôle de l'air, le contrôle des liqueurs et des communautés religieuses. Le gouvernement actuel est un gouvernement touche-à-tout. Il veut tout contrôler. Il voulait même contrôler la gazoline et nous l'avons fait reculer.

Il veut aujourd'hui s'emparer de la radio afin d'empêcher la vérité de se répandre. Hôtelier, le gouvernement veut devenir commerçant. Nous dénonçons cette législation et le premier ministre se dresse comme défenseur des droits provinciaux. Il est habitué de se dresser. Il aime à se dresser en

adversaire contre quelqu'un. L'automne dernier, il s'est dressé devant le sénateur Robertson, mais il s'est fait placer comme il le sera dans cette cause de la radio.

Maintenant, il en a contre l'honorable M. Duranleau. Et, n'en déplaise au premier ministre, nous avons ici le droit de parler et nous allons parler, même si l'on fait installer la radio dans cette Chambre dans l'espoir de couper l'émission quand nous parlerons du gouvernement. Nous nous opposons à cette loi en demandant d'attendre le jugement de la cour. Attendons donc.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement prend pour acquis qu'une personne ne pourra avoir une radio sans un permis et le ministre se réserve le droit de refuser le permis. Le ministre dit qu'il attend le jugement de la Cour suprême. Il y a le Conseil privé. Ça peut prendre du temps. Le gouvernement d'Ottawa a procédé plus vite que celui de Québec. Je sais que l'opinion de l'ancien ministre King est contraire à celle du gouvernement de cette province et les ministres le savent. Le gouvernement d'Ottawa a montré de la bonne volonté et il est regrettable que le gouvernement provincial continue ses provocations et des menaces en ne respectant ni la Cour suprême ni le Conseil privé.

Le gouvernement provincial, par sa loi, se met dans cette position qu'il peut mettre la loi en vigueur même si la Cour suprême rejette les prétentions de la province. C'est une attitude discourtoise, intempestive et inopportune. Pourquoi l'entêtement du gouvernement? Le ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils) conserve son calme. Il a beaucoup de supériorité là-dessus sur le premier ministre. Que le ministre des Terres réfléchisse sur les conséquences de l'entêtement du premier ministre, qu'il éclaire ses collègues! Je lui demande d'user de son influence pour le faire cesser, car c'est la province qui paiera pour les conséquences.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Si Québec n'a pas apporté cette loi plus tôt, c'est justement parce qu'elle a voulu agir avec prudence. Nous avons pris notre temps précisément pour essayer d'en venir à une entente. Il y a eu une commission de créée pour faire enquête sur la radio. Ne valait-il pas mieux attendre le jugement de la commission Aird?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi ne pas attendre alors la décision d'un corps qui a une autorité judiciaire?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Québec a collaboré avec la Commission. Mais, dès le moment où la Commission est entrée en fonction, Québec a déclaré qu'elle n'entendait pas céder ses droits. C'est pour cela qu'elle a fait une référence à la Cour d'appel et c'est aussi pour cela qu'Ottawa fait une référence à la Cour suprême du pays. Nous sommes devant les tribunaux. Présumer d'un jugement en sa faveur n'est pas un mépris de cour. Il n'y a aucun manque de respect dans cela de la part du gouvernement envers l'autorité fédérale et l'opposition le sait bien.

Nous ne nous emparons pas de la propriété avant que jugement ne soit rendu. Québec espère gagner sa cause, sinon devant la Cour suprême, du moins devant le Conseil privé, et elle veut avoir un organisme pour exercer le concours qu'elle aura droit d'exercer si elle gagne sa cause. La loi actuelle ne viendra en force qu'alors.

M. Duplessis (Trois-Rivières) parle.

M. Taschereau (Bellechasse) demande au député de Trois-Rivières s'il ne discute pas exactement les questions qui sont posées actuellement à la Cour suprême.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je discute, dit-il, la loi provinciale. Québec est la seule des provinces du dominion à présenter une telle loi.

M. Taschereau (Bellechasse): L'attitude du gouvernement en présentant cette loi n'est que sage. Si en effet la Cour suprême du Canada devait rendre son verdict dans quelques mois, à l'effet que le gouvernement fédéral n'a aucune juridiction en matière de radio et que la province a droit de contrôler la radio, les stations émettrices et les récepteurs cessent automatiquement de tomber sous la juridiction fédérale.

D'autre part, qu'arriverait-il s'il n'y avait pas de loi provinciale? Ça signifierait que, dans chaque province où il n'y a pas de loi provinciale pour contrôler la radio, il n'y aurait aucun moyen de contrôler la radio. Ces stations se trouveraient donc sous aucune juridiction.

Aussi est-il sage de prévoir cette éventualité. Par ce projet de loi, la province de Québec se montre plus vigilante que les autres provinces en créant un organisme qui lui permettra de prendre immédiatement le contrôle de la radio, si le plus haut tribunal du Canada décide en sa faveur et en faveur des autres provinces.

M. Tremblay (Maisonneuve): Six heures.

M. le président: Le comité rapporte progrès.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 27 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 50.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège:

Article du *Soleil*

M. Guertin (Hull) se lève sur une question de privilège. *Le Soleil* publie aujourd'hui des saletés à mon sujet. Il lit l'article du *Soleil*⁷ avec titre sur six colonnes. Nous sommes habitués à ces flagorneries du *Soleil*. Ce n'est pas la première fois, et ce journal semble s'acharmer particulièrement à quelques membres de l'opposition. Cette feuille est prise de rage, cette année. D'abord, je n'ai jamais parlé de l'école d'Oka ni de celle de Sainte-Anne, et je n'ai jamais parlé d'institutions. Ensuite, je n'ai jamais parlé des salaires d'instituteurs comme le dit ce journal. Il convient de rétablir les faits. Il s'agit d'une allonge que l'on est à construire au Collège de Sainte-Anne-de-La-Pocatière, où l'on paie des salaires de 15 à 18 cents de l'heure aux ouvriers employés à cette construction. Le gouvernement paie 75 % du coût des travaux et, par conséquent, doit être tenu responsable.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) a dit ne pas être au courant, mais que si ce devait être vrai, il croyait ces salaires justes. J'ai protesté contre la conduite du gouvernement et ai réclamé une augmentation d'octroi, si nécessaire,

afin de maintenir un niveau de salaire raisonnable, et je n'ai rien à rétracter. Je désire protester énergiquement contre les rapports faux, mensongers et calomnieux de cette sale feuille, qui retire chaque année plus de \$250,000 des argents de la province pour lui permettre de jeter sur les membres de l'opposition l'injure, la bave et les faussetés.

Et, quant au rédacteur qui rédige ces comptes rendus injurieux contre ma personne, je ne le tiens pas responsable; je sais qu'il est payé⁸ pour faire ce qu'il fait. Ce reporter serait peut-être mis à la porte s'il n'accomplissait pas la sale besogne qu'il accomplit. Qu'il me soit cependant permis de lui faire remarquer qu'il y a un privilège inviolable en cette Chambre. J'espère qu'il mentionnera ma rectification, car je lui sais assez de sens de justice pour le faire⁹.

Travaux de la Chambre:

Charte de Montréal

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand le comité des bills privés va-t-il considérer le bill de Montréal pour amender la charte de la métropole?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le bill de Montréal sera étudié en comité des bills privés mardi matin.

Remboursement de droits:

The American Can Company

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), que, vu que le bill 152 concernant The American Can Company, a dû être présenté par suite du retrait du bill de la cité de Montréal, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Loi de la radio

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 63 concernant la radio.

M. Tremblay (Maisonneuve): M. l'Orateur, je veux faire une remarque.

M. l'Orateur: La Chambre se forme en comité. Ce n'est pas le temps.

M. Tremblay (Maisonneuve) se rassied.

La motion est adoptée.

En comité:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose: 1. Que le coût du permis requis en vertu des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, pour avoir en sa possession et mettre en service ou avoir en sa possession avec l'intention de mettre en service soit un radio-transmetteur, soit un radio-récepteur ou soit les deux, sera fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais ne devra pas excéder la somme de cent dollars pour un radio-transmetteur et vingt-cinq centins pour un radio-récepteur.

2. Que tous les techniciens, officiers et employés nécessaires à la mise à exécution de ladite loi pourront être nommés suivant les dispositions de la loi du service civil ou de la loi du service extérieur (Statuts refondus, 1925, chapitres 10 ou 10a).

3. Que les dépenses occasionnées par la mise à exécution de ladite loi seront payées par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu, sur certificat du ministre des Terres et Forêts.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au ministre des Terres et Forêts d'estimer les coûts du contrôle provincial de la radio.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) souligne qu'il serait impossible d'établir des coûts pour l'instant.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au ministre des Terres et Forêts s'il connaît la longueur d'onde et la puissance d'émission du poste CKAC?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il y a là une question technique à laquelle je ne saurais répondre dans le moment d'une façon sûre. Je m'excuse, dit-il, de mon maigre bagage de science technique en la matière.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est que, si le ministre avait pris des renseignements sur la

question technique, il n'aurait jamais présenté sa loi actuelle. Il se trouve en effet que les statistiques émettrices produisent un bruit (il s'agit du sifflement de l'hétérodyne) qui peut se faire entendre jusqu'à 2,000 milles, et dans le cas du poste de la *Presse* jusqu'à 4,000 milles de distance. Évidemment, la parole et les sons transmis par radio n'atteignent pas d'égales distances. Mais il reste cependant que les émissions radiophoniques, les programmes, autrement dit, sont entendus non seulement dans les autres provinces, Ontario, Nouveau-Brunswick, etc., mais même aux États-Unis.

On peut en conclure que la radio, lorsqu'elle fonctionne, ne peut pas fonctionner seulement dans les limites d'une province. Elle ne connaît aucune limite provinciale ou internationale, puisque nous pouvons entendre parfois des émissions venues du Mexique. En plus, il n'est du pouvoir de personne d'empêcher que ces émissions, une fois lancées, traversent frontières et pays. La radio est donc un instrument international¹⁰. Il s'ensuit aussi que les programmes irradiés par Québec seront entendus en Ontario, et vice versa, et que les programmes de Québec peuvent fort bien ne pas convenir à l'Ontario, et vice versa. Il faut aussi songer que si chaque province a le contrôle absolu en matière d'éducation, elle a aussi le pouvoir d'empêcher d'autres provinces de s'ingérer chez elle pour répandre des programmes éducationnels qui ne lui conviennent pas.

Tout ceci indique donc que la loi du gouvernement est de nature à provoquer des discussions très dangereuses qu'il aurait probablement valu mieux ne pas soulever de la façon dont le premier ministre l'a fait. Si les programmes du Québec devaient être diffusés à l'extérieur de la province et si la province ne collaborait pas et laissait le soin aux tribunaux de décider, dans l'éventualité d'une décision défavorable pour le Québec, le résultat serait que la province perdrait toutes ses chances de gérer les programmes radiophoniques.

D'autre part, le gouvernement fédéral avait décidé de laisser aux provinces le contrôle absolu de leurs programmes de radio. C'est ce qu'indique le rapport Aird-Frigon, qui recommande de laisser aux provinces le contrôle absolu de leurs programmes. Et je n'ai aucun doute que si le gouvernement entraînait en pourparlers amicaux avec Ottawa, il n'aurait aucune difficulté à faire consacrer les pouvoirs des provinces en cette matière sur l'éducation. Mais aujourd'hui, par l'attitude imprudente et provocante du premier ministre, nous courons le risque que la Cour suprême et le Conseil privé donnent au gouvernement fédéral des pouvoirs que nous aurions dû garder. En

supposant que la Cour suprême nous donne le droit aux programmes, ce qui est le plus que nous puissions probablement espérer et ce qu'Ottawa était prêt à nous reconnaître sans discussion, il reste encore le Conseil privé.

En anticipant le jugement de la Cour suprême, la province de Québec compromettrait son cas, si celui-ci devait aller au Conseil privé. Le gouvernement n'a pas eu un tel succès au Conseil privé pour y être encouragé à présenter ce dossier. Jusqu'à présent, la province a perdu deux cas importants devant le Conseil privé. Il y a eu, par exemple, le cas du Labrador et le cas du Nipissing. On sait le succès que le premier ministre y a obtenu dans la cause du Labrador. Ceci n'a pas été un succès pour la province de Québec. C'est donc dire qu'une question de cette importance est compromise gravement par une discussion dangereuse. Et ce n'est pas faire preuve de vigilance que de mettre en question des avantages importants et primordiaux.

Le gouvernement présume un jugement favorable et passe une loi en conséquence. C'est discuter une cause pendante et il n'est pas dans nos mœurs judiciaires d'agir ainsi. Et puis, il n'y a pas de presse à passer la loi. Cette loi n'a pas sa raison d'être. Si on se rend au Conseil privé, le plus tôt possible, le jugement ne pourra être rendu que dans un an au minimum, parce qu'il prévoit qu'il y aura un appel de la Cour suprême, peu importe le jugement obtenu en cour. Il y aura alors amplement de temps pour considérer le projet de loi proposé à la prochaine session. Pourquoi cette précipitation? Les autres provinces n'adoptent pas de lois similaires. Pourquoi provoquer des représailles de l'autre partie intéressée, le pouvoir central, en préjugant de la cause?

Pourquoi alors ne pas plutôt chercher une entente avec le fédéral sur des bases cordiales? Il est préférable d'emprunter le chemin de l'harmonie et de la paix. Nous n'avons rien à gagner à passer immédiatement une loi qui, dans les circonstances où elle est présentée, est une insulte à la Cour suprême. Si le gouvernement payait ses erreurs dans le dossier actuel, ce serait très bien. Mais si, par malheur, nous allions perdre des droits aussi importants que l'on nous concédait déjà, ce serait la province qui en souffrirait.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

La province a eu plus de succès que le député de Trois-Rivières semble le croire sur toutes les causes soumises par Québec au Conseil privé depuis 1897. L'honorable député a parlé de différentes causes. En

autant que la province est concernée dans la cause du Labrador, nous n'en faisons pas partie. La situation a été entièrement expliquée en Chambre dernièrement, et il faut maintenant savoir que c'est le gouvernement d'Ottawa qui a porté le dossier au Conseil privé et non pas la province de Québec.

Pour ce qui est du dossier de la Nipissing Central Railway, il est vrai que le Québec est allé devant le Conseil privé et que la province a perdu la cause contre la ligne de chemin de fer appartenant à l'Ontario. Toutefois, c'est une bonne idée d'étudier les autres dossiers portant sur la juridiction de la province qui sont passés au Conseil privé; cela démontre que sur 28 procès que nous avons menés au Conseil privé pour défendre nos intérêts constitutionnels, nous en avons gagné 20 et perdu huit. C'est moins que ce que dit mon honorable ami.

L'honorable député admet des doutes sur l'issue de notre cause. Il a parlé de la constitutionnalité de la loi, des chances de la province devant le Conseil privé. J'aurais préféré voir tous les membres de cette Chambre, sans exception, admettre que Québec a juridiction et qu'elle a le droit de contrôler la radio. Nous demandons à la Chambre d'accepter cette idée. Nous n'avions pas le droit de concéder des droits que nous croyons avoir. Il n'y a pas de mal à prévenir un jugement favorable. Nous sommes convaincus que nous allons gagner cette cause.

Nous avons remporté celle du droit à la liberté d'action en matière d'aviation civile. Là aussi, on a soulevé le fait qu'un avion voyageait d'une province à l'autre et d'un pays à l'autre, que c'était un dossier national et même international. Cependant, la Cour suprême a décidé en notre faveur.

De plus, nous sommes convaincus que la référence que nous avons faite au sujet de la radio aura le même succès.

Nous aurions dû attendre? Le député de Trois-Rivières a dit que le Conseil privé ne pourra pas donner sa décision avant la fin de la session, et que nous ne saurons pas quoi faire avant l'année prochaine. Je ne suis pas prêt à l'admettre. Tel ne sera probablement pas le cas. Il peut venir une décision plus tôt que la prochaine session. Si la Cour suprême était favorable, nous pourrions peut-être en venir immédiatement à une entente avec Ottawa et établir un *modus vivendi* qui serait satisfaisant pour nous et pour Ottawa. Entre-temps, la question est de savoir si nous sommes prêts à accepter qu'Ottawa ait le contrôle de la radiodiffusion dans la province. Nous affirmons qu'il ne l'a pas.

En tout cas, nous n'avions pas le droit d'attendre pour faire nos réclamations. Si nous n'avions

pas revendiqué nos droits, l'opposition, avec raison, aurait été la première à nous blâmer. Nous devons être prêts à appliquer immédiatement les résultats du jugement, s'il est en notre faveur. La situation de la province de Québec est particulière dans ce dossier. Nous avons des intérêts que les autres provinces n'ont pas et nous devons nous-mêmes nous intéresser au contrôle des postes radiophoniques émetteurs dans notre province, et c'est pour cela que nous avons agi ainsi.

De plus, nous devons contourner tous les efforts présentés devant la Cour suprême et la plus haute cour de l'Empire pour maintenir ce que nous croyons être nos droits. Nous avons intérêt à nous rendre même devant le plus haut tribunal pour obtenir les droits que nous réclamons. (Lisant les questions qui sont soumises à la Cour suprême relativement à la juridiction du pouvoir central en matière de radiophonie) La référence à la Cour suprême est tout simplement pour savoir jusqu'à quel point Ottawa a juridiction sur les émissions radiophoniques.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre ne niera pas que le principe du bill fait l'objet de ce qui est devant la Cour suprême?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Certainement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, pourquoi ne pas attendre le jugement?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Si le jugement est favorable?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Sir Wilfrid prêchait la conciliation. C'est justement parce que Québec est en minorité qu'il doit user de conciliation. Le ministre est trop bon avocat pour prétendre que, sous prétexte d'un jugement probablement favorable, il a droit de tenir une assemblée pour discuter de la cause. Le ministre des Terres (l'honorable M. Mercier) dit que nous aurions dû être unanimes. Nous sommes unanimes pour revendiquer les droits de la province, mais nous préférons, nous de la gauche, attendre un jugement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Trois-Rivières se plaît à dire que notre province n'est pas chanceuse devant le Conseil privé. La province de Québec est allée 28 fois au Conseil privé à Londres et elle a gagné 20 causes. On a tort de dire que la province est

malchanceuse. Elle a été excessivement chanceuse, la plus chanceuse de toutes les provinces du dominion devant le Conseil. Et, cette fois encore, nous aurons le succès de notre côté. Cela mettra peut-être fin aux légendes contées par l'opposition. Nos amis ignorent, je ne sais pour quel motif, les causes que nous avons gagnées.

C'est infiniment mieux que nous ayons notre bill lorsque la cause viendra devant le Conseil privé. Notre bill sera porté devant la Cour suprême et les juges verront à quoi s'en tenir sur la nature de nos revendications. Si c'est bon, nous donnerons effet à notre loi; si ce n'est pas bon, nous la déchirerons. L'opposition prêche la conciliation? Eh bien, lorsque la Cour suprême aura déblayé le terrain, il y aura peut-être moyen de s'entendre plus facilement avec Ottawa.

Les questions qui sont soumises à la Cour suprême constituent la substance du bill. S'il faut aller au Conseil privé, nous irons. Je crois qu'il ne sera pas nécessaire d'aller au Conseil privé si la Cour suprême se prononce en notre faveur. Il se fait un mouvement de plus en plus grand en faveur de régler les affaires canadiennes au Canada et ne plus aller devant le Conseil privé. L'opposition dit que Québec ne devrait pas poser sa loi avant le jugement de la Cour suprême? Pourquoi? Ottawa a soumis des questions sur les pêcheries et l'aviation à la Cour suprême après avoir passé des projets de loi réglementant ces questions!

M. Tremblay (Maisonnette): Est-ce que le premier ministre permet?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne puis rien vous refuser.

M. Tremblay (Maisonnette): Avez-vous objection à aller au Conseil privé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas d'objection... Tout ce que nous voulons, c'est qu'il n'y ait pas d'interrègne. Nous voulons prévenir le cas. Rien n'indique que la province va perdre à la Cour suprême. Si la Cour suprême rend sa décision en mai ou en juin et si Québec n'a pas de loi de contrôle, s'il y a un interrègne, qui va contrôler la radio si le présent projet de loi ne devient pas une loi? L'adoption du projet de loi ne présente pas du tout un danger. Ce que nous voulons, c'est affirmer les droits de notre province, droits inaliénables.

C'est en grande partie une question d'éducation et d'hygiène, car la radio représente un

très important facteur de prosélytisme pour ces deux éléments; l'éducation et l'hygiène sont essentiellement de compétence provinciale. Québec tient à ses droits en matière d'hygiène et d'éducation. La radio est un grand médium d'éducation dont Québec veut avoir le contrôle. Si la Cour suprême décide que Québec dans ces domaines a juridiction, la loi entrera en vigueur; sinon, elle sera déchirée. Nous voulons garder notre autonomie dans ces deux domaines.

On nous suggère la conciliation, nous en sommes. Faisons éclaircir la question de droit, d'abord, afin qu'il y ait terrain d'entente. S'il y a un moyen de nous entendre avec Ottawa, après le jugement de la Cour suprême, très bien, nous nous entendrons. Des questions internationales sont impliquées et nous aimerions arriver à un compromis avec Ottawa. Ce serait bien. Il y aura bientôt une conférence interprovinciale. Ce sujet n'est pas à l'ordre du jour, mais lorsque je serai là-bas, j'essaierai de consulter les autorités fédérales pour voir si nous ne pouvons pas arriver à une entente. Je l'espère. J'espère trouver à Ottawa des hommes qui voudront défendre les droits à l'autonomie de Québec dans les matières d'enseignement et d'hygiène quant aux émissions radiotéléphoniques, comme nous en avons trouvé auparavant; mais, dans tous les cas, nous allons faire notre possible pour maintenir les droits de la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a aucune relation entre l'aviation et la radio.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je demande pardon à mon honorable ami. Nous avons les opinions d'éminents avocats, comme Aimé Gœffrion, K.C., et de l'honorable Lucien Cannon¹¹, ancien solliciteur général, de l'honorable N. W. Rowell, K.C., d'Ontario, à l'effet que le jugement de la Cour suprême rendu quant à l'aviation s'applique *mutatis mutandis* à la radio.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'espère que Québec gagnera sa cause, et c'est une raison de plus pour ne pas la gâter que de poser en maître. Mais je crains que les moyens employés ne donnent pas le résultat attendu. Seule la province de Québec légifère pendant qu'une clause est pendante. On devrait mettre une clause pour respecter la décision de la Cour suprême, en exposant que le projet de loi ne peut pas être mis en vigueur avant que le jugement ne soit prononcé. Mais non, on dit que la loi sera mise en force par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions. Lesdites résolutions sont lues deux fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): veut continuer avec le projet de loi lui-même.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Étant donné que la Chambre siège demain, nous pouvons attendre et ce délai ne va pas retarder les choses.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pouvons-nous être sûrs que le projet de loi va passer demain?

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est difficile à garantir, sauf que le gouvernement accélère sa chute avec cette loi, mais, étant donné qu'il a l'appui d'une grande majorité et que le projet de loi doit passer malgré nos critiques, je pense pouvoir dire en toute sécurité que le projet de loi sera accepté demain.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): accepte cette assurance.

Subsides¹²

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."
Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le service de l'élevage y compris aide *re: animaux tuberculeux*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La compensation des agriculteurs pour l'abattage de leurs troupeaux tuberculeux devrait être rétroactive. Le gouvernement devrait indemniser les agriculteurs qui ont perdu leurs troupeaux en raison de la tuberculose bovine.

M. Tremblay (Maisonneuve): Le ministre de l'Agriculture a l'air bien disposé, il est très jeune.

Il le félicite d'avoir été nommé ministre à un âge où il n'a, lui-même, jamais espéré recevoir un tel honneur. Cependant, ce qu'il veut, c'est voir les agriculteurs entièrement indemnisés pour l'abattage des vaches tuberculeuses, dans le passé ainsi que dans le futur. La loi que le gouvernement a fait passer cette année devrait avoir un effet rétroactif.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Indirectement, elle a cet effet, puisque l'on paie le cultivateur pour s'acheter un animal qu'il a dû perdre par suite de l'abattage d'un sujet de son troupeau¹³.

M. Fisher (Huntingdon): Le gouvernement peut faire plus en aidant les associations d'agriculteurs de la province, qui font un travail d'une valeur considérable, selon moi.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement a récemment augmenté son aide.

La résolution est adoptée.

Le comité entreprend l'étude d'un crédit budgétaire concernant l'économie rurale.

M. Tremblay (Maisonneuve) demande au premier ministre si la Chambre va siéger demain.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) lui dit que c'est le cas.

M. Tremblay (Maisonneuve), M. Blain (Montréal-Dorion) et M. Sauvé (Deux-Montagnes) veulent faire un compromis et ne pas siéger samedi soir, si on adopte l'item.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) ne veut pas s'engager à cela.

Cela dépendra, dit-il, du travail que nous ferons demain. Si nous faisons une bonne journée, nous ne siégerons pas le soir.

M. Tremblay (Maisonneuve): Non! Non! Si nous siégeons demain, siégeons trois séances.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Très bien, vous pouvez siéger si vous le voulez.

Des députés de l'opposition discutent l'item.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) parle de ce qui a été fait pour l'agriculture par le drainage de terres qui a conquis à l'agriculture des milliers d'acres de terrain.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Travaux de la Chambre:

Bills à étudier à la prochaine séance

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voudrais savoir ce que nous allons étudier demain.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous prendrons demain la loi de la radio, la loi des successions et la loi électorale.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 50.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Dugas (Joliette).

2. *Le Soleil* du 27 mars 1931, à la page 1, rapporte plutôt le mot "yable".

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Plante (Montréal-Mercier).

4. Joseph-Mathias Tellier (1861-1952), chef conservateur de l'opposition de 1909 à 1915. Juge à la Cour supérieure du district de Montréal (1916), il est nommé juge en chef de la province de Québec, de 1932 à 1942.

5. Voir note 3.

6. Raymond-Marie Rouleau (1866-1931) est le troisième Canadien français à recevoir le titre de cardinal. Mgr Rouleau était également archevêque de Québec en juillet 1926, un poste qu'il conservera jusqu'à son décès.

7. Voir l'article du *Soleil* du 27 mars 1931, à la page 3, intitulé "Deux collègues d'agriculture sont insultés par A. Guertin." Dans *Le Soleil* du 28 mars 1931, à la page 35, on peut lire ceci: "M. Guertin fait un appel "au sens de justice du reporter du *Soleil* pour lui demander de rapporter ses paroles. Ces paroles, M. Guertin avait pris la peine de les écrire et nous citons intégralement son texte [...]."

8. Dans *Le Soleil* du 28 mars 1931, à la page 35, on écrit le mot "payer" accompagné d'un sic.

9. *Le Soleil* du 28 mars 1931, à la page 35, écrit: "Nous n'avons rien à reprendre à notre article d'hier, si ce n'est l'orthographe d'un mot que le "typo" a malencontreusement changé. Nous avons écrit: "institution", il nous a fait dire: "instituteur". À part cela, nous rapportons le sens des paroles de M. Guertin et nous n'en voulons comme preuve que la manifestation spontanée de la Chambre qui cria "C'est vrai!" à plusieurs reprises, hier soir, au moment où M. Guertin lisait les passages de l'article qui l'a si fort piqué."

10. Nous croyons que c'est le journaliste du *Devoir* du 28 mars 1931, à la page 1, qui a ajouté ceci: "Ajoutons que l'opération pratique de la radio au Canada et aux États-Unis n'est possible qu'après entente entre les deux pays."

11. Lucien Cannon, (1887-1950), avocat criminaliste et homme politique canadien, député de Dorchester à Québec (1913-1917) et à Ottawa (1917-1923). Solliciteur général du Canada dans le cabinet King du 5 septembre 1925 au 28 juin 1926 et du 25 septembre 1926 au 6 août 1930. Membre du Conseil privé (1926). Réélu député de Portneuf (1935). Juge à la Cour supérieure (1936-1950).

12. Dans *La Canada* du 28 mars 1931, à la page 3, on rapporte que la Législature a également voté un crédit de \$10,000,000 au Collège de Saint-Victor et que le crédit fut présenté par M. David.

13. *La Presse* du 28 mars 1931, à la page 70, dit qu'on a parlé de ce sujet plus de deux heures, mais

dans les journaux, nous avons très peu de matière à ce sujet.

Première séance du samedi 28 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

**A. Lessard, directeur
du service provincial d'hygiène**

M. Guertin (Hull): 1. Le docteur A. Lessard est-il à l'emploi du gouvernement de cette province?

2. Dans l'affirmative: *a.* depuis quand; *b.* quelles ont été ses fonctions; *c.* quel est son lieu de résidence?

3. Quelle somme globale le dénommé docteur A. Lessard a-t-il reçue du gouvernement, chaque année de calendrier, en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement depuis qu'il est à l'emploi du gouvernement?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Oui.

2. *a.* et *b.* Depuis le 1^{er} septembre 1921, comme directeur de l'Assistance publique, et depuis le 1^{er} juin 1922 comme directeur du Service provincial d'hygiène; *c.* Québec.

3. (Voir la liste ci-dessous)

<i>Année</i>	<i>Traitement</i>	<i>Frais de voyage et de représentation</i>
1921	\$1,100.00	\$ 158.30
1922	5,166.66	732.07
1923	6,000.00	1,013.55
1924	6,000.00	878.27
1925	6,000.00	1,100.00
1926	6,000.00	700.00
1927	6,000.00	1,175.00
1928	6,000.00	3,700.00

(dont \$2,500.00 pour frais de voyage et de représentation de la province au Congrès des hygiénistes de France à Paris. Étude des œuvres sociales de Lyon et enquête sur l'œuvre du placement familial (Œuvre Grancher en France)

<i>Année</i>	<i>Traitement</i>	<i>Frais de voyage et de représentation</i>
1929	\$6,000.00	\$ 900.00
1930	6,000.00	1,100.00

À titre de membre de la Commission des assurances sociales, position qu'il n'a nullement sollicitée, le docteur Lessard a, de plus, reçu, en 1930, \$381.95 comme traitement, et \$100.00 comme avance pour frais de voyage.

Louis Lessard

M. Guertin (Hull): 1. Louis Lessard est-il ou a-t-il été à l'emploi du gouvernement de cette province?

2. Dans l'affirmative: *a.* depuis quand; *b.* par qui a-t-il été recommandé pour obtenir cet emploi?

3. Quels sont: *a.* son âge; *b.* son lieu de résidence; *c.* ses fonctions; *d.* ses heures régulières de travail?

4. A-t-il suivi ces heures, et sinon, quelles furent ses absences et pour quelles raisons dans chaque cas?

5. Combien d'heures de travail a-t-il données au cours de chaque année depuis qu'il est à l'emploi du gouvernement?

6. Quelle somme globale Louis Lessard a-t-il reçue, chaque année de calendrier, en traitements, salaires, gratifications, rémunérations, dépenses de voyage ou autrement pour les divers emplois qu'il a occupés?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Il n'est pas à l'emploi du gouvernement, mais il l'a été par intervalles réguliers.

2. *a.* Depuis le 15 mai 1927 au 27 octobre 1930; *b.* par son député, et le trésorier provincial.

3. *a.* Le gouvernement l'ignore; *b.* Québec; *c.* Il n'occupe présentement aucune fonction; il était commis; *d.* À la demande de ses chefs et selon le travail à faire.

4. Oui.

5. Impossible de déterminer pour la période durant laquelle il a été à l'emploi du gouvernement.

6. Pour traitement, savoir: année 1926, \$320; année 1927, \$280; année 1928, \$540; année 1929, \$405; année 1930, \$360. Aucune somme n'a été payée à cet employé durant ses fonctions à titre de gratification, rémunération ou dépenses de voyage.

Contrôle de l'assiduité des employés civils

M. Guertin (Hull): 1. Quel système le gouvernement a-t-il mis en vigueur pour l'enregistrement des arrivées et des départs quotidiens des employés civils, dans chaque ministère?

2. Depuis quand ce système est-il en vigueur?

3. S'il n'est pas en vigueur dans chaque département, pourquoi?

4. Tous les employés y sont-ils assujettis?

5. Si non, pourquoi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1., 2., 3., 4. et 5. Chaque département suit un système particulier, adapté au genre d'affaires qui s'y transige, pour assurer la présence des officiers et employés aux heures prescrites, et l'application de ce système est sous la surveillance du chef et du député-chef du département.

Commission des services publics

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill 210 modifiant l'article 28 de la loi de la Commission des services publics.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

Loi de la radio

M. l'Orateur appelle le bill 63 concernant la radio.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande à la droite de différer cette question pendant quelques minutes. Il dit qu'il désire proposer un amendement au projet de loi.

Construction de ponts

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un

projet de résolutions relatives au bill 232 relatif à la construction de certains ponts dans la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹:

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose:

1. Que la construction d'un, de plusieurs ou de tous les ponts ci-après mentionnés pourra être faite suivant l'un des modes prévus par les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions:

1° Sur le fleuve Saint-Laurent, entre ville LaSalle et Caughnawaga (route Montréal-Malone);

2° Sur le fleuve Saint-Laurent, au-dessus du chenal nord, entre l'île d'Orléans et la côte de Beauré;

3° Sur la rivière Richelieu, entre Saint-Joseph-de-Sorel et la cité de Sorel (route Lévis-Saint-Lambert);

4° Sur la rivière Yamaska, entre Yamaska-Est et Yamaska-Ouest (route Lévis-Saint-Lambert);

5° Sur la rivière Saint-François, entre Saint-François-du-Lac et Pierreville (route Lévis-Saint-Lambert);

6° Sur la rivière Richelieu, entre Belœil et Saint-Hilaire (route Montréal-Saint-Hyacinthe);

7° Sur la rivière Saguenay, entre Sainte-Anne et la cité de Chicoutimi.

2. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des Travaux publics et du Travail à construire un ou plusieurs des ponts énumérés dans la résolution qui précède, sur le site qu'il choisira, dans ou près des limites des endroits mentionnés dans ladite résolution, avec les chemins d'approche et autres travaux nécessaires, le tout à un prix n'excédant pas en totalité huit millions de dollars, y compris la part contributive de la province à la construction du pont interprovincial visé par la section IV de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à acquérir à l'amiable ou par expropriation tous immeubles, droits immobiliers, charges, baux à loyers, baux emphytéotiques, rentes constituées ou droits quelconques pour les culées, approches et autres travaux nécessaires à la

construction de celui ou de ceux desdits ponts qu'il décidera de construire; que toute expropriation nécessitée pour parvenir aux fins visées par la section II de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera soumise à la loi des chemins de fer de Québec, (Statuts refondus, 1925, chapitre 230), *mutatis mutandis*, et que le juge pourra, en accordant la possession préalable des terrains requis, accepter, au lieu du cautionnement exigé par le paragraphe 3 de l'article 112 de ladite loi des chemins de fer, un certificat du trésorier de la province portant que celui-ci tient à la disposition de la cour le montant déterminé.

4. Que, pour payer la construction de chacun desdits ponts et des ouvrages nécessaires ainsi que les acquisitions visées par les résolutions 2 et 3, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, sur certificats du ministre des Travaux publics et du Travail, les sommes requises pour la mise à exécution des dispositions de la section II de la loi qui accompagne les présentes résolutions ou, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province; que le ou les emprunts ainsi contractés ne devront pas excéder, en totalité, le montant fixé par la résolution 2 et que ces obligations ou rentes inscrites seront émises au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indiquera.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la négociation du ou des emprunts, pourra aussi autoriser le trésorier de la province à avancer, de temps à autre, sur certificats du ministre des Travaux publics et du Travail, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution des dispositions de la section II de la loi qui accompagne les présentes résolutions et qu'une comptabilité spéciale de ces avances devra être tenue au département du trésor et que le produit du ou des emprunts devra d'abord être employé à leur remboursement au fonds consolidé du revenu.

6. Qu'il pourra être perçu et prélevé des péages sur chacun desdits ponts, dont la construction sera faite en vertu de la section II de la loi qui accompagne les présentes résolutions, jusqu'à concurrence du montant dépensé pour les acquisitions mentionnées dans la résolution 3, ainsi que le coût de construction de chacun desdits ponts,

et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire, amender et remplacer un tarif des taux de péage exigibles de tous les conducteurs de véhicules automobiles, pourvu qu'aucun tel taux de péage ne soit perçu des cultivateurs transportant des produits agricoles avec des véhicules automobiles.

7. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Travaux publics et du Travail à faire avec le gouvernement du Canada les contrats nécessaires aux fins de la section II de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

8. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Travaux publics et du Travail à faire, avec le gouvernement du Canada et celui de la province du Nouveau-Brunswick, toutes les conventions nécessaires relativement à la construction, à l'entretien, au maintien, à la réparation, à l'administration et à l'exploitation d'un pont interprovincial sur la rivière Restigouche entre Cross Point, dans la province de Québec, et Campbellton, dans la province du Nouveau-Brunswick.

9. Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera de plus revêtu de tous les pouvoirs nécessaires pour assurer l'exécution de l'entente à intervenir entre le gouvernement du Canada, le gouvernement de la province du Nouveau-Brunswick et le gouvernement de la province de Québec.

10. Que, pour le surplus, les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions s'appliqueront, sauf incompatibilité avec les dispositions de la convention à intervenir, à la construction, à l'entretien, au maintien, à la réparation, à l'administration, à l'exploitation dudit pont interprovincial et à la fixation des taux de péage.

La section 3 du bill est biffée. Le projet de loi a été modifié pour remettre la totalité des travaux sur ces ponts sous le contrôle direct de l'Assemblée législative de la province. Le gouvernement se désiste de cette partie des résolutions relatives à la construction des ponts par des corporations privées, quitte à les racheter ensuite après 10 ans. Aucun contrat ne sera donné aux corporations privées et, après leur construction, les ponts demeureront sous le contrôle du gouvernement. La construction de ces ponts est devenue nécessaire pour éliminer les bateaux-passeurs et compléter notre réseau routier.

Notre département se chargera directement de ces travaux. Ces constructions entraîneront une dépense de \$8,000,000. Quant à la construction du pont entre Québec et le Nouveau-Brunswick, de

même que pour la construction de certains ponts sur le fleuve Saint-Laurent, le gouvernement, en premier lieu, va faire approuver les plans par les autorités fédérales, car ils sont construits sur des rivières navigables. C'est le cas pour les ponts de l'île d'Orléans et de Caughnawaga. La plupart de nos plans ont déjà été fournis au gouvernement fédéral et leur approbation est prévue avant la fin de la session du Parlement fédéral. Les plans du pont de l'île d'Orléans ne sont pas tout à fait terminés.

M. Blain (Montréal-Dorion): Pour combien d'années ce programme?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il n'y a pas d'années de fixées.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le gouvernement a-t-il l'intention de procéder bientôt dans ces travaux?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): C'est l'intention du gouvernement de commencer le plus rapidement possible, aussitôt que les formalités nécessaires auront été remplies. Nous avons des plans préliminaires et des estimés, excepté dans le cas de Belœil-Saint-Hilaire. Nous nous mettrons à l'œuvre dès que les plans seront complètement terminés. Le gouvernement demandera des soumissions.

M. Blain (Montréal-Dorion) pose une question.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): D'après les estimés, le coût de la construction de ces ponts s'établira comme suit: pour le pont de LaSalle et Caughnawaga, \$1,700,000; pour le pont de l'île d'Orléans qui s'élèvera à environ deux milles en aval des chutes Montmorency, \$2,500,000; pour le pont de Sorel sur la rivière Richelieu, \$750,000; pour le pont de Yamaska, \$350,000; pour le pont de Saint-François et Pierreville, \$550,000; pour le pont sur le Richelieu à Belœil, \$600,000; pour le pont de la rivière Saguenay, entre Sainte-Anne et Chicoutimi, \$800,000.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ces ponts seront munis de barrières de péage?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Oui, ces ponts seront des ponts de péage et nous procéderons sur tous les ponts à la fois. Le pont de Caughnawaga aura une longueur de 3,115 pieds; le

pont de l'île d'Orléans, 7,270² pieds, soit environ un mille et demi, le pont de Yamaska, 1,775 pieds; celui de Saint-François, 1,332 pieds; celui de Belœil 1,000 pieds; celui de Sainte-Anne de Chicoutimi, 1,528 pieds.

Il répète que le gouvernement retire tout ce qui a trait à la construction des ponts par les corporations. Le gouvernement entend construire les ponts lui-même. Le pont entre Québec et le Nouveau-Brunswick, à Cross Point, coûterait \$1,500,000; le gouvernement fédéral, le Nouveau-Brunswick et Québec paieraient chacun leur part.

M. Blain (Montréal-Dorion): Y a-t-il longtemps que l'on parle du pont de Caughnawaga? Il y a bien 25 ans?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Probablement. La construction de ce pont peut se faire en vertu d'une loi passée en 1929.

M. Blain (Montréal-Dorion): On fêtera ses nocés d'argent, alors.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Peut-être. N'oublions pas que les difficultés ont été nombreuses et grandes. Une commission a été formée et tient à ce sujet des séances aussi souvent que possible et que les circonstances l'exigent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que le gouvernement abandonne le projet de laisser aux municipalités le soin de faire construire ses ponts par des compagnies, quitte à achever ces ponts plus tard. Je me demande pourquoi cette décision a été prise.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) dit qu'il a entendu parler de la construction d'un autre pont interprovincial entre Québec et l'Ontario, entre Prescott et Hawkesbury; toutefois, il n'y a rien eu de défini à ce sujet. Notre intention était de nous prévaloir de cette clause permettant au gouvernement de faire construire ces ponts par des corporations si la chose avait été pratique, si une corporation nous faisait une offre avantageuse. Des représentations nous ont été faites à ce sujet. Toutefois, après examen, nous avons convenu qu'il valait mieux construire ces ponts nous-mêmes afin d'éviter de sérieux inconvénients.

M. Blain (Montréal-Dorion) et M. Duplessis (Trois-Rivières) veulent savoir comment le pont

sera construit et par qui. Ils rappellent au ministre qu'une commission avait été nommée pour assurer la réalisation du projet.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et la Commission de Caughnawaga?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): La construction du pont de Caughnawaga qui était à la charge d'une commission se fera par le gouvernement. La commission disparaîtra après l'adoption de la nouvelle loi qui stipule que la construction de tous les ponts sera dirigée par le gouvernement. Le gouvernement fédéral a refusé de contribuer, en raison du péage perçu sur le pont.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) explique les circonstances entourant la planification du pont de Caughnawaga et les dispositions qui ont été prises, jusqu'à présent, pour assurer sa construction.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces ponts sont-ils tous nécessaires?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Oui, tous ces ponts-là sont devenus nécessaires à cause de l'augmentation du trafic. Ces ponts vont aider à le décongestionner.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le pont de l'île d'Orléans a-t-il pour but de décongestionner le trafic à cet endroit?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le pont de l'île d'Orléans donnera aux habitants un nouveau moyen de communication avec la terre ferme l'année durant.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le député de Montmorency a déclaré à chaque élection que ce pont était urgent, et cela, depuis 20 ans. C'est la même urgence pour les autres ponts?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je ne connais pas les déclarations du député du comté.

M. Blain (Montréal-Dorion): Ce pont sera le plus dispendieux et desservira le moins de monde de tous les ponts projetés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Au point de vue esthétique, un pont sur l'île est-il une amélioration?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Le panorama ne sera pas changé ni le paysage de l'île et n'enlèvera rien à sa beauté, étant donné le site du pont. La masse d'acier va se dresser un peu plus bas que la chute Montmorency, de façon à rejoindre l'île deux milles environ en bas de Sainte-Pétronille.

M. Blain (Montréal-Dorion): Quelle est la population de l'île d'Orléans?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La population permanente de l'île est de cinq à six mille âmes, dans six paroisses.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sera le pont le plus dispendieux et il desservira une population de 6,000 seulement; de plus, les chemins de l'île sont très étroits. Quel sera le coût de ce pont?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le pont coûtera \$2,500,000. Cette somme comprendrait tous les achats de terrains et les travaux d'approche.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il y a un bateau-passeur entre Québec et l'île, mais ce bateau ne peut desservir l'île toute l'année.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La construction de ce pont coûtera le quart des \$8,000,000 projetés pour les ponts. On a rappelé avec raison que l'île d'Orléans est un joyau. Je me demande si le joyau ne perdra pas son nom avec le pont.

D'autre part, le gouvernement ne croit-il pas que les cultivateurs de l'île sont contre ce pont? Je suis au courant qu'une partie de la population de l'île d'Orléans et des environs, du moins, s'oppose à cette construction parce que sa réalisation va leur causer des pertes importantes. De plus, la construction d'un pont à cet endroit va détruire le cachet et la beauté naturelle de l'île d'Orléans.

De plus, cela ne facilitera pas vraiment les communications entre l'île et Québec, car toute personne qui aura à voyager de l'île jusqu'à la ville devra nécessairement traverser le pont à Beupré et s'en venir le long de la rive jusqu'à la ville, tandis que le traversier prend seulement environ 20 minutes en ligne droite.

Pourquoi plutôt ne pas augmenter le nombre de traversiers vers l'île, ne pas réduire le péage et ne pas accorder une subvention généreuse? Le gouvernement s'engage dans une entreprise fort dispendieuse, car il faudra ensuite élargir les chemins de l'île.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous avons reçu délégation après délégation de l'île et de la rive nord pour la construction de ce pont. Tout le monde sur l'île d'Orléans est assurément très favorable à la construction du pont.

Au point de vue villégiature, je ne connais pas d'endroit plus charmant. Les touristes y trouveront un endroit idéal. Dans le domaine agricole, l'île ne peut pas se développer beaucoup. Toutes les terres sont prises actuellement. L'île d'Orléans a atteint le maximum de son développement. Mais je suis convaincu qu'avec le pont, l'île, au point de vue touristique et au point de vue villégiature, se développera considérablement.

Le système de bateau-passeur est nécessairement irrégulier, tandis qu'avec un pont, les visiteurs jouiraient de la beauté de la route sur la côte de Beauport et des charmes de l'île qui sont uniques dans la province. Pour ce qui est de la beauté de l'île, qui est reconnue de tous, le député de Trois-Rivières n'a pas à craindre, la présence d'un pont ne va pas la détruire.

Le gouvernement a donné de beaux ponts à Montréal et il est temps que l'île ait le sien, surtout pour éviter les aléas au pont de glace l'hiver et aider aux cultivateurs à venir écouler leurs produits à Québec. De même, la construction du pont encouragera les citadins de Québec à construire des maisons d'été dans l'île et, partant, augmenter les affaires des agriculteurs qui auront un grand marché à leurs portes.

Deux millions cinq cent mille dollars, c'est un gros montant. L'entreprise, il est vrai, est dispendieuse, mais, grâce à la barrière de péage que nous établissons, il y aura des revenus supplémentaires provenant du tourisme et des résidents saisonniers dont le nombre augmentera considérablement en raison de l'amélioration des moyens de communication. Ce pont donnera de gros revenus. La province rentrera dans ses fonds dans un nombre limité d'années.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre dit que l'île d'Orléans n'est pas appelée à se développer au point de vue agricole?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai dit que toutes les terres étaient prises. Mais il y a une chose qui peut se développer: c'est la culture des fruits qui devrait être encouragée davantage. L'île d'Orléans, appelée l'île de Bacchus sous le régime français, à cause de ses vignes sauvages, produit des fruits merveilleux, et les fraises seulement rapportent \$75,000 par an aux fermiers.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons deux ponts qui traversent le fleuve à Montréal et un à Québec. Nous n'avons pas de pont entre ces deux points. La construction d'un pont dans l'espace intermédiaire entre Montréal et Québec serait beaucoup plus avantageuse pour la province que le pont que l'on veut construire entre l'île d'Orléans et Beauport.

Il faut partager équitablement les deniers publics. Il ne faut pas perdre le sens des propositions. Si d'autres ponts ne s'imposaient pas pour le moment, je ne m'objecterais pas, mais on vient parler, ici, d'un pont de plus de \$2,000,000 et l'on ira peut-être à \$4,000,000. Les résolutions ne sont pas assez précises. Je crois qu'il faudrait préciser chacun des montants qui sera affecté à tel pont, afin que nous sachions à quoi nous en tenir. Il craint que les coûts soient beaucoup plus élevés que les montants mentionnés.

L'habitude de donner seulement un montant global pour l'ensemble de ces travaux présente des dangers et il faut cesser cette pratique. Des constructions qui ne devaient coûter que \$500 ou \$600 ont coûté \$1,000,000 ou plus. Le palais de justice de Québec, dit-il, est l'exemple d'un projet qui a finalement coûté beaucoup plus que ce qui avait été prévu.

Le gouvernement a fait retrancher une clause de la loi par laquelle l'on voulait donner à une corporation le soin de construire. Je le félicite d'avoir fait cette soustraction et je vois l'influence d'articles de journaux. En Allemagne, on a le pont de Satan; à Venise, le pont des Soupis; celui de l'île d'Orléans sera le pont des Promesses. J'ai beaucoup de sympathie pour la population de l'île. Elle mérite des félicitations, peut-être pas pour sa politique...

(Rires)

... mais pour sa conduite de classe laborieuse.

M. Samson (Québec-Centre): Le pont de l'île d'Orléans est une bonne affaire, une très grande amélioration pour le public québécois. On ne se rend pas compte comment c'est très difficile d'aller à l'île d'Orléans, en bateau, qui est, comme on le sait, un endroit idéal où les touristes aiment aller. Il se prononce contre les aléas d'un service de bateaux-passeurs; il n'y en a même pas l'hiver alors que les habitants sont prisonniers dans leur île et à la merci de glaces. Un pont apportera des avantages considérables.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le député de Trois-Rivières a parlé d'un pont transfluvial qui devrait être construit ailleurs, entre

Québec et Montréal. Il a parfaitement raison. Il est certain que la chose s'impose et elle s'imposera davantage après la construction de nos trois ponts sur la rive sud. Quant au pont sur l'île d'Orléans, tous les habitants de l'île le désirent et tous ceux de Québec le souhaitent.

M. Blain (Montréal-Dorion): Pourquoi le pont du boulevard Pie-IX à Montréal n'a pas été inclus dans la liste des ponts à construire?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les plans ont été présentés par une importante délégation, il y a quelque temps. Le gouvernement considère le projet d'une manière positive, mais il lui est impossible de le placer parmi les autres pour l'instant.

M. Tremblay (Maisonnette) exprime sa déception au sujet de l'exclusion du pont du boulevard Pie-IX du programme de cette année. Sur l'île de Montréal, particulièrement dans l'est, un pont est certainement nécessaire pour faciliter la communication entre Maisonnette et Saint-Vincent-de-Paul, sur la rivière des Prairies. Peu importe l'appartenance politique du député de cette circonscription, le gouvernement aurait dû accepter de construire un pont à cet endroit, puisque toutes les municipalités de la région ainsi que les clubs automobiles et les chambres de commerce le demandent. Cette construction s'impose plus que toutes les autres.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le gouvernement considère le dossier. Ce pont s'impose et la construction devra être entreprise sous peu, mais il serait impossible d'inclure un tel pont dans le bill qui est actuellement devant la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) appuie le député de Maisonnette dans cette suggestion, et il croit qu'il serait facile d'inclure ce projet dans le bill actuel. Il parle de la nécessité d'avoir un pont sur le Saint-Laurent en prévision du développement de la rive nord.

Les autres députés de l'opposition insistent dans le sens de la suggestion du député de Maisonnette.

M. Blain (Montréal-Dorion): Ces constructions que l'on discute en ce moment sont simplement des mesures pré-électorales et, les élections passées, on ne pensera plus à ces ponts. Les ponts resteront sur le papier.

M. Turcotte (Richelieu): Au nom des citoyens de la rive sud, je tiens à féliciter le gouvernement pour cette mesure généreuse, la plus importante, qu'il vient de soumettre à la Chambre. C'est même une législation nationale. Je remercie le gouvernement pour avoir entrepris la construction de tous les ponts, particulièrement celui de Sorel, sur la rivière Richelieu, qui desservira plusieurs comtés des plus intéressants de la rive septentrionale du Saint-Laurent, ainsi que les ponts des rivières Yamaska et Saint-François, qui vont favoriser la circulation touristique dans la région et faciliter les communications entre Saint-Joseph et Sorel pour les travailleurs.

Grâce au travail accompli par les libéraux de Québec et d'Ottawa, la rive sud n'aura plus rien à envier à sa rivale. Les trois rivières Saint-François, Richelieu et Yamaska formaient encore un obstacle au développement de la rive sud et au développement du tourisme, parce qu'on était obligé d'y passer en bacs. J'espère qu'en 1932 les ponts seront construits et que l'on se rendra le plus facilement du monde de la métropole à Québec en passant par Sorel, devenue une des plus importantes villes de la province et l'un des plus grands ports du fleuve Saint-Laurent, le véritable port de mer des Cantons-de-l'Est.

Il fait un éloge au développement et au progrès de Sorel comme place industrielle. Il distribue un livret émis par la Chambre de commerce de Sorel à tous les députés.

M. Tremblay (Maisonnette): Une heure! Une heure.

M. le président: À l'ordre!

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Questions et réponses:

Subventions à des institutions d'enseignement, de charité ou de bienfaisance

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Quels sommes, octrois, subventions ou avantages, de quelque nature qu'ils soient ont été promis depuis le 1^{er} juillet 1930, par le gouvernement ou par quelqu'un de ses

membres, ou par quelque député ou fonctionnaire à la connaissance d'un membre du gouvernement, à des institutions d'enseignement ou de charité ou de bienfaisance de la province? (Énumérer chacune des sommes et la nature de chacun des avantages promis, et les noms et adresse de chacun des bénéficiaires).

2. À quelle date ont été faites les promesses dans chaque cas?

3. Quand ont été ou seront consentis ces avantages?

4. À quelles conditions dans chaque cas?

5. En vertu de quelle loi ou arrêté ministériel ou autorisation dans chaque cas?

L'honorable M. David (Terrebonne):

Département de l'assistance publique:

1. Le gouvernement, à même le Fonds de l'Assistance publique, s'est engagé à garantir l'intérêt et l'amortissement sur une somme de \$175,000, en faveur de l'Hôtel-Dieu de Nicolet, sur une somme de \$155,000, en faveur de l'hospice de Sainte-Marie-de-Beauce et sur une somme de \$2,500,000, en faveur de l'Hôpital universitaire de l'Université de Montréal.

2. Hospice Sainte-Marie-de-Beauce, 6 février 1931; Hôtel-Dieu de Nicolet, août 1930; Hôpital universitaire, à l'occasion du congrès des médecins de langue française d'Amérique.

3. Quand toutes les formalités nécessaires auront été remplies.

4. Aux conditions de la loi de l'assistance publique et ses amendements.

5. Répondu par 3 et 4.

Alice Vézina

M. Guertin (Hull): 1. Alice Vézina est-elle ou a-t-elle été à l'emploi du gouvernement de cette province?

2. Dans l'affirmative; *a.* depuis quand; *b.* par qui a-t-elle été recommandée?

3. Quels sont: *a.* son âge; *b.* ses qualifications; *c.* son lieu de résidence; *d.* ses fonctions; *e.* ses heures régulières de travail?

4. A-t-elle suivi ces heures, et sinon, quelles furent ses absences et pour quelles raisons dans chaque cas?

5. Combien d'heures de travail a-t-elle fournies au cours de chaque année depuis qu'elle est à l'emploi du gouvernement?

6. Quelle somme globale a-t-elle reçue, chaque année de calendrier, en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement pour les divers emplois qu'elle a occupés?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1.

Oui.

2. *a.* Depuis le 1^{er} août 1923; *b.* par son député et le sous-secrétaire provincial.

3. *a.* Le gouvernement l'ignore; *b.* sténodactylo; *c.* Québec; *d.* répondu par *b.*; *e.* les mêmes heures que les autres employés.

4. Oui, à l'exception de quelques absences pour cause de maladie.

5. Le nombre d'heures réglementaires.

6. Pour traitement, savoir: du 1^{er} août 1923 au 30 juin 1925, elle a reçu \$2.75 par jour à titre de sténodactylo surnuméraire, et à partir du 1^{er} juillet 1925, elle a été nommée permanente à titre de sténodactylo intermédiaire, avec un salaire annuel de \$1,000, jusqu'au 30 juin 1930, alors que son traitement a été porté à \$1,200 par année, traitement qu'elle reçoit actuellement.

Mademoiselle Vézina n'a reçu aucune somme pour frais de voyage, gratifications, rémunérations, etc.

La séance est levée à 1 h 10.

Deuxième séance du 28 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Loi de la radio

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill 63 concernant la radio.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que cette Chambre adopte maintenant les résolutions.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose en amendement, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre est d'avis qu'il ne convient pas qu'elle légifère sur la radio tant que les tribunaux, à qui a été déferée la question de juridiction en cette matière, n'auront pas finalement et définitivement décidé que la Législature soit compétente:

"Que cette Chambre déclare inopportune et intempestive la mesure proposée."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Duplessis, Fisher, Sauvé, Tremblay, 5.

Contre: MM. Bédard, Bergeron, Côté, Dugas, Francoeur, Gagnon (Kamouraska), Grant, Laferté, Mercier, Paquet, Piché, Plante, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Turcotte, 17.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Construction de ponts

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 232 relatif à la construction de certains ponts dans la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

Le débat se poursuit sur les résolutions³.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quels seront les taux?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il est impossible de le déterminer pour l'instant.

M. Tremblay (Maisonnette): Cela va dépendre de la couleur politique des gens qui vont les traverser.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les ponts à péage représentent un moyen de taxer indirectement la population de la province.

Les taux présentement extorqués sur les ponts à péage actuels sont tels que les intérêts, le fonds d'amortissement et l'entretien sont non seulement couverts, mais dépassent \$200,000 annuellement et sont versés dans les coffres de la province.

Les taux de péage sont tellement élevés que non seulement la province paie ses ponts, mais elle se fait des revenus.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): L'approbation du fédéral sera nécessaire pour permettre la construction de ponts sur les rivières navigables.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Au sujet du pont interprovincial sur la rivière Restigouche, il a été démontré que, dans ce cas, comme dans le cas des ponts sur les eaux navigables, le gouvernement fédéral doit donner son approbation avant que ces ponts ne puissent être construits.

À cet égard, l'attitude provocatrice du gouvernement envers le gouvernement fédéral, comme il a été récemment énoncé, ne va pas aider à obtenir le consentement nécessaire.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois.

Monument commémorant l'arrivée de Jacques Cartier

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 217 concernant la contribution du gouvernement à l'érection d'un monument commémoratif de l'arrivée de Jacques Cartier au Canada et de l'origine du christianisme sur ce continent.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de contribuer jusqu'à concurrence d'une somme de cent mille dollars à la construction, à Gaspé, d'un monument pour commémorer le quatrième centenaire de l'arrivée de Jacques Cartier au Canada et de l'origine du christianisme sur ce continent.

2. Que cette contribution de la province pourra être faite en un seul ou en plusieurs versements ou au moyen d'annuités suffisantes pour payer les intérêts et amortir le capital des obligations qui pourraient être émises par le propriétaire ou la personne chargée de l'érection de ce monument, mais que le montant de cette contribution ne devra pas excéder la somme de cent mille dollars.

3. Que le paiement de cette contribution sera fait par le trésorier de la province, à même le fonds consolidé du revenu, suivant les instructions du lieutenant-gouverneur en conseil.

Il y a quelques jours seulement, le gouvernement recevait une délégation importante de citoyens éminents et qui se composait de membres du comité du Souvenir canadien, de membres du clergé et des hommes importants comme l'honorable Rodolphe Lemieux et l'honorable M. Thomas Chapais. Ces citoyens ont ouvert une souscription pour l'érection d'une cathédrale du souvenir à Gaspé qui va commémorer l'arrivée de Jacques Cartier en terre canadienne.

Ils nous ont représenté ceci: "En 1934, on va célébrer le quatrième centenaire de l'arrivée de Jacques Cartier à Gaspé. Ce fut le commencement de la civilisation et l'aube de l'ère chrétienne sur notre continent. On a l'intention d'ériger un monument au coût approximatif de \$500,000."

Plusieurs citoyens ont déjà versé des sommes considérables et le gouvernement veut faire sa part. On nous a demandé si nous étions prêts à y contribuer pour une somme de \$100,000 au comité du Souvenir canadien.

Je suis d'avis que nous devons faire notre part pour commémorer dignement ce 400^e anniversaire. Je crois aussi que, par ce montant, nous donnons satisfaction aux promoteurs de ce beau mouvement patriotique.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La construction de monuments est une chose excellente. Dans la province de Québec, nous avons des raisons spéciales d'élever des monuments à la gloire des

pionniers qui ont été des héros et qui doivent être commémorés. Ces monuments-là vont de pair avec notre devise qui est: "*Je me souviens*" et nous devons certainement nous rappeler des grands hommes qui ont établi les principes de la civilisation et du christianisme. Je suis éminemment favorable à ce geste d'ériger une basilique commémorative à Gaspé. Mais il est un autre monument qui doit être érigé aussi dans cette province à la gloire de nos ancêtres, c'est celui d'une législation saine qui ne porte pas atteinte à la liberté et qui est basée sur nos meilleures traditions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je dois ajouter que la souscription pour cette fête a non seulement l'appui des Canadiens français, mais aussi de la République française et de l'Angleterre. Le gouvernement de la République française, en effet, fournira les verrières qui orneront la cathédrale. Quant au gouvernement anglais, il dépêchera une flotte lors de la célébration des fêtes commémoratives dans la baie de Gaspé.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je suis heureux que la première arrivée des Français soit commémorée. Depuis l'arrivée de Jacques Cartier, on peut trouver des hommes de descendance française de l'Atlantique jusqu'au Pacifique et du pôle Nord jusque dans le golfe du Mexique. Le gouvernement aurait dû venir plus tôt avec cette législation afin que, par un débat, la Législature rende à Jacques Cartier un hommage verbal digne de ce découvreur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La demande ne nous a été faite qu'au début de la semaine.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis heureux de constater que le peuple français et le peuple anglais vont participer aux fêtes du quatrième centenaire. Les Anglais et les Français nous donnent un exemple de la conciliation qui doit exister chez nous. Nous devrions user de la même conciliation dans notre province et ne pas passer de législation qui a plutôt un caractère de provocation.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 217 concernant la contribution du gouvernement à l'érection d'un monument commémoratif de l'arrivée de Jacques Cartier au Canada et de l'origine du christianisme sur ce continent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Violation de la loi du dimanche

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), que cette Chambre exprime l'avis que la violation répétée ou générale de la loi du dimanche, outre qu'elle contribue, dans l'industrie, à amener la surproduction, est propre, toujours, à diminuer le respect des autorités et des lois, tant civiles que religieuses, et à favoriser la propagande des idées bolchéviques; que cette Chambre remercie le gouvernement de s'être rendu à la demande qui lui avait été faite de veiller à l'observance de ladite loi, et d'avoir nommé deux inspecteurs pour cette fin; que, de plus, elle estime que le gouvernement devrait nommer autant d'inspecteurs qualifiés et raisonnablement rémunérés qu'il en est besoin pour faire respecter cette loi fondamentale, et qu'elle invite respectueusement le gouvernement à poursuivre les transgresseurs avec plus de rigueur que jamais.

Cette motion est assez claire pour qu'il ne soit pas besoin de l'expliquer longuement. La loi du dimanche est une loi fondamentale. C'est celle qui maintiendra chez nous l'esprit religieux et l'esprit chrétien. Le premier ministre a dit lui-même que le respect du dimanche constituait la pierre angulaire de notre prospérité nationale. J'ai parlé à chaque session de la nécessité qu'il y avait de faire respecter le jour dominical. Je tiens cette question en dehors de la politique. La loi du dimanche a une portée publique et le procureur général est chargé de voir dans cette province au respect de l'ordre public.

Il y a eu amélioration sur certains points, mais la loi est encore violée dans notre province. Le nombre de violations de la loi du dimanche est

beaucoup plus important que l'on nous a laissé entendre. Je dis que, dans la plupart des cas, les conseils municipaux sont incapables d'intervenir parce que les membres sont des employés des compagnies. C'est le gouvernement, avec la coopération des autres corps, qui doit voir au respect du dimanche. Nous avons prôné dans le passé la nomination d'inspecteurs. Le gouvernement en a nommé deux. C'est un beau geste.

Malheureusement, jusqu'à ces derniers temps, ces inspecteurs n'avaient pas de salaire fixe et n'étaient pas revêtus d'une assez grande autorité. J'ai écrit au premier ministre. Il m'a répondu et m'a avoué que les inspecteurs avaient déjà accompli un travail merveilleux. C'est donc que nos réclamations étaient justes. Deux inspecteurs, ce n'est pas suffisant. C'est surtout dans les centres industriels que la loi est violée. Si on pouvait arrêter la violation du repos dominical dans les industries, ce serait un grand pas.

Au besoin, le gouvernement pourrait nommer même 15 ou 20 inspecteurs qui verraient à faire respecter le jour du Seigneur et leur donner certaines attributions nécessaires. De tels inspecteurs devraient être bien payés et ils ne devraient pas être soumis à la tentation en raison de salaires trop faibles. Ces mêmes inspecteurs pourraient aussi inspecter les industries, étant donné que l'inspection des industries et le respect de la loi du dimanche sont liés.

Le respect de la loi du dimanche n'est pas seulement important sur le plan moral, mais il est essentiel même au point de vue matériel. Nous en avons eu la preuve dans la crise du papier, due en partie à la surproduction causée par le travail du dimanche dans les moulins.

Il n'y a rien de plus important au sujet du respect de l'autorité et des lois que le respect de la loi du dimanche. Il est essentiel, d'un point de vue social et économique que le dimanche soit considéré comme un jour de repos, et ce, pour faire face par exemple aux menées bolchéviques. Je ne doute pas que les députés de la Chambre veulent effacer la propagande immorale et qu'ils sont prêts à faire des sacrifices à cet égard. J'ajoute, M. l'Orateur, que le respect dominical est le fondement d'une saine prospérité.

(Applaudissements)

M. Dugas (Joliette): Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) présente sa motion, cette année, d'un point de vue tout à fait différent de celui des années précédentes. Tous les membres de cette Chambre reconnaissent la nécessité du respect du dimanche et admettent que c'est un moyen de

maintenir l'esprit religieux et chrétien dans cette province. De plus, il est essentiel à cet effet, de combattre les propagandes antireligieuses et bolchéviques. Je suis heureux que mon honorable ami félicite le gouvernement pour avoir nommé des inspecteurs afin que la loi soit respectée. C'est d'autant plus agréable que mon honorable ami n'en a pas l'habitude, même lorsqu'il sait dans son for intérieur que le gouvernement a raison.

(Rires)

Cette loi du dimanche est bien difficile d'application ici, parce qu'elle dépend du gouvernement fédéral. Le gouvernement a fait tout en son pouvoir pour obtenir le respect du dimanche et devrait être félicité pour cette réalisation. Il continuera à sévir contre ceux qui violent cette loi. Je félicite en terminant le premier ministre de la conduite qu'il a tenue en matière d'observance du dimanche.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il y a un terrain sur lequel je suis d'accord avec le député de Trois-Rivières, c'est le terrain religieux et le respect du dimanche, et je suis disposé à le suivre. Quand il déclare que le respect du dimanche est la pierre angulaire du christianisme, il a certainement raison. Je suis heureux de voir que mon honorable ami qui a été très critique, même violent, par moments, désire être aussi parfait chrétien en cette occasion.

(Applaudissements)

M. l'Orateur, le jour où le respect du dimanche disparaîtra de notre province et dans les autres pays chrétiens, ce sera un grand malheur. Il nous restera bien peu de chose. Je suis heureux de voir que, cette année, la motion du député de Trois-Rivières est différente de celle des autres années. Elle ne comporte plus de reproches, mais des compliments.

En autant que la loi du dimanche est concernée, elle n'a qu'un défaut: elle est une loi fédérale. Les extrémistes des deux camps ont finalement obtenu une loi de compromis qui ne convenait à personne. Lorsqu'elle a été soumise, les extrémistes voulaient forcer Québec à isoler ses gens le dimanche et à en faire un jour d'ennui. Les extrémistes des autres provinces nous auraient empêchés d'avoir de la musique le dimanche ou même de jouer aux cartes, ou au golf et au tennis le dimanche. Ils insistent pour que nous restions à la maison, tandis que nous, nous avons cru qu'il était possible de faire un pas de plus. Dans notre province, on était habitué à un peu plus de liberté. On croyait

avoir le droit de jouer une partie de cartes, une partie de tennis et respecter quand même le repos dominical, mais pas de transformer ce jour-là en une pénitence.

Toutefois, la loi d'Ottawa existe et elle est extrêmement difficile d'application. On défend le travail ordinaire, mais on permet les travaux urgents et nécessaires. Que signifie le travail urgent et nécessaire? Tout le monde est en désaccord sur ce point, même les tribunaux. Sur cet aspect, le point de vue de chacun est différent. La loi devient difficile à appliquer lorsque le patron ou le contremaître vient déclarer en cour que le travail qu'il a fait faire le dimanche était urgent, l'ouvrier craint souvent de le contredire, et pour cause. Je demande que la question soit retirée du domaine politique.

Je suis très heureux cependant de rendre témoignage à la Ligue du dimanche qui a montré beaucoup de vigueur. Elle nous a aidés considérablement dans notre travail. À sa demande, nous avons nommé deux inspecteurs chargés de veiller à ce que le jour du Seigneur soit observé. Le gouvernement a laissé la Ligue nommer les deux inspecteurs dans les districts où la loi était le plus fréquemment violée, M. Reynard à Hull et M. Larue à Trois-Rivières. Ils ont fait leur devoir. Dans certains cas, les deux inspecteurs en question ont indiqué, après enquête, qu'il n'y avait pas lieu de déposer de plainte. M. Larue a déclaré que la violation du dimanche était nulle.

Mon collègue a parlé de leur traitement. Nous avons tardé à rémunérer ces inspecteurs? Oui et non. Nous ne pouvions fixer leur salaire avant de savoir quelle serait l'étendue de la tâche à accomplir. Nous leur donnons maintenant \$1,000 par année et nous leur avons offert de payer toutes leurs dépenses, y compris le droit d'occuper une autre position, et cela, depuis leur nomination. Ils ont accepté ces conditions. Ils ont été payés depuis leur nomination. Leur besogne ne prend qu'une partie de leur temps. Ces deux inspecteurs sont bien traités par le gouvernement.

S'il faut plus d'inspecteurs, nous les nommerons. Mais on comprendra qu'il est absolument impossible de nommer des inspecteurs dans chaque municipalité et pour chaque industrie. Dans tous les cas qui nous ont été soumis par ces inspecteurs, nous avons pris des procédures. Mais il y a des cas où il est difficile d'obtenir un jugement parce qu'il n'y a personne pour témoigner contre les entreprises.

On a parlé des municipalités. Je considère que les conseils municipaux ont assez d'esprit

chrétien pour nous aider. Le gouvernement compte sur la coopération des municipalités. Je dois dire que tout le problème, c'est que les municipalités et bien peu de conseils ont coopéré avec nous. Sûrement, les corporations municipales devraient agir en bons chrétiens et aider le gouvernement en l'avisant lors d'infraction à la loi. La ville de Trois-Rivières a passé une résolution demandant à son chef de police de faire respecter la loi et de dénoncer ceux qui font travailler le dimanche, et la ville de Québec a fait la même chose; cependant, aucun résultat n'a été obtenu dans l'un ou l'autre cas. Aucune plainte n'est venue d'elles.

La seule municipalité qui a aidé à cet égard, c'est la ville de Montréal qui a pris la chose vigoureusement en mains. Elle a collaboré avec le gouvernement. Ce fut Montréal qui a donné au procureur général la coopération la plus efficace. Il nous est venu 200 plaintes de la métropole pour des bris à la loi du dimanche et 200 actions ont été prises en un an avec le consentement du procureur général, dans chaque cas, évidemment. Je me demande: si Montréal a pu faire cette chose, pourquoi les autres villes n'auraient-elles pas suivi son exemple?

À Trois-Rivières, chaque fois que M. Larue nous a signalé des infractions, des procédures ont été prises. Nous avons donné instruction à l'effet qu'une enquête soit faite à chaque fois, et nos représentants légaux recevaient des directives pour entreprendre des actions. Nous avons fait enquête et, dans certains cas, il a été admis que l'on faisait un travail urgent. Pour les autres infractions, il a reçu ordre de voir notre avocat, M. Bigué.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Bigué est avocat de compagnies en même temps que du gouvernement. Il ne peut être en même temps l'avocat des compagnies et les poursuivre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Voulez-vous nous charger de la prochaine cause? Mon confrère sait que, tout comme lui, il respecte sa toge. M. Bigué a toujours fait son devoir quand même. Je n'ai qu'à me louer des services de M. Bigué. Que mon collègue me signale un cas où M. Bigué n'a pas rempli son devoir dans ces causes et je serai prêt à demander les services d'un autre avocat.

Je le répète, le gouvernement tient au respect du dimanche aussi bien que n'importe qui. Nous avons fait notre possible et nous avons reçu des témoignages que nos collègues auraient été heureux de recevoir. Nous recevons l'appui des bonnes

associations, mais sortons cette question de la politique et admettons que le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour faire appliquer la loi. Mais le problème est excessivement difficile.

On m'a signalé récemment un cas où un contrat aurait été exécuté un dimanche parce que ce travail aurait été confié sans cela à une compagnie de l'Ontario. J'ai écrit au curé de l'endroit et j'attends sa réponse. Nous mettons toute la bonne volonté possible au service de cette cause. Nous ferons encore tout notre possible.

Nous demandons seulement à nos adversaires de ne pas nous jeter la pierre, mais de nous signaler les abus et de coopérer avec le département du procureur général pour faire observer la loi. Mais, encore une fois, sortons cette question de la politique.

(Applaudissements)

M. Blain (Montréal-Dorion): On a travaillé à Lucerne-in-Québec. Y a-t-il eu des plaintes au sujet du travail du dimanche à Montebello?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis heureux que vous me posiez cette question. J'ai reçu des plaintes à ce sujet. On a travaillé le dimanche à Lucerne-in-Québec. Je suis intervenu. J'ai envoyé des inspecteurs sur les lieux. Le travail a cessé et j'ai reçu du curé de l'endroit un excellent témoignage que le député de Montréal-Dorion aurait été heureux de recevoir lui-même! J'en souhaiterais un pareil à mon honorable ami.

M. Tremblay (Maisonneuve) dit quelques mots.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a peut-être voulu insinuer que j'ai fait de la politique avec cette question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas vous, mais on en a fait au cours des dernières élections.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a gagné des causes plus difficiles que celle-là.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Voulez-vous vous charger de la prochaine plainte que je recevrai?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si vous me donnez tous les pouvoirs du procureur général.

J'exprime le vœu que le gouvernement nomme un plus grand nombre d'inspecteurs pour la loi du dimanche, et qu'il sache les rémunérer suffisamment.

La motion est adoptée.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Afin de permettre à tous les députés de passer le dimanche des Rameaux chez eux, je propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre s'ajourne maintenant jusqu'à lundi à onze heures.

(Applaudissements)

La motion est adoptée.

La séance est levée à 4 h 30.

NOTES

1. Les sources ne précisent aucunement quel député a présidé le comité.
2. Chiffre du *Soleil* du 30 mars 1931, à la page 1: 7,290 pieds.
3. Pour prendre connaissance de l'ensemble des résolutions, il s'agit de référer à la première séance de ce jour.

Première séance du lundi 30 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Utilisation des
produits forestiers

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 216 pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers.

Une délégation est venue me rencontrer la semaine dernière, dit-il, et m'a demandé de mettre à l'étude la question de la disposition des produits forestiers dans la province. C'est à la suite de cette délégation que le projet de loi a été rédigé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Tableaux destinés
au Musée d'histoire naturelle

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Combien de tableaux destinés au Musée d'histoire naturelle ont-ils été achetés depuis cinq ans?

2. Quels sont ces tableaux?

3. Quels en sont les peintres?

4. De qui ont-ils été achetés et quel prix a-t-il été payé dans chaque cas?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Environ 150.

2. 3. et 4. L'archiviste de la province est à préparer un catalogue.

Montants versés à Charles Lanctôt

M. Duplessis (Trois-Rivières): Outre les \$78,000 qui, d'après les *Comptes publics*, paraissent avoir été payés par le Trésor et directement à M. Charles Lanctôt, actuellement assistant-procureur général, pour son traitement régulier d'assistant-procureur général, du 1^{er} juillet 1917 au 1^{er} juillet

1930; outre les \$36,135.23 qui, d'après les *Comptes publics*, paraissent avoir été payés ou avancés par le Trésor et directement audit M. Charles Lanctôt, pour dépenses de voyage, du 1^{er} juillet 1917 au 1^{er} juillet 1930, pour honoraires, mémoires de frais, services comme conseil, services comme commissaire de la refonte des Statuts et autres travaux extra, quelle somme totale ledit M. Charles Lanctôt a-t-il, du 1^{er} juillet 1917 au 1^{er} juillet 1930, touchée de la province pendant chaque exercice financier: *a.* pour dépenses de voyage; *b.* pour honoraires, mémoires de frais, services comme conseil ou autres travaux extra, à même les sommes mentionnées dans les *Comptes publics* sous des titres généraux, sans indication des personnes à qui elles ont été versées, telles que: dépenses pour fins de police, déboursés de cour, dépenses de la Commission de refonte des Statuts, avances à la Commission de refonte des Statuts, mandats comptables de \$70,337.18 (*Comptes publics* de 1917, page 225), mandats comptables de \$104,900.95 (*Comptes publics* de 1918, page 162), mandats comptables de \$50,506.81 (*Comptes publics* de 1919, page 135), mandats comptables de \$31,815.80 (*Comptes publics* de 1921, page 138), avance de \$54,444.04 (*Comptes publics* de 1926, page 157), avance de \$2,550, *re:* frontières du Labrador, écoles juives et autres affaires (*Comptes publics* de 1927, page 159), sommes de \$131.34 et de \$551.80 payées pour dépenses des représentants de la province et du gouvernement fédéral aux deux conférences tenues à Montréal, relativement aux frontières du Labrador (*Comptes publics* de 1927, page 160), sommes de \$383.79, de \$1,000, de \$400 et de \$777.21 payées au département du procureur général pour "dépenses" *re:* "diverses causes" "avances" et "dépenses de voyage" (*Comptes publics* de 1928, page 140 et de 1929, page 145), sommes diverses inscrites en bloc aux *Comptes publics* comme ayant été payées ou avancées aux chefs de la police provinciale de Québec et de Montréal, pour dépenses de voyage, d'investigations, etc.?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Sans reconnaître l'exactitude des trois sommes globales indiquées au commencement de la question, M. Charles Lanctôt n'a rien touché personnellement à même les montants mentionnés dans les *Comptes publics* sous des titres généraux, sans indication de personnes, pour fins de police, de déboursés de cour, de dépenses ou d'avances à la Commission des

Statuts, sauf son traitement en qualité de commissaire. Les renseignements demandés, quant aux quatre premiers mandats comptables, se trouvent dans les comptes rendus couvrant ces quatre mandats, qui ont été déposés sur la table de la Chambre, ainsi qu'il appert des *Journaux de l'Assemblée législative* pour 1923-1924, page 36, et de ces journaux pour 1922 (13 George V), page 35. En ce qui regarde le mandat de \$54,444.04, il n'a rien touché. L'emploi des sommes de \$2,550, de \$141.34 et de \$551.80 a été indiqué aux deux réponses à des questions, qui apparaissent aux *Journaux de l'Assemblée législative* aux pages 339-340, du 20 mars 1931, et page 410, du 27 mars 1931. Il lui a été payé les deux sommes de \$1,000 et de \$400 pour avances d'honoraires in re: "Royal Bank" vs Larue et le procureur général du Canada et le procureur général de Québec. Il n'a rien touché, ni personnellement, ni autrement, à même les sommes diverses inscrites en bloc ou d'aucune autre manière dans les *Comptes publics* comme ayant été payées ou avancées au chef de la police provinciale de Québec ou de Montréal, pour dépenses de voyage, investigations, ou pour une autre raison quelconque.

Edgar Vézina

M. Guertin (Hull): 1. Edgar Vézina est-il à l'emploi du gouvernement de cette province?

2. Dans l'affirmative: *a.* depuis quand; *b.* quelles ont été ses fonctions; *c.* quel est son lieu de résidence?

3. Quelle somme globale le dénommé Edgar Vézina a-t-il reçue du gouvernement, à chaque année de calendrier, en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement pour les divers emplois qu'il a occupés?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 2. et 3. Le gouvernement de cette province ne connaît pas "le dénommé Edgar Vézina", mais connaît M. Edgar Vézina, qui est actuellement à l'emploi du gouvernement de cette province depuis le 1^{er} novembre 1906, et son lieu de résidence a toujours été en la cité de Québec. Quant à ses fonctions, M. Edgar Vézina a été nommé vérificateur au bureau de l'auditeur de la province sur recommandation de feu l'honorable Amédée Robitaille, ex-secrétaire de la province, et approbation de l'honorable Auguste Tessier, alors trésorier de la province, le 1^{er} novembre 1906, avec un traitement annuel de \$700 en vertu de l'arrêté ministériel no 66, du 20 octobre 1906, à prendre effet le 1^{er} novembre 1906. Le 1^{er} décembre 1918, M. Edgar Vézina a été promu assistant-auditeur de la province, sur recommandation de l'honorable

Walter Mitchell, qui était trésorier dans le temps, avec un traitement annuel de \$1,800, à partir du 1^{er} décembre de la même année, en vertu de l'arrêté ministériel no 1660, du 4 décembre 1918. Le 1^{er} juillet 1922, M. Edgar Vézina a été nommé inspecteur en chef du service d'inspection, de vérification et de comptabilité, relevant du département de l'Exécutif, service qui a été créé par l'honorable premier ministre, avec un traitement annuel de \$1,100, à partir du 1^{er} juillet 1922, en vertu de l'arrêté ministériel no 1222, du 20 juin 1922, tout en conservant ses fonctions d'assistant-auditeur de la province, pour lesquelles il recevait, à cette date, un salaire annuel de \$2,400. Le 1^{er} septembre 1929, M. Edgar Vézina fut promu auditeur de la province, sur recommandation de l'honorable Jacob Nicol, ex-trésorier de la province, avec un salaire annuel de \$6,000, en vertu de l'arrêté ministériel no 1077, du 22 août 1929. L'article 11, du chapitre 21, S.R., 1925, se lit comme suit: "L'année financière de la province comprend la période de temps écoulé depuis le 30^e jour de juin d'une année jusqu'au 30^e jour de l'année suivante, ce dernier jour compris. En conséquence, les officiers ou fonctionnaires publics sont payés conformément à l'article 11, du chapitre 21, S.R., 1925, c'est-à-dire pour l'année fiscale de la province de Québec, et non pour l'année de calendrier. Depuis le 1^{er} novembre 1906 au 30 juin 1930, les sommes perçues par M. Edgar Vézina, auditeur de la province, soit pour salaire, dépenses de voyage et gratifications, sont inscrites en regard de son nom aux *Comptes publics* de chaque année fiscale depuis sa nomination, pour les fonctions qu'il occupe. De plus, il doit être pris en considération par les honorables membres de l'Assemblée législative qu'en vertu de l'article 16, paragraphe 1, du chapitre 21, S.R., 1925, l'auditeur de la province apure les recettes et les dépenses se rattachant aux *Comptes publics* de cette province au nom des honorables membres de cette Chambre.

Gérard Vézina

M. Guertin (Hull): 1. Gérard Vézina est-il ou a-t-il été à l'emploi du gouvernement de cette province?

2. Dans l'affirmative: *a.* depuis quand; *b.* par qui a-t-il été recommandé pour obtenir cet emploi?

3. Quels sont: *a.* son âge; *b.* ses qualifications; *c.* son lieu de résidence; *d.* ses fonctions; *e.* ses heures régulières de travail?

4. A-t-il suivi ces heures, et sinon, quelles furent ses absences et pour quelles raisons dans chaque cas?

5. Combien d'heures de travail a-t-il fournies au cours de chaque année depuis qu'il est à l'emploi du gouvernement de cette province?

6. Quelle somme globale a-t-il reçue, chaque année de calendrier, en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement pour les divers emplois qu'il a occupés?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Oui.

2. *a.* Depuis le 1^{er} juin 1925; *b.* par son député, et le sous-secrétaire de la province.

3. *a.* Le gouvernement l'ignore; *b.* suffisantes pour l'emploi qu'il occupe; *c.* Québec; *d.* commis; *e.* comme tout autre employé occupant les mêmes fonctions.

4. Oui.

5. Impossible de déterminer.

6. Pour traitement, savoir: année 1925, \$500; année 1926, \$1,000; année 1927, \$1,000; année 1928, \$1,100; année 1929, \$1,200; année 1930, \$1,200. M. Vézina n'a rien reçu comme frais de voyage, ni gratification, ni rémunération.

Construction de ponts

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill 232 relatif à la construction de certains ponts dans la province, lues deux fois samedi le 28 mars courant.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que la Chambre adopte maintenant les résolutions.

M. Tremblay (Maisonneuve) propose en amendement que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas pourvu à la construction d'un pont au bout du boulevard Pie-IX, sur la rivière des Prairies, et elle se déclare favorable à la construction immédiate dudit pont."

Il parle en faveur de la construction du pont au pied du boulevard Pie-IX, à Montréal. Il voudrait que ce fût un pont de péage. La construction du pont Pie-IX est la plus urgente. Les associations de toutes sortes ont demandé ce nouveau moyen de communication à la partie nord de l'île; de plus, cela donnerait un bon élan à la circulation touristique.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) admet la nécessité de construire le pont en question. Les raisons apportées par le député de Maisonneuve sont indiscutables. La délégation qui nous a rencontrés le 8 janvier nous les a toutes expliquées, mais il devait y avoir des démarches auprès des municipalités de Montréal, de Montréal-Nord et de Saint-Vincent-de-Paul. Saint-Vincent-de-Paul et Montréal-Nord devraient faire savoir si elles seraient prêtes à contribuer au coût des travaux et elles devraient s'aboucher avec Montréal pour savoir si la métropole contribuerait.

Des pourparlers ont été entamés, mais aucune réponse définitive n'a été donnée. Nous n'avons eu aucune communication. Dans les circonstances, le gouvernement ne pouvait agir. Le gouvernement est très ouvert au projet. La province est prête à faire sa large part, sa très large part pour l'exécution de ce projet, mais elle veut savoir ce que les municipalités entendent faire.

Il faudra attendre jusqu'à ce que les plans soient détaillés. C'est pour cela que le pont du boulevard Pie-IX n'est pas inclus dans le bill des grands ponts et nous ne croyons pas pouvoir le faire pour les raisons données. L'amendement doit être rejeté. Toutefois, le pont devra se faire, mais il est impossible d'agir jusqu'au moment où tout le monde se sera entendu.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je suis heureux d'appuyer cet amendement de mon collègue de Maisonneuve. La construction du pont du boulevard Pie-IX est de nécessité urgente.

Il passe en revue les développements qui ont eu lieu dans l'est de l'île de Montréal au cours des 25 dernières années. À une époque, dit-il, les industries étaient à tel point attirées dans Maisonneuve que c'était le secteur le plus industrialisé de l'île. Montréal est le noyau de la province. Aujourd'hui, une population de 1,000,000 d'habitants, sans compter les touristes et les agriculteurs de sept paroisses, attendent la construction d'un pont à cet endroit. Le pont du boulevard Pie-IX a été conçu pour donner une sortie à des centaines de milliers de personnes qui circulent dans cette partie de l'île. Il desservirait l'industrie, le commerce et la population ouvrière de Maisonneuve. Il serait utilisé également par nombre de cultivateurs.

Le gouvernement ne donne pas à Montréal sa juste part. Montréal paie sa part de taxes et elle le fait volontiers dans l'intérêt général de la province, mais le gouvernement n'a pas le droit de traiter Montréal différemment du reste de la province dans la

distribution des deniers publics. Le pont que nous demandons est encore plus urgent que celui que l'on va ériger pour relier l'île d'Orléans à la terre ferme. Le gouvernement va construire au coût minimum de \$2,500,000 le pont de l'île d'Orléans qui va desservir tout au plus 6,000 habitants, mais il refuse de contribuer un seul sou pour un pont qui desservirait une ville d'un million d'habitants.

Montréal avait pourtant largement fait sa part lorsqu'elle a construit à ses frais les ponts de Cartierville et d'Ahuntsic. Montréal a assumé le coût total de la construction des ponts Viau et Lachapelle. Et maintenant que la province assume les coûts de construction des sept ponts du projet de loi, le gouvernement ne devrait pas tourner le dos au projet demandé par le député de Maisonneuve. Nous n'avons qu'une promesse pour le pont que nous réclamons. C'est une occasion offerte au gouvernement de se racheter vis-à-vis de la population de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable député de Montréal-Dorion est bien injuste envers le gouvernement. C'est la continuation de la légende que le gouvernement est hostile à Montréal. La ville de Montréal n'a pas de raison de se plaindre du traitement qu'elle a reçu du gouvernement provincial.

Le gouvernement fait sa large part pour Montréal, notamment en ce qui regarde le pont de Longueuil, ainsi que le pont Lachapelle et autres. Nous avons payé \$80,000 pour la libération des ponts Viau et Lachapelle. Québec a respecté tous ses engagements.

Montréal s'était engagée à reconstruire les ponts de Cartierville et d'Ahuntsic. Le gouvernement paie le tiers du pont qui relie Montréal à Longueuil. Montréal n'a rien payé pour les ponts de l'île Perrot. Nous l'avons construit entièrement aux frais de la province.

Le gouvernement fait aussi sa large part en ce qui concerne la voirie. Les quatre cinquièmes des sommes dépensées à cette fin l'ont été pour Montréal. Les chemins construits dans les campagnes sont utiles à Montréal, car ils y conduisent. La métropole a sa part. Il est vrai que Montréal est la métropole du Canada, mais ce que Montréal fait pour Québec, Québec le lui rend bien.

Quant au pont de Maisonneuve, au boulevard Pie-IX, le gouvernement est favorable au projet, mais il veut savoir où il va. Le gouvernement tient ses promesses. Cependant, il ne faut pas y aller à la légère, parce qu'il n'a pas encore l'argent et les données nécessaires pour exécuter ce projet, du

moins pour cette année. Les plans du promoteur ne sont pas prêts. Le gouvernement doit attendre pour connaître le sentiment des municipalités à ce sujet.

Cette construction va probablement coûter \$1,000,000 sans les approches et va nécessiter des travaux considérables d'approches. Nous sommes prêts à aider Montréal. Le gouvernement ne peut amender les résolutions devant la Chambre; il a besoin des \$8,000,000 demandés et il ne peut ajouter autre chose pour le moment. Mais il est favorable au projet et le pont se fera, on peut y compter.

M. Duplessis (Trois-Rivières) parle des ponts

Viau et Lachapelle et relève une déclaration du premier ministre. Le pont réclamé est nécessaire. Le secteur à être desservi par ce pont est densément peuplé, et la structure va non seulement profiter au tourisme, mais aussi au district rural du nord de Montréal. Il fait une mise au point au sujet des ponts de Cartierville et d'Ahuntsic. La déclaration du premier ministre est contraire au Statut et à l'entente stipulée par la loi. Le Statut en question décrète que les péages sont abolis à condition que Montréal entretienne les ponts. Il n'est nullement question de la reconstruction.

Je ne suis pas prêt à dire que les quatre cinquièmes des sommes dépensées à la voirie l'ont été pour Montréal. La métropole du Canada est un des grands actifs de la province. Elle est désireuse de contribuer aux revenus et de payer la plus large part, puisque c'est là surtout que circule l'argent. Et c'est ce que le chef de l'opposition a déclaré maintes fois. Mais, si Montréal a des obligations, elle a aussi des droits. Et les ministres et leurs journaux ont fait et font une mauvaise œuvre sociale lorsqu'ils soulèvent la campagne contre la ville, comme la chose s'est faite dans l'élection de Montcalm et dans de nombreux articles de journaux libéraux.

Je proteste contre cette campagne du gouvernement et de ses amis, dans le but de soulever la campagne contre la ville. Le gouvernement montre de l'animosité envers Montréal. Le devoir du gouvernement, c'est de prêcher la coopération entre les villes et la campagne, et cette coopération ne sera véritable et efficace que si elle est basée sur la justice. Je tiens à donner ce conseil au gouvernement avant la campagne électorale qui s'annonce.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Duplessis, Fisher, Sauvé, Tremblay, 5.

Contre: MM. Baillargeon, Bergeron, Cantin, Casgrain, David, Delisle, Dugas, Francoeur, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Godbout, Laferté, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Paquet, Piché, Power, Samson, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Vautrin, 21.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Et le débat se continue.

M. l'Orateur: La question est sur la motion principale.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'opposition réclame une chose juste. À tout événement, je ne veux pas appuyer davantage. Mais les ponts qu'on va construire sont des ponts de péage. Il proteste contre les ponts de péage. Le gouvernement est revenu sur ses promesses, renouvelées à plusieurs occasions au cours des 10 dernières années, en ce qui concerne l'élimination des ponts à péage.

Il propose en amendement, appuyé par représentant de Huntingdon (M. Fisher), que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en se déclarant favorable à la construction des ponts qui s'imposent depuis plusieurs années en cette province, et vu les déclarations du ministre des Travaux publics et du Travail, qu'il ne sait pas les taux de péage qui seront établis sur les ponts protégés et que ces taux seront basés sur les dépenses occasionnées par la construction des ponts projetés;

"Regrette que le gouvernement, au lieu de donner suite à ses nombreuses promesses d'abolir les taux de péage sur les ponts en cette province, multiplie ces ponts de péage et ait toujours établi des taux de péage excessifs et exorbitants; et

"Condamne l'imprécision de la mesure proposée dont les clauses autorisent le gouvernement à ne construire qu'un seul pont au coût de huit millions de dollars."

M. Fisher (Huntingdon): Je m'oppose, dit-il, à l'idée des ponts à péage dans cette province, particulièrement les ponts à péage qui traversent le Saint-Laurent à Caughnawaga, l'un des ponts mentionnés dans la loi. On a promis depuis longtemps un pont sans péage aux gens des comtés concernés. Cependant, le gouvernement et même la législation des dernières années ont promis que ce serait le cas.

Je regrette, dit-il, que le pont de Caughnawaga, qui est nécessaire, n'ait pas été bâti plus tôt avec l'aide du fédéral. Ceci aurait été possible si le gouvernement provincial avait été à ses affaires. Le gouvernement a dit en Chambre et à l'extérieur de la Chambre, qu'à l'avenir les ponts bâtis par le gouvernement ne seraient pas à péage et, cependant, le projet actuel contient une clause à l'effet que le péage sera perçu pour supporter les coûts du fonds d'amortissement et les intérêts sur la construction.

Le pont de Caughnawaga relie des parties importantes de la province à l'île de Montréal, les meilleurs comtés ruraux du point de vue agricole, et ces régions de la province étaient appelées à croître en raison du développement électrique de Beauharnois avec ses 2,000,000 de chevaux-vapeur. Ceci signifie qu'elles deviendront des communautés florissantes qui auront besoin du pont. Le gouvernement a proposé de taxer ces communautés lorsqu'elles sont apparues. Dans 10 ans, la région qui sera touchée par le pont sera densément peuplée et, cependant, le gouvernement a proposé d'aller de l'avant avec cette vieille idée de péage. Si le gouvernement était en vie, il s'apercevrait de la situation et le pont serait sans péage.

M. Duplessis (Trois-Rivières) regrette que le gouvernement ait créé un esprit d'hostilité et de subversion envers les meilleurs intérêts de la province, en raison de ses politiques et par son manque de considération des besoins de Montréal, la plus grande ville de la province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) nie que ce soit le cas et dit que la plus récente politique du gouvernement est généreuse, en ce qui a trait à la construction de ponts dans la métropole.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Duplessis, Fisher, Sauvé, Tremblay, 5.

Contre: MM. Baillargeon, Bédard, Cantin, Casgrain, David, Delisle, Francoeur, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Godbout, Laferté, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Paquet, Piché, Power, Samson, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Vautrin, 20.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons proposé deux amendements. On les a rejetés. Il y a

dans le projet des principes auxquels nous sommes favorables, d'autres auxquels nous avons apporté des objections. Pour qu'on ne tente pas de dire que nous nous sommes opposés au projet lui-même, nous sommes disposés à ne pas demander de vote. L'opposition adopte à l'unanimité les résolutions.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre adopte les résolutions.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 232 relatif à la construction de certains ponts dans la province.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 232 relatif à la construction de certains ponts dans la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est semblable aux résolutions, excepté en ce qui se rapporte aux corporations et qui permet aux municipalités de contribuer à la construction des ponts si elles le désirent.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Loi de la radio

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 concernant la radio soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi est inopportune. Elle porte atteinte aux pouvoirs du Conseil de l'instruction publique, à l'effet que la radio est un moyen d'éducation. En réalité, c'est à cause de ce point de vue que le gouvernement provincial affirme avoir le contrôle. S'il s'agit alors de l'éducation, où est le bon contrôle? Nous avons posé des principes sur les résolutions, principes qui s'adopteraient (sic) au bill, mais nous ne voulons pas prolonger la discussion. Nous tenons cependant à protester de nouveau.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹:

M. Duplessis (Trois-Rivières) et l'honorable M. Taschereau (Montmorency) échangent quelques paroles.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au premier ministre s'il ne peut produire à la Chambre l'opinion donnée par Me Aimé Geoffrion au sujet du contrôle de la radio par Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit qu'il le fera avec plaisir et offre de déposer les opinions de MM. Rowell et Cannon.

Les articles 1 à 12 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Blain (Montréal-Dorion): Nous avons prétendu que la législation pouvait être différée à un an et qu'elle était une mesure extravagante.

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, gardienne jalouse des pouvoirs législatifs que lui confère la Constitution, refuse de les abdiquer en faveur de l'Exécutif en attribuant au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de décider si la loi que le gouvernement propose concernant la radio entrera ou n'entrera pas en vigueur."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Duplessis, Fisher, Sauvé, Tremblay, 5.

Contre: MM. Baillargeon, Bédard, Cantin, Casgrain, David, Delisle, Francoeur, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Godbout, Laferté, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Paquet, Piché, Power, Samson, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Vautrin, 20.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale, étant mise aux voix, est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

Barrage du lac Témiscouata

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Le gouvernement a-t-il reçu des récriminations relativement au barrage du lac Témiscouata, comté de Témiscouata?

2. Dans l'affirmative, quelle est la nature de ces récriminations?

3. Par qui ont-elles été faites?

4. Quel est le nom de la compagnie qui a construit ce barrage?

5. Quels sont les noms et adresse des directeurs de cette compagnie?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Oui.

2. On a prétendu que le maintien du niveau du lac pour fins d'emmagasinement des eaux à un niveau d'environ deux pieds inférieur à celui que le lac atteignait naturellement au printemps, avant la construction du barrage, affectait les droits de certains riverains.

3. Par certains résidents établis sur le pourtour du lac, et notamment MM. Bérubé & Fils, M. le docteur L.-F. Dubé, et le révérend M. Cyr, curé.

4. St. John River Storage Company.

5. Président: Gordon G. Gale, Ottawa. Directeurs: Brig. gén. J. B. White, Montréal, J. L. Rollins, New York, I. L. Moore, New York, C. F. Colson, New York, J. R. Binks, Ottawa, M. C. Head, New York.

Alfred Cherrier, médecin vétérinaire de Terrebonne

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Alfred Cherrier, médecin vétérinaire de la ville de Saint-Jérôme, est-il à l'emploi de l'unité sanitaire du comté de Terrebonne?

2. Dans l'affirmative: *a.* depuis quelle date; *b.* quelles sont ses fonctions; *c.* quel est son salaire?

3. La position qu'il occupe lui permet-elle d'exercer sa profession et de disposer de son temps et de son activité pour d'autre travail rémunéré?

4. Est-il à la connaissance du gouvernement que Alfred Cherrier aurait été engagé et payé par la ville de Saint-Jérôme en qualité d'inspecteur sanitaire, jusqu'à janvier dernier, à raison de cinquante piastres par mois?

5. Quelle somme globale le dénommé Alfred Cherrier a-t-il reçue, chaque année, du gouvernement de cette province en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement pour les divers emplois qu'il a occupés?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1.

Oui.

2. *a.* Depuis le 1^{er} janvier 1929; *b.* inspecteur sanitaire; *c.* \$2,500.

3. M. Alfred Cherrier donne à son travail tout le temps requis.

4. Non.

5. 1928-1929, \$989.35; 1929-1930, \$2,527.60.

Conversion de compagnies à fonds social en sociétés coopératives agricoles

M. Charbonneau (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 212 concernant la conversion de certaines compagnies à fonds social en sociétés coopératives agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Évaluation de lignes de transmission

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 213 modifiant le Code municipal relativement à l'évaluation de lignes de transmission soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste contre ce bill qu'il juge une mesure de favoritisme pour exempter les grosses compagnies de ces taxes municipales. Cette mesure est venue devant la Chambre depuis trois ans sous une forme différente. Elle est la plus dangereuse, à mon avis, qui ait encore été présentée. Le gouvernement devrait tuer ce bill qui a pour but une exemption de taxe aux compagnies dans toute la province. Cette année, les compagnies consentent à offrir un taux beaucoup plus élevé pour

la taxe, mais le principe reste le même. C'est celui de l'évaluation fixe qui est en définitive une exemption de taxes. C'est un principe dangereux tant pour l'ordre économique que pour la paix sociale.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée à midi quarante-cinq minutes.

Deuxième séance du 30 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 35.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Construction de ponts

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 232 relatif à la construction de certains ponts dans la province soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi électorale

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 54 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité²:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que, au cas de refus ou de négligence

des autorités municipales de Montréal de se conformer aux dispositions de l'article 34 de la loi électorale de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 4), tel que remplacé par la loi qui accompagne les présentes résolutions, les dépenses que le procureur général est, dans ce cas, autorisé à encourir seront payées par le trésorier de la province, à même le fonds consolidé du revenu, sur certificat du procureur général.

2. Que, au cas de refus ou de négligence des autorités municipales de la cité de Montréal de fournir à l'officier spécial ou à ses aides tout ce qui est nécessaire à leur travail dans les bureaux temporaires prévus par la loi qui accompagne les présentes résolutions, le procureur général devra y pourvoir; et, dans ce cas, les dépenses encourues à cette fin seront payées par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu, sur certificat du procureur général.

3. Que, au cas de refus ou de négligence des autorités municipales de se conformer aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 112 de ladite loi électorale de Québec, tel que remplacé par la loi qui accompagne les présentes résolutions, le procureur général mettra à la disposition de la commission de revision le local requis et lui fournira ce qui est nécessaire pour son travail; et, dans ce cas, les dépenses encourues à cette fin seront payées par le trésorier de la province, à même le fonds consolidé du revenu, sur certificat du procureur général.

4. Que cependant, s'il s'agit de la commission de revision de la cité de Montréal, les séances de cette commission seront tenues au bureau permanent mentionné dans ladite loi électorale de Québec ou à tout autre endroit que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil et que le procureur général fournira à cette commission tout ce dont elle aura besoin pour son travail; et les dépenses encourues pour les fins du paragraphe 3 de l'article 112 de ladite loi, tel que remplacé par la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront payées par le trésorier de la province, à même le fonds consolidé du revenu, sur ce certificat du procureur général.

Il s'agit de la nomination d'un officier électoral pour Montréal, officier qui sera chargé de la préparation des listes de votation. Si la ville de Montréal refuse ou néglige de se conformer à la loi, le gouvernement y pourvoit par les résolutions suivantes...

M. Blain (Montréal-Dorion): Je tiens de nouveau à protester, au nom de la population de Montréal,

contre cette loi qui ne vise qu'à atteindre l'autonomie de Montréal et réduit notre ville à un rang inférieur à celui du plus petit village, car dans chaque village, la liste électorale est préparée par les soins du secrétaire-trésorier, tandis qu'à Montréal, la ville n'aura rien à voir avec la préparation de ses listes. Que la loi électorale ne soit pas parfaite, personne ne le conteste. Mais, si l'on veut modifier la loi, qu'on la rende uniforme pour toute la province comme Ottawa l'a fait, sans créer d'exception blessante et injurieuse pour la seule cité de Montréal.

En fait, le gouvernement ne songe pas du tout à améliorer la loi électorale, mais bien à se forger un instrument d'élection. La preuve ressort de la rédaction même des résolutions. Des quatre articles, trois commencent par "Au cas de refus ou de négligence des autorités municipales" et sont une injure à son conseil municipal. Québec est dans le même cas que Montréal et on ne change pas la loi pour elle. On sent tout de suite que la loi est faite dans un esprit hostile. Les lois électorales du gouvernement vont transformer la province en un véritable échiquier pour fins électorales. La loi amendée va favoriser les amis du gouvernement pour des fins électorales.

Nous aurons une loi avec des dispositions qui ne vont s'appliquer qu'à la seule cité de Montréal et non partout, et on ne s'était pas avisé de changements pressants au régime actuel avant le départ des amis du ministère, qui étaient à l'Hôtel de Ville. On semble faire un crime à la métropole de n'avoir pas maintenu au pouvoir les amis du gouvernement au poste qu'ils occupaient; mais tant va la cruche à l'eau, qu'à la fin elle se casse. Je crois que cette mesure est plutôt un caprice du gouvernement, car les listes sont maintenant faites et il sera trop tard pour les modifier.

Dès que le nouveau régime arrive, on sent le besoin de modifier la loi. On n'a élevé aucune plainte contre M. Ferns, dont la réputation de haute probité est inattaquable; et cependant, sans avis, on change la loi, pour confier la préparation des listes à des officiers du gouvernement. Une fois la présente mesure adoptée, Montréal va avoir un régime spécial avec des officiers spéciaux soustraits aux autorités municipales. Et pour leur rendre la besogne plus facile, on supprime les appels de fonds aux tribunaux. Si l'on veut faire une bonne loi électorale, qu'on prenne donc le temps de l'étudier! On pourrait par exemple la calquer sur la loi fédérale, et la loi ne serait pas rouge, elle ne serait pas bleue, mais elle serait pour la province.

La loi actuelle ne donne aucune garantie contre l'intrusion politique. Au contraire, elle l'invite et est même faite dans ce seul but, contrairement à la

loi fédérale qui, elle, est faite pour garantir le vote des citoyens. La mesure du gouvernement est au surplus mal à propos, car certaines parties des listes actuelles sont contestées devant les tribunaux. Comme dans le cas de la loi de responsabilité civile en matière de radio, ce bill est une nouvelle insulte à nos tribunaux. C'est une insulte à la métropole du Canada de l'empêcher de préparer ses propres listes électorales, provinciales ou autres. Cette loi est prématurée et elle n'aurait jamais dû être soumise à la Législature. Elle est une preuve de rancune.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi est mauvaise. Les amendements qu'elle renferme sont extraordinaires. Ils permettront au gouvernement de nommer lui-même un officier spécial, et nous avons toutes les raisons de croire que cet homme ne sera pas impartial. Pourquoi ces changements? Pourquoi vouloir soumettre Montréal à un régime injurieux quand l'officier qui est en charge des listes est compétent et impartial? Il n'y a aucune plainte actuellement contre les officiers chargés de ces listes et, de plus, le gouvernement ne présente pas une loi qui donne toutes les garanties d'impartialité. À Ottawa, on s'est entendu sur cette question, et on a apporté à la loi électorale toutes les garanties nécessaires.

J'admets qu'il doit y avoir des amendements à la loi électorale, mais pas seulement pour la métropole. Je ne vois pas pourquoi le système devrait changer, à moins que le gouvernement ne veuille l'appliquer à toute la province. À Ottawa, les deux partis se sont entendus pour faire une loi juste et contenant toutes les garanties humainement possibles. Ils semblent être sérieux dans leur volonté de soustraire les élections, particulièrement le vote, à toute allégeance politique.

La loi qu'on nous présente aujourd'hui est mauvaise dans son principe même. Le projet de loi à l'étude, dit-il, ne va pas permettre d'améliorer les conditions à Montréal, et cela peut même mener à des abus. Elle va jusqu'à permettre de soustraire à la Cour d'appel une cause qui lui est soumise. Ceci pourrait entraîner un manque de confiance de la part des électeurs. Le gouvernement souscrit la validité de la loi électorale à la Cour d'appel. La Législature se constitue juge. La loi est néfaste encore parce qu'elle fait disparaître pratiquement l'appel contre des listes falsifiées. C'est une autre atteinte aux droits de la population. C'est une loi injurieuse et humiliante pour les contribuables de Montréal parce qu'elle s'appliquera à cette ville seulement, tandis que la loi électorale fédérale est faite pour tout le dominion. La loi actuelle n'est pas parfaite, mais elle a donné satisfaction.

De plus, avec la loi telle que soumise, nous mettons de côté tous les brefs de prohibition, *mandamus*, *certiorari* et autres. Il y a trop de lois qui font disparaître ces brefs. Le gouvernement porte une responsabilité énorme lorsqu'il apporte une loi comme celle-là. C'est encore une preuve que le gouvernement multiplie les lois oppressives qui font disparaître les libertés populaires. On continue d'accumuler des législations antidémocratiques et antilibérales et qui sont injurieuses non seulement pour les tribunaux, mais encore pour la population de cette province. Je demanderais au premier ministre de nous donner les raisons qui ont porté le gouvernement à changer ainsi la loi électorale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le projet de loi devant la Chambre est un peu différent de la loi telle qu'elle existe à Montréal. Rien n'est changé dans la loi actuelle, à l'exception d'une clause, par laquelle le gouvernement désire se protéger contre les incidents regrettables qui se sont déroulés l'année dernière, lorsqu'une action en justice a presque détruit les listes. On a prétendu l'autre jour, lors de l'étude de ce bill en comité, que nous enlevions beaucoup trop d'autonomie à Montréal. En aucune manière nous n'enlevons à cette ville son autonomie. Nous ne voulons pas nous immiscer dans la confection des listes électorales municipales de la métropole. Lorsqu'il s'agit d'élections municipales, la ville de Montréal prépare ses listes comme elle l'entend, sans que nous y voyions.

La métropole reste maîtresse chez elle. La Législature aura alors le droit de préparer ses listes elle-même, sans tenir compte du conseil municipal de Montréal. Pourquoi ce conseil aurait-il son mot à dire dans la préparation des listes qui concernent la province, qui ne servent pas du tout à Montréal mais simplement pour des fins législatives provinciales, quand nous le laisserons préparer les siennes seul? Nous entendons rester maîtres chez nous. Du moins, nous voulons l'être, comme nous laisserons les autorités municipales de Montréal maîtresses chez elle. C'est pourquoi nous présentons la présente loi qui est des plus justes. Nous voulons préparer nos listes sans l'intervention du conseil municipal de Montréal.

Je suis convaincu que cette dernière fera son devoir en mettant le local nécessaire à la disposition de nos officiers, mais, si par hasard, elle ne le faisait pas, les résolutions qui précèdent y pourvoient. La Chambre verra en examinant le bill qu'il y a bien peu de différences avec la loi actuelle. Les résolutions sont préventives dans leurs conditions, pour permettre au gouvernement d'appliquer les dispositions de la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Y a-t-il des plaintes contre les officiers de Montréal? Est-ce que le gouvernement remet en question l'honnêteté de J. Hamilton Ferns, l'évaluateur en chef de la ville?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'assure le député de Trois-Rivières que je n'ai pas un seul mot à dire au sujet de l'honnêteté de M. Ferns dans l'établissement des listes électorales, mais laissons Montréal avoir ses propres listes, et Québec, les siennes.

Je dois faire remarquer que nous n'agissons pas à la suite de plaintes reçues. Il n'y a pas eu de plaintes ni contre M. Ferns, évaluateur en chef de la ville, ni M. McLaughlan³, chargé de la révision des listes, mais ces messieurs sont là aujourd'hui, et nous n'avons rien à leur reprocher. Mais demain, ils n'y seront plus peut-être. D'autres les remplaceront.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ces deux hommes sont honnêtes, mais ceci ne change pas le fait que la province a le droit d'avoir ses propres listes. Quoi qu'il en soit, les listes ont été faites et elles ont été faites selon l'ancien système et les élections se dérouleront de cette manière. La loi vise à protéger les listes contre toute attaque légale et contre tout bref de *mandamus* et de prohibition.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec cette loi, dit-il, le gouvernement va perdre le peu de popularité qu'il a. Pourquoi ajouter ce projet de loi aux péchés du gouvernement, demande-t-il?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Les résolutions veulent seulement dire que, si la ville de Montréal ne fournit pas de locaux pour la préparation des listes, le gouvernement le fera et il dépensera les sommes nécessaires. La nouvelle loi n'entraînera aucune dépense à Montréal. La clause qui se rapportait à cette dépense a été biffée du bill que la Chambre étudiera.

Au cas où Montréal refuserait de payer les frais de confection des listes, le gouvernement les paiera et n'en exigera pas le remboursement par Montréal, devant les tribunaux.

La Chambre verra d'ailleurs qu'il y a peu de différence entre la loi actuelle et la loi projetée. Le gouvernement veut des listes exactes, des listes provinciales qui seront contrôlées par le gouvernement. Il s'agit d'une question de principe: encore une fois, le gouvernement veut être maître chez lui dans la préparation de nos listes, comme Montréal est maîtresse chez elle.

M. Blain (Montréal-Dorion): Pourquoi pas la même chose pour Québec? Pour Hull? Pourquoi le premier ministre s'en prend-il à Montréal en particulier?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est qu'un début. Il est possible que la loi soit étendue à toute la province, plus tard. M. McLaughlan a déclaré au gouvernement que 40,000 noms qui auraient dû être sur la liste n'y étaient pas l'année dernière, et le gouvernement ne veut pas que cela se renouvelle. Il veut remédier au mal là où il existe.

Ce n'est qu'à Montréal où il y a eu des plaintes et le gouvernement veut remédier à la situation. Nous voulons faire une expérience à Montréal et, si le système va bien, il est possible que le système soit appliqué ensuite à toute la province. Il y a eu à Montréal des élections sur des listes vieilles de deux ou trois ans.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'argument du premier ministre que le gouvernement doit être maître de préparer ses listes électorales, puisqu'il laisse la municipalité de Montréal maîtresse de préparer les siennes, ne tient pas debout, car ce raisonnement, le premier ministre devrait le faire pour les villes de Québec, Hull, Sherbrooke, Trois-Rivières, où, pourtant, les listes électorales sont préparées également par la municipalité. Aussi le gouvernement, s'il veut préparer ses listes électorales, devrait le faire pour toute la province.

Il devrait faire comme Ottawa qui a nommé un directeur général des élections, engagé durant bonne conduite, ayant toute l'autorité voulue pour préparer les listes.

Le gouvernement n'a jamais senti la nécessité de modifier sa loi électorale que depuis 1928 alors que, les listes ayant été examinées, des procédures ont été prises devant les tribunaux et ont démontré qu'elles étaient pourries dans huit comtés où il a fallu les faire annuler en 1928 et 1930. Des vols commis dans certains polls, et qui ont été découverts dans la suite, ont amené ces changements.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La nouvelle loi est injustifiable. D'après les déclarations du premier ministre, M. Ferns est un homme respectable de même que M. McLaughlan. On n'a aucun reproche à faire à ces hommes. On n'a élevé aucune plainte contre les listes que M. Ferns a préparées. Cependant, on veut faire un changement, alors que les officiers en charge de ces listes à Montréal sont très

compétents et qu'on n'a absolument rien à leur reprocher.

Il ne doit pas y avoir des listes du gouvernement, mais des listes de la province. D'ailleurs, les listes ne donnent pas plus de garanties ailleurs qu'à Montréal. Le gouvernement veut avoir des listes à son goût. Il a peur des électeurs. Il reste fidèle en cela à sa politique. Il tente de faire disparaître la liberté dans la préparation des listes. Ce n'est pas habile et c'est un principe dangereux que l'on pose pour Montréal.

Ce projet est une humiliation pour la métropole. Je dois déclarer que, cette année, la législation présentée par le gouvernement est dans ses grandes lignes une législation inique et injuste, injurieuse pour les tribunaux et la population de cette province, humiliante pour la cité de Montréal. Je demande au gouvernement de la retirer pendant qu'il est encore temps.

Depuis le commencement de la session, le gouvernement n'a passé de lois que pour nuire à Montréal et, d'une façon plus générale, détruire toutes les libertés populaires. La Législature provinciale, au lieu d'être la gardienne des traditions et des libertés populaires, en est devenue, au contraire, le cimetière. Il y a eu d'autres gouvernements. Cette loi existe depuis longtemps et elle a été en vigueur sous des premiers ministres intelligents. Sir Lomer Gouin, qui était, je le dis avec plaisir, un grand Canadien, n'a pas passé de lois semblables.

M. Tremblay (Maisonneuve): Celui-là, il achetait des parcs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais, pour en revenir au sujet qui nous occupe, cette loi va-t-elle avoir un effet rétroactif? Est-ce qu'elle couvre les listes en préparation? Elle dispose donc de causes pendantes, et le gouvernement fait ainsi injure aux tribunaux qu'il ne trouve pas assez sages pour disposer des causes soumises.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La loi actuelle va couvrir les listes en voie de préparation et qui serviront au prochain appel au peuple. Ne discutons pas là-dessus maintenant, nous y viendrons tantôt, et je vous donnerai les raisons alors.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre se contredit. Il donne à la loi un effet rétroactif.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je suis convaincu que je ne vous convaincrai pas, mais je crois bien que je convaincrai la Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce bien sûr? La Chambre doit être libre de penser ce qu'elle veut.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il faut avoir la foi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La foi qui transporte Deux-Montagnes.
(Rires)

M. Tremblay (Maisonnette): En voilà une bonne. Le premier ministre a fait une belle trouvaille. Il n'a pas voulu acheter la machine à gagner les élections qu'un inventeur de Trois-Rivières lui avait offerte et il a préféré sa manière à lui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'aime mieux ma manière que celle de Trois-Rivières.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre n'est pas difficile. Le secret du bonheur consiste à se contenter de peu.

M. Tremblay (Maisonnette): Je disais donc que le premier ministre a fait une belle trouvaille pour gagner les élections. Il va préparer lui-même ses listes. Mais, au temps de ses amis, il ne trouvait pas tant de dangers.

Quand c'étaient des voleurs d'élections de Hochelaga qui préparaient les listes, le gouvernement ne disait pas mot. Le ministère ne protestait pas contre ses amis. Aujourd'hui que ses amis n'ont pas le contrôle des listes, ceux qui font ce travail à Montréal ne sont pas du goût du gouvernement. Il trouve la loi mal faite et la bouleverse complètement.

Je suis en faveur d'un contrôle sévère des listes. Si l'honorable premier ministre veut que la province contrôle ses listes, qu'il procède donc d'une manière franche, comme le gouvernement fédéral par exemple, et que l'on adopte un système uniforme pour toute la province, et non pas seulement pour la ville de Montréal.

Je comprends fort bien les craintes du ministre qui sent le terrain lui glisser sous les pieds et qui tente de s'accrocher aux branches, mais, s'il persiste dans sa méthode, il peut s'attendre à ce que nous le dénoncions aux prochaines élections.

M. Duplessis (Trois-Rivières) veut savoir les noms des personnes qui seront nommées pour faire appliquer la loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le personnel déjà existant est considérable et les officiers nécessaires seront nommés sur recommandation de M. McLaughlan.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le gouvernement veut faire ses propres listes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nos propres listes et nos listes propres.
(Rires)

M. Tremblay (Maisonnette): Il faudra laver les bulletins auparavant.
(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au premier ministre quels seront les aides de l'agent chargé de la préparation des listes.

M. Tremblay (Maisonnette): Les plus croches; ceux qui seront prêts à faire de faux serments, ceux-là vont avoir la job.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Parlez donc des saletés qui se sont faites dans Saint-Joseph à Montréal!

M. Blain (Montréal-Dorion): Oui, par vos amis.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Non, par vos gens.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le gouvernement s'inquiète parce que le Parti conservateur surveillait les listes, afin de rayer les faux noms. L'enquête va prouver qui a commis des saletés. Chez nous, rue Laurier, en 1927, nous avons trouvé 27 bulletins de vote dans une boîte avant l'ouverture de la votation. Et des "télégraphes" portaient des bulletins de vote en quantité sur eux. C'était honnête, ça?

M. Tremblay (Maisonnette): À Saint-Joseph, si ç'a été sale, le gouvernement veut être encore plus sale.

M. Blain (Montréal-Dorion): Depuis trois ans, nous faisons des enquêtes, et cela a choqué le premier ministre. Pour parer à ces inconvénients, le

gouvernement se dit: "Nous allons faire des listes à nous autres, à notre image et à notre ressemblance."
(Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Puisqu'on parle de saletés qui auraient eu lieu dans Saint-Joseph, je m'en vais parler, moi aussi, de saletés qui ont été commises dans Saint-Joseph-du-Lac à Deux-Montagnes. Lors de la dernière élection, il y avait certaines personnes qui avaient été payées par les libéraux pour aller voter. Des individus ont passé par les maisons. On a assermenté des gens pour les faire voter pour le gouvernement, et on leur a distribué des bulletins avec des croix marquées avant qu'ils n'entrent dans le bureau de vote. J'espère que le premier ministre ne sera pas choqué par cette déclaration.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous sommes très loin du comté de mon honorable ami. Le projet de loi et Saint-Joseph-de-Deux-Montagnes, ce n'est pas tout à fait la même chose.
(La gauche est turbulente)

Ne parlez pas tous ensemble. Après tout, les listes à Saint-Joseph-du-Lac ont été faites par la municipalité, et non par le gouvernement.

M. Blain (Montréal-Dorion): C'était la demande qui comptait.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne suis pas un expert, dit-il, à propos de ce qui est arrivé à Saint-Joseph-du-Lac. Si nous voulions faire notre examen de conscience dans tous les comtés, nous trouverions de ces saletés commises par des amis trop zélés dans les deux partis. Je ne suis pas à blâmer, dit-il, si les choses ont mal tourné à la votation. On sait que le régime actuel a été inauguré par les bleus... le système de la trappe...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement va se faire attraper aux prochaines élections.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le premier ministre veut parler du temps du vote ouvert. Je suis prêt à faire l'examen de conscience tout de suite. J'ai vu en 1927, la veille de l'élection, des bulletins initiaux d'avance, dans les boîtes de scrutin, et des agents du gouvernement ont été arrêtés la nuit, leurs poches de veston remplies de bulletins de vote.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si tout le monde examinait sa propre conscience, les conservateurs feraient plus attention lorsqu'ils

lancent ces accusations. Si nous voulions répondre, la chose serait facile. Le député de Montréal-Dorion a tort de soulever cette question. Si vous voulez monter avec moi dans la tour du parlement, je pourrais vous montrer des endroits tout près de Québec où des choses atroces, des saletés se sont commises tout récemment au point de vue qui nous occupe. Et elles ne remontent qu'à la dernière lutte.

M. Blain (Montréal-Dorion): Parlez-vous du comté de Montmorency?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, non, je veux dire de l'autre côté du fleuve. (Et il regarde par la fenêtre en direction de Lévis.) Nous n'aurions qu'à traverser de l'autre côté du fleuve. Des bleus ont fait des choses qu'on n'aurait pu attendre d'eux. Ce sont eux qui ont donné le mauvais exemple.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les abus dont on parle ne sont pas dus aux listes électorales, mais bien aux officiers du gouvernement chargés d'appliquer la loi, et je parle ici de tous les abus mentionnés depuis le début de la discussion. Le gouvernement n'a pas été chanceux. Le premier ministre admet que les listes montréalaises sont préparées honnêtement, que les officiers sont intègres. Pourquoi alors les remplacer?

Si leurs listes ont été bien faites, pourquoi alors changer à Montréal un système qui va bien? Pourquoi tout chambarder sous prétexte que certains électeurs qui ont négligé ou ont refusé de s'enregistrer peuvent être privés du droit de vote? Car le nouveau système sera sous le contrôle des employés du gouvernement.

Le droit de vote est ce qu'il y a de plus important. On pourrait en effet confier la préparation des listes électorales à des gens de la police provinciale, à des gens qui ont volé \$1,000,000 à la province.

Et ce seraient ces gens-là qui vont épurer les votes? C'est à ces gens qu'on veut confier la surveillance des listes électorales dans Montréal? Pourquoi confier tout cela à la police provinciale qui n'a pas la confiance du peuple? Le gouvernement prend une attitude absolument contradictoire.

M. Blain (Montréal-Dorion): Si les anciennes listes ont été présentées devant les tribunaux, c'est parce qu'elles contenaient plusieurs noms qui n'auraient pas dû y être.

L'appel aux tribunaux a certainement du bon, puisque, dans quatre comtés de Montréal, il a fallu

faire enlever 2,000 noms soit fictifs, soit encore de personnes qui n'y avaient pas le moindre droit. Il parle de révision.

M. le président rappelle le député de Montréal-Dorion (M. Blain) à l'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si on multiplie les points d'ordre, ça va prendre du temps. La discussion sera plus longue.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne veux pas du tout entraver la discussion, dit-il, et je laisse la gauche libre de discuter maintenant si elle le veut, bien que cela ne soit pas à propos.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'agrément aura lieu à la prochaine séance.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne crois pas qu'il y ait plus d'agrément.
(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'agrément, c'est pour nous.
(Rires)

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité:

M. Guertin (Hull):⁴ Je ne veux pas rouvrir le débat sur le chômage, dit-il, mais je veux répondre au ministre du Travail (l'honorable M. Francoeur), qui disait à la radio que le chômage sévit partout, que l'administration de la province n'est aucunement responsable de la situation et qu'il serait impossible de régler cet épineux problème par la législation.

Alors que, dès le début, le premier ministre avait déclaré que le chômage était quasiment inexistant dans la province, après l'avoir nié plusieurs fois, il a été obligé d'admettre que sa déclaration était erronée.

Les pays qui souffrent le plus du chômage sont l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie et les États-Unis. Or, ce sont là des pays, exception faite des États-Unis, dont les ressources naturelles ont été exploitées à outrance, qui doivent nourrir une forte population établie sur un territoire restreint. Est-il raisonnable de croire qu'il doit y avoir autant de misère dans un pays d'abondance et de surabondance comme le nôtre qu'il y en a dans les pays de disette et d'épuisement? Ce sont pourtant là les théories qu'avancent nos ministres chaque fois qu'ils sentent le besoin d'expliquer les conditions désastreuses dans lesquelles se trouve actuellement notre province.

Sir Wilfrid Laurier disait: "Le XIX^e siècle sera important dans l'histoire, mais le XX^e siècle verra le Canada aller de l'avant." Cette parole, malheureusement, ne s'est pas encore réalisée, bien que le Canada soit un pays doté d'immenses richesses, en terres, en agriculture, en minéraux, etc., et qu'il ait une superficie pouvant recevoir une population de 100,000,000 d'habitants, au lieu de 10,000,000. Cependant, j'ai foi en mon pays. Il peut nous nourrir indépendamment des pays étrangers...

Sans vouloir faire une revue de tous les facteurs économiques qui ont pu contribuer au chômage mondial et particulièrement à la dépression économique locale, je voudrais démontrer d'une façon indiscutable, M. le président, que notre gouvernement doit être tenu responsable pour une partie de la situation qui existe présentement, puisqu'il n'a pas pris toutes les mesures préventives qu'il avait à sa disposition; il n'a donné à notre province aucune direction pour assurer notre progrès dans le domaine économique, il a manqué de vision, et sa nonchalance coupable a permis que les richesses de notre province fussent exploitées d'une façon outrée au profit de l'étranger.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas accepté l'idée avancée et approuvée par nombre de nos économistes de former un conseil économique supérieur, chargé d'enquêter et de donner une orientation, afin de protéger les intérêts commerciaux et industriels de cette province et de promouvoir, chaque fois qu'il y avait lieu, l'établissement de nouvelles industries? Le gouvernement a repoussé cette idée, n'ayant de souci que pour le Parti libéral, devant lequel tout doit être immolé, même les intérêts supérieurs de la race.

Ne l'a-t-on pas vu, il y a quelques semaines, refuser un amendement que j'avais l'honneur de

proposer à la loi créant un ministère du Travail, pour imposer à ce ministère le devoir de faire des enquêtes sur les salaires et les conditions de travail, dans les différentes régions du dominion, afin que le Québec puisse en bénéficier, vu qu'il n'y en a aucun autre chargé de cette tâche? D'autres provinces ont adopté une telle disposition législative, afin que leur commerce et leur industrie fussent surveillés spécifiquement par un ministre responsable.

Qu'il me soit permis de citer un exemple entre mille de ce qu'un tel département ou de ce que le gouvernement aurait pu faire pour promouvoir l'établissement d'industries nouvelles. Il n'y a nulle part, dans le Canada, une industrie de la vaisselle, de faïence ou de poterie, à l'exception de quelques petits établissements de l'Ontario manufacturant soit les pièces de porcelaine employées pour la transmission de l'électricité soit des articles de tuile ou d'email, soit d'autres articles d'importance secondaire. Les matières premières nécessaires à cette industrie sont le feldspath, dans une proportion de 50 %, la glaise à porcelaine ou kaolin, pour 35 %, et une glaise appelée "ball clay", pour 15 %. Le feldspath est utilisé dans la fabrication de toutes sortes de poteries, et il y en a à profusion dans la province.

Il y a ensuite le combustible, facteur des plus importants, puisqu'il faut brûler de quatre à cinq tonnes de charbon pour produire une tonne de vaisselle. Or, nous avons dans ma région toutes ces matières premières, à l'exception du charbon, dont je parlerai tantôt, pour établir cette industrie. On a découvert aux environs de Buckingham, dans le comté de Papineau, il y a déjà plusieurs années, des dépôts de feldspath de la meilleure qualité connue pour l'industrie céramique.

Et, à neuf milles de cette ville, on découvrit, en 1920, la mine Derry, qui constitue le dépôt le plus pur et le plus considérable du continent américain, actuellement exploité pour une exportation presque totale de la matière brute aux États-Unis. Une vingtaine d'hommes seulement au Canada ont de l'emploi de ce chef, y compris un moulin concasseur. On pourrait aussi extraire le quartz et le flint qui sont nécessaires à la fabrication de la faïence et peuvent aussi facilement être produits à cet endroit. Quarante-quatre mille huit cent quatre tonnes en 1924, et 19,190, en 1930, ont été produites. Voilà, dans une proportion de 50 %, la matière première requise pour cette importante industrie.

L'un des plus importants compléments à cette industrie était le kaolin. On trouve maintenant le kaolin en quantité inépuisable, et un kaolin d'une haute qualité reconnue, à Huberdeau, dans le comté d'Argenteuil, à quelque 125 milles des dépôts de

feldspath. On trouverait donc, dans ma région, 85 % des matières premières requises pour l'industrie dont je parle. Il ne reste plus que le "ball clay" à faire venir de la Saskatchewan, ou à importer, soit une proportion de 15 % seulement.

Quels sont les autres facteurs nécessaires au succès d'une industrie quelconque? La main-d'œuvre et le marché. Nous avons le premier de ces facteurs chez nos milliers de chômeurs, qui le sont d'une façon presque permanente, à Hull et dans les autres villes de la province. Pour la main-d'œuvre experte, nous pourrions suivre les méthodes de Colbert au XVII^e siècle, qui fit venir des autres pays quelques chefs d'industrie, afin que les Français puissent apprendre d'eux et dans un temps relativement court.

Cela avait fait de la France le pays le plus industriel d'alors, les ouvriers étrangers ayant formé les ouvriers français. Dans cette industrie, le travail se fait à la main, la machine n'est pas encore venue remplacer l'homme. Si le gouvernement de cette industrie avait été en Russie, un pays qui recherche des ingénieurs américains et des hommes pour travailler dans les mines, rien que pour satisfaire à la demande du marché intérieur, l'industrie de la faïence ou de la poterie donnerait du travail à 5,000 ou 6,000 personnes des deux sexes.

Si l'on veut savoir quel serait le marché de l'industrie céramique au Canada, on n'a qu'à jeter un coup d'œil sur un article de M. G. M. Hull, ingénieur industriel du Pacifique Canadien à Montréal, article publié dans la livraison de février 1931 de la revue *The Clay Product News and Ceramic News*⁵. Cet écrit est des plus impressionnants et je le recommande à l'attention des honorables ministres de cette Chambre.

Poterie de terre et de grès, brune ou colorée, et de faïence de	
Rockingham	\$ 46,313
Faïence dite C. C. ou couleur crème, décorée, imprimée ou époncée, et	
tous articles en terre, n.d.	496,818
Porcelaine et articles de table, n.d.	105,424
Articles de porcelaine pour être montés en argent	5,268
Dames-jeannes, barattes, cruches d'eau et pots	18,727
Articles de table en porcelaine, en faïence blanche dure (white granite) ou faïence feldspathique (ironstone)	4,434,311
Fabricants de poterie, n.d.	<u>377,243</u>
	\$5,484,104

Permettez-moi d'ajouter qu'il serait de saine politique pour le gouvernement fédéral d'imposer un tarif protecteur à cette industrie, et que le gouvernement de notre province pourrait payer une prime pour chaque tonne de minerai employé dans la province, comme la province d'Ontario le fait pour le minerai de fer extrait et usiné dans son territoire, Ontario accorde une prime de un cent (1¢) pour chaque unité de fer métallurgique dans une grosse tonne, afin d'encourager l'industrie.

Il reste le combustible, qui nous manque; mais la Providence y a suppléé en dotant notre province des plus merveilleux pouvoirs d'eau au monde, et, renseignements pris, je puis affirmer que l'électricité peut être substituée au charbon de façon très avantageuse, pour ce genre d'industrie, à condition qu'elle soit offerte à des taux raisonnables. Or, la rivière Lelièvre, sur les bords de laquelle se trouve le feldspath, compte trois pouvoirs d'eau: les chutes High-Falls, Buckingham et Masson, formant un total approximatif de 300,000 chevaux-vapeur. Le pouvoir de Buckingham est harnaché depuis longtemps, desservant les industries locales; High-Falls l'est depuis deux ans, et actionne le moulin à papier de MacLaren. Il reste Masson, et voici que le gouvernement vient d'approuver les plans de la compagnie MacLaren Quebec Power, pour un développement de 130,000 chevaux-vapeur, dont 125,000 sont déjà vendus à l'Ontario à \$15 le cheval-vapeur, si l'on en croit le prospectus que la compagnie a fait imprimer pour stimuler la vente de ses obligations. C'était le seul pouvoir de quelque importance qui nous restait dans un rayon de 100 milles. Presque toute la rivière Gatineau est harnachée et fournit 340,000 chevaux-vapeur à l'Ontario, en plus des 150,000 chevaux-vapeur de la chute des Chats, soit un total de 615,000 chevaux-vapeur, que nous envoyons ou enverrons à l'Ontario, de notre district seulement. Ce serait suffisant pour alimenter des industries qui fourniraient, d'après des économistes dignes de confiance, du travail à plus de 200,000 ouvriers, à raison de 340 ouvriers par 1,000 chevaux-vapeur.

Ajoutons à ce total d'exportation électrique en Ontario, les 250,000 chevaux-vapeur qui partiront demain de Beauharnois, et nous avons là un monument très édifiant sur la vision ou la compétence du gouvernement actuel. Le minerai est expédié à l'étranger et l'électricité nécessaire à son exploitation l'est également. Qu'un industriel veuille considérer l'établissement d'une industrie de la vaisselle, il préférera probablement l'Ontario où il pourra avoir notre minerai et notre électricité, qui lui sera vendue par la Commission ontarienne au prix coûtant de \$15

pendant que, chez nous, il devrait payer un prix exorbitant des compagnies privées, s'il en restait.

Voilà la politique du présent régime: gouvernement arriéré, sans but, sans orientation, qui livre notre province à l'exploitation étrangère, sans profit pour les nôtres, ne leur laissant que le privilège de suivre les fils électriques pour trouver travail et nourriture; c'est bien du reste ce qu'ont fait pas moins de 1000 familles de la région de Hull seulement, depuis une dizaine d'années. Pas moins de 5,000 ouvriers et ouvrières auraient obtenu de l'emploi dans cette industrie, si le gouvernement avait eu un organisme pour en provoquer l'établissement, après avoir établi les possibilités de succès. Pour créer un tel organisme, il faut une législation. Que le ministre du Travail continue à dire sur tous les tons que le chômage ne peut être réglé ou diminué par des lois, et la population lui répondra qu'à défaut de lois, elle veut au moins des gouvernements sympathiques, alertes, patriotes et compétents pour sortir la province de sa mauvaise impasse, lui redonner l'élan nécessaire vers le progrès et la prospérité, et assurer à ses citoyens la possession réelle de l'héritage de leurs pères et la protection de leurs droits de propriétaires.

M. le président, je condamne l'insouciance du gouvernement; je blâme son manque de méthode en matière de commerce et d'industrie; je flétris la politique d'exportation de notre énergie électrique qui nous prive du plus grand facteur de prospérité connu. Et l'histoire se chargera de stigmatiser comme il convient ceux qui sont responsables du dépouillement indu de notre patrimoine et de son abandon à des mains étrangères.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les causes du chômage sont nombreuses et diverses. L'honorable député a dit qu'il y a une crise économique et qu'elle est mondiale. Nous nous accordons sur ce point. Un journal nous apprend qu'il y a environ 20,000,000 de chômeurs de par le monde. Mais ce montant est très variable. Ce chiffre peut être contrôlé.

On a aussi parlé de crise du chômage au pays. J'admets qu'il y a une crise. Mais lors de la dernière campagne fédérale, on a exagéré les choses jusqu'aux dernières élections fédérales; on prétendait que le gouvernement King était responsable de la crise du chômage. Aujourd'hui, le chômage sévit toujours dans toutes les parties du dominion, et on ne blâme plus le gouvernement fédéral. Depuis le 28 juillet, on veut que ce soit nous.

Le fardeau revient maintenant au gouvernement du Québec, plaçant le gouvernement d'Ottawa dans le rôle héroïque de celui qui essaie de corriger la

situation. Il ne faut donc pas essayer de convaincre l'opposition.

La crise est-elle si profonde? En tout cas, ce n'est pas en prônant le défaitisme qu'on la réglera. Tous les économistes s'accordent à dire qu'on ne peut la régler par de la législation. Elle ne pourrait être réglée que par une entente entre le consommateur et le producteur. L'honorable député de Hull (M. Guertin) demande de créer des industries nouvelles, à Hull en particulier, pour aider aux chômeurs. C'est très bien. Mais qu'est-ce que le gouvernement peut faire pour ouvrir une industrie nouvelle à Hull? La Législature ne peut pas par une loi créer des industries. Je me demande s'il est bien opportun d'en établir de nouvelles, quand celles qui existent peuvent à peine se maintenir au cours de la crise que nous traversons.

Une voix: Comment?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): C'est là un aspect de la question à considérer. Toutefois, je suis disposé à étudier la possibilité d'aider les chômeurs de cette région par le moyen suggéré, mais il faudra étudier attentivement la question.

Nous n'avons pas négligé le chômage. Nous avons fait tout notre possible pour aider les chômeurs. Les lois et les efforts du gouvernement ne régleront pas le problème. Tout ce qui est fait par les gouvernements n'est pas un moyen de résoudre la crise, mais un moyen transitoire pour donner du travail à la classe ouvrière. Le gouvernement a employé sur les routes et ailleurs le plus grand nombre de sans-travail possible. Le ministère de la Voirie a employé 23,000 hommes; le ministère des Travaux publics en a employé 4,000 pour sa part, et d'autres départements ont engagé de nombreuses personnes. Les œuvres du gouvernement sont là pour démontrer que nous faisons notre possible pour venir en aide à la classe agricole et à la classe ouvrière. Cette dernière nous en a manifesté son appréciation. Mais le gouvernement tient à signaler que les seules lois passées par les gouvernements ne pourront résoudre ce problème très compliqué.

(Applaudissements)

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 30 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 55.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Pont à Caughnawaga

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 251 modifiant la loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga.

Adopté.

Procédures d'expropriation

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 236 modifiant la loi des cités et villes relativement aux procédures en expropriation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Assemblées politiques contradictaires

M. Drouin (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Taschereau), qu'il soit résolu que cette Chambre est d'opinion que l'habitude de tenir des assemblées contradictoires politiques dans cette province a donné lieu et donne encore lieu à des abus sans nombre, et que, dans l'intérêt public de la morale et de notre gouvernement démocratique, ce genre d'assemblée devrait disparaître.

Je sens qu'une certaine atmosphère d'hostilité entoure ma motion, hostilité sincère basée peut-être chez certains sur la crainte de voir disparaître un sport favori. Il ne s'agit pas de faire passer une loi dans le but de prohiber toutes les assemblées contradictoires. Je suis bien à l'aise, dit-il, pour parler

des assemblées contradictoires, parce que les électeurs de mon comté considèrent que ces assemblées sont passées de mode.

Mon comté a eu dernièrement la visite de l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), au cours d'une assemblée tenue à Limoilou. L'honorable député a commencé par prédire une victoire conservatrice, ce qui a laissé mes électeurs parfaitement froids. Mais il a ajouté: "Je ne sais pas si M. Drouin a peur de se trouver en face de ses adversaires?" Dans cette Chambre, personne ne craint son adversaire. Je sais que j'aurai⁶ un adversaire, mais il est très probable que nous ne nous rencontrerons pas dans une assemblée contradictoire. Ce n'est pas la mode chez nous. La dernière assemblée contradictoire a eu lieu il y a environ 25 ans et elle a été marquée par des troubles. L'honorable député de Deux-Montagnes marche dignement sur les traces de son père. Je le félicite. Mais il ne faudrait pas qu'il s'habitue à prédire des victoires partout⁷.

Ma motion, dit-il, est entièrement personnelle. Il ne s'agit pas de discuter la question au point de vue de la crainte et de la peur que des adversaires pourraient avoir l'un de l'autre, mais de faire disparaître un système qui a donné lieu à des scènes de désordre dans le passé et d'empêcher des troubles inutiles, alors que les esprits sont échauffés. Lors de réunions publiques, les gens disent souvent des choses qu'ils ne diraient pas en Chambre devant leurs adversaires. Le problème avec les réunions contradictoires, c'est qu'elles mènent au désordre. Dans plusieurs pays et la plupart des provinces du Dominion, la coutume des assemblées contradictoires est disparue et la coutume ne devrait pas exister ici.

Dans l'intérêt de la paix et de l'harmonie, je demande que l'on fasse disparaître les assemblées contradictoires. Ces assemblées sont inutiles dans la plupart des cas et ne convainquent personne. C'est ordinairement le plus hâbleur, le plus grossier, qui est écouté. Ce n'est pas avec la persuasion que l'on peut faire cesser ces assemblées. Comme moyen de remédier à l'état de choses qui existe actuellement, il faudrait les réglementer et conclure une entente entre les partis afin de restreindre les assemblées contradictoires le plus possible.

Ma motion est purement académique, dit-il, et je la retirerai après l'avoir discutée. Elle ne comporte l'application d'aucune mesure législative. Si on ne peut abolir les assemblées contradictoires, il faudrait au moins en diminuer le nombre après entente entre les chefs de parti. Moins nombreuses elles seront, le mieux ce sera pour les électeurs de cette province. Il sera peut-être difficile d'éliminer les assemblées

contradictaires, du jour de l'appel nominal, car elles sont passées dans les mœurs, mais il y aurait peut-être moyen de diminuer le nombre des autres. Je suis en faveur que l'on garde l'assemblée de l'appel nominal. Il termine avec une citation du *Nouvelliste* à l'appui de sa démonstration.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La cause des assemblées contradictoires est gagnée d'avance et le député qui en a fait le procès a admis qu'il était impossible de les supprimer toutes. L'honorable député ne semble pas être resté aussi froid que ses électeurs à la suite de mon passage dans son comté.

Il fait une revue de ce qui se passe généralement au cours de ces assemblées. Il ne croit pas qu'elles aient donné lieu à autant de scènes violentes qu'on l'a prétendu. Il prêche en faveur des assemblées que l'on veut faire disparaître. On ne devrait pas, dit-il, priver la population de nos campagnes de ces assemblées qu'elle recherche. Ce serait enlever à la population de notre province une chose à laquelle elle tient. On a l'habitude de tenir des réunions contradictoires, le dimanche, dans les régions rurales de la province, et les habitants sont les seuls qui sont en mesure de faire cesser cette pratique. Dans mon comté, les assemblées contradictoires ont toujours été calmes, et je n'ai pas à m'en plaindre.

Les réunions contradictoires vont exister tant et aussi longtemps qu'il y aura des élections dans les circonscriptions canadiennes-françaises. Les réunions contradictoires vont disparaître lorsque les gens vont s'en désintéresser. Je suis toujours prêt à monter sur la tribune pour faire face aux attaques de mes adversaires.

M. Tremblay (Maisonnette) est favorable aux assemblées contradictoires dans les campagnes. Nos cultivateurs peuvent rester dignes dans une assemblée contradictoire comme ailleurs. Ce qu'ils veulent dans une assemblée, c'est entendre parler les candidats. Dans les villes cependant, ces assemblées ne devraient pas être tolérées. Les gens sont trop bien organisés pour faire éclater les troubles au cours d'une réunion.

M. Delisle (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Thurber), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Loi électorale

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill 54 modifiant la loi électorale de Québec, lues deux fois lundi le 30 mars courant.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que cette Chambre adopte maintenant les résolutions.

M. Tremblay (Maisonneuve): Pourquoi imposer ni plus ni moins qu'une mesure dictatoriale à la métropole? Il explique le système fédéral pour la confection des listes électorales, avec un directeur général choisi pour les deux partis, qu'il voudrait voir mettre en vigueur par le gouvernement de la province. Voilà un système qui écarte les voleurs d'élections, qui empêche les juges et les fils d'un ancien premier ministre de passer des télégraphes à Montréal. J'espère que le gouvernement va adopter ce système et le donner à toute la province. Notre peuple n'est pas prêt pour la dictature. Je comprends que le ministère a peur des élections, tellement peur que ça va coûter \$4,000,000 pour deux ministres, \$2,500,000 pour le premier ministre, et \$1,500,000 pour le ministre des Terres et Forêts, avec la construction de ponts dans leur comté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On va ajouter un autre million pour vous faire battre. (Rires)

M. Tremblay (Maisonneuve): Je puis déclarer que les \$4,000,000 ne suffiront pas pour faire flotter les deux ministres, pas plus que \$1,000,000 serait capable de me faire sombrer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le député de Maisonneuve a dit tantôt que le fils d'un ex-premier ministre aurait fait enregistrer des télégraphes. Il a dit la même chose au sujet d'un juge, mais sans nommer personne. Je tiens à relever cette partie du discours du député de Maisonneuve. Je n'en connais que trois fils d'anciens premiers ministres qui auraient pu se rendre coupables de cela. Les deux fils de Sir Lomer Gouin, mon collègue que voici, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) qui est le fils d'un ancien premier ministre du même nom, et les miens. De qui le député de Maisonneuve parle-t-il? Que le député signe une garantie, sous le privilège de son immunité parlementaire⁸, à un journal, qu'il écrive ensuite le nom de ce fils d'ancien premier ministre sous sa signature, et je lui donnerai la chance de prouver ses avancés devant les tribunaux. (Applaudissements)⁹

M. Tremblay (Maisonneuve): Je ne suis pas pour me livrer aux journaux. Je ne fais pas confiance aux journaux. Je connais trop bien *Le Soleil*.

Voix à droite: Vous avez peur.

M. Tremblay (Maisonneuve): Que le premier ministre me donne jusqu'à demain, mercredi plutôt, et je lui donnerai les noms.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous avez fait une déclaration que vous devriez prouver.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je vous donnerai en cette Chambre le nom du juge et du fils de l'ancien premier ministre qui ont fait passer des télégraphes. Je voulais dire qu'ils avaient télégraphié leurs propres votes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ah! Ah! Ça change. Ce n'est pas ce que vous avez dit. C'est totalement différent de la première accusation que vous avez faite.

M. Tremblay (Maisonneuve): J'accepte. Je vous le prouverai quand même.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Rendez ces noms publics. Publiez-les dans un journal.

Voix à droite: Dans les journaux.

M. Tremblay (Maisonneuve): Non! Pas dans un journal, dans cette Chambre.

Des députés: Non! Non!

Une voix ministérielle: Vous êtes un peureux comme les autres.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Comme je suis le seul fils d'un ancien premier ministre dans cette Chambre, je demande à l'honorable député de dire si c'est moi qu'il a voulu viser.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je déclare tout de suite que l'honorable ministre des Terres et Forêts n'est pas concerné.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, ce sont des absents comme toujours.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je les ai rencontrés en face.

M. Blain (Montréal-Dorion): La loi est prématurée. Je prétends qu'elle devrait être uniforme.

Je dis de plus que cette loi est injuste, attentatoire à l'autonomie de Montréal. Avec cette mesure, le gouvernement va créer un régime d'exception pour la ville de Montréal sans aucune raison valable. Pourquoi pas un système qui s'étende à Québec et aux autres villes? Pourquoi ce régime spécial à Montréal?

Je vais vous le dire: c'est parce que, durant de nombreuses années, le gouvernement était maître dans la métropole et, en 1928, nous nous sommes appliqués à l'épuration des listes. Dans plusieurs comtés, nous avons trouvé 800 noms fictifs et jugés tels par les tribunaux. Il parle d'abus qui auraient eu lieu dans son comté en rapport avec les listes électorales. Il y a 2,000 noms de personnes qui n'existent pas et qui sont sur les listes dans un comté. Dès lors, les choses ont changé, et quand la population a pu se prononcer, elle a choisi des conservateurs pour les remplacer.

On craint les électeurs. On veut se maintenir par tous les moyens. On veut reprendre le terrain perdu en prenant le contrôle des listes. Je préviens le premier ministre et les membres du cabinet que nous attendons jugement. Que l'on fasse ce que l'on voudra, nous allons surveiller attentivement, et la police provinciale fait mieux de ne pas se montrer pour faire passer des télégraphes. Je ferai ma police moi-même. Je n'attendrai pas la police provinciale.

M. Grant (Champlain): Vous avez la police municipale.

M. Blain (Montréal-Dorion): Nous avons fini de subir le joug. Malgré les déclarations savoureuses, nous savons que cette loi est faite contre nous et nous agissons en conséquence.

M. Tremblay (Maisonnette)¹⁰ propose en amendement, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre est d'avis que, pour la confection des listes électorales servant aux élections provinciales, il n'y a pas lieu d'établir, à Montréal, un système différent de celui en vigueur à Québec; que, de plus, cette Chambre estime que la confection des listes électorales servant aux élections provinciales ne devrait pas être confiée à des employés qui sont sous le contrôle immédiat du gouvernement."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Fisher, Gault, Guertin, Sauvé, Tremblay, 8.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bernard, Casgrain, Côté, David, Delisle, Desmarais, Drouin, Farand, Francoeur, Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Laperrière, Leduc, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Plante, Power, Samson, Savoie, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Turcotte, Vautrin, 35.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose 1. Qu'un crédit n'excédant pas six cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-routes, (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des différends ouvriers de Québec, S.R., 1925, chapitre 97: traitement du registraire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Académie de musique de Québec, S.R., 1925, chapitre 139, article 2. - Bourses aux étudiants pour compléter leurs études musicales en Europe, (sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles du soir et écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conservatoire

national de musique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Corporation des écoles techniques ou professionnelles, 16 George V, chapitre 49, article 16: École technique de Québec, \$70,000; École technique de Montréal, \$75,000; École technique de Hull, \$45,000; École des hautes études commerciales, \$150,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières), M. Blain (Montréal-Dorion) et M. Sauvé (Deux-Montagnes) posent des questions au secrétaire provincial (l'honorable M. David).

L'honorable M. David (Terrebonne): Nos diverses écoles techniques comptent actuellement 6,000 élèves. L'augmentation des élèves de ces institutions est sinon suffisante, du moins constante. Chaque année, les élèves finissants sont retenus d'avance par divers industriels.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au secrétaire provincial si on va ouvrir une école pour les fermiers de radio, en vertu de la nouvelle loi.

L'honorable M. David (Terrebonne) répond en souriant.

M. Blain (Montréal-Dorion): Nous manquons de constance dans nos efforts économiques.

L'honorable M. David (Terrebonne): Dans le domaine national, notre race est magnifiquement armée. Les Canadiens français font preuve d'une ténacité, d'une constance qui font l'admiration du monde entier. Mais, malheureusement, au point de vue économique, c'est le contraire, il y a certaines lacunes regrettables. On abandonne trop tôt la tâche commencée. Par exemple, nos gens amassent quelques richesses, puis abandonnent tout, ceci est dû peut-être à notre genre d'éducation, alors que les Écossais, les Anglais continuent leur ascension dans le domaine économique avec ténacité et persévérance. Notre grand défaut, c'est que nous n'avons pas de constance ni de persévérance dans le domaine économique. Nous n'avons pas l'habitude des richesses et de l'argent.

M. Blain (Montréal-Dorion): M. Oliver Asselin, maintenant un éminent libéral, a écrit dans le

Canada, il y a quelques années, que les Canadiens français étaient des bûcherons et des porteurs d'eau. Il a dit que dans le rapide développement de notre province, il semble bien que ce seront les Canadiens français qui tourneront la meule et les Américains qui empocheront la mouture. Je ne suis pas, dit-il, en si mauvaise posture pour affirmer que la politique gouvernementale est de nature à laisser nos gens dans les humbles emplois de porteurs d'eau et de scieurs de bois.

Il explique sa pensée au point de vue de porteurs d'eau et scieurs de bois que, dit-il, on a mal à dessein interprétée, car les paroles qu'on m'a prêtées ne sont pas celles que j'ai dites. Je pourrais citer d'autres paroles de rouges, notamment des paroles prononcées lors d'un voyage de l'Université dans l'Ouest, qui prouvent exactement ce que je voulais dire. Le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) a déclaré la même chose avant moi, dit-il. Je ne suis donc pas en si mauvaise compagnie quand je prétends que dans le domaine industriel et économique, nos gens sont demeurés à l'arrière-plan. L'honorable secrétaire provincial, lors de l'assemblée libérale de Montréal-Dorion, il y a deux semaines, n'a pas bien interprété mes paroles.

L'honorable M. David (Terrebonne): J'ai reproché au député de Montréal-Dorion d'avoir déclaré: "Après 33 ans de régime libéral, les Canadiens français sont encore des scieurs de bois et des porteurs d'eau." Il lit l'extrait du journal dans lequel le discours du député de Montréal-Dorion (M. Blain) est rapporté.

M. Blain (Montréal-Dorion): Ce n'est pas cela que j'ai dit.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le député de Montréal-Dorion reconnaît aujourd'hui à la Chambre que nous ne sommes pas une race de porteurs d'eau et de scieurs de bois. J'accepte la déclaration du député de Montréal-Dorion, et j'en suis heureux, car, lorsque je l'ai relevée, je l'ai fait non pas tant comme ministre et comme libéral que comme Canadien français. D'ailleurs, le député sait qu'en disant ce qu'il a dit de nous, il atteignait le clergé qui a fait l'éducation de la race. L'œuvre éducative en notre province est essentiellement celle du clergé. C'est dans le presbytère que s'est fondée la mentalité des jeunes enfants; ce sont des prêtres qui ont inauguré l'enseignement classique chez nous; ce sont des religieuses qui ont formé et qui forment encore nos mères canadiennes. Je suis heureux de constater que le député de Montréal-Dorion n'a pas voulu

déprécier l'œuvre du clergé et j'aime mieux l'entendre dire que ses paroles dépassaient sa pensée.

M. Blain (Montréal-Dorion) fait allusion aux préjugés religieux.

L'honorable M. David (Terrebonne): Ce n'est pas le Parti libéral qui a exploité le préjugé politico-religieux et le problème de l'éducation non religieuse dans la province depuis une couple d'années.

Il montre comment les conservateurs ont fait campagne autour de la question de l'éducation des enfants juifs.

M. le président: Je ne voudrais pas laisser cette Chambre sans relever les paroles du député de Montréal-Dorion et sous l'impression que j'ai moi-même appelé les Canadiens français des porteurs d'eau et des scieurs de bois. Il y a plusieurs années, j'ai donné une conférence devant une assemblée anglophone dans laquelle j'ai déclaré que mon père était un cordonnier et que j'avais été élevé par mon grand-père, qui était un porteur d'eau. Dans ce temps-là, c'était un métier comme un autre! J'ai déclaré aussi que j'étais fier d'appartenir à la race canadienne-française dont un gouverneur anglais avait dit un jour qu'elle était une race de scieurs de bois et de porteurs d'eau. Voilà ce que j'ai dit alors.

(Applaudissements)

L'étude de la résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 11 h 40¹¹.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

2. Voir note 1.

3. McCaughan, selon *Le Devoir* du 31 mars 1931, à la page 2.

4. De toute évidence, M. Guertin profite de la présence du ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Francoeur) pour entamer cette discussion avec ce dernier.

5. Dans *L'Action catholique* du 31 mars 1931, à la page 9, on écrit plutôt: *The Clay Products News and Ceramic Record*.

6. Dans *Le Soleil* du 31 mars 1931, à la page 13, on dit le contraire: "Je ne sais pas si j'aurai..."

7. Dans *Le Soleil* du 31 mars 1931, à la page 13, c'est probablement le journaliste qui écrit: "Il fait allusion à M. J.-W. Gaudette et à une assemblée à la Baie-Saint-Paul."

8. *The Chronicle-Telegraph* du 31 mars 1931, à la page 3, donne cette version: "(...) dans les journaux, où il ne pourra pas recevoir l'immunité".

9. Dans *Le Soleil* du 31 mars 1931, à la page 3, on rapporte que les gens d'une délégation applaudissent également.

10. Selon la plupart des journaux, c'est M. Blain qui propose cet amendement aux résolutions.

11. Onze heures quarante-cinq, selon *The Chronicle-Telegraph* du 31 mars 1931, à la page 3.

Première séance du mardi 31 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité rapporte qu'il s'est assemblé, personne ne s'est présenté devant le comité, auquel le député de Montréal-Dorion (M. Blain) déclare que la cité de Montréal persiste dans sa décision d'abandonner le bill et la pétition introductive du bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal; le député de Montréal-Dorion dépose pour être annexé audit rapport une résolution du conseil de ville de la cité de Montréal et une pétition du même conseil adressée à l'Assemblée législative, dans laquelle il déclare persister dans son abandon dudit bill et demande acte dudit abandon.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le trente-quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 212 concernant la conversion de certaines compagnies à fonds social en sociétés coopératives agricoles;
- bill 236 modifiant la loi des cités et villes relativement aux procédures en expropriation;
- bill 213 modifiant le Code municipal relativement à l'évaluation de lignes de transmission.

Manoir de Montebello

M. Blain (Montréal-Dorion): Quand sera repris le débat sur Montebello?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La motion, dit-il, est appelée sur-le-champ.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de

Montréal-Dorion (M. Blain), dont elle a été saisie jeudi le 5 mars courant:

"Qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement ou un de ses membres et toute personne depuis le 1^{er} janvier 1920 concernant le manoir de Montebello."

M. Blain (Montréal-Dorion): Le député de Papineau a répondu à mon discours avec un esprit qui en dit long sur l'idée que l'on se fait des monuments historiques. Il blâme le gouvernement de n'avoir pas acheté la bibliothèque du manoir et de n'avoir pas acheté le manoir, malgré les nombreuses requêtes qui ont assiégé MM. Gouin et Taschereau. Bien que les sociétés historiques et d'éminents citoyens de toutes les régions du dominion aient demandé au gouvernement d'acheter le manoir et d'en faire un monument national, il a été vendu à de riches Américains qui l'ont baptisé "Lucerne-in-Québec". Il est vrai que la compagnie Lucerne-in-Québec rouvre une nouvelle seigneurie, mais seuls ses membres sont admis à y faire la chasse.

Que deviennent nos monuments historiques? Faut-il donc les sacrifier à l'utilitarisme? Le gouvernement a refusé de saisir l'occasion de prendre des mesures pour conserver et classer cet historique manoir. On devrait prendre plus de soin pour nos monuments historiques.

Je prétends que le gouvernement est en faute parce qu'au lieu de protéger nos manoirs, il les laisse tomber aux mains d'entreprises commerciales. Il aurait dû prendre des mesures pour empêcher l'exode de nos vieux meubles et de nos vieilles choses; il aurait dû réunir les sociétés historiques. Il est regrettable que l'on vende nos manoirs historiques et le gouvernement doit assumer sa part du blâme. On aurait dû empêcher Lucerne-in-Québec de commercialiser ce manoir de Montebello. On aurait ainsi évité la profanation de cette relique historique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons formé la Commission des monuments historiques.

M. Blain (Montréal-Dorion): Oui, celle-ci a recommandé qu'une plaque commémorative soit apposée au manoir, mais cela n'a jamais été fait. Cependant, le premier ministre s'est associé à cette profanation en se laissant nommer directeur de Lucerne-in-Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne veux pas interrompre l'honorable député, mais dans sa réplique, il ne peut faire de nouveau son discours. Il souligne les avantages matériels que tirent les habitants de la région du développement de ce luxueux terrain de jeux, Lucerne-sur-Lac. La création d'un club de chasse et de pêche, ainsi que d'un hôtel, apporte un soutien financier et du travail aux résidents de la région.

M. Blain (Montréal-Dorion): La Commission des monuments historiques a demandé qu'on n'abandonne pas le monument en des mains étrangères; on a fait la sourde oreille. Le gouvernement devrait entreprendre des négociations avec le Canadien Pacifique, le principal intéressé, pour que l'on respecte ce qui reste du manoir.

La motion est adoptée.

Remboursement de droits:**Ratification d'une vente de la cité de Montréal à Henry Birks & Sons Ltd.**

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), que, vu que le bill 154 ratifiant un acte de vente et de cession par la cité de Montréal à Henry Birks & Sons Limited, et déclarant fermée une certaine lisière de terrain, a dû être présenté par suite du retrait du bill de la cité de Montréal, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Congrégation des Ursulines

M. Taschereau (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), que, vu que le bill 141 constituant en corporation la congrégation des Ursulines de Québec a pour but de favoriser une institution religieuse et d'éducation, les droits soient remboursés aux promoteurs, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Institut Fraser

M. Taschereau (Bellechasse) propose, appuyé par représentant de Québec-Est (M. Drouin), que, vu que le bill 142 modifiant la charte de l'Institut Fraser

a pour objet d'amender la charte d'une institution ayant pour but de répandre davantage l'éducation, les droits soient remboursés aux promoteurs, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Pont à Caughnawaga**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)**

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 251 modifiant la loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)**

propose: Que, dans tout contrat résolu entre le gouvernement de la province et la Corporation du pont du Lac Saint-Louis, en vertu des dispositions de la loi 18 George V, chapitre 110, il pourra être pourvu que, dans le cas où le montant d'argent provenant des droits de péage établis en vertu de l'article 17 de ladite loi ne sera pas suffisant pour rencontrer chaque année à l'échéance les sommes nécessaires pour payer les charges annuelles d'exploitation et d'entretien dudit pont et de ses approches, les intérêts sur tout emprunt contracté pour fins de construction dudit pont et de ses approches et le fonds d'amortissement de l'emprunt, le gouvernement s'engage à payer le déficit annuel à la corporation aussi longtemps que persistera tel déficit, mais pendant une période n'excédant pas quarante années.

M. Duplessis (Trois-Rivières), M. Sauvé (Deux-Montagnes) et M. Blain (Montréal-Dorion) se disent surpris, à la lumière d'une déclaration faite par le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur), que les ponts à être construits ne seront pas sous la direction d'une commission, alors que le pont de Caughnawaga sera construit sous la gouverne d'une commission. Ils considèrent qu'une telle commission usurpe les pouvoirs des députés.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Il était nécessaire de nommer une commission parce

que le fédéral s'intéresse à ce pont et que de telles commissions ont été créées par d'autres Parlements. Puisque les négociations avec le gouvernement fédéral sont déjà commencées, il serait sage de continuer avec la Commission du pont de Caughnawa. Les membres de la commission ont travaillé fort et il y a eu du progrès. De plus, dans l'éventualité qu'Ottawa désirerait aider, il est normal d'accorder à la commission l'autorité nécessaire pour construire le pont. La clause en question permet que le pont de Caughnawaga soit construit par la commission, ce qui signifie que la commission fournira un contrat et, dans ce sens, le projet de loi devient une loi d'exception.

M. Blain (Montréal-Dorion): La Législature ne devrait pas abandonner ses pouvoirs à une commission.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On devrait procéder avec plus de méthode et choisir moins de parrains. On devrait respecter l'opinion du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) et le laisser présenter ses mesures. On ne devrait pas, de plus, créer de commission qui entrave le travail du ministre.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Lorsque la loi pour la création de la commission a été présentée, en 1928, c'est moi qui en ait été le parrain. J'ai présenté également des amendements en 1930. La loi a été cependant adoptée à l'unanimité de la Chambre. La commission a fait beaucoup de travail. Je ne crois pas que l'on doive mettre la commission en mauvaise posture, mais on doit plutôt lui permettre de terminer son travail.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La commission n'a plus sa raison d'être et devrait disparaître.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la raison du maintien de la Commission du pont de Caughnawaga, lorsque le ministère décide de construire lui-même tous ses grands ponts.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): On ne peut abolir la commission avant que les plans du pont aient été acceptés par le gouvernement fédéral.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La commission était une institution électorale et elle n'a rien fait depuis qu'elle a été établie. Le but réel est de permettre au ministre des Terres et Forêts de dire à

ses électeurs: "C'est moi qui ai fait passer ce pont." C'est une nouvelle preuve qu'il s'agit d'un pont électoral; c'est un pont pour suspendre le gouvernement au-dessus du gouffre qui l'attend.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): La commission a fait de la bonne besogne.

M. Blain (Montréal-Dorion): La Législature ne devrait qu'exceptionnellement conférer à des commissions les pouvoirs que lui délègue le peuple.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est une bonne pratique suivie dans bien des pays.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La Compagnie du Pacifique Canadien n'a-t-elle pas permis la construction de routes carrossables sur son pont de Lachine, moyennant une somme de \$60,000¹?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Les choses sont énormément exagérées. Les histoires de négociation avec le Canadien Pacifique existent depuis 1910 et il n'a jamais été question de prendre quelque chose comme \$60,000. Nous n'avons jamais eu d'offre, et jamais le Pacifique n'a voulu consentir à cela. J'ai moi-même fait des démarches qui n'ont pas abouti. De plus, ce n'est pas d'une somme de \$60,000 qu'il s'agissait. Les chiffres qu'on nous a mentionnés étaient d'au-delà de \$2,000,000 plus élevés que le coût d'un nouveau pont. Je ne relate pas les propos d'un tiers, dit-il, puisque j'avais moi-même discuté du dossier avec le C.P.R.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 251 modifiant la loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga².

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 251 modifiant la loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subvention à un chemin de fer des comtés de Chicoutimi et Lac-Saint-Jean

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 215 concernant une subvention à un certain chemin de fer.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder à la compagnie de chemin de fer visée par le paragraphe *b* de l'article 1 de la loi 17 George V, chapitre 3, une subvention de dix mille dollars par mille, au lieu de celle de cinq mille dollars par mille, tel qu'il y est pourvu.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer à la compagnie visée par la résolution précédente la partie de la subvention autorisée par ladite résolution pour chaque dix milles de chemin de fer, et ce, avant le parachèvement de toute telle section de dix milles, nonobstant les dispositions de la section 4 de la loi 2 George V, chapitre 5.

Des députés de l'opposition: Cette mesure, disent-ils, est présentée seulement pour attirer le vote des électeurs du Lac-Saint-Jean en vue des prochaines élections, et la compagnie n'a rien fait pour bâtir le chemin de fer. C'est un chemin de fer d'élections.

M. Blain (Montréal-Dorion): C'est un chemin de fer électoral.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il en coûte cher au gouvernement pour assurer la réélection de ses ministres.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il s'agit du chemin de fer Quebec and Chibougamau Railway. La somme de \$2,000,000 a déjà été dépensée et les travaux en sont rendus à la rivière Grande Péribonca. La longueur de la voie projetée est de 60 milles. Il y a 20 milles de commencés et six milles de finis.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je me demande si ce projet de chemin de fer n'a pas été moussé pour mater l'indignation contre l'inondation des terres du Lac-Saint-Jean. Comment penser autrement, puisque, depuis quatre ans, tout ce qu'on a fait a été de changer le nom de la compagnie?

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean): On ne s'est jamais servi de ce chemin de fer pour des élections. Le gouvernement a fait ses élections sans cela, au Lac-Saint-Jean, et il n'a pas trop mal réussi. Il lance un appel pressant sur la nécessité de construire la ligne qui se rendrait dans les régions les plus riches de la province. Le gouvernement agit bien en accordant des subsides à ce chemin de fer. Grâce à l'aide du gouvernement, le chemin de fer a construit sa ligne de Saint-Félicien à Dolbeau. De même, le nouveau ponçon reliera plusieurs paroisses.

La Grande Péribonca, qui sera atteinte par le chemin de fer, est l'une des plus grandes de la province. Elle est le principal tributaire du Lac-Saint-Jean et elle est aussi susceptible de grands développements dans le domaine hydroélectrique. De plus, le chemin de fer contribuera beaucoup au développement de nombreuses paroisses de colonisation sises au nord du lac. Il y a déjà eu \$2,000,000 de dépensés pour le chemin de fer. On doit continuer.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je félicite l'honorable ministre d'avoir fait entendre sa voix. Mais, si les travaux sont si urgents, pourquoi les a-t-on abandonnés? On aurait pu demander cette subvention l'an dernier. Je me demande ce que peut être ce chemin de fer, sinon un chemin de fer électoral.

M. Delisle (Chicoutimi): Le comté de Chicoutimi est très intéressé au développement du district du Lac-Saint-Jean et à la construction de ce chemin de fer. Ces deux comtés, très éloignés du

reste de la province, sont solidaires. Ce chemin de fer est susceptible de grands développements, on veut le pousser jusque dans la région de Chibougamau et même jusqu'à la baie James. Les travaux, commencés en 1928, se sont continués en 1929 et pendant une partie de 1930; ils seront repris dès cette année. Les travaux ont bien été et la construction se fera rapidement, pour le plus grand bien de toute la région. Ce chemin de fer est une nécessité. Tous le réclament. Ce n'est pas un chemin de fer électoral. Ce n'est pas là le but principal. Je crois que cette résolution devrait être adoptée unanimement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Chicoutimi parle avec une conviction digne d'une meilleure cause. Ce sont probablement des vestiges de la conviction qu'il avait lorsqu'il était nationaliste.

(Rires)

Il y avait des clauses pour assurer la construction rapide du chemin de fer, on les fait disparaître. Nous sommes en faveur des chemins de fer, mais nous demandons au gouvernement de ne pas faire disparaître les garanties qui assurent l'exécution des travaux.

Il (M. Duplessis) demande ironiquement s'il était à la connaissance du gouvernement qu'il était arrivé, à New York, un malheur aux fonds électoraux du Parti libéral, et si c'est là la cause de l'indécision du premier ministre touchant la date des prochaines élections.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Qu'est-ce que des fonds électoraux?

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Peut-être que l'homme de Trois-Rivières qui a voulu vendre une machine à gagner les élections pourrait retrouver les fonds avec sa machine!

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 215 concernant une subvention à un certain chemin de fer³.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 215 concernant une subvention à un certain chemin de fer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 31 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subvention à un chemin de fer des comtés de Chicoutimi et Lac-Saint-Jean

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 215 concernant une subvention à un certain chemin de fer soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Procédures d'expropriation

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 236 modifiant la loi des cités et villes relativement aux procédures en expropriation.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conversion de compagnies à fonds social en sociétés coopératives agricoles

M. Charbonneau (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 212 concernant la conversion de certaines compagnies à fonds social en sociétés coopératives agricoles.

Adopté.

En comité⁴:

Le comité étudie le deuxième paragraphe de l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. La loi des sociétés coopératives agricoles (Statuts refondus, 1925, chapitre 57) est modifiée en y ajoutant après l'article 32, les suivantes:

"33. Toute compagnie constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la loi des compagnies de Québec (chapitre 223), n'ayant pour objet que l'une ou plusieurs des opérations suivantes: la culture de la terre, la culture et la mise en conserves des légumes et des fruits, l'élevage des animaux domestiques ou à fourrure, l'industrie laitière, la fabrication du beurre ou du fromage, ou toute autre exploitation agricole, peut se convertir en une société coopérative agricole régie par les dispositions de la présente loi, pourvu que les deux tiers de ses actionnaires en nombre aient signé une déclaration à cet effet, autorisant le bureau de direction à faire la procédure nécessaire pour obtenir cette conversion.

"[...]"

M. Charbonneau (Napierville-Laprairie) explique qu'il pense à la formation d'une seule compagnie.

Ce serait bien, dit-il de permettre aux compagnies d'avoir ce privilège, afin qu'elles puissent obtenir les subventions du gouvernement. Seize comtés comprenant 385 cultivateurs producteurs de lait, ayant des intérêts dans ces compagnies à fonds social, ont demandé ce changement et veulent profiter de l'octroi offert par le ministère de l'Agriculture.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'est-ce que le ministre pense de cela?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je vois, dit-il, d'un bon œil le changement en question. Je crois que le projet de loi est excellent. De plus, la mesure sera appliquée avec le consentement des

deux tiers des cultivateurs intéressés dans ces compagnies à fonds social. Elle leur permettra de s'introduire dans le commerce coopératif.

Il y a actuellement à Montréal deux organisations de cultivateurs qui distribuent du lait et de la crème. Je crois qu'il est dans l'intérêt de ces cultivateurs de se former en une seule compagnie coopérative.

Pour cette fin, je crois qu'il convient d'abord de permettre à ces compagnies de devenir des sociétés coopératives. Je favorise ce projet afin de permettre la fusion des deux groupes actuellement existants à Montréal.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À part du "merger", quel est l'avantage?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est le désir du ministère de favoriser le commerce chez les cultivateurs. Nous voudrions que les cultivateurs commercent en coopération. C'est le seul moyen pour eux d'avoir des prix acceptables et d'écouler convenablement leurs produits.

Je crois que nous aurions tort d'aider ces cultivateurs, à moins qu'ils ne soient formés en coopération pour unir leurs efforts. Nous voulons obtenir par ce moyen une parfaite classification de produits.

M. Renaud (Laval) pose quelques questions au ministre au sujet de ce bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette mesure va trop loin. On permettra aux sociétés d'éleveurs de renards de bénéficier du changement en question.

M. Charbonneau (Napierville-Laprairie) ne voit aucune objection à ce que les mots "sociétés d'éleveurs de renards" soient retranchés du projet qu'il soumet à la Chambre.

Le deuxième paragraphe de l'article 1 est amendé et les mots "l'élevage des animaux domestiques ou à fourrure" sont retranchés.

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Charbonneau (Napierville-Laprairie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi fédérale sur la faillite

M. Taschereau (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Thisdel), que cette Chambre exprime l'opinion que la loi fédérale de faillite est préjudiciable à la classe agricole dont elle affecte le crédit et la classe agricole invite le gouvernement fédéral à amender cette loi.

Des suggestions ont été faites au gouvernement fédéral dans le passé et elles ont été accueillies favorablement. Ceci m'engage dans la détermination que j'ai prise. J'ai quelque peu hésité, dit-il, avant de présenter cette question, en raison du peu de support qu'elle a reçu l'an passé. La loi de faillite a été préparée en 1919 et mise en vigueur le 1^{er} juillet 1920. Cette loi fédérale a soulevé des protestations générales dans tout le Canada et surtout dans la province de Québec, lorsqu'elle fut adoptée.

Ses résultats n'ont pas été très heureux, et la province qui a été la plus particulièrement affectée par la loi des faillites de 1920 a été celle de Québec. La loi des faillites a fait disparaître la loi des cessions de biens, qui faisait partie de notre Code civil. Cette loi a également fait table rase des conventions matrimoniales et, en plus, elle a autorisé les cessions de biens aux mains d'un syndic autorisé sans qu'il ne fût nécessaire d'obtenir une émission des tribunaux. On a vu apparaître des syndics autorisés, véritables instigateurs de faillites.

À la suite des plaintes formulées, heureusement, en 1923, des amendements ont été apportés, qui ont supprimé ces inconvénients et rétabli les conventions matrimoniales. On a permis à la femme créancière d'intervenir dans la faillite de son mari. Le nombre des syndics qui parcouraient le pays, afin de demander aux débiteurs de faire cession de leurs biens, a diminué considérablement depuis et la sollicitation est chose plus rare.

Il donne des statistiques pour démontrer les avantages des amendements apportés à la loi qui ont fait diminuer le nombre des syndics. En 1922, il y a eu au Canada: 3,925 faillites; en 1923: 3,408. Une fois la loi amendée, on a enregistré en 1924: 2,319 faillites, soit une diminution de 1,089 faillites sur les années précédentes; en 1925: 1,996 faillites; en 1926: 1,773;

en 1927: 1,841; en 1928: 2,037; en 1929: 2,166. Avant que la loi n'ait été amendée, on enregistrait environ 3,500 faillites par année au Canada.

Les faillites qui ont été enregistrées depuis ces dernières années ne sont pas dues à la sollicitation, mais surtout à la crise économique que nous traversons. Je tiens à remercier les autorités fédérales d'avoir aboli les syndics autorisés et d'avoir choisi à leur place des séquestres officiels. Cette mesure a fait diminuer la sollicitation. Le nombre des syndics était trop considérable. À une certaine période, on en comptait 550 dans le Canada, dont 288 seulement dans la province de Québec. C'est alors que des syndics parcouraient la province afin d'inviter les débiteurs à faire cession de leurs biens. Parmi eux, il y a des gens qui ont été la cause directe de plusieurs faillites; ainsi, dès leur disparition, le nombre des faillites a diminué considérablement.

Il ne faut pas oublier que nous avions, en 1922, environ 60 % de tous les syndics du Canada. Au temps où les syndics autorisés faisaient de la sollicitation, quel était le nombre des faillites dans Québec et dans l'Ontario?

<i>Dans Québec</i>	<i>Dans Ontario</i>
En 1922 - 1,589	En 1922 - 1,058
En 1923 - 1,188	En 1923 - 970

Après la suppression des syndics Nombre de faillites

<i>Dans Québec</i>	<i>Dans Ontario</i>
En 1924 - 907	En 1924 - 835
En 1925 - 758	En 1925 - 721
En 1926 - 650	En 1926 - 655
En 1927 - 670	En 1927 - 688

C'est uniquement le travail de sollicitation fait par les syndics autorisés par le gouvernement fédéral qui est cause qu'il paraissait y avoir plus de faillites chez nous que dans Ontario, par exemple. Ces faillites n'étaient donc pas dues comme on l'a prétendu au manque d'habileté de nos gens, mais à une sollicitation excessive des syndics.

Il propose certains amendements. Il faudrait insister auprès des autorités fédérales pour faire amender sa loi au sujet de l'hypothèque judiciaire. Il prie la Chambre de s'unir à lui pour suppléer les autorités fédérales de le faire. Il y a aussi un autre amendement qui relève plutôt de notre Code civil, au sujet du séquestre.

Il y a plusieurs autres points qu'il serait important de signaler. Mais, si je tiens à parler aujourd'hui, c'est surtout pour traiter des inconvénients de la présente loi, surtout au point de vue du cultivateur. J'affirme et je sais que mon point de vue est appuyé par l'immense majorité de cette province, que la loi de faillite est désastreuse pour l'agriculteur de ce pays. Je ne demande pas le rappel de la loi d'une façon générale: le rappel a déjà été demandé, mais ceux qui ont pris cette louable initiative n'ont pas été écoutés, et je crois qu'il faut désespérer de réussir de ce côté. Mais je m'aventure à demander le rappel des dispositions de la loi se rapportant aux cultivateurs, parce que je crois que cette loi est faite pour le commerçant et non pas pour l'agriculteur. Vous n'avez qu'à la parcourir, cette loi, vous n'avez qu'à en lire les dispositions et vous verrez facilement qu'elle est inapplicable au cultivateur.

Le commerçant et l'agriculteur ont tous deux une organisation d'affaires entièrement différente, et il est bien difficile d'établir une distinction dans les statistiques. Le commerçant qui cesse ses paiements est en faillite au sens de la loi, même si son actif est supérieur à son passif. Si, au contraire, il est exact dans ses paiements, s'il fait honneur à ses engagements commerciaux, quand même il devrait 10 fois plus qu'il ne possède, il n'est pas en état de faillite.

Pour un commerçant, il ne s'agit pas de savoir s'il est solvable ou non; il s'agit de savoir s'il paie à échéance ou s'il ne paie pas. Quant au cultivateur, peut-on appliquer les mêmes principes? Évidemment non! L'agriculteur, comme l'a dit le dicton populaire, ne retire son argent qu'une ou deux fois l'an, après les récoltes et, dans l'intervalle, le créancier doit attendre. Il est solvable, mais ne peut pas payer, n'ayant pas encore récolté le produit de sa terre. En appliquant la loi de faillite, s'il cesse ses paiements, il est en faillite, mais tout de même il est solvable.

C'est là une anomalie. On objectera peut-être qu'on ne peut pas diriger contre lui une pétition en faillite. Mais, pressé de payer, il est poursuivi et fait cession volontaire à la demande d'un liquidateur qui l'a sollicité et lui donne le nom de cultivateur-commerçant. Il n'obtient jamais de chance de la part des créanciers.

Il est presque impossible d'établir des statistiques du nombre de cultivateurs qui ont fait cession, précisément parce qu'on les appelle des cultivateurs-commerçants. Mais, d'après les chiffres que j'ai examinés, il y a près de 100 cultivateurs qui,

dans la province, ont fait cession de leurs biens en 1929. Ils viennent en tête de la liste des faillites. Il y a plus de cessions de cultivateurs que de cessions de divers autres genres de commerces, sauf les magasins généraux. Et, dans l'Ontario, le nombre des cultivateurs qui ont fait cession est plus considérable que n'importe quel genre de commerce pris individuellement.

Une grande partie de ces faillites est due à la sollicitation, car, si on examine les bilans, l'on verra que souvent l'actif était supérieur au passif. La faillite n'eut lieu que parce qu'il n'avait pas l'argent liquide nécessaire immédiatement pour rencontrer ses dettes. Le cultivateur a déposé son bilan, quand il aurait pu, si ce n'eût été de la loi, avec quelques mois de délai, rencontrer toutes ses obligations et continuer à faire fructifier sa terre.

Un grave inconvénient qu'il est bon de signaler, c'est que l'actif du commerçant et celui du cultivateur ne se composent pas de la même chose. L'actif du commerçant rapporte davantage à la liquidation, car il est composé de marchandises facilement négociables, victuailles, bois, etc., et cet actif rapporte de 50 % à 75 %, même lors d'une vente forcée. La terre de l'agriculteur est sacrifiée à 25 % de sa valeur et, lorsque les frais sont payés, presque rien ne reste aux créanciers. La libération est aussi difficile parce qu'il n'y a eu qu'un trop petit pourcentage de la dette payée. Et, ainsi donc, l'actif est perdu pour le cultivateur qui continue à porter le poids du passif.

Il est vrai qu'à mon sens, l'objet de la loi de faillite n'est pas de libérer un failli de ses dettes; l'objet de la loi est de faire le partage des biens du débiteur, de sorte que le créancier plus habile ne soit pas payé de préférence aux autres. Même si l'agriculteur n'est pas libéré, le résultat est désastreux à cause de la nature de l'actif. Les faillites ne rapportent rien, ni au cultivateur qui ne parvient pas à se faire libérer de sa dette et perd cependant tout son actif, ni au créancier qui ne reçoit rien.

Il y a dans la loi des faillites une foule de dispositions qui sont inapplicables au cultivateur: délits de faillite, conditions de la libération que le cultivateur ne peut pas remplir. Il y a celle qui déclare, par exemple, que le failli doit avoir tenu des livres depuis trois ans avant la faillite, sous peine d'amende et d'emprisonnement. Or, les cultivateurs de Québec qui tiennent une comptabilité sont très rares. Mais, au-dessus de toutes ces raisons que je viens de donner, il y en a une autre qui devrait amener le rappel de la loi de faillite, c'est que cette loi ruine le crédit du cultivateur dans notre province.

Nous avions autrefois la loi de cession de biens. Elle était applicable seulement aux commerçants. Le marchand pouvait aller à la campagne vendre sa marchandise aux cultivateurs. Il n'avait pas de sujets de craintes, il n'avait pas lieu de se demander si, dans un ou deux mois, il perdrait sa créance à cause de la faillite de son acheteur. Il mettait sa confiance en celui qui ne l'avait jamais trompé, il accordait le délai nécessaire jusqu'à l'automne. Car ce marchand connaissait l'honnêteté du laboureur; il savait que, de la terre canadienne où travaillaient le père et le fils, sortiraient bientôt et infailliblement les moissons et les récoltes abondantes.

Mais aujourd'hui, les choses sont différentes: la possibilité de faillite chez le cultivateur rend le marchand plus inquiet. Celui-ci rencontre souvent dans la même paroisse le liquidateur qui sollicite la banqueroute. Le crédit est supprimé et le commerce et l'agriculture en souffrent. Nous sommes les témoins de ces choses, chaque jour, et nous n'avons pas le droit d'y rester indifférents. Le crédit de l'agriculteur est trop important pour que nous refusions de le protéger et nos inactivités pourraient amener des conséquences déplorables. Légalement, nous sommes impuissants à remédier au mal, mais je crois me faire l'interprète de cette Chambre en demandant aux autorités fédérales de légiférer sans délai.

M. Arthur Sauvé, alors qu'il était dans cette Chambre, a émis des idées semblables. Aujourd'hui, il est rendu à Ottawa et il siège à la Chambre des communes. Me permettra-t-il de lui demander de mettre à exécution les idées qu'il a préconisées, de faire pression auprès du gouvernement fédéral pour les faire rappeler? Il servira ainsi et la cause du commerce et de l'agriculture. J'espère que l'honorable M. Sauvé appréciera les demandes de la Législature de Québec.

M. l'Orateur, permettez-moi de vous dire que je crois exprimer l'idée des agriculteurs de cette province. J'ai le très grand honneur de représenter un comté essentiellement agricole et j'ai la conviction que ceux-là qui m'ont élu, les cultivateurs de Bellechasse, partagent ma manière de voir. Je réclame pour les cultivateurs le privilège de ne pas avoir le droit de bénéficier de la loi fédérale de faillite, telle que rédigée actuellement.

(Applaudissements)

M. Blain (Montréal-Dorion): Il me sera permis de féliciter le député de Bellechasse (M. Taschereau) d'avoir présenté sa motion, de l'étude détaillée qu'il a faite, et de son exposé clair et solide. Dans l'ensemble, je trouve qu'il a raison et je

suis heureux d'appuyer sa motion. Il rappelle les demandes qui ont été faites au fédéral dans le passé. Il rappelle que lui-même a présenté à la Chambre une motion en ce sens, en 1928, et que la Chambre a été unanime à approuver cette motion. Il estime exorbitants les frais encourus par l'application de la loi de faillite, qui est une loi d'origine anglaise.

Donc, la droite et la gauche s'accordent à dire que cette loi de faillite est préjudiciable aux cultivateurs. Il considère la motion au point de vue du droit et arrive aux mêmes conclusions. Il parle de l'hypothèque judiciaire qui disparaît par l'application de cette loi. La motion est trop imprécise et elle devrait être mieux définie, afin de forcer davantage le pouvoir central.

Notre Code civil est le plus beau monument que l'on puisse désirer et que nos ancêtres ont élevé; nous devons nous efforcer de le conserver dans son intégrité. Il ne faut pas que le Parlement fédéral vienne y toucher. Je crois que l'honorable député de Bellechasse a fait une bonne œuvre en soulevant cette question. Il y a lieu d'apporter des amendements importants à la loi et j'espère qu'on accédera à notre demande.

La motion est adoptée.

Producteurs de lait

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit résolu que cette Chambre, exprimant l'opinion que les cultivateurs qui livrent dans les cités et villes le lait provenant de leurs vaches laitières ne reçoivent pas des compagnies avec lesquelles ils doivent faire affaire un traitement juste et équitable, recommande respectueusement au gouvernement d'adopter sans délai, relativement à cette très importante question, des mesures appropriées et efficaces pour que ces cultivateurs reçoivent justice et pour qu'ils soient raisonnablement protégés.

La question du lait, avec tous les problèmes qu'elle entraîne et qui s'y rattachent, prend dans notre province une importance de plus en plus considérable et exige de nos dirigeants la plus grande attention. L'opposition a toujours proclamé une politique de protection des cultivateurs, et j'ai moi-même préconisé cette politique depuis les quelques mois que j'ai eu l'honneur de siéger en cette Chambre. Or, les producteurs de lait en cette province représentent une proportion importante de

nos cultivateurs. Au fait, il y en a environ 4,000⁵ qui expédient du lait dans la ville de Montréal seulement, à des prix qui sont totalement inadéquats, pour leur permettre de vivre convenablement. Et je prétends que les laitiers qui expédient du lait aux villes ne reçoivent pas la protection qu'ils sont en droit de s'attendre.

Le cultivateur doit fournir aux distributeurs un lait possédant une proportion "standard" de gras de 3.5 %. Quand le lait contient plus ou moins ce pourcentage, il y a augmentation ou diminution selon le cas. Le prix du lait s'établit de deux façons: le lait employé pour la consommation en nature se vend \$2 le 100 livres, tandis que pour la fabrication du beurre, etc., le lait est payé \$1.25. Les frais de transport sont à la charge de l'expéditeur. Il n'existe à l'heure actuelle aucun contrôle qui permette aux producteurs de vérifier la quantité de gras que contient leur lait ou l'usage qui en est fait.

Il peut donc arriver, et nous savons que dans un grand nombre de cas, il est arrivé, en réalité, que des expéditeurs envoient une certaine quantité de lait, et que ce lait était employé totalement à la consommation en nature; et cependant, l'expéditeur n'était payé pour une bonne partie, que sur le prix du lait employé à la fabrication de son beurre.

Supposons qu'un cultivateur expédie 500 livres de lait qui sont totalement employées à la consommation, il retirerait donc 5 x \$2, soit \$10. Toutefois, il est arrivé, et il peut arriver, que les compagnies de distribution, c'est-à-dire les grandes compagnies, prétendent avoir employé seulement 300 livres pour la consommation en nature et avoir utilisé la balance pour la fabrication du beurre. Les cultivateurs ne reçoivent alors que \$8.50. Il est très facile de connaître le nombre que peuvent ainsi faire perdre aux cultivateurs les compagnies qui font la distribution du lait; il n'y a pour l'expéditeur aucun moyen de la contrôler.

Il en est de même pour le pourcentage de gras que contient le lait. Dans plusieurs cas, les compagnies réduisent considérablement le montant que doit toucher le cultivateur, prétendant que son lait n'a pas le pourcentage requis, soit 3.5 %. Là encore, le producteur n'a aucun moyen de contrôle à sa disposition. Ce qui rend la situation encore plus grave, c'est que le producteur qui ouvre la bouche pour réclamer ou se plaindre, est menacé de voir son lait refusé par la compagnie avec qui il est obligé de faire affaire.

Il fait allusion à la campagne que le *Bulletin des agriculteurs* mène depuis quelque temps à ce sujet. Il fait quelques commentaires sur la situation.

Il (M. Sauvé) exprime le désir que la Chambre adopte à l'unanimité la motion qu'il présente, mais encore que le gouvernement agisse dans le plus bref délai suivant les recommandations qu'elle contient. Il demande au gouvernement de prendre des mesures pour protéger les intérêts des producteurs lors de la vente de leur lait.

M. Messier (Verchères): Autrefois, les cultivateurs vendaient leur lait deux fois par année seulement, par contrat entre le cultivateur et le propriétaire de la laiterie. Quand un cultivateur vendait 100 gallons de lait, il était payé pour 100 gallons, et au prix convenu; mais aujourd'hui, la situation n'est plus la même. Vers 1928, des difficultés se sont présentées en rapport avec la vente du lait, lorsqu'il s'est agi de vendre le lait quatre fois par an, à chaque saison. Il fait allusion à la grève du lait en 1929.

Le principal obstacle à la vente du lait dans la métropole, c'est le changement saisonnier des prix du lait. La situation actuelle des producteurs du lait est difficile à cause du mode de vente du lait. On fixe le prix du lait quatre fois par année, et on paie tel prix pour le lait consommé en nature, et tel autre prix pour le lait converti en beurre ou en fromage.

Les laiteries de Montréal consomment environ 70,000 gallons de lait par jour, dont 35,000 gallons vont aux grandes laiteries et 35,000 aux petites laiteries. On devrait nommer une commission d'enquête pour s'informer sur toute la situation du lait. Je suis heureux, dit-il, d'appuyer la motion du député de Deux-Montagnes, quoique ne partageant pas toutes ses prétentions.

M. Lamoureux (Iberville)⁶: Les villes sont trop exigeantes pour les précautions à prendre, notamment pour la température du lait. Il ajoute plusieurs suggestions afin de protéger le cultivateur qui expédie son lait en ville.

M. Renaud (Laval) parle de la cause de la situation où se trouvent les laitiers présentement. Il n'y a aucun rapport entre le prix payé à l'agriculteur et le prix payé par le consommateur. Ce que les distributeurs paient \$0.20, ils le vendent \$0.48. Le producteur de lait qui vend ses produits à Montréal ne fait pas un profit satisfaisant, si on compare ce profit avec celui que font les compagnies. Cela laisse une marge de bénéfice trop grande pour le distributeur intermédiaire.

Tout ceci est dû au règlement mis en force par la cité de Montréal. Lorsque la ville de Montréal

a adopté ses règlements pour promouvoir l'hygiène, les cultivateurs ont cessé d'envoyer directement leur lait à Montréal, parce qu'ils n'étaient pas en état d'acheter des pasteurisateurs, et ils se sont trouvés entre les mains des grandes compagnies. Les règlements sont trop sévères.

Il insiste sur ce point et en vient à parler de la grève du lait à Montréal. On n'était pas aussi scrupuleux dans ce temps-là; on acceptait n'importe quoi dans n'importe quelles conditions, afin de mater les grévistes et les forcer à accepter des prix insuffisants. Les compagnies distributrices ont fait venir du lait de producteurs éloignés qui ne respectaient pas les règlements en vigueur à Montréal.

Il (M. Renaud) proteste aussi contre les trusts qui refusent tout crédit à l'ouvrier pauvre dont l'enfant doit se contenter de boire de l'eau. Il explique aussi que l'abattage des animaux condamnés à l'épreuve à la tuberculine devrait être indemnisé sur le même principe qu'une expropriation.

Le succès de l'industrie agricole réside dans l'industrie laitière. C'est l'industrie laitière qui va sauver le cultivateur et le gouvernement ne doit rien épargner pour elle. Et, comme les villes ont trop de lait, il faut encourager l'utilisation du lait à la campagne; autrement, les distributeurs feront la pluie et le beau temps. Il doit donner des primes s'il le faut, pour que le cultivateur garde le lait à la campagne et fasse un profit aussi grand que s'il le vendait dans les villes et pour maintenir nos beurreries et fromageries.

(Applaudissements)

M. Charbonneau (Napierville-Laprairie) propose, appuyé par le représentant de Labelle (M. Lortie), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 31 mars 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 45.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Remboursement de droits:

Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Phaneuf), que, vu que le bill 153 concernant les œuvres de Notre-Dame-de-la-Merci a dû être présenté par suite du retrait du bill de la cité de Montréal, et qu'il a pour objet de favoriser une œuvre de bienfaisance publique, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Delisle), que, vu que le bill 146 modifiant la charte de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada a été déposé après les délais prescrits pour des causes indépendantes de la volonté des promoteurs, les droits additionnels que ceux-ci ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Producteurs de lait

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), dont elle a été saisie ce jour: Que cette Chambre, exprimant l'opinion que les cultivateurs qui livrent dans les cités et villes le lait provenant de leurs vaches laitières ne reçoivent pas des compagnies avec lesquelles ils doivent faire affaire, un traitement juste et équitable, recommande respectueusement au gouvernement d'adopter sans délai, relativement à cette très importante question, des mesures appropriées et efficaces pour que ces cultivateurs reçoivent justice et pour qu'ils soient raisonnablement protégés.

M. Charbonneau (Napierville-Laprairie): L'opposition fait une très mauvaise réclame aux cultivateurs avec cette question. Je fais remarquer à l'honorable député de Deux-Montagnes qu'il n'a pas été juste envers les cultivateurs et envers l'administration qui les aide de toutes ses forces à améliorer leur sort. J'ai cru qu'il était bon au nom de la classe agricole

de dire que ceux qui ont charge de l'agriculture ont fait leur possible pour aider les cultivateurs.

Il (M. Charbonneau) reproche au député de Deux-Montagnes de faire connaître le malaise existant et de ne pas suggérer de moyen propre à remédier à la crise dont les producteurs de lait ont à souffrir. Il y a des cultivateurs qui ne sont pas chanceux et qui ont besoin d'aide. Toutefois, on a fait dans certains cas miroiter des profits fabuleux aux yeux des cultivateurs et on leur a demandé des sacrifices. On leur a même demandé de vendre leur lait à sacrifice pour leur promettre des profits irréalisables. Il parle d'une compagnie à fonds social, de Montréal, qui pensait faire des revenus mirobolants et qui a dû en revenir. Les cultivateurs ont réalisé qu'il valait mieux pour eux se former en coopérative pour profiter des octrois du gouvernement. La coopération est nécessaire.

L'honorable député a fait aussi un sombre tableau de l'acheteur de produits laitiers. Il explique la position du producteur et de l'acheteur. Il félicite le gouvernement d'avoir consenti à garantir un prêt aux producteurs de lait, pour se former en coopérative, et félicite aussi l'opposition d'avoir accueilli le projet de loi qu'il a présenté. Comme toujours, le mot de feu l'honorable M. Caron aux cultivateurs: "Soyez prudents", est de mise. Et cependant, ce n'est pas en criant au pessimisme que l'on encouragera le cultivateur, ce n'est pas en parlant toujours du malaise qui existe dans la classe agricole que l'on rendra ces habitants de la terre heureux. Je considère qu'il serait juste de reconnaître les efforts du gouvernement. Que l'honorable député de Deux-Montagnes coopère plutôt avec nous, afin que toute la province profite de l'amélioration de la situation.

(Applaudissements)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Au cours de ce débat, on a protesté contre la sévérité des règlements de Montréal, au point de vue hygiénique. Je crois qu'on a tort de blâmer l'administration de Montréal et, surtout, de la tenir responsable de la crise de la mévente du lait. La preuve, c'est que le marché américain nous a été fermé précisément à cause de l'épidémie de fièvre typhoïde qui a ravagé Montréal, en attendant une autre raison pour tenir fermés ces marchés. Lorsque les États-Unis ont placé un embargo sur l'exportation du lait et de la crème du Canada, les agriculteurs ont dû se tourner vers d'autres marchés et se rendre à Montréal pour vendre leur lait. Les cultivateurs sont restés avec un surplus. Des mesures hygiéniques plus suivies contre l'entrée de lait contaminé eussent sans doute empêché cette épidémie et, partant, l'embargo américain placé sur

nos produits laitiers. Cependant, cela n'a pas eu d'effet négatif sur les intérêts des agriculteurs.

Par ailleurs, Montréal a dû se protéger contre l'épidémie et ses retours possibles. Je dois dire que dans une situation aussi sérieuse, il était logique de la part des médecins municipaux de prendre des mesures d'hygiène plus rigoureuses pour la population. On ne saurait blâmer Montréal de protéger sa population contre des épidémies qui ont causé des centaines de morts. D'après l'enquête, il a été révélé que cette épidémie était due au lait, parce qu'en certains milieux il était porteur de germes contagieux. Telle a été la cause de cette situation anormale.

D'autre part, il y a eu évidemment des abus de la part de certaines compagnies de distribution qui reçoivent le lait de nos cultivateurs. C'est une affaire du fédéral, étant donné qu'il y a une sorte de combinaison, pour ne pas dire combine. Mais je crois qu'il y a trop de difficultés sous d'autres rapports. Les compagnies imposent des conditions, en matière de prix, ce qui a entraîné une situation ruineuse pour les producteurs.

Comme le déclarait le député de Laval (M. Renaud), il y a disproportion flagrante entre le prix payé par le consommateur et le prix payé au producteur. Je ne veux pas, dit-il, ignorer les problèmes relatifs à la distribution qui est difficile. Je comprends que la vente, la livraison, la casse, l'embouteillage entraînent des frais importants, mais pas au point de justifier la marge entre le prix payé au producteur et celui payé par le consommateur. Elle est encore trop grande.

On dit aussi que la classe agricole n'est pas en mesure de contrôler la pesanture du lait qu'elle vend. Le poids du lait expédié est contrôlé par ceux qui reçoivent le lait. On me fait aussi remarquer que des compagnies ne renvoient pas à temps les bidons vides, ce qui fait subir de lourdes pertes aux cultivateurs. Certains distributeurs obligent les cultivateurs à acheter un double service de bidons, faute d'exactitude dans la livraison, et, de même, la proportion de gras n'est pas déterminée de façon juste pour le producteur. Les distributeurs éprouvent des difficultés et doivent les surmonter. Ils ont eu trop de latitude en ce qui a trait à la classification du lait propre à la consommation ou pour la fabrication du beurre. Le distributeur n'a pas la faculté de déterminer lui-même la qualité du lait. Par conséquent, les compagnies ont eu la permission de payer des prix déraisonnablement bas.

Le gouvernement devra prendre les mesures voulues pour remédier à cet état de choses et protéger davantage la classe des producteurs de lait contre ces abus qui peuvent se glisser dans ces

domaines. Il y aurait certainement moyen de corriger des erreurs. Je comprends que la chose n'est pas toujours facile, et parfois possible, mais les coopératives des producteurs pourraient avoir des inspecteurs qui, avec le concours du gouvernement, détermineraient la qualité et la catégorie du lait à sa réception, aux installations des compagnies, et qui pourraient empêcher des abus, accélérer le service et éviter des dépenses.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je suis heureux de l'intérêt suscité par la motion qui est devant nous. C'est le vœu du gouvernement que les intérêts du cultivateur soient protégés. Mais, on a trop tendance à mettre au compte du gouvernement ce qui s'est produit dans le domaine de l'agriculture.

On a prétendu que les producteurs n'étaient pas payés suffisamment pour le gras de leur lait. Cela peut dépendre très souvent des épreuves faites pour prélever des échantillons. Dans deux épreuves différentes faites sur le même échantillon de lait, le pourcentage du gras peut varier de trois dixièmes⁷. La proportion de gras contenue dans le lait est déjà contrôlée par des inspecteurs du gouvernement. Un inspecteur n'est pas suffisant. Nous en nommerons un autre et, s'il le faut, le gouvernement nommera un plus grand nombre d'inspecteurs, car il ne veut pas que les cultivateurs soient exploités.

Il soutient que son département ne peut intervenir pour dire aux compagnies qui reçoivent le lait des producteurs: "Vous convertirez telle ou telle quantité en beurre, telle quantité en fromage, et vous garderez tant de gallons de lait à son état naturel." Je crois qu'une commission serait utile au cultivateur. Nous nommons à l'heure actuelle une commission qui fera une étude spéciale de la question du lait en général, sur la distribution du lait, etc., afin de voir s'il n'y a pas moyen de protéger davantage le cultivateur.

L'honorable M. Caron reçut des horions lorsqu'il disait aux cultivateurs: "Vous envoyez votre lait aux États-Unis et dans les villes. Un jour, ces marchés vous seront enlevés et vos fabriques de campagne seront disparues." Il leur disait qu'ils mettaient en danger l'organisation de leurs fabriques et qu'ils le regretteraient un jour, ce qui est arrivé. Il demandait aux producteurs de lait de continuer leur encouragement à la petite beurrerie de campagne, afin de prévenir le contrôle des industries des grandes villes. On a fait un crime à mon prédécesseur de prêcher cette politique. On disait qu'on voulait empêcher les cultivateurs de vendre leur lait où ils voulaient.

La ville de Montréal ne pourra jamais être trop sévère sur la question du lait et nos cultivateurs ne s'en plaindront pas, car ils savent toute l'importance qu'il y a d'avoir des produits laitiers excessivement hygiéniques. Tout le monde comprend maintenant la nécessité de la pasteurisation du lait et de la tuberculisation des troupeaux. Toutefois, relativement à ces questions, on a placé sur le dos du gouvernement des responsabilités qu'il n'avait pas à prendre. C'est la ville de Montréal, et c'était son droit, qui a exigé des cultivateurs qu'ils fassent tuberculiner les animaux dont ils vendraient le lait à Montréal. La tuberculisation était nécessaire quand Montréal l'a imposée aux producteurs.

On dit cependant que c'est le ministère qui a envoyé les vétérinaires. Montréal ne voulait cependant pas payer ces derniers pour faire cette besogne. On ne pouvait l'y obliger et elle n'y était pas tenue. Les cultivateurs auraient été obligés de payer eux-mêmes les praticiens. C'est alors que le gouvernement provincial est intervenu et qu'il a fait preuve de générosité envers les cultivateurs en envoyant ses praticiens à titre gracieux. Je ne crois pas qu'on puisse le blâmer. On ne peut venir maintenant déplacer la question et prétendre que c'est le gouvernement qui s'est immiscé chez les cultivateurs.

D'ailleurs, les vétérinaires n'ont obligé personne à faire l'épreuve de la tuberculine. C'était le devoir du gouvernement de protéger la population de Montréal. La tuberculisation des animaux est un bien pour le cultivateur. Même en ne tenant pas compte du point de vue hygiénique qui est le plus important, la mesure a été très économique pour les cultivateurs, quoi qu'on en dise, parce qu'elle sauve parfois tout un troupeau menacé de la terrible maladie. La mesure s'imposait au point de vue de l'hygiène, et Montréal ne doit pas être blâmée d'avoir appliqué les règlements.

Le cultivateur doit être heureux de soumettre son troupeau à la tuberculisation. Les cultivateurs considèrent cette mesure avantageuse. Ils ont tellement réalisé cela qu'ils sont instances auprès du gouvernement pour faire tuberculiner leurs troupeaux et que les vétérinaires du fédéral et du provincial avaient peine à répondre aux demandes qui leur étaient faites.

On a eu tort de faire campagne contre cela, il y a quelques années. On s'est plu à dire que les vétérinaires ne connaissaient rien en matière de tuberculisation. Certains députés ont même aidé cette campagne. C'est ce qui a porté les cultivateurs

à être réticents. La campagne menée par certains membres de l'opposition contre les tests tuberculiniques a agi à l'encontre des intérêts des agriculteurs, qui, animés par un préjugé contre le test, ont entravé son déroulement. Heureusement, les agriculteurs ont changé d'avis à ce sujet et reconnaissent maintenant la nécessité d'avoir des tests.

Il y a encore aujourd'hui une trop grande quantité de produits de mauvaise qualité qui sont lancés sur les marchés. Il montre la nécessité qu'il y a pour les populations de se protéger contre le mauvais lait. Les villes devraient adopter des règlements pour empêcher la vente de lait de mauvaise qualité, et ces règlements, s'ils sont appliqués correctement, vont permettre de mieux classer le lait et d'améliorer les méthodes de distribution. Ceci peut être réalisé en organisant des coopératives que le gouvernement encouragerait par tous les moyens. Quand l'éducation sera mieux faite, - les villes peuvent faire beaucoup à cette fin -, la marche des produits intermédiaires diminuera. Il y aura bénéfice pour tout le monde.

Il y a eu marge entre le montant reçu par le producteur et le montant payé par le consommateur, principalement parce que des produits ont été livrés sans aucun contrôle. C'est une bien mauvaise chose que de vouloir faire peser la faute du malaise seulement sur les seules grandes laiteries des villes; il faut l'attribuer à certaines petites compagnies qui ont présenté des produits d'ordre secondaire sur le marché. On a eu la preuve à Montréal où deux compagnies se sont fait la lutte.

M. Renaud (Laval): Cette concurrence fut une bonne chose, malgré que cette association soit menacée de la banqueroute.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Ceux qui sont pour la baisse des produits, ce sont les petites laiteries. Ce n'est pas contre les grandes laiteries qu'il y a eu des récriminations, mais justement contre une autre association de cultivateurs. Ce ne sont pas les cultivateurs qui sont à blâmer, mais ceux qui ont voulu faire la concurrence pour toutes autres fins que la vente du lait. C'est justement pour cela que la loi du député de Napierville-Laprairie (M. Charbonneau) fut passée au cours de l'après-midi. Nous croyons remplir notre devoir envers toute la société en permettant l'établissement de sociétés coopératives.

Le gouvernement est à choisir une commission pour faire une enquête. Nous voulons

aider à une distribution plus avantageuse. Diminuer les frais de distribution, de façon à satisfaire les producteurs et les consommateurs, c'est notre rôle et nous croyons le remplir.

Le gouvernement provincial n'a aucun contrôle sur les animaux de l'extérieur qui entrent ici, mais c'est le gouvernement fédéral qui s'en occupe. Le gouvernement fera tout son possible et ne reculera devant aucune dépense pour aider au cultivateur et au producteur de lait et pour le protéger contre les exploiters qui pourraient encore se trouver dans la province.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes) lit sa motion. Mon intention, par cette motion, est de protester contre certains abus de la part de compagnies laitières. La constatation d'un mal n'est pas une mauvaise politique. Il repousse le reproche qu'un adversaire a formulé sur l'inopportunité de ce débat.

Il proteste de nouveau contre la coupe des prix du lait que les distributeurs de lait de Montréal se permettent. Les grandes compagnies de lait de Montréal ont été injustes envers les producteurs. Les cultivateurs n'ont aucun contrôle sur la classification de leurs produits.

Je veux en terminant que le cultivateur soit payé pour la quantité de lait qu'il envoie aux distributeurs, que le gouvernement agisse à cet effet et veille au maintien des beurreries paroissiales par des octrois substantiels. Le gouvernement doit se renseigner et contrôler.

Il félicite le ministre de l'Agriculture, lui reconnaît de grandes qualités et la meilleure volonté de faire tout ce qu'il pourra dans l'intérêt de la classe agricole. Il lui demande de donner justice aux producteurs.

(À 10 h 10, on apporte à M. Sauvé un verre de lait).

(Rires dans la Chambre et dans les galeries)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si c'est le lait du gouvernement, je le refuse, car je tiens à conserver ma bonne santé.

(Il présente son verre à M. Tremblay. Celui-ci le renverse d'une taloche, et le contenu se répand sur le complet de M. Renaud qui se met à éponger à grands coups de mouchoir son pantalon taché.)

(Rires)

La motion est adoptée.

Éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi des écoles juives, présentée l'an dernier, permettait aux protestants et aux juifs de s'entendre sur la question de l'éducation des enfants juifs. Le délai pour l'entente devait expirer le 1^{er} avril 1931. Le gouvernement entend retirer son bill passé l'année dernière, parce que ce bill n'a plus sa raison d'être.

Depuis cette époque, Dieu merci, et pour le plus grand avantage de toute la population et de l'élément judaïque qui désirent la bonne entente, cette entente, dit-il, entre protestants et juifs, entre la Commission scolaire protestante et la Commission scolaire catholique de Montréal, entre les comités catholique et protestant du Conseil de l'instruction publique pourvoyant à l'éducation des petits juifs dans les écoles protestantes, a eu lieu. Et c'est cette convention intervenue qui fait l'objet du présent bill, sujet à l'approbation de cette Chambre.

Il (l'honorable M. David) explique la genèse de ce bill et en précise le but. On veut, dit-il, sanctionner un arrangement entre catholiques, protestants et juifs de Montréal. Les protestants de la ville de Montréal et d'Outremont ont agréé, par contrat devant notaire et pour une période de 15 années, de continuer à donner l'instruction aux enfants juifs, comme dans le passé, moyennant certaines conditions financières. Le coût par tête et par année est estimé à \$75 et, dans certains cas, si cette somme est insuffisante à l'éducation des petits juifs, la différence sera comblée par les commissions scolaires protestantes et catholiques.

Pour Montréal, les catholiques contribueront au paiement du coût de \$75 pour l'enseignement aux enfants juifs, à partir du régime de la liste neutre⁸. Le bill déclare que l'évaluateur de la ville mettra en regard des contribuables juifs la lettre J, et en face des noms des autres propriétaires non chrétiens, la lettre N.

Cette base de paiement n'est pas nouvelle. Il y a quelques années, la Commission scolaire protestante a demandé que la taxe neutre soit augmentée de deux sous, pour permettre à la commission protestante de compenser les dépenses entraînées par l'éducation des enfants juifs. Tels sont la base et les points essentiels du bill.

Quel est le principe à l'origine du bill? De donner une éducation à ceux qui ont besoin d'éducation, donc de donner l'éducation aux enfants juifs. L'accord inclus dans le bill a été soumis aux autorités religieuses et il a reçu leur approbation, dont celle de Son Éminence le cardinal archevêque de Québec, le cardinal Rouleau, et de Sa Grandeur l'archevêque-administrateur de Montréal, Mgr Gauthier, qui ont manifesté leur satisfaction de voir l'épineuse question résolue de façon satisfaisante. Leurs Eminences ne se sont pas prononcées sur l'accord financier, mais seulement sur le principe du bill. La commission des écoles juives créée l'an dernier sera maintenue, mais dans le seul but de surveiller l'application de l'arrangement financier.

La mesure a également été soumise aux comités catholique et protestant du Conseil de l'instruction publique, à la Commission des écoles protestantes et à la Commission des écoles catholiques de Montréal, dans ce dernier cas en raison de sa partie financière, et elle a été approuvée par toutes ces autorités.

Aucun changement n'a été apporté au texte tel qu'il a été soumis. Je suis très heureux que le bill ait reçu leur assentiment. Il (l'honorable M. David) lit alors les délibérations du Conseil sur cette question et des lettres dans lesquelles les autorités se disent satisfaites du règlement de la question. Le comité protestant du Conseil de l'instruction publique a souligné la nécessité, dans toute loi, de ne pas aller au-delà des dispositions du jugement du Conseil privé.

Il espère que la loi réglera cette question épineuse. Le gouvernement a fait de son mieux pour régler le problème. Les juifs veulent être de bons Canadiens et aller à l'école avec les autres, et le contrat, il en est certain, profitera à toute notre province et au pays. Il répète qu'il ne peut y avoir ici plus qu'une majorité et une minorité, tantôt française, tantôt anglaise. Mais il croit que tous ceux qui viennent dans notre province ont droit de s'attendre à ce que leurs enfants soient instruits.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Quelles parties de la mesure ont été soumises aux comités du Conseil de l'instruction publique et pourquoi?

L'honorable M. David (Terrebonne) déclare que certaines personnes ont protesté parce qu'on a demandé au comité catholique d'étudier la mesure, mais qu'il est de son devoir de faire savoir que toutes les questions relatives à l'éducation relèvent du Conseil de l'instruction publique.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): En regard de quelle partie de la loi le comité catholique a-t-il donné son consentement?

L'honorable M. David (Terrebonne): En vertu du principe général selon lequel le Conseil de l'instruction publique s'intéresse à toutes les questions relatives à l'éducation. Je sais que, dans certains milieux, on estime que la question actuelle ne concerne que les protestants et les juifs, mais permettez-moi de ne pas partager ce point de vue. Je déclare, et je parle ici au nom du Conseil de l'instruction publique, que je m'intéresse à toutes les questions relatives à l'éducation et à toutes les lois qui s'y rapportent. Le conseil est formé de deux comités qui s'occupent de façon séparée de la question.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Les juifs sont-ils représentés au sein de ce conseil?

L'honorable M. David (Terrebonne): Pas du tout.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Le gouvernement provincial est au courant qu'il n'y a aucun juif au Conseil de l'instruction publique?

L'honorable M. David (Terrebonne): Moi, je le sais.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Le secrétaire provincial est-il au courant que la Législature a le droit de nommer des juifs au Conseil de l'instruction publique?

L'honorable M. David (Terrebonne) déclare être au courant du jugement et affirme que la question des droits supplémentaires est une question de décision. En ce qui a trait aux détails du projet de loi, ils feront l'objet de discussion plus tard.

M. Blain (Montréal-Dorion)⁹: J'admettrai de suite que je suis d'accord avec le secrétaire provincial en ce que le bill concerne une matière délicate et qu'il s'agit d'une question d'intérêt national. L'an dernier, l'honorable secrétaire provincial (M. David) présentait son projet et il n'avait pas le ton de ce soir. La loi 20 George V, chapitre 61, intitulée "loi concernant l'éducation des enfants de croyance judaïque dans l'île de Montréal", adoptée l'an dernier, établissait une commission des écoles juives à Montréal, et avait comme conséquence immédiate de créer une troisième minorité et un organisme nouveau.

Nos amis de la droite, le secrétaire provincial, les députés de Montréal-Mercier (M. Plante), de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) et de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen) ont fait des discours à l'appui de ladite loi, remplie de beaux sentiments, mais où brillaient par leur absence le raisonnement et la logique.

L'opposition de l'époque a demandé à la Législature de ne pas se prononcer sur le projet de loi, tant que le Conseil de l'instruction publique ne se serait pas prononcé. Mon amendement, à cet effet, fut rejeté, bien qu'il fût conforme à notre Constitution et à la loi de l'instruction publique (articles 22 et 23). J'ai toujours prétendu que la paix régnera en autant que nous appuierons notre conduite sur la logique, sur nos lois et sur nos traditions. Je n'ai pas l'habitude de me dérober à mes responsabilités. Je ne me déroba pas l'an dernier, mais je voulais que l'on respectât le Conseil de l'instruction publique. Je ne faisais que me conformer à notre plus saine tradition en matière d'instruction publique.

Toutes les races dans le Québec sont bien traitées. Nous recevons les étrangers et il n'y a eu aucun conflit. Nous nous sommes occupés des juifs à différentes reprises. Il me semble que la majorité de la province ne s'est pas montrée si intolérante envers la minorité juive chez nous. À la suite de l'amendement que nous avons présenté l'an dernier, une violente campagne a été menée contre l'opposition qui n'a jamais professé de haine ni de mépris contre les juifs.

Certains de nos amis hébreux nous en ont blâmés fortement dans leurs discours; ils ont eu des paroles regrettables à l'égard des conservateurs et nous ont fait porter une responsabilité vis-à-vis certains de leurs coreligionnaires injustement. Mais bon traitement ne veut pas dire sacrifice de notre système éducatif. Nous savions et nous savons encore que la majorité des juifs aimaient mieux envoyer leurs enfants aux écoles protestantes et ne tenaient pas du tout à avoir des écoles à eux.

Les députés de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), de Montréal-Saint-Georges (M. Gault)¹⁰ et de Montréal-Cartier (M. Jacobs)¹¹, au fédéral, en ont fait une colère, comme si nous voulions les persécuter, les poursuivre et les chasser du pays. Ces honorables députés devraient pourtant savoir que notre Législature s'est maintes fois occupée d'eux. Je cite notamment la loi 3 Édouard VII, (1903) chapitre 16, "loi amendant les lois concernant l'instruction publique, relativement aux personnes professant la religion judaïque".

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande au député de Montréal-Dorion (M. Blain) s'il serait prêt à adopter la loi 3 Édouard VII, déclarée *ultra vires* par le Conseil privé?

M. Blain (Montréal-Dorion): Puisque cette loi est anticonstitutionnelle, dit-il, je ne peux évidemment la passer de nouveau. Je ne voterais certainement pas pour laisser les enfants juifs sans instruction.

Il cite aussi la loi 13 George V, chapitre 44 (1922), loi concernant l'éducation des enfants des non catholiques et non protestants, 20 George V, chapitre 61 (1930), "loi concernant l'éducation des enfants de croyance judaïque dans l'île de Montréal" et 21 George V (1931), "loi concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont".

Pour des gens qui veulent les persécuter, je trouve qu'ils ont été généreux dans leurs préoccupations. Et je citerai même 1 George IV, chapitre 57 (1832), Bas-Canada, "Acte pour déclarer que les personnes qui professent le judaïsme ont certains droits". À cette époque (1832), le Bas-Canada était entièrement canadien-français, et n'empêche que notre Législature du temps a promulgué l'Acte que je viens de citer et qui rend justice aux Juifs. Nous n'avons jamais eu de querelles entre juifs et Canadiens français. Je crois que mes compatriotes ont amplement donné justice aux juifs et je crois qu'ils ne se font pas faute de les encourager dans leurs industries et leur commerce.

Et je crois me rappeler également que la Législature s'est occupée d'eux en 1929, et, à cette époque, nos honorables amis nous ont fait des compliments. Mais, comme récompense de nos bons traitements, on a voulu enlever le monument Crémazie du carré Saint-Louis et le remplacer par un monument à Oscar-N. Strauss, un Juif bien en vue de New York.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): On ne peut considérer les personnes qui ont écrit au maire de Montréal de l'époque, au sujet de l'érection d'un monument en l'honneur de Strauss comme étant représentatives de la communauté juive de Montréal. La population juive n'a pas approuvé un tel mouvement et le conseil municipal a bien fait de rejeter pareille proposition. Que penseriez-vous si les Juifs érigeaient un monument en l'honneur du maire de Montréal (M. Houde)?

M. Renaud (Laval): Ce sera au moins un Canayen.

M. Houde (Montreal-Sainte-Marie): L'idée n'est pas si mauvaise.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): Nous vous avons toujours été très bien traités.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) et **M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)**: Si certains intervenants juifs ont présenté une telle demande, on ne doit pas en tenir responsable tout le groupe, et ils nient que cette histoire soit reliée à la question présente.

M. Blain (Montréal-Dorion) accepte de bonne grâce le démenti. Plus tard, le député de Montréal-Saint-Louis, le 2 décembre dernier, prononça certaines paroles que je rapporte, d'après le compte-rendu de la *Gazette*, disant que si le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) parlait à Québec comme il avait parlé dans la province, la session serait chaude. Il ne faut pas oublier que les juifs n'ont de droits qu'en autant que la majorité leur en donne; qu'il n'y a ici, au pays, que deux minorités reconnues, soit la minorité canadienne-anglaise dans la province de Québec et la minorité canadienne-française dans les autres provinces; je ne considère pas que nous sommes justifiés d'en créer une troisième.

La loi de l'an dernier a eu pour résultat que 22 races différentes sont allées demander des classes de leur langue à la Commission des écoles catholiques de Montréal, au mois de septembre dernier. Si ces demandes étaient accordées, et les autres races ont autant raison d'en demander que les Juifs, il faudrait fonder une vingtaine de commissions scolaires, et ce serait une véritable tour de Babel.

Malgré la résolution du Conseil de l'instruction publique de 1928, demandant de ne pas passer aucun projet de loi scolaire nouveau, la Législature a passé outre et a légiféré comme l'on sait. En 1930¹², on ne jugeait pas nécessaire de soumettre le bill au Comité catholique de l'instruction publique. Cette année, le Conseil de l'instruction publique n'a pas été consulté et le projet qui est soumis n'est pas non plus semblable à celui de l'an dernier, mais les deux comités ont été consultés séparément. Je m'en réjouis.

Le comité protestant n'a approuvé l'entente qu'il s'agit de ratifier par le présent bill que sous réserve des droits reconnus aux protestants en vertu du jugement du Conseil privé dans la cause de Hirsch, (page 200, Law Reports - 1928). Le comité catholique a approuvé, mais sous réserve de la

discussion de la partie financière. Des modifications ont été effectuées depuis la soumission du projet au comité, mais l'honorable secrétaire provincial (M. David) affirme que rien n'a été modifié.

Voici quels sont les termes de ces approbations. Mais je dois déclarer que la liberté est réservée à chacun d'entre nous, à tout le monde, vu que le projet soumis aux deux comités précités n'est pas le même que celui qui nous est présentement soumis. Le principe du bill actuellement devant nous, c'est la ratification de l'entente entre protestants et juifs. Nous sommes en faveur d'une entente, mais nous n'approuvons pas toutes les clauses de l'entente annexée au présent bill.

Il faut se réjouir du fait qu'on recule, et qu'on corrige la loi de l'an dernier, mais le présent bill n'atteint pas le but désiré. Il est censé vouloir l'abrogation de la loi 20 George V, chapitre 61; mais, par la clause 9 de l'entente, il maintient tous les droits accordés par ledit bill 20 George V, chapitre 61, de l'an dernier. Il maintient également la commission des écoles juives, et nous y avons objection parce que c'est créer une troisième minorité.

Si nous poussions ce principe dans les extrêmes limites, il s'ensuivrait une multiplication de nouvelles commissions scolaires et une confusion extrême. Il faudrait créer 23 minorités et autant de commissions scolaires. Un principe ne doit pas nous conduire à des conclusions absurdes. Le bill a encore pour effet de créer un quatrième tableau, et c'est pourquoi je voterai contre.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)¹³: L'opposition n'a pas toujours professé les sentiments qu'elle a aujourd'hui. En autant que je suis personnellement concerné, j'admets que les juifs n'ont pas droit à une commission scolaire séparée.

J'ai toujours professé les mêmes principes, dit-il, au sujet des écoles juives séparées. J'ai toujours été opposé aux écoles séparées. La Chambre connaît mon point de vue à ce sujet, déclare-t-il, mais en même temps, j'ai toujours insisté pour que les juifs reçoivent une certaine reconnaissance concernant les questions relatives à l'instruction, pour qu'ils puissent eux aussi avoir le droit d'instruire leurs enfants dans cette province.

Telle était mon attitude en 1922 et telle est mon attitude aujourd'hui. Je crois qu'elle sera toujours la même, car j'estime qu'on ne doit pas créer une autre liste dans Québec, mais j'estime également que nous avons droit d'être représentés sur l'organisme auquel nous payons nos taxes.

Nous sommes pour le principe "no taxation without representation". Si, au moins, nous ne pouvons obtenir cela, que l'on nous permette d'avoir nos écoles! L'opposition s'est prononcée contre le bill, l'an dernier, et se prononce encore contre la loi actuelle. L'opposition refuse donc aux juifs le droit de faire instruire leurs enfants comme les autres habitants de la province ont le droit de le faire.

Mes amis de l'opposition, dit-il, ont parcouru la province en protestant contre les écoles séparées et les droits scolaires juifs. Ils n'ont pas été justes envers les juifs en faisant campagne contre eux et en leur refusant le droit à des écoles séparées. Je rappelle qu'en 1927, j'ai déclaré au cours de la campagne électorale que moi-même j'étais opposé au principe des écoles séparées pour les miens.

Seulement, l'opposition, qui s'y oppose maintenant, a sans doute oublié qu'aux élections générales de 1927, M. Louis Fitch, K.C., était alors le candidat officiel de l'opposition contre moi dans Montréal-Saint-Louis, qu'il bénéficiait de l'appui du chef de l'opposition de l'époque, et que son programme était surtout fondé sur la demande des écoles séparées. C'était bien différent en 1927 qu'au lendemain de la loi de 1930. Le chef de l'opposition devrait se rappeler cette page d'histoire politique. Le Parti conservateur en 1927, en appuyant M. Fitch, approuvait tacitement le principe des écoles juives séparées.

Mais, depuis l'an dernier, on chante une autre chanson, et le chef de l'opposition a parcouru la province en reprochant au gouvernement d'avoir accordé aux juifs des privilèges plus grands que ceux accordés aux autres minorités. Des orateurs ont parcouru la province en condamnant le gouvernement pour avoir accordé des écoles séparées aux juifs, alors que nous, nous savons que la loi de 1930 ne les accordait pas. Soyons justes et honnêtes.

Le bill de l'an dernier a simplement posé le principe que les juifs pourraient passer une entente avec les protestants ou les catholiques pour l'éducation de leurs enfants, et qu'advenant la faillite d'une telle entente, ils pourraient établir leurs propres écoles. Cette loi a été votée afin de trouver s'il serait possible de faire des arrangements pour empêcher de jeter 12,000 enfants juifs dans la rue, au cas où les protestants ne voudraient pas les accepter.

Le gouvernement pouvait-il faire autre chose qu'adopter la loi passée l'an dernier? Cette loi de l'année dernière contenait des dispositions pour permettre une entente entre les juifs et les protestants ou les catholiques, pour instruire les enfants juifs

dans leurs institutions, et c'était seulement dans le cas où toute entente serait impossible que les juifs auraient eu le droit d'établir leurs propres écoles.

Nous ne devons pas oublier qu'au moment où la loi a été adoptée, elle créait la commission des écoles juives, décrétait que la commission aurait droit de faire des ententes avec les autres corps, mais que cette commission obtenait les mêmes droits et pouvoirs que les membres des commissions protestante et catholique. Si vous remontez à l'origine des difficultés, vous trouverez qu'il y avait deux questions entre les protestants et les juifs: celle de l'éducation des enfants juifs et celle de la représentation du comité protestant. Lorsque la chose a été discutée, j'ai nettement déclaré que j'étais opposé aux écoles séparées, mais que je ne voulais pas être placé dans une situation inférieure aux autres classes. J'ai dit que j'étais l'ennemi juré des écoles séparées, mais à condition que la Commission scolaire protestante admette une représentation juive en son sein. Si on nous refusait le droit de représentation sur la commission, je préférerais accepter les écoles séparées à une situation d'infériorité. Les juifs ne veulent pas être placés dans un état d'infériorité au point de vue éducationnel dans la province, mais sur le même pied que les Canadiens anglais et français suivant le principe "no taxation without representation".

La loi de l'an dernier a établi la commission juive et nous a accordé les décrets reconnus par la décision du Conseil privé. Ce à quoi je m'objecte dans le présent bill, c'est que vous enleviez aux membres de la commission juive leurs droits. Vous amputez la commission, vous la rendez ineffective (sic); c'est injuste, rétrograde et réactionnaire de nous placer dans une telle position. Cela signifie que nous n'avons ni droit ni pouvoir, pour l'éducation de nos enfants. Je m'oppose au présent bill pour la raison suivante: la loi de l'an dernier nous donnait droit de faire des arrangements et, en cas de mésentente, d'établir des écoles séparées.

Vous donniez à la commission juive les mêmes droits et les mêmes pouvoirs qu'aux autres commissions. Par la loi actuelle vous enlevez aux juifs le droit d'établir leurs écoles en aucun temps. Vous enlevez les droits et pouvoirs de la commission et, plus que cela, vous laissez les autres sections de l'île de Montréal, en dehors de Montréal et d'Outremont, dans une situation aussi précaire qu'avant la loi de 1930. La commission juive n'a passé d'entente qu'avec la Commission scolaire protestante de Montréal et les commissaires d'Outremont. Il n'y a aucune entente avec

Westmount, Verdun, Lachine, et si cette loi est appliquée, elle signifie que dans ces municipalités ainsi que les autres intéressées, sur l'île, les enfants juifs se trouveront dans la même position que les enfants juifs de Montréal avant la loi de l'an dernier.

Je dis que le nouveau bill enlève tous les pouvoirs aux juifs et à la commission qui leur ont été donnés l'an dernier, et que c'est inéquitable et injuste. Par le système que l'on veut introduire, on va forcer les enfants juifs de Verdun, de Westmount et de Lachine à aller aux écoles de Montréal. Je suis heureux de dire que le gouvernement a fait son possible, mais je regrette d'ajouter que la mesure n'apportera pas la solution que l'on veut. Je dis que le problème n'est pas résolu et qu'à tout le moins, le bill est prématuré. Le bill actuel place les enfants juifs dans un état d'infériorité et c'est pourquoi je m'objecte. Qu'allons-nous faire si la Commission scolaire protestante de Westmount décide demain de dire aux enfants juifs de sortir de ses écoles?

Comment finirons-nous par résoudre ce problème? Le nouveau bill ne règle pas la question de l'éducation des enfants juifs puisqu'il nous laisse sans privilèges le jour où les protestants ne voudront plus de nous. Vous, vous dites "Dieu et mon droit". Nous disons "Dieu et mon pays". Nous sommes venus ici pour former un groupe avec vous, pour vivre avec vous. Nous vous disons: "Ne faites pas ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit." Vous agiriez comme nous si vous étiez dans une autre province. Je dis qu'il est injuste d'enlever à la commission scolaire juive tous ses pouvoirs de continuer ses négociations, et c'est exactement ce qui se passera si ce bill devient loi. Après tout, nous sommes tous citoyens de ce pays.

Le député de Montréal-Dorion (M. Blain) a déclaré tantôt que nous n'avions pas été maltraités ici. Je ne connais pas de juif qui se soit jamais plaint depuis un siècle ou plus. Je ne connais personne d'autorisé qui ait proféré une telle plainte. Notre grief est d'aujourd'hui. Nous ne nous plaignons pas du traitement reçu dans le passé, nous sommes satisfaits à cet égard et tout ce que nous voulons c'est le *statu quo*; nous voulons continuer ainsi. Nous ne nous plaignons pas de la loi de l'année dernière. Nous disons que vous adoptez une loi pour ratifier une entente entre les protestants et les juifs, et je prétends qu'il n'est pas nécessaire d'adopter une telle législation.

La loi de l'an dernier est amplement suffisante pour la ratification du contrat. La loi de l'année dernière a en vue une entente entre les protestants et les juifs avec une clause disant que le

lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport du surintendant de l'Instruction publique, pourra ratifier tel contrat. Il n'est pas du tout besoin de ratifier par une nouvelle loi le contrat passé entre juifs et protestants. On objectera qu'il faut ratifier l'entente financière; mais il y a un second bill qui traite précisément de l'arrangement financier. Non, ce bill n'a qu'un seul but: c'est d'enlever à la commission scolaire juive les pouvoirs qu'elle possède. Voyons un peu les implications de ce bill.

Il (M. Bercovitch) compare les lois de l'an dernier et de cette année et conclut que, par le nouveau bill, la commission juive n'a désormais aucun pouvoir. À supposer, par exemple que la Commission scolaire protestante ne remplisse pas son contrat? Il (M. Bercovitch) ne s'attend pas à ce qu'une telle chose se produise, mais si tel était le cas, quels pouvoirs a la commission juive? Bien sûr, elle peut prendre une poursuite en cour, mais le premier contribuable venu peut faire la même chose. Et puis, qu'on ne perde pas de vue, non plus, que le contrat, en pratique, ne sera valide que pour 15 ans. Et après? Que se passera-t-il après ces 15 ans? Si nos amis protestants ne veulent pas continuer l'entente, qu'arrivera-t-il? Nous n'avons plus le pouvoir d'établir des écoles séparées. Ce contrat a été fondé sur ce principe cependant, et avec l'aveu que la commission juive avait certains pouvoirs. Maintenant vous les niez. Qu'arrivera-t-il demain si la commission protestante refuse de remplir ses engagements? La commission juive, en vertu de la présente loi, ne pourra pas établir de nouvelles écoles. On lui enlève ce pouvoir. Je sais que le gouvernement tente de résoudre sincèrement et honnêtement le problème, mais la loi actuelle est injuste et laisse la question encore ouverte.

Il (M. Bercovitch) poursuit la question pendant un moment, à savoir que tout sera en suspens si le contrat à ratifier est rompu, mais il affirme à nouveau qu'il croit entièrement à la bonne foi et à la bonne volonté de la commission protestante qui a conclu le contrat. La commission juive a conclu son contrat sur la base des pouvoirs qu'elle avait l'année dernière et n'avait absolument aucune raison de croire qu'elle les perdrait immédiatement, et il n'est pas juste à l'égard des membres de la commission de présenter ce bill dans sa forme actuelle. Je soutiens que la commission juive doit continuer de bénéficier des mêmes pouvoirs que ceux qu'on lui a accordés l'année passée.

On devrait nous laisser le droit d'établir nos propres écoles, si nous ne pouvons nous entendre

avec les protestants. On n'a pas le droit de nous enlever les droits accordés l'an dernier. Je ne formule pas cette réclamation parce que nous sommes juifs, mais parce que nous sommes Canadiens; et, comme citoyens canadiens, nous réclamons les mêmes droits et privilèges que les autres citoyens canadiens en ce qui concerne l'éducation de nos enfants. Il déclare ne reconnaître aucune différence entre ses compatriotes et les autres Canadiens et s'attend au même traitement en matière d'éducation. Par le bill déposé devant la Chambre, dit-il, vous créez une classe spéciale de citoyens, une minorité de plus, et vous faites des juifs une classe inférieure.

Les mesures proposées constituent une injustice envers ses compatriotes, qui, déclare-t-il, méritent mieux de la part des Canadiens français de la province, considérant, l'histoire en fait foi, ce qu'ils ont accompli pour leurs concitoyens au cours de l'année qui vient de s'écouler. Se détournant du sujet du bill, il déclare qu'il ne peut s'empêcher de citer un passage du "Marchand de Venise" de Shakespeare, car il estime que les juifs ressentent la même chose concernant l'éducation de leurs enfants, qu'ils ont droit d'instruire leurs enfants tout autant que les hommes d'autres races et que l'on n'a pas le droit de marquer une classe de citoyens comme inférieure.

Il cite l'opinion de plusieurs Canadiens sur les Juifs. La première citation est de Sir Wilfrid Laurier, et la seconde, du très honorable R. B. Bennett. Nous les Juifs, nous avons fait tout pour nous enraciner dans cette province. Parlant en tant que juif, je refuse de reconnaître une majorité ou une minorité, anglaise ou française. Je suis un citoyen, ma citoyenneté n'est pas diluée, et je ne suis ni Canadien-ecceci ni Canadien-cela. Je suis citoyen dans le sens plein et entier. Nous voulons les mêmes droits que les autres citoyens, les mêmes pouvoirs pour notre commission que pour les autres commissions, et une politique qui fera l'union plus grande, au lieu de créer de la désunion.

Nous voulons travailler la main dans la main avec les autres citoyens et prendre notre place en tant que bons citoyens canadiens, et non comme membres d'une race inférieure, comme le voudraient les nouvelles mesures. Nous sommes Canadiens à cent pour cent et nous le demeurerons, et, par conséquent, nous revendiquons le droit, comme nos concitoyens, de donner une éducation appropriée à nos enfants. Les Juifs ont été de bons et loyaux citoyens. Nous sommes venus ici pour être utiles, nous établir, vivre ici avec vous en parfaite unité et en toute harmonie.

Il cite un passage de l'article de Macaulay au sujet de la suppression de l'incapacité civile des

Juifs. Il nomme des Juifs qui ont illustré tous les pays et tous les domaines, dans les activités sociales, économiques et artistiques au cours des siècles. Il déclare que les juifs n'ont pas réussi à atteindre de positions éminentes dans cette province parce qu'on ne leur a pas confié de postes importants, mais qu'il a en mémoire que l'Empire britannique n'a pas hésité à confier les Affaires indiennes à Rufus Isaacs et que l'Australie n'a pas hésité non plus à mettre le Juif Sir John Monash à la tête de sa glorieuse armée.

Il (M. Bercovitch) fait remarquer que lorsque l'Australie a eu besoin d'un gouverneur général né dans le pays, on a une fois de plus choisi un Juif, Isaac. Il raconte qu'à ses débuts à la Chambre, en 1916 déjà, il avait entendu parler du mauvais traitement qui était réservé aux minorités catholiques en Ontario et que ces critiques étaient justes. Tout récemment, il a entendu parler de critiques portées à l'endroit d'une province de l'Ouest, à propos du traitement qui est réservé là-bas aux minorités catholiques canadiennes-françaises. Pourquoi reproduire cette même situation dans notre province?

Le projet de loi dont est saisie la Chambre porte à croire que les juifs sont incapables de s'occuper de l'éducation de leurs enfants, bien que la Législature, il y a à peine un an, ait mis sur pied une commission juive pour s'occuper des questions relatives aux écoles juives et que celle-ci a très bien fonctionné. Il répète en terminant qu'il est opposé au bill. Nous vous demandons justice! dit-il en s'écriant.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose l'ajournement du débat¹⁴.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) refuse. Il n'est que minuit, plus ou moins, et la Chambre devrait poursuivre ses travaux encore un moment. D'autres doivent prononcer aussi des discours.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est malheureux que, sur une question aussi importante et qui requiert toute l'attention de la Chambre, une demande aussi légitime, le premier ministre ait jugé bon de ne pas m'accorder le temps qu'il me fallait pour préparer mon discours. Je vais donc examiner la question sous tous ses angles et sans suivre l'exemple du premier ministre.

Cette question des écoles est des plus complexes. Nous venons d'entendre un discours d'un des membres les plus brillants de cette Chambre. Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) a parlé avec éloquence, avec une érudition et une élégance, des droits accordés à sa race par la loi

adoptée par cette Législature, qui prouvent que le système scolaire donné à la population juive par la Commission scolaire protestante est amplement suffisant. On peut en conclure que l'honorable membre de la Chambre est tout à fait satisfait de la position et de l'enseignement accordés aux enfants de sa race dans les écoles protestantes. Il offre un exemple de bonne éducation.

Le député de Montréal-Saint-Louis a déclaré, à propos de la candidature de son adversaire en 1929, que l'opposition endossait le programme de M. Louis Fitch sur la question scolaire juive, parce que M. Fitch était candidat oppositionniste. Il prônait l'établissement d'écoles séparées. Et le député de Montréal-Saint-Louis a vu dans le programme de M. Fitch sur les questions scolaires la réflexion du programme et des idées de l'opposition en cette matière. C'est pousser un peu loin les conclusions. On ne peut tenir le Parti conservateur responsable des paroles prononcées par l'un de ses candidats, particulièrement en ce qui concerne une question de cette importance. Ainsi, le gouvernement n'a pas coutume de charger le député de Montréal-Saint-Louis d'exprimer la politique du gouvernement, et il se charge de ce soin. De même, en l'occurrence, M. Fitch exprimait ses vues qui n'ont pas été incorporées dans le programme officiel du Parti conservateur alors qu'il était candidat dans Montréal-Saint-Louis¹⁵.

Si l'on étudie le bill, à la lumière des déclarations du député de Montréal-Saint-Louis, il résulte que ce bill et que tout le débat actuel sur cette question juive sont fondés sur le refus de la Commission scolaire protestante de nommer un représentant juif à la commission. Donc, ce n'est pas parce que les commissaires de la commission protestante refusaient d'instruire les enfants de religion juïque dans ses écoles. Il s'ensuit, partant, que cette question ne relève pas de la Législature, mais qu'elle est une question de régie interne qui concerne principalement les protestants et les juifs. Et je me demande pourquoi nous serions appelés à légiférer sur cette attitude de la Commission des écoles protestantes.

Ce serait lui faire injure, car elle a assez de largeur d'esprit pour rendre justice aux enfants juifs. Notre système scolaire pourvoit amplement à l'éducation des juifs, et d'ailleurs, la commission protestante n'a jamais refusé d'éduquer les enfants juifs. Et la preuve qu'elle donne une bonne instruction, c'est que M. le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen) et M. le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) ont montré à cette Chambre qu'ils avaient été remarquablement

instruits et bien traités. Ils offrent un bel exemple des bons résultats de l'éducation protestante à Montréal.

Dans ce bill, il y a plusieurs principes soulevés et le gouvernement se contredit. Le comité catholique de l'instruction publique n'a pas approuvé le bill et il n'a pas été consulté. L'an dernier, le gouvernement a présenté un bill qui créait des écoles juives séparées. L'opposition a demandé de référer la question au Conseil de l'instruction publique. Et, en cela, elle ne faisait que respecter la loi, mais cette demande a été refusée. Le secrétaire provincial (l'honorable M. David) a déclaré que le bill n'a pas été soumis au Conseil de l'instruction publique, parce que le bill avait été présenté à une heure trop tardive de la session. C'est une preuve de plus que la mauvaise habitude du gouvernement de présenter les plus importantes mesures à la dernière minute devrait disparaître.

Cette année, le bill que présente le gouvernement n'a pas été approuvé par le Conseil¹⁶ de l'instruction publique, mais par les comités du conseil séparément. Il a été approuvé, mais cette approbation, c'est plutôt la condamnation du bill de l'an dernier, c'est surtout l'approbation du rappel de la loi de l'année dernière. Car le sens du bill actuel, c'est surtout la condamnation de la mesure présentée l'an dernier.

Il convient de noter, avant d'entreprendre l'étude de ce bill, que ceux qui sont venus habiter ce pays sont venus avec l'entente de se soumettre aux traditions, coutumes et lois de ce pays. Et l'on ne devrait pas confondre les droits avec les privilèges, et se rappeler que notre régime scolaire est fondé sur les lois, coutumes et traditions, et que ceux qui sont venus de l'étranger pour vivre dans notre province ont accepté d'en respecter les lois, les coutumes et les traditions. Notre système ne doit pas être fondé sur le nombre, mais sur la tradition. Dans ce bill, il n'est pas question du droit des parents à l'éducation des enfants. Et ce bill présente des précédents très graves.

Ainsi, est-il raisonnable que le gouvernement ait la haute main en matière d'éducation? Ce bill illustre la tendance du gouvernement en ce sens, à nommer et destituer les commissaires d'écoles, son ingérence dangereuse en matière éducative. Cette tendance à l'ingérence suffit à elle seule à justifier un vote contre la mesure. En principe, je suis contre la nomination des commissaires d'écoles par le gouvernement. En approuvant ce bill, je me trouverais à approuver le gouvernement de se constituer le créateur d'un nouveau régime éducationnel, à approuver le gouvernement de créer lui-même ou de destituer les commissions scolaires.

Ce qu'il faut, c'est enlever au gouvernement le contrôle de l'organisation scolaire.

Il y a d'autres points de vue. Si nous sanctionnons ce bill, nous admettons le bien-fondé d'une commission scolaire juive distincte. Nous devons conserver nos traditions. Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) a raison quand il dit que nous devons développer l'esprit canadien et que la création d'un autre système est de nature à compromettre l'unité canadienne. Mais développer l'esprit canadien ne signifie pas qu'il faille fusionner les races, faire disparaître les caractéristiques et le genre de vie propres à chacune et ses traditions.

En plus, la création d'une commission scolaire distincte et celle qui existait jusqu'ici, en vertu du principe de la majorité et de la minorité anglo-française, serait un acheminement vers toute une série de commissions scolaires distinctes. J'ai demandé la permission d'ajourner le débat et je comptais sur la courtoisie ordinaire du premier ministre. Mais on m'a refusé cette marque de courtoisie; aussi n'exprimai-je pas en ce moment une opinion, mais des impressions qui me sont venues en écoutant le député de Montréal-Saint-Louis.

Il (M. Duplessis) se demande si la loi est constitutionnelle et si, au point de vue juridiction, la Commission scolaire protestante a le droit de décider que les enfants juifs pourront être considérés comme protestants, étant donné la décision rendue par le Conseil privé qui décrète que les enfants juifs ne sont ni protestants ni catholiques. Il doute que le bill causera préjudice aux juifs de la métropole. Ce que le député de Montréal-Saint-Louis réclame, c'est une faveur et non un droit constitutionnel. On rappelle la loi qui demande la création d'une commission scolaire juive, et on consacre en même temps le principe de cette commission.

L'honorable M. David (Terrebonne): Rien dans le principe du bill ne peut conduire à une telle conclusion.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si, puisque, pour la perception de la taxe neutre, le bill déclare que les juifs seront considérés comme protestants. J'approuve certains articles du projet, tel que le rappel de la loi de l'année dernière. La position que nous présente le gouvernement est tellement contradictoire que nous ne pouvons voter pour une telle mesure. Je le considère comme une injure à la minorité protestante.

Je résume. Premièrement, le bill semble établir officiellement que la Commission scolaire protestante

est disposée à jeter sur le pavé des milliers d'enfants juifs. Or, c'est une insulte gratuite à cette commission, et je ne voudrais pas la faire par l'adoption d'un bill à ce sujet. Comme je l'ai dit, il y a des contradictions dans ce bill. On nous dit qu'il a pour but de rappeler la loi de 1930, qui créait des écoles séparées et une commission scolaire distincte juive. Or, l'ancien bill créait la commission des écoles juives et le nouveau bill en décrète le maintien.

L'honorable M. David (Terrebonne) cite l'opinion de Mgr Gauthier qui approuve la loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Voulez-vous voter contre le principe adopté par les autorités religieuses?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre peut parler de respect à l'autorité religieuse. Il la respectait joliment lorsqu'il a écrit une lettre au cardinal Bégin pour le menacer de la fondation d'un parti anticlérical.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est faux. Je demande au député de Trois-Rivières de produire la lettre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vais produire la lettre et nous verrons qui a raison. Et le premier ministre n'a pas toujours été ardent à assister aux bénédictions de cloches.
(Rires)

M. l'Orateur (M. Vautrin) rappelle à l'ordre le public dans les galeries.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) rit de bon cœur.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Laissons le premier ministre à ses cloches et à ses lettres.

Je dis que ce bill est un premier pas vers un régime scolaire qui va saper complètement notre système scolaire actuel. Je dis que ce bill consacre le principe que le gouvernement intervient en matière scolaire et nomme les commissions ou les défait ou les destitue à son gré. C'est pour cela que j'y suis opposé.

Il fait remarquer de nouveau qu'il aurait voulu ajourner le débat afin de présenter ses vues de façon complète et suivie, mais que le refus du premier ministre l'en a empêché. Il déclare qu'il y reviendra.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Plante), que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Adopté.

Des députés de l'opposition protestent.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à minuit vingt minutes¹⁷.

NOTES

1. Dans *L'Événement* du 1^{er} avril 1931, à la page 10, il est mentionné \$40,000.

2. Cette motion n'apparaît pas au procès-verbal alors qu'il est d'usage de le faire.

3. Voir note 2.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent).

5. Chiffre de *La Presse* du 1^{er} avril 1931, à la page 29: 4,800 cultivateurs.

6. "M. Lucien Lamoureux (Iberville) prononce un bref discours pour appuyer son collègue. Malheureusement la galerie est trop élevée" rapporte *L'Événement* du 1^{er} avril 1931, à la page 10.

7. Trois sixièmes, selon *L'Action catholique* du 1^{er} avril 1931, à la page 9.

8. Le régime de la liste neutre réfère à un fonds dans lequel étaient versées les contributions, pour fins de taxes scolaires, des citoyens qui, de par leur dénomination religieuse, ne payaient leurs taxes scolaires ni aux Commissions scolaires catholiques, ni aux Commissions scolaires protestantes. Ces fonds pouvaient être répartis en fonction des besoins spécifiques des autres communautés.

9. *Le Devoir* du 1^{er} avril 1931, à la page 2, écrit qu'il s'agit du résumé du discours de M. Blain qu'il leur a donné.

10. *The Montreal Daily Star* du 1^{er} avril 1931, à la page 16, parle plutôt du député provincial de Montréal-Saint-Laurent, M. Cohen.

11. M. Samuel William Jacobs, M.P., est député libéral à la Chambre des communes pour la circonscription de Montréal-Cartier. Il s'implique notamment dans les sociétés bénévoles juives.

12. Bien que *La Presse* du 1^{er} avril 1931, à la page 29, rapporte 1920, la loi en question date de 1930.

13. Selon *La Patrie* du 1^{er} avril 1931, à la page 9, le discours de M. Bercovitch a duré 50 minutes.

14. Selon *Le Devoir* du 1^{er} avril 1931, à la page 2, il était à ce moment exactement minuit. Le premier ministre a accordé l'ajournement vingt minutes plus tard, après le discours de M. Duplessis, sur demande de M. Cohen.

15. *The Gazette* du 2 avril 1931, à la page 17, donne cette version contradictoire: "Pas plus que M. Bercovitch n'a été chargé d'expliquer le programme conservateur, au moment où il était candidat dans Montréal-Saint-Louis."

16. *Le Soleil* du 1^{er} avril 1931, à la page 22, parle de "comité", mais il s'agit du Conseil de l'instruction publique. Dans *Le Devoir*, à la page 2, on dit que le bill a l'approbation du Conseil, mais en fait, il n'a que celle des deux comités, catholique et protestant.

17. Selon *The Montreal Daily Star* du 1^{er} avril 1931, à la page 18, il était minuit trente minutes.

Première séance du mercredi 1^{er} avril 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Utilisation
des produits forestiers**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 216 pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers.

Adopté.

**Droits sur
les successions**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 modifiant la loi des droits sur les successions soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit encore d'une diminution substantielle des droits.

M. Guertin (Hull): Sur les gros ou sur les petits?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ç'aurait été difficile de baisser les droits sur les petits. Il n'y avait plus rien à percevoir.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) explique les modifications apportées à la loi. Les

successions de moins de \$25,000 ne sont pas taxées. On impose une taxe de 1 % sur les successions de \$25,000 à \$50,000; de 2 % sur celles de \$50,000 à \$75,000; de 3 % sur celles de \$75,000 à \$100,000; de 4 % sur celles de \$100,000 à \$150,000; de 5 % sur celles de \$150,000 à \$200,000; de 5½ % sur les successions de \$200,000 à \$300,000; de 6 % sur celles de \$300,000 à \$500,000; de 6½ % sur celles de \$500,000 à \$700,000; de 7 % sur celles de \$700,000 à \$900,000; de 7½ % sur celles de \$900,000 et plus. Ceci concerne les héritiers en ligne directe, descendante ou ascendante, entre époux, entre beaux-pères et belles-mères et entre gendres et brus. Il y a un droit additionnel pour un seul héritier quand la somme excède \$50,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi est injuste en ce qu'au lieu d'imposer la taxe sur la part de chaque héritier, elle impose la taxe sur le montant global de la succession. Supposons, par exemple, une succession de \$25,000 avec un seul héritier. Ce dernier ne paie rien. Supposons par ailleurs une succession de \$30,000 à répartir entre six enfants. Dans ce dernier cas, les droits sur les successions s'appliquent à la somme de \$30,000, et chacun des six héritiers, qui n'aura reçu que \$5,000, devra cependant payer la taxe. Si un père laisse \$50,000 et s'il a huit enfants, ces derniers perdent un montant considérable. Il y a là une anomalie qui devrait disparaître.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement a consulté des hommes d'affaires importants de la province au sujet des nouveaux droits successoraux qu'ils ont approuvés. Le système que nous avons à toujours été mis en force ici. Il est en vigueur en France, en Angleterre. Si nous faisons des changements, nous ouvririons la porte à toutes sortes d'abus chez ceux qui voudraient éviter la taxe. Ça va bien comme c'est là.

M. Duplessis (Trois-Rivières): N'empêche qu'un tel régime est hostile aux familles nombreuses. Dans la province de Québec, elles sont affectées considérablement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le principe d'imposer la taxe sur la part de chaque héritier s'applique dans le cas de la surtaxe, à partir de \$50,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières) signale une autre lacune de la loi. Celui qui hérite de \$25,000 en ligne directe ne paie pas un sou de taxe, tandis que celui qui hérite de \$25,001 va payer la taxe non pas sur \$1.00, mais bien sur \$25,001. Personne ne prétendra que c'est juste.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On n'a pas le temps de refaire le bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La nouvelle loi a pour objet principal de diminuer les droits sur les grosses successions. Ce ne sont pas les grosses successions qui sont les plus taxées. Il y aurait moyen de faire une réduction pour protéger ceux qui sont moins riches. On diminue les taxes sur les grosses fortunes, mais pas sur les petites. En principe, je considère qu'il convient que la taxe soit justement répartie sur les successions et qu'elle ne soit pas de nature à chasser les capitaux de la province.

Mais, l'an dernier, le trésorier provincial, M. McMaster, avait déclaré que dans Québec, les grosses successions étaient moins taxées qu'en Ontario. Et M. Nicol, au Conseil législatif, annonçait que le gouvernement soulageait le fardeau des petits et déclarait: "Nous allons établir des taxes pour ceux qui ont le moyen de payer." Évidemment, l'enthousiasme n'a pas été long et, à la veille des élections, le gouvernement n'a pas voulu mécontenter ceux qui peuvent souscrire à la caisse électorale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons protégé les petits. L'an dernier, nous avons été durs, nous avons augmenté considérablement la taxe sur les grosses successions, et c'est à cela que nous voulons compenser. Il est juste que la réduction les atteigne davantage cette année. Une taxe trop élevée éloigne le capital. Nous avons une loi très généreuse pour les petites successions. Nous avons diminué leurs taxes; nous voulons cette année aider les gros.

Nous voulons qu'on sache dans tout le Canada que c'est dans la province de Québec que les droits sur le capital sont le moins élevés. Le maximum percevable, ici, de ces droits, sera de 12 %, tandis qu'il est de 17 % dans Ontario. Nous voulons faire comprendre au capital étranger que c'est dans notre province que les charges sont les moins lourdes. Cette situation sera de nature à attirer chez nous ceux qui ont de la fortune et qui seront un acquis pour la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les successions Timmins et Perron, qui sont considérables, ont été taxées sur la loi adoptée l'an dernier et la loi actuelle n'a aucun effet rétroactif. Je refuse, dit-il, de révéler le montant des taxes payées ou à payer sur ces deux successions, car la chose est de nature à provoquer des ennuis sérieux, règle générale. Il n'est pas dans l'intérêt public de connaître ces détails. Autrefois, il est arrivé que la publication de pareils détails a compromis le crédit de maisons bien établies.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne tiens pas, dit-il, à en connaître plus long pour le moment, mais je tiens à dire au premier ministre que c'est le droit absolu de la Chambre de connaître ces détails.

M. Guertin (Hull): Est-ce que les droits sont moins élevés qu'en Ontario?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'an dernier, le gouvernement avait augmenté les droits sur les successions au même niveau que ceux de l'Ontario. Cette année, il les réduit.

M. Guertin (Hull): Les amendements à la loi, tout en fournissant de petites réductions aux petites successions, favorisent les millionnaires qui, en règle générale, obtiennent leur fortune de l'exploitation des ressources naturelles de la province. Par exemple, dans le cas d'une succession de \$4,000,000, on serait seulement appelé à payer \$340,000, alors que sous l'ancienne loi, le droit aurait été de \$1,000,000.

Il signale le cas de certaines successions qui ont fait leur argent à même les ressources naturelles de la province, comme cette compagnie qui a acheté pour \$675 de la province un pouvoir hydraulique de 175,000 chevaux-vapeur. Pourquoi cette réduction à la veille des élections? L'an dernier, c'est un rajustement qu'on a fait. Pourquoi cette différence de 5 % avec la taxe ontarienne? Il n'y a pas la moindre justification pour réduire la taxe sur les grosses successions.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement devrait étendre l'exemption de taxe sur les successions léguées pour fins de bienfaisance, d'éducation et pour fins religieuses.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La loi y pourvoit déjà largement pour les dons ou legs aux institutions religieuses et charitables de la province. Les legs faits aux communautés de la province sont exempts de tous droits. Le gouvernement est heureux de le faire. Quant aux

dons de ce genre aux œuvres d'en dehors de la province, je ne crois pas que nous devrions enlever la taxe. Il convient de garder ces sommes dans la province pour les institutions de la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il serait bien qu'il y eût entente entre les provinces au sujet des droits à percevoir ou qui sont payés ailleurs. Cette entente n'a pas encore été conclue, mais le gouvernement a bonne confiance qu'elle le sera avant peu.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) soulève la question des millions en capital qui sont sortis de la province, suite aux taxes spoliatrices.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Questions et réponses:

Beurre et fromage de la Coopérative fédérée

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): 1. Combien de livres de beurre la Coopérative fédérée avait-elle en main le 31 décembre 1927, et quelle en était la valeur?

2. Même question, 31 décembre 1928.
3. Même question, 31 décembre 1929.
4. Même question, 31 décembre 1930.
5. Combien de livres de fromage la Coopérative fédérée avait-elle en main le 31 décembre 1927?

6. Même question, 31 décembre 1928.
7. Même question, 31 décembre 1929.
8. Même question, 31 décembre 1930.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. 752,688 lbs; \$285,746.38.

2. 677,995 lbs; \$274,915.27.
3. 1,250,067 lbs; \$508,103.85.
4. 725,561 lbs; \$226,282.47.
5. 4,400 lbs.
6. 15,328 lbs.
7. 11,886 lbs.
8. 647 lbs.

Montants versés à la Coopérative fédérée

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): 1. La Coopérative fédérée a-t-elle reçu de l'argent pendant les années 1922 à 1929 inclusivement?

2. Dans l'affirmative, quel montant et pour quelles fins?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Oui.
2. (Voir le tableau ci-dessous)

2. Remboursement des dépenses <i>re:</i> fusion du Comptoir coopératif de Montréal, de la Coopérative centrale des agriculteurs de Québec, de la Société coopérative agricole des producteurs de semence de Québec en la Coopérative fédérée de Québec	\$ 2,630.40
Propagande agricole.....	133,649.51
Achat et construction d'entrepôts	63,720.00
Ferme de multiplication des semences à Sainte-Rosalie	12,031.89
Avance pour la Coopérative de lait et crème de Montréal	11,000.00
Ouverture de nouveaux marchés.....	31,713.31
Organisation d'un département pour fruits et légumes	28,108.45
Station avicole de Princeville.....	12,363.20
Publicité agricole	9,590.78
Livres de comptabilité et vérification des comptes des coopératives affiliées	4,374.72
Pour améliorer l'expédition du fromage d'exportation	26,000.00
Encouragement à la fabrication du beurre pasteurisé.....	27,520.72
Remboursement de primes aux fabricants de beurre et de fromage.....	45,488.25
Différence sur beurre pasteurisé et beurre no 1.....	13,472.69
Rapports éducationnels et classification du beurre et du fromage	14,660.96
Film éducationnel	16,581.44
Grains, patates, engrais, formoline, insecticides, etc., pour fermes et champs de démonstration et jardins scolaires	332,933.76
Achat de graines de semence pour distribution aux colons.....	<u>110,976.27</u>
	\$896,816.35

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

M. Renaud (Laval) propose en amendement, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"Tout en consentant à voter des subsides à Sa Majesté, cette Chambre affirme que le gouvernement devrait traiter avec justice tous les cultivateurs dont les animaux ont été abattus, dans le passé, à la suite de l'épreuve à la tuberculine, et pour atteindre ce but, cette Chambre réclame l'adoption immédiate des mesures requises pour que les cultivateurs intéressés reçoivent une indemnité raisonnable."

M. Tremblay (Maisonnette) veut parler.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Duplessis, Gault, Guertin, Renaud, Sauvé, Smart, Tremblay, 8.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bergeron, Bissonnet, Bouthillier, Bullock, Caron, Charbonneau, Cohen, Côté, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Drouin, Dufour, Dugas, Farand, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Papineau, Paquet, Perrault, Piché, Plante, Poulin, Power, Reed, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Turcotte, Vautrin, 53.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte et se forme en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Encouragement à la littérature et aux beaux-arts: livres de récompense, reliure, etc., \$20,000;

littérature, \$7,500; beaux-arts, \$7,500, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable secrétaire encourage-t-il les articles du *Soleil*? Considère-t-il cela comme de la littérature? Considère-t-il que *Le Soleil* est bien écrit?

L'honorable M. David (Terrebonne): Ça dépend du point de vue où on se place, de la personne qui le lit. Ces articles sont surtout des polémiques.

M. Blain (Montréal-Dorion): Si le ministre s'était prononcé favorablement, j'aurais eu une pauvre idée de ses connaissances littéraires.

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui! Herr professor!

M. Blain (Montréal-Dorion): Le ministre insinue qu'il faut beaucoup de lumière pour le choix des livres qu'il fait.

L'honorable M. David (Terrebonne): Quand j'achète la collection de M. Chapais, je comprends. N'importe qui comprendrait à moins d'être un imbécile.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le volume sur la bénédiction des cloches de la basilique sera-t-il publié?

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 1^{er} avril 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 34 modifiant la loi des syndicats professionnels.

Droits sur les successions

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 modifiant la loi des droits sur les successions soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que la mesure proposée par le gouvernement est incomplète, parce qu'elle ne tient pas compte des amendements réclamés par l'opposition en regard des familles nombreuses. Elle est incomplète de plus parce qu'elle ne donne pas l'exemption de taxes aux legs faits pour toutes les fins religieuses.

Le projet est aussi incomplet parce qu'il ne tient pas compte de la division selon laquelle peut être faite une succession. Une certaine protection doit être fournie au sujet des titres qui forment une succession, afin que les héritiers n'aient pas à les vendre à un prix dérisoire pour payer les droits à la succession.

Le bill ne répond pas aux désirs de la population. Il ne tient pas compte des exemptions totales. Il cite comme exemple le cas d'une personne qui laisse une fortune de \$25,000. Cette fortune n'est pas taxée, mais, si elle est de \$25,000 et un sou, il faudra payer une taxe au gouvernement.

On ne devrait pas taxer sur l'excédent dans ces cas, mais sur le montant. Il y a un autre cas. Lorsqu'il s'agit de valeurs mobilières (stocks), un héritier ne peut faire de transaction sans avoir un billet au préalable du département du Trésor. Ces valeurs peuvent baisser.

C'est pourquoi j'ai l'honneur de proposer, en amendement, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Crépeau), que tous les mots après

"Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender:

a. de façon à réduire plus équitablement les taxes qui pèsent sur les successions, et plus particulièrement sur les successions échéant en ligne directe aux membres des familles nombreuses;

b. de manière à n'assujettir au paiement de l'impôt que l'excédent des sommes jusqu'à concurrence desquelles la loi établit des exemptions totales;

c. de façon à compléter les exemptions de l'impôt affectant les biens donnés pour des fins de religion, de charité ou d'éducation;

d. de façon à faciliter le transfert des valeurs mobilières faisant partie des successions en vue de protéger ces successions contre les fluctuations du marché."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Gault, Houde, Renaud, Sauvé, Smart, 8.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bernard, Bouthillier, Caron, Charbonneau, Cohen, Côté, Dansereau, David, Desmarais, Dillon, Drouin, Dufour, Dugas, Farand, Fortin, Francoeur, Grant, Laferté, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Power, Reed, Samson, Saurette, Savoie, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 43.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de Terrebonne (l'honorable M. David) dont elle a été saisie, mardi le 31 mars dernier, proposant que le bill 32 concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): Je ne crois pas que la justesse de mes paroles et l'éloquence de celles de mes collègues qui m'ont précédé ne changeront l'opinion de la Chambre sur la question, mais j'ai encore confiance que les deux côtés de cette Chambre se rendront à la justice de notre demande. Moi-même et le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) estimons qu'il est de notre devoir de soumettre nos griefs à l'opinion publique qui pourra juger de la question.

Je regrette que les questions touchant l'éducation des juifs se soient retrouvées dans l'arène politique. Cette question doit être placée au-dessus de la politique en raison de son importance et, pour ma part, je promets de la discuter sans considération de parti, et seulement à la lumière de la cause que je veux défendre. Les droits fondamentaux du peuple ont été engagés en ce qui concerne la position des parents au sujet de l'éducation de leurs enfants. C'est sur ces droits qu'ils désirent fonder leurs revendications en matière d'éducation. Jamais on ne s'est opposé au droit des parents à l'éducation de leurs enfants dans la province de Québec et on a rallié, pour la défense de ce point, les éléments les plus variés appartenant à toutes les religions et à toutes les croyances.

L'année dernière, le gouvernement a atteint le summum de l'art de gouverner lorsque, en faisant abstraction des exigences politiques, il a créé un statut de liberté pour les juifs de cette province en présentant un bill d'après lequel on établissait une commission scolaire juive; et c'est ce que le bill étudié par la Chambre met maintenant, pour ainsi dire, au rebut. La commission scolaire juive avait le pouvoir de contrôler des écoles pour les enfants juifs dans cette province. Cette année, ce Statut est rappelé.

Je demande ce que le groupe juif, groupe paisible, a fait de répréhensible depuis l'année dernière pour que la Chambre décide de revenir sur ses pas et veuille le placer sur un pied d'infériorité en matière scolaire, et pour qu'on lui refuse maintenant ce qu'on lui avait accordé l'an dernier: une commission scolaire indépendante et le droit de construire ses écoles. On considérerait alors le droit des juifs à l'éducation de leurs 30,000 enfants comme sacré, et l'on devrait conserver le projet de loi qui supportait ce principe. Par le bill de l'an dernier, la province de Québec a donné un exemple aux races des autres provinces et aux autres pays. La province de Québec a posé un acte exemplaire en faveur d'une minorité.

Dans le temps, le secrétaire provincial (l'honorable M. David) a attiré l'attention de la Chambre

sur un communiqué remis par Son Éminence le cardinal Rouleau aux journaux, dans lequel il affirme que, dans la province de Québec, on n'a jamais refusé d'admettre les droits des parents à l'éducation de leurs enfants et que le bill présenté consacrait ce principe sacré. Le secrétaire provincial a alors cité l'exemple de la province de Québec, faisant une comparaison avec les autres provinces, notamment la Saskatchewan, où on avait prétendu que dans notre province, il y avait deux sortes de tolérance. Il a déclaré que ce jugement porté était injuste, vu que le gouvernement présentait une législation pour donner pleine justice aux juifs. Le premier ministre² a aussi déclaré: "J'espère que les discours que nous avons entendus ce soir et que les échos du travail que nous faisons vont être entendus dans la Saskatchewan et vont parvenir aux oreilles du premier ministre Anderson. J'espère aussi que la minorité de là-bas obtiendra ce que nous donnons ici aux juifs."

Dans le cours de l'entrevue des évêques catholiques tenue sous la présidence de Son Éminence le cardinal Rouleau, archevêque de Québec, à laquelle assistaient le premier ministre (l'honorable M. Taschereau) et le secrétaire provincial (l'honorable M. David), on a publié une déclaration selon laquelle "le clergé avait approuvé cette mesure basée sur le droit des parents au contrôle de l'éducation de leurs enfants". Qu'est devenu ce principe? Qu'est-il arrivé depuis ce temps? Pourquoi enlever de nos Statuts le principe qui a été posé l'an dernier?

Une mesure a été préparée et présentée dans le but de déchirer le statut accordé aux juifs l'année dernière et qui enlève aux parents juifs les droits à l'éducation de leurs enfants. La commission scolaire juive est frustrée de tous ses pouvoirs et placée dans une position où elle doit assister, sans possibilité d'intervenir, à la destruction possible des plus grands espoirs de sa race à l'endroit de la justice et de l'équité de traitement en matière d'éducation dans cette province.

Il (M. Cohen) reproche au député de Montréal-Dorion (M. Blain) ses remarques faites la veille lorsque, dit-il, celui-ci a parlé des attaques dirigées contre l'opposition³ par les députés de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen), de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) et autres. Il (M. Cohen) reproche aussi à l'opposition d'avoir soulevé le cri de race dans la province au sujet du bill de l'année dernière, alors que ses amis d'Ottawa, des conservateurs, parcouraient les campagnes l'été dernier pendant les élections fédérales et demandaient à la population de voter contre le gouvernement Mackenzie King, parce que ce gouvernement appuyait et était l'ami du

gouvernement Taschereau de Québec et que ce dernier avait sacrifié les droits de notre province à l'égard des juifs, en leur donnant l'indépendance en matière scolaire.

De cette façon, dit-il, on a suscité des préjugés fondés sur la race et la croyance. Ces déclarations seraient amusantes si elles n'étaient tragiques, affirme-t-il. Je ne veux pas dire que le parti conservateur, que le très honorable R. B. Bennett et d'autres chefs à Ottawa sont responsables.

Pourquoi nous plaignons-nous M. l'Orateur? Pourquoi nous plaçons-nous dans une situation telle que des gens mal informés diront: "Qu'est-ce qu'ils veulent donc, ces Juifs?" Ce que nous voulons c'est ceci: Nous voulons être des Canadiens même si nous sommes des Juifs. Nous voulons des droits égaux à ceux des autres Canadiens. Nous voulons avoir le droit d'instruire nos enfants.

Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) a dit hier soir que les étrangers venant dans notre province doivent être prêts à accepter nos traditions et nos coutumes. Très bien, mais le député de Trois-Rivières n'a pas raconté toute l'histoire. Il aurait dû ajouter que nous devrions avoir les droits que le pays accordait aux Juifs lors de leur entrée dans le pays. Les Juifs qui sont venus au Canada, sur l'invitation de Sir Wilfrid Laurier, il y a des années, ont été heureux de bénéficier de la liberté qui leur était offerte.

Nous ne recherchons pas la sympathie, mais plutôt la justice et l'égalité en ce qui a trait à la jouissance de notre liberté en tant que Canadiens. En 1930, le gouvernement nous a donné un commencement d'autorité scolaire et nous étions satisfaits. Nous rendions grâce aux deux côtés de la Chambre. Les Juifs étaient heureux de répéter que la province de Québec était la plus tolérante. Ils déclaraient que les traditions et les coutumes du pays prônaient justice et tolérance pour tous, l'équité pour toutes les races sans exception, et ce, dans l'intérêt de la citoyenneté canadienne. Voilà ce que veulent les Juifs et ils ne demandent rien de plus.

Or, avant l'an dernier, en matière scolaire, il y avait inégalité de statut, parce que les juifs, qui payaient les taxes à la commission scolaire protestante, n'avaient pas le droit d'être représentés dans la commission. La loi de l'année dernière avait au moins accordé aux juifs le droit de contrôler l'éducation de leurs enfants. Ils pouvaient siéger avec les protestants sur le même pied que les autres races. Mais, avec la loi actuelle, ils ne pourront plus le faire. La race juive retombe dans la situation inférieure où elle se trouvait placée auparavant en

matière d'éducation. Les juifs n'en ressentent que davantage l'humiliation, puisque auparavant, ils avaient eu l'occasion de goûter un bien meilleur traitement de la part de la population de la province.

La ville de Trois-Rivières que représente si dignement le député de Trois-Rivières (M. Duplessis), a été le premier comté à élire un Juif au Parlement, bien qu'il n'ait même pas pu siéger au Conseil de l'instruction publique, dès que la Législature a adopté une loi à cet effet.

Les juifs ne réclament pas de privilèges, mais leurs droits, les droits dont jouissent les autres éléments de la population, les droits que leur reconnaissait le Conseil privé.

En vertu de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, les Juifs ont qualité pour siéger au Conseil de l'instruction publique si la Législature adopte une loi à cet effet. La loi de l'année dernière ne reconnaissait pas ce droit, mais les Juifs avaient au moins obtenu une commission qui leur permettait de contrôler l'éducation de leurs enfants. La loi actuelle enlève ce droit. Il est vrai que les intéressés en sont arrivés à une entente pour 15 ans, mais, bien que la commission des écoles juives continue d'exister, on ne peut dire qu'elle soit un corps agissant, car elle n'a aucune autorité sur les écoles et l'éducation des enfants juifs.

Par ce bill, les Juifs sont encore placés en servitude pour 15 ans. Les principes de justice et d'égalité sont abandonnés. Nous sommes exactement dans la même situation que l'an dernier, avant l'adoption de la loi de 1930. On ne peut nous enlever nos droits, les amender ou les suspendre. Ils existent. Ils font partie intégrante de notre vie. Nous réclamons le maintien intégral des prérogatives de cette commission, non pas comme une faveur, mais comme droit.

En conclusion, M. l'Orateur, j'aimerais demander à la Chambre d'oublier pour un instant que les juifs sont en cause, en tant que peuple victime des préjugés et surtout de l'incompréhension d'un si grand nombre de gens. Que l'on considère la question au point de vue de la liberté et de la justice. Il y a un principe en jeu, un principe sacré, le droit des parents à l'éducation de leurs enfants dans les limites fixées par la loi. Enlevez ce droit à aucun groupe et vous remettez en question tout le principe pour tout autre groupe, grand ou petit, influent ou faible.

Car, ce qu'on nie aujourd'hui à un élément de la nation, on pourra le refuser demain à un autre. En demandant le rétablissement des droits de la commission juive et des juifs, conformément à l'article 10 du bill de l'an dernier, nous désirons faire

comprendre à cette Chambre et au peuple du Québec que nous ne demandons que les droits que notre citoyenneté nous accorde et qui ont été reconnus par le Conseil privé comme des droits dont devaient jouir des citoyens de cette province, désireux, dans l'avenir comme par le passé, de continuer de marcher la main dans la main avec les autres Canadiens et de faire de cette province la plus heureuse et la plus libre de ce dominion.

(Applaudissements)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):
(Applaudissements à gauche) Évidemment, celui qui défend sa race ou sa religion manque rarement d'éloquence. Les députés de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) et de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen) viennent d'en donner une nouvelle preuve. Ils ont prononcé des discours dont je tiens à les féliciter.

Il les complimente pour l'effort splendide qu'ils ont déployé afin de défendre les intérêts de leur peuple, et pour la défense de leur cause qu'il estime erronée. Il ajoute que, tout aussi respectables que soient ces droits, ce sont les droits des personnes nées au pays qui doivent prévaloir. Il ne reproche pas aux députés juifs de défendre les intérêts de leur nation, mais il revendique ce même droit pour lui-même.

Ils ont parlé au point de vue de leur race et ont trouvé des accents émus. Que ne puis-je trouver des accents semblables pour défendre les droits et privilèges que nous voulons nous-mêmes conserver et préserver pour le bénéfice des générations qui nous suivront? Je veux envisager la question au point de vue de ma race, au point de vue de la race qui constitue la majorité en cette province et la minorité dans les autres provinces, au point de vue canadien-français et catholique.

Avant d'aller plus loin, je tiens cependant à dire au député de Montréal-Saint-Louis qu'il se trompe quand il prétend que son adversaire de jadis, M. Fitch, incarnait les idées de l'opposition sur cette question juive en 1927.

Il semble oublier que M. Fitch n'a pu se prononcer, car on l'a empêché de le faire. Le jour de la votation, lui ou ses amis avaient fait emprisonner cet adversaire et une partie de ses partisans, par un mandat obtenu d'un juge. Le public n'a guère eu chance de se prononcer. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)
proteste.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) dit qu'il lui donnera des preuves de ses avancés avant la fin de la session.

Depuis le début de ce débat, il s'est dit une vérité qui est essentielle, dit-il. Le secrétaire provincial (l'honorable M. David) a dit une chose juste hier. Il a tenu à affirmer tout de suite que le principe du bill avait été soumis au Conseil de l'instruction publique pour approbation. Nous avons recours au Conseil de l'instruction publique comme "principe général", a-t-il dit. On aurait dû faire de même l'an dernier. Toute la question repose sur le fait que le gouvernement se soit substitué au Conseil de l'instruction publique. Si l'an dernier le gouvernement ne s'était pas ainsi substitué, si le gouvernement avait interrogé ce Conseil, la situation qui a été engendrée par la loi de l'an dernier n'existerait pas; c'est une situation qui peut durer bien des années. Nous n'aurions pas eu la loi que l'on veut rappeler aujourd'hui et nous aurions évité la malheureuse lutte antisémite qui se poursuit depuis avec une vigueur regrettable, qui n'aurait jamais dû exister et qui se poursuivra peut-être encore longtemps.

Le gouvernement s'est adressé aux tribunaux pour faire établir le droit, et il a constaté que la Législature pouvait édicter une loi, afin d'offrir des écoles séparées aux non-catholiques et aux non-protestants; cependant, l'opinion publique n'a pas été suffisamment préparée et la question n'a pas été soumise aux autorités compétentes. Tout le problème est là.

Oui, je veux bien le reconnaître, le gouvernement avait obtenu un jugement du Conseil privé qui l'autorisait à passer la loi adoptée à la dernière session. Oui, la Législature pouvait passer cette loi, mais devait-elle le faire? Il eût été infiniment mieux de soumettre la question au Conseil de l'instruction publique qui doit régler ces difficultés d'ordre éducationnel. Il est la plus haute autorité et a la compétence nécessaire pour le faire.

Dans un geste inexcusable, dans un geste qu'on ne peut pas expliquer, le gouvernement a ignoré cet organisme compétent et est intervenu dans un problème excessivement important. Le gouvernement s'est substitué au ministère de l'Instruction publique. Il a empiété sur les pouvoirs du Conseil de l'instruction publique en essayant de régler ces questions. Il a voulu légiférer en une matière qui n'était pas de son ressort. Le conseil a été créé dans la province dans le but de régler les problèmes qui peuvent survenir entre catholiques et protestants, et peut-être aussi entre catholiques et juifs et entre différentes races et religions.

Il (M. Houde) estime que le gouvernement a commis une erreur monumentale qu'on ne s'explique pas encore. Responsabilité redoutable! Ceux qui nous gouvernent avaient-ils donc oublié les luttes difficiles et glorieuses de nos ancêtres qui ont valu la formation d'un Conseil de l'instruction publique? La Législature pouvait passer la loi qui a été adoptée, mais elle ne devait pas le faire sans avoir au préalable soumis cette cause à qui de droit, au Conseil dont tous se plaisent à reconnaître l'importante nécessité. Le gouvernement ne devait pas agir sans avoir consulté l'opinion compétente.

Comme résultante de la loi, comme résultante du principe faux consacré l'an dernier, 22 nationalités de religion différente sont allées demander des classes spéciales, des écoles de leur foi, alléguant que leurs droits étaient égaux à ceux des juifs, des protestants et des catholiques. Et ces gens avaient raison. Je prétends que si la Législature reconnaît que les juifs ont droit à certaines prérogatives et leur donne les mêmes droits qu'aux protestants et aux catholiques, en matière d'éducation, toutes les autres confessions religieuses pourraient faire les mêmes revendications au motif qu'un précédent a été créé, et elles auront les mêmes droits à titre de citoyens canadiens.

Et où tout cela nous mènerait-il? Cela ne nous mènera-t-il pas à l'école publique? À l'école publique sans religion. À l'école publique où les nôtres auraient tôt fait de perdre leur langue et leur foi. Si les juifs ont droit à leurs écoles séparées, tous les autres ont des droits identiques. On serait aussi obligé de le donner aux 22 autres dénominations religieuses qui habitent la province. Comme il est impossible de bâtir des écoles à chacun, l'école publique serait bientôt nécessaire pour résoudre le problème.

Est-ce que le premier ministre (l'honorable M. Taschereau), le secrétaire de la province (l'honorable M. David) et cette Chambre sont prêts à affirmer publiquement qu'ils veulent des écoles publiques dans cette province, que les protestants, les juifs et les catholiques devraient être regroupés dans les mêmes écoles, sans qu'on leur donne de formation religieuse, de sorte que la minorité française du Canada soit assimilée petit à petit? Je ne pense pas que la Chambre veuille des écoles publiques après les dénonciations et la démonstration qui ont été faites du danger qu'elles présentent pour les Canadiens français. Pas plus que moi, le premier ministre et le secrétaire provincial ne veulent l'école publique. Mais alors, n'allons pas adopter des lois qui y conduisent!

Certes, on allègue les droits des parents d'assurer l'instruction de leurs enfants. Dieu me garde d'oublier que les parents ont le droit indéniable de faire instruire leurs enfants dans leur langue et leur religion. Oui, mais avec leurs propres deniers. Car, il ne faut pas oublier non plus que si les parents ont droit de donner telle instruction à leurs enfants, ils ont le droit de garder pour leurs enfants leurs deniers et de ne payer l'instruction des autres que s'ils le veulent bien.

Mais un père ne jouit pas du droit de faire instruire ses enfants en se servant de l'argent des autres. La communauté juive ne paie pas tous les deniers nécessaires à l'instruction de ses fils. Et l'imbroglio qui existe actuellement au sujet des enfants juifs vient de là, de même que les difficultés qui ont surgi. Voilà la source des maux dont se plaint la communauté juive. Ce sont les catholiques et les protestants qui paient pour les juifs ce que ceux-ci ne peuvent eux-mêmes payer totalement.

Et qu'on me permette de dire ici tout haut ce que bien des gens pensent tout bas dans cette province. Je sais que je parle au nom d'un grand nombre de citoyens de cette province. Je sais que je parle au nom de tous ceux qui veulent, comme moi, protéger leurs droits. Je sens la responsabilité des paroles que je vais prononcer, mais je les dirai tout de même, car je crois accomplir un devoir. Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) a tenu à rappeler avec chaleur que des juifs avaient joué un certain rôle au début de notre histoire. Il a rappelé l'appel que Sir Wilfrid Laurier a déjà fait aux Juifs de venir s'établir au Canada. Hélas! Avouons-le, on s'est occupé beaucoup plus des appels de nos grands hommes au cœur trop large que du respect de nos lois.

Si le problème que nous envisageons actuellement à Montréal est si complexe, n'est-ce pas parce que trop souvent des étrangers ont commencé par violer nos lois d'immigration en arrivant au pays? C'est à cause de la facilité de l'immigration que nous sommes actuellement en face de ce problème. Certains immigrés n'ont-ils pas parfois obtenu des privilèges qu'ils ont ensuite revendiqués comme des droits?

J'affirme que ce problème ne serait pas survenu s'il n'y avait pas eu d'abus en matière de droit de l'immigration. Nous essayons de régler ce problème avec justice et équité, non seulement pour les juifs, mais aussi pour d'autres gens qui s'intéressent à l'instruction. C'est à se demander si toute cette question ne se présente pas parce que nous nous sommes sacrifiés dans les lois sur l'immigration. Voilà le mal et le danger, et c'est là

raison pour laquelle nous avons aujourd'hui un problème d'une si grande ampleur.

Il faut à tout prix, pour la survivance des Canadiens français, que l'instruction demeure chrétienne en ce pays, et surtout en cette province. Il y va de l'avenir des Canadiens français. Nous savons que chaque jour notre religion et notre race sont attaquées, que nous subissons le ridicule de certains parce que nous sommes trop traditionalistes, mais nous voulons le rester. On nous reproche d'être trop catholiques, trop français. Oui, nous y tenons à cette langue. Les Canadiens français demeureront toujours catholiques et ils défendront leur religion contre tout gouvernement et tout parti politique. Toujours, nous travaillerons pour leur sauvegarde sous quelque régime que le danger se présente. Nous voulons rester des Canadiens français, des catholiques, gardiens de leur foi et de leur beau parler.

(Applaudissements)

Ceci ne veut pas dire que nous sommes intransigeants, intolérants pour les étrangers. Le juif, notamment, aurait mauvaise grâce à se plaindre du traitement qu'il a eu chez nous. On nous dit que des étrangers nous ont aidés. Il rappelle que le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) a parlé de juifs influents qui ont aidé les Canadiens français au début de la colonie, mais il lui semble aussi que les Canadiens français n'ont pas été injustes envers les juifs.

Par exemple, il souligne le fait que les citoyens de Trois-Rivières aient élu un député juif à une époque où les préjugés étaient de règle. Si ces personnes influentes nous ont aidés à établir la colonie, si quelques-uns ont pu accorder un concours précieux dans certaines circonstances, nous ne pouvons oublier malheureusement que les plus brillants de leurs compatriotes dans le monde n'ont pas toujours semé des idées de bon ordre et exercé une influence salutaire.

Il y a un danger en ce moment que d'autres personnes parmi nos contemporains exercent une influence dangereuse, qu'elles sèment des idées qui sont subversives, qui inclinent vers la révolution. Il s'agit de personnes responsables du meurtre de millions de gens. L'influence de Lénine, de Trotski, de Karl Marx ne connaît plus de frontières. Il est dangereux que ces idées subversives s'insinuent ici, si nous n'avons pas un complet contrôle chrétien sur nos écoles. Si nous avons ce contrôle, nous serons mieux protégés contre les doctrines de Lénine et de Trotski. Nous savons que le secrétaire de la province et d'autres personnes s'inquiètent de la menace que présente le bolchévisme.

Le pacte de la Confédération prévoit qu'il existe deux majorités et deux minorités, pas plus, et

que les chrétiens contrôlent les écoles. Je répète que j'exprime ce que bien des gens pensent. Ce n'est pas pour être désagréable que je dis ces choses; je crois tout simplement qu'il est bon de les dire après les discours que nous avons entendus au cours desquels on a fait l'éloge du juif en jetant un regard dans l'histoire. Au surplus, les deux races qui composent la majorité et la minorité en ce pays s'efforcent de fortifier un esprit canadien. Il ne faut pas que leurs efforts soient neutralisés par d'autres nationalités non chrétiennes. Nos évêques et nos directeurs spirituels ne peuvent évidemment dire ces choses, surtout quand des conflits surgissent, mais en pensent-ils moins? Conservons précieusement et intégralement au Conseil de l'instruction publique toutes ses prérogatives. Il est bien regrettable que, pour des motifs de manque de temps, le gouvernement ait soustrait à sa vigilance cette question si complexe et si importante.

Je suis heureux de rappeler que c'est un gouvernement conservateur qui a créé le Conseil de l'instruction publique, et jamais aucun régime n'avait jusqu'ici porté atteinte à sa juridiction. Cette année, on s'est ravisé quelque peu, mais on a sollicité son approbation plutôt que soumis une cause; ne l'oublions pas. Le présent bill sanctionne un principe reconnu mal à propos l'an dernier. Il rappelle la loi, mais maintient la commission scolaire juive, et nous croyons devoir protester.

Je prétends que le gouvernement n'aurait jamais dû apporter cette mesure sans consulter les autorités compétentes. Le gouvernement renvoie maintenant cette question au Conseil de l'instruction publique et c'est ce que le gouvernement aurait dû faire dès le début. Il n'aurait pas été dans l'obligation de reculer et d'apporter une loi qui ne donne pas satisfaction. Nous voterons contre le bill en deuxième lecture parce qu'il consacre le principe de la création d'une commission juive. La création de ce corps aurait dû relever uniquement du Conseil de l'instruction publique.

Nos collègues juifs invoquent à l'appui de leurs représentations qu'en Angleterre leurs compatriotes sont traités très bien. M. Macaulay a été cité par le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), mais les conditions étaient-elles les mêmes en Angleterre? Est-ce que les écoles séparées créées pour les juifs en Angleterre étaient payées par d'autres gens?

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Oui, il y a des écoles juives à Londres.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Les juifs paient pour ces écoles, alors?

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): C'est l'État qui paie pour ces écoles.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre d'Angleterre n'est-il pas protestant? Je me demande si Lord Reading se rend à la synagogue.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): Oui, il s'y rend.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le député répond oui, mais est-il au courant? En Angleterre, il y a des écoles publiques, mais ici nous avons des écoles séparées pour les protestants et les catholiques. N'oublions pas que la religion que beaucoup d'Anglais pratiquent est la religion protestante. Je ne blâme pas, dit-il, les deux députés juifs de vouloir défendre leur race et leur religion, mais je ne veux faire que la même chose. On nous a dit que le bill présenté à la Chambre crée une nouvelle classe distincte de citoyens. Au contraire, si nous ajoutons un quatrième tableau, c'est là que nous créons une classe distincte qui sera suivie de plusieurs autres.

C'est dangereux et applicable à tous les immigrants. S'il nous fallait créer ici un quatrième panneau (sic), nous accorderions à l'élément juif un traitement de faveur que toutes les autres nationalités établies à Montréal pourraient légitimement réclamer.

Nous voulons respecter les droits des parents à l'éducation de leurs enfants, mais de là à donner à toutes les nationalités des écoles spéciales, de là à l'école neutre, il y a une marge que nous ne pouvons pas franchir sans risquer de tomber dans un problème compliqué, que dis-je, dans des luttes de races et de religion dont les résultats ne seraient pas favorables à la race canadienne-française.

Je reproche aux juifs, dit-il, de se plaindre alors qu'ils ont toujours été bien traités. Nous entendons continuer à bien traiter les étrangers qui vivent chez nous, mais Dieu nous garde de saboter notre merveilleux système éducationnel pour satisfaire leurs exigences. Nous voulons nous débarrasser des classes séparées. Bien que nous respectons la religion juive, nous voulons que notre canadisme soit plus vrai et que toutes les races soient traitées équitablement; nous voulons faire une race uniquement canadienne, mais nous voulons que l'on comprenne bien qu'il n'y a que deux majorités et deux minorités.

On a parlé aussi de civilisation ancienne et d'une nouvelle civilisation, mais l'étude de l'histoire

des Canadiens français a fait connaître des héros, des hommes et des femmes, des soldats, des pionniers et des prêtres martyrs. Nous l'étudions, cette civilisation ancienne, et ses gestes nous engagent à conserver l'attitude que nous avons prise. Nous tentons aujourd'hui d'évoquer le souvenir des nôtres et de leurs gestes héroïques. Nous avons invoqué tous les noms de l'histoire et nous leur avons demandé s'il était possible de laisser introduire chez nous un système qui nous conduirait à l'école publique. Il (M. Houde) évoque l'histoire et se demande ce que nous enseignent les Champlain, les Hébert, les Dollard, les Maisonneuve, les Frontenac, les Père Marquette, les Martyrs glorieux, les Jeanne Mance, les Madeleine de Verchères, les Marguerite Bourgeoys et tous ces héros, ces héroïnes qui ont magnifié notre histoire.

Nous avons eu, comme les juifs, nos sept frères Maccabées, les missionnaires qui se sont sacrifiés pour la foi, nos explorateurs qui ont colonisé le pays et se sont rendus jusqu'en Louisiane. Toutes ces glorieuses figures dont nous sommes si fiers nous disent de rester catholiques et français. Écoutons ces voix éloquentes! Le jour où nous cesserons d'être catholiques, nous cesserons d'être français.

Les Juifs qui viennent chez nous doivent accepter nos lois et nos coutumes. Accordons aux étrangers toutes les libertés compatibles avec nos institutions et nos traditions, notre langue et notre foi, mais pas davantage. Pas de capitulations qui entameraient la solidité de notre organisme éducationnel, notre Conseil de l'instruction publique.

Par le passé, nous avons accordé le plus de liberté possible. Le bill de l'an dernier n'aurait jamais dû être adopté. Je dis que le gouvernement est allé trop loin l'an dernier et qu'il ne va pas assez loin cette année, puisqu'on ne rappelle pas la loi dans tous ses principes. Avant d'introduire des lois pernicieuses, on devrait repasser notre hymne national. Nous voterons contre le projet "pour le Christ et pour le roi". Il (M. Houde) termine par la strophe de l'hymne national:

Amour sacré du trône et de l'autel!
Remplis nos cœurs de ton souffle immortel.
Parmi les races étrangères
Notre guide est la loi⁴.
Sachons être un peuple de frères
Sous le joug de la foi⁵!
Et répétons, comme nos pères
Le cri vainqueur: Pour le Christ et le Roi!
(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) (Applaudissements) félicite le chef de l'opposition (M. Houde) du ton élevé de son discours. Mon honorable ami a parlé avec beaucoup de vigueur et d'énergie. Je l'ai écouté avec attention, et je me demande encore de quel bord il est, s'il est pour ou contre le bill. Je me demande aussi si le discours qu'il vient de prononcer n'est pas celui qu'il devait faire l'année dernière, lorsque nous avons présenté notre projet de loi relatif à l'éducation des enfants juifs.

(Rires à droite)

Je me rappelle qu'alors le député de Montréal-Dorion (M. Blain) présenta un amendement lors de la deuxième lecture du bill pour proposer que le bill fût renvoyé devant le Conseil de l'instruction publique avec demande de l'étudier, mais, quand cet amendement fut rejeté, l'opposition vota pour le bill. L'amendement du député de Montréal-Dorion ne constituait pas une motion de censure à l'endroit du gouvernement et n'affectait pas le principe du bill, mais demandait seulement que l'on prenne des précautions, ce qui n'a pas été fait. Le député de Montréal-Dorion, toutefois, ne vota pas contre la troisième lecture du bill, parce que son amendement ne constituait pas une motion de censure, et la troisième lecture du bill fut passée à l'unanimité de toute la Chambre.

Avec le chef de l'opposition, je suis d'avis qu'il faut laisser cette question entièrement en dehors de la politique. L'est-elle restée jusqu'ici? D'après ce qu'il a entendu, l'opposition n'a pas laissé la question en dehors de la politique, mais, au contraire, les amis du chef de l'opposition ont fait une campagne virulente contre le gouvernement à propos de la loi de l'année dernière, et on a affirmé alors que le gouvernement était composé de mauvais chrétiens, de mauvais catholiques et de mauvais Canadiens, que les membres du gouvernement étaient à genoux devant les juifs et qu'on ne savait pas où s'en allait la race canadienne-française. On se souvient de tout ce que l'opposition a dit alors. On s'est servi du problème juif dans les assemblées. Moins on touche aux questions religieuses et aux questions de race, mieux c'est.

La question est difficile, comme toutes les questions touchant la race et la religion, et je ne peux que féliciter les deux députés juifs de la Chambre (MM. Bercovitch et Cohen) qui ont parlé sur cette question. Je les félicite pour les discours éloquentes qu'ils ont prononcés. Ils ont su trouver des accents émouvants, poignants même, ce à quoi il faut s'attendre lorsque des hommes défendent leur race et

leur religion, et laissent parler leur cœur. Je ferais la même chose si les positions étaient différentes et s'il s'agissait de Canadiens français et de catholiques qui défendent ce qui leur est cher. Nous parlerions de même si on voulait nous enlever ce qui nous appartient. Cette question de race et de religion est de celles qui tiennent le plus profondément au cœur de l'homme et c'est aussi l'une des plus épineuses. L'homme tient à sa race, à sa langue, à sa famille et à sa religion, et lorsqu'il croit que l'on veut y porter atteinte, il trouve pour les défendre les accents les plus émouvants.

La question juive est une question complexe et constitue un problème discuté depuis plusieurs années. Depuis la loi de 1903, la paix régnait à Montréal. Les enfants juifs étaient instruits par les protestants à la satisfaction de tout le monde. Qui a brisé cette harmonie et cette paix?

Celui qui a brisé la paix et l'harmonie qui régnaient depuis 1903 peut assumer la responsabilité de son acte. Il en portera les conséquences. Mais, de toute façon, le problème s'est représenté. Il a fallu alors reprendre tout le problème et tenter de le résoudre, et je puis assurer la Chambre et nos amis les juifs que nous avons donné à cette question des heures d'étude angoissantes pour essayer de trouver une solution au problème.

Nous avons alors dit aux juifs: "Puisque la question juive est de nouveau soulevée, il faudrait aller devant les tribunaux." Ils y sont allés aux frais de la province. La cause fut portée en Cour d'appel, puis en Cour suprême, et finalement jusqu'au Conseil privé. C'est cette dernière cour qui donna un jugement sur la question, ce qui permit au gouvernement d'édicter sa loi de l'année dernière. Jusque-là, il y avait eu autant d'opinions émises qu'il y avait de juges! Le Conseil privé a réglé une partie de la question, laissant certains points assez nébuleux.

Je crois que la loi que nous avons passée l'an dernier est inattaquable au point de vue constitutionnel. L'an dernier, l'opposition⁶ disait que nous présentions une mauvaise loi. Le chef de l'opposition (M. Houde) a déclaré que cette loi n'aurait pas dû être adoptée, et cette année, alors que nous présentons une loi qui abroge celle de l'an dernier, il est contre. L'opposition affirme de nouveau que notre projet de loi est mauvais. Sa position est illogique. Évidemment, aux yeux de l'opposition, peu importe ce que nous faisons, nous sommes destinés à toujours mal faire, toujours mal!

Le problème des écoles juives, tout le monde le sait, était difficile de solution. Treize mille enfants

juifs à Montréal se voyaient menacés d'être privés d'éducation et d'être rejetés à la rue, parce que ni les catholiques, ni les protestants ne voulaient d'eux dans leurs écoles. Les protestants ne voulaient plus instruire les juifs, excepté à leurs conditions. Ces conditions n'étaient pas acceptables aux juifs.

Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) nous a dit il y a quelques années qu'on voulait les faire entrer aux écoles par la petite porte de la cuisine et ils voulaient, eux, entrer par la grande porte et prendre place avec les autres au salon, si les enfants juifs allaient à l'école protestante. Ils avaient raison. C'était juste et légitime, et personne ne dira que cette attitude n'est pas correcte.

Les juifs de Montréal ont un désir légitime: celui d'être instruits à des conditions acceptables. Il n'est pas un citoyen qui dira que les juifs ne devraient pas être instruits par les protestants aux mêmes conditions. Les juifs eux-mêmes ne tenaient pas à la loi de l'année dernière. Plusieurs d'entre eux nous ont dit qu'ils ne voulaient pas se séparer du reste de la population, qu'ils ne désiraient pas que leurs enfants soient éduqués dans des écoles séparées, comme de petits sauvages, qu'ils soient constitués en réserves. J'ai vu les chefs juifs à Montréal, et ils m'ont fait bien comprendre qu'ils ne voulaient pas d'écoles séparées. Ils nous ont dit: "Ne passez donc pas cette loi. Nous voulons être Canadiens et vivre avec d'autres Canadiens." Mais qu'est-ce que nous pouvions faire lorsque les protestants refusaient d'admettre les enfants hébreux?

Quand les protestants et les catholiques ont refusé d'instruire les enfants juifs, le gouvernement s'est dit: "Nous allons leur donner des écoles." Nous avons alors passé la législation de l'année dernière, mais à contrecœur, et il était entendu qu'elle ne serait mise en vigueur que si l'on ne pouvait en arriver à un arrangement dans un délai d'un an. Nous nous disions qu'au cours de l'année, les protestants et les juifs parviendraient peut-être à s'entendre et qu'alors la loi ne serait plus nécessaire. Avions-nous eu tort? La loi de l'année dernière était-elle tellement mauvaise? Nous avions vu juste. Les meilleures têtes chez les protestants et chez les juifs se sont réunies et ils en sont venus à une entente pour pourvoir à l'enseignement des petits juifs à Montréal.

On a dit que notre loi de l'an dernier était mauvaise, que nous aurions dû consulter le Conseil de l'instruction publique. Peut-être. Mais nous sommes assurés que le Conseil de l'instruction publique aurait approuvé notre loi. Cette loi n'était pas mauvaise, puisque l'autorité religieuse l'a approuvée.

Nous avons eu l'approbation du cardinal-archevêque de Québec et de tous les évêques de la province, qui félicitaient la province de Québec d'avoir accordé leurs écoles aux enfants juifs, en consacrant le principe du droit du père à l'éducation de ses enfants.

Ce témoignage du chef de l'Église en notre province est un témoignage qui compte. Il (l'honorable M. Taschereau) lit la déclaration de Son Éminence qui félicite le gouvernement. Toutefois, malgré cela, le chef de l'opposition s'est prononcé contre le projet de loi. Il trouve que nous avons mal fait. Nous sommes dans le temps de Pâques; le chef de l'opposition devrait écouter les sermons de persévérance.

Il y en a d'autres qui s'intéressent à l'éducation et le gouvernement a reçu d'autres témoignages de valeur. Son projet de loi a reçu l'approbation de M. Henri Bourassa. M. Bourassa s'est levé au Parlement fédéral en 1930 pour prendre la parole à ce sujet. Dans son intervention, M. Bourassa, qui s'intéresse beaucoup aux questions touchant l'éducation, a approuvé la loi de l'an dernier.

Permettez-moi de lire ce qu'il disait l'hiver dernier. Il disait au Parlement canadien qu'il était heureux de voir ce que le gouvernement de Québec venait d'accomplir pour l'éducation des enfants juifs et pour régler cette question éducative. L'opinion de M. Bourassa compte. Il ajoutait qu'il était heureux de donner la province de Québec en exemple à un monde où on n'a pas toujours le respect des minorités. Nous avons donné aux juifs leurs écoles, à contrecœur. Nous espérons une entente et l'entente est venue. J'estime que le gouvernement a fait ce qu'il avait de mieux à faire.

Maintenant, nous sommes en face du problème que les deux députés juifs de cette Chambre et le chef de l'opposition ne sont pas satisfaits du projet. Je ne les comprends pas. S'il fallait partager leur avis, la loi de l'année dernière resterait en vigueur et le bill actuel serait rejeté, car ils demandent le rappel de la loi de l'an dernier, ce qui est précisément le but de la loi actuelle. Et, cependant, ils veulent voter contre le bill actuel.

Pourtant, le chef de l'opposition ne voulait pas de la loi de l'année dernière. Si vous votez contre le bill, vous voulez le maintien de la loi de l'an dernier, vous refusez le rappel d'une loi que vous prétendez mauvaise et qui maintient par le fait même la commission à laquelle l'opposition est opposée. Le chef de l'opposition admettra que son attitude est assez difficile à comprendre et que l'opposition est illogique parce qu'elle vote contre le projet.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'ai parlé contre le principe du bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Mais alors que faites-vous de votre grand discours de tantôt, de vos affirmations que, si nous donnions les écoles juives, ce serait la mort de la race, et un pas vers les écoles neutres? Si cette loi n'est pas acceptée, la loi de l'année dernière demeure. Si le chef de l'opposition émeut suffisamment les députés, le bill du secrétaire provincial sera défait, et c'est la loi de l'année dernière qui prévaudra.

Les deux députés juifs se plaignent que nous retirons la loi de l'année dernière. Ils demandent: "Qu'avons-nous fait pour mériter cela?" Peut-être ont-ils changé d'avis! Je ne voudrais pas, même pour un instant, que nos compatriotes juifs voient dans ce projet de loi un acte hostile et un manque de confiance en eux. Je crois encore qu'elle est bonne, et si les juifs n'avaient pu s'entendre avec les protestants, nous aurions gardé la loi de l'an dernier.

Je n'hésite pas à affirmer que si la question de conclure d'autres ententes et d'autres contrats est soulevée, et s'il est nécessaire de conserver la loi de l'année dernière, je serai le premier à demander à la Législature de la rétablir. S'il n'y avait pas eu de loi, j'aurais demandé à la Législature d'en passer une cette année. Je suis prêt à dire que s'il n'y avait pas eu d'entente, nous serions prêts à recommencer ce que nous avons fait l'an dernier.

Les députés juifs nous disent: "Cette entente ne comprend pas l'éducation des enfants de Lachine, Westmount et Verdun." Si les juifs de ces municipalités de l'île de Montréal nous demandent que la loi actuelle, celle de 1930, s'applique dans leur cas, nous sommes prêts à la leur donner par souci d'égalité. Si les juifs veulent des écoles à eux, un panneau (sic) à eux, je suis prêt à les leur donner. Je suis prêt à dire que les droits du père de famille à l'éducation de ses enfants seront respectés. À Montréal, les juifs sont assez nombreux, ils sont presque aussi nombreux que les protestants, et ils constituent une de ces minorités qui ont droit à ce que nous leur appliquions le principe que nous réclamons pour nous-mêmes dans les autres provinces.

Je ne veux pas que nos compatriotes se croient lésés et qu'ils pensent que nous leur enlevons de quelque manière que ce soit ce que nous leur avons donné l'an dernier. S'ils veulent faire instruire leurs enfants, qu'ils le fassent. Nos collègues juifs ne devraient pas nous reprocher le présent bill, car je crois que c'est dans leur intérêt que la loi est présentée et que celle de l'an dernier soit abrogée.

L'amendement a été fait librement par les autorités juives. Ils ont fait un arrangement pour 15 ans et ils l'ont fait les yeux ouverts. La commission, créée l'an dernier, continue d'exister afin de surveiller la mise en œuvre du contrat; mais, si nous l'avions laissée subsister avec les mêmes pouvoirs que l'an dernier, elle aurait le droit de créer des écoles juives et un troisième panneau de taxes. On se serait trouvé constamment, quotidiennement, en face de groupes qui seraient venus réclamer des écoles juives et c'aurait été à n'en plus finir. Telle quelle, la loi actuelle pourvoit à un arrangement satisfaisant et tout à l'intérêt des juifs.

Mon honorable ami le chef de l'opposition (M. Houde) dit que la création des écoles juives nous conduirait à l'école neutre. Je crois que c'est le contraire. Le danger serait bien plus grand si on laissait entrer dans une même école des enfants de croyances religieuses différentes. Le chef de l'opposition craint l'école neutre, et il n'a pas raison d'avoir de craintes pour Québec. Jamais! S'il est une chose que nous aimons dans Québec, c'est notre école et jamais nous n'aurons d'écoles neutres chez nous. Les écoles juives séparées seraient plutôt un obstacle à l'établissement de la neutralité scolaire dans notre province.

Notre plus grande sauvegarde, c'est de bien conserver les commissions que nous avons sous le contrôle du Conseil de l'instruction publique. On nous a accusés de vouloir abolir le Conseil de l'instruction publique, et je déclare encore une fois que tant que nous serons ici, que tant que nous siégerons sur ces banquettes, le Conseil de l'instruction publique restera tel qu'il est, indépendant. Il n'y a pas le moindre danger que le gouvernement essaie de démanteler le Conseil de l'instruction publique pour lui substituer un ministre de l'Éducation.

Avant de terminer, je demande à mes amis de la communauté juive de se rappeler ceci. Ils se sont entendus avec les protestants en toute connaissance de cause. Je demande aux juifs de respecter l'engagement. Cet engagement a été fait pour 15 ans. Donnera-t-il satisfaction? Produira-t-il l'effet escompté? Je l'espère. Mais je dis à mes concitoyens de la communauté juive que le jour où ça ne marchera pas, que le jour où il surviendrait un conflit qui rendrait l'entente ineffective (sic), où les enfants ne seraient pas instruits comme ils devraient l'être, que les juifs se croiraient blessés dans leurs croyances, ou lorsque les termes de l'entente seront incompatibles avec les principes sacrés du peuple juif, quand il y aura danger pour leur religion, je suis

sûr que nous trouverons dans la députation libérale assez d'hommes sensés pour trouver le remède voulu, et si ce remède est la loi de l'an dernier, nous nous empresserons de la rétablir.

Sortons cette question de la politique. L'instruction publique est au-dessus de cela. Donnons le meilleur de nous-mêmes pour régler cette question et ne jetons pas l'injure dans les campagnes politiques. Pour ma part, ce dont je serais fier, ce serait que les juifs se disent bien que le gouvernement s'est toujours efforcé d'éviter de froisser la communauté juive ou de lui donner l'impression que la majorité chrétienne dans cette province avait tenté de régler la question scolaire juive à Montréal, sans égard pour leurs sentiments, leur conscience ou leurs convictions.

(Applaudissements prolongés)

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) dit qu'il peut affirmer au nom des protestants que la minorité juive a été bien traitée et qu'elle continuera de l'être aussi bien que les autres enfants. Les difficultés proviennent surtout de la question financière, car en une seule année, le déficit provenant de l'éducation des enfants juifs a été de \$500,000. La taxe scolaire a doublé depuis 1903, et il fallait trouver un moyen d'alléger le fardeau. Quant à la séparation des enfants juifs et des enfants protestants, la chose n'a jamais existé.

Cette accusation m'étonne, puisque les enfants juifs fréquentent les écoles les plus rapprochées de leur domicile. La commission protestante a engagé un certain nombre d'enseignants juifs. La Chambre peut être assurée que la population protestante n'opprimera jamais la population juive. Il est d'avis que le bill devrait être adopté et il fait l'historique de la question⁷.

M. Plante (Montréal-Mercier): On se plaît à m'appeler le troisième député juif, vous ne serez pas surpris si je prends la parole.

(Rires)

Je représente à moi seul plus d'électeurs juifs dans la circonscription de Montréal-Mercier que mes deux collègues les députés de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) et de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen) ensemble, plus aussi que le chef de l'opposition.

Il est malheureux, lorsqu'on a le courage de défendre ses électeurs et de se tenir debout, d'être critiqué pour cela, même par l'opposition, par les siens. Je suis opposé au bill et je sais que je ferai l'objet de critiques, mais je me sens tout à fait tranquille en ce qui concerne mes électeurs chrétiens

et juifs, misant sur le bon sens et la bonne foi de mon électorat. Mes amis, mes électeurs, si je les défends, ne croiront pas que je suis prêt à vendre ma nationalité, ma race. Étant représentant de la majorité des électeurs juifs de Montréal, je dois appuyer les demandes des deux députés juifs de la Chambre, les députés de Montréal-Saint-Louis et de Montréal-Saint-Laurent, même si l'opposition tentera peut-être de me faire passer pour un renégat si je vote contre le projet de loi du gouvernement, ce qui n'est pas le cas, car je ne me sépare nullement de mon parti politique, ni de mes deux collègues, sur cette question. J'agis selon ma conviction.

Je regrette, dit-il, d'avoir à déclarer qu'à mon avis, le gouvernement a tort de rappeler la loi de l'an dernier. Cette loi était équitable, dit-il, en s'appuyant sur le témoignage de Son Éminence le cardinal Rouleau qu'a cité le premier ministre. Le présent bill enlève à nos compatriotes juifs des droits qu'on leur avait accordés l'an dernier. Je ne vois pas pourquoi on n'accorderait pas aux juifs les droits qui, selon le Conseil privé, leur appartiennent.

Pas un membre de cette Chambre, même de l'opposition, ne contestera aux juifs le droit à l'éducation de leurs enfants. Je demande le maintien de la commission scolaire juive pendant au moins quelques années. Elle devrait garder les pouvoirs qui lui ont été reconnus l'an dernier d'éduquer elle-même les enfants juifs dans des écoles séparées et je soutiens qu'il est prématuré de supprimer, à peu de choses près, la commission.

Il admire l'esprit et le courage du premier ministre (l'honorable M. Taschereau), de l'honorable secrétaire provincial (M. David) et des membres du cabinet qui ont reconnu les droits des juifs à l'éducation de leurs enfants l'an dernier, mais il désire également faire valoir les droits des électeurs juifs qu'il représente. Ce n'est pas en refusant d'accorder aux juifs le droit qui leur revient qu'ils deviendront de bons Canadiens et qu'ils pourront vivre en harmonie avec les autres.

M. Smart (Westmount) déclare qu'il va voter pour la seconde lecture du bill, car il s'y croit tenu en honneur. Les difficultés qui se sont élevées sur cette question sont avant tout des difficultés financières. Elles proviennent de l'insuffisance de la taxe juive pour défrayer le coût d'éducation des enfants juifs, et la commission protestante a dû compenser cette insuffisance pendant des années par des mises de fonds.

La commission protestante a décrété qu'elle ne doit pas être forcée d'accepter des enfants juifs et

d'imposer une charge à son propre peuple. La commission protestante avait réclamé le coût total de l'éducation des enfants juifs et, plus tard, le taux fixé par la liste neutre est passé de 10 à 12 millièmes, mais cette entente couvrirait à peine le nécessaire. On a déclaré en certains quartiers que les protestants avaient menacé les juifs de jeter leurs enfants hors des écoles protestantes, mais cette déclaration n'était pas fondée. Cela n'a jamais été le cas.

La commission protestante a réclamé une entente financière définitive, ce qui n'est que juste. Lorsque je dis que la commission protestante n'a pas reçu des juifs ce qu'il en coûte pour instruire leurs enfants, je ne veux pas dire que les juifs ne payaient pas leur part légitime de taxes. En réalité, cependant, par suite de circonstances spéciales, certains juifs vivent dans des maisons qui appartiennent à des propriétaires catholiques romains ou à des entreprises, ce qui signifie que leurs taxes, qui sont payées à même les loyers, reviennent au panneau neutre ou à la liste catholique. La commission protestante n'a jamais préconisé le renvoi des enfants juifs, affirme-t-il.

Je voterai de nouveau en faveur de ce projet de loi, tout comme je l'ai fait pour le bill de l'an dernier, parce que la commission protestante est satisfaite de cette entente. Je suis, en toute logique, tenu, sur mon honneur, de l'appuyer, et je suis très content que la commission protestante et la commission juive aient pu s'entendre. J'espère que ce sera la dernière fois que cette question sera soulevée dans cette Chambre et que ce sera la fin de la tourmente qui en est malheureusement résultée.

Mais si, pour quelque raison, cette entente ne peut être maintenue au-delà des 15 années prévues, je présume que nous devons alors recommencer à discuter encore de ce même genre de sujet. Espérons cependant que les deux côtés seront satisfaits de l'entente et que, comme l'a dit le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), les enfants juifs fréquentant les écoles protestantes seront traités aussi bien que les enfants protestants. On ne peut s'attendre à plus que ça, et je ne crois pas qu'ils s'attendent à obtenir davantage.

M. Poulin (Montréal-Laurier): En tant que représentant de mes électeurs juifs et du point de vue de l'équité et du droit, et non seulement du point de vue de la tolérance, je voterai contre le bill, tel qu'il a été présenté, parce qu'il enlève à la commission juive des droits déjà existants. Je trouve dans les raisons invoquées par M. Henri Bourassa, dit-il, une pleine justification pour voter contre le bill, et, en toute franchise, je préfère le bill de l'an dernier. Je voterai moi aussi

contre le bill pour les mêmes raisons que mon collègue de Montréal-Mercier (M. Plante) que je félicite.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) déclare qu'afin de refléter l'opinion de ses collègues et d'autres personnes et au nom de son parti, il doit proposer un amendement qui résume leur opinion à ce sujet.

Je propose en amendement, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à ratifier, dans leur teneur générale, les conventions intervenues entre le Bureau des syndics d'écoles protestantes de la cité de Montréal, entre le Bureau des syndics d'écoles protestantes de la cité d'Outremont et la commission des écoles juives de Montréal, et tout en se déclarant favorable au rappel de la loi 20 George V, chapitre 61, concernant l'éducation des enfants de croyance judaïque dans l'île de Montréal, ne peut approuver le bill proposé par le gouvernement, parce que, dans son ensemble, le bill proposé consacre le principe de ladite loi qu'il déclare abroger et parce qu'il maintient ladite commission des écoles juives, créée par ladite loi 20 George V, chapitre 61, et nommée exclusivement par le lieutenant-gouverneur en conseil".

Et la motion d'amendement étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Blain, Duplessis, Guertin, Houde, Renaud, Sauvé, Tremblay, 7.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bissonnet, Bouthillier, Bullock, Caron, Charbonneau, Cohen, Côté, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Drouin, Dufour, Dugas, Farand, Fortin, Francoeur, Gagnon (Kamouraska), Gault, Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Marchand, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Poulin, Power, Reed, Saurette, Savoie, Smart, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Turcotte, 56.

Ainsi, la motion d'amendement est, en conséquence, rejetée.

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le même vote soit enregistré pour la motion principale, mais en sens inverse.

M. Tremblay (Maisonneuve) réclame le vote.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Authier, Baillargeon, Bergeron, Bernard, Bissonnet, Bouthillier, Bullock, Caron, Casgrain, Charbonneau, Côté, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Drouin, Dufour, Dugas, Farand, Fortin, Francoeur, Gagnon (Kamouraska), Gault, Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Marchand, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Power, Reed, Saurette, Savoie, Smart, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Turcotte, 54.

Contre: MM. Blain, Duplessis, Guertin, Houde, Poulin, Renaud, Sauvé, Tremblay, 8.

M. le greffier (M. Geoffrion) annonce le vote.

M. Tremblay (Maisonneuve) se lève et réclame la parole.

Des députés: Chapeau! Chapeau!

M. Tremblay (Maisonneuve): Il y en a qui n'ont pas voté.

Une voix à droite: Chapeau!

(Un page lui apporte le chapeau du Dr Poulin)

M. Tremblay (Maisonneuve)⁸ met son chapeau et soulève un point d'ordre.

M. Guertin (Hull) soulève un point d'ordre.

M. Tremblay (Maisonneuve) déclare qu'il a des raisons de croire qu'au moins deux députés présents en Chambre n'ont pas voté et il demande à M. l'Orateur d'intervenir. M. l'Orateur, pourquoi certains membres n'ont-ils pas voté?

M. l'Orateur suppléant (M. Vautrin) lit les règlements de la Chambre prévoyant que les députés de la Chambre qui ne votent pas doivent motiver leur décision. Qui sont les députés qui se sont abstenus? Nommez-les!

M. Tremblay (Maisonneuve): À ma connaissance, il y a les députés de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) et de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen) qui, bizarrement, ont violemment dénoncé cette mesure.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le résultat du vote est donné; il est trop tard.

M. l'Orateur suppléant (M. Vautrin): Est-ce qu'il y en a qui désirent parler sur le point d'ordre?

M. Blain (Montréal-Dorion) se lève.

Une voix à droite: Chapeau! Chapeau!

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) se lève pour donner des explications.

Des députés de l'opposition protestent.

M. Duplessis (Trois-Rivières) exprime la même opinion que le premier ministre.

Des députés protestent.

(Rires)

M. l'Orateur suppléant (M. Vautrin) veut disposer du point d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (En criant) Six heures! Six heures!

M. l'Orateur suppléant (M. Vautrin) fait la lecture d'un article du Règlement de la Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Plus fort) Six heures!

M. l'Orateur suppléant (M. Vautrin): Je crois que les membres sont obligés de voter. Il demande aux deux députés de se prononcer.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) essaie de s'expliquer.

M. Duplessis (Trois-Rivières), M. Guertin (Hull) et plusieurs députés: Six heures! Six heures! Les règlements.

M. l'Orateur suppléant (M. Vautrin) se tourne vers le premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) lui conseille d'annoncer qu'il est six heures.

Ainsi, La motion principale est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

Dépôt de documents:

Droits de coupe dans le canton Clyde

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 17 février 1931 pour copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne depuis 1910, concernant les lots 8 et 9 du canton Clyde. (Document de la session no 70)

Travaux de colonisation à Saint-Vianney, comté de Matapédia

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 25 février 1931, pour copie de la liste de paie pour l'année 1929 pour les travaux de colonisation faits dans le canton de Langis, paroisse de Saint-Vianney, comté de Matapédia, sous la surveillance de Omer Paulin, Jos. Verreault et Octave Leclerc. (Document de la session no 71)

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 1^{er} avril 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 55.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

- bill 103 autorisant Albert-Pierre Frigon à exploiter une ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal.

Exploitation de carrières par A.-P. Frigon

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 103 autorisant Albert-Pierre Frigon à exploiter une ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Code municipal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 57 modifiant le Code municipal. Lesdits amendements sont lus deux fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose en amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon), que cette Chambre accepte les amendements du Conseil législatif avec l'amendement suivant:

"Les trois dernières lignes de l'avant-dernier alinéa de l'amendement I sont remplacées par les mots suivants: "de cette longueur de quinze pieds. L'excédent, dont le coût est estimé proportionnellement d'après le nombre de pieds linéaires d'arche, fait partie du coût général des travaux du cours d'eau."

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 32 concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont.

En comité⁹:

M. Blain (Montréal-Dorion): Si le Conseil de l'instruction publique avait été consulté, un projet plus avantageux aurait été soumis à la Chambre. Il reproche amèrement, sévèrement, au gouvernement de n'avoir pas soumis le projet de la loi des écoles juives aux membres du comité catholique de l'instruction publique.

L'honorable M. David (Terrebonne): Cette précaution a été prise.

M. Blain (Montréal-Dorion): Seuls Son Éminence le cardinal et S. G. Mgr Gauthier avaient eu le texte de la loi avant la réunion du comité. Voilà pourquoi le juge Tellier a proposé de ne pas approuver le bill avant que chacun des membres ait eu l'occasion de l'étudier.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pense que la position du premier ministre (l'honorable M. Taschereau) et celle de l'honorable secrétaire provincial (M. David) sont contradictoires. J'ai compris, aux paroles du premier ministre, que l'on était prêt à rétablir, le cas échéant, la loi de l'an dernier pour former une commission pour les enfants de Verdun, de Westmount et de Lachine.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai dit que j'étais prêt à le faire si l'entente ne subsiste pas avec les protestants.

(Une panne d'électricité survient à 9 h 22. On allume les becs de gaz¹⁰. Les députés s'éclairent avec le feu de leurs briquets).

M. Tremblay (Maisonnette): (D'un ton goguenard) Amenez-nous des "Soleils", on va voir s'ils éclairent!

(Rires et applaudissements, et applaudissements dans les galeries)

(Des députés ministériels grimpent aux boiseries pour allumer des becs de gaz, mais presque aussitôt l'électricité revient).

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): L'an dernier, on s'attendait à ce que la question soit réglée

pour l'ensemble de l'île de Montréal, mais on est en train de dépouiller la commission juive de ses pouvoirs. Et qui devait par exemple conclure une entente avec Westmount? Supposons que la commission protestante de Westmount refuse d'accueillir les enfants juifs?

M. Smart (Westmount): Une telle chose est impossible.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Vous ne pouvez pas nous le certifier.

M. Smart (Westmount): C'est vrai.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je ne crois pas personnellement que la commission de Westmount ferait une telle chose. Elle a toujours très bien traité les enfants juifs. Mes propres enfants ont fréquenté les écoles de cette ville. Je ne crois pas, cependant, qu'on devrait conférer à la commission juive des pouvoirs lui permettant de continuer de négocier avec toutes les commissions scolaires de l'île, comme le prévoyait la loi de l'an dernier. La loi du premier ministre Taschereau prévoyant la ratification d'ententes à Westmount, Lachine et Verdun est à notre disposition, le cas échéant. On devrait permettre, ajoute-t-il, à la commission juive de poursuivre son travail, afin que les enfants juifs puissent avoir le droit d'aller à l'école et que la question en soit une de droit et non de privilège ou de tolérance.

M. Blain (Montréal-Dorion) soulève quelques objections à certaines clauses.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je n'ai pas le droit de toucher à ces cédules parce que ce sont les termes d'un contrat. Pour un changement, il me faudrait le consentement des parties.

M. Blain (Montréal-Dorion): Une clause abroge la commission et une autre clause la maintient.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi ne pas laisser la surveillance et l'exécution du contrat au surintendant du Conseil de l'instruction publique?

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): Il ne fait aucun doute que le député de Trois-Rivières souhaite la disparition complète de la commission juive. On a discuté longuement du pouvoir du

Conseil de l'instruction publique, de même que du jugement du Conseil privé, débat en grande partie du ressort des avocats.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'exécution du contrat devait être confiée uniquement au Conseil de l'instruction publique.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:
"2. La Commission des écoles juives de Montréal créée en vertu de la loi 20 George V, chapitre 61, composée de sept membres professant la religion judaïque, dont un président, est continuée en existence pour les fins d'exécution des contrats mentionnés à l'article 1 ainsi que de la présente loi."

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose en amendement d'ajouter à la fin de l'article: "et est investie de tous les pouvoirs relatifs à l'éducation des personnes professant la religion judaïque, et la Commission catholique de Montréal, de même que le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal sont investis de tous les pouvoirs conférés en matière d'éducation dans leurs écoles respectives."

L'honorable M. David (Terrebonne): Je le regrette, dit-il, mais je suis incapable d'accepter cet amendement. La mesure a été approuvée telle quelle par le comité catholique et la Commission des écoles catholiques de Montréal, lesquels ont donné leur consentement à la continuation de l'existence de la commission juive, mais seulement aux fins de l'exécution de contrats. Le projet de loi vise simplement à obtenir la ratification d'un contrat entre protestants et juifs.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) souligne qu'il avait prévu la réponse. Cela signifie que le ministre (l'honorable M. David) n'acceptera aucun amendement, que le projet de loi doit être adopté tel qu'il a été rédigé. Je considère que l'amendement est logique, qu'il est nécessaire de protéger certains droits en raison de la loi qui a été adoptée l'an dernier, à la suite de la décision du Conseil privé. Le ministre n'irait pas au-delà de la pensée du comité catholique en acceptant cet amendement, puisqu'il est en conformité avec le communiqué rédigé par le cardinal Rouleau, l'an dernier, et qu'il respecte le principe du droit des pères à exercer leur autorité sur l'éducation de leurs enfants.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Malade, dit-il, au lit l'an dernier lors de la discussion de la mesure, je n'ai pu me prononcer. Nous avons, dans la province de Québec, un système scolaire intangible sous le contrôle du Conseil de l'instruction publique. Cet organisme est la plus haute autorité, la seule que je reconnaisse en matière éducative et je blâme le gouvernement de ne l'avoir pas consulté l'an dernier, avant d'entreprendre une législation aussi grave.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Permettez-moi d'exprimer ma surprise de constater que ce projet de loi ait même été soumis au comité catholique. Je suis étonné de voir que les députés de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), Westmount (M. Smart) et Shefford (M. Bullock) ne se prononcent pas au sujet de la soumission de cette question au comité catholique. Il existe deux comités au sein du Conseil: le comité catholique et le comité protestant. Le comité protestant a pris connaissance de l'entente, mais en quoi celle-ci concerne-t-elle la section catholique du Conseil, sauf peut-être au plan financier, et le comité catholique a spécifié clairement qu'il ne s'occupait pas de cette affaire? L'entente a été conclue entre les protestants et les juifs, et en vertu de quelle autorité le comité catholique siège-t-il à ce sujet? Je signale à mes amis protestants qu'un précédent extrêmement dangereux vient d'être établi, soit le fait que le comité catholique siège au sujet d'une affaire qui ne le concerne absolument pas. Qu'advient-il de l'autonomie des protestants? Qu'advient-il de leur droit absolu, comme ils l'ont fait valoir devant le Conseil privé, de diriger leurs propres affaires?

Pas un mot n'a été prononcé à ce sujet de la part de mes amis protestants de cette Chambre. Je suis convaincu qu'ils doivent avoir leurs raisons, mais je déclare humblement et en toute déférence que cette affaire ne concerne nullement le comité catholique. Le comité catholique du Conseil aurait dû s'abstenir. Il n'aurait pas dû intervenir et il n'a pas à se mêler de l'entente convenue entre les protestants et les juifs.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il n'est pas juste de prétendre que le comité catholique du Conseil de l'instruction publique n'a rien à voir dans l'éducation des enfants juifs. Les catholiques ont intérêt à voir à ce que les lois éducatives soient maintenues et respectées.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): De plus, le fait que le comité catholique ait officiellement pris connaissance de cette affaire m'apparaît même

menaçant pour l'instruction catholique. Supposons que demain la Commission des écoles catholiques de Montréal décide de conclure une entente avec l'Église orthodoxe grecque et qu'elles adoptent des dispositions semblables à celles de l'entente qui fait l'objet de nos discussions. Que penseraient-elles si le comité protestant du Conseil de l'instruction publique se réunissait pour approuver une telle entente? C'est extrêmement dangereux, le précédent existe.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le comité catholique a le droit et le devoir de s'occuper de la question scolaire en cette province. Le comité catholique et le comité protestant sont indépendants en ce qui a trait aux besoins qui leur sont propres et distincts, comme les manuels, etc., mais l'éducation les concerne également du point de vue de la population en général. En 1903, lorsque les protestants ont convenu d'accepter les enfants juifs, le comité catholique a été consulté. Les deux comités se sont rencontrés.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): C'était différent de la décision du comité catholique de se réunir au sujet d'une question qui concerne les protestants et les juifs.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) renvoie le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) à la disposition de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord concernant la protection des droits des protestants.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande ce qu'il serait arrivé si le comité catholique avait cru bon de refuser d'approuver le projet de loi.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Nous serions allés de l'avant quand même.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Nous essayons présentement d'aller de l'avant, et nous en sommes empêchés parce que le comité catholique a approuvé le projet de loi tel quel et qu'il ne peut être modifié.

M. Smart (Westmount): Les remarques du secrétaire provincial me surprennent parce que j'ai remarqué que, selon le préambule, le projet de loi a été transmis aux deux comités.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je me suis probablement mal exprimé en anglais, dit-il, mais les deux comités ont siégé au sujet de cette

affaire. J'ai lu la résolution du comité protestant. À ce moment-là, le projet de loi lui-même n'avait pas été rédigé et le comité protestant n'avait étudié que le contrat.

Le comité catholique avait également étudié cette question, la rédaction du projet de loi étant alors terminée, et il l'a approuvée de manière à empêcher l'adoption de tout amendement, puisque le comité catholique a reconnu l'existence de la commission juive seulement pour les fins du contrat. Je ne suis pas d'accord, ajoute-t-il, pour dire que cette question n'est d'aucun intérêt pour le comité catholique. En réalité, cette affaire s'inscrit dans la continuité de ce qui a été amorcé en 1903.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Le comité protestant a approuvé le contrat et c'est tout; mais, le comité catholique est allé plus loin, selon le ministre, non seulement en ratifiant le contrat mais également en décrétant que la commission juive n'existe que dans le cadre de l'exécution du contrat. Pourtant, cette affaire ne concernait pas le comité catholique.

L'honorable M. David (Terrebonne): Cette question, dit-il, touche le comité catholique puisqu'elle concerne l'éducation en général, et je crois que le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) joue avec les mots lorsqu'il cherche à faire une distinction entre les rencontres que les deux comités ont tenues séparément, ou ensemble en tant qu'organisme unique.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) insiste sur cette distinction.

L'amendement, étant mis aux voix, est rejeté¹¹.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 9 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe *a* de l'article 10, qui se lit comme suit:

"*a*. Le bureau des estimateurs de la cité de Montréal devra inscrire sur la liste neutre, en les faisant précéder de la lettre "X", les noms de tous les propriétaires qui ne professent ni la foi protestante, ni la foi catholique, ni la foi juive."

Le paragraphe *a* de l'article 10 est amendé et la lettre "X" est remplacée par la lettre "N".

Le paragraphe *a* de l'article 10, ainsi amendé, est adopté.

Les paragraphes *b* à *f* de l'article 10 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe *g* de l'article 10, qui se lit comme suit:

"*g*. Dans tout le territoire soumis à la juridiction du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, mais sur lequel la Commission des écoles catholiques de Montréal n'a pas juridiction, la commission catholique intéressée supporte le coût de l'éducation des enfants professant la religion judaïque et autres non-catholiques et non-protestants résidant dans son territoire de la même manière que la Commission des écoles catholiques de Montréal."

Le paragraphe *g* est amendé en ajoutant le sous-paragraphe *a*, qui se lit comme suit:

"*a*. Dans toute partie de tel territoire où le produit de la liste neutre ne suffira pas au paiement de la somme due à la commission protestante par la commission scolaire catholique intéressée, la balance sera payée par celle-ci directement à la commission protestante, à même le produit de la taxe neutre perçue dans le reste de son territoire."

Le paragraphe *g* de l'article 10, ainsi amendé, est adopté.

Le paragraphe *h* de l'article 10 est adopté.

L'article 10, ainsi amendé, est adopté.

Les paragraphes *a* à *d* de l'article 11 sont adoptés.

L'article 11 est amendé en ajoutant le paragraphe *e*, qui se lit comme suit:

"*e*. Les estimateurs de la cité d'Outremont doivent désigner au rôle d'évaluation tous les propriétaires professant la religion judaïque en apposant la lettre "J" en regard des noms de ces propriétaires."

L'article 11, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 12 et 13 sont adoptés.

La cédule A est adoptée.

Le comité étudie le cinquième paragraphe du préambule, qui se lit comme suit:

"Attendu que les comités catholique et protestant du Conseil de l'instruction publique, le Bureau central des commissaires d'écoles protestants de Montréal, le Bureau des commissaires protestants de la cité de Montréal, le Bureau des syndics

d'écoles protestants de la cité d'Outremont et la Commission des écoles juives de Montréal ont donné leur approbation à l'adoption de la présente loi;"

Le cinquième paragraphe du préambule est amendé et se lit comme suit:

"Attendu que les comités catholique et protestant du Conseil de l'instruction publique, le Bureau central des commissaires d'écoles protestants de Montréal, le Bureau des commissaires protestants de la cité de Montréal et le Bureau des syndics d'écoles protestants de la cité d'Outremont ont donné leur approbation à l'adoption de la présente loi en ce qui les regarde."

Le cinquième paragraphe du préambule, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le sixième paragraphe du préambule qui se lit comme suit:

"Attendu que la Commission des écoles catholiques de Montréal a approuvé les dispositions de l'article 10;"

Le sixième paragraphe du préambule est amendé et les mots "en ce qui la regarde" sont ajoutés après le chiffre "10".

Le sixième paragraphe du préambule, ainsi amendé, est adopté.

Le préambule, ainsi amendé, est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division¹².

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

Et la Chambre continue de siéger après minuit, jeudi matin.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

chemins de colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932¹³.

M. Guertin (Hull): De quelle façon va être dépensée la somme?

L'opposition réclame que le ministre de la Colonisation parle plus fort pour donner ses réponses.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je ne peux le faire, dit-il, parce que j'ai une extinction de voix.

M. Tremblay (Maisonneuve): Par sollicitude pour le ministre, ajournons donc la discussion de ce crédit pour ne pas le fatiguer. Je voudrais que l'on rapporte progrès jusqu'à demain. Tous les membres de cette Chambre doivent admettre qu'il est pratiquement impossible d'ailleurs de proroger demain soir.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Si vous m'entendez bien, je suis prêt quand même à répondre à toutes les questions.

M. Guertin (Hull): L'on devrait accepter la suggestion du député de Maisonneuve (M. Tremblay) et remettre l'étude du crédit à plus tard, sous prétexte que l'on ne peut finir la session demain. Nous serons obligés de revenir après Pâques. Il y a encore les crédits du procureur général. On les a toujours amenés dans les dernières minutes. Les millions se votent pendant ce temps-là. Jamais nous ne les étudions attentivement, pris comme tous les autres de la fièvre du départ. C'est un abus. Il n'est pas juste de demander à la députation de voter un tel montant à cette heure-ci.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne veux pas imposer mes volontés. Cette année nous avons veillé beaucoup moins tard que d'habitude. Il demande d'étudier l'item pendant quelque temps. Le député de Maisonneuve (M. Tremblay), dit-il, veut que le ministre de la Colonisation soit malade. Nous allons ajourner demain si vous voulez passer son item.

M. Tremblay (Maisonneuve): (Avec sollicitude) Le ministre est bien malade.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Non, non!
(Rires)

M. Tremblay (Maisonneuve): Oui, le ministre est malade.

(Rires)

Nous voulons garder nos bons politiciens. On a vu de beaux ministres décéder parce que leur gouvernement a été trop inhumain. Il fait d'autres protestations de sollicitude pour la santé du ministre de la Colonisation.

M. Guertin (Hull)¹⁴ soulève un point d'ordre. La Bibliothèque est fermée, dit-il, alors qu'elle devrait être ouverte pendant les séances¹⁵. Je demande qu'on l'ouvre. Je n'ai pas devant moi les documents nécessaires pour me permettre de discuter l'item. Je ne peux continuer le débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Riant) L'Orateur a envoyé ouvrir la Bibliothèque.

M. Côté (Bonaventure): Où est la sanction qui dit que la Chambre ne siégera pas parce que la Bibliothèque est fermée?

M. Tremblay (Maisonneuve): L'honorable député devrait citer les articles.

M. Côté (Bonaventure): Je n'en connais pas.

M. Tremblay (Maisonneuve): S'il n'en connaît rien, il devrait se taire.

M. Côté (Bonaventure): La différence qui existe entre moi et le député de Hull, dit-il, c'est que je parle quand cela est nécessaire, quand l'intérêt de mon comté l'exige, tandis que lui parle tant qu'il peut et pour la presse.

M. l'Orateur: La Bibliothèque est ouverte¹⁶.

M. Guertin (Hull) réclame des volumes dont il a besoin pour discuter le crédit. Il demande qu'on lui apporte tous les auteurs parlementaires. Il cite les auteurs les plus réputés en droit parlementaire: Bourinot, May, Desjardins, Anson, Redlich, Todd, Halsbury, et autres.

(Rires)¹⁷

M. Tremblay (Maisonneuve) inscrit les noms des *in-folio* réclamés.

(À un messenger) Va toujours chercher "ceusses-là".

(Rires)

M. Guertin (Hull) fait tout l'historique des luttes constitutionnelles menées au Canada de 1791 à 1841, par nos pères, afin d'obtenir le privilège de contrôler la dépense des crédits¹⁸.

M. le président (M. Vautrin) rappelle le député à l'ordre parce qu'il parle de toutes sortes de choses, excepté de l'item en discussion.

M. Guertin (Hull) menace de partir de la Chambre en signe de protestation. Je veux savoir où, quand, comment le ministre de la Colonisation entend dépenser chaque sou du \$1,200,000 pour chemins de colonisation. Le ministre de la Colonisation devrait donner tous les détails de l'item¹⁹.

L'honorable M. Laferté (Drummond) (D'une voix éteinte) commence ses explications et dit qu'il ne peut donner tant d'explications. Ça serait, dit-il, absolument impossible. Je ne suis pas en état de dire d'avance combien d'argent il se dépensera, sou par sou, pour tel point ou tel autre. La question soulevée par le député de Hull n'est pas nouvelle. Le gouvernement a observé à la lettre tous les règlements de la Chambre et il a donné tous les renseignements nécessaires. Même sous le régime conservateur de 1897, l'item de la colonisation a été discuté de la même façon tous les jours.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je soulève un point d'ordre. Le ministère n'a pas le droit d'user les forces d'un membre du cabinet. (D'un ton paternel) J'invite, dit-il, le ministre de la Colonisation à se ménager. Je ne lui poserai aucune question pour ne pas le fatiguer.

L'honorable M. Laferté (Drummond) s'obstine à parler.

M. Tremblay (Maisonneuve) soulève un point d'ordre pour conjurer le premier ministre de ménager la santé précieuse du ministre de la Colonisation.

M. Guertin (Hull) soulève un autre point d'ordre²⁰. Après enquête, dit-il, il se trouve que la Bibliothèque est de nouveau fermée et qu'on ne peut m'envoyer de volumes. La Chambre n'a pas le droit de siéger.

Une voix: Un exprès a été dépêché chez le bibliothécaire, qui ronfle sans doute chez lui, pour qu'il vienne en hâte.

M. le président (M. Vautrin): Le comité peut siéger sans que la Bibliothèque ne soit ouverte. Le comité n'a aucun contrôle sur les employés de la Bibliothèque. Je renvoie le point d'ordre.

M. Guertin (Hull): (Criant) Je ne comprends plus rien!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'item n'est pas voté et il (M. Guertin) peut continuer la discussion.

M. Guertin (Hull) parle.

M. Tremblay (Maisonneuve): Le premier ministre devra porter la responsabilité des calamités qui peuvent tomber sur le ministre de la Colonisation. Il cite des cas navrants de jeunes et talentueux ministres qui, aimés des dieux, moururent jeunes par l'obstination d'un chef trop endurci²¹.

(Des députés dorment, le premier ministre bâille et s'étire, on jase dans les coins)

M. Guertin (Hull): Je veux, dit-il, Bourinot, Desjardins...

Un député: Desjardins? Il est mort²².

M. Guertin (Hull) discute les vertus parlementaires des règlements²³. Il cite le discours de l'honorable David Mills aux Communes, en 1895, et celui de l'honorable M. F. S. Fielding, en 1904²⁴.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie)²⁵ reproche au gouvernement de percevoir les deniers de tous les comtés de la province, puis de s'en servir pour des fins politiques. On s'étonne ensuite que la population ne respecte pas les autorités, qu'il se glisse du mécontentement. Comment pourrait-il en être autrement lorsque la population voit les administrateurs utiliser les deniers publics d'une façon aussi peu convenable?

L'honorable M. Laferté (Drummond) proteste que son département n'a jamais distribué les deniers publics au gré d'intérêts politiques, mais uniquement pour les fins d'utilité publique. Les dépenses ont été faites seulement à des fins d'efficacité. L'on ne peut se plaindre.

M. Guertin (Hull) fait mine de mettre la parole du ministre en doute. Il dit qu'il a des

documents nombreux et importants, suffisants pour une enquête devant les comptes publics. Si, dit-il, l'opposition était plus nombreuse, j'aurais mis mon siège au jeu et, dans une enquête devant le comité des comptes publics, j'aurais prouvé des scandales dans le département de la Colonisation. Mais la faiblesse numérique de l'opposition rend cette tâche pratiquement irréalisable.

Il déclare son amour et sa confiance durables envers la province de Québec, qui est, selon lui, exploitée par les machinations du gouvernement et d'une majorité puissante qui a créé des règles autocratiques que personne n'a vues auparavant dans un Parlement. Il allègue que son propre comté a été négligé par le département de la Colonisation, en raison du fait qu'il est un député de l'opposition.

L'honorable M. Laferté (Drummond): L'an dernier, le ministère a dépensé \$11,000 dans le comté de Hull et, cette année, il dépensera \$23,700. Le ministère ne fait pas de distinction entre un comté "bleu" et un comté "rouge", comme on l'a prétendu. Cette somme est réelle.

Il demande au député de Hull (M. Guertin) de discuter franchement et loyalement. Il démontre, à l'aide de faits et de montants, que le comté de Hull a reçu sa juste part des dépenses de son ministère, et il déclare d'une manière offensée que c'est la première fois, en tant que ministre d'un cabinet, que sa parole est mise en doute.

M. Guertin (Hull) demande à plusieurs reprises la même question au ministre.

M. Poulin (Montréal-Laurier)²⁶: Il me semble que le député de Hull a parlé assez longtemps pour ce soir. A-t-il quelque vengeance personnelle à exercer contre le ministre de la Colonisation?

M. Guertin (Hull) demande à l'honorable préopinant de retirer ses paroles.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) proteste et lui demande de retirer le mot.

M. Poulin (Montréal-Laurier): Je le retire, mais je dis que le cas du député de Hull est un cas pathologique, un cas pour la médecine.
(Rires)

M. Guertin (Hull): Je continue alors le débat²⁷. Il demande des octrois en sus de \$20,000 promis pour la construction de chemins²⁸.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Cela dépendra des circonstances. S'il y a des chemins qu'il faut construire, nous les construirons, mais nous ne pouvons dépenser tout notre budget pour le comté de Hull. Il rappelle que le député de Hull lui a soumis une liste de \$10,000 de travaux à faire dans son comté. Le député de Hull voulait que le ministre lui promette que cet argent serait dépensé même avant que son budget ne fût voté. Il lui répond qu'il sera traité comme tous les autres députés libéraux, mais qu'il ne peut rien lui promettre tant que son budget ne sera pas voté.

M. Guertin (Hull) parle de ponts, routes et des cartes de colonisation.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie)²⁹: Ce matin, les journaux diront que le député de Hull a fait de l'obstruction, qu'il a fait perdre le temps de la Chambre, qu'il ne s'est pas montré sérieux, qu'il a été indélicat pour le ministre et que le ministre l'a confondu.

M. Guertin (Hull)³⁰ déclare qu'il a réclamé certains livres de la Bibliothèque, mais, comme on a refusé de les lui fournir, il se croit justifiable de protester. Des sommes ont été englouties dans la colonisation. Il parle du scandale de Soucy-Carette, qui ont obtenu des contrats pour plusieurs centaines de milliers de dollars sans soumissions, parce que, de l'avis de l'ingénieur du département, les prix étaient raisonnables. Cependant, des plaintes ont été faites au département à l'effet que l'ingénieur en question était financièrement intéressé dans la compagnie. Basile Olivier a obtenu de la même façon des contrats considérables.

L'honorable M. Laferté (Drummond) dit qu'il ne leur avait accordé que de très petits contrats depuis qu'il a charge de ce département et il s'est ensuite engagé à ne plus leur en donner à l'avenir.

M. Guertin (Hull) dénonce les salaires de 18 cents et de 20 cents de l'heure que le gouvernement provincial paie à ses hommes pour ses travaux de colonisation.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) et **M. Blain (Montréal-Dorion)** parlent.

M. Guertin (Hull) croit que l'honorable ministre de la Colonisation est très honnête.
(Applaudissements)

Il fait l'éloge du rôle qu'il a tenu depuis qu'il siège à la Législature. Il demande si, dans l'item de l'aide à la colonisation, il y a un montant affecté au rapatriement des Canadiens résidant aux États-Unis?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Oui. Le montant a été même augmenté et le nombre des rapatriés a augmenté dans la même proportion. La campagne de rapatriement sera poussée avec de plus en plus de vigueur, car ce n'est pas une question politique, mais une question nationale que le gouvernement de la province entend bien encourager davantage. Je suis anxieux, dit-il, de donner à la Chambre tous les détails qu'elle désirera sur cette importante question.

M. Guertin (Hull) soumet à la Chambre le cas d'un rapatrié qui aurait retiré le montant de \$500 alloué par le département aux rapatriés et qui disparut ensuite en laissant une traînée de dettes.

L'honorable M. Laferté (Drummond): C'est là un cas isolé et, sur le total des rapatriés, il y a 95 % ou 97 % de ces gens qui restent dans la province et qui deviennent de bons colons.

M. Guertin (Hull) s'élève contre la politique établie de donner de l'argent à ceux qui veulent revenir dans la province. Il assimile le cas des rapatriés à celui de l'enfant prodigue qui revient à son père après avoir mené une mauvaise vie.

Il réclame une carte du ministère de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries³¹. Il fait remarquer au ministre qu'il est tenu par l'article 6 du chapitre 76 des Statuts de la province de dresser une carte indiquant où les travaux de chemins de colonisation sont entrepris. Où est cette carte? Il défie le ministre de la Colonisation de la produire, convaincu qu'il ne s'est pas conformé à cette clause de la loi³².

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie)³³: Je voudrais, dit-il, que le ministre de la Colonisation dise d'avance à la Chambre le montant exact qu'il appliquera à la construction des chemins de colonisation et au paiement des primes de colonisation.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska)³⁴: Il est impossible de dire à l'avance à qui l'on donnera des primes de défrichement, quand l'opposition sait bien que ces primes sont payables à l'automne. Le même argument s'applique à la question des chemins de colonisation.

M. Guertin (Hull) dit qu'il ne peut pas voter contre les crédits de la colonisation car il faut, dans l'intérêt national, que le département continue à aider les colons.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Adopté.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Laferté (Drummond) revient à la Chambre³⁵.
(Applaudissements)³⁶

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Ajournement

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose l'ajournement de la Chambre à onze heures.

La séance est levée à 9 h 45 du matin.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).
2. Dans *The Montreal Daily Star* du 2 avril 1931, à la page 12, on attribue ces paroles au secrétaire provincial, alors que c'est bien le premier ministre qui a prononcé ces paroles lors de la séance du 1^{er} avril 1930.
3. Dans *The Montreal Daily Star* du 2 avril 1931, à la page 12 et *The Gazette* du même jour, à page 16, on parle non pas de l'opposition, mais du chef de l'opposition, M. Houde.
4. Même si *Le Devoir* du 2 avril 1931, à la page 2 écrit "Notre guide est la foi", la partition de musique du "Chant national" de M. Calixa Lavallée, qui

contient les paroles de M. Adolphe-Basile Routhier, écrit plutôt "Notre guide est la loi."

5. *L'Action catholique* du 2 avril 1931, à la page 8, rapporte: "Sous le joug de la foi", ce qui est la bonne version, alors que *La Presse* et *Le Devoir* du même jour, respectivement aux pages 25 et 2, rapportent: "Sous le joug de la loi".

6. Dans *L'Événement*, à la page 8, et *The Gazette*, à la page 16, du même jour, on ne parle pas de l'opposition, mais de son chef, M. Houde.

7. Selon *L'Événement* du 2 avril 1931, à la page 8, M. Gault "se déclare opposé au projet de loi", mais le journal a tort, puisqu'il vote contre l'amendement de M. Sauvé et pour la motion quelques instants après.

8. Il se coiffe, suivant la coutume, pour parler à l'Orateur.

9. Selon *L'Événement* du 2 avril 1931, à la page 8, M. Victor Doré et J. J. Creelman sont présents sur le parquet.

10. Selon *The Chronicle-Telegraph* du 2 avril 1931, à la page 3, la panne d'électricité est le résultat des forts vents qui ont soufflé au cours de la soirée.

11. M. Power, M. Bercovitch, M. Cohen, M. Plante et M. Poulin votent en faveur. La gauche vote avec le gouvernement. Il s'agit d'un vote debout.

12. Selon *Le Devoir* du 2 avril 1931, à la page 10, il est 11 h 20 quand le bill est adopté, et 11 h 15, selon *La Presse* du 2 avril 1931, à la page 25.

13. *Le Soleil* du 2 avril 1931, à la page 3, note que M. Guertin "n'était pas alors en Chambre. Comme c'est lui qui joue au ministre problématique de la Colonisation, à gauche, on l'envoya. Lorsqu'il arriva, après un bon quart d'heure, il se mit à soulever toutes sortes d'objections pour ne pas procéder."

14. Il est 11 h 45 à ce moment, selon *L'Événement* du 2 avril 1931, à la page 8.

15. Le journaliste du *Devoir* du 2 avril 1931, à la page 2, émet ce commentaire: "Évidemment, MM. les bibliothécaires se sont allés coucher depuis longtemps."

16. Dans *Le Soleil* du 2 avril 1931, à la page 26, on signale que c'est le premier ministre qui dit que la

bibliothèque est ouverte. Il est 11 h 55 quand l'annonce fut faite, selon *L'Événement* du 2 avril 1931, à la page 8.

17. *Le Devoir* du 2 avril 1931, à la page 10, écrit: "Il est alors minuit et, dans les fenêtres de la Chambre, le vent hurle avec de longues plaintes de détresse."

18. Nous ne savons pas exactement où se situe ce passage tiré du *Droit*.

19. Il fait un discours de 20 minutes, selon *L'Action catholique* du 2 avril 1931, à la page 8.

20. Il est minuit quinze minutes à ce moment-là, selon *L'Événement* du 2 avril 1931, à la page 8.

21. Le ton narquois de M. Tremblay et sa moqueuse sollicitude impatientent le ministre de la Colonisation, selon *Le Devoir* du 2 avril 1931, à la page 10.

22. Nous ne savons pas avec exactitude où se situe cet échange tiré du *Devoir*.

23. Le pauvre bibliothécaire, que l'on a sorti de son lit bien chaud, est arrivé et envoie à M. Guertin quelques-uns des volumes requis, dont les *Comptes publics* de l'an 1900. Les ministériels exécutent un mouvement stratégique. Comme M. Guertin se trouve seul en Chambre du côté de l'opposition, tous les députés ministériels qui se trouvent de son côté traversent la Chambre, en sorte que M. Guertin se trouve tout seul du côté gauche. Mais M. Guertin ne s'en soucie guère, et continue, selon *Le Devoir* du 2 avril 1931, à la page 2. *Le Soleil* du même jour, à la page 3, ajoute: "Quand il eut épuisé en vain tous ces moyens enfantins pour faire ajourner le débat, il se mit à parler, à citer à tort et à travers des bouts de livres, à déranger tous les pages pour se faire transporter sur son pupitre tous les auteurs parlementaires, et il continua ainsi sans interruption. Des députés charitables eurent pitié de lui et firent aligner sur son pupitre une rangée de verres d'eau. D'autres lui firent tenir un paquet de gomme à mâcher. Sans aucune honte, le député de Hull, qui a pour le "Chiclet" une prédilection toute spéciale, en engloutit quelques palettes et continua de mâcher de la gomme et des mots."

24. Nous ne savons pas où se situe cet énoncé.

25. Il est 1 h 45 quand M. Houde prend la relève, note *Le Soleil* du 2 avril 1931, à la page 26. Dans

The Gazette du 3 avril 1931, à la page 2, on parle du premier ministre: "Le premier ministre Taschereau fait la lecture du journal, étudie des documents et fait du travail de bureau jusqu'à 2 heures, lorsqu'il décide qu'un homme âgé de plus de 63 ans doit rentrer chez lui et se coucher. C'est ce qu'il a fait. L'honorable M. Mercier, ministre des Terres et Forêts, l'a remplacé à titre de chef en Chambre."

26. Selon *La Patrie* du 2 avril 1931, à la page 2, et *Le Droit* du même jour, à la page 1, à 3 heures la Chambre se serait ajournée à quelques heures plus tard. On en conclut que les députés sont revenus en Chambre à 4 h 30, puisque *Le Devoir* du 2 avril 1931, à la page 1, indique que M. Poulin intervient à cette heure-là. Selon le journaliste du *Devoir*: "Les députés ministériels, qui avaient trompé leur ennui par des balades dans les corridors et des stations dans les antichambres jusqu'à trois heures, s'étaient renforcés dans leur fauteuil d'où ils n'avaient plus le courage de bouger. Le ministre, fatigué, s'épongeait la face, dans la morne attente de la fin qui n'arrivait plus. Le président, compatissant, fit venir une collation où ministériels et oppositionnistes fraternisèrent autour des sandwiches. Quant au premier ministre, il était parti. Quatre ministres étaient restés à ce marathon oratoire: MM. Godbout, Mercier, David et Laferté. Ils écoutaient, mornes et épuisés, les députés qui, les uns après les autres, effaçaient tous les records d'endurance et de longueur discursive. Les députés se succédaient à la présidence du comité, ce qui valait à chaque nouvel arrivant des considérations nouvelles et un nouvel exposé de la situation." Le journaliste du *Devoir* parle également des gardiens de nuit en ces termes: "Les gardiens de nuit de l'hôtel du Parlement formaient le seul auditoire. Ils s'endormirent à leur tour. Les journalistes grillaient cigarette sur cigarette, alternaient les sandwiches avec les tasses de café, dans l'attente de l'incident possible." Le journaliste de *The Gazette* du 3 avril 1931, à la page 2, décrit également le comportement des journalistes: "Les télégraphistes, qui avaient l'air fatigués et qui étaient très nonchalants, disaient qu'ils étaient habitués à de telles choses. Certains journalistes, plus âgés et plus sages, décidèrent de partir à 5 heures et de laisser le fardeau à leurs jeunes collègues." Plusieurs députés ont dormi à leur fauteuil une bonne partie de la nuit, et à certains moments, on comptait juste le nombre de membres requis pour former "quorum", rapporte le journaliste de *La Patrie* du 2 avril 1931, à la page 2. Celui du *Droit* du même jour, à la page 1, note ceci: "Les journalistes ont à peine suffi à la

tâche à la suite de la séance importante qu'ils avaient à couvrir dans l'après-midi, et nous avons dû faire des quarts, tout comme les gardiens de nuit." *The Gazette* du 3 avril 1931, à la page 2, ajoute que "Certains des gardiens haut gradés restèrent jusqu'à la fin; certains d'entre eux ont déclaré avoir aimé l'expérience. Les employés de la Chambre sont d'office restés. Les chasseurs jouaient à pile ou face, les messagers étaient réunis et jouaient aux cartes."

27. "Cinq heures sonnèrent. Au dehors, l'aube blanchissait le ciel, la nappe blanchâtre des flots transparaissait dans l'ombre trouée par les flèches des clochers. M. Guertin parlait toujours, à la consternation générale, malgré les malédictions dont les pauvres diables, obligés de suivre les étapes de ce marathon, l'accablaient en leur particulier. Vers cinq heures un quart, les députés ministériels avaient organisé leurs quartiers de nuit, en faisant leur lit de chaises rapprochées. Le jour grandissait. La masse noire du Château et le gratte-ciel Price se découpaient dans le ciel. Les journalistes, visage tiré, tapaient sur la machine les quelques impressions que les circonstances pouvaient leur inspirer. Et ça durait depuis avant minuit, éclipsant les plus longs discours prononcés en cette Chambre" raconte le journaliste du *Devoir* du 2 avril 1931, à la page 1.

28. C'est probablement le journaliste du *Soleil* du 2 avril 1931, à la page 26 qui ajoute ceci: "Il semble mettre à cette condition son approbation de l'item."

29. Il est 5 h 30, selon *Le Soleil* du 2 avril 1931, à la page 27. "M. Guertin cessa de parler et M. Houde se leva pour clore le débat par des considérations sur les luttes livrées par les représentants de notre race, il y a plus de cent ans, pour sauvegarder les prérogatives des Chambres sur l'emploi et le contrôle des deniers publics", rapporte *Le Devoir* du 2 avril 1931, à la page 1.

30. Il est 5 h 45 quand M. Guertin reprend son débat, selon *Le Soleil* du 2 avril 1931, à la page 27. "Au lever du jour, un groupe de laveuses et une ménagère en tablier carreauté et armée d'un balai ont envahi les galeries pour le nettoyage. M. Laferté avait devant lui sa tasse de café qu'il sirotait lentement, en connaisseur. Puis ce fut la distribution des journaux du matin. Le Dr Bernard apporta alors une bouteille verte à M. Laferté qui en prit une portion, après quoi, il parut réconforté. Messieurs les députés s'éveillèrent du sommeil de la nuit, montrant des têtes ébouriffées et des faces barbues. Les

présidents changèrent et, à chaque fois, M. Guertin, les somma d'aller faire quérir des volumes de Bourinot, Todd, May, Cushing, et autres respectables autorités, et prévint le nouveau président qu'il n'en démorait pas", peut-on lire dans *Le Devoir* du 1^{er} avril 1931, à la page 1. Dans *The Gazette* du 3 avril 1931, à la page 2, le journaliste nous informe que "Les whips avaient une tâche ardue à accomplir, car, dès le début, le gouvernement craignait que le quorum ne soit pas atteint. Le Dr Anatole Plante, le député libéral de Mercier à Montréal, qui est un très jeune homme et l'un des whips, est resté debout toute la nuit. Vers les 6 heures du matin, il a téléphoné à tous les députés libéraux se trouvant en ville, et les effectifs de relève ont commencé à arriver aux alentours de 7 heures, pas du tout contents de se faire réveiller si tôt, mais prêts à travailler par loyauté envers le parti." Un peu plus loin, le journaliste rapporte que: "Lorsque l'appel a été lancé à 6 heures pour faire venir les députés, une erreur avait été commise et l'honorable Jacob Nicol, l'Orateur du conseil législatif, qui était complètement étranger au dossier, a été tiré de son lit et s'est présenté sans trop d'entrain. Dans le feu de l'action, un autre incident fâcheux s'est produit. Un des journalistes qui étaient partis se coucher à 5 heures a également été appelé et, croyant que quelque chose venait réellement de se produire, est revenu à la Chambre."

31. C'est à 7 h 10, selon le journaliste du *Soleil* du 2 avril 1931, à la page 3, que M. Guertin fait cette demande. "On se demandait un peu partout, dans tous les coins où chacun tentait de délasser leurs membres engourdis par une nuit blanche, s'il avait perdu la carte, mais il parlait toujours et on disait qu'il voulait tenir jusqu'à 11 heures."

32. "Le ministre n'a même pas eu la décence de la produire à la Chambre quand je l'ai demandée" peut-on lire dans l'article "Le député Aimé Guertin explique l'obstruction qu'il a faite à Québec", dans *Le Droit* du 7 avril 1931, à la page 4.

33. M. Houde remplace M. Guertin qui est "sur la brèche depuis 7 heures" nous rapporte le journaliste du *Soleil* du 2 avril 1931, à la page 27.

34. Vers 7 heures, M. Perrault remplace M. Laferté, écrit *La Presse* du 2 avril 1931, à la page 25. M. Laferté s'absente de la Chambre pour prendre un peu de repos vers 8 heures, selon *Le Soleil* du 2 avril 1931, à la page 3. Dans *The Gazette* du 3 avril 1931,

à la page 2, on peut lire que les choses se sont déroulées autrement: "L'honorable Hector Laferté, ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, qui siégeait à la Chambre et qui parlait de temps à autre à M. Guertin est resté de bonne humeur pendant tout ce temps, mais a décidé, vers 5 heures, qu'il avait faim. On téléphona alors au ministre de la Voirie et des Mines, l'honorable J.-É. Perrault, qui était au Château Frontenac, pour qu'il vienne remplacer M. Laferté pendant son absence."

35. Dans *La Presse* du 2 avril 1931, à la page 25, on dit qu'il revient à 9 heures.

36. "C'est la séance la plus longue qui ait eu lieu au Parlement de Québec depuis les débats mémorables du temps de Jean Prévost, alors que la séance la plus longue s'était terminée à 7 heures et quart du matin" indique *Le Devoir* du 2 avril 1931, à la page 1. Le journal *Le Droit* du 7 avril 1931, à la page 4, dans un article intitulé "Le député Aimé Guertin explique l'obstruction qu'il a faite à Québec", nous donne des informations supplémentaires en ce qui a trait au discours du député de Hull. "À la veille de la prorogation, à minuit du soir, le ministre de la Colonisation propose l'adoption d'un item de \$1,200,000 sans donner de renseignements et sans rien expliquer. Les journalistes étaient évidemment fatigués et le gouvernement a voulu profiter de cette circonstance pour amorcer le débat sur les crédits les plus susceptibles de critique et de censure. C'est pour cette raison que la presse, en général, n'a pu presque rien rapporter du débat de cette fameuse nuit qui est sans précédent dans les annales parlementaires."

Première séance du jeudi 2 avril 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 15¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 22 concernant la nomination et le paiement de certains officiers et employés;
- bill 26 modifiant la loi des paratonnerres;
- bill 31 prohibant certaines enseignes lumineuses servant à annoncer des liqueurs alcooliques;
- bill 59 modifiant la loi du département du Trésor;
- bill 61 modifiant les articles 3 et 5 de la loi des subventions aux collèges classiques;
- bill 63 concernant la radio;
- bill 69 modifiant la loi des licences;
- bill 144 ratifiant et confirmant le titre de Mount Sinai Sanatorium à l'immeuble qu'il possède en la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts;
- bill 153 concernant les œuvres de Notre-Dame-de-la-Merci;
- bill 155 concernant la fermeture d'une partie de la ruelle située en arrière de certains lots du boulevard Saint-Joseph et faisant partie du lot no 329, subdivision 286, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis;
- bill 179 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec;
- bill 209 modifiant le Code municipal relativement à certaines exemptions de taxes;
- bill 215 concernant une subvention à un certain chemin de fer;
- bill 217 concernant la contribution du gouvernement à l'érection d'un monument commémoratif de l'arrivée de Jacques Cartier au Canada et de l'origine du christianisme sur ce continent;
- bill 218 modifiant l'article 54 de la loi des asiles d'aliénés;

- bill 219 modifiant l'article 27 de la loi des écoles de réforme;
- bill 220 modifiant l'article 18 de la loi des écoles d'industrie;
- bill 221 modifiant l'article 34 de la loi de l'assistance publique de Québec;
- bill 229 modifiant la loi du régime des eaux courantes;
- bill 231 concernant la responsabilité civile en matière de radiodiffusion;
- bill 232 relatif à la construction de certains ponts dans la province;
- bill 236 modifiant la loi des cités et villes relativement aux procédures en expropriation;
- bill 238 modifiant la loi des asiles d'aliénés;
- bill 240 de l'aide aux cultivateurs relativement aux prêts agricoles;
- bill 242 concernant le lot no 710 du cadastre du quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal;
- bill 243 modifiant la loi des pensions;
- bill 246 modifiant la loi des mines de Québec relativement à certains examens médicaux;
- bill 247 concernant la silicose;
- bill 251 modifiant la loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 10 ratifiant le contrat entre le gouvernement de la province et le Verdun Protestant Hospital concernant le soin, la garde et l'entretien des aliénés;
- bill 68 modifiant la loi des assurances de Québec pour certaines fins;
- bill 99 modifiant la charte de la cité de Québec;
- bill 151 constituant en corporation Montreal & North-Western Railway;
- bill 183 modifiant l'article 94 du Code de procédure civile.

The Verdun Protestant Hospital

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 10 ratifiant le contrat entre le gouvernement de la

province et Verdun Protestant Hospital concernant le soin, la garde et l'entretien des aliénés. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Loi des assurances

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 68 modifiant la loi des assurances de Québec pour certaines fins. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Montreal & North-Western Railway

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 151 constituant en corporation Montreal & North-Western Railway. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 99 modifiant la charte de la cité de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Code de procédure civile, article 94

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 183 modifiant l'article 94 du Code de procédure civile. Les amendements sont lus deux fois.

Questions et réponses:

M. Guertin (Hull): 1. À la page 325 des *Comptes publics* de 1930, R. Bergeron, auquel \$1,600 ont été donnés par le gouvernement de cette province pour salaire, est-il le même qui, à la même page desdits *Comptes publics* de la même année, reçut \$625.20 pour dépenses de voyage?

2. Dans l'affirmative: *a.* à quelle date ces voyages ont-ils été faits; *b.* dans quel but et pour quels motifs; *c.* quels sont les détails des dépenses encourues et les endroits visités?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. Oui.

2. *a.* Du 1^{er} juin 1929 au 31 mai 1930; *b.* pour régler des difficultés au sujet de certains lots; *c.* pour frais d'hôtel et de transport. Juin 1929, Lac-Saint-Jean; juillet 1929, Sainte-Lucie-de-Beauregard; août 1929, Daaquam; septembre 1929, Saint-Pamphile; octobre 1929, Adstock; janvier 1930, Manseau; février 1930, Saint-Louis-de-Blanford; mars 1930, Notre-Dame-du-Rosaire; avril 1930, Saint-Zacharie, Beauce; mai 1930, Saint-Marcel et Saint-Adalbert.

M. Guertin (Hull): 1. À quelles dates R. Bergeron, qui apparaît aux *Comptes publics* (1930, page 325) à titre d'employé surnuméraire, a-t-il été à l'emploi du gouvernement de cette province?

2. Par qui a-t-il été recommandé pour obtenir cet emploi?

3. Quels sont: *a.* son âge; *b.* son lieu de résidence; *c.* ses fonctions; *d.* ses heures régulières de travail?

4. A-t-il suivi ces heures, et sinon, quelles furent ses absences et pour quelles raisons dans chaque cas?

5. Combien d'heures de travail a-t-il données au cours de chaque année depuis qu'il est à l'emploi du gouvernement?

6. Quelle somme globale ledit R. Bergeron a-t-il reçue chaque année de calendrier en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement pour les divers emplois qu'il a occupés?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. Du 25 juillet 1912 au 30 juin 1921, au ministère des Terres et Forêts, et du 1^{er} juillet 1921 à date, au ministère de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries.

2. Les honorables Jules Allard et J.-É. Caron.

3. *a.* 67 ans; *b.* Québec; *c.* inspecteur; *d.* 9 heures a.m. à 5 heures p.m.

4. Oui.

5. Les heures réglementaires, sauf les absences en voyages officiels ou en congé.

6. (Voir le tableau ci-dessous)

Ministère des Terres et Forêts

<i>Année</i>	<i>Salaires</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Total</i>
1912	\$ 260.00	\$ 419.30	\$ 679.30
1913	1,000.00	850.45	1,541.45
1914	691.00	798.80	1,698.80
1915	900.00	913.45	1,813.45
1916	900.00	956.25	1,906.25
1917	1,000.00	957.26	1,957.26
1918	1,000.00	1,004.01	2,004.01
1919	1,116.82	1,107.96	2,224.78
1920	1,380.00	1,004.49	2,384.49
1921 (Du 1 ^{er} janv. au 30 juin).....	728.00	347.10	1,075.10

Ministère de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries

<i>Année</i>	<i>Salaires</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Total</i>
1921 (Du 1 ^{er} juil. au 31 déc).....	\$ 612.00	\$ 560.88	\$1,172.82
1922	1,460.00	634.75	2,094.75
1923	1,482.00	904.30	2,386.30
1924	1,510.00	537.00	2,047.00
1925	1,555.00	560.30	2,115.30
1926	1,600.00	753.80	2,353.80
1927	1,600.00	560.85	2,160.85
1928	1,600.00	652.20	2,252.20
1929	1,600.00	581.85	2,181.85
1930	1,650.00	498.45	2,146.45
1930 (Du 1 ^{er} janv. à date).....	425.00	82.35	507.35

Demandes de documents:

**Loi
des bons chemins**

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, appuyé par député de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre un état démontrant: Quelle somme chaque municipalité de chacun des comtés a-t-elle payée jusqu'à ce jour en vertu de la loi des bons chemins de 1912 et ses amendements, soit au gouvernement directement, soit comme intérêt sur

les obligations émises par elle et garanties par le gouvernement.

Adopté.

**Loi
des bons chemins**

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, appuyé par le député de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre un état démontrant: Quelle somme totale les municipalités de chaque comté ont-elles payée jusqu'à ce jour en vertu de la loi des bons chemins de 1912 et ses amendements, soit au gouvernement directement, soit comme intérêt sur des obligations émises par elles et garanties par le gouvernement.

Adopté.

**Éducation des enfants non catholiques
et non protestants à Montréal**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 223 modifiant la loi 13 George V, chapitre 44 soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Guertin (Hull) parle du sort des enfants de la ville de Hull

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi
électorale**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 54 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté.

En comité²:

M. Guertin (Hull)³: J'ai présenté, l'an dernier, un amendement à la loi électorale. Le comité l'a rejeté, et comme résultat, sur 7,000 électeurs, 4,000 n'ont pas leur nom sur les listes électorales dans mon comté. Il cite des abus qui auraient été commis dans divers endroits de la province, notamment à Hull.

M. le président invite le représentant de Hull à s'en tenir uniquement à la question.

M. Guertin (Hull)⁴ prédit la défaite du Parti libéral.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Toutes les clauses du bill ont déjà été étudiées en deuxième lecture et au comité, et l'opposition pourrait ajouter ses remarques à la troisième lecture du bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je veux qu'il soit bien compris que l'opposition, en fin de session, va s'opposer à la passation des lois qui ont été retardées, et à toutes les clauses du présent bill qui seront discutées de nouveau.

M. Plante (Montréal-Mercier): Ce n'est nullement l'intention du gouvernement de passer les lois à la vapeur, comme le laisse entendre le député de Trois-Rivières. Nous avons siégé toute la nuit et jusqu'à 10 heures ce matin pour permettre à l'opposition de se renseigner sur certains crédits. Si le député de Trois-Rivières eût passé la nuit avec nous, au lieu de se reposer, il aurait constaté que nous ne voulions pas aller à la vapeur. Les membres de la gauche ont eu suffisamment de temps pour se renseigner.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est vrai que je me suis reposé, mais j'aime mieux aller dormir dans ma chambre que de sommeiller en cette Chambre comme font régulièrement certains députés. Le projet de loi ne fixe pas les heures pendant lesquelles les listes peuvent être examinées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répond aux questions.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Au comité, le chef de l'opposition a déjà eu l'occasion de protester contre cette loi inique et tient à protester de

nouveau. C'est un régime spécial dont nous ne voulons pas. Pourquoi traiter Montréal différemment des autres municipalités de la province? La ville de Montréal a au moins le droit d'être traitée de la même manière que la plus petite municipalité rurale de la province qui, selon la loi, a le droit de préparer ses propres listes électorales. On nous enlève nos pouvoirs. Le gouvernement veut saper l'autonomie de la ville de Montréal.

Le premier ministre avoue qu'il n'a pas de plaintes, mais on apporte des changements. S'il y a eu des abus, on sait de qui ils sont venus. M. Salomon a ajouté plusieurs noms aux listes, qui ont dû être retranchés. On n'a rien à reprocher à M. Ferns et l'on veut abolir son rôle. C'est la violation d'un droit de nos citoyens pour les mettre à la merci de M. Salomon. C'est la mesure la plus inique présentée contre Montréal. Pourquoi enlever à la métropole son autonomie dans ce qu'il y a de plus sacré: le droit de vote? Le premier ministre est plus juste que cela. Il doit sentir l'iniquité de sa loi. J'en laisse la responsabilité au gouvernement et je proteste énergiquement contre cette iniquité à l'égard des citoyens de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne comprends pas comment mon honorable ami peut dire que nous défranchisons les citoyens de Montréal. Il ne s'agit pas de défranchiser des gens de Montréal, mais de contrôler seulement les listes provinciales. La révision des listes électorales de Montréal devra se faire devant deux des records de la cité et devant un avocat. N'est-ce pas là une garantie que les électeurs de Montréal auront justice?

Le seul changement qu'il y a, c'est que le travail de M. McLaughlan et de ses aides ne se fera plus sous la direction du greffier de Montréal. Je ne vois pas pourquoi nous garderions l'ancien système de faire préparer les listes de la Législature provinciale par le greffier de la cité de Montréal. Pourquoi aurait-il une haute main sur nos listes? M. Ferns, qui prépare actuellement les listes et qui les soumet ensuite à M. Gauthier qui les approuve, est un honnête homme, mais qui nous garantit qu'il restera encore longtemps à son poste? Les changements se font si vite de ce temps-ci à Montréal et il reste à savoir qui lui succédera. Nous voulons prendre nos précautions.

Le gouvernement a décidé qu'il allait, à l'avenir, se réserver le droit de préparer ses propres listes électorales pour la ville de Montréal. Pour ce faire, nous avons l'intention de nommer un agent spécial qui sera chargé de ce travail. Il ne faut pas

penser que, vu le fait que cet agent sera nommé par le gouvernement, il va montrer une partialité politique. Je suis prêt à donner toutes les garanties, au nom du gouvernement, que les droits électoraux des citoyens de Montréal seront bien protégés. Je suis sincèrement convaincu que nos amis de la gauche n'ont pas raison de se plaindre et que la population de Montréal ne perdra pas un iota de son autonomie et qu'elle sera satisfaite des listes qui seront faites.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Pourquoi le changement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pour être chez nous... Le but de cette loi est que nous soyons maîtres de nos listes, sans que les citoyens de Montréal ne soient lésés en quoi que ce soit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement n'est pas chez lui dans la confection des listes électORALES. Les listes ne lui appartiennent pas. Est-ce que Québec a droit d'être traité sur un pied différent de Montréal? Il trouve étrange que l'on fasse un régime spécial pour la métropole. Il insiste de nouveau pour que la ville de Québec et les autres municipalités de la province soient mises sur le même pied que la métropole. S'il est si important que le gouvernement soit maître chez lui, pourquoi ne pas étendre la loi dans toute la province? Ce serait logique même. Il ne devrait y avoir aucune raison pour que le gouvernement ait à isoler la ville de Montréal pour un changement à la loi électorale du Québec, à l'exception du fait qu'il veut contrôler l'électorat.

C'est nous qui devons avoir des doutes, car les nominations faites, jusqu'ici, ne sont pas pour nous assurer. On veut mettre Montréal sous la tutelle de Charles Lanctôt et la police provinciale. Quelles sont les garanties qu'offre l'assistant-procureur général? Quelles sont les garanties de la Sûreté provinciale? Le système fédéral est préférable à ce régime spécial qui favorise le vol et la fraude. Il est malheureux de constater combien, à cette session, le gouvernement a sacrifié nos libertés pour des fins politiques.

Le gouvernement veut favoriser un système qui ratifie une liste électorale basée sur des télégraphes. Le gouvernement a peur du peuple. La peur, c'est le signe certain de la déchéance politique. Le projet de loi constitue une interférence injustifiée dans les droits de la population montréalaise, qui sont bafoués par le premier ministre.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie)⁵: C'est une loi inique. Je m'objecte à toute clause de ce bill et je demande à mes collègues de voter contre tout le bill et contre chacune des clauses du bill, comme je le ferai moi-même. Toute la loi est une iniquité. Le gouvernement fait des bottes pour être botté⁶.

Le comité étudie l'article 36 du sous-paragraphe C de l'article 1, qui se lit comme suit:

"36. L'officier spécial et ses aides peuvent recevoir les serments requis pour la confection et la révision des listes électorales de la cité.

"Si une personne s'objecte à la prestation du serment tel que requis, pour les raisons prévues par l'article 15 de la loi de la preuve en Canada, elle doit attester la véracité de la déclaration qu'elle a faite en la manière prescrite par ledit article 15 de ladite loi."

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste parce que la loi permet à tout officier spécial et à ses aides de recevoir serment.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les bureaux vont être dispersés. Si vous ne donnez ce pouvoir aux aides, comment les électeurs vont-ils pouvoir être assermentés?

L'article 36 est mis aux voix et les députés de l'opposition et les députés ministériels se lèvent.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (Demeuré assis, se retourne en brandissant un journal et s'adresse à MM. Blain, Duplessis, Guertin et Tremblay) Assis-toé, assis-toé.

Les députés de l'opposition s'assoient et se relèvent pour voter contre l'article.

L'article 36 du sous-paragraphe C de l'article 1 est adopté.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) est en Chambre grâce à la complicité d'un officier partisan libéral.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)⁷ proteste. Il expose de nouveau toute la question de la confection des listes électorales dans Montréal sous le régime de l'ancienne loi. Loin d'être la loi qu'on a décrite comme étant injuste, cette loi améliore l'ancienne loi. L'honnêteté et la compétence des affaires municipales n'ont jamais été mises en doute. Les listes, malgré toute la bonne volonté des officiers

chargés de les préparer, ne donnent pas justice aux électeurs. Les conditions pratiques ont rendu ce travail difficile au point où il leur était impossible de préparer des listes complètes à jour, avec les installations et services présentement à leur disposition.

Selon moi, dit-il, malgré le grand soin qu'on apporte à leur préparation, il manque en moyenne 40 % des électeurs ayant droit de vote. Ils ne figurent pas sur les listes préparées par les évaluateurs municipaux, étant donné qu'ils ne paient pas pour des biens immobiliers ou pour des taxes d'eau. Cependant, ils ont le droit de voter, conformément à la loi. Depuis que les dernières listes ont été faites, 15 % des électeurs ont déménagé et 15 % de nouveaux électeurs sont arrivés. Des 200 noms que les membres de l'opposition ont fait rayer par le bureau de révision, on a découvert que 150 étaient bons.

Le problème à Montréal n'existe pas ailleurs dans la province, en raison de la taille de la communauté et, par conséquent, de la nécessité d'un traitement spécial. La loi actuellement devant la Chambre n'enlève rien à l'autonomie de la ville de Montréal et les intérêts des électeurs *bona fide* sont sauvegardés par le bureau de révision composé de deux recorders de la cité et d'un avocat.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le projet de loi actuel vise simplement à aider le Parti libéral à gagner les élections, étant donné que les libéraux n'ont aucune chance de gagner. Il s'agit d'un projet de loi purement restreint et partisan. Il y a un dénommé Solomon qui se rend de taverne en taverne pour recueillir des noms, qu'il inscrit sur ces listes et bon nombre de ces noms sont fictifs.

Cette pratique est illégale, car la loi prescrit que toute personne qui ne figure pas sur les listes de la ville doit se rendre à un bureau d'inscription pour y être inscrit. Les gens dont les noms se retrouvaient sur les formulaires de ce Solomon, affirment qu'ils n'en savaient rien et qu'ils n'avaient rien signé.

M. Plante (Montréal-Mercier) demande au député de Montréal-Dorion (M. Blain) s'il pouvait dire que les noms présentés par Solomon étaient fictifs.

M. Blain (Montréal-Dorion) dit qu'il ne doute pas que certains noms soient fictifs.

M. Plante (Montréal-Mercier) dit que le premier ministre est habitué d'interrompre les députés de l'opposition, dans un effort de les détourner de leurs discours, et il insiste sur le fait que 200 noms ont été inscrits aux listes à l'encontre des

dispositions de la loi. Le projet de loi actuel a été présenté par le gouvernement en vue d'exercer une vengeance contre l'opposition.

M. Tremblay (Maisonneuve): C'est une loi qui vise à prévenir les voleurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) suggère que le comité soit ajourné et qu'il fasse le point sur la situation.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) dit qu'il reste du temps.

M. le président se lève pour obtenir le rapport du comité et se tient sur le podium en avant de son trône⁸.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il reste encore deux minutes avant qu'il ne soit une heure.

M. le président lui dit qu'il n'est pas assis, mais debout, et que le chef de l'opposition peut continuer avec ses remarques destinées au directeur du comité.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) dit qu'il préfère M. Laframboise à M. Solomon dans la manière de préparer les listes électorales. Les années qui ont fait l'histoire canadienne nous ont révélé des noms comme Cartier et Macdonald, Baldwin et La Fontaine, et l'histoire à venir associera les noms du premier ministre (l'honorable M. Taschereau) avec celui de M. Solomon.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 2 avril 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) transmet à M. l'Orateur le message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit le dit message comme suit:

H. G. Carroll, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1931, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 2 avril 1931.

(Document de la session no 2)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. Mercier fils) que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 204 modifiant la loi de la division territoriale;
- bill 208 modifiant le Code municipal relativement aux attributions des conseils de comté;
- bill 212 concernant la conversion de certaines compagnies à fonds social en sociétés coopératives agricoles.

**Code
municipal**

L'ordre du jour appelle la reprise du débat sur l'amendement de l'honorable M. Godbout à la motion proposée, mercredi le 1^{er} avril courant: "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements apportés par le Conseil législatif au bill 57 modifiant le Code municipal, lequel amendement est lu comme suit:

"Que cette Chambre accepte les amendements du Conseil législatif avec l'amendement suivant:

"Les trois dernières lignes de l'avant-dernier alinéa de l'amendement I sont remplacées par les

mots suivants: "de cette longueur de quinze pieds. L'excédent, dont le coût est estimé proportionnellement d'après le nombre de pieds linéaires d'arche, fait partie du coût général des travaux du cours d'eau."

L'honorable M. Godbout propose, avec le consentement unanime de la Chambre, que l'amendement soit retiré.

Adopté. L'amendement est retiré.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que cette Chambre refuse d'accepter les amendements du Conseil législatif parce que l'amendement I ne se rattache pas au contexte dudit bill.

La motion est adoptée.

Il est résolu qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre ne peut pas accepter leurs amendements au bill 57 modifiant le Code municipal pour les raisons ci-dessus et que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

M. Tremblay (Maisonnette): Le ministre ne sait pas ce qui se passe dans son département; des employés décédés figurent encore sur les listes de paie. Il se demande de quel droit on s'autorise pour distribuer de l'argent de cette façon.

Dans le cas de la municipalité de Saint-Lambert, il s'avère qu'un élève a été placé sur la liste de paie du ministère de la Voirie ainsi que certaines personnes décédées. Des salaires sont payés à des enfants de cinq, sept et neuf ans. Le ministre, dit-il, n'a pas le droit de répondre qu'il ignore ces choses; car lorsqu'on est ministre et que l'on ne connaît rien, on s'en va chez soi.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Dans quelle municipalité les morts ont-ils travaillé aux routes de même que les enfants de sept ans qui sont sur les listes du ministère?

M. Tremblay (Maisonnette): J'ai tout devant moi. Je sais que l'honorable ministre veut s'améliorer et je vais lui aider.

Je (M. Tremblay) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Tout en consentant à voter des subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette que le gouvernement ait toujours négligé d'organiser un système efficace et impartial pour assurer à la province, et particulièrement aux municipalités intéressées, le plein rendement des deniers publics dépensés par l'entremise du département de la Voirie."

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) se lève pour répondre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a d'autres discours de l'opposition. Comme la Chambre le constate, l'opposition pratique la courtoisie. Elle n'a pas voulu que l'honorable ministre parle avant d'avoir reçu la preuve des avancés qui ont été faits. Il (M. Duplessis) parle de listes de paie produites par le gouvernement pour le 31 décembre 1928 au 2 décembre 1930. Ces listes sont mal contrôlées, dit-il. À Saint-Norbert (Berthier), le ministère, d'après les listes de paye, aurait payé des employés morts depuis un an et des enfants d'écoles auraient été considérés comme des employés de la voirie.

Dans le moment, il s'agit peut-être d'un cas particulier. Souvent, un cas particulier permet de tirer des conclusions générales. Les listes de paie sont bourrées de noms fictifs, et le gouvernement devra porter la responsabilité de ces lacunes constatées dans la dépense des deniers publics. La grande majorité des employés de la voirie sont consciencieux, mais il y en a un certain nombre dont on ne peut dire la même chose. Le contrôle des deniers publics par le département de la Voirie est inefficace.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je crois que l'opposition a tort de tirer des conclusions générales du cas particulier qu'elle a mentionné. Cette faute n'est pas suffisante pour crier à l'incompétence des employés de la voirie et même du ministre.

Qu'il se glisse des abus quelquefois, malgré toutes les précautions prises, je suis prêt à l'admettre. Mais, dans quelle grande organisation ne s'en glisse-t-il pas? Il est bien difficile de tout contrôler. Il peut s'en commettre dans notre département en dehors de la connaissance du ministre, du sous-ministre et des officiers supérieurs du ministère.

Les abus commis dans Saint-Norbert n'ont pas été portés à ma connaissance, ni à celle de mon sous-ministre et des officiers supérieurs du ministère. Dans le cas mentionné par le député de Maisonneuve, le travail en question a été des travaux d'entretien de routes seulement et, par conséquent, la municipalité n'a pas été touchée.

Le département a un millier de cantonniers qui emploient un grand nombre de journaliers sur les routes. Nous devons avoir de 20,000 à 25,000 employés au milieu de l'été, dans 1,350 municipalités. Un homme est chargé de surveiller les travaux dans chaque division. Le département exige des rapports écrits et des listes de paie assermentées et pointées plusieurs fois et transmises au département dans la suite.

Que l'on ait glissé des noms faux dans une liste de paie dans le cas de Saint-Norbert, cela est peut-être arrivé. Cela peut arriver que cela soit passé par-dessus la tête du divisionnaire, cela se peut encore. Comment se fait-il que l'ingénieur ne s'en soit pas aperçu? C'est lui qui est à blâmer. Mais l'excuse qu'il pouvait y avoir pour l'ingénieur intéressé, c'est qu'en 1929, il était malade, tuberculeux, incapable de travailler, et il est possible qu'une faute ait été commise. Depuis, ce divisionnaire a été relevé de ses fonctions l'an dernier, à cause de son état de santé.

C'est un parfait honnête homme et l'erreur s'est produite sans qu'il n'y ait eu de sa faute. Lorsqu'un chèque de paie est approuvé par le sous-ministre selon le rapport de l'ingénieur en chef, l'ingénieur du district, l'homme réellement en charge du travailleur et des vérificateurs, il n'y a rien d'autre à faire que de payer. La même chose est arrivée à certains moments avec des entreprises privées.

On a attiré mon attention sur ces faits et je promets à mes honorables amis de faire enquête sur les cas mentionnés. S'il est vrai que des noms fictifs, des noms de personnes décédées ont été placés sur les listes, ceux qui ont indûment touché de l'argent du ministère vont être obligés de rembourser les montants qui ont été payés par la province. Les employés de la voirie sont très dévoués et, s'il y a eu abus, ceux qui les ont commis seront punis. Je le répète, nous avons partout un système de contrôle très effectif, et le cas de Saint-Norbert est le premier du genre qui ait été porté à ma connaissance. Je suis bien convaincu qu'il n'y a pas que dans Saint-Norbert qu'un tel état de choses s'est produit.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est vrai, ce que le ministre vient d'affirmer. J'admets que des gens abusent de leur situation un peu partout. Il

se glissera sûrement des erreurs dans une organisation comme la sienne. L'expérience peut mener les partisans du gouvernement à être moins libres dans leurs critiques des autres administrations. Les journaux libéraux ne devraient pas se scandaliser si des incidents similaires survenaient à Montréal.

Mais pourquoi être si sévère pour les autres? Mais pourquoi *Le Canada* nous dénonce-t-il chaque jour à pleines colonnes écrites par les plumes les plus virulentes pour essayer de détruire les gens de l'opposition dans l'opinion publique? Pourquoi deux poids, deux mesures? Pourquoi être aussi injuste envers les adversaires? Le gouvernement profite des deniers publics pour soudoyer une presse contre le chef d'un parti. Il n'y a aucune raison pour que les journaux libéraux, subventionnés par des fonds publics, insultent le chef de l'opposition, qui est aussi le maire de Montréal, et qu'ils dénoncent les conditions de Montréal qui seraient arrivées au stade du vol. Il suggère que le premier ministre utilise son influence pour mettre un terme à la propagation de ces accusations et qu'il n'encourage pas le système de deux poids, deux mesures. Le premier ministre devrait essayer de contrôler les affirmations publiées dans les journaux libéraux qui reçoivent l'argent du gouvernement et qui suggèrent que des conditions graves prévalent à la ville de Montréal.

J'admets que l'honorable ministre ne peut suivre toutes les ramifications de son département, mais qu'il demande aux plumes empoisonnées, aux ratés de la vie, aux dégoûtés, de cesser de jeter leur venin dans le public quand, dans le gouvernement même, il se glisse des erreurs.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Duplessis, Gault, Houde, Sauvé, Smart, Tremblay, 7.

Contre: MM. Authier, Bastien, Bergeron, Bernard, Bissonnet, Bouthillier, Bullock, Cantin, Caron, Charbonneau, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dufour, Dugas, Farand, Fortin, Francoeur, Gagnon, Gauthier, Godbout, Grant, Lahaie, Laperrière, Lapiere, Lemieux (Gaspé), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Poulin, Power, Samson, Saurette, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Turcotte, Vautrin, 46.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte et se forme en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Corporation des écoles techniques ou professionnelles, 16 George V, chapitre 49, article 16: École technique de Québec, \$70,000; École technique de Montréal, \$75,000; École technique de Hull, \$45,000; École des hautes études commerciales, \$150,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Technical Institute, pour l'exercice finissant le 30 juin, 1932.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je proteste, dit-il, contre les taxes sur les automobiles. Je serais favorable à l'octroi de demi-licence sur les automobiles des cultivateurs et sur les camions automobiles dont ils se servent.

Je propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), que tous les mots après "Que", dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant prête à voter des subsides à Sa Majesté, est d'avis que le gouvernement devrait sans délai adopter les mesures requises pour diminuer les taxes et impôts qui pèsent trop lourdement sur les automobilistes de cette province en général et particulièrement sur les cultivateurs qui font usage d'un ou de plusieurs camions ou voitures automobiles."

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les cultivateurs savent que, quand nous en sommes

capables, nous réduisons les taxes. La demande du député est peut-être un bon mouvement politique. Mais, d'un autre côté, les cultivateurs veulent-ils des bons chemins? Oui, et ils savent que l'entretien de ces derniers va coûter \$8,000,000⁹ cette année. Je suis convaincu que les cultivateurs aiment mieux payer la taxe et avoir de bons chemins. Si nous adoptions cette motion, nous serions dans l'impossibilité de leur donner les chemins qu'ils demandent.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Duplessis, Gault, Houde, Sauvé, Smart, Tremblay, 7.

Contre: MM. Authier, Bédard, Bernard, Bouthillier, Bullock, Cantin, Caron, Charbonneau, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Drouin, Dufour, Dugas, Farand, Fortin, Francoeur, Gagnon, Godbout, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Poulin, Power, Samson, Saurette, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Turcotte, Vautrin, 43.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles d'arts et métiers, 18 George V, chapitre 47, section 39m, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.
Adopté

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"Attendu que le nombre des élèves, dans les écoles élémentaires de Montréal, étant de 32,662 en 1896, et de 147,868 en 1929, et, dans les écoles élémentaires de Québec, de 11,013 en 1896, et de 24,344 en 1929;

"Attendu que les subventions que les commissions scolaires de Montréal ont reçues du gouvernement pour leurs écoles élémentaires se sont élevées à \$16,299.14 en 1896, et à \$6,070.46 seulement en 1929, et que les subventions que les commissions scolaires de Québec ont reçues du gouvernement pour leurs écoles élémentaires se sont élevées à \$5,680.32 en 1896, et à \$5,127.07 seulement en 1929;

"Cette Chambre, tout en étant prête à voter des subsides à Sa Majesté, regrette que le gouvernement, dont les revenus ont plus que décuplé depuis 1896, n'ait pas subventionné plus largement et plus justement les écoles élémentaires des cités de Montréal et de Québec."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Duplessis, Gault, Houde, Sauvé, Smart, Tremblay, 7.

Contre: MM. Bernard, Bouthillier, Bullock, Cantin, Caron, Charbonneau, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Drouin, Dufour, Dugas, Farand, Francoeur, Gagnon, Gauthier, Godbout, Grant, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Poulin, Power, Samson, Saurette, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Turcotte, Vautrin, 43.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)¹⁰ propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hygiène publique de Québec, S.R., 1925, chapitre 186, article 155, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.
Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill 32 concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et un débat s'élève.

M. Blain (Montréal-Dorion) propose par voie d'amendement, appuyé par M. Duplessis, que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: "Le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier de la Chambre avec instruction de l'amender de manière: *a.* à révoquer les droits et pouvoirs conférés à la Commission des écoles juives de Montréal et à supprimer ladite commission; *b.* à confier l'exécution de la présente loi et des contrats y mentionnés au Conseil de l'instruction publique; *c.* à sauvegarder les droits des catholiques et des protestants en cette province."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Duplessis, Houde, Sauvé, Tremblay, 5.

Contre: MM. Bergeron, Bernard, Bouthillier, Bullock, Caron, Charbonneau, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Drouin, Dufour, Dugas, Farand, Fortin, Francoeur, Gagnon, Gault, Gauthier, Godbout, Grant, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Power, Rochette, Samson, Saurette, Smart, Taschereau (Bellechasse),

Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 45.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Et la motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 71 modifiant la loi des droits sur les successions.

Évaluation de lignes de transmission

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 213 modifiant le Code municipal relativement à l'évaluation de lignes de transmission.

En comité:

Le comité étudie le deuxième paragraphe de l'article 1, qui se lit comme suit:

"656a. Nonobstant les dispositions de l'article 656, la valeur réelle des lignes de transmission d'énergie électrique pour les fins d'éclairage, de force motrice ou de chauffage, est fixée par le présent article à trois cent dollars chacun pour les pylônes (tours); à vingt-cinq dollars chacun pour les poteaux de bois, et à cinquante dollars chacun pour les poteaux faits avec d'autres matériaux que le bois."

M. Taschereau (Bellechasse) propose, en amendement, que le montant de \$300 soit remplacé par \$500 dans le cas des pylônes, et que le montant de \$25 pour les poteaux de bois soit remplacé par \$20. Le taux de \$50 pour les autres sortes de poteaux est considéré raisonnable, mais je demande que l'on laisse aux municipalités le droit à la commutation de taxe de 25 % pour 10 ans sur ces poteaux, mais non une commutation d'évaluation. De la sorte,

l'évaluation sera fixe, mais les municipalités auront droit de décréter la commutation sur résolution.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Mon bill, dit-il, ratifie une entente qui a été faite entre l'Union des municipalités et les corporations. J'accepte les amendements.

M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le député de Bellechasse de la façon claire et précise avec laquelle il a proposé son amendement, puis il s'oppose au principe de la commutation de taxe.

Le deuxième paragraphe de l'article 1 est amendé et les mots "trois cents" sont remplacés par "cinq cents" et les mots "vingt-cinq" sont remplacés par "vingt".

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements¹¹. Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill 213 modifiant le Code municipal relativement à l'évaluation de lignes de transmission soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Remboursement de droits:

Fermeture d'une ruelle de la Côte Saint-Louis

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Dansereau), que les frais relatifs au bill 155 concernant la fermeture d'une partie de la ruelle située en arrière de certains lots du boulevard Saint-Joseph et faisant partie du lot no 329, subdivision 286, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser une institution religieuse et d'éducation.

Adopté.

Utilisation des produits forestiers

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 216 pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera le secrétaire et les employés de la commission qu'il est autorisé à créer en vertu des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et fixera leur traitement.

2. Que le traitement desdits secrétaire et employés ainsi que les autres dépenses encourues par ladite commission seront payés à même un fonds auquel le gouvernement devra contribuer pour une somme annuelle de dix mille dollars payée à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Il s'agit de la création d'une commission pour l'étude de différents problèmes forestiers: réduction des taux de transport, etc.

M. Dansereau (Argenteuil) appuie le projet.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

On s'est plaint du fait que les produits de certains petits moulins n'offraient pas toute l'uniformité voulue. Parfois le bois vendu n'avait pas l'épaisseur ou les dimensions requises. Nous avons cru qu'il y avait lieu de créer une commission qui étudierait toute la question de classification des produits et de l'utilisation de ces produits pour concurrencer les bois étrangers que nous devons faire venir pour la fabrication des meubles. On pourrait, avec avantage, employer notre érable ou notre merisier. La commission ferait aussi des suggestions afin d'obtenir une réduction des taux de transport dans certaines parties de la province.

Il entend nommer un représentant de chaque industrie et un représentant du gouvernement sur la commission. L'an prochain, le gouvernement pourrait encore créer un autre organisme qui rendrait aussi de grands services à la province. Il faudrait que les industriels se regroupent comme membres de la commission pour faire une publicité intensive et

raisonnée à leurs produits, comme la chose se fait aux États-Unis et en Colombie anglaise. Ces campagnes ont donné de très bons résultats. La commission pourrait voir à l'organisation de cette publicité. Il souhaite que tous les industriels se réunissent comme membres de cette commission, pour unir leurs intérêts et travailler au plus grand succès de l'industrie forestière dans la province.

Le gouvernement accordera à ladite organisation un crédit de \$10,000 et elle pourra recevoir des donations des industriels. Ce montant est suffisant pour cette année et, l'an prochain, la Législature pourra y pourvoir. La commission pourra aussi recevoir des souscriptions des industriels. Elle fera rapport de ses activités à la prochaine session.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne donne pas à la commission les pouvoirs d'enquêter. Comment pourra-t-elle faire rapport? Quel sera le représentant du gouvernement? Il exprime son regret de voir que le gouvernement n'ait pas apporté cette mesure plus tôt au cours de la session. Il rappelle qu'il a déjà réclamé la création d'une commission pour enquêter sur la situation de l'industrie forestière dans cette province.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je ne sais pas encore qui sera nommé à la tête de la commission. Le représentant du gouvernement sera un officier supérieur du département et il n'y aura pas de traitement attaché à ce poste. Le ministère se réserve toutefois le droit d'indemniser cet officier s'il y a lieu.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois, et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 216 pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 216 pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Code de procédure civile, article 94

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 183 modifiant l'article 94 du Code de procédure civile.

M. Casgrain (Témiscouata) propose que cette Chambre adopte maintenant les amendements.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et adopte lesdits amendements.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 2 avril 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 45.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Utilisation des produits forestiers

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 216 pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers.

Adopté.

En comité:

M. Authier (Abitibi) explique le but de la commission. Il parle de l'importance du commerce de bois de sciage et du bois de pulpe dans la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Un amendement devrait être inséré pour exempter les usines de pâtes et papiers de la juridiction de la commission d'enquête.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Je ne pense pas que ce soit nécessaire et je crois que ce serait une bonne chose pour les compagnies de pâtes et papiers d'avoir un représentant à la commission créée par la loi. La commission est chargée d'étudier tous les sujets touchant l'industrie forestière, les taux de transport, les conditions commerciales; et, sans aucun doute, ses rapports intéresseront et serviront les compagnies de pâtes et papiers ainsi que les compagnies d'exploitation forestière.

Certes, l'industrie des pâtes et papiers se trouve dans une situation différente des compagnies d'exploitation forestière, mais la commission ne nuira pas à l'industrie des pâtes et papiers, et deuxièmement, elle n'aura pas le droit d'imposer ses volontés à l'industrie. C'est une commission de travail.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est qu'une commission d'étude. L'opposition a toujours été en faveur d'une commission de recherche, comme celle qui est créée par le projet de loi. Je ne suis pas contre l'idée que la commission puisse favoriser les scieries en coopératives, par exemple, mais je crois que les experts techniques du ministère, ou les experts qui peuvent être nommés, peuvent en faire autant, et plus encore. Si la commission pouvait aider les scieries à se regrouper en coopératives, ce serait du bon travail selon moi.

Il rappelle que M. G.-C. Piché, le chef forestier de la province, a transmis des rapports à plusieurs occasions à l'effet que la pulpe de bois de la Russie, qui est exportée vers les États-Unis, est de qualité supérieure au bois que les colons du Québec exportent là-bas.

M. Authier (Abitibi) refuse d'accepter ce point de vue à l'effet que le bois de la Russie est exporté vers les États-Unis, parce qu'il est moins cher. Les importateurs américains offrent le même prix pour le bois du Québec que pour le bois de la Russie, et ceci n'indique pas que le bois du Québec soit de qualité inférieure.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En toute déférence pour l'opinion du député de l'Abitibi, je préfère l'opinion des experts du monde qui allèguent que le bois de la Russie, qui est exporté vers les États-Unis, est de qualité supérieure au bois que les experts du Québec y envoient.

M. Authier (Abitibi) insiste pour dire le contraire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le problème avec le bois du Québec, c'est que l'on a négligé le dicton commercial de la province, selon lequel tous les produits doivent être uniformes. La situation est différente aujourd'hui de ce qu'elle était lorsque le bois du Québec n'avait pas de concurrence aux États-Unis. Ce n'est pas seulement le bois de la Russie qui est de qualité supérieure au bois du Québec. Lors d'une récente conférence économique qui s'est déroulée aux États-Unis, on a déclaré que le bois du Labrador, que la province vient de perdre récemment, était de qualité supérieure à celui du Québec. À la même conférence, l'attention s'est tournée vers l'Alaska, et l'on a même recommandé d'y construire des usines de papier journal.

Je reconnais que la commission nommée dans le cadre de ce projet de loi est seulement délibérative, mais je n'y vois pas de lien avec les compagnies de pâtes et papiers. Je veux que la commission qui sera nommée ait de plus grands pouvoirs que des pouvoirs purement consultatifs. Je ne crois pas que des commissions doivent être créées pour prévenir les initiatives privées. Cependant, il n'insiste pas pour qu'il y ait un amendement.

Les articles 1 à 9, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi électorale

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose de nouveau, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier, pour étudier le bill 54 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté.

En comité¹²:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voudrais savoir quels sont les changements que l'on fait subir à l'ancienne loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le principal, c'est que nous voulons préparer nos listes nous-mêmes. Le grand changement dans la loi, c'est de confier la préparation des listes à Montréal, à un officier du gouvernement, au lieu de les laisser entre les mains de l'officier municipal de Montréal.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) voit une injure dans l'article qui a rapport au local. Le gouvernement se moque de Montréal. On dit à Montréal: "Vous êtes une bande de fous, de cabochons. Vous n'avez pas d'hommes assez fiables pour préparer des listes, mais on va prendre vos bâties pour l'inscription." En résumé, le gouvernement déclare que personne à Montréal n'est assez intelligent pour préparer les listes électorales, mais que Montréal va payer les frais de celles-ci.

Le gouvernement nous dit que nous n'avons pas une seule personne fiable pour faire la liste électorale provinciale, tandis que le premier imbécile venu de n'importe où est qualifié pour faire cette chose même. C'est une loi qui n'a pas de bon sens. On veut remédier à une situation qui n'est pas mauvaise. Vous voulez contrôler les listes provinciales pour gagner les élections. Mais Montréal va vous montrer si tous ses officiers sont des incapables.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous pouvons retourner l'argument du chef de l'opposition en notre faveur, si nous ne pouvons préparer nos listes. Vous n'êtes pas des cabochons, mais nous n'en sommes pas non plus. Alors, faites vos listes municipales et nous ferons nos listes provinciales.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je sais que la loi va passer et qu'il n'est pas en mon pouvoir de l'empêcher. Il reste cependant que lorsque les listes ont été faites de travers à Montréal, tout ce qui était illégal venait des gens du gouvernement. Aussi, par la loi actuelle, on enlève le soin de faire les listes aux gens qui s'en sont toujours bien acquittés, qui ont fait les choses honnêtement, pour les mettre entre les mains de gens qui font les listes de travers.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement prend toutes les garanties pour avoir des listes à son goût.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) proteste et explique comment fonctionne la révision. Si nous laissons subsister l'ancien système, 40,000 électeurs ne pourront voter. Il a pu se

produire des abus dans le passé. Le gouvernement ne veut pas que ce fait se renouvelle. La situation sera meilleure et il y a dans cette loi toutes les garanties possibles pour des listes honnêtes. La loi est amendée de façon que la ville ne sera pas forcée de payer, si elle ne le désire pas¹³.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a 33 ans que le gouvernement est au pouvoir. Ça lui a pris du temps pour constater le mal. Il réclame l'appel au mérite au lieu du simple appel sur la forme, le seul permis par le projet de loi.

Le comité étudie le deuxième alinéa de l'article 46a du sous-paragraphe C de l'article 1, qui se lit comme suit:

"À compter de la date mentionnée ci-dessus, ces écrits, documents ou registres deviennent publics et tout intéressé peut les consulter et examiner durant les heures de bureau fixées conformément à l'article 35. Tel intéressé peut obtenir copie des listes en payant les honoraires de deux cents la ligne, et ce montant sera remis à l'acquéreur de toutes listes qui sera ensuite proclamé candidat."

Des députés de l'opposition trouvent que la charge est trop onéreuse et réclament que ce chiffre soit réduit à un cent.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je trouve cela exagéré et je suggère un sou car, dans certains comtés, ces listes coûteraient \$500 et plus.

M. Tremblay (Maisonnette): L'officier-rapporteur et ses employés à la préparation des listes sont payés par la province. Pourquoi alors l'officier-rapporteur vend-il les listes électorales pour la préparation desquelles il est payé par la province? Il n'y a aucune raison pour que le candidat ait à payer pour les listes.

En 1927, j'avais approché un bon adversaire libéral et lui avais suggéré, comme le Parti libéral était riche, d'acheter deux listes électorales à même les fonds du Parti libéral et de lui en passer une gratuitement. Le bon libéral a refusé, mais tout de même, un bon matin, je me suis trouvé en possession d'une liste gratuite.

M. Plante (Montréal-Mercier) partage les vues du chef de l'opposition (M. Houde) sur cette question du coût des listes. Ce n'est pas encourageant pour un candidat, dit-il, d'avoir à payer \$500 pour une copie de la liste.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
est d'accord.

M. Plante (Montréal-Mercier): Les listes fédérales sont fournies gratuitement aux candidats. Pourquoi le candidat paierait les listes provinciales? C'est imposer une dépense aux candidats que d'exiger d'eux deux sous du nom dans les grands comtés urbains.

M. Tremblay (Maisonneuve) déride la Chambre et les galeries. Il demande que les listes soient fournies gracieusement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) déclare n'avoir pas la moindre objection à ce que les listes soient livrées gratuitement. Toutefois, le candidat devra déposer un sou par nom sur la liste, somme qui lui sera remise s'il est proclamé candidat.

Le deuxième alinéa de l'article 46*a* du sous-paragraphe C de l'article 1 est amendé et se lit désormais comme suit:

"À compter de la date mentionnée ci-dessus, ces écrits, documents ou registres deviennent publics et tout intéressé peut les consulter et examiner durant les heures de bureau fixées conformément à l'article 35. Tel intéressé peut obtenir copie des listes en payant les honoraires de un centin par électeur inscrit, et ce montant sera remis à l'acquéreur de toutes listes qui sera ensuite proclamé candidat."

L'amendement est adopté.

Le deuxième alinéa de l'article 46*a* du sous-paragraphe C de l'article 1, ainsi amendé, est adopté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): À l'occasion du cadeau de Pâques qui vient d'être fait à Montréal, je demanderais la même chose pour les députés de comtés ruraux qui payent actuellement quelque chose pour leur liste.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il faudrait faire un nouveau bill. Les officiers-rapporteurs en campagne sont obligés de faire la liste eux-mêmes et, comme leur salaire n'est pas considérable, il n'est que juste qu'ils retirent quelque chose pour leur travail. J'ai proposé cette loi, dit-il, en toute sincérité.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Si le premier ministre se voyait la figure en disant ça, il douterait lui-même de sa sincérité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je regrette de ne pas avoir la figure du chef de l'opposition.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'ai la figure que Dieu m'a donnée!

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi ne donne pas le droit à l'électeur de consulter les listes si l'officier ne veut pas.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Non, mais il a droit de vérifier.

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste. On donne à l'officier qui a charge des listes le pouvoir d'un juge. Ceci a trait à la vérification.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Du moment que la liste est faite, l'électeur a tous les droits de la vérifier.

M. Blain (Montréal-Dorion) demande que la loi oblige les officiers-rapporteurs à livrer les listes électorales en temps légal. Il suggère un amendement afin que le candidat désireux d'obtenir une liste puisse forcer l'officier à lui donner.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
La chose ne doit pas se produire.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je puis citer un cas au premier ministre. C'était en 1908¹⁴. L'agent d'un candidat oppositionniste s'est vu refuser la livraison des listes par l'officier-rapporteur, un M. Latulipe. L'agent n'a obtenu ses listes que sous la menace de cravacher l'officier. Il dut prendre sa canne et la lever sur l'officier.

Vous ne pourriez deviner de qui il s'agit: du rédacteur en chef du *Canada*, M. Olivar Asselin¹⁵ lui-même.

M. Tremblay (Maisonneuve): N'était-ce pas celui qui porta la main sur le ministre des Travaux publics du temps?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Cet homme a toujours été violent et menaçant.

M. Blain (Montréal-Dorion): C'est l'homme qui porte le premier ministre sur la main après avoir porté la main sur le premier ministre.
(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je m'oppose à ce que l'on oblige les officiers à prêter serment pour les empêcher de divulguer les listes avant qu'elles ne soient complétées et rendues publiques.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais si nous ne mettions pas les officiers sous serment avec instruction de ne montrer les listes à personne tant qu'elles ne sont pas complétées, vous seriez les premiers à crier à l'injustice.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mes craintes augmentent. Ce sera une cachette. Les électeurs n'auraient pas le droit de voir si leur nom est sur la liste et les officiers seront sous serment. On veut contrôler absolument tout.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon ami a l'esprit bien mal tourné. Vous nous supposez des fraudeurs. Ce n'est pas un vol que nous voulons faire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça en a l'air. Nous avons droit de supposer bien des choses.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je vous remercie.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons droit de supposer bien des choses avec ce système spécial, ce régime d'exemption.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 à 15 sont adoptés.

Le comité ayant étudié, le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Lesdits amendements sont lus deux fois¹⁶.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:
- bill 223 modifiant la loi 13 George V, chapitre 44.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur son amendement apporté au bill 57 modifiant le Code municipal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 32 concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont.

Éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 32 concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont. Les amendements sont lus une première et une deuxième fois.

Il est ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la présente séance.

Loi des terres et forêts

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 250 modifiant la loi des terres et forêts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), que cette Chambre ne peut accepter les amendements du Conseil législatif au bill 32 concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont, parce que les cédules constituent la partie essentielle du bill et devraient y rester annexées.

La motion est adoptée.

Il est résolu qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre ne peut pas accepter leurs amendements au bill 32 concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont, pour les raisons ci-dessus, et que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

Subsides¹⁷

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a des ministres directeurs de compagnie qui font affaire avec le gouvernement ou avec le public. En soi, il n'y a rien de mal dans cette attitude, mais on conviendra que ces ministres sont parfois dans des situations regrettables. Souvent, le seul fait pour un ministre de siéger comme directeur de compagnie, ou si le nom d'un ministre figure au prospectus, peut causer de graves inconvénients au public. On en a eu des exemples. Trop de compagnies recherchent la pratique d'avoir des ministres dans leur bureau de direction.

Les ministres de la couronne ne devraient pas être les directeurs de compagnie. Cela engage un grand nombre de personnes à y placer leur argent, à acheter telles débentures, souvent à leur dommage. De telles connexions ont tendance à faire croire aux gens que leurs économies sont en sécurité avec de telles compagnies. La chose s'est déjà produite et, pour éviter qu'elle se répète, je propose l'amendement suivant:

Je propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay), que la motion en délibération soit amendée en en retranchant tous les mots après "Que" et en les remplaçant par les mots suivants:

"Cette Chambre, tout en étant prête à voter des subsides à Sa Majesté, exprime l'opinion que les ministres qui composent le gouvernement provincial n'auraient pas dû et ne devraient pas faire partie comme directeur de compagnie transigeant avec le gouvernement et même avec le public en général."

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Duplessis, Guertin, Houde, Sauvé, Tremblay, 6.

Contre: MM. Bastien, Bernard, Cantin, Côté, David, Delisle, Desmarais, Drouin, Dugas, Fortin,

Gagnon, Gauthier, Godbout, Grant, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lortie, Mercier fils, Perrault, Plante, Power, Samson, Saurette, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Turcotte, Vautrin, 28.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal, 12 George V, chapitre 55, article 12, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il y a un projet en cours pour fusionner en une seule organisation le Conservatoire LaSalle, le Conservatoire national de musique et la Société canadienne d'opérette, afin d'en faire une forte organisation qui pourra continuer plus en grand l'œuvre commencée.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Montréal aidera financièrement un tel projet.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au secrétaire provincial si ce dernier va faire quelque chose pour les fanfares de la province.

L'honorable M. David (Terrebonne) répond dans l'affirmative.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Allez-vous faire quelque chose pour la Bande de Sorel?

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

L'honorable M. David (Terrebonne)¹⁸: Il est question de grouper sur un seul terrain les édifices d'un nouvel asile d'aliénés criminels, d'une école de réforme, etc., tous sous une seule administration. Il manque en effet 1,000 lits pour aliénés criminels et il faut pourvoir à cela dans le plus bref délai.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Minuit, c'est le Vendredi saint¹⁹.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Cessons nos luttes fratricides.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne voudrais pas faire siéger la Chambre le Vendredi saint.

Aussi, je propose l'ajournement à samedi matin à dix heures, si tous sont consentants.

Adopté.

La séance est levée vers minuit cinq minutes²⁰.

NOTES

1. "Fait digne de mention, M. Guertin, qui avait mené le bal une partie de la nuit, était encore assez en forme à 11 heures, la voix aucunement éraillée, pour entretenir la Chambre de la loi électorale", signale *L'Événement* du 3 avril 1931, à la page 3.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Dugas (Joliette).

3. *Le Soleil* du 2 avril 1931, à la page 1, rapporte ceci: "[...] il recommença pour la douzième fois au moins l'éloge de son beau comté de Hull. Tous (sic) les interventions de M. Guertin en Chambre finissent par ça et les députés connaissent par cœur cette péroraison qui n'a rien d'enlevante".

4. *Le Soleil* du 2 avril 1931, à la page 12, écrit que c'est après avoir parlé pendant une demi-heure que M. Guertin fait cette prédiction.

5. Dès que les députés de l'opposition avaient parlé, le vote se prenait sur chaque clause, les huit députés de l'opposition qui étaient en Chambre à ce moment votant contre, selon *Le Soleil* du 2 avril 1931, à la page 1, tandis que les membres de la droite se lèvent en faveur, selon *La Presse* du même jour, à la page 1.

6. Nous ne savons pas exactement à quel moment M. Houde affirme cela.

7. Il a cédé la présidence à M. Dugas, selon *Le Soleil* du 2 avril 1931, à la page 1.

8. *The Gazette* du 3 avril 1931, à la page 2, ajoute: "M. Houde a considéré ce geste comme un moyen pour l'empêcher de parler."

9. Chiffre du *Devoir* du 4 avril 1931, à la page 3: \$6,000,000.

10. "La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides pour considérer l'item 191 des "Services divers", \$50,000. C'est le premier ministre qui explique cette partie du budget. On change cependant à la demande des députés de la gauche pour prendre l'item 70 du département d'hygiène: \$75,000 pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile", selon *Le Soleil* du 4 avril 1931, à la page 23.

11. Les journaux ne rapportent pas les propos des députés quant aux autres amendements proposés en comité.

12. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi).

13. On ajoute ensuite un article sur la question des appels, selon *Le Devoir* du 4 avril 1931, à la page 1.

14. Seule *L'Action catholique* du 4 avril 1931, à la page 8, rapporte "1917".

15. À l'Assemblée législative, Alexandre Taschereau, ministre des Travaux publics dans le gouvernement Gouin, provoqua le journaliste Olivier Asselin, le 18 mai 1909. À la sortie de la Chambre, Asselin attendait Taschereau. Après un échange de propos vifs, Asselin frappa le ministre au visage.

16. Il est 11 h 25, selon *L'Événement* du 3 avril 1931, à la page 8.

17. Il est 11 h 30 à ce moment-là, selon *Le Soleil* du 4 avril 1931, à la page 23.

18. M. David révèle alors une nouvelle que *Le Devoir* fut seul à annoncer un mois avant la présente session, souligne le journaliste du *Devoir* du 4 avril 1931, à la page 3.

19. Il est minuit cinq minutes à ce moment-là, selon *Le Soleil* du 4 avril 1931, à la page 23.

20. Cette heure est approximative puisque la séance s'est terminée un peu après que M. Duplessis ait pris la parole vers minuit.

Première séance du samedi 4 avril 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 10 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège:

Article du *Soleil*

M. Guertin (Hull): Je crois devoir protester contre un article du *Soleil* immonde contre moi, publié jeudi, journal dont certains directeurs sont bien connus. Il y a notamment, parmi eux, le président du Conseil législatif, l'honorable M. Nicol, et un autre ministre. Ce journal n'en jette pas moins continuellement du venin empoisonné sur les membres de l'opposition. Si cette feuille immonde ne recevait pas \$250,000 par année, à même les fonds publics, je n'en aurais rien dit ce matin. Mais ce journal vit à même l'argent de la province. Elle entretient ce journal de façon plantureuse.

Or, dans son numéro du 2 avril, cette feuille m'attaque personnellement. J'ai plusieurs moyens à ma disposition pour me défendre contre la personne sournoise qui a écrit cet article et je saurai les employer. J'aurais pu traduire le représentant du *Soleil* à la barre de la Chambre; je le ferais certainement si la session n'était pas à sa fin. Je pourrais encore faire arrêter le rédacteur du journal et, à l'aide d'une motion, exiger son expulsion de la Tribune de la presse.

Mais je sais que ce n'est pas ce représentant toutefois qui a écrit l'article. Je pourrais aussi faire arrêter l'éditeur du journal, qui est coupable d'une telle lâcheté, mais ce n'est pas lui qui a écrit cet article. Le sale individu qui a écrit cet article est bien connu ici. Nous connaissons son style très reconnaissable, et nous reconnaissons dans l'article la manière qu'il utilise pour attaquer certaines personnalités publiques. Et, si mes renseignements sont véridiques, c'est un membre de cette Chambre. C'est lui qui se scandalise facilement des écrits peu respectueux de ceux qui critiquent l'autorité du gouvernement. Je me contenterai de faire payer *Le Soleil*.

Quant à celui qui m'insulte, je l'invite à venir me rencontrer dans mon comté, s'il en a le courage, où je suis connu comme un homme respectable,

peut-être pas aussi instruit que lui, mais respecté. Je suis plus respectable que l'auteur de cet article et j'ai une meilleure mentalité. J'ai la bouche assurément plus nette. Si celui qui a écrit cet article vient à Hull et répète ce qu'il a écrit dans son article, il va recevoir la réception qu'il mérite, mais il n'a pas le courage de le faire. Il répondra de son écrit devant les tribunaux.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): L'article dénoncé comportait que j'avais été visiblement scandalisé de la conduite vulgaire de mon collègue. Je désire informer le premier ministre et les députés de cette Chambre que cette déclaration est totalement erronée. Je déclare que je n'étais pas scandalisé. Bien au contraire, j'ai admiré et j'admire sans réserve sa ténacité, son courage, sa persévérance à protester contre la façon anticonstitutionnelle dont le gouvernement présente ses crédits et refuse de donner à la Chambre les renseignements nécessaires.

D'autre part, l'article parle de grossièreté. J'étais là tout le temps et jamais le député de Hull n'a été grossier pour ses collègues au cours de son long exposé et, pour en dire plus, je n'ai jamais eu à me plaindre des actions ou des déclarations de mon collègue lors des débats en cette Chambre. L'attitude et l'article du journal en question sont incompréhensibles. Je tiens à féliciter encore une fois sans réserve le député de Hull. Je ne peux qu'admirer le courage dont a fait preuve le député de Hull en exprimant ses convictions, à titre de représentant du peuple, lors de la discussion concernant la colonisation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable député de Hull a semblé dire ou insinuer d'une manière directe que c'est un ministre qui a écrit cet article. En autant que mes collègues ici présents et moi-même sommes concernés, je déclare que ni de près ni de loin nous n'avons contribué à l'écriture de l'article en question.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre approuve-t-il ce que contient cet article?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le chef de l'opposition ne doit pas oublier que nous avons, nous aussi, reçu des coups semblables, aussi rudes. Nous ne nous plaignons pas. Il faut savoir endurer. Le politicien qui donne des coups doit s'attendre à en recevoir. Ceci peut arriver lors des débats en cette Chambre, de temps en temps, que des

députés peuvent être critiqués injustement ou non dans les journaux. Je tiens à répéter que ni de près ni de loin nous ne sommes intéressés à cet article.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est bien.

Loi électorale

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements du comité plénier au bill 54 modifiant la loi électorale de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que les amendements relatifs au bill 54 modifiant la loi électorale de Québec soient adoptés.
Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill 54 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne sommes que quatre et nous voulons prendre le vote. Ça va aller plus vite comme ça².

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) acquiesce.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Authier, Bernard, Côté, Dufour, Dugas, Fortin, Francoeur, Gagnon, Gauthier, Godbout, Grant, Lapierre, Mercier fils, Paquet, Perrault, Plante, Power, Samson, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Vautrin, 22.

Contre: MM. Duplessis, Guertin, Houde, Sauvé, 4.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne, depuis octobre 1930, au sujet de l'entretien

des routes d'hiver et spécialement de la route Saint-Eustache-Lachute durant l'hiver 1930-31.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité³:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-sept mille trois cent quatre-vingt-huit dollars et quatre-vingts centins soit ouvert à Sa Majesté pour maladies vénériennes (aide à la protection du public contre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voudrais savoir si la Canada Paper⁴ et la St. Maurice Valley Corporation ont payé au gouvernement les primes de transfert pour limites forestières, pour quel montant, quand et comment. Lorsque la St. Maurice Corporation a été constituée en corporation, elle a acheté des limites forestières des compagnies qu'elle acquerrait. Or, la loi stipule qu'un droit de \$20 par mille concédé doit être payé au gouvernement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)⁵: (Il envoie chercher des renseignements). Parmi tout ceci, dit-il, des frais n'ont pas été perçus, parce que dans certains cas, c'était impossible au sens de la loi de les considérer comme des cas de transfert; c'était simplement une réorganisation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces droits n'ont pas été payés. De combien les revenus du département des Terres ont-ils diminué par suite des nombreux arrêtés ministériels pour réduire ou abolir les droits de coupe?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je n'ai pas, dit-il, les documents nécessaires pour répondre immédiatement. Les officiers de mon

département vont amener les documents nécessaires et je répondrai dans quelques minutes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement dit n'être pas responsable de la surproduction du papier. Toutefois, le gouvernement est responsable en bonne partie de la crise du papier journal. En 1926⁶, le gouvernement a vendu 4,200⁷ milles carrés de réserves forestières, c'est-à-dire ce qui nous restait de plus important comme bloc de forêts. C'est alors que la *Gazette officielle* fut antidatée. Je constate cependant, par les contrats de vente, que les compagnies, en achetant des réserves forestières, étaient obligées de construire un moulin à pulpe. Ces moulins ont été construits. Le gouvernement, par la clause obligatoire qu'il a inscrite au contrat, a augmenté presque subitement, par ce seul contrat, la production de 1,000 tonnes de papier par jour. Jusque-là, la production avait déjà atteint les limites réglementaires et le gouvernement aurait dû prévoir qu'il engageait l'industrie du papier dans la surproduction. Le ministre aurait dû refuser les permis demandés ou, du moins, les réserver pour plus tard. Que le gouvernement ne vienne pas dire ensuite qu'il n'est pas responsable de la surproduction!

La façon de procéder a été ruineuse pour la province. Le gouvernement a vendu ses limites avec une extraordinaire imprévoyance. S'il y a des moulins de fermés, s'il y a surproduction et s'il y a chômage, c'est grâce en partie à l'incurie du gouvernement. Ainsi, à Dolbeau, dans la région du Lac-Saint-Jean, la limite a été vendue à la condition de construire un moulin d'une production quotidienne d'au moins 200 tonnes. Or, on ignorait totalement si la forêt allait être suffisante pour alimenter une pareille production sans être rapidement ruinée et déboisée.

Nous voulons bien qu'on accorde à l'industrie du papier toute la protection voulue. Mais la manière dont l'industrie a été traitée par le gouvernement a fait que les moulins sont fermés actuellement à Dolbeau, Port-Alfred, Beaupré, Val-Jalbert, etc. Si la production a diminué de 60 %⁸, le gouvernement doit en être tenu responsable. Le gouvernement a manqué de prévoyance, il a provoqué une crise qui affecte non seulement les nouveaux moulins, mais aussi les anciens moulins. Le gouvernement n'a pas fait preuve de contrôle, au sujet de l'agrandissement des moulins actuels et de la construction de nouveaux moulins.

J'entends encore le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) et le premier ministre dire avec un accent de triomphe qu'un

moulin allait s'ouvrir à Cap-Rouge. Et c'est par suite de la crise que le gouvernement a réussi à empêcher la construction de ce moulin à Cap-Rouge qui aurait intensifié la crise. Et, cependant que le gouvernement provoquait la surproduction et mettait l'industrie du papier en danger, l'administration des Terres et Forêts ne s'occupait pas de percevoir les droits de coupe. Depuis 10 ans, on a adopté un nombre considérable d'arrêtés ministériels pour remettre leurs amendes aux compagnies qui avaient violé la loi, et pour leur permettre de violer la loi, en coupant en dessous de la limite, malgré les dispositions de la loi.

Le gouvernement n'a aucun organisme pour vérifier les violations de la loi. Et je dis qu'en amendes non perçues, en droits de coupe supprimés en violation de la loi, en droits de coupe non perçus et en primes de transfert, faute d'une administration vigilante, le gouvernement a perdu depuis 10 ans au moins \$10,000,000.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Le gouvernement a toujours agi dans le meilleur intérêt de l'industrie du papier et n'a accordé que les privilèges autorisés par la loi. Nous avons, en 1926, inséré dans nos contrats une clause pour la construction de moulins. Les lots que nous avons affermés, nous les connaissions. Il est vrai que de larges bandes de terrains forestiers sont louées depuis quelques années, mais toujours après que des demandes de soumissions publiques ont été déposées et avec l'obligation de l'acheteur de construire des moulins. Cette politique est responsable de la construction de moulins dans plusieurs régions, le Lac-Saint-Jean, la vallée du Saint-Maurice, le Nord-Ouest du Québec et ailleurs.

Le gouvernement a voulu aider à régler la situation dans toute la province, et il a octroyé des concessions forestières pour la construction de trois nouveaux moulins: un à Gatineau, un à Dolbeau et un dans la ville de Québec. Le gouvernement a fait des concessions à la Ontario Paper Company, par lesquelles un moulin sera construit d'ici quelque temps sur la rivière des Outardes; mais, en raison de la situation, il a abandonné cette section de l'entente pour l'instant. Entre-temps, cependant, la compagnie est allée de l'avant avec le développement hydroélectrique.

Le moulin de Dolbeau a grandement rendu service à la section nord-ouest du Lac-Saint-Jean et ce n'est pas conforme aux faits de dire que le gouvernement ne savait pas quel bois était disponible pour l'usage du moulin. Les forêts en question ont été arpentées et, des années avant la construction du moulin, elles ont été offertes aux enchères, sans

succès toutefois. Les moulins qui ont été construits ont aidé à améliorer les différentes régions concernées. Même s'il y a une crise aujourd'hui, elle n'est pas aussi importante que le laissent croire les membres de l'opposition à la population.

Est-ce que la construction de ces moulins a contribué autant à accentuer la crise? Les moulins dont parle le député de Trois-Rivières ont été construits avant la crise du papier. Je ne crois pas que la construction de ce moulin ou des autres moulins qui ont été mentionnés a contribué à la crise de la surproduction telle que présentée par le député de Trois-Rivières. Il n'y avait pas de crise, en 1926, et il n'y avait pas de surproduction.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À cette époque, le chef de l'opposition, l'honorable Arthur Sauvé, avait mis en garde le gouvernement contre ses actions.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Nous avons prévu la crise et nous avons mis les gens en garde... Le rapport du ministère des Terres et Forêts de 1926, ou peut-être de 1927, a averti l'industrie quant à l'avenir et, lors d'entrevues que j'ai tenues personnellement avec les fabricants de papier journal, je les ai mis en garde. Plusieurs fois, nous avons donné des avertissements sur les dangers d'une crise imminente. En fait, les statistiques révèlent que l'augmentation de la production n'a pas été aussi forte qu'on le dit, après la construction des moulins en 1928.

En 1926, le Québec a produit 55 % du total de la production canadienne de papier journal et, en 1930, la proportion du Québec a baissé à 53 %. Alors, il semblerait que les concessions forestières que le gouvernement du Québec a faites ne seraient pas à blâmer pour la crise. Au moment où les fabricants avaient été avertis du danger, les moulins existants ont immédiatement augmenté leur production par l'installation de nouvelles machines plus grosses dans une certaine mesure. Mon ami de Trois-Rivières sait que la finance doit assumer plus de responsabilités que l'augmentation du nombre de machines.

Il s'agit seulement de mon opinion personnelle, mais je la base sur des faits. Il y a eu beaucoup de manipulations financières, particulièrement depuis deux ou trois ans. Si on n'avait pas eu toutes ces manipulations de la finance et du capital, la crise n'aurait pas existé. Si ceci n'avait pas été le cas, l'industrie forestière serait dans une meilleure situation qu'elle ne l'est présentement.

À ce sujet, le gouvernement a toujours agi d'une manière rationnelle et légale.

Quant au paiement des amendes, c'est une question d'appréciation des faits. Par moments, nous avons découvert que certaines amendes devaient être remises, et nous l'avons fait en toute connaissance des faits, en croyant que nous devions le faire. On nous a rapporté que des sous-traitants, de petits sous-traitants en particulier, avaient coupé du bois dont la taille était sous la taille légale. Nous avons étudié chaque cas et, dans chaque cas où nous avons trouvé des raisons suffisantes, nous avons agi. Après un délai de trois ou quatre ans? Oui, et la même chose est arrivée avec des grosses et importantes compagnies privées. Il faut beaucoup de temps pour régler de telles questions. Dans certains cas, par exemple, des arbres ont été abattus par le vent; et au lieu de perdre le bois, les arbres brisés ont été coupés. Dans de tels cas, nous avons annulé les amendes pour avoir coupé du bois dont la taille était sous la limite permise. Il y a des cas où des routes coupent à travers des forêts et alors, nécessairement, des arbres plus petits sont coupés.

En plus, les réductions des droits de coupe ont été profitables dans certains domaines, particulièrement sur les bois brûlés. Auparavant, ces bois se perdaient et ils étaient une menace constante d'incendies. Nous avons réduit les droits de coupe sur les bois brûlés et forcé les compagnies à couper et à utiliser ce bois. Ainsi, nous avons pu retirer 2,000,000,000 de pieds mesure de planches, des bois que l'on a disposés selon la pratique commerciale habituelle, qui, autrement, auraient été perdus. Les primes de transfert sur les limites forestières ont été payées. D'ailleurs, il ne faut pas s'exagérer la crise outre mesure, puisque la production de 51 % est tombée à 49 %.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces chiffres ne s'appliquent pas à la province de Québec, mais à toute la Confédération canadienne. Les statistiques de la province établissent ce que je disais tout à l'heure sur la surproduction. Le ministre dit qu'il a accordé des réductions dans les droits de coupe pour utiliser les bois brûlés en 1922-1923 et 1924, et que ce feu aurait causé des pertes pour des millions et des millions. Le gouvernement doit porter aussi la responsabilité de pertes aussi lourdes. Si le feu a pu causer des ravages aussi considérables, ce fut surtout grâce à l'incurie du gouvernement. Depuis qu'il a organisé avec les compagnies le service de protection et de surveillance, en 1924, ces conflagrations gigantesques ne se produisent plus. Et la raison en

est évidente: c'est qu'on y pare par un organisme efficace, qu'il eût été aussi facile de créer auparavant.

Le ministre affirme aussi que toutes les primes de \$20 par mille de limite forestière transférée ont été payées et que la Canada Power et la St. Maurice Valley Corporation n'avaient rien à payer. Comment se fait-il alors que la Price Brothers, pour des transactions exactement semblables à celles de la Canada Power, a payé les primes? La situation n'est pas si belle que le ministre veut bien le prétendre puisque, d'après le rapport de la *Gazette* du 10 janvier 1930, Sir Herbert Holt déclarait à ses actionnaires: "Nos forêts sont dénudées de façon alarmante."

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

J'ai un entier respect pour Sir Herbert Holt. Dans le discours auquel fait référence le député de Trois-Rivières, il (M. Holt) ne parlait pas seulement du Québec, mais de tout le Canada. De plus, Sir Herbert, qui est un grand homme d'affaires, ne pouvait pas demander le même résultat pour l'industrie des pâtes et papiers. J'aime autant m'en rapporter à l'opinion des experts techniciens du département.

M. Duplessis (Trois-Rivières): De qui le ministre veut parler?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Il s'agit de M. Piché.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Piché!

Mais le député d'Abitibi (M. Authier) a dit hier que son opinion ne valait rien à propos de la supériorité des bois russes.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

explique, au sujet de la prévention des incendies, que, malgré le fait qu'il y ait toujours eu un organisme dédié à la prévention des incendies de forêt, il y a eu une réorganisation quelques années auparavant, et ceci a apporté des résultats intéressants.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je reviens sur ma question: pourquoi les deux compagnies mentionnées n'ont-elles pas payé les \$400,000 qu'elles auraient dû verser au département?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable ministre des Terres et Forêts a donné

des avertissements en 1926. Nous en avons donné également dans le discours du trône de la même année⁹. En réalité, la situation n'est pas si mauvaise que veulent le faire croire les députés de l'opposition. L'industrie du papier est encore très prospère. Ce n'est ni le gouvernement ni l'opposition qui sont responsables de la crise actuelle. Cette crise est due à la surcapitalisation. Les finances sont beaucoup plus responsables qu'autre chose dans la crise actuelle de l'industrie des pâtes et papiers.

Durant le dernier exercice, les quatre principales usines de papier journal de la province ont fait quand même \$18,000,000 de profits sur les frais d'exploitation, ce qui prouve que l'industrie n'est pas à terre comme on le prétend. L'Abitibi Power a fait \$7,000,000, la Canada Power and Paper a fait \$6,000,000, une autre compagnie, \$1,000,000, et la Compagnie Price Brothers a fait \$3,300,000¹⁰. C'est vrai qu'il y a trop de capitalisation et c'est là qu'est la crise, mais l'industrie paie encore. Si les directeurs des compagnies veulent bien avoir le courage d'enlever un peu d'eau dans les stocks, la situation va s'améliorer immédiatement. Il n'y a pas de doute qu'elles pourront payer de beaux dividendes et réaliseront des profits avantageux. Les porteurs de débentures seront dans une situation favorable.

M. Authier (Abitibi) parle de l'industrie du bois dans Québec. Un défaut des compagnies de bois, c'a été que les compagnies sont restées près du fleuve Saint-Laurent, au lieu de se rapprocher de leurs ressources. Elles ont ignoré qu'il y avait un champ magnifique à explorer dans le nord-ouest de la province.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre se plaint qu'il y a eu surcapitalisation et il prétend qu'on ne peut en tenir le gouvernement responsable. Ce n'est sûrement pas la faute de l'opposition. Je crois que le gouvernement doit porter sa part des responsabilités, car la situation est la même que pour les écoles juives. Le problème forestier est lui aussi dû à un vice. Si nous avons le problème des écoles juives, c'est parce qu'il y a eu trop d'immigration juive faite en violation des lois du pays. Si la loi avait été respectée, nous n'aurions pas de question juive à résoudre. Il en est de même pour la question du papier.

Qui sont les principaux responsables? Sir Herbert Holt et M. Gundy, et il y en a d'autres. La surproduction est aussi due au gouvernement qui aurait pu exercer une surveillance plus étroite sur les émissions des obligations et montrer plus de vigueur

contre le capital au temps où les affaires étaient prospères. Nous aurions moins à souffrir aujourd'hui. La situation serait meilleure. Les profits de \$18,000,000 seraient suffisants pour s'occuper des besoins du capital réel investi.

Des capitalistes étrangers ont acheté d'immenses étendues du domaine forestier à des prix excessivement bas et, sur ce, ils ont organisé des compagnies. Tout de suite, sur l'organisation, avant qu'un seul arbre n'ait été abattu, les organisateurs ont empoché des millions. Puis, leurs poches pleines, ils ont lancé des obligations et débentures sur le marché. Alors, il était nécessaire d'avoir une surproduction pour payer l'intérêt sur le montant exagéré des obligations et des actions préférentielles et peut-être des actions ordinaires également. C'était dès le début la surcapitalisation.

En plus, comme les limites avaient été achetées pour presque rien, et que les profits étaient quand même considérables, on a morcelé le capital, on l'a remouillé. Le gouvernement n'a pas osé intervenir. Ils ont surcapitalisé sous les yeux bénévoles du gouvernement. La plupart de ces gens étaient puissants, commandaient des votes nombreux. Pour différentes raisons, le gouvernement n'a pas eu le courage de crier: Halte là! Le premier ministre qui, par ailleurs, ne manque pas de courage en a manqué en cette occasion. Et j'admets que ça en prenait, du courage, pour faire son devoir. Aussi, n'y a-t-il eu qu'une faible protestation.

Quand on reproche au ministre, qui est un bon garçon, d'être un peu débonnaire, on a raison. Je ne veux pas déprécier les compagnies, mais je regrette de constater que, d'ici quelques semaines, \$50,000,000 souscrits seront perdus. Par qui? Par le petit peuple, les pauvres gens qu'on a exploités sous les yeux des ministres en mettant de l'eau dans les stocks. Qui le remboursera? Le gros capitaliste? Jamais! Et, cette fois-ci, le gouvernement pourra faire difficilement comme il a déjà fait pour la Machine Agricole. Et la crise ne fera qu'empirer. C'était du courage qu'il fallait, et le gouvernement n'en a pas eu, sinon pour faire des gestes électoraux.

Et pourtant, l'opposition avait depuis longtemps signalé le danger au gouvernement de permettre le sur déploiement de l'industrie des pâtes et papiers. L'opposition a toujours protesté vigoureusement quand la droite a voulu accorder des affermage et passer des contrats ruineux pour la province, et trop avantageux pour les étrangers qui soufflaient ensuite leurs stocks. L'avertissement n'a pas été écouté, avec le résultat que, sous l'égide du gouvernement, les compagnies ont été financées et

de vastes étendues de forêt ont été exploitées de façon irresponsable. Le nombre de moulins qui ont été construits excédait la capacité de consommation mondiale en papier.

Dès 1923, nous protestions et on nous traitait de pessimistes, de broyeurs de noir, alors que tout le monde faisait de l'argent. Non, tout le monde ne faisait pas d'argent, mais les magnats mettaient de l'argent dans leurs poches, argent qu'ils tiraient du peuple. Et aujourd'hui? Aujourd'hui, parce que le gouvernement n'a pas eu le courage de dire aux magnats de la finance qu'ils allaient trop loin, l'épargne populaire est en danger et notre industrie traverse une crise extrêmement rude. Si mon affirmation est exacte, dit-il, des faillites totalisant \$15,000,000 pourraient être prévues n'importe quand. Tout ceci est le résultat de l'emploi de capitaux trop importants de la part de ces compagnies.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il y a eu une surcapitalisation et si le capital mouillé pouvait être retiré, la situation s'améliorerait considérablement. Cependant, dit-il, je refuse d'accepter la responsabilité du gouvernement dans ce dossier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Le gouvernement a fait son possible pour protéger les intérêts des gens, tout autant que l'opposition; mais, en même temps, il considérait la nécessité de protéger les intérêts de l'industrie, et en particulier de l'industrie des pâtes et papiers, qui est probablement la plus importante de la province.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il n'est pas juste de remonter à une dizaine d'années pour se rendre compte du nombre de forêts sorties de notre domaine national. Il (l'honorable M. David) remonte à 1763. Les seigneuries françaises sont alors passées aux mains des Anglais. Il y en eut qui obtinrent 38,000 hectares, par exemple, et d'autres en proposition. Du 2 février 1796 au 2 mars 1814, aux premiers temps de la Conquête, 2,203,709¹¹ arpents de forêts ont été concédés par les autorités anglaises, et ainsi, on ne peut accuser le gouvernement actuel d'avoir tout vendu.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ces concessions en 1763 n'ont rien à faire avec la question du capital mouillé. Le gouvernement a concédé des limites importantes à des prix extrêmement bas. Et, si déjà notre patrimoine, dès 1763, était fort

entamé, ce n'était pas une raison pour accélérer le mouvement, rendre la ruine irrémédiable. Après 150 ans, notre capital avait réussi à racheter le domaine forestier. Et voilà que tout est de nouveau en question. Quand la compagnie dont j'ai parlé aura fait perdre \$50,000,000 et peut-être \$100,000,000, quand elle aura, par sa chute, entraîné d'autres compagnies dans le tourbillon, l'International, représentante du capital américain, viendra acheter les dépouilles et fondera en une vaste organisation tout ce qui nous reste de domaine forestier une dernière fois. Et, lorsque les États-Unis se seront emparés de nos pouvoirs d'eau, de toutes nos ressources naturelles, ce n'est plus le premier ministre, ce n'est plus le chef de l'opposition qui pourront faire face à pareille situation. Nous serons alors sous le joug de l'étranger en dépit de tous les efforts des patriotes et du clergé pour enrayer ce danger.

Le gouvernement a commis des imprudences inconcevables, accordé des faveurs inouïes. Il a exposé non seulement tout notre patrimoine, mais toute notre race, grâce à son inertie et à ses relations de mauvais aloi avec les magnats de la finance. Et le député de Montréal-Dorion (M. Blain) dit vrai, que le gouvernement, par sa politique, est en train de nous exposer à devenir des porteurs d'eau. Où allons-nous? Et ce ne sont pas que les députés de l'opposition qui se le demandent avec angoisse, mais le premier ministre et ses députés. La situation est grave, plus grave qu'on ne le croit. Les journaux ministériels diront demain que nous exagérons la situation, mais ces mêmes journaux ne pourront s'empêcher de publier demain qu'il y a eu deux faillites de \$50,000,000. Nous n'avons pas le droit à l'heure présente de faire comme l'autruche stupide qui croit fuir le danger en se cachant la tête dans le sable et se mettant le derrière en l'air.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent cinquante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie rurale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À combien s'élève le déficit de la Coopérative fédérée pour le dernier exercice?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Au contraire, non seulement il n'y a pas déficit, mais la coopérative a réalisé un surplus de \$13,750¹².

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On se base sur des articles de journaux pour donner ce rapport.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est là le bilan de la coopérative. Toutefois, le département de l'Agriculture a aidé la coopérative jusqu'à concurrence de \$60,000 au cours de l'année.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a surplus si l'on tient compte de l'aide accordée par le ministère de l'Agriculture.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Oui. La Coopérative fédérée recevra environ \$200,000.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La coopérative recevra de plus \$200,000. Alors, si on enlève ce cadeau du bilan, le déficit réel des opérations est de \$247,000¹³. Y a-t-il un montant accordé à la coopérative pour publicité?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Cinquante-deux mille dollars. Maintenant, quand l'honorable député dit qu'il y a un déficit de \$247,000, je ne sais pas sur quoi il peut se baser pour affirmer cela. La Coopérative n'a pas un déficit réel de \$247,000. Elle n'a prélevé que le montant nécessaire pour arriver, en comptant sur l'octroi du gouvernement. Son but n'est pas de faire des profits, mais d'aider le commerce des produits agricoles.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gérant fait bien de verser au crédit ce cadeau du gouvernement, mais le déficit réel n'en est pas moins de \$247,000¹⁴. On ne doit pas en tenir compte.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il s'agit d'une coopérative, et elle a été formée pour les cultivateurs avec l'assurance que le gouvernement fournirait 1 % sur le chiffre d'affaires. C'est en autant qu'elle réduise les taux exigés des cultivateurs qui utilisent son organisme et qu'ils n'aient pas à payer pour le fonctionnement de la Coopérative.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai des informations à l'effet que la Coopérative fédérée a commercé sur le beurre étranger, et notamment considérablement sur le beurre de la Nouvelle-Zélande en Australie, au détriment de la production locale. Elle n'aurait pas dû le faire.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je donne mon assurance personnelle, dit-il, que ceci n'a pas

été le cas, depuis que je suis à la tête de mon ministère. Au cours de la dernière année, non seulement la coopérative n'a pas commercé de beurre de l'étranger, mais elle n'a vendu que du beurre provenant des troupeaux de ses membres. Nous espérons qu'aujourd'hui la coopérative n'aura plus besoin d'acheter à l'étranger, si elle a eu à le faire dans le passé à cause de conditions incontrôlables. Je suis plutôt sous l'impression qu'elle ne l'a pas fait.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si le ministère se tient au courant des opérations financières de la coopérative. Pourquoi, si les affaires de la coopérative sont si prospères ou stables, comme le ministre le dit, l'année dernière, l'organisme a essuyé un déficit? Pourquoi le gouvernement n'a pas surveillé de près les affaires de l'organisme?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La Coopérative fédérée est une entreprise indépendante. Loin de nous, le gouvernement, de vouloir exercer un contrôle sur celle-ci. L'opposition serait la première à nous condamner, et avec raison. Mon département ne veut pas intervenir parce qu'il croit que l'ingérence politique n'est pas désirable. Seulement, nous tenons à savoir comment sont dépensés les octrois que nous accordons.

L'étude de la résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

La résolution du budget rapportée du comité des subsides, ce jour, qu'un crédit n'excédant pas quarante-sept mille trois cent quatre-vingt-huit dollars et quatre-vingts centins soit ouvert à Sa Majesté pour maladies vénériennes (aide à la protection du public contre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932, est lue deux fois et adoptée.

La résolution du budget rapportée du comité des subsides, ce jour, qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932, est lue deux fois et adoptée sur division.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 216 pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers;
- bill 250 modifiant la loi des terres et forêts.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas dans ses amendements au bill suivant:

- bill 32 concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) que lorsque cette Chambre s'ajournera à la présente séance, elle soit ajournée aujourd'hui à deux heures et demie de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 4 avril 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 40¹⁵.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

M. Guertin (Hull): Je veux critiquer certaines déclarations du premier ministre en dehors de cette Chambre. Je veux soulever la question de nos forces hydrauliques. Je cours le risque de soulever les protestations de tous en soulevant un débat comme celui-là aux dernières heures de la session et de me faire apostropher par cette feuille immonde dont j'ai parlé ce matin, et me faire dire par les autres journaux que je souève des débats inutiles. Mais qu'importe.

Le premier ministre a déclaré, à Louiseville, que le gouvernement ne vend pas les ressources hydrauliques, mais les loue. Les capitalistes s'engagent à remettre ces pouvoirs avec barrages et usines dans 20, 30, 40, ou 60 ans; le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) a affirmé la chose. Il cite quelques journaux dont *L'Événement*.

Or, de 1867 à 1929, un total de 91 pouvoirs d'eau ont été vendus devant notaire, et 62 ont été loués à bail. Trois seulement de ces ventes ont été faites sous le régime conservateur. Et voici quelques-uns de ces pouvoirs. Nombre de ventes faites du 1^{er} juillet 1867: trois de moindre importance dont une sur la rivière Rouge et une sur la rivière Chicoutimi, et l'autre sur la rivière Matabetchouan.

Quatre-vingt-huit ventes ont été faites depuis 1897 pendant que 62 baux ont été consentis jusqu'au 5 décembre 1929. Quelques-unes des ventes: Chute Chelsea, rivière Gatineau, lettres patentes émises le 7 janvier 1902, prix de vente: \$6,825. Ce pouvoir est exploité aujourd'hui et fournit 170,000 chevaux-vapeur. Rapide Farmers, rivière Gatineau, lettres patentes émises le 4 août 1902, prix de vente: \$675. Ce pouvoir est exploité aujourd'hui et fournit 120,000 chevaux-vapeur. Comme contraste, un pouvoir sur le ruisseau de la Brasserie d'une puissance de 500 chevaux-vapeur a été vendu à la cité de Hull, le 2 avril 1902, prix de vente: \$1,000. Rivière du Lièvre, y compris les chutes High Falls, Masson et Buckingham, d'une production totale d'au-delà de 300,000 chevaux-vapeur ont été vendues pour une somme totale de \$13,500 en 1901¹⁶. Rivière Richelieu, puissance totale approximative de 25,000 chevaux-vapeur, vendue le 23 février 1905 à la Montreal Light, Heat Co. pour \$5,800. Rivière Saguenay, d'une puissance approximative de 1,000,000 de chevaux-vapeur, vendue pour une somme totale de \$18,000, en 1900, par acte devant le notaire Joseph Allaire.

Rivière Saint-Maurice, les chutes de Shawinigan produisant actuellement au-delà de 200,000 chevaux-vapeur, concédées par acte de vente notarié devant le notaire Allaire, le 29 octobre 1897, pour \$60,100. Sur la même rivière, la chute de Grand'Mère, qui produit aujourd'hui 176,000

chevaux-vapeur, vendue le 21 janvier 1899 pour \$5,000, acte passé devant le notaire Allaire de Québec. Chute de La Tuque, rivière Saint-Maurice, d'une capacité de 200,000 chevaux-vapeur, lettres patentes émises le 26 septembre 1905, prix de vente: \$50,000. Rivière Magog, à Sherbrooke, pouvoir vendu à Sherbrooke Street Railway Co., pour \$5,000¹⁷ le 15 juin 1910. Sur la rivière Chaudière, le 5 décembre 1912, un pouvoir a été vendu à The Lake Megantic Pulp Co. pour \$600. Rivière à l'Ours, un pouvoir a été vendu à la Compagnie hydraulique de Saint-Félicien, le 21 août 1915, pour \$300,000. Rivière Saint-François, un pouvoir assez considérable vendu à Canada Paper Co. Ltd., pour \$4,000, le 13 janvier 1917. Un autre, sur la même rivière, vendu à la Southern Canada Power Co. Limited, le 16 août 1918, pour \$2,200.

Rivière Manicouagan, en 1906, pouvoir de 100,000 chevaux-vapeur, 99 ans. Le Saint-Laurent, à Soulanges: Compagnie Cedar Rapids, en 1910, 200,000 chevaux-vapeur, 99 ans; le Saint-Laurent, à Lachine, Île aux Hérons: Development C. Inc., en 1911, 20,000 chevaux-vapeur, 99 ans; le Sault au Cochon, Saguenay National Trading, en 1912, 2,000 chevaux-vapeur, 99 ans; le Saint-Maurice: Saint-Maurice Power Co., en 1916, 21,000 chevaux-vapeur, 99 ans; le Saint-Maurice: Saint Maurice Power Co., en 1923, 120,000 chevaux-vapeur, 92 ans.

On prétendra encore que le gouvernement loue ses pouvoirs d'eau. Le premier ministre a encore défié l'opposition de trouver un seul bail où ne soit pas insérée une clause qui dit: pouvoirs, usines et barrages seront remis au gouvernement. En ce qui concerne cette clause, sa déclaration n'était pas exacte. J'ai tout ce qu'il faut pour le prouver. Que le leader renouvelle son défi et tout de suite je vais lui citer au moins un cas où ces conditions ne sont pas mentionnées.

Il parle des taux d'électricité. En Ontario, sur 280 municipalités, une seule paie neuf sous, et la moyenne est entre trois et quatre sous. Ici, dans le Québec, les cultivateurs paient un taux de 10 à 20 sous. Pourquoi? L'exploitation de nos richesses naturelles profite à une petite coterie, au détriment du peuple. Ces magnats empochent tout. C'est tellement vrai que la compagnie de Québec, devant une menace de municipalisation, consent de suite à une réduction de 50 %. Je pourrais citer toute une série d'exemples démontrant que des compagnies font des profits scandaleux.

De plus, l'exportation de notre électricité en Ontario s'élève à 1,000,000 de chevaux-vapeur, et l'Ontario revend 65,000 chevaux-vapeur, et se moque

de nous. M. Sweezy, qui s'est enrichi aux dépens de notre province comme favori du pouvoir, n'a-t-il pas félicité l'Ontario de venir chercher ici son électricité et de garder pour plus tard ses propres ressources, alors que Québec sera épuisé? Le gouvernement autocrate qui nous mène est composé de gens qui vivent dans l'opulence et ne peuvent réaliser les inconvénients des taux élevés; mais le peuple le sait, lui, et bientôt il fera porter à qui doit la porter la responsabilité de la situation défavorable.

Comme conclusion, je propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay): Que tous les mots après "Que", dans la motion principale, soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre regrette que le gouvernement ait aliéné la plus importante et la plus riche partie de nos forces hydrauliques, au lieu d'en assurer la conservation pour le bénéfice des citoyens de cette province, et de façon à assurer aux campagnes comme aux villes l'usage de l'électricité à des taux raisonnables.

"Et elle censure en conséquence le gouvernement."

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Souvent, notre ami a parlé de cette question. Mais la façon de discuter du député de Hull est injuste. Le député de Hull a tort de dire que cette question n'a pas été traitée au cours de la session quand on en a parlé en plusieurs circonstances. Au surplus, on a tort aussi de parler de un demi-sou pour les taux d'électricité en Ontario. Si j'en juge par les factures qui sont devant moi, ce taux est de deux, un et demi-sou, avec des frais additionnels de trois sous par 100 pieds carrés de plafond. Le chiffre de 1½ cents du kilowatt-heure est un cas particulier et, dans plusieurs municipalités ontariennes, on paie jusqu'à 12 sous le kilowatt-heure.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le ministre se choque!

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je ne me choque jamais et je défie mes honorables amis de me faire choquer. Voici un client qui a dépensé 54 kilowatts-heure, au prix de deux sous et à qui l'on a chargé 66 sous en plus. Si on enlève l'escompte, on trouve que le client a donné \$1.57 pour 54 kilowatts-heure.

M. Guertin (Hull): Combien est-ce que ça fait par kilowatt-heure?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Moins de trois sous, je le veux bien, mais plus de un sou. Les taux chargés à Ottawa ne sont pas fixes mais sujets à une surcharge, à cause des taux de superficie. Notre administration ne le cède en rien à celle d'Ontario. Dans un temps assez rapproché, j'ai confiance que nous aurons des taux égaux à ceux d'Ontario.

Il parle de l'affermage de nos pouvoirs d'eau et estime qu'on n'a aucun reproche à faire au gouvernement, parce qu'il loue ces pouvoirs pour exploitation et qu'il en retire un bon prix de location pour un bail de 20, 40 ou 60 ans. S'il est vrai que le gouvernement a fait des ventes, c'est bien avant le régime actuel, que l'électorat approuvera encore aux prochaines élections. Il y a des pouvoirs d'eau de vendus et personne ne songe à le nier. Nous en avons eu trois sur 15 en ces derniers temps. Je suis opposé au système d'Ontario parce que je ne trouve pas tant de différences que cela dans les taux payés en Ontario et Québec.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le ministre des Terres et Forêts vient d'affirmer que notre système actuel est le meilleur et, cependant, il ressort de la discussion que nous payons l'électricité à des taux incontestablement plus hauts que ceux de l'Ontario. Et l'électricité dépensée là-bas vient de chez nous. Comment se fait-il que l'on dise que le système de Québec est le meilleur? À quoi cela sert-il de crier que notre province est la plus riche en pouvoirs d'eau, si on les exploite au profit des voisins? Notre province est plus riche, notre politique plus sage, plus rationnelle, plus saine, et le peuple paie plus cher ce que des provinces moins riches, moins bien gouvernées, viennent acheter chez nous et revendent à meilleur compte au peuple.

Je crois que les nôtres aimeraient autant la position du contribuable étranger. Pourquoi ne pas obtenir de meilleures conditions pour les consommateurs d'électricité de la province? Soyons francs. Au point de vue électricité, notre position est moins bonne et il serait difficile de l'améliorer pour la rendre égale à celle de l'Ontario. Le système de l'Ontario offre de l'électricité au prix coûtant. Ce qui est nécessaire ici, c'est plus de concurrence, ce qui généralement se traduit par des tarifs moins élevés.

Le reproche de l'opposition, c'est que le gouvernement a rendu presque impossible l'étatisation, c'est-à-dire l'électricité au prix coûtant. Il faudrait que le capital mouillé des compagnies fût de beaucoup diminué. Ce capital est tel que pour établir aujourd'hui l'étatisation, il n'en coûterait pas moins de \$500,000,000. Il faut une commission

chargée d'experts en dehors de la politique pour contrôler les dividendes des compagnies et qui réduirait ce capital mouillé au capital réel, et au lieu de payer 5 % de dividende sur un capital soufflé de 20 fois sa valeur, les compagnies paieraient des dividendes sur un capital réel et on verrait que les profits réalisés sont énormes.

Et le gouvernement est responsable d'avoir empêché des développements infiniment puissants, de n'avoir pas empêché des développements de forces hydrauliques par les magnats de l'électricité favorisant une surcapitalisation honteuse pour ensuite demander, comme l'a fait le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout), des taux réduits pour les cultivateurs.

Des influences néfastes ont dominé le ministère. Des amis du gouvernement, des ministres même ont amassé des fortunes avec cette exploitation, de façon légale je le veux bien, mais de façon honteuse tout de même, quand on songe aux taux prohibitifs que doivent payer les cultivateurs parce que les directeurs de compagnie réalisent des profits scandaleux. Je dis que c'est au détriment du peuple.

Lors du développement de la Beauharnois, le gouvernement aurait eu sa dernière chance de commencer un peu l'étatisation. Là encore, il y a eu connivence, au point que la cause terminée devant les tribunaux, on a vu les deux avocats devenir directeurs de la compagnie et partager avec les autres des profits énormes. Et le coût de l'électricité n'a pas baissé. La responsabilité du gouvernement est grande. Si le ministre de l'Agriculture réussit à imposer les vues qu'il a exprimées l'an dernier, il l'aura bien mérité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je regrette que le député de Hull ait soulevé un sujet de cette importance aux dernières minutes de la session. On aura toutefois l'occasion de le discuter plus longuement en d'autres circonstances.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Quand le premier ministre sera à gauche!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Alors, nous ne le discuterons jamais!

(Rires)

La question n'est pas nouvelle, ni les attaques de l'opposition à ce sujet. Bon nombre des ventes que le député de Hull a mentionnées ont été faites avant que le gouvernement actuel ne soit au pouvoir. Le député de Hull (M. Guertin) nous a d'abord reproché de nous être vantés de louer et non de vendre nos pouvoirs hydrauliques.

C'est vrai, car je comprends que "nous" indique le cabinet auquel je préside depuis quelques années. Nous louons nos pouvoirs, et je veux rendre justice à M. Bourassa qui, le premier, aiguilla la province dans le sens de cette nouvelle politique. C'est lui qui fut le premier apôtre de l'affermage des terres. Cette politique, le gouvernement l'a acceptée. C'est la politique du gouvernement actuel de ne faire qu'affermier les terres au lieu de les vendre.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):

M. Bourassa a indiqué beaucoup d'autres excellentes choses au gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il est comme vous, il en dit de bonnes et de moins bonnes.

(Rires)

Le seul fait que M. Bourassa ait préconisé la location des ressources hydrauliques suffirait à lui assurer la reconnaissance de la province.

M. Guertin (Hull): Dans un contrat, le gouvernement n'a pas fait qu'affermier, mais il a vendu un pouvoir d'eau.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Cela n'est pas. Le député de Hull avait prétendu que le contrat passé en 1925 avec l'International¹⁸ ne contenait pas de clause d'annulation. Il est impossible de faire des restrictions quand le pouvoir ne nous appartient pas. L'honorable chef de l'opposition a dit aussi que les taux sont moins élevés en Ontario et que notre situation est inférieure. Il est vrai qu'à l'heure actuelle, nous payons plus cher, et qu'en Ontario, ils paient moins cher. Mais est-ce que cela durera toujours? Ici, les taux baissent, tandis qu'ils montent là-bas. Ils ont augmenté trois fois depuis que la commission est en fonction. Cette commission dit que l'électricité pour le tramway à Toronto est de 43 % plus cher que pour le tramway de Montréal.

Pour ce qui est de l'étatisation, je crois qu'il a raison. La chose serait impossible aujourd'hui. Et d'ailleurs, des économistes éminents nous affirment que le système de l'Ontario n'est pas sain, tandis que celui de Québec est le meilleur de tous ceux en vigueur.

Dans tous les contrats que la province a passés et qui permettent l'exportation en Ontario, il y a une clause défendant l'exportation de l'énergie aux États-Unis. Nous pouvons résilier nos contrats quand on agit contrairement à cette clause. Il y a ici une question constitutionnelle. On nous dit que nous n'avons pas le droit d'exporter de l'énergie d'une

province à l'autre. Avons-nous le droit de refuser d'en vendre? La constitution ne permet pas de l'empêcher. La province a toutefois essayé, mais les provinces se sont confédérées et il faut se demander si on peut faire une telle restriction. La question sera peut-être tranchée un jour!

M. Guertin (Hull): Nous avons assurément le droit de demander plus que nous le faisons; nos profits seraient plus forts.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous chargerons quelque chose, mais avons-nous le droit de le faire? Il est à souhaiter que personne ne prétende le contraire, car des conseils brillants sont d'avis que nous n'avons pas ce droit.

En autant que l'électricité est concernée, je crois que nous avons un meilleur système qu'en Ontario. L'avenir dira qui avait raison. Il demande au chef de l'opposition d'user de son influence auprès d'Ottawa, comme il le fera lui-même, pour faire abolir la taxe qu'Ottawa exige des compagnies de Québec et qu'elle n'exige pas des compagnies ontariennes.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Duplessis, Guertin, Houde, Sauvé, Tremblay, 5.

Contre: MM. Authier, Bastien, Bédard, Cantin, Côté, Delisle, Desmarais, Dufour, Dugas, Francoeur, Gagnon, Gauthier, Godbout, Grant, Mercier fils, Paquet, Plante, Power, Samson, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Vautrin, 24.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

Le comité siège durant quelque temps.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau à la présente séance.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre adopté précédemment, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides." Adopté.

M. Guertin (Hull) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé): Que tous les mots après "Que" dans la motion principale, soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre regrette le régime de concessions de privilèges exclusifs de pêche et de chasse mis en honneur par le gouvernement.

"Et elle censure en conséquence le gouvernement."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Duplessis, Guertin, Houde, Sauvé, Tremblay, 5.

Contre: MM. Authier, Bastien, Bédard, Cantin, Côté, Delisle, Desmarais, Dufour, Dugas, Francoeur, Gagnon, Gauthier, Godbout, Grant, Mercier fils, Paquet, Plante, Power, Samson, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Vautrin, 24.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

Le comité siège durant quelque temps.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau à la présente séance.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre adopté précédemment, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides." Adopté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay), que tous les mots après "Que", dans la motion principale, soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant prête à voter des subsides à Sa Majesté, regrette que le gouvernement n'ait pas jugé à propos d'accorder une prime raisonnable pour la production du beurre et du fromage en vue de promouvoir le réajustement et le développement de l'industrie laitière et d'aider la classe agricole en cette province."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Duplessis, Guertin, Houde, Sauvé, Tremblay, 5.

Contre: MM. Authier, Bastien, Bédard, Cantin, Côté, Delisle, Desmarais, Dufour, Dugas, Francoeur, Gagnon, Gauthier, Godbout, Grant, Mercier fils, Paquet, Plante, Power, Samson, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Vautrin, 24.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)¹⁹ propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt et un mille cinq cent soixante-dix dollars et quarante-huit centins soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration, (dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Il (M. Taschereau) démontre au député de Trois-Rivières (M. Duplessis), qui a fait allusion à un déficit au cours de la session, que la province avait réellement un surplus de \$4,000,000 au 30 juin dernier.

M. Duplessis (Trois-Rivières) reproche au gouvernement de contracter des emprunts temporaires quand il prétend qu'il n'a pas de déficit. Si le trésorier fait cela, c'est contre la loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) réplique en donnant le fonctionnement de ce mécanisme d'emprunt. Nous n'y voyons que du feu.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes des départements (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour juges de la Cour des sessions de la paix et magistrats de police, constables et messagers à Québec et à Montréal, S.R., 1925, chapitre 145, articles 219-242, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des bureaux publics, asiles d'aliénés et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent seize mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le détective Rioux est-il à l'emploi du gouvernement depuis qu'il est établi à Montréal?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ni permanemment (sic) ni temporairement. Rioux a reçu ses derniers émoluments en juin 1930, alors qu'il a touché \$7,626.50. Il n'a pas acheté les autos dont a aussi parlé le député de Trois-Rivières.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel est le résultat de l'enquête faite à Montréal chez la police provinciale?

À combien s'élèvent les vols que les détectives provinciaux ont faits en soutirant de l'argent du département pour frais de voyage ou autres?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) ne saisit pas.

M. Duplessis (Trois-Rivières) lui conseille de demander à M. Edgar Vézina, l'auditeur de la province, qui a même commencé une enquête avec le détective Rioux. Quel total a été défalqué? Un seul détective aurait volé \$600.

Après l'enquête de M. Vézina, Dan Lorrain, le détective en chef du service de la province, a quitté le service. Il a été responsable de plusieurs irrégularités.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ceci arrive dans les meilleures familles. Voilà une histoire déjà très ancienne qui remonte à trois ans et l'opposition a déjà eu amples occasions de la discuter. Je regrette que l'honorable député en parle de nouveau.

J'avoue que des irrégularités ont été découvertes au bureau de Montréal et ont été commises par le chef Lorrain, qui n'est plus à l'emploi du gouvernement. Après enquête, le chef Lorrain a résigné, après avoir été suspendu pendant un certain temps. Rien de ce qui est survenu à Montréal ne pourrait être relié au vol. L'agent en question n'a probablement pas été surveillé d'aussi près qu'il aurait dû l'être, en raison de ce qui est arrivé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement était au courant de ces irrégularités.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ce n'est pas le cas. Lorsque nous les avons découvertes, M. Lorrain a été congédié. Je ne vois pas comment vous pouvez dire que, parce qu'un homme n'a pas été arrêté, le gouvernement est coupable de négligence dans son travail. J'admets que nous avons gardé cet employé trop longtemps.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Lanctôt connaissait la situation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il fallait s'attendre à ce que l'assistant du procureur général soit attaqué. M. Lorrain a été remplacé par le meilleur homme que l'on pouvait trouver, un avocat, M. Maurice Lalonde, qui est allé étudier les techniques policières à Londres et à Paris.

M. Tremblay (Maisonnette): Pourquoi pas Chicago?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. Lalonde est un homme probe à qui il n'y a rien à reprocher. On ne peut mettre en doute son honnêteté. Je crois que nous avons fait un bon choix, tout comme l'administration civique de Montréal qui vient de donner un autre exemple par lequel on voit qu'il n'est pas mal de nommer un membre du Barreau, M. Dufresne, à l'administration de la police.

Il n'y a pas eu de défalcons, mais des irrégularités à la police provinciale de Montréal. C'est dommage que dans les services de police il y ait des choses répréhensibles, mais de telles choses semblent toujours arriver aux corps policiers.

Cependant, si un agent de police a manqué à son travail, ça ne veut pas dire que le gouvernement doit en porter le blâme. Pour ce qui est de l'ancien chef Lorrain, si cet homme s'est rendu coupable de quelque chose, ça arrive un peu partout. En tout cas, si donc il y a eu irrégularités, mais non des détournements de fonds, celui qui les a commises n'est plus au département. M. Lorrain est parti et M. Lorrain n'a rien eu à faire au budget de l'année passée ou l'année prochaine. On pourrait reprocher au gouvernement d'avoir gardé un homme malhonnête, mais le gouvernement ne l'a plus à son service et cela devrait satisfaire la gauche.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les abus ont duré un certain nombre d'années et le gouvernement le savait.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Non, non.

M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le premier ministre veut s'en tirer à bon compte. Le procureur et son assistant sont responsables des deniers qui sont dépensés dans le département, et c'est évident que pendant plusieurs années, de l'argent a été volé par les policiers de Montréal, et ce n'est que par accident que ceci a été découvert. Lorrain est parti et l'argent qui est parti est parti. Ça arrive pas mal souvent que le gouvernement se fait voler, sur la gasoline, à la police. Les vols dont je parle se répartissent sur une période de trois ans; ils s'élèveraient à \$400,000 et auraient été faits par plusieurs détectives qui tous, d'ailleurs, sont encore en liberté et n'ont jamais été poursuivis. Je connais le chef Lalonde, et c'est un homme honnête. C'est une très belle nomination.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Des irrégularités, il s'en commet partout.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):

Mais les gens se font prendre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La même chose est arrivée avec des compagnies qui étaient sévèrement contrôlées. N'a-t-on pas vu récemment à Ottawa un sous-ministre adjoint des Finances défalcaire, qui s'est rendu coupable d'irrégularités? Le chef de l'opposition doit savoir quelque chose au sujet de ces dossiers.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):

Oui, mais il est entre les mains de la justice.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je puis dire ceci à l'opposition qui prétend être à notre place bientôt. Vous savez quelle responsabilité pèse sur les épaules du gouvernement. Nous tâcherons de faire tout notre devoir, et l'opposition sait combien les responsabilités pèsent parfois sur les épaules des gouvernements et combien il est difficile d'administrer la justice et d'empêcher certaines irrégularités de se commettre dans une grande administration.

Il (M. Houde) doit savoir combien il est difficile de faire son travail et tout son travail. Il administre presque la moitié de la province et il sait qu'il n'est pas facile d'arrêter un suspect et de le juger. C'est une chose pour laquelle il faut penser deux fois avant d'agir, parce que si vous manquez votre coup, on va parler pendant plusieurs années de cette affaire, et vous serez surnommé le persécuteur, celui qui aura brisé la réputation de familles honnêtes. Ce n'est pas juste de dire que, si un homme n'est pas arrêté, le gouvernement ne fait pas son travail. La seule chose que l'on puisse reprocher au gouvernement, c'est d'avoir gardé Lorrain pendant si longtemps.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Lanctôt le savait. Le premier ministre sait que M. Lanctôt voulait garder le chef Lorrain.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Voilà qu'on parle de M. Lanctôt. On parle beaucoup de M. Lanctôt. J'aime autant qu'on parle de moi. On l'attaque depuis longtemps pour rien. Si le gouvernement avait poursuivi le chef Lorrain, il aurait été accusé de persécution et de vouloir ruiner une famille honnête, si ce dernier était acquitté.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): La meilleure chose que le premier ministre ait à faire avant les élections générales, c'est d'annoncer la retraite de Charles Lanctôt. Le premier ministre pourrait grandement aider son parti aux prochaines élections, s'il insistait sur la résignation du sous-procureur général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le chef de l'opposition ne devrait pas prendre la chance d'être tenté en essayant de devenir premier ministre. Pour ce qui est de M. Lanctôt, on dit beaucoup de choses à son sujet. Mais, en tant que chef du service, je suis prêt à prendre toute responsabilité des actes de M. Lanctôt. Je regrette que cette année encore, trop souvent, des questions

ont paru sur l'ordre du jour qui n'étaient que des insinuations envers certains officiers du gouvernement, M. Lanctôt, M. Williams, M. Bergeron, M. Vézina, qui consacrent le meilleur de leurs énergies au service de leur province, qui travaillent fort.

Ce sont des employés honnêtes. Peut-être que les députés de l'opposition n'ont pas réalisé que leurs questions et leurs remarques tendaient à décourager de tels employés. Ces questions n'ont pour résultat que de causer de la peine dans certains foyers. Nous sommes ici pour donner et pour accepter les coups.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Oui, et nous les recevons. M. Lanctôt donne des coups et il en fait donner.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Vous les donnez. C'est correct, nous sommes ici pour donner et prendre, mais c'est injuste pour M. Lanctôt. On reproche à M. Lanctôt bien des choses.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il a une haine implacable. Lui aussi en a fait pleurer de braves familles.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je regrette que l'opposition ait causé du tort à bien des familles. Bien souvent, ces questions ne sont soulevées que par une mesquine jalousie de la part de personnes qui envoient de l'information à ce sujet.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre est habile. Il s'esquive en parlant de ceux que nous n'attaquons pas. Il a amené le nom de M. Lanctôt et celui de M. Vézina. Nous n'avons rien à dire contre M. Vézina. Il est un modèle. Je lui rends le témoignage d'être un honnête homme à l'abri de tout soupçon, et je regrette que le chef de cette province porte son nom dans ce débat.

Le gouvernement demeure néanmoins responsable de ce qui est survenu dans les bureaux du service provincial à Montréal. Le procureur général est responsable des deniers dépensés pour la police. Nous avons un devoir à remplir. Ce n'est pas par plaisir que je fais des déclarations. J'ai une tâche délicate à remplir, mais je vais l'accomplir. La position d'assistant-procureur est une charge importante. L'assistant-procureur est le conseiller légal de tous les départements de l'administration et il est membre du bureau de la trésorerie par procuration.

Le premier ministre n'est pas sans savoir que le rôle de l'assistant-procureur général est trop

important pour qu'il puisse être joué par un homme qui n'a pas la confiance du public. Or, depuis des années, M. Lanctôt a donné le spectacle d'irrégularités manifestes et d'actes illégaux dans les deniers publics, dans l'exercice de ses fonctions.

L'assistant-procureur général a donné un mauvais exemple à toute la province, car il a violé la loi en ne respectant pas le chapitre 158 des lois révisées de 1925, qui demande un rapport détaillé de toutes les dépenses. Si cela avait été fait, le gouvernement n'aurait pas été volé.

Pour le Labrador, M. Lanctôt a reçu \$10,000 à part ses dépenses. En 1918, l'assistant-procureur général s'appropriait un montant de \$104,339.18 appartenant au gouvernement, qu'il déposait à son compte personnel. La loi ne lui permettait pas de faire la chose. Il n'y a pas eu d'arrêt en conseil; cependant, l'assistant-procureur général a gardé l'argent dans son propre intérêt pendant trois ans et il l'a utilisé. De plus, il a disposé de sommes d'argent avant qu'elles ne soient votées par la Chambre, ce que personne n'a le droit de faire. Ainsi, M. Lanctôt a donné un exemple très déplorable à ceux qui travaillaient pour lui ou près de lui.

J'ajouterai que, dans l'exercice de ses fonctions légales, depuis une quinzaine d'années, M. Lanctôt a reçu des sommes pour lesquelles il n'a pas rendu compte. Il a soutiré des millions de piastres de façon illégale pour une période de quatre ans, de 1918 à 1922, il a soutiré \$274,955,572, dont les \$104,000... Voilà une pratique illégale. Quand un montant d'argent est voté et qu'il n'est pas dépensé durant l'exercice, il doit en être rendu compte. Or, l'assistant-procureur général ne l'a pas toujours fait. Il a commis des illégalités multiples.

Mais, là où l'assistant-procureur général a le plus manqué dans l'exercice de ses fonctions, c'est dans l'administration de la justice où il a fait preuve d'un esprit déplorable de partialité et d'égotisme. Lorsque nous considérons les irrégularités multiples qui se sont introduites dans le département de la justice, l'on se demande encore dans le public comment il se fait que le procureur général n'accorde pas l'enquête royale sur la police provinciale et sur l'administration de la justice dans la province, réclamée par le grand jury du district de Québec; on se demande aussi comment cet homme a pu jusqu'ici échapper à l'enquête. Le premier ministre donne l'impression qu'il lie sa cause à celle de son assistant. Je crois qu'il est nécessaire qu'il y ait une réforme. Les abus qui se sont produits dans l'administration du revenu et de la justice sont flagrants.

Mais il y a plus. Il cite l'affaire Renaud. Cet ancien prisonnier a été engagé au bureau du procureur général et a agi comme un "stool pigeon" pour organiser un hold-up fictif. Par la suite, Renaud a été arrêté par le détective en chef de la ville de Québec, Laurent Lacasse, et il a été acquitté. Pour se venger, le bureau du procureur général, avec la complicité de M. Lanctôt, a mis en scène l'arrestation de M. Lacasse sous une accusation inventée de toutes pièces, et il a été acquitté par la suite.

M. Lanctôt, choqué un jour de l'arrestation du bandit Renaud par le détective Lacasse, monta une cause contre cet homme dont le leader de la droite admettait récemment encore les qualités. Et, pour mieux réussir, on sortit des témoins du pénitencier, témoins que l'on paya grassement. Voilà comment M. Lanctôt a perdu la confiance des gens.

Quand l'assistant-procureur général en est rendu à agir de cette façon, il est du devoir du procureur général de rétablir la confiance. Le procureur général ne devrait pas tolérer ces abus. L'assistant-procureur général a la responsabilité d'un compte de dépenses de \$2,120,000 par année. Il a été coupable de plusieurs actes répréhensibles. M. Lanctôt s'est complu dans l'irrégularité. Il doit partir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) a raison de croire qu'il est nécessaire pour l'assistant-procureur d'avoir la confiance publique. Je crois que M. Lanctôt a cette confiance et, s'il ne l'avait pas, ce serait la faute de l'opposition qui s'est acharnée contre lui.

Mon ami de Trois-Rivières s'acharne contre M. Lanctôt. Je ne sais pourquoi. Au service de la province depuis 40²⁰ ans, il a rendu des services énormes autant aux administrations du Parti libéral et du Parti conservateur. Il a servi sous Taillon, Casgrain, Pelletier, et d'autres qui tous admirèrent et utilisèrent ses brillantes qualités. Je crois que si ses anciens supérieurs du Parti conservateur étaient toujours vivants, ils pourraient rendre témoignage de son honnêteté et de son intégrité, qui sont au-dessus de tout soupçon. Il s'est toujours acquitté de ses fonctions d'une façon digne.

En ce qui concerne les questions constitutionnelles, M. Lanctôt est reconnu comme étant un des meilleurs avocats, et il a participé à tous les dossiers importants qui ont intéressé la province pendant plusieurs années. Il a rendu de grands services et il n'a certainement pas perdu la confiance du public. Je rends hommage à la manière dont il l'a servi et à ses qualités.

Ces attaques sont de nature à le décourager. S'il ne se décourage pas du mépris que l'on suscite contre lui, il est encore appelé à rendre de grands services. Il pourra nous aider encore. On lui reproche bien des choses. Tant que je serai ici, je n'hésite pas à me rendre solidaire de mon assistant, aussi longtemps que je n'aurai aucune raison de mettre son honnêteté en doute.

On parle de l'affaire Lacasse et de Renaud et on nous reproche l'utilisation de "stool pigeons". Le service des "stool pigeons" est toujours précieux. Toutes les forces policières utilisent des "stool pigeons". Ce sont les meilleurs détectives pour découvrir les criminels. Je suis heureux de la façon dont les choses ont tourné pour M. Lacasse, mais ce n'est pas M. Lanctôt qui a monté cette cause. La plainte a été portée par un citoyen de Limoilou que je ne nommerai pas.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'affaire a été proposée dans le bureau de l'assistant-procureur général adjoint.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, ce n'est pas le cas. Quand le juge a trouvé qu'il y avait matière à procès, M. Lacasse l'a subi. Le jury a acquitté M. Lacasse. Et je suis content qu'il soit acquitté, car on me dit qu'il est un bon policier et un bon père de famille. Il vient d'une famille respectable, mais M. Lanctôt n'est pas responsable de son procès. Que l'on n'accuse donc pas M. Lanctôt. Je le répète, vous ne savez pas comme c'est dur de faire son devoir, comme c'est difficile pour le département du procureur général d'administrer la justice.

Il y a tellement d'appels venant de familles respectables, et ceux qui doivent s'en occuper, doivent comprendre la situation. Il faut être là pour savoir les sollicitations qui nous assaillent. C'est quand le gouvernement, supplié, montre de l'indulgence que l'on vient ensuite faire des insinuations contre nous, et que l'on dit que M. Lanctôt ne fait pas son travail. On dit qu'il soutire de l'argent des comptes publics. On dit encore qu'il a eu des milliers de piastres de la province. Depuis le temps qu'il a été là, il ne s'est pas approprié un cent qui ne lui appartenait pas. M. Lanctôt a été payé pour ce qu'il a fait, oui, et ça ne pouvait pas être plus correct. En tant que conseiller des départements, il a rendu de grands services. Il n'y a rien contre lui, en ce qui concerne son honnêteté.

Il reçoit sans doute des honoraires pour les causes qu'il plaide au nom de la province, tout

comme les représentants des autres provinces en reçoivent quand ils plaident au nom de leurs gouvernements respectifs. Pensez-vous qu'un homme de ce calibre serait content s'il avait à préparer toutes les causes que nous lui imposons pour un salaire de \$6,000 par année? Il ne serait jamais resté au service de la justice de la province à ce salaire seulement. Il reçoit des honoraires.

L'ancien ministre de la Justice, maintenant M. le juge Newcombe, perçoit des honoraires pour les cas qu'il traite en cour. M. Lanctôt va à la Cour supérieure, la Cour d'appel, la Cour suprême et au Conseil privé. Ces honoraires lui sont autorisés par le gouvernement. Aucun avocat ayant autant de responsabilités que lui ne se satisferait uniquement d'un salaire de \$6,000 par année. La province l'a payé moins cher qu'elle aurait payé un homme du dehors, de sa valeur. C'est un homme honnête. Il n'a jamais été payé que pour le travail qu'il a fait. M. Lanctôt a pleinement gagné la rémunération qu'il a acquise.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Geoffrion lui a aidé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Certainement. Et il a aidé M. Geoffrion. M. Lanctôt a une charge très lourde. En autant que son honnêteté est concernée, personne ne peut lui adresser un reproche. Personne ne peut dire qu'il a pris une piastre à la province qui ne lui appartenait pas. C'est très bien de demander combien d'argent il a reçu de la province depuis les 30 dernières années. On dit qu'il a reçu \$276,000. Si on me demandait combien j'ai reçu depuis 33 ans, ce serait une somme rondelette.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre veut-il se comparer à M. Lanctôt?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Rires) Eh bien... je vais vous dire...

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Pourquoi cette hésitation?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Ça me coûte toujours de me rapetisser; il y a bien assez de vous autres qui vous efforcez de le faire.

(Rires)

C'est difficile de faire des comparaisons, mais, dans le domaine constitutionnel, je pense que M. Lanctôt mène.

Si l'honorable député de Trois-Rivières pense qu'il y a quelque chose qui ne va pas, s'il veut porter une accusation, très bien. Je vais lui dire de porter des accusations directement ou indirectement contre M. Lanctôt et le gouvernement va agir.

On a parlé de comptes de M. Lanctôt. Au sujet de la somme de \$104,000 que M. Lanctôt a déposée, l'argent ne s'est pas retrouvé sous son propre contrôle. Il y a peut-être des irrégularités qui ont été commises, mais je puis vous assurer qu'elles ont été faites de façon honnête et que pas un sou n'a été soustrait à la considération de l'auditeur. Chaque montant déposé au nom de M. Lanctôt l'a été pour le compte de la province et tous les livres ont été audités par les auditeurs et certifiés par le trésorier. Il tirait sur ce dépôt, et ceci, avec l'autorisation du trésorier.

Il agissait selon son droit en déposant à la banque certains fonds provinciaux qu'il administrait "in trust". L'argent provenait, sur ordre, du ministère des Finances, et le système était utilisé parce que le service du procureur général n'avait pas son propre comptable comme dans les autres services. M. Lanctôt avait besoin d'un fonds de réserve et pas un seul dollar n'a été mal utilisé; et si le député de Trois-Rivières porte des accusations directes ou indirectes, nous allons agir.

Depuis que cette méthode est critiquée par nos adversaires, nous l'avons changée. Si on porte une accusation à l'effet qu'il manque une seule piastre, ce sera notre devoir d'agir. Je me demande de quoi on peut se plaindre. M. Lanctôt a le droit de plaider d'après le Statut.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre s'est solidarisé avec le principal officier de son département, M. Lanctôt. Nous en sommes heureux et désormais nous savons maintenant où adresser nos plaintes. Le premier ministre feint de se scandaliser de la critique que nous faisons de ce personnage. Est-ce que le premier ministre sait que M. Lanctôt n'a pas la confiance du public? Le premier ministre n'a pas reçu de plaintes, même de ses propres députés et partisans, au sujet de M. Lanctôt? Ignore-t-il qu'au sein même de la députation libérale, son assistant n'a pas la confiance qu'il devrait avoir? Rien d'étonnant.

On dirait que cet homme a deux personnalités. Il voue à tous les ennemis politiques une haine implacable, une haine de tous les instants. Pour se venger des adversaires politiques, rien n'est trop cruel, rien n'est immoral. Suite aux élections partielles dans Montréal-Sainte-Marie, en 1928,

M. Lanctôt a ressenti de la haine. On l'a bien vu quand il s'est agi d'enfermer au pénitencier deux individus, deux têtes chaudes qui ont été trop loin le jour de la votation. Deux ans de bagne pour ces pauvres pères de famille qui ignoraient faire mal; pour les Renaud, les Rochon, toute condamnation est trop longue. On le sort du bagne pour les lancer contre le détective Lacasse. De la haine dans le cœur de cet homme? Oui, une haine machiavélique, une haine telle qu'on le croirait toujours armé d'un poignard pour enfoncer au cœur de l'adversaire. Je connais des épouses et des enfants qui ont pleuré, qui cachent leur honte. Haine de Corse.

L'assistant-procureur général adjoint ne devrait pas s'immiscer dans les affaires de la police provinciale à Montréal, parce que c'est la forcer à jouer le jeu politique. Je crois à son autorité constitutionnelle. Mais n'est-il pas en train de détruire ce qu'il a pu édifier? Il est en voie de nuire à la cause de la justice dans la province.

Dans l'affaire Lacasse, pour témoigner contre cet honnête homme, il va chercher des bandits, des voyous, des gibiers de potence payés par le département du procureur général et les *Comptes publics* le démontrent. Ces gibiers de potence sont capables d'accomplir ses besognes. Pour assouvir sa haine, un tel geste n'est pas trop dégoûtant. Le premier ministre a complimenté le détective en chef Lacasse et lui a rendu un témoignage et à sa famille.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous payons toujours les témoins.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas d'avance comme pour un certain individu.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre manque de courage quand il met tout le blâme sur le dos du chef Lorrain. Le premier ministre n'est pas si sûr que cela. Son assistant mérite la réprobation du public. La preuve de la haine de son assistant, c'est ce qui se passe à Montréal. Il a lancé ses hommes pour dénoncer les maisons de jeu, afin de mieux m'atteindre. Il a fouillé cette boue pour me compromettre. Des affaires incompréhensibles! Et, s'il n'a pas réussi, ce n'est pas sa faute.

Il (M. Houde) n'a pas peur de ces enquêtes, car rien de nouveau ne va être trouvé à Montréal. Il s'est acharné à détruire le maire de la métropole et a mis en œuvre, pour me salir, toute la puissance dont il dispose. Le premier ministre est le premier à se plaindre quand nous faisons des dénonciations. On a

agencé une combinaison de manière à prouver par la presse rurale, surtout avant les élections, qu'à Montréal il y avait de la corruption, des maisons de jeu et de la prostitution. Haine politique! Ses détectives sont forcés de servir ses fins politiques. C'est vrai que le chef Lalonde de la police provinciale est un bon homme, mais il aura les mains liées tant qu'il restera sous les ordres de M. Lanctôt. Au lieu d'arrêter les criminels, on impose à la police provinciale la charge d'arrêter les adversaires politiques. Dans une ville comme Montréal, il est essentiel que le chef de police ait ses franchises coudées. Au lieu d'avoir le concours du procureur et de son assistant, nous n'avons eu que des attaques.

Ces bassesses font d'ailleurs partie du plan de bataille, et le jour où des saletés paraissent le matin dans *Le Canada*, *Le Soleil* les recueillait pour ses lecteurs et elles étaient reproduites le soir. Sépulcres blanchis! Hypocrites! Ils se scandalisent des arguments que nous employons. Je défie le ministre de conserver la confiance du peuple de cette province dans un tel concubinage avec l'assistant-procureur dans le rôle qu'on lui laisse jouer dans cette province. Oui, il y a deux justices dans cette province, et cela ne peut pas durer, car le peuple en a assez. Des "slot-machines" ont été remises à un ami du régime.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Auriez-vous l'obligeance de me donner ces noms privément?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Certainement. Si nous nous étions parlé toujours de même depuis deux ans, Montréal serait net et la province aussi. J'ai nommé un nouveau chef de police de Montréal, M. Dufresne. Je crois qu'il est au goût du premier ministre. Il a été nommé pour rester en poste sous condition de sa bonne conduite, et non pas pour le plaisir.

Le régime de la justice! On sort M. Renaud du pénitencier pour le remplacer par des amis politiques de l'opposition. Tout ce que je souhaite au premier ministre pour les prochaines élections, c'est de se solidariser davantage avec son assistant. Il (M. Houde) offre de collaborer avec le premier ministre lorsque ce dernier aura besoin de lui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) espère s'entendre avec le chef de l'opposition pour nettoyer Montréal. Ce n'est pas la faute de personne, c'est peut-être à cause de la proximité des États-Unis, mais le chef de l'opposition ne niera pas que

Montréal ne soit le refuge de beaucoup de criminels. Je le félicite encore une fois de la nomination du chef Dufresne qu'il vient de faire et j'espère que son travail sera efficace. J'accepte sa collaboration de la même manière qu'elle a été offerte. Si la coopération entre notre ami et nous peut être utile à Montréal, elle lui est toute acquise.

Il promet la coopération entre la police provinciale et la police municipale. Si les chefs pouvaient s'entendre, je ne doute pas qu'ils videraient bien des bouges. Mais les chefs de police sont d'ordinaire chatouilleux et il ne faut pas s'étonner si chacun veut conquérir ses lauriers.

On parle de haine chez M. Lanctôt. On a dit que M. Lanctôt n'aime pas l'opposition. Il avait raison. Qu'on me permette de dire que s'il y a méfiance contre M. Lanctôt, l'opposition en est quelque peu responsable.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): La meilleure chose que le gouvernement puisse faire avant les élections serait d'annoncer la résignation de M. Lanctôt.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a eu des élections auparavant où M. Lanctôt a été mentionné. On parle de lui plus que de moi dans les élections. On a fait les élections sur son dos en 1927! C'était plus une campagne le concernant lui que la province. Le chef de l'opposition affirme que certains libéraux sont mécontents à son sujet. Oui, c'est vrai. C'est inévitable. J'admets que des membres de la députation libérale ne l'aiment pas. Mais c'est peut-être parce que souvent, très souvent, il est contraint de refuser bien des faveurs que nos adversaires critiqueraient si elles étaient accordées. C'est intimement lié à l'administration de la police.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Qu'il laisse donc notre police tranquille!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Au sujet des hommes que le chef de l'opposition a en tête, ils ont été jugés coupables et la Cour d'appel a confirmé ces jugements.

Les "slot-machines", on y a fait la guerre à Montréal.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Pas vous autres, c'est nous autres.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si on veut faire le record.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il va en manquer 57. La police provinciale fait de la politique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami parle de politique. Certaines personnes peuvent même être méchantes et aller jusqu'à dire que la police s'intéresse à la politique. Certaines personnes ont tendance à obéir au souci électoral. Lorsque le chef de l'opposition (M. Houde) sera premier ministre, il sera attaqué de la même manière.

Il est difficile pour le chef de l'opposition d'oublier qu'il est maire de Montréal, et pour le maire de Montréal, d'oublier qu'il est chef de l'opposition. C'est là une arme dangereuse. C'est dangereux pour lui à Montréal.

Je pense bien que dans l'administration de la justice, il va oublier qu'il est chef de l'opposition. L'administration de Montréal n'est pas parfaite elle-même...

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Nous avons de si mauvais exemples depuis 33 ans!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Très bien, pourquoi ne prenez-vous pas que les bons exemples? Et ne prenez pas les nôtres.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelqu'un qui, à la radio, voudrait parler de M. Lanctôt, se ferait-il fermer le courant?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis convaincu que l'opposition, telle qu'elle est constituée, n'aura pas à se faire interrompre.

Toutefois, laissez-moi demander au chef de l'opposition de ne pas se placer en danger de soupçon.

Nous avons parlé de M. Lanctôt pendant une bonne partie de la session et il va faire parler de lui lors des prochaines élections.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Combien de policiers provinciaux y aura-t-il à Montréal lors des prochaines élections?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Combien de policiers municipaux allez-vous avoir?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): À peu près le même nombre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Bien, alors pourquoi s'inquiéter? Nous devrions nous entendre.

(Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ce sera la première fois.

L'étude de la résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 54 modifiant la loi électorale de Québec;

- bill 213 modifiant le Code municipal relativement à l'évaluation de lignes de transmission.

Loi électorale

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 54 modifiant la loi électorale de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Évaluation de lignes de transmission

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 213 modifiant le Code municipal relativement à l'évaluation de lignes de transmission. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à huit heures ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 4 avril 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard²¹

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent seize mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comment ces argents seront dépensés?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Honnêtement!

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau des statistiques de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) parle des municipalités établies en zones.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses, commissions et remboursements se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc., et inspection des hôtels, restaurants et maisons de logement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour timbres, licences, etc., (Changes sur le revenu), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour registrateurs: traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour imprimeur du Roi: - *Gazette officielle de Québec*, S.R., 1925, chapitre 18, div. 5, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

7. Un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général (Services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agent de la province à Ottawa: traitement, comprenant toutes ses dépenses de voyage et autres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service maritime sur la Côte-Nord et des Îles de la Madeleine: octroi pour 10 ans se terminant à la

fermeture de la navigation en 1934, O.C. no 640, 1925, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service entre les Îles de la Madeleine, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour The Clarke Steamship Co., Ltd., octroi *re*: service hebdomadaire entre Montréal et la côte de Gaspé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Compagnie de navigation Rimouski-Saguenay, octroi *re*: service entre Rimouski et la Côte-Nord (O.C. no 1726-1926), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour *Bulletin de la ferme*: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide aux esquimaux indigents de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent cinquante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie rurale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) et **M. Sauvé (Deux-Montagnes)** parlent de la Coopérative fédérée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) parle d'agriculture. Il insiste pour que la coopérative s'efforce d'améliorer son bilan, afin d'inspirer une confiance plus grande.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Si la coopérative arrivait avec des surplus considérables, ce serait contraire aux principes de coopération.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 16. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

École polytechnique, Montréal, en vertu de 57 Victoria, chapitre 23, article 17, tel que modifié par les lois 17 George V chapitre 45, section 2 et 20 George V, chapitre 62, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration (dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas six mille trois cent huit dollars et soixante-dix-neuf centins soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas trente-trois mille neuf cent dix-huit dollars et quatre-vingt-quinze centins soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes: (gouvernement civil); département du secrétaire provincial, \$18,000; département du trésor: - Bureau des assurances, \$2,000; département des Travaux publics et du Travail, \$2,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante-huit mille sept cent soixante-cinq dollars et dix-sept centins soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Corporation des écoles techniques ou professionnelles, 16 George V, chapitre 49, article 16:

École technique de Montréal, \$20,000; École technique de Québec, \$8,000; École technique de Hull, \$3,000; École des hautes études commerciales, \$38,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles techniques en dehors des cités de Québec, Montréal et Hull et pour cours professionnels, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent trente-cinq dollars et soixante-quatorze centins soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des sourds-muets et des aveugles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

On les aidera parce que leur œuvre mérite le plus grand encouragement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose: 28. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour fonds des écoles élémentaires en vertu des S.R., 1925, chapitre 133, article 474, tel que modifié par 16 George V, chapitre 43, section 1, en plus du montant statutaire de \$325,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-six mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux-arts: livres de récompenses, etc., \$31,000; beaux-arts, \$15,800, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'Instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement (provenant autrefois du fonds des écoles élémentaires), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles protestantes rurales - centralisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-neuf dollars et huit centins soit ouvert à Sa Majesté pour rapports du département, annuel, financier et statistique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour enseignement des classes spéciales, 19 George V, chapitre 45, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi du mérite scolaire, 18 George V, chapitre 46, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour cours d'été pour professeurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles du soir et école de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour archives de la province de Québec, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) demande si l'on aura des exemplaires supplémentaires du livre sur l'île d'Orléans, parce qu'il comprend que les stocks sont épuisés. Il ajoute que ce document est du plus haut intérêt et qu'il y a des livres similaires que l'on pourrait peut-être rééditer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La Commission des monuments du Québec a publié le livre sur l'île d'Orléans et d'autres livres sur les églises anciennes, les vieux manoirs et les maisons

ancestrales. Le montant de \$3,000 était destiné à la reliure d'un certain nombre d'exemplaires pour la Bibliothèque.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 40. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille cinq cent cinquante-huit dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'arts et métiers, 18 George V, chapitre 47, section 39*m*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau des statistiques de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) insiste pour que le premier ministre fasse une enquête pour déterminer si de meilleures méthodes pourraient être adoptées dans un avenir rapproché pour s'occuper de cette classe de personnes, car il a été informé que le traitement n'est pas le meilleur et que, selon lui, ceux qui s'en occupent ont besoin d'un tempérament d'ange.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le problème est très difficile. Les sœurs ne sont plus capables de continuer à s'occuper d'eux dans les différents asiles, parce que les criminels aliénés sont différents des aliénés habituels.

Il se dit en faveur des idées du chef de l'opposition, mais il ajoute qu'il s'agit d'un grave problème.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 43. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hygiène

publique de Québec, S.R., 1925, chapitre 186, article 155, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante-cinq mille sept cent quatorze dollars et quatre-vingt-quatorze centins soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille sept cent soixante-seize et cinquante-deux centins, soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prisons: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-trois mille cent quarante-quatre dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prison, Joliette: restauration, ameublement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prison, Sherbrooke: restauration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice et prison, La Malbaie: restauration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des établissements industriels, S.R., 1925, chapitre 54, article 62, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés

d'agriculture, S.R., 1925, chapitre 54, article 62, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, École de médecine vétérinaire et École de laiterie de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agronomie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent seize mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie rurale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt-deux mille six cent soixante dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour construction, réparation et entretien des chemins, S.R., 1925, chapitre 91, article 74, tel qu'amendé par 18 George V, chapitre 35, section 6b, (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration, vente et inspection des terres publiques pour fins d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins

de colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens (Colonisation, etc.), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

66. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des parcs (Colonisation, etc.), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

67. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, en plus du montant de \$40,000.00 autorisé par S.R., 1925, chapitre 84, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

68. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses, commissions et remboursements se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc., et inspection des hôtels, restaurants et maisons de logement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

69. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour régistrateurs: traitements et dépenses contingentes, (charges sur le revenu), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

70. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

71. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Commission des eaux courantes de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

72. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour association des Boy Scouts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) rend hommage au travail de cet organisme et des autres organisations similaires et il suggère que quelque chose soit fait pour un organisme connu sous le nom des "Éclaireurs", un organisme catholique où les

garçons sont disciplinés. Il a vu personnellement les résultats à ce sujet et il a été très impressionné.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 73. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide aux esquimaux indigents dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie)²²: Une conférence interprovinciale va avoir lieu à Ottawa le 7 avril. Le premier ministre aurait-il l'obligance de nous dire de quoi il va être question?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'on discutera de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. Si le résultat de cette conférence est d'amender cet acte sans le consentement des provinces, je m'y opposerai.

Il assure l'opposition qu'il n'engagera aucunement la province tant que la Législature n'aura pas été consultée. Il paraît que l'honorable M. Dupré aurait pris la même attitude à Londres.

M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère que le système anglais soit suivi en appelant les chefs de l'opposition à siéger à la conférence.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Si le député de Trois-Rivières accepte l'invitation, il pourra songer à y aller.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Les ministres de l'opposition devraient être consultés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): S'il en reste après les élections, nous les consulterons.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas de restes dans l'opposition.

(Nouveaux rires)

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Voies et moyens

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1931, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$2,808,551.19.

Adopté.

2. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1932, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$22,541,627.78.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Loi des subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 21 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1931 et le 30 juin 1932, et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À la troisième séance.

(Rires)

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 21 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1931 et le 30 juin 1932, et pour d'autres fins du service public.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 10 ratifiant le contrat entre le gouvernement de la province et Verdun Protestant Hospital concernant le soin, la garde et l'entretien des aliénés;
- bill 11 modifiant les articles 2174a et 2175 du Code civil;
- bill 22 concernant la nomination et le paiement de certains officiers et employés;
- bill 24 concernant les écoles ménagères provinciales;
- bill 26 modifiant la loi des paratonnerres;
- bill 27 modifiant la loi de la Commission des services publics;
- bill 31 prohibant certaines enseignes lumineuses servant à annoncer des liqueurs alcooliques;

- bill 32 concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont;

- bill 34 modifiant la loi des syndicats professionnels;

- bill 36 modifiant la loi de la pêche;

- bill 46 des accidents du travail, 1931;

- bill 47 modifiant la loi de l'instruction publique;

- bill 48 modifiant la loi des mines de Québec;

- bill 49 modifiant la loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930;

- bill 53 modifiant la loi de la taxe sur les corporations;

- bill 54 modifiant la loi électorale de Québec;

- bill 56 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à l'inspection des syndicats autres que les caisses populaires;

- bill 57 modifiant le Code municipal;

- bill 58 modifiant la loi des cités et villes;

- bill 59 modifiant la loi du département du trésor;

- bill 61 modifiant les articles 3 et 5 de la loi des subventions aux collèges classiques;

- bill 63 concernant la radio;

- bill 68 modifiant la loi des assurances de Québec pour certaines fins;

- bill 69 modifiant la loi des licences;

- bill 71 modifiant la loi des droits sur les successions;

- bill 82 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal;

- bill 93 modifiant la charte de la cité de Montréal;

- bill 99 modifiant la charte de la cité de Québec;

- bill 103 autorisant Albert-Pierre Frigon à exploiter une ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal;

- bill 132 reconnaissant The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec;

- bill 142 modifiant la charte de l'Institut Fraser;

- bill 143 concernant la corporation du village d'Asbestos;

- bill 144 ratifiant et confirmant le titre de Mount Sinai Sanatorium à l'immeuble qu'il possède en la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts;

- bill 148 fusionnant le District of Bedford General Hospital et la Perkins Hospital Corporation sous le nom de Brome-Missisquoi-Perkins Hospital;

- bill 149 modifiant la charte de la ville de East Angus;
- bill 150 autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jackwood;
- bill 151 constituant en corporation Montreal & North-Western Railway;
- bill 152 concernant The American Can Company;
- bill 153 concernant les œuvres de Notre-Dame-de-la-Merci;
- bill 154 ratifiant un acte de vente et de cession par la cité de Montréal à Henry Birks & Sons Limited, et déclarant fermée une certaine lisière de terrain;
- bill 155 concernant la fermeture d'une partie de la ruelle située en arrière de certains lots du boulevard Saint-Joseph et faisant partie du lot no 329, subdivision 286, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis;
- bill 172 détachant certains lots du district électoral de Bellechasse et les annexant au district électoral de Dorchester, pour toutes les fins;
- bill 177 modifiant le Code municipal relativement aux taxes;
- bill 179 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec;
- bill 183 modifiant l'article 94 du Code de procédure civile;
- bill 185 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'imposition de certaines taxes;
- bill 186 détachant certaines municipalités du district électoral de Beauce et les annexant au district électoral de Dorchester pour les fins électorales;
- bill 190 modifiant l'article 177 de la loi des chemins de fer de Québec;
- bill 193 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à la création de certains fonds;
- bill 199 modifiant l'article 1530 du Code civil;
- bill 201 modifiant le Code municipal relativement au drainage des terres;
- bill 202 modifiant l'article 571c de la loi des cités et villes;
- bill 204 modifiant la loi de la division territoriale;
- bill 208 modifiant le Code municipal relativement aux attributions des conseils de comté;
- bill 209 modifiant le Code municipal relativement à certaines exemptions de taxes;
- bill 212 concernant la conversion de certaines compagnies à fonds social en sociétés coopératives agricoles;
- bill 213 modifiant le Code municipal relativement à l'évaluation de lignes de transmission;
- bill 215 concernant une subvention à un certain chemin de fer;
- bill 216 pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers;
- bill 217 concernant la contribution du gouvernement à l'érection d'un monument commémoratif de l'arrivée de Jacques Cartier au Canada et de l'origine du christianisme sur ce continent;
- bill 218 modifiant l'article 54 de la loi des asiles d'aliénés;
- bill 219 modifiant l'article 27 de la loi des écoles de réforme;
- bill 220 modifiant l'article 18 de la loi des écoles d'industrie;
- bill 221 modifiant l'article 34 de la loi de l'assistance publique de Québec;
- bill 222 modifiant l'article 408 du Code municipal;
- bill 223 modifiant la loi 13 George V, chapitre 44;
- bill 228 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec;
- bill 229 modifiant la loi du régime des eaux courantes;
- bill 230 concernant la mise en conserves du poisson et d'autres produits de la mer;
- bill 231 concernant la responsabilité civile en matière de radiodiffusion;
- bill 232 relatif à la construction de certains ponts dans la province;
- bill 235 modifiant la loi des compagnies de Québec relativement aux assemblées;
- bill 236 modifiant la loi des cités et villes relativement aux procédures en expropriation;
- bill 237 modifiant la loi des déclarations des compagnies et des sociétés;
- bill 238 modifiant la loi des asiles d'aliénés;
- bill 239 modifiant la loi 31 Victoria, chapitre 38, constituant en corporation le synode du diocèse de Montréal;
- bill 240 de l'aide aux cultivateurs relativement aux prêts agricoles;
- bill 242 concernant le lot no 710 du cadastre du quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal;
- bill 243 modifiant la loi des pensions;
- bill 244 pour indemniser les cultivateurs de certaines pertes et aider à l'achat d'engrais chimiques;
- bill 245 modifiant la loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la

Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec;

- bill 246 modifiant la loi des mines de Québec relativement à certains examens médicaux;
- bill 247 concernant la silicose;
- bill 250 modifiant la loi des terres et forêts;
- bill 251 modifiant la loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga.

Le Greffier du Conseil législatif prononce la sanction royale sur ces bills comme suit:

Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et lui présente les bills suivants pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- bill 21 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1931 et le 30 juin 1932, et pour d'autres fins du service public;
- bill 55 octroyant à Sa Majesté les deniers immédiatement requis pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province pendant la présente session de la Législature.

À ces bills, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ces bills.

Après quoi il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de clore la quatrième session de la dix-septième législature de la province de Québec, par le discours suivant:

Son Honneur le lieutenant-gouverneur²³:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'est particulièrement agréable de donner la sanction royale aux lois que vous avez adoptées au cours de cette quatrième session.

Je forme des vœux pour que la loi des accidents du travail et les autres lois importantes qui vous ont été soumises obtiennent tous les bons résultats que vous en attendez.

Il est important que l'esprit d'assistance mutuelle, qui a jusqu'ici régné entre les patrons et les ouvriers de notre province, se continue et s'exerce de façon efficace.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir mis à la disposition de chacun de nos départements les crédits nécessaires à l'administration.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'incombe de vous remercier de tout le zèle que vous avez déployé dans l'accomplissement de vos devoirs. Je prie la Providence de rendre vos travaux parlementaires fructueux, et de répandre ses bienfaits sur toute notre population.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée à 10 h 55²⁴.

NOTES

1. Selon *The Quebec Chronicle* du 4 avril 1931, à la page 1, il y a 22 députés ministériels et quatre députés de l'opposition.

2. Il faut cinq députés pour prendre un vote, selon *Le Devoir* du 6 avril 1931, à la page 1.

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

4. Dans *L'Action catholique* du 6 avril 1931, à la page 4, il est écrit plutôt: St. Lawrence Paper.

5. M. G.-C. Piché est aux côtés du ministre, selon *Le Soleil* du 6 avril 1931, à la page 3.

6. 1928, selon *L'Action catholique* du 6 avril 1931, à la page 4.
7. Chiffre de *L'Événement* du 6 avril 1931, à la page 8: 200 milles carrés de forêts.
8. Chiffre de *The Gazette* du 6 avril 1931, à la page 10: 50 %.
9. Dans *The Gazette* du 6 avril 1931, à la page 10, il est écrit plutôt "1927".
10. Chiffre du *Soleil* du 6 avril 1931, à la page 3: \$3,330,000.
11. Chiffre du *Soleil* du 6 avril 1931, à la page 3: 2,703,209. Chiffre de *L'Événement* du même jour, à la page 8: \$2,703,000.
12. Chiffre de *L'Événement* du 6 avril 1931, à la page 8: \$13,755.
13. Chiffre de *L'Action catholique* du 6 avril 1931, à la page 4: \$245,000.
14. *Le Devoir* du 6 avril 1931, à la page 2, rapporte en fait la somme de \$245,000.
15. Deux heures trente, selon *L'Action catholique* du 6 avril 1931, à la page 10.
16. 1921, dans *L'Action catholique* du 6 avril 1931, à la page 4.
17. Chiffre de *L'Action catholique* du 6 avril 1931, à la page 4: \$65,000.
18. Dans *L'Événement* du 6 avril 1931, à la page 8, il est écrit: "Pouvoir des quinze."
19. M. Edgar Vézina, auditeur de la province, est avec le premier ministre, selon *Le Soleil* du 6 avril 1931, à la page 6.
20. Bien que dans *Le Devoir* du 6 avril 1931, à la page 3, on écrive 32 ans et que dans *L'Événement* et *The Montreal Daily Star* du même jour, respectivement aux pages 8 et 17, on puisse lire plutôt 38 ans, il est plus probable qu'il s'agisse de 40 ans, puisque M. Lanctôt occupa de nombreuses fonctions dans l'appareil gouvernemental du Québec à partir de 1890. Il fut, entre autres, l'adjoint au procureur général, de 1905 à 1936.
21. "Dix-neuf députés sont à leur siège, outre l'honorable M. Bouchard et M. Vautrin", selon *L'Événement* du 6 avril 1931, à la page 8.
22. Nous ne savons pas exactement où se situe cette remarque de M. Houde.
23. Le journaliste de *L'Événement* du 6 avril 1931, à la page 3, raconte la prorogation des Chambres de cette manière: "L'honorable H. G. Carroll a présidé à la cérémonie de la prorogation en présence des membres du cabinet, de quelques conseillers et députés. (Cela se conçoit à la veille de Pâques). Par contre, la foule des spectateurs était assez nombreuse. On remarquait aux côtés du représentant du roi, l'honorable M. L.-A. Taschereau, premier ministre, l'honorable M. Honoré Mercier fils, ministre des Terres et Forêts, l'honorable M. Narcisse Pérodeau, leader du conseil et ministre sans portefeuille, l'honorable M. J.-N. Francoeur, ministre des Travaux publics et du Travail et l'honorable M. Adélard Godbout, ministre de l'Agriculture. L'honorable M. Jacob Nicol, président du Conseil législatif, occupait son fauteuil, avec à sa droite, M. R.-A. Benoît, le greffier de la Chambre haute. Sur le parquet, à l'arrière de la Chambre, avaient pris place l'honorable M. T.-D. Bouchard, Orateur de l'Assemblée législative, M. Camillien Houde, chef de l'opposition, et les députés qui n'avaient pas encore regagné le foyer. Les fauteuils des conseillers étaient presque déserts. Cinq membres seulement de la Chambre rouge étaient présents, outre l'Orateur et l'honorable M. Pérodeau: l'honorable sénateur Thomas Chapais, les honorables MM. Roberge, Thériault, Létourneau et Roy."
24. Dans *The Chronicle-Telegraph* du 6 avril 1931, à la page 1, on peut lire ceci: "Lorsque la réunion de samedi soir dernier a pris fin, tous les députés de la Chambre avaient oublié l'animosité qu'ils pouvaient avoir. Ils se sont adonnés à la tradition qui consiste à lancer toutes sortes de papiers en l'air et vers les autres, jusqu'à ce que le sol ressemble à celui de la bourse de New York lors d'une session agitée ou d'une percée sur le marché. Un député entreprenant avait apporté un petit sac d'avoine et il s'amusait à vider le contenu du sac dans le dos de ses collègues."